



**Séance ordinaire du comité exécutif
du mercredi 13 février 2019**

ORDRE DU JOUR PUBLIC

10 – Sujets d'ouverture

10.001 Ordre du jour

CE Direction générale , Cabinet du directeur général

Adoption de l'ordre du jour de la séance du comité exécutif

10.002 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'adoption de l'ordre du jour de l'assemblée du prochain conseil municipal. Il sera traité à huis clos

10.003 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'adoption de l'ordre du jour de l'assemblée du prochain conseil d'agglomération. Il sera traité à huis clos

10.004 Procès-verbal

CE Direction générale , Cabinet du directeur général

Approbation du procès-verbal de la séance ordinaire du comité exécutif tenue le 23 janvier 2019, à 8 h 30

10.005 Procès-verbal

CE Direction générale , Cabinet du directeur général

Dépôt du procès-verbal de correction en regard de la résolution CE18 2039

20 – Affaires contractuelles

20.001 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CE Service des technologies de l'information , Direction solutions d'affaires - Sécurité publique et justice - 1180206005

Exercer la deuxième option de prolongation, et autoriser une dépense additionnelle de 110 802,67 \$, taxes incluses pour l'entretien des serveurs Hewlett-Packard (HP) de l'environnement technologique du système de répartition assistée par ordinateur (RAO) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une période d'un an soit du 1er mars 2019 au 29 février 2020 dans le cadre du contrat à Informatique Pro-Contact inc. (CE17 0271), majorant ainsi le montant total du contrat de 211 052,70 \$ à 321 855,37 \$, taxes incluses.

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

20.002 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CM Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles - 1195308001

Accorder un contrat à Orbis Canada Limited pour la fourniture des bacs pour la collecte des résidus alimentaires, pour une période de 24 mois, pour une somme de 699 163 \$, taxes incluses. Appel d'offres public 18-17416, 3 soumissionnaires dont 2 conformes.

20.003 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - plateformes et infrastructure - 1187833006

Exercer l'option de prolongation, et autoriser une dépense additionnelle de 172 467,09 \$ pour l'entretien des licences logicielles Control M et Mainview, pour la période du 31 mars 2019 au 30 mars 2020, dans le cadre du contrat accordé à BMC Software Canada inc (CG15 0139), fournisseur unique, majorant ainsi le montant total du contrat de 745 700,28 \$ à 918 167,37 \$, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.004 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG Service des technologies de l'information , Direction solutions d'affaires - Gestion du territoire - 1185006001

Accorder un contrat de gré à gré à la firme Bentley Systems inc., pour la fourniture du soutien technique, l'obtention des mises à jour et des droits d'utilisation du portfolio des licences logicielles pour la période du 1 mars 2019 au 28 février 2022 pour un montant maximal de 1 880 754,16\$, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.005 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1187855003

Conclure avec Distribution Glass Jet inc. une entente d'achat contractuelle d'une durée de vingt-quatre (24) mois, pour la fourniture et la livraison de sable de filtration utilisé dans les usines de production d'eau potable Atwater et Charles-J.-Des Bailleurs - Appel d'offres public 18-17145 - (deux (2) soumissionnaires dont un (1) non conforme) pour un montant maximum de 259 655,34 \$, taxes incluses.

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.006 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1188148002

Accorder un contrat à D.M.VALVE ET CONTROLES INC., pour la fourniture de six (6) débitmètres pour la station de pompage McTavish - Dépense totale de 336 182,88 \$, taxes incluses - Appel d'offres public no 18-17236 (1 soumissionnaire conforme)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.007 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

20.008 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CE Service des grands parcs du Mont-Royal et des sports , Direction gestion des parcs et biodiversité - 1196620001

Accorder un contrat à l'entreprise Asplundh Canada ULC, pour les services de coupe de jardinage acérico-forestier au parc-nature du Cap-Saint-Jacques, pour la somme de 381 671,24 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17414 - 3 soumissionnaires conformes

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Écoterritoires

20.009 Contrat de construction

CM Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures - 1187231079

Accorder un contrat à Demix construction, une division de Groupe CRH Canada inc., pour des travaux de voirie dans les arrondissements du Plateau-Mont-Royal, d'Outremont et de Rosemont-La Petite-Patrie (PCPR - PRCPR 2019). Dépense totale de 8 849 417,86 \$ (contrat: 7 700 561,69 \$ + contingences: 770 056,17 \$ + incidences: 378 800,00 \$), taxes incluses. Appel d'offres public 441021 - 9 soumissionnaires

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés financiers

20.010 Contrat de construction

CG Service des grands parcs du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics - 1188195002

Accorder un contrat à L.A. Hébert Ltée pour les travaux de sécurisation des falaises, bloc 2, lot 1 au parc Frédéric-Back pour une dépense totale de 1 723 974,47\$, taxes incluses. Appel d'offres public (18-6318) - Contrat numéro 18-6318. Autoriser une dépense totale de 2 273 934,69 \$ (contrat, contingences, quantités variables et incidences) incluant les taxes.

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Parc du complexe environnemental Saint-Michel

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés financiers

20.011 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

20.012 Contrat de construction

CG Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau - 1183775003

Accorder un contrat à Ali Excavation inc., pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, Ville de Dollard-des-Ormeaux", pour un montant de 1 979 524,58 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 10286 - 5 soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 2 474 405,76 \$, contingences, incidences et taxes incluses

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés financiers

20.013 Contrat de construction

CG Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers - 1190805001

Autoriser un transfert de 172 537,50 \$ taxes incluses, des dépenses incidentes aux dépenses contingentes pour compléter les travaux de rénovation d'enveloppe et des systèmes électromécaniques du Quartier Général du Service de police de la Ville de Montréal (3679) situé au 1441, rue Saint-Urbain, arrondissement Ville-Marie dans le cadre du contrat accordé à St-Denis Thompson inc. (CG17 0187) majorant ainsi le montant total du contrat de 7 927 920,04 \$ à 8 100 457,54 \$ taxes incluses

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

20.014 Contrat de construction

CM Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures - 1187231083

Accorder un contrat à Aquaréhab (Canada) inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal et travaux de voirie dans le chemin Saint-François, de la rue Halpern à la montée de Liesse. Dépense totale de 7 633 786,99 \$ (contrat: 6 776 169,99 \$ + contingences: 677 617,00 \$ + incidences: 180 000,00 \$), taxes incluses. Appel d'offres public 441214 - 3 soumissionnaires

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés financiers

20.015 Contrat de construction

CG Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau - 1183775004

Accorder un contrat à C.M.S. Entrepreneurs Généraux inc., pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, arrondissement Le Plateau-Mont-Royal", pour un montant de 1 102 748,22 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 10285 - 4 soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 1 433 572,68 \$, contingences, incidences et taxes incluses

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés financiers

20.016 Contrat de construction

CE Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures - 1181009027

Accorder un contrat à Demix Construction, une division de Groupe CRH Canada inc., pour la réalisation de travaux de planage et de resurfaçage des ruelles de la rue Saint-Hubert, entre les rues Saint-Zotique et de Bellechasse. Dépense maximale de 381 771,42 \$, taxes incluses (travaux : 301 476,18 \$ + variations des quantités : 30 147,62 \$ + contingences : 30 147,62 \$ + incidences : 20 000,00 \$). Appel d'offres public #403916 - 12 soumissionnaires conformes.

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés financiers

20.017 Contrat de construction

CM Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures - 1187231094

Accorder un contrat à Eurovia Québec construction inc., pour des travaux de planage et de revêtement bitumineux à divers endroits dans les arrondissements de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, du Sud-Ouest et de Verdun (PCPR - PRCPR 2019). Dépense totale de 9 363 833,79 \$ (contrat: 7 982 576,17 \$ + contingences: 798 257,62 \$ + incidences: 583 000,00 \$), taxes incluses. Appel d'offres public 441023 - 7 soumissionnaires

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés financiers

20.018 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

20.019 Contrat de construction

CM Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers - 1190652001

Accorder un contrat à Axe construction inc. pour l'exécution de travaux d'accessibilité universelle au Chalet du parc St-Georges situé au 13050 rue Prince Albert dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles - Dépense totale de 1 316 862,50\$, taxes incluses - Appel d'offres public 5993 (5 soum.)

20.020 Contrat de services professionnels

CE Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale - 1197661001

Accorder un contrat de services professionnels au coût de 169 150 \$ tx incluses à la firme IdéesFx à compter de la date de signature et jusqu'au 31 mars 2021 pour les services d'un conseiller en accompagnement stratégique et gestion de projet pour le développement d'un important projet de sensibilisation en matière d'intégration des nouveaux arrivants au marché de l'emploi. Appel d'offres RPPS18-17419 (3 soumissionnaires conformes)

20.021 Contrat de services professionnels

CG Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1196843001

Accorder un contrat de services professionnels en ingénierie et en architecture aux firmes Stantec Experts-conseils Ltée et Réal-Paul Architecte inc. pour l'achèvement des travaux de modernisation et de réfection à l'usine de production d'eau potable Pierrefonds, pour une somme maximale de 3 196 097,15 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17314 - (2 soumissionnaires)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

Mention spéciale : Les adjudicataires ont obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés financiers

20.022 Entente

CG Service de l'environnement - 1183217001

Approuver l'entente sur le fonctionnement et le financement des programmes d'inspection des aliments de la Ville de Montréal du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2019 entre le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec et la Ville de Montréal.

Compétence d'agglomération : Cas où la municipalité centrale a succédé à une municipalité régionale de comté ou à une communauté urbaine, toute autre matière sur laquelle la compétence appartient à la municipalité centrale et appartenait, en vertu d'une disposition législative, à l'organisme auquel la municipalité a succédé

20.023 Entente

CG Service des grands parcs du Mont-Royal et des sports , Direction gestion des parcs et biodiversité - 1188144001

Approuver le rapport annuel 2017-2018 permettant de clore le projet Programme d'aménagement durable des forêts (PADF) pour la période 2015 à 2018. Approuver le projet d'entente de délégation concernant la gestion du PADF pour la période 2018 à 2021. Autoriser une dépense de 481 857,36 \$ taxes incluses. Autoriser la Ville de Montréal à recevoir le montant de 330 000 \$ selon les modalités décrites dans l'entente. Approuver les recommandations à ces fins.

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Écoterritoires

20.024 Entente

CE Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières - 1196037001

Autoriser Hydro-Québec et Bell Canada à entamer les travaux nécessaires à la construction d'une ligne de distribution sur une partie d'un terrain appartenant à la Ville, lequel est situé entre les rues Marc-Cantin et Carrie-Derrick, dans l'arrondissement du Sud-Ouest. N/Réf. : 31H05-005-7674-01

20.025 Entente

CE Service de la culture , Direction des bibliothèques - 1181608002

1. Approuver deux ententes de commandite pour la tenue du festival Montréal joue 2019 totalisant 12 000 \$ (plus taxes) soit 2 000 \$ (plus taxes) de Isart Digital ainsi que 10 000 \$ (plus taxes) de Electronic Arts.
2. Autoriser le directeur des bibliothèques, M. Ivan Filion, à signer lesdits protocoles d'entente pour et au nom de la Ville de Montréal. 3- Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses pour un montant de 12 000 \$.

20.026 Immeuble - Location

CE Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières - 1190515001

Approuver un bail par lequel la Ville loue à Société environnementale de Côte-des-Neiges, pour un terme d'un (1) an, du 1er avril 2019 jusqu'au 31 mars 2020, une partie de terrain situé dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce, à l'angle sud-est du chemin de la Côte-des-Neiges et de la voie ferrée, portant le numéro de lot 2 515 576 du cadastre du Québec et ayant une superficie approximative de 957 m², afin de faire du compostage et organiser des activités publiques pour les citoyens, et ce, sans contrepartie financière pour le terme, et selon les conditions généralement établies. La subvention locative pour ce dossier est d'environ de 5 300\$ N/Réf. : 31H12-005-0258-02 (2584-101)

Compétence d'agglomération : Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi que tout autre élément de leur gestion si elles sont dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du plan de gestion de ces matières

20.027 Subvention - Contribution financière

CE Service de la culture , Direction du développement culturel - 1194407001

Accorder un soutien financier totalisant la somme de 750 200 \$ à 44 organismes culturels, pour le montant indiqué à chacun d'eux, dans le cadre du programme MÉDIATIONS CULTURELLES MTL 2018 de l'Entente sur le développement culturel de la Ville de Montréal MCC/Ville 2018-2021 (EDCM).

20.028 Subvention - Soutien financier avec convention

CE Service de la culture , Direction du développement culturel - 1187840001

Accorder un soutien financier totalisant la somme de 30 000 \$ à Sylvain Énard Danse pour la réalisation d'une série d'ateliers, Le Petit Continental, dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal (MCC/Ville) 2018-2021 /Approuver un projet de convention à cet effet

20.029 Subvention - Soutien financier avec convention

CM Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements - 1191508002

Accorder un soutien financier de six cent mille dollars (600 000 \$) à l'organisme Festival Montréal en Lumière inc., pour soutenir la 20e édition de Montréal en Lumière 2019 / Approuver un projet de convention à cette fin. Approuver un protocole de soutien technique estimé à trois cent dix mille dollars (310 000 \$).

20.030 Subvention - Soutien financier avec convention

CM Service des grands parcs du Mont-Royal et des sports , Direction gestion des parcs et biodiversité - 1188176001

Accorder un soutien financier de 1 418 675 \$ à la Soverdi pour le renforcement de la canopée montréalaise sur les sites privés et institutionnels pour l'année 2019 / Approuver un projet de convention à cette fin.

20.031 Subvention - Soutien financier avec convention

CG Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat - 1197952001

Accorder une contribution financière maximale de 250 000 \$ au Printemps numérique afin de soutenir son repositionnement et la mise en place de la Semaine numérique de Montréal en 2019 / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

20.032 Subvention - Soutien financier avec convention

CG Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat - 1193931001

Accorder un soutien financier non récurrent de 325 000 \$ à l'École de créativité la Factory pour soutenir, en 2019 et 2020, la mise en marché des formations et le développement de nouvelles clientèles et, octroyer un contrat de services professionnels d'une somme maximale de 201 206,24 \$ pour offrir 13 formations spécifiques en 2019 et 2020 à des cohortes dédiées aux cibles prioritaires identifiées au plan d'action entrepreneuriat du SDÉ / Approuver deux projets de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

20.033 Subvention - Soutien financier avec convention

CG Service du développement économique, Direction Entrepreneuriat - 1185008002

Accorder une contribution financière, non récurrente, d'un montant de 555 000 \$ à l'organisme Esplanade pour une durée de 3 ans (2019 à 2021) afin d'assurer son fonctionnement et la mise en oeuvre de 3 volets de son plan d'action / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

20.034 Subvention - Soutien financier avec convention

CE Service des grands parcs du Mont-Royal et des sports, Direction gestion des parcs et biodiversité - 1193703001

Accorder un soutien financier de 80 000 \$, pour l'année 2019, à la Société d'animation de la Promenade Bellerive afin de soutenir sa mission. Approuver un projet de convention à cet effet.

20.035 Subvention - Soutien financier avec convention

CM Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale - 1194970002

Accorder un soutien financier non récurrent de 500 000 \$ à Centre social et communautaire de la Petite Patrie, pour l'année 2019, dans le cadre du budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale, en soutien à l'acquisition de l'immeuble situé au 6839, rue Drolet à Montréal, conditionnellement à l'acquisition de cet immeuble / Autoriser un virement budgétaire de 500 000 \$ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration de compétence locale vers le budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale / Approuver un projet de convention à cet effet

20.036 Subvention - Soutien financier avec convention

CG Service de l'environnement - 1183983001

Autoriser une contribution de soixante-huit mille cinq cent dollars (68 500 \$), plus taxes, et de 27 010 \$ en nature au Consortium Ouranos pour la réalisation du projet Labo Climat Montréal et approuver l'addenda à l'entente d'adhésion entre la Ville de Montréal et Ouranos inc. majorant ainsi le montant total de l'entente initiale de 460 000 \$ à 528 500 \$ plus taxes.

Compétence d'agglomération : Cas où la municipalité centrale a succédé à une municipalité régionale de comté ou à une communauté urbaine, toute autre matière sur laquelle la compétence appartient à la municipalité centrale et appartenait, en vertu d'une disposition législative, à l'organisme auquel la municipalité a succédé

20.037 Subvention - Soutien financier avec convention

CE Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements - 1197195003

Accorder un soutien financier de cent cinquante mille dollars (150 000 \$) à l'organisme Fondation Québec cinéma, pour soutenir la 37e édition des Rendez-vous du cinéma québécois / Approuver un projet de convention à cette fin.

20.038 Subvention - Soutien financier avec convention

CM Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements - 1191508001

Accorder un soutien financier de deux cent mille dollars (200 000 \$) à l'organisme Nuit blanche à Montréal Inc., pour soutenir le financement des organismes partenaires de diffusion de la Nuit blanche à Montréal 2019 / Approuver un projet de convention à cette fin.

20.039 Subvention - Soutien financier avec convention

CM Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements - 1197883002

Approuver le protocole d'entente de soutien financier de 30 000 \$ et de soutien technique estimé à 150 000 \$ avec l'organisme United Irish Societies of Montréal Inc. pour la présentation du Défilé de la Saint-Patrick pour les années 2019, 2020 et 2021 / Autoriser le marquage temporaire de la chaussée.

20.040 Autres affaires contractuelles

CM Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières - 1191368002

Approuver l'intervention de la Ville de Montréal à une déclaration de copropriété dont le déclarant est Les Cours Pointe-St-Charles inc./Pointe St-Charles Yards inc. relativement à un projet de développement et de mise en valeur des Ateliers du CN à être réalisé par Les Cours Pointe-St-Charles inc. sur un terrain situé sur la rue Le Ber, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, connu et désigné comme étant le lot 5 600 650 du cadastre du Québec et ce, conformément au troisième addenda de l'accord de développement original N/Réf.: 31H05-005-7472-06

30 – Administration et finances

30.001 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CM Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques - 1187796009

Abroger la résolution CM19 0082 - Approuver la liste modifiée des établissements commerciaux autorisés à prolonger leurs heures d'exploitation de permis d'alcool le 3 mars prochain, de 3h00 à 6h00 dans le cadre de l'événement "Nuit blanche"

30.002 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CG Service de l'eau , Direction de l'eau potable - 1198257001

Approuver le dépôt d'une demande d'aide financière dans le cadre du Programme de gestion des actifs municipaux de la Fédération canadienne des municipalités donnant droit à une subvention évaluée à 50 000 \$ pour consolider les activités de gestion des actifs et soutenir la démarche par un système d'information de gestion

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

30.003 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CE Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements - 1197195002

Approuver la première partie de la programmation d'événements publics 2019. Autoriser l'occupation du domaine public du 21 février 2019 au 17 mars 2019.

30.004 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CM Service de la culture , Direction du développement culturel - 1196868001

Offrir aux conseils d'arrondissements, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, la gestion des redevances pour la diffusion de musique publiée lors d'activités ou d'événements dans les 19 arrondissements auprès de l'organisme Ré:Sonne pour la période du 1er janvier 2013 au 31 décembre 2018 et mandater le Service de la culture pour conclure une entente à cette fin avec l'organisme Ré:Sonne et mandater le Service de la culture pour négocier une nouvelle entente pour la période du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2023 avec l'organisme Ré:Sonne au nom des 19 arrondissements pour le même objet.

30.005 Administration - Déplacements / Frais de séjour et de représentation

CE Service du greffe - 1190843002

Ratifier la dépense de 280,87 \$ relative au déplacement de Mme Valérie Plante, mairesse de Montréal, les 27 et 28 janvier 2019, afin de prendre part au Caucus des maires des grandes villes de la FCM, à Ottawa, Ontario.

30.006 Administration - Nomination de membres

CM Conseil Jeunesse - 1197181001

Approuver le renouvellement du mandat de Mme Xiya Ma à titre de membre du Conseil jeunesse de Montréal pour un second terme de 3 ans, d'avril 2019 à avril 2022. Approuver la nomination de M. Rizwan Ahmad Khan à titre de membre du Conseil jeunesse de Montréal pour un mandat de 3 ans, de mars 2019 à mars 2022.

30.007 Budget - Virement / Annulation de crédits

CE Service des ressources humaines , Direction des relations de travail - 1190044001

Autoriser un virement budgétaire de 100 000 \$ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration vers le Service des ressources humaines pour le financement des services professionnels aux fins des négociations des conventions collectives entre la Commission des services électriques de Montréal et le Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 2755, (cols bleus) et le Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 305 (cols blancs)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

40 – Réglementation

40.001 Ordonnance - Autre sujet

CE Service du greffe - 1190132001

Édicter, en vertu de l'article 23 du Règlement sur le Comité Jacques-Viger (12-022), une ordonnance établissant la rémunération du président du Comité Jacques-Viger et une ordonnance établissant la rémunération des autres membres du Comité Jacques-Viger.

40.002 Ordonnance - Autre sujet

CE Service du greffe - 1193599001

Édicter une ordonnance fixant la date d'entrée en vigueur des dispositions du Règlement modifiant le Règlement sur la Charte montréalaise des droits et responsabilités et sur le droit d'initiative (05-056-5) afin de mettre en oeuvre l'exercice en ligne de ce droit

40.003 Règlement - Emprunt

CM Service de la culture , Direction des bibliothèques - 1180003001

Approuver, dans le cadre du Programme triennal d'immobilisations 2019-2021, un règlement d'emprunt autorisant le financement de 25 M\$ pour la réalisation de travaux, de rénovation, d'agrandissement, de construction de bibliothèques ainsi que l'achat de collections premières

40.004 Règlement - Emprunt

CM Service des grands parcs du Mont-Royal et des sports , Direction des sports - 1197235001

Adopter le Règlement autorisant un emprunt de 9 000 000 \$ pour financer le programme de soutien aux arrondissements pour la mise aux normes d'installations aquatiques

40.005 Règlement - Emprunt

CG Service du matériel roulant et des ateliers - 1181081026

Adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 30 800 000 \$ afin de financer le remplacement de véhicules et d'équipements»

Compétence d'agglomération : Acte mixte

40.006 Règlement - Emprunt

CM Service du matériel roulant et des ateliers - 1181081019

Adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 800 000 \$ afin de financer le projet de mise à niveau des postes de carburants

40.007 Règlement - Emprunt

CM Service du matériel roulant et des ateliers - 1181081023

Adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 1 600 000 \$ afin de financer le programme d'intégration de véhicules et d'équipements écoresponsables»

40.008 Règlement - Emprunt

CM Service du matériel roulant et des ateliers - 1181081022

Adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 1 000 000 \$ afin de financer le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés»

40.009 Règlement - Emprunt

CM Service du matériel roulant et des ateliers - 1181081025

Adopter un règlement d'emprunt intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 46 200 000 \$ afin de financer le remplacement de véhicules et d'équipements»

40.010 Règlement - Emprunt

CG Service du matériel roulant et des ateliers - 1181081021

Adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 1 000 000 \$ afin de financer le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés

Compétence d'agglomération : Acte mixte

40.011 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

40.012 Règlement - Subvention immeuble

CE Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission - 1180025002

Modification par ordonnance du règlement sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (règlement S-6.01)

40.013 Règlement - Subvention immeuble

CG Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission - 1180025003

Adopter un règlement modifiant le règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) afin de modifier des dates pour la présentation d'une demande de subvention, de modifier l'annexe G (rue Saint-Patrick) et d'y ajouter les secteurs de la rue Notre-Dame Ouest et du boulevard Saint-Jean-Baptiste

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

60 – Information

60.001 Dépôt

CM Service du greffe - 1192904001

Dépôt du rapport du greffier relatif à la formation des élu.es en éthique et en déontologie municipale à la suite de l'élection du 16 décembre 2018

60.002 Dépôt

CG Service de l'environnement - 1183983002

Déposer le rapport de l'état d'avancement de la mise en oeuvre de la programmation Ville de Montréal-Ouranos en matière d'adaptation aux changements climatiques - bilan pour la période juin 2017 et octobre 2018 et planification pour l'année 2019. Rapport présenté conformément à l'Entente de partenariat entre la Ville de Montréal et Ouranos.

Compétence d'agglomération : Cas où la municipalité centrale a succédé à une municipalité régionale de comté ou à une communauté urbaine, toute autre matière sur laquelle la compétence appartient à la municipalité centrale et appartenait, en vertu d'une disposition législative, à l'organisme auquel la municipalité a succédé

70 – Autres sujets

70.001 Levée de la séance

CE Direction générale . Cabinet du directeur général

Levée de la séance

Nombre d'articles de niveau décisionnel CE :	24
Nombre d'articles de niveau décisionnel CM :	22
Nombre d'articles de niveau décisionnel CG :	22

CE : 10.002
2019/02/13 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA
À HUIS CLOS

CE : 10.003
2019/02/13 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA
À HUIS CLOS

**Procès-verbal de la séance ordinaire du comité exécutif
tenue le mercredi 23 janvier 2019 à 8 h 30
Salle Peter-McGill, Hôtel de ville**

PRÉSENCES :

Mme Valérie Plante, Mairesse
M. Benoit Dorais, Président du comité exécutif
Mme Magda Popeanu, Vice-présidente du comité exécutif
M. Sylvain Ouellet, Vice-président du comité exécutif
M. Robert Beaudry, Membre du comité exécutif
M. Eric Alan Caldwell, Membre du comité exécutif
M. François William Croteau, Membre du comité exécutif
M. Luc Ferrandez, Membre du comité exécutif
Mme Rosannie Filato, Membre du comité exécutif
Mme Nathalie Goulet, Membre du comité exécutif
Mme Laurence Lavigne Lalonde, Membre du comité exécutif
M. Jean-François Parenteau, Membre du comité exécutif

ABSENCE :

Mme Christine Gosselin, Membre du comité exécutif

AUTRES PRÉSENCES :

Me Jean-François Milot, Chef de division - soutien aux instances
Me Yves Saindon, Greffier de la Ville
M. Serge Lamontagne, Directeur général
M. Benoit Dagenais, Directeur général adjoint - Services institutionnels
Mme Isabelle Cadrin, Directrice générale adjointe - Développement
Mme Peggy Bachman, Directrice générale adjointe - Qualité de vie
M. Alain Dufort, Directeur général adjoint - Ville-Marie et Concertation des arrondissements
Mme Marianne Giguère, conseillère associée
Mme Sophie Mauzerolle, conseillère associée à la mairesse
Mme Suzie Miron, conseillère associée
Mme Marie-Josée Parent, conseillère associée
M. Hadrien Parizeau, conseiller associé
M. Craig Sauvé, conseiller associé
M. François Limoges, leader de la majorité

Cette séance du comité exécutif est tenue conformément au règlement intérieur de la Ville sur la fixation des séances ordinaires du comité exécutif.

CE19 0128

Il est

RÉSOLU :

d'adopter l'ordre du jour de la séance ordinaire du comité exécutif du 23 janvier 2019, en y retirant l'article 12.001.

Adopté à l'unanimité.

10.001

CE19 0129

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

d'adopter l'ordre du jour consolidé de l'assemblée ordinaire du conseil municipal du 28 janvier 2019.

Adopté à l'unanimité.

10.002

CE19 0130

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

d'adopter l'ordre du jour consolidé de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération du 31 janvier 2019.

Adopté à l'unanimité.

10.003

CE19 0131

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil municipal :

- 1 - d'approuver un projet de contrat d'exécution d'œuvre d'art par lequel Patrick Bernatchez, artiste professionnel faisant affaire sous le nom Studio Patrick Bernatchez inc., s'engage à fournir à la Ville les services artistiques pour la fabrication et l'installation de l'œuvre d'art « 29 • 53 » sur la place centrale du site Outremont, pour une somme maximale de 1 207 237,50 \$, taxes et contingences incluses, le tout selon les termes et conditions stipulés au projet de contrat;
- 2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.001 1180230004

CE19 0132

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil d'agglomération :

- 1 - de conclure une entente-cadre de gré à gré avec Techno-Feu inc., fournisseur exclusif, pour la fourniture sur demande de pièces authentiques de marque E-One, pour une durée de cinq ans, soit du 4 février 2019 au 3 février 2024, pour une dépense estimée à 1 599 755,45 \$, taxes et indexation annuelle de 2 % incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres sur invitation 18-17146;
- 2 - d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget du Service du matériel roulant et des ateliers, et ce au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.002 1181541002

CE19 0133

Il est

RÉSOLU :

- 1 - d'autoriser une dépense totale de 267 406,55 \$, taxes, contingences et incidences incluses, pour la fourniture d'une vanne modulante et de trois vannes motorisées pour la station de pompage McTavish;
- 2 - d'accorder à Les Contrôles Provan Associés inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour une période 32 mois, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 247 598,66 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17235 et au tableau des prix reçus joint au dossier décisionnel;
- 3 - d'autoriser un montant de 12 379,93 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences et un montant de 7 427,96 \$, taxes incluses, à titre de budget de incidences;
- 4 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.003 1188148001

CE19 0134

Il est

RÉSOLU :

- 1 - de conclure une entente-cadre pour une période de 36 mois, avec deux options de prolongation de 12 mois chacune, pour le service de numérisation de plans et documents de formats variés, pour différents arrondissements de la Ville de Montréal;
- 2 - d'accorder à l'entreprise Les Industries Poly inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix unitaires de sa soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17125 et au tableau des prix reçus joint au dossier décisionnel;

- 3 - d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements concernés et ce, au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.004 1186135009

CE19 0135

Il est

RÉSOLU :

- 1 - d'accorder à 9181-5084 Québec inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour une période de 24 mois, avec une option de renouvellement de 12 mois, le contrat pour l'entretien et la réparation des modules d'affichage libre dans les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville, d'Anjou, de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, de Lachine, de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, de Montréal-Nord, d'Outremont, de Pierrefonds-Roxboro, du Plateau-Mont-Royal, de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, de Rosemont–La Petite-Patrie, de Saint-Laurent, de Saint-Léonard, du Sud-Ouest, de Verdun, de Ville-Marie et de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 159 701,68 \$, taxes et contingences incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17388 et au tableau des prix reçus joint au dossier décisionnel;
- 2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.005 1187286009

CE19 0136

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil d'agglomération :

- 1 - de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;
- 2 - de conclure deux contrats, d'une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en développement pour solutions numériques et sites web (rédaction et traduction de contenu web);
- 3 - d'accorder au seul soumissionnaire Systematix Technologies de l'information inc., ce dernier ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélections préétablis pour le lot 1, et à Documens Traduction inc., seule firme ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélections préétablis pour le lot 2, les contrats à cette fin, pour les sommes maximales inscrites à l'égard de chacune d'elles, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17271;

Firme	Description	Montant
Systematix Technologies de l'information inc.	Lot 1 - Rédaction de contenu web	2 311 714,94 \$
Documens Traduction inc.	Lot 2- Traduction de contenu web	172 577,48 \$

- 4 - d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget du Service des technologies de l'information, et ce au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.006 1187655002

CE19 0137

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil municipal :

- 1 - d'autoriser une dépense additionnelle de 570 672 \$, taxes incluses, pour le projet de réfection du chalet du parc La Fontaine, dans le cadre du contrat accordé à Corporation de construction Germano (CM18 0375), majorant ainsi le montant total du contrat de 3 909 958,04 \$ à 4 480 630,04 \$, taxes incluses;
- 2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.007 1185965006

CE19 0138

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil municipal :

- 1 - de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;
- 2 - d'autoriser une dépense de 2 505 908,49 \$, taxes incluses, pour des travaux d'égout, de conduite d'eau et de voirie dans la 20^e avenue, de la rue Everett à la rue Villeray ainsi que des travaux de voirie dans les rues avoisinantes, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;
- 3 - d'accorder à Duroking Construction / 9200-2088 Québec inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 2 246 908,49 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 409110;
- 4 - d'autoriser une dépense de 224 690,85 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
- 5 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.008 1187231063

CE19 0139

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil municipal :

- 1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;
- 2- d'autoriser une dépense de 20 249 831,87 \$, taxes incluses, pour la réalisation des travaux de peinture et travaux divers au pont de la Concorde, situé dans l'axe de l'avenue Pierre-Dupuy au-dessus du fleuve Saint-Laurent, dans l'arrondissement de Ville-Marie, comprenant les variations de quantités et les incidences, le cas échéant;
- 3- d'accorder à Pomerleau inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 18 172 355,73 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 440710;
- 4- d'autoriser une dépense de 1 817 235,57 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
- 5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.009 1187000009

CE19 0140

Il est

RÉSOLU :

- 1 - de conclure deux ententes-cadres par lesquelles les firmes ci-après désignées ayant obtenu les plus hauts pointages en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis pour la fourniture sur demande de conception et production de solutions d'apprentissage en ligne, pour une durée de deux ans, avec option de renouvellement d'une année, pour les sommes maximales inscrites à l'égard de chacune d'elles, taxes et contingences incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17223;

	Adjudicataires	Total
Contrat 1	Novaconcept formation inc.	447 788,54 \$
Contrat 4	Novaconcept formation inc.	249 467,01 \$

- 2 - d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services corporatifs, et ce au rythme des besoins à combler.

de recommander au conseil d'agglomération :

- 1 - de conclure deux ententes-cadres par lesquelles Médial conseil santé sécurité inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage en fonction des critères de sélection préétablis pour le contrat 2, et le seul soumissionnaire, Alia conseil inc., ce dernier ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis pour le contrat 3, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis pour la fourniture sur demande de conception et production de solutions d'apprentissage en ligne, pour une durée de deux ans, avec option de renouvellement d'une année, pour les sommes maximales inscrites à l'égard de chacune d'elles, taxes et contingences incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17223;

	Adjudicataires	Total
Contrat 2	Médial conseil santé sécurité inc.	598 870,05 \$
Contrat 3	Alia conseil inc.	413 881,26 \$

- 2 - d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services corporatifs, et ce au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.010 1184384001

CE19 0141

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil municipal :

- 1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;
- 2- d'autoriser une dépense totale de 14 648 702,40 \$, taxes, contingences et incidences incluses, pour des travaux de mise aux normes de l'aréna Mont-Royal, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal;
- 3- d'accorder un contrat à Groupe Unigesco inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 12 366 992,32 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 5958;
- 4- d'autoriser une dépense de 1 855 048,85 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
- 5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.011 1186676003

CE19 0142

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil d'agglomération :

- 1 - de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;
- 2 - de conclure une entente-cadre par laquelle Les Services EXP inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour la surveillance de travaux de réfection de structures, pour une somme maximale de 8 628 579 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17017 ;
- 3 - d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des services corporatifs et des villes liées, et ce au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.012 1187231099

CE19 0143

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil municipal :

- 1- d'approuver un projet d'entente « *Subordination and Standstill Agreement* » à intervenir entre 9307-6925 Québec inc., Peter Skierka, Les Habitations Duff Court et Computershare Trust Company of Canada et la Ville de Montréal;
- 2- d'autoriser la directrice du Service de l'habitation à signer ledit projet d'entente pour et au nom de la Ville;
- 3- d'autoriser une cession de rang hypothécaire en faveur du nouveau prêteur privé, à l'échéance du prêt hypothécaire de 1^{er} rang.

Adopté à l'unanimité.

20.013 1193227001

CE19 0144

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil d'agglomération :

- 1 - d'approuver le projet de troisième convention de modification de bail par lequel la Ville de Montréal loue de Gestion Gérard de Cola inc., pour une période de 5 ans, à compter du 1^{er} mars 2019, un espace à bureaux d'une superficie de 4 555 pieds carrés, situé au 8200, boulevard Maurice-Duplessis à Montréal, pour les besoins du poste de quartier 45 du Service de police de la Ville de Montréal, moyennant un loyer total de 698 200,86 \$, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;
- 2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.014 1184069020

CE19 0145

Il est

RÉSOLU :

- 1 - d'accorder un soutien financier non récurrent de 15 000 \$ à Air and Waste Management Association (AWMA) pour la conférence annuelle et l'exposition ACE-2019-Vents de changements-Environnement, Énergie et Santé, qui aura lieu du 25 au 28 juin 2019 à Québec;
- 2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.015 1184390003

CE19 0146

Il est

RÉSOLU :

- 1 - d'accorder un soutien financier non récurrent de 40 000 \$ au Conseil régional de l'environnement de Montréal afin de couvrir une partie des frais reliés à l'organisation du Gala de reconnaissance en environnement et développement durable de Montréal qui se tiendra le 30 avril 2019;
- 2 - d'approuver le projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement du soutien financier;
- 3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.016 1187814001

CE19 0147

Il est

RÉSOLU :

- 1 - d'accorder un soutien financier de 15 000 \$ au Centre international de documentation et d'information haïtienne, caraïbéenne et afro-canadienne (CIDIHCA), pour l'année 2019, pour la réalisation de la 20^e édition de la « Semaine d'actions contre le racisme », du 21 au 31 mars 2019;
- 2 - d'approuver le projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;
- 3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.017 1184005005

CE19 0148

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil d'agglomération :

- 1 - d'autoriser une dépense additionnelle de 1 517 441 \$, taxes incluses, pour les travaux d'audit supplémentaire dans le cadre du contrat accordé à Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. (CG17 0491), au cours des exercices financiers de 2019 et 2020 en regard au volet des nouveaux services imposés au vérificateur externe par le projet de loi 155 devenu la *Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal et la Société d'habitation du Québec*, sanctionnée en avril 2018, majorant ainsi le montant total du contrat de 1 467 502,26 \$ à 2 984 943,26 \$, taxes incluses, ainsi que les nouveaux services devant être effectués par cette firme;
- 2 - d'approuver le projet d'addenda no 2 entre la Ville de Montréal et Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. à cet effet;

- 3 - d'autoriser le transfert budgétaire au montant de 390 500 \$ du Bureau du vérificateur général en faveur du Service des finances afin d'absorber les coûts résultant des nouvelles exigences d'audit imposées au vérificateur externe de la Ville à la suite des modifications apportées par le projet de loi 155 pour lesquels le Bureau du vérificateur général n'aura plus l'obligation d'effectuer ces travaux;
- 4 - d'autoriser pour l'année 2019 un budget supplémentaire de dépenses au Service des finances pour un montant de 173 500 \$ financé à même une facturation par la Ville auprès de différents organismes pour lesquels le vérificateur externe de la Ville effectuera des travaux d'audit financier en relation avec le projet de loi 155. Ces travaux d'audit étaient antérieurement facturés par le Bureau du vérificateur général;
- 5 - d'autoriser pour l'année 2019 un transfert budgétaire de 136 000 \$ en faveur du Service des finances en provenance des dépenses de contingences;
- 6 - d'autoriser pour l'année 2020 une augmentation de façon récurrente la base budgétaire du Service des finances de 686 400 \$ au niveau des charges et de 152 500 \$ au niveau des revenus;
- 7 - d'autoriser la diminution de façon récurrente la base budgétaire du volet des charges de 390 500 \$ et du volet des revenus pour 160 000 \$ du Bureau du vérificateur général;
- 8 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.018 1180192001

CE19 0149

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil d'agglomération :

- 1 - d'accorder un contrat de services professionnels à SSQ, Société d'assurance-vie inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour la gestion des régimes d'assurance collective en cas de décès et mutilations accidentels offerts aux élus municipaux, aux employés et aux retraités de la Ville de Montréal, à compter du 1^{er} février 2019, aux prix de sa soumission, soit pour une somme approximative de 1 596 390 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17427;
- 2 - d'accorder un contrat gré à gré, d'une valeur approximative de 15 700 \$, (incluant la taxe de 9%) pour la durée maximale du contrat de 9 ans et 11 mois se terminant le 31 décembre 2028, par lequel la Compagnie d'assurance AIG du Canada s'engage à maintenir les protections d'assurance décès mutilations accidentels des régimes d'assurance collective que la Ville de Montréal s'est engagée à offrir à ses employés, pour la période du 1^{er} janvier au 31 janvier 2019;
- 3 - de mandater le Service des ressources humaines afin qu'il procède à la mise en application des contrats;
- 4 - d'imputer ces dépenses, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel;

Adopté à l'unanimité.

20.019 1186775003

CE19 0150

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

d'approuver, conformément au pouvoir délégué dans les résolutions CM15 1107 et CM15 1266, l'évaluation de rendement insatisfaisant du fournisseur Les Entreprises Ventec inc., dans le cadre du contrat DDTTP54-16-03 pour le réaménagement géométrique de diverses intersections dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal. Cette entreprise sera sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant pour une période de 2 ans à compter de ce jour.

Adopté à l'unanimité.

30.001 1187617001

CE19 0151

Vu la résolution CA19 08 0020 du conseil d'arrondissement de Saint-Laurent en date du 8 janvier 2019;

Il est

RÉSOLU :

d'autoriser le greffier à émettre une attestation de non-objection en vertu de la *Loi sur la qualité de l'environnement* (RLRQ, c. Q-2) en vue du branchement au réseau municipal de la Ville de Montréal d'un réseau privé de conduites d'égout pluvial dans le cadre d'un agrandissement au bâtiment 7171, rue Frédéric-Banting.

Adopté à l'unanimité.

30.002 1185208001

CE19 0152

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil d'agglomération :

d'autoriser le report du dépôt au bureau du greffier des états financiers vérifiés de l'exercice financier 2018 du 31 mars au 30 avril 2019, au plus tard.

Adopté à l'unanimité.

30.003 1190029001

CE19 0153

En conformité avec l'article 4. f) et g) des lettres patentes de la Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM);

Attendu que l'investissement de la part de la SHDM pour l'acquisition de l'immeuble est supérieur à 1 M\$;

Il est

RÉSOLU :

d'autoriser la Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM) à acquérir l'immeuble situé au 1651, boulevard Saint-Joseph Est, constitué du lot 1 194 034 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, pour une somme de 1 350 000 \$ et à revendre ledit immeuble à l'organisme Ma Chambre inc., pour une somme de 1 350 000 \$, plus le remboursement des frais de détention à la SHDM.

Adopté à l'unanimité.

30.004 1197218001

CE19 0154

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil d'agglomération :

1 - d'autoriser une dépense maximale de 743 600 \$ annuellement, pour la location, jusqu'à concurrence de 65 véhicules, pour la durée du financement des projets ACCES, ACCEF, EILP et ACCES Cannabis, conformément aux ententes 2001-0034 et 2011-0009 intervenues entre le Service de police de la Ville de Montréal et le Centre de gestion de l'équipement roulant du Gouvernement du Québec;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

30.005 1185841001

CE19 0155

Vu la résolution CA18 08 0652 du conseil d'arrondissement de Saint-Laurent en date du 4 décembre 2018;

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil municipal :

1- d'autoriser le transfert de 4 997 300 \$, montant inutilisé des surplus accumulés affectés du corporatif vers les surplus de gestion de l'arrondissement de Saint-Laurent;

- 2- de procéder au transfert budgétaire conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

30.006 1187989003

CE19 0156

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

d'autoriser le Service des affaires juridiques à intenter un recours en intervention forcée (appel en garantie) contre La compagnie d'assurance Everest du Canada, Aviva compagnie d'assurance du Canada, ARCH assurances Canada Ltée, XL Reinsurance America inc., La compagnie d'assurance Temple, La compagnie d'assurance XL Spécialité et Les souscripteurs du Lloyd's, soit les assureurs de responsabilité professionnelle de Les Consultants S.M. inc. et d'autoriser le Service des affaires juridiques à demander la levée de la suspension des procédures et à intenter un recours en intervention forcée contre Les Consultants S.M. inc., le cas échéant, afin qu'ils soient condamnés à indemniser la Ville de Montréal de toute condamnation qui pourrait être prononcée contre elle dans le cadre du recours intenté par Ceveco inc. au montant de 822 496,13 \$, à la suite du bris de l'entrée d'eau de la Place Vauquelin.

Adopté à l'unanimité.

30.007 1186413003

CE19 0157

Il est

RÉSOLU :

- 1- d'autoriser une dépense estimée à 277,07 \$ relative au déplacement de Mme Marie-Josée Parent, conseillère associée à la culture et à la réconciliation, en remplacement de Mme Christine Gosselin, membre du comité exécutif responsable de la culture, du patrimoine et du design, afin de participer à une réunion du conseil d'administration de l'organisme Les Arts de la Ville qui se tiendra à Québec, le 24 janvier 2019;
- 2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

30.008 1194302001

CE19 0158

Il est

RÉSOLU :

- 1- d'autoriser une dépense estimée à 481,03 \$ relative au déplacement de M. Robert Beaudry, membre du comité exécutif, les 27 et 28 janvier 2019, afin de prendre part au Caucus des maires des grandes villes de la Fédération canadienne des municipalités (FCM), à Ottawa, Ontario;
- 2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

30.009 1194310001

CE19 0159

Il est

RÉSOLU :

d'édicter, en vertu de l'article 22 du Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043), les 21 ordonnances dans les secteurs suivants :

- Saint-Denis (Plateau) (numéro 1);
- Saint-Paul Est (Phase 1) (numéro 2);
- Notre-Dame Ouest (numéro 3);
- Laurentien-Lachapelle (numéro 4);
- Saint-Michel (Phase 1) (numéro 5);
- Sherbrooke Ouest (numéro 6);
- Bishop (numéro 7);
- Jarry Est (Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension) (numéro 8);
- Laurier Ouest (numéro 9)
- Saint-Michel (Phase 2) (numéro 10);
- Avenue Cartier (Pointe-Claire) (numéro 11);
- Le triangle (numéro 12);
- Sainte-Catherine Ouest (numéro 13);
- Saint-André (vélorue) (numéro 14);
- Boulevard Gouin Ouest (Pierrefonds-Roxboro) (numéro 15);
- Avenue Shamrock (numéro 16);
- Saint-Hubert (numéro 17);
- Saint-Paul (Phase 2) (numéro 18);
- Peel (Ville-Marie) (numéro 19);
- Saint-Denis (Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension) (numéro 20);
- SRB Pie-IX (numéro 21),

lesquelles sont jointes au présent dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

40.001 1187796008

CE19 0160

Il est

RÉSOLU :

de prendre acte du rapport trimestriel sur les mainlevées, couvrant la période du 1^{er} octobre 2018 au 31 décembre 2018, le tout conformément à l'encadrement administratif C-OG-SCARM-D-11-002 « Mainlevées (Directive) ».

Adopté à l'unanimité.

60.001 1198078001

Levée de la séance à 11 h 32

70.001

Les résolutions CE19 0128 à CE19 0160 consignées dans ce procès-verbal sont considérées signées comme si elles l'avaient été une à une.

Benoit Dorais
Président du comité exécutif

Yves Saindon
Greffier de la Ville

PROCÈS-VERBAL DE CORRECTION
(Résolution CE18 2039)

Conformément à l'article 92.1 de la *Loi sur les cités et villes*, j'ai modifié le procès-verbal de la séance ordinaire du comité exécutif du 12 septembre 2018, à la résolution CE18 2039, pour y corriger une erreur qui apparaît de façon évidente à la simple lecture des documents soumis à l'appui de la décision prise.

La correction effectuée consiste en l'ajout, dans le texte de la résolution CE18 2039, de la description détaillée de l'immeuble que la Société de transport de Montréal (STM) souhaite acquérir par expropriation, conformément à la résolution CA-2018-146 de la STM.

Fait à Montréal, le 31 janvier 2019.

(s) Yves Saindon

Le greffier de la Ville
Yves Saindon, avocat

VERSION ORIGINALE

Montréal 

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du comité exécutif

Séance ordinaire du mercredi 12 décembre 2018

Résolution: CE18 2039

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil d'agglomération :

d'autoriser la Société de transport de Montréal à acquérir, par expropriation, un terrain de Investissements de Ville inc. pour la construction du nouveau centre de transport de l'Est.

Adopté à l'unanimité.

20.018 1180854009

Magda POPEANU

Vice-présidente du comité exécutif

Yves SAINDON

Greffier de la Ville

(certifié conforme)

Yves SAINDON
Greffier de la Ville

VERSION MODIFIÉE

Montréal 

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du comité exécutif

Séance ordinaire du mercredi 12 décembre 2018

Résolution: CE18 2039

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil d'agglomération :

d'autoriser la Société de transport de Montréal à acquérir, par expropriation, une partie du lot 4 916 258, du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie approximative de 550 868,34 pieds carrés, requis pour la construction d'un nouveau centre de transport, laquelle partie de lot sera connue et désignée comme étant le lot projeté 6 266 046 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, telle que montrée au plan cadastral joint au dossier décisionnel préparé par François Houle, arpenteur-géomètre, le 11 juillet 2018, sous le numéro 18 773 de ses minutes, située dans l'arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve (ci-après nommé : « CT de L'Est »), le tout appartenant à Investissements de Ville Inc., ainsi que les servitudes pouvant affecter l'implantation et les opérations du CT de l'Est, dont les bénéficiaires sont identifiés à l'«Annexe A» jointe à la résolution CA-2018-146 de la Société de transport de Montréal.

Adopté à l'unanimité.

20.018 1180854009

Magda POPEANU

Vice-présidente du comité exécutif

Yves SAINDON

Greffier de la Ville

(certifié conforme)

Yves SAINDON
Greffier de la Ville



Dossier # : 1180206005

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction solutions d'affaires - Sécurité publique et justice , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Exercer la deuxième option de prolongation, et autoriser une dépense additionnelle de 110 802,67 \$, taxes incluses pour l'entretien des serveurs Hewlett-Packard (HP) de l'environnement technologique du système de répartition assistée par ordinateur (RAO) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une période d'un an soit du 1er mars 2019 au 29 février 2020 dans le cadre du contrat à Informatique Pro-Contact inc. (CE17 0271), majorant ainsi le montant total du contrat de 211 052,70 \$ à 321 855,37 \$, taxes incluses.

Il est recommandé :

1. d'exercer, en vertu de la résolution CE17 0271, la deuxième option d'une année de prolongation du contrat octroyé à la firme Informatique Pro-Contact inc. pour l'entretien des serveurs Hewlett-Packard (HP) de l'environnement technologique du système de répartition assistée par ordinateur (RAO) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour la période du 1er mars 2019 au 29 février 2020, et autoriser une dépense additionnelle de 110 802,67 \$ taxes incluses, majorant ainsi le montant total du contrat de 211 052,70 \$ à 321 855,37 \$, taxes incluses.
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2019-01-28 12:07

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie
et Concertation des arrondissements

IDENTIFICATION

Dossier # :1180206005

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction solutions d'affaires - Sécurité publique et justice , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Exercer la deuxième option de prolongation, et autoriser une dépense additionnelle de 110 802,67 \$, taxes incluses pour l'entretien des serveurs Hewlett-Packard (HP) de l'environnement technologique du système de répartition assistée par ordinateur (RAO) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une période d'un an soit du 1er mars 2019 au 29 février 2020 dans le cadre du contrat à Informatique Pro-Contact inc. (CE17 0271), majorant ainsi le montant total du contrat de 211 052,70 \$ à 321 855,37 \$, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) utilise un système de répartition assistée par ordinateur (RAO) qui permet la gestion des appels et des interventions d'urgence. La RAO est l'application qui sert à la répartition des appels policiers provenant des citoyens qui effectuent un appel de type « 911 ». Il s'agit d'une application centrale qui est utilisée au centre de répartition et elle requière une disponibilité 24/7. L'application est destinée principalement :

- Aux répartiteurs et analystes dans leur travail quotidien;
- À la cartographie pour l'affichage des unités policières et des appels sur une carte en continu;
- Aux ordinateurs véhiculaires des policiers et aux PTM (Postes de travail mobiles).

Les serveurs de la compagnie Hewlett-Packard (HP) assurent l'environnement technologique de la RAO et la firme Informatique Pro-Contact Inc. entretient ces équipements depuis 2015. Suite à l'appel d'offres # 16-15719, un contrat a été octroyé à la firme Informatique Pro-Contact inc. (CE17 0271) pour une durée de douze (12) mois pour l'entretien des serveurs Hewlett-Packard (HP) de l'environnement technologique de la RAO du SPVM. Une prolongation au contrat pour un maximum de deux périodes supplémentaires de 12 mois chacune est incluse dans l'appel d'offres et à cette fin, la Ville désire se prévaloir de la deuxième et dernière des deux options de prolongation prévues au contrat.

L'objectif du présent dossier décisionnel est d'accorder à la firme Informatique Pro-Contact inc. la deuxième option de prolongation prévue au contrat pour l'entretien des serveurs Hewlett-Packard (HP) de l'environnement technologique du système de répartition assistée par ordinateur (RAO) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), conformément à l'appel d'offres public # 16-15719, pour une période d'un an soit du 1er mars 2019 au 29 février 2020, pour un montant total maximal de 110 802,67 \$, taxes incluses, majorant ainsi le montant total du contrat de 211 052,70 \$ à 321 855,37 \$, taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE18 0244 - 14 février 2018 - Exercer la première option de prolongation pour une période d'un an, soit du 1^{er} mars 2018 au 28 février 2019, prévue au contrat accordé à Informatique Pro-Contact inc. (CE17 0271) pour l'entretien des serveurs Hewlett-Packard (HP) de l'environnement technologique du système de répartition assistée par ordinateur (RAO) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), conformément à l'appel d'offres public 16-15719, pour un montant total maximal de 105 526,35 \$ taxes incluses, majorant ainsi le montant total du contrat de 105 526,35 \$ à 211 052,70 \$, taxes incluses.

CE17 0271 - 8 mars 2017 - Accorder à Informatique Pro-Contact inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat d'entretien des serveurs Hewlett-Packard (HP) de l'environnement technologique du système de répartition assisté par ordinateur (RAO) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour la période du 1er mars 2017 au 28 février 2018, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 105 526,35 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15719 et au tableau des prix reçus joint au dossier décisionnel.

BC1112376 - 21 mars 2016 - Accorder un contrat d'entretien à Informatique Pro-Contact inc. pour la fourniture d'un contrat de maintenance des serveurs Hewlett-Packard (HP) de l'environnement technologique du système de répartition assistée par ordinateur (RAO), pour une période de 12 mois, soit du 1er mars 2016 au 28 février 2017, pour une somme maximale de 99 995,58 \$, taxes incluses - Appel d'offres public #16-15000 (1 soumissionnaire).

CE15 0562 - 8 avril 2015 - Accorder au seul soumissionnaire, Informatique Pro-Contact inc, firme ayant présenté une soumission conforme, le contrat pour la maintenance des serveurs Hewlett-Packard (HP) de l'environnement technologique du système de répartition assistée par ordinateur (RAO), pour une période de 9 mois, soit du 1^{er} avril 2015 au 31 janvier 2016, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 81 823,80 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 14-14130 et au tableau de prix reçus joint au dossier décisionnel;

CG09 0494 - 17 décembre 2009 - Octroyer un contrat à CPU Design inc. pour l'achat des équipements pour la mise à niveau de l'environnement technologique du système de répartition assistée par ordinateur du Service de police de la Ville de Montréal, au prix total approximatif de 872 546,23 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 09-11148 (2 soum.).

DESCRIPTION

Le présent contrat comprend l'entretien des différentes composantes physiques suivantes du système informatique de répartition du SPVM :

- Les serveurs;
- Les unités de stockage de données;
- Les unités de sauvegarde;
- Les unités de communication.

Les travaux de remplacement et/ou réparation sont assurés par des techniciens autorisés par le manufacturier HP. Le matériel et le système d'exploitation sont certifiés pour un temps d'opération de 99,99 %. Un service de réponse 24/7 avec un délai d'intervention dans les quatre heures est inclus à cause de la nature critique du système de la RAO.

L'application RAO est installée sur environ 500 postes fixes et 600 PTM et elle est utilisée par près de 5000 usagers :

- Les policiers sur le terrain;
- Les répartiteurs dans les centres d'appels;
- Les analystes qui étudient les appels;
- Les enquêteurs;
- Les cadets.

JUSTIFICATION

Les technologies informatiques supportant le système de la RAO sont exploitées depuis avril 2004 et un entretien continu est nécessaire afin de répondre aux besoins d'affaires ainsi qu'aux besoins opérationnels du SPVM et ainsi garantir la continuité des services, durant la période d'analyse des nouvelles technologies disponibles. La prolongation de l'entente actuelle est essentielle afin d'assurer l'entretien des serveurs HP de l'environnement informatique du système de la RAO. Un projet est en cours afin de migrer les applications actuelles de la RAO du SPVM vers de nouveaux équipements.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal de cette prolongation du contrat est de 110 802,67 \$, taxes incluses. Le coût total maximal de cette prolongation du contrat pour une année est de 110 802,67 \$, taxes incluses (101 177,61 \$ au NET) et sera imputé au budget de fonctionnement (BF) du Service des technologies de l'information pour la période du 1er mars 2019 au 29 février 2020.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération.

Tableau comparatif des coûts annuels des années antérieures (taxes incluses):

Période	Coûts annuel (taxes incluses)	Écart en \$	Écarts en %
2017	105 526,35 \$	N/A	N/A
2018	105 526,35 \$	N/A	N/A
2019	110 802,67 \$	5 276,32 \$	5.00%

L'augmentation de 5% reflète le support accru dû au vieillissement des équipements.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La prolongation de l'entente actuelle pour une année supplémentaire permettra la continuité du fonctionnement du système de la RAO, et assurera les opérations policières du SPVM.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le calendrier des étapes subséquentes se résume comme suit:

- Approbation du dossier par le CE: 13 février 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Eddy DUTELLY)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Fanny LALONDE-GOSSELIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Annabelle FERRAZ, Service de police de Montréal

Lecture :

Annabelle FERRAZ, 14 janvier 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Tien-Dung LÊ
Conseiller(ère) analyse - contrôle de gestion

Tél : 514 872-6933
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-09

Sébastien BERTEAU
Chef de division mesures d'urgences à la direction

Tél : 5142806963
Télécop. :

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE
DIRECTION**

Gervais THIBAULT
Directeur - Solutions d'affaires sécurité publique
et justice

Tél : 514 280-3567

Approuvé le : 2019-01-21

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE
SERVICE**

Sylvain PERRAS
Directeur du service des technologies de
l'information

Tél : 514-280-6970

Approuvé le : 2019-01-25

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4^e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

PAR COURRIEL

Le 16 novembre 2018

Monsieur Ali Fajr
Titre : Directeur Développement des affaires
Informatique Pro-Contact Inc.
3249 rue Jean Béraud
Laval Québec H7T 2L2

Courriel : : ali.fajr@procontact.ca

**Objet : Prolongation de contrat
Appel d'offres n° 16-15719
TITRE : Renouvellement du support pour les serveurs Hewlett-Packard du système de la RAO
du SPVM**

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander la prolongation du contrat pour l'appel d'offres n°16-15719. Cette option est définie à la clause 4 des « Clauses administratives particulières » du cahier des charges de l'appel d'offres cité en objet.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, la prolongation du contrat serait effective pour la période du 1^{er} mars 2019 au 28 février 2020, et ce, selon les termes et conditions de votre soumission présentée le **18 janvier 2017** dans le cadre de l'appel d'offres16-15719.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à eddydutelly@ville.montreal.qc.ca **au plus tard le 26 novembre 2018** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant la prolongation du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte la prolongation :

*avec une augmentation Accessoire
due à la démission de de l'équipe*

ALI FAJR AFAS 3
Nom en majuscules et signature

06/12/2018
Date

En acceptant la prolongation de ce contrat, je m'engage à fournir, dans les trente (30) jours qui précèdent la fin du contrat régulier, si initialement exigé dans l'appel d'offres, une garantie d'exécution sous forme de chèque visé, de traite bancaire ou de cautionnement au montant de \$.

Je refuse la prolongation :

Nom en majuscules et signature

Date

Eddy DUTELLY
Agent d'approvisionnement II

Courriel : eddydutelly@ville.montreal.qc.ca
Tél. : 514 872-5253

/

Dossier # : 1180206005

Unité administrative responsable :

Service des technologies de l'information , Direction solutions d'affaires - Sécurité publique et justice , Direction

Objet :

Exercer la deuxième option de prolongation, et autoriser une dépense additionnelle de 110 802,67 \$, taxes incluses pour l'entretien des serveurs Hewlett-Packard (HP) de l'environnement technologique du système de répartition assistée par ordinateur (RAO) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une période d'un an soit du 1er mars 2019 au 29 février 2020 dans le cadre du contrat à Informatique Pro-Contact inc. (CE17 0271), majorant ainsi le montant total du contrat de 211 052,70 \$ à 321 855,37 \$, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS



[16-15719 Intervention option de prolongation 2.doc](#)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Eddy DUTELLY
Agent d'approvisionnement, niv 2
Tél : 514 872-5253

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-10

Denis LECLERC
Chef de Section, division acquisition
Tél : 514 872-5241
Division : Acquisition

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe Services Institutionnels

Tel que spécifié à l'appel d'offres 16-15719 dans la section des Clauses Particulières no. 4, le contrat était octroyé pour une durée de douze (12) mois avec une option de deux périodes de prolongations de douze (12) mois chacune, avec les conditions intégrales soumises par la Ville. La Ville a décidé de se prévaloir de cette option pour la période du 1^{er} mars 2019 au 28 février 2020.

Dossier # : 1180206005

Unité administrative responsable :

Service des technologies de l'information , Direction solutions d'affaires - Sécurité publique et justice , Direction

Objet :

Exercer la deuxième option de prolongation, et autoriser une dépense additionnelle de 110 802,67 \$, taxes incluses pour l'entretien des serveurs Hewlett-Packard (HP) de l'environnement technologique du système de répartition assistée par ordinateur (RAO) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une période d'un an soit du 1er mars 2019 au 29 février 2020 dans le cadre du contrat à Informatique Pro-Contact inc. (CE17 0271), majorant ainsi le montant total du contrat de 211 052,70 \$ à 321 855,37 \$, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS



[GDD_1180206005.xlsx](#)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Fanny LALONDE-GOSSELIN
Préposée au Budget
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier
Point de service Brennan
Tél : 514 872-8914

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-11

Gilles BOUCHARD
Conseiller budgétaire

Tél : 514-872-0962

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier
Point de service Brennan



Dossier # : 1195308001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Orbis Canada Limited pour la fourniture des bacs pour la collecte des résidus alimentaires, pour une période de 24 mois, pour une somme de 699 163 \$, taxes incluses. Appel d'offres public 18-17416, 3 soumissionnaires dont 2 conformes.

Il est recommandé :

1. d'accorder à Orbis Canada Limited, plus bas soumissionnaire conforme, un contrat pour une période de 24 mois, pour la fourniture de bacs pour la collecte des résidus alimentaires, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 699 163 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17416 et au tableau de prix reçus;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2019-01-30 09:17

Signataire :

Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

IDENTIFICATION

Dossier # :1195308001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Orbis Canada Limited pour la fourniture des bacs pour la collecte des résidus alimentaires, pour une période de 24 mois, pour une somme de 699 163 \$, taxes incluses. Appel d'offres public 18-17416, 3 soumissionnaires dont 2 conformes.

CONTENU

CONTEXTE

Depuis le 1^{er} janvier 2015, le conseil de la Ville a la compétence pour l'enlèvement, le transport et le dépôt des matières résiduelles. Ainsi, le Service de l'environnement est responsable d'accorder les contrats de collecte et de transport des matières résiduelles auprès des citoyens dans les arrondissements de Montréal et d'assurer la fourniture des outils de collecte nécessaires à la récupération de ces matières.

Le Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles 2015-2020 (PMGMR), en vigueur depuis le 28 janvier 2017, fixait un taux de recyclage des matières organiques à 60 %. Pour atteindre cet objectif, il est nécessaire de poursuivre l'implantation de la collecte porte à porte des résidus alimentaires dans les habitations de huit logements et moins (mesure 12 du plan), dans les arrondissements de la zone «Est». La collecte des résidus mélangés (alimentaires et verts) dans les arrondissements de la zone «Ouest» de l'agglomération de Montréal est déjà implantée (voir « Carte_secteurs_E-O_RA.pdf » en pièce jointe), comme prévu dans la Stratégie montréalaise d'implantation de la collecte des résidus alimentaires 2015-2019.

Pour compléter cette implantation de 55 000 portes, des outils de collecte doivent être fournis aux citoyens. Des ententes-cadres ont été conclues en 2014 et 2016 pour la fourniture de bacs roulants de 46,5 litres et de bacs de comptoir de 7 litres. Ces bacs sont principalement destinés à la zone «Est» pour la collecte des résidus alimentaires (collecte séparée des résidus verts). Les quantités prévues dans la dernière entente seront bientôt épuisées et le présent contrat vise à assurer l'approvisionnement de bacs afin de terminer l'implantation dans la zone «Est».

L'appel d'offres public N° 18-17416 a été lancé et publié dans le SEAO le 3 décembre 2018. Les soumissions ont été ouvertes le 15 janvier 2019. Les soumissionnaires ont eu 44 jours

de calendrier pour préparer leur dossier. Les soumissions ont un délai de validité de 120 jours de calendrier. Un addenda a été émis pour répondre à des questions des fournisseurs et une annexe a été ajoutée au formulaire de soumission pour indiquer les commandes minimales de bacs.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM16 0348, le 16 mars 2016 : Accorder un contrat à Orbis Canada Limited pour la fourniture de bacs roulants de 46,5 litres et de bacs de comptoir de 7 litres pour la collecte des matières organiques, pour une période de 39 mois avec deux options de prolongation de 12 mois, pour une somme maximale de 5 487 425 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 16-14945 (3 soum.)

CM14 0618, le 16 juin 2014 : Accorder un contrat à Orbis Canada d'une durée de 30 mois, avec deux options de prolongation annuelle, pour la fourniture, sur demande, de bacs roulants et de bacs de cuisine pour un montant total estimé à 2 931 862,50 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13586 (3 soum.)

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise la fourniture et la livraison, sur demande, de deux modèles de bacs, soit le bac roulant (Bacs-R de 45 à 50 litres) et le bac de comptoir (Bacs-C de 7 à 10 litres) qui serviront à la récupération et à l'entreposage en vue de la collecte des résidus alimentaires dans la zone «Est». Le contrat est de 24 mois.

JUSTIFICATION

Il y a eu 3 preneurs du cahier des charges et 3 soumissionnaires. Deux des propositions reçues sont conformes.

L'estimation des prix réalisée par les professionnels du Service de l'environnement pour cet appel d'offres a été fait en fonction de 2 facteurs, soit la variation de l'indice des prix des produits industriels (IPPI) notamment des résines plastiques et les quantités inférieures à commander par rapport au contrat précédent. En combinant ces 2 facteurs, les coûts unitaires sont estimés à : 14,89 \$ pour l'article 1 (au lieu de 13,34 \$ en 2016) et 2,43 \$ pour l'article 2 (au lieu de 2,18 \$ en 2016).

Les écarts entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme sont de -6 % pour l'article 1 et - 2 % pour l'article 2.

PRIX DES CONTRATS		
Contrats octroyés aux plus bas soumissionnaires conformes		
Soumissions conformes (taxes incluses)	Article 1 Bacs-R 45-50 L	Article 2 Bacs-C de 7 à 10 L
Orbis Canada Limited	561 768 \$	137 395 \$
IPL inc.	754 121 \$	156 941 \$
Estimation des professionnels internes (\$)	599 334 \$	139 917 \$
Coût moyen des soumissions conformes reçues (total du coût des soumissions conformes reçues/nombre de soumissions)	657 944 \$	147 168 \$
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) (((Coût moyen des soumissions conformes-la plus basse)/la plus basse) x 100)	17 %	7 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (\$) (la plus haute - la plus basse)	192 353 \$	19 546 \$

Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute - la plus basse conforme) / la plus basse x 100)	34 %	14 %
Écart entre l'estimation des professionnels (\$) et la plus basse conforme (la plus basse conforme - estimation)	(37 566) \$	(2 522) \$
Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme (%) ((la plus basse - l'estimation) / estimation x 100)	-6 %	-2 %
Écart entre la plus basse et la deuxième plus basse (\$) (la deuxième plus basse - la plus basse)	192 353 \$	19 546 \$
Écart entre la plus basse et la deuxième plus basse (%) ((la deuxième plus basse - la plus basse) / la plus basse x 100)	34 %	14 %

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le contrat est de 24 mois pour l'acquisition des bacs roulants R (45-50L) et des bacs de cuisine C (7-10 L) pour la collecte des résidus alimentaires pour une somme totale de 699 163 \$ taxes incluses sans indexation.

La répartition des coûts se présente comme suit :

Répartition des coûts	2019	2020	Total
Montants taxes incluses	605 171 \$	93 992 \$	699 163 \$

Les prix de cet appel d'offres sont de 5 % supérieurs à ceux du contrat de 2016 pour les bacs roulants pour l'article 1 (13,96 \$) et de 10 % de plus pour l'article 2 (2,39 \$). Le détail du calcul se retrouve dans la pièce jointe.

Cette dépense est financée par le règlement d'emprunt mentionné au dossier CM15 0681 à même le budget de fonctionnement au poste des achats de biens non capitalisés du Service de l'environnement. Le solde disponible est de 1,6 M\$. Elle sera entièrement assumée par la ville centrale.

Les outils de collectes sont éligibles à une subvention à hauteur de 33 % en vertu du Programme de Traitement des Matières Organiques par Biométhanisation et Compostage (PTMOBC) régi par le Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC). Ce dernier prévoit une aide financière au secteur municipal pour l'achat des outils de collecte (bacs) équivalant au tiers des coûts admissibles.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Dans le cadre du Plan de développement durable 2016-2020, le présent dossier contribue à l'atteinte des objectifs gouvernementaux de valorisation des matières recyclables (70 %) et des matières organiques (60 %) d'ici 2020. Il contribue à l'action 7 de ce plan, soit de *Réduire et valoriser les matières résiduelles, notamment en implantant la collecte des matières recyclables, des matières organiques, des appareils issus des technologies de l'information et de la communication (TICs), des résidus domestiques dangereux (RDD) et autres matières dans les bâtiments et pratiques de l'organisation.*

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Selon la mesure 12 du Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles (PMGMR) 2015-2020 de la Communauté métropolitaine de Montréal, les matières organiques doivent être collectées porte à porte dans les habitations de huit logements et moins. L'objectif est de recycler 60 % des matières organiques. Les résultats de la dernière caractérisation des matières résiduelles indiquent que les matières organiques (résidus verts + résidus alimentaires) représentent 47 % des ordures ménagères à Montréal.

Si le contrat n'est pas octroyé, l'implantation du service de collecte des matières organiques dans les habitations de huit logements et moins ne sera pas complétée et l'atteinte de cette mesure sera retardée.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication prévue, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CE du 13 février et CM du 25 février 2019

Octroi du contrat : mars 2019

Échéance du contrat : fin mars 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :

Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marie-France MILORD)

Validation du processus d'approvisionnement :

Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Myriem LAKLALECH)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Karine BÉLISLE, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

Karine BÉLISLE, 24 janvier 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-23

Christine HERBRETEAU
Agente de recherche

Tél : 514 868-3962
Télécop. : 514 872-8146

Paula URRRA
c/d Collecte, transport et traitement des
matières résiduelles

Tél : 514 868-8764
Télécop. :

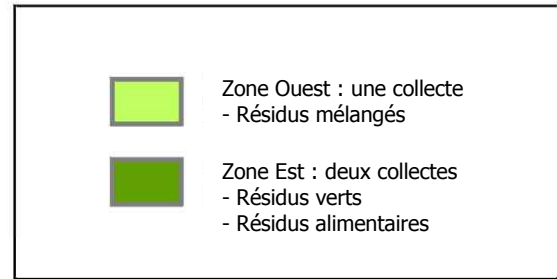
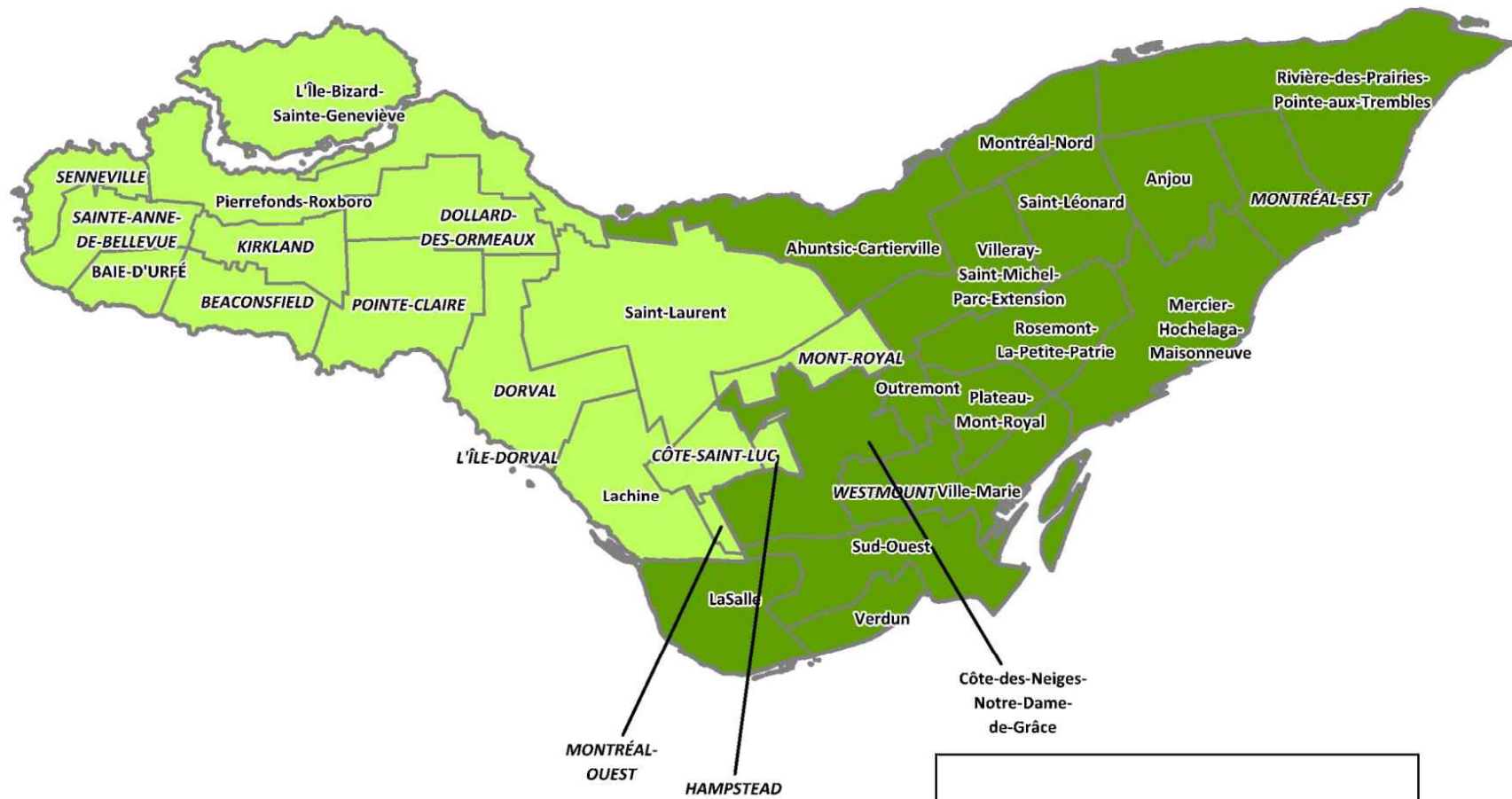
**APPROBATION DU DIRECTEUR DE
DIRECTION**

Arnaud BUDKA
Directeur de la gestion des matières résiduelles
Tél : 514 868-8765
Approuvé le : 2019-01-25

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE
SERVICE**

Roger LACHANCE
Directeur
Tél : 514 872-7540
Approuvé le : 2019-01-30

Traitement des matières organiques : zones Est et Ouest



Dossier # : 1195308001

Unité administrative responsable : Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles

Objet : Accorder un contrat à Orbis Canada Limited pour la fourniture des bacs pour la collecte des résidus alimentaires, pour une période de 24 mois, pour une somme de 699 163 \$, taxes incluses. Appel d'offres public 18-17416, 3 soumissionnaires dont 2 conformes.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS



[18-17416 Intervention.pdf](#) [18-17416 Liste des commandes.pdf](#) [18-17416 TCP1.pdf](#)



[PV 18-17416.pdf](#)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Myriem LAKLALECH
Agente d'approvisionnement
Tél : 514-872-1998

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-24

Richard DAGENAIS
Chef de Section
Tél : 514-872-5241
Division :

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : No du GDD :

Titre de l'appel d'offres :

Type d'adjudication :

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : - - Nombre d'addenda émis durant la période :

Ouverture originalement prévue le : - - Date du dernier addenda émis : - -

Ouverture faite le : - - Délai total accordé aux soumissionnaires : jrs

Date du comité de sélection : - -

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : Nbre de soumissions reçues : % de réponses :

Nbre de soumissions rejetées : % de rejets :

Soumission rejetée : Motif de rejet:

Durée de la validité initiale de la soumission : jrs Date d'échéance initiale : - -

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs Date d'échéance révisée : - -

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	<input checked="" type="checkbox"/>	# Lot
IPL INC.	754 121,03 \$	<input type="checkbox"/>	1
IPL INC.	156 940,88 \$	<input type="checkbox"/>	2
ORBIS CANADA LIMITED	561 767,85 \$	<input checked="" type="checkbox"/>	1
ORBIS CANADA LIMITED	137 395,13 \$	<input checked="" type="checkbox"/>	2

Information additionnelle

Les 3 preneurs de cahier des charges ont soumissionnés. Joyal Groupe Expert Conseil Inc a été jugé non conforme administrativement. Le bordereau de prix est incomplet, la lettre d'engagement n'a pas été fournie ni la CNESST.

Préparé par : Le - -

Service de l'approvisionnement

Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5



Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres

18-17416

Agent d'approvisionnement

Myriem Laklalech

Conformité Oui

Num. du Lot	Description du lot	Soumissionnaires	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Données	
									Montant sans taxes	Montant taxes incluses
LOT1	Bacs-R de 45 à 50 L	ORBIS CANADA LIMITED	0	0	35000	ch	1	13,96 \$	488 600,00 \$	561 767,85 \$
		Total (ORBIS CANADA LIMITED)							488 600,00 \$	561 767,85 \$
		IPL INC.	0	0	35000	ch	1	18,74 \$	655 900,00 \$	754 121,03 \$
		Total (IPL INC.)							655 900,00 \$	754 121,03 \$
LOT2	Bacs-C de 7 à 10	ORBIS CANADA LIMITED	0	0	50000	ch	1	2,39 \$	119 500,00 \$	137 395,13 \$
		Total (ORBIS CANADA LIMITED)							119 500,00 \$	137 395,13 \$
		IPL INC.	0	0	50000	ch	1	2,73 \$	136 500,00 \$	156 940,88 \$
		Total (IPL INC.)							136 500,00 \$	156 940,88 \$



LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE
D'APPEL D'OFFRES DU
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec [Constructo](#) pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 18-17416

Numéro de référence : 1218962

Statut : En attente des résultats d'ouverture

Titre : Fourniture de bacs pour la collecte des résidus alimentaires

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

<u>Organisation</u>	<u>Contact</u>	<u>Date et heure de commande</u>	<u>Addenda envoyé</u>
IPL INC 140, Commercial Saint-Damien, QC, G0R 2Y0	Monsieur Pierre Mercier Téléphone : 418 789-2880 Télécopieur : 418 789- 1315	Commande : (1518253) 2018-12-03 16 h 08 Transmission : 2018-12-03 16 h 08	3037720 - Addenda 1 2018-12-12 16 h 16 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Nova Mobilier 365 Hemming Drummondville, QC, j2b7t5	Madame Genieeveve Shooneer Téléphone : 819 395-5369 Télécopieur :	Commande : (1521237) 2018-12-12 14 h 10 Transmission : 2018-12-12 14 h 10	3037720 - Addenda 1 2018-12-12 16 h 16 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
ORBIS 39 Westmore Drive Toronto, ON, m9v3y6	Monsieur Art MCKENZIE Téléphone : 416 745-7101 Télécopieur :	Commande : (1518373) 2018-12-04 8 h 37 Transmission : 2018-12-04 8 h 37	3037720 - Addenda 1 2018-12-12 16 h 16 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

© 2003-2019 Tous droits réservés

Dossier # : 1195308001

Unité administrative responsable :

Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles

Objet :

Accorder un contrat à Orbis Canada Limited pour la fourniture des bacs pour la collecte des résidus alimentaires, pour une période de 24 mois, pour une somme de 699 163 \$, taxes incluses. Appel d'offres public 18-17416, 3 soumissionnaires dont 2 conformes.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS



[Info_comptable_ENV_1195308001.xlsx](#)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-France MILORD
Agent de gestion ressources financières
Tél : 872-2679

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-24

Marie-Claude JOLY
Conseillère budgétaire
Tél : 872-6052

Division :

Div. Conseil Et Soutien Financier - Point De Serv. Eau/Env.



Dossier # : 1187833006

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - plateformes et infrastructure , Division Plateformes et automatisation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de prolongation, et autoriser une dépense additionnelle de 172 467,09 \$ pour l'entretien des licences logicielles Control M et Mainview, pour la période du 31 mars 2019 au 30 mars 2020, dans le cadre du contrat accordé à BMC Software Canada inc (CG15 0139), fournisseur unique, majorant ainsi le montant total du contrat de 745 700,28 \$ à 918 167,37 \$, taxes incluses

Il est recommandé:

1. d'exercer, en vertu de la résolution CG15 0139, l'option d'une année de prolongation du contrat octroyé à la firme BMC Software Canada inc., fournisseur unique, pour l'entretien des licences logicielles Control M et Mainview, pour la période du 31 mars 2019 au 30 mars 2020, et autoriser une dépense additionnelle de 172 467,09 \$, majorant ainsi le montant total du contrat de 745 700,28 \$ à 918 167,37 \$, taxes incluses;
2. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-01-31 14:06

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

IDENTIFICATION **Dossier # :1187833006**

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - plateformes et infrastructure , Division Plateformes et automatisation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de prolongation, et autoriser une dépense additionnelle de 172 467,09 \$ pour l'entretien des licences logicielles Control M et Mainview, pour la période du 31 mars 2019 au 30 mars 2020, dans le cadre du contrat accordé à BMC Software Canada inc (CG15 0139), fournisseur unique, majorant ainsi le montant total du contrat de 745 700,28 \$ à 918 167,37 \$, taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

Le Service des technologies de l'information (Service des TI) utilise la suite de logiciels Control-M et Mainview de la firme BMC Software Canada inc. (BMC), pour soutenir plusieurs applications de la Ville de Montréal (Ville) tels que :

- le système de taxation (OASIS) utilisé par plus de 1200 employés;
- le registre des postes utilisé par plus de 1000 employés;
- le système de traitement des offenses pénales (STOP+) utilisé par plus de 900 employés;
- le système de gestion de la Cour municipale (GESCOUR) utilisé par plus de 900 employés.

Les logiciels de la firme BMC Software Canada inc. sont nécessaires d'ici à ce que le délestage progressif des applications soit réalisé à l'intérieur des projets suivants :

Projet	Applications à délester
74250- Programme Transfo RH Système de gestion des ressources humaines	Assiduité des pompiers (APSPIM) Avantages sociaux (AVSOC) Bottin téléphonique (BOTTIN) Gestion des données de temps (GTEMPS) Gestion des menus personnalisés (MENPERS) Système de paie (PAIE) Registre des postes (POSTES) Registre des dossiers (REGDOS) Système interrogation PAIE/PERS (SIPP) Système unifié. PAIE RESS. HUM (SUPERH)

73100- Système de performance budgétaire	Système d'investissement (INVESTI) Système de messages finances (MEFI) Gestion des recettes (RECET) Système budget automatisé (SBA)
70025- Cour municipale et numérique	Gestion cour municipale (GESCOUR) Système offenses pénales (STOP+) Convocation à la cour (COUR)
74551- Système de taxation et d'évaluation foncière	Système de taxation (OASIS)
Autres projets	Carte accès Montréal (CAM) Gestion des encaissements (ENCAISM) Gestion Lots/Encaism (ENCAIST)

Le contrat actuel avec BMC vient à échéance le 30 mars 2019 et prévoit en option une année de prolongation aux mêmes termes et conditions.

Le présent dossier vise à autoriser l'exercice de l'option de prolongation prévue au contrat accordé à BMC Software Canada inc. (CG15 0139), fournisseur unique, et autoriser une dépense additionnelle de 172 467,09 \$, pour l'entretien des licences logiciels Control M et Mainview, pour la période du 31 mars 2019 au 30 mars 2020, majorant ainsi le montant total du contrat de 745 700,28 \$ à 918 160,48 \$, taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0139 - 26 mars 2015 - Accorder un contrat de gré à gré à BMC Software Canada inc. pour l'acquisition et l'entretien de licences logicielles pour une période de 4 ans, soit du 31 mars 2015 au 30 mars 2019, pour une somme maximale de 745 700,28 \$, taxes incluses (fournisseur unique)

BC954429 - 1 mai 2014 - Achat de 214 licences supplémentaires de Control-M pour un total de 6 820,41 \$.

CG11 0079 - 24 mars 2011 - Autoriser un contrat pour l'entretien et le soutien technique de licences logicielles à la firme BMC Software Canada inc. pour une période de 4 ans du 31 mars 2011 au 30 mars 2015, pour un montant de 908 489,99 \$ (entente de gré à gré).

CG07 0435 - 29 novembre 2007 - Autoriser une dépense totalisant 141 201,14 \$, taxes incluses, pour la mise à niveau de certains des logiciels centraux à la firme BMC Software Canada Inc.

CG06 0501 - 13 décembre 2006 - Octroyer à BMC Software Canada Inc. un contrat de 4 ans au montant de 332 883,27 \$, pour le support, maintenance et mise à jour des logiciels nécessaires au fonctionnement de l'ordinateur central IBM de la Ville, et ce, du 12 novembre 2006 au 11 novembre 2010.

CM03 0096 - 25 février 2003 - Octroi d'un contrat de 4 ans à BMC Software Distribution inc. au montant de 47 911\$US par année, taxes en sus, pour les services d'assistance, d'entretien et de mise à jour des logiciels nécessaires au fonctionnement de l'ordinateur central IBM de la Ville ainsi qu'à celui du Service de police; et autorisation au Directeur général adjoint du Service des ressources matérielles et informatiques de signer avec BMC Software Distribution inc. le contrat à cet effet - Dépense de fonctionnement annuelle de 47 911\$ US, taxes en sus, pour la durée de la convention, soit au total 191 644\$ US, taxes en sus - Économie sur 4 ans de 381 109 \$.

DESCRIPTION

Le contrat actuel concerne essentiellement le service d'entretien et de soutien technique des logiciels fournis exclusivement par le manufacturier BMC. Le contrat donne accès aux dernières mises à jour des logiciels sous contrat et aux correctifs du code et de la sécurité informatique, afin d'en assurer la continuité opérationnelle.

Les logiciels BMC servent notamment à orchestrer et à automatiser les traitements corporatifs de la Ville. Ils permettent, entre autres, d'assurer les transferts de fichiers, d'exécuter des traitements en lots ou la gestion des transactions. Leur utilisation est nécessaire et essentielle pour la continuité des opérations de la Ville, de ses services centraux et de ses arrondissements.

Les principaux logiciels BMC utilisés sont :

- Control-M : Orchestrateur automatisé d'opérations de toutes les applications corporatives avec gestion de rapports intégrée;
- Mainview : Outils de surveillance permettant aux spécialistes techniques d'assurer une vigie de l'utilisation et de la performance des ressources de l'ordinateur central. Il détecte aussi certaines anomalies et apporte des correctifs immédiats sans aucune intervention humaine.

JUSTIFICATION

Depuis leur acquisition en 1990, les logiciels de BMC répondent efficacement aux besoins de la Ville. Les logiciels fournis par BMC occupent un rôle central dans l'écosystème des applications critiques de la Ville et rend essentiel l'accès à un service d'assistance technique et de maintenance de ces logiciels. De plus, l'accès aux mises à jour et aux correctifs est indispensable pour garantir la stabilité et la sécurité informatique des applications et des données.

Ce contrat peut être conclu de gré à gré en vertu de l'article 573.3 paragraphe 6 (b) de la Loi sur les cités et villes, étant donné que la firme BMC dispose des droits exclusifs pour l'édition et la distribution des logiciels utilisés, ainsi qu'en vertu de l'article 573.3 paragraphe 9 de cette même loi, puisque BMC est le fournisseur exclusif du service d'entretien et des mises à jour de ses produits.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette dépense, d'un montant de 172 467,09 \$, taxes incluses (157 485,44 \$ net de taxes), sera imputée au budget de fonctionnement 2019 du Service des TI. Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générale imputées au budget d'agglomération.

Cette dépense concerne des systèmes corporatifs tels que le système de taxation (OASIS), la gestion Cour municipale (GESCOUR) ou le système de traitement des offenses pénales (STOP+), qui sont de compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

Tableau comparatif des coûts des années antérieures :

Contrat BMC			
Comparaison des années antérieures			
Période	Montants taxes incluses	Différence \$	Différence %
2017-2018	186 425,07 \$	N/A	N/A
2018-2019	186 425,07 \$	0	0

2019-2020 (nouveau contrat à titre comparatif)	172 467,09 \$	(13 957,98) \$	(7,49) %
--	---------------	----------------	----------

L'exercice de l'option de renouvellement d'une année supplémentaire, tel que stipulée au contrat pour la gamme de produits Control-M, permet à la Ville de réaliser une économie de 7,49% sur le coût total du contrat.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le contrat actuellement en vigueur arrive à échéance le 30 mars 2019. Sa prolongation permet le maintien des logiciels à jour et de pallier aux failles de sécurité. Ceci permet d'assurer la continuité des opérations et de stabiliser les traitements informatiques pour répondre aux besoins de la Ville.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation du dossier par le CE – 13 février 2019
 Approbation du dossier par le CM – 25 février 2019
 Approbation du dossier par le CG – 28 février 2019
 Octroi du contrat – 31 mars 2019.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
 Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Fouzia KHIER
Conseiller(ere) analyse - controle de gestion

Tél : 5148682550

Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-15

Robert VANDELAC
Chef de division - Infrastructures
technologiques

Tél : 514 868-5066

Télécop. : 000-0000

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE
DIRECTION**

Martin PAGÉ
Directeur - Centre Expertise Plateformes et
Infrastructures

Tél : 514 280-3456

Approuvé le : 2019-01-15

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE
SERVICE**

Sylvain PERRAS
Directeur du service des technologies de
l'information

Tél :

Approuvé le : 2019-01-30



Commande de Progiciels - Perpetual

Date de la Commande: 31 mars 2019

Territoire: Canada

Client: Ville De Montreal

BMC Software Canada Inc.
50 Minthorn Boulevard, Suite 303
Markham, Ontario L3T 7X8, Canada
Attn: Département Administration des Ventes

Web: www.bmc.com

Tableau de Progiciels :

<u>Progiciels</u>	Plan de Support	Capacité Licenciée			Redevances					
		Unité de Mesure		Nombre d'Unités	Coût Liste Unitaire (en CAD)	Remise (%)	Coût Unitaire (en CAD)	Coût Unitaire de Support (en CAD)	Redevance de Licence par Progiciel (en CAD)	Redevance de Support par Progiciel (en CAD)
Control-M Platform (Task)	BMC Continuous Support	per task		4875						
Control-M (Base)	BMC Continuous Support	per enterprise		1						
Control-M Output Management (MIPS)	BMC Continuous Support	per MIPS		199						
Control-M Workload Change Manager (Task)	BMC Continuous Support	per task		4875						
Control-M Managed File Transfer (Task)	BMC Continuous Support	per task		4875						
Redevance Totale (en CAD) hors taxes									128,278.99	

- Objet:** Cette Commande (la « **Commande** ») régit l'utilisation par le Client des référencés dans le Tableau de Progiciels (les « **Progiciels** »), La Commande est régie par Technology Solutions Agreement (BMC No. 58918-3) en date du 19 décembre 2002. (les "**Conditions Générales**").
- Redevance.** La redevance pour l'utilisation des Progiciels dans la limite de la Capacité Licenciée est la redevance totale indiquée dans le Tableau des Progiciels ("la "Redevance"). BMC facturera le Client qui accepte par avance de payer ladite Redevance , ainsi que toutes taxes applicables en vertu des lois du pays dans lequel les Progiciels sont installés.



3. **Redevance.** La redevance pour l'utilisation des Progiciels dans la limite de la Capacité Licenciée est la redevance totale indiquée dans le Tableau des Progiciels ("la "Redevance"). BMC facturera le Client qui accepte par avance de payer ladite Redevance , ainsi que toutes taxes applicables en vertu des lois du pays dans lequel les Progiciels sont installés.
4. **Support:** La Redevance de Support Totale pour l'inscription des Progiciels au plan de support, d'amélioration et de maintenance de BMC indiqué ci-dessus et décrit sur le lien www.bmc.com/support/review-polices (le « **Support** ») est incluse dans la Redevance couvrant une période allant du 31 mars 2019 au 30 mars 2020 (« **Période de Support** »). Le Client ne sera pas en droit de résilier ou annuler le Support BMC des Progiciels pendant la Période de Support.
 - a) **Rapports d'Usages.** A la demande de BMC, dans la limite d'une fois par an, le Client s'engage à transmettre à BMC, dans les trente jours suivant ladite requête, soit (a) des rapports d'utilisation périodique générés directement par certains Progiciels de manière électronique soit défaut (b) les rapports écrits générés manuellement par le Client et précisant l'utilisation du Progiciel par le Client. Dans l'hypothèse où un tel rapport montrerait que le Client a excédé la Capacité Licenciée pour un Progiciel, le Client s'engage à payer la redevance complémentaire correspondant à la capacité additionnelle à réception de la facture par BMC.
5. **Protection des données.** BMC et le Client conviennent que l'Accord de Traitement des Données, qui est consultable à depuis le lien <https://www.bmc.com/content/dam/bmc/corporate/bmcdpa.pdf>, est applicable aux offres BMC couvertes par cette Commande, à moins que BMC ait déjà signé un Accord de traitement des Données avec le Client pour lesdites offres BMC, auquel cas la version signée régit la présente Commande.
6. **Divers.** La garantie de performance du Progiciel s'applique seulement aux Progiciels licenciés par le Client pour la première fois. Les Progiciels sont réputés acceptés à leur date de livraison par BMC au client, que ce soit physiquement ou via la fourniture des codes d'accès pour les téléchargements électroniques, selon le premier des deux événements qui intervient en premier, étant précisé qu'une telle acceptation n'impactera pas la Garantie de Performance des Progiciels telle que prévue dans les Conditions Générales. Le Progiciel est susceptible de contenir des hyperliens vers des sites internet contrôlés par des tiers autres que BMC. BMC ne peut être tenu pour responsable pour et ne peut garantir le contenu ou accepter une quelconque responsabilité pour l'utilisation par le Client de ses sites. Le Client doit se référer aux politiques desdits sites en matière de vie privée et autres thématiques avant de les utiliser. En cas de contradiction entre les dispositions des présentes et celles des Conditions Générales, les dispositions de la présente Commande prévaudront. BMC refuse expressément l'application de toute modalité ou disposition supplémentaire ou contradictoire insérée dans un document de commande du Client. Les termes mentionnés en lettres majuscules sont définis dans la présente Commande, ses Annexes, ou dans les Conditions Générales. Il est précisé qu'aucune Partie aux présentes ne pourra résilier les termes de cette Commande ou les Conditions Générales pour convenance. Par dérogation à l'article 1223 du Code civil, le Client ne pourra aucunement décider seul d'une réduction quelconque des montants payables au titre des Prestations de Services précisés dans chaque POF. Par dérogation à l'article 1220 du Code civil, aucune des parties ne pourra suspendre le Contrat sans manquement prouvé de l'autre partie. Par dérogation à l'article 1222 du Code civil, en cas de manquement d'une des parties aux obligations à sa charge en vertu du Bon de Commande, pour quelque cause que ce soit (y compris en cas de force majeure), l'autre partie s'interdit de faire exécuter lesdites obligations par un tiers sans l'accord préalable et express de la partie défaillante. Aucun remboursement de frais, ni aucune avance ne pourra être demandé à la partie défaillante à ce titre sans son accord préalable et express. De façon expresse, sont considérés comme cas de force majeure ou cas fortuits, ceux définis à l'article 1218 du Code civil tel qu'interprété par la jurisprudence des cours et tribunaux français. Conformément à l'article 1216-1 du Code civil, le Client consent expressément que la cession du Contrat par BMC libère BMC pour l'avenir.
7. **Dispositions Particulières.** Nonobstant toute disposition contraire contenue dans ce document, les dispositions particulières suivantes s'appliquent:
 - I. **Migration de Progiciels.** Le Client migre les licences portant sur le Progiciel original acquises en vertu d'une commande (le « **Progiciel Original** ») vers une nouvelle dénomination ou nouvelle unité de mesure, un nouveau Plan de Support ou vers tous ces éléments (le « **Nouveau Progiciel** ») tel que décrit ci-dessous. Les licences portant sur les Nouveaux Progiciels : (i) ont la même durée, (ii) la même date anniversaire de support et (iii) et une période de renouvellement du Support identiques à celles des licences portant sur les Progiciels Originaux. Dans l'hypothèse où une redevance pour la migration au

nouveau plan de Support s'appliquait, celle-ci serait incluse dans la Redevance. Les licences portant sur les Nouveaux Progiciels sont régies par les dispositions de la Commande et des Conditions Générales. Les licences portant sur les Nouveaux Progiciels n'incluent aucune période de garantie ou de période de garantie supplémentaire. La Migration ne dispense en rien le Client, le cas échéant, de son obligation de paiement pluriannuel existant au titre de l'attribution du droit d'utilisation des Progiciels Originaux. Au terme de cette Commande et de la migration complète du Progiciel d'origine au nouveau Progiciel, ou six mois après la date d'entrée en vigueur de la Commande, le Client perd tout droit sur les licences portant sur les Progiciels Originaux. L'utilisation simultanée du Nouveau Progiciel et du Progiciel Original dans un environnement de production ne peut pas dépasser la Capacité Licenciée du Nouveau Progiciel.

N° LIGNE	DENOMINATION DES PROGICIELS	UNITE DE MESURE	CLASSIFICATION	CAPACITE LICENCIEE	PLAN DE SUPPORT*
PROGICIELS ORIGINAUX :					
1	Control-M Select (Task)	per task	ESM Other 2	4,875	BMC Continuous Support
1	Control-M for Advanced File Transfer (Task)	per task	ESM Other 2	4,875	BMC Continuous Support
1	Control-M Batch Impact Manager (Task)	per task	ESM Other 2	4,875	BMC Continuous Support
MIGRE VERS : NOUVEAUX PROGICIELS					
1	Control-M Platform (Task)	per task	ESM Other 2	4,875	BMC Continuous Support

*Si le Plan de Support du Progiciel Original est différent du Plan de Support du Nouveau Progiciel, alors tous les autres Progiciels licenciés par BMC qui bénéficiaient du Plan de Support et du Numéro de Contrat de Support du Progiciel Original seront migrés vers le Plan de Support du Nouveau Progiciel.

Tableau des Progiciels non Conservés

Nom du progiciel	Unité de Mesure	Classification	Capacité Licenciée
MainView for z/OS	per installed server	Tier 040	1
MainView for CICS	per installed server	Tier 040	1
Remedy AR System Fixed 1-Pk Lsn	per named user	Remedy Other	2
Remedy AR System Fixed 1-Pk Lsn	per named user	Remedy Other	2
Remedy AR System Server	per instance	Remedy Other	1
Remedy AR System Fixed 5-Pk Lsn	per named user	Remedy Other	1
Remedy AR System Fixed 5-Pk Lsn	per named user	Remedy Other	2
Remedy Service Desk Fixed 5-Pk Lsn	per named user	Remedy Other	2
Remedy Service Desk & AR System Fixed 5-Pk Lsn	per named user	Remedy Other	1
Remedy Service Desk & AR System Fixed 5-Pk Lsn	per named user	Remedy Other	2

Nom du progiciel	Unité de Mesure	Classification	Capacité Licenciée
Remedy Service Desk Application	per instance	Remedy Other	1

Intégralité de l'accord et modifications. Les Parties reconnaissent avoir lu les Présentes et reconnaissent qu'elles reflètent l'accord complet et exclusif des Parties quant à l'objet de cette Commande. Cette Commande ne peut être modifiée ou résiliée que sur écrit signé par les Parties. Chaque partie aux présentes garantit qu'un représentant dûment habilité de ladite partie a signé la présente Commande et que cette Commande constitue donc une obligation valide et exécutoire engageant ladite partie. Le Client autorise BMC à émettre la facture correspondant à la présente Commande immédiatement après signature par les deux parties de cette Commande et s'engage à payer ladite facture sans qu'aucun document additionnel, y inclus une commande, ne soit nécessaire. Lorsqu'une partie a signé la Commande sous forme électronique, ladite partie garantit que la signature électronique exprime son consentement et que la Commande est juridiquement contraignante et satisfait à toutes les exigences légales qui lui sont applicables. Les Parties conviennent que la Commande puisse servir de preuve au même titre qu'un document papier signé à la main.

INFORMATIONS RELATIVES AU CLIENT

Nom de la société:	Ville De Montreal
Adresse:	801 rue Brennan, bureau 10110 Montréal, Canada, H3C 0G4
Contact:	Robert Vandelac
E-mail:	robert.vandelac@ville.montreal.qc.ca
Autre:	

INFORMATIONS RELATIVES A LA FACTURATION:

Nom de la société:	Ville De Montreal
Adresse:	801, rue Brennan 9e étage (bureau 9119.10) Montréal (Québec) H3C 0G4
Contact:	Sophie Hayeur
E-mail:	shayeur@ville.montreal.qc.ca
Autre:	

ANNEXE INCORPORÉE A LA PRÉSENTE COMMANDE	'X'
Annexe A – Dispositions Supplémentaires	X



(BMC) BMC Software Canada Inc.

Par : _____

Nom : _____

Qualité : _____

Date : _____

Cachet Commercial: _____

(Client) Ville De Montreal

Par : _____

Nom : _____

Qualité : _____

Date : _____

Cachet Commercial: _____



ANNEXE A

DISPOSITIONS SUPPLEMENTAIRES

La présente Annexe A se rattache expressément à la Commande datée du **31 mars 2019** entre BMC et le Client.

I. DEFINITIONS: Les définitions suivantes s'appliquent à cette Commande et à l'Annexe A.

«**Ordinateur**» ou «**Serveur**» a la signification généralement reconnue dans l'industrie informatique, celle d'une machine unique qui peut être soit un processeur central, comme une machine mainframe, soit une machine systèmes distribués, comme un Serveur basé sur Unix ou Intel. Une machine mainframe peut être un Ordinateur mainframe individuel ayant un seul ou de multiples processeurs. Pour les machines systèmes distribués, un Ordinateur ou un Serveur peut être physique ou virtuel.

«**Documentation**» est constituée des publications techniques relatives au Progiciel, tel que les commentaires de release, références, l'utilisateur, l'installation, l'administrateur systèmes, les recommandations techniques, fournies avec le Progiciel.

«**Entreprise**» est l'environnement comprenant l'ensemble du matériel appartenant au Client ou loué par celui-ci sur le Territoire.

«**Capacité Licenciée**» est la quantité de chaque Progiciel licenciée telle qu'établie dans cette Commande. Pour les licences basées sur la puissance d'un ordinateur, le Client accepte d'utiliser la classification machines BMC alors en vigueur, qui sera fournie sur demande.

II. LICENSE RESTRICTIONS: Les restrictions suivantes s'appliquent à certains Progiciels tels qu'ils sont nommés actuellement ou à l'avenir.

BMC Atrium Discovery and Dependency Mapping: La restriction suivante est applicable à BMC Atrium Discovery and Dependency Mapping:

BMC Atrium Discovery and Dependency Mapping inclut Red Hat Enterprise Linux. L'utilisation et l'accès du Client à Red Hat Enterprise Linux dans le cadre de BMC Atrium Discovery and Dependency Mapping sont régis par le contrat de licence utilisateur final de Red Hat Enterprise Linux et Red Hat Applications, lequel est incorporé à la présente Commande et dont une copie est accessible à partir de www.redhat.com/licenses/eulas.

CONTROL-M/Assist: Control-M/Assist ne peut être utilisé que pour faire l'interface avec un ordonnanceur tiers et ne peut pas être utilisé pour programmer ou gérer des traitements par lots en dehors des dépendances inter-ordonnanceurs.

BMC Discovery: La restriction suivante est applicable à BMC Discovery:

La version 11.1 de BMC Discovery, et toute version antérieure de BMC Discovery, inclut Red Hat Enterprise Linux. L'utilisation et l'accès du Client à Red Hat Enterprise Linux dans le cadre de BMC Discovery sont régis par le contrat de licence utilisateur final de Red Hat Enterprise Linux et Red Hat Applications, lequel est incorporé à la présente Commande et dont une copie est accessible à partir de www.redhat.com/licenses/eulas. Nonobstant ce qui précède, cette restriction ne s'applique pas aux clients qui ont installée la version 11.2 de BMC Discovery, ou toute version plus récente, dans la mesure où ces versions n'incluent pas Red Hat Enterprise Linux.

Restriction dans l'Allocation des Licences pour les Progiciels Remedy Service Management: Nonobstant toute dispositions contraire contenue dans la Commande ou le Contrat, et sous réserve que le Progiciel soit licencié (i) en vertu d'une Unité de Mesure "par utilisateur nommé", le Client peut échanger trois licences d'utilisation par utilisateur nommé portant sur le Progiciel contre une licence portant sur le même Progiciel avec une Unité de Mesure "par licence simultanée" ou (ii) en vertu d'une Unité de Mesure "par utilisateur nommé", le Client peut échanger une licence par utilisateur concurrent contre trois licences du même Progiciel

avec une Unité de Mesure “par utilisateur nommé”. Aucun frais additionnel ne sera imputé au Client pour un tel échange de licence sous réserve que le Client n’excède par la Capacité Licenciée du Progiciel concédée au Client, étant toutefois précisé que le Client doit: (i) notifier BMC par écrit de sa volonté d’échanger les licences de Progiciels et (ii) passer une nouvelle Commande précisant la nouvelle Capacité Licenciée et la nouvelle Unité de Mesure.

III. UNITES DE MESURE: Les unités de mesure s’appliquent à certains Progiciels.

UNITES DE MESURE	DEFINITIONS DES UNITES DE MESURE
par entreprise (per enterprise)	Une licence est nécessaire par Client ou par Client de Client, ou les deux, exclusivement pour son usage interne, quel que soit le nombre d’installations du Progiciel par le Client dans son Entreprise ou celle de son Client.
par MIPS (per MIPS)	Une licence est requise pour le nombre total cumulé de MIPS de chaque Ordinateur, y compris tous les Ordinateurs couplés dans un environnement parallèle Sysplex, sur lesquels le Progiciel a été installé, géré ou supervisé. L’évaluation MIPS est la puissance de calcul globale (exprimée en millions d’instructions par seconde) d’un Ordinateur, en application de l’Evaluation de MIPS définie dans le <i>Gartner Group Rating Guide</i> . Des mots de passe seront donnés pour le Progiciel.
par tâches (per task)	Pour tous les produits Control-M, à l’exception de ceux fonctionnant exclusivement dans l’environnement Mainframe, une licence est nécessaire pour le nombre maximum de Tâches (telle que définie ci-dessous) présentes dans la base de données Control-M « Active Jobs » par période de 24 heures, indépendamment du fait que les Tâches s’exécutent ou non. Pour les Produits Control-M qui fonctionnent exclusivement dans l’environnement Mainframe, une licence est nécessaire pour le nombre maximum de Tâches (telle que définie ci-dessous) présentes uniquement dans la base de données Control-M « Active Jobs ». Les Tâches dans les bases de données Control-M « Active Jobs » comprennent toutes les Tâches dans les systèmes Distribués et/ou environnements Mainframe par période de vingt-quatre (24) heures (incluant notamment le développement, l’intégration/staging, QA (Assurance qualité), pré-production, production et environnement de test) excepté : (i) les dossiers/tables SMART et sous-dossiers/tables SMART contenant les définitions de planification et listées comme tâches dans les bases de données « Active Jobs » ne sont pas comptabilisées comme Tâches, (ii) les Tâches qui ont des paramètres de fuseaux horaires peuvent rester dans les bases de données « Active Jobs » pendant trois jours consécutifs, mais ne seront comptées que comme une seule Tâche, (iii) une Tâche qui s’exécute plus d’une fois en une journée (avec le même numéro de Commande/Order ID) est comptabilisée comme une seule Tâche – ce qui inclut les Tâches ré-exécutées ou cycliques, et (iv) les Tâches qui sont fournies pour des licences comprenant d’autres Unités de Mesure (par ex : tier ou MIPS) ne sont pas considérées comme Tâches au titre de la présente définition de l’Unité de Mesure « par Tâches ». La notion de Tâche est interchangeable avec la notion de « job » et signifie toute commande exécutable contenant le nom des processus JCL, CL, DCL, ECL, script ou fictifs (Dummy) qui s’exécuteront ainsi que les critères de planification, le contrôle de flux,

	l'utilisation des ressources.
--	-------------------------------

Commande de Progiciels - Perpétuel

Date de la Commande: 31 mars 2019

Territoire : Canada

Client Ville De Montreal

BMC Software Canada Inc.
50 Minthorn Boulevard, Suite 200
Markham, Ontario L3T 7X8, Canada
Attn: Département Administration des Ventes

Web: www.bmc.com

Tableau de Progiciels :

<u>Progiciels</u>	<u>Capacité Licenciée</u>			<u>Coût Unitaire pour Capacité Additionnelle et Prorogations</u>	
	Unité de Mesure	Sous-système ou Système d'Exploitation		Coût Unitaire Annuel (en CAD)	Coût unitaire de prorogation (en CAD)
BMC MainView Performance Manager Family for Mainframe Operating Systems	par MIPS	z/OS	199	\$48.84	\$53.72
BMC MainView Performance Manager Family for CICS	par MIPS	CICS	199	\$23.84	\$26.22
BMC MainView Allocation Manager Family for Mainframe Storage	par MIPS	z/OS	199	\$31.54	\$34.69
					0
				Redevance Totale (en CAD) hors taxes	21,725

*Pour une liste complète de tous les produits inclus dans la Famille de Progiciels, se reporter à l'annexe B

1. **Objet.** Cette Commande (la « **Commande** ») régit l'utilisation par le Client des Progiciels référencés dans le Tableau de Progiciels (les « **Progiciels** »). Cette Commande complète le Technology Solutions and License Addendum Agreement (BMC No. 58918-3) en date du 19 décembre 2002, et les avenants éventuels s'y rapportant (les « **Conditions Générales** »), dont les termes complètent la présente Commande.
 - a. **Terme.** La durée de cette Commande est de la Date de la Commande au 30 Mars 2020 (la « durée »).
 - b. **Capacité additionnelle pour la Famille de Progiciels.** Pendant la durée de la présente Commande, si le client dépasse sa Capacité Licenciée, le Client doit obtenir la Capacité Licenciée supplémentaire pour la Famille (s) de Progiciels à la base du Coût Unitaire Annuel défini dans la présente Commande et en exerçant une Commande séparée. Le calcul se fera comme suit: (i) la Capacité Licenciée supplémentaire multiplié par (ii) le Coût Unitaire Annuel divisé par 12 multiplié par (iii) les mois restant au Terme.

- 2. Redevance.** La redevance pour l'utilisation des Progiciels dans la limite de la Capacité Licenciée est la redevance totale indiquée dans le Tableau de Progiciels (la « Redevance »).
- 3. Support.** La Redevance de Support totale pour l'inscription des Progiciels au plan de support de BMC indiqué ci-dessus et décrit sur le lien suivant www.bmc.com/support/review-polices (le « **Support** ») est inclus dans la Redevance du 31 mars 2019 au 30 mars 2020 (la « **Période de Support** »). Le Client ne pourra ni résilier ni annuler le Support BMC des Progiciels pendant la Période de Support.
- 4. NON-DIVULGATION.** Le Client ne pourra, sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit de BMC, divulguer l'une des dispositions de la présente Commande à des tiers, et notamment celles relatives aux prix, ou même faire publiquement état de son existence, ou procéder à sa publicité à moins d'être requis par la loi, un règlement ou une ordonnance d'un tribunal.
- 5. Rapports d'utilisation.** A la demande de BMC, dans la limite d'une (1) fois par an, le Client s'engage à transmettre à BMC des rapports d'utilisation périodique des progiciels générés par certains progiciels (le cas échéant) ou des rapports écrits, qu'ils soient générés manuellement ou électroniquement, précisant l'utilisation du Progiciel par le Client. S'il ressort de ces rapports que le Client a dépassé sa Capacité Licenciée pour un Progiciel, le Client s'acquittera des redevances applicables à cette capacité additionnelle à réception de la facture BMC correspondante.
- 6. Divers.** Sauf autrement modifiées, les dispositions des Conditions Générales sont incorporées à cette Commande. La garantie de performance du Progiciel s'applique seulement aux Progiciels licenciés par le Client pour la première fois. Les progiciels sont acceptés par le Client à la date à laquelle BMC les délivre au Client, soit sous forme physique soit par la fourniture des codes d'accès permettant le téléchargement électronique, au plus tôt de ces deux éventualités, néanmoins, ladite acceptation n'affectera en rien la Garantie de Performance prévue aux Conditions Générales. En cas de contradiction entre les dispositions des présentes et celles des Conditions Générales, les dispositions de la présente Commande prévaudront. BMC refuse expressément l'application de toute modalité ou disposition supplémentaire ou contradictoire insérée dans un document de commande du Client. Les termes mentionnés en lettres majuscules sont définis dans la présente Commande, ses Annexes, ou dans les Conditions Générales. Il est précisé qu'aucune Partie aux présentes ne pourra résilier les termes de cette Commande ou les Conditions Générales sans motif. Le Client accepte que BMC y compris sa société mère et ses filiales puissent citer en référence le Client en tant que client de BMC, tant en interne que vis-à-vis de l'extérieur, par le biais de publications.
- 7. Intégralité de l'accord et modifications.** Les Parties reconnaissent avoir lu les Présentes et reconnaissent qu'elles reflètent l'accord complet et exclusif des Parties quant à l'objet de cette Commande. Cette Commande ne peut être modifiée ou résiliée que sur écrit signé par les Parties. Le Client autorise BMC à émettre sa facture à la signature par les deux parties de la présente Commande et s'acquittera de ladite facture sans qu'il soit nécessaire d'émettre un bon de commande (purchase order) ou tout autre document.

**INFORMATIONS RELATIVES AU CLIENT**

Nom de la société:	Ville de Montréal
Adresse:	801 rue Brennan, bureau 10110
	Montréal Canada H3C 0G4
Contact:	Robert Vandelac
E-mail:	robert.vandelac@ville.montreal.qc.ca
Autre:	

INFORMATIONS RELATIVES A LA FACTURATION:

Nom de la société:	Ville de Montréal
Adresse:	801, rue Brennan 9e étage (bureau 9119.10)
	Montréal Canada H3C 0G4
Contact:	Sophie Hayeur
E-mail:	shayeur@ville.montreal.qc.ca
Autre:	

ANNEXE INCORPOREE A LA PRESENTE COMMANDE	'X'
Annexe A – Dispositions Supplémentaires	X
Annexe B – La Famille de Progiciels	X

(BMC) BMC Software Canada Inc.**(Client) Ville De Montréal**

Par : _____

Par : _____

Nom : _____

Nom : _____

Qualité : _____

Qualité : _____

Date : _____

Date : _____

Cachet Commercial: _____

Cachet Commercial: _____

ANNEXE A

DISPOSITIONS SUPPLEMENTAIRES

I. **DEFINITIONS:** Les définitions suivantes s'appliquent à cette Commande et à l'Annexe A.

«**Ordinateur**» ou «**Serveur**» a la signification généralement reconnue dans l'industrie informatique, celle d'une machine unique qui peut être soit un processeur central, comme une machine mainframe, soit une machine systèmes distribués, comme un Serveur basé sur Unix ou Intel. Une machine mainframe peut être un Ordinateur mainframe individuel ayant un seul ou de multiples processeurs. Pour les machines systèmes distribués, un Ordinateur ou un Serveur peut être physique ou virtuel.

«**Documentation**» est constituée des publications techniques relatives au Progiciel, tel que les commentaires de release, références, l'utilisateur, l'installation, l'administrateur systèmes, les recommandations techniques, fournies avec le Progiciel.

«**Entreprise**» est l'environnement comprenant l'ensemble du matériel appartenant au Client ou loué par celui-ci sur le Territoire.

«**Capacité Licenciée**» est la quantité de chaque Progiciel licenciée telle qu'établie dans cette Commande. Pour les licences basées sur la puissance d'un ordinateur, le Client accepte d'utiliser la classification machines BMC alors en vigueur, qui sera fournie sur demande.

Famille de Progiciels BMC: Pour chaque Famille de Progiciels BMC ayant la capacité à être installée sur un Ordinateur mais pouvant gérer ou superviser d'autres Ordinateurs ou des données gérées par d'autres Ordinateurs via sa technologie ou ses fonctionnalités, la Famille de Progiciels doit être licenciée pour tout Ordinateur: (i) pour lequel la Famille de Progiciels est installée, gérée ou supervisée et (ii) pour lequel la Famille de Progiciels ou l'un de ses composants traitera des données ou pour le compte duquel exécutera une fonctionnalité, que la Famille de Progiciels ou l'un de ses composants soit installée ou non sur cet Ordinateur. La Famille de Progiciels peut être installée ou déplacée sur tout Ordinateur incluse dans l'environnement licencié.

II. **UNITES DE MESURE:** Aux fins de cette Commande, un Progiciel équivaut à une Famille de progiciels dans les unités de mesure suivantes s'appliquant à certains Progiciels.

UNITES DE MESURE	DEFINITIONS DES UNITES DE MESURE
par MIPS (per MIPS)	Une licence est requise pour le nombre total cumulé de MIPS de chaque Ordinateur, y compris tous les Ordinateurs couplés dans un environnement parallèle Sysplex, sur lesquels (i) chaque sous-système OS/390 ou z/OS (c'est-à-dire IMS, DB2, CICS ou VSAM) pour lequel une Famille de Progiciel est licenciée pour opérer (un « Sous-Système ») ou (ii) chaque système d'exploitation OS/390 ou z/OS sur lequel une Famille de Progiciel licenciée pour opérer a été installé (un « Système d'Exploitation »), géré (Ordinateur ou données), supervisé, ou a fonctionné pendant la Commande applicable. L'évaluation MIPS est la puissance de calcul globale (exprimée en millions d'instructions par seconde) d'un Ordinateur, en application de l'Evaluation de MIPS définie dans le <i>Gartner Group Rating Guide</i> . Des mots de passe seront donnés pour le Progiciel.

Annexe B
La Famille de Progiciels

* La Famille de Progiciels comprend les éléments suivants:

Famille de Progiciels	Progiciels
BMC MainView Performance Manager Family for Mainframe Operating Systems	CMF MONITOR MAINVIEW for z/OS MAINVIEW for Linux - Servers MAINVIEW for UNIX System Services MAINVIEW SYSPROG Services MAINVIEW AutoOPERATOR for z/OS MAINVIEW FOCAL POINT MAINVIEW AutoOPERATOR TapeSHARE
BMC MainView Performance Manager Family for CICS	MAINVIEW for CICS Energizer for CICS MAINVIEW AutoOPERATOR for CICS
BMC MainView Allocation Manager Family for Mainframe Storage	MAINVIEW SRM StopX37/II MAINVIEW SRM Allocation DATA ACCELERATOR Compression

January 16, 2019

Ville de Montreal
801, rue Brennan
Montréal (Québec)
H3C 0G4

Dear Redouane Blal,

BMC does not release the product source code to the public or authorize other contractors to sell, lease or maintain its Control-M and Mainview products. Upgrades, modifications and enhancements are performed on the source code only by BMC. BMC owns the source code for the software required for this acquisition. To have BMC provide software support and maintenance provides the added assurance that any upgrades and enhancements to the software will be performed by the owner of the proprietary source code.

Regards,


Judy Schafer
BMC Software, Inc.

Dossier # : 1187833006

Unité administrative responsable :

Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - plateformes et infrastructure , Division Plateformes et automatisation

Objet :

Exercer l'option de prolongation, et autoriser une dépense additionnelle de 172 467,09 \$ pour l'entretien des licences logicielles Control M et Mainview, pour la période du 31 mars 2019 au 30 mars 2020, dans le cadre du contrat accordé à BMC Software Canada inc (CG15 0139), fournisseur unique, majorant ainsi le montant total du contrat de 745 700,28 \$ à 918 167,37 \$, taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS



[Certification des fonds - GDD 1187833006.xlsx](#)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hui LI
Préposée au budget
Tél : (514) 872-3580

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-22

Gilles BOUCHARD
Conseiller(ère) budgétaire
Tél : 514 872 0962
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier



Dossier # : 1185006001

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction solutions d'affaires - Gestion du territoire , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à la firme Bentley Systems inc., pour la fourniture du soutien technique, l'obtention des mises à jour et des droits d'utilisation du portfolio des licences logicielles pour la période du 1 mars 2019 au 28 février 2022 pour un montant maximal de 1 880 754,16\$, taxes incluses

Il est recommandé :

1. d'approuver, conformément aux dispositions de la loi, un projet de convention de gré à gré entre la Ville et Bentley Systems inc., fournisseur unique, pour la période du 1er mars 2019 au 28 février 2022, pour couvrir les frais d'abonnements, les mises à jour et l'obtention des droits d'utilisation du portefeuille des licences logicielles, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 880 754,16\$, taxes incluses, conformément à son offre de service;
2. d'autoriser le Directeur du Service des technologies de l'information à signer tout document relatif à cette entente, pour et au nom de la Ville;
3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-01-31 13:00

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

IDENTIFICATION

Dossier # :1185006001

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction solutions d'affaires - Gestion du territoire , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à la firme Bentley Systems inc., pour la fourniture du soutien technique, l'obtention des mises à jour et des droits d'utilisation du portfolio des licences logicielles pour la période du 1 mars 2019 au 28 février 2022 pour un montant maximal de 1 880 754,16\$, taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

La ville de Montréal (Ville) utilise les applications de la firme Bentley systems inc. (Bentley) depuis plus de 15 ans, afin de répondre aux besoins de plusieurs arrondissements et services de la Ville en matière de logiciels métiers spécialisés en topographie, cartographie, géo-spatiale, cadastrale, aménagement territorial et gestion de l'eau. Voici quelques logiciels actuellement utilisés par la Ville :

- MicroStation : Logiciel de conception assistée par ordinateur (CAO) pour l'architecture et les équipes d'ingénierie. Cette application est utilisés pour modéliser et visualiser en 2D et 3D des projets d'infrastructure, de conception, de construction ou d'exploitation;
- OpenRoads : Logiciel de génie civil pour projets et modélisation 3D essentiellement de réseaux routiers unifiant études et construction depuis la phase conceptuelle jusqu'à la construction;
- PowerMap : Logiciel système d'information géographique (SIG) pour la visualisation et la modification d'informations géospatiales 2D/3D, en utilisant des interfaces (API) et de nombreux types de données dont Oracle Spatial, Microsoft SQL et le *Web Features Services (WFS)*;
- ProjectWise : Logiciel de gestion de projet utilisé par les équipes notamment de la géomatique et de l'ingénierie pour gérer, trouver, et partager du contenu CAO et géospatial, des données de projets et des documents Office;
- WaterGems: Logiciel utilisé pour la conception et l'analyse pour la distribution d'eau. Cette application permet de planifier la capacité du réseau d'eau à servir ses usagers et évaluer la croissance anticipée du système, les éventuelles zones de difficultés, de modéliser le fonctionnement de système d'eau et de planifier les opérations de routine.

L'objet du présent dossier vise donc, dans un premier temps, à accorder un contrat de gré à gré à la firme Bentley Systems inc., pour la fourniture du soutien technique, l'obtention des

mises à jour, des droits d'utilisation et des frais d'abonnement selon la consommation des licences logicielles de Bentley pour la période du 1 mars 2019 au 28 février 2022 pour un montant maximal de 1 880 754,16\$, taxes incluses, et à approuver un projet de convention à cette fin.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0256 (15 juin 2017) Accorder un contrat de gré à gré à Bentley Systems inc. pour la fourniture du soutien technique, l'obtention des mises à jour et des droits d'utilisation du portefeuille des licences logicielles, pour la période du 1^{er} mars 2017 au 28 février 2019, pour une somme maximale de 815 450,54 \$, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cette fin

CG13 0036 (28 février 2013) d'accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Bentley Systems inc. pour la fourniture du soutien technique et des frais de réinscription pour l'utilisation de ses licences logicielles, pour la période du 1^{er} mars 2013 au 28 février 2017, pour une somme maximale de 1 332 643,41 \$, taxes incluses, conformément à l'offre de service en date du 14 novembre 2012.

CG100195 (20 mai 2010) d'autoriser la continuation du contrat couvrant le renouvellement des licences et de support logiciel liant la Ville de Montréal et Bentley couvrant la période du 1er mars 2009 au 28 février 2013, au montant maximal total de 1 094 887.51\$, incluant les taxes, conformément aux engagements contractuels pris par Bentley.

CG060510 (13 décembre 2006) Octroi d'un contrat à la firme Bentley via le programme « *Municipal Licensing Subscription* MLS » pour la fourniture de licences pour la période du 1er mars 2006 au 28 février 2009 - dépense de 637 787,54 \$, taxes incluses.

DESCRIPTION

Le renouvellement de cette entente permettra :

- D'obtenir les mises à jour, les droits d'utilisation et le soutien technique des licences logicielles ;
- D'optimiser la gestion des actifs logiciels Bentley ;
- De bénéficier des services de soutien technique ;
- D'assurer la synchronisation et l'harmonisation des mises à niveau de versions logicielles annoncées par le fournisseur ;
- De bénéficier d'une assistance 24 heures/24, 7 jours/7 pendant toute l'année;
- De couvrir l'intégralité de la consommation logicielle pour une période de 36 mois des solutions logicielles temporaires ProjectWise, WaterGems, OpenRoads ;
- D'obtenir 10 jours pour un expert des produits Bentley pour accompagner les clients afin notamment d' optimiser l'utilisation et la performance des outils Bentley.

JUSTIFICATION

Cette entente permet de conserver l'utilisation intégrale des différentes solutions métiers et l'abonnement à ELS permet l'utilisation de licences permanentes et temporaires telles que les solutions ProjectWise/WaterGems, Cartographie Bentley, OpenRoads.

Les applications métiers des logiciels Bentley sous contrat permettront :

- La conception cartographique, topographique, GPS, photogrammétrique, imagerie et autres applications géospatiales et géographiques;
- La modélisation, élaboration et visualisation des informations en bâtiment ;

- L'aménagement du territoire et cadastre ;
- La planification, conception de routes et aménagement;
- De soutenir les opérations et les applications métiers utilisées par les usagers, notamment les travaux de reconstruction et d'aménagement des infrastructures des réseaux routiers.

Le tableau ci-dessous indique les frais d'abonnement avant et après escompte, pour une période de 3 ans :

Période renouvellement	Prix avant escompte	Prix payé après escompte	Escompte en \$	Escompte en %
2019-2020	827 360 \$	560 622,25 \$	266 737,75 \$	32,2 %
2020-2021	868 717 \$	614 014,84 \$	254 702,16 \$	29,3 %
2021-2022	912 211 \$	706 117,07 \$	206 093,93 \$	22,6 %
Total pour 3 ans	2 608 288 \$	1 880 754,16 \$	727 533,84 \$	27,9 %

Durant cette période de renouvellement de trois ans, une vigie et une revue complète du portefeuille d'actifs logiciels Bentley sera réalisé afin de répondre notamment à l'évolution des applications informatiques et aux exigences des utilisateurs métiers et opérationnels.

La Ville peut octroyer, de gré à gré à Bentley Systems inc., le contrat qui fait l'objet du présent sommaire décisionnel, puisqu'il s'agit d'un contrat dont l'objet découle de l'utilisation de logiciels et vise la protection de droits d'auteur et de droits exclusifs de distribution et de fourniture des prestations nécessaires au support technique et à la maintenance desdits logiciels, conformément à l'article 573.3 (6) b) et aussi dont l'objet est l'entretien d'équipements spécialisés qui doit être effectué par le fabricant ou son représentant, conformément à l'article 573.3 (9) de la Loi sur les cités et villes.

La firme Bentley Canada inc. a obtenu son accréditation de l'Autorité des marchés financiers (AMF) en novembre 2018 pour une période de 3 ans (en p.j.).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant maximal de 1 880 754,16\$ (TTC) réparti sur une période de trois ans sera imputé au budget de fonctionnement du Service des technologies de l'information comme suit:

	2019-2020	2020-2021	2021-2022	Total
Coût annuel (taxes incluses)	560 622,25\$	614 014,84\$	706 117,07\$	1 880 754,16\$

Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générale imputée au budget d'agglomération. Cette dépense concerne notamment l'obtention des droits d'utilisation et le soutien technique des licences Bentley dont les produits sont utilisés par une vingtaine d'arrondissements et de services centraux, tels le Service de l'évaluation foncière et le Service de l'eau, qui sont de compétence d'agglomération en vertu de *la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*.

Tableau comparatif de l'évolution des frais d'abonnement 2017 à 2022 (TTC)

Période	Frais d'abonnement (TTC)	Écart en \$	Écart en %
2017-2018	388 309,78 \$	35 300,18\$	10,0%

2018-2019	427 140,76 \$	38 830,98\$	10.0%
2019-2020	560 622,25\$	133 481,49\$	23,8%
2020-2021	614 014,84\$	53 392,59\$	8.6%
2021-2022	706 117,07\$	92 102,23\$	13.0%

La hausse des frais d'abonnement s'explique par l'utilisation de licences temporaires notamment Watergems, OpenRoads et Map Entreprise ainsi que par un changement de la tarification de Bentley. En effet, lors du contrat précédent, la Ville bénéficiait d'un escompte de près de 60%, alors que pour le nouveau contrat, cet escompte est de 38%. Cette variation est entre autres due à l'escompte dont bénéficiait la Ville et qui a été réajusté suite à de nouveaux règlements tarifaires instaurés par le fournisseur depuis 2017-2018.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'approbation de cette convention permettra notamment :

- De maintenir la pérennité des différentes solutions métiers sans perturber les opérations des services impliqués;
- De préserver le droit d'obtention des mises à niveau de ces produits;
- De soutenir les opérations et les applications utilisées par les usagers;
- De posséder les conditions d'abonnement autorisées dans lesquelles les programmes informatiques de Bentley peuvent être utilisés, déployés ou modifiés;
- De conserver les services de soutien et éviter des interruptions de services;
- De bénéficier d'un levier contractuel consolidé et d'une entente concurrentielle pour la Ville.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation du dossier par le Comité exécutif : 2019-02-13

- Approbation du dossier par le Conseil municipal : 2019-02-25
- Approbation du dossier par le Conseil d'agglomération : 2019-02-28

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Fanny LALONDE-GOSSELIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Marie PARENT, Service des infrastructures du réseau routier
Jean PELLERIN, Service des infrastructures du réseau routier
Chantal MORISSETTE, Service de l'eau

Lecture :

Marie PARENT, 21 janvier 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

José SIMON
Conseiller, analyse et contrôle de gestion

Tél : 514 872-1199
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-18

Ghayath HAIDAR
Directeur solutions d'affaires - Gestion du territoire

Tél : 514-872-7710
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Ghayath HAIDAR
Directeur solutions d'affaires

Tél : 514-872-7710
Approuvé le : 2019-01-30

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvain PERRAS
Directeur du service des technologies de l'information

Tél :
Approuvé le : 2019-01-30

5 novembre 2018

ATTESTATION

Je soussigné, Mariel Quigley, agissant en tant que (Paralegal) de la Société Bentley Systems,

Atteste et déclare sur l'honneur :

1- Que les progiciels Bentley (toutes versions confondues) sont créés à l'initiative de la Société, **Bentley Systems** qui les édite, les publie et les divulgue sous sa direction et sous son nom et que, en conséquence, la Société **Bentley Systems** est totalement investie des droits de l'auteur.

2- Que conséquemment, seule la Société **Bentley Systems** possède les droits exclusifs de distribution et de fourniture des prestations nécessaires à la maintenance corrective ou évolutive des dits progiciels.

Fait le 5 novembre 2018

À Québec

Signature et cachet de la Société

Mariel Quigley



LICENSE SUBSCRIPTION ORDER FORM¹

Welcome to Bentley's License Subscription Program. This order form lists the specific details of the License Subscription Program that Subscriber has agreed to participate in, as described in Exhibit LS of Subscriber's SELECT Program Agreement. This order form designates which particular License Subscription Program is applicable to Subscriber, and establishes the duration of Subscriber's participation in the program, the corresponding License Subscription Fees, and other details regarding the program. This Order Form and Subscriber's SELECT Program Agreement (including any and all signed amendments and Exhibits thereto) incorporate the entire agreement of the parties and supersede and replace all prior oral and written agreements and understandings between the parties with respect to the subject matter hereof. The parties agree to the following:

- **SUBSCRIBER:** Ville de Montreal
DIRECTION DES SYSTEMS D'INFORMATION
801, RUE BRENNAN
9IEME ETAGE, BUREAU
MONTREAL, (QC.), CANADA
H3C 0G4
- **SELECT PROGRAM AGREEMENT CLA #:** 10821207
- **ULTIMATE ACCOUNT ID #:** 1001384493
- **APPLICABLE LICENSE SUBSCRIPTION PROGRAM:** Enterprise License Subscription (ELS)
- **ELS PROGRAM COMMENCEMENT DATE:** March 1st, 2019
- **INITIAL TERM:** Program Commencement Date through February 28th, 2022
- **RENEWAL TERM:** Successive One (1) year terms following the Initial Term
- **CURRENCY:** CAD
- **MINIMUM ANNUAL LS FEE:** CAD 487,603.00
- **RESET PERIOD:** Annual
- **RESET CALCULATION SCHEDULE:** Throughout the term, Bentley shall determine the Reset Calculation for all Eligible Products during each Reset Period.
- **MEASUREMENT PERIOD:** Each calendar month during the pertinent Reset Period.
- **RANKED MEASUREMENT PERIOD PEAK:**

¹ Any capitalized terms used in this License Subscription Order Form (or alternatively "order form") shall have the meanings set forth in this order form, or as set forth in Subscriber's SELECT Agreement (including any and all Exhibits thereto). This License Subscription Order Form is deemed a part of Subscriber's SELECT Agreement and is therefore governed by the terms and conditions of Subscriber's SELECT Agreement and any and all Exhibits thereto.

ELIGIBLE PRODUCT	RANKED MEASUREMENT PERIOD PEAK
<i>AEP Products</i>	<i>Highest</i>
<i>All Other Eligible Products</i>	<i>2nd Highest</i>

- **MULTIPLIER:**

ELIGIBLE PRODUCT	MULTIPLIER
<i>AEP</i>	<i>1.8</i>
<i>All Eligible Products</i>	<i>1.8</i>

- **ANNUAL LS FEES:**

1. The LS Fee for Year One of the Initial Term (March 1st, 2019 through February 28th, 2020) is CAD 487,603.61;
 The LS Fee for Year Two of the Initial Term (March 1st, 2020 through February 28th, 2021) is CAD 534,042.05;
 The LS Fee for Year Three of the Initial Term (March 1st, 2021 through February 28th, 2022) is CAD 614,148.35;
2. The LS Fee for each subsequent Renewal Term shall be the greater of the Minimum LS Fee or the Reset Calculation for the applicable Reset Period. Any and all future ELS Contracts between Bentley Systems, Inc. and Ville de Montreal will be offered at standard pricing only, based on the actual usage for the Reset Calculation Schedule. Pricing Negotiations will not be considered.

2 Annual LS Fees as shown above do not Include ProjectWise Connect Edition (“PWCE”) Subscription Fees or CSS Fee.

- **PERFORMANCE ANALYSIS DAYS:**

- ✓ Ten (10) Performance Analysis Days annually.

- Ville de Montreal will become a Bentley CONNECTED Enterprise no later than June 30th, 2019. This can be completed by having all Bentley Application Users Registered in User Management and signed into the CONNECTION Client

- **SELECTSERVER:** Hosted

- **PAYMENT TERMS:** Net thirty (30) day.

- **LS AFFILIATES:** None

- **BASELINE PRODUCTS:**

Site ID	Subscriber Site(s)	Part #	Baseline Product(s)	Quantity
1001475280	Ville de Montreal	1003	MicroStation	147
1001475280	Ville de Montreal	1949	InterPlot Server	2
1001475280	Ville de Montreal	1565	ProjectWise InterPlot Driver Pack	1
1001475280	Ville de Montreal	1577	InRoads Survey	1
1001475280	Ville de Montreal	1587	InRoads Site	2
1001475280	Ville de Montreal	1109	GeoPAK Site	5
1001475280	Ville de Montreal	2196	PowerMap	4
1001475280	Ville de Montreal	1005	MicroStation PowerDraft	34
1001475280	Ville de Montreal	1108	GeoPAK Survey	2
1001475280	Ville de Montreal	9703	Bentley Descartes	3
1001475280	Ville de Montreal	1635	ProjectWise Integration Server	1
1001475280	Ville de Montreal	2722	ProjectWise GeoSpatial Management	1
1001475280	Ville de Montreal	3202	ProjectWise Connector for Oracle	1

- **INELIGIBLE PRODUCTS:** None
- **AGREEMENT AND EXECUTION:** Subscriber agrees to this License Subscription Order Form effective as of the ELS Program Commencement Date.

VILLE DE MONTREAL

BENTLEY SYSTEMS, INCORPORATED

By: _____

By: _____

Name: _____

Name: _____

Title: _____

Title: _____

Date: _____

Date: _____

Dossier # : 1185006001

Unité administrative responsable :

Service des technologies de l'information , Direction solutions d'affaires - Gestion du territoire , Direction

Objet :

Accorder un contrat de gré à gré à la firme Bentley Systems inc., pour la fourniture du soutien technique, l'obtention des mises à jour et des droits d'utilisation du portfolio des licences logicielles pour la période du 1 mars 2019 au 28 février 2022 pour un montant maximal de 1 880 754,16\$, taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS



[GDD 1185006001.xlsx](#)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Fanny LALONDE-GOSSELIN
Préposée au Budget
Point de service Brennan
Tél : 514 872-8914

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-24

Gilles BOUCHARD
Conseiller budgétaire

Tél : 514-872-0962

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier
Point de service Brennan



Dossier # : 1187855003

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division Exploitation des usines , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Conclure avec Distribution Glass Jet inc. une entente d'achat contractuelle d'une durée de vingt-quatre (24) mois, pour la fourniture et la livraison de sable de filtration utilisé dans les usines de production d'eau potable Atwater et Charles-J.-Des Bailleurs - Appel d'offres public 18-17145 - (deux (2) soumissionnaires dont un (1) non conforme) pour un montant maximum de 259 655,34 \$, taxes incluses.

Il est recommandé :

1. de conclure une entente d'achat contractuelle, d'une durée de vingt-quatre (24) mois, pour la fourniture et la livraison sur demande de sable de filtration utilisé dans les usines de production d'eau potable Atwater et Charles-J.-Des Bailleurs;
2. d'accorder au soumissionnaire, Distribution Glass Jet inc., ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat à cette fin, aux prix unitaires de sa soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-17145 et au tableau de prix reçus joint au dossier décisionnel;
3. d'autoriser un ajustement à la base budgétaire de la Direction de l'eau potable du Service de l'eau pour 2020 et années subséquentes d'un montant net de taxes de 50 000 \$ par année;
4. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets de la Direction de l'eau potable du Service de l'eau, et ce, au rythme des besoins à combler.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-01-31 12:45

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

IDENTIFICATION

Dossier # :1187855003

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division Exploitation des usines , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Conclure avec Distribution Glass Jet inc. une entente d'achat contractuelle d'une durée de vingt-quatre (24) mois, pour la fourniture et la livraison de sable de filtration utilisé dans les usines de production d'eau potable Atwater et Charles-J.-Des Bailleurs - Appel d'offres public 18-17145 - (deux (2) soumissionnaires dont un (1) non conforme) pour un montant maximum de 259 655,34 \$, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

La Direction de l'eau potable (DEP) du Service de l'eau exploite six (6) usines pour l'agglomération de Montréal. Chaque usine possède un procédé de traitement distinct qui comporte plusieurs étapes de traitement, notamment la filtration. Cette dernière est réalisée sur des filtres monocouches ou bicouches et vise l'enlèvement des particules en suspension. Le sable représente un des média filtrants utilisés durant l'étape de filtration. Les différentes séquences de lavage exercées au fil des années entraînent de l'érosion et des pertes de media, réduisant ainsi la performance des filtres. L'ajout de sable dans les filtres pour compenser ces pertes est nécessaire pour respecter les normes de qualité de l'eau filtrée. Par ailleurs, le sable utilisé dans le procédé de filtration pour la production d'eau potable doit être conforme au standard NSF 61 (National Sanitation Foundation). Par ailleurs, dans une optique de planification d'entretien préventif, la DEP désire procéder à un achat annuel de media filtrants pour les années subséquentes.

La conclusion de cette entente d'achat contractuelle permet d'assurer la constance et la facilité d'acquisition du média filtrant tout en constituant des volumes économiques profitables. Le média filtrant est nécessaire pour produire une eau de qualité conforme à la réglementation en vigueur.

L'appel d'offres a été publié dans le quotidien "Le Devoir" et sur le système électronique d'appel d'offres (SEAO) le 1^{er} août 2018. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 30 août 2018. La durée de publication a été de vingt-huit (28) jours. Les soumissions sont valides

pendant les cent quatre-vingts (180) jours qui suivent la date d'ouverture, soit jusqu'au 26 février 2019. La validité des soumissions a été prolongée au 15 mars 2019.

Trois (3) addendas ont été émis pour apporter des précisions au devis technique et sont présentés au tableau 1.

Tableau 1 Liste des addenda émis suite à l'appel d'offres

Addenda 1	9 août 2018	Questions et réponses concernant le type de camion à utiliser pour le déchargement des sacs.
Addenda 2	13 août 2018	Modifications apportées à la clause G.01 - Garantie du fournisseur. La clause a été abrogée, car jugée non nécessaire.
Addenda 3	16 août 2018	Précisions concernant le camion à utiliser pour le déchargement, le type de porte à chaque usine et le quai de déchargement au point de livraison.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas

DESCRIPTION

Comme présenté au tableau 2, le présent dossier consiste à conclure une entente d'achat contractuelle pour l'article 1 pour seulement d'une durée de vingt-quatre (24) mois, pour la fourniture et la livraison de sable de filtration utilisé dans les usines de production d'eau potable Atwater et Charles-J.-Des Bailleurs de la Ville de Montréal. L'article 2 fait l'objet d'un sommaire décisionnel par décision déléguée.

Tableau 2 Description des articles au bordereau de l'appel d'offres

No d'article	Média filtrant	Procédé	Usines
1	Sable pour filtres 0.57 - 0.65 mm	Filtration	Atwater Charles-J.-Des Bailleurs
2	Sable pour filtres 0.45 - 0.55 mm	Filtration	Pointe-Claire Lachine

Les quantités de sable inscrites au bordereau de soumission sont basées sur l'état des pertes de média filtrants relevés en 2018 et des prévisions des besoins pour les vingt-quatre (24) prochains mois. Elles sont fournies à titre indicatif seulement afin de présenter aux soumissionnaires un ordre de grandeur des besoins de la Ville.

JUSTIFICATION

À la suite de l'appel d'offres public 18-17145, il y a eu cinq (5) preneurs du cahier des charges sur le site SEAO. La liste des preneurs du cahier des charges se trouve dans l'intervention du Service de l'approvisionnement. Deux (2) d'entre eux ont déposé une soumission pour les articles suivants:

- article 1 : deux (2) soumissionnaire;
- article 2 : deux (2) soumissionnaires.

L'analyse administrative a été réalisée par le Service de l'approvisionnement alors que l'analyse technique a été réalisée par la DEP.

Il est à noter qu'une firme pouvait soumissionner sur un ou plusieurs articles. Cette stratégie d'approvisionnement visait à permettre l'ouverture du marché à la compétition et favoriser un plus grand nombre d'offres.

Analyse des soumissions

Voici l'analyse des soumissions conformes aux spécifications techniques et administratives pour chacun des articles au bordereau des prix.

Article 1 : Sable pour filtres 0.57 - 0.65 mm

L'octroi du contrat pour l'article 1 fait l'objet de ce sommaire décisionnel puisque sa valeur est supérieure à 250 000 \$, taxes incluse s, s elon les règles de délégation de pouvoirs en vigueur.

Deux (2) firmes ont présenté une offre, dont une (1) était non conforme techniquement. L'offre de Distribution Glass Jet inc. est jugée conforme, tel que décrit au tableau 3.

Tableau 3 Analyse de la soumission pour l'article 1

Firme soumissionnaire conforme	Prix de base (taxes incluses)
Distribution Glass Jet inc.	259 655,34 \$
Dernière estimation réalisée à l'interne	226 613,43 \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (\$) (<i>la plus basse conforme – estimation</i>)	33 041,92 \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) (<i>(la plus basse conforme – estimation) / estimation</i>) x 100	14,58 %

L'analyse de la soumission a permis de constater qu'il y a un écart défavorable de 14,58 %, soit 33 041,92 \$, taxes incluses, entre le seul soumissionnaire conforme et l'estimation réalisée à l'interne.

Cet écart de coût s'expliquerait principalement par la localisation géographique du fournisseur, qui est situé aux États-Unis, et la variation du taux de change. Par ailleurs, le type de sable requis doit être livré dans des super sacs et conforme aux normes de production d'eau potable, soit NSF 61, limitant possiblement le nombre de fournisseurs pouvant soumissionner.

Les validations requises indiquant que le soumissionnaire recommandé ne fait pas partie de la liste du Registre des entreprises non admissibles (RENA) ont été faites. De plus, le soumissionnaire recommandé est conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle. L'entreprise Distribution Glass Jet Inc. n'est pas inscrite sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville de Montréal.

Ce contrat n'est pas visé par la *Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics* (LIMCP). Le soumissionnaire recommandé n'a pas à obtenir une attestation de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

Nous recommandons d'accorder le contrat au seul soumissionnaire, Distribution Glass Jet inc., ce dernier ayant présenté une soumission conforme.

Article 2 : Sable pour filtres 0.45 - 0.55 mm

Le contrat pour l'article 2 sera accordé par décision déléguée (dossier décisionnel 2182675006) selon les règles de délégation de pouvoirs en vigueur .

Deux (2) firmes ont présenté une offre tel que décrit au tableau 4. Les deux (2) soumissionnaires ont été jugés conformes. Le plus bas soumissionnaire conforme est Tech-Mix Division Bau-Val.

Tableau 4 Analyse de la soumission pour l'article 2

Firmes soumissionnaires	Prix de base (taxes incluses)
Tech-Mix Division Bau-Val	77 804,50 \$
Distribution Glass Jet inc.	101 931,14 \$
Dernière estimation réalisée à l'interne	91 750,05\$

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total du contrat à accorder pour l'article 1, et visé par ce sommaire décisionnel, est de 259 655,34 \$, taxes incluses.

Cette dépense représente un coût net de 237 099,94 \$, lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale et sera imputée au budget de fonctionnement de la DEP du Service de l'eau. Un ajustement à la base budgétaire de la DEP sera requis pour 2020 et les années subséquentes pour un montant de coût net de 50 000 \$ par année. Ce montant correspondant à la quantité estimée requise pour les années futures.

Conformément à l'article 477.4 de la Loi sur les cités et villes, la Direction de l'approvisionnement et la DEP ont effectué une estimation préalable de la dépense totale évaluée à un montant de 318 368,48 \$, taxes incluses, pour les vingt-quatre (24) mois de la durée des entente-cadres identifiés ci-dessus, soit 259 655,34 \$, taxes incluses, pour l'article 1 et 77 804,50 \$, taxes incluses, pour l'article 2.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération, puisqu'elle concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Cette entente vise à assurer une alimentation fiable d'une eau potable de qualité exemplaire, en quantité suffisante et au meilleur coût financier et environnemental possible pour le mieux-être des citoyens de l'agglomération de Montréal.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le média filtrant est essentiel aux opérations des usines de production d'eau potable. Ce contrat permettra d'assurer la constance et la facilité d'approvisionnement des produits.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation par le CG : 28 février 2019

Livraison : mai 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :

Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marleen SIDNEY)

Validation du processus d'approvisionnement :

Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Myriem LAKLALECH)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Mathieu TOUSIGNANT, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Simon D DEMERS
Ingénieur d'usine

Tél : 514-872-0263

Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-18

Jean-François BEAUDET
Chef de l'exploitation

Tél : 514 872-3414

Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

André MARSAN
Directeur de l'eau potable
Tél : 514 872-5090
Approuvé le : 2019-01-28

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2019-01-30

Dossier # : 1187855003

Unité administrative responsable : Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division Exploitation des usines , -

Objet : Conclure avec Distribution Glass Jet inc. une entente d'achat contractuelle d'une durée de vingt-quatre (24) mois, pour la fourniture et la livraison de sable de filtration utilisé dans les usines de production d'eau potable Atwater et Charles-J.-Des Bailleurs - Appel d'offres public 18-17145 - (deux (2) soumissionnaires dont un (1) non conforme) pour un montant maximum de 259 655,34 \$, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS



[18-17145 Liste des preneurs.pdf](#) [18-17145 PV.pdf](#) [18-17145 TCP1.pdf](#)



[18-17145 Intervention.pdf](#) [Acceptation prolongation Glass Jet.pdf](#)



[Acceptation prolongation Tech-Mix.pdf](#)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Myriem LAKLALECH
Agente d'approvisionnement
Tél : 514-872-1998

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-24

Richard DAGENAIS
Chef de Section
Tél : 514-872-5241
Division :

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : No du GDD :

Titre de l'appel d'offres :

Type d'adjudication :

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : - - Nombre d'addenda émis durant la période :

Ouverture originalement prévue le : - - Date du dernier addenda émis : - -

Ouverture faite le : - - Délai total accordé aux soumissionnaires : jrs

Date du comité de sélection : - -

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : Nbre de soumissions reçues : % de réponses :

Nbre de soumissions rejetées : % de rejets :

Durée de la validité initiale de la soumission : jrs Date d'échéance initiale : - -

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs Date d'échéance révisée : - -

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	<input checked="" type="checkbox"/>	# Lot
DISTRIBUTION GLASS JET INC.	259 655,34 \$	<input checked="" type="checkbox"/>	1
DISTRIBUTION GLASS JET INC.	101 931,14 \$	<input type="checkbox"/>	2
TECH-MIX, DIVISION DE BAU-VAL INC.	248 961,01 \$	<input type="checkbox"/>	1
TECH-MIX, DIVISION DE BAU-VAL INC.	77 804,50 \$	<input checked="" type="checkbox"/>	2

Information additionnelle

Sur les 3 preneurs de cahier des charges qui n'ont pas soumissionnés, 2 ont répondu qu'ils ne fournissent pas les produits demandés. TEX-MIX, DIVISION DE BEAU-VAL INC est non conforme pour le lot 1, il a proposé un sable différent que celui demandé. Le lot 2 sera octroyé par décision déléguée (2182675006)

Préparé par : Le - -

Service de l'approvisionnement

Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5



Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres

18-17145

Agent d'approvisionnement

Myriem Laklalech

Conformité Oui

Num. du Lot	Description du lot	Soumissionnaires	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Données	
									Montant sans taxes	Montant taxes incluses
LOT1	Sable pour filtre 0.57 - 0.65mm	DISTRIBUTION GLASS JETT INC	1	Usine Des Bailleurs	427	T.M	1	415,05 \$	177 226,35 \$	203 766,00 \$
			2	Usine Des Bailleurs	11	Livraisons	1	0,00 \$	- \$	- \$
			3	Usine Atwater	100	T.M	1	486,10 \$	48 610,00 \$	55 889,35 \$
			4	Usine Atwater	8	Livraisons	1	0,00 \$	- \$	- \$
Total (DISTRIBUTION GLASS JETT INC)									225 836,35 \$	259 655,34 \$
LOT2	Sable pour filtre 0.45 - 0.55mm	TECH-MIX, DIVISION DE BAU-VAL INC	5	Usine Pointe Claire	43	T.M	1	452,60 \$	19 461,80 \$	22 376,20 \$
			6	Usine Pointe Claire	8	Livraisons	1	575,00 \$	4 600,00 \$	5 288,85 \$
			7	Usine Lachine	90	T.M	1	452,60 \$	40 734,00 \$	46 833,92 \$
			8	Usine Lachine	5	Livraisons	1	575,00 \$	2 875,00 \$	3 305,53 \$
Total (TECH-MIX, DIVISION DE BAU-VAL INC)									67 670,80 \$	77 804,50 \$
		DISTRIBUTION GLASS JETT INC	5	Usine Pointe Claire	43	T.M	1	792,85 \$	34 092,55 \$	39 197,91 \$
			6	Usine Pointe Claire	8	Livraisons	1	0,00 \$	- \$	- \$
			7	Usine Lachine	90	T.M	1	606,25 \$	54 562,50 \$	62 733,23 \$
			8	Usine Lachine	5	Livraisons	1	0,00 \$	- \$	- \$
Total (DISTRIBUTION GLASS JETT INC)									88 655,05 \$	101 931,14 \$

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4^e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

PAR COURRIEL

Le 22 janvier 2019

Monsieur Louis Paré
Distribution Glass Jet Inc.
965 avenue Newton, suite 135
Quebec (Quebec) G1P 4M4

Courriel: info@glassjet.ca

**Objet : Prolongation de la durée validité de soumission
Appel d'offres n° 18-17145
FOURNITURE ET LIVRAISON DE SABLE DE FILTRATION POUR LES
USINES CHARLES-J.-DES BAILLETS, ATWATER, POINTE-CLAIRE ET
LACHINE**

Monsieur,

Le délai initial de validité des soumissions reçues dans le cadre de l'appel d'offres ci-haut mentionné, est insuffisant.

À cet effet, la Ville de Montréal vous invite à prolonger la durée de validité de votre soumission pour un délai supplémentaire, soit jusqu'au 15 mars 2018.

Les étapes nécessaires à l'obtention de la résolution d'octroi de contrat seront poursuivies suivant la réception d'une réponse affirmative de la part des soumissionnaires conformes, identifiés lors de l'analyse des offres reçues.

Merci de nous retourner votre réponse par courriel **avant le 25 janvier 2019**.

Nous vous remercions de votre collaboration, et veuillez recevoir, Monsieur, l'assurance de nos sentiments les meilleurs.

J'accepte le délai de prolongation :

Je refuse le délai de prolongation :

Signature

Date

[Signature]
23 janvier

Signature

Date

Myriem Laklalech
Agente d'approvisionnement II
Courriel: myriem.laklalech@ville.montreal.qc.ca
Tél. : 514 872-1998

LN86Fbssp

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4^e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

PAR COURRIEL

Le 22 janvier 2019

Monsieur Sylvain Leroux
Tech-Mix, Division de Bau-val Inc
3350 butte aux renards
Varenes (Quebec) J3X 1P7

Courriel: sleroux@bauval.com

**Objet : Prolongation de la durée validité de soumission
Appel d'offres n° 18-17145
FOURNITURE ET LIVRAISON DE SABLE DE FILTRATION POUR LES
USINES CHARLES-J.-DES BAILLETS, ATWATER, POINTE-CLAIRE ET
LACHINE**

Monsieur,

Le délai initial de validité des soumissions reçues dans le cadre de l'appel d'offres ci-haut mentionné, est insuffisant.

À cet effet, la Ville de Montréal vous invite à prolonger la durée de validité de votre soumission pour un délai supplémentaire, soit jusqu'au 15 mars 2018.

Les étapes nécessaires à l'obtention de la résolution d'octroi de contrat seront poursuivies suivant la réception d'une réponse affirmative de la part des soumissionnaires conformes, identifiés lors de l'analyse des offres reçues.

Merci de nous retourner votre réponse par courriel **avant le 25 janvier 2019**.

Nous vous remercions de votre collaboration, et veuillez recevoir, Monsieur, l'assurance de nos sentiments les meilleurs.

J'accepte le délai de prolongation :



Signature

23/1/19

Date

Je refuse le délai de prolongation :

Signature

Date

Myriem Laklalech
Agente d'approvisionnement II
Courriel: myriem.laklalech@ville.montreal.qc.ca
Tél. : 514 872-1998

LN86Fbssp



LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE
D'APPEL D'OFFRES DU
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec [Constructo](#) pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 18-17145

Numéro de référence : 1188436

Statut : En attente des résultats d'ouverture

Titre : Fourniture et livraison de sable de filtration pour les usines Charles-J.-Des Baillet, Atwater, Pointe-Claire et Lachine

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

<u>Organisation</u>	<u>Contact</u>	<u>Date et heure de commande</u>	<u>Addenda envoyé</u>
Distribution Glass Jet Inc. 650 Graham-Bell 203 Québec, QC, g1N4H5	Monsieur Louis Paré Téléphone : 418 682-6086 Télécopieur : 418 682-6915	Commande : (1474667) 2018-08-02 14 h 10 Transmission : 2018-08-02 14 h 10	2982697 - Addenda 1 2018-08-09 11 h 19 - Courriel 2983940 - Addenda 2 2018-08-13 12 h 19 - Courriel 2986294 - 18-17145 Addenda 3 - REPORT DE DATE (devis) 2018-08-16 16 h 07 - Courriel 2986295 - 18-17145 Addenda 3 - REPORT DE DATE (bordereau) 2018-08-16 16 h 07 - Téléchargement 2986319 - 18-17145 Addenda 3 - Report de date - Correctif - Bordereau numérique (devis) 2018-08-16 16 h 51 - Courriel 2986320 - 18-17145 Addenda 3 - Report de date - Correctif - Bordereau numérique (bordereau) 2018-08-16 16 h 51 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Materiaux Paysagers Savaria LTEE 950 De Lorainne Boucherville, QC, J4B 5E4	Monsieur Steve Savaria Téléphone : 450 655-6147 Télécopieur : 450 655-5133	Commande : (1474562) 2018-08-02 9 h 31 Transmission : 2018-08-02 9 h 31	2982697 - Addenda 1 2018-08-09 11 h 19 - Courriel 2983940 - Addenda 2 2018-08-13 12 h 19 - Courriel 2986294 - 18-17145 Addenda 3 - REPORT DE DATE (devis) 2018-08-16 16 h 07 - Courriel 2986295 - 18-17145 Addenda 3 - REPORT DE DATE (bordereau) 2018-08-16 16 h 07 - Téléchargement 2986319 - 18-17145 Addenda 3 - Report de date - Correctif - Bordereau numérique (devis) 2018-08-16 16 h 51 - Courriel 2986320 - 18-17145 Addenda 3 - Report de date - Correctif - Bordereau numérique (bordereau) 2018-08-16 16 h 51 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

<p>Sel Warwick Inc. 807 boul. Pierre Roux Est Victoriaville, QC, G6T1T7 http://www.selwarwick.com</p>	<p>Monsieur Cédric Côté Téléphone : 819 758-5229 Télécopieur : 819 758-5220</p>	<p>Commande : (1474525) 2018-08-02 8 h 37 Transmission : 2018-08-02 8 h 37</p>	<p>2982697 - Addenda 1 2018-08-09 11 h 19 - Courriel 2983940 - Addenda 2 2018-08-13 12 h 19 - Courriel 2986294 - 18-17145 Addenda 3 - REPORT DE DATE (devis) 2018-08-16 16 h 07 - Courriel 2986295 - 18-17145 Addenda 3 - REPORT DE DATE (bordereau) 2018-08-16 16 h 07 - Téléchargement 2986319 - 18-17145 Addenda 3 - Report de date - Correctif - Bordereau numérique (devis) 2018-08-16 16 h 51 - Courriel 2986320 - 18-17145 Addenda 3 - Report de date - Correctif - Bordereau numérique (bordereau) 2018-08-16 16 h 51 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique</p>
<p>Tech Mix 3350 Rang de la Butte aux Renard Varenes, QC, J3X 1P7 http://www.bauval.com</p>	<p>Monsieur Sylvain Leroux Téléphone : 450 652-0689 Télécopieur : 450 652-0947</p>	<p>Commande : (1476229) 2018-08-07 11 h 17 Transmission : 2018-08-07 11 h 17</p>	<p>2982697 - Addenda 1 2018-08-09 11 h 19 - Courriel 2983940 - Addenda 2 2018-08-13 12 h 19 - Courriel 2986294 - 18-17145 Addenda 3 - REPORT DE DATE (devis) 2018-08-16 16 h 07 - Courriel 2986295 - 18-17145 Addenda 3 - REPORT DE DATE (bordereau) 2018-08-16 16 h 07 - Téléchargement 2986319 - 18-17145 Addenda 3 - Report de date - Correctif - Bordereau numérique (devis) 2018-08-16 16 h 51 - Courriel 2986320 - 18-17145 Addenda 3 - Report de date - Correctif - Bordereau numérique (bordereau) 2018-08-16 16 h 51 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)</p>
<p>Tech Mix 3350 Rang de la Butte aux Renard Varenes, QC, J3X 1P7 http://www.bauval.com</p>	<p>Monsieur Sylvain Leroux Téléphone : 450 652-0689 Télécopieur : 450 652-0947</p>	<p>Commande : (1477432) 2018-08-09 13 h 04 Transmission : 2018-08-09 13 h 04</p>	<p>2982697 - Addenda 1 2018-08-09 13 h 04 - Téléchargement 2983940 - Addenda 2 2018-08-13 12 h 19 - Courriel 2986294 - 18-17145 Addenda 3 - REPORT DE DATE (devis) 2018-08-16 16 h 07 - Courriel 2986295 - 18-17145 Addenda 3 - REPORT DE DATE (bordereau) 2018-08-16 16 h 07 - Téléchargement 2986319 - 18-17145 Addenda 3 - Report de date - Correctif - Bordereau numérique (devis) 2018-08-16 16 h 51 - Courriel 2986320 - 18-17145 Addenda 3 - Report de date - Correctif - Bordereau numérique (bordereau) 2018-08-16 16 h 51 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)</p>

Tricentris - tri, transformation,
sensibilisation
651, chemin Félix-Touchette
Lachute, QC, J8H2C5
<http://www.tricentris.com>

[Madame Sophie
Poncelet-Latour](#)
Téléphone : 450
562-4488
Télécopieur : 450
562-7788

Commande : (1474691)
2018-08-02 14 h 54
Transmission :
2018-08-02 14 h 54

2982697 - Addenda 1
2018-08-09 11 h 19 - Courriel
2983940 - Addenda 2
2018-08-13 12 h 19 - Courriel
2986294 - 18-17145 Addenda 3 - REPORT DE
DATE (devis)
2018-08-16 16 h 07 - Courriel
2986295 - 18-17145 Addenda 3 - REPORT DE
DATE (bordereau)
2018-08-16 16 h 07 - Téléchargement
2986319 - 18-17145 Addenda 3 - Report de
date - Correctif - Bordereau numérique (devis)
2018-08-16 16 h 51 - Courriel
2986320 - 18-17145 Addenda 3 - Report de
date - Correctif - Bordereau numérique
(bordereau)
2018-08-16 16 h 51 - Téléchargement
Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

© 2003-2018 Tous droits réservés

Dossier # : 1187855003

Unité administrative responsable : Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division Exploitation des usines , -

Objet : Conclure avec Distribution Glass Jet inc. une entente d'achat contractuelle d'une durée de vingt-quatre (24) mois, pour la fourniture et la livraison de sable de filtration utilisé dans les usines de production d'eau potable Atwater et Charles-J.-Des Bailleurs - Appel d'offres public 18-17145 - (deux (2) soumissionnaires dont un (1) non conforme) pour un montant maximum de 259 655,34 \$, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS



[Information comptable DEP 1187855003.xlsx](#)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marleen SIDNEY
Préposée au budget
Tél : 514-872-0893

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-25

Yves COURCHESNE
Directeur de service - finances et trésorier
Tél : 514.872-6630
Division : Service Des Finances



Dossier # : 1188148002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Projets majeurs , Projets Réservoirs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à D.M.VALVE ET CONTROLES INC., pour la fourniture de six (6) débitmètres pour la station de pompage McTavish - Dépense totale de 336 182,88 \$, taxes incluses - Appel d'offres public no 18-17236 (1 soumissionnaire conforme)

Il est recommandé :

- 1- d'accorder à D.M.VALVE ET CONTROLES INC., plus bas soumissionnaire conforme, pour une période de trente-deux (32) mois, le contrat pour la fourniture de deux (2) débitmètres de conduite de 60 pouces de diamètre et quatre (4) débitmètres des conduites de 48 pouces de diamètre pour la station de pompage McTavish, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 305 620,80 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public n° 18-17236;
- 2- d'autoriser une dépense de 15 281,04 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
- 3- d'autoriser une dépense de 15 281,04 \$, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;
- 4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-01-31 12:53

Signataire :

Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

IDENTIFICATION

Dossier # :1188148002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Projets majeurs , Projets Réservoirs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à D.M.VALVE ET CONTROLES INC., pour la fourniture de six (6) débitmètres pour la station de pompage McTavish - Dépense totale de 336 182,88 \$, taxes incluses - Appel d'offres public no 18-17236 (1 soumissionnaire conforme)

CONTENU

CONTEXTE

La Direction de l'eau potable du Service de l'eau est actuellement en exécution du projet de mise à niveau de la station de pompage McTavish.

L'eau potable produite par la Ville de Montréal aux usines Charles-J.-Des Baillets et Atwater est pompée vers les réservoirs situés sur le Mont-Royal. Ces réservoirs fonctionnent comme des châteaux d'eau et redistribuent l'eau vers les usagers. Le réservoir McTavish joue un rôle clé dans le processus d'alimentation et de distribution de l'eau potable. Il achemine l'eau aux réservoirs Vincent-d'Indy et Côte-des-Neiges, ainsi qu'à la zone 1 (principalement le centre-ville de Montréal).

La construction de l'aile Est de la station de pompage McTavish a été complétée en 1932 et la construction de l'aile Ouest a été complétée en 1949, la majorité de ses équipements datent de cette époque et ont atteint leur fin de vie utile. Il est aujourd'hui requis de mettre à niveau et de faire la réfection de cette station de pompage pour assurer la fiabilité de l'alimentation en eau potable de plus d'un million de citoyens.

Le projet de mise à niveau de la station de pompage McTavish se réalisera en deux (2) lots de construction, soit le lot des travaux prérequis (la phase 1) et le lot des travaux principaux (la phase 2). La phase 1 comprend, sans s'y limiter, le remplacement et le réaménagement de certaines conduites d'alimentation et de distribution d'eau, l'installation d'une vanne murale et de batardeaux à l'intérieur du réservoir, la construction de nouvelles chambres de vannes, ainsi que l'installation des débitmètres, des vannes automatiques et d'une vanne modulante. En raison des longs délais de fabrication et de livraison des débitmètres, le présent contrat vise à assurer l'approvisionnement de ces équipements

nécessaires à la réalisation de la phase 1 des travaux.

L'appel d'offres public n° 18-17236 a été publié dans le quotidien Le Devoir ainsi que sur le système électronique d'appel d'offres (SÉAO) le 7 novembre 2018. Les offres dûment reçues ont été ouvertes dans les locaux du Service du greffe à l'hôtel de ville le 18 décembre 2018. La durée initiale de publication était de trente-quatre (34) jours de calendrier. Cependant, elle fût prolongée de sept (7) jours, pour une durée réelle de quarante et un (41) jours, afin de tenir compte des demandes du marché de prolonger la durée et de quelques modifications apportées au projet par addenda. Les soumissions sont valides pendant les cent quatre-vingt (180) jours qui suivent la date d'ouverture, soit jusqu'au 16 juin 2019.

Calendrier d'émission des addendas		
Add.	Date	Détails
#1	9-Nov-2018	Correction au document d'appel d'offres: « 18-17236-Formulaire de soumission ».
#2	16-Nov-2018	Modification de la clause 15.01 Expiration du Contrat.
#3	21-Nov-2018	Dans la section Contrat des documents, addition de la clause 10.12.02 Assurance tous risques à la section 10.12 Assurance; Modifications à la section Devis technique des documents : Le document 650149-CL-CONT-0001_Sub03 annule et remplace le document 650149-CL-CONT-0001_Sub02 dans les documents de référence; Réponse à une question technique.
#4	28-Nov-2018	Réponse à six questions techniques.
#5	10-Dec-2018	Réponse à trois questions techniques; Report de la date d'ouverture des soumissions au 18 décembre 2018.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0367- 24 août 2017 - Accorder un contrat de services professionnels en ingénierie et en architecture à SNC-Lavalin inc. et Provencher Roy + Associés Architectes inc. pour la mise à niveau de la station de pompage et du réservoir McTavish, pour une somme maximale de 17 553 353,97\$, taxes incluses.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à accorder un contrat à D.M.VALVE ET CONTROLES INC. pour la fourniture de six (6) débitmètres de type électromagnétique, dans le cadre de la mise à niveau de la station de pompage McTavish.

Les principaux éléments du présent contrat sont:

- la fourniture de deux (2) débitmètres, de type électromagnétique par insertion à profil complet pour une conduite de 60 pouces de diamètre;
- la fourniture de quatre (4) débitmètres, de type électromagnétique par insertion à profil complet pour trois (3) conduites de 48 pouces de diamètre;
- les outils spéciaux nécessaires d'insertion de sonde;
- le transport et la livraison au chantier;
- l'assistance technique durant la mise en route des équipements;

- la formation du personnel d'entretien et d'opération de la Ville de Montréal.

Le contrat convenu avec le manufacturier est effectif pour une durée de trente-deux (32) mois pour deux (2) débitmètres de conduite de 60 pouces de diamètre et quatre (4) débitmètres de conduite de 48 pouces de diamètre, à compter de la date de transmission de l'ordre de débiter les travaux (ODT). Il est alloué au manufacturier un délai de six (6) mois pour la fabrication et la livraison au chantier des débitmètres, à compter de la date de transmission de l'ordre de débiter les travaux. Le devis contient des dispositions contractuelles relatives à des pénalités de trois cents (300) \$ par item par jour de retard dans l'exécution du contrat.

Des dépenses contingentes d'environ 5 % du coût de base des biens et services, soit 15 281,04 \$, taxes incluses, sont ajoutées afin de couvrir les imprévus qui pourraient survenir durant les travaux.

Des dépenses incidentes de 5 % du coût de base des biens et services, soit 15 281,04 \$, taxes incluses, sont aussi prévues pour couvrir, entre autres, les coûts associés aux frais de contrôle de qualité et d'essais.

JUSTIFICATION

À la suite de l'appel d'offres public n° 18-17236, il y a eu cinq (5) preneurs du cahier des charges sur le site SÉAO et deux (2) soumissions ont été déposées, soit un pourcentage de 40 %. La liste des preneurs du cahier des charges se trouve dans l'intervention du Service de l'approvisionnement.

L'analyse administrative a été réalisée par le Service de l'approvisionnement alors que l'analyse technique a été réalisée par la firme SNC-Lavalin inc.. Après analyse des soumissions, les constats sont les suivants:

- La firme EVEREST AUTOMATION INC. est administrativement non conforme, les raisons de non-conformité sont détaillées dans l'intervention du Service de l'Approvisionnement.
- Il s'avère qu'un seul soumissionnaire est conforme soit:

Firmes soumissionnaires conformes	Total (Taxes incluses)
D.M.VALVE ET CONTROLES INC.	305 620,80 \$
Dernière estimation réalisée	351 469,38 \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (\$) <i>(la plus basse conforme - estimation)</i>	- 45 848,58 \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) <i>((la plus basse conforme - estimation) / estimation) x 100</i>	- 13,04%

L'analyse des soumissions a permis de constater qu'il y a un écart favorable de 45 848.58 \$ (soit 13.04%) taxes incluses, entre la plus basse soumission conforme et l'estimation réalisée par les professionnels de SNC-Lavalin inc.

Le principal élément expliquant cet écart est relié à l'article d'acquisition de six (6) débitmètres, représentant un écart de 45 688,77 \$. L'estimation de contrôle est basée sur des prix budgétaires en provenance de certains fournisseurs d'équipements reconnus. Généralement, ces prix budgétaires ne tiennent pas compte des stratégies commerciales qu'un fournisseur peut appliquer dans sa proposition de prix.

La Direction de l'eau potable recommande d'octroyer le contrat au plus bas soumissionnaire conforme, soit D.M.VALVE ET CONTROLES INC., pour un montant de 305 620,80 \$, taxes incluses.

Les validations requises voulant que le soumissionnaire recommandé ne fait pas partie de la liste du Registre des entreprises non admissibles (RENA) ont été faites. D.M.VALVE ET CONTROLES INC. n'est pas inscrit sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville de Montréal.

Le soumissionnaire recommandé est conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville.

Ce contrat n'est pas visé par la *Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (LIMCP)*. Le soumissionnaire recommandé n'a pas à obtenir une attestation de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total du contrat à accorder est de 305 620,80 \$, taxes incluses.

La dépense totale de 336 182,88 \$, taxes incluses, comprend le coût du contrat ainsi qu'un montant de 15 281,04 \$, taxes incluses, pour les contingences, et un montant de 15 281,04 \$, taxes incluses, pour les incidences. Cette dépense représentant un coût net de 306 979,78 \$ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la « *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* ».

Cette dépense est admissible à une subvention estimée à 163 722,55 \$ dans le cadre du programme Fonds Chantiers Canada Québec (FCCQ-Grandes Villes). La partie financée par la réserve de l'eau locale représente un montant de 81 861,27 \$. L'affectation de la réserve locale de l'eau effectuée en fin d'exercice en fonction des dépenses réelles constatées.

L'emprunt net de 61 395,96 \$ est à la charge spécifique des villes reconstituées.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La gestion des infrastructures de production de l'eau potable répond à l'une des priorités du *Plan d'action Montréal durable 2016-2020* : « *Optimiser la gestion de l'eau* ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Un retard dans l'octroi du présent dossier influencera l'échéancier des travaux de mise à niveau de la station de pompage McTavish.

Les travaux d'installation des débitmètres sur la conduite sous la rue McTavish sont préalables à la mise en service du réservoir Rosemont. De plus, ces débitmètres sont nécessaires pour les travaux de la phase 2 de la station de pompage McTavish.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat (CG): 28 février 2019

Fin du contrat: novembre 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Cherifa HELLAL)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marleen SIDNEY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Mathieu TOUSIGNANT, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Kamen RAEV
Ingénieur

Tél : 514-872-9288

Jean-Christophe DAMÉ
Chef de section

Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-22

Christian MARCOUX
Chef de division - Infrastructures Usines &
Réservoirs

Tél : 514 872-3483

Télécop. : 514 872-8146

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

André MARSAN
Directeur de l'eau potable
Tél : 514 872-5090
Approuvé le : 2019-01-24

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2019-01-30

Dossier # : 1188148002

Unité administrative responsable : Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Projets majeurs , Projets Réservoirs

Objet : Accorder un contrat à D.M.VALVE ET CONTROLES INC., pour la fourniture de six (6) débitmètres pour la station de pompage McTavish - Dépense totale de 336 182,88 \$, taxes incluses - Appel d'offres public no 18-17236 (1 soumissionnaire conforme)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS



[18-17236 Intervention v1.pdf](#)[18-17236 PV.pdf](#)[18-17236 DetCah.pdf](#)[18-17236 TCP1.pdf](#)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Cherifa HELLAL
Agente d'approvisionnement
Tél : 514 872-0486

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-28

Richard DAGENAIS
Chef de section
Tél : 514 872-0349
Division : Division De L Acquisition De Biens Et Services

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : No du GDD :

Titre de l'appel d'offres :

Type d'adjudication :

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : - - Nombre d'addenda émis durant la période :

Ouverture originalement prévue le : - - Date du dernier addenda émis : - -

Ouverture faite le : - - Délai total accordé aux soumissionnaires : jrs

Date du comité de sélection : - -

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : Nbre de soumissions reçues : % de réponses :

Nbre de soumissions rejetées : % de rejets :

Soumission(s) rejetée(s) (nom) : Motif de rejet: administratif et / ou technique

Motif administratif :

Durée de la validité initiale de la soumission : jrs Date d'échéance initiale : - -

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs Date d'échéance révisée : - -

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	<input checked="" type="checkbox"/>	# Lot
D.M. Valve et contrôle Inc.	305 620,80	<input checked="" type="checkbox"/>	

Information additionnelle

Le soumissionnaire Everest Automation Inc. est non conforme parceque le NEQ inscrit dans sa soumission ne correspond pas au NEQ du détenteur du cahier des charges affiché sur SEAO.

Le prix soumissionné par D.M. Valve et contrôle Inc. a été corrigé suite à une erreur de calcul.

Les détenteurs du cahier des charges n'ayant pas soumissionné les motifs de leur désistement sont les suivants :

- impossibilité pour eux de respecter les délais requis en raison de leur engagement dans d'autres projets
- ne peuvent pas fournir les produits et services demandés
- participation en sous-contratctant d'un soumissionnaire

Préparé par :

Le - -

Service de l'approvisionnement

Direction générale adjointe – Services institutionnels
 255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
 Montréal (Québec) H2M 1L5

**Tableau comparatif des prix****No de l'appel d'offres**

18-17236

Agent d'approvisionnement

Cherifa Hellal

Conformité

Oui

Soumissionnaires	Num. du Lot	Description du lot	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Prix unitaires	Données	
							Montant sans taxes	Montant taxes incluses
D.M.VALVE ET CONTROLES INC.								
	1	Débitmètres	Débitmètre de type électromagnétique par insertion à profil complet pour une conduite d'un diamètre de 60 po. Chaque débitmètre doit être complet avec un transmetteur, une sonde, un robinet à tournant sphérique et les accessoires requis (tel que les tiges de retenue), etc..	2	CH	46 610,00 \$	93 220,00 \$	107 179,70 \$
			Débitmètre de type électromagnétique par insertion à profil complet pour conduites d'un diamètre de 48 po. Chaque débitmètre doit être complet avec un transmetteur, une sonde, un robinet à tournant sphérique et les accessoires requis (tel que les tiges de retenue), etc	4	CH	37 500,00 \$	150 000,00 \$	172 462,50 \$
	2	Articles et services connexe	OUTILS d'insertion de sonde pour les six (6) débitmètres	1	Lot	1 295,00 \$	1 295,00 \$	1 488,93 \$
			ASSISTANCE TECHNIQUE lors de l'installation, et de la mise en service, ainsi que pour l'inspection et la calibration en chantier.	120	heure	155,00 \$	18 600,00 \$	21 385,35 \$
			FORMATION : Coût horaire pour la formation complète du personnel de la Ville, incluant les dépenses pour le matériel didactique nécessaire.	18	heure	150,00 \$	2 700,00 \$	3 104,33 \$
			PIÈCES de rechange pour l'installation et la mise en service des 2 débitmètres 60 po. (ref code LDRF : J02)	1	Lot	(vide)	- \$	- \$

Service de l'approvisionnement

Direction générale adjointe – Services institutionnels
 255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
 Montréal (Québec) H2M 1L5



Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres

18-17236

Agent d'approvisionnement

Cherifa Hellal

Conformité

Oui

Soumissionnaires	Num. du Lot	Description du lot	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Prix unitaires	Données	
							Montant sans taxes	Montant taxes incluses
D.M.VALVE ET CONTROLES INC.	2	Articles et services connexe	PIÈCES de rechange pour l'installation et la mise en service des 4 débitmètres 48 po. (ref code LDRF : J02)	1	Lot	(vide)	- \$	- \$
Total (D.M.VALVE ET CONTROLES INC.)							265 815,00 \$	305 620,81 \$



LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE
D'APPEL D'OFFRES DU
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec [Constructo](#) pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 18-17236

Numéro de référence : 1212336

Statut : En attente des résultats d'ouverture

Titre : Acquisition de débitmètres pour la station de pompage McTavish

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

<u>Organisation</u>	<u>Contact</u>	<u>Date et heure de commande</u>	<u>Addenda envoyé</u>
D.M. Valve Inc 3540 boulevard poirier Montréal, QC, H4R 2J5	Monsieur Léonard Pinchuk Téléphone : 514 332-4260 Télécopieur : 514 331-3924	Commande : (1511611) 2018-11-14 10 h 27 Transmission : 2018-11-14 10 h 27	3023973 - 18-17236_Addenda 1 (devis) 2018-11-14 10 h 27 - Téléchargement 3023974 - 18-17236_Addenda 1 (plan) 2018-11-14 10 h 27 - Téléchargement 3026513 - 18-17236_Addenda 2 2018-11-16 13 h 38 - Courriel 3028358 - Addenda 3 2018-11-21 15 h 28 - Courriel 3031546 - 18-17236_Addenda 4 2018-11-28 14 h 44 - Courriel 3036450 - 18-17236_Addenda 5 - Report de date.docx 2018-12-10 12 h 30 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Elite Technologie Inc. 1076B, chemin Industriel Lévis, QC, G7A1B3	Monsieur Frederic Roy Téléphone : 418 836-6666 Télécopieur : 418 836-6062	Commande : (1521481) 2018-12-13 9 h 40 Transmission : 2018-12-13 9 h 40	3023973 - 18-17236_Addenda 1 (devis) 2018-12-13 9 h 40 - Téléchargement 3023974 - 18-17236_Addenda 1 (plan) 2018-12-13 9 h 40 - Téléchargement 3026513 - 18-17236_Addenda 2 2018-12-13 9 h 40 - Téléchargement 3028358 - Addenda 3 2018-12-13 9 h 40 - Téléchargement 3031546 - 18-17236_Addenda 4 2018-12-13 9 h 40 - Téléchargement 3036450 - 18-17236_Addenda 5 - Report de date.docx 2018-12-13 9 h 40 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Les Compteurs Lecomte Ltée. 2925, rue Cartier Saint-Hyacinthe, QC, J2S 1L4	Monsieur Michael Lecomte Téléphone : 450 774-3406 Télécopieur : 450 773-0759	Commande : (1510148) 2018-11-09 10 h 41 Transmission : 2018-11-09 10 h 55	3023973 - 18-17236_Addenda 1 (devis) 2018-11-09 15 h 49 - Courriel 3023974 - 18-17236_Addenda 1 (plan) 2018-11-09 15 h 54 - Messagerie 3026513 - 18-17236_Addenda 2 2018-11-16 13 h 38 - Courriel 3028358 - Addenda 3 2018-11-21 15 h 28 - Courriel 3031546 - 18-17236_Addenda 4 2018-11-28 14 h 44 - Courriel 3036450 - 18-17236_Addenda 5 - Report de date.docx 2018-12-10 12 h 30 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
SCADALLIANCE 6855 avenue de l'Épée Suite 303 Montréal, QC, H3N2C7	Monsieur ROBERT BONFILS Téléphone : 514 448-4422 Télécopieur : 514 228-3900	Commande : (1512783) 2018-11-17 20 h 43 Transmission : 2018-11-18 23 h 47	3023973 - 18-17236_Addenda 1 (devis) 2018-11-17 20 h 43 - Téléchargement 3023974 - 18-17236_Addenda 1 (plan) 2018-11-17 20 h 43 - Messagerie 3026513 - 18-17236_Addenda 2 2018-11-17 20 h 43 - Téléchargement 3028358 - Addenda 3 2018-11-21 15 h 28 - Courriel 3031546 - 18-17236_Addenda 4 2018-11-28 14 h 44 - Courriel 3036450 - 18-17236_Addenda 5 - Report de date.docx 2018-12-10 12 h 30 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Veolia Water Technologies Canada Inc. 4105 rue Sartelon St-Laurent Montréal, QC, H4S 2B3	Monsieur Denis Girard et Ghislaine Campeau Téléphone : 514 334-7230 Télécopieur : 514 334-5070	Commande : (1509976) 2018-11-09 7 h 46 Transmission : 2018-11-09 7 h 46	3023973 - 18-17236_Addenda 1 (devis) 2018-11-09 15 h 49 - Courriel 3023974 - 18-17236_Addenda 1 (plan) 2018-11-09 15 h 49 - Courriel 3026513 - 18-17236_Addenda 2 2018-11-16 13 h 38 - Courriel 3028358 - Addenda 3 2018-11-21 15 h 28 - Courriel 3031546 - 18-17236_Addenda 4 2018-11-28 14 h 44 - Courriel 3036450 - 18-17236_Addenda 5 - Report de date.docx 2018-12-10 12 h 30 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

© 2003-2019 Tous droits réservés

Dossier # : 1188148002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Projets majeurs , Projets Réservoirs
Objet :	Accorder un contrat à D.M.VALVE ET CONTROLES INC., pour la fourniture de six (6) débitmètres pour la station de pompage McTavish - Dépense totale de 336 182,88 \$, taxes incluses - Appel d'offres public no 18-17236 (1 soumissionnaire conforme)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS



[Information comptable DEP 1188148002.xlsx](#)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marleen SIDNEY
Préposée au budget
Tél : 514-872-0893

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-23

Leilatou DANKASSOUA
Conseillère budgétaire
Tél : 514.872.2648
Division : Service Des Finances,Division du conseil et soutien financier -Point de service Eau - Environnement

CE : 20.007
2019/02/13 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA
À HUIS CLOS



Dossier # : 1196620001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion des parcs et biodiversité , Biodiversité urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine
Compétence d'agglomération :	Écoterritoires
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à l'entreprise Asplundh Canada ULC, pour les services de coupe de jardinage acérico-forestier au parc-nature du Cap-Saint-Jacques, pour la somme de 381 671,24 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17414 - 3 soumissionnaires conformes.

Il est recommandé :

1. d'accorder un contrat à l'entreprise Asplundh Canada ULC, plus bas soumissionnaire conforme, pour une période de treize (14) mois (février 2019 à mars 2020 inclusivement), pour les services de coupe de jardinage acérico-forestier au parc-nature du Cap-Saint-Jacques, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 381 671,24 \$, taxes, variation de quantité et contingences incluses, conformément aux document de l'appel d'offres public 18-17414.
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-02-01 13:11

Signataire :

Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

IDENTIFICATION

Dossier # :1196620001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion des parcs et biodiversité , Biodiversité urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine
Compétence d'agglomération :	Écoterritoires
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à l'entreprise Asplundh Canada ULC, pour les services de coupe de jardinage acérico-forestier au parc-nature du Cap-Saint-Jacques, pour la somme de 381 671,24 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17414 - 3 soumissionnaires conformes.

CONTENU

CONTEXTE

Longtemps exploitée de manière traditionnelle, la petite cabane à sucre du parc-nature du Cap-Saint-Jacques sert de lieu de démonstration pour les usagers du parc. Celle-ci se trouve au milieu de l'érablière où convergent de nombreux sentiers de ski de fonds et de raquette. L'érablière est exploitée par D3-Pierres, le même organisme qui exploite la ferme écologique présente dans ce parc. La superficie de ce secteur est de 5,8 hectares.

La partie la plus importante de l'érablière sucrière, au nord du chemin de services, compte 12,3 hectares. Un réseau de sentiers est également présent ainsi qu'un chemin carrossable assurant le lien entre la cabane à sucre et la ferme située à l'extrémité nord du parc-nature.

Une étude portant sur le potentiel acéricole de cette érablière, effectuée par un consultant forestier spécialisé en acériculture en 2014, a révélé qu'un aménagement acérico-forestier serait une bonne pratique pour assainir, conserver la vigueur, accélérer et maintenir la croissance des érables à sucre. En effet, la Ville n'a jamais réalisé d'interventions sylvicoles au sein de cette forêt afin d'assurer sa pérennité du point de vue forestier et acéricole depuis plusieurs années.

En raison de l'absence de tubulures dans le secteur nord de l'érablière, les travaux d'aménagement débiteront à cet endroit.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Aucune décision antérieure n'a été rendue.

DESCRIPTION

Afin d'assurer la pérennité de l'érablière sucrière, il a été jugé nécessaire d'effectuer des travaux sylvicoles visant en premier lieu l'amélioration de la qualité du peuplement en favorisant à la fois la production de sève d'érable et de bois de qualité, et en deuxième lieu, en assurant la stabilité et la continuation du peuplement dans le temps, en d'autres mots sa pérennité.

Afin de minimiser les impacts sur le milieu et permettre le maintien des activités de récolte de l'eau d'érable au printemps, les travaux d'abattages d'arbres seront effectués en deux étapes. Ainsi, une fois le premier secteur de 12,3 hectares complété, D3-Pierres pourra déplacer ses activités de récolte dans celui-ci et permettre une nouvelle phase de réalisation des travaux dans le deuxième secteur de l'érablière, soit celui de 5,8 hectares.

Le bois abattu doit être débité et disposé selon les spécifications du devis technique afin de permettre la valorisation des bois. L'adjudicataire est responsable de la valorisation des bois, y compris leur mise en vente sur le marché. Dans le cas du bois provenant de frênes, l'entrepreneur doit en disposer en conformité avec l'Arrêté ministériel sur les lieux infestés par l'agrile du frêne émis par l'Agence canadienne d'inspection des aliments et la réglementation de la Ville de Montréal. Pour éviter que ces exigences particulières empêchent la valorisation du bois de frêne, la Ville offre à l'adjudicataire de prendre en charge ces volumes selon des modalités particulières dans les règles de façonnage des billes.

JUSTIFICATION

Un appel d'offres public, ouvert à tous les entrepreneurs rencontrant les termes des clauses administratives incluses dans le cahier des charges, a été lancé. Dans le but d'assurer la réalisation de ce projet, l'appel d'offres a paru dans le quotidien Le Devoir, et a été publié sur le site électronique d'appel d'offres SÉAO en plus de celui de la Ville de Montréal le 10 décembre 2018. La durée de la publication a été de 29 jours, soit du 10 décembre 2018 au 8 janvier 2019. L'ouverture des soumissions a été faite le 8 janvier 2019 à 13 h 30. Selon les clauses administratives incluses au cahier des charges, la soumission est valide pendant les 120 jours civils suivant la date fixée pour l'ouverture des soumissions. Un addenda a été émis.

Il y a eu neuf (9) preneurs de cahier de charges et cinq (5) entreprises ont déposé des soumissions, soit 55 % des preneurs.

À la suite de l'analyse, trois (3) des cinq (5) soumissions déposées ont été jugées conformes. L'entreprise Asplundh Canada ULC est le plus bas soumissionnaire conforme.

Soumissions conformes	Coût de base (taxes incluses)	Contingences (taxes incluses)	Total (taxes incluses)
Asplundh Canada ULC	346 973,85 \$	0 \$	346 973,85 \$
Arboriculture de Beauce inc.	359 728,03 \$	0 \$	359 728,03 \$
Émondage Gauthier	570 390,98 \$	0 \$	570 390,98 \$
Dernière estimation réalisée par le SGPMRS	317 402,86 \$	0 \$	317 402,86 \$
Coût moyen des soumissions conformes reçues (\$) <i>(total du coût des soumissions conformes reçues / nombre de soumissions)</i>			425 697,62 \$
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			22,7 %

$((\text{coût moyen des soumissions conformes} - \text{la plus basse}) / \text{la plus basse}) \times 100$	
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (\$) (<i>la plus haute conforme - la plus basse conforme</i>)	223 417,12 \$
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ($((\text{la plus haute conforme} - \text{la plus basse conforme}) / \text{la plus basse}) \times 100$)	64,4 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (\$) (<i>la plus basse conforme - estimation</i>)	29 570,99 \$17
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ($((\text{la plus basse conforme} - \text{estimation}) / \text{estimation}) \times 100$)	9,3 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (\$) (<i>la deuxième plus basse - la plus basse</i>)	12 754,18 \$
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ($((\text{la deuxième plus basse} - \text{la plus basse}) / \text{la plus basse}) \times 100$)	3,7 %

Depuis 2014, le SGPMRS (anciennement le SGPVMR) octroie des contrats d'abattage d'arbres dans les grands parcs. Il s'agit toutefois d'appel d'offres sur invitation d'une valeur totale inférieure à 100 000 \$. Bien que la taille de ces contrats ne se compare pas avec le présent contrat, les prix unitaires obtenus sont jugés compétitifs sur le marché.

Pour le présent dossier, nous expliquons la différence entre l'estimation de la Ville et les soumissions reçues par une certaine saturation du marché chez les entreprises œuvrant dans le domaine de l'arboriculture. Plusieurs contrats d'abattage de milliers d'arbres ont été octroyés ces derniers mois par les municipalités en lien avec la lutte à l'agrile du frêne. À l'image du présent contrat, l'abattage des frênes est concentré en période hivernale de manière à réduire les impacts négatifs sur la régénération en sous-bois et les sols.

Les termes inscrits au cahier des charges décrivent bien les travaux à faire et l'entrepreneur sera tenu de les réaliser tel que décrit.

En date du 15 janvier 2019, l'adjudicataire n'était pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), n'était pas sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant et n'était pas rendu non conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville.

Comme le délai est de quelques mois entre l'inventaire des arbres (prescription d'abattages) et l'exécution du contrat, il arrive régulièrement que des arbres changent d'état. Selon l'expérience vécue lors de la réalisation des derniers contrats, des crédits alloués à la variation des quantités, représentant 5 % de la valeur totale de la plus basse soumission conforme, devraient être prévus au contrat. Le montant de celle-ci s'élève à 17 348,69 \$.

Par ailleurs, il est prudent de croire que certains imprévus devront être gérés dans le cadre du présent contrat. À la suite de l'expérience acquise lors des contrats précédents, une contingence représentant 5 % de la valeur totale de la plus basse soumission conforme devrait être prévue au contrat. Le montant de celle-ci s'élève à 17 348,69 \$.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal de ce contrat de 381 671,24 \$ incluant les taxes, les contingences et la variation de quantité.

Le budget de fonctionnement nécessaire à ce dossier, soit une somme de 348 516,72 \$ net de ristourne, est prévu à la Division forêt urbaine du Service des grands parcs, du mont Royal et des sports.

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Globalement, l'aménagement de la section nord de l'érablière vise l'amélioration de la qualité du peuplement et assure sa stabilité dans le temps. La planification des travaux sylvicoles a été effectuée de manière à réduire au minimum les impacts sur le milieu.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les travaux sylvicoles prescrits constituent des opérations favorisant la qualité des milieux naturels présents au sein des parcs-nature de la Ville.

Afin de diminuer les impacts sur le sous-bois, les interventions devront être réalisées sur sol gelé avec une couverture de neige. Les travaux doivent être terminés le 31 mars et reprendre au plus tôt le 1er septembre 2019 afin de respecter la période de nidification des oiseaux.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune action de communication n'est prévue dans le cadre de ce dossier.

Toutefois, des panneaux explicatifs seront installés sur le site et un questions/réponses sera produit pour aider les animateurs du parc à répondre aux questions des usagers.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mi-février 2019 : rencontre de démarrage et début de contrat.

31 mars au 31 août 2019 : suspension des travaux pendant la période de nidification des oiseaux.

1er septembre 2019 : date minimale de reprise des travaux.

31 mars 2020 : date ultime de fin du contrat.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :

Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Fanny LALONDE-GOSSELIN)

Validation du processus d'approvisionnement :

Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Myriem LAKLALECH)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Guillaume COUTURE
Ingénieur forestier

Tél : 514 872-1418

Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-21

Johanne FRADETTE
Chef de division - Biodiversité urbaine

Tél : 514 872-7147

Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-Philippe DÉTOLLE
Directeur

Tél : 514 872-1712

Approuvé le : 2019-01-25

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
Directrice

Tél : 514 872-1456

Approuvé le : 2019-02-01

Dossier # : 1196620001

Unité administrative responsable : Service des grands parcs du Mont-Royal et des sports , Direction gestion des parcs et biodiversité , Biodiversité urbaine

Objet : Accorder un contrat à l'entreprise Asplundh Canada ULC, pour les services de coupe de jardinage acérico-forestier au parc-nature du Cap-Saint-Jacques, pour la somme de 381 671,24 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17414 - 3 soumissionnaires conformes.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS



18-17414 Liste des preneurs.pdf18-17414 Octroi en entier TCP1.pdf18-17414 PV.pdf



18-17414 Intervention.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Myriem LAKLALECH
Agente d'approvisionnement
Tél : 514-872-1998

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-22

Richard DAGENAIS
Chef de Section
Tél : 514-872-5241
Division :

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : No du GDD :

Titre de l'appel d'offres :

Type d'adjudication :

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : - - Nombre d'addenda émis durant la période :

Ouverture originalement prévue le : - - Date du dernier addenda émis : - -

Ouverture faite le : - - Délai total accordé aux soumissionnaires : jrs

Date du comité de sélection : - -

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : Nbre de soumissions reçues : % de réponses :

Nbre de soumissions rejetées : % de rejets :

Soumission(s) rejetée(s) (nom) Motif de rejet: administratif et / ou technique

<input type="text" value="Sylva Croissance"/>	<input type="text" value="Conformité administrative"/>
<input type="text" value="Urbex Construction Inc"/>	<input type="text" value="Conformité technique"/>

Durée de la validité initiale de la soumission : jrs Date d'échéance initiale : - -

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs Date d'échéance révisée : - -

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	<input checked="" type="checkbox"/>	# Lot
Arboriculture de Beauce Inc	359 728,03 \$	<input type="checkbox"/>	
Émondage Gauthier Inc	570 390,98 \$	<input type="checkbox"/>	
Asplundh Caanda ULC	346 973,85 \$	<input checked="" type="checkbox"/>	

Information additionnelle

Nous avons eu neuf (9) preneurs de cahier des charges. Sur les neuf (9), cinq (5) ont soumissionné. Un (1) des quatre (4) qui n'a pas soumissionné nous a répondu qu'il était engagé dans d'autres projets. Au niveau conformité : Un (1) était non conforme administrativement, le preneur de cahier de charge et le soumissionnaire n'ont pas le même NEQ. Un (1) autre était non conforme technique. Il était le moins cher de 2 778,94 \$, mais les références ne s'apparentent pas au projet, la liste d'équipement n'est pas conforme au devis et les qualifications de la main d'oeuvre ne sont pas fournies.

Préparé par : Le - -

No de l'appel d'offres

18-17414

Agent d'approvisionnement

Myriem Laklalech

Conformité

Soumissionnaires	Num. du Lot	Description du lot	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Données	
									Montant sans taxes	Montant taxes incluses
ASPLUNDH CANADA ULC	0	0	1	Abattage, déchiquetage, débardage et transport sur et hors site d'arbres de moins de 10 cm de dhp	670	Arbre	1	29,00 \$	19 430,00 \$	22 339,64 \$
			2	Abattage, déchiquetage, débardage et transport sur et hors site d'arbres de classes de 10 à 18 cm de	395	Arbre	1	59,00 \$	23 305,00 \$	26 794,92 \$
			3	Abattage, déchiquetage, débardage et transport sur et hors site d'arbres de classes de 20 à 28 cm de	232	Arbre	1	189,00 \$	43 848,00 \$	50 414,24 \$
			4	Abattage, déchiquetage, débardage et transport sur et hors site d'arbres de classes de 30 à 38 cm de	105	Arbre	1	389,00 \$	40 845,00 \$	46 961,54 \$
			5	Abattage, déchiquetage, débardage et transport sur et hors site d'arbres de classes de 40 à 48 cm de	65	Arbre	1	519,00 \$	33 735,00 \$	38 786,82 \$
			6	Abattage, déchiquetage, débardage et transport sur et hors site d'arbres de classes de 50 à 58 cm de	38	Arbre	1	629,00 \$	23 902,00 \$	27 481,32 \$
			7	Abattage, déchiquetage, débardage et transport sur et hors site d'arbres de classes de 60 à 68 cm de	49	Arbre	1	899,00 \$	44 051,00 \$	50 647,64 \$

No de l'appel d'offres

18-17414

Agent d'approvisionnement

Myriem Laklalech

Conformité Oui

Soumissionnaires	Num. du Lot	Description du lot	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Données	
									Montant sans taxes	Montant taxes incluses
ASPLUNDH CANADA ULC	0	0	8	Abattage, déchetage, débardage et transport sur et hors site d'arbres de classes de 70 à 78 cm de	21	Arbre	1	1 899,00 \$	39 879,00 \$	45 850,88 \$
			9	Abattage, déchetage, débardage et transport sur et hors site d'arbres de classes de 80 à 88 cm de	12	Arbre	1	2 459,00 \$	29 508,00 \$	33 926,82 \$
			10	Abattage, déchetage, débardage et transport sur et hors site d'arbres de classes de 90 cm de dhp	1	Arbre	1	3 279,00 \$	3 279,00 \$	3 770,03 \$
Total (ASPLUNDH CANADA ULC)									301 782,00 \$	346 973,85 \$
ARBORICULTURE DE BEAUCE INC.										
	0	0	1	Abattage, déchetage, débardage et transport sur et hors site d'arbres de moins de 10 cm de dhp	670	Arbre	1	60,00 \$	40 200,00 \$	46 219,95 \$
			2	Abattage, déchetage, débardage et transport sur et hors site d'arbres de classes de 10 à 18 cm de	395	Arbre	1	75,00 \$	29 625,00 \$	34 061,34 \$
			3	Abattage, déchetage, débardage et transport sur et hors site d'arbres de classes de 20 à 28 cm de	232	Arbre	1	245,00 \$	56 840,00 \$	65 351,79 \$
			4	Abattage, déchetage, débardage et transport sur et hors site d'arbres de classes de 30 à 38 cm de	105	Arbre	1	380,00 \$	39 900,00 \$	45 875,03 \$

No de l'appel d'offres

18-17414

Agent d'approvisionnement

Myriem Laklalech

Conformité Oui

Soumissionnaires	Num. du Lot	Description du lot	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Données				
									Montant sans taxes	Montant taxes incluses			
ARBORICULTURE DE BEAUCE INC.	0	0	5	Abattage, déchetage, débardage et transport sur et hors site d'arbres de classes de 40 à 48 cm de	65	Arbre	1	660,00 \$	42 900,00 \$	49 324,28 \$			
			6	Abattage, déchetage, débardage et transport sur et hors site d'arbres de classes de 50 à 58 cm de	38	Arbre	1	760,00 \$	28 880,00 \$	33 204,78 \$			
			7	Abattage, déchetage, débardage et transport sur et hors site d'arbres de classes de 60 à 68 cm de	49	Arbre	1	840,00 \$	41 160,00 \$	47 323,71 \$			
			8	Abattage, déchetage, débardage et transport sur et hors site d'arbres de classes de 70 à 78 cm de	21	Arbre	1	840,00 \$	17 640,00 \$	20 281,59 \$			
			9	Abattage, déchetage, débardage et transport sur et hors site d'arbres de classes de 80 à 88 cm de	12	Arbre	1	1 210,00 \$	14 520,00 \$	16 694,37 \$			
			10	Abattage, déchetage, débardage et transport sur et hors site d'arbres de classes de 90 cm de dhp	1	Arbre	1	1 210,00 \$	1 210,00 \$	1 391,20 \$			
			Total (ARBORICULTURE DE BEAUCE INC.)									312 875,00 \$	359 728,04 \$
			ÉMONDAGE GAUTHIER INC.	0	0	1	Abattage, déchetage, débardage et transport sur et hors site d'arbres de moins de 10 cm de dhp	670	Arbre	1	20,00 \$	13 400,00 \$	15 406,65 \$

Service de l'approvisionnement

Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5



Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres

18-17414

Agent d'approvisionnement

Myriem Laklalech

Conformité Oui

Soumissionnaires	Num. du Lot	Description du lot	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Données	
									Montant sans taxes	Montant taxes incluses
ÉMONDAGE GAUTHIER INC.	0	0	2	Abattage, déchiquetage, débardage et transport sur et hors site d'arbres de classes de 10 à 18 cm de	395	Arbre	1	80,00 \$	31 600,00 \$	36 332,10 \$
			3	Abattage, déchiquetage, débardage et transport sur et hors site d'arbres de classes de 20 à 28 cm de	232	Arbre	1	300,00 \$	69 600,00 \$	80 022,60 \$
			4	Abattage, déchiquetage, débardage et transport sur et hors site d'arbres de classes de 30 à 38 cm de	105	Arbre	1	500,00 \$	52 500,00 \$	60 361,88 \$
			5	Abattage, déchiquetage, débardage et transport sur et hors site d'arbres de classes de 40 à 48 cm de	65	Arbre	1	1 000,00 \$	65 000,00 \$	74 733,75 \$
			6	Abattage, déchiquetage, débardage et transport sur et hors site d'arbres de classes de 50 à 58 cm de	38	Arbre	1	1 500,00 \$	57 000,00 \$	65 535,75 \$
			7	Abattage, déchiquetage, débardage et transport sur et hors site d'arbres de classes de 60 à 68 cm de	49	Arbre	1	2 000,00 \$	98 000,00 \$	112 675,50 \$
			8	Abattage, déchiquetage, débardage et transport sur et hors site d'arbres de classes de 70 à 78 cm de	21	Arbre	1	3 000,00 \$	63 000,00 \$	72 434,25 \$
			9	Abattage, déchiquetage, débardage et transport sur et hors site d'arbres de classes de 80 à 88 cm de	12	Arbre	1	3 500,00 \$	42 000,00 \$	48 289,50 \$

Service de l'approvisionnement

Direction générale adjointe – Services institutionnels
 255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
 Montréal (Québec) H2M 1L5



Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres

18-17414

Agent d'approvisionnement

Myriem Laklalech

Conformité

Oui

										Données	
Soumissionnaires	Num. du Lot	Description du lot	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires		Montant sans taxes	Montant taxes incluses
ÉMONDAGE GAUTHIER INC.	0	0	10	Abattage, déchiquetage, débardage et transport sur et hors site d'arbres de classes de 90 cm de dhp	1	Arbre	1	4 000,00 \$		4 000,00 \$	4 599,00 \$
Total (ÉMONDAGE GAUTHIER INC.)										496 100,00 \$	570 390,98 \$



LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE
D'APPEL D'OFFRES DU
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec [Constructo](#) pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 1817414

Numéro de référence : 1220890

Statut : En attente des résultats d'ouverture

Titre : Coupe de jardinage acérico-forestier au parc-nature du Cap-Saint-Jacques

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

<u>Organisation</u>	<u>Contact</u>	<u>Date et heure de commande</u>	<u>Addenda envoyé</u>
3087-5520qc inc 615 rg de l'église Saint-Liguori, QC, J0k 2x0	Monsieur Maxim Bélanger Téléphone : 450 803-5416 Télécopieur :	Commande : (1521415) 2018-12-13 8 h 33 Transmission : 2018-12-13 8 h 33	3039856 - Addenda 1 2018-12-18 11 h 16 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Arbo-Design 125 rang Ste-Sophie Oka, QC, J0N 1E0 http://www.arbo-design.com	Monsieur Sylvain Légaré Téléphone : 450 623-3090 Télécopieur : 450 479-1179	Commande : (1522709) 2018-12-17 14 h 57 Transmission : 2018-12-17 14 h 57	3039856 - Addenda 1 2018-12-18 11 h 23 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Arboriculture de Beauce Inc. 364E Route du Président-Kennedy Beauceville, QC, G5X 1N9	Monsieur Denis Rancourt Téléphone : 418 774-6217 Télécopieur : 418 774-3371	Commande : (1522338) 2018-12-17 9 h 08 Transmission : 2018-12-17 9 h 08	3039856 - Addenda 1 2018-12-18 11 h 16 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Asplundh Canada ULC 3366, Jacob-Jordan Terrebonne, QC, J6X 4J6	Monsieur Vincent Poitras Téléphone : 450 968-1888 Télécopieur : 450 968-1116	Commande : (1520980) 2018-12-12 8 h 07 Transmission : 2018-12-12 8 h 07	3039856 - Addenda 1 2018-12-18 11 h 16 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Émondage gauthier inc 980 montée noire Sainte-Justine-de-Newton, QC, J0p1t0	Monsieur Éric Gauthier Téléphone : 514 977-9981 Télécopieur : 450 764-1023	Commande : (1522953) 2018-12-18 10 h 17 Transmission : 2018-12-18 10 h 17	3039856 - Addenda 1 2018-12-18 11 h 16 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Conseillers Forestiers de l'Outaouais 326, rue Papineau Papineauville, QC, J0V 1R0 http://www.maforet.ca	Monsieur Pascal Audet Téléphone : 819 427-9150 Télécopieur : 819 427-9149	Commande : (1522173) 2018-12-14 15 h 24 Transmission : 2018-12-14 15 h 24	3039856 - Addenda 1 2018-12-18 11 h 16 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Strathmore Landscape 2288 Canne Brûlée (Lasalle) Montréal, QC, H8N 2Z2 http://www.strathmore.pro	<u>Monsieur Gordon Milligan</u> Téléphone : 514 992- 8010 Télécopieur : 866 844- 4365	Commande : (1520315) 2018-12-10 12 h 35 Transmission : 2018-12-10 12 h 35	3039856 - Addenda 1 2018-12-18 11 h 23 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Sylva Croissance inc. 985, Local E, Rue Notre-Dame Lavaltrie, QC, J5t 1r4 http://www.sylvacroissance.com	<u>Monsieur Julien Moreau Bastien</u> Téléphone : 450 586- 0448 Télécopieur : 450 586- 0019	Commande : (1520566) 2018-12-11 7 h 53 Transmission : 2018-12-11 7 h 53	3039856 - Addenda 1 2018-12-18 11 h 16 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Urbex Construction Inc 3410 Hormidas-Deslauriers, Lachine, Montréal, QC, H8T 3P2 http://www.urbexconstruction.com	<u>Monsieur Marc-André Bastien</u> Téléphone : 514 556- 3075 Télécopieur : 514 556- 3077	Commande : (1521088) 2018-12-12 10 h 16 Transmission : 2018-12-12 10 h 16	3039856 - Addenda 1 2018-12-18 11 h 16 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

© 2003-2019 Tous droits réservés

Dossier # : 1196620001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion des parcs et biodiversité , Biodiversité urbaine
Objet :	Accorder un contrat à l'entreprise Asplundh Canada ULC, pour les services de coupe de jardinage acérico-forestier au parc-nature du Cap-Saint-Jacques, pour la somme de 381 671,24 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17414 - 3 soumissionnaires conformes.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS



Certification des fonds - GDD 1196620001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Fanny LALONDE-GOSSELIN
Préposée au Budget
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier
Point de service Brennan
Tél : 514 872-8914

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-22

Alpha OKAKESEMA
Conseiller budgétaire

Tél : 514-872-5872

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier
Point de service Brennan



Dossier # : 1187231079

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	Programme complémentaire de planage-revêtement (PCPR)
Objet :	Accorder un contrat à Demix construction, une division de Groupe CRH Canada inc., pour des travaux de voirie dans les arrondissements du Plateau-Mont-Royal, d'Outremont et de Rosemont-La Petite-Patrie (PCPR - PRCPR 2019). Dépense totale de 8 849 417,86 \$ (contrat: 7 700 561,69 \$ + contingences: 770 056,17 \$ + incidences: 378 800,00 \$), taxes incluses. Appel d'offres public 441021 - 9 soumissionnaires

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 8 079 361.69 \$, taxes incluses pour des travaux de voirie dans les arrondissements du Plateau-Mont-Royal, d'Outremont et de Rosemont-La Petite-Patrie (PCPR - PRCPR 2019), comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;
2. d'accorder à Demix construction, une division de Groupe CRH Canada inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 7 700 561,69 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 441021 ;
3. d'autoriser une dépense de 770 056,17 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences ;
4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-01-28 17:20

Signataire :

Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

IDENTIFICATION

Dossier # :1187231079

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	Programme complémentaire de planage-revêtement (PCPR)
Objet :	Accorder un contrat à Demix construction, une division de Groupe CRH Canada inc., pour des travaux de voirie dans les arrondissements du Plateau-Mont-Royal, d'Outremont et de Rosemont-La Petite-Patrie (PCPR - PRCPR 2019). Dépense totale de 8 849 417,86 \$ (contrat: 7 700 561,69 \$ + contingences: 770 056,17 \$ + incidences: 378 800,00 \$), taxes incluses. Appel d'offres public 441021 - 9 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du Programme triennal d'immobilisations (PTI) 2019-2021, le Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) s'est vu allouer un budget de 115 M\$ pour l'année 2019 afin de poursuivre la réalisation du Programme complémentaire de planage et revêtement (PCPR) et le programme de réhabilitation de chaussées par planage et revêtement (PRCPR). Le PCPR vise à améliorer rapidement la qualité du réseau routier. Selon les experts dans le domaine¹, le traitement d'une chaussée d'autoroute par la technique de planage et revêtement permet d'en prolonger la vie sur une période allant jusqu'à 15 ans. En milieu urbain, la Direction du Service de l'urbanisme et de la mobilité soutient que la durée de vie de la chaussée serait prolongée pour une période de 7 à 12 ans. Parmi toutes les activités de maintien, le PCPR demeure l'activité à privilégier par le plan d'intervention intégrée 2016/25 (PII) pour la remise à niveau de la condition des chaussées à court terme. Nonobstant cette stratégie prometteuse, l'objectif demeure fort ambitieux et pour espérer l'atteindre, il devenait essentiel de revoir nos façons de faire, notamment sur l'assouplissement des critères de conception. C'est dans ce contexte d'optimisation qu'il a été établi que l'élimination des réparations ponctuelles de trottoirs au sein des contrats du PCPR améliorerait grandement notre capacité de réalisation. Les projets de ce programme se limitent donc à des travaux de planage et de revêtement sans intervention sur les trottoirs et sans bonification de l'aménagement existant.

De plus, ces travaux accessoires prolongent considérablement la durée des interventions, diminuent l'attrait de ces projets auprès des entrepreneurs et sont la cause de difficultés nécessitant la mobilisation de ressources importantes. Toutefois, il peut exister certaines conditions susceptibles de mettre en cause la sécurité des piétons. Dans l'éventualité où des trottoirs nécessitant des interventions n'aient pas déjà fait l'objet de travaux correctifs par

l'arrondissement, le SUM financera le coût de ces travaux par le biais de son PTI. Une provision pourra alors être ajoutée aux contrats de réparations mineures de trottoirs (RMT) de l'arrondissement. Dans ce contexte, afin d'assurer une certaine flexibilité aux arrondissements dans la gestion de leurs interventions, la liste des rues faisant l'objet du PCPR et PRCPR 2019 leur a été transmise en février 2018 de façon à ce qu'ils puissent planifier la reconstruction des sections de trottoirs jugées critiques avant les travaux de réfection de la chaussée.

Le dernier bilan de condition du réseau routier de la Ville de Montréal, réalisé à la suite de l'auscultation de l'ensemble des chaussées en 2015, montre une proportion importante du réseau en mauvais et très mauvais état. Afin d'améliorer rapidement le niveau de service des chaussées, des investissements importants sont prévus dans les prochaines années.

Les besoins identifiés étant d'une grande ampleur, la remise à niveau d'une portion importante du réseau routier s'étalera sur plusieurs années. Un nouveau programme a été élaboré afin de pallier au déficit des conditions de la chaussée à très court terme. Ce programme portant le nom de Programme de réhabilitation de chaussées par planage revêtement (PRCPR) vise à prolonger la durée de vie des chaussées d'environ 3 à 5 ans, en attente d'une reconstruction des infrastructures. Les interventions se limitent donc à des travaux de planage et de pose d'un nouveau revêtement bitumineux, sans intervention sur les trottoirs et sans bonification de l'aménagement existant.

La sélection des projets est effectuée par la Direction de la mobilité, alors que la gestion et la réalisation des programmes sont sous la responsabilité de la Direction des infrastructures du SIRR.

Ces investissements alloués à la conservation du réseau routier témoignent de l'engagement de la Ville de Montréal à améliorer tant le confort et la sécurité des usagers de la route, que l'efficacité des déplacements des personnes et des marchandises, contribuant ainsi à la qualité de vie des citoyens, au développement et à la croissance économique de Montréal. Ces investissements viennent donc atténuer la problématique de dégradation des infrastructures routières et permettent d'améliorer l'état global des chaussées.

La Direction des transports a mandaté la Direction des infrastructures afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres et de réaliser les travaux mentionnés à l'objet du présent dossier.

(NOTE 1: HAAS, Ralph et W. Ronald HUDSON. *Pavement Asset Management*, avec la collaboration de Lynne COWE FALLS, Beverly, MA, Scrivener publishing, 2015.)

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas

DESCRIPTION

Il s'agit d'accorder un contrat pour des travaux de planage et revêtement bitumineux à divers endroits dans les arrondissements du Plateau-Mont-Royal, d'Outremont et de Rosemont-La Petite-Patrie (PCPR - PRCPR 2019). Ces travaux seront exécutés sur une distance totalisant environ 20 kilomètres, dont 9 km de PCPR et 11 km de PRCPR. Une liste de rues ainsi qu'une carte regroupant les trois arrondissements se trouvent en pièces jointes.

Dans la démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises aux arrondissements et au requérant lors de l'élaboration des plans et

devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 770 056,17 \$, taxes incluses, soit 10 % du coût du contrat.

Les dépenses incidentes au présent dossier comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de marquage et signalisation, ainsi que des frais de laboratoire et de services professionnels pour le contrôle qualitatif des matériaux et la gestion des sols excavés. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document «Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences» en pièce jointe.

Les dispositions contractuelles liées aux échéanciers concernent principalement les pénalités pour retard et sont décrites à l'article 5.1.14.3 du cahier des clauses administratives générales (CCAG) du présent appel d'offres. Pour chaque jour de retard à terminer les travaux, l'entrepreneur doit payer à la Ville une pénalité de 0,1 % du prix du contrat, excluant les taxes et le montant des contingences. Cette pénalité n'est jamais inférieure à 1000 \$ par jour de retard. Aucun boni n'est prévu dans les documents de l'appel d'offres.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats d'ouverture de soumission présenté dans le formulaire Annexe résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels et l'écart de prix entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse.

La liste des preneurs du cahier des charges (SEAO) est en pièce jointe.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale maximale relative à ce contrat est de 8 849 417,86 \$, taxes incluses, comprenant le montant du contrat de 7 700 561,69 \$, des contingences de 770 056,17 \$ et des incidences de 378 800,00 \$.

Cette dépense, entièrement assumée par la ville centrale, représente un coût net de 8 080 698,03 \$ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale, lequel est financé par les règlements d'emprunt suivants :

- #17-074 « Programme complémentaire de planage-revêtement - Artériel » pour un montant de 6 454 707,29 \$ et une proportion de 79,88 %,
- #17-007 « Programme de réhabilitation de chaussées par planage-revêtement - Artériel » pour un montant de 1 625 990,74 \$ et une proportion de 20,12 %.

La répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences est présentée en pièce jointe.

Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure à la date d'échéance de la validité de la soumission, soit le 5 avril 2019, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre

processus d'appel d'offres et défrayer les coûts afférents.
De plus, il est à noter que les travaux faisant l'objet du présent dossier ainsi que les autres travaux des deux (2) programmes (PCPR et PRCPR 2019) sont planifiés selon un échéancier très serré. Tout retard sur la réalisation des travaux aurait donc des conséquences sur les échéanciers de réalisation de l'ensemble des programmes

L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document «Principes de gestion de la mobilité».

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication sera déployée pour informer les riverains de la nature et des impacts des travaux. Cette stratégie s'appuiera sur les outils de communication suivants dont la distribution d'avis aux riverains, l'envoi de courriels d'information destinés aux partenaires et aux chroniqueurs à la circulation, l'affichage de panneaux de chantier lorsque requis, la diffusion d'information sur le site Web et la carte Info-travaux ainsi que sur les médias sociaux (Twitter: MTL_Circulation et Waze, ...).

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES :

Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées

Début des travaux : mai 2019

Fin des travaux : octobre 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :

Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mohamed OUALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean CARRIER, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Benoît MALETTE, Le Plateau-Mont-Royal

Sophie LABERGE, Outremont

Jean-Simon FRENETTE, Rosemont - La Petite-Patrie

Denis ALLARD, Service des infrastructures du réseau routier

Isabelle BESSETTE, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Denis ALLARD, 25 janvier 2019
Jean CARRIER, 21 décembre 2018
Sophie LABERGE, 21 décembre 2018
Benoît MALETTE, 21 décembre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Malek YUCEF
Ingénieur

Tél : 514.872.0782
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-19

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE
DIRECTION**

Chantal AYLWIN
Directrice des infrastructures
Tél : 514 872-4101
Approuvé le : 2019-01-28

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE
SERVICE**

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2019-01-28

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT VERSION PRELIMINAIRE

Identification	
No de l'appel d'offres :	441021
No du GDD :	1187231079
Titre de l'appel d'offres : Travaux de voirie dans les arrondissements du Plateau-Mont-Royal, d'Outremont et de Rosemont-La Petite-Patrie (PCPR - PRCP 2019)	
Type d'adjudication :	Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres	
Lancement effectué le :	5 - 11 - 2018
Ouverture originalement prévue le :	29 - 11 - 2018
Ouverture faite le :	6 - 12 - 2018
Délai total accordé aux soumissionnaires :	30 jrs

Addenda émis		
Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres :	5	
<i>Si addenda, détailler ci-après</i>		
Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat (\$)
14 - 11 - 2018	Les modifications ont été apportées au cahier des charges (la date et l'horaire d'ouverture, le délai de réalisation et le tableau des prix de référence des bitumes) ont été modifiés, la date et l'horaire d'ouverture ont été modifiés dans le formulaire de soumission.	
20 - 11 - 2018	Les modifications ont été apportées:-Au cahier des charges(formulaire de soumission, ajout de détail type de dos d'âne à la liste des annexes et ajout du plan-6039 à la liste des plans). -Au cahier V: ajout (du bl. Saint-Joseph, du détail de dos d'âne, correction de l'article 14, Mélange bitumineux fournis et posé à la main, correction de l'art. 37: Réparation de défauts ponctuels et ajout de neuf pages de rapport de carottage).-Au cahier M (ajout de certaines recommandations sur la mobilité) et correction de certains plans ainsi que le formulaire de soumission: Certaines quantités ont été revues à la hausse, correction de certains items et suppression de deux items.	(144 000,00)
28 - 11 - 2018	Les modifications ont été apportées:- Au cahier des charges (correction du délai de réalisation, retrait de trois plans dans la liste des plans).-Au cahier V (Retrait de trois tronçons de rues).-Au cahier M (retrait des commentaires faits sur le maintien de la mobilité des tronçons retirés). Aux plans (retrait des plans C-7259, C-7262 et C-7291).-Ainsi que le formulaire de soumission (correction des quantités de certains items).	(200 000,00)
28 - 11 - 2018	Les modifications ont été apportées: Au cahier M et -Au formulaire de soumission (Correction de deux unités des items de maintien de la mobilité et de la sécurité routière art. 32 et 91.	900,00
29 - 11 - 2018	Les modifications apportées concernent des corrections aux items 81,85 et 86 du formulaire de soumission	(900,00)

Analyse des soumissions			
Nbre de preneurs	13		
Nbre de soumissions reçues	9		
% de réponses	69		
Nbre de soumissions rejetées	0		
% de rejets	0,0		
Soumissions rejetées (nom) Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique			
<table border="1"> <tr> <td> </td> <td> </td> </tr> </table>			
Durée de la validité initiale de la soumission :	120 jrs		
Date d'échéance initiale :	5 - 4 - 2019		
Prolongation de la validité de la soumission de :	jrs		
Date d'échéance révisée :	JJ - MM - AAAA		

Résultats de l'appel d'offres	
Soumissions conformes	Prix soumis incluant taxes et corrections du prix
<small>(Les prix de soumission et l'AMF ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions. Cependant, seuls les autres documents fournis avec les 2 plus basses soumissions ont été vérifiés)</small>	Total
Demix Construction, une division de CRH Canada inc.	7 700 561,69
Les Entrepreneurs Bucaro inc.	8 151 852,82
4042077 Canada inc.(De Sousa)	8 364 493,34
Eurovia Québec Construction inc.	8 755 928,02
Pavages Métropolitain inc.	9 612 545,09
Meloche, Division de Sintra	9 708 589,29
Construction Bau-Val inc.	9 860 000,00
Roxboro Excavation inc.	10 096 593,67
Construction Viatek inc.	10 549 103,42
Estimation interne	8 093 621,83
Écart entre la plus basse soumission et l'estimation	-4,9%
Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse	5,9%
Dossier à être étudié par la CEC : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> NON <input checked="" type="checkbox"/> X	

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)				
N.A.	OK	N.A.	OK	<i>Joindre l'attestation de l'AMF, le cas échéant</i>
RBQ	<input checked="" type="checkbox"/>	AMF	<input checked="" type="checkbox"/>	
RENA	<input checked="" type="checkbox"/>	Revenu Qc	<input checked="" type="checkbox"/>	

Recommandation	
Nom du soumissionnaire :	Demix Construction, une division de CRH Canada inc.
Montant du contrat (incluant les taxes) (\$):	7 700 561,69
Montant des contingences (\$):	770 056,17
Montant des incidences (\$):	378 800,00
Date prévue de début des travaux :	5 - 5 - 2019
Date prévue de fin des travaux :	31 - 10 - 2019

SOUSSION :441021

I)- Liste des rues : Arrondissement du Plateau-Mont-Royal : (11,654 Km)

PCPR : (2,877 Km)

1. C-7272 : RUE FRONTENAC DE LA RUE RACHEL EST À L'AVENUE MONT-ROYAL EST
2. C-7163 : AVENUE DE LORIMIER, DE LA RUE SHERBROOKE EST À LA RUE GAUTHIER
3. C-7274 : RUE D'IBERVILLE du BOULEVARD SAINTJOSEPH EST À LA RUE D'IBERVILLE
4. C-7165 : AVENUE DE LORIMIER DE L'AVENUE LAURIER EST À LA RUE MASSON
5. C-7276 : BOULEVARD SAINT-JOSEPH EST DE LA RUE BRÉBEUF À LA RUE GARNIER
6. C-7553 : BOULEVARD ST-LAURENT, DE L'AVENUE FAIRMOUNT OUEST À LA RUE BERNARD EST
7. C-7167 : RUE BERNARD OUEST DE LA RUE SAINTURBAIN AU LE BOULEVARD SAINT-LAURENT
8. C-7169 : BOULEVARD SAINT-LAURENT DE LA RUE ROY EST À L'AVENUE DU MONT-ROYAL
9. C-7170 : BOULEVARD SAINT-LAURENT DU BOULEVARD SAINT-JOSEPH À L'AVENUE LAURIER
10. C-7177 : AVENUE DU PARC DE LA RUE SAINT-VIATEUR EST À L'AVENUE VAN HORNE
11. C-7179 : AVENUE DU PARC DE LA RUE VILLENEUVE OUEST AU BOULEVARD ST-JOSEPH OUEST
12. C-7277 : AVENUE DU PARC DE LA RUE PRINCE-ARTHUR OUEST À LA RUE LÉO-PARISEAU

PRCPR : (8,77 Km)

1. C-7178 : AVENUE DU PARC DE L'AVENUE FAIRMOUNT OUEST À L'AVENUE LAURIER OUEST
2. C-7285 : RUE DE BRÉBEUF DE L'AVENUE BUREAU À LA RUE MARIE-ANNE
3. C-7286 : RUE DE LA ROCHE DE LA RUE GÉNÉREUX À LA RUE GILFORD
4. C-7290 : AVENUE DU PARC DE LA RUE SHERBROOKE OUEST À LA RUE MILTON

II)- Liste des rues : - Arrondissement d'Outremont : (0,315 Km)

PCPR : (0,315 Km)

1. C-7160 : CHEMIN DE LA CÔTE STE-CATHERINE, DE L'AVENUE DE LA BRUNANTE À L'AVENUE DE VIMY
2. C-6039 : BOULEVARD SAINT-JOSEPH OUEST DE L'AVENUE DE L'ÉPÉE À LA RUE HUTCHISON.

III)- Liste des rues : Arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie : (7,916 Km)

PCPR : (5,896 Km)

1. **C-7247** : BOULEVARD ST-LAURENT DE LA RUE BEAUBIEN OUEST À LA RUE SAINT-ZOTIQUE EST
2. **C-7250** : AVENUE DE LORIMIER DU BOULEVARD ROSEMONT À LA RUE DE BELLECHASSE
3. **C-7251** : RUE BOYER DE LA RUE DE BELLECHASSE À LA RUE BEAUBIEN EST
4. **C-7252** : RUE MARQUETTE DE LA RUE BEAUBIEN EST À LA RUE SAINT-ZOTIQUE EST
5. **C-7253** : RUE BEAUBIEN EST DE LA RUE CHAMBORD À L'AVENUE DE LORIMIER
6. **C-7254** : RUE DE LA ROCHE DE LA RUE BEAUBIEN EST À LA RUE BÉLANGER EST
7. **C-7255** : RUE BÉLANGER DE LA RUE DROLET À LA RUE DE SAINT-VALLIER
8. **C-7256** : RUE BÉLANGER DE L'AVENUE DE LORIMIER À L'AVENUE LOUIS-HÉBERT
9. **C-7257** : RUE D'IBERVILLE DE LA RUE DE BELLECHASSE À LA RUE BEAUBIEN EST
10. **C-7263** : 16ÈME AVENUE DU BOULEVARD SAINTJOSEPH EST À LA RUE MASSON
11. **C-7264** : AVENUE BOURBONNIÈRE DU BOULEVARD SAINT-JOSEPH EST À L'AVENUE LAURIER EST
12. **C-7265** : RUE BÉLANGER DE LA 14ÈME AVENUE À LA 16ÈME AVENUE
13. **C-7266** : RUE SAINT-ZOTIQUE EST DE LA 25ÈME AVENUE À LA 26ÈME AVENUE
14. **C-7267** : RUE SAINT-ZOTIQUE EST DE LA 31ÈME AVENUE À LA 36ÈME AVENUE
15. **C-7269** : 30ÈME AVENUE DU BOULEVARD ROSEMONT À LA RUE SAINT-ZOTIQUE EST
16. **C-7270** : 31ÈME AVENUE DE LA RUE DE BELLECHASSE À LA RUE BEAUBIEN EST
17. **C-7271** : 36ÈME AVENUE DE LA RUE SAINT-ZOTIQUE EST À LA RUE BÉLANGER EST

PRCPR : (2,020 Km)

1. **C-7292** : RUE DAVIDSON DE LA RUE SHERBROOKE EST À LA RUE RACHEL EST
2. **C-7294** : RUE MASSON DE LA 4ÈME AVENUE AU BOULEVARD SAINT-MICHEL
3. **C-7298** : RUE DE BELLECHASSE DE LA RUE BILOXI À LA 39ÈME AVENUE
4. **C-7300** : BOULEVARD ROSEMONT DE LA RUE DE LA ROCHE À LA RUE CHAMBORD
5. **C-7301** : BOULEVARD ROSEMONT DE LA RUE BOYER À L'AVENUE CHRISTOPHE-COLOMB
6. **C-7554** : AVENUE LAURIER EST DE LA 9ÈME AVENUE AU BOULEVARD PIE-IX
7. **C-7555** : RUE DE BELLECHASSE DE L'AVENUE PAPINEAU À LA 3ÈME AVENUE

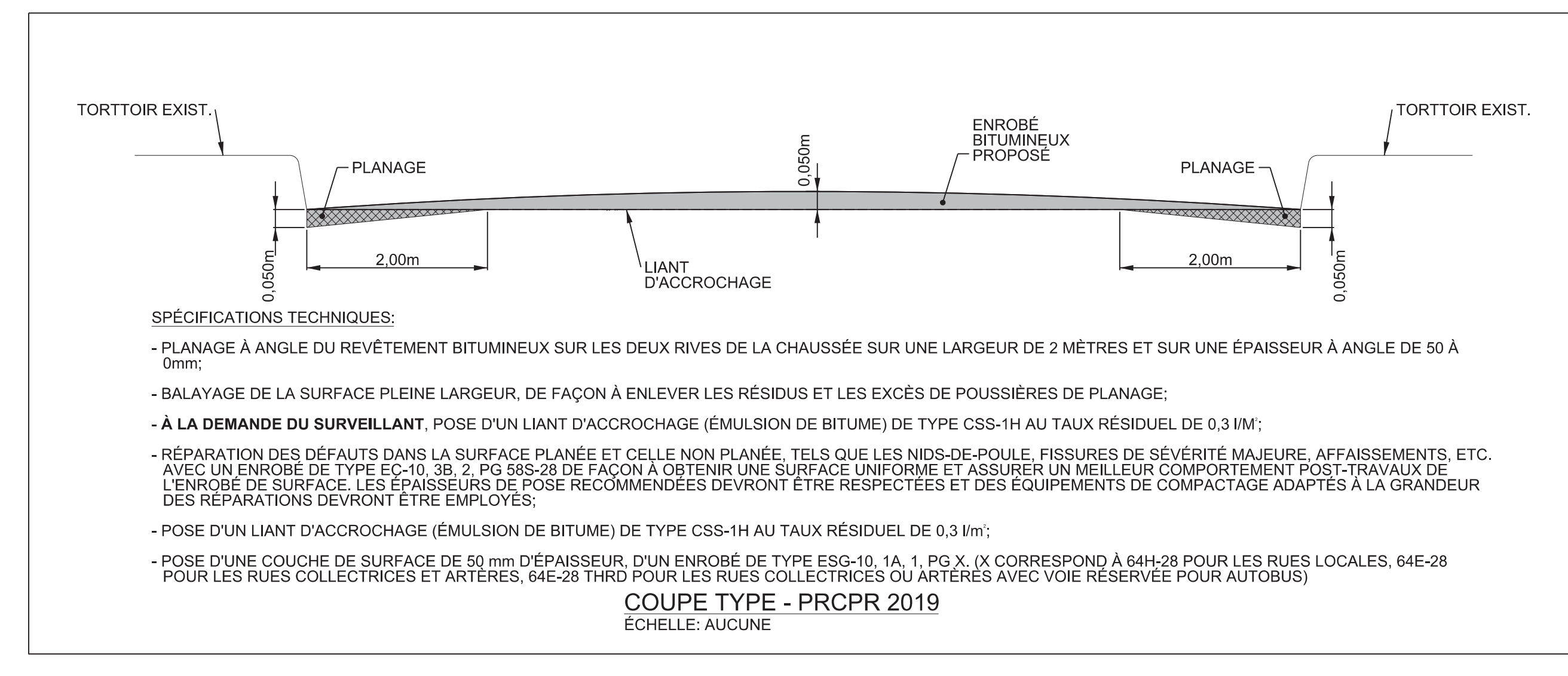
RUE NO.	DESCRIPTION	NATURE DES TRAVAUX	PLAN NO.
-	LOCALISATION DES TRAVAUX ET DÉTAIL	PCPR - PRCP	C-0000
1	CHEMIN DE LA CÔTE SAINTE-CATHERINE DE L'AVENUE DE LA BRUNANTE À L'AVENUE DE VIMY	PCPR	C-7160
2	AVENUE DE L'ORMIER DE LA RUE SHERBROOKE EST À LA RUE GAUTHIER	PCPR	C-7163
3	AVENUE DE L'ORMIER DE L'AVENUE LAURIER EST À LA RUE MASSON	PCPR	C-7165
4	RUE BERNARD OUEST DE LA RUE SAINT-URBAIN AU BOULEVARD SAINT-LAURENT	PCPR	C-7167
5	BOULEVARD SAINT-LAURENT DE LA RUE ROY EST À L'AVENUE DU MONT-ROYAL	PCPR	C-7169
6	BOULEVARD SAINT-LAURENT DU BOULEVARD SAINT-JOSEPH À L'AVENUE LAURIER	PCPR	C-7170
7	AVENUE DU PARC DE LA RUE SAINT-VATEUR OUEST À L'AVENUE VAN HORNE	PCPR	C-7177
8	AVENUE DU PARC DE LA RUE VILLENEUVE OUEST AU BOULEVARD SAINT-JOSEPH OUEST	PCPR	C-7179
9	RUE FRONTENAC DE LA RUE RACHEL EST À L'AVENUE DU MONT-ROYAL EST	PCPR	C-7272
10	RUE D'IBERVILLE DU BOULEVARD SAINT-JOSEPH EST À LA RUE D'IBERVILLE	PCPR	C-7274
11	BOULEVARD SAINT-JOSEPH EST DE LA RUE DE BRÉBEUF À LA RUE GARNIER	PCPR	C-7276
12	AVENUE DU PARC DE LA RUE PRINCE-ARTHUR OUEST À LA RUE LÉO-PARISEAU	PCPR	C-7277
13	BOULEVARD SAINT-LAURENT DE L'AVENUE FAIRMOUNT OUEST À LA RUE BERNARD EST	PCPR	C-7553
14	31 ^e AVENUE DE LA RUE DE BELLECHASSE À LA RUE BEAUBIEN EST	PCPR	C-7270
15	AVENUE DE L'ORMIER DU BOULEVARD ROSEMONT À LA RUE DE BELLECHASSE	PCPR	C-7250
16	36 ^e AVENUE DE LA RUE SAINT-ZOTIQUE EST À LA RUE BELANGER EST	PCPR	C-7271
17	RUE MARQUETTE DE LA RUE BEAUBIEN EST À LA RUE SAINT-ZOTIQUE EST	PCPR	C-7252
18	RUE BEAUBIEN EST DE LA RUE CHAMBORD À L'AVENUE DE L'ORMIER	PCPR	C-7253
19	RUE DE LA ROCHE DE LA RUE BEAUBIEN EST À LA RUE BELANGER EST	PCPR	C-7254
20	RUE BELANGER EST DE LA RUE DROLET À LA RUE DE SAINT-VALLER	PCPR	C-7255
21	RUE BELANGER EST DE L'AVENUE DE L'ORMIER À L'AVENUE LOUIS-HÉBERT	PCPR	C-7256
22	RUE D'IBERVILLE DE LA RUE DE BELLECHASSE À LA RUE BEAUBIEN EST	PCPR	C-7257
23	BOULEVARD SAINT-MICHEL DE LA RUE SAINT-ZOTIQUE EST À LA RUE BELANGER EST	PCPR	C-7259
24	BOULEVARD SAINT-MICHEL DU BOULEVARD SAINT-JOSEPH EST À L'AVENUE LAURIER EST	PCPR	C-7262
25	16 ^e AVENUE DU BOULEVARD SAINT-JOSEPH EST À LA RUE MASSON	PCPR	C-7263
26	AVENUE BOURDONNIÈRE DU BOULEVARD ST-JOSEPH EST À L'AVENUE LAURIER EST	PCPR	C-7264
27	RUE BELANGER EST DE LA 14 ^e AVENUE À LA 16 ^e AVENUE	PCPR	C-7265
28	RUE SAINT-ZOTIQUE EST DE LA 25 ^e AVENUE À LA 26 ^e AVENUE	PCPR	C-7266
29	RUE SAINT-ZOTIQUE EST DE LA 31 ^e AVENUE À LA 36 ^e AVENUE	PCPR	C-7267
30	30 ^e AVENUE DU BOULEVARD ROSEMONT À LA RUE SAINT-ZOTIQUE EST	PCPR	C-7269
31	BOULEVARD SAINT-LAURENT DE LA RUE BEAUBIEN OUEST À LA RUE ST-ZOTIQUE EST	PCPR	C-7247
32	RUE BOYER DE LA RUE DE BELLECHASSE À LA RUE BEAUBIEN EST	PCPR	C-7251
33	AVENUE DU PARC DE L'AVENUE LAURIER OUEST À L'AVENUE FAIRMOUNT OUEST	PRCP	C-7178
34	RUE DE BRÉBEUF DE L'AVENUE BUREAU À LA RUE MARIE-ANNE	PRCP	C-7285
35	RUE DE LA ROCHE DE LA RUE GÉNÉREUX À LA RUE GILFORD	PRCP	C-7286
36	AVENUE DU PARC DE LA RUE SHERBROOKE OUEST À LA RUE MILTON	PRCP	C-7290
37	RUE RACHEL EST DE LA LIMITE DE L'ARRONDISSEMENT À L'AVENUE DU MIDWAY	PRCP	C-7291
38	RUE DAVIDSON DE LA RUE SHERBROOKE EST À LA RUE RACHEL EST	PRCP	C-7292
39	RUE MASSON DE LA 14 ^e AVENUE AU BOULEVARD SAINT-MICHEL	PRCP	C-7294
40	RUE DE BELLECHASSE DE LA RUE BILOXIÀ À LA 39 ^e AVENUE	PRCP	C-7298
41	BOULEVARD ROSEMONT DE LA RUE DE LA ROCHE À LA RUE CHAMBORD	PRCP	C-7300
42	BOULEVARD ROSEMONT DE LA RUE BOYER À L'AVENUE CHRISTOPHE-COLOMB	PRCP	C-7301
43	AVENUE LAURIER EST DE LA 9 ^e AVENUE AU BOULEVARD PIE IX	PRCP	C-7554
44	RUE DE BELLECHASSE DE L'AVENUE PAPINEAU À LA 3 ^e AVENUE	PRCP	C-7555



OUTREMONT

ROSEMONT-LA PETITE-PATRIE

LE PLATEAU-MONT-ROYAL



N° de plan:	Description:

L'ORIGINAL DE CE DOCUMENT A ÉTÉ ÉMIS ET AUTHENTIFIÉ NUMÉRIQUEMENT. CETTE COPIE PAPIER NE DOIT PAS ÊTRE CONSIDÉRÉE COMME UN DOCUMENT ORIGINAL. L'ORIGINAL N'EST AUTHENTIFIÉ QUE PAR LA FINALE POUR LEQUEL IL A ÉTÉ ÉMIS. L'IDENTIFIÉ DANS LE CARTOUCHE, IL NE PEUT ÊTRE UTILISÉ AUX FINS DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION OU DE FABRICATION VISÉS PAR LES LOIS APPLICABLES.

Pulsard à désactiver lors de la construction d'un projet de

DFE égout
DFP drain
DFT pavage
DFT trottoir

Pulsard à déplacer lors de la construction d'un projet de

DP pavage
DT trottoir

Nouveau pulsard lors de la construction d'un projet de

NE égout
ND drain
NP pavage
NT trottoir

Pulsard

T + C tête et couvercle à changer (pulsard de trottoir)
T + G tête et grille à changer
T + G + REP tête et grille à changer (+ réparation)
A + N ajustable à niveler
A + C ajustable à changer

Égout / Aqueduc

C + C cadre et couvercle à changer
C + C + REP cadre et couvercle à changer (+ réparation)
A + N ajustable à niveler
A + C ajustable à changer
TBV + N tête de boîte de vanne à niveler
TBV + C tête de boîte de vanne à changer

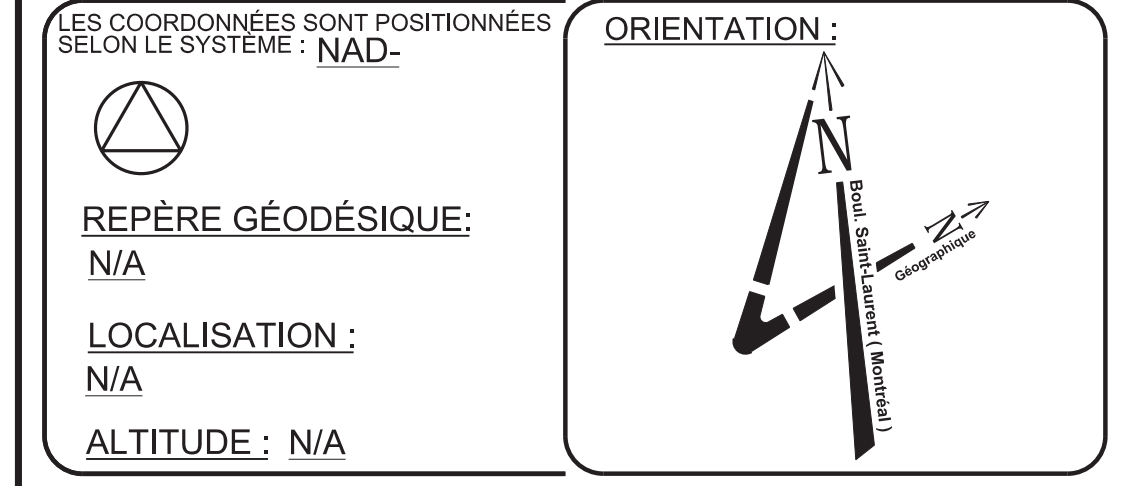
Divers

NIV à niveler
RPH rampe pour handicapés

Symbologie graphique

- Pulsard de rue
- Pulsard datot
- Grille cartée
- Pulsard de trottoir
- Repère géodésique
- Vanne de gaz
- Regard chambre d'aqueduc
- Regard chambre de la C.S.E.M.
- Symbole de forage
- Base à briser et reconstruire au même emplacement
- Base à construire
- Chambre transformateur (vieux)
- Chambre de transformateur
- Chambre transf. (Hydro-Québec)
- Regard chambre H.Q.
- Regard chambre d'égout
- Regard chambre de Bell
- Borne-Fontaine
- Boîte de vanne
- Vanne d'aqueduc
- Manchon de parcomètre
- M- Manchon
- F.C.- Fin de courbe
- Base existante
- Base à briser ou enlever
- Symbole grossi pour dars

Responsables	REPERTAGE	LOCALISATION	ALTITUDE
BELL: 514 870-1237 C.S.E.M.: 514 868-3686 CIRCULATION: (MARG.-SIGN, ECR.) 514 972-6594 RESPONS. PARC: 514-	GAZ MÉTRO: 514 598-3419 HYDRO-QUÉBEC: (RESEAU DISTR.) 514 385-8888, # 5118	REPÈRE GÉODÉSIQUE: N/A LOCALISATION: N/A ALTITUDE: N/A	



Émission	Date	Description	Prép. par	Resp. projet
000	2018-10-26	EMIS POUR APPEL D'OFFRES	C.O.	K.M.

CONSULTANT ET COORDONNÉS:

Les Services exp inc.
1001, boulevard de Maisonneuve Ouest
Bureau 8948
Montréal, Québec H3A 3C8
CANADA

Intervenants

Relève au terrain: []

Dessiné par: **Emilie Blodeau, dess.** []

Préparé par: **Charles O'Neil, Ing. jr** []

Ingénieur(e): **Khaled Moucharab, Ing. Ph.D.** []

Sceau de l'ingénieur(e)

Montréal

Service des infrastructures
de la voirie et des transports
Division des infrastructures
Division de la conception des travaux
611-088-8080 (téléphone) 611-912-2222 (fax)

Projet: **PCPR - PRCP 2019**

Arrondissement(s): **OUTREMONT, LE PLATEAU-MONT-ROYAL ET ROSEMONT-LA PETITE-PATRIE**

Nature des travaux: **TRAVAUX DE VOIRIE DANS LES ARRONDISSEMENTS DU PLATEAU-MONT-ROYAL, D'OUTREMONT ET DE ROSEMONT-LA PETITE-PATRIE (PCPR - PRCP 2019)**

Titre du plan: **LOCALISATION DES TRAVAUX ET DÉTAIL**

(SI) DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

Échelle: **AUCUNE**

N° de plan:	Feuille:	Emission:	Soumission:	Page:
C-0000	1	000	441021	N/A



Exploité par CGI en partenariat avec [Constructo](#) pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 441021

Numéro de référence : 1211799

Statut : En attente des résultats d'ouverture

Titre : Travaux de voirie dans les arrondissements du Plateau-Mont-Royal, d'Outremont et de Rosemont-La Petite-Patrie (PCPR - PRCPR 2019)

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

<u>Organisation</u>	<u>Contact</u>	<u>Date et heure de commande</u>	<u>Addenda envoyé</u>
Ali Excavation Inc. 760 boul des Érables Salaberry-de-Valleyfield, QC, J6T 6G4 http://www.aliexcavation.com	Madame Karine Ross Téléphone : 450 373-2010 Télécopieur : 450 373-0114	Commande : (1507937) 2018-11-05 8 h 40 Transmission : 2018-11-05 8 h 49	3025387 - 441021_Addenda1_Incluant un report de date 2018-11-15 6 h 46 - Courriel 3025389 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #1 (devis) 2018-11-14 18 h 04 - Courriel 3025390 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #1 (bordereau) 2018-11-14 18 h 04 - Téléchargement 3027952 - 441021_Addenda #2 2018-11-20 18 h 54 - Télécopie 3027953 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #2 (devis) 2018-11-20 17 h 39 - Courriel 3027954 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #2 (bordereau) 2018-11-20 17 h 39 - Téléchargement 3027955 - 441021_Plan_Addenda 2 2018-11-21 9 h 51 - Messagerie 3031344 - 441021_Addenda #3 2018-11-28 11 h 06 - Courriel 3031348 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #3 (devis) 2018-11-28 11 h 09 - Courriel 3031349 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #3 (bordereau) 2018-11-28 11 h 09 - Téléchargement 3031352 - 441021_Plan_Addenda 3 2018-11-28 14 h 39 - Messagerie 3031555 - 441021_Addenda #4 2018-11-28 14 h 56 - Courriel 3031556 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #4 (devis) 2018-11-28 14 h 58 - Courriel 3031557 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #4 (bordereau) 2018-11-28 14 h 58 - Téléchargement 3032165 - 441021_AD 05_2018-11-29 2018-11-29 16 h 08 - Courriel 3032168 - 441021_FR_Soumission_R05_2018-11-29_AD (devis) 2018-11-29 16 h 09 - Courriel 3032169 - 441021_FR_Soumission_R05_2018-11-29_AD (bordereau) 2018-11-29 16 h 09 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

Construction Bau-Val Inc. 87 Emilien Marcoux, Suite#101 Blainville, QC, J7C 0B4 http://www.bauval.com	Madame Johanne Vallée Téléphone : 514 788-4660 Télécopieur :	Commande : (1508263) 2018-11-05 13 h 53 Transmission : 2018-11-05 17 h 25	3025387 - 441021_Addenda1_Incluant un report de date 2018-11-15 6 h 46 - Courriel 3025389 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #1 (devis) 2018-11-14 18 h 04 - Courriel 3025390 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #1 (bordereau) 2018-11-14 18 h 04 - Téléchargement 3027952 - 441021_Addenda #2 2018-11-20 18 h 22 - Messagerie 3027953 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #2 (devis) 2018-11-20 17 h 39 - Courriel 3027954 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #2 (bordereau) 2018-11-20 17 h 39 - Téléchargement 3027955 - 441021_Plan_Addenda 2 2018-11-21 9 h 49 - Messagerie 3031344 - 441021_Addenda #3 2018-11-28 11 h 06 - Courriel 3031348 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #3 (devis) 2018-11-28 11 h 09 - Courriel 3031349 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #3 (bordereau) 2018-11-28 11 h 09 - Téléchargement 3031352 - 441021_Plan_Addenda 3 2018-11-28 14 h 39 - Messagerie 3031555 - 441021_Addenda #4 2018-11-28 14 h 56 - Courriel 3031556 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #4 (devis) 2018-11-28 14 h 58 - Courriel 3031557 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #4 (bordereau) 2018-11-28 14 h 58 - Téléchargement 3032165 - 441021_AD 05_2018-11-29 2018-11-29 16 h 07 - Courriel 3032168 - 441021_FR_Soumission_R05_2018-11-29_AD (devis) 2018-11-29 16 h 09 - Courriel 3032169 - 441021_FR_Soumission_R05_2018-11-29_AD (bordereau) 2018-11-29 16 h 09 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction Viatek Inc. 4915, rue Louis-B.-Mayer Laval, QC, H7P0E5	Monsieur Patrick Francoeur Téléphone : 450 664-2818 Télécopieur : 450 664-2819	Commande : (1508210) 2018-11-05 13 h Transmission : 2018-11-05 16 h 57	3025387 - 441021_Addenda1_Incluant un report de date 2018-11-15 6 h 46 - Courriel 3025389 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #1 (devis) 2018-11-14 18 h 04 - Courriel 3025390 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #1 (bordereau) 2018-11-14 18 h 04 - Téléchargement 3027952 - 441021_Addenda #2 2018-11-20 17 h 39 - Télécopie 3027953 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #2 (devis) 2018-11-20 17 h 39 - Courriel 3027954 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #2 (bordereau) 2018-11-20 17 h 39 - Téléchargement

3027955 - 441021_Plan_Addenda 2
2018-11-21 9 h 49 - Messagerie

3031344 - 441021_Addenda #3
2018-11-28 11 h 06 - Courriel

3031348 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #3 (devis)
2018-11-28 11 h 09 - Courriel

3031349 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #3 (bordereau)
2018-11-28 11 h 09 - Téléchargement

3031352 - 441021_Plan_Addenda 3
2018-11-28 14 h 38 - Messagerie

3031555 - 441021_Addenda #4
2018-11-28 14 h 56 - Courriel

3031556 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #4 (devis)
2018-11-28 14 h 58 - Courriel

3031557 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #4 (bordereau)
2018-11-28 14 h 58 - Téléchargement

3032165 - 441021_AD 05_2018-11-29
2018-11-29 16 h 07 - Courriel

3032168 - 441021_FR_Soumission_R05_2018-11-29_AD (devis)
2018-11-29 16 h 09 - Courriel

3032169 - 441021_FR_Soumission_R05_2018-11-29_AD (bordereau)
2018-11-29 16 h 09 - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

De Sousa
3872 Boulevard Leman
Laval, QC, H7E1A1

[Monsieur Wilson De Sousa](#)

Téléphone : 450 663-3000
Télécopieur : 450 663-2000

Commande : (1507953)
2018-11-05 8 h 53
Transmission :
2018-11-05 9 h 44

3025387 - 441021_Addenda1_Incluant un report de date
2018-11-15 6 h 46 - Courriel

3025389 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #1 (devis)
2018-11-14 18 h 04 - Courriel

3025390 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #1 (bordereau)
2018-11-14 18 h 04 - Téléchargement

3027952 - 441021_Addenda #2
2018-11-20 17 h 39 - Télécopie

3027953 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #2 (devis)
2018-11-20 17 h 39 - Courriel

3027954 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #2 (bordereau)
2018-11-20 17 h 39 - Téléchargement

3027955 - 441021_Plan_Addenda 2
2018-11-21 9 h 53 - Messagerie

3031344 - 441021_Addenda #3
2018-11-28 11 h 06 - Courriel

3031348 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #3 (devis)
2018-11-28 11 h 09 - Courriel

3031349 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #3 (bordereau)
2018-11-28 11 h 09 - Téléchargement

3031352 - 441021_Plan_Addenda 3
2018-11-28 13 h 11 - Courriel

3031555 - 441021_Addenda #4
2018-11-28 14 h 56 - Courriel

3031556 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #4 (devis)
2018-11-28 14 h 58 - Courriel

			3031557 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #4 (bordereau) 2018-11-28 14 h 58 - Téléchargement
			3032165 - 441021_AD 05_2018-11-29 2018-11-29 16 h 08 - Courriel
			3032168 - 441021_FR_Soumission_R05_2018-11-29_AD (devis) 2018-11-29 16 h 09 - Courriel
			3032169 - 441021_FR_Soumission_R05_2018-11-29_AD (bordereau) 2018-11-29 16 h 09 - Téléchargement
			Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Demix Construction, une division de CRH Canada inc. 26 rue Saulnier Laval, QC, H7M 1S8 http://www.crhcanada.com	<u>Madame Julie Boudreault</u> Téléphone : 450 629-3533 Télécopieur : 450 629-3549	Commande : (1508670) 2018-11-06 11 h 52 Transmission : 2018-11-06 12 h 09	3025387 - 441021_Addenda1_Incluant un report de date 2018-11-15 6 h 46 - Courriel
			3025389 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #1 (devis) 2018-11-14 18 h 04 - Courriel
			3025390 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #1 (bordereau) 2018-11-14 18 h 04 - Téléchargement
			3027952 - 441021_Addenda #2 2018-11-20 17 h 39 - Télécopie
			3027953 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #2 (devis) 2018-11-20 17 h 39 - Courriel
			3027954 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #2 (bordereau) 2018-11-20 17 h 39 - Téléchargement
			3027955 - 441021_Plan_Addenda 2 2018-11-21 9 h 52 - Messagerie
			3031344 - 441021_Addenda #3 2018-11-28 11 h 06 - Courriel
			3031348 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #3 (devis) 2018-11-28 11 h 09 - Courriel
			3031349 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #3 (bordereau) 2018-11-28 11 h 09 - Téléchargement
			3031352 - 441021_Plan_Addenda 3 2018-11-28 14 h 41 - Messagerie
			3031555 - 441021_Addenda #4 2018-11-28 14 h 56 - Courriel
			3031556 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #4 (devis) 2018-11-28 14 h 58 - Courriel
			3031557 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #4 (bordereau) 2018-11-28 14 h 58 - Téléchargement
			3032165 - 441021_AD 05_2018-11-29 2018-11-29 16 h 08 - Courriel
			3032168 - 441021_FR_Soumission_R05_2018-11-29_AD (devis) 2018-11-29 16 h 09 - Courriel
			3032169 - 441021_FR_Soumission_R05_2018-11-29_AD (bordereau) 2018-11-29 16 h 09 - Téléchargement
			Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Eurovia Québec Construction Inc. (Montréal) 6200 St-Patrick Montréal, QC, H4E1b3	<u>Madame Ghislaine Dujmovic</u> Téléphone : 514 766-	Commande : (1508785) 2018-11-06 14 h 42 Transmission : 2018-11-06 14 h 42	3025387 - 441021_Addenda1_Incluant un report de date 2018-11-15 6 h 46 - Courriel

2550
Télécopieur :

3025389 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #1 (devis)
2018-11-14 18 h 04 - Courriel

3025390 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #1 (bordereau)
2018-11-14 18 h 04 - Téléchargement

3027952 - 441021_Addenda #2
2018-11-20 18 h 21 - Messagerie

3027953 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #2 (devis)
2018-11-20 17 h 39 - Courriel

3027954 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #2 (bordereau)
2018-11-20 17 h 39 - Téléchargement

3027955 - 441021_Plan_Addenda 2
2018-11-21 9 h 50 - Messagerie

3031344 - 441021_Addenda #3
2018-11-28 11 h 06 - Courriel

3031348 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #3 (devis)
2018-11-28 11 h 09 - Courriel

3031349 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #3 (bordereau)
2018-11-28 11 h 09 - Téléchargement

3031352 - 441021_Plan_Addenda 3
2018-11-28 13 h 11 - Courriel

3031555 - 441021_Addenda #4
2018-11-28 14 h 56 - Courriel

3031556 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #4 (devis)
2018-11-28 14 h 58 - Courriel

3031557 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #4 (bordereau)
2018-11-28 14 h 58 - Téléchargement

3032165 - 441021_AD 05_2018-11-29
2018-11-29 16 h 08 - Courriel

3032168 - 441021_FR_Soumission_R05_2018-11-29_AD (devis)
2018-11-29 16 h 09 - Courriel

3032169 - 441021_FR_Soumission_R05_2018-11-29_AD (bordereau)
2018-11-29 16 h 09 - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

LE GROUPE LÉCUYER LTÉE.
17 Du Moulin
Saint-Rémi, QC, J0L 2L0
<http://www.lecuverbeton.com>

Monsieur David Guay **Commande : (1508914)**
Téléphone : 450 454-3928
Télécopieur : 450 454-7254

2018-11-07 7 h 29
Transmission :
2018-11-07 7 h 29

3025387 - 441021_Addenda1_Incluant un report de date
2018-11-15 6 h 46 - Courriel

3025389 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #1 (devis)
2018-11-14 18 h 04 - Courriel

3025390 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #1 (bordereau)
2018-11-14 18 h 04 - Téléchargement

3027952 - 441021_Addenda #2
2018-11-20 18 h 20 - Télécopie

3027953 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #2 (devis)
2018-11-20 17 h 39 - Courriel

3027954 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #2 (bordereau)
2018-11-20 17 h 39 - Téléchargement

3027955 - 441021_Plan_Addenda 2
2018-11-21 9 h 53 - Messagerie

3031344 - 441021_Addenda #3
2018-11-28 11 h 06 - Courriel

3031348 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #3
(devis)
2018-11-28 11 h 09 - Courriel

3031349 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #3
(bordereau)
2018-11-28 11 h 09 - Téléchargement

3031352 - 441021_Plan_Addenda 3
2018-11-28 13 h 11 - Courriel

3031555 - 441021_Addenda #4
2018-11-28 14 h 56 - Courriel

3031556 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #4
(devis)
2018-11-28 14 h 58 - Courriel

3031557 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #4
(bordereau)
2018-11-28 14 h 58 - Téléchargement

3032165 - 441021_AD 05_2018-11-29
2018-11-29 16 h 08 - Courriel

3032168 - 441021_FR_Soumission_R05_2018-11-29_AD
(devis)
2018-11-29 16 h 09 - Courriel

3032169 - 441021_FR_Soumission_R05_2018-11-29_AD
(bordereau)
2018-11-29 16 h 09 - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Les Entrepreneurs Bucaro Inc.
10,441 rue Balzac
Montréal-Nord
Montréal, QC, H1H 3L6

[Monsieur Andrea
Bucaro](#)

Téléphone : 514 325-
7729
Télécopieur : 514 325-
7183

Commande : (1508509)
2018-11-06 8 h 59
Transmission :
2018-11-06 8 h 59

3025387 - 441021_Addenda1_Incluant un report de date
2018-11-15 6 h 46 - Télécopie

3025389 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #1
(devis)
2018-11-14 18 h 04 - Télécopie

3025390 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #1
(bordereau)
2018-11-14 18 h 04 - Téléchargement

3027952 - 441021_Addenda #2
2018-11-20 19 h 04 - Télécopie

3027953 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #2
(devis)
2018-11-20 18 h 40 - Télécopie

3027954 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #2
(bordereau)
2018-11-20 17 h 39 - Téléchargement

3027955 - 441021_Plan_Addenda 2
2018-11-21 9 h 52 - Messagerie

3031344 - 441021_Addenda #3
2018-11-28 11 h 23 - Messagerie

3031348 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #3
(devis)
2018-11-28 11 h 09 - Télécopie

3031349 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #3
(bordereau)
2018-11-28 11 h 09 - Téléchargement

3031352 - 441021_Plan_Addenda 3
2018-11-28 14 h 41 - Messagerie

3031555 - 441021_Addenda #4
2018-11-28 14 h 56 - Télécopie

3031556 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #4
(devis)
2018-11-28 14 h 58 - Télécopie

3031557 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #4
(bordereau)
2018-11-28 14 h 58 - Téléchargement

<p>Les Pavage Céka inc 1143, boul. St-Jean-Baptiste Québec, QC, J6R0H6 http://www.pavagesceka.com</p>	<p>Madame Julie Tremblay Téléphone : 450 699-6671 Télécopieur : 450 699-1847</p>	<p>Commande : (1508172) 2018-11-05 11 h 57 Transmission : 2018-11-05 16 h 56</p>	<p>3032165 - 441021_AD 05_2018-11-29 2018-11-29 16 h 08 - Télécopie 3032168 - 441021_FR_Soumission_R05_2018-11-29_AD (devis) 2018-11-29 16 h 43 - Télécopie 3032169 - 441021_FR_Soumission_R05_2018-11-29_AD (bordereau) 2018-11-29 16 h 09 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)</p>
			<p>3025387 - 441021_Addenda1_Incluant un report de date 2018-11-15 6 h 46 - Télécopie 3025389 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #1 (devis) 2018-11-14 18 h 04 - Télécopie 3025390 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #1 (bordereau) 2018-11-14 18 h 04 - Téléchargement 3027952 - 441021_Addenda #2 2018-11-20 17 h 38 - Télécopie 3027953 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #2 (devis) 2018-11-20 18 h 40 - Télécopie 3027954 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #2 (bordereau) 2018-11-20 17 h 39 - Téléchargement 3027955 - 441021_Plan_Addenda 2 2018-11-21 9 h 53 - Messagerie 3031344 - 441021_Addenda #3 2018-11-28 11 h 22 - Messagerie 3031348 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #3 (devis) 2018-11-28 11 h 09 - Télécopie 3031349 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #3 (bordereau) 2018-11-28 11 h 09 - Téléchargement 3031352 - 441021_Plan_Addenda 3 2018-11-28 14 h 38 - Messagerie 3031555 - 441021_Addenda #4 2018-11-28 14 h 56 - Télécopie 3031556 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #4 (devis) 2018-11-28 14 h 58 - Télécopie 3031557 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #4 (bordereau) 2018-11-28 14 h 58 - Téléchargement</p>
			<p>3032165 - 441021_AD 05_2018-11-29 2018-11-29 16 h 08 - Télécopie 3032168 - 441021_FR_Soumission_R05_2018-11-29_AD (devis) 2018-11-29 16 h 43 - Télécopie 3032169 - 441021_FR_Soumission_R05_2018-11-29_AD (bordereau) 2018-11-29 16 h 09 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)</p>
<p>Meloche, Division de Sintra 3125 boul Saint-Charles Kirkland, QC, H9H 3B9 http://sintra.ca</p>	<p>Madame Nancy Galipeau Téléphone : 514 695-3395 Télécopieur :</p>	<p>Commande : (1509143) 2018-11-07 11 h 26 Transmission : 2018-11-07 16 h 08</p>	<p>3025387 - 441021_Addenda1_Incluant un report de date 2018-11-15 6 h 46 - Courriel 3025389 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #1 (devis) 2018-11-14 18 h 04 - Courriel</p>

3025390 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #1 (bordereau)
2018-11-14 18 h 04 - Téléchargement

3027952 - 441021_Addenda #2
2018-11-20 18 h 21 - Messagerie

3027953 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #2 (devis)
2018-11-20 17 h 39 - Courriel

3027954 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #2 (bordereau)
2018-11-20 17 h 39 - Téléchargement

3027955 - 441021_Plan_Addenda 2
2018-11-21 9 h 49 - Messagerie

3031344 - 441021_Addenda #3
2018-11-28 11 h 06 - Courriel

3031348 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #3 (devis)
2018-11-28 11 h 09 - Courriel

3031349 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #3 (bordereau)
2018-11-28 11 h 09 - Téléchargement

3031352 - 441021_Plan_Addenda 3
2018-11-28 13 h 11 - Courriel

3031555 - 441021_Addenda #4
2018-11-28 14 h 56 - Courriel

3031556 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #4 (devis)
2018-11-28 14 h 58 - Courriel

3031557 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #4 (bordereau)
2018-11-28 14 h 58 - Téléchargement

3032165 - 441021_AD 05_2018-11-29
2018-11-29 16 h 08 - Courriel

3032168 - 441021_FR_Soumission_R05_2018-11-29_AD (devis)
2018-11-29 16 h 09 - Courriel

3032169 - 441021_FR_Soumission_R05_2018-11-29_AD (bordereau)
2018-11-29 16 h 09 - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Pavages Métropolitain Inc.
3500, boul. Sir-Wilfrid-Laurier
Saint-Hubert, QC, J3Y6T1

[Madame Julie Milon](#)
Téléphone : 450 321-2442
Télécopieur : 1888 802-9689

Commande : (1508358)
2018-11-05 15 h 22
Transmission :
2018-11-05 15 h 22

3025387 - 441021_Addenda1_Incluant un report de date
2018-11-15 6 h 46 - Courriel

3025389 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #1 (devis)
2018-11-14 18 h 04 - Courriel

3025390 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #1 (bordereau)
2018-11-14 18 h 04 - Téléchargement

3027952 - 441021_Addenda #2
2018-11-21 9 h 41 - Télécopie

3027953 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #2 (devis)
2018-11-20 17 h 39 - Courriel

3027954 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #2 (bordereau)
2018-11-20 17 h 39 - Téléchargement

3027955 - 441021_Plan_Addenda 2
2018-11-21 9 h 50 - Messagerie

3031344 - 441021_Addenda #3
2018-11-28 11 h 06 - Courriel

3031348 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #3 (devis)
2018-11-28 11 h 09 - Courriel

			3031349 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #3 (bordereau) 2018-11-28 11 h 09 - Téléchargement
			3031352 - 441021_Plan_Addenda 3 2018-11-28 13 h 11 - Courriel
			3031555 - 441021_Addenda #4 2018-11-28 14 h 56 - Courriel
			3031556 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #4 (devis) 2018-11-28 14 h 58 - Courriel
			3031557 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #4 (bordereau) 2018-11-28 14 h 58 - Téléchargement
			3032165 - 441021_AD 05_2018-11-29 2018-11-29 16 h 08 - Courriel
			3032168 - 441021_FR_Soumission_R05_2018-11-29_AD (devis) 2018-11-29 16 h 09 - Courriel
			3032169 - 441021_FR_Soumission_R05_2018-11-29_AD (bordereau) 2018-11-29 16 h 09 - Téléchargement
			Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Réhabilitation Du O inc 5270 boul Cléroux Laval, QC, H7T 2E8	Monsieur Danick Dufresne Téléphone : 450 682-2733 Télécopieur : 450 682-9651	Commande : (1509602) 2018-11-08 10 h 07 Transmission : 2018-11-08 11 h 40	3025387 - 441021_Addenda1_Incluant un report de date 2018-11-15 6 h 46 - Courriel
			3025389 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #1 (devis) 2018-11-14 18 h 04 - Courriel
			3025390 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #1 (bordereau) 2018-11-14 18 h 04 - Téléchargement
			3027952 - 441021_Addenda #2 2018-11-20 17 h 39 - Télécopie
			3027953 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #2 (devis) 2018-11-20 17 h 39 - Courriel
			3027954 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #2 (bordereau) 2018-11-20 17 h 39 - Téléchargement
			3027955 - 441021_Plan_Addenda 2 2018-11-21 9 h 51 - Messagerie
			3031344 - 441021_Addenda #3 2018-11-28 11 h 06 - Courriel
			3031348 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #3 (devis) 2018-11-28 11 h 09 - Courriel
			3031349 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #3 (bordereau) 2018-11-28 11 h 09 - Téléchargement
			3031352 - 441021_Plan_Addenda 3 2018-11-28 14 h 40 - Messagerie
			3031555 - 441021_Addenda #4 2018-11-28 14 h 56 - Courriel
			3031556 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #4 (devis) 2018-11-28 14 h 58 - Courriel
			3031557 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #4 (bordereau) 2018-11-28 14 h 58 - Téléchargement
			3032165 - 441021_AD 05_2018-11-29 2018-11-29 16 h 08 - Courriel

			3032168 - 441021_FR_Soumission_R05_2018-11-29_AD (devis) 2018-11-29 16 h 09 - Courriel
			3032169 - 441021_FR_Soumission_R05_2018-11-29_AD (bordereau) 2018-11-29 16 h 09 - Téléchargement
			Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Roxboro Excavation INC.. 1620 Croissant Newman Dorval, QC, H9P 2R8	<u>Monsieur Yvon Théoret</u> Téléphone : 514 631-1888 Télécopieur : 514 631-1055	Commande : (1508220) 2018-11-05 13 h 16 Transmission : 2018-11-05 13 h 16	3025387 - 441021_Addenda1_Incluant un report de date 2018-11-15 6 h 46 - Courriel
			3025389 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #1 (devis) 2018-11-14 18 h 04 - Courriel
			3025390 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #1 (bordereau) 2018-11-14 18 h 04 - Téléchargement
			3027952 - 441021_Addenda #2 2018-11-20 17 h 39 - Télécopie
			3027953 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #2 (devis) 2018-11-20 17 h 39 - Courriel
			3027954 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #2 (bordereau) 2018-11-20 17 h 39 - Téléchargement
			3027955 - 441021_Plan_Addenda 2 2018-11-21 9 h 50 - Messagerie
			3031344 - 441021_Addenda #3 2018-11-28 11 h 06 - Courriel
			3031348 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #3 (devis) 2018-11-28 11 h 09 - Courriel
			3031349 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #3 (bordereau) 2018-11-28 11 h 09 - Téléchargement
			3031352 - 441021_Plan_Addenda 3 2018-11-28 13 h 11 - Courriel
			3031555 - 441021_Addenda #4 2018-11-28 14 h 56 - Courriel
			3031556 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #4 (devis) 2018-11-28 14 h 58 - Courriel
			3031557 - 441021_Formulaires de soumission_Addenda #4 (bordereau) 2018-11-28 14 h 58 - Téléchargement
			3032165 - 441021_AD 05_2018-11-29 2018-11-29 16 h 08 - Courriel
			3032168 - 441021_FR_Soumission_R05_2018-11-29_AD (devis) 2018-11-29 16 h 09 - Courriel
			3032169 - 441021_FR_Soumission_R05_2018-11-29_AD (bordereau) 2018-11-29 16 h 09 - Téléchargement
			Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Soumission 441021 – Travaux de voirie dans les arrondissements Outremont, Le Plateau-Mont-Royal et Rosemont-La-Petite-Patrie (PCPR 2019)

Principes de gestion de la mobilité

Secteur	Mesures de mitigation
C-6039 Boulevard Saint-Joseph, De l'avenue de l'Épée et la rue Hutchison	Travaux de planage : Fermeture complète d'une direction à la fois avec détour. Horaire de travail : Lundi au vendredi, de 9h30 à 18h (direction est) et de 7h30 à 15h30 (direction ouest). Travaux de pavage : Fermeture complète de la chaussée. Horaire de travail : du lundi au vendredi, de 9h30 à 18h.
C-7160 Chemin de la Côte-Sainte-Catherine, De l'avenue de la Brunante à l'avenue de Vimy	Travaux de planage et pavage : Contresens avec une voie de circulation par direction. Horaire de travail : du lundi au vendredi, de 9h30 à 18h à réaliser durant les vacances scolaires (période estivale).
C-7163 Avenue de Lorimier, De la rue Sherbrooke Est à la rue Gauthier	Travaux de planage et pavage : Maintien de deux voies de circulation. Horaire de travail : du lundi au vendredi, 9h30 à 19h à réaliser durant les vacances scolaires (période estivale).
C-7165 Avenue de Lorimier, De l'avenue Laurier Est à la rue Masson	Travaux de planage : Fermeture complète d'une direction à la fois avec détour. Horaire de travail : du lundi au vendredi, de 9h30 à 19h (direction sud) et de 7h à 15h30 (direction nord). Travaux de pavage : Fermeture complète. Horaire de travail : du dimanche au jeudi, de 22h à 5h.
C-7167 Rue Bernard Ouest, De la rue Saint-Urbain au boulevard Saint-Laurent	Travaux de planage et de pavage : Fermeture complète avec le maintien de la circulation locale seulement, excepté lors des travaux de pavage. Horaire de travail : du lundi au vendredi, de 7h à 19h.
C-7169 / C-7170 Boulevard Saint-Laurent, De la rue Roy Est à l'avenue du Mont-Royal et Du boulevard Saint-Joseph et l'avenue Laurier	Travaux de planage : Maintien d'une voie de circulation. Horaire de travail : du lundi au vendredi, de 7h à 15h30. Travaux de pavage : Fermeture complète. Horaire de travail : du dimanche au jeudi, de 22h à 5h.
C-7177 / C-7179 Avenue du Parc, De la rue Saint-Viateur Ouest à l'avenue Van Horne et De la rue Villeneuve Ouest au boulevard Saint-Joseph Ouest	Travaux de planage : Fermeture complète d'une direction à la fois avec le maintien de deux voies dans la direction opposée. Horaire de travail : du lundi au vendredi, de 7h à 15h30 (Travaux en direction nord) et de 9h30 à 19h (Travaux en direction sud) Travaux de pavage : Fermeture complète. Horaire de travail : du dimanche au jeudi de 22h à 5h.
C-7272 Rue Frontenac, De la rue Rachel Est à l'avenue du Mont-Royal Est	Travaux de planage : Maintien d'une voie de circulation. Horaire de travail : du lundi au vendredi, de 7h à 15h30. Travaux de pavage : Fermeture complète. Horaire de travail : du dimanche au jeudi, de 22h à 5h
C-7274 Rue d'Iberville, Du boulevard Saint-Joseph Est et la rue d'Iberville	Travaux de planage et pavage : Fermeture complète. Horaire de travail : du dimanche au jeudi de 22h à 5h
C-7276 Boulevard Saint-Joseph Est, De rue de Brébeuf à la rue Garnier	Travaux de planage : Maintien d'une voie en direction ouest. Horaire de travail : du lundi au vendredi de 9h30 à 19h à réaliser durant les vacances scolaires (période estivale). Travaux de pavage : Contresens 1 voie par direction. Horaire de travail : du dimanche au jeudi, de 22h à 5h. Réaliser durant les vacances scolaires (Période estivale)
C-7277 Avenue du Parc, De la rue Prince-Arthur Ouest à la rue Léo-Pariseau	Travaux de planage : Fermeture complète d'une direction à la fois avec le maintien d'une voie de circulation dans la direction opposée. Horaire de travail : le samedi de 8h à 19h et le dimanche de 10h à 19h. Travaux de pavage : Fermeture complète. Horaire de travail : du dimanche au jeudi, de 22h à 5h.

Secteur	Mesures de mitigation
C-7553 Boulevard Saint-Laurent, De l'avenue Fairmount Ouest à la rue Bernard Est	Travaux de planage : Maintien d'une voie de circulation. Horaire de travail : du lundi au vendredi, de 7h à 15h30. Travaux de pavage : Fermeture complète. Horaire de travail : du dimanche au jeudi, de 22h à 5h.
C-7247 Boulevard Saint-Laurent, De la rue Beaubien Ouest à la rue Saint-Zotique Est	Travaux de planage : Maintien d'une voie de circulation. Horaire de travail : du lundi au vendredi, de 7h à 15h30. Réaliser à l'automne, après le retrait des terrasses. Travaux de pavage : Fermeture complète. Horaire de travail : le samedi de 7h à 19h et le dimanche de 10h à 19h. Réaliser à l'automne, après le retrait des terrasses.
C-7250 Avenue de Lorimier, Du boulevard Rosemont à la rue de Bellechasse	Travaux de planage : Fermeture complète d'une direction à la fois avec le maintien d'une voie dans la direction opposée. Horaire de travail : du lundi au vendredi de 7h à 15h30 (Travaux en direction nord) et de 9h30 à 19h (Travaux en direction sud). Travaux de pavage : Fermeture complète. Horaire de travail : le samedi de 7h à 19h et le dimanche de 10h à 19h.
C-7251 Rue Boyer, De la rue de Bellechasse à la rue Beaubien Est	Travaux de planage et pavage : Fermeture complète. Réaliser au printemps ou à l'automne. Horaire de travail : du lundi au vendredi, de 7h à 19h.
C-7252 Rue Marquette, De la rue Beaubien Est à la rue Saint-Zotique Est	Travaux de planage et pavage : Fermeture complète. Horaire de travail : du lundi au vendredi, de 7h à 19h. Réaliser au printemps ou à l'automne.
C-7253 Rue Beaubien Est, De la rue Chambord à l'avenue de Lorimier	Travaux de planage : Fermeture complète d'une direction à la fois avec le maintien d'une voie de circulation dans la direction opposée. Horaire de travail : du lundi au vendredi, de 7h à 15h30 (Travaux en direction est) et de 9h30 à 19h (Travaux en direction ouest). Réaliser durant les vacances scolaires (Période estivale) Travaux de pavage : Fermeture complète. Horaire de travail : le samedi de 7h à 19h et le dimanche de 10h à 19h. Réaliser durant les vacances scolaires (Période estivale)
C-7254 Rue de la Roche, De la rue Beaubien Est à la rue Bélanger Est	Travaux de planage et pavage : Fermeture complète. Horaire de travail : du lundi au vendredi, de 7h à 19h. Réaliser au printemps ou à l'automne.
C-7255 Rue Bélanger Est, De la rue Drolet à la rue de Saint-Vallier	Travaux de planage et pavage : Fermeture complète. Horaire de travail : du lundi au vendredi, de 7h à 19h (Planage) et de 9h30 à 19h (Pavage).
C-7256 Rue Bélanger Est, De l'avenue de Lorimier à l'avenue Louis-Hébert	Travaux de planage : Fermeture complète une direction à la fois avec le maintien d'une voie de circulation dans la direction opposée. Horaire de travail : du lundi au vendredi de 7h à 19h. Réaliser durant les vacances scolaires (période estivale) Travaux de pavage : Fermeture complète. Horaire de travail de 9h30 à 19h.
C-7257 Rue d'Iberville, De la rue de Bellechasse à la rue Beaubien Est	Travaux de planage : Fermeture complète d'une direction à la fois avec le maintien d'une voie de circulation dans la direction opposée. Horaire de travail : du lundi au vendredi, de 9h30 à 19h (Travaux en direction sud) et de 7h à 15h30 (Travaux en direction nord). Réaliser à l'automne. Travaux de pavage : Fermeture complète. Horaire de travail : lundi au vendredi. De 9h30 à 15h30. Réaliser à l'automne.
C-7263 16e Avenue, Du boulevard Saint-Joseph Est à la rue Masson	Travaux de planage et pavage : Fermeture complète. Horaire de travail : du lundi au vendredi, de 7h à 19h
C-7264 Avenue Bourbonnière, Du boulevard Saint-Joseph Est à l'avenue Laurier Est	Travaux de planage : Maintien d'une voie de circulation. Horaire de travail : du lundi au vendredi, de 7h à 15h30. Travaux de pavage : Fermeture complète. Horaire de travail : le dimanche de 10h à 19h

Secteur	Mesures de mitigation
C-7265 Rue Bélanger Est, De la 14e Avenue à la 16 Avenue	Travaux de planage et pavage : Fermeture complète Horaire de travail : du lundi au vendredi, de 7h à 19h. Réaliser durant les vacances scolaires (période estivale).
C-7266 Rue Saint-Zotique Est, De la 25e Avenue à la 26e Avenue	Travaux de planage et pavage : Fermeture complète Horaire de travail : du lundi au vendredi, de 7h à 19h.
C-7267 (PCPR) Rue Saint-Zotique Est, De la 31e Avenue à la 36e Avenue	Travaux de planage et pavage : Fermeture complète Horaire de travail : du lundi au vendredi, de 7h à 19h
C-7269 30e Avenue, Du boulevard Rosemont à la rue Saint-Zotique Est	Travaux de planage et pavage : Fermeture complète Horaire de travail : du lundi au vendredi, de 7h à 19h. Réaliser durant les vacances scolaires (période estivale).
C-7270 31e Avenue, De la rue de Bellechasse à la rue Beaubien Est	Travaux de planage et pavage : Fermeture complète Horaire de travail : du lundi au vendredi, de 7h à 19h (Planage) et de 9h30 à 15h30 (pavage). Réaliser durant les vacances scolaires.
C-7271 36e Avenue, De la rue Saint-Zotique Est à la rue Bélanger Est	Travaux de planage et pavage : Fermeture complète Horaire de travail : du lundi au vendredi, de 7h à 19h. Réaliser durant les vacances scolaires (Période estivale).
C-7178 Avenue du Parc, De l'avenue Laurier Ouest à l'avenue Fairmount Ouest	Travaux de planage : Fermeture complète d'une direction à la fois en maintenant deux voies de circulation dans la direction opposée. Horaire de travail : du lundi au vendredi, de 7h à 15h30 (Travaux en direction nord) et de 9h30 à 19h (Travaux en direction sud). Travaux de pavage : Fermeture complète. Horaire de travail : du dimanche au jeudi, de 22h à 5h
C-7285 Rue de Brébeuf, De l'avenue Bureau à la rue Marie-Anne	Travaux de planage et pavage : Fermeture complète Horaire de travail : du lundi au vendredi, de 7h à 19h. Réaliser au printemps ou à l'automne.
C-7286 Rue de la Roche, De la rue Généreux à la rue Gilford	Travaux de planage et pavage : Fermeture complète Horaire de travail : du lundi au vendredi, de 7h à 19h. Réaliser au printemps ou à l'automne.
C-7290 Avenue du Parc, De la rue Sherbrooke Ouest à la rue Milton	Travaux de planage : Maintien d'une voie en direction nord. Horaire de travail : le samedi de 8h à 19h et le dimanche de 10h à 19h. Travaux de pavage : Fermeture complète. Horaire de travail : du dimanche au jeudi, de 22h à 5h.
C-7292 Rue Davidson, De la rue Sherbrooke Est à la rue Rachel Est	Travaux de planage et pavage : Fermeture complète Horaire de travail : du lundi au vendredi, de 7h à 19h. Réaliser durant les vacances scolaires (Période estivale).
C-7294 Rue Masson, De la 4e Avenue au boulevard Saint-Michel	Travaux de planage : Fermeture complète d'une direction à la fois en maintenant une voie de circulation dans la direction opposée. Horaire de travail : du lundi au vendredi, de 7h à 19h. Réaliser à l'automne Travaux de pavage : Fermeture complète. Horaire de travail : du lundi au vendredi, de 7h à 19h. Réaliser à l'automne
C-7298 Rue de Bellechasse, De la rue Biloxi à la 39e Avenue	Travaux de planage : Fermeture complète d'une direction à la fois en maintenant une voie de circulation dans la direction opposée. Horaire de travail : du lundi au vendredi, de 7h à 19h. Réaliser durant les vacances scolaires (Période estivale). Travaux de pavage : Fermeture complète. Horaire de travail : du lundi au vendredi, de 7h à 19h. Réaliser durant les vacances scolaires (Période estivale).

Secteur	Mesures de mitigation
C-7300 Boulevard Rosemont, De la rue de la Roche à la rue Chambord	<p>Travaux de planage : Contresens avec une voie par direction. Horaire de travail : du lundi au vendredi, de 9h30 à 15h.</p> <p>Travaux de pavage : Fermeture complète. Horaire de travail : du lundi au vendredi, de 9h30 à 15h.</p>
C-7301 Boulevard Rosemont, De la rue Boyer à l'avenue Christophe-Colomb	<p>Travaux de planage : Contresens avec une voie par direction. Horaire de travail : du lundi au vendredi, de 9h à 15h.</p> <p>Travaux de pavage : Fermeture complète. Horaire de travail : du lundi au vendredi, de 9h30 à 15h.</p>
C-7554 Avenue Laurier Est, De la 9e Avenue au boulevard Pie-IX	<p>Travaux de planage : Fermeture complète une direction à la fois en maintenant une chaussée partagée d'au minimum 4,0 mètres dans la direction opposée. Maintien d'un corridor balisé temporaire pour cyclistes dans la direction entravée entre la 8^e avenue et le boul. Saint-Michel. Horaire de travail : du lundi au vendredi, de 7h à 19h. Réaliser durant les vacances scolaires (Période estivale).</p> <p>Travaux de pavage : Fermeture complète de la chaussée en maintenant un corridor cycliste en tout temps sur l'avenue Laurier et la 16^e avenue. Horaire de travail : du lundi au vendredi, de 7h à 19h. Réaliser durant les vacances scolaires (Période estivale).</p>
C-7555 Rue de Bellechasse, De l'avenue Papineau à la 3e Avenue	<p>Travaux de planage et pavage : Fermeture complète. Horaire de travail : du lundi au vendredi, de 7h à 19h. Réaliser durant les vacances scolaires (Période estivale)</p>
<p>Mesures de gestion des impacts applicables à tous les projets</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Les travaux sont prévus d'être réalisés en 2019; - L'Entrepreneur doit redonner les voies à la circulation à la fin de chaque quart de travail; - Maintien, en tout temps, des trottoirs et des passages piétonniers libres d'obstacles; - Ajustement de la signalisation existante à la configuration temporaire des travaux; - Sécurisation de l'aire de travail des voies de circulation ouvertes à l'aide de repères visuels de type T-RV-7; - Délimitation des voies en contresens à l'aide de repères visuels de type T-RV-10; - Maintien en tout temps, de façon sécuritaire, de tous les mouvements permis aux intersections, à moins d'indication contraire; - Présence de signaleurs pour assurer une saine gestion des mouvements sur le réseau routier adjacent la zone des travaux incluant les piétons et cyclistes; - Installation à l'avance, aux approches du chantier, de panneaux d'information générale pour informer les usagers de la localisation des travaux ainsi que la date de début et de leur durée. Installation et mise en fonction des chemins de détour avant la mise en place des entraves; - Installation de PMVM pour les rues artérielles; - Accommodation et maintien en tout temps d'accès pour les services d'Urgences-Santé, au service de sécurité incendie de Montréal (SIM) et au SPVM. Les véhicules d'urgence doivent avoir accès aux bâtiments dans le secteur des travaux; - Des plaques d'acier pour circulation doivent être prévues pour redonner accès aux riverains en dehors des heures de travail, si requis; - Commercialisation policière pour la gestion des intersections, au besoin; - L'Entrepreneur doit faciliter, durant les travaux, la circulation des personnes à mobilité réduite; - L'Entrepreneur doit coordonner ses interventions avec les travaux exécutés par d'autres entrepreneurs à proximité de son chantier.

Le 25 août 2015

GROUPE CRH CANADA INC.
À L'ATTENTION DE MADAME JENNIFER GOOD
2300, AVE STEELES W
4TH FLOOR
CONCORD (ON) L4K 5X6

N° de client : 2700000931
N° de référence : 1530780009

Objet : Changement de nom de HOLCIM (CANADA) INC. à GROUPE CRH CANADA INC.

Madame,

L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») a été informée du changement de nom de l'entreprise **HOLCIM (CANADA) INC** au Registraire des entreprises du Québec.

Ainsi, le nouveau nom de l'entreprise est dorénavant **GROUPE CRH CANADA INC**. Nous comprenons que le numéro de NEQ « 1164634611 » demeure inchangé et qu'aucun autre changement, hormis le nom de l'entreprise, n'a été apporté à l'entreprise **HOLCIM (CANADA) INC** autorisée le 28 mai 2013.

Ce faisant, nous vous confirmons par la présente que le nom de l'entreprise a été modifié au Registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Pour toute question, vous pouvez communiquer avec Sandra au 1 877 525-0337, poste 4867.

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.

Direction des contrats publics
et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22^e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

Québec, le 28 mai 2013

Holcim (Canada) inc.
À l'attention de : Madame Jennifer Good
435, rue Jean-Neveu
Longueuil (Québec) J4G 2P9

**Objet : Autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public à Holcim (Canada) inc.
Autorisation n° 2013-CPSM-0065 n° d'identification de l'Autorité : 2700000931**

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- CIMENT ST-LAURENT
- DEMIX AGRÉGATS
- DEMIX AGRÉGATS A DIVISION OF HOLCIM (CANADA) INC.
- DEMIX AGRÉGATS UNE DIVISION DE HOLCIM (CANADA) INC.
- DEMIX BÉTON
- DEMIX BÉTON A DIVISION OF HOLCIM (CANADA) INC.
- DEMIX BÉTON UNE DIVISION DE HOLCIM (CANADA) INC.
- DEMIX CONSTRUCTION
- DEMIX CONSTRUCTION A DIVISION OF HOLCIM (CANADA) INC.
- DEMIX CONSTRUCTION UNE DIVISION DE HOLCIM (CANADA) INC.
- DEMIX SERVICES
- GEOCYCLE
- GÉOCYCLE
- HOLCIM
- HOLCIM CANADA
- ST-LAURENCE CEMENT

Québec ☒
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, 3^e étage
Québec (Québec)
G1V 5C1
tél. : 418.525.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
télééc. : 418.525.9512

Montréal ☐
800, square Victoria, 22^e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec)
H4Z 1G3
tél. : 514.395.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
télééc. : 514.873.3090

une autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65-1 (la « LCOP »). Holcim (Canada) inc. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **27 mai 2016** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca).

Le Surintendant de l'assistance aux clientèles et
de l'encadrement de la distribution,

Eric Stevenson

**AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS**

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
www.lautorite.qc.ca

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

4-1
suite

Le 23 février 2016

GRUPE CRH CANADA INC.
2300, AVE STEELES W
4TH FLOOR
CONCORD ON L4K 5X6

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client : 2700000931
N° de demande : 1530900179
N° de confirmation de paiement : 000182738785

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 877 525-0337.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés financiers

Dossier # : 1187231079

Unité administrative responsable :

Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux

Objet :

Accorder un contrat à Demix construction, une division de Groupe CRH Canada inc., pour des travaux de voirie dans les arrondissements du Plateau-Mont-Royal, d'Outremont et de Rosemont-La Petite-Patrie (PCPR - PRCPR 2019). Dépense totale de 8 849 417,86 \$ (contrat: 7 700 561,69 \$ + contingences: 770 056,17 \$ + incidences: 378 800,00 \$), taxes incluses. Appel d'offres public 441021 - 9 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS



[SIVT - 1187231079.xls](#)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohamed OUALI
Préposé au budget
Tél : 514 872-4254

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-28

Josée BÉLANGER
conseillère budgétaire
Tél : 514-872-3238

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier



Dossier # : 1188195002

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Concertation et bureau du Mont-Royal
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 e) favoriser l'accès aux rives et aux espaces verts
Compétence d'agglomération :	Parc du complexe environnemental Saint-Michel
Projet :	Complexe environnemental Saint-Michel
Objet :	Accorder un contrat à L.A. Hébert Ltée pour les travaux de sécurisation des falaises, bloc 2, lot 1 au parc Frédéric-Back pour une dépense totale de 1 723 974,47\$, taxes incluses. Appel d'offres public (18-6318) - Contrat numéro 18-6318. Autoriser une dépense totale de 2 273 934,69 \$ (contrat, contingences, quantités variables et incidences) incluant les taxes.

Il est recommandé :

1. D'octroyer un contrat pour les travaux de sécurisation des falaises au parc Frédéric-Back à L.A. Hébert Ltée, le plus bas soumissionnaire conforme, pour un montant maximal de 1 723 974,47 \$ incluant les taxes, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-6318;
2. D'autoriser une dépense de 1 756 742,35 \$, incluant les taxes (contrat et incidences), pour les travaux de sécurisation des falaises au parc Frédéric-Back;
3. D'autoriser une dépense de 258 596,17 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
4. D'autoriser une dépense de 258 596,17 \$, taxes incluses, à titre de variation de quantité;
5. D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-01-28 15:26

Signataire :

Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

IDENTIFICATION

Dossier # :1188195002

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Concertation et bureau du Mont-Royal
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 e) favoriser l'accès aux rives et aux espaces verts
Compétence d'agglomération :	Parc du complexe environnemental Saint-Michel
Projet :	Complexe environnemental Saint-Michel
Objet :	Accorder un contrat à L.A. Hébert Ltée pour les travaux de sécurisation des falaises, bloc 2, lot 1 au parc Frédéric-Back pour une dépense totale de 1 723 974,47\$, taxes incluses. Appel d'offres public (18-6318) - Contrat numéro 18-6318. Autoriser une dépense totale de 2 273 934,69 \$ (contrat, contingences, quantités variables et incidences) incluant les taxes.

CONTENU

CONTEXTE

Le présent contrat concerne les travaux de sécurisation d'une partie des falaises du parc Frédéric-Back, dans des secteurs présentement non accessibles au public. Les travaux consistent principalement à dynamiter, écailler, sécuriser les falaises et à rassembler les résidus issus de ces travaux en vue de les réutiliser dans le futur pour le parc.

Le processus suivi dans le présent dossier est un appel d'offres public ouvert à tous les entrepreneurs répondant aux termes des clauses administratives incluses au cahier des charges. L'appel d'offres a débuté le 3 décembre 2018 et s'est terminé 17 jours plus tard, soit le 20 décembre 2018. Les soumissions ont été ouvertes le 20 décembre 2018 à 13 h 30.

L'appel d'offres public a été publié dans le journal Le Devoir et sur le site Internet de la Ville et celui du SÉAO durant toute la période d'appel d'offres.

Selon les termes des clauses administratives incluses au cahier des charges, les soumissions sont valides pour 120 jours suivant la date d'ouverture. Les soumissions reçues sont donc valides jusqu'au 11 avril 2019.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE17 0887 - 31 mai 2017 - Accorder un contrat de services professionnels à Golder Associés pour élaborer la stratégie de sécurisation des falaises du parc Frédéric-Back au Complexe environnemental de Saint-Michel - Dépense totale de 314 185,24 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 17-15882.

CE17 0030 - 26 janvier 2017 - Règlement autorisant l'emprunt de 60 700 000 \$ afin de financer des travaux d'aménagement du parc du Complexe Environnemental de Saint-Michel (CESM) ainsi que l'acquisition de terrains situés à l'intérieur du périmètre du CESM.

CG 08 0637 - Octroyer un contrat à Construction Garnier Itée pour l'exécution de travaux de sécurisation des falaises et l'opération de préclivage de la falaise nord-ouest au Complexe environnemental Saint-Michel - Dépense totale de 1 256 269,01 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 08-6208.

CE08 1386 - 6 août 2008 - Autoriser le lancement d'un appel d'offres public pour l'exécution de travaux de sécurisation des falaises et l'opération de préclivage de la falaise nord-ouest au Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM).

CE07 1011 - 20 juin 2007 - Accorder un contrat de services professionnels à Parent Latreille et Associés Inc., en collaboration avec Tecsuit, pour la conception, la production de plans et devis et la surveillance de travaux pour l'aménagement de chemins, d'ouvrages en hydrologie et de falaises (phase 1) au Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM) - Dépense totale de 337 170,07 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 06-10245.

DESCRIPTION

Les travaux prévus au contrat consistent, sans s'y limiter, à faire :

- L'écaillage de paroi rocheuse, le forage de prédécoupage, dynamitage et stockage de matériaux écaillés;
- Le reprofilage des sols en crête de falaises;
- Les fossés de captage et bermes de protection;
- Les treillis incluant les épingles et installation, les ancrages actifs et tests d'arrachement des boulons d'ancrage;
- La disposition de sols contaminés;
- Le drainage des falaises;
- Le béton projeté pour colmater les fissures importantes.

JUSTIFICATION

Justification des travaux :

L'objectif final est d'ouvrir le parc au public; pour des raisons de sécurité, il est primordial de sécuriser l'ensemble des falaises existantes.

Une des falaises doit être sécurisée en priorité car elle est située dans le secteur Boisé sud où des travaux d'aménagement doivent démarrer juste après la sécurisation. L'ouverture du secteur Boisé sud permettra aux citoyens d'accéder à une zone qui jusqu'à maintenant était inaccessible au public. Elle répondra aux attentes grandissantes de la population locale qui souhaite enfin pouvoir pénétrer au cœur du site.

Les matériaux issus de l'écaillage de falaises entrent dans la composition des sentiers piétons et autres fondations où la pierre concassée est requise.

Analyse des soumissions :

Dans le cadre de l'appel d'offres, un (1) addenda a été produit. Cet addenda émis le 17 décembre 2018 visait à préciser la nature des travaux et corriger certaines imprécisions. L'addenda a été envoyé à tous les preneurs de documents d'appel d'offres.

Sur l'ensemble des quinze (15) preneurs de cahier des charges : quatre (4) ont déposé une soumission conforme, onze (11) n'ont pas déposé de soumission ; soit une proportion de 26,66 % et 73,33 % des preneurs de cahier des charges.

Parmi les onze (11) firmes qui n'ont pas déposé de soumission :

- neuf (9) entrepreneurs généraux n'ont pas donné de motif de désistement;
- une (1) est connue comme étant un sous-traitant en déneigement;
- une (1) est connue comme étant une firme de génie.

Les prix ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions recevables de même que les documents relatifs aux soumissions conformes (attestation de Revenu Québec, licence RBQ, cautionnement, etc.).

Firmes soumissionnaires	Total (taxes incluses)
L.A. Hébert Ltée	1 723 974,47 \$
Loiselle Inc.	1 784 000,00 \$
Environnement Routier NRJ Inc.	2 055 504,65 \$
Construction & Expertise PG Inc.	4 300 591,13 \$
Dernière estimation réalisée à l'externe	3 347 118,86 \$
Coût moyen des soumissions conformes <i>(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)</i>	2 466 017,56 \$
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) <i>((coût moyen des soumissions conformes - la plus basse) / la plus basse) x 100</i>	43,04 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (\$) <i>(la plus haute conforme - la plus basse conforme)</i>	2 576 616,65 \$
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) <i>((la plus haute conforme - la plus basse conforme) / la plus basse) x 100</i>	149,46 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (\$) <i>(la plus basse conforme - estimation)</i>	- 1 623 144,39 \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) <i>((la plus basse conforme - estimation) / estimation) x 100</i>	- 48,49 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (\$) <i>(la deuxième plus basse - la plus basse)</i>	60 025,53 \$
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) <i>((la deuxième plus basse - la plus basse) / la plus basse) x 100</i>	3,48 %

Après analyse, les facteurs qui peuvent expliquer l'écart entre le prix soumis par le plus bas soumissionnaire et l'estimation de contrôle sont principalement :

- La probabilité que les coûts hivernaux n'aient pas été considérés;
- Une certaine volatilité du marché. Les prix soumis pour les items les plus importants (le

dynamitage, l'écaillage, les ancrages actifs et les forages) varient grandement d'un soumissionnaire à l'autre;
- Une estimation conservatrice faite par le consultant sur les items clés.

Le contrat de surveillance des travaux par notre consultant est en résidence, ce qui assure à la Ville un suivi rigoureux et respectueux des exigences du devis.

L'appel d'offres prévoit exclusivement des travaux en hiver pour des raisons de nuisances sonores, poussière, bruit... mais aussi afin d'éviter des conflits de maîtrise d'œuvre avec d'autres entrepreneurs devant intervenir par la suite.
Dans les documents d'appel d'offres, il est clairement indiqué que les travaux devront être réalisés en hiver puisqu'ils devront être terminés dans un délai de 2 mois après l'octroi du contrat. La date de fin de travaux est prévue pour le 30 avril 2019.

L'entrepreneur pressenti pour réaliser les travaux a clairement compris que son mandat serait réalisé en hiver. L'élément qui selon lui a clairement fait la différence dans son prix est sa technique d'écaillage à l'aide de nacelle plutôt que la technique d'escalade avec du personnel en rappel (technique requérant plus de temps et de personnel).

Conformité de la soumission :

Ce dossier est assujéti à la *Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics* (Loi 1), conformément au décret numéro 1049-2013 adopté le 23 octobre 2013.

L'adjudicataire recommandé détient son attestation de l'autorité des marchés financiers (numéro de client : 2700001413) et a obtenu son renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public le 8 mars 2017, et ce, jusqu'au 6 mai 2019.

Des validations ont été faites selon lesquelles l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licence restreinte de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) ni du Registre des entreprises non admissibles (RENA).

Une attestation valide délivrée le 22 octobre 2018 par Revenu Québec a été déposée avec la soumission.

L'adjudicataire est conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle de la Ville de Montréal.

Étant donné que l'écart entre le prix soumis par le plus bas soumissionnaire conforme et l'estimation de contrôle est favorable à la Ville (-48,49 %), l'octroi du contrat est recommandé.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale pour la réalisation des travaux s'élève à un montant maximal de 2 273 934,69 \$, taxes incluses, incluant le prix de base des travaux ainsi que les budgets des contingences, des quantités variables et des incidences, le tout selon la ventilation financière suivante :

Description	Montant (taxes incluses)
Prix de base des travaux	1 723 974,47 \$
Contingences (15 %)	258 596,17 \$
Quantités variables (15 %)	258 596,17 \$
Incidences (1,23 %)	32 767,88 \$

Total

2 273 934,69 \$

Un montant maximal de 2 076 405,46 \$, net de ristourne, sera financé par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération numéro RGC-17-006, du Règlement autorisant un emprunt de 60 700 000 \$ afin de financer des travaux d'aménagement du parc Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM) ainsi que l'acquisition de terrains situés à l'intérieur du périmètre du CESM.

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce projet est en accord avec les engagements du Plan de développement durable de la collectivité montréalaise (Montréal Durable 2016-2020). Les aménagements prévus contribueront aux objectifs de développement durable notamment en matière de gestion des eaux de surface, de recyclage, de conservation et de protection de l'environnement.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si le contrat n'était pas accordé, l'enjeu de sécurité relatif aux falaises s'accroîtrait. Le manque de pierre composant les sentiers impacterait l'échéancier d'ouverture du bloc 2 du parc.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication sera réalisée avant le début des chantiers, comme convenu avec le Service des communications et en collaboration avec l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension et le Service de l'environnement de la Ville de Montréal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 13 février 2019
Conseil municipal : 25 février 2019
Conseil d'agglomération : 28 février 2019
Octroi du contrat : 4 mars 2019
Début des travaux : 5 mars 2019
Fin des travaux : 30 avril 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs en vigueur.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Zamir Jose HENAO PANESSO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Benjamin MOTTE
architecte paysagiste

Tél : 5148726162
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-11

Clément ARNAUD
Chef de division - Aménagement des grands
parcs métropolitains

Tél : 514 872-0945
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvia-Anne DUPLANTIE
Directeur(trice) - aménagements des parcs et
espaces publics

Tél : 514 872-5638
Approuvé le : 2019-01-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(trice)

Tél : 514.872.1456
Approuvé le : 2019-01-28

11/10/2017



source: Google maps



11 janvier 2018

N° de référence. 1775110

Benjamin Motte

Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal
Direction aménagement des parcs et espaces publics
Grands parcs métropolitains
Bureau du parc Frédéric-Back et suivi de projets
801, rue Brennan, pavillon Duke, 4e étage
Montréal (Québec)

DISCUSSION SUR LES SOUMISSIONS REÇUES EN RÉPONSE À L'APPEL D'OFFRE NO. 18-6318

Mr. Motte,

Cette lettre présente les observations de Golder Associés Ltée (Golder) sur les soumissions reçues en réponse à l'appel d'offre no. 18-6318 de la Ville de Montréal (la Ville), tel que demandé dans votre courriel du 4 Janvier 2019.

Quatre offres ont été reçues, présenté ci-dessous en ordre croissant en prix :

■ L.A. Hebert Ltée (L.A. Hébert)	1 499 434 \$
■ Loisselle inc. (Loisselle)	1 551 642 \$
■ Environnement Routier NRJ inc. (NRJ)	1 787 784 \$
■ Construction et expertise PG inc. (PG)	3 740 458 \$

Nous comprenons que l'offre privilégiée par la Ville est celle de L.A. Hébert.

Méthode de calcul utilisée par Golder pour l'estimation

Dans toute estimation pour appel d'offre il est difficile d'établir avec précision le coût des équipements, la performance et la compétitivité entre les différentes entreprises et les aléas du marché. C'est pourquoi, afin de niveler les écarts et établir des coûts moyens, Golder utilise pour la préparation des estimations à des fins budgétaires les listes de prix suivantes :

- Taux d'équipements - Selon les taux de location de machinerie lourde en vigueur le 1^{er} avril 2018 émis par la Direction générale des acquisitions du Centre de services partagé du Gouvernement du Québec;
- Taux de main-d'œuvre - Selon les coûts horaires dans l'industrie de la construction au Québec et régis par la Commission de la construction du Québec (CCQ);

- Taux de transport en vrac - Selon le recueil des tarifs de camionnage en vrac du Ministère des Transports, Mobilité durable et de l'électrification des transports du Québec, en vigueur depuis janvier 2018;

Volatilité du marché

Nous remarquons un écart important entre les soumissions pour les prix unitaires des articles les plus importants du projet, à savoir :

- Forage, dynamitage, chargement et transport sur 2km une variation de 26% à 42%
- Écaillage des parois une variation de 21% à 83%
- Ancrages actifs de 4m et installation une variation entre 103% et 282%
- Forage prédécoupage 107% à 133%

Ces variations illustrent la grande volatilité du marché et ont une grande influence sur les résultats des soumissions.

La très grande variabilité des prix pour les différents articles rend difficile la comparaison des soumissions reçues et l'estimation de Golder en isolant les articles. Les entrepreneurs ajustent parfois les prix unitaires de différents articles afin d'obtenir un prix global avec lequel ils pensent pouvoir gagner le projet. Nous recommandons donc de considérer l'ensemble des articles comme un tout.

Stratégie de soumission de entrepreneurs

Les entrepreneurs semblent avoir adopté une stratégie de bas prix pour les items les plus importants et de prix élevés pour les items marginaux. Cette approche est parfois utilisée par les entrepreneurs pour présenter un bas prix de soumission tout en augmentant les chances de réclamation suite à des modifications en cours de projet. Ainsi, L.A. Hébert présente des prix unitaires faibles pour l'écaillage et le dynamitage, mais très élevé pour la mise en place de fossés et de reprofilage de mort-terrain.

Nous sommes confiants que les quantités estimées sont adéquates pour réaliser le projet tel que projeté présentement. Toutefois, la distribution des prix des offres peut présenter un risque pour le projet si la Ville envisage de modifications en cours de réalisation.

Travaux hivernaux

De plus, et à l'inverse de nos prévisions, il semble que la stratégie de travaux en période hivernale ait permis de réduire les coûts des travaux. En effet nous avons prévu que des travaux civils exécutés en période hivernale représenterait un cout supplémentaire. Il semble que ces frais n'ont pas été ajoutés et que les prix sont plutôt inférieurs aux prix non-hivernaux.

Validité des offres

Selon notre expérience, les prix présentés ressemble à des prix d'exploitation de carrière en été avec de gros volumes de production et peu ou pas de considération de travaux en milieu urbain.

Ceci est plutôt un risque pour les entrepreneurs que pour la Ville. Les exigences liées aux riverains ont été clairement présentées dans le cahier des charges. Les exigences liées à la remise en état des lieux sont aussi clairement indiquées dans le cahier des charges et dans les plans.

L.A. Hébert

L.A. Hébert est un entrepreneur important et réputé qui travaille fréquemment en ville. Nous nous attendons à ce qu'ils connaissent très bien les contraintes liées à ce type de travaux semi-urbains.

Conclusion

Notre revue des soumissions reçues en réponse à l'appel d'offre no. 18-6318 indique que bien que les soumissions soient significativement plus basses que notre évaluation, celles-ci nous semblent quand même adéquates. Les coûts hivernaux non considéré, additionné a une diminution du prix de marché et de la volatilité du secteur explique selon nous l'écart entre notre estimation et les résultats des soumissions.

Nous espérons que la présente réponds à vos besoins actuels.

Cordialement,

Golder Associés Ltée



Nicolas LeBlanc, ing.
Chargé de projet



Alain Drapeau
Estimateur Senior

NRL/AD/mvrd

[https://golderassociates.sharepoint.com/sites/16119g/deliverables/mécanique des sols et roches/gal007-lettre_discussion_soumissions/gal007-1775110-lf-rev0_discussionsoumissions-11-01-2019.docx](https://golderassociates.sharepoint.com/sites/16119g/deliverables/mécanique%20des%20sols%20et%20roches/gal007-lettre_discussion_soumissions/gal007-1775110-lf-rev0_discussionsoumissions-11-01-2019.docx)

Dossier # : 1188195002

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Concertation et bureau du Mont-Royal
Objet :	Accorder un contrat à L.A. Hébert Ltée pour les travaux de sécurisation des falaises, bloc 2, lot 1 au parc Frédéric-Back pour une dépense totale de 1 723 974,47\$, taxes incluses. Appel d'offres public (18-6318) - Contrat numéro 18-6318. Autoriser une dépense totale de 2 273 934,69 \$ (contrat, contingences, quantités variables et incidences) incluant les taxes.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS



[GDD1188194002 Parc Frédéric-Back.xls](#)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Zamir Jose HENAO PANESSO
Préposé au Budget
Tél : 514 872-7801

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-14

Daniel D DESJARDINS
Conseiller budgétaire
Tél : 5148725597
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

CE : 20.011
2019/02/13 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA
À HUIS CLOS



Dossier # : 1183775003

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Ali Excavation inc., pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, Ville de Dollard-des-Ormeaux", pour un montant de 1 979 524,58 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 10286 – 5 soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 2 474 405,76 \$, contingences, incidences et taxes incluses

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense totale de 2 474 405,76 \$, taxes incluses, pour les travaux de construction de chambres de vannes et de mesure dans la ville de Dollard-des-Ormeaux;
2. d'accorder à Ali Excavation inc., plus bas soumissionnaire conforme, un contrat de construction de chambres de vannes et de mesure dans la ville de Dollard-des-Ormeaux, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 979 524,58 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 10286;
3. d'autoriser une dépense de 197 952,49 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
4. d'autoriser une dépense de 296 928,69 \$, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;
5. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-02-01 13:08

Signataire :

Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

IDENTIFICATION

Dossier # :1183775003

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Ali Excavation inc., pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, Ville de Dollard-des-Ormeaux", pour un montant de 1 979 524,58 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 10286 – 5 soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 2 474 405,76 \$, contingences, incidences et taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

Depuis 2012, la Ville de Montréal a mis en oeuvre, sur son réseau d'eau potable, un projet de régulation de la pression et de mesure de la distribution en temps réel. Cette stratégie de régulation, recommandée par l'International Water Association (IWA), permet de faire des gains sur trois plans : diminution des fuites, diminution des bris dus à l'augmentation de la pression en période de faible consommation et prolongation de la durée de vie des conduites vieillissantes. La mesure de la distribution permet un meilleur contrôle des fuites sur le réseau d'eau potable en plus de permettre la facturation de l'eau consommée pour les villes liées. Ces stratégies ont déjà été utilisées avec succès par plusieurs villes, principalement en Europe.

Plusieurs projets de régulation et de mesure ont déjà été réalisés ou sont en cours de réalisation. Il s'agit de :

- en 2014, les secteurs Côte-Saint-Luc, Pierrefonds-Roxboro et de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce;
- en 2015, les secteurs Mercier – Hochelaga-Maisonneuve, Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles et Verdun (Îles-des-Soeurs);
- en 2016, les secteurs Ahuntsic – Cartierville, Villeray – St-Michel – Parc-Extension et Dorval;
- en 2017, les secteurs Sud-Ouest, LaSalle, Mont-Royal, Hampstead et de Montréal-Ouest.

En 2018 la ville a produit un appel d'offres couvrant les secteurs de Dollard-des-Ormeaux, Le Plateau-Mont-Royal, Saint-Léonard et Beaconsfield. Les résultats à l'ouverture ont été très décevants: une faible participation des soumissionnaires et des montants nettement

plus élevés que ce qui avait été estimé. L'appel d'offres a donc été annulé. La Ville a fait un second appel d'offres après avoir diminué l'ampleur du projet en retirant certains ouvrages pouvant être retardés, et en augmentant l'échéancier, mais les résultats ont été les mêmes.

Il fut donc décidé de revoir plus en profondeur l'appel d'offres pour attirer plus de soumissionnaires, notamment des entrepreneurs habitués à faire des travaux de moins grande envergure. Pour ce faire, la Ville a, dans un premier temps, procédé au pré-achat d'équipements demandant des délais de production plus importants. Ensuite, les travaux qui couvraient l'ensemble de l'île ont été découpés par secteur. Le présent dossier couvre les travaux pour le secteur de suivi du débit pour fins de facturation de la consommation d'eau potable par la ville de Dollard-des-Ormeaux. Les autres secteurs feront l'objet d'autres appels d'offres et d'autres dossiers décisionnels. Parallèlement à celui-ci, chemine un dossier pour le secteur de régulation de la pression de l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal.

L'appel d'offres a été publié dans le quotidien Le Devoir ainsi que sur le système électronique d'appel d'offres (SEAO) le 12 novembre 2018. L'ouverture des soumissions a eu lieu à l'hôtel de ville de Montréal le 11 décembre 2018, soit 4 semaines après le lancement.

Trois addendas ont été émis pendant l'appel d'offres afin d'apporter quelques clarifications techniques :

Addenda no 1	2018-11-22	Clarifications techniques et réponses aux soumissionnaires
Addenda no 2	2018-11-28	Report de la date d'ouverture
Addenda no 3	2018-12-04	Clarifications techniques et réponses aux soumissionnaires

La validité des soumissions est de 120 jours, soit jusqu'au 10 avril 2019.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0154 - 27 avril 2017 - Accorder un contrat à Groupe TNT pour le projet Agglomération de Montréal - Régulation de la pression et mesure du débit - Travaux 2017 - Dépense totale de 11 193 181,82 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 10219 (4 soum.).
CG16 0240 - 21 avril 2016 - Accorder un contrat à Socomec industriel, pour le projet Régulation de la pression - travaux de construction - agglomération de Montréal - 2016 - Dépense totale de 6 474 993,02 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 10191 - 7 soumissionnaires.

CG15 0412 - 18 juin 2015 - Accorder un contrat à Groupe TNT, pour le projet Régulation de la pression - travaux de construction - agglomération de Montréal - 2015 - Dépense totale de 4 835 184,04 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 10178 - 4 soumissionnaires.

CG14 0344 - 21 août 2014 - Accorder un contrat de services professionnels à Tetra Tech QI inc. pour la réalisation de secteurs de régulation de pression et la réhabilitation de chambres de mesure de pression sur réseau primaire pour une somme maximale de 8 324 053,18 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13441 - (2 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.

CG14 0341 - 21 août 2014 - Accorder un contrat à Coffrage Alliance Ltée, pour le projet Construction de chambres de régulation de la pression - Agglomération de Montréal 2014 - Dépense totale de 6 609 119 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 10145 - 5 soumissionnaires.

CG13 0305 - 29 août 2013 - Accorder un contrat de services professionnels pour la conception, les plans et devis, ainsi que les services bureau pendant la construction de chambres de régulation de la pression et de mesure du débit, à SNC-Lavalin inc. pour la somme maximale de 845 848,08 \$, taxes incluses et à BPR-Infrastructures inc. pour la somme maximale de 564 389,28 \$, taxes incluses – Appel d'offres public 12-12579 (4 soum.) / Approuver les deux projets de convention à cette fin.

DESCRIPTION

Le présent dossier concerne l'octroi d'un contrat de construction pour la réalisation du secteur de suivi du débit de la ville de Dollard-des-Ormeaux. Ces travaux visent à mesurer toute l'eau entrant à Dollard-des-Ormeaux à partir du réseau de l'usine Pierrefonds. Pour ce faire, il faut construire 4 nouvelles chambres sur le réseau de conduites principales et réhabiliter 2 chambres existantes sur les conduites du réseau secondaire. Les 4 nouvelles chambres serviront également à établir le bilan du réseau primaire. La ville liée touchée par les travaux a été informée.

Une enveloppe budgétaire pour les travaux contingents de 197 952,49 \$, taxes incluses, soit 10 % du montant des travaux, est prévue au présent contrat pour effectuer des travaux qui n'ont pu être prévus lors de l'élaboration des plans et devis (exemple : protection d'utilités publiques non identifiée aux plans, infrastructure mal identifiée aux plans, etc).

Des frais incidents de 296 928,69 \$, taxes incluses, soit 15 % du montant des travaux, ont été réservés pour les coûts associés aux travaux spécialisés. Ce montant servira à défrayer les frais liés aux activités suivantes :

- alimentation électrique des nouveaux ouvrages par Hydro-Québec (la majorité des branchements sont souterrains);
- activités de communications (19 795,25 \$, taxes incluses soit 1% des travaux);
- déplacement d'utilités publiques;
- contrôle qualitatif des matériaux (59 385,75 \$, taxes incluses soit 3% des travaux).

JUSTIFICATION

Il y a eu dix-sept (17) preneurs de documents dans le cadre de cet appel d'offres. Parmi ceux-ci, six (6) entreprises ont déposé des soumissions, ce qui représente 35 % des preneurs de documents. Parmi les onze (11) qui n'ont pas déposé d'offre, quatre (4) étaient des sous-traitants et un (1) était un fournisseur. Enfin, pour les six (6) derniers preneurs, ils n'ont pas jugé à propos de fournir d'explications quant à savoir pourquoi ils n'ont pas déposé d'offre. La liste des preneurs de documents se trouve en pièces jointes.

Lors de l'analyse de conformité, cinq (5) soumissions ont été jugées conformes, aucune erreur de calcul n'a été identifiée. Une soumission a été rejetée parce que le soumissionnaire n'avait pas inclus les documents d'assurance exigés (annexe H). L'analyse peut être consultée en pièces jointes. Le tableau suivant présente les prix proposés par les soumissionnaires conformes :

Firmes soumissionnaires	Prix de base	Contingences (10%)	Total
Ali Excavation	1 979 524,58 \$	197 952,46 \$	2 177 477,03 \$
Construction Bau-Val	1 987 000,00 \$	198 700,00 \$	2 185 700,00 \$
Sanexen	2 046 925,22 \$	204 692,52 \$	2 251 617,74 \$

Excavation Lafontaine	2 160 236,54 \$	216 023,65 \$	2 376 260,20 \$
CSM Entrepreneurs Généraux	2 274 377,96 \$	227 437,80 \$	2 501 815,76 \$
Dernière estimation réalisée	1 693 926,68 \$	169 392,67 \$	1 863 319,34 \$
Coût moyen des soumissions conformes <i>(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)</i>			2 298 574,15 \$
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) <i>((coût moyen des soumissions conformes - la plus basse) / la plus basse) x 100</i>			5,6%
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (\$) <i>(la plus haute conforme - la plus basse conforme)</i>			324 338,73 \$
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) <i>((la plus haute conforme - la plus basse conforme) / la plus basse) x 100</i>			14,9%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (\$) <i>(la plus basse conforme - estimation)</i>			314 157,69 \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) <i>((la plus basse conforme - estimation) / estimation) x 100</i>			16,9%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (\$) <i>(la deuxième plus basse - la plus basse)</i>			8 222,96 \$
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) <i>((la deuxième plus basse - la plus basse) / la plus basse) x 100</i>			0,4%

L'analyse des soumissions a permis de constater que le plus bas soumissionnaire conforme a présenté une soumission avec un écart défavorable de 16,9 % par rapport à l'estimation réalisée par la firme Tetra Tech QI. Les différences les plus marquées se situent aux travaux de mécanique et de structure, deux disciplines où l'entrepreneur général fera probablement appel à des sous-traitants.

Les validations requises à l'effet que l'adjudicataire ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec et de celle du Registre des entreprises non admissibles (RENA), ont été faites. Une attestation valide délivrée par Revenu Québec fut déposée avec sa soumission, laquelle sera validée de nouveau au moment de l'octroi du contrat.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres public assujetti à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (2012, chap. 25). L'autorisation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés financiers (AMF) pour adjudicataire recommandé, l'entreprise Ali Excavation inc., est valide jusqu'au 29 mars 2019.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette dépense de 2 474 405,76 \$ taxes incluses est entièrement assumée par l'agglomération, représente un coût net de 2 259 462,29 \$ lorsque diminué des ristournes fédérales et provinciales, lequel est financé par les règlements d'emprunts:

-RCG 16-039 Optimisation des réseau, pour un montant de 361 681,94 \$

-RCG 16-041 Chambres de compteurs, pour un montant de 1 897 780,34 \$.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La mesure du débit permet de faire un meilleur suivi de la consommation, elle permet de détecter une variation anormale des débits suite à un bris important par exemple.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 10 avril 2019, soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme ainsi que tous les autres soumissionnaires pourraient alors retirer leur soumission. Il faudrait donc procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les frais associés.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication est en cours d'élaboration par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi de contrat : séance du conseil d'agglomération du 28 février 2019
Début des travaux : avril 2019
Fin des travaux : septembre 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François BALLARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Stéphanie VIDAL, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Jean-François DUBUC, Service de l'eau
Mathieu TOUSIGNANT, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Chantale POTVIN, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

Jean-François DUBUC, 22 janvier 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-François COTÉ
Ingénieur civil

Tél : 514-872-9402
Télécop. : 514-868-4275

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-14

Jean L LAMARRE
Chef de division - optimisation du réseau

Tél : 514.872.7476
Télécop. :

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE
DIRECTION**

Dominique DEVEAU
Directrice des réseaux d'eau
Tél : 514 872-4023
Approuvé le : 2019-01-31

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE
SERVICE**

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2019-02-01

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS D'ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSIONS

Numéro d'AO :	10286
Titre d'AO :	Construction de chambres de vannes et de mesure, Ville de Dollard-des-Ormeaux
Date d'ouverture :	2018-12-11
Heure d'ouverture :	13h30

RÉSULTATS

Plus bas soumissionnaire conforme :	Ali Excavation inc.
Prix du plus bas soumissionnaire conforme :	1 979 524,58 \$
Deuxième plus bas soumissionnaire conforme :	Construction Bau-Val inc.
Prix du 2e plus bas soumissionnaire conforme :	1 987 000,00 \$
Dernière estimation :	1 693 926,68 \$
Écart entre la plus basse soumission et l'estimation (%)	16,9%
Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse (%)	0,4%
Nombre de soumissions déposées :	6

Rang*	Soumissionnaire	Prix soumis \$	Statut intermédiaire	Statut final	Remarque
1	Ali Excavation inc.	1 979 524,58 \$	Conforme	CONFORME	
2	Construction Bau-Val inc.	1 987 000,00 \$	Conforme	CONFORME	
3	Sanexen Services Environnementaux inc.	2 046 925,22 \$	Conforme	CONFORME	
4	Les Excavations Lafontaine inc.	2 160 236,54 \$	Conforme	CONFORME	/ Assurances et frais généraux représentent plus de 10% du montant de la soumission (±12,2%)
5	C.M.S, Entrepreneurs Généraux inc	2 274 377,96 \$	Conforme	CONFORME	
6	Deric Construction inc.	2 552 321,98 \$	Conforme	NON CONFORME	/ Lettre de courtier s'engageant à fournir les contrats d'assurance requis
7			Conforme	À COMPLÉTER	
8			Conforme	À COMPLÉTER	
9			Conforme	À COMPLÉTER	
10			Conforme	À COMPLÉTER	

*Ici, le rang est déterminé à l'ouverture des soumissions par rapport aux prix soumis, sans égard aux statuts finaux ou des prix corrigés suite à l'analyse.

COMMENTAIRES
IDENTIFICATION

Analyse faite par :	Jean-François Côté	Date : 2018-12-19
Vérifiée par :	Jean Lamarre	Date : 2018-12-20



Le 30 mars 2016

ALI EXCAVATION INC.
AVS MONSIEUR MARC-ANDRÉ LOISELLE
760, BOUL DES ÉRABLES
SALABERRY-DE-VALLEYFIELD (QC) J6T 6G4

N° de décision : 2016-CPSM-1020117

N° de client : 2700025521

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « LCOP »). ALI EXCAVATION INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au 29 mars 2019 et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation/de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier

Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec

Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525 9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal

800 square Victoria, 22^e étage
C.P. 246 tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G5
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090



**LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE
D'APPEL D'OFFRES DU
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC**

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 10286

Numéro de référence : 1213715

Statut : En attente des résultats d'ouverture

Titre : Construction de chambres de vannes et de mesure, ville de Dollard-des-Ormeaux

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

<u>Organisation</u>	<u>Contact</u>	<u>Date et heure de commande</u>	<u>Addenda envoyé</u>
Ali Excavation Inc. 760 boul des Érables Salaberry-de-Valleyfield, QC, J6T 6G4 http://www.aliexcavation.com	<u>Madame Karine Ross</u> Téléphone : 450 373-2010 Télécopieur : 450 373-0114	Commande : (1511039) 2018-11-13 9 h 01 Transmission : 2018-11-13 9 h 04	3029317 - 10286 Addenda 1 (devis) 2018-11-23 7 h 40 - Courriel 3029318 - 10286 Addenda 1 (bordereau) 2018-11-23 7 h 40 - Téléchargement 3030093 - 10286 Addenda 2 2018-11-26 14 h 35 - Courriel 3034059 - 10286 Addenda 3 2018-12-04 14 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
CMS Entrepreneurs Généraux Inc. 3828, rue Saint-Patrick Montréal, QC, H4E1A4	<u>Monsieur André Bolduc</u> Téléphone : 514 765-9393 Télécopieur : 514 765-0074	Commande : (1511123) 2018-11-13 10 h 16 Transmission : 2018-11-13 11 h 30	3029317 - 10286 Addenda 1 (devis) 2018-11-23 7 h 40 - Courriel 3029318 - 10286 Addenda 1 (bordereau) 2018-11-23 7 h 40 - Téléchargement 3030093 - 10286 Addenda 2 2018-11-26 14 h 35 - Courriel 3034059 - 10286 Addenda 3 2018-12-04 14 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction Bau-Val Inc. 87 Emilien Marcoux, Suite#101 Blainville, QC, J7C 0B4 http://www.bauval.com	<u>Madame Johanne Vallée</u> Téléphone : 514 788-4660 Télécopieur :	Commande : (1511149) 2018-11-13 10 h 34 Transmission : 2018-11-13 11 h 43	3029317 - 10286 Addenda 1 (devis) 2018-11-23 7 h 40 - Courriel 3029318 - 10286 Addenda 1 (bordereau) 2018-11-23 7 h 40 - Téléchargement 3030093 - 10286 Addenda 2 2018-11-26 14 h 35 - Courriel

			3034059 - 10286 Addenda 3 2018-12-04 14 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction Deric Inc 5145, rue Rideau Québec, QC, G2E5H5 http://www.grouperederic.ca	<u>Monsieur Alexandre Coulombe</u> Téléphone : 418 781-2228 Télécopieur : 418 522-9758	Commande : (1510935) 2018-11-12 17 h 12 Transmission : 2018-11-12 17 h 12	3029317 - 10286 Addenda 1 (devis) 2018-11-23 7 h 40 - Courriel 3029318 - 10286 Addenda 1 (bordereau) 2018-11-23 7 h 40 - Téléchargement 3030093 - 10286 Addenda 2 2018-11-26 14 h 35 - Courriel 3034059 - 10286 Addenda 3 2018-12-04 14 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction G-nesis Inc. 4915, Louis-B.-Mayer Laval, QC, H7P 0E5	<u>Madame Annie Gascon</u> Téléphone : 514 370-8303 Télécopieur : 450 681-7070	Commande : (1511083) 2018-11-13 9 h 41 Transmission : 2018-11-13 9 h 41	3029317 - 10286 Addenda 1 (devis) 2018-11-23 7 h 40 - Courriel 3029318 - 10286 Addenda 1 (bordereau) 2018-11-23 7 h 40 - Téléchargement 3030093 - 10286 Addenda 2 2018-11-26 14 h 35 - Courriel 3034059 - 10286 Addenda 3 2018-12-04 14 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Environnement Routier NRJ Inc. 23 av Milton Lachine Montréal, QC, H8R 1K6 http://www.nrj.ca	<u>Madame Cynthia Nadeau</u> Téléphone : 514 481-0451 Télécopieur : 514 481-2899	Commande : (1511665) 2018-11-14 11 h 16 Transmission : 2018-11-14 11 h 16	3029317 - 10286 Addenda 1 (devis) 2018-11-23 7 h 40 - Courriel 3029318 - 10286 Addenda 1 (bordereau) 2018-11-23 7 h 40 - Téléchargement 3030093 - 10286 Addenda 2 2018-11-26 14 h 35 - Courriel 3034059 - 10286 Addenda 3 2018-12-04 14 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Eurovia Québec Grands Projets (Laval) 4085 St-Elzéar Est Laval, QC, H7E 4P2	<u>Madame Line Proulx</u> Téléphone : 450 431-7887 Télécopieur :	Commande : (1511547) 2018-11-14 9 h 21 Transmission : 2018-11-14 9 h 23	3029317 - 10286 Addenda 1 (devis) 2018-11-23 7 h 40 - Courriel 3029318 - 10286 Addenda 1 (bordereau)

			2018-11-23 7 h 40 - Téléchargement 3030093 - 10286 Addenda 2 2018-11-26 14 h 35 - Courriel 3034059 - 10286 Addenda 3 2018-12-04 14 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Filtrum Inc. 430 rue des Entrepreneurs Québec, QC, G1M 1B3 http://www.filtrum.qc.ca	<u>Madame Christine Gauthier</u> Téléphone : 418 687- 0628 Télécopieur : 418 687- 3687	Commande : (1510833) 2018-11-12 14 h 50 Transmission : 2018-11-12 17 h 26	3029317 - 10286 Addenda 1 (devis) 2018-11-23 7 h 40 - Courriel 3029318 - 10286 Addenda 1 (bordereau) 2018-11-23 7 h 40 - Téléchargement 3030093 - 10286 Addenda 2 2018-11-26 14 h 35 - Courriel 3034059 - 10286 Addenda 3 2018-12-04 14 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
L3B Inc 124, rue Huot Notre-Dame-de-l'Île-Perrot, QC, J7V 7Z8	<u>Monsieur Alain Gauthier</u> Téléphone : 514 646- 4646 Télécopieur :	Commande : (1510975) 2018-11-13 7 h 22 Transmission : 2018-11-13 7 h 41	3029317 - 10286 Addenda 1 (devis) 2018-11-23 7 h 40 - Courriel 3029318 - 10286 Addenda 1 (bordereau) 2018-11-23 7 h 40 - Téléchargement 3030093 - 10286 Addenda 2 2018-11-26 14 h 35 - Courriel 3034059 - 10286 Addenda 3 2018-12-04 14 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
LE GROUPE LÉCUYER LTÉE. 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0 http://www.lecuyerbeton.com	<u>Monsieur David Guay</u> Téléphone : 450 454- 3928 Télécopieur : 450 454- 7254	Commande : (1511206) 2018-11-13 11 h 32 Transmission : 2018-11-13 11 h 32	3029317 - 10286 Addenda 1 (devis) 2018-11-23 7 h 40 - Courriel 3029318 - 10286 Addenda 1 (bordereau) 2018-11-23 7 h 40 - Téléchargement 3030093 - 10286 Addenda 2 2018-11-26 14 h 35 - Courriel 3034059 - 10286 Addenda 3 2018-12-04 14 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

<p>Les Entreprises Cogenex Inc. 3805, boul. Lite, bureau 300 Laval, QC, H7E1A3</p>	<p><u>Monsieur Carlo Rivera</u> Téléphone : 514 327-7208 Télécopieur : 514 327-7238</p>	<p>Commande : (1512347) 2018-11-15 16 h Transmission : 2018-11-15 16 h 04</p>	<p>3029317 - 10286 Addenda 1 (devis) 2018-11-23 7 h 40 - Courriel 3029318 - 10286 Addenda 1 (bordereau) 2018-11-23 7 h 40 - Téléchargement 3030093 - 10286 Addenda 2 2018-11-26 14 h 35 - Courriel 3034059 - 10286 Addenda 3 2018-12-04 14 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)</p>
<p>LES EXCAVATIONS LAFONTAINE INC. 872, rue Archimède Lévis, QC, G6V 7M5 http://www.excavationslafontaine.com</p>	<p><u>Madame Amélie Robitaille</u> Téléphone : 418 838-2121 Télécopieur : 418 835-9223</p>	<p>Commande : (1511888) 2018-11-14 16 h 07 Transmission : 2018-11-14 18 h 06</p>	<p>3029317 - 10286 Addenda 1 (devis) 2018-11-23 7 h 43 - Messagerie 3029318 - 10286 Addenda 1 (bordereau) 2018-11-23 7 h 40 - Téléchargement 3030093 - 10286 Addenda 2 2018-11-26 14 h 36 - Télécopie 3034059 - 10286 Addenda 3 2018-12-04 14 h 51 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)</p>
<p>Norclair inc.. 1100, montée Masson Laval, QC, h7e 4p2 http://www.norclair.ca</p>	<p><u>Monsieur Jean-François Lessard</u> Téléphone : 450 688-4012 Télécopieur : 450 688-9123</p>	<p>Commande : (1511219) 2018-11-13 11 h 42 Transmission : 2018-11-13 12 h 41</p>	<p>3029317 - 10286 Addenda 1 (devis) 2018-11-23 7 h 40 - Courriel 3029318 - 10286 Addenda 1 (bordereau) 2018-11-23 7 h 40 - Téléchargement 3030093 - 10286 Addenda 2 2018-11-26 14 h 35 - Courriel 3034059 - 10286 Addenda 3 2018-12-04 14 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)</p>
<p>Pomerleau Inc.. 500 rue St-Jacques O. Suite 900 Montréal, QC, H2Y 0A2</p>	<p><u>Madame Nancy Lazure</u> Téléphone : 514 789-2728 Télécopieur : 514 789-2288</p>	<p>Commande : (1511456) 2018-11-13 17 h 53 Transmission : 2018-11-13 17 h 53</p>	<p>3029317 - 10286 Addenda 1 (devis) 2018-11-23 7 h 40 - Courriel 3029318 - 10286 Addenda 1 (bordereau) 2018-11-23 7 h 40 - Téléchargement 3030093 - 10286 Addenda 2 2018-11-26 14 h 35 - Courriel 3034059 - 10286 Addenda 3 2018-12-04 14 h 50 - Courriel</p>

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
 Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Sanexen Services Environnementaux inc. 9935, rue de Châteauneuf, entrée 1 - bureau 200 Brossard, QC, J4z3v4 http://www.sanexen.com	<u>Madame Andrée Houle</u> Téléphone : 450 466- 2123 Télécopieur : 450 466- 2240	Commande : (1512096) 2018-11-15 10 h 12 Transmission : 2018-11-15 10 h 15	3029317 - 10286 Addenda 1 (devis) 2018-11-23 7 h 40 - Courriel 3029318 - 10286 Addenda 1 (bordereau) 2018-11-23 7 h 40 - Téléchargement 3030093 - 10286 Addenda 2 2018-11-26 14 h 35 - Courriel 3034059 - 10286 Addenda 3 2018-12-04 14 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Super Excavation Inc. 5900 Saint-Jacques Ouest Montréal, QC, H4A 2E9	<u>Monsieur Natalino</u> <u>Cappello</u> Téléphone : 514 488- 6883 Télécopieur : 514 488- 1791	Commande : (1510971) 2018-11-13 7 h 12 Transmission : 2018-11-13 7 h 14	3029317 - 10286 Addenda 1 (devis) 2018-11-23 7 h 44 - Messagerie 3029318 - 10286 Addenda 1 (bordereau) 2018-11-23 7 h 40 - Téléchargement 3030093 - 10286 Addenda 2 2018-11-26 14 h 36 - Télécopie 3034059 - 10286 Addenda 3 2018-12-04 14 h 51 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Turcotte (1989) Inc.. 1311, rue Arthur-Dupéré Québec, QC, G1C0M1	<u>Madame Josée-Ann</u> <u>Bou langer</u> Téléphone : 418 661- 3726 Télécopieur : 418 661- 9637	Commande : (1511430) 2018-11-13 16 h 17 Transmission : 2018-11-13 16 h 44	3029317 - 10286 Addenda 1 (devis) 2018-11-23 7 h 40 - Courriel 3029318 - 10286 Addenda 1 (bordereau) 2018-11-23 7 h 40 - Téléchargement 3030093 - 10286 Addenda 2 2018-11-26 14 h 35 - Courriel 3034059 - 10286 Addenda 3 2018-12-04 14 h 50 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

Dossier # : 1183775003

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Ali Excavation inc., pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, Ville de Dollard-des-Ormeaux", pour un montant de 1 979 524,58 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 10286 – 5 soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 2 474 405,76 \$, contingences, incidences et taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS



[Info comptable DRE 1183775003 V3.xlsx](#)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François BALLARD
Préposé au budget
Tél : (514) 872-5916

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-02-01

Julie LAPOINTE
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-1025
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier



Dossier # : 1190805001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Autoriser un transfert de 172 537,50 \$ taxes incluses, des dépenses incidentes aux dépenses contingentes pour compléter les travaux de rénovation d'enveloppe et des systèmes électromécaniques du Quartier Général du Service de police de la Ville de Montréal (3679) situé au 1441, rue Saint-Urbain, arrondissement Ville-Marie dans le cadre du contrat accordé à St -Denis Thompson inc. (CG17 0187) majorant ainsi le montant total du contrat de 7 927 920,04 \$ à 8 100 457,54 \$ taxes incluses.

Il est recommandé

1. de majorer de 172 537,50 \$, taxes incluses, en utilisant les dépenses incidentes déjà autorisées, le montant du contrat accordé à St-Denis Thompson inc., CG17 0187 pour la réfection de l'enveloppe et des systèmes électromécanique du Quartier général du Service de police de la Ville de Montréal, portant ainsi le montant total du contrat de 7 927 920,04 \$ à 8 100 457,54 \$, taxes incluses ;
2. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Benoit DAGENAI **Le** 2019-02-01 13:56

Signataire :

Benoit DAGENAI

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

IDENTIFICATION

Dossier # :1190805001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Autoriser un transfert de 172 537,50 \$ taxes incluses, des dépenses incidentes aux dépenses contingentes pour compléter les travaux de rénovation d'enveloppe et des systèmes électromécaniques du Quartier Général du Service de police de la Ville de Montréal (3679) situé au 1441, rue Saint-Urbain, arrondissement Ville-Marie dans le cadre du contrat accordé à St -Denis Thompson inc. (CG17 0187) majorant ainsi le montant total du contrat de 7 927 920,04 \$ à 8 100 457,54 \$ taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

Le bâtiment situé, au 1441, rue Saint-Urbain, est le Quartier général de la police du Service de police de la Ville de Montréal. Il est localisé dans le « Quartier des spectacles » de Montréal. L'immeuble, construit en 1956-1957, a été acquis par la Ville à la fin de 1999. Il a été réaménagé en 2000-2001 pour y loger le Quartier général, ainsi que d'autres services spécialisés du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM).

En 2013, suite à des chutes d'éclats de pierre, des travaux de réparation et de consolidation temporaires ont été exécutés sur deux façades et des périmètres de sécurité ont dû être installés en attendant la réalisation des travaux de mise à niveau. De plus, l'ajout de serveurs et d'équipements spécialisés notamment dans le centre d'appel du 911 et la désuétude normale des systèmes de contrôles et de ventilation ont rendu nécessaire la mise à niveau des systèmes électromécaniques. L'approbation d'un budget au PTI 2015-2017 a permis de débiter le projet. Les travaux sont requis pour le maintien de l'actif.

En mai 2017, un contrat d'une valeur de 7 927 920,04 \$ a été octroyé à la firme St-Denis Thompson inc. pour la réfection de l'enveloppe et des systèmes électromécaniques. Les contingences pour ce contrat étaient de 15 %. Le chantier a débuté en août 2017 et l'avancement de celui-ci, à la fin décembre 2018 est de 86 %.

Les travaux prévus au contrat du Quartier général du SPVM sont principalement :

- Réfection complète des façades nord et sud
- Réfection de la toiture
- Mise à niveau des systèmes électromécaniques (ajout de climatiseurs dans les salles de serveurs, remplacement d'une machine au toit, mise à niveau des

contrôles)

Dans la planification du projet, le chantier devait débuter dès l'octroi du contrat en juin 2017 et durer 245 jours. Une entente de prolongation des travaux a été négociée avec l'entrepreneur à cause de délais qui ne lui sont pas imputables. La durée de la prolongation a été établie à 154 jours calendrier, pour un montant total de 356 680,04 \$ toutes taxes incluses. Ce retard est imputable aux éléments suivants:

- Fêtes du 375e anniversaire de Montréal : la présence accrue des citoyens dans le quartier des spectacles a retardé la mobilisation de l'entrepreneur et le début des travaux.
- Opérations du SPVM (travaux dans un bâtiment occupé 24h/jours, 7 jours/semaine)
- Difficulté d'approvisionnement en pierre calcaire et tests sur le système d'ancrage demandés par les professionnels

Compte tenu de l'avancement et de la mobilisation du chantier (les façades étaient déjà dégarnies et les échafaudages en place), autant pour la sécurité des employés que celles des citoyens, il n'était pas souhaitable de retourner en appel d'offres à ce moment.

La majoration du contrat à l'entrepreneur par le transfert d'un montant des incidences permettra de terminer le chantier dans sa totalité. Aucune augmentation du montant total de la dépense au projet ne sera nécessaire et celle-ci demeurera à 8 720 712,04 \$, incluant les taxes, contingences et incidences.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

18 mai 2017 - CG17 0187

Accorder un contrat à Saint-Denis Thompson inc. pour réaliser les travaux de réfection de l'enveloppe et des systèmes électromécaniques au Quartier Général du Service de police de la Ville de Montréal situé au 1441, rue Saint-Urbain, dans l'arrondissement de Ville-Marie - Dépense totale de 8 720 712,04 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 5843 (4 soum.)

29 janvier 2015 - CG15 0026

Accorder un contrat de services professionnels à Beaupré Michaud et Associés architectes, NCK inc. et Martin Roy et Associés, pour la réfection de l'enveloppe et la réfection et mise à niveau des différentes composantes du bâtiment Quartier général de la police - Dépense totale de 1 151 659,71 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13771 (3 soumissions) / Approuver un projet de convention à cet effet.

DESCRIPTION

Le présent dossier recommande l'augmentation de la valeur maximale du contrat de construction à St-Denis Thompson inc. afin de compléter les travaux d'enveloppe et des systèmes électromécaniques. Toutes les autres clauses du contrat demeurent les mêmes.

JUSTIFICATION

La raison de cette demande de majoration est due essentiellement à des frais de prolongation de chantier, qui ne sont pas imputables à l'entrepreneur. Les frais de prolongation s'élèvent à 356 680,04 \$, ce qui représente 34,5 % du montant total des contingences. Outre ces frais, 7 % des contingences ont été utilisées pour des frais de gardiennage non prévus au contrat initial, à la demande du SPVM et la balance des contingences utilisées ont été nécessaires en raison des conditions de chantier. Le début des travaux était planifié pour le mois de juin 2017. À cause des Fêtes du 375e

anniversaire de Montréal, la présence accrue des citoyens dans le quartier des spectacles a retardé la mobilisation de l'entrepreneur et le début des travaux a dû être reporté au 7 août 2017.

Également, une coupure électrique majeure à due être planifiée pour raccorder les nouveaux équipements. Cette coupure impliquait les salles des serveurs du SPVM dont certains systèmes ne sont pas encore en redondance. La date de cette coupure, planifiée conjointement avec le bureau de Projet du STI et le SPVM. Cette coupure à contribué au retard du chantier puisqu'elle devait être réalisée en nuisant le moins possibles aux opérations de SPVM et à la sécurité des citoyens.

Le dernier point expliquant la prolongation du chantier est la difficulté à s'approvisionner en pierres, et aux tests réalisés en laboratoire demandés par les professionnels pour s'assurer de la qualité et de la pérennité de l'assemblage pierre/sous-structure en acier inoxydable.

Compte tenu de ces éléments, une entente de prolongation de chantier de 154 jours a été conclue entre les parties.

Afin de compléter les travaux, un montant additionnel de 172 537,50 \$ taxes incluses est requis. Des économies réalisées dans les dépenses incidentes permettent le transfert de cette somme aux dépenses contingentes.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le présent sommaire recommande de majorer le montant du contrat initial de St-Denis Thompson inc. en le portant de 7 927 920,04 \$, à 8 100 457,54 \$ taxes et contingences incluses, soit le transfert de 172 537,50 \$ taxes incluses des dépenses incidentes aux dépenses contingentes. Ce montant permettra de finaliser les travaux. Cela représente une augmentation de 2.1% du contrat de l'entrepreneur.

Les travaux contingents ci-dessus mentionnés sont des dépenses en immobilisation. Ils sont assumés à 100% par l'Agglomération. Le montant des contingences dans le contrat initial de l'entrepreneur était de 1 034 076,53 \$ taxes incluses, ce qui représente 15% de la valeur du contrat. Ce montant sera majoré à un montant total de 1 206 614,03 \$, ce qui représente 17.1% de la valeur du contrat de base.

Le montant total du contrat à accorder augmente à 8 100 457,54 \$ taxes et contingences incluses.

La dépense déjà autorisée demeure la même, soit un montant de 8 720 712,04 \$ incluant les contingences, les incidences et les taxes et est financé par le règlement d'emprunt de compétence d'Agglomération RCG 16-046 - Travaux de rénovation et de protection d'immeubles.

Le coût des travaux est prévu au Programme triennal d'immobilisation (PTI) du Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) dans la programme de protection des immeubles du SPVM (64021).

Cette dépense est assumée à 100 % par l'Agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Un plan d'élimination de déchets de construction est inclus dans le contrat de l'entrepreneur général. Ce projet comporte parmi ses objectifs d'optimiser la consommation énergétique du bâtiment.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si une autorisation pour ce transfert n'était pas entérinée, le chantier devra s'arrêter pour un délai indéterminé. Une reprise des travaux avec un autre entrepreneur entraînerait des frais de mobilisation supplémentaires, tandis qu'avec le même entrepreneur, il y aurait des coûts de prolongation d'exécution des travaux. Dans le deux cas, des frais d'honoraires professionnels supplémentaires nous seraient chargés.

Tout retard additionnel dans le projet pourrait compromettre le confort des occupants, puisque les murs nord et sud sont dégarnis, et la mise en service des nouveaux appareils et contrôles de la ventilation et de la climatisation n'a pas encore été faite. De plus la sécurité des citoyens comme des occupants serait mise en péril. Finalement, l'intégrité du bâtiment serait compromise.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est requise pour le présent dossier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Contrat #14852

Augmentation du contrat construction au CG	février 2019
Poursuite des travaux	février 2019 à avril 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :

Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Manon LANDRY, Service de police de Montréal
Annabelle FERRAZ, Service de police de Montréal

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sophie CÔTÉ

ENDOSSÉ PAR

Jean BOUVRETTE

Le : 2019-01-30

Gestionnaire immobilier

Tél : 514 872-2409
Télécop. :

Chef de division projets immobiliers-Sécurité
publique et EPLV

Tél : 514 868-0941
Télécop. :

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE
DIRECTION**

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers
Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2019-01-31

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE
SERVICE**

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2019-02-01

Montréal

Bâtiment : 3679

Année originale de construction : 1956

Description : Quartier général du SPVM

Adresse : 1441, St-Urbain, arrondissement Ville-Marie



NOTE: LE PLAN DE SITE EST FOURNI PAR LA VILLE: TQC DU PROJET DU QUARTIER DES SPECTACLES.

REV.	DESCRIPTION	DATE	PAR
01	ETUDE DE MOBILISATION	14.07.2016	ML

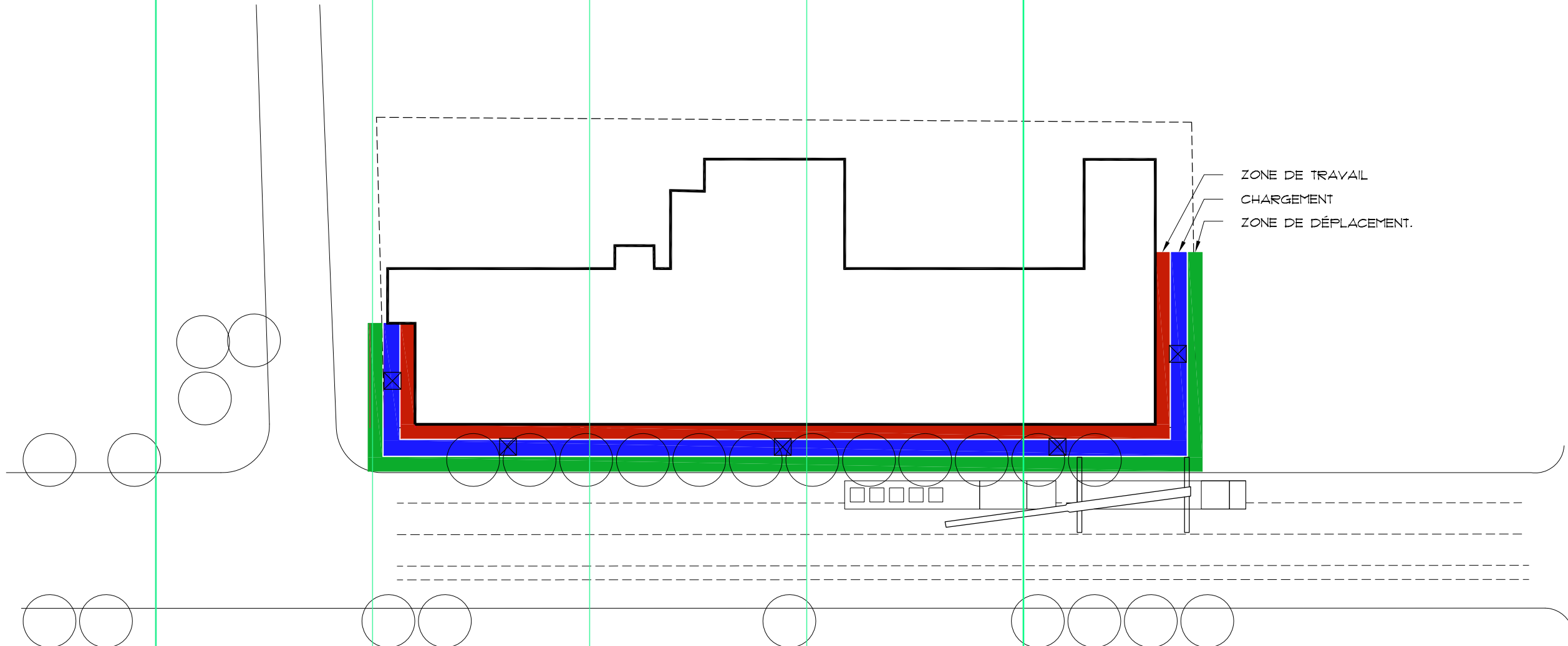
SCEAUX

TITRE
MOBILISATION
ÉTUDE

DESSIN - CONCEPTION DA	MANDAT 14149-2-004	FEUILLE A002
VERIFICATION ML	CONTRAT 14852	ECHELLE INDIQUÉE
APPROBATION ML	BÂTIMENT 3679	DATE 2015.02.18

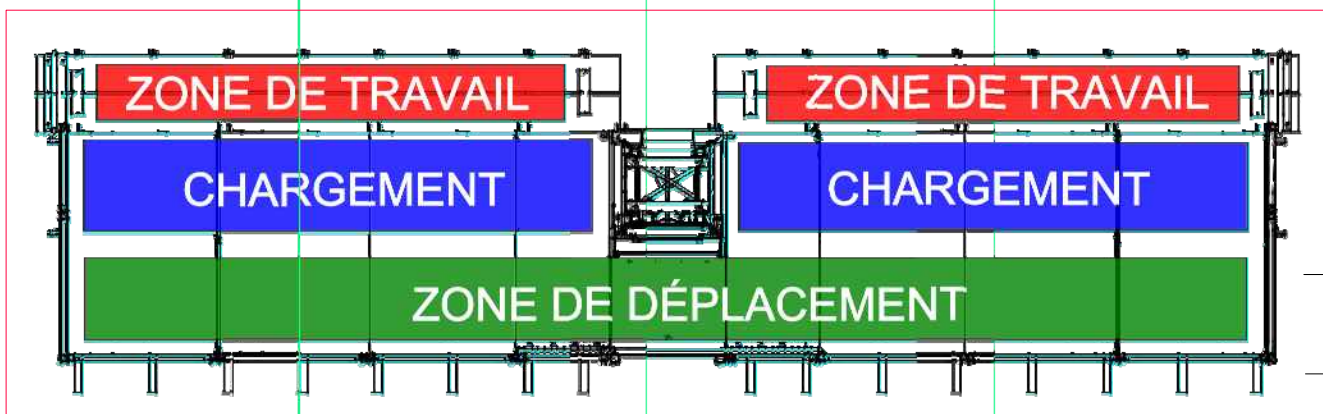
FICHER
A003 MOBILISATION.dwg

PROJET
QUARTIER GÉNÉRAL DE LA POLICE
RÉFECTION PARTIELLE DE L'ENVELOPPE
ET DES SYSTÈMES ÉLECTROMÉCANIQUES



ZONE DE TRAVAIL
CHARGEMENT
ZONE DE DÉPLACEMENT.

PLAN DE SITE, ÉCHELLE 1:200



CROQUIS FRACO, SANS ÉCHELLE

EXEMPLE DE MOBILISATION:
DÉMONTAGE DES PIERRES, FAÇADE SUD: UN CAMION-GRUE RÉCUPÈRE LES PIERRES DÉMONTÉES ET DÉPOSÉES SUR LA PLATEFORME. IL LES DÉPLACE SUR UN CAMION POUR L'ÉVACUATION DU CHANTIER

- TROTTOIR OCCUPÉ À 100%
- VOIE DE STATIONNEMENT OCCUPÉE À 50%
- VOIE DE CIRCULATION GAUCHE: ENTRAVE

LE CHARGEMENT D'UN CAMION PEUT NéCESSITER UNE JOURNÉE DE MANOEUVRES.
±800 PIERRES À DÉMONTÉ ET À RÉINSTALLER, ±1200lb/ pierre, à 145lb/pl², soit environ 420 tonnes ou 15 voyages de camion au démontage seulement



De Montigny



WILLIAMS
SCOTSMAN
800-782-1500





Tableau de suivi des contingences

Contrat :	14852
Mandat:	14149-2-004
Montant prévu (avec tx) :	1 034 076,53 \$

Montant disponible (avec tx)	1 034 076,53 \$
Montant dépensé à ce jour (avec tx)	0,00 \$
Montant résiduel à ce jour (avec tx)	1 034 076,53 \$

Dépense

Date	Numéro	Description	Type	Directive professionnelle associée	Coût sans taxe	Remarques
28-02-2018	ATC-11	Lignes de vie		S-01	12 570,36	Condition de chantier
24-11-2017	ATC-04	Fixation des linteaux		S-02	2 823,25	Condition de chantier
10-11-2017	ATC-01	Ragréage et nivellement de la poutre au toit pour l'adhérence de la membrane		S-04	18 262,86	Condition de chantier
9-05-2018	ATC-14	Supports en acier au toit		S-05R1	7 944,75	Condition de chantier
2018-06-04	ATC-36	Supports en acier inox		AC-35 - S-06	47 025,00	Condition de chantier
		Directive à venir en maçonnerie - structure mur sud			3 000,00	Montant budgétaire - a venir
	ATC-02	Pentes de la toiture		PM-02	121 803,40	Condition de chantier
	ATC-06	Assise de briques mur nord - construction		PM-03	14 932,75	Condition de chantier
	ATC-10	Correction d'infiltration au 2e		PM-06	723,00	Ajout par le client
	ATC-08	Essais de rupture et de vieillissement du système de parement		PM-08	79 064,50	Demande des professionnel pour validation du système
7-05-2018	ATC-16	gardiennage supplémentaire		PM-11	46 401,82	Demande par le client
08-06-2018	ATC-20	Annuler la sérigraphie sur le verre		PM-13	-18 876,00	Crédit
08-06-2018	ATC-21	Type de pierre		PM-14	0,00	Sans frais ni crédit
08-06-2018	ATC-22	Déneigement toiture			27 104,55	Condition de chantier
2018-09-24	ATC-28	Solidifier la maçonnerie au 9e		AC-56	2 760,00	Condition de chantier
2018-09-24	ATC-29	Démonter les panneaux de granit		AC-57	4 370,00	Condition de chantier
2018-06-26	ATC-30	Prises de mesures pour l'acier inox		AC-52	12 443,00	Condition de chantier
2018-07-16	ATC-25	Béton à resurfacier		AC-43 - DC-14	4 485,00	Condition de chantier
2018-05-25	ATC-26	Escalier au toit		AC-45 - PM-10	6 818,30	Condition de chantier
2018-05-08	ATC-34	Isolation au RDC et 9e		AC15R1	20 075,57	Attente de signature de SDT
2018-05-18	ATC-35	Ajout de blocages au parapet		AC-45R1 - DC-15	3 026,56	Condition de chantier
2018-09-26	ATC-39	gardiennage supplémentaire			18 901,31	Demande par le client
2018-07-03	ATC- 46	Climatisation temporaire			10 082,46	ODC exécutoire
2018-06-19		Luminaire		AC-05 - PM04	9 373,53	Condition de chantier
2018-07-10		Attaches pour pierres et mur-rideau ((AC-30R3)		AC-30R3	20434,99	En revision chez BMA et NCK
2018-05-28		Augmentation coût de l'acier et crédit passivation (AC-41R1)		AC-41R1	12 474,00	Avis du contentieux Ville
		Infiltration d'eau au 2e - travaux correctifs intérieurs		AC-55	4 127,00	Estimation budget - temps/matériel
		Remplacement des thermos		DC18R1	4 306,00	Condition de chantier
2018-11-15		Calfeutrage		AC-64	8 875,00	Condition de chantier
2018-11-14		Agents de sécurité			33 810,00	Montant budgétaire - à préciser avec l'évolution du chantier
2018-02-26	ATC-33	Frais de prolongation de chantier		AC-29R1	310 224,00	
	ATC-03	Paratonnerre		E-01	16 842,61	Condition de chantier
3-05-2018	ATC-05	Crédit pour équivalence du refroidisseur		M-03 et M-06	-730,85	
	ATC-07	Démantèlement du compresseur		M-04	621,00	Condition de chantier
	ATC-09	Interrupteur et raccordement d'un panneau électrique		E-03 et E-05	5 415,34	Condition de chantier
28-02-2018	ATC-12	Raccordement et installation des pompes au 5e		E-04 et E-04R1	5 609,20	Condition de chantier
28-02-2018	ATC-13	Recharges de bateries de l'UPS		E-06	4 555,25	Condition de chantier
7-05-2018	ATC-15	Crédit pour équivalence du refroidisseur et prise d'eau au toit		M-01 et M-02	-7 859,32	
7-05-2018	ATC-17	relocalisation d'équipement au 7ième étage		E-07	4 597,46	Condition de chantier
23-05-2018	ATC-18	modification électricité REF-02, pompes P-54A et P-54B		E-08 et E-09	10 631,74	Condition de chantier
08-06-2018	ATC-19	Divers travaux en plomberie, contrôles et ventilation		M-07	5 231,84	Condition de chantier
2018-06-08	ATC-23	Ajout de valve sur RES-02		M-12	1 336,50	Erreurs et omissions de MRA
2018-08-07	ATC-27	Parcours électrique pour REF-03 (E-10 - AC-47)	Reste la coupure au US6AA	E-10 - AC-47	24 161,70	Erreurs et omissions de MRA
2018-07-10	ATC-31	Divers travaux en mécanique		M-10R1	23 383,76	Erreurs et omissions de MRA
2018-09-26	ATC-32	Divers travaux en mécanique		AC-40 - M-09R1	13 049,39	Condition de chantier
	ATC-37	Changement de la valve de sureté et autre (M-11 et AC-49)		M-11 - AC 49R1	-1 951,48	Condition de chantier
2018-07-16		Travaux reliés à la coupure électrique		AC-53	4 206,66	Condition de chantier
		Hivernisation des équipements non réceptionnés		M-14	3 330,75	Du à la prolongation de chantier
		Pompe condensat		AC-62	433,34	Condition de chantier
2018-11-15		Disjoncteur pour branchement temporaire		AC65	3 000,00	Condition de chantier
Total 2011					965 231,85	
Grand total					965 231,85	

Non acceptées - en négociation
Les montants indiqués n'incluent pas les taxes

Contingence du contrat	899 392,50
Solde disponible	-65 839,35

Mise à jour: 2019-01-30
 Date de début des travaux: 2017-08-07
 Durée allouée à l'entrepreneur (jour calendrier): 245
 Progression (jours travaillés, +/-, en %): **220,8%**
 Progression monétaire (% dépensé à ce jour): **86,1%**

Date originale de fin de travaux: 2018-04-10
 Prolongation déjà accordée (jour): **154**
 Prolongation sans frais ni pénalité (jour): **220**
 Date révisée de fin de travaux: **2019-04-19**

CONTRAT	ENTREPRENEUR	ENGAGEMENT	PAYÉ À CE JOUR (DP-18)	%
FORFAITAIRE	St-Denis Thompson inc.	5 995 950,00 \$	5 082 157,00 \$	84,76%
CONTINGENCES		899 392,50 \$	852 572,59 \$	
TOTAL (T.T.E.)		6 895 342,50 \$	5 934 729,59 \$	
TOTAL (T.T.I.)		7 927 920,04 \$	6 823 455,35 \$	

		Déjà engagé		En traitement		Total prévisionnel	
DISCIPLINE	NOMBRE DE DC ÉMISES	(1)		(2)		(1) + (2)	
		Total des Directives de Changement (DC) APPROUVÉES	% SUR BUDGET DES CONTINGENCES	Montants demandés à ce jour et encore en traitement (voir Note 1)	Total des DC approuvées + Montants demandés	% SUR BUDGET DES CONTINGENCES	
Architecture	22	354 116,22 \$	39,4%	59 590,52 \$	413 706,74 \$	46,0%	
Structure	6	88 626,22 \$	9,9%	3 000,00 \$	91 626,22 \$	10,2%	
Électromécanique	20	104 894,14 \$	11,7%	11 970,75 \$	116 864,89 \$	13,0%	
Prolongation (jour / \$)	1	154 310 224,00 \$	34,5%	220 -	310 224,00 \$	34,5%	
TOTAL	48	857 860,58 \$	95,4%	74 561,27 \$	932 421,85 \$	103,7%	

Date reportée de fin de travaux: **2019-04-19**

BUDGET CONTINGENCES	\$ DISPONIBLE	% DISPO SUR BUDGET DES CONTINGENCES
899 392,50 \$	41 531,92 \$	4,6%

\$ DISPONIBLE	% SUR BUDGET DES CONTINGENCES
(33 029,35) \$	-3,7%

Note 1: si aucune DC n'a encore été émise pour une modification, correspond au montant des demandes faites par l'entrepreneur

Dossier # : 1190805001

Unité administrative responsable :

Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique

Objet :

Autoriser un transfert de 172 537,50 \$ taxes incluses, des dépenses incidentes aux dépenses contingentes pour compléter les travaux de rénovation d'enveloppe et des systèmes électromécaniques du Quartier Général du Service de police de la Ville de Montréal (3679) situé au 1441, rue Saint-Urbain, arrondissement Ville-Marie dans le cadre du contrat accordé à St-Denis Thompson inc. (CG17 0187) majorant ainsi le montant total du contrat de 7 927 920,04 \$ à 8 100 457,54 \$ taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS



[GDD 1190805001 - Ajout contingences QG SPVM.xlsx](#)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Préposé au budget - Service des finances -
Point de service HDV
Tél : 514 872-1021

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-31

Françoise TURGEON
Conseillère budgétaire

Tél : 514-872-0946

Division : Service des finances - Point de service HDV

**Dossier # : 1187231083**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Aquaréhab (Canada) inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal et travaux de voirie dans le chemin Saint-François, de la rue Halpern à la montée de Liesse. Dépense totale de 7 633 786,99 \$ (contrat: 6 776 169,99 \$ + contingences: 677 617,00 \$ + incidences: 180 000,00 \$), taxes incluses. Appel d'offres public 441214 - 3 soumissionnaires

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 6 956 169,99 \$, taxes incluses pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal et travaux de voirie dans le chemin Saint-François, de la rue Halpern à la montée de Liesse , le cas échéant ;
2. d'accorder à Aquaréhab (Canada) inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 6 776 169,99 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 441214 ;
3. d'autoriser une dépense de 677 617,00 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences ;
4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-02-01 14:24

Signataire :

Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

IDENTIFICATION

Dossier # :1187231083

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Aquaréhab (Canada) inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal et travaux de voirie dans le chemin Saint-François, de la rue Halpern à la montée de Liesse. Dépense totale de 7 633 786,99 \$ (contrat: 6 776 169,99 \$ + contingences: 677 617,00 \$ + incidences: 180 000,00 \$), taxes incluses. Appel d'offres public 441214 - 3 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Les travaux de réhabilitation de conduites d'eau par la technique de chemisage sont proposés par la Direction de réseaux d'eau (DRE) du Service de l'eau. Ils s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau des infrastructures performantes et font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.

Cette technique de chemisage sans tranchée représente de nombreux avantages comparativement aux méthodes plus traditionnelles de reconstruction par excavation, notamment :

- Rapidité dans la réalisation des travaux;
- Réduction des perturbations sur les infrastructures environnantes;
- Rapidité de la remise en état des lieux;
- Réduction de la disposition des sols et des matériaux d'excavation.

Dans un contexte de déficit d'entretien des réseaux d'eau, les techniques de réhabilitation permettent le renouvellement d'un très grand nombre de conduites d'eau.

Pour mesurer l'évolution du coût par kilomètre des contrats de travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaire octroyés depuis 2008, une liste est annexée en pièce jointe.

La longueur totale des conduites d'eau secondaire à réhabiliter par chemisage en 2019 sera d'environ trente-deux (32) kilomètres, ce qui représente un taux de renouvellement de l'ordre de 0,95 % de l'ensemble du réseau.

Étant donné l'envergure de l'ensemble de ces travaux et la volonté de la Ville d'ouvrir le marché et d'encourager la concurrence, la Direction des infrastructures (DI) du Service des infrastructures du réseau routier (SIRR) a scindé le grand projet des travaux de réhabilitation d'aqueduc afin de recommander l'octroi de neuf (9) contrats différents. La présente demande d'octroi de contrat #441214 vise la réhabilitation des conduites d'aqueduc des arrondissements de L'Île-Bizard-Sainte-Geneviève et de Saint-Laurent incluant les travaux de réhabilitation de la chaussée existante du chemin Saint-François, de la rue Halpern à la montée de Liesse. Le projet #441211 a été adopté à la séance du conseil municipal du 17 décembre 2018 (voir décision antérieure). Les projets #441212 et #441213 ont été annulés en raison de prix trop élevés. Les projets #441216 et #441217 sont présentement en appel d'offres.

Pour les travaux de réhabilitation de la chaussée dans le chemin Saint-François, de la rue Halpern à la montée de Liesse, la sélection des projets est effectuée par la Direction de la mobilité (DM) du Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM), alors que la gestion et la réalisation du programme est sous la responsabilité de la Direction des infrastructures (DI) du SIRR.

Ces investissements alloués à la conservation du réseau routier témoignent de l'engagement de la Ville de Montréal à améliorer tant le confort et la sécurité des usagers de la route, que l'efficacité des déplacements des personnes et des marchandises, contribuant ainsi à la qualité de vie des citoyens, au développement et à la croissance économique de Montréal. Ces investissements viennent donc atténuer la problématique de dégradation des infrastructures routières et permettent d'améliorer l'état global des chaussées.

La DRE et la DM ont mandaté la DI afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres et de réaliser les travaux mentionnés à l'objet du présent dossier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 1494 - 17 décembre 2018 - Accorder un contrat à Aquarehab (Canada) inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 6 057 226,22 \$ (contrat: 5 397 478,38 \$ + contingences: 539 747,84 \$ + incidences: 120 000,00 \$), taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 441211 - 2 soum. (1187231069)

CM18 0660 - 29 mai 2018 - Accorder un contrat à Demix Construction, une division de Groupe CRH Canada inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage sur diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 11 814 097,22 \$ (contrat: 11 569 097,22 \$ + incidences: 245 000,00 \$), taxes incluses. Appel d'offres public 417611 - 2 soum. (1187231020) ;

CM18 0503 - 23 avril 2018 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage sur diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 8 135 313,93 \$ (contrat: 7 965 313,93 \$ + incidences: 170 000,00\$), taxes incluses. Appel d'offres public 417615 - 2 soum. (1187231019) ;

CM18 0500 - 23 avril 2018 - Accorder un contrat à Demix Construction, une division de Groupe CRH Canada inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage sur diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 5 853 509,84 \$ (contrat: 5 738 509,84 \$ + incidences: 115 000,00 \$), taxes incluses. Appel d'offres public 417610 - 3 soum.(1187231011) ;

CM18 0366 - 26 mars 2018 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux

inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage sur diverses rues de la Ville de Montréal. Dépense totale de 7 100 312,86 \$ (contrat: 6 960 312,86 \$ + incidences: 140 000,00 \$), taxes incluses. Appel d'offres public 333711 - 2 soum.(1187231003) ;

CM18 0388 - 26 mars 2018 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage sur diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 5 860 455,97 \$ (contrat: 5 745 455,97 \$ + incidences: 115 000,00 \$), taxes incluses. Appel d'offres public 417612 - 2 soum. (1177231099) ;

CM18 0244 - 19 février 2018 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 11 571 288,64 \$ (contrat: 11 341 288,64 \$ + incidences: 230 000,00 \$), taxes incluses - Appel d'offres public 417613 - 2 soum. (1177231090).

DESCRIPTION

Le présent contrat prévoit réhabiliter une longueur de 3,3 kilomètres de conduites d'eau secondaires et ces travaux seront réalisés dans les arrondissements de L'Île-Bizard-Sainte-Geneviève et de Saint-Laurent.

De plus, le présent contrat prévoit des travaux de réhabilitation de la chaussée existante dans le chemin Saint-François, de la rue Halpern à la montée de Liesse, représentant au total 1,7 kilomètres.

La liste des rues où auront lieu les travaux de réhabilitation de conduites d'eau ainsi que les plans de surface des travaux de réhabilitation de chaussée sont joints au présent dossier.

Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises au requérant et aux arrondissements lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 677 617,00 \$, soit 10 % du coût du contrat.

Les dépenses incidentes comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de gestion des impacts, de marquage et signalisation ainsi que des frais de services professionnels pour le contrôle qualitatif des matériaux et de la surveillance environnementale. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document «Répartition des coûts du contrat, contingences et incidences» en pièce jointe.

Des pénalités peuvent être appliquées si l'entrepreneur ne respecte pas l'échéancier des travaux. En effet, l'article 31 des clauses administratives spéciales du cahier des charges prévoit une pénalité de 2 500,00\$ par jour pour le non-respect du délai maximal par rue. Aucun boni n'est prévu dans les documents d'appel d'offres.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats d'ouverture de soumission présenté dans le formulaire Annexe résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels et l'écart de prix entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse.

L'estimation de soumission est établie durant la période d'appel d'offres par l'équipe de

l'économie de la construction (ÉÉC) de la Division de la gestion de projets et de l'économie de la construction (DGPÉC). Cette estimation est basée sur les prix et taux (matériaux, vrac, main d'œuvre, équipements et sous-traitants) du marché actuel ainsi que tous les documents de l'appel d'offres.

L'ÉÉC a procédé à l'analyse des trois (3) soumissions conformes reçues pour l'appel d'offres. Un écart défavorable de 14,3 % a été constaté entre la plus basse soumission conforme et l'estimation de soumission.

La plus grande partie de l'écart, soit 10%, est au niveau du sous-projet de la réhabilitation de conduite d'eau environ et se situe plus spécifiquement dans les articles de gainage, dans le puits d'accès, dans le réseau d'alimentation temporaire en eau potable et dans les travaux pour l'exécution de la tranchée. La DGPÉC ne dispose cependant pas d'éléments pouvant justifier cet écart.

Considérant ces informations et vu que l'écart défavorable de 14,3 % se situe dans les limites acceptables, la DGPÉC appuie la recommandation d'octroyer le contrat.

La liste des preneurs du cahier des charges (SEAO) est en pièce jointe.

Une clause sur l'expérience du soumissionnaire est incluse dans les documents de l'appel d'offres #441214 (voir en pièce jointe).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale maximale relative à ce contrat est de 7 633 786,99 \$, taxes incluses, comprenant le montant du contrat de 6 776 169,99 \$, des contingences de 677 617,00 \$ et des incidences de 180 000,00 \$. Cette dépense est répartie entre les différents PTI des unités d'affaires de la façon suivante :

- 84,07 % au PTI de la Direction des réseaux d'eau du Service de l'eau pour un total de 6 417 487,83 \$ taxes incluses;
- 15,93 % au PTI de la Direction de la mobilité du SUM pour un montant de 1 216 299,16 \$, taxes incluses.

Cette dépense, entièrement assumée par la ville centrale, représente un coût net de 6 970 665,01 \$ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale, lequel est financé par les règlements d'emprunt suivants :

- #17-083 « Programme de renouvellement du réseau secondaire d'aqueduc et d'égout » pour un montant de 5 860 021,77 \$,
- #17-017 « Programme de réhabilitation de chaussées par planage-revêtement - Artériel » pour un montant de 1 110 643,24 \$.

La répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences est présentée en pièce jointe.

Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Action 7 du plan d'action Montréal durable 2016-2020 : « Optimiser la gestion de l'eau ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est refusé, le fait de ne pas procéder aux travaux dans un délai relativement rapproché pourrait engendrer ce qui suit:

- un risque d'augmenter le nombre de bris d'aqueduc;
- un risque de provoquer une augmentation des coûts pour l'entretien du réseau.

Également, advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 17 avril 2019, soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les coûts afférents.

L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document « Principes de gestion de la circulation ».

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication sera déployée pour informer les riverains de la nature et des impacts des travaux. Cette stratégie s'appuiera sur les outils de communication suivants dont la distribution d'avis aux riverains, l'envoi de courriels d'information destinés aux partenaires et aux chroniqueurs à la circulation, l'affichage de panneaux de chantier lorsque requis, la diffusion d'information sur le site Web et la carte Info-travaux ainsi que sur les médias sociaux (Twitter: MTL_Circulation et Waze).

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES :

Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées

Début des travaux : mai 2019

Fin des travaux : novembre 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :

Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François BALLARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Dang NGUYEN, Saint-Laurent
Normand MARINACCI, L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève
Hermine Nicole NGO TCHA, Service de l'eau
Lahcen ZAGHLOUL, Service de l'eau
Jean CARRIER, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Isabelle BESSETTE, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Karine CÔTÉ, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

Dang NGUYEN, 28 janvier 2019
Jean CARRIER, 28 janvier 2019
Isabelle BESSETTE, 25 janvier 2019
Lahcen ZAGHLOUL, 25 janvier 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Wilson WONG
Ingénieur

Tél : 514 872-5929
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-25

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE
DIRECTION**

Chantal AYLWIN
Directrice des infrastructures
Tél : 514 872-4101
Approuvé le : 2019-02-01

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE
SERVICE**

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2019-02-01

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION VERSION PRELIMINAIRE
INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification	No de l'appel d'offres : <input type="text" value="441214"/>	No du GDD : <input type="text" value="1187231083"/>
	Titre de l'appel d'offres : <input type="text" value="Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal et travaux de voirie dans le chemin Saint-François, de la rue Halpern à la montée de Liesse."/>	
	Type d'adjudication : <input type="text" value="Au plus bas soumissionnaire conforme"/>	

Déroulement de l'appel d'offres	Lancement effectué le : <input type="text" value="19"/> - <input type="text" value="11"/> - <input type="text" value="2018"/>	Ouverture originalement prévue le : <input type="text" value="18"/> - <input type="text" value="12"/> - <input type="text" value="2018"/>
	Ouverture faite le : <input type="text" value="18"/> - <input type="text" value="12"/> - <input type="text" value="2018"/>	Délai total accordé aux soumissionnaires : <input type="text" value="28"/> jrs

Addenda émis	Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : <input type="text" value="1"/>	<i>Si addenda, détailler ci-après</i>	Impact sur le coût estimé du contrat (\$)
<input type="text" value="Date de l'addenda"/>	<input type="text" value="Description sommaire de l'addenda"/>		
<input type="text" value="7"/> - <input type="text" value="12"/> - <input type="text" value="2018"/>	<input type="text" value="Correction d'erreur de quantité à un items du bordereau"/>		<input type="text" value="20 153,63 \$"/>

Analyse des soumissions	Nbre de preneurs <input type="text" value="7"/>	Nbre de soumissions reçues <input type="text" value="3"/>	% de réponses <input type="text" value="43"/>
		Nbre de soumissions rejetées <input type="text" value=""/>	% de rejets <input type="text" value="0,0"/>
Soumissions rejetées (nom)		Motif(s) de rejet: <input type="text" value="administratif et / ou technique"/>	
<input type="text"/>		<input type="text"/>	
Durée de la validité initiale de la soumission : <input type="text" value="120"/> jrs		Date d'échéance initiale : <input type="text" value="17"/> - <input type="text" value="4"/> - <input type="text" value="2019"/>	
Prolongation de la validité de la soumission de : <input type="text" value=""/>		Date d'échéance révisée : <input type="text" value="JJ"/> - <input type="text" value="MM"/> - <input type="text" value="AAAA"/>	

Résultats de l'appel d'offres		Soumissions conformes		Prix soumis incluant taxes et corrections du prix	
<small>(Les prix de soumission et l'AMF ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions. Cependant, seuls les autres documents fournis avec les 2 plus basses soumissions ont été vérifiés)</small>				Total	
Aquarehab (Canada) inc.				6 776 169,99	
Sanexen Services Environnementaux inc.				7 969 857,64	
Foraction inc.				9 333 000,00	
<input type="text" value="Estimation"/>		<input type="text" value="interne"/>		<input type="text" value="5 930 716,89"/>	
Écart entre la plus basse soumission et l'estimation				<input type="text" value="14,3%"/>	
Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse				<input type="text" value="17,6%"/>	
Dossier à être étudié par la CEC :		<input type="text" value="Oui"/>		<input type="text" value="NON"/> <input type="text" value="X"/>	

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)					
	N.A.	OK	N.A.	OK	
RBQ	<input type="text" value=""/>	<input checked="" type="text" value="x"/>	AMF	<input type="text" value=""/>	<input checked="" type="text" value="x"/>
RENA	<input type="text" value=""/>	<input checked="" type="text" value="x"/>	Revenu Qc	<input type="text" value=""/>	<input checked="" type="text" value="x"/>
<i>Joindre l'attestation de l'AMF, le cas échéant</i>					

Recommandation	Nom du soumissionnaire : <input type="text" value="Aquarehab (Canada) inc."/>
	Montant du contrat (incluant les taxes) (\$) : <input type="text" value="6 776 169,99"/>
	Montant des contingences (\$) : <input type="text" value="677 617,00"/>
	Montant des incidences (\$) : <input type="text" value="180 000,00"/>
	Date prévue de début des travaux : <input type="text" value="15"/> - <input type="text" value="5"/> - <input type="text" value="2019"/>
	Date prévue de fin des travaux : <input type="text" value="15"/> - <input type="text" value="11"/> - <input type="text" value="2019"/>

Contrats de réhabilitation des conduites secondaires d'eau potable par chemisage

No GDD	Année d'octroi	No. Soumission	Entrepreneur	Longueur (m)	Montant octroyé (\$) (incluant contingences et exluant incidences)	Coût moyen au mètre (\$)	Nb d'entrée de service à remplacer	Remarques
1084408001	2008	9841	Aquaréhab	9 140,00	6 195 370,13 \$	677,83 \$		
1094134001	2009	9887	Sanexen	6 450,00	8 996 668,01 \$	1 394,83 \$		
1094134002	2009	9888	Sanexen	8 420,00	8 110 960,46 \$	963,30 \$		
1103802001	2010	9955	Sanexen	10 520,00	9 576 162,62 \$	910,28 \$		
1100112006	2010	9970	Sanexen	2 350,00	2 251 969,13 \$	958,28 \$		
1110112004	2011	9992	Aquaréhab	690,00	666 859,99 \$	966,46 \$		
1110112002	2011	9991	Sanexen	9 670,00	11 865 721,68 \$	1 227,07 \$		
1110112008	2011	10015	Aquaréhab	3 080,00	1 963 777,06 \$	637,59 \$		
1120112002	2012	10033	Sanexen	9 870,00	12 932 136,26 \$	1 310,25 \$		
1120112002	2012	10033	Sanexen	8 380,00	11 698 423,99 \$	1 395,99 \$		
1134551002	2013	10072	Sanexen	13 175,00	17 861 853,31 \$	1 355,74 \$		Contrat réalisé sur 2 ans (2013-2014)
1134551002	2013	10072	Aquaréhab	23 000,00	33 018 872,90 \$	1 435,60 \$		Contrat réalisé sur 2 ans (2013-2014)
1144551002	2014	10136	Sanexen	6 300,00	8 851 619,88 \$	1 405,02 \$		
1154822003	2015	322201	Sanexen	14 000,00	20 289 464,65 \$	1 449,25 \$		
1154822003	2015	322202	Sanexen	14 100,00	20 218 027,97 \$	1 433,90 \$		
1154102006	2016	329401	Aquaréhab	3 628,00	3 769 118,27 \$	1 038,90 \$	3	
1154102007	2016	329402	Aquaréhab	7 563,00	11 562 395,46 \$	1 528,81 \$	189	
1167231003	2016	329403	Sanexen	4 933,00	5 730 704,21 \$	1 161,71 \$	97	
1167231004	2016	329404	Sanexen	4 496,00	7 172 332,62 \$	1 595,27 \$	147	
1167231067	2017	333701	Sanexen	2 084,00	4 574 987,13 \$	2 195,29 \$	117	
1167231068	2017	333702	Sanexen	4 139,00	5 993 626,63 \$	1 448,09 \$	154	
11772310003	2017	333703	Sanexen	8 242,00	10 955 281,92 \$	1 329,20 \$	222	
1177231018	2017	333704	Sanexen	5 994,00	9 938 411,41 \$	1 658,06 \$	288	
1177231021	2017	333705	Aquaréhab	3 349,00	7 355 956,78 \$	2 196,46 \$	279	
1177231067	2017	333713	Sanexen	5 813,00	10 291 257,03 \$	1 770,39 \$	251	Contrat à réaliser sur 2 ans (2017-2018)
1177231090	2018	417613	Sanexen	5 287,00	11 341 288,64 \$	2 145,13 \$	379	
1177231099	2018	417612	Sanexen	3 460,00	5 745 455,97 \$	1 660,54 \$	31	
1187231003	2018	333711	Sanexen	4 220,00	6 960 312,86 \$	1 649,36 \$	63	
1187231011	2018	417610	Demix	2 810,00	5 738 509,84 \$	2 042,17 \$	126	
1187231019	2018	417615	Sanexen	3 830,00	7 965 313,93 \$	2 079,72 \$	194	
1187231020	2018	417611	Demix	5 005,00	11 569 097,22 \$	2 311,51 \$	301	
1187231069	2019	441211	Aquaréhab	3 205,00	5 937 226,22 \$	1 852,49 \$	124	
1187231083	2019	441214	Aquaréhab	3 305,00	7 453 786,99 \$	2 255,31 \$	47	Ce projet inclut les travaux de PCPR sur une des rues. Octroi en cours.
TOTAL				220 508,00	314 552 951,17 \$			

Service des infrastructures, de la voirie et des transports

Direction des infrastructures

Division de la conception des travaux

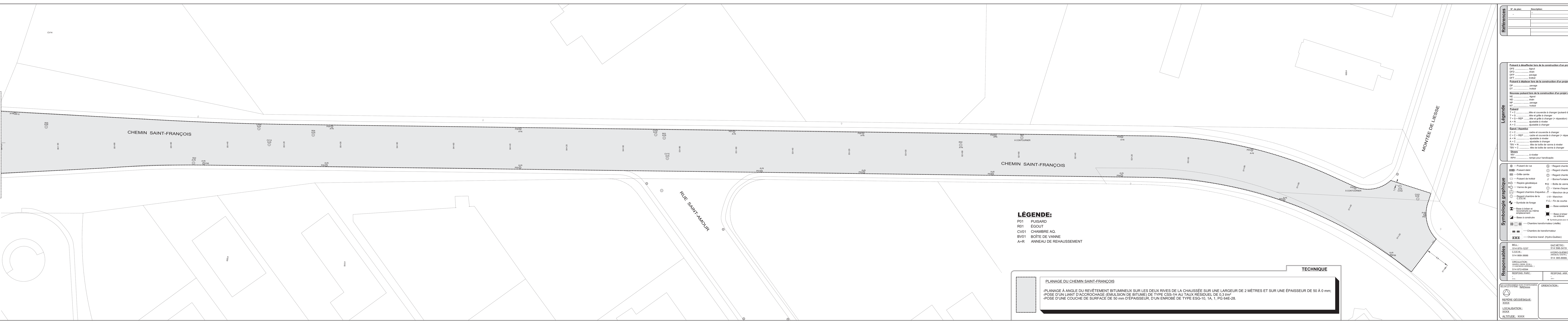
LISTE DES RUES

Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal et travaux de voirie dans le chemin Saint-François, de la rue Halpern à la montée de Liesse

Soumission : 441214

# Plan	Révision	Arrondissement	Rue	De	À	Type de chaussée	Diamètre (mm)	Longueur (m)	Durée de réalisation
IBG-AQ-2019-02		L'Île-Bizard-Sainte-Geneviève	Pierre-Boileau, rue	Cherrier, rue	Closse, rue	Souple	150	315	8 semaines
SLA-AQ-2019-01		Saint-Laurent	Gince, rue	Lebeau, rue	Lebeau, boulevard	Souple	200	125	8 semaines
SLA-AQ-2019-05		Saint-Laurent	Saint-Charles, rue	Werbrouck, rue	Limite est	Souple	200 300	215 70	10 semaines
SLA-AQ-2019-06		Saint-Laurent	Pitfield, boulevard	Valiquette, rue	Limite nord arrondissement	Souple	300	300	8 semaines
SLA-AQ-2019-07AB		Saint-Laurent	Saint-François, chemin	Vanden-Abeelee, rue	Autoroute 13	Souple	200	540	10 semaines incluant le PCPR
SLA-AQ-2019-08ABC		Saint-Laurent	Côte-de-Liesse, chemin de la	Barr, rue	Cavendish, boulevard	Rigide	200	580	8 semaines
SLA-AQ-2019-09AB		Saint-Laurent	Côte-de-Liesse, chemin de la	Authier, rue	Marcel-Laurin, boulevard	Souple	200	370	8 semaines
SLA-AQ-2019-10		Saint-Laurent	Transcanadienne, route	McArthur, rue	Cavendish, boulevard	Souple	300	190	6 semaines
SLA-AQ-2019-11		Saint-Laurent	Dutrisac, rue	Deguire, rue	Kennedy, rue	Souple	200 150	75 75	8 semaines
SLA-AQ-2019-12		Saint-Laurent	Hors-rue	Thimens, boulevard	Limite nord	Souple	150	300	8 semaines
SLA-AQ-2019-13		Saint-Laurent	O'Brien, avenue	Poirier, rue	Ryan, rue	Souple	150	150	8 semaines
							Total	3305	

POUR CONTINUITÉ
VOIR PLAN C-7500 (2 de 3)



- LÉGENDE:**
- P01 PUISARD
 - R01 ÉGOUT
 - CV01 CHAMBRE AQ.
 - BV01 BOÎTE DE VANNE
 - A+R ANNEAU DE REHAUSSEMENT

TECHNIQUE

PLANAGE DU CHEMIN SAINT-FRANÇOIS

- PLANAGE À ANGLE DU REVÊTEMENT BITUMINEUX SUR LES DEUX RIVES DE LA CHAUSSEE SUR UNE LARGEUR DE 2 MÈTRES ET SUR UNE ÉPAISSEUR DE 50 À 0 mm;
 - POSE D'UN LIANT D'ACCROCHAGE (ÉMULSION DE BITUME) DE TYPE CSS-1H AU TAUX RÉSIDUEL DE 0.3 l/m²
 - POSE D'UNE COUCHE DE SURFACE DE 50 mm D'ÉPAISSEUR, D'UN ENROBÉ DE TYPE ESG-10, 1A, 1, PG 64E-28.

Références

N° de plan	Description

- Légende**
- Puisard à désaffecter lors de la construction d'un projet de**
- DFE égout
 - DFD drain
 - DFF pavage
 - DFP trottoir
- Puisard à déplacer lors de la construction d'un projet de**
- DP pavage
 - DT trottoir
- Nouveaux puisard lors de la construction d'un projet de**
- NE égout
 - ND drain
 - NP pavage
 - NT trottoir
- Puisard**
- T + C Mite et couvercle à changer (puisard de trottoir)
 - T + G Mite et grille à changer
 - T + G + REP Mite et grille à changer (+ réparation)
 - A + N ajustable à réviser
 - A + C ajustable à changer
- Égout / Aqueduc**
- C + C cadre et couvercle à changer
 - C + C + REP cadre et couvercle à changer (+ réparation)
 - A + N ajustable à réviser
 - A + C ajustable à changer
 - TBV + N Mite de boîte de vanne à réviser
 - TBV + C Mite de boîte de vanne à changer
- Divers**
- NIV à réviser
 - RPH rampe pour handicapés

- Symbologie graphique**
- - Puisard de rue
 - - Puisard de trottoir
 - ⊙ - Repère géodésique
 - ⊕ - Vanne de gaz
 - ⊗ - Repère chambre d'égout
 - ⊘ - Repère chambre de la C.S.E.M.
 - ⊙ - Symbole de forage
 - ⊗ - Base à briser et reconstruire au même emplacement
 - ⊘ - Base à construire
 - ⊙ - Chambre transformateur (vieux)
 - ⊘ - Chambre de transformateur
 - ⊙ - Chambre transform. (Hydro-Québec)
 - ⊗ - Regard chambre H.Q.
 - ⊘ - Regard chambre d'égout
 - ⊙ - Regard chambre de B&T
 - ⊘ - Bonne-Fontaine
 - ⊗ - Vanne d'aqueduc
 - ⊘ - Manchon
 - ⊙ - Fin de courbe
 - ⊗ - Base existante
 - ⊘ - Base à briser ou réviser
 - ⊙ - Symbole pour dalle

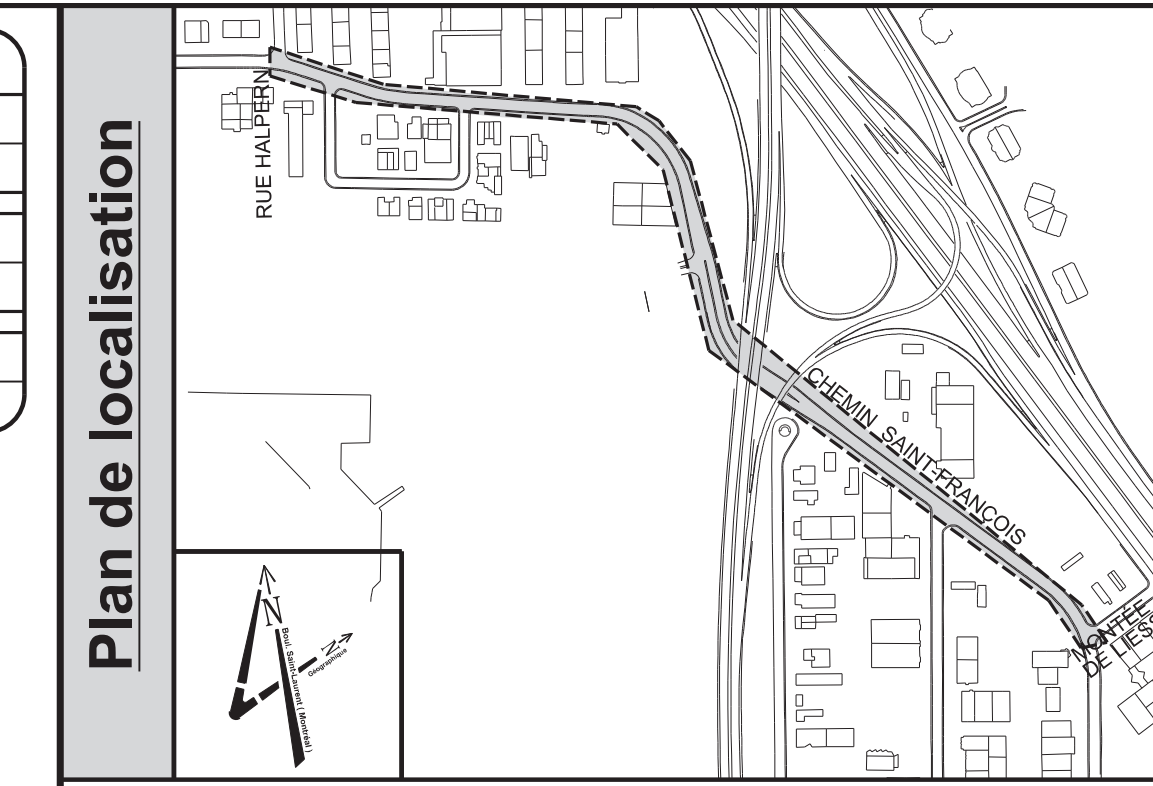
Responsables

BELL: 514 870-1237	GAZ METRO: 514 598-3419
C.S.E.M.: 514 468-3686	HYDRO-QUÉBEC: 514 385-8888, # 5118
CIRCULATION: (FRANCIS CHÉRI, ÉCRIVAIN) 514 872-6594	
RESPONS. PARC: ...	RESPONS. ARR.: ...

REPERE GEODESIQUE:
XXXX

LOCALISATION:
XXXX

ALTITUDE: XXXX



Émission

N°	Date	Description	R.C.	M.A.
000	2018 / 10 / 06	Émis pour soumission		

Montréal

Service des infrastructures,
de la voirie et des transports
Direction des infrastructures

Division de la conception des travaux
305, rue Bélair, 3e étage, Montréal (Québec) H3C 5S4

Sélecteur au format: Richard Côté, ag. tech. 2018 / 10

Dessiné par: Alejandro Mejia, Dess. 2018 / 11 / 06

Préparé par: XXXX / XX / XX

Intervenants: Mourad Achab, Ing.

Chemin Saint-François
De la montée de Liesse
à la rue Halpern
Saint-Laurent

Nature des travaux: Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemage dans diverses rues de la ville de Montréal et travaux de voirie dans le chemin Saint-François, de la montée de Liesse à la rue Halpern.

Titre du plan: Planage et revêtement de la chaussée

Échelle: 1 : 200

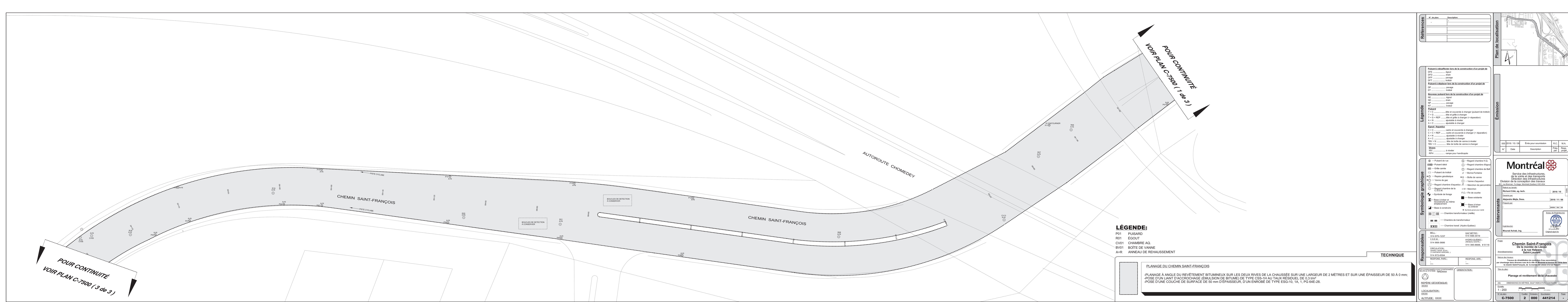
N° de plan: C-7500

États: 1

Émission: 000

Soumission: 441214

Page: -



- LÉGENDE:**
- P01 PUISARD
 - R01 ÉGOUT
 - CV01 CHAMBRE AQ.
 - BV01 BOÎTE DE VANNE
 - A+R ANNEAU DE REHAUSSEMENT

TECHNIQUE

PLANAGE DU CHEMIN SAINT-FRANÇOIS

-PLANAGE À ANGLE DU REVÊTEMENT BITUMINEUX SUR LES DEUX RIVES DE LA CHAUSSEE SUR UNE LARGEUR DE 2 MÈTRES ET SUR UNE ÉPAISSEUR DE 50 À 0 mm;
 -POSE D'UN LIANT D'ACCROCHAGE (ÉMULSION DE BITUME) DE TYPE CSS-1H AU TAUX RÉSIDUEL DE 0.3 l/m²
 -POSE D'UNE COUCHE DE SURFACE DE 50 mm D'ÉPAISSEUR, D'UN ENROBÉ DE TYPE ESG-10, 1A, 1, PG 64E-28.

Références

N° de plan	Description
-	-
-	-
-	-
-	-

Légende

Puisard à désaffecter lors de la construction d'un projet de

- DFE égout
- DFD drain
- DFP pavage
- DFT trottoir

Puisard à déplacer lors de la construction d'un projet de

- DP pavage
- DT trottoir

Nouveaux puisard lors de la construction d'un projet de

- NE égout
- ND drain
- NP pavage
- NT trottoir

Puisard

- T + C Mte et couvercle à changer (puisard de trottoir)
- T + G Mte et grille à changer
- T + G + REP Mte et grille à changer (+ réparation)
- A + N ajustable à réviser
- A + C ajustable à changer

Égout / Aqueduc

- C + C cadre et couvercle à changer
- C + C + REP cadre et couvercle à changer (+ réparation)
- A + N ajustable à réviser
- A + C ajustable à changer
- TBV + N Mte de boîte de vanne à réviser
- TBV + C Mte de boîte de vanne à changer

Divers

- NIV à réviser
- RPH rampe pour handicapés

Symbologie graphique

⊗ - Puisard de rue	⊗ - Regard chambre H.Q.
⊗ - Puisard dalot	⊗ - Regard chambre d'égout
⊗ - Grille camée	⊗ - Regard chambre de Bst
⊗ - Puisard de trottoir	⊗ - Bonne-Fontaine
⊗ - Repère géodésique	⊗ - Vanne de gaz
⊗ - Vanne de gaz	⊗ - Vanne d'aqueduc
⊗ - Regard chambre d'égout	⊗ - Regard chambre de p.c.
⊗ - Regard chambre de la C.S.E.M.	⊗ - Manchon
⊗ - Symbole de forage	⊗ - F.C. - Fin de courbe
⊗ - Base à briser et reconstruire au même emplacement	⊗ - Base existante
⊗ - Base à construire	⊗ - Base à briser ou enlever
⊗ - Chambre transformateur (vieux)	⊗ - Symbole gros pour date
⊗ - Chambre de transformateur	
⊗ - Chambre transf. (Hydro-Québec)	

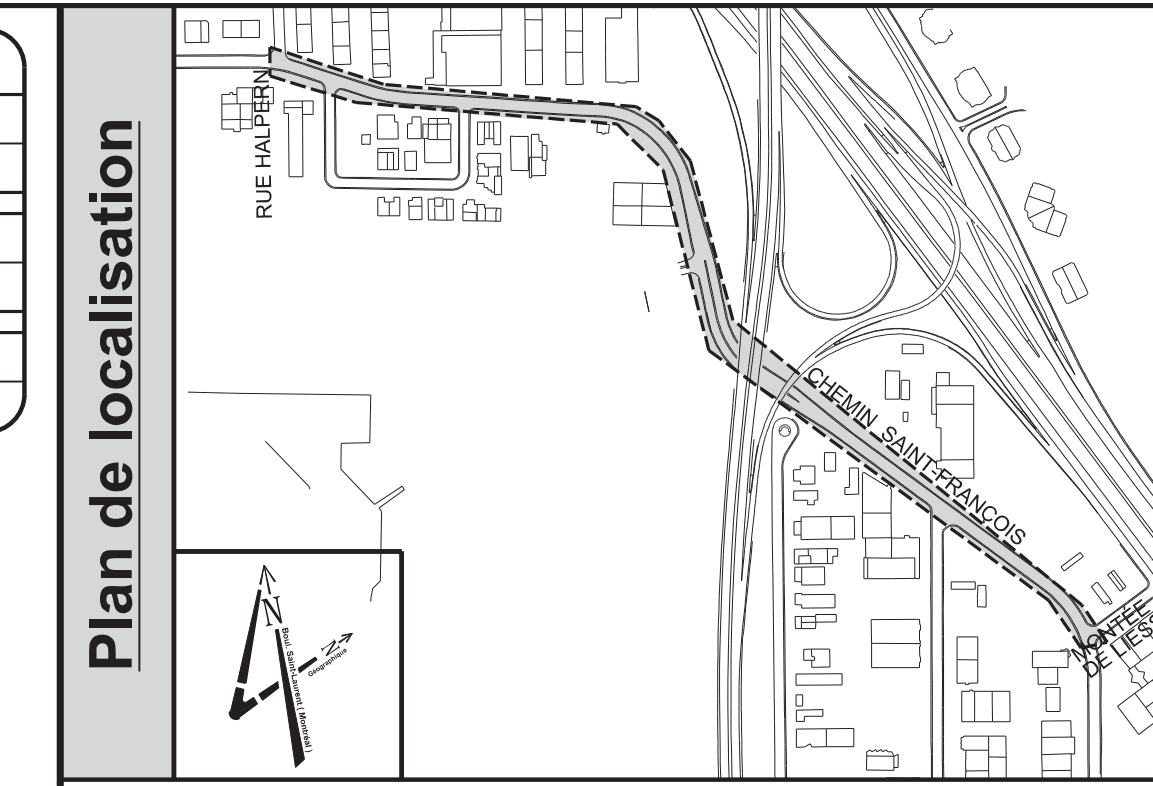
Responsables

BELL: 514 870-1237	GAZ METRO: 514 598-3419
C.S.E.M.: 514 468-3686	HYDRO-QUÉBEC: 514 385-8888, # 5118
CIRCULATION: (514) 385-8888, # 5118	
RESPONS. PARC: ...	RESPONS. ARR.: ...

REPERE GÉODÉSIQUE: XXXX

LOCALISATION: XXXX

ALTITUDE: XXXX



Émission

N°	Date	Description	Préparé par	Resp. projet
000	2018 / 10 / 06	Émis pour soumission	R.C.	M.A.

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports
 Direction des infrastructures

Division de la conception des travaux
 805, rue Beaudry, 3e étage, Montréal (Québec) H3C 5S4

Intervenants

Richard Côté, ag. tech. 2018 / 10

Aljandiro Mejia, Dess. 2018 / 11 / 06

Mourad Achab, Ing.

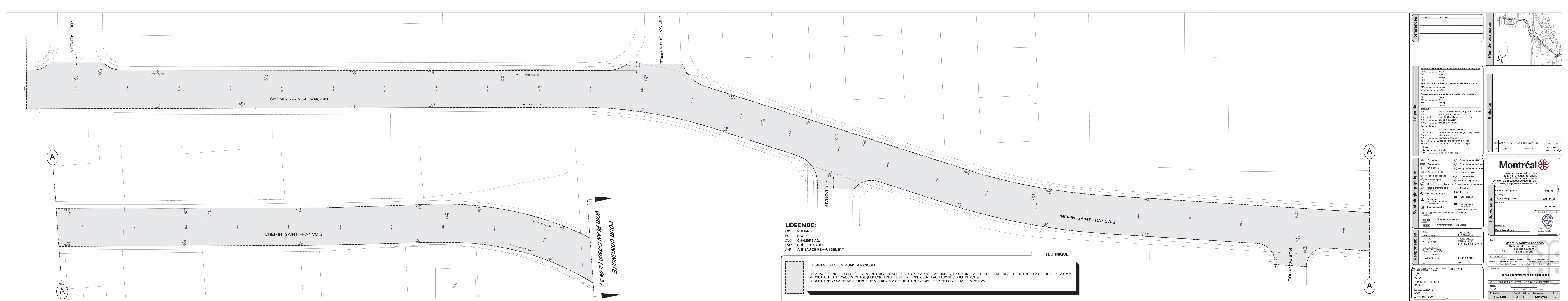
Chemin Saint-François
 De la montée de Lassalle à la rue Halpern Saint-Laurent

Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal et travaux de voirie dans le chemin Saint-François, de la montée de Lassalle à la rue Halpern

Planage et revêtement de la chaussée

Échelle: 1 : 200

N° de plan: C-7500 2 000 441214



POUR CONTINUITE
VOIR PLAN C-7500 (2 de 3)

- LÉGENDE:**
- P01 PUISARD
 - R01 ÉGOUT
 - CV01 CHAMBRE AQ.
 - BV01 BOÎTE DE VANNE
 - A+R ANNEAU DE REHAUSSEMENT

TECHNIQUE

PLANAGE DU CHEMIN SAINT-FRANÇOIS

- PLANAGE À ANGLE DU REVÊTEMENT BITUMINEUX SUR LES DEUX RIVES DE LA CHAUSSÉE SUR UNE LARGEUR DE 2 MÈTRES ET SUR UNE ÉPAISSEUR DE 50 À 0 mm;
- POSE D'UN LIANT D'ACCROCHAGE (EMULSION DE BITUME) DE TYPE CSS-1H AU TAUX RÉSIDUEL DE 0,3 l/m²;
- POSE D'UNE COUCHE DE SURFACE DE 50 mm D'ÉPAISSEUR, D'UN ENROBÉ DE TYPE ESG-10, 1A, 1, PG 64E-28.

Références

N° de plan	Description
-	-
-	-
-	-
-	-

Légende

Puisard à désaffecter lors de la construction d'un projet de

- DFE égout
- DFD drain
- DFP pavage
- DFI trottoir

Puisard à déplacer lors de la construction d'un projet de

- DP pavage
- DT trottoir

Nouveaux puisard lors de la construction d'un projet de

- NE égout
- ND drain
- NP pavage
- NT trottoir

Puisard

- T + C Mite et couvercle à changer (puisard de trottoir)
- T + G Mite et grille à changer
- T + G + REP Mite et grille à changer (+ réparation)
- A + N ajustable à réviser
- A + C ajustable à changer

Égout / Aqueduc

- C + C cadre et couvercle à changer
- C + C + REP cadre et couvercle à changer (+ réparation)
- A + N ajustable à réviser
- A + C ajustable à changer
- TBV + N Mite de boîte de vanne à réviser
- TBV + C Mite de boîte de vanne à changer

Divers

- NIV à réviser
- RPH rampe pour handicapés

Symbologie graphique

- - Puisard de rue
- - Puisard dalot
- ▨ - Grille camée
- - Puisard de trottoir
- ⊕ - Repère géodésique
- ⊕ - Vanne de gaz
- ⊕ - Regard chambre de la C.S.E.M.
- ⊕ - Symbole de forage
- ⊕ - Base à briser et repositionner au même emplacement
- ⊕ - Base à construire
- ⊕ - Chambre de transformateur
- ⊕ - Chambre trans. (Hydro-Québec)
- ⊕ - Regard chambre H.Q.
- ⊕ - Regard chambre d'égout
- ⊕ - Regard chambre de Bell
- ⊕ - Bonne-Fontaine
- ⊕ - Boîte de vanne
- ⊕ - Vanne d'aqueduc
- ⊕ - Regard chambre d'aqueduc
- ⊕ - Manchon C.S.E.M.
- ⊕ - Fin de courbe
- ⊕ - Base existante
- ⊕ - Base à briser ou enlever
- ⊕ - Symbole gross pour dalle
- ⊕ - Chambre de transformateur (vieux)

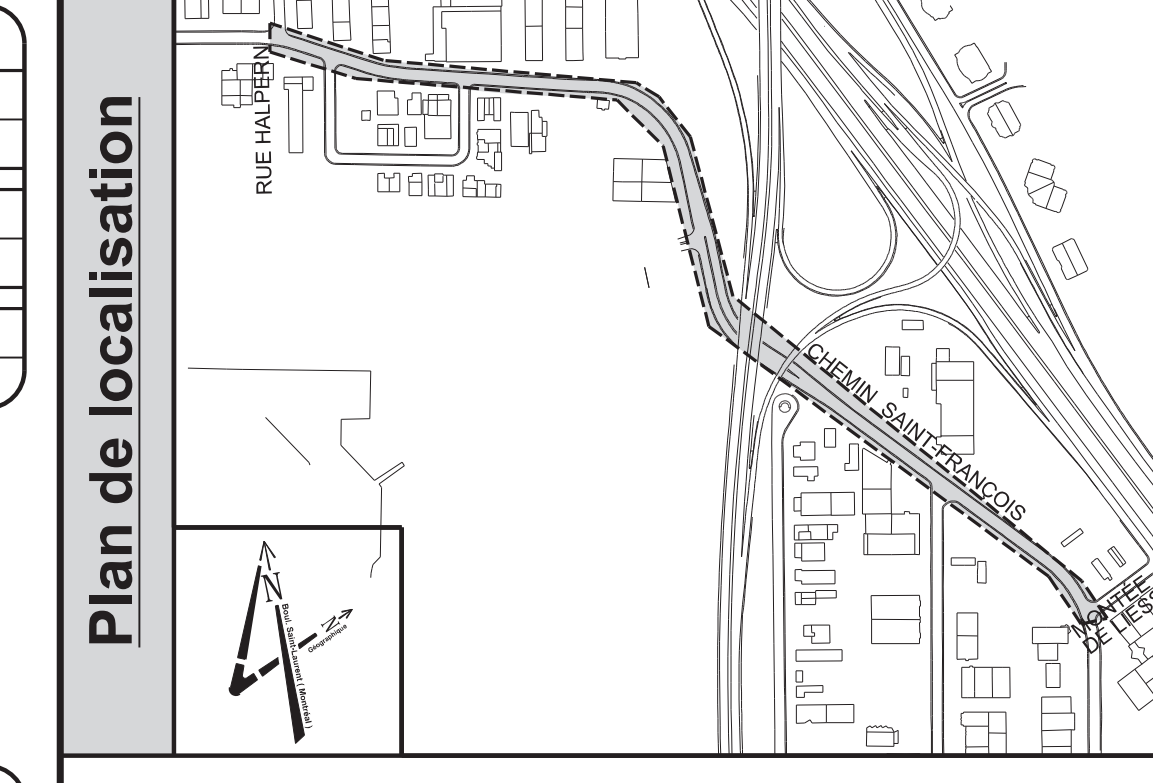
Responsables

BELL: 514 870-1237	GAZ METRO: 514 598-3419
C.S.E.M.: 514 468-3686	HYDRO-QUÉBEC: 514 385-8888, # 5118
CIRCULATION: (15 ANS/15000 KM/AN) 514 872-6594	
RESPONS. PARC: ...	RESPONS. ARR.: ...

REPERE GÉODÉSIQUE:
XXXX

LOCALISATION:
XXXX

ALTITUDE: XXXX



Émission

N°	Date	Description	Émis par	R.C.	M.A.
000	2018 / 10 / 06	Émis pour soumission	R.C.	M.A.	

Montréal

Service des infrastructures,
de la voirie et des transports
Direction des infrastructures

Division de la conception des travaux
805, rue Beaudry, 3e étage, Montréal (Québec) H3C 5S4

Sélectionné au contrat:
Richard Côté, ag. tech. 2018 / 10

Élaboré par:
Aljandro Mejia, Dess. 2018 / 11 / 06

Préparé par:
XXXX / XX / XX

Intervenants:
Mourad Achab, Ing.

Chemin Saint-François
De la montée de Lassalle
à la rue Halpern
Saint-Laurent

Nature des travaux:
Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemage dans diverses rues de la ville de Montréal et travaux de voirie dans le chemin Saint-François, de la montée de Lassalle à la rue Halpern.

Titre du plan:
Planage et revêtement de la chaussée

Échelle:
1 : 200

Dimensions en mètres, sauf indication contraire

N° de plan: **C-7500** | Feuilles: **3** | Émission: **000** | Soumission: **441214** | Page: **-**

2.2 Expérience du Soumissionnaire ou du Sous-traitant

L'Entrepreneur doit rencontrer les exigences suivantes :

- Détenir la certification d'innocuité eau potable selon les normes BNQ 3660-950 et NSF 61/ANSI 61;
- Avoir exécuté, auprès des municipalités, un minimum cumulatif de deux (2) km de travaux de chemisage de conduites d'aqueduc dans les cinq (5) dernières années.

Le Soumissionnaire doit joindre à sa Soumission une liste de projets réalisés semblables aux visés par le présent Appel d'offres, qu'il a exécutés à titre d'adjudicataire du Contrat ou à titre de Sous-traitant au cours des cinq (5) dernières années ou qui sont en cours d'exécution, et comportant une longueur minimale cumulative de deux (2) km, en longueur de travaux de chemisage de conduites d'aqueduc réalisés à la date d'ouverture des Soumissions.

Un Contrat dont la nature est semblable aux travaux visés par le présent Appel d'offres se définit comme étant un projet de réhabilitation de conduite d'aqueduc, incluant les interventions sur les branchements d'eau, dont le Soumissionnaire aurait géré toutes les disciplines des travaux ainsi que le maintien de la circulation, les entraves et les chemins de détour.

Pour chaque Contrat, le Soumissionnaire doit **IMPÉRATIVEMENT** indiquer, sous forme d'une liste, les informations suivantes :

- 1- L'année de réalisation;
- 2- La description du projet et la nature des travaux;
- 3- Le nom de l'artère et de la municipalité ou de l'arrondissement;
- 4- La valeur du contrat et la valeur des travaux réalisés à la date d'ouverture des Soumissions;
- 5- Les diamètres et les longueurs des conduites réhabilitées;
- 6- Le nom du chargé(e) de projet responsable de la surveillance des travaux et ses coordonnées;
- 7- Le nom du donneur d'ouvrage.

ATTENTION – REJET AUTOMATIQUE DE LA SOUMISSION

Le défaut de fournir avec la Soumission la liste des projets ENTRAÎNERA LE REJET AUTOMATIQUE DE LA SOUMISSION.

Le Soumissionnaire doit donc s'assurer de joindre la liste puisqu'en aucun cas la Ville ne permettra au Soumissionnaire de corriger un tel défaut ou vice qui s'y rattache, et ce, nonobstant l'article 3.4.1 des Instructions aux Soumissionnaires.

SOUSSION 441214- PRINCIPES DE GESTION DE LA MOBILITÉ

Secteur	Travaux de réhabilitation des conduites d'eau secondaires par chemisage sur diverses rues de la Ville de Montréal						
<p>Applicable aux rues suivantes :</p> <table border="1" data-bbox="123 499 670 779"> <thead> <tr> <th>Arrondissements</th> <th>Rues</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>L'Île-Bizard-Sainte-Geneviève</td> <td>Pierre-Boileau</td> </tr> <tr> <td>Saint-Laurent</td> <td>Gince, Saint-Charles, Pitfield, Saint-François, Côte-de-Liesse, Route Transcanadienne, Dutrisac, Thimens, O'Brien,</td> </tr> </tbody> </table>	Arrondissements	Rues	L'Île-Bizard-Sainte-Geneviève	Pierre-Boileau	Saint-Laurent	Gince, Saint-Charles, Pitfield, Saint-François, Côte-de-Liesse, Route Transcanadienne, Dutrisac, Thimens, O'Brien,	<p>Les travaux sont répartis sur diverses rues pour lesquelles les exigences spécifiques et particulières du maintien de la mobilité ont été identifiées à l'Annexe M1 du cahier M.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Respecter les exigences générales et obligation du DIN-8A (Planche de signalisation, permis, signalisation existante et temporaire, inspection et entretien, gestion des piétons, etc.) à moins d'indications contraires au cahier M; - Protéger les aires de travail et les excavations à l'aide de dispositifs de retenue pour chantiers appropriés (T-RV-7, barricades, clôture autoportante ou glissière de sécurité en béton pour chantier) afin d'assurer le niveau de sécurité des travailleurs et des usagers. - Maintenir en tout temps les mouvements permis aux intersections à moins d'indications contraires tels que décrits à l'Annexe M1.
Arrondissements	Rues						
L'Île-Bizard-Sainte-Geneviève	Pierre-Boileau						
Saint-Laurent	Gince, Saint-Charles, Pitfield, Saint-François, Côte-de-Liesse, Route Transcanadienne, Dutrisac, Thimens, O'Brien,						
<p>Mesures de gestion des impacts applicables à tous les projets</p>	<ul style="list-style-type: none"> - En fonction de la localisation du chantier et des établissements situés à proximité, certains travaux doivent être réalisés à une période spécifique de la semaine et/ou de l'année conformément à l'Annexe M1; - Présence de signaleur(s) pour assurer une saine gestion des mouvements sur le réseau routier au niveau des travaux incluant les piétons, cyclistes, les accès chantier, lors des manœuvres de machinerie et au niveau des écoles et hôpitaux; - Dans les secteurs commerciaux et industriels, mise en place de mesures particulières de gestion des impacts (maintien des accès, maintien des services de collecte et contrainte d'entreposage des matériaux); - Maintenir les accès aux services d'urgences lors de travaux à proximité d'établissement de santé ou de caserne d'incendie; - Relocaliser les zones de livraison, les zones pour handicapés, les SRRR et les zones des taxis affectées par les travaux sur les rues avoisinantes; - L'entrepreneur doit implanter un chemin de détour et/ou un itinéraire facultatif lors d'une fermeture complète de rue ou d'une direction selon les exigences à l'Annexe M1; - Maintenir la piste cyclable en tout temps via un détour ou permettre l'interruption sur une courte distance avec la présence d'un signaleur selon les exigences de l'Annexe M1; - Maintenir les voies réservées aux autobus en tout temps ou prévoir un relâchement sur un maximum d'un tronçon selon les exigences à l'Annexe M1. L'entrepreneur doit coordonner ces travaux avec la STM et obtenir leur approbation préalablement. Aviser de la date et de la nature des entraves ayant un impact sur le réseau de la STM au moins 20 jours à l'avance via l'adresse courriel : gestiondesreseaux@stm.info ; - Des plaques d'acier pour circulation sont prévues pour redonner les voies de circulation en dehors des heures de travail, si spécifié à l'Annexe M1; 						

Secteur	Travaux de réhabilitation des conduites d'eau secondaires par chemisage sur diverses rues de la Ville de Montréal
	<ul style="list-style-type: none"> - À la Demande du Directeur en phase de réalisation, une modification aux feux de circulation existants ou l'ajout de feux temporaire par la ville de Montréal peut être exigé(e) pour améliorer la mobilité; - Installation à l'avance, aux approches du chantier, de panneaux d'information générale pour informer les usagers de la localisation des travaux ainsi que la date de début et leur durée; - L'entrepreneur doit faciliter, durant les travaux, la circulation des personnes à mobilité réduite tel que prévu au DIN-8A; - Le réseau d'aqueduc temporaire ne doit pas constituer un obstacle sur les trottoirs. Des pentes d'accès sécuritaire doivent être réalisées, au besoin, afin de permettre le passage des personnes à mobilité réduite; - Pour une entrave dans l'emprise du MTQ, les demandes d'entraves sont transmises par le biais de la plateforme SGE-Interventions, une fois le permis d'intervention obtenu (cmmpermis@transports.gouv.qc.ca); - Des appels en temps réel par le responsable en signalisation de l'entrepreneur seront réalisés pour toutes les fermetures des bretelles d'accès.

2-1



**AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS**

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-8512
www.lautorite.qc.ca

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

Le 18 mars 2016

AQUARÉHAB (CANADA) INC.
2145, RUE MICHELIN
LAVAL QC H7L 5B8

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client : 2700007523 ✓
N° de demande : 1630972627
N° de confirmation de paiement : 000183847403

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 877 525-0337.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés financiers

Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Identification

Information du client

N° client

Nom de l'entreprise

Adresse de correspondance

N° d'immeuble / Case postale Bureau / App / Unité

Rue / Installation de livraison

Municipalité Province / État

Pays Code postal / Zip code

Autres informations

Veuillez nous informer de votre intention de procéder au renouvellement ou au non-renouvellement de votre autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public en remplissant la section appropriée

Non-renouvellement

Je ne désire pas renouveler mon autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public.

Veuillez prendre note que votre demande de non-renouvellement sera traitée immédiatement par l'Autorité, mais que votre droit d'exercice demeurera valide jusqu'à la date de fin prévue de votre autorisation

Renouvellement

Je désire procéder au renouvellement de mon autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public.

Veuillez-vous assurer que l'information figurant sur cette page correspond à l'information se trouvant actuellement au registre du Registraire des entreprises du Québec (REQ). Si des modifications sont nécessaires, veuillez les effectuer directement dans l'espace approprié ci-dessous. Si l'information au REQ n'est pas à jour, veuillez effectuer une demande de modification au REQ et nous soumettre une copie de la mise à jour afin que nous puissions apporter les modifications nécessaires à votre dossier

Information du client

Nombre total d'actionnaires (actions votantes) ou d'associés pour cette entité

Au cours des cinq dernières années, votre entreprise a-t-elle eu un ou des noms commerciaux autres que celui indiqué à la section précédente?

Autres Noms (en vigueur)

Noms antérieurs

Information sur le contrat (si applicable)

Numéro de l'appel d'offre

Valeur estimée du contrat ou du sous-contrat

Date limite pour le dépôt des soumissions ou, selon la plus éloignée, celle prévue à l'appel d'offres concernant l'autorisation requise

Si l'entreprise fait partie d'un consortium, veuillez en indiquer le nom

Déclaration

1. Au cours des cinq dernières années, l'entreprise a-t-elle été poursuivie ou déclarée coupable d'une infraction prévue à l'annexe I de la Loi sur les contrats des organismes publics? Oui Non

- 2 Au cours des cinq dernières années, l'entreprise a-t-elle été poursuivie ou déclarée coupable de toute autre infraction de nature criminelle ou pénale dans le cours de ses affaires? Oui Non
- 3 Au cours des cinq dernières années, l'entreprise a-t-elle été déclarée coupable par un tribunal étranger, d'une infraction qui, si elle avait été commise au Canada, aurait pu faire l'objet d'une poursuite criminelle ou pénale en vertu d'une infraction prévue à l'annexe I de la *Loi sur les contrats des organismes publics*? Oui Non
- 4 Au cours des deux dernières années, l'entreprise a-t-elle fait l'objet d'une décision de suspension de travaux, exécutoire en vertu de l'article 7.8 de la *Loi sur les relations de travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction* (chapitre R-20)? Oui Non
- 5 Au cours des deux années précédentes, l'entreprise a-t-elle été condamnée par un jugement final à payer une réclamation fondée sur le paragraphe c 2 du premier alinéa de l'article 81 de la *Loi sur les relations de travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction* (chapitre R-20)? Oui Non
- 6 Existe-t-il une information que vous aimeriez transmettre et qui serait susceptible d'intéresser l'Autorité des marchés financiers pour la présente demande? Oui Non
- 7 Êtes-vous une entreprise qui n'est pas constituée en vertu d'une loi du Québec et n'y a pas son siège ni d'établissement où elle exerce principalement ses activités? Oui Non

Pièces justificatives à fournir

Autres documents

0 Document(s) requis

Documents de l'entreprise

3 Document(s) requis

- Attestation de Revenu Québec Papier Électronique
- Attestation de Revenu Québec 2016-03-18.pdf Papier Électronique
- États financiers du dernier exercice Papier Électronique
- Aquarehab (Canada) Inc - Conso 31-12-2014.pdf Papier Électronique
- Organigramme indiquant la structure de l'entreprise Papier Électronique
- Organigramme.pdf

Frais exigibles

Période de facturation du 2016-06-27 au 2019-06-26

Description du frais	Organisme	Montant à payer
Droits exigibles d'une entreprise pour une demande de renouvellement de l'autorisation	Autorité des marchés financiers	416,00 \$

Commentaires

Les frais applicables à cette demande ne sont pas remboursables

Paiement

Total à payer

Mode de paiement

Déclaration aux renseignements fournis

Je déclare que les renseignements contenus dans la présente demande sont véridiques.

Date de création : 18 mars 2016 11:50

Québec, le 27 juin 2013

Aquaréhab (Canada) inc.
À l'attention de : Monsieur Patrick Lamontagne
2145, rue Michelin
Laval (Québec) H7L 5B8

**Objet : Autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public à Aquaréhab (Canada) inc.
Autorisation n° 2013-CPSM-0114 n° d'identification de l'Autorité : 2700007523**

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous : AQUAREHAB (CANADA) INC., AQUAREHAB EAUX USÉES INC. et AQUAREHAB WASTE WATER, une autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics, L.R.Q., c. C-65-1 (la « LCOP »). Aquaréhab (Canada) inc. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **26 juin 2016** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca).

La Directrice principale des opérations
d'encadrement de la distribution

Maryse Pineault

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2540, boulevard Laurier, 3^e étage
Québec (Québec)
G1V 5C1
tél. : 418.525.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
télééc. : 418.525.9512

Montréal
800, square Victoria, 22^e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec)
H4Z 1G3
tél. : 514.395.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
télééc. : 514.873.3090



Exploité par CGI en partenariat avec [Constructo](#) pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 441214

Numéro de référence : 1214893

Statut : En attente des résultats d'ouverture

Titre : Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal et travaux de voirie dans le chemin Saint-François, de la rue Halpern à la montée de Liesse

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

<u>Organisation</u>	<u>Contact</u>	<u>Date et heure de commande</u>	<u>Addenda envoyé</u>
Ali Excavation Inc. 760 boul des Érables Salaberry-de-Valleyfield, QC, J6T 6G4 http://www.aliexcavation.com	Madame Karine Ross Téléphone : 450 373-2010 Télécopieur : 450 373-0114	Commande : (1521459) 2018-12-13 9 h 20 Transmission : 2018-12-13 9 h 22	3035988 - 441214_AD_01_2018-12-07 2018-12-13 9 h 20 - Téléchargement 3035992 - 441214_FR_Soumission_R01_2018-12-07_AD (devis) 2018-12-13 9 h 20 - Téléchargement 3035993 - 441214_FR_Soumission_R01_2018-12-07_AD (bordereau) 2018-12-13 9 h 20 - Téléchargement 3035999 - 441214_TB_Quantités par rues_R01_2018-12-06_AD (devis) 2018-12-13 9 h 20 - Téléchargement 3036000 - 441214_TB_Quantités par rues_R01_2018-12-06_AD (bordereau) 2018-12-13 9 h 20 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Aquaréhab (Canada) inc. 2145 rue Michelin Laval, QC, H7L 5B8 http://www.aquarehab.com	Madame France Marci Téléphone : 450 687-3472 Télécopieur : 450 687-4570	Commande : (1512816) 2018-11-19 6 h 25 Transmission : 2018-11-19 6 h 25	3035988 - 441214_AD_01_2018-12-07 2018-12-07 15 h 53 - Courriel 3035992 - 441214_FR_Soumission_R01_2018-12-07_AD (devis) 2018-12-07 15 h 54 - Courriel 3035993 - 441214_FR_Soumission_R01_2018-12-07_AD (bordereau) 2018-12-07 15 h 54 - Téléchargement 3035999 - 441214_TB_Quantités par rues_R01_2018-12-06_AD (devis) 2018-12-07 16 h 19 - Courriel 3036000 - 441214_TB_Quantités par rues_R01_2018-12-06_AD (bordereau) 2018-12-07 16 h 19 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Demix Construction, une division de CRH Canada inc. 26 rue Saulnier Laval, QC, H7M 1S8 http://www.crhcanada.com	Madame Julie Boudreau Téléphone : 450 629-3533 Télécopieur : 450 629-3549	Commande : (1513215) 2018-11-19 13 h 47 Transmission : 2018-11-19 16 h 53	3035988 - 441214_AD_01_2018-12-07 2018-12-07 15 h 53 - Courriel 3035992 - 441214_FR_Soumission_R01_2018-12-07_AD (devis) 2018-12-07 15 h 54 - Courriel 3035993 - 441214_FR_Soumission_R01_2018-12-07_AD (bordereau) 2018-12-07 15 h 54 - Téléchargement 3035999 - 441214_TB_Quantités par rues_R01_2018-12-06_AD (devis) 2018-12-07 16 h 19 - Courriel

			3036000 - 441214_TB_Quantités par rues_R01_2018-12-06_AD (bordereau) 2018-12-07 16 h 19 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Foraction inc.. 270, rue Brunet Mont-Saint-Hilaire, QC, J3H0M6 http://www.foraction.ca	<u>Madame Monique Ostiquy</u> Téléphone : 450 446-8144 Télécopieur : 450 446-8143	Commande : (1516446) 2018-11-28 8 h 20 Transmission : 2018-11-28 8 h 20	3035988 - 441214_AD_01_2018-12-07 2018-12-07 15 h 53 - Courriel 3035992 - 441214_FR_Soumission_R01_2018-12-07_AD (devis) 2018-12-07 15 h 54 - Courriel 3035993 - 441214_FR_Soumission_R01_2018-12-07_AD (bordereau) 2018-12-07 15 h 54 - Téléchargement 3035999 - 441214_TB_Quantités par rues_R01_2018-12-06_AD (devis) 2018-12-07 16 h 19 - Courriel 3036000 - 441214_TB_Quantités par rues_R01_2018-12-06_AD (bordereau) 2018-12-07 16 h 19 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
LE GROUPE LÉCUYER LTÉE. 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0 http://www.lecuyerbeton.com	<u>Monsieur David Guay</u> Téléphone : 450 454-3928 Télécopieur : 450 454-7254	Commande : (1521274) 2018-12-12 14 h 51 Transmission : 2018-12-12 14 h 51	3035988 - 441214_AD_01_2018-12-07 2018-12-12 14 h 51 - Téléchargement 3035992 - 441214_FR_Soumission_R01_2018-12-07_AD (devis) 2018-12-12 14 h 51 - Téléchargement 3035993 - 441214_FR_Soumission_R01_2018-12-07_AD (bordereau) 2018-12-12 14 h 51 - Téléchargement 3035999 - 441214_TB_Quantités par rues_R01_2018-12-06_AD (devis) 2018-12-12 14 h 51 - Téléchargement 3036000 - 441214_TB_Quantités par rues_R01_2018-12-06_AD (bordereau) 2018-12-12 14 h 51 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Entrepreneurs Bucaro Inc. 10,441 rue Balzac Montréal-Nord Montréal, QC, H1H 3L6	<u>Monsieur Andrea Bucaro</u> Téléphone : 514 325-7729 Télécopieur : 514 325-7183	Commande : (1514700) 2018-11-22 13 h 32 Transmission : 2018-11-22 13 h 32	3035988 - 441214_AD_01_2018-12-07 2018-12-07 15 h 53 - Télécopie 3035992 - 441214_FR_Soumission_R01_2018-12-07_AD (devis) 2018-12-07 16 h 25 - Télécopie 3035993 - 441214_FR_Soumission_R01_2018-12-07_AD (bordereau) 2018-12-07 15 h 54 - Téléchargement 3035999 - 441214_TB_Quantités par rues_R01_2018-12-06_AD (devis) 2018-12-07 18 h 29 - Messagerie 3036000 - 441214_TB_Quantités par rues_R01_2018-12-06_AD (bordereau) 2018-12-07 16 h 19 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Sanexen Services Environnementaux inc.. 9935, rue de Châteaufort, entrée 1 - bureau 200 Brossard, QC, J4Z3V4 http://www.sanexen.com	<u>Madame Andrée Houle</u> Téléphone : 450 466-2123 Télécopieur : 450 466-2240	Commande : (1513256) 2018-11-19 14 h 38 Transmission : 2018-11-19 20 h 09	3035988 - 441214_AD_01_2018-12-07 2018-12-07 15 h 53 - Courriel 3035992 - 441214_FR_Soumission_R01_2018-12-07_AD (devis) 2018-12-07 15 h 54 - Courriel 3035993 - 441214_FR_Soumission_R01_2018-12-07_AD (bordereau) 2018-12-07 15 h 54 - Téléchargement

3035999 - 441214_TB_Quantités par rues_R01_2018-12-06_AD (devis)

2018-12-07 16 h 19 - Courriel

3036000 - 441214_TB_Quantités par rues_R01_2018-12-06_AD (bordereau)

2018-12-07 16 h 19 - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

© 2003-2018 Tous droits réservés

Dossier # : 1187231083

Unité administrative responsable :

Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux

Objet :

Accorder un contrat à Aquaréhab (Canada) inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal et travaux de voirie dans le chemin Saint-François, de la rue Halpern à la montée de Liesse. Dépense totale de 7 633 786,99 \$ (contrat: 6 776 169,99 \$ + contingences: 677 617,00 \$ + incidences: 180 000,00 \$), taxes incluses. Appel d'offres public 441214 - 3 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS



[Info_comptable_DRE_1187231083.xlsx](#)[1187231083_SIRR.xls](#)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François BALLARD
Préposé au budget
Tél : (514) 872-5916

Co-auteure Téné-Sa Touré
Préposée au budget
514-868-8754

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-31

Julie LAPOINTE
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-1025

Division : Service des finances, Direction du conseil et du soutien financier



Dossier # : 1183775004

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à C.M.S. Entrepreneurs Généraux inc., pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, arrondissement Le Plateau-Mont-Royal", pour un montant de 1 102 748,22 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 10285 - 4 soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 1 433 572,68 \$, contingences, incidences et taxes incluses

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 1 433 572,68 \$, taxes incluses, pour les travaux de construction de chambres de régulation dans l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal;
2. d'accorder à C.M.S. Entrepreneurs Généraux inc., plus bas soumissionnaire conforme, un contrat de construction de chambres de vannes et de mesure dans l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 102 748,22 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 10285;
3. d'autoriser une dépense de 110 274,82 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
4. d'autoriser une dépense de 220 549,64 \$, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;
5. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-02-01 11:05

Signataire :

Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

IDENTIFICATION

Dossier # :1183775004

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à C.M.S. Entrepreneurs Généraux inc., pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, arrondissement Le Plateau-Mont-Royal", pour un montant de 1 102 748,22 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 10285 – 4 soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 1 433 572,68 \$, contingences, incidences et taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

Depuis 2012, la Ville de Montréal a mis en oeuvre, sur son réseau d'eau potable, un projet de régulation de la pression et de mesure de la distribution en temps réel. Cette stratégie de régulation, recommandée par l'International Water Association (IWA), permet de faire des gains sur trois plans : diminution des fuites, diminution des bris dus à l'augmentation de la pression en période de faible consommation et prolongation de la durée de vie des conduites vieillissantes. La mesure de la distribution permet un meilleur contrôle des fuites sur le réseau d'eau potable en plus de permettre la facturation de l'eau consommée pour les villes liées. Ces stratégies ont déjà été utilisées avec succès par plusieurs villes, principalement en Europe.

Plusieurs projets de régulation et de mesure ont déjà été réalisés ou sont en cours de réalisation. Il s'agit de :

- en 2014, les secteurs Côte-Saint-Luc, Pierrefonds-Roxboro et de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce;
- en 2015, les secteurs Mercier – Hochelaga-Maisonneuve, Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles et Verdun (Îles-des-Soeurs);
- en 2016, les secteurs Ahuntsic – Cartierville, Villeray – St-Michel – Parc-Extension et Dorval;
- en 2017, les secteurs Sud-Ouest, LaSalle, Mont-Royal, Hampstead et de Montréal-Ouest.

En 2018 la ville a produit un appel d'offres couvrant les secteurs de Dollard-des-Ormeaux, Le Plateau-Mont-Royal, Saint-Léonard et Beaconsfield. Les résultats à l'ouverture n'ont pas été concluants: une faible participation des soumissionnaires et des montants nettement

plus élevés que ce qui avait été estimé. L'appel d'offres a donc été annulé. La Ville a fait un second appel d'offres après avoir diminué l'ampleur du projet en retirant certains ouvrages pouvant être retardés, et en augmentant l'échéancier, mais les résultats ont été les mêmes.

Il fut donc décidé de revoir plus en profondeur l'appel d'offres pour attirer plus de soumissionnaires, notamment des entrepreneurs habitués à faire des travaux de moins grande envergure. Pour ce faire, la Ville a, dans un premier temps, procédé au pré-achat d'équipements demandant des délais de production plus importants. Ensuite, les travaux qui couvraient l'ensemble de l'île ont été découpés par secteur. Le présent dossier couvre les travaux pour un secteur de régulation de la pression de l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal. Les autres secteurs feront l'objet d'autres appels d'offres et d'autres dossiers décisionnels.

L'appel d'offres a été publié dans le quotidien Le Devoir ainsi que sur le système électronique d'appel d'offres (SEAO) le 19 novembre 2018. L'ouverture des soumissions a eu lieu à l'hôtel de ville de Montréal le 18 décembre 2018, soit 4 semaines après le lancement.

Trois addendas ont été émis pendant l'appel d'offres afin d'apporter quelques clarifications techniques :

Addenda no 1	2018-11-22	Clarifications techniques
Addenda no 2	2018-12-05	Clarifications techniques, réponses aux soumissionnaires et report de la date d'ouverture
Addenda no 3	2018-12-04	Réponses aux soumissionnaires

La validité des soumissions est de 120 jours, soit jusqu'au 17 avril 2019.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0154 - 27 avril 2017 - Accorder un contrat à Groupe TNT pour le projet Agglomération de Montréal - Régulation de la pression et mesure du débit - Travaux 2017 - Dépense totale de 11 193 181,82 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 10219 (4 soum.).
CG16 0240 - 21 avril 2016 - Accorder un contrat à Socomec industriel, pour le projet Régulation de la pression - travaux de construction - agglomération de Montréal - 2016 - Dépense totale de 6 474 993,02 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 10191 - 7 soumissionnaires.

CG15 0412 - 18 juin 2015 - Accorder un contrat à Groupe TNT, pour le projet Régulation de la pression - travaux de construction - agglomération de Montréal - 2015 - Dépense totale de 4 835 184,04 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 10178 - 4 soumissionnaires.

CG14 0344 - 21 août 2014 - Accorder un contrat de services professionnels à Tetra Tech QI inc. pour la réalisation de secteurs de régulation de pression et la réhabilitation de chambres de mesure de pression sur réseau primaire pour une somme maximale de 8 324 053,18 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13441 - (2 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.

CG14 0341 - 21 août 2014 - Accorder un contrat à Coffrage Alliance Ltée, pour le projet Construction de chambres de régulation de la pression - Agglomération de Montréal 2014 - Dépense totale de 6 609 119 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 10145 - 5 soumissionnaires.

CG13 0305 - 29 août 2013 - Accorder un contrat de services professionnels pour la conception, les plans et devis, ainsi que les services bureau pendant la construction de

chambres de régulation de la pression et de mesure du débit, à SNC-Lavalin inc. pour la somme maximale de 845 848,08 \$, taxes incluses et à BPR-Infrastructures inc. pour la somme maximale de 564 389,28 \$, taxes incluses – Appel d'offres public 12-12579 (4 soum.) / Approuver les deux projets de convention à cette fin.

DESCRIPTION

Le présent dossier concerne l'octroi d'un contrat de construction pour la réalisation d'un secteur de régulation de la pression de l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal. Ces travaux visent le réaménagement ou la construction de 4 chambres de régulation de la pression. L'arrondissement touché par les travaux a été informé.

Une enveloppe budgétaire pour les travaux contingents de 110 274,82 \$, taxes incluses, soit 10 % du montant des travaux, est prévue au présent contrat pour effectuer des travaux qui n'ont pu être prévus lors de l'élaboration des plans et devis (exemple : protection d'utilités publiques non identifiée aux plans, infrastructure mal identifiée aux plans, etc).

Des frais incidents de 220 549,64 \$, taxes incluses, soit 20 % du montant des travaux, ont été réservés pour les coûts associés aux travaux spécialisés. Ce montant servira à défrayer les frais reliés aux activités suivantes :

- alimentation électrique des nouveaux ouvrages par Hydro-Québec (la totalité des branchements sont souterrains);
- activités de communications (11 027,48 \$, taxes incluses soit 1% des travaux);
- déplacement d'utilités publiques;
- contrôle qualitatif des matériaux (33 082,45 \$, taxes incluses soit 3% des travaux).

JUSTIFICATION

Il y a eu treize (13) preneurs de documents dans le cadre de cet appel d'offres. Parmi ceux-ci, quatre (4) entreprises ont déposé des soumissions, ce qui représente 31 % des preneurs de documents. Parmi les neuf (9) qui n'ont pas déposé d'offre, trois (3) étaient des sous-traitants et un (1) était un fournisseur. Enfin, pour les cinq (5) derniers preneurs, deux (2) nous ont envoyé leur avis de désistement, un (1) pour une charge de travail trop élevée, un (1) autre sans spécifier pourquoi. Pour les trois (3) autres, ils n'ont pas jugé à propos de nous fournir d'explications quant à savoir pourquoi ils n'ont pas déposé d'offres. La liste des preneurs de documents se trouve en pièces jointes.

Lors de l'analyse de conformité, les quatre (4) soumissions ont été jugées conformes, aucune erreur de calcul n'a été identifiée, l'analyse peut être consultée en pièces jointes. Le tableau suivant présente les prix proposés par les soumissionnaires :

Firmes soumissionnaires	Prix de base	Contingences (10%)	Total
C.M.S. Entrepreneurs Généraux	1 102 748,22 \$	110 274,82 \$	1 213 023,04 \$
Excavations Lafontaine	1 421 903,88 \$	142 190,39 \$	1 564 094,27 \$
Construction Bau-Val	1 547 000,00 \$	154 700,00 \$	1 701 700,00 \$
Sanexen Services Environnementaux	1 566 821,81 \$	156 682,18 \$	1 723 503,99 \$
Dernière estimation réalisée à l'externe	1 249 709,27 \$	124 970,93 \$	1 374 680,19 \$
Coût moyen des soumissions conformes (total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)			1 550 580,33 \$

Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) <i>((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100</i>	27,8%
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (\$) <i>(la plus haute conforme – la plus basse conforme)</i>	510 480,95 \$
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) <i>((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100</i>	42,1%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (\$) <i>(la plus basse conforme – estimation)</i>	(161 657,15) \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) <i>((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100</i>	-11,8%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (\$) <i>(la deuxième plus basse – la plus basse)</i>	351 071,23 \$
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) <i>((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100</i>	28,9%

L'analyse des soumissions a permis de constater que le plus bas soumissionnaire conforme a présenté une soumission avec un écart favorable de 12 % par rapport à l'estimation réalisée par la firme Tetra Tech QI. L'analyse des montants soumis n'a pas mis en évidence un site ou une discipline, l'écart étant présent sur l'ensemble des prix soumis.

L'écart entre le plus bas soumissionnaire et le second est distribué sur l'ensemble des articles, il n'y a pas de point spécifique, que ce soit un site ou une discipline, qui soit nettement moins cher chez le premier ou plus cher chez le second. Une explication plausible pour justifier un si grand écart entre le plus bas soumissionnaire et le second : par le passé, CMS a soumissionné à plusieurs reprises sur nos projets, il n'a jamais réussi à obtenir le contrat. Il a d'ailleurs soumissionné sur le contrat de DDO qui est lui aussi en processus d'octroi (1183775003), il est arrivé dernier. Il aurait donc présenté une soumission très compétitive dans le but d'obtenir le contrat.

Les validations requises à l'effet que l'adjudicataire ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec et de celle du Registre des entreprises non admissibles (RENA), ont été faites. Une attestation valide délivrée par Revenu Québec fut déposée avec la soumission, laquelle sera validée de nouveau au moment de l'octroi du contrat.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres public assujetti à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (2012, chap. 25). L'autorisation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés financiers (AMF) pour adjudicataire recommandé, l'entreprise C.M.S. Entrepreneurs Généraux inc., est valide jusqu'au 30 avril 2019.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette dépense de 1433 572,68 \$ taxes incluses, entièrement assumée par l'agglomération, représente un coût net de 1 309 042,95 \$ lorsque diminué des ristournes fédérales et provinciales, lequel est financé par le règlement d'emprunt RCG 16-039

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La régulation de la pression vise à diminuer les bris sur le réseau, prolonger la vie des conduites, et diminuer les pertes d'eau potable par les fuites.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 17 avril 2019, soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme ainsi que tous les autres soumissionnaires pourraient alors retirer leur soumission. Il faudrait donc procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les frais associés.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication est en cours d'élaboration par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi de contrat : séance du conseil d'agglomération du 28 février 2019

Début des travaux : avril 2019

Fin des travaux : septembre 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :

Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François BALLARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean-Sébastien MÉNARD, Le Plateau-Mont-Royal

Stéphanie VIDAL, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Mathieu TOUSIGNANT, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Chantale POTVIN, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

Jean-François DUBUC, 18 janvier 2019

Jean-Sébastien MÉNARD, 18 janvier 2019

Mathieu TOUSIGNANT, 17 janvier 2019

Stéphanie VIDAL, 17 janvier 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-François COTÉ
Ingénieur civil

Tél : 514-872-9402
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-20

Jean L LAMARRE
Chef de division - optimisation du réseau

Tél : 514.872.7476
Télécop. :

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE
DIRECTION**

Dominique DEVEAU
Directrice des réseaux d'eau
Tél : 514 872-4023
Approuvé le : 2019-01-31

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE
SERVICE**

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2019-01-31

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS D'ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSIONS

Numéro d'AO :	10285
Titre d'AO :	Construction de chambres de vannes et de mesure, arrondissement le Plateau-Mont-Roy
Date d'ouverture :	2018-12-18
Heure d'ouverture :	13h30

RÉSULTATS

Plus bas soumissionnaire conforme :	CMS Entrepreneurs Généraux inc.
Prix du plus bas soumissionnaire conforme :	1 102 748,22 \$
Deuxième plus bas soumissionnaire conforme :	Les Excavations Lafontaine inc.
Prix du 2e plus bas soumissionnaire conforme :	1 421 903,88 \$
Dernière estimation :	1 249 709,27 \$
Écart entre la plus basse soumission et l'estimation (%)	-11,8%
Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse (%)	28,9%
Nombre de soumissions déposées :	4

Rang*	Soumissionnaire	Prix soumis \$	Statut intérimaire	Statut final	Remarque
1	CMS Entrepreneurs Généraux inc.	1 102 748,22 \$	Conforme	CONFORME	
2	Les Excavations Lafontaine inc.	1 421 903,88 \$	Conforme	CONFORME	
3	Construction Bau-Val inc.	1 547 000,00 \$	Conforme	CONFORME	
4	Sanexen Services Environnementaux inc.	1 566 821,81 \$	Conforme	CONFORME	
5			Conforme	À COMPLÉTER	
6			Conforme	À COMPLÉTER	
7			Conforme	À COMPLÉTER	
8			Conforme	À COMPLÉTER	
9			Conforme	À COMPLÉTER	
10			Conforme	À COMPLÉTER	

*Ici, le rang est déterminé à l'ouverture des soumissions par rapport aux prix soumis, sans égard aux statuts finaux ou des prix corrigés suite à l'analyse.

COMMENTAIRES

--

IDENTIFICATION

Analyse faite par :	Jean-François Côté	Date : 2018-12-20
Vérifiée par :	Jean Lamarre	Date :

Le 12 avril 2017

C.M.S. ENTREPRENEURS GÉNÉRAUX INC.
A/S MONSIEUR YVAN ST-HILAIRE
3828, RUE SAINT-PATRICK
MONTRÉAL (QC) H4E 1A4

N° de décision : 2017-CPSM-1023076
N° de client : 2700001636

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). C.M.S. ENTREPRENEURS GÉNÉRAUX INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **30 avril 2019** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2540 boulevard Laurier bureau 400
Québec (Québec) G1 1 5C1
Téléphone 418 525-0337
Télécopieur 418 525-9512
Numéro sans frais 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22^e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone 514 395-0337
Télécopieur 514 873-3090



LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE
D'APPEL D'OFFRES DU
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 10285

Numéro de référence : 1215555

Statut : En attente des résultats d'ouverture

Titre : Construction de chambres de vannes et de mesure, arrondissement Le Plateau-Mont-Royal

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Allen Entrepreneur Général Inc. 118 de la Gare Saint-Henri, QC, G0R 3E0 http://www.allen-entrepreneurgeneral.com	<u>Madame Suzanne Hallé</u> Téléphone : 418 882-2277 Télécopieur :	Commande : (1515070) 2018-11-23 10 h 20 Transmission : 2018-11-23 10 h 20	3031425 - 10285 Addenda 1 2018-11-28 13 h 38 - Courriel 3031426 - 10285 Bordereau Add 1 2018-11-28 13 h 33 - Courriel 3034462 - 10285 Addenda 2 2018-12-05 9 h 50 - Courriel 3037416 - 10285 Addenda 3 2018-12-12 8 h 06 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
CMS Entrepreneurs Généraux Inc. 3828, rue Saint-Patrick Montréal, QC, H4E1A4	<u>Monsieur André Bolduc</u> Téléphone : 514 765-9393 Télécopieur : 514 765-0074	Commande : (1513261) 2018-11-19 14 h 42 Transmission : 2018-11-19 14 h 45	3031425 - 10285 Addenda 1 2018-11-28 13 h 38 - Courriel 3031426 - 10285 Bordereau Add 1 2018-11-28 13 h 33 - Courriel 3034462 - 10285 Addenda 2 2018-12-05 9 h 50 - Courriel 3037416 - 10285 Addenda 3 2018-12-12 8 h 06 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction Bau-Val Inc. 87 Emillen Marcoux, Suite#101 Blainville, QC, J7C 0B4 http://www.bauval.com	<u>Madame Johanne Vallée</u> Téléphone : 514 788-4660 Télécopieur :	Commande : (1513206) 2018-11-19 13 h 36 Transmission : 2018-11-19 16 h 02	3031425 - 10285 Addenda 1 2018-11-28 13 h 38 - Courriel 3031426 - 10285 Bordereau Add 1 2018-11-28 13 h 33 - Courriel 3034462 - 10285 Addenda 2 2018-12-05 9 h 50 - Courriel 3037416 - 10285 Addenda 3 2018-12-12 8 h 06 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

Construction Deric Inc 5145, rue Rideau Québec, QC, G2E5H5 http://www.grouperderic.ca	<u>Monsieur Alexandre Coulombe</u> Téléphone : 418 781- 2228 Télécopieur : 418 522- 9758	Commande : (1513500) 2018-11-20 9 h 10 Transmission : 2018-11-20 9 h 10	Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator) 3031425 - 10285 Addenda 1 2018-11-28 13 h 38 - Courriel 3031426 - 10285 Bordereau Add 1 2018-11-28 13 h 33 - Courriel 3034462 - 10285 Addenda 2 2018-12-05 9 h 50 - Courriel 3037416 - 10285 Addenda 3 2018-12-12 8 h 06 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Environnement Routier NRJ Inc . 23 av Milton Lachine Montréal, QC, H8R 1K6 http://www.nri.ca	<u>Madame Cynthia Nadeau</u> Téléphone : 514 481- 0451 Télécopieur : 514 481- 2899	Commande : (1514001) 2018-11-21 9 h 10 Transmission : 2018-11-21 9 h 10	3031425 - 10285 Addenda 1 2018-11-28 13 h 38 - Courriel 3031426 - 10285 Bordereau Add 1 2018-11-28 13 h 33 - Courriel 3034462 - 10285 Addenda 2 2018-12-05 9 h 50 - Courriel 3037416 - 10285 Addenda 3 2018-12-12 8 h 06 - Courriel
Eurovia Québec Grands Projets (Laval) 4085 St-Elzéar Est Laval, QC, H7E 4P2	<u>Madame Line Proulx</u> Téléphone : 450 431- 7887 Télécopieur :	Commande : (1513812) 2018-11-20 15 h 11 Transmission : 2018-11-20 22 h	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique 3031425 - 10285 Addenda 1 2018-11-28 13 h 38 - Courriel 3031426 - 10285 Bordereau Add 1 2018-11-28 13 h 33 - Courriel 3034462 - 10285 Addenda 2 2018-12-05 9 h 50 - Courriel 3037416 - 10285 Addenda 3 2018-12-12 8 h 06 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Filtrum Inc. 430 rue des Entrepreneurs Québec, QC, G1M 1B3 http://www.filtrum.qc.ca	<u>Madame Christine Gauthier</u> Téléphone : 418 687- 0628 Télécopieur : 418 687- 3687	Commande : (1513664) 2018-11-20 11 h 55 Transmission : 2018-11-20 12 h 24	3031425 - 10285 Addenda 1 2018-11-28 13 h 38 - Courriel 3031426 - 10285 Bordereau Add 1 2018-11-28 13 h 33 - Courriel 3034462 - 10285 Addenda 2 2018-12-05 9 h 50 - Courriel 3037416 - 10285 Addenda 3 2018-12-12 8 h 06 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

<p>LE GROUPE LÉCUYER LTÉE. 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0 http://www.lecuyerbeton.com</p>	<p><u>Monsieur David Guay</u> Téléphone : 450 454-3928 Télécopieur : 450 454-7254</p>	<p>Commande : (1513922) 2018-11-21 7 h 30 Transmission : 2018-11-21 7 h 30</p>	<p>3031425 - 10285 Addenda 1 2018-11-28 13 h 38 - Courriel 3031426 - 10285 Bordereau Add 1 2018-11-28 13 h 33 - Courriel 3034462 - 10285 Addenda 2 2018-12-05 9 h 50 - Courriel 3037416 - 10285 Addenda 3 2018-12-12 8 h 06 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique</p>
<p>LES EXCAVATIONS LAFONTAINE INC. 872, rue Archimède Lévis, QC, G6V 7M5 http://www.excavationslafontaine.com</p>	<p><u>Madame Amélie Robitaille</u> Téléphone : 418 838-2121 Télécopieur : 418 835-9223</p>	<p>Commande : (1513187) 2018-11-19 13 h 23 Transmission : 2018-11-19 14 h 42</p>	<p>3031425 - 10285 Addenda 1 2018-11-28 13 h 39 - Télécopie 3031426 - 10285 Bordereau Add 1 2018-11-28 13 h 33 - Télécopie 3034462 - 10285 Addenda 2 2018-12-05 9 h 51 - Télécopie 3037416 - 10285 Addenda 3 2018-12-12 8 h 06 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)</p>
<p>Norclair inc.. 1100, montée Masson Laval, QC, h7e 4p2 http://www.norclair.ca</p>	<p><u>Monsieur Jean-François Lessard</u> Téléphone : 450 688-4012 Télécopieur : 450 688-9123</p>	<p>Commande : (1513247) 2018-11-19 14 h 24 Transmission : 2018-11-19 17 h 25</p>	<p>3031425 - 10285 Addenda 1 2018-11-28 13 h 38 - Courriel 3031426 - 10285 Bordereau Add 1 2018-11-28 13 h 33 - Courriel 3034462 - 10285 Addenda 2 2018-12-05 9 h 50 - Courriel 3037416 - 10285 Addenda 3 2018-12-12 8 h 06 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)</p>
<p>Sanexen Services Environnementaux inc.. 9935, rue de Châteauneuf, entrée 1 - bureau 200 Brossard, QC, j4z3v4 http://www.sanexen.com</p>	<p><u>Madame Andrée Houle</u> Téléphone : 450 466-2123 Télécopieur : 450 466-2240</p>	<p>Commande : (1515707) 2018-11-26 13 h Transmission : 2018-11-26 13 h 01</p>	<p>3031425 - 10285 Addenda 1 2018-11-28 13 h 38 - Courriel 3031426 - 10285 Bordereau Add 1 2018-11-28 13 h 33 - Courriel 3034462 - 10285 Addenda 2 2018-12-05 9 h 50 - Courriel 3037416 - 10285 Addenda 3 2018-12-12 8 h 06 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)</p>
<p>Super Excavation Inc. 5900 Saint-Jacques Ouest Montréal, QC, H4A 2E9</p>	<p><u>Monsieur Natalino Cappello</u> Téléphone : 514 488-6883</p>	<p>Commande : (1513756) 2018-11-20 14 h 04 Transmission : 2018-11-20 14 h 12</p>	<p>3031425 - 10285 Addenda 1 2018-11-28 13 h 39 - Télécopie</p>

Télécopieur : 514 488-1791

3031426 - 10285 Bordereau Add 1
 2018-11-28 13 h 34 - Télécopie
 3034462 - 10285 Addenda 2
 2018-12-05 9 h 51 - Télécopie
 3037416 - 10285 Addenda 3
 2018-12-12 8 h 07 - Télécopie
 Mode privilégié (devis) :
 Télécopieur
 Mode privilégié (plan) :
 Messagerie (Purolator)

Talvi Inc,
 3980, boul.Leman
 Laval, QC, H7E1A1

Monsieur Frédéric Pouliot
 Téléphone : 450 934-2000
 Télécopieur :

Commande : (1513295)
 2018-11-19 15 h 12
Transmission :
 2018-11-19 15 h 12

3031425 - 10285 Addenda 1
 2018-11-28 13 h 38 - Courriel
 3031426 - 10285 Bordereau Add 1
 2018-11-28 13 h 33 - Courriel
 3034462 - 10285 Addenda 2
 2018-12-05 9 h 50 - Courriel
 3037416 - 10285 Addenda 3
 2018-12-12 8 h 06 - Courriel
 Mode privilégié (devis) :
 Courrier électronique
 Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

© 2003-2018 Tous droits réservés

Dossier # : 1183775004

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à C.M.S. Entrepreneurs Généraux inc., pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, arrondissement Le Plateau-Mont-Royal", pour un montant de 1 102 748,22 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 10285 - 4 soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 1 433 572,68 \$, contingences, incidences et taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS



[Info comptable DRE 1183775004.xlsx](#)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François BALLARD
Préposé au budget
Tél : (514) 872-5916

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-23

Julie LAPOINTE
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-1025
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier



Dossier # : 1181009027

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Demix Construction, une division de Groupe CRH Canada inc., pour la réalisation de travaux de planage et de resurfaçage des ruelles de la rue Saint-Hubert, entre les rues Saint-Zotique et de Bellechasse. Dépense maximale de 381 771,42 \$, taxes incluses (travaux : 301 476,18 \$ + variations des quantités : 30 147,62 \$ + contingences : 30 147,62 \$ + incidences : 20 000,00 \$). Appel d'offres public #403916 - 12 soumissionnaires conformes.

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 351 623,80 \$, taxes incluses, pour la réalisation de travaux de planage et de resurfaçage des ruelles de la rue Saint-Hubert, entre les rues Saint-Zotique et de Bellechasse, comprenant les variations de quantités et les incidences, le cas échéant;
2. d'octroyer à Demix Construction, une division de Groupe CRH Canada inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 301 476,18 \$, taxes incluses (excluant le budget de contingences), conformément aux documents de l'appel d'offres public # 403916;
3. d'autoriser une dépense de 30 147,62 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
4. d'imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Ces dépenses seront assumées à 100 % par la ville centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-01-31 15:44

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

IDENTIFICATION **Dossier # :1181009027**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Demix Construction, une division de Groupe CRH Canada inc., pour la réalisation de travaux de planage et de resurfaçage des ruelles de la rue Saint-Hubert, entre les rues Saint-Zotique et de Bellechasse. Dépense maximale de 381 771,42 \$, taxes incluses (travaux : 301 476,18 \$ + variations des quantités : 30 147,62 \$ + contingences : 30 147,62 \$ + incidences : 20 000,00 \$). Appel d'offres public #403916 - 12 soumissionnaires conformes.

CONTENU

CONTEXTE

Le projet de réaménagement de la rue Saint-Hubert, entre les rues Jean-Talon et de Bellechasse, comprend la réfection des infrastructures souterraines, le réaménagement de surface et le remplacement de la marquise.

Le projet est réparti sur 4 tronçons de la rue Saint-Hubert :

- A. de la rue Jean-Talon à la rue Bélanger;
- B. de la rue Bélanger à la rue Saint-Zotique;
- C. de la rue Saint-Zotique à la rue Beaubien;
- D. de la rue Beaubien à la rue de Bellechasse.

Afin d'en faciliter la gestion et la réalisation, les travaux compris dans le projet de réaménagement de la rue Saint-Hubert ont été divisés en cinq (5) lots de construction.

Tronçons et principales interventions	Début des travaux	Fin des travaux
Tronçons A et B		
Lot 1 Démantèlement partiel de la marquise	Octobre 2017	Novembre 2017 (complété)
Lot 2 Reconstruction de la conduite d'aqueduc Reconstruction de la conduite d'égout Mise à niveau des réseaux techniques urbains (RTU)	Août 2018	Juillet 2019 (en cours)

Aménagement de surface, incluant l'élargissement des trottoirs et l'aménagement d'une place publique		
Lot 3 Démantèlement des poutres de contreventement de la marquise	Juillet 2018	Août 2018 (complété)
Tronçons C et D		
Lot 3 Démantèlement partiel de la marquise	Septembre 2018	Octobre 2018 (complété)
Lot 4 Démantèlement des poutres de contreventement de la marquise Reconstruction de la conduite d'aqueduc Reconstruction de la conduite d'égout (tronçon C seulement) Mise à niveau des réseaux techniques urbains (RTU) Aménagement de surface, incluant l'élargissement des trottoirs, l'aménagement d'une place publique et l'ajout de plantations et de mobilier urbain	Juillet 2019	Août 2020
Tronçons A à D		
Lot 5 Fabrication et installation d'une nouvelle marquise	Janvier 2019	Août 2020

Le présent dossier porte sur les travaux de planage et de resurfaçage des ruelles de la rue Saint-Hubert, entre les rues Saint-Zotique et de Bellechasse (voir plan de localisation en pièce jointe) afin de permettre la livraison des marchandises aux commerces lors des travaux du lot 4.

Pour ces travaux, un appel d'offres public (# 403916) a été mené du 29 octobre au 15 novembre 2018. La durée de publication a été de 16 jours, ce qui est conforme au délai minimal requis par la Loi sur les cités et villes. L'appel d'offres a été publié dans Le Devoir et le Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SÉAO). Précisons qu'il est prévu que les soumissions déposées demeurent valides pendant les 120 jours suivant la date d'ouverture des soumissions, soit jusqu'au 15 mars 2019. Un addenda a été émis afin d'aviser l'ensemble des preneurs du cahier des charges des modifications faites aux documents d'appel d'offres:

Numéro d'addenda	Date de publication	Contenu
1	9 novembre 2018	Clarification aux plans et devis et diffusion d'un tableau comprenant toutes les questions et les réponses émises en date du 7 novembre 2018 en lien avec cet appel d'offres.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 1283 (22 octobre 2018) : Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 16 275 000 \$ afin de financer les travaux de réfection des infrastructures souterraines, de réaménagement de surface et de remplacement de la marquise du projet de réaménagement de la rue Saint-Hubert.

CE18 1185 (4 juillet 2018) : Accorder un contrat à Aménagement De Sousa pour la réalisation de travaux de planage et de resurfaçage de la ruelle ouest de la rue Saint-Hubert, entre les rues Saint-Zotique et Jean-Talon. Dépense totale maximale de 259 811,97 \$, taxes incluses (travaux : 218 010,89 \$ + contingences : 21 801,08 \$ + incidences : 20 000,00 \$).

CM18 0823 (18 juin 2018) : Accorder un contrat à Eurovia Québec Grands Projets Inc. pour la réalisation de travaux d'égout, de conduites d'eau, de voirie et d'aménagement sur la rue St-Hubert entre les rues St-Zotique et Jean-Talon, dans le cadre du projet de réaménagement de la rue St-Hubert (Lot 2). Dépense totale maximale de 24 794 918,32 \$, taxes incluses (travaux : 21 654 471,20 \$ + contingences : 2 165 447,12 \$ + incidences : 975 000,00 \$).

CM18 0645 (28 mai 2018) : Accorder un contrat de services professionnels à SNC-Lavalin inc. pour la surveillance des travaux d'ingénierie, d'aménagement du domaine public, d'architecture de paysage de même que pour la surveillance environnementale des lots 2 et 4 dans le cadre du projet de la rue Saint-Hubert pour une somme maximale de 1 817 070,42 \$, taxes incluses (10% contingences : 159 392,14 \$, 2% incidences : 31 878,43 \$ et 2% déboursés : 31 878,43 \$).

CM18 0642 (28 mai 2018) : Accorder un contrat à Arthier Construction pour la réalisation de travaux de démantèlement partiel de la marquise entre les rues de Bellechasse et Saint-Zotique dans le cadre du projet de réaménagement de la rue Saint-Hubert (Lot 3). Dépense totale maximale de 1 273 664,80 \$, taxes incluses (travaux : 1 066 968,00 \$ + contingences : 106 696,80 \$ + incidences : 100 000,00 \$).

CM17 1215 (25 septembre 2017) : Accorder un contrat à L'Archevêque & Rivest Ltée pour la réalisation de travaux de démantèlement partiel de la marquise entre les rues Jean-Talon Est et Saint-Zotique dans le cadre du projet de réaménagement de la rue Saint-Hubert. Dépense totale maximale de 1 506 927,78 \$, taxes incluses (travaux : 1 229 025,25 \$ + contingences : 122 902,53 \$ + incidences : 155 000,00 \$).

CM17 1264 (25 septembre 2017) : Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 28 000 000 \$ afin de financer les travaux de réfection des infrastructures souterraines, de réaménagement de surface et de remplacement de la marquise du projet de réaménagement de la rue Saint-Hubert.

CM 1171009016 (21 août 2017) : Accorder un contrat à Stantec Experts-Conseils Ltée pour la fourniture de services professionnels en ingénierie, aménagement du domaine public, architecture et éclairage d'ambiance pour la production de plans et devis pour les travaux de réaménagement de la rue Saint-Hubert pour une somme maximale de 2 278 415,89 \$, taxes incluses (10 % contingences : 199 861,04 \$, 2% services complémentaires : 39 972,21 \$ et 2% déboursés : 39 972,21 \$).

CE17 1105 (21 juin 2017) : Obtenir un accord de principe à la mise en œuvre, en 2017, du PR@M - Artère en chantier dans le secteur de la rue Saint-Hubert, entre les rues Bellechasse et Jean-Talon Est.

CM17 0348 (27 mars 2017) : Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 10 925 000 \$ afin de financer les services professionnels relatifs à la conception et à la production de plans et devis détaillés, les travaux préalables requis visant le démantèlement de la

marquise, l'éclairage et la signalisation temporaires et de la surveillance des travaux lors de la réalisation du projet de réaménagement de la rue Saint-Hubert, entre les rues de Bellechasse et Jean-Talon Est.

CM16 1298 (28 novembre 2016) : Adopter le Programme triennal d'immobilisations 2017-2019 de la Ville de Montréal (volet ville centrale).

DESCRIPTION

Le présent dossier a pour objet l'octroi d'un contrat à Demix Construction, une division de Groupe CRH Canada inc. pour la réalisation des travaux de planage et de resurfaçage des ruelles de la rue Saint-Hubert, entre les rues Saint-Zotique et de Bellechasse au courant du printemps 2019.

Contingences, variations de quantité et incidences

Étant donné que les quantités prévues au bordereau de soumission sont établies avec les meilleures informations disponibles lors de l'appel d'offres, il est possible que les quantités réelles diffèrent lors des travaux. Par conséquent, un budget de variations des quantités équivalant à 10% de la valeur des travaux (30 147,62 \$) est prévu pour répondre aux variations dues aux conditions de chantier.

D'autre part, advenant des imprévus lors des travaux, un budget de contingences de 10% de la valeur des travaux (30 147,62 \$) est prévu. Ce pourcentage a été fixé en tenant compte de caractère incertain de l'état de la sous-fondation existante.

Des dépenses incidentes de 20 000,00 \$ sont également prévues. Celles-ci comprennent des dépenses relatives au contrôle qualitatif et aux réseaux techniques urbains. Le détail de l'enveloppe des incidences applicables au contrat prévu apparaît au document « GDD 1181009027 - Ventilation financière » en pièce jointe.

Échéancier, boni et pénalités

Le cahier des charges prévoit un délai maximal de dix-sept (17) jours calendrier consécutifs pour la réalisation des travaux.

Les dispositions contractuelles liées aux échéanciers concernent principalement les pénalités pour retard et sont décrites à l'article 5.1.14.3 du cahier des clauses administratives générales (CCAG) du présent appel d'offres. Pour chaque jour de retard à terminer les travaux, l'entrepreneur doit payer à la Ville une pénalité de 0,1 % du prix du contrat, excluant les taxes et le montant des contingences. Cette pénalité n'est jamais inférieure à 1000 \$ par jour de retard. Aucun boni n'est prévu dans les documents de l'appel d'offres.

Aucun boni n'est prévu au contrat.

JUSTIFICATION

Les travaux prévus visent la réfection des ruelles de la rue Saint-Hubert entre les rues Saint-Zotique et de Bellechasse afin de permettre la livraison des marchandises aux commerces de la rue Saint-Hubert lors des travaux du lot 4. Rappelons que les travaux du lot 4 occasionneront la fermeture complète de la rue Saint-Hubert entre les rues Saint-Zotique et de Bellechasse du mois de juillet 2019 au mois d'août 2020.

Analyse des soumissions :

Sur seize (16) preneurs du cahier des charges, douze (12) ont déposé une soumission, quatre (4) n'en ont pas déposé; soit une proportion respective de 75 % et 25 %. La liste des preneurs du cahier des charges est en pièce jointe.

Parmi les quatre (4) firmes qui n'ont pas déposé de soumission :

- une (1) est connue comme la firme responsable de l'estimation de contrôle;
- trois (3) n'ont pas donné de motif pour leur désistement.

Le tableau ci-dessous présente les résultats de l'appel d'offres, soit les noms des soumissionnaires conformes, les prix soumis et l'estimation de contrôle réalisée, le tout incluant les taxes. Il présente également le coût moyen, l'écart entre la moyenne et la plus basse conforme, l'écart entre la plus haute et la plus basse soumission, l'écart entre la plus basse soumission et l'estimation de contrôle ainsi que l'écart entre les deux plus basses soumissions.

RÉSULTATS D'OUVERTURE DE SOUMISSION

FIRMES SOUMISSIONNAIRES CONFORMES*		TOTAL (taxes incluses)
1	Demix Construction, Une Division de Groupe CRH Canada inc. (Licence RBQ 8230-9766-48) (Attestation Revenu Québec valide du 2018-11-21 au 2019-02-28)	301 476,18 \$
2	Legd inc.	345 512,29 \$
3	Construction Bau-Val inc.	352 000,00 \$
4	Les Pavages Céka inc.	356 436,89 \$
5	Les Entrepreneurs Bucaro inc.	367 097,93 \$
6	Les Entreprises Canbec Construction inc.	393 071,62 \$
7	Eurovia Québec Construction inc.	413 457,07 \$
8	Pavages Métropolitain inc.	441 517,33 \$
9	Meloche, Division de Sintra	444 444,19 \$
10	Les Pavages Ultra inc.	449 774,54 \$
11	De Sousa - 4042077 Canada inc.	468 895,64 \$
12	Pavage Des Moulins inc.	490 047,36 \$
Estimation des professionnels externes		276 976,63 \$
Coût moyen des soumissions reçues (\$)		401 977,59 \$
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)		33,3%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme		188 571,18 \$ 62,5%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation		24 499,55 \$ 8,8%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse		44 036,11 \$ 14,6%
* Les prix ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions recevables. Cependant, seuls les documents relatifs aux 2 plus basses soumissions conformes ont été vérifiés (attestation de Revenu Québec, licence RBQ, etc.)		

L'estimation de contrôle réalisée par la firme GLT+ s'élève à 276 976,63 \$, incluant les taxes. L'écart entre le prix soumis par le plus bas soumissionnaire conforme et l'estimation de contrôle est de 24 499,55 \$ défavorable à la Ville, soit 8,8 %.

L'écart de 8,8 % entre la plus basse soumission et la dernière estimation ainsi que l'écart de 14,6 % entre la deuxième plus basse et la plus basse soumission sont, d'une façon générale,

répartis à tous les items du bordereau. Plusieurs facteurs peuvent expliquer ces écarts, notamment les méthodes de travail préconisées, le recours ou non à des sous-traitants, le carnet de commande de l'entrepreneur, etc.

Conformité de la soumission

Ce dossier est assujéti à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (Loi 1) conformément au décret # 795-2014 adopté le 10 septembre 2014.

L'entrepreneur a obtenu son attestation de l'Autorité des marchés financiers le 28 mai 2013 et a obtenu l'accusé de réception de l'Autorité des marchés financiers confirmant que sa demande de renouvellement a été reçue et acceptée au moins 90 jours avant la fin de l'échéance. Une copie de ces documents se trouve en pièce jointe au dossier.

Des validations ont été faites selon lesquelles l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licence restreinte de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) ni du Registre des entreprises non admissibles.

L'adjudicataire recommandé est conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale est de 381 771,42 \$ (taxes incluses), incluant un montant de 301 476,18 \$ (taxes incluses) pour les travaux, un montant de 30 147,62 \$ (taxes incluses) pour les variations de quantité, un montant de 30 147,62 \$ (taxes incluses) pour les contingences et un montant de 20 000,00 \$ (taxes incluses) pour des travaux incidents.

La dépense totale correspond à un coût net à la charge des contribuables montréalais qui s'élève à 348 608,19 \$, lorsque diminué des ristournes fédérale et provinciale.

Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centrale. Le budget nécessaire est prévu au programme triennal d'immobilisations (PTI) 2018-2020 via le règlement d'emprunt 17-084.

Le détail des informations comptables et budgétaires est fourni dans l'intervention du Service des Finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les travaux de réaménagement de la rue Saint-Hubert permettront à la Ville d'accomplir plusieurs actions qui répondent à des objectifs de développement durable, autant environnementaux que sociaux :

- limitation des îlots de chaleur par l'augmentation de la présence végétale et l'ajout d'arbres (Action 4);
- limitation des pertes d'eau potable par le remplacement de conduites d'aqueduc actuellement en mauvaises conditions (Action 7);
- promotion des modes de transport actifs par l'élargissement des trottoirs et l'ajout de places publiques (Action 11).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Il est prévu de procéder à la réfection des ruelles de la rue Saint-Hubert entre les rues Saint-Zotique et de Bellechasse avant le début des travaux du lot 4 qui occasionneront une fermeture complète de la rue Saint-Hubert entre les rues Saint-Zotique et de Bellechasse pendant 13 mois.

Pour la réfection des ruelles, il est prévu de fermer complètement à la circulation :

- la ruelle du côté est de la rue Saint-Hubert entre les rues Saint-Zotique et Beaubien pendant 2 jours;
- la ruelle du côté ouest de la rue Saint-Hubert, entre les rues Beaubien et de Bellechasse pendant 2 jours;
- la ruelle du côté est de la rue Saint-Hubert entre les rues Beaubien et de Bellechasse pendant 2 jours.

Cette réfection sera complétée avant le début des travaux sur la rue Saint-Hubert.

Advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 15 mars 2019, soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les frais afférents.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas de stratégie de communication spécifique à ce dossier en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES :

Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées

Début des travaux : 6 mai 2019

Fin des travaux : 23 mai 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :

Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Julie GODBOUT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Véronique PARENTEAU, Service des infrastructures du réseau routier
Josée BÉDARD, Rosemont - La Petite-Patrie

Lecture :

Josée BÉDARD, 11 décembre 2018
Véronique PARENTEAU, 11 décembre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Olivier VAUDRIN-CHARETTE
ingénieur-chargé de projet et Sébastien
Deshaies, chef de section

Tél : 514 872-3139
Télécop. : 514 872-0049

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-10

Pierre SAINTE-MARIE
Chef de division

Tél : 514 872-4781
Télécop. : 872-0049

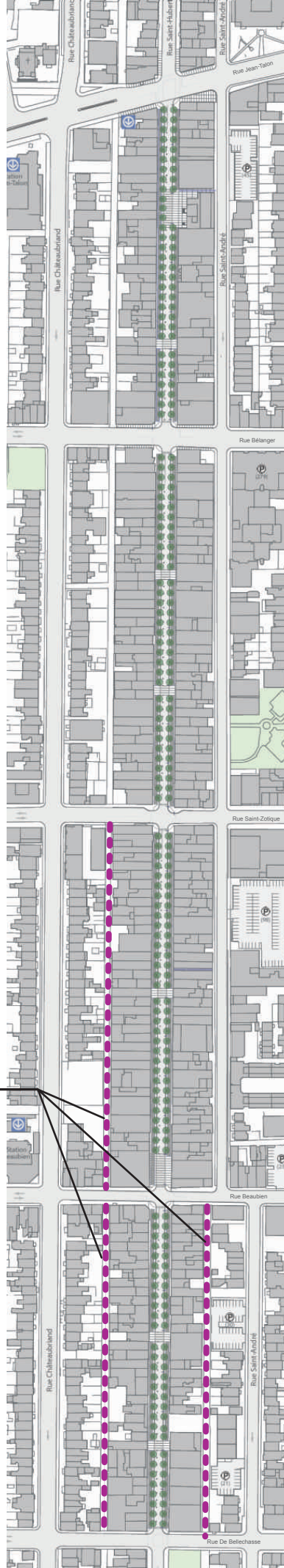
**APPROBATION DU DIRECTEUR DE
DIRECTION**

Chantal AYLWIN
Directrice des infrastructures
Tél : 514 872-4101
Approuvé le : 2019-01-31

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE
SERVICE**

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2019-01-31

PROJET ST-HUBERT
Dossier décisionnel #1181009027



Travaux de planage et resurfaçage des ruelles (#403916)
AO : 29 octobre au 15 novembre 2018
Travaux : mai à juin 2019

ABRÉVIATIONS

AO : période d'appel d'offres

2-1



**AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS**

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
www.lautorite.qc.ca

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

Le 23 février 2016

GROUPE CRH CANADA INC.
2300, AVE STEELES W
4TH FLOOR
CONCORD ON L4K 5X6

Objet : Accusé de réception / Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client : 2700000931 ✓
N° de demande : 1530900179
N° de confirmation de paiement : 000182738785

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 877 525-0337.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés financiers

Le 25 août 2015

GROUPE CRH CANADA INC.
À L'ATTENTION DE MADAME JENNIFER GOOD
2300, AVE STEELES W
4TH FLOOR
CONCORD (ON) L4K 5X6

N° de client : 2700000931
N° de référence : 1530780009

Objet : Changement de nom de HOLCIM (CANADA) INC. à GROUPE CRH CANADA INC.

Madame,

L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») a été informée du changement de nom de l'entreprise **HOLCIM (CANADA) INC** au Registraire des entreprises du Québec.

Ainsi, le nouveau nom de l'entreprise est dorénavant **GROUPE CRH CANADA INC**. Nous comprenons que le numéro de NEQ « 1164634611 » demeure inchangé et qu'aucun autre changement, hormis le nom de l'entreprise, n'a été apporté à l'entreprise **HOLCIM (CANADA) INC** autorisée le 28 mai 2013.

Ce faisant, nous vous confirmons par la présente que le nom de l'entreprise a été modifié au Registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Pour toute question, vous pouvez communiquer avec Sandra au 1 877 525-0337, poste 4867.

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.

Direction des contrats publics
et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22^e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

Québec, le 28 mai 2013

Holcim (Canada) inc.
À l'attention de : Madame Jennifer Good
435, rue Jean-Neveu
Longueuil (Québec) J4G 2P9

**Objet : Autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public à Holcim (Canada) inc.
Autorisation n° 2013-CPSM-0065 n° d'identification de l'Autorité : 2700000931**

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- CIMENT ST-LAURENT
- DEMIX AGRÉGATS
- DEMIX AGRÉGATS A DIVISION OF HOLCIM (CANADA) INC.
- DEMIX AGRÉGATS UNE DIVISION DE HOLCIM (CANADA) INC.
- DEMIX BÉTON
- DEMIX BÉTON A DIVISION OF HOLCIM (CANADA) INC.
- DEMIX BÉTON UNE DIVISION DE HOLCIM (CANADA) INC.
- DEMIX CONSTRUCTION
- DEMIX CONSTRUCTION A DIVISION OF HOLCIM (CANADA) INC.
- DEMIX CONSTRUCTION UNE DIVISION DE HOLCIM (CANADA) INC.
- DEMIX SERVICES
- GEOCYCLE
- GÉOCYCLE
- HOLCIM
- HOLCIM CANADA
- ST-LAURENCE CEMENT

Québec :
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, 3^e étage
Québec (Québec)
G1V 5C1
tél. : 418.525.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 418.525.9512

Montréal
800, square Victoria, 22^e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec)
H4Z 1G3
tél. : 514.395.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 514.873.3090

une autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65-1 (la « LCOP »). Holcim (Canada) inc. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **27 mai 2016** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca).

Le Surintendant de l'assistance aux clientèles et
de l'encadrement de la distribution,

Eric Stevenson



Exploité par CGI en partenariat avec [Constructo](#) pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 403916

Numéro de référence : 1209811

Statut : En attente des résultats d'ouverture

Titre : Planage et resurfaçage des ruelles de la Rue Saint-Hubert, entre les rues de Bellechasse et St-Zotique

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

<u>Organisation</u>	<u>Contact</u>	<u>Date et heure de commande</u>	<u>Addenda envoyé</u>
Construction Bau-Val Inc. 87 Emilien Marcoux, Suite#101 Blainville, QC, J7C 0B4 http://www.bauval.com	Madame Johanne Vallée Téléphone : 514 788-4660 Télécopieur :	Commande : (1505657) 2018-10-29 10 h 17 Transmission : 2018-10-29 10 h 29	3023681 - 403916_Addenda 1 2018-11-09 10 h 47 - Courriel 3023684 - Addenda1_Cahier V_2018-11-07 2018-11-09 10 h 48 - Courriel 3023686 - 403916_Formulaire de soumission1 (devis) 2018-11-09 11 h 22 - Courriel 3023687 - 403916_Formulaire de soumission1 (bordereau) 2018-11-09 11 h 22 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction Viatek Inc. 4915, rue Louis-B.-Mayer Laval, QC, H7P0E5	Monsieur Patrick Francoeur Téléphone : 450 664-2818 Télécopieur : 450 664-2819	Commande : (1506261) 2018-10-30 12 h 51 Transmission : 2018-10-30 13 h 09	3023681 - 403916_Addenda 1 2018-11-09 10 h 47 - Courriel 3023684 - Addenda1_Cahier V_2018-11-07 2018-11-09 10 h 48 - Courriel 3023686 - 403916_Formulaire de soumission1 (devis) 2018-11-09 11 h 22 - Courriel 3023687 - 403916_Formulaire de soumission1 (bordereau) 2018-11-09 11 h 22 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
De Sousa 3872 Boulevard Leman Laval, QC, H7E1A1	Monsieur Wilson De Sousa Téléphone : 450 663-3000 Télécopieur : 450 663-2000	Commande : (1505826) 2018-10-29 14 h 10 Transmission : 2018-10-29 17 h 33	3023681 - 403916_Addenda 1 2018-11-09 10 h 47 - Courriel 3023684 - Addenda1_Cahier V_2018-11-07 2018-11-09 10 h 48 - Courriel 3023686 - 403916_Formulaire de soumission1 (devis) 2018-11-09 11 h 22 - Courriel 3023687 - 403916_Formulaire de soumission1 (bordereau) 2018-11-09 11 h 22 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Demix Construction, une division de CRH Canada inc. 26 rue Saulnier Laval, QC, H7M 1S8 http://www.crhcanada.com	Madame Julie Boudreault Téléphone : 450 629-3533 Télécopieur : 450 629-3549	Commande : (1505918) 2018-10-29 15 h 52 Transmission : 2018-10-29 17 h 39	3023681 - 403916_Addenda 1 2018-11-09 10 h 47 - Courriel 3023684 - Addenda1_Cahier V_2018-11-07 2018-11-09 10 h 48 - Courriel 3023686 - 403916_Formulaire de soumission1 (devis) 2018-11-09 11 h 22 - Courriel

			3023687 - 403916_Formulaire de soumission1 (bordereau) 2018-11-09 11 h 22 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Eurovia Québec Construction Inc. (Montréal) 6200 St-Patrick Montréal, QC, H4E1b3	Madame Ghislaine Dujmovic Téléphone : 514 766-2550 Télécopieur :	Commande : (1506507) 2018-10-31 8 h 48 Transmission : 2018-10-31 8 h 48	3023681 - 403916_Addenda 1 2018-11-09 10 h 47 - Courriel 3023684 - Addenda1_Cahier V_2018-11-07 2018-11-09 10 h 48 - Courriel 3023686 - 403916_Formulaire de soumission1 (devis) 2018-11-09 11 h 22 - Courriel 3023687 - 403916_Formulaire de soumission1 (bordereau) 2018-11-09 11 h 22 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Excavation Jonda inc. 2772-A Marie-Victorin Varenes, QC, j3x1p7	Monsieur Jonathan Bourget Téléphone : 450 929-1090 Télécopieur : 450 929-3652	Commande : (1506798) 2018-10-31 14 h 20 Transmission : 2018-10-31 14 h 29	3023681 - 403916_Addenda 1 2018-11-09 10 h 48 - Télécopie 3023684 - Addenda1_Cahier V_2018-11-07 2018-11-09 11 h 19 - Télécopie 3023686 - 403916_Formulaire de soumission1 (devis) 2018-11-09 11 h 22 - Télécopie 3023687 - 403916_Formulaire de soumission1 (bordereau) 2018-11-09 11 h 22 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
GLT+ inc. 100-550, Chemin Chambly Longueuil, QC, J4H 3L8 http://www.glt.ca	Monsieur Simon Vallée Téléphone : 450 679-7500 Télécopieur :	Commande : (1506494) 2018-10-31 8 h 37 Transmission : 2018-10-31 8 h 37	3023681 - 403916_Addenda 1 2018-11-09 10 h 47 - Courriel 3023684 - Addenda1_Cahier V_2018-11-07 2018-11-09 10 h 48 - Courriel 3023686 - 403916_Formulaire de soumission1 (devis) 2018-11-09 11 h 22 - Courriel 3023687 - 403916_Formulaire de soumission1 (bordereau) 2018-11-09 11 h 22 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
LEGD Inc. 521 Boul. Roland-Godard Saint-Jérôme, QC, J7Y 5C6	Monsieur Eric Plouffe Téléphone : 450 565-6636 Télécopieur : 450 565-6443	Commande : (1506119) 2018-10-30 9 h 51 Transmission : 2018-10-30 10 h 24	3023681 - 403916_Addenda 1 2018-11-09 10 h 47 - Courriel 3023684 - Addenda1_Cahier V_2018-11-07 2018-11-09 10 h 48 - Courriel 3023686 - 403916_Formulaire de soumission1 (devis) 2018-11-09 11 h 22 - Courriel 3023687 - 403916_Formulaire de soumission1 (bordereau) 2018-11-09 11 h 22 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Entrepreneurs Bucaro Inc. 10,441 rue Balzac Montréal-Nord Montréal, QC, H1H 3L6	Monsieur Andrea Bucaro Téléphone : 514 325-7729 Télécopieur : 514 325-7183	Commande : (1508509) 2018-11-06 8 h 59 Transmission : 2018-11-06 8 h 59	3023681 - 403916_Addenda 1 2018-11-09 10 h 48 - Télécopie 3023684 - Addenda1_Cahier V_2018-11-07 2018-11-09 11 h 19 - Télécopie 3023686 - 403916_Formulaire de soumission1 (devis) 2018-11-09 11 h 23 - Télécopie

			3023687 - 403916_Formulaire de soumission1 (bordereau) 2018-11-09 11 h 22 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Les Entreprises Canbec Construction inc. 145 rue Richer (Lachine) Montréal, QC, H8R 1R4	<u>Monsieur Gustavo Cabanillas</u> Téléphone : 514 481-1226 Télécopieur : 514 481-0508	Commande : (1507421) 2018-11-02 7 h 32 Transmission : 2018-11-02 7 h 32	3023681 - 403916_Addenda 1 2018-11-09 10 h 47 - Courriel 3023684 - Addenda1_Cahier V_2018-11-07 2018-11-09 10 h 48 - Courriel 3023686 - 403916_Formulaire de soumission1 (devis) 2018-11-09 11 h 22 - Courriel 3023687 - 403916_Formulaire de soumission1 (bordereau) 2018-11-09 11 h 22 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Entreprises Michaudville Inc. 270 rue Brunet Mont-Saint-Hilaire, QC, J3G 4S6 http://www.michaudville.com	<u>Monsieur Sylvain Phaneuf</u> Téléphone : 450 446-9933 Télécopieur : 450 446-1933	Commande : (1507179) 2018-11-01 12 h 08 Transmission : 2018-11-01 12 h 08	3023681 - 403916_Addenda 1 2018-11-09 10 h 47 - Courriel 3023684 - Addenda1_Cahier V_2018-11-07 2018-11-09 10 h 48 - Courriel 3023686 - 403916_Formulaire de soumission1 (devis) 2018-11-09 11 h 22 - Courriel 3023687 - 403916_Formulaire de soumission1 (bordereau) 2018-11-09 11 h 22 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Pavage Céka inc 1143, boul. St-Jean-Baptiste Québec, QC, J6R0H6 http://www.pavagesceka.com	<u>Madame Julie Tremblay</u> Téléphone : 450 699-6671 Télécopieur : 450 699-1847	Commande : (1505692) 2018-10-29 10 h 53 Transmission : 2018-10-29 10 h 53	3023681 - 403916_Addenda 1 2018-11-09 10 h 48 - Télécopie 3023684 - Addenda1_Cahier V_2018-11-07 2018-11-09 11 h 19 - Télécopie 3023686 - 403916_Formulaire de soumission1 (devis) 2018-11-09 11 h 23 - Télécopie 3023687 - 403916_Formulaire de soumission1 (bordereau) 2018-11-09 11 h 22 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Meloche, Division de Sintra 3125 boul Saint-Charles Kirkland, QC, H9H 3B9 http://sintra.ca	<u>Madame Nancy Galipeau</u> Téléphone : 514 695-3395 Télécopieur :	Commande : (1507414) 2018-11-02 7 h 18 Transmission : 2018-11-02 7 h 57	3023681 - 403916_Addenda 1 2018-11-09 10 h 47 - Courriel 3023684 - Addenda1_Cahier V_2018-11-07 2018-11-09 10 h 48 - Courriel 3023686 - 403916_Formulaire de soumission1 (devis) 2018-11-09 11 h 22 - Courriel 3023687 - 403916_Formulaire de soumission1 (bordereau) 2018-11-09 11 h 22 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Pavage Des Moulins Inc. 1036 rue Nationale Terrebonne, QC, J6W 6B4 http://www.pavagedesmoulins.com	<u>Monsieur André Marchand</u> Téléphone : 450 961-3636 Télécopieur : 450 961-3737	Commande : (1507193) 2018-11-01 12 h 53 Transmission : 2018-11-01 14 h 23	3023681 - 403916_Addenda 1 2018-11-09 10 h 48 - Télécopie 3023684 - Addenda1_Cahier V_2018-11-07 2018-11-09 10 h 50 - Télécopie 3023686 - 403916_Formulaire de soumission1 (devis) 2018-11-09 11 h 22 - Télécopie

			3023687 - 403916_Formulaire de soumission1 (bordereau) 2018-11-09 11 h 22 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Pavage Ultra Inc. 378 boul Saint-Jean-Baptiste Mercier, QC, J6R 2L2 http://www.pavageultra.com	Monsieur Richard Morneau Téléphone : 450 691-6828 Télécopieur :	Commande : (1506041) 2018-10-30 8 h 32 Transmission : 2018-10-30 8 h 32	3023681 - 403916_Addenda 1 2018-11-09 10 h 47 - Courriel 3023684 - Addenda1_Cahier V_2018-11-07 2018-11-09 10 h 48 - Courriel 3023686 - 403916_Formulaire de soumission1 (devis) 2018-11-09 11 h 22 - Courriel 3023687 - 403916_Formulaire de soumission1 (bordereau) 2018-11-09 11 h 22 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Pavages Métropolitain Inc. 3500, boul. Sir-Wilfrid-Laurier Saint-Hubert, QC, J3Y6T1	Madame Julie Milon Téléphone : 450 321-2442 Télécopieur : 1888 802-9689	Commande : (1506148) 2018-10-30 10 h 23 Transmission : 2018-10-30 10 h 23	3023681 - 403916_Addenda 1 2018-11-09 10 h 47 - Courriel 3023684 - Addenda1_Cahier V_2018-11-07 2018-11-09 10 h 48 - Courriel 3023686 - 403916_Formulaire de soumission1 (devis) 2018-11-09 11 h 22 - Courriel 3023687 - 403916_Formulaire de soumission1 (bordereau) 2018-11-09 11 h 22 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Dossier # : 1181009027

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , -
Objet :	Accorder un contrat à Demix Construction, une division de Groupe CRH Canada inc., pour la réalisation de travaux de planage et de resurfaçage des ruelles de la rue Saint-Hubert, entre les rues Saint-Zotique et de Bellechasse. Dépense maximale de 381 771,42 \$, taxes incluses (travaux : 301 476,18 \$ + variations des quantités : 30 147,62 \$ + contingences : 30 147,62 \$ + incidences : 20 000,00 \$). Appel d'offres public #403916 - 12 soumissionnaires conformes.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS



[SIVT - 1181009027.xls](#)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie GODBOUT
Préposée au budget
Tél : (514) 872-0721

Marie Claude Pierre
Agente Comptable Analyste
514-868-3837

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-02-01

Maria BARDINA
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-2563

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier



Dossier # : 1187231094

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	Programme complémentaire de planage-revêtement (PCPR)
Objet :	Accorder un contrat à Eurovia Québec construction inc., pour des travaux de planage et de revêtement bitumineux à divers endroits dans les arrondissements de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, du Sud-Ouest et de Verdun (PCPR - PRCPR 2019). Dépense totale de 9 363 833,79 \$ (contrat: 7 982 576,17 \$ + contingences: 798 257,62 \$ + incidences: 583 000,00 \$), taxes incluses. Appel d'offres public 441023 - 7 soumissionnaires

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 8 565 576,17 \$, taxes incluses pour des travaux de planage et de revêtement bitumineux à divers endroits dans les arrondissements de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, du Sud-Ouest et de Verdun (PCPR - PRCPR 2019), comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;
2. d'accorder à Eurovia Québec construction inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 7 982 576,17 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 441023 ;
3. d'autoriser une dépense de 798 257,62 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences ;
4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-02-01 14:49

Signataire :

Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

IDENTIFICATION

Dossier # :1187231094

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	Programme complémentaire de planage-revêtement (PCPR)
Objet :	Accorder un contrat à Eurovia Québec construction inc., pour des travaux de planage et de revêtement bitumineux à divers endroits dans les arrondissements de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, du Sud-Ouest et de Verdun (PCPR - PRCPR 2019). Dépense totale de 9 363 833,79 \$ (contrat: 7 982 576,17 \$ + contingences: 798 257,62 \$ + incidences: 583 000,00 \$), taxes incluses. Appel d'offres public 441023 - 7 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du Programme triennal d'immobilisations (PTI) 2019-2021, le Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) s'est vu allouer un budget de 115 M\$ pour l'année 2019 afin de poursuivre la réalisation du Programme complémentaire de planage et revêtement (PCPR) et le programme de réhabilitation de chaussée par planage et revêtement (PRCPR). Le PCPR vise à améliorer rapidement la qualité du réseau routier. Selon les experts dans le domaine¹, le traitement d'une chaussée d'autoroute par la technique de planage et revêtement permet d'en prolonger la vie sur une période allant jusqu'à 15 ans. En milieu urbain, la Direction de la mobilité du SUM soutient que la durée de vie de la chaussée serait prolongée pour une période de 7 à 12 ans.

Parmi toutes les activités de maintien, le PCPR demeure l'activité à privilégier par le plan d'intervention intégrée 2016/25 (PII) pour la remise à niveau de la condition des chaussées à court terme. Nonobstant cette stratégie prometteuse, l'objectif demeure fort ambitieux et pour espérer l'atteindre, il devenait essentiel de revoir nos façons de faire, notamment sur l'assouplissement des critères de conception. C'est dans ce contexte d'optimisation qu'il a été établi que l'élimination des réparations ponctuelles de trottoirs au sein des contrats du PCPR améliorerait grandement notre capacité de réalisation. Les projets de ce programme se limitent donc à des travaux de planage et de revêtement sans intervention sur les trottoirs et sans bonification de l'aménagement existant.

De plus, ces travaux accessoires prolongent considérablement la durée des interventions, diminuent l'attrait de ces projets auprès des entrepreneurs et sont la cause de difficultés nécessitant la mobilisation de ressources importantes. Toutefois, il peut exister certaines conditions susceptibles de mettre en cause la sécurité des piétons. Dans l'éventualité où des

trottoirs nécessitant des interventions n'aient pas déjà fait l'objet de travaux correctifs par l'arrondissement, le SUM financera le coût de ces travaux par le biais de son PTI. Une provision pourra alors être ajoutée aux contrats de réparations mineures de trottoirs (RMT) de l'arrondissement. Dans ce contexte, afin d'assurer une certaine flexibilité aux arrondissements dans la gestion de leurs interventions, la liste des rues faisant l'objet du PCPR et PRCPR 2019 leur a été transmise en février 2018 de façon à ce qu'ils puissent planifier la reconstruction des sections de trottoirs jugées critiques avant les travaux de réfection de la chaussée.

Le dernier bilan de condition du réseau routier de la Ville de Montréal, réalisé à la suite de l'auscultation de l'ensemble des chaussées en 2015, montre une proportion importante du réseau en mauvais et très mauvais état. Afin d'améliorer rapidement le niveau de service des chaussées, des investissements importants sont prévus dans les prochaines années.

Les besoins identifiés étant d'une grande ampleur, la remise à niveau d'une portion importante du réseau routier s'étalera sur plusieurs années. Un nouveau programme a été élaboré afin de pallier au déficit des conditions de la chaussée à très court terme. Ce programme portant le nom de Programme de réhabilitation de chaussées par planage revêtement (PRCPR) vise à prolonger la durée de vie des chaussées d'environ 3 à 5 ans, en attente d'une reconstruction des infrastructures. Les interventions se limitent donc à des travaux de planage et de pose d'un nouveau revêtement bitumineux, sans intervention sur les trottoirs et sans bonification de l'aménagement existant.

La sélection des projets est effectuée par la Direction de la mobilité du SUM, alors que la gestion et la réalisation des deux (2) programmes (PCPR et PRCPR) sont sous la responsabilité de la Direction des infrastructures du SIRR.

Ces investissements alloués à la conservation du réseau routier témoignent de l'engagement de la Ville de Montréal à améliorer tant le confort et la sécurité des usagers de la route, que l'efficacité des déplacements des personnes et des marchandises, contribuant ainsi à la qualité de vie des citoyens, au développement et à la croissance économique de Montréal. Ces investissements viennent donc atténuer la problématique de dégradation des infrastructures routières et permettent d'améliorer l'état global des chaussées.

La Direction de la mobilité a mandaté la Direction des infrastructures afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres et de réaliser les travaux mentionnés à l'objet du présent dossier.

(NOTE 1: HAAS, Ralph et W. Ronald HUDSON. *Pavement Asset Management*, avec la collaboration de Lynne COWE FALLS, Beverly, MA, Scrivener publishing, 2015.)

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Il s'agit d'accorder un contrat pour des travaux de planage et revêtement bitumineux à divers endroits dans les arrondissements de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, du Sud-Ouest et de Verdun (PCPR - PRCPR 2019). Ces travaux seront exécutés sur une distance totalisant environ 18,6 kilomètres dont 10,5 km de PCPR et 8,1 km de PRCPR. Une liste de rues ainsi qu'une carte regroupant les trois arrondissements se trouvent en pièces jointes.

Dans la démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises aux arrondissements et au requérant lors de l'élaboration des plans et

devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 798 257,62 \$, taxes incluses, soit 10 % du coût du contrat. .

Les dépenses incidentes au présent dossier comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de marquage et signalisation, ainsi que des frais de laboratoire et de services professionnels pour le contrôle qualitatif des matériaux et la gestion des sols excavés. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document «Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences» en pièce jointe.

Les dispositions contractuelles liées aux échéanciers concernent principalement les pénalités pour retard et sont décrites à l'article 5.1.14.3 du cahier des clauses administratives générales (CCAG) du présent appel d'offres. Pour chaque jour de retard à terminer les travaux, l'entrepreneur doit payer à la Ville une pénalité de 0,1 % du prix du contrat, excluant les taxes et le montant des contingences. Cette pénalité n'est jamais inférieure à 1000 \$ par jour de retard. Aucun boni n'est prévu dans les documents de l'appel d'offres.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats d'ouverture de soumission présenté dans le formulaire Annexe résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels et l'écart de prix entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse.

La liste des preneurs du cahier des charges (SEAO) est en pièce jointe.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale maximale relative à ce contrat est de 9 363 833,79 \$, taxes incluses, comprenant le montant du contrat de 7 982 576,17 \$, des contingences de 798 257,62 \$ et des incidences de 583 000,00 \$.

Cette dépense, entièrement assumée par la ville centrale, représente un coût net de 8 550 428,35 \$ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale, lequel est financé par les règlements d'emprunt suivants :

- #17-074 « Programme complémentaire de planage-revêtement - Artériel » pour un montant de 5 368 655,91 \$ et une proportion de 62.79 %,
- #17-007 « Programme de réhabilitation de chaussées par planage-revêtement - Artériel » pour un montant de 3 181 772,44 \$ et une proportion de 37.21 %

La répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences est présentée en pièce jointe.

Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure à la date d'échéance de la validité de la soumission, soit le 17 mai 2019, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre

processus d'appel d'offres et défrayer les coûts afférents.
De plus, il est à noter que les travaux faisant l'objet du présent dossier ainsi que les autres travaux des deux (2) programmes (PCPR et PRCPR 2019) sont planifiés selon un échéancier très serré. Tout retard sur la réalisation des travaux aurait donc des conséquences sur les échéanciers de réalisation de l'ensemble des programmes.

L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document «Principes de gestion de la mobilité».

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication sera déployée pour informer les riverains de la nature et des impacts des travaux. Cette stratégie s'appuiera sur les outils de communication suivants dont la distribution d'avis aux riverains, l'envoi de courriels d'information destinés aux partenaires et aux chroniqueurs à la circulation, l'affichage de panneaux de chantier lorsque requis, la diffusion d'information sur le site Web et la carte Info-travaux ainsi que sur les médias sociaux (Twitter: MTL_Circulation et Waze, ...).

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES :

Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées.

Début des travaux : mai 2019

Fin des travaux : octobre 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :

Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Tene-Sa TOURE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean CARRIER, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Isabelle BESSETTE, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Stephane P PLANTE, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Pascal TROTTIER, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Babak HERISCHI, Le Sud-Ouest
Claude DUBOIS, Le Sud-Ouest

Julien LAUZON, Verdun
Martin ROBERGE, Verdun
Sandra PICARD, Le Sud-Ouest
Denis ALLARD, Service des infrastructures du réseau routier

Lecture :

Claude DUBOIS, 31 janvier 2019
Jean CARRIER, 28 janvier 2019
Isabelle BESSETTE, 28 janvier 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Malek YUCEF
Ingénieur

Tél : 514.872.0782
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-28

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE
DIRECTION**

Chantal AYLWIN
Directrice des infrastructures
Tél : 514 872-4101
Approuvé le : 2019-02-01

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE
SERVICE**

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2019-02-01

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION PRELIMINAIRE

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification	
No de l'appel d'offres :	441023
No du GDD :	1187231094
Titre de l'appel d'offres : Travaux de planage et de revêtement bitumineux à divers endroits dans les Arrondissements de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-grâce, du Sud-Ouest et de Verdun.(PCPR - PRCPR 2019)	
Type d'adjudication :	Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres	
Lancement effectué le :	3 - 12 - 2018
Ouverture originalement prévue le :	8 - 1 - 2019
Ouverture faite le :	17 - 1 - 2019
Délai total accordé aux soumissionnaires :	44 jrs

Addenda émis		
Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres :	3	
<i>Si addenda, détailler ci-après</i>		
Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat (\$)
21 - 12 - 2018	Les modifications ont été apportées au cahier des charges (la date d'ouverture a été repoussée du 8 au 10 Janvier, ajout de l'art. 15 Liste des appareils, correction de l'art. 13 Alignement des niveaux, correction des quantités). -Le formulaire de soumission : Certaines quantités ont été modifiées. -Le cahier V: (Ajout de la rue Victoria, modification sur le boul. Trinitaire et modification sur l'art. Contrôle du taux de pose). - Le cahier M: ajout de certaines recommandations suite à la modification du cahier V. Et modification de limite sur certains plans,	230 659,94
8 - 1 - 2019	Les modifications ont été apportées: -Au cahier des charges(formulaire de soumission a été corrigé, la date d'ouverture a été repoussée du 10 au 17 Janvier); -Au formulaire de soumission : la quantité de l'art. 61 est divisée sur deux articles,	
11 - 1 - 2019	Les modifications ont été apportées: -Au cahier des charges(formulaire de soumission a été corrigé); -Au formulaire de soumission : les quantités des l'art. 55 et 56 ont été modifiées,	10 432,54

Analyse des soumissions	
Nbre de preneurs	12
Nbre de soumissions reçues	7
% de réponses	58
Nbre de soumissions rejetées	0
% de rejets	0,0
Soumissions rejetées (nom)	Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique
Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs	
Date d'échéance initiale : 17 - 5 - 2019	
Prolongation de la validité de la soumission de : jrs	
Date d'échéance révisée : JJ - MM - AAAA	

Résultats de l'appel d'offres	
Soumissions conformes	Prix soumis incluant taxes et corrections du prix
<small>(Les prix de soumission et l'AMF ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions. Cependant, seuls les autres documents fournis avec les 2 plus basses soumissions ont été vérifiés)</small>	Total
Eurovia Québec Construction inc.	7 982 576,17
Les Entrepreneurs Bucaro inc.	8 097 330,53
Pavages Métropolitain inc.	8 513 284,41
4042077 Canada inc.(De Sousa)	8 698 115,14
Meloche, Division de Sintra inc.	8 752 395,99
Construction Bau-Val inc.	9 547 000,00
Construction Viatek inc.	9 689 223,79
Estimation	7 622 958,41
Écart entre la plus basse soumission et l'estimation	4,7%
Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse	1,4%
Dossier à être étudié par la CEC : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> X	

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)			
N.A.	OK	N.A.	OK
RBQ	<input type="checkbox"/>	AMF	<input checked="" type="checkbox"/>
RENA	<input type="checkbox"/>	Revenu Qc	<input checked="" type="checkbox"/>
<i>Joindre l'attestation de l'AMF, le cas échéant</i>			

Recommandation	
Nom du soumissionnaire :	Eurovia Québec Construction inc.
Montant du contrat (incluant les taxes) (\$):	7 982 576,17
Montant des contingences (\$):	798 257,62
Montant des incidences (\$):	583 000,00
Date prévue de début des travaux :	5 - 5 - 2019
Date prévue de fin des travaux :	15 - 10 - 2019

SOUSSION :441023

I)- Liste des rues : Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce : (± 12.5 Km)

PCPR : (± 5.5 Km)

C-7302 : RUE GOYER DE L'AVENUE DECELLES À L'AVENUE DARLINGTON

C-7303 : AVENUE BARCLAY DE LA RUE LEGARE AU CHEMIN DE LA COTE-DES-NEIGES

C-7304 : AVENUE KINDERSLEY DE LA RUE DE LA SAVANE À LA LIMITE DE L'ARRONDISSEMENT

C-7305 : AVENUE MOUNTAIN-SIGHTS DE LA RUE SOREL À L'AVENUE POWELL

C-7306 : RUE SAX DE LA RUE BOUGAINVILLE À LA RUE LABARRE

C-7307 : RUE SOREL DE LA RUE LABARRE À LA RUE MAYRAND

C-7309-1: BOUL. DECARIE DE LA RUE JEAN-TALON COTE SUD À LA LIMITE DE L'ARRONDISSEMENT

C-7309-2 : BOUL. DECARIE DE LA RUE JEAN-TALON COTE SUD À LA LIMITE DE L'ARRONDISSEMENT

C-7310 : RUE VEZINA DE L'AVENUE CLANRANALD AU BOULEVARD DECARIE

C-7313 : BOULEVARD DECARIE DE L'AVENUE MONKLAND À LA RUE SARANAC

C-7314 : BOUL. DECARIE DU BOUL. DE MAISONNEUVE À L'AVENUE NOTRE-DAME-DE-GRACE

C-7315 : AVENUE GIROUARD DE LA RUE SHERBROOKE À LA PLACE GROVERHILL

C-7311 : AVENUE VICTORIA DE LA RUE MACKENZIE À LA RUE JEAN –TALON

PRCPR : (± 7 Km)

C-7367 : RUE FROBISHER DU CHEMIN DE LA COTE-DES-NEIGES À LA RUE JEAN-TALON

C-7369 : CHEMIN DE LA COTE-SAINT-LUC DE L'AVENUE HINGSTON À L'AVENUE DRAPER

C-7369 : CHEMIN DE LA COTE-SAINT-LUC DE L'AVENUE DRAPER À L'AVENUE MARCIL

C-7371 : RUE SHERBROOKE DE L'AVENUE TRENHOLME À L'AVENUE WEST-BROADWAY

C-7372 : RUE SAINT-JACQUES DE LA RUE SAINT-JACQUES À LA RUE LILY-SIMON

C-7373 : RUE PARE DE LA LIMITE DE L'ARRONDISSEMENT AU BOULEVARD DECARIE

C-7560 : RUE JEAN-TALON DU BOULEVARD DECARIE À LA RUE DE LA SAVANE

C-7561 : RUE JEAN-TALON DU CHEMIN LUCERNE AU CHEMIN DE LA COTE-DES-NEIGES

C-7565 : AVENUE MOUNTAIN SIGHTS DE LA RUE JEAN-TALON À LA RUE BUCHAN

C-7573 : CHEMIN DE LA COTE-SAINT-LUC DE L'AVENUE KING-EDWARD À L'AVENUE WALKLEY

C-7574 : CHEMIN DE LA COTE-SAINT-LUC DE L'AVENUE RANDALL À L'AVENUE HINGSTON

C-7575 : RUE PARE DU BOULEVARD DECARIE À L'AVENUE MOUNTAIN-SIGHTS

C-7365 : AVENUE VAN HORNE DE L'AVENUE DARLINGTON À LA LIMITE DE L'ARRONDISSEMENT

C-7366 : RUE JEAN-TALON DU CHEMIN DE LA COTE-DES-NEIGES À L'AVENUE DE DIEPPE

II)- Liste des rues : - Arrondissement de Le Sud-Ouest : (± 3,7 Km)

PCPR : (3 km)

- C-7122** : RUE ACORN DE LA SAINT-REMI À LA RUE DE COURCELLE
- C-7124** : AVENUE GILMORE DE LA RUE CABOT À LA RUE SAINT-PATRICK
- C-7126** : AVENUE LIONEL-GROULX DE L'AVENUE ÀTWATER A LA RUE CANNING
- C-7129** : RUE DU CENTRE DE L'AVENUE ATWATER À LA RUE CHARLEVOIX
- C-7131** : RUE RICHMOND DE LA RUE NOTRE-DAME À LA RUE SAINT-JACQUES
- C-7135** : RUE HAMILTON DE LA RUE JOLICOEUR À LA RUE JACQUES HERTEL
- C-7137** : RUE D'ARCY-MCGEE DE LA RUE LAURENDEAU À LA RUE HADLEY
- C-7139**: RUE DE ROBERVAL DE L'AVENUE DE L'EGLISE À LA RUE HADLEY
- C-7140** : RUE PHILIPPE-TURCOT DE LA PLACE TURCOT AU BOULEVARD MONK

PRCPR : (± 0,7 Km)

- C-7393** : BOUL. DES TRINITAIRES DE LA RUE DUMAS AU BOUL. DE LA VERENDRYE
- C-7397** : RUE GRAND TRUNK DE LA RUE D'ARGENSON À LA RUE CHARLEVOIX
- C-7399** : RUE DELISLE DE LA RUE ROSE-DE-LIMA À L'AVENUE GREENE

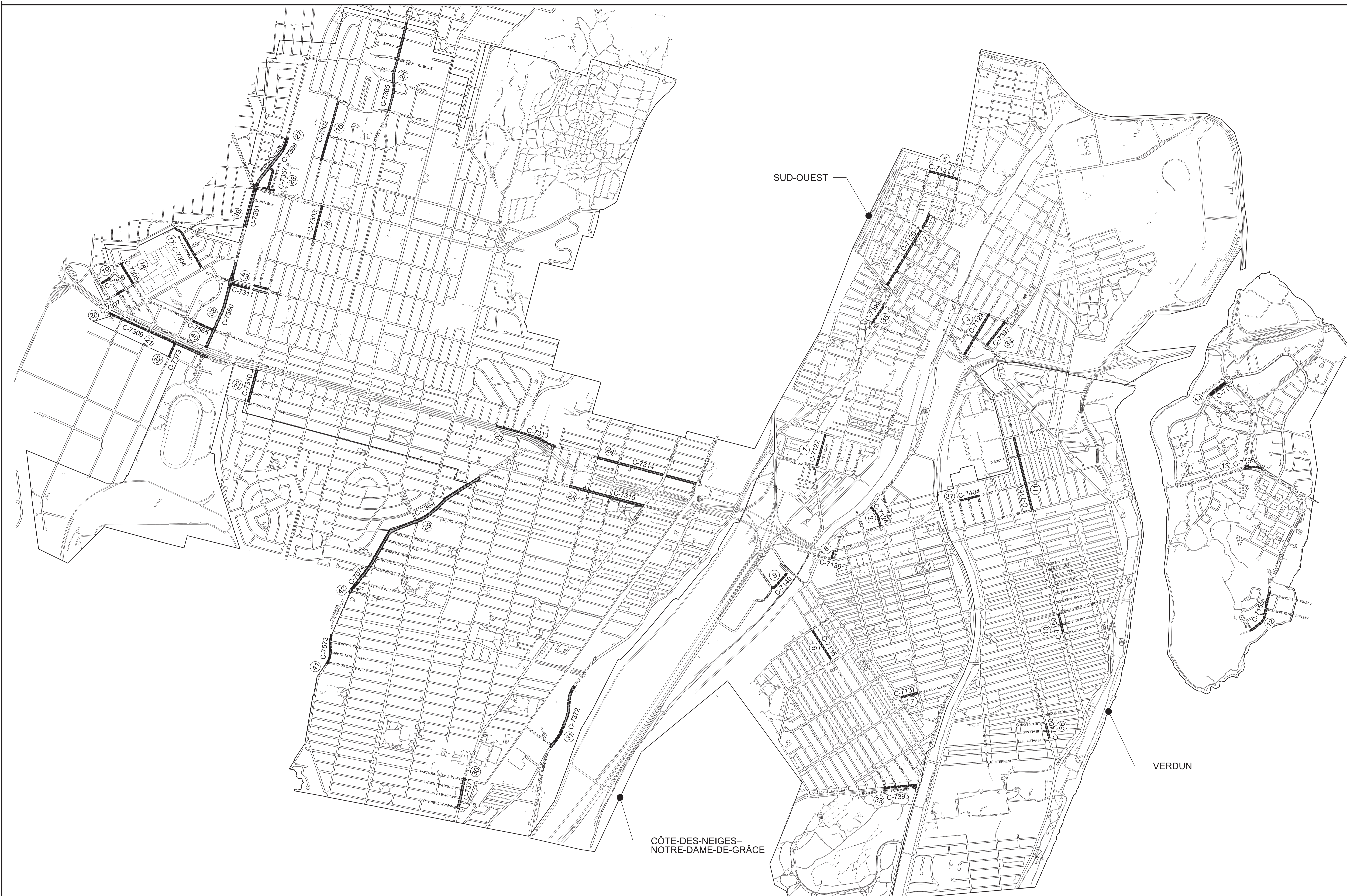
III)- Liste des rues : - Arrondissement de Verdun : (± 2.4 Km)

PCPR : (± 2 Km)

- C-7150** : RUE DE VERDUN DE LA RUE ARGYLE AU BOULEVARD DESMARCHAIS
- C-7153** : RUE DE VERDUN DE LA RUE DE L'EGLISE À LA RUE STRATHMORE
- C-7155** : CHEMIN DE LA POINTE-SUD DE LA RUE DES PARULINES À L'AVENUE DES SOMMETS
- C-7156** : BOULEVARD MARGUERITE-BOURGEOYS DE LA RUE ABELAND AU BOUL. DE L'ILE-DES-SŒURS
- C-7157** : CHEMIN DU GOLF DE LA RUE DE LA VIGNE AU BOULEVARD DE L'ILE-DES-SŒURS

PRCPR : (± 0,4 Km)

- C-7400** : RUE BANNANTYNE DE LA RUE VALIQUETTE À LA RUE RIVERVIEW
- C-7404** : AVENUE HICKSON DE LA RUE LANOUILLE À LA RUE LESAGE



Orientation

REPÈRE GÉODÉSIQUE:
LE FOND DE PLAN EST ISSU DE LA CARTOGRAPHIE DE LA VILLE DE MONTRÉAL. LES COORDONNÉES SONT POSITIONNÉES SELON LE SYSTÈME NAD83.

Plan de localisation

Références

Plan d'arpentage: -
Plan EGA: -
Plan BC: -
Plan géométrique: -

Légende

<ul style="list-style-type: none"> ⊙ Puits de rue ⊙ Puits de trottoir ⊙ Repère géodésique ⊙ Vanne de gaz ⊙ Regard chambre d'aqueduc ⊙ Regard chambre de la CSEM ⊙ Symbole de forage ⊙ Base à briser et à reconstruire au même emplacement ⊙ Base à construire ⊙ Base existante ⊙ Base à briser ou à enlever 	<ul style="list-style-type: none"> ⊙ Regard chambre H.Q. ⊙ Regard chambre d'épandage ⊙ Bonne-fontaine ⊙ Boîte de vanne ⊙ Vanne d'aqueduc ⊙ Manchon de parcomètre ⊙ M ⊙ Bolard ⊙ OCS ⊙ Puits d'observation ⊙ F.C. ⊙ Fin de courbe ⊙ Ancienne chambre de transformateur (vieux modèle) ⊙ Chambre de transformateur ⊙ Chambre de transformateur (Hydro-Québec)
--	--

* Symbole grossi pour plus de détails.

Puisard à désactiver lors de la construction d'un projet:

DFE	Egout	DFD	Drain
DFP	Pavage	DFT	Trottoir

Puisard à déplacer lors de la construction d'un projet:

DP	Pavage	DT	Trottoir
----	--------	----	----------

Nouveau puisard lors de la construction d'un projet:

NE	Egout	ND	Drain
NP	Pavage	NT	Trottoir

Puisard

T+C	Tête et couvercle à changer (poutrelle de trottoir)	T+G	Tête et grille à changer
T+G+REP	Tête et grille à changer (+ réparation)	A+N	Ajustable à niveler
		A+C	Ajustable à changer

Egout / Aqueduc

C+C	Cadre et couvercle à changer	A+N	Ajustable à niveler
C+C+REP	Cadre et couvercle à changer (+ réparation)	A+C	Ajustable à changer
		TBV+C	Tête de boîte de vanne à changer

Tête de boîte de vanne à niveler

TBV-N	Tête de boîte de vanne à niveler
-------	----------------------------------

Divers

NIV	À niveler	RPH	Rampe pour handicapés
PR	Puisard à remplacer	AR	Anneau à rehausser

Émission

No.	Date	Description	Préparé par:
001	2018-12-20	EMIS POUR ADDENDA #1	C.O.
000	2018-12-03	EMIS POUR APPEL D'OFFRES	S.B.
A	2018-11-01	EMIS POUR COMMENTAIRES À 50%	S.B.

Montréal

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux
801, rue Brehm, 7e étage, Montréal (Québec) H3C-0G4

exp. Les Services EXP inc.
1001, boulevard de Maisonneuve Ouest
Bureau 800
Montréal, Québec, H3A 3C8
Canada

Intervenants

Elaboré par: -
Neda Satouh, dess. -
Samir Ben Htet Ing. jr -

Logo exp. 2018-09
Logo exp. 2018-09

Sceau de (financement):
Logo exp. 2018-09-21

Projet: PCPR - PRCPR 2019
CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE, LE SUD-OUEST ET VERDUN

Arrondissement(s): -

Nature des travaux: **TRAVAUX DE VOIRIE DANS LES ARRONDISSEMENTS DE CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE, DU SUD-OUEST ET DE VERDUN (PCPR-2019)**

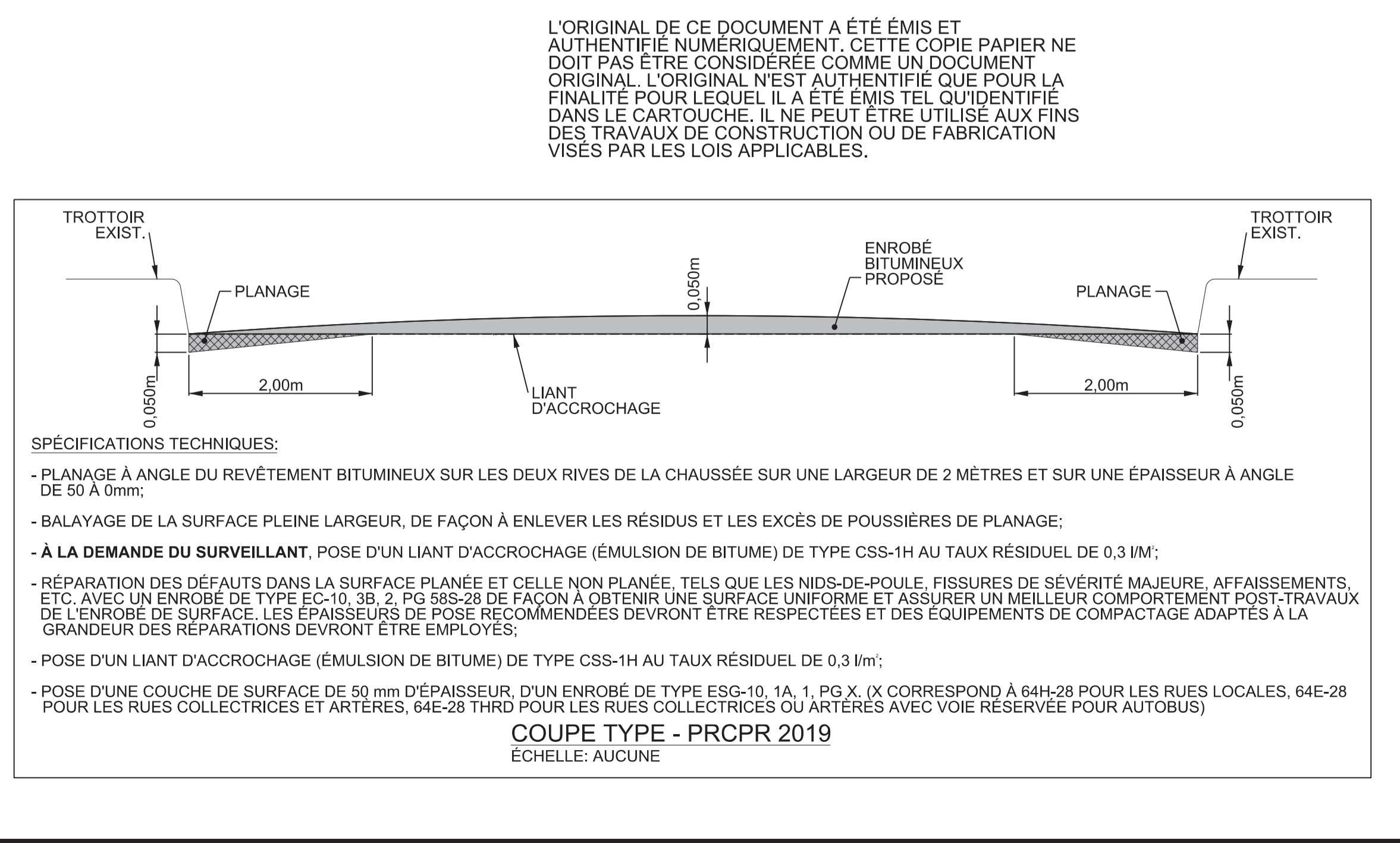
Titre du plan: **LOCALISATION DES TRAVAUX ET DÉTAIL**

(SI) DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

Echelle: 1:200

AO: **441023** PL-VO-C-000 1/1 Émis: **001** P/A: **N/A**

RUE NO.	DESCRIPTION	NATURE DES TRAVAUX	PLAN NO.	RUE NO.	DESCRIPTION	NATURE DES TRAVAUX	PLAN NO.	RUE NO.	DESCRIPTION	NATURE DES TRAVAUX	PLAN NO.
-	LOCALISATION DES TRAVAUX ET DÉTAILS	PCPR + PRCPR	C-0000	16	AVENUE BARCLAY DE LA RUE LEGARE AU CHEMIN DE LA CÔTE-DES-NEIGES	PCPR	C-7303	30	RUE SHERBROOKE DE L'AVENUE TRENHOLME À L'AVENUE WEST-BROADWAY	PRCPR	C-7371
1	RUE ACORN DE LA RUE SAINT-HEMI À LA RUE DE COURCELLE	PCPR	C-7122	17	RUE KINGSLEY DE LA RUE DE LA SAVANE À LA LIMITE DE L'ARRONDISSEMENT	PCPR	C-7304	31	RUE SAINT-JACQUES DE LA RUE SAINT-JACQUES À LA RUE LILLY-SIMON	PRCPR	C-7372
2	AVENUE GILMORE DE LA RUE CAROT À LA RUE SAINT-PATRICK	PCPR	C-7124	18	AVENUE MOUNTAIN-SIGHTS DE LA RUE SORÉ À L'AVENUE POWELL	PCPR	C-7305	32	RUE PARÉ DE LA LIMITE OUEST D'ARRONDISSEMENT AU BOULEVARD DÉCARIE	PRCPR	C-7373
3	AVENUE LIONEL-GROULX DE L'AVENUE ATWATER À LA RUE CANNING	PCPR	C-7126	19	RUE SAY DE LA RUE BOUAINVILLE À LA RUE LABARRE	PCPR	C-7306	33	BOULEVARD DES TRINITAIRES DE LA RUE DUMAS AU BOULEVARD DE LA VERENDRYE	PRCPR	C-7393
4	RUE CENTRE DE L'AVENUE ATWATER À LA RUE CHARLEVOIX	PCPR	C-7129	20	RUE DE SORÉL DE LA RUE LABARRE À LA RUE MAYRAND	PCPR	C-7307	34	RUE GRAND TRUNK DE LA RUE D'ARGENSON À LA RUE CHARLEVOIX	PRCPR	C-7397
5	RUE RICHMOND DE LA RUE NOTRE-DAME À LA RUE SAINT-JACQUES	PCPR	C-7131	21	BOULEVARD DÉCARIE DE LA RUE JEAN-TALON CÔTÉ SUD À LA LIMITE DE L'ARRONDISSEMENT	PCPR	C-7309	35	RUE DELISLE DE LA RUE ROSE-DE-LIMA À L'AVENUE GREENE	PRCPR	C-7399
6	RUE HAMILTON DE LA RUE JOUQUEUR À LA RUE JACQUES-HERTEL	PCPR	C-7135	22	RUE VÉZINA DE L'AVENUE CLAIRMANAUD AU BOULEVARD DÉCARIE	PCPR	C-7310	36	RUE BANNAVITTE DE LA RUE VAUQUETTE À LA RUE RIVERVIEW	PRCPR	C-7400
7	RUE D'ARCY MAGEE DE LA RUE LAURENDEAU À LA RUE HADLEY	PCPR	C-7137	23	BOULEVARD DÉCARIE DE L'AVENUE MONKLAND À LA RUE SARANAC	PCPR	C-7313	37	AVENUE HICKSON DE LA RUE LANOUËTTE À LA RUE LESAGE	PRCPR	C-7404
8	RUE DE ROBERVAL DE L'AVENUE DE L'ÉGLISE À LA RUE HADLEY	PCPR	C-7139	24	BOULEVARD DÉCARIE DU BOULEVARD DE MAISONNEUVE À L'AVENUE NOTRE-DAME-DE-GRÂCE	PCPR	C-7314	38	RUE JEAN-TALON DU BOULEVARD DÉCARIE À LA RUE DE LA SAVANE	PRCPR	C-7560
9	RUE PHILIPPE-TURCOT DE LA PLACE TURCOT AU BOULEVARD MONK	PCPR	C-7140	25	AVENUE GROULARD DE LA RUE SHERBROOKE À LA PLACE GROVERHILL	PCPR	C-7315	39	RUE JEAN-TALON DU CHEMIN LUCIÈRE AU CHEMIN DE LA CÔTE-DES-NEIGES	PRCPR	C-7561
10	RUE DE VERDUN DE LA RUE ANGLE À LA 1ÈRE AVENUE	PCPR	C-7150	26	AVENUE VAN-HORNÉ DE L'AVENUE DARLINGTON À LA LIMITE DE L'ARRONDISSEMENT	PRCPR	C-7316	40	AVENUE MOUNTAIN-SIGHTS DE LA RUE JEAN-TALON À LA RUE BUCHAN	PRCPR	C-7565
11	RUE DE VERDUN DE LA RUE DE L'ÉGLISE À LA RUE STRATHMORE	PCPR	C-7153	27	RUE JEAN-TALON DU CHEMIN DE LA CÔTE-DES-NEIGES À L'AVENUE DIEPPE	PRCPR	C-7366	41	CHEMIN DE LA CÔTE-SAINTE-LUC DE L'AVENUE WALKLEY	PRCPR	C-7573
12	CHEMIN DE LA POINTE-SUD DE LA RUE DES PARALLÈLES À L'AVENUE DES SOMMETS	PCPR	C-7155	28	RUE FROBISHER DU CHEMIN DE LA CÔTE-DES-NEIGES À LA RUE JEAN-TALON	PRCPR	C-7367	42	CHEMIN DE LA CÔTE-SAINTE-LUC DE L'AVENUE KING-EDWARD À L'AVENUE HINGSTON	PRCPR	C-7574
13	BOULEVARD MARGUERITE-BOURGEOYS DE LA RUE ABELAND AU BOULEVARD DE L'ÎLE-DES-SŒURS	PCPR	C-7156	29	CHEMIN DE LA CÔTE-SAINTE-LUC DE L'AVENUE HINGSTON À L'AVENUE MARCIL	PRCPR	C-7368	43	AVENUE VICTORIA DE LA RUE WARGRENDE À LA RUE JEAN-TALON	PCPR	C-7311
14	CHEMIN DU GOÛT DE LA RUE DE LA VIGNE AU BOULEVARD DE L'ÎLE-DES-SŒURS	PCPR	C-7157								
15	RUE GOYER DE L'AVENUE DÉCELLES À L'AVENUE DARLINGTON	PCPR	C-7302								



Cartouche révisée le : 2018 / 11 / 05

Soumission 441023 – Travaux de voirie dans les arrondissements Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce, Le Sud-Ouest et Verdun (PCPR 2019) Principe de gestion de la mobilité

Secteur	Mesures de mitigation
C-7122 Rue Acorn De la rue Saint-Rémi à la rue De Courcelle	Travaux de planage: Fermeture complète une direction à la fois avec maintien d'une voie dans la direction opposée. Travaux de pavage : Fermeture complète Horaire de travail : Planage : Lundi au vendredi 7h à 15h30 (direction ouest) 9h30 à 19h (direction est). Pavage : Dimanche au jeudi 21h à 5h
C-7124 Avenue Gilmore De la rue Cabot à la rue Saint-Patrick	Travaux de planage et pavage : Fermeture complète de la chaussée avec maintien de la circulation locale excepté lors des travaux de pavage. Horaire de travail : Dimanche au Jeudi 21h à 5h
C-7126 Avenue Lionel-Groulx De l'avenue Atwater à la rue Canning	Travaux de planage et pavage : Fermeture complète de la chaussée avec maintien de la circulation locale excepté lors des travaux de pavage. Horaire de travail : Lundi au Vendredi 7h à 19h. Réaliser printemps 2019 ou automne 2019
C-7129 Rue Centre De l'avenue Atwater à la rue Charlevoix	Travaux de planage : Fermeture complète une direction à la fois avec maintien d'une voie dans la direction opposée. Travaux de pavage : Fermeture complète Horaire de travail : Planage : Lundi au vendredi 7h à 15h30 (direction ouest) 9h30 à 19h (direction est). Pavage : Lundi au vendredi 9h30 à 19h
C-7131 Rue Richmond De la rue Notre-Dame à la rue Saint-Jacques	Travaux de planage et pavage : Fermeture complète de la chaussée avec maintien de la circulation locale excepté lors des travaux de pavage. Horaire de travail : Lundi au Vendredi 7h à 19h. Réaliser été 2019
C-7135 Rue Hamilton De la rue Jolicoeur à la rue Jacques-Hertel	Travaux de planage et pavage : Fermeture complète de la chaussée avec maintien de la circulation locale excepté lors des travaux de pavage. Horaire de travail : Lundi au Vendredi 7h à 19h. Période de réalisation vacances scolaires, été 2019
C-7137 Rue d'Arcy-McGee De la rue Laurendeau à la rue Hadley	Travaux de planage et pavage : Fermeture complète de la chaussée avec maintien de la circulation locale excepté lors des travaux de pavage. Horaire de travail : Lundi au Vendredi 7h à 19h
C-7139 Rue de Roberval De la rue de l'Église à la rue Hadley	Travaux de planage: Fermeture complète de la chaussée avec maintien de la circulation locale excepté lors des travaux de pavage. Horaire de travail : Dimanche au Jeudi 21h à 5h
C-7140 Rue Philippe-Turcot De la place Turcot au boulevard Monk	Travaux de planage: Fermeture complète de la chaussée avec maintien de la circulation locale excepté lors des travaux de pavage. Travaux de pavage : Prévoir une circulation bidirectionnelle pour permettre la circulation locale Horaire de travail : Dimanche au Jeudi 21h à 5h
C-7150 Rue de Verdun De la rue Argyle au boulevard Desmarchais	Travaux de planage et pavage : Fermeture complète de la chaussée avec maintien de la circulation locale excepté lors des travaux de pavage. Horaire de travail : Lundi au Vendredi 9h30 h à 19h. Période de réalisation vacances scolaires, été 2019
C-7153 Rue de Verdun De la rue de l'Église à la rue Strathmore	Travaux de planage: Fermeture complète une direction à la fois avec maintien d'une voie dans la direction opposée. Travaux de pavage : Fermeture complète Horaire de travail : Planage : Lundi au vendredi 7h à 15h30 (direction ouest) 9h30 à 19h (direction est). Pavage : Lundi au vendredi 9h30 à 19h. Réaliser Automne 2019
C-7155 Chemin de la Pointe-Sud De la rue des Parulines à l'avenue des Sommets	Travaux de planage et pavage : Fermeture complète d'une direction à la fois sur le chemin de la Pointe-Sud avec maintien d'une voie de circulation en alternance gérer à l'aide de signaleurs Horaire de travail : Lundi au Vendredi 9h30 à 19h
C-7156	Travaux de planage et pavage : Fermeture complète du boulevard Marguerite-Bourgeoys et

Secteur	Mesures de mitigation
Boulevard Marguerite-Bourgeois De la rue Abéland au boul. de l'île-des-Sœurs	du boulevard de L'Îles-des-Sœurs avec chemin de détour pour permettre la circulation locale Horaire de travail : Lundi au Vendredi 9h à 15h30. Période de réalisation vacances scolaires, été 2019
C-7157 Chemin du Golf, De la rue de la Vigne au boulevard de L'Île-des-Sœurs	Travaux de planage et pavage : Fermeture complète de la chaussée avec maintien de la circulation locale excepté lors des travaux de pavage. Horaire de travail : Lundi au Vendredi 9h à 15h30. Période de réalisation vacances scolaires, été 2019
C-7302 Rue Goyer De l'avenue Darlington à l'avenue Decelles	Travaux de planage et pavage : Fermeture complète de la chaussée avec maintien de la circulation locale excepté lors des travaux de pavage. Horaire de travail : Lundi au Vendredi 7h à 19h. Période de réalisation vacances scolaires, été 2019
C-7303 Avenue Barclay De la rue Légaré au chemin de la Côte-des-Neiges	Travaux de planage et pavage : Fermeture complète de la chaussée avec maintien de la circulation locale excepté lors des travaux de pavage. Horaire de travail : Lundi au Vendredi 7h à 19h
C-7304 Avenue Kindersley De la rue de la Savane à la limite de l'arrondissement	Travaux de planage et pavage : Fermeture complète de la chaussée avec maintien de la circulation locale excepté lors des travaux de pavage. Horaire de travail : Lundi au Vendredi 7h à 19h
C-7305 Avenue Mountain-Sights De la rue de Sorel à l'avenue Powell	Travaux de planage et pavage : Fermeture complète de la chaussée avec maintien de la circulation locale excepté lors des travaux de pavage. Horaire de travail : Planage : Lundi au Vendredi 7h à 19h. Pavage : Dimanche au Jeudi 21h à 5h
C-7306 Rue Sax De la rue Labarre à la rue Bougainville	Travaux de planage et pavage : Fermeture complète de la chaussée avec maintien de la circulation locale excepté lors des travaux de pavage. Horaire de travail : Planage : Lundi au Vendredi 7h à 19h. Pavage : Dimanche au Jeudi 21h à 5h
C-7307 Rue de Sorel De la rue Mayrand à la rue Labarre	Travaux de planage et pavage : Fermeture complète de la chaussée avec maintien de la circulation locale excepté lors des travaux de pavage. Horaire de travail : Planage : Lundi au Vendredi 7h à 19h. Pavage : Dimanche au Jeudi 21h à 5h
C-7309 (1 et 2) Boulevard Décarie De la rue Jean-Talon côté sud à la limite de l'arrondissement	Travaux de planage et pavage : - Entrave partielle du côté est ou ouest de la chaussée du boulevard Décarie Sud avec maintien d'une voie de circulation Horaire de travail : Dimanche au Jeudi 22h à 5h, Jeudi à Vendredi 22h30 à 5h, Vendredi à Samedi 23h à 6h30, Samedi à Dimanche 23h à 7h
C-7310 Rue Vézina De l'avenue Clanranald au boulevard Décarie	Travaux de planage : Fermeture complète une direction à la fois avec maintien d'une voie dans la direction opposée. Travaux de pavage : Fermeture complète Horaire de travail : Planage : Lundi au vendredi 7h à 15h30 (direction ouest) 9h30 à 19h (direction est). Pavage : Samedi 8h à 19h, dimanche 9h à 19h
C-7311 Avenue Victoria De la rue Mackenzie à la rue Jean-Talon Ouest	Travaux de planage et pavage : Fermeture complète de la chaussée avec maintien de la circulation locale excepté lors des travaux de pavage. Horaire de travail : Planage : Lundi au Vendredi 7h à 19h. Pavage : Dimanche au Jeudi 21h à 5h
C-7313 Boulevard Décarie De l'avenue Monkland à la rue Sanarac	Travaux de planage et pavage : Entrave partielle du côté est ou ouest de la chaussée avec maintien d'au moins une voie de circulation Horaire de travail : Dimanche au Jeudi 22h à 5h, Jeudi à Vendredi 22h30 à 5h, Vendredi à Samedi 23h à 6h30, Samedi à Dimanche 23h à 7h
C-7314 Boulevard Décarie Du boulevard de Maisonneuve à l'avenue Notre-Dame-de-Grâce	Travaux de planage : Fermeture complète une direction à la fois avec maintien d'une voie dans la direction opposée. Travaux de pavage : Fermeture complète Horaire de travail : Planage : Lundi au vendredi 7h à 15h30 (direction nord) 9h30 à 19h (direction sud). Pavage : Samedi 8 h à 19 h, dimanche 9 h à 19h

Secteur	Mesures de mitigation
C-7315 Avenue Girouard De la rue Sherbrooke à la place Groverhill	Travaux de planage : Fermeture complète une direction à la fois avec maintien d'une voie dans la direction opposée. Travaux de pavage : Fermeture complète Horaire de travail : Planage : Lundi au vendredi 7h à 15h30 (direction nord) 9h30 à 19h (direction sud). Pavage : Dimanche au Jeudi 22h à 5h, Jeudi à Vendredi 22h30 à 5h, Vendredi à Samedi 23h à 6h30, Samedi à Dimanche 23h à 7h
C-7365 Avenue Van Horne De l'avenue Darlington à la limite de l'arrondissement	Travaux de planage : Fermeture complète une direction à la fois avec mise en place d'un contresens. Travaux de pavage : Fermeture complète Horaire de travail : Planage : Lundi au Vendredi 9 h 30 à 19 h. Pavage : Samedi 8 h à 19 h, dimanche 9 h à 19h
C-7366 Rue Jean-Talon Ouest Du chemin de la Côte-des-Neiges à l'avenue de Dieppe	Travaux de planage et pavage : Fermeture complète une direction à la fois avec mise en place d'un contresens Horaire de travail : Dimanche au Jeudi 22h à 5h, Jeudi à Vendredi 22h30 à 5h, Vendredi à Samedi 23h à 6h30, Samedi à Dimanche 23h à 7h. Réaliser automne 2019, ou été 2019 si coordination avec le PI 334401 le permet
C-7367 Rue Frobisher Du chemin de la Côte-des-Neiges à la rue Jean-Talon	Travaux de planage et pavage : Fermeture complète de la chaussée avec maintien de la circulation locale excepté lors des travaux de pavage. Horaire de travail : Planage : Lundi au Vendredi 7h à 19h. Pavage : Dimanche au Jeudi 21 h à 5h. Période de réalisation vacances scolaires, été 2019
C-7369 Chemin de la Côte-Saint-Luc De l'avenue Hingston à l'avenue Marcil	Travaux de planage : Entrave partielle d'un côté de la chaussée à la fois avec le maintien d'une voie dans la direction entravée Travaux de pavage : Fermeture d'une direction à la fois avec mise en place d'une circulation à contresens sur la direction opposé Horaire de travail : Planage : Lundi au vendredi 7h à 15h30 (direction ouest) 9h30 à 19h (direction est). Pavage : Lundi au Vendredi 9h30 à 19h. Période de réalisation vacances scolaires, été 2019
C-7371 Rue Sherbrooke De l'avenue Trenholme à l'avenue West Broadway	Travaux de planage et pavage : Fermeture d'une direction à la fois avec mise en place d'une circulation à contresens sur la direction opposé Horaire de travail : Lundi au Vendredi 9h30 à 19h (en direction est)
C-7372 Rue Saint-Jacques De la rue Saint-Jacques à la rue Lily-Simon	Travaux de planage et pavage : Fermeture d'une direction à la fois avec mise en place d'une circulation à contresens sur la direction opposé Horaire de travail : Dimanche au Jeudi 22h à 5h, Jeudi à Vendredi 22h30 à 5h, Vendredi à Samedi 23h à 6h30, Samedi à Dimanche 23h à 7h.
C-7373 Rue Paré De la limite ouest d'arrondissement au boulevard Décarie	Travaux de planage et pavage : Fermeture complète de la chaussée avec maintien de la circulation locale excepté lors des travaux de pavage. Horaire de travail : Dimanche au Jeudi 21h à 5h
C-7393 Boulevard des Trinitaires De la rue Dumas au boulevard de La Vérendrye	Travaux de planage et pavage : Fermeture d'une direction à la fois avec mise en place d'une circulation à contresens sur la direction opposé Horaire de travail : Lundi au Vendredi 7h à 19h.
C-7397 Rue Grand Trunk De la rue d'Argenson à la rue Charlevoix	Travaux de planage et pavage : Fermeture complète de la chaussée avec maintien de la circulation locale excepté lors des travaux de pavage. Horaire de travail : Lundi au Vendredi 7h à 19h
C-7399 Rue Delisle De la rue Rose-de-Lima à l'avenue Greene	Travaux de planage et pavage : Fermeture complète de la chaussée avec maintien de la circulation locale excepté lors des travaux de pavage. Horaire de travail : Lundi au Vendredi 7h à 19h
C-7400 Avenue Bannantyne De la rue Valiquette à la rue Riverview	Travaux de planage : Entrave partielle d'un côté à la fois avec maintien d'au moins une voie de circulation dans chaque direction Travaux de pavage : Fermeture complète avec maintien de la circulation locale de part et d'autre de la zone des travaux

Secteur	Mesures de mitigation
	Horaire de travail : Planage : Lundi au Vendredi 7h à 19h. Pavage : Lundi au Vendredi 9h30 à 19h
C-7404 Rue Hickson De la rue Lanouette à la rue Lesage	Travaux de planage et pavage : Fermeture complète de la chaussée avec maintien de la circulation locale excepté lors des travaux de pavage. Horaire de travail : Lundi au Vendredi 9h30 à 19h
C-7560 Rue Jean-Talon Ouest Du boulevard Décarie à la rue de la Savane	Travaux de planage : Entrave partielle d'un côté à la fois avec maintien d'au moins une voie de circulation dans chaque direction Travaux de pavage : Fermeture d'une direction à la fois avec mise en place d'une circulation à contresens sur la direction opposé Horaire de travail : Planage : Lundi au vendredi 7h à 15h30. Pavage : Dimanche au Jeudi 22h à 5h
C-7561 Rue Jean-Talon Ouest Du chemin Lucerne au chemin de la Côte-des-Neiges	Travaux de planage et pavage : Fermeture d'une direction à la fois avec mise en place d'une circulation à contresens sur la direction opposé Horaire de travail : Dimanche au Jeudi 22h à 5h, Jeudi à Vendredi 22h30 à 5h, Vendredi à Samedi 23h à 6h30, Samedi à Dimanche 23h à 7h. Réaliser automne 2019, ou été 2019 si coordination avec le PI 334401 le permet
C-7565 Avenue Mountain-Sights De la rue Jean-Talon à la rue Buchan	Travaux de planage et pavage : Fermeture complète de la chaussée avec maintien de la circulation locale excepté lors des travaux de pavage. Horaire de travail : Lundi au Vendredi 7h à 19h
C-7573 Chemin de la Côte-Saint-Luc De l'avenue King-Edward à l'avenue Walkley	Travaux de planage : Entrave partielle de la direction est avec maintien d'une voie de circulation Travaux de pavage : Fermeture complète de la direction sud avec mise en place d'un contresens dans l'autre direction Horaire de travail : Lundi au Vendredi 9h30 à 19h
C-7574 Chemin de la Côte-Saint-Luc De l'avenue Randall à l'avenue Hingston	Travaux de planage : Entrave partielle d'un côté à la fois avec maintien d'au moins une voie de circulation dans la direction entravée Travaux de pavage : Fermeture complète d'une direction à la fois avec mise en place d'un contresens sur la direction opposé Horaire de travail : Planage : Lundi au vendredi 9h30 à 19h (direction est) Lundi au vendredi 7h à 15h30 (direction ouest). Pavage : Lundi au vendredi 9h30 à 19h. Période de réalisation vacances scolaires, été 2019
C-7575 Rue Paré Du boulevard Décarie à l'avenue Mountain-Sights	Travaux de planage : Entrave partielle d'un côté à la fois avec maintien d'au moins une voie de circulation dans la direction entravée Travaux de pavage : Fermeture complète avec maintien de la circulation locale de part et d'autre de la zone des travaux Horaire de travail : Planage : Lundi au Vendredi 7h à 19h. Pavage : Dimanche au Jeudi 22h à 5h
Mesures de gestion des impacts applicables à tous les projets	<ul style="list-style-type: none"> - Les travaux sont prévus d'être réalisés en 2019; - L'Entrepreneur doit redonner les voies à la circulation à la fin de chaque quart de travail; - Maintien, en tout temps, des trottoirs et des passages piétonniers libres d'obstacles; - Ajustement de la signalisation existante à la configuration temporaire des travaux; - Sécurisation de l'aire de travail des voies de circulation ouvertes à l'aide de repères visuels de type T-RV-7; - Délimitation des voies en contresens à l'aide de repères visuels de type T-RV-10; - Maintien en tout temps, de façon sécuritaire, de tous les mouvements permis aux intersections, à moins d'indication contraire; - Présence de signaleurs pour assurer une saine gestion des mouvements sur le réseau routier adjacent la zone des travaux incluant les piétons et cyclistes;

Secteur	Mesures de mitigation
	<ul style="list-style-type: none"> - Installation à l'avance, aux approches du chantier, de panneaux d'information générale pour informer les usagers de la localisation des travaux ainsi que la date de début et de leur durée. Installation et mise en fonction des chemins de détournement avant la mise en place des entraves; - Installation de PMVM pour les rues artérielles - Accommodation et maintien en tout temps d'accès pour les services d'Urgences-Santé, au service de sécurité incendie de Montréal (SIM) et au SPVM. Les véhicules d'urgence doivent avoir accès aux bâtiments dans le secteur des travaux; - Des plaques d'acier pour circulation doivent être prévues pour redonner accès aux riverains en dehors des heures de travail, si requis; - Commercialisation policière pour la gestion des intersections, au besoin; - L'Entrepreneur doit faciliter, durant les travaux, la circulation des personnes à mobilité réduite; - L'Entrepreneur doit coordonner ses interventions avec les travaux exécutés par d'autres entrepreneurs à proximité de son chantier.

Le 2 février 2015

EUROVIA QUÉBEC CONSTRUCTION INC.
A/S MONSIEUR PATRICK OCTAVE ACHILLE SULLIOT
1550, AMPÈRE, BUREAU 200
BOUCHERVILLE (QC) J4B 7L4

N° de décision : 2015-CPSM-1006556

N° de client : 3000230492

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous EUROVIA QC CONSTRUCTION, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q., c. C-65.1 (la LCOP). EUROVIA QUÉBEC CONSTRUCTION INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **1^{er} février 2018** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis Letellier

Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22^e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

Le 28 septembre 2017

EUROVIA QUÉBEC CONSTRUCTION INC.
1550, AMPÈRE
200
BOUCHERVILLE QC J4B 7L4

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client : 3000230492 ✓

N° de demande : 1731535319

N° de confirmation de paiement : 000223386397

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 877 525-0337.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés financiers

2.2

Nouvelle recherche**Fiche de l'entreprise**

Nom : EUROVIA QUÉBEC CONSTRUCTION INC.

Adresse du siège social : 1550, RUE AMPÈRE, BUR 200, BOUCHERVILLE, QC, J4B 7L4, CANADA

Numéro de client à l'Autorité : 3000230492 ✓

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1169491884

Autres noms d'affaires

- EUROVIA QC C
-
- EUROVIA QC CONST.
-
- EUROVIA QC CONSTRUCTION
-
- EUROVIA QUÉBEC CONST.
-
- EUROVIA TECH
-
- EUROVIA TECHNOLOGIES
-
- EUROVIA, DIVISION TECHNOLOGIES

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la [demande d'information](#).



Exploité par CGI en partenariat avec [Constructo](#) pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 441023

Numéro de référence : 1218645

Statut : En attente des résultats d'ouverture

Titre : Travaux de planage et de revêtement bitumineux à divers endroits dans les Arrondissements de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-grâce, du Sud-Ouest et de Verdun.(PCPR - PRCPR 2019)

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

<u>Organisation</u>	<u>Contact</u>	<u>Date et heure de commande</u>	<u>Addenda envoyé</u>
Ali Excavation Inc. 760 boul des Érables Salaberry-de-Valleyfield, QC, J6T 6G4 http://www.aliexcavation.com	Madame Karine Ross Téléphone : 450 373-2010 Télécopieur : 450 373-0114	Commande : (1519990) 2018-12-07 16 h 37 Transmission : 2018-12-07 16 h 52	3042022 - 441023_Addenda #1_incluant un report de date 2018-12-21 13 h 03 - Courriel 3042031 - 441023_Plans_addenda1 2018-12-21 13 h 48 - Messagerie 3042033 - 441023_Formulaires de soumission_Addenda #1 (devis) 2018-12-21 11 h 17 - Courriel 3042034 - 441023_Formulaires de soumission_Addenda #1 (bordereau) 2018-12-21 11 h 17 - Téléchargement 3044161 - 441023_Addenda #2 _Incluant report de date 2019-01-08 12 h 30 - Courriel 3044162 - C-0000 2019-01-09 14 h 35 - Messagerie 3044163 - 441023_Formule _soumission_Add 2 (devis) 2019-01-08 13 h 03 - Courriel 3044164 - 441023_Formule _soumission_Add 2 (bordereau) 2019-01-08 13 h 03 - Téléchargement 3045953 - 441023_Addenda #3 2019-01-11 13 h 33 - Messagerie 3045954 - 441023_Formulaires de soumission (devis) 2019-01-11 10 h 30 - Courriel 3045955 - 441023_Formulaires de soumission (bordereau) 2019-01-11 10 h 30 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction Bau-Val Inc. 87 Emilien Marcoux, Suite#101 Blainville, QC, J7C 0B4 http://www.bauval.com	Madame Johanne Vallée Téléphone : 514 788-4660 Télécopieur :	Commande : (1518154) 2018-12-03 14 h 17 Transmission : 2018-12-03 15 h 09	3042022 - 441023_Addenda #1_incluant un report de date 2018-12-21 13 h 03 - Courriel 3042031 - 441023_Plans_addenda1 2018-12-21 13 h 48 - Messagerie 3042033 - 441023_Formulaires de soumission_Addenda #1 (devis) 2018-12-21 11 h 17 - Courriel 3042034 - 441023_Formulaires de soumission_Addenda #1 (bordereau) 2018-12-21 11 h 17 - Téléchargement 3044161 - 441023_Addenda #2 _Incluant report de date 2019-01-08 12 h 30 - Courriel 3044162 - C-0000 2019-01-09 14 h 35 - Messagerie

			<p>3044163 - 441023_Formule_soumission_Add 2 (devis) 2019-01-08 13 h 03 - Courriel</p> <p>3044164 - 441023_Formule_soumission_Add 2 (bordereau) 2019-01-08 13 h 03 - Téléchargement</p> <p>3045953 - 441023_Addenda #3 2019-01-11 13 h 31 - Messagerie</p> <p>3045954 - 441023_Formulaires de soumission (devis) 2019-01-11 10 h 30 - Courriel</p> <p>3045955 - 441023_Formulaires de soumission (bordereau) 2019-01-11 10 h 30 - Téléchargement</p> <p>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)</p>
<p>Construction Viatek Inc. 4915, rue Louis-B.-Mayer Laval, QC, H7P0E5</p>	<p>Monsieur Patrick Francoeur Téléphone : 450 664-2818 Télécopieur : 450 664-2819</p>	<p>Commande : (1518504) 2018-12-04 10 h 52 Transmission : 2018-12-04 11 h 53</p>	<p>3042022 - 441023_Addenda #1_incluant un report de date 2018-12-21 13 h 03 - Courriel</p> <p>3042031 - 441023_Plans_addenda1 2018-12-21 13 h 47 - Messagerie</p> <p>3042033 - 441023_Formulaires de soumission_Addenda #1 (devis) 2018-12-21 11 h 17 - Courriel</p> <p>3042034 - 441023_Formulaires de soumission_Addenda #1 (bordereau) 2018-12-21 11 h 17 - Téléchargement</p> <p>3044161 - 441023_Addenda #2_Incluant report de date 2019-01-08 12 h 30 - Courriel</p> <p>3044162 - C-0000 2019-01-09 14 h 34 - Messagerie</p> <p>3044163 - 441023_Formule_soumission_Add 2 (devis) 2019-01-08 13 h 03 - Courriel</p> <p>3044164 - 441023_Formule_soumission_Add 2 (bordereau) 2019-01-08 13 h 03 - Téléchargement</p> <p>3045953 - 441023_Addenda #3 2019-01-11 13 h 28 - Messagerie</p> <p>3045954 - 441023_Formulaires de soumission (devis) 2019-01-11 10 h 30 - Courriel</p> <p>3045955 - 441023_Formulaires de soumission (bordereau) 2019-01-11 10 h 30 - Téléchargement</p> <p>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)</p>
<p>De Sousa 3872 Boulevard Leman Laval, QC, H7E1A1</p>	<p>Monsieur Wilson De Sousa Téléphone : 450 663-3000 Télécopieur : 450 663-2000</p>	<p>Commande : (1518262) 2018-12-03 16 h 19 Transmission : 2018-12-03 17 h 27</p>	<p>3042022 - 441023_Addenda #1_incluant un report de date 2018-12-21 13 h 03 - Courriel</p> <p>3042031 - 441023_Plans_addenda1 2018-12-21 13 h 49 - Messagerie</p> <p>3042033 - 441023_Formulaires de soumission_Addenda #1 (devis) 2018-12-21 11 h 17 - Courriel</p> <p>3042034 - 441023_Formulaires de soumission_Addenda #1 (bordereau) 2018-12-21 11 h 17 - Téléchargement</p> <p>3044161 - 441023_Addenda #2_Incluant report de date 2019-01-08 12 h 30 - Courriel</p> <p>3044162 - C-0000 2019-01-09 10 h 03 - Courriel</p> <p>3044163 - 441023_Formule_soumission_Add 2 (devis) 2019-01-08 13 h 03 - Courriel</p> <p>3044164 - 441023_Formule_soumission_Add 2 (bordereau) 2019-01-08 13 h 03 - Téléchargement</p>

			3045953 - 441023_Addenda #3 2019-01-11 13 h 35 - Messagerie
			3045954 - 441023_Formulaires de soumission (devis) 2019-01-11 10 h 30 - Courriel
			3045955 - 441023_Formulaires de soumission (bordereau) 2019-01-11 10 h 30 - Téléchargement
			Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Demix Construction, une division de CRH Canada inc. 435, rue Jean-Neveu Longueuil, QC, J4G 2P9 http://www.crhcanada.com	Madame Julie Boudreault Téléphone : 450 629-3533 Télécopieur : 450 629-3549	Commande : (1523451) 2018-12-19 10 h 03 Transmission : 2018-12-19 10 h 21	3042022 - 441023_Addenda #1_incluant un report de date 2018-12-21 13 h 03 - Courriel 3042031 - 441023_Plans_addenda1 2018-12-21 13 h 50 - Messagerie 3042033 - 441023_Formulaires de soumission_Addenda #1 (devis) 2018-12-21 11 h 17 - Courriel 3042034 - 441023_Formulaires de soumission_Addenda #1 (bordereau) 2018-12-21 11 h 17 - Téléchargement 3044161 - 441023_Addenda #2 _Incluant report de date 2019-01-08 12 h 30 - Courriel 3044162 - C-0000 2019-01-09 14 h 36 - Messagerie 3044163 - 441023_Formule _soumission_Add 2 (devis) 2019-01-08 13 h 03 - Courriel 3044164 - 441023_Formule _soumission_Add 2 (bordereau) 2019-01-08 13 h 03 - Téléchargement 3045953 - 441023_Addenda #3 2019-01-11 13 h 38 - Messagerie 3045954 - 441023_Formulaires de soumission (devis) 2019-01-11 10 h 30 - Courriel 3045955 - 441023_Formulaires de soumission (bordereau) 2019-01-11 10 h 30 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Eurovia Québec Construction Inc. (Montréal) 6200 St-Patrick Montréal, QC, H4E1b3	Madame Ghislaine Dujmovic Téléphone : 514 766-2550 Télécopieur :	Commande : (1518038) 2018-12-03 11 h 45 Transmission : 2018-12-03 11 h 45	3042022 - 441023_Addenda #1_incluant un report de date 2018-12-21 13 h 03 - Courriel 3042031 - 441023_Plans_addenda1 2018-12-21 13 h 48 - Messagerie 3042033 - 441023_Formulaires de soumission_Addenda #1 (devis) 2018-12-21 11 h 17 - Courriel 3042034 - 441023_Formulaires de soumission_Addenda #1 (bordereau) 2018-12-21 11 h 17 - Téléchargement 3044161 - 441023_Addenda #2 _Incluant report de date 2019-01-08 12 h 30 - Courriel 3044162 - C-0000 2019-01-09 10 h 03 - Courriel 3044163 - 441023_Formule _soumission_Add 2 (devis) 2019-01-08 13 h 03 - Courriel 3044164 - 441023_Formule _soumission_Add 2 (bordereau) 2019-01-08 13 h 03 - Téléchargement 3045953 - 441023_Addenda #3 2019-01-11 13 h 34 - Messagerie 3045954 - 441023_Formulaires de soumission (devis) 2019-01-11 10 h 30 - Courriel

<p>Les Entrepreneurs Bucaro Inc. 10,441 rue Balzac Montréal-Nord Montréal, QC, H1H 3L6</p>	<p>Monsieur Andrea Bucaro Téléphone : 514 325-7729 Télécopieur : 514 325-7183</p>	<p>Commande : (1520210) 2018-12-10 10 h 28 Transmission : 2018-12-10 10 h 28</p>	<p>3045955 - 441023_Formulaires de soumission (bordereau) 2019-01-11 10 h 30 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique</p> <p>3042022 - 441023_Addenda #1_incluant un report de date 2018-12-21 13 h 04 - Télécopie</p> <p>3042031 - 441023_Plans_addenda1 2018-12-21 13 h 49 - Messagerie</p> <p>3042033 - 441023_Formulaires de soumission_Addenda #1 (devis) 2018-12-21 11 h 17 - Télécopie</p> <p>3042034 - 441023_Formulaires de soumission_Addenda #1 (bordereau) 2018-12-21 11 h 17 - Téléchargement</p> <p>3044161 - 441023_Addenda #2_Incluant report de date 2019-01-08 12 h 31 - Télécopie</p> <p>3044162 - C-0000 2019-01-09 14 h 36 - Messagerie</p> <p>3044163 - 441023_Formule_soumission_Add 2 (devis) 2019-01-08 13 h 03 - Télécopie</p> <p>3044164 - 441023_Formule_soumission_Add 2 (bordereau) 2019-01-08 13 h 03 - Téléchargement</p> <p>3045953 - 441023_Addenda #3 2019-01-11 13 h 36 - Messagerie</p> <p>3045954 - 441023_Formulaires de soumission (devis) 2019-01-11 10 h 31 - Télécopie</p> <p>3045955 - 441023_Formulaires de soumission (bordereau) 2019-01-11 10 h 30 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)</p>
<p>Les Entreprises Canbec Construction inc. 145 rue Richer (Lachine) Montréal, QC, H8R 1R4</p>	<p>Monsieur Gustavo Cabanillas Téléphone : 514 481-1226 Télécopieur : 514 481-0508</p>	<p>Commande : (1518982) 2018-12-05 11 h 20 Transmission : 2018-12-05 11 h 20</p>	<p>3042022 - 441023_Addenda #1_incluant un report de date 2018-12-21 13 h 03 - Courriel</p> <p>3042031 - 441023_Plans_addenda1 2018-12-21 13 h 48 - Messagerie</p> <p>3042033 - 441023_Formulaires de soumission_Addenda #1 (devis) 2018-12-21 11 h 17 - Courriel</p> <p>3042034 - 441023_Formulaires de soumission_Addenda #1 (bordereau) 2018-12-21 11 h 17 - Téléchargement</p> <p>3044161 - 441023_Addenda #2_Incluant report de date 2019-01-08 12 h 30 - Courriel</p> <p>3044162 - C-0000 2019-01-09 10 h 03 - Courriel</p> <p>3044163 - 441023_Formule_soumission_Add 2 (devis) 2019-01-08 13 h 03 - Courriel</p> <p>3044164 - 441023_Formule_soumission_Add 2 (bordereau) 2019-01-08 13 h 03 - Téléchargement</p> <p>3045953 - 441023_Addenda #3 2019-01-11 13 h 32 - Messagerie</p> <p>3045954 - 441023_Formulaires de soumission (devis) 2019-01-11 10 h 30 - Courriel</p> <p>3045955 - 441023_Formulaires de soumission (bordereau) 2019-01-11 10 h 30 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique</p>

<p>Les Pavage Céka inc 1143, boul. St-Jean-Baptiste Québec, QC, J6R0H6 http://www.pavagesceka.com</p>	<p>Madame Julie Tremblay Téléphone : 450 699-6671 Télécopieur : 450 699-1847</p>	<p>Commande : (1517925) 2018-12-03 9 h 48 Transmission : 2018-12-03 9 h 48</p>	<p>3042022 - 441023_Addenda #1_incluant un report de date 2018-12-21 13 h 04 - Télécopie</p> <p>3042031 - 441023_Plans_addenda1 2018-12-21 13 h 50 - Messagerie</p> <p>3042033 - 441023_Formulaires de soumission_Addenda #1 (devis) 2018-12-21 11 h 17 - Télécopie</p> <p>3042034 - 441023_Formulaires de soumission_Addenda #1 (bordereau) 2018-12-21 11 h 17 - Téléchargement</p> <p>3044161 - 441023_Addenda #2 _Incluant report de date 2019-01-08 12 h 31 - Télécopie</p> <p>3044162 - C-0000 2019-01-09 14 h 37 - Messagerie</p> <p>3044163 - 441023_Formule _soumission_Add 2 (devis) 2019-01-08 13 h 03 - Télécopie</p> <p>3044164 - 441023_Formule _soumission_Add 2 (bordereau) 2019-01-08 13 h 03 - Téléchargement</p> <p>3045953 - 441023_Addenda #3 2019-01-11 13 h 39 - Messagerie</p> <p>3045954 - 441023_Formulaires de soumission (devis) 2019-01-11 10 h 31 - Télécopie</p> <p>3045955 - 441023_Formulaires de soumission (bordereau) 2019-01-11 10 h 30 - Téléchargement</p> <p>Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)</p>
<p>Macogep inc 1255, University, bureau 700 Montréal, QC, H3B 3w1</p>	<p>Monsieur Gunther Conard Téléphone : 514 223-9001 Télécopieur : 514 670-2814</p>	<p>Commande : (1518320) 2018-12-03 18 h 57 Transmission : 2018-12-03 18 h 57</p>	<p>3042022 - 441023_Addenda #1_incluant un report de date 2018-12-21 13 h 03 - Courriel</p> <p>3042031 - 441023_Plans_addenda1 2018-12-21 13 h 47 - Messagerie</p> <p>3042033 - 441023_Formulaires de soumission_Addenda #1 (devis) 2018-12-21 11 h 17 - Courriel</p> <p>3042034 - 441023_Formulaires de soumission_Addenda #1 (bordereau) 2018-12-21 11 h 17 - Téléchargement</p> <p>3044161 - 441023_Addenda #2 _Incluant report de date 2019-01-08 12 h 30 - Courriel</p> <p>3044162 - C-0000 2019-01-09 10 h 03 - Courriel</p> <p>3044163 - 441023_Formule _soumission_Add 2 (devis) 2019-01-08 13 h 03 - Courriel</p> <p>3044164 - 441023_Formule _soumission_Add 2 (bordereau) 2019-01-08 13 h 03 - Téléchargement</p> <p>3045953 - 441023_Addenda #3 2019-01-11 13 h 29 - Messagerie</p> <p>3045954 - 441023_Formulaires de soumission (devis) 2019-01-11 10 h 30 - Courriel</p> <p>3045955 - 441023_Formulaires de soumission (bordereau) 2019-01-11 10 h 30 - Téléchargement</p> <p>Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique</p>
<p>Meloche, Division de Sintra 3125 boul Saint-Charles Kirkland, QC, H9H 3B9 http://sintra.ca</p>	<p>Madame Nancy Galipeau Téléphone : 514 695-</p>	<p>Commande : (1518993) 2018-12-05 11 h 31 Transmission : 2018-12-05 12 h 22</p>	<p>3042022 - 441023_Addenda #1_incluant un report de date 2018-12-21 13 h 03 - Courriel</p>

3395

Télécopieur :

3042031 - 441023_Plans_addenda1

2018-12-21 13 h 50 - Messagerie

3042033 - 441023_Formulaires de soumission_Addenda #1 (devis)

2018-12-21 11 h 17 - Courriel

3042034 - 441023_Formulaires de soumission_Addenda #1 (bordereau)

2018-12-21 11 h 17 - Téléchargement

3044161 - 441023_Addenda #2 _Incluant report de date 2019-01-08 12 h 30 - Courriel

3044162 - C-0000

2019-01-09 10 h 03 - Courriel

3044163 - 441023_Formule _soumission_Add 2 (devis) 2019-01-08 13 h 03 - Courriel

3044164 - 441023_Formule _soumission_Add 2 (bordereau)

2019-01-08 13 h 03 - Téléchargement

3045953 - 441023_Addenda #3

2019-01-11 13 h 27 - Messagerie

3045954 - 441023_Formulaires de soumission (devis) 2019-01-11 10 h 30 - Courriel

3045955 - 441023_Formulaires de soumission (bordereau)

2019-01-11 10 h 30 - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Pavages Métropolitain Inc.
3500, boul. Sir-Wilfrid-Laurier
Saint-Hubert, QC, J3Y6T1

[Madame Julie Milon](#)

Téléphone : 450 321-2442

Télécopieur : 1888 802-9689

Commande : (1518675)

2018-12-04 14 h 47

Transmission :

2018-12-04 14 h 47

3042022 - 441023_Addenda #1_incluant un report de date

2018-12-21 13 h 03 - Courriel

3042031 - 441023_Plans_addenda1

2018-12-21 13 h 49 - Messagerie

3042033 - 441023_Formulaires de soumission_Addenda #1 (devis)

2018-12-21 11 h 17 - Courriel

3042034 - 441023_Formulaires de soumission_Addenda #1 (bordereau)

2018-12-21 11 h 17 - Téléchargement

3044161 - 441023_Addenda #2 _Incluant report de date 2019-01-08 12 h 30 - Courriel

3044162 - C-0000

2019-01-09 10 h 03 - Courriel

3044163 - 441023_Formule _soumission_Add 2 (devis) 2019-01-08 13 h 03 - Courriel

3044164 - 441023_Formule _soumission_Add 2 (bordereau)

2019-01-08 13 h 03 - Téléchargement

3045953 - 441023_Addenda #3

2019-01-11 13 h 37 - Messagerie

3045954 - 441023_Formulaires de soumission (devis) 2019-01-11 10 h 30 - Courriel

3045955 - 441023_Formulaires de soumission (bordereau)

2019-01-11 10 h 30 - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Dossier # : 1187231094

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Eurovia Québec construction inc., pour des travaux de planage et de revêtement bitumineux à divers endroits dans les arrondissements de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, du Sud-Ouest et de Verdun (PCPR - PRCPR 2019). Dépense totale de 9 363 833,79 \$ (contrat: 7 982 576,17 \$ + contingences: 798 257,62 \$ + incidences: 583 000,00 \$), taxes incluses. Appel d'offres public 441023 - 7 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS



[SIRR 1187231094.xls](#)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Tene-Sa TOURE
Préposée au budget
Tél : (514) 868-8754

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-31

Josée BÉLANGER
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-3238
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

CE : 20.018
2019/02/13 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA
À HUIS CLOS



Dossier # : 1190652001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division programmes de projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 28 f) favoriser l'accessibilité universelle dans l'aménagement du territoire, dans l'accès aux édifices ainsi que dans les communications, programmes et services municipaux en général
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Axe construction inc.pour l'exécution de travaux d'accessibilité universelle au Chalet du parc St-Georges situé au 13050 rue Prince Albert dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles - Dépense totale de 1 316 862,50\$, taxes incluses - Appel d'offres public 5993 (5 soum.)

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 1 316 862,50\$, taxes incluses, pour l'exécution de travaux d'accessibilité universelle au Chalet du parc St-Georges situé au 13050 rue Prince Albert dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;
2. d'accorder à Axe construction inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 007 500,00 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 5993.
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Benoit DAGENAI **Le** 2019-02-04 11:56

Signataire : Benoit DAGENAI

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

IDENTIFICATION

Dossier # :1190652001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division programmes de projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 28 f) favoriser l'accessibilité universelle dans l'aménagement du territoire, dans l'accès aux édifices ainsi que dans les communications, programmes et services municipaux en général
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Axe construction inc.pour l'exécution de travaux d'accessibilité universelle au Chalet du parc St-Georges situé au 13050 rue Prince Albert dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles - Dépense totale de 1 316 862,50\$, taxes incluses - Appel d'offres public 5993 (5 soum.)

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal est très active depuis quelques années en matière d'accessibilité universelle afin que tout citoyen puisse utiliser ses services, programmes, communications et édifices.

Le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) est responsable de mettre en œuvre des projets visant à améliorer les performances d'accessibilité aux bâtiments municipaux et prévoit une enveloppe budgétaire dédiée à la mise en oeuvre de ces projets. Il invite, annuellement, les dix-neuf (19) arrondissements et services corporatifs à présenter des projets nécessitant des travaux d'amélioration reliés à l'accessibilité et sélectionne les projets selon des critères préétablis par un comité composé de représentants du milieu des personnes handicapées ainsi que du SGPI.

C'est dans ce cadre que le projet d'accessibilité universelle du Chalet du parc St-Georges a été sélectionné lors des appels de projets du SGPI.

Un appel d'offres public a été annoncé dans Le Devoir et publié dans le système électronique d'appel d'offres (SÉAO). Cet appel d'offres a été lancé le 11 janvier 2019, les offres ont été reçues et ouvertes le 29 janvier 2019. Un cautionnement de soumission valide pour une durée de 120 jours à partir de cette date étant exigé, porte la validité de cette soumission au 29 mai 2019.

Deux (2) addenda ont été émis durant la période d'appel d'offres. Les portées de ces addenda consistaient à préciser différentes informations mentionnées aux plans et devis. Leur émission a eu une incidence monétaire sur l'estimation des coûts du projet.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM16 0580 - 16 mai 2016 Approuver un projet de convention par lequel Parizeau Pawulski architectes, Dupras Ledoux inc. et MLC associés inc., firmes ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 707 579,15 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (16-14862) et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à octroyer un contrat à l'entreprise Axe Construction inc. pour l'exécution de travaux d'accessibilité universelle au Chalet du parc St-Georges situé au 13050 rue Prince Albert dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles

Ce projet corrigera les principales problématiques d'accessibilité de cet immeuble et améliorera les services municipaux offerts aux citoyens de l'arrondissement. Ces travaux correctifs sont conformes aux recommandations des professionnels, du SGPI, d'une firme spécialisée en accessibilité universelle, aux besoins émis par l'arrondissement et aux possibilités d'amélioration qu'offre l'édifice concerné.

L'envergure des travaux du projet se résume comme suit :

- amélioration de l'entrée principale;
- amélioration des vestiaires;
- amélioration des salles de toilette;
- amélioration de la circulation intérieure;
- amélioration de la circulation extérieure;
- amélioration de l'accès à la piscine;
- amélioration de la signalisation;
- réalisation de travaux connexes.

La liste des dépenses incidentes prévues est la suivante :

- gardiennage lors du chantier, réalisé par la sécurité de la Ville de Montréal ou un fournisseur externe;
- service de quincaillerie par la Ville de Montréal;
- service de raccordement au système de sécurité de la Ville de Montréal;
- équipements aquatiques spécialisés pour les personnes handicapées.

JUSTIFICATION

À la suite de l'appel d'offres public, onze (11) entreprises se sont procurées le cahier des charges et cinq (5) soumissions ont été déposées et analysées par les professionnels. Les raisons pour lesquelles six (6) entreprises n'ont pas soumissionné sont les suivantes : Trois (3) de celles-ci représentent des associations dans l'industrie de la construction et ne sont pas autorisées à présenter des offres puisqu'elle ne détiennent pas les licences requises, une (1) entreprise a manqué de temps pour compléter leur offre avec les sous-traitants, une (1) d'entre elle n'a pas été rejointe et une (1) a mentionné que le projet ne correspond pas à leurs intérêts et champs d'expertise.

Suite à cette analyse, toutes les soumissions déposées ont été déclarées conformes aux exigences des documents d'appel d'offres. Tel que mentionné par les professionnels (voir pièce jointe no 1 - Analyse des soumissions et recommandations), la soumission déposée

par Les expertises Argento a été rejetée de leur analyse car elle était le double de l'ensemble et ne s'avère pas représentative. La soumission présentée par Les expertises Argento, bien qu'elle apparaisse dans les firmes soumissionnaires n'a pas été considérée dans les calculs du tableau suivant.

Firmes soumissionnaires		Montant total incluant les taxes
Axe Construction inc.		1 007 500,00\$
Afcor Construction inc.		1 015 114,28\$
Procova inc.		1 062 369,00\$
Construction Arcade		1 097 000,00\$
Les expertises Argento		1 933 663,35\$
Dernière estimation réalisée par les professionnels		1 017 903,94\$
Coût moyen des soumissions conformes excluant la soumission de Les expertises Argento (total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)		1 045 495,82\$
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((coût moyen des soumissions conformes - la plus basse) / la plus basse) x 100		3,77%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (\$) excluant la soumission de Les expertises Argento (la plus haute conforme - la plus basse conforme)		89 500,00\$
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute conforme - la plus basse conforme) / la plus basse) x 100		8,88%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (\$) (la plus basse conforme - estimation)		-10 403,94\$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme - estimation) / estimation) x 100		-1,02%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (\$) (la deuxième plus basse - la plus basse)		7 614,28\$
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse - la plus basse) / la plus basse) x 100		0,76%

Le prix de la plus basse soumission conforme présentée par Axe construction inc. est 1,02% (10 403,94\$ taxes incluses) plus bas que l'estimation des professionnels qui était de 1 017 903,94\$, taxes incluses.

Après analyse des soumissions, les professionnels recommandent l'octroi du contrat à Axe construction inc. qui a présenté la plus basse soumission conforme (voir pièce jointe no 1 - Analyse des soumissions et recommandations).

L'entreprise Axe construction inc. est autorisée à soumissionner puisqu'elle ne fait pas partie de la liste des entrepreneurs à licence restreinte de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) ni de la liste des entreprises non admissibles du RENA (Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale à autoriser est de 1 316 862,50\$ taxes incluses. Ce montant comprend le prix forfaitaire de l'entrepreneur de 1 007 500,00\$ taxes incluses, un montant pour travaux contingents de 201 500,00\$, taxes incluses et un montant pour dépenses incidentes de 107 862,50\$, taxes incluses (voir pièce jointe no 2 - Tableau de calcul des coûts SGPI). Cette dépense sera assumée à 96,51% par la ville centre et à 3,49% par l'arrondissement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les directives de la Politique de développement durable pour les édifices de la Ville de Montréal qui ont été appliquées selon la nature et l'ampleur de ce projet sont la gestion des déchets de construction et l'utilisation de peinture sans composés organiques volatiles.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Tout retard dans l'autorisation de ce dossier risque de compromettre la réalisation des travaux qui ont été coordonnés avec le calendrier des activités de l'immeuble.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'appel d'offres public du présent projet a été annoncé dans les journaux et publié dans le système électronique d'appel d'offres (SÉAO).

Une affiche de chantier appropriée, prévue à même le budget du contrat, sera installée à l'extérieur des bâtiments pour informer les citoyens des travaux entrepris.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début des travaux : mars 2019

Fin des travaux : décembre 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :

Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles , Direction des services administratifs et du greffe (Martine HÉBERT)

Certification de fonds :

Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lamia GHERSI, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles
Louis LAPOINTE, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles
Dany BARBEAU, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles
Anne-Marie RIZZO, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles

Lecture :

Anne-Marie RIZZO, 31 janvier 2019

Lamia GHERSI, 31 janvier 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Gaétan LAROCHELLE
Gestionnaire immobilier

Tél : 514 872-0537
Télécop. : 514 872-2222

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-31

Jabiz SHARIFIAN
c/d gestion de projets immobiliers

Tél : 514-872-8702
Télécop. : 514-872-2222

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE
DIRECTION**

Marie-Hélène LESSARD
Chef de division
Tél : 514 872-7826
Approuvé le : 2019-02-01

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE
SERVICE**

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2019-02-01



Parizeau Pawulski, architectes, s.e.n.c.

Le 30 janvier 2019

Monsieur Gaéтан Larochelle

Gestionnaire immobilier

Services des immeubles et des systèmes d'information

303, rue Notre-Dame Est, bureau 3a-11

Montréal (Québec) H2Y 3Y8

Projet : Piscine extérieure St-Georges
Travaux d'amélioration et d'adaptation reliés à l'accessibilité universelle
13050 rue Prince-Albert, Montréal
Arrondissement du Pointe-aux-Trembles
A.O. no. 5993. Contrat: 15043. N/D: 16-466F

Objet : **Recommandation suite à l'ouverture des soumissions**

Monsieur Larochelle,

Suite à l'ouverture des soumissions pour le projet en titre, qui a eu lieu le 29 janvier 2019, nous avons procédé à leur analyse. Parmi les cinq (5) soumissions reçues, quatre (4) ont été jugées conformes. Le soumissionnaire le plus haut a été rejeté de l'analyse, car le montant de sa soumission était le double de tous les autres soumissionnaires. Les soumissions retenues sont les suivantes :

Axe Construction inc.	1 007 500,00 \$ taxes incluses
Afcor Construction inc.	1 015 114,28 \$ taxes incluses
Procova inc. :	1 062 369,00 \$ taxes incluses
Construction Arcade. :	1 097 000,00 \$ taxes incluses

Notre estimation est de 1 017 903,94 \$ taxes incluses, donc l'écart entre celle-ci et la plus basse soumission conforme est de 1%. Le prix moyen des soumissions conformes est de 1 045 495,82 \$ (taxes incluses), ce qui équivaut à moins de 3,8% d'écart avec le plus bas soumissionnaire conforme.

En regardant par chapitre, nous remarquons certaines différences entre les soumissions conformes et notre estimation. Ceci s'explique simplement et facilement par l'utilisation d'une méthode de calcul différente entre les professionnels et les entrepreneurs. L'écart entre l'estimé des professionnels et le plus bas soumissionnaire est négligeable.

L'ensemble des documents de soumission a été vérifié selon le processus d'analyse d'admissibilité et de conformité de la ville de Montréal (voir les tableaux d'analyse pour les cinq (5) soumissions ci-jointes).

À la lumière de ces constatations, nous vous recommandons de retenir les services de *Axe Construction inc.* au montant de 1 007 500,00 \$ (taxes incluses).

En espérant que le tout soit à votre satisfaction, veuillez recevoir Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

PARIZEAU PAWULSKI, ARCHITECTES

Gilles Parizeau, Architecte associé

Y:\DOCUMENTS\2016\16-466 - VdeMil - Accessibilité universelle\16-466F - Piscine ext. St-Georges (0776)\600 Documents contractuels\603 Entrepreneur généraux - analyse des soumissions\Outils\5993_Recommandation (P2A 2019-01-30).doc

9880, rue Clark, Montréal, bur 205, (Québec) H3L 2R3
Tel: 514 481 4669 Téléc: 514 481 9899

info@p2architectes.qc.ca

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS D'ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSIONS

Numéro d'AO :	5993
Titre d'AO :	Piscine ext. St-Georges, Travaux d'amélioration et d'adapt. reliés à l'acc. universelle
Date d'ouverture :	29-janv-19
Heure d'ouverture :	13h30

RÉSULTATS

Plus bas soumissionnaire conforme :	Axe Construction inc.
Prix du plus bas soumissionnaire conforme :	1 007 500,00 \$
Deuxième plus bas soumissionnaire conforme :	Afcor Construction inc.
Prix du 2e plus bas soumissionnaire conforme :	1 015 114,28 \$
Dernière estimation :	1 017 903,94 \$
Écart entre la plus basse soumission et l'estimation (%)	-1%
Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse (%)	1%
Nombre de soumissions déposées :	5

Rang*	Soumissionnaire	Prix soumis \$	Statut intérimaire	Statut final	Remarque
1	Axe Construction inc.	1 007 500,00 \$	Conforme	CONFORME	
2	Afcor construction inc.	1 015 114,28 \$	Défaut mineur	CONFORME	/ Durée de 30 jours non-valide à remédier pour 120 jours. / Avis juridique (assureur non-inscrit à l'autorité des marchés financiers (AMF) / Attestation de visite des lieux non-inclu. Document requis
3	Procova Inc.	1 062 369,00 \$	Conforme	CONFORME	
4	Construction Arcade	1 097 000,00 \$	Conforme	CONFORME	/ Attestation de visite des lieux non-inclu. Document requis
5	Les Expertises Argento inc	1 933 663,35 \$	Conforme	CONFORME	

*Ici, le rang est déterminé à l'ouverture des soumissions par rapport aux prix soumis, sans égard aux statuts finaux ou des prix corrigés suite à l'analyse.

COMMENTAIRES

IDENTIFICATION

Analyse faite par : 
 Vérifiée par : 

ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSION



TITRE DE L'APPEL D'OFFRES :

Piscine ext. St Georges. Travaux d'amélioration et d'adapt. reliés à l'acc. universelle

NOM DU SOUMISSIONNAIRE :

Axe Construction inc.

Gilles Pariseau, architecte
(Nom et titre du responsable de la conformité)

(Signature du responsable de la conformité)

No D'APPEL D'OFFRES :

5993

No SEAO :

(Date signature)

PRIX TOTAL SOUMIS (incluant les taxes et contingences):

1 007 500,00 \$

RANG SOUMISSION À L'OUVERTURE :

No ODD D'OCTROI :

RÉSULTAT FINAL :

CONFORME

(Conforme ou non conforme)

REF.	ÉLÉMENTS À VÉRIFIER		CONSTAT			STATUT INTÉRIEURE			REMARQUE PRÉCISIONS (si défaut, voir juridique, non admissible, non-conforme)	DÉCISION FINALE			
	GUIDE	IAS	OUI	NON	SANS OBJET	Défaut mineur Demande de remède au défaut	Réponse accept. (date et heure)	Réponse satisfaisante requise		Année juridique (cote de la conformité)	Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme	
CONFORMITÉ DES PRIX													
1	2221	253, 308 et 309	<p>Prix</p> <ul style="list-style-type: none"> Est-ce un contrat à prix unitaires ? <ul style="list-style-type: none"> Si oui, est-ce qu'il y a une(s) erreur(s) de calcul ou d'écriture qu'il est possible de corriger ? Si oui, est-ce qu'il y a une(s) omission(s) qu'il est possible de reconstruire ? Est-ce un contrat à prix forfaitaire ? <ul style="list-style-type: none"> Si oui, est-ce que le prix total du forfait est indiqué à la section A - Sommaire ? Si oui, est-ce qu'il y a une(s) erreur de calcul ou omission de prix à la section B - Résumé du bordereau de soumission et/ou à la section C - Bordereau de soumission ? 										
ADMISSIBILITÉ DU SOUMISSIONNAIRE													
2	2231	256	<p>Registraire des entreprises du Québec (REQ)</p> <ul style="list-style-type: none"> Si l'entreprise a un établissement au Québec, est-ce qu'elle détient une immatriculation (NEQ) valide au Québec à la date de l'ouverture des soumissions? (voir la procédure de vérification de l'immatriculation au REQ) 										
3	2232	2101	<p>Autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers (AMF)</p> <ul style="list-style-type: none"> Est-ce qu'une autorisation délivrée par l'AMF est requise dans le cadre de l'appel d'offres ? Si oui, <ul style="list-style-type: none"> le soumissionnaire a-t-il joint une copie de son autorisation à contracter délivrée par l'AMF ? Le soumissionnaire détient-il une autorisation délivrée par l'AMF valide à la date d'ouverture des soumissions ou a-t-il fait sa demande de renouvellement 90 jours avant la date d'échéance ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'un soumissionnaire) Cocher admissible au point 4 et passez au point 5. Si non, passez au point 4 suivant 										
4	2233	2102	<p>Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)</p> <p>seulement si l'autorisation de l'AMF est non requise.</p> <ul style="list-style-type: none"> Le soumissionnaire est-il inscrit au RENA? (voir la procédure de vérification du RENA) 										
5	2234	2104	<p>Attestation de Revenu Québec (RQ)</p> <ul style="list-style-type: none"> Le soumissionnaire a-t-il un établissement au Québec (tel que défini dans les IAS)? Si oui, <ul style="list-style-type: none"> a-t-il joint une copie de son attestation RQ ? le soumissionnaire détient-il une attestation RQ ? valide à la date d'ouverture des soumissions ? (voir la procédure de vérification de l'attestation RQ ?) Si non, <ul style="list-style-type: none"> a-t-il joint l'annexe D - Absence d'établissement au Québec - dûment signée ? 										

6	GUIDE	OAS	QUESTIONS					PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissible, non conforme)	Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme		
				OUI	NON	SANS OUI/ET	Défaut mineur Demande de renseigner au défaut				Réponse en cours (date et lieu)	Réponses satisfaisantes reçues
6	2.2.3.5	2.10.3	Licence de la Régie du Bâtiment du Québec (RBO)									
			• La soumissionnaire a-t-elle joint une copie de sa licence ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>						<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
			• Est-ce que le soumissionnaire détient une licence valide de la RBO à la date d'ouverture des soumissions? (voir la procédure de vérification de la RBO)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>						<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
			• La licence est-elle appropriée selon les exigences de l'appel d'offres ? (voir la procédure de vérification de la RBO)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>						<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
			• La licence est-elle restreinte ? (voir la procédure de vérification de la RBO)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>					<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
7	2.2.3.6	2.11	Règlement sur la gestion contractuelle (RGC)									
			• Est-ce que le soumissionnaire ou une personne liée ayant elle-même contrevenu au RGC fait partie du Registre RGC et la date de sa sanction est en vigueur à la date d'ouverture des soumissions ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>						<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
			• Si oui,									
			o Est-ce que le soumissionnaire détient son autorisation de contracter de l'AMF?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>					<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
			• Si non,									
			o Est-ce que le soumissionnaire ou personne liée ayant elle-même contrevenu au RGC se trouve sur la Liste RGC et la date de sa sanction est en vigueur à la date d'ouverture des soumissions?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
CONFORMITÉ DE LA SOUMISSION												
8	2.2.4.1	2.9.1	Garantie de soumission									
			• La garantie de soumission est-elle jointe ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>						<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
			• Si oui, s'élevait-elle à au moins 10% du montant total de la soumission (incluant les taxes et les contingences)?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
			• Si le total de la soumission est inférieur à 500 000 \$, (incluant les taxes et les contingences), la garantie de soumission est-elle sous l'une des formes suivantes ?									
			Chèque visé,	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>						
			o Est-il signé ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>					<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
			o L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>					<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
			o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment énumérées, est erronée ou omise sur le chèque ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
			Cautionnement de soumission,	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>						
			o Le cautionnement est-il complété en utilisant l'annexe B du CCAG « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement », disponible au cahier des charges ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>					<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
			o Le cautionnement de soumission est-il signé ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>					<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
			o La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment énumérées, est erronée ou omise sur le cautionnement ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			
Lettre de garantie bancaire irrévocable,	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>									
o La lettre est-elle complétée en utilisant l'annexe C du CCAG « Lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle », disponible au cahier des charges ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>					<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			
o La lettre est-elle signée ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>					<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			
o L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>					<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			
o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment énumérées, est erronée ou omise sur la lettre ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			
• Si le total de la soumission est supérieur ou égal à 500 000 \$ (incluant les taxes et contingences), le garant de soumission est-elle jointe sous forme de												
Cautionnement de soumission	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>									
o Le cautionnement est-il complété en utilisant l'annexe B du CCAG « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement », disponible au cahier des charges ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>					<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			
o Le cautionnement de soumission est-il signé ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>					<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			
o La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			
o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment énumérées, est erronée ou omise sur le cautionnement ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			

N°	GUIDE	IAS	QUESTIONS	OUI					NON					PRÉCISIONS (et défaut, voir juridique, non admissible, non-conforme)	Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme	
				SAIS	OBJET	REQUIS	REQUIS	REQUIS	REQUIS	REQUIS	REQUIS	REQUIS	REQUIS				
9	2242	242	Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire • Est-ce que l'annexe H du CCAG « Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire », disponible au cahier des charges est jointe? • Est-ce que la lettre est complétée et dûment signée ? • Est-ce que les montants de garanties inscrits sur la lettre correspondent aux exigences d'assurances du CCAS du cahier des charges? • La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en responsabilité civile délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification du l'AMF d'une compagnie d'assurance)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
10	2243	21	Obtention du cahier des charges sur SEAO • Est-ce que le soumissionnaire s'est procuré lui-même le cahier des charges sur le SEAO ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
11	2244	235	Visite supervisée des lieux • Est-ce que le soumissionnaire était présent à la visite obligatoire et dirigée des lieux (si requis) ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
12	2245	251	Formulaire • La soumission est-elle complétée sur le formulaire de soumission fourni au cahier des charge de la Ville ? • Y a-t-il des omissions ou erreurs dans les informations demandées autres que les prix (des sections A-B-C)?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
13	2245	26	Signature • La soumission est-elle dûment signée ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
14	2246	52	Consortium • Y a-t-il formation d'un consortium ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
15	2247	254/255	Format • Est-ce que la soumission est présentée selon le nombre et le format d'exemplaires requis ? • Si des ratures sont présentes sur le formulaire de soumission, sont-elles paraphées (cochez sans objet si aucune rature observée) ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
AUTRE CONFORMITÉ (Complétez avec les exigences supplémentaires requises. Laissez les cases admissible / conforme cochées si cette section est inutilisée)																	
16				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
17				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
18				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
19				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
20				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

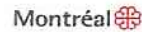
Signature de l'analyste de dossier

Date

Nom de l'analyste de dossier

REMARQUE:

ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSION



TITRE DE L'APPEL D'OFFRES :

Piscine ext. St-Georges Travaux d'amélioration et d'adapt. reliés à l'acc. universelle

NOM DU SOUMISSIONNAIRE :

Alcor construction inc.

Gilles Parzou, architecte
(Nom et titre du responsable de la conformité)

(Signature du responsable de la conformité)

No D'APPEL D'OFFRES :

5993

No SEAO :

(Date signature)

PRIX TOTAL SOUMIS (Incluant les taxes et contingences):

1 015 114,28 \$

RANG SOUMISSION À L'OUVRETURE :

No GDD D'OCTROI :

RÉSULTAT FINAL :

NON CONFORME

(Conforme ou non conforme)

REF.	ÉLÉMENTS À VÉRIFIER		CONSTAT		STATUT INTÉrimAIRE			REMARQUE	DÉCISION FINALE				
	GUIDE	IAS	OUI	NON	SANS OBJET	Défaut mineur Demande de remédiation ou défaut	Éléments en attente (date et heure)	Réponses satisfaisantes reçues	À vérifier juridique (date de la demande)	Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme		
CONFORMITÉ DES PRIX													
1	2221	253,38 et 39	<p>Prix</p> <ul style="list-style-type: none"> Est-ce un contrat à prix unitaires ? <ul style="list-style-type: none"> Si oui, est-ce qu'il y a une/des erreur(s) de calcul ou d'écriture qu'il est possible de corriger ? Si oui, est-ce qu'il y a une/des omission(s) qu'il est possible de reconstituer ? Est-ce un contrat à prix forfaitaire ? <ul style="list-style-type: none"> Si oui, est-ce que le prix total du forfait est indiqué à la section A - Sommaire ? Si oui, est-ce qu'il y a une erreur de calcul ou omission de prix à la section B - Résumé du bonnetreau de soumission et/ou à la section C - Bonnetreau de soumission ? 										
ADMISSIBILITÉ DU SOUMISSIONNAIRE													
2	2231	256	<p>Registre des entreprises du Québec (REQ)</p> <ul style="list-style-type: none"> Si l'entreprise a un établissement au Québec, est-ce qu'elle détient une immatriculation (NEQ) valide au Québec à la date de l'ouverture des soumissions? (voir la procédure de vérification de l'immatriculation au REQ) 										
3	2232	2101	<p>Autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers (AMF)</p> <ul style="list-style-type: none"> Est-ce qu'une autorisation délivrée par l'AMF est requise dans le cadre de l'appel d'offres ? Si oui, <ul style="list-style-type: none"> le soumissionnaire a-t-il joint une copie de son autorisation à contracter délivrée par l'AMF ? Le soumissionnaire détient-il une autorisation délivrée par l'AMF valide à la date d'ouverture des soumissions ou a-t-il fait sa demande de renouvellement 90 jours avant la date d'échéance? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'un soumissionnaire) Cochez admissible au point 4 et passez au point 5 Si non, passez au point 4 suivant 										
4	2233	2102	<p>Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) <i>seulement si l'autorisation de l'AMF est non requise.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Le soumissionnaire est-il inscrit au RENA? (voir la procédure de vérification du RENA) 										
5	2234	2104	<p>Attestation de Revenu Québec (RQ)</p> <ul style="list-style-type: none"> Le soumissionnaire a-t-il un établissement au Québec (tel que défini dans les IAS)? Si oui, <ul style="list-style-type: none"> a-t-il joint une copie de son attestation RQ ? le soumissionnaire détient-il une attestation RQ ? valide à la date d'ouverture des soumissions ? (voir la procédure de vérification de l'attestation RQ ?) Si non, <ul style="list-style-type: none"> a-t-il joint l'annexe D - Absence d'établissement au Québec - document signé ? 										

N°	OUI	NON	SANS OBJET	Cela est inclus	Demande de renouveau au défaut	Réponse exacte (date et heure)	Réponses institutionnelles reçues	Avis juridique (date et la commande)	PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissible, non-conforme)	Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme			
												QUESTION		
6	2235	2303	Licence de la Règle du Bâtiment du Québec (RBO)											
			• La soumissionnaire a-t-elle joint une copie de sa licence ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>							<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
			• Est-ce que le soumissionnaire détient une licence valide de la RBO à la date d'ouverture des soumissions? (voir la procédure de vérification de la RBO)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>								<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
			• La licence est-elle appropriée selon les exigences de l'appel d'offres? (voir la procédure de vérification de la RBO)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>								<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
7	2236	211	Politique de gestion contractuelle											
			• Est-ce que le soumissionnaire ou une personne liée ayant elle-même contrevenu à la PGC fait partie du Registre PGC et la date de sa sanction est en vigueur à la date d'ouverture des soumissions?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>								<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
			• Si oui, <ul style="list-style-type: none"> Est-ce que le soumissionnaire détient son autorisation de contracter de l'AMF? 	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>							<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
			• Si non, <ul style="list-style-type: none"> Est-ce que le soumissionnaire ou personne liée ayant elle-même contrevenu à la PGC se trouve sur la Liste PGC et la date de sa sanction est en vigueur à la date d'ouverture des soumissions? 	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>							<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
CONFORMITÉ DE LA SOUMISSION														
6	2241	291	Garantie de soumission											
			• La garantie de soumission est-elle jointe ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>								<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
			• Si oui, elle va-t-elle à au moins 10% du montant total de la soumission (incluant les taxes et les contingences)?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>						<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
			• Si le total de la soumission est inférieur à 500 000 \$ (incluant les taxes et les contingences), la garantie de soumission est-elle sous l'une des formes suivantes ?											
			<u>Chèque visé</u>											
			• Est-il signé ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>							<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
			• L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec? (voir la procédure de vérification au REG)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>							<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
			• Est-ce qu'une information différente de celles précédemment énumérées est erronée ou omise sur le chèque ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>						<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
			<u>Cautionnement de soumission</u>											
			• Le cautionnement est-il complété en utilisant l'annexe B du CCAG « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement », disponible au cahier des charges ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>							<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
			• Le cautionnement de soumission est-il signé ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>							<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
			• La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>							<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
			• Est-ce qu'une information différente de celles précédemment énumérées est erronée ou omise sur le cautionnement ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>						<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
			<u>Lettre de garantie bancaire irrévocable</u>											
			• La lettre est-elle complétée en utilisant l'annexe C du CCAG « Lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle », disponible au cahier des charges ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>							<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
			• La lettre est-elle signée ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>							<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec? (voir la procédure de vérification au REG)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>							<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			
• Est-ce qu'une information différente de celles précédemment énumérées est erronée ou omise sur la lettre ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>						<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			
• Si le total de la soumission est supérieur ou égal à 500 000 \$ (incluant les taxes et contingences), la garantie de soumission est-elle jointe sous forme de														
<u>Cautionnement de soumission</u>														
• Le cautionnement est-il complété en utilisant l'annexe B du CCAG « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement », disponible au cahier des charges ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>							<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			
• Le cautionnement de soumission est-il signé ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>							<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			
• La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>							<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			
• Est-ce qu'une information différente de celles précédemment énumérées est erronée ou omise sur le cautionnement ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>						<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			

N°	GUIDE	IAS	QUESTIONS	OUI		NON		SAIS OMBET	Défaut mineur	Demande de remédier au défaut	Réponse exacte (date et heure)	Réponses satisfaisantes reçues	Avis juridique (date de la demande)	PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissible, non-conforme)	Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme
				1	2	3	4									
9	2242	292	<p>Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire</p> <ul style="list-style-type: none"> Est-ce que l'annexe H du CCAG : « Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire », disponible au cahier des charges, est jointe? Est-ce que la lettre est complétée et dûment signée? Est-ce que les montants de garanties inscrits sur la lettre correspondent aux exigences d'assurances du CCAS du cahier des charges? La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en responsabilité civile délivré par l'AMF? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance) 	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
10	2243	21	<p>Obtention du cahier des charges sur SEAO</p> <ul style="list-style-type: none"> Est-ce que le soumissionnaire s'est procuré lui-même le cahier des charges sur le SEAO? 	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>
11	2244	231/235	<p>Visite supervisée des lieux</p> <ul style="list-style-type: none"> Est-ce que le soumissionnaire était présent à la visite obligatoire et dirigée des lieux (si requis)? 	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		Attestation de visite des lieux non-inclue Document reçu	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
12	2245	251	<p>Formulaire</p> <ul style="list-style-type: none"> La soumission est-elle complétée sur le formulaire de soumission fourni au cahier des charge de la Ville? Y a-t-il des omissions ou erreurs dans les informations demandées autres que les prix (des sections A-B-C)? 	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
13	2245	26	<p>Signature</p> <ul style="list-style-type: none"> La soumission est-elle dûment signée? 	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
14	2246	32	<p>Consortium</p> <ul style="list-style-type: none"> Y a-t-il formation d'un consortium? 	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
15	2247	254/255	<p>Format</p> <ul style="list-style-type: none"> Est-ce que la soumission est présentée selon le nombre et le format d'exemplaires requis? Si des ratures sont présentes sur le formulaire de soumission sont-elles paraphées (cochez sans objet si aucune rature observée)? 	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
AUTRE CONFORMITÉ (Complétez avec les exigences supplémentaires requises. Laissez les cases admissible / conforme cochées si cette section est inutilisée)																
16				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
17				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
18				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
19				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
20				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
				Signature de l'analyste de dossier				Date				Nom de l'analyste de dossier				
REMARQUE:																

ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSION



TITRE DE L'APPEL D'OFFRES :

Piscine ext. St-Georges Travaux d'amélioration et d'adapt. réalisés à l'acc. universelle

NOM DU SOUMISSIONNAIRE :

Procova Inc.

(Prénoms et nom de famille)

(Nom et titre du responsable de la conformité)

(Signature du responsable de la conformité)

No D'APPEL D'OFFRES :

5993

No SEAO :

(Date signature)

PRIX TOTAL SOUMIS (Incluant les taxes et contingences):

1 062 369,00 \$

RANG SOUMISSION À L'OUVRETURE :

No GDD D'OCTROI :

RÉSULTAT FINAL :

CONFORME

(Conforme ou non conforme)

REF.	ÉLÉMENTS À VÉRIFIER		CONSTAT		STATUT INTÉrimAIRE					REMARQUE	DÉCISION FINALE			
	GUIDE	IAS	OUI	NON	SANS DOUTE	Défaut mineur	Défaut majeur	Précisions requises	Précisions requises		Précisions requises	Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme	
CONFORMITÉ DES PRIX														
1	2.2.1	2.2.3, 3.8.10, 3.9	<p>Prix</p> <ul style="list-style-type: none"> Est-ce un contrat à prix unitaires ? <ul style="list-style-type: none"> Si oui, est-ce qu'il y a une/des erreur(s) de calcul ou d'écriture qu'il est possible de corriger ? Si oui, est-ce qu'il y a une/des omission(s) qu'il est possible de reconstituer ? Est-ce un contrat à prix forfaitaire ? <ul style="list-style-type: none"> Si oui, est-ce que le prix total du forfait est indiqué à la section A - Sommaire ? Si oui, est-ce qu'il y a erreur de calcul ou omission de prix à la section B - Résumé du bordereau de soumission et/ou à la section C - Bordereau de soumission ? 											
ADMISSIBILITÉ DU SOUMISSIONNAIRE														
2	2.2.3.1	2.5.6	<p>Registraire des entreprises du Québec (REQ)</p> <ul style="list-style-type: none"> Si l'entreprise a un établissement au Québec, est-ce qu'elle détient une immatriculation (REQ) valide au Québec à la date de l'ouverture des soumissions? (voir la procédure de vérification de l'immatriculation au REQ) 											
3	2.2.3.2	2.10.1	<p>Autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers (AMF)</p> <ul style="list-style-type: none"> Est-ce qu'une autorisation délivrée par l'AMF est requise dans le cadre de l'appel d'offres ? Si oui, <ul style="list-style-type: none"> le soumissionnaire a-t-il joint une copie de son autorisation à contracter délivrée par l'AMF ? Le soumissionnaire détient-il une autorisation délivrée par l'AMF valide à la date d'ouverture des soumissions ou a-t-il fait sa demande de renouvellement 90 jours avant la date d'échéance ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'un soumissionnaire) Cochez admissible au point 4 et passez au point 5. Si non, passez au point 4 suivant. 											
4	2.2.3.3	2.10.2	<p>Registraire des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)</p> <p><i>seulement si l'autorisation de l'AMF est non requise.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Le soumissionnaire est-il inscrit au RENA? (voir la procédure de vérification du RENA) 											
5	2.2.3.4	2.10.4	<p>Attestation de Revenu Québec (RQ)</p> <ul style="list-style-type: none"> Le soumissionnaire a-t-il un établissement au Québec (tel que défini dans les IAS)? Si oui, <ul style="list-style-type: none"> a-t-il joint une copie de son attestation RQ ? le soumissionnaire détient-il une attestation RQ ? valide à la date d'ouverture des soumissions ? (voir la procédure de vérification de l'attestation RQ ?) Si non, <ul style="list-style-type: none"> a-t-il joint l'annexe D - Absence d'établissement au Québec - dûment signé ? 											

#	GUIDE	US	QUESTIONS	OUI	NON	SANS COÛT	Défaut mineur	Demande de renouveau au défaut	Réponse accept. (date à venir)	Réponses satisfaisantes reçues	Avis juridique (avis de la compagnie)	PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissible, non-conforme M)	Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme		
6	2.2.3.5	2.10.3	Licence de la Régie du Bâtiment du Québec (RBQ)													
			• Le soumissionnaire a-t-il joint une copie de sa licence ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
			• Est-ce que le soumissionnaire détient une licence valide de la RBQ à la date d'ouverture des soumissions? (voir la procédure de vérification de la RBQ)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>					<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
			• La licence est-elle appropriée selon les exigences de l'appel d'offres ? (voir la procédure de vérification de la RBQ)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>					<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
7	2.2.3.8	2.11	Politique de gestion contractuelle													
			• Est-ce que le soumissionnaire ou une personne liée ayant elle-même contrevenu à la PGC fait partie du Registre PGC et la date de sa sanction est en vigueur à la date d'ouverture des soumissions ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>					<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
			• Si oui													
			o Est-ce que le soumissionnaire détient son autorisation de contracter de l'AMF?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>									<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
• Si non																
o Est-ce que le soumissionnaire ou personne liée ayant elle-même contrevenu à la PGC se trouve sur la Liste PGC et la date de sa sanction est en vigueur à la date d'ouverture des soumissions?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>										<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
CONFORMITÉ DE LA SOUMISSION																
8	2.2.4.1	2.9.1	Garantie de soumission													
			• La garantie de soumission est-elle jointe ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
			• Si oui, s'élevait-elle à au moins 10% du montant total de la soumission (incluant les taxes et les contingences)?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>					<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
			• Si le total de la soumission est inférieur à 500 000 \$ (incluant les taxes et les contingences), la garantie de soumission est-elle sous l'une des formes suivantes ?													
			<u>Chèque visé</u>													
			o Est-il signé ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>					<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
			o L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>					<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
			o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment énumérées, est erronée ou omise sur la chèque ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
			<u>Cautionnement de soumission</u>													
			o Le cautionnement est-il complété en utilisant l'annexe B du CCAG « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement », disponible au cahier des charges ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>					<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
			o Le cautionnement de soumission est-il signé ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>					<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
			o La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>					<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment énumérées, est erronée ou omise sur le cautionnement ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			
<u>Lettre de garantie bancaire irrévocable</u>																
o La lettre est-elle complétée en utilisant l'annexe C du CCAG « Lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle », disponible au cahier des charges ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>					<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			
o La lettre est-elle signée ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>					<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			
o L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>					<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			
o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment énumérées, est erronée ou omise sur la lettre ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			
• Si le total de la soumission est supérieur ou égal à 500 000 \$ (incluant les taxes et contingences), la garantie de soumission est-elle jointe sous forme de																
<u>Cautionnement de soumission</u>																
o Le cautionnement est-il complété en utilisant l'annexe B du CCAG « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement », disponible au cahier des charges ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>					<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			
o Le cautionnement de soumission est-il signé ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>					<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			
o La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>					<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			
o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment énumérées, est erronée ou omise sur le cautionnement ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			

N°	GUIDE	IAS	QUESTIONS	OUI / NON / SANS OBJET						PRÉCISIONS (si défaut, ou le contraire, non admissible, non-conforme)			
				OUI	NON	SANS OBJET	Défaut mineur	Demande de renvoi au défaut	Réponse avant (date et heure)	Réponse satisfaisante reçue	Aide juridique (date de la demande)	Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme
9	2242	2913	<p>Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire</p> <ul style="list-style-type: none"> Est-ce que l'annexe H du CCAG : « Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire », disponible au cahier des charges, est jointe? Est-ce que la lettre est complétée et dûment signée? Est-ce que les montants de garanties inscrits sur la lettre correspondent aux exigences d'assurances du CCAS du cahier des charges? La compagnie d'assurance émettrice obtient-elle un permis d'assureur en responsabilité civile délivré par l'AMF? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance) 	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
10	2244	21	<p>Obtention du cahier des charges sur SEAO</p> <ul style="list-style-type: none"> Est-ce que le soumissionnaire s'est procuré lui-même le cahier des charges sur le SEAO? 	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
11	2244	231 / 235	<p>Visite supervisée des lieux</p> <ul style="list-style-type: none"> Est-ce que le soumissionnaire était présent à la visite obligatoire et dirigée des lieux (si requis)? 	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
12	2245	251	<p>Formulaire</p> <ul style="list-style-type: none"> La soumission est-elle complétée sur le formulaire de soumission fourni au cahier des charges de la Ville? Y a-t-il des omissions ou erreurs dans les informations demandées autres que les prix (des sections A-B-C)? 	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
13	2245	26	<p>Signature</p> <ul style="list-style-type: none"> La soumission est-elle dûment signée? 	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
14	2246	32	<p>Consortium</p> <ul style="list-style-type: none"> Y a-t-il formation d'un consortium? 	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
15	2247	254 / 255	<p>Format</p> <ul style="list-style-type: none"> Est-ce que la soumission est présentée selon le nombre et le format d'exemplaires requis? Si des ratures sont présentes sur le formulaire de soumission, sont-elles paraphées (cochez sans objet si aucune rature observée)? 	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
AUTRE CONFORMITÉ (Complétez avec les exigences supplémentaires requises. Laissez les cases admissible / conformes cochées si cette section est inutilisée)													
16				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
17				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
18				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
19				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
20				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Signature de l'analyste de dossier

Date

Nom de l'analyste de dossier

REMARQUE :

ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSION



TITRE DE L'APPEL D'OFFRES :

Projet ext. St-Georges, Travaux d'amélioration et d'adapt. réalisés à l'acc. universelle

NOM DU SOUMISSIONNAIRE :

Construction Arcade

Gilles Panneau, architecte

(Nom et titre du responsable de la conformité)

(Signature du responsable de la conformité)

No D'APPEL D'OFFRES :

No SEAO :

(Date signature)

PRIX TOTAL SOUMIS (incluant les taxes et contingences):

1 097 000,00 \$

RANG SOUMISSION À L'OUVERTURE :

No GDD D'OCTROI :

RESULTAT FINAL :

NON CONFORME

(Conforme ou non conforme)

REF.	ÉLÉMENTS À VÉRIFIER		CONSTAT		STATUT INTÉrimAIRE					REMARQUE (et défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité)	DÉCISION FINALE			
	GUIDE	IAS	OUI	NON	SANS OBJET	Defaut mineur (Demande de renvoi ou défaut)	Response exacte (Sans erreur)	Response satisfaisante (erreur)	Avis juridique (avis de la dimension)		Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme		
CONFORMITÉ DES PRIX														
1	2.2.2.1	2.5.3.3.8.8.9.9	<p>Prix</p> <ul style="list-style-type: none"> Est-ce un contrat à prix unitaires ? <ul style="list-style-type: none"> Si oui, est-ce qu'il y a une/des erreur(s) de calcul ou d'écriture qu'il est possible de corriger ? Si oui, est-ce qu'il y a une/des omission(s) qu'il est possible de reconstituer ? Est-ce un contrat à prix forfaitaire? <ul style="list-style-type: none"> Si oui, est-ce que le prix total du forfait est indiqué à la section A - Sommaire ? Si oui, est-ce qu'il y a erreur de calcul ou omission de prix à la section B - Résumé du bordereau de soumission et/ou à la section C - Bordereau de soumission ? 										<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
ADMISSIBILITÉ DU SOUMISSIONNAIRE														
2	2.2.3.1	2.5.6	<p>Registralre des entreprises du Québec (REQ)</p> <ul style="list-style-type: none"> Si l'entreprise a un établissement au Québec, est-ce qu'elle détient une immatriculation (REQ) valide au Québec à la date de d'ouverture des soumissions? (voir la procédure de vérification de l'immatriculation au REQ) 										<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3	2.2.3.2	2.10.1	<p>Autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers (AMF)</p> <ul style="list-style-type: none"> Est-ce qu'une autorisation délivrée par l'AMF est requis dans le cadre de l'appel d'offres ? Si oui, <ul style="list-style-type: none"> le soumissionnaire a-t-il joint une copie de son autorisation à contracter délivrée par l'AMF ? Le soumissionnaire détient-il une autorisation délivrée par l'AMF valide à la date d'ouverture des soumissions ou a-t-il fait sa demande de renouvellement 90 jours avant la date d'échéance ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'un soumissionnaire) <p>Cochez admissible au point 4 et passez au point 5.</p> <p>* Si non, passez au point 4 suivant</p>										<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
4	2.2.3.3	2.10.2	<p>Registralre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)</p> <p>seulement si l'autorisation de l'AMF est non requise</p> <ul style="list-style-type: none"> Le soumissionnaire est-il inscrit au RENA? (voir la procédure de vérification du RENA) 										<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
5	2.2.3.4	2.10.4	<p>Attestation de Revenu Québec (RQ)</p> <ul style="list-style-type: none"> Le soumissionnaire a-t-il un établissement au Québec (tel que défini dans les IAS)? Si oui, <ul style="list-style-type: none"> a-t-il joint une copie de son attestation RQ ? le soumissionnaire détient-il une attestation RQ ? valide à la date d'ouverture des soumissions ? (voir la procédure de vérification de l'attestation RQ ?) Si non, <ul style="list-style-type: none"> a-t-il joint l'annexe D - Absence d'établissement au Québec - dûment signée ? 										<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

N°	OUI	NON	SANS OBJET	Défaut mineur Demande de remédier au défaut	Réponse avant (date et heure)	Réponses satisfaisantes reçues	Avis juridique (date de la demande)	PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissible, non-conforme)	Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme
6	2235	2103								
<p>Licence de la Régie du Bâtiment du Québec (RBQ)</p> <ul style="list-style-type: none"> Le soumissionnaire a-t-il joint une copie de sa licence ? Est-ce que le soumissionnaire détient une licence valide de la RBQ à la date d'ouverture des soumissions? (voir la procédure de vérification de la RBQ) La licence est-elle appropriée selon les exigences de l'appel d'offres ? (voir la procédure de vérification de la RBQ) La licence est-elle restreinte ? (voir la procédure de vérification de la RBQ) 										
7	2236	211								
<p>Politique de gestion contractuelle</p> <ul style="list-style-type: none"> Est-ce que le soumissionnaire ou une personne liée ayant elle-même contrevenu à la PGC fait partie du Registre PGC et la date de sa sanction est en vigueur à la date d'ouverture des soumissions ? Si oui : <ul style="list-style-type: none"> Est-ce que le soumissionnaire détient son autorisation de contracter de l'AMF ? Si non : <ul style="list-style-type: none"> Est-ce que le soumissionnaire ou personne liée ayant elle-même contrevenu à la PGC se trouve sur la Liste PGC et la date de sa sanction est en vigueur à la date d'ouverture des soumissions ? 										
CONFORMITÉ DE LA SOUMISSION										
8	2241	291								
<p>Garantie de soumission</p> <ul style="list-style-type: none"> La garantie de soumission est-elle jointe ? Si oui, s'élevait-elle à au moins 10% du montant total de la soumission (incluant les taxes et les contingences) ? Si le total de la soumission est <u>inférieur à 500 000 \$</u> (incluant les taxes et les contingences), la garantie de soumission est-elle sous l'une des formes suivantes ? <p>Chèque visé</p> <ul style="list-style-type: none"> Est-il signé ? L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ) Est-ce qu'une information différente de celles précédemment énumérées, est erronée ou omise sur le chèque ? <p>Cautionnement de soumission</p> <ul style="list-style-type: none"> Le cautionnement est-il complété en utilisant l'annexe B du CCAG « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement », disponible au cahier des charges ? Le cautionnement de soumission est-il signé ? La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance) Est-ce qu'une information différente de celles précédemment énumérées, est erronée ou omise sur le cautionnement ? <p>Lettre de garantie bancaire irrévocable</p> <ul style="list-style-type: none"> La lettre est-elle complétée en utilisant l'annexe C du CCAG « Lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle », disponible au cahier des charges ? La lettre est-elle signée ? L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ) Est-ce qu'une information différente de celles précédemment énumérées, est erronée ou omise sur la lettre ? <ul style="list-style-type: none"> Si le total de la soumission est <u>supérieur ou égal à 500 000 \$</u> (incluant les taxes et contingences), la garantie de soumission est-elle jointe sous forme de : <p>Cautionnement de soumission :</p> <ul style="list-style-type: none"> Le cautionnement est-il complété en utilisant l'annexe B du CCAG « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement », disponible au cahier des charges ? Le cautionnement de soumission est-il signé ? La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance) Est-ce qu'une information différente de celles précédemment énumérées, est erronée ou omise sur le cautionnement ? 										

#	GUIDE	IAS	QUESTIONS						PRÉCISIONS (si défaut, voir justification, non admissibilité, non-conformité)	Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme	
				OUI	NON	SANS OBJET	Défaut mineur	Défaut majeur				Défaut critique
9	2242	2913	<p>Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire</p> <ul style="list-style-type: none"> Est-ce que l'annexe H du CCAG « Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire », disponible au cahier des charges, est jointe? Est-ce que la lettre est complétée et dûment signée? Est-ce que les montants de garanties inscrits sur la lettre correspondent aux exigences d'assurances du CCAS du cahier des charges? La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en responsabilité civile et délivré par l'AMF? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance) 	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
10	2242	21	<p>Obtention du cahier des charges sur SEAO</p> <ul style="list-style-type: none"> Est-ce que le soumissionnaire s'est procuré lui-même le cahier des charges sur le SEAO? 	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
11	2242	21	<p>Visite supervisée des lieux</p> <ul style="list-style-type: none"> Est-ce que le soumissionnaire était présent à la visite obligatoire et dirigée des lieux (si requis)? 	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Attestation de visite des lieux non-Inclu. Document requis	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
12	2245	21	<p>Formulaire</p> <ul style="list-style-type: none"> La soumission est-elle complétée sur le formulaire de soumission fourni au cahier des charges de la Ville? Y a-t-il des omissions ou erreurs dans les informations demandées autres que les prix (des sections A-B-C)? 	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
13	2245	26	<p>Signature</p> <ul style="list-style-type: none"> La soumission est-elle dûment signée? 	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
14	2246	32	<p>Consortium</p> <ul style="list-style-type: none"> Y a-t-il formation d'un consortium? 	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
15	2247	255	<p>Format</p> <ul style="list-style-type: none"> Est-ce que la soumission est présentée selon le nombre et le format d'exemplaires requis? Si des ratures sont présentes sur la formule de soumission, sont-elles paraphées (cochez sans objet si aucune rature observée)? 	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
AUTRE CONFORMITÉ (Complétez avec les exigences supplémentaires requises. Laissez les cases admissible / conformes cochées si cette section est inutilisée)												
16				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
17				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
18				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
19				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
20				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Signature de l'analyste de dossier

Date

Nom de l'analyste de dossier

REMARQUE :

ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSION



TITRE DE L'APPEL D'OFFRES :

Piscine ext. St Georges, Travaux d'amélioration et d'adapt. reliés à l'acc. universelle

NOM DU SOUMISSIONNAIRE :

Las Expertises Argento Inc

Gilles Parizeau, architecte

(Nom et titre du responsable de la conformité)

(Signature du responsable de la conformité)

No D'APPEL D'OFFRES :

5993

No SEAO :

(Date signature)

PRIX TOTAL SOUMIS (incluant les taxes et contingences):

1 933 663,35 \$

RANG SOUMISSION À L'OUVERTURE :

5

No GDD D'OCTROI :

RÉSULTAT FINAL : CONFORME (Conforme ou non conforme)

REF.	ÉLÉMENTS À VÉRIFIER		CONSTAT		STATUT INTÉIMAIRE			REMARQUE (et défaut, voir le tableau, non admissible, non-conforme)	DÉCISION FINALE		
	OUVRE	IAS	OUI	NON	EN CAS D'OBJET	Précisions	Autre précision (dans les commentaires)		Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme	
CONFORMITÉ DES PRIX											
1	2221	25.3.3 B et 3.9	Prix								
			• Est-ce un contrat à prix unitaires ?		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
			• Si oui, est-ce qu'il y a une/des erreur(s) de calcul ou d'écriture qu'il est possible de corriger ?		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
			• Si oui, est-ce qu'il y a une/des omission(s) qu'il est possible de reconstruire ?		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
			• Est-ce un contrat à prix forfaitaire ?		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
			• Si oui, est-ce que le prix total du forfait est indiqué à la section A - Sommaire ?		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
			• Si oui, est-ce qu'il y a erreur de calcul ou omission de prix à la section B - Résumé du bordereau de soumission et/ou à la section C - Bordereau de soumission ?		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
ADMISSIBILITÉ DU SOUMISSIONNAIRE											
2	2231	25.6	Registre des entreprises du Québec (REQ)								
			• Si l'entreprise a un établissement au Québec, est-ce qu'elle détient une immatriculation (REQ) valide au Québec à la date de l'ouverture des soumissions? (voir la procédure de vérification de l'immatriculation au REQ)		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
3	2232	2101	Autorisation de contracter de l'Autorité des marchés financiers (AMF)								
			• Est-ce qu'une autorisation délivrée par l'AMF est requise dans le cadre de l'appel d'offres ?		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
			• Si oui,								
			• la soumissionnaire a-t-il joint une copie de son autorisation à contracter délivrée par l'AMF ?		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
			• Le soumissionnaire détient-il une autorisation délivrée par l'AMF valide à la date d'ouverture des soumissions ou a-t-il fait sa demande de renouvellement 90 jours avant la date d'échéance ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'un soumissionnaire)		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
			• Cochez admissible au point 4 et passez au point 5.								
			• Si non, passez au point 4 suivant								
4	2233	2102	Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)								
			• Le soumissionnaire est-il inscrit au RENA? (voir la procédure de vérification du RENA)		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
seulement si l'autorisation de l'AMF est non requise.											
5	2234	2104	Attestation de Revenu Québec (RQ)								
			• Le soumissionnaire a-t-il un établissement au Québec (tel que défini dans les IAS)?		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
			• Si oui,								
			• a-t-il joint une copie de son attestation RQ ?		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
			• le soumissionnaire détient-il une attestation RQ ? valide à la date d'ouverture des soumissions ? (voir la procédure de vérification de l'attestation RQ ?)		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
			• Si non,								
			• a-t-il joint l'annexe D - Absence d'établissement au Québec - dûment signée ?		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

N°	CODE	SAS	QUESTIONS	OUI				NON				PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissible, non-conforme)	Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme				
				OUI	NON	SANS OBJET	Défaut mineur	Défaut majeur	Défaut critique	Précisions	Avis juridique							
6	2234	2103	Licence de la Régie du Bâtiment du Québec (RBQ)															
			• Le soumissionnaire a-t-il joint une copie de sa licence ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>						<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			
			• Est-ce que le soumissionnaire détient une licence valide de la RBQ à la date d'ouverture des soumissions? (voir la procédure de vérification de la RBQ)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>						<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			
			• La licence est-elle appropriée selon les exigences de l'appel d'offres ? (voir la procédure de vérification de la RBQ)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>						<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			
7	2236	211	Politique de gestion contractuelle															
			• Est-ce que le soumissionnaire ou une personne liée ayant elle-même contrevenu à la PGC fait partie du Registre PGC et la date de sa sanction est en vigueur à la date d'ouverture des soumissions ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>						<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			
			• Si oui, <ul style="list-style-type: none"> Est-ce que le soumissionnaire détient son autorisation de contracter de l'AMF ? 	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>								<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			
			• Si non, <ul style="list-style-type: none"> Est-ce que le soumissionnaire ou personne liée ayant elle-même contrevenu à la PGC se trouve sur la Liste PGC et la date de sa sanction est en vigueur à la date d'ouverture des soumissions? 	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>								<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			
CONFORMITÉ DE LA SOUMISSION																		
B	2241	201	Garantie de soumission															
			• La garantie de soumission est-elle jointe ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>						<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			
			• Si oui, s'élevait-elle à au moins 10% du montant total de la soumission (incluant les taxes et les contingences)?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>						<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			
			• Si le total de la soumission est inférieur à 500 000 \$ (incluant les taxes et les contingences), la garantie de soumission est-elle sous l'une des formes suivantes ?															
			Chèque vide															
			• Est-il signé ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>									<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
			• L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>									<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
			• Est-ce qu'une information différente de celles précédemment énumérées, est erronée ou omise sur le chèque ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>							<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
			Cautionnement de soumission															
			• Le cautionnement est-il complété en utilisant l'annexe B du CCAG « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement », disponible au cahier des charges ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>									<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
			• Le cautionnement de soumission est-il signé ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>									<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
			• La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>									<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
			• Est-ce qu'une information différente de celles précédemment énumérées, est erronée ou omise sur le cautionnement ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>							<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
			Lettre de garantie bancaire irrévocable															
			• La lettre est-elle complétée en utilisant l'annexe C du CCAG « Lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle », disponible au cahier des charges ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>									<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
			• La lettre est-elle signée ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>									<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
• L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>									<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>					
• Est-ce qu'une information différente de celles précédemment énumérées, est erronée ou omise sur la lettre ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>							<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>					
• Si le total de la soumission est supérieur ou égal à 500 000 \$ (incluant les taxes et contingences), la garantie de soumission est-elle jointe sous forme de																		
Cautionnement de soumission																		
• Le cautionnement est-il complété en utilisant l'annexe B du CCAG « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement », disponible au cahier des charges ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>									<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>					
• Le cautionnement de soumission est-il signé ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>									<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>					
• La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>									<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>					
• Est-ce qu'une information différente de celles précédemment énumérées, est erronée ou omise sur le cautionnement ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>							<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>					

#	GUIDE	ME	QUESTIONS	OUI	NON	SANS OBJET	Défaut mineur Demande de remédiation au défaut	Réponses avant (date et heure)	Réponses satisfaisantes reçues	Avis juridiques (date de la consultation)	PRÉCISIONS (si défaut, avis juridique, non admissibilité, non-conformité)	
											Non admissible / Non conforme	Admissible / Conforme
9	2242	2913	Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire • Est-ce que l'annexe H du CCAG « Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire », disponible au cahier des charges, est jointe? • Est-ce que la lettre est complétée et dûment signée? • Est-ce que les montants de garanties inscrits sur la lettre correspondent aux exigences d'assurances du CCAS du cahier des charges? • La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en responsabilité civile délivré par l'AMF? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
10	2243	21	Obtention du cahier des charges sur SEAO • Est-ce que le soumissionnaire s'est procuré lui-même le cahier des charges sur la SEAO?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
11	2244	231 / 235	Visite supervisée des lieux • Est-ce que le soumissionnaire était présent à la visite obligatoire et dirigée des lieux (si requis)?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
12	2245	251	Formulaire • La soumission est-elle complétée sur le formulaire de soumission, fourni au cahier des charges de la Ville? • Y a-t-il des omissions ou erreurs dans les informations demandées autres que les prix (des sections A, B, C)?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
13	2245	26	Signature • La soumission est-elle dûment signée?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
14	2246	32	Consortium • Y a-t-il formation d'un consortium?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
15	2247	254/255	Format • Est-ce que la soumission est présentée selon le nombre et le format d'exemplaires requis? • Si des ratures sont présentes sur le formulaire de soumission, sont-elles paraphées (cochez sans objet si aucune rature observée)?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
AUTRE CONFORMITÉ (Complétez avec les exigences supplémentaires requises. Laissez les cases admissible / conforme cochées si cette section est inutilisée)												
16				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
17				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
18				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
19				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
20				<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Signature de l'analyste de dossier

Date

Nom de l'analyste de dossier

REMARQUE:

Dossier # : 1190652001

Unité administrative responsable :

Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division programmes de projets

Objet :

Accorder un contrat à Axe construction inc.pour l'exécution de travaux d'accessibilité universelle au Chalet du parc St-Georges situé au 13050 rue Prince Albert dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles - Dépense totale de 1 316 862,50\$, taxes incluses - Appel d'offres public 5993 (5 soum.)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS



[Certification_fonds_1190652001.xls](#)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Martine HÉBERT
Conseillère ressources financières

Tél : 514-868-4378

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-31

Anne-Marie RIZZO
Chef de division ressources financières et matérielles

Tél : 514-868-4383

Division : Direction services administratifs et du greffe

Dossier # : 1190652001

Unité administrative responsable :

Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division programmes de projets

Objet :

Accorder un contrat à Axe construction inc.pour l'exécution de travaux d'accessibilité universelle au Chalet du parc St-Georges situé au 13050 rue Prince Albert dans l'arrondissement de Rivière -des-Prairies - Pointe-aux-Trembles - Dépense totale de 1 316 862,50\$, taxes incluses - Appel d'offres public 5993 (5 soum.)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS



[GDD 1190652001 - Accessibilité universelle Chalet St-Georges.xlsx](#)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Préposé au budget - Service des finances -
Point de service HDV
Tél : 514 872-1021

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-31

Françoise TURGEON
Conseillère budgétaire

Tél : 514-872-0946

Division : Service des finances - Point de service HDV



Dossier # : 1197661001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale , Direction , Division binam
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 i) combattre la discrimination, le profilage racial, le profilage social, la xénophobie, le racisme, le sexisme, l'homophobie, l'âgisme, la pauvreté et l'exclusion, lesquels sont de nature à miner les fondements d'une société libre et démocratique
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels au coût de 169 150 \$ tx incluses à la firme IdéesFx à compter de la date de signature et jusqu'au 31 mars 2021 pour les services d'un conseiller en accompagnement stratégique et gestion de projet pour le développement d'un important projet de sensibilisation en matière d'intégration des nouveaux arrivants au marché de l'emploi. Appel d'offres RPPS18-17419 (3 soumissionnaires conformes)

Accorder un contrat de services professionnels au coût de 169 150 \$ tx incluses à la firme IdéesFx à compter de la date de signature et jusqu'au 31 mars 2021 pour les services d'un conseiller en accompagnement stratégique et gestion de projet pour le développement d'un important projet de sensibilisation en matière d'intégration des nouveaux arrivants au marché de l'emploi. Appel d'offres RPPS18-17419 (3 soumissionnaires conformes)

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2019-02-04 17:47

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

IDENTIFICATION

Dossier # :1197661001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale , Direction , Division binam
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 i) combattre la discrimination, le profilage racial, le profilage social, la xénophobie, le racisme, le sexisme, l'homophobie, l'âgisme, la pauvreté et l'exclusion, lesquels sont de nature à miner les fondements d'une société libre et démocratique
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels au coût de 169 150 \$ tx incluses à la firme IdéesFx à compter de la date de signature et jusqu'au 31 mars 2021 pour les services d'un conseiller en accompagnement stratégique et gestion de projet pour le développement d'un important projet de sensibilisation en matière d'intégration des nouveaux arrivants au marché de l'emploi. Appel d'offres RPPS18-17419 (3 soumissionnaires conformes)

CONTENU

CONTEXTE

Au printemps 2018, la Ville de Montréal a signé un partenariat renouvelé avec le gouvernement du Québec dans le contexte de son nouveau statut de métropole. Cette entente de partenariat 2018-2021 prévoit que la Ville déploie une *Stratégie de sensibilisation en faveur de l'intégration des personnes immigrantes*. La Ville dispose d'un budget de 1.6 million jusqu'en mars 2021 pour cette initiative. Le 5 décembre 2018, la Ville a dévoilé *Montréal inclusive 2018-2021*, son tout premier plan d'action en matière d'intégration des nouveaux arrivants. Ce plan d'action propose une trentaine d'actions concrètes et novatrices pour accélérer l'intégration des nouveaux arrivants à Montréal, notamment par le déploiement de la Stratégie de sensibilisation appelée *Montréal inclusive au travail*. Ce projet d'envergure vise à faire de Montréal une métropole championne de l'intégration des immigrants en emploi.

De nombreuses causes ont été répertoriées pour expliquer les difficultés d'intégration professionnelle des immigrants : le manque de valorisation de l'expérience et des études réalisées à l'étranger, la langue française comme condition d'embauche et de promotion, la reconnaissance des diplômes obtenus à l'étranger, la discrimination systémique dans les processus RH et le manque de prise de risque des employeurs pour ne nommer que ceux-là. Conscients de cet enjeu, les autorités publiques et les organismes ont déployé plusieurs initiatives pour accompagner les personnes immigrantes dans leur parcours professionnel. Cependant, très peu d'initiatives existantes s'adressent à la société d'accueil même si celle-ci joue un rôle essentiel dans l'intégration en emploi des immigrants.

Les autorités municipales, en tant que décideurs politiques au niveau local, sont des acteurs-clés dans la dynamisation du processus d'inclusion. La Ville de Montréal souhaite mettre en place les moyens d'action pour jouer un rôle de chef de file dans une prise de conscience collective à l'effet que tous Montréalais ont un rôle à jouer pour favoriser l'intégration et la rétention en emploi des personnes immigrantes.

Le Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM) souhaite développer une importante stratégie de sensibilisation *Montréal inclusive au travail* qui a pour objectif de contribuer positivement à l'intégration économique des personnes immigrantes en leur permettant d'accéder à des emplois à la hauteur de leurs compétences. Le BINAM souhaite s'adjoindre des services d'une firme spécialisée en accompagnement stratégique et gestion de projet afin de l'aider à mener à bien cette importante stratégie et de s'assurer d'obtenir l'impact souhaité. Le mandat, d'une durée de 28 mois, comprendra entre autres un accompagnement dans la planification stratégique et la mobilisation des parties prenantes, la gestion de projet, le déploiement de campagnes de sensibilisation et l'appui dans l'organisation de deux importants événements de mobilisation.

L'appel d'offres public a été publié dans « Le Devoir », sur le site internet de la Ville ainsi que dans le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) durant 30 jours, soit du 17 décembre 2018 au 17 janvier 2019.

À la suite de l'appel d'offres public numéro RPPS**18-17419**, le présent dossier recommande de retenir les services de IdéesFx, firme ayant obtenu le meilleur pointage.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 0383 - Lundi 26 mars 2018 - Approuver un projet d'entente triennale entre la ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI) et la Ville de Montréal relativement au versement d'un soutien financier à la Ville de 12 000 000 \$, pour la période 2018-2021, pour planifier, mettre en œuvre et soutenir des projets visant l'intégration des personnes immigrantes / Autoriser un budget additionnel de revenus et dépenses de cette somme, pour la même période.

DESCRIPTION

Considérant l'ampleur de la démarche et la sensibilité du sujet, le BINAM souhaite obtenir un appui stratégique et organisationnel afin de favoriser l'atteinte des objectifs dans les délais impartis.

La firme qui accompagnera le BINAM verra entre autre à donner son appui dans :

- La poursuite de la planification stratégique de la démarche à compter de la date de signature et jusqu'au 31 mars 2021;
- L'accompagnement dans le positionnement stratégique du projet (niveau politique, dans le monde des affaires, auprès de la société civile);
- La planification opérationnelle des activités et la priorisation des efforts;
- L'accompagnement dans la planification de plusieurs campagnes de sensibilisation;
- L'organisation de deux événements de mobilisation clé en main;
- Le support à la production de livrables (documents stratégiques, présentations Power Point, etc.);
- Le développement de la stratégie de suivi;

- L'évaluation des retombées du projet.

JUSTIFICATION

Le fait de disposer d'un contrat de services professionnels avec une firme experte permettra de soutenir efficacement le chargé de dossier du BINAM dans les différentes phases de réalisation afin d'atteindre le haut niveau d'ambition du projet. Il s'agit d'actions qui auront une forte visibilité publique et nous souhaitons nous assurer d'être pertinent, de mobiliser les bons partenaires et d'avoir un impact majeur afin d'atteindre les objectifs visés. Ce projet traite d'un sujet sensible qui doit être abordé de façon rigoureuse pour ne pas créer l'effet inverse de ce qui est souhaité. La firme sélectionnée conseillera l'équipe du BINAM dans le positionnement de ce projet et le développement des messages que nous souhaitons véhiculés afin de demeurer positifs et convaincants.

Huit firmes ont été preneurs du cahier de charges.

Quatre soumissions ont été reçues dans le cadre de cet appel d'offres, chacune d'entre elles a été analysée par un comité de sélection réuni à cette fin le 1er février 2019 en ayant recours à un système de pondération et d'évaluation des soumissions basé sur les critères relatifs au mandat proposé.

CRITÈRES	PONDÉRATION
Présentation de l'offre	5 %
Compréhension du mandat et de la problématique	15 %
Approche proposée	15 %
Capacité de production et échéancier	20 %
Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables	15 %
Expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe	30 %

Le comité de sélection a procédé, dans un premier temps, à l'analyse des soumissions relativement aux critères exigés dans la grille d'évaluation de l'appel d'offres. Trois soumissionnaires ont été déclarés conformes suite à l'évaluation basée sur une grille de pondération et des critères d'évaluation et un soumissionnaire a été déclaré non conforme puisqu'il n'a pas obtenu la note de passage de 70 %. Par la suite, les enveloppes contenant les prix ont été ouvertes afin de procéder à l'application de la formule déterminant le pointage final. Voici les résultats de l'analyse:

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base	Autre (préciser)	Total
FAJC INC. (IDÉESFX)	80,8	7,73	169 150,00		169 150,00
François Morin Relations Publiques Inc.	72,2	6,74	181 250,00		181 250,00
Credo Productions Inc.	72,0	2,96	411 750,00		411 750,00
Dernière estimation réalisée			198 906,75 \$		198 906,75 \$

Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (\$) <i>((l'adjudicataire - estimation) 169 150 \$ - 198 906 \$</i>	- 29 756 \$
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) <i>((l'adjudicataire - estimation) / estimation) x 100</i>	-14,96 %
Écart entre la 2 ^{ème} meilleure note finale et l'adjudicataire (\$) <i>(2^{ème} meilleure note finale - adjudicataire) 181 250 \$ - 169 150 \$</i>	12 100 \$
Écart entre la 2 ^{ème} meilleure note finale et l'adjudicataire (%) <i>((2^{ème} meilleure note finale - adjudicataire) / adjudicataire) x 100</i>	7,15 %

L'estimation interne préparée au moment de lancer l'appel d'offres a été établie en fonction des heures prévisionnelles et selon les taux horaires courants. Il est de 198 906,75 \$ taxes incluses. Le montant soumis par la firme ayant obtenu le meilleur pointage au terme du comité d'évaluation est plus bas que l'estimation interne. Le BINAM a suivi la recommandation du comité de sélection et a bien étudié l'offre de services professionnels, il confirme que l'adjudicataire a démontré de façon très claire sa compréhension du mandat et a détaillé l'utilisation de chacune des heures employées. Le BINAM convient que l'estimation est précise et que les heures sont judicieusement utilisées pour l'atteinte des objectifs. L'écart entre l'estimé fait par le BINAM et le montant de l'adjudicataire peut être expliqué par une estimation plus élevée du taux horaire.

Cet écart favorable pour la Ville de - 14,96 % permet au BINAM de recommander l'octroi d'un contrat de 169 150 \$ taxes incluses à la firme IdéesFX, soumissionnaire ayant obtenu le meilleur pointage au terme du comité de sélection pour des services professionnels pour un conseiller en accompagnement stratégique et gestion de projets.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant total de l'offre est de 169 150 \$ taxes incluses. Cette dépense sera assumée à 100 % par le financement octroyé par le Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI) dans le cadre de l'entente Ville-MIDI 2018-2021, tel que présenté dans les résolutions CM18 0383.

Les crédits requis de 154 457 \$ net de ristournes sont disponibles au Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal, dans l'entente Ville-Midi. Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centre et est compensée par une subvention équivalente en provenance du MIDI.

Ce dossier ne comporte donc aucun impact sur le cadre financier de la Ville de Montréal.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce projet d'intégration vise au rapprochement interculturel et à une meilleure intégration sociale des citoyennes et citoyens d'origines diverses. Il participe ainsi à des objectifs sociaux du développement durable. Ce projet va dans le sens de la réalisation de l'Action 9 du Plan de développement durable « *Montréal durable 2016-2020* » : Lutter contre les inégalités et favoriser l'inclusion. Par ces actions, la Ville de Montréal s'engage notamment à poursuivre et renforcer des actions en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et à collaborer à la réalisation de mesures visant l'intégration des personnes immigrantes et leur pleine participation à la vie montréalaise.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Une stratégie de sensibilisation bien ficelée et des actions de communications pertinentes et mobilisatrices permettront assurément l'atteinte des ambitions de la Ville de Montréal, soit

de lever les freins subjectifs qui nuisent à l'intégration en emploi des personnes immigrantes.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication sera développée dans le cadre de la stratégie de sensibilisation en collaboration avec le Service des communications de la Ville de Montréal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le 18 février prochain, le BINAM réunira plus d'une cinquantaine de leaders soigneusement choisis pour leur engagement, des élus de tous les partis et des dirigeants de la communauté d'affaire afin de réfléchir conjointement aux formes pourraient prendre la stratégie. Cette importante rencontre de concertation sera la première étape du projet et permettra à la Ville de mobiliser des personnes influentes autour de son objectif.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

« À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs. »

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Eddy DUTELLY)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Arianne ALLARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jessica LAGACÉ-BANVILLE
conseiller(ere) en planification

Tél : 514-872-0597
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-02-01

Marie-Christine LADOUCEUR-GIRARD
Directrice du BINAM

Tél : 514-872-4877
Télécop. :

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE
SERVICE**

Johanne DEROME
Directrice du SDIS

Tél : 514-872-6133

Approuvé le : 2019-02-04

Dossier # : 1197661001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale , Direction , Division binam
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels au coût de 169 150 \$ tx incluses à la firme IdéesFx à compter de la date de signature et jusqu'au 31 mars 2021 pour les services d'un conseiller en accompagnement stratégique et gestion de projet pour le développement d'un important projet de sensibilisation en matière d'intégration des nouveaux arrivants au marché de l'emploi. Appel d'offres RPPS18-17419 (3 soumissionnaires conformes)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS



18-17419 Tableau Résultats Global Final.pdf18-17419 PV.pdf



SEAO Liste des commandes.pdf18-17419 Nouvelle Appel D'offres.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Eddy DUTELLY
Agent d'approvisionnement, niv 2
Tél : 514 872-5253

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-02-04

Denis LECLERC
Chef de Section, division acquisition
Tél : 514 872-5241
Division : Acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : No du GDD :

Titre de l'appel d'offres :

Type d'adjudication :

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : - - Nombre d'addenda émis durant la période :

Ouverture originalement prévue le : - - Date du dernier addenda émis : - -

Ouverture faite le : - - Délai total accordé aux soumissionnaires : jrs

Date du comité de sélection : - -

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : Nbre de soumissions reçues : % de réponses :

Nbre de soumissions rejetées : % de rejets :

Soumission(s) rejetée(s) (nom) : Motif de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : jrs Date d'échéance initiale : - -

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs Date d'échéance révisée : - -

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	<input checked="" type="checkbox"/>	# Lot
FAJC INC. (IDÉESFX)	169 150,00 \$	<input checked="" type="checkbox"/>	
François Morin Relations Publiques Inc.	181 250,00 \$	<input type="checkbox"/>	
Credo Productions Inc.	411 750,00 \$	<input type="checkbox"/>	

Information additionnelle

Il est recommandé d'octroyer le contrat à la firme : FAJC Inc.(IDÉESFX), ayant obtenu le plus haut pointage. Une n'a pas obtenue la note de passage. Des quatre (4) autres firmes détentrices du cahier des charges: deux (2) n'avaient pas la capacité ou le temps disponible pour soumissionner, une autre n'évoluait pas dans ce secteur d'activité et une n'a pas retournée le formulaire de non-participation.

Préparé par : Le - -



18-17419 - Services professionnels pour un conseiller en accompagnement stratégique et gestion de projet pour le développement d'un important projet de sensibilisation

	<i>Présentation de l'offre de services</i>	<i>Compréhension du mandat et de la problématique</i>	<i>Approche proposée</i>	<i>Capacité de production et échéancier</i>	<i>Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables</i>	<i>Expérience et expertise du chargé de projet et de son équipe</i>	<i>Pointage intermédiaire total</i>	<i>Prix</i>	<i>Pointage final</i>		<i>Comité</i>	
FIRME	5%	15%	15%	20%	15%	30%	100%	\$		Rang	Date	
Credo Productions Inc.	3,50	10,83	11,00	11,00	12,33	23,33	72,0	411 750,00 \$	2,96	3	Heure	vendredi 01-02-2019 10 h 00
FAJC INC. (IDÉESFX)	3,67	12,00	12,67	17,00	11,50	24,00	80,8	169 150,00 \$	7,73	1	Lieu	Service de l'approvisionnement, 255 boulevard Crémazie Est 4e
François Morin Relations Publiques Inc.	3,50	11,50	11,50	11,33	13,00	21,33	72,2	181 250,00 \$	6,74	2		
Volcio Inc.	3,00	10,00	10,00	10,00	9,83	20,33	63,2			Non conforme		
0							-					
Agent d'approvisionnement	Eddy Dutelly											

Multiplicateur d'ajustement
10000



Exploité par CGI en partenariat avec [Constructo](#) pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

[Avis du jour](#) | [Service à la clientèle](#) | [Aide](#) | [Recherche avancée](#)

[Mon SEAO](#) | [Mes avis](#) | [Rapports](#) | [Profil](#) | [Organisation](#)

[COMMANDES](#) | [PANIER](#)

Mes avis

Saisir un avis

[Information](#)

[Description](#)

[Classification](#)

[Conditions](#)

[Documents](#)

[Modalités](#)

[Résumé](#)

[Addenda](#)

[Liste des commandes](#)

➤ **Résultats d'ouverture**

[Contrat conclu](#)

Liste des commandes

Numéro : 18-17419
Numéro de référence : 1222502
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services professionnels pour un conseiller en accompagnement stratégique et gestion de projet pour le développement d'un important projet de sensibilisation

<u>Organisation</u>	<u>Contact</u>	<u>Date et heure de commande</u>	<u>Addenda envoyé</u>
Alithya Services-Conseils inc. 2875, boul. Laurier bureau 1250 Québec, QC, G1V 2M2 http://www.alithya.com NEQ : 1171011282	Madame Josée Turcotte Téléphone : 418 650-6414 Télécopieur : 418 650-5876	Commande : (1522843) 2018-12-18 8 h 27 Transmission 2018-12-18 8 h 27	3045279 - 18-17419 Addenda no. 1 : Questions et Réponses 2019-01-10 10 h 06 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Credo Productions Inc 5333 Casgrain suite 701 Montréal, QC, H2T1X3 NEQ : 1170566799	Monsieur Christian Bélair Téléphone : 514 434-8897 Télécopieur :	Commande : (1528724) 2019-01-14 15 h 42 Transmission 2019-01-14 15 h 42	3045279 - 18-17419 Addenda no. 1 : Questions et Réponses 2019-01-14 15 h 42 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Englobe 1001, rue Sherbrooke Est, bureau 600 Montréal, QC, H2L 1L3	Madame Isabelle Langlois Téléphone	Commande : (1523145) 2018-12-18 14 h 23	3045279 - 18-17419 Addenda no. 1 : Questions et Réponses



http://www.englobecorp.com NEQ : 1167280206	: 514 281-5173 Télécopieur : 450 668-5532	Transmission : 2018-12-18 14 h 23	2019-01-10 10 h 06 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
IdéesFX 5452, Esplanade Montréal, QC, H2T 2Z7 NEQ : 1170715362	Monsieur Félix-Antoine Joli-Coeur Téléphone : 514 219-5535 Télécopieur :	Commande : (1523760) 2018-12-19 16 h 14 Transmission : 2018-12-19 16 h 14	3045279 - 18-17419 Addenda no. 1 : Questions et Réponses 2019-01-10 10 h 06 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Landry et associés CP 624, Succ. B Montréal, QC, H3B 3K3 http://www.landryconsulting.com NEQ : 1167033159	Monsieur Claude M Landry. Téléphone : 514 998-7265 Télécopieur :	Commande : (1523302) 2018-12-18 23 h 14 Transmission : 2018-12-18 23 h 14	3045279 - 18-17419 Addenda no. 1 : Questions et Réponses 2019-01-10 10 h 06 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Levio Conseils inc. 1001, boul. De Maisonneuve Bureau 320 Montréal, QC, H3A 3C8 http://www.levio.ca NEQ : 1169672574	Madame Kathy Tremblay. Téléphone : 418 914-3623 Télécopieur :	Commande : (1522747) 2018-12-17 15 h 48 Transmission : 2018-12-17 15 h 48	3045279 - 18-17419 Addenda no. 1 : Questions et Réponses 2019-01-10 10 h 06 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Morin Relations Publiques 1425, boul. René-Lévesque Ouest bureau 900 Montréal, QC, H3G 1T7 NEQ : 1141799370	Monsieur Francois Morin. Téléphone : 514 289-8688 Télécopieur :	Commande : (1524596) 2018-12-21 14 h 12 Transmission : 2018-12-21 14 h 12	3045279 - 18-17419 Addenda no. 1 : Questions et Réponses 2019-01-10 10 h 06 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

<p>Volcio 4460 de la roche Montréal, QC, h2j 3j1 http://www.volcio.com NEQ : 1169989838</p>	<p>Monsieur thierry chardon Téléphone : 514 577- 3081 Télécopieur :</p>	<p>Commande : (1526779) 2019-01-09 11 h 56 Transmission : 2019-01-09 11 h 56</p>	<p>3045279 - 18-17419 Addenda no. 1 : Questions et Réponses 2019-01-10 10 h 06 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique</p>
---	---	---	--




Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

- [Aide en ligne](#) 
- [Formation en ligne](#)
- [Glossaire](#)
- [Plan du site](#)
- [Accessibilité](#)
- [UPAC: Signaler un acte répréhensible](#) 

Service clientèle

- [Grille des tarifs](#)
- [Contactez-nous](#)
- [Nouvelles](#)
- [Marchés publics hors Québec](#) 
- [Registre des entreprises non admissibles](#) 
- [Autorité des marchés financiers](#) 

À propos

- [À propos de SEAO](#)
- [Info sur Constructo](#)
- [Conditions d'utilisation](#)
- [Polices supportées](#)

Partenaires



Dossier # : 1197661001

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale , Direction , Division binam
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels au coût de 169 150 \$ tx incluses à la firme IdéesFx à compter de la date de signature et jusqu'au 31 mars 2021 pour les services d'un conseiller en accompagnement stratégique et gestion de projet pour le développement d'un important projet de sensibilisation en matière d'intégration des nouveaux arrivants au marché de l'emploi. Appel d'offres RPPS18-17419 (3 soumissionnaires conformes)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS



[GDD 1197661001 - Idée fx.xls](#)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Arianne ALLARD
Conseillère budgétaire

Tél : 514 872-7512

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-02-04

Michelle DE GRAND-MAISON
Professionnel(le)(domaine d expertise)-Chef d équipe

Tél : 514 872-7512

Division : Service des finances



Dossier # : 1196843001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Bureau projets 1
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels en ingénierie et en architecture aux firmes Stantec Experts-conseils Ltée et Réal-Paul Architecte inc. pour l'achèvement des travaux de modernisation et de réfection à l'usine de production d'eau potable Pierrefonds, pour une somme maximale de 3 196 097,15 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17314 - (2 soumissionnaires)

Il est recommandé :

- 1- d'autoriser une dépense de 3 196 097,15, taxes incluses, comprenant les dépenses admissibles de 152 195,10 \$, taxes incluses, pour la prestation de services de surveillance durant la réalisation de travaux de modernisation et réfection de l'usine de production d'eau potable Pierrefonds;
- 2- d'accorder au plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 3 043 902,05 \$ taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public no. 18-17314;
- 3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-02-01 13:10

Signataire :

Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

IDENTIFICATION

Dossier # :1196843001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Bureau projets 1
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels en ingénierie et en architecture aux firmes Stantec Experts-conseils Ltée et Réal-Paul Architecte inc. pour l'achèvement des travaux de modernisation et de réfection à l'usine de production d'eau potable Pierrefonds, pour une somme maximale de 3 196 097,15 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17314 - (2 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

La Direction de l'eau potable (DEP) du Service de l'eau (SE) doit s'adjoindre des services professionnels d'une équipe multidisciplinaire en ingénierie et en architecture, et ce dans le but principal de commencer les services de surveillance liés à l'achèvement des travaux de modernisation et de réfection à l'usine de production d'eau potable Pierrefonds. Ces travaux devraient débiter au premier trimestre de 2019.

En avril 2017, un contrat de services professionnels en ingénierie et en architecture a été accordé aux firmes SNC-Lavalin inc. et Girard Côté Bérubé Dion Architectes inc. pour la mise à niveau de l'usine de traitement d'eau potable Pierrefonds. Ce contrat de services professionnels arrive à terme, il sera insuffisant pour la surveillance des travaux.

Un appel d'offres public a été publié dans le quotidien *Le Devoir* ainsi que sur le système électronique d'appel d'offres (SEAO) le 12 novembre 2018. L'ouverture des soumissions a eu lieu au Service du greffe le 13 décembre 2018. La durée de la publication a été de trente (30) jours. La validité des soumissions est de cent quatre-vingts (180) jours suivant la date fixée pour l'ouverture des soumissions, soit jusqu'au 11 juin 2019.

Trois (3) addendas ont été émis pour les raisons suivantes :

- Addenda 1 - 21 novembre 2018 - Réponse à deux questions, technique et administrative
- Addenda 2 - 26 novembre 2018 - Réponse à deux questions administratives
- Addenda 3 - 7 décembre 2018 - Réponse à deux questions administratives

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17-0081 - 30 mars 2017 - Accorder un contrat de services professionnels en ingénierie et en architecture à SNC-Lavalin inc. et Girard Côté Bérubé Dion Architectes inc. pour la mise à niveau de l'usine Pierrefonds, pour une somme maximale de 2 719 254,18 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 17-15596 (5 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin.

CG15 0681 - 26 novembre 2015 - Abroger les résolutions du conseil d'agglomération afin de ne pas donner suite aux cinq (5) contrats accordés dans le cadre des travaux de modernisation de l'usine de production d'eau potable Pierrefonds.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à accorder un contrat de services professionnels aux firmes Stantec Experts-conseils Ltée et Réal-Paul Architecte inc. pour l'achèvement des travaux de modernisation et de réfection à l'usine de production d'eau potable Pierrefonds.

Le présent contrat couvre principalement la prestation de services de surveillance durant la réalisation des travaux.

Les principaux domaines d'expertise requis pour ce mandat sont :

- a) l'architecture;
- b) la mécanique de procédé;
- c) l'alimentation et la distribution électrique;
- d) la mécanique et l'électricité du bâtiment;
- e) l'automatisation et le contrôle;
- f) la structure;
- g) le génie civil;
- h) toute discipline connexe requise pour réaliser les mandats confiés.

La rémunération des professionnels pour la prestation des services prévus au contrat est calculée selon les taux horaires présentés dans l'offre de service.

Un montant de 152 195,10 \$, taxes incluses, pour dépenses admissibles (5 %) a été ajouté au montant du contrat pour toutes autres dépenses accessoires jugées pertinentes dans le cadre du mandat.

JUSTIFICATION

À la suite de l'appel d'offres public 18-17314, à deux (2) enveloppes, il y a eu onze (11) preneurs du cahier des charges. La liste des preneurs du cahier des charges se trouve dans l'intervention du Service de l'approvisionnement.

De ce nombre, cinq (5) d'entre eux font partie des trois (3) soumissions reçues (en tant que cocontractants ingénieurs-architectes), et parmi les six (6) autres preneurs de cahier des charges qui n'ont pas soumissionné :

- un (1) preneur était l'autorité régionale de transport métropolitain (ARTM);
- un (1) preneur n'a pas les ressources nécessaires, car dédié uniquement au domaine mécanique et électricité du bâtiment;
- un (1) preneur a un profil en gestion de projet seulement;
- trois (3) preneurs n'ont pas retourné l'avis de désistement.

Le comité de sélection, composé de trois (3) membres, a siégé le 16 janvier 2019. L'analyse

des offres a permis de constater que deux (2) des trois (3) soumissionnaires (cocontractants ingénieurs-architectes) sont conformes et ils ont obtenu la note de passage de 70 %. Après établissement des pointages finaux, le comité de sélection recommande que le mandat soit accordé aux cocontractants ayant obtenu le plus haut pointage final, soit les firmes Stantec Experts-conseils Itée et Réal-Paul Architecte inc.

Le comité de sélection est arrivé aux résultats présentés au tableau suivant :

Firmes soumissionnaires conformes	Pointage intérimaire	Pointage final	Prix de base soumis (taxes incluses)	Dépenses admissibles (taxes incluses)	Prix total (taxes incluses)
Stantec experts-conseils Itée/Réal-Paul Architectes inc.	74,5 %	0,39	3 043 902,05 \$	152 195,10 \$	3 196 097,15 \$
SNC-Lavalin inc./St-Gelais Montminy + associés Architectes	78,5 %	0,38	3 239 501,11 \$	161 975,06 \$	3 401 476,17 \$
Dernière estimation réalisée à l'interne	Non applicable	Non applicable	3 158 596,07 \$	157 929,80 \$	3 316 525,87 \$
Écart entre le soumissionnaire ayant obtenu la meilleure note finale et la dernière estimation (\$) (soumissionnaire ayant obtenu la meilleure note finale – estimation)					(120 428,72 \$)
Écart entre le soumissionnaire ayant obtenu la meilleure note finale et la dernière estimation (%) ((soumissionnaire ayant obtenu la meilleure note finale – estimation) / estimation) x 100					-3,63 %
Écart entre la 2 ^{ème} meilleure note finale et le soumissionnaire ayant obtenu la meilleure note finale (\$) (2 ^{ème} meilleure note finale – soumissionnaire ayant obtenu la meilleure note finale)					205 379,02 \$
Écart entre la 2 ^{ème} meilleure note finale et le soumissionnaire ayant obtenu la meilleure note finale (%) ((2 ^{ème} meilleure note finale – soumissionnaire ayant obtenu la meilleure note finale) / soumissionnaire ayant obtenu la meilleure note finale) x 100					6,43 %

Le soumissionnaire ayant obtenu le plus haut pointage final, Stantec Experts-conseils Itée et Réal-Paul Architecte inc., a présenté une offre favorable de 3,63 % (- 120 428,72 \$) par rapport à l'estimation.

Les validations requises à l'effet que les soumissionnaires recommandés Stantec Experts-conseils Itée/Réal-Paul Architecte inc. ne font pas partie de la liste du Registre des entreprises non admissibles (RENA) ont été faites. De plus, ces soumissionnaires ne sont pas inscrits sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la ville de Montréal

Les soumissions recommandées sont conformes en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle.

Ce contrat est visé par la *Loi sur l'intégrité en matière des contrats publics (LIMCP)*, en vertu du décret 435-2015 du Gouvernement du Québec, entrée en vigueur le 2 novembre 2015.

La firme Stantec Experts-conseils Itée détient une autorisation de l'Autorité des marchés financiers (AMF) expirée mais la demande de renouvellement est jointe au présent dossier.

La firme Réal-Paul Architecte inc. détient une autorisation de l'Autorité des marchés financiers (AMF). Une copie de l'autorisation est jointe au présent dossier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total relatif au contrat à octroyer est de 3 196 097,15 \$, taxes incluses, comprenant le coût du contrat d'un montant de 3 043 902,05 \$, ainsi qu'un montant de 152 195,10 \$, taxes incluses, pour des dépenses admissibles.

La dépense de 3 196 097,15 \$, taxes incluses, représente un coût net de 2 918 462,71\$, lorsque diminuée des ristournes des taxes fédérales et provinciales.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération, puisqu'elle concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la « *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* ».

Cette dépense sera financée par l'emprunt à la charge de l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La gestion des infrastructures de production d'eau potable répond à l'une des priorités du *Plan d'action Montréal durable 2016-2020* : « *Optimiser la gestion de l'eau* » .

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le refus du présent dossier, la désuétude des équipements met à risque les opérations de l'usine, ce qui pourrait compromettre la qualité de l'eau potable.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ce dossier ne comporte aucun enjeu de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation du dossier décisionnel : février 2019

Début du mandat : mars 2019

Fin du contrat : décembre 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marleen SIDNEY)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Pierre L'ALLIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Faical BOUZID
c/s - Bureau Projets

Tél : 514 868-5144
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-24

Christian MARCOUX
Chef de division - Infrastructure Usines &
Réservoirs

Tél : 514 872-3483
Télécop. : 514 872-8146

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

André MARSAN
Directeur de l'eau potable
Tél : 514 872-5090
Approuvé le : 2019-01-24

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2019-02-01

Le 20 février 2017

RÉAL PAUL ARCHITECTE INC.
A/S MONSIEUR RÉAL PAUL
5605, DE GASPÉ, BUREAU 403
MONTRÉAL (QC) H2T 2A4

N° de décision : 2017-CPSM-1010702
N° de client : 3001138812

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). RÉAL PAUL ARCHITECTE INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **19 février 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22^e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **mercredi, 23 janvier 2019 à 19:30**

Fiche de l'entreprise

Nom : RÉAL PAUL ARCHITECTE INC.

Adresse du siège social : 5605, DE GASPÉ, 403, MONTRÉAL, QC, H2T 2A4, CANADA

Numéro de client à l'Autorité : 3001138812

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1170528856

Autres noms d'affaires

- Aucun

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la [demande d'information](#).



**AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS**

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
www.lautorite.qc.ca

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

July 7, 2017

STANTEC EXPERTS-CONSEILS LTÉE
10160, 112 ST NW
SUITE 200
EDMONTON AB T5K 2L6

Re: Acknowledgement of receipt Application for renewal of authorization to enter into a public contract/subcontract

We have received your « Application for renewal of authorization to enter into a public contract/subcontract ». See below for important information regarding this application :

Client No. : 3000241872
Application/request No. : 1731460276
Payment confirmation No. : 000218290379

If you have access to AMF E-Services and you have initiated this application, you can consult the status of your application in "Follow up on applications/requests" under « Client File».

Should you have any questions, please call the AMF Information Centre at 1-877-525-0337.

Yours truly,

Autorité des marchés financiers

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **mercredi, 23 janvier 2019 à 19:30**

Fiche de l'entreprise

Nom : STANTEC EXPERTS-CONSEILS LTÉE

Adresse du siège social : 10220, 103 AVE NW, BUR.400, EDMONTON, AB, T5J 0K4, CANADA

Numéro de client à l'Autorité : 3000241872

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1170241336

Autres noms d'affaires

- DESSAU/CIMA+
-
- DESSAU/GÉNIPUR
-
- GESTRANS
-
- GROUPEMENT DESSAU - CIMA +
-
- GROUPEMENT DESSAU - GENIVAR
-
- GROUPEMENT DESSAU - GFBH
-
- GROUPEMENT DESSAU -SM- ROCHE
-
- GROUPEMENT DESSAU/ BPR
-
- GROUPEMENT DESSAU/PLURITEC
-
- GROUPEMENT DESSAU/SNC LAVALIN
-
- GROUPEMENT DST
-
- LVM/DESSAU
-
- SOCIÉTÉ GESTRANS
-
- STANTEC CONSULTING LTD.
-
- STANTEC/HYDROSYS

Dossier # : 1196843001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Bureau projets 1
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels en ingénierie et en architecture aux firmes Stantec Experts-conseils Ltée et Réal-Paul Architecte inc. pour l'achèvement des travaux de modernisation et de réfection à l'usine de production d'eau potable Pierrefonds, pour une somme maximale de 3 196 097,15 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17314 - (2 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS



int. octroi 18-17314.pdf SEAO Liste des commandes.pdf 18-17314 PV.pdf



grille comité 18-17314.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre L'ALLIER
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514-872-5359

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-24

Denis LECLERC
Chef de section
Tél : 514-872-5241
Division :

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : No du GDD :

Titre de l'appel d'offres :

Type d'adjudication :

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : - - Nombre d'addenda émis durant la période :

Ouverture originalement prévue le : - - Date du dernier addenda émis : - -

Ouverture faite le : - - Délai total accordé aux soumissionnaires : jrs

Date du comité de sélection : - -

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : Nbre de soumissions reçues : % de réponses :

Nbre de soumissions rejetées : % de rejets :

Soumission(s) rejetée(s) (nom) : Motif de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : jrs Date d'échéance initiale : - -

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs Date d'échéance révisée : - -

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	<input checked="" type="checkbox"/>	# Lot
SNC Lavalin Inc.	3 401 476,17 \$	<input type="checkbox"/>	
Stantec experts-conseils Ltée.	3 196 097,15 \$	<input checked="" type="checkbox"/>	

Information additionnelle

Des huit firmes n'ayant pas soumis d'offres, une était l'ARTM, deux des firmes d'architectes qui ne pouvaient déposer puisque la coordination doit être fait par des ingénieurs, une est sous-traitante d'un soumissionnaire et une trouvait la demande trop restrictive. Nous n'avons pas de réponse des trois restantes.

Préparé par : Le - -

18-17314 - Services professionnels pour la surveillance des travaux de modernisation et réfection de l'usine de production d'eau potable de Pierrefonds.

	<i>Présentation de l'offre</i>	<i>Compréhension du mandat (5%) et méthodologie proposée (5%)</i>	<i>Expérience et expertise de la firme d'ingénieurs (15%) et de la firme d'architectes (5%)</i>	<i>Qualification et expérience du personnel affecté au mandat</i>	<i>Qualification et expérience du Coordonnateur de projet</i>	<i>Système électronique de gestion documentaire</i>	<i>Pointage intermédiaire total</i>	<i>Prix</i>	<i>Pointage final</i>		Comité	
FIRME	5%	10%	20%	30%	30%	5%	100%	\$		Rang	Date	
SNC Lavalin Inc.	3,67	8,33	16,33	23,33	22,67	4,17	78,5	3 401 476,17 \$	0,38	2	Heure	mercredi 16-01-2019 9h00
Stantec experts-conseils Ltée.	3,67	7,33	14,67	21,67	23,00	4,17	74,5	3 196 097,15 \$	0,39	1	Lieu	255 Crémazie Est, 4ième étage
WSP Canada Inc.	3,67	7,33	12,00	18,33	22,00	3,00	66,3			Non conforme		
0							-		-			
0							-		-			
Agent d'approvisionnement	Pierre L'Allier											

Multiplicateur d'ajustement
10000



Exploité par CGI en partenariat avec [Constructo](#) pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

[Avis du jour](#) | [Service à la clientèle](#) | [Aide](#) | [Recherche avancée](#)

[Mon SEAO](#) | [Mes avis](#) | [Rapports](#) | [Profil](#) | [Organisation](#)

[COMMANDES](#) | [PANIER](#)

Mes avis

Saisir un avis

[Information](#)

[Description](#)

[Classification](#)

[Conditions](#)

[Documents](#)

[Modalités](#)

[Résumé](#)

[Addenda](#)

› Liste des commandes

[Résultats d'ouverture](#)

[Contrat conclu](#)

Liste des commandes



Numéro : 18-17314

Numéro de référence : 1213519

Statut : En attente des résultats d'ouverture

Titre : Ville de Montréal - Services professionnels pour la surveillance des travaux de modernisation et réfection de l'usine de production d'eau potable de Pierrefonds



Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
.SNC-Lavalin inc. 455 Boul René-Lévesque Ouest, 7e étage Montréal, QC, H2Z 1Z3	Madame Karima Aïnenas. Téléphone : 514 393-8000 Télécopieur :	Commande : (1510847)	3028163 - 18-17314 Addenda 1
		2018-11-12 15 h 06	2018-11-21 10 h 37 - Courriel
		Transmission :	3029995 - 18-17314 Addenda 2
		2018-11-12 15 h 06	2018-11-26 13 h 27 - Courriel
			3035931 - 18-17314 Addenda 3 (devis)
			2018-12-07 14 h 49 - Courriel
			3035932 - 18-17314 Addenda 3 (bordereau)
			2018-12-07 14 h 49 - Téléchargement
			Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
			Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) 700, rue De La Gauchetière Ouest bureau 2110 Montréal, QC, H3B 5M2	Monsieur Yoan Landry. Téléphone : 514 409-2786 Télécopieur : 514 000-0000	Commande : (1520425)	3028163 - 18-17314 Addenda 1
		2018-12-10 14 h 55	2018-12-10 14 h 55 - Téléchargement
		Transmission :	3029995 - 18-17314 Addenda 2

http://artm.quebec		2018-12-10 14 h 55	2018-12-10 14 h 55 - Téléchargement 3035931 - 18-17314 Addenda 3 (devis) 2018-12-10 14 h 55 - Téléchargement 3035932 - 18-17314 Addenda 3 (bordereau) 2018-12-10 14 h 55 - Téléchargement Mode privilégié : Ne pas recevoir
Cima+s.e.n.c. 3400, boul. du souvenir bureau 600 Laval, QC, H7V 3Z2 http://www.cima.ca	Madame Linda Fontaine Téléphone : 514 337-2462 Télécopieur : 514 281-1632	Commande : (1511059) 2018-11-13 9 h 13 Transmission : 2018-11-13 9 h 13	3028163 - 18-17314 Addenda 1 2018-11-21 10 h 37 - Courriel 3029995 - 18-17314 Addenda 2 2018-11-26 13 h 27 - Courriel 3035931 - 18-17314 Addenda 3 (devis) 2018-12-07 14 h 49 - Courriel 3035932 - 18-17314 Addenda 3 (bordereau) 2018-12-07 14 h 49 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Services EXP Inc 1001, boulevard de Maisonnette Ouest Bureau 800-B Montréal, QC, H3A 3C8	Madame Ginette Laplante Téléphone : 819 478-8191 Télécopieur : 819 478-2994	Commande : (1510719) 2018-11-12 12 h 02 Transmission : 2018-11-12 12 h 02	3028163 - 18-17314 Addenda 1 2018-11-21 10 h 37 - Courriel 3029995 - 18-17314 Addenda 2 2018-11-26 13 h 27 - Courriel 3035931 - 18-17314 Addenda 3 (devis) 2018-12-07 14 h 49 - Courriel 3035932 - 18-17314 Addenda 3 (bordereau) 2018-12-07 14 h 49 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

<p>LGT 130-1000 rte de l'Église Québec, QC, G1V 3V9 http://www.lgt.ws/</p>	<p>Madame Nathalie Ruest Téléphone : 418 651-3001 Télécopieur : 418 653-6735</p>	<p>Commande : (1517457) 2018-11-30 9 h 11 Transmission : 2018-11-30 9 h 11</p>	<p>3028163 - 18-17314 Addenda 1 2018-11-30 9 h 11 - Téléchargement 3029995 - 18-17314 Addenda 2 2018-11-30 9 h 11 - Téléchargement 3035931 - 18-17314 Addenda 3 (devis) 2018-12-07 14 h 49 - Courriel 3035932 - 18-17314 Addenda 3 (bordereau) 2018-12-07 14 h 49 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique</p>
<p>Macogep inc 1255, University, bureau 700 Montréal, QC, H3B 3w1</p>	<p>Madame Anne-Marie Froment Téléphone : 514 223-9001 Télécopieur : 514 670-2814</p>	<p>Commande : (1511504) 2018-11-14 8 h 29 Transmission : 2018-11-14 8 h 29</p>	<p>3028163 - 18-17314 Addenda 1 2018-11-21 10 h 37 - Courriel 3029995 - 18-17314 Addenda 2 2018-11-26 13 h 27 - Courriel 3035931 - 18-17314 Addenda 3 (devis) 2018-12-07 14 h 49 - Courriel 3035932 - 18-17314 Addenda 3 (bordereau) 2018-12-07 14 h 49 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)</p>
<p>Réal Paul Architecte Inc. 5605 avenue de Gaspé bureau 403 Montréal, QC, H2T 2A4</p>	<p>Madame Geneviève Chemouil Téléphone : 514 954-0003 Télécopieur : 514 954-0111</p>	<p>Commande : (1511891) 2018-11-14 16 h 10 Transmission : 2018-11-14 16 h 10</p>	<p>3028163 - 18-17314 Addenda 1 2018-11-21 10 h 37 - Courriel 3029995 - 18-17314 Addenda 2 2018-11-26 13 h 27 - Courriel 3035931 - 18-17314 Addenda 3 (devis) 2018-12-07 14 h 49 - Courriel 3035932 - 18-17314</p>

			Addenda 3 (bordereau) 2018-12-07 14 h 49 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Stantec Experts-conseils ltée 600-1060 boulevard Robert- Bourassa Montréal, QC, H3B 4V3	Madame Claudine Talbot Téléphone : 418 626-2054 Télécopieur :	Commande : (1511457) 2018-11-13 19 h 25 Transmission : 2018-11-13 19 h 25	3028163 - 18-17314 Addenda 1 2018-11-21 10 h 37 - Courriel 3029995 - 18-17314 Addenda 2 2018-11-26 13 h 27 - Courriel 3035931 - 18-17314 Addenda 3 (devis) 2018-12-07 14 h 49 - Courriel 3035932 - 18-17314 Addenda 3 (bordereau) 2018-12-07 14 h 49 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
St-Gelais Montminy architectes 468, rue St-Jean, Bureau 300 Montréal, QC, H2Y2S1 http://www.stgm.net	Madame Vanessa Côté-Courtemanche Téléphone : 514 274-8410 Télécopieur :	Commande : (1518413) 2018-12-04 9 h 17 Transmission : 2018-12-04 9 h 17	3028163 - 18-17314 Addenda 1 2018-12-04 9 h 17 - Téléchargement 3029995 - 18-17314 Addenda 2 2018-12-04 9 h 17 - Téléchargement 3035931 - 18-17314 Addenda 3 (devis) 2018-12-07 14 h 49 - Courriel 3035932 - 18-17314 Addenda 3 (bordereau) 2018-12-07 14 h 49 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Tetra Tech QI Inc. 5100, rue Sherbrooke Est, bur. 900 Montréal, QC, H1V3R9	Madame Caroline Champagne Téléphone : 514 257-0707 Télécopieur : 514 257-2804	Commande : (1511057) 2018-11-13 9 h 12 Transmission : 2018-11-13 9 h 12	3028163 - 18-17314 Addenda 1 2018-11-21 10 h 37 - Courriel 3029995 - 18-17314 Addenda 2

		2018-11-13 9 h 12	2018-11-26 13 h 27 - Courriel 3035931 - 18-17314 Addenda 3 (devis) 2018-12-07 14 h 49 - Courriel 3035932 - 18-17314 Addenda 3 (bordereau) 2018-12-07 14 h 49 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
WSP Canada Inc. (Pour AO sur invitation pour tout le Québec) 1135, boulevard Lebourgneuf Québec Québec, QC, G2K 0M5 http://www.wspgroup.com	Madame Martine Gagnon. Téléphone : 418 623-2254 Télécopieur : 418 624-1857	Commande : (1510774) 2018-11-12 13 h 51 Transmission : 2018-11-12 13 h 51	3028163 - 18-17314 Addenda 1 2018-11-21 10 h 37 - Courriel 3029995 - 18-17314 Addenda 2 2018-11-26 13 h 27 - Courriel 3035931 - 18-17314 Addenda 3 (devis) 2018-12-07 14 h 49 - Courriel 3035932 - 18-17314 Addenda 3 (bordereau) 2018-12-07 14 h 49 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

[Aide en ligne](#) 

[Formation en ligne](#)

[Glossaire](#)

Service clientèle

[Grille des tarifs](#)

[Contactez-nous](#)

[Nouvelles](#)

À propos

[À propos de SEAO](#)

[Info sur Constructo](#)

[Conditions d'utilisation](#)

Partenaires



[Plan du site](#)

[Accessibilité](#)

[UPAC-Signaler un acte
répréhensible](#)

[Marchés publics hors](#)

[Québec](#)

[Registre des entreprises
non admissibles](#)

[Autorité des marchés
financiers](#)

[Polices supportées](#)

CGI

tc • MEDIA

© 2003-2018 Tous droits réservés

Dossier # : 1196843001

Unité administrative responsable :

Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division de l'ingénierie , Bureau projets 1

Objet :

Accorder un contrat de services professionnels en ingénierie et en architecture aux firmes Stantec Experts-conseils Ltée et Réal-Paul Architecte inc. pour l'achèvement des travaux de modernisation et de réfection à l'usine de production d'eau potable Pierrefonds, pour une somme maximale de 3 196 097,15 \$, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17314 - (2 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS



[Information comptable DEP 1196843001.xlsx](#)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marleen SIDNEY
Préposée au budget
Tél : 514-872-0893

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-28

Leilatou DANKASSOUA
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-2648
Division : Division du conseil et du soutien financier -Point de service Eau - Environnement



Dossier # : 1183217001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division de l'inspection des aliments
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Approuver l'entente sur le fonctionnement et le financement des programmes d'inspection des aliments de la Ville de Montréal du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2019 entre le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec et la Ville de Montréal.

Il est recommandé :

1. d'approuver le projet d'entente entre le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec et la Ville de Montréal sur le fonctionnement et le financement des programmes d'inspection des aliments de la Ville pour la période du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2019;
2. d'autoriser la réception d'une contrepartie financière du gouvernement du Québec au montant de 4 685 635\$ pour l'année 2019 ;
3. d'imputer cette recette conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-01-11 15:28

Signataire :

Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

IDENTIFICATION **Dossier # :1183217001**

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division de l'inspection des aliments
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Approuver l'entente sur le fonctionnement et le financement des programmes d'inspection des aliments de la Ville de Montréal du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2019 entre le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec et la Ville de Montréal.

CONTENU

CONTEXTE

L'inspection de l'hygiène et salubrité des 14 000 établissements alimentaires de l'agglomération montréalaise et sous la responsabilité de la Division de l'inspection des aliments de la Ville qui fait partie du Service de l'environnement. Il s'agit d'une responsabilité déléguée à la Ville par le gouvernement provincial par l'entremise d'une entente avec le MAPAQ. L'entente finance entièrement les coûts directs et indirects de l'activité à près de 4,7 millions de dollars par année et permet à la Ville de conserver les montants des contraventions en salubrité d'environ 800 000\$ par année. Depuis le 1er janvier 2002, la Ville de Montréal a pris la relève de la CUM en ce qui a trait à l'inspection des aliments. L'entente entre le MAPAQ et la Ville de Montréal sur le fonctionnement et le financement des programmes d'inspection des aliments a été renouvelée depuis 2002 pour des périodes variant de un à trois ans.

Le 4 décembre 2002, le Conseil des ministres a adopté le décret numéro 1409-2002 qui autorise le MAPAQ à conclure avec la Ville, des ententes relatives à l'application de dispositions, de lois, de règlements, d'ordonnances ou de décrets dont le MAPAQ est responsable en matière d'inspection des aliments. Depuis le 1er janvier 2003, la Ville applique la réglementation provinciale en cette matière. De plus, en vertu de l'article 165.1 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations, la compétence de conclure et d'appliquer l'entente sur l'inspection des aliments est assimilée à une compétence d'agglomération. La gestion de cette activité relève légalement de la Ville de Montréal et plus précisément de la Direction générale adjointe à la qualité de vie.

Par l'entremise de cette entente et le cadre juridique des articles 29.2 et 29.2.1 de la Loi sur les cités et ville, le Ministre confie à la Ville l'application du régime du Québec (RLRQ, c. P-29) dans les lieux d'inspection tout en maintenant un système d'inspection harmonisé partout au Québec. Cette entente permet à la Ville d'appliquer la réglementation provinciale en matière d'hygiène et de salubrité alimentaire, d'intenter des poursuites judiciaires à la Cour municipale et de conserver les revenus générés par les amendes. La présente entente

constitue également un mandat en vertu de l'article 67.2 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1).

La dernière entente a pris fin le 31 décembre 2018. Suite à une série d'échanges entre les représentants du MAPAQ et de la Ville, une nouvelle entente est proposée pour un an soit du 1er janvier au 31 décembre 2019.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG-17-0539 - 30 novembre 2017 - Approbation de l'entente avec le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec et la Ville pour la période du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2018, relative au fonctionnement et au financement des programmes d'inspection des aliments de la Ville.

DESCRIPTION

La nouvelle Entente 2019 est similaire à la précédente (voir entente en pièce jointe): Elle balise les programmes et normes d'inspection des établissements alimentaires et les prélèvements devant être effectués par les inspecteurs de la Ville. L'inspection des quelques 14 000 établissements alimentaires de l'agglomération montréalaise des secteurs de la restauration, vente au détail, transformation, distribution et de l'entreposage des aliments doit se faire en fonction de la méthode d'inspection basée sur le risque (IBR) et du Programme de gestion des risques supérieurs (PGRS) du MAPAQ. Elle autorise la Division de l'inspection des aliments de la Ville d'entreprendre, lorsque nécessaire, les mesures coercitives telles que saisies, confiscations et ordonnances de cessation temporaire des activités des établissements ainsi que poursuites pénales en cas d'infractions à l'une des dispositions du régime du Québec ou de l'observation d'un danger imminent pour la santé des consommateurs. En échange, le MAPAQ octroie une contrepartie financière de 4 685 635 \$ en 2019 assurant le financement des activités d'inspection et les activités du laboratoire de la Division de l'expertise technique de la Ville de Montréal.

Dans l'entente 2019, la Ville s'engage plus précisément à:

- Inspecter les établissements alimentaires selon les fréquences d'inspection établies par le MAPAQ ainsi que leurs politiques et procédures;
- Participer aux divers rencontres et échanges avec le MAPAQ;
- Continuer de suivre les recommandations du Rapport de la Direction de l'évaluation de programmes et de la vérification interne du MAPAQ ainsi que celles du Rapport du vérificateur général du Québec et de la Ville de Montréal;
- Appliquer les mesures coercitives incluses dans le Programme de gestion des risques supérieures en sécurité des aliments et tenter les poursuites pénales devant la Cour municipale de Montréal.
- Fournir sur demande au MAPAQ tout rapport d'évaluation réalisé par le Bureau de normalisation du Québec (BNQ) ainsi que tout autre document jugé pertinent dans le cadre de l'accréditation ISO 17025;
- Recruter comme inspecteurs des personnes dont les qualifications sont conformes aux normes prescrites par le MAPAQ et associer le MAPAQ au processus de sélection du personnel inspecteur;
- Participer aux formations en inspection offertes par le ministère;
- Effectuer les prélèvements des échantillons d'aliments conformément à la programmation analytique du MAPAQ;
- Fournir à chaque mois un rapport des activités de la Ville;
- Respecter et appliquer l'entente auxiliaire avec l'Agence Canadienne de l'Inspection des Aliments (ACIA) et son cahier de charges.

Précisions que la Division de l'inspection des aliments répond de façon satisfaisante aux attentes du MAPAQ ainsi qu'aux recommandations énumérées dans le Rapport du vérificateur général de la Ville de Montréal sur l'exercice se terminant le 31 décembre 2013 et qu'au dernier Rapport de suivi de vérification GV20-14-05 de la Direction de l'évaluation de programmes et de la vérification interne du Québec (DEPVI).

JUSTIFICATION

Depuis le 1er janvier 2003, les inspecteurs de la Division appliquent la réglementation provinciale suite à l'abrogation du règlement 93 de la CUM relatif à l'inspection des aliments dans les établissements de restauration et de vente au détail. C'est uniquement dans le cadre juridique d'une entente avec le MAPAQ que la Ville de Montréal peut continuer à œuvrer en matière d'inspection des aliments sur son territoire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour l'entente 2019, la contribution financière du MAPAQ sera de 4 685 635 \$ par année plus taxes.

Contributions du MAPAQ (2016-2018)

2016 : 4 100 000 \$

2017 : 4 100 000 \$

2018 : 4 647 300 \$

Selon les informations disponibles en date d'aujourd'hui il est prévu que la Division de l'inspection des aliments de la Ville atteigne l'autofinancement des coûts directs et indirects pour la période 2019 grâce à la contribution financière du MAPAQ et aux montants d'amendes générés par les poursuites judiciaires contre les contrevenants en matière d'hygiène et de salubrité des aliments : 4,685 M\$ subvention + 0,870 M\$ revenus amendes - 5,448 M\$ coûts directs et indirects = 0,107 M\$.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Faute d'entente, le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation sera le seul et unique responsable de l'application de la réglementation relative aux aliments sur tout le territoire du Québec y compris la Ville de Montréal. Le MAPAQ serait alors tenu d'assurer lui-même les services d'inspection des aliments sur le territoire de l'agglomération montréalaise.

Le MAPAQ ne possède pas les ressources nécessaires pour assurer la prestation adéquate des services d'inspection des aliments sur ce territoire. Ainsi la qualité des services serait compromise de façon importante mettant en péril la sécurité alimentaire des citoyens de l'agglomération.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Séances visées:

Comité exécutif du 2019-02-13

Conseil municipal du 2019-02-25
Conseil d'agglomération du 2019-02-28

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

A la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François BALLARD)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Marie-Chantal VILLENEUVE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Karine BÉLISLE, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nathalie GRATTON
Secrétaire d'unité administrative

Tél : 514 280-3563
Télécop. : 514 280-4318

ENDOSSÉ PAR

Le : 2018-12-19

Myrta MANTZAVRAKOS
Chef de division de l'inspection des aliments

Tél : 514 280-4303
Télécop. : 514 280-4318

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Roger LACHANCE
Directeur

Tél : 514 872-7540
Approuvé le : 2019-01-11

Dossier # : 1183217001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division de l'inspection des aliments
Objet :	Approuver l'entente sur le fonctionnement et le financement des programmes d'inspection des aliments de la Ville de Montréal du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2019 entre le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec et la Ville de Montréal.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons, quant à sa validité et à sa forme, l'entente ci-jointe.

FICHIERS JOINTS



[Entente MAPAQ 20-12-18.pdf](#)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Chantal VILLENEUVE
Avocate
Tél : 514-872-2138

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-08

Marie-Chantal VILLENEUVE
Avocate
Tél : 514-872-2138
Division : Droit contractuel



**ENTENTE SUR LE FONCTIONNEMENT
ET LE FINANCEMENT DES PROGRAMMES
D'INSPECTION DES ALIMENTS DE LA VILLE
DE MONTRÉAL DU 1^{ER} JANVIER 2019
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

ENTRE

**LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES
ET DE L'ALIMENTATION**, M. André Lamontagne, agissant
pour et au nom du gouvernement du Québec, sous l'autorité de la
*Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de
l'Alimentation* (RLRQ, c. M-14), ici représenté par M. Marc Dion,
sous-ministre, dûment autorisé par l'article 12 de cette loi;
ci-après appelé le « **MINISTRE** »

ET

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public dont
l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal,
Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{re} Yves Saindon,
greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la
résolution CG06 0006.
ci-après appelée la « **VILLE** »

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE

le 4 décembre 2002, conformément à
l'article 29.2 de la *Loi sur les cités et
villes* (RLRQ, chapitre C-19), le
gouvernement a autorisé le
MINISTRE à conclure avec la **VILLE**
des ententes relatives à l'application
sur le territoire de la **VILLE** de
dispositions de lois, de règlements,
d'ordonnances ou de décrets dont le
MINISTRE est responsable de
l'application en matière d'inspection
des aliments;

ATTENDU QU'É le MINISTRE veut conclure avec la VILLE une telle entente;

ATTENDU QUE le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec ont conclu l'*Entente-cadre Canada - Québec concernant les activités d'inspection des aliments* (annexe D);

ATTENDU QU' à la suite de l'Entente-cadre, le gouvernement du Québec a la responsabilité d'exercer certaines activités d'inspection en vertu notamment de la *Loi sur les aliments et drogues* (L.R.C., (1985), c. F-27) et de la *Loi sur l'emballage et l'étiquetage des produits de consommation* (L.R.C., (1985), c. C-38) ainsi que de leurs règlements.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. INTERPRÉTATION

1.1 Définitions

Aux fins de la présente entente, les expressions et termes suivants signifient :

« *personne autorisée* » : une personne visée au paragraphe f) de l'article 1 de la *Loi sur les produits alimentaires* (RLRQ, chapitre P-29);

« *inspection* » : ensemble des activités, tâches et autres démarches effectuées par une personne autorisée, pour assurer l'application du régime du Québec, selon les règles de l'art;

« *documents d'inspection* » : documents sur lesquels la personne autorisée inscrit son évaluation, ses observations ou toutes autres interventions et dont une copie peut être remise à l'inspecté;

« *programmes d'inspection* » : mécanismes de fonctionnement de l'ensemble des ressources humaines et matérielles utilisées par la VILLE pour assurer le respect du régime du Québec en fonction du nombre et de la nature des établissements à inspecter, de la fréquence d'inspection, de la durée et du nombre de visites d'inspection comprenant aussi les rapports techniques en découlant ainsi que le nombre d'effectifs affectés à ces tâches;

« *régime du Québec* » : *Loi sur les produits alimentaires* et les règlements édictés en vertu de celle-ci ainsi que toutes autres délégations ou responsabilités qui seraient pris en charge par le Ministère et qui peuvent s'exercer par l'instance municipale dans le cadre normal des visites d'inspection;

« *lieux d'inspection* » : les établissements de vente au détail d'aliments, de restauration ou d'hôtellerie (secteur tertiaire), de transformation et de distribution, les véhicules servant à livrer des aliments aux consommateurs, les distributeurs automatiques d'aliments ainsi que les lieux où il y a fourniture de services moyennant rémunération, le tout constituant un ensemble d'établissements situés sur le territoire de la VILLE et dont les noms et adresses sont inscrits au fichier de la VILLE selon sa mise à jour systématique;

« *ministère* » : ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec;

« *constat d'infraction* » : constat conforme au *Règlement sur la forme des constats d'infraction* (Décret 1211-97, G.O. II, 6454, 17 septembre 1997 et ses modifications);

« *rapport d'infraction* » : rapport conforme au *Règlement sur la forme des rapports d'infraction* (Décret 1210-97, G.O. II, 6441, 17 septembre 1997 et ses modifications).

1166V

1.2 Documents contractuels

Les annexes mentionnées à la présente entente font partie intégrante de cette entente. La VILLE reconnaît en avoir reçu une copie, les avoir lues et consent aux normes et aux conditions qui y sont énoncées.

La présente constitue la seule entente intervenue entre les parties et toute autre entente non reproduite à la présente entente est réputée nulle et sans effet.

En cas de conflit entre les annexes et la présente entente, cette dernière prévaut.

2. OBJET DE L'ENTENTE

Dans le cadre juridique des articles 29.2 et 29.2.1 de la *Loi sur les cités et villes*, le MINISTRE confie à la VILLE l'application du régime du Québec dans les lieux d'inspection situés sur le territoire de la VILLE tout en maintenant un système d'inspection harmonisé sur tout le territoire du Québec. La présente entente constitue également un mandat en vertu de l'article 67.2 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, chapitre A-2.1).

3. DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019 et se termine le 31 décembre 2019.

4. OBLIGATIONS DES PARTIES

4.1 Obligations du MINISTRE

Le MINISTRE s'engage à verser à la VILLE la contrepartie prévue à l'article 5 pour l'exécution complète et entière des obligations prévues à la présente entente, sans autres frais, coûts ou dépens que ce soit et conformément aux modalités de paiement prévues à l'article 6.

4.2 Obligations de la VILLE

4.2.1 Obligations générales

La VILLE s'engage à exécuter, pour toute la durée de l'entente, l'ensemble des travaux décrits dans la présente entente ainsi que ses annexes et tout autre document auquel elle renvoie, ce qui inclut les travaux qui, bien que non spécifiquement énumérés dans ces documents sont requis suivant la nature de la présente entente.

4.2.2 Recrutement des inspecteurs

La VILLE s'engage à ne recruter comme inspecteurs que des personnes dont les qualifications sont conformes aux normes prescrites dans le *Recueil des politiques de gestion* concernant la classification des inspecteurs en agroalimentaire et en santé animale (corps d'emploi 230) adopté par le Conseil du Trésor en vertu de la *Loi sur la fonction publique* (RLRQ, chapitre F-3.1.1) (annexe II).

La VILLE s'engage également à associer le MINISTRE au processus de sélection du personnel appelé à être engagé pour pourvoir des postes permanents reliés à l'inspection des aliments lorsque ces postes deviennent vacants.

4.2.3 Formation des inspecteurs

La VILLE doit s'assurer que le personnel d'inspection participe aux formations en matière d'inspection offertes par le MINISTRE.

4.2.4 Application des programmes d'inspection

La VILLE s'engage à appliquer sur son territoire les programmes d'inspection, d'intervention et d'analyse du Ministère conformément aux modalités décrites dans les documents, procédures et directives en vigueur au Sous-ministériat à la santé animale et à l'inspection des aliments (SMSAIA) et dont la VILLE reconnaît avoir reçu copie. De plus, la VILLE s'engage à effectuer certaines interventions « ad hoc » à la demande du Ministère.

MEL

L'exécution des programmes d'inspection et d'intervention doit se faire en réalisant les activités d'inspection prévues dans le programme d'inspection et d'intervention du SMSAIA et ce, dans le respect des limites de retards suivantes :

- 10 jours/35 jours ouvrables pour la procédure de suivi au plaignant;
- 7 % de retards pour toutes priorités IBR confondues;
- 1 % de retards pour les priorités 1 et suivis de maîtrise;
- aucun retard de plus de 1 an pour tous les établissements.

L'ordre de priorité dans l'élaboration des programmes d'inspection doit être établi en se basant sur le document « *Guide de planification des activités d'inspection* ». Le Ministère transmettra la version la plus récente de ce document à la VILLE ainsi que toute version subséquente dans les plus brefs délais.

Les mises à jour nécessaires dans le système d'information de gestion de l'inspection devront être effectuées afin de donner suite aux modifications réalisées par le Ministère dans son propre système.

La VILLE s'engage à appliquer le cadre d'intervention du Ministère visant la diminution des toxi-infections alimentaires et à fournir les données pertinentes pour une coordination provinciale.

La VILLE s'engage à appliquer les modifications des lignes directrices relatives aux mesures coercitives incluses dans le *Programme de gestion des risques supérieurs en sécurité des aliments* au moment de leur parution.

Si d'autres directives ou procédures sont préparées au cours de la présente entente, elles devront être présentées à la VILLE qui devra les mettre en application.

MBU

4.2.5 Prélèvements

La VILLE voit à faire effectuer le prélèvement des échantillons nécessaires à l'évaluation de la qualité des aliments conformément aux modalités, aux techniques d'application et au nombre de prélèvements prévus aux programmes de surveillance remis à la VILLE au début de chaque année. Les programmes d'échantillonnage pourront être modifiés en cours d'application en fonction des exigences de la situation. Les résultats des analyses réalisées par la VILLE dans le cadre de la présente entente deviendront la propriété du MINISTRE et devront lui être transmis sur demande.

En l'absence de disposition légale spécifique, la VILLE effectue les analyses de laboratoire spécifiées aux programmes de surveillance communiqués conformément au premier alinéa selon les dernières recommandations du Comité sur l'élaboration des critères microbiologiques dans les aliments (CECMA).

De plus, la VILLE s'assurera de maintenir un programme informatique de gestion des échantillons compatible avec celui du laboratoire du Ministère et de maintenir son accréditation ISO 17025 auprès du Conseil canadien des normes (CCN) pour toutes les analyses faites pour le Ministère et pour lesquelles le Ministère possède une accréditation ISO 17025. La liste des analyses relevant du domaine alimentaire pour lesquelles le Ministère est accrédité se retrouve à l'annexe III. La VILLE s'engage à fournir sur demande du Ministère tout rapport d'évaluation réalisé par le Bureau de normalisation du Québec (BNQ) ainsi que tout autre document jugé pertinent dans le cadre de l'accréditation ISO 17025. Dans l'impossibilité de conserver une accréditation ISO 17025, les échantillons prélevés sur le territoire de la Ville seront analysés par le laboratoire du Ministère à compter de cette date et un montant de 1 116 190 \$ sera ainsi soustrait de la contrepartie annuelle prévue pour la période restante de la présente entente.

M660

4.2.6 Poursuites pénales

4.2.6.1 Identité du poursuivant

Dans le cas de poursuite pénale pour une infraction à l'une des dispositions du régime du Québec commise sur le territoire de la VILLE, la poursuite peut être intentée :

- soit par le Procureur général du Québec ou le Directeur des poursuites criminelles et pénales, conformément aux paragraphes 1° et 1.1° de l'article 9 du *Code de procédure pénale* (RLRQ, chapitre C-25.1);
- soit par la VILLE conformément au paragraphe 2° de l'article 9 du *Code de procédure pénale* et de l'article 29.2.1 de la *Loi sur les cités et villes*. Dans ce cas, la poursuite peut être intentée devant la cour municipale ayant compétence sur ce territoire et l'amende appartient au poursuivant.

4.2.6.2 Administration de la preuve

Sous réserve des paragraphes 1°, 1.1° et 2° de l'article 9, de l'article 62 et des sections II et III du chapitre IV du *Code de procédure pénale* ainsi que de l'article 56.1 de la *Loi sur les produits alimentaires*, dans le cas de recommandations de poursuites pénales, l'original des rapports d'infraction généraux et, le cas échéant, des procès-verbaux de prélèvement, de saisie ainsi que des rapports d'analyses sont adressés :

- dans le cas de poursuites intentées par le Procureur général du Québec ou le Directeur des poursuites criminelles et pénales, à la sous-ministre adjointe du Sous-ministériat à la santé animale et à l'inspection des aliments (SMSAIA) avec une recommandation de poursuite de l'inspecteur qui a rédigé le rapport d'infraction général ou de ses supérieurs, attestant sommairement les motifs à l'appui de leur recommandation. La recommandation doit être accompagnée des rapports d'infraction généraux ou rapports d'inspection antérieurs relatifs au contrevenant et des informations identifiant les nom, dénomination ou raison sociale, adresse, siège social ou plan d'affaires des personnes en défaut et tout autre information ou document nécessaire à la constitution de la preuve judiciaire requise

permettant au Procureur général du Québec ou au Directeur des poursuites criminelles et pénales d'intenter des poursuites pénales;

dans le cas de poursuites intentées par la VILLE, au chef des services juridiques de la VILLE ou au service responsable d'entreprendre les poursuites pénales de la VILLE, avec une recommandation de poursuite de l'inspecteur qui a rédigé le rapport d'infraction général ou de ses supérieurs, attestant sommairement les motifs à l'appui de leur recommandation. La recommandation doit être accompagnée des rapports d'infraction généraux ou rapports d'inspection antérieurs relatifs au contrevenant afin de constituer la preuve judiciaire requise leur permettant d'intenter des poursuites pénales. Dans ce cas, la VILLE est responsable de la préparation de tout document approprié afin de constituer la preuve judiciaire requise lui permettant d'intenter des poursuites pénales pour les infractions constatées.

4.2.6.3 Témoignage des inspecteurs

Si, à la suite de la recommandation, des poursuites pénales sont intentées par le Procureur général du Québec, par le Directeur des poursuites criminelles et pénales ou par la VILLE, cette dernière voit à ce que l'inspecteur qui a fait le rapport d'infraction général et les procès-verbaux s'y rapportant soit disponible à la date où la cause est instruite afin de témoigner, s'il y a lieu, des constatations portées à son rapport d'infraction général et à son procès-verbal. Il en est de même pour l'analyste à l'égard de son rapport d'analyse.

4.2.6.4 Permis d'exploitation

Concernant les permis d'exploitation prévus à la *Loi sur les produits alimentaires*, la VILLE fournit aux exploitants toute l'information requise. La VILLE expédie au Ministère avec son rapport d'activités mensuel la liste des nouveaux exploitants qui opèrent sans permis et des exploitants qui ont cessé leurs opérations. La VILLE fait les constats d'infraction nécessaires et donne suite aux avis expédiés par le Ministère dans les délais prévus.

4.2.6.5 Utilisation du constat d'infraction

Un constat d'infraction peut être utilisé à l'égard des infractions mentionnées aux annexes IV et V.

5. CONTREPARTIE

La contrepartie est fixée à 4 685 635 \$ pour l'année 2019. Cette somme servira de contrepartie pour toutes activités confondues, incluant les activités d'inspection, de communication, d'information à la clientèle et de laboratoire.

6. MODALITÉS DE PAIEMENT

Les sommes prévues à l'article 5 seront payables à la VILLE en quatre versements ainsi répartis :

- 25 % de la totalité de la contrepartie relative à la période du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019 sera versé le 15 avril 2019;
- 25 % de la totalité de la contrepartie relative à la période du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019 sera versé le 15 mai 2019;
- 25 % de la totalité de la contrepartie relative à la période du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019 sera versé le 15 juillet 2019;
- 25 % de la totalité de la contrepartie relative à la période du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019 sera versé le 15 octobre 2019;

7. RAPPORT, INFORMATION ET CONSULTATION

7.1 Rapport d'opérations

La VILLE s'engage à transmettre, à la demande du MINISTRE, les données relatives aux inspections réalisées, à la gestion des plaintes, à la gestion des retards ainsi qu'aux mesures coercitives exercées.

MBW

De plus, la VILLE s'engage à transmettre, à la demande du MINISTRE, les données d'inspection relatives à la reddition de compte publique du Sous-ministériat à la santé animale et à l'inspection des aliments.

La VILLE s'engage également à fournir selon les échéanciers prévus les rapports servant à mesurer l'atteinte des exigences.

7.2 Collaboration et échange d'information

La VILLE et le MINISTRE acceptent d'échanger entre leurs services d'inspection respectifs toute information de nature à améliorer l'hygiène et la salubrité des établissements et la surveillance des aliments faisant l'objet des programmes d'inspection de la VILLE.

À cette fin, il y aura des échanges entre les coordonnateurs représentant le MINISTRE et la VILLE pour discuter des divers problèmes relatifs à la programmation et aux opérations ainsi que pour y effectuer les correctifs nécessaires et réviser, au besoin, les formulaires utilisés dans le cadre de l'application des dispositions prévues à la présente entente.

De plus, à la demande d'une des parties, les coordonnateurs peuvent se rencontrer pour discuter des problèmes soulevés dans l'application de cette entente. En outre, la VILLE sera invitée à participer à divers comités.

La VILLE accepte de participer aux échanges d'information mensuels du comité de gestion opérationnelle afin de coordonner les différents programmes généraux ainsi que la programmation analytique.

Le plan de perfectionnement du personnel du SMSAIA et ses mises à jour seront transmis à la VILLE.

7.3 Information relative aux condamnations

La VILLE s'engage à fournir au MINISTRE, dans les meilleurs délais, toute information relative à une condamnation obtenue dans le cadre d'application de la présente entente.

M. 66

8. VÉRIFICATION DU TRAVAIL D'INSPECTION ET DE LABORATOIRE

La VILLE accepte que le MINISTRE procède à la vérification des programmes d'inspection et d'intervention appliqués par la VILLE par la revue des dossiers d'inspection, par des inspections effectuées par des personnes autorisées par le MINISTRE et par la vérification des activités reliées aux analyses accréditées ISO 17025 effectuées dans les laboratoires de la VILLE. La VILLE s'engage à mettre en place les recommandations contenues dans les rapports d'audit du système de gestion de la qualité du laboratoire de la division de l'expertise technique de la VILLE, selon les échéanciers prévus dans ces rapports remis à la VILLE par le MAPAQ au cours de la période visée par la présente entente.

La VILLE accepte également que le MINISTRE effectue la vérification des opérations administratives, des données financières, la vérification des activités d'inspection par la VILLE ainsi que la vérification de l'application du *Plan d'uniformisation des activités d'inspection*. La VILLE s'engage à fournir tous les renseignements et documents nécessaires à cette fin. Sous réserve des dispositions de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, les résultats de la vérification sont à l'usage exclusif des parties.

9. ENTENTE-CADRE CANADA - QUÉBEC CONCERNANT LES ACTIVITÉS D'INSPECTION DES ALIMENTS

La VILLE s'engage à respecter et à appliquer dans les lieux d'inspection l'*Entente-cadre Canada - Québec concernant les activités d'inspection des aliments* (annexe I) ainsi que ses ententes auxiliaires. Ces activités sont effectuées dans le cadre normal des visites et programmes déjà planifiés.

La présente entente doit être interprétée, en y faisant les adaptations nécessaires, de manière à permettre l'application de l'entente-cadre sur le territoire de la VILLE.

Le MINISTRE demeure l'interlocuteur principal auprès de l'Agence canadienne d'inspection des aliments.

M. L. B.

10. LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

10.1 Renseignements personnels

La VILLE, dans le cadre de l'exécution de la présente entente, s'engage à respecter la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

En outre, considérant que les renseignements personnels sont confidentiels et afin d'assurer cette confidentialité lorsque des renseignements personnels sont communiqués à la VILLE pour la réalisation de l'entente et, le cas échéant, lorsque des renseignements personnels sont générés à l'occasion de sa réalisation (ci-après désignés « renseignements personnels »), la VILLE s'engage notamment à :

- 1° informer son personnel des obligations stipulées à la présente disposition et diffuser à cet égard toute l'information pertinente;
- 2° rendre accessibles les renseignements personnels, au sein des membres de son personnel, uniquement à ceux qui ont qualité pour les recevoir, lorsqu'ils sont nécessaires à l'exercice de leurs fonctions;
- 3° utiliser les renseignements personnels uniquement pour la réalisation de l'entente;
- 4° recueillir un renseignement personnel au nom du MINISTRE dans les seuls cas où cela est nécessaire à la réalisation de l'entente. Si la collecte s'effectue verbalement, la VILLE doit se nommer et lors de la première collecte de renseignements et par la suite sur demande, l'informer :
 1. du nom et de l'adresse de l'organisme public au nom de qui la collecte est faite;
 2. des fins pour lesquelles ce renseignement est recueilli;
 3. des catégories de personnes qui auront accès à ce renseignement;
 4. du caractère obligatoire ou facultatif de la demande;

MdW

5. des conséquences pour la personne concernée ou, selon le cas, pour le tiers, d'un refus de répondre à la demande;
 6. des droits d'accès et de rectification prévus par la Loi.
- 5° prendre toutes les mesures de sécurité propres à assurer la confidentialité des renseignements personnels à toutes les étapes de la réalisation de l'entente;
 - 6° ne conserver à l'expiration de l'entente aucun document contenant un renseignement personnel, quel que soit le support, en les retournant au MINISTRE ou en procédant, à ses frais, à leur destruction conformément au calendrier de conservation de la VILLE établi conformément à la *Loi sur les archives* (RLRQ, chapitre A-21.1);
 - 7° informer dans les plus brefs délais le MINISTRE de tout manquement aux obligations prévues à la présente disposition ou de tout événement pouvant risquer de porter atteinte à la sécurité ou à la confidentialité des renseignements personnels;
 - 8° fournir à la demande du MINISTRE toute l'information pertinente au sujet de la protection des renseignements personnels et l'autoriser à visiter les lieux où le fournisseur détient les renseignements personnels afin de s'assurer du respect de la présente disposition.

Dans l'éventualité où la VILLE est en défaut de respecter ses obligations relatives à la protection des renseignements personnels, le MINISTRE se réserve le droit de résilier l'entente.

10.2 Demandes d'accès, médias et données ouvertes

La VILLE s'engage à transmettre immédiatement à la personne responsable au Ministère de l'application de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et de la protection des renseignements personnels*, ou à toute autre personne désignée par le MINISTRE, toute demande d'accès aux documents, aux renseignements personnels ou de rectification qui pourrait lui être acheminée relativement aux renseignements qu'elle détient dans le cadre de l'exécution de la présente entente afin que celui-ci puisse y donner suite conformément à cette Loi.

La VILLE s'engage à consulter le MINISTRE avant toute communication avec les médias.

Le MINISTRE conviendra des types de données ouvertes pouvant être publiées par la VILLE et lui transmettra la liste de ces types de données.

11. RÉSILIATION

Chaque partie se réserve le droit de résilier cette entente pour l'un des motifs suivants :

- a) l'autre partie fait défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions ou obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente;
- b) l'autre partie lui a présenté des renseignements faux ou trompeurs ou lui a fait de fausses représentations.

Pour ce faire, la partie adresse un avis écrit de résiliation à l'autre partie énonçant le motif de résiliation. S'il s'agit d'un motif de résiliation prévu au paragraphe a), l'autre partie devra remédier au défaut énoncé dans le délai raisonnable prescrit à cet avis, à défaut de quoi cette entente sera automatiquement résiliée, la résiliation prenant effet de plein droit à l'expiration de ce délai.

S'il s'agit d'un motif de résiliation prévu au paragraphe b), la résiliation prendra effet de plein droit à compter de la date de la réception de l'avis par l'autre partie.

Chaque partie se réserve également le droit de résilier la présente entente pour tout motif autrement prévu à l'entente ou pour tout autre motif sérieux.

Pour ce faire, la partie doit adresser un avis écrit de résiliation à l'autre partie en y indiquant le motif de la résiliation.

La résiliation prendra effet de plein droit à la date de la réception de cet avis par la VILLE, dans le cas où la résiliation est à la demande du MINISTRE, et 60 jours suivant la réception de cet avis par le MINISTRE, dans le cas où la résiliation est à la demande de la VILLE.

Dans tous les cas, la VILLE aura droit aux frais, déboursés et sommes représentant la valeur réelle des services rendus jusqu'à la date de résiliation, conformément à la présente entente, sans autre compensation ou indemnité que ce soit et, notamment, sans compensation ni indemnité pour la perte de tous profits escomptés, à la condition que la VILLE remette au MINISTRE tous les travaux déjà effectués au moment de la résiliation.

12. RESPONSABILITÉ

12.1 Responsabilité du MINISTRE

Sauf le cas de faute intentionnelle ou de faute lourde de la part du MINISTRE, ce dernier n'assumera aucune responsabilité à l'égard de tous dommages matériels subis par la VILLE, ses employés, agents, représentants ou sous-traitants.

De plus, la VILLE s'engage à prendre fait et cause pour le MINISTRE dans l'éventualité d'une poursuite judiciaire dirigée contre celui-ci en raison d'un acte ou d'une omission qui serait imputable à la VILLE par son fait ou par celui de ses représentants ou préposés.

12.2 Responsabilité des inspecteurs et analystes

Le MINISTRE s'engage à prendre fait et cause pour un inspecteur ou un analyste de la VILLE poursuivi en justice par un tiers pour un acte officiel accompli de bonne foi, à titre de personne autorisée, dans l'exercice de ses fonctions.

Le MINISTRE s'engage à prendre fait et cause pour la VILLE poursuivie en justice par un tiers pour un acte officiel qu'un inspecteur ou un analyste de la VILLE a accompli de bonne foi, à titre de personne autorisée, dans l'exercice de ses fonctions.

13. LIMITE DE RESPONSABILITÉ FINANCIÈRE

La responsabilité financière du MINISTRE est limitée aux montants fixés aux présentes. En aucun cas, le MINISTRE n'est tenu de payer à la VILLE quelque autre somme, dépense ou frais reliés à la présente convention.

14. MODIFICATION DE LA CONVENTION

Le MINISTRE se réserve le droit de modifier unilatéralement, au moyen d'un avis écrit, la tâche confiée à la VILLE, sans changer la nature de l'entente. Si la modification a pour effet d'augmenter de façon importante, la tâche confiée à la VILLE, le délai d'exécution et la contrepartie seront modifiés en conséquence, par avenant à la présente entente, suite à une négociation entre les deux parties. Si les parties ne réussissent pas à s'entendre dans un délai raisonnable, le MINISTRE se réserve le droit de résilier l'entente. Toute autre modification au contenu de la présente entente devra faire l'objet d'une entente écrite entre les parties. Cette entente ne peut changer la nature de la convention et elle en fera partie intégrante.

Meld

15. REPRÉSENTANTS DES PARTIES

Le MINISTRE, aux fins de l'application de la présente entente, y compris pour toute approbation qui y est requise, désigne monsieur Jean Bergeron, directeur à la Direction des services aux clientèles, pour le représenter. Les coordonnées de ce dernier sont :

Monsieur Jean Bergeron
Directeur
Direction des services aux clientèles
Sous-ministériat à la santé animale et à l'inspection des aliments
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
200, chemin Sainte-Foy, 11^e étage
Québec (Québec) G1R 4X6
Tél. : 418 380-2100 poste 3605

Si un remplacement était rendu nécessaire, le MINISTRE en avisera la VILLE dans les meilleurs délais.

De même, la VILLE désigne Myrta Mantzavrakos, chef à la Division de l'inspection des aliments, pour la représenter. Les coordonnées de cette dernière sont :

Madame Myrta Mantzavrakos
Chef
Division de l'inspection des aliments
Service de l'environnement
Ville de Montréal
827, boul. Crémazie Est - Bureau 301
Montréal (Québec) H2M 2T8
Tél. : 514 280-4303

Si un remplacement était rendu nécessaire, la VILLE en avisera le MINISTRE dans les meilleurs délais.

Dans les cas où il y a plusieurs représentants, chacun pourra agir séparément et l'autorisation de l'un d'eux constituera une autorisation valide.

16. AVIS

Tout avis, instruction, recommandation ou document exigés en vertu de la présente entente, pour être valides et lier les parties, doit être donné par écrit aux coordonnées de la partie concernée comme indiqué ci-après :

Le MINISTRE

Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
A/S de Madame Christine Barthe
Sous-ministre adjointe
Sous-ministériat à la santé animale et à l'inspection des aliments
200, chemin Sainte-Foy, 12^e étage
Québec (Québec) G1R 4X6

La VILLE

Ville de Montréal
A/S de Monsieur Roger Lachance
Directeur
Service de l'environnement
1555 rue Carrie-Derick, 2^e étage
Montréal (Québec) H3C 6W2

DOCUMENTS ANNEXÉS

Sont jointes aux présentes, pour en faire partie intégrante, les annexes suivantes dûment identifiées par les parties :

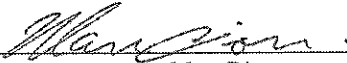
- Annexe I :** Entente-cadre Canada - Québec concernant les activités d'inspection des aliments.
- Annexe II :** Recueil des politiques de gestion : Les inspecteurs en agroalimentaire et en santé animale (corps d'emploi 230).
- Annexe III :** Portée d'accréditation du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.
- Annexe IV :** Autorisation de délivrer des constats d'infraction au nom du Procureur général du Québec.
- Annexe V :** Autorisation de délivrer des constats d'infraction au nom du Directeur des poursuites criminelles et pénales.

MAE

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé en double exemplaire :

À Québec, en ce 12 jour de décembre 2018

**LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES
ET DE L'ALIMENTATION,**



Marc Dion, sous-ministre

À, en ce jour de 2018

LA VILLE DE MONTRÉAL,

Par : _____

M^e Yves Saindon
Greffier

Cette entente a été approuvée par la Ville de Montréal

le _____

(Résolution _____)



PROTOCOLE D'ENTENTE CADRE
CONCERNANT LES ACTIVITÉS D'INSPECTION
DES ALIMENTS, DES INTRANTS AGRICOLES ET DE LA SANTÉ
ANIMALE ET VÉGÉTALE SUR LE TERRITOIRE QUÉBÉCOIS

ENTRE

LE GOUVERNEMENT DU CANADA,
agissant par
L'AGENCE CANADIENNE D'INSPECTION DES ALIMENTS
représentée par son
PRÉSIDENT,
d'une part

ET

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
représenté par
LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE,
DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION DU QUÉBEC
lui-même représenté par
LE SOUS-MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE
L'ALIMENTATION DU QUÉBEC

ET

LE MINISTRE DÉLÉGUÉ AUX AFFAIRES
INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES
lui-même représenté par
LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ASSOCIÉ AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES
CANADIENNES,
d'autre part

Entente cadre

ATTENDU QUE le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec est chargé d'administrer diverses lois relatives à l'inspection des aliments;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 11 de la Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments (L.C. 1997, c. 6), l'Agence canadienne d'inspection des aliments (l'ACIA) est chargée d'assurer et de contrôler l'application de diverses lois relatives à l'inspection des aliments, des intrants agricoles et de la santé animale et végétale;

ATTENDU QUE le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) et l'ACIA travaillent dans le but commun d'améliorer la salubrité, l'innocuité et la qualité des aliments;

ATTENDU QUE le MAPAQ et l'ACIA veulent accroître la coordination des efforts d'intervention dans le domaine de l'inspection des aliments afin de permettre une meilleure utilisation des ressources consacrées à l'inspection des aliments et ainsi en diminuer les coûts;

ATTENDU QU'une meilleure coordination des activités d'inspection permettra de faciliter le commerce intérieur et international en fournissant des services et des programmes d'inspection harmonisés;

EN CONSÉQUENCE, les parties conviennent ce qui suit :

1. DÉFINITIONS

Ces définitions ne sont valides que pour la compréhension de cette entente et des ententes auxiliaires. Elles ne sont pas obligatoirement conformes à la réglementation fédérale ou québécoise existante.

Aliment : Notamment, tout article fabriqué, préparé, vendu ou présenté comme pouvant servir de nourriture ou de boisson à un être humain, la gomme à mâcher, ainsi que tout ingrédient pouvant être mélangé avec un aliment à quelque fin que ce soit;

Commerce intérieur : Action de faire entrer au Québec, pour utilisation ou consommation, un produit en provenance d'une autre province ou des territoires, ou de le faire sortir à destination d'une autre province ou des territoires canadiens;

Exploitant : Personne physique ou morale qui exploite un lieu ou un véhicule dans lequel se trouve un produit détenu à des fins commerciales;

Exportation : Action de faire sortir du Canada un produit qui y est préparé;

Importation : Action de faire entrer au Canada un produit pour utilisation ou consommation;

Intrant agricole : Article utilisé pour la production animale ou végétale incluant les aliments du bétail, les engrais et les semences;

Plainte : Toute dénonciation ou mécontentement de toute nature relatif à un aliment, un intrant agricole, un animal, un produit végétal ou un établissement;

Produit : Un aliment, intrant agricole, animal, produit végétal ainsi que leurs produits ou sous-produits;

2. INSPECTEURS

- 2.1 L'inspection des produits et des établissements alimentaires sera effectuée par des inspecteurs dûment nommés ou désignés par le MAPAQ en vertu de l'article 32 de la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments (L.R.Q., c. P-29), de la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés (c. P-30), de la Loi sur la protection sanitaire des animaux (L.R.Q., c. P-42), de la Loi sur les abeilles (L.R.Q., C. A-1) pour l'application des lois dont le MAPAQ est responsable, ou dûment désignés par l'ACIA en vertu du paragraphe 13 (3) de la Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments pour l'application des lois dont l'ACIA est responsable.
- 2.2 Les inspecteurs, avant d'être nommés ou désignés, auront suivi la formation nécessaire à l'accomplissement de leurs tâches. Le MAPAQ est responsable d'assurer la formation du personnel à être nommé pour appliquer les lois, les règlements et les programmes d'inspection dont il est responsable. De même, l'ACIA est responsable d'assurer la formation du personnel à être désigné pour appliquer les lois, les règlements et les programmes d'inspection dont elle est responsable en vertu de sa loi constitutive.

3. RESPONSABILITÉS D'INSPECTION

- 3.1 Les parties conviennent de signer des ententes auxiliaires à la présente, pour chacun des secteurs visés par les produits, afin de déterminer qui va gérer le travail d'inspection. Ces ententes, qui seront signées par le sous-ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec et par le secrétaire général associé aux Affaires intergouvernementales canadiennes et par le président de l'Agence canadienne d'inspection des aliments, préciseront les modalités d'inspection des aliments.

4. RECOUVREMENT DES COÛTS

Les coûts associés à l'inspection en vertu de la présente entente cadre et de ses ententes auxiliaires sont recouverts par la partie responsable de l'application ou de l'administration de la loi ou de la réglementation en cause.

5. INFRACTIONS

Chaque partie maintient un suivi des dossiers d'infraction. La partie responsable de gérer le travail d'inspection achemine toute information relative à ces infractions à l'autorité responsable de l'application ou de l'administration de la loi ou de la réglementation en cause dans les plus brefs délais. Cette dernière assure le suivi qu'elle juge approprié.

6. RETRAIT D'UN ALIMENT DU MARCHÉ ET POURSUITES

- 6.1 Les parties reconnaissent que le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, en vertu de l'article 33.11 de la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments (L.R.Q., c. P-29) et le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, en vertu de l'article 19 de la Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments, peuvent demander ou ordonner le retrait d'un aliment lorsque celui-ci présente un risque pour la santé publique.
- 6.2 Les deux parties conviennent des modalités du retrait pour chacune des catégories de retrait prévu dans l'annexe 1, laquelle fait partie intégrante de la présente entente.
- 6.3 Les poursuites qui découlent des présentes sont intentées par la partie qui est responsable de l'application ou de l'administration de la loi ou du règlement en cause.

7. INFORMATION, COMMUNICATION ET PARTICIPATION AUX COMITÉS

7.1 Responsabilité

Chaque partie s'engage à fournir à l'autre partie :

- a) la liste des programmes d'inspection que le personnel de l'autre partie doit appliquer dans le cadre de la présente entente;
- b) les modalités et les procédures d'inspection nécessaires à l'application des lois, règlements et programmes d'inspection;
- c) les équipements spécialisés pour assurer la livraison du plan de travail;
- d) la liste des noms et des adresses d'affaires des exploitants et exploitantes d'établissements pour lesquels le travail d'inspection doit être géré par l'autre partie.

Les parties conviendront, s'il y a lieu, dans les ententes auxiliaires, des modalités et des autres données qui seront échangées.

7.2 Modalités d'échange d'information

Pour fins de statistiques et de contrôle, l'information recueillie relative à des activités d'inspection réalisées par une partie au nom de l'autre, selon la présente entente, sera mise à la disposition de l'autre partie.

Cette information sera véhiculée, trimestriellement, par l'intermédiaire d'une personne nommée ou désignée par chaque partie. Les données visées sont le nombre de visites d'inspection, d'avis de non-conformité, de saisies ou de confiscations de produits ainsi que le nombre de plaintes.

7.3 Confidentialité

Les renseignements recueillis par les personnes mandatées pour appliquer les lois, règlements et programmes d'inspection faisant l'objet de la présente entente ainsi que tous les renseignements, autres que des statistiques échangées entre les parties, doivent demeurer confidentiels et être protégés conformément aux dispositions de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (L.R.Q., c. A-2.1), de la *Loi sur l'accès à l'information* (L.R.C., c. A-1) et la *Loi sur la protection des renseignements personnels* (L.R.C., c. P-21).

Sans restreindre la portée de l'alinéa précédent, chaque partie :

- a) reconnaît que des renseignements confidentiels peuvent lui être fournis par l'autre partie et s'engage à ne les utiliser que conformément à la loi et dans le seul but d'assurer la réalisation de la présente entente;
- b) s'engage à ne pas divulguer ces renseignements à d'autres personnes qu'à ses employés ou mandataires et seulement dans la mesure où l'exercice des fonctions de ces derniers le requiert;
- c) s'engage à veiller à ce que les personnes non autorisées ne puissent accéder à ces renseignements et à détruire ceux-ci dès qu'ils ne sont plus utiles à l'objet pour lequel ils ont été recueillis;
- d) à l'exception de ce qui est strictement nécessaire pour la gestion de l'entente, s'engage à ne pas demander à ses employés de lui divulguer des informations dont ils ont pu avoir connaissance dans le cours de leurs activités d'inspection effectuées pour l'autre partie.

7.4 Communication avec la clientèle et les médias

La partie responsable de gérer le travail d'inspection demeure l'interlocuteur primaire envers les exploitants, les établissements alimentaires et les médias concernant les activités d'inspection réalisées dans ces exploitations. Le MAPAQ est l'interlocuteur primaire avec les responsables du ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec.

7.5 Représentation sur les comités fédéraux-provinciaux/territoriaux ou interprovinciaux

Le MAPAQ pourra participer à tous les comités fédéraux-provinciaux/territoriaux ou interprovinciaux en matière d'innocuité, de salubrité, de qualité ou d'autres activités relativement à l'inspection des produits.

8. REPRÉSENTANTS DES PARTIES

Chaque partie identifie les personnes pour mettre en œuvre la présente entente et leur confie les pouvoirs nécessaires à l'accomplissement de leur mandat.

9 PLAINTÉ

Les deux parties sont responsables de répondre aux plaintes. Toutefois, le MAPAQ agit comme responsable primaire et assume également le traitement des toxi-infections alimentaires, des zoonoses déclarées chez les consommateurs et consommatrices du Québec ou provenant des établissements du réseau québécois de la santé avec lesquels le MAPAQ doit assurer la coordination et la communication.

Chaque partie convient du traitement des plaintes selon les modalités prévues à l'annexe 2. Cette annexe fait partie intégrante de la présente entente.

10. GESTION DES MESURES D'URGENCE

Les deux parties acceptent les plans d'urgence reconnus par chacun des gouvernements et les structures mises en place en cas d'urgence pour les produits.

11. VÉRIFICATION

La partie responsable de l'application ou de l'administration d'une loi ou d'un règlement pourra faire une vérification en vue de déterminer si le travail d'inspection géré par l'autre partie satisfait aux dispositions préétablies et si ces dispositions sont mises en oeuvre de façon efficace. Les vérifications seront effectuées en fonction du programme ISO 10111-1:1990. Les paramètres des audits seront précisés entre chaque partie et feront partie du plan de travail annuel.

12. GESTION DE L'ENTENTE

- 12.1 Un comité de gestion est créé afin de voir à la gestion de la présente entente. Il est formé d'un nombre égal de représentants désignés par chacune des parties.
- 12.2 Le comité de gestion doit se rencontrer au moins deux fois par année pour identifier, entre autres, les besoins de chacune des parties en matière d'information, de formation et de ressources, ainsi que pour discuter de leurs responsabilités respectives actuelles et futures et de toutes autres questions concernant la présente entente. Un calendrier des événements sera préparé et discuté par les deux parties avant le mois d'avril de chaque année.
- 12.3 Chaque partie doit, avant le 1^{er} mars de chaque année, communiquer à l'autre partie la liste des nouveaux programmes qu'elle désire appliquer au cours de l'année financière suivante et tous les renseignements relatifs à ces programmes.
- 12.4 Afin de faciliter son application, les communications relatives à l'entente doivent être transmises,
 - i) pour l'ACIA : au Directeur exécutif (Québec), de l'Agence canadienne d'inspection des aliments, ou au représentant désigné par celui-ci;

ii) pour le gouvernement du Québec : à la Sous-ministre adjointe responsable de la qualité des aliments et de la santé animale du MAPAQ ou au représentant désigné par celui-ci ou celle-ci.

13. MODIFICATIONS

La présente entente peut être modifiée par écrit par les signataires. Toutefois, les articles 6.2, 7.1, 7.2, 7.5, 9, 12.2, 12.3 et 12.4 peuvent être ajustés ou précisés par le Comité de gestion institué par l'article 12.1.

14. ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE

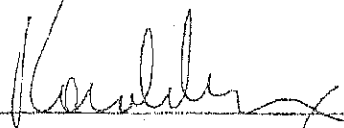
La présente entente entre en vigueur à la date de sa signature et le demeure tant que les parties n'y mettent pas fin d'un commun accord ou au moyen d'un préavis écrit de 6 mois.

15. RÉSERVE

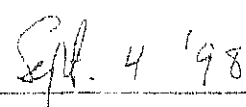
Il est entendu que, par la signature de la présente entente, les parties ne désirent pas renoncer à l'exercice de leurs compétences législatives respectives ni modifier le partage des pouvoirs établis dans la constitution.

EN FOI DE QUOI, LA PRÉSENTE A ÉTÉ SIGNÉE EN DOUBLE EXEMPLAIRE AUX DATES INDIQUÉES CI-APRÈS :

Gouvernement du Canada,

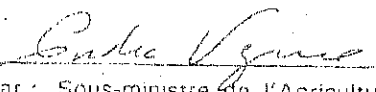


Par : Président de l'Agence canadienne
d'inspection des aliments

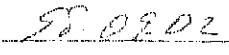


Date


Gouvernement du Québec,



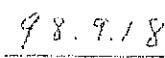
Par : Sous-ministre de l'Agriculture, des
Pêcheries et de l'Alimentation



Date



Par : Secrétaire général associé aux
Affaires intergouvernementales
canadiennes



Date

Entente cadre

Protocole d'entente cadre concernant les activités d'inspection des aliments,
des intrants agricoles et de la santé animale et végétale
sur le territoire québécois

RETRAIT D'UN ALIMENT DU MARCHÉ

La visite d'inspection étant réalisée par la partie qui est responsable de l'établissement, selon les ententes auxiliaires, la partie initiatrice du retrait transmet l'information suivante à l'autre partie pour vérifier l'efficacité du retrait :

- le délai accordé à l'établissement alimentaire pour réaliser le retrait;
- la liste des clients qui sont susceptibles d'être visés par le retrait dont la partie réalise habituellement l'inspection.

♦ CATÉGORIES DE RETRAIT

Catégorie I

Il y a de fortes chances que l'utilisation du produit dérogeant aux règlements ou l'exposition à celui-ci ait des effets défavorables sérieux sur la santé pouvant même causer la mort.

Catégorie II

L'utilisation du produit dérogeant aux règlements ou l'exposition à celui-ci peut avoir des effets défavorables temporaires sur la santé ou encore lorsque les chances sont faibles que ce produit ou l'exposition à celui-ci ait des effets défavorables sérieux sur la santé.

Catégorie III

Les probabilités sont pratiquement nulles que l'utilisation du produit dérogeant aux règlements ou l'exposition à celui-ci ait un effet défavorable sur la santé.

♦ INITIATEUR DU RAPPEL

Chaque partie peut être l'initiatrice d'un retrait d'aliments au Québec. Le retrait peut être volontaire ou être ordonné par les autorités du MAPAQ ou de l'ACIA lorsqu'il y a un risque pour la santé des consommateurs et consommatrices. Le retrait peut être conjoint lorsque la situation l'exige.

Lorsqu'un retrait de produit est initié, la partie concernée réalise une analyse du risque afin de déterminer les points suivants :

1. si l'agent étiologique représente un risque pour la santé des consommateurs;
2. si l'information ou l'absence d'information sur l'étiquette peut porter à confusion;
3. la catégorie de risque.

◆ ÉCHANGE D'INFORMATION

Dès que l'exploitant d'un établissement alimentaire retire un aliment au Québec, ou que l'une ou l'autre des parties initie le retrait d'un aliment au Québec, la partie concernée doit transmettre à l'autre partie les informations suivantes dans les 24 heures :

- le nom de l'aliment;
- la description de l'aliment (masse, particularités);
- les nom et adresse de la partie responsable inscrite sur l'étiquette;
- le code de production, s'il y a lieu;
- le volume approximatif sur le marché du Québec, si disponible;
- la photocopie de l'étiquette, si disponible;
- la catégorie du retrait.

◆ VÉRIFICATION DE L'EFFICACITÉ DU RETRAIT

Les aliments faisant l'objet d'un retrait peuvent se retrouver dans plusieurs types d'établissements, allant du fabricant au détaillant. Les parties conviennent de travailler en étroite collaboration afin que les aliments soient retirés de tous les établissements selon les consignes de l'initiateur.

◆ DÉLAI D'INTERVENTION

Le délai d'intervention est en fonction de la catégorie de retrait :

Catégorie I :

La vérification du retrait commence dès que le délai accordé à l'exploitant est expiré. Certains établissements sont inspectés rapidement afin d'avoir une appréciation préliminaire de l'efficacité du retrait.

- La vérification de l'efficacité du retrait pourra se réaliser par des visites d'inspection ou des appels téléphoniques, selon les circonstances. Normalement, près de 80% des établissements alimentaires visés par le rappel seront rejoints.

Catégorie II:

La vérification du rappel débutera à l'intérieur de 48 heures, après que le délai accordé à l'exploitant soit expiré. Un nombre d'établissements sera inspecté rapidement afin d'avoir une appréciation préliminaire de l'efficacité du retrait.

- La vérification de l'efficacité de retrait pourra se réaliser par des visites d'inspection ou des appels téléphoniques, selon les circonstances. Normalement, près de 60% des établissements alimentaires visés par le rappel seront rejoints.

Catégorie III:

La vérification du rappel débutera à l'intérieur de 4 jours ouvrables après que le délai accordé à l'exploitant soit expiré. Les visites d'inspection seront réalisées uniquement chez les distributeurs et le fabricant.

Tout délai d'intervention pourra être modifié après entente lorsque la situation l'exigera.

♦ **RETOUR DES DONNÉES STATISTIQUES**

La compilation officielle des visites d'inspection et des vérifications relatives à l'efficacité du retrait sera expédiée à l'autre partie à l'intérieur de 20 jours ouvrables à compter du premier jour effectif de la vérification. Toutefois, un avis sera transmis à l'initiateur dans les 4 jours lorsqu'on notera l'inefficacité du rappel de catégorie I ou II. Les coordonnées des établissements vérifiés et les quantités de produits retrouvés seront transmises à l'initiateur.

**Protocole d'entente cadre concernant les activités d'inspection des aliments,
des intrants agricoles et de la santé animale et végétale
sur le territoire québécois**

PLAINTE

◆ RÉCEPTION DE LA PLAINTÉ

Durant les heures d'ouverture des bureaux du MAPAQ et de l'ACIA, une personne ou un membre du personnel inspecteur reçoit la plainte et recueille du plaignant les informations suivantes, soit :

- a) le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du plaignant, s'il ne s'agit pas d'une plainte anonyme;
- b) le nom et l'adresse de l'établissement impliqué :
 - lieu où l'aliment a été acheté ou donné
 - lieu où le service a été rendu
 - lieu où le repas a été pris
 - lieu visé par la plainte
- a) l'objet de la plainte;
- b) le nom de la personne qui reçoit la plainte;
- e) la date et l'heure de la réception de la plainte.

En dehors des heures d'ouverture de bureau, les plaignants et plaignantes peuvent communiquer avec le MAPAQ à un numéro sans frais (ligne 800 ou 888) doté d'un système électronique qui enregistre les informations. Chaque partie assure un suivi à toutes les plaintes et la personne de garde communique dans les plus brefs délais avec le plaignant pour juger du niveau d'urgence et le type d'intervention. Toute plainte relative à une toxi-infection alimentaire (TIA) ou à l'innocuité d'un aliment recevra un suivi à l'intérieur de 24 heures.

◆ TRANSMISSION DE LA PLAINTÉ

Une fois les informations reçues, tel que spécifié ci-dessus, la plainte est transmise au MAPAQ s'il s'agit de toxi-infection alimentaire, de zoonose ou de plainte provenant d'un établissement au tertiaire. Dans le cas des autres établissements, la plainte est acheminée selon le partage des responsabilités prévues dans les ententes auxiliaires.

◆ TRAITEMENT DES PLAINTES

Les informations recueillies auprès du plaignant sont colligées sur un formulaire prévu à cet effet. La plainte est alors enregistrée et traitée par la partie responsable et demeure anonyme.

Par la suite, les plaintes suivent les procédures internes de l'organisation.

Si l'enquête amène une partie à poursuivre les démarches dans un établissement alimentaire qui est inspecté par l'autre partie, la plainte est transférée à l'autre partie pour terminer l'enquête.

◆ DÉLAI D'INTERVENTION

Les plaintes reliées aux toxi-infections alimentaires ou à l'innocuité des aliments étant susceptibles d'avoir un impact sur la santé, elles doivent être traitées à l'intérieur de 24 heures.

Les plaintes reliées à la salubrité des établissements doivent être traitées à l'intérieur de 2 jours ouvrables.

Les plaintes reliées à la loyauté des ventes doivent être traitées à l'intérieur de 4 jours ouvrables.

◆ SUIVI DE LA PLAINTÉ

L'inspecteur qui traite la plainte doit communiquer avec le plaignant afin de l'informer de son inspection. Les plaintes écrites doivent faire l'objet d'une réponse écrite.

Chaque plaignant-plaignante doit recevoir un suivi dans un délai n'excédant pas 10 jours ouvrables.

◆ COMMUNICATION D'INFORMATIONS

Les informations recueillies lors du traitement des plaintes et des inspections qui y sont associées sont transmises à l'autre partie dans les 10 jours ouvrables :

- si l'origine du problème relève d'un établissement qui est inspecté par l'autre partie;
- si l'aliment transite par des établissements qui sont inspectés par l'autre partie.

Chaque partie identifiera une personne pour assurer le suivi ou la transmission des plaintes.

Annexe II

**Recueil des politiques de gestion :
Les inspecteurs en agroalimentaire et en santé animale
(corps d'emploi 230)**

Vol.	Ch.	Suj.	Pcs.
3	2	1	30
Page:		Émise le:	
1		2016-06-20	

Recueil des politiques de gestion

Pour information, consultez la liste téléphonique pour le volume 3 à la pièce 3 0 0 1.

C.T. 216339 du 17 mai 2016

**LES INSPECTEURS EN AGROALIMENTAIRE ET EN SANTÉ ANIMALE
(230)**

SECTION I - CORPS ET CLASSES D'EMPLOIS

1. Les inspecteurs en agroalimentaire et en santé animale forment un corps d'emplois dans la fonction publique.
2. Ce corps d'emplois comprend deux classes, la classe d'inspecteur en agroalimentaire et en santé animale et la classe d'inspecteur principal en agroalimentaire et en santé animale.

SECTION II - ATTRIBUTIONS

3. Les attributions principales et habituelles des inspecteurs en agroalimentaire et en santé animale consistent à contrôler, à l'aide de connaissances techniques, l'application du cadre légal et normatif en réalisant principalement des travaux d'inspection et d'enquête dans le domaine de l'agroalimentaire ainsi qu'en santé animale afin d'assurer notamment la surveillance de la chaîne bioalimentaire et la protection de la santé du public et de la santé animale.

Vol.	Ch.	Suj.	Poe.
3	2	.1	30
Page:	Émise le:		
2	2016-06-20		

Recueil des politiques de gestion

Ce corps d'emplois ne comprend pas les employés dont les attributions principales et habituelles consistent à exercer les attributions prévues à la directive concernant la classification des inspecteurs des installations sous pression (233), à la directive concernant la classification des inspecteurs en bâtiment et en installations techniques (234), à la directive concernant la classification des inspecteurs en environnement (237) et à la directive concernant la classification des inspecteurs de conformité législative et réglementaire (294).

4. La classe d'inspecteur en agroalimentaire et en santé animale comprend les employés dont les attributions principales et habituelles consistent à exercer, en application de l'article 3, des attributions prévues aux paragraphes de l'alinéa suivant.

L'inspecteur en agroalimentaire et en santé animale :

- a) établit une planification des inspections et des visites de contrôle notamment en fonction de l'emplacement de l'exploitant, de tout document antérieur et, s'il y a lieu, des plaintes ou des dénonciations reçues;
- b) vérifie notamment si les bâtiments, les installations, les équipements, les outillages, les procédés, les produits utilisés ou vendus et le bien-être des animaux sont conformes aux exigences de la législation et des règlements en vigueur;
- c) visite les bâtiments, les installations industrielles ou commerciales, certaines résidences ou tout autre lieu pour y réaliser une inspection périodique selon toute méthode établie par l'employeur;
- d) détecte ou constate les irrégularités ou les non-conformités en examinant l'étiquetage, le matériel, les instruments, les équipements et les animaux; en vérifiant et en observant tout autre fait, en prenant notamment des photographies; en effectuant des recherches, des analyses et des consultations; en effectuant divers calculs et évaluations, concernant notamment les points à maîtriser;
- e) effectue également des interventions touchant les plaintes, les toxi-infections, les enquêtes et le suivi des avis de non-conformités émis, ou tout autre mandat jugé prioritaire par l'employeur, exerçant à cette fin tous les pouvoirs nécessaires prévus par la législation et les règlements qu'il doit faire observer;

Vol.	Ch.	Suj.	Pce.
3	2	1	30
Page:	Émise le:		
3	2016-06-20		

Recueil des politiques de gestion

- f) contrôle les produits pour s'assurer qu'ils sont propres à la consommation et prélève, s'il y a lieu, des échantillons aux fins d'analyse;
 - g) signale les contraventions constatées et fait les recommandations appropriées en vue de corriger les anomalies décelées durant les travaux d'inspection;
 - h) peut émettre des constats ou rapports d'infraction;
 - i) peut, selon les pouvoirs prévus par la législation et les règlements, saisir, retenir, confisquer, sceller, faire cesser les opérations ou prendre toute autre disposition sur-le-champ, si nécessaire, lorsque les normes établies ne sont pas rencontrées;
 - j) peut être appelé à témoigner devant le tribunal;
 - k) participe à la vérification et à l'approbation des plans et devis des bâtiments de même qu'à l'acceptation des matériaux, des appareils et des accessoires;
 - l) fait le classement des produits, à partir de critères tels que l'apparence, l'état, le calibre, l'origine, l'utilisation, la composition, la présentation;
 - m) dispense de la formation pour le personnel de l'industrie;
 - n) assure un service d'information à l'intention des personnes concernées par l'application de la législation et des règlements;
 - o) peut, dans l'accomplissement de ses attributions, être appelé à initier au travail les nouveaux inspecteurs en agroalimentaire et en santé animale ou à diriger du personnel de soutien, à collaborer à leur apprentissage, à répartir le travail, à en vérifier l'exécution et, à la demande de l'évaluateur, à donner son avis lors de l'évaluation du rendement.
5. La classe d'inspecteur principal en agroalimentaire et en santé animale comprend les employés dont les attributions principales et habituelles consistent à exercer, en application de l'article 3, les attributions de l'inspecteur en agroalimentaire et en santé animale chef d'équipe. Celui-ci :

Vol.	Ch.	Suj.	Pcs.
3	2	1	30
Page:	Émise le:		
4	2016-06-20		

Recueil des politiques de gestion

- a) coordonne les activités d'une équipe composée principalement d'inspecteurs en agroalimentaire et en santé animale ;
- b) répartit le travail entre les membres de son équipe et en vérifie l'exécution;
- c) fournit l'expertise aux membres de son équipe;
- d) donne, à la demande de l'évaluateur, son avis lors de l'évaluation du rendement des membres de son équipe;
- e) collabore à l'entraînement des membres de son équipe;
- f) exécute, à l'occasion, des attributions de la classe précédente et effectue, au besoin, les travaux les plus complexes.

SECTION III - CONDITIONS D'ADMISSION

6. Pour être admise à la classe d'inspecteur en agroalimentaire et en santé animale, une personne doit détenir un diplôme d'études collégiales dans le domaine de l'agroalimentaire, en techniques de diététique, en techniques de santé animale ou tout autre diplôme d'études collégiales techniques pertinent ou une attestation d'études pertinentes dont l'équivalence est reconnue par l'autorité compétente.
7. Pour être admise à la classe d'inspecteur principal en agroalimentaire et en santé animale, une personne doit :
 - a) satisfaire à la condition d'admission prescrite à l'article 6; et
 - b) avoir au moins cinq années d'expérience dans l'exercice d'attributions de la classe d'inspecteur en agroalimentaire et en santé animale, à ce titre ou à un titre équivalent.

Vol.	Ch.	Suj.	Pcs.
3	2	1	30
Page:	Émise le:		
5	2016-06-20		

Recueil des politiques de gestion

Malgré l'article 10 de la Directive concernant la classification des emplois de la fonction publique et sa gestion, la personne doit posséder au moins trois années d'expérience pertinente pour être admise à cette classe d'emplois. Elle ne peut compenser par de la scolarité additionnelle que deux des cinq années d'expérience requises.

SECTION IV – STAGE PROBATOIRE

8. Lors du recrutement, le stage probatoire est de 12 mois pour les fonctionnaires de ce corps d'emplois.

(Cette directive entre en vigueur le 2016-06-15)

Annexe III

**Portée d'accréditation du
ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation**

Standards Council of Canada

600-55 Metcalfe Street
Ottawa, ON K1P 6L5
Canada

Conseil canadien des normes

55, rue Metcalfe, bureau 600
Ottawa, ON K1P 6L5
Canada

PORTÉE D'ACCREDITATION

**Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec
Laboratoire d'expertises et d'analyses alimentaires (LEAA)
2700, rue Einstein Local C.2, 105
Québec, QC
G1P 3W8**

Laboratoire accrédité n° 131
(Est conforme aux exigences de ISO/IEC 17025:2005, RG-LAB)

PERSONNE-RESSOURCE : Daniel Jobin
TÉL : (418) 266-4440 poste 2541
TÉLÉC. : (418) 266-4438
COURRIEL : daniel.jobin@mapaq.gouv.qc.ca

CLIENTÈLE : Gouvernement provincial et Ministères fédéraux, Fédération des producteurs laitiers du Québec, Industrie laitière du Québec, Organismes de recherche et d'enseignement.

DOMAINE(S) DES ESSAIS : Biologique, Chimique et Physique

DOMAINE(S) DE SPÉCIALITÉ DE PROGRAMME : Intrants agricoles, des aliments, de la santé des animaux et de la protection des végétaux (DSP-AAAV)

ÉMIS CE : 2018-05-15

VALABLE JUSQU'AU : 2022-12-07

ANIMAUX ET PLANTES (AGRICULTURE)

Aliments et produits comestibles (consommation humaine et animale) :

(Essais Chimiques)

LEAA-M-IND-006 Détermination des dioxines, furanes et BPC de type dioxine

Standards Council of Canada

Page 1 de 4

Laboratoire n° 131, accrédité par le Conseil canadien des normes

	dans les aliments.
LEAA-M-IND-021	Détermination de polluants organiques persistants dans les aliments selon l'approche QuEChERS
LEAA-M-INO-SMSERUM	Détermination du cuivre, du sélénium et du zinc dans le sérum par ICP-MS.
LEAA-M-MED-ATQ29	Détermination des résidus d'aminoglycosides et de tétracyclines dans les tissus animaux par LC-MS/MS
LEAA-M-MED-MUQ30	Détermination multirésiduelle de substances médicamenteuses dans les tissus animaux par LC-MS/MS
LEAA-M-ORG-001	Analyse de pesticides, médicaments et mycotoxines dans le miel
LEAA-M-ORG-024	Méthode multi résiduelle de produits médicamenteux dans le lait
LEAA-M-PES-PRE	Détermination multirésiduelle de pesticides dans les aliments
U. S. EPA Method 7473	Mercury in Solids and Solutions by Thermal Decomposition Amalgamation and Atomic Absorption Spectrophotometry (Méthode d'analyse du mercure par décomposition thermique, amalgamation et spectrophotométrie d'absorption atomique.)

(Essais microbiologiques)

ISO 16649-2	Méthode horizontale pour le dénombrement des <i>Escherichia coli</i> bêta-glucuronidase positive -- Partie 2: Technique de comptage des colonies à 44 degrés C au moyen de 5-bromo-4-chloro-3-indolyl bêta-D-glucuronate.
LEAA-M-MIC-002	Dénombrement des <i>Staphylococcus aureus</i> à coagulase positive par TEMPO (STA)
LEAA-M-MIC-003	Dénombrement des <i>Escherichia coli</i> -GLUCURONIDASE positive par TEMPO (EC)
LEAA-M-MIC-005	Dénombrement de la flore mésophile aérobie totale par TEMPO AC
LEAA-M-MIC-061	Recherche de <i>Campylobacter</i> spp. dans les aliments
LEAA-M-MIC-064	Détection automatisée des <i>Campylobacter</i> thermotolérants (<i>C.coli</i> , <i>C.jejuni</i> , <i>C.lari</i>) à l'aide de la trousse Omega
LEAA-M-MIC-126	Recherche et dénombrement simultanés des coliformes totaux et d' <i>Escherichia coli</i> dans l'eau potable avec le milieu Compass cc : méthode par filtration sur membrane
LEAA-M-MIC-178	Détection automatisée de <i>Listeria monocytogenes</i> à l'aide de la trousse Omega
LEAA-M-MIC-217	Détection automatisée de <i>Salmonella</i> spp. à l'aide de la trousse Omega
MA. 700 - BHA35 1.0	Recherche et dénombrement des bactéries hétérotrophes aérobies et anaérobies facultatives : méthode par incorporation à la gélose
MA. 700 - Ent 1.0	

PORTÉE D'ACCRÉDITATION

Page 2 de 4

Laboratoire n° 131, accrédité par le Conseil canadien des normes

	Recherche et dénombrement des entérocoques : méthode par filtration sur membrane
MA. 700 - PSE 1.0	Recherche et dénombrement de <i>Pseudomonas aeruginosa</i> : méthode par filtration sur membrane
MFHPB-07	Isolement de <i>Listeria monocytogenes</i> et des autres <i>Listeria</i> spp. dans les aliments et les échantillons environnementaux à l'aide du bouillon Palcam.
MFHPB-10	Isolement d' <i>Escherichia coli</i> O157 :H7/NM dans les aliments et les échantillons environnementaux prélevés sur les surfaces
MFHPB-18	Dénombrement des colonies aérobies dans les aliments
MFHPB-20	Isolement et identification des <i>Salmonella</i> dans les aliments et les échantillons environnementaux.
MFHPB-21	Dénombrement du <i>Staphylococcus aureus</i> dans les aliments.
MFHPB-30	Isolement de <i>Listeria monocytogenes</i> et autres <i>Listeria</i> spp. dans les aliments et les échantillons environnementaux
MFLP-42	Isolement et numération du groupe <i>Bacillus cereus</i> dans les aliments.
MFLP-74	Dénombrement de <i>Listeria monocytogenes</i> dans les aliments

Notes:

ISO/CEI 17025:2005: Exigences générales concernant la compétence des laboratoires d'étalonnages et d'essais

RG-LAB: Exigences et lignes directrices du CCN - Accréditation des laboratoires d'essais

##-M##-XXX: Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, Laboratoire d'expertises et d'analyses alimentaires méthode interne.

ISO : International Organization for Standardization

MFHPB : Méthodes DGPS d'analyses microbiologiques des aliments

MFLP : Procédures de laboratoires d'analyses microbiologiques des aliments DGPS. Subdivision, CRL Division, PMRA, Health Canada, 96-11-15

SM: Standard Method for the examination of Dairy Products. American Public Health Association (APHA), 16e édition, 1992. Robert T. Marshall, Ph.D., Editor.

US EPA : US Environmental Protection Agency

ACCREDITATION DE GROUPE DU CCN

Ce laboratoire fait partie d'une accréditation de groupe avec les établissements suivants conformément aux prescriptions du programme d'accréditation du CCN:

Laboratoire de santé animale (LSA-QC). N° dossier CCN : SCC 1003-15/910

Laboratoire de santé animale (LSA-SHY). N° dossier CCN : SCC 1003-15/890

Elias Rafoul, Vice-président, Services d'accréditation

PORTÉE D'ACCRÉDITATION

Page 3 de 4

Laboratoire n° 131, accrédité par le Conseil canadien des normes

Date: 2018-05-15

Nombre des éléments de la portée : 29

CCN 1003-15/181

Dossier du partenaire n° : 33683

Partenaire : BNQ-EL

Annexe IV

**Autorisation de délivrer des constats d'infraction
au nom du Procureur général du Québec**

La ministre de la Justice,
procureure générale,
ministre responsable de la Condition féminine
et de l'application des lois professionnelles,
ministre responsable de la région de la Chaudière-Appalaches

**AUTORISATION DE DÉLIVRER DES CONSTATS D'INFRACTION
AU NOM DE LA PROCUREURE GÉNÉRALE**

Conformément aux articles 9 et 147 du Code de procédure pénale (L.R.Q., c. C-25.1), en ma qualité de Procureure générale du Québec agissant sous l'autorité de la Loi sur le ministère de la Justice (L.R.Q., c. M-19), j'autorise généralement tous les inspecteurs nommés en vertu de l'article 32 de la Loi sur les produits alimentaires (L.R.Q., c. P-29), à délivrer des constats d'infraction au nom de la Procureure générale pour toute infraction aux paragraphes *m* et *n* de l'article 9 de ladite loi, aux articles du Règlement sur les aliments (R.R.Q., 1981, c. P-29, r.1) mentionnés en annexe, aux paragraphes 1 *a*, 1 *b*, 1 *c* et 1 *d* de l'article 18 du Règlement sur les fruits et légumes frais (R.R.Q., 1981, c. P-29, r.3), aux articles du Règlement sur la composition, l'emballage et l'étiquetage des produits laitiers (R.R.Q., 1981, c. P-30, r.2) mentionnés en annexe, aux articles du Règlement sur la salubrité des produits laitiers (édicte par le décret 183-88 du 10 février 1988 et ses modifications) mentionnés en annexe, à l'article 25 du Règlement concernant le transport du lait et de la crème des producteurs (R.R.Q., 1981, c. P-30, r. 17), ainsi qu'à l'article 4 de la Loi sur les établissements touristiques (L.R.Q., c. E-15.1).

Cette autorisation révoque celle donnée le 25 février 1997 et demeure en vigueur jusqu'à révocation.

Donnée à Sainte-Foy, ce 24 janvier 2001



Linda Goupil
Procureure générale du Québec

Édifice Louis-Philippe-Pigeon
1200, route de l'Église, 9^e étage
Sainte-Foy (Québec) G1V 4M1
Téléphone : (418) 643-4210
Télécopieur : (418) 646-0027
ministre@justice.gouv.qc.ca

RÈGLEMENT SUR LES ALIMENTS
(R.R.Q., 1981, c. P-29, r. 1)

Articles

Chapitre 1 :	1.4.1	
Chapitre 2 :	2.1.2	
	2.1.2.1	al. 2 et 3
	2.1.2.2	
	2.1.3	
	2.1.3.2	
	2.1.3.3	
	2.1.5	
	2.2.3	al. 2, al. 3 (1), (2), (5) et (6)
Chapitre 3 :	3.3.3	al. 1 (a), (i) et (ii)
Chapitre 5 :	5.2.13	al. 1 (2)
	5.3.3	
	5.7.4	
	5.7.12	al. 1 (2) et (3)
	5.7.15	
	5.8.4	al. 1 (2), (4), (5) et (6)
Chapitre 6 :	6.3.2.4	al. 1 (e) et (f)
	6.3.2.A.3	
	6.3.3.11	
	6.3.5.2	
	6.4.1.3	al. 1
	6.4.1.8	
	6.4.1.10	
	6.4.1.16	al. 1 et 4
	6.4.2.3	
	6.4.2.5	
	6.4.3.3	al. 2 b et d
	6.4.3.4	
	6.4.3.12	
	6.4.3.13	
	6.5.2.32	
	6.7.1.8	
	6.7.1.10	al. 2
	6.7.1.12	al. 1 a et b
	6.7.1.14	al. 2
	6.7.2.1	
Chapitre 7 :	7.1.5	al. 1
	7.2.22	
	7.2.24	
Chapitre 8 :	8.7.1	al. 1 (b), (c), (d), (e) et (f)
	8.7.3	al. 1 (b), (c) et (d)
	8.7.4	
	8.8.2	al. 1 (b), (c) et (d)

Sainte-Foy, le 24.01.2001

Linda Goupil
Linda Goupil
Procureure générale du Québec

Chapitre 9 :	9.2.4.2	
	9.2.4.7	al. 1 et 2
	9.2.4.8	al. 1
	9.2.4.9	
	9.3.1.2	al. 1
	9.3.1.9	
	9.3.1.12	
	9.3.2.9	al. 1 et 2
	9.3.3.16	al. 1 et 2
	9.5.1	al. 1 (1) et (2)
	9.5.3	al. 1 (3)
	9.5.4	
	9.9.4	al. 1 (1) et (2)
	9.9.5	al. 2
	9.9.6	al. 2, 4 et 5
	9.9.8	al. 1 (2)

**RÈGLEMENT SUR LA COMPOSITION, L'EMBALLAGE ET
L'ÉTIQUETAGE DES PRODUITS LAITIERS
(R.R.Q., c. P-30, r. 2)**

<u>Article</u>	
13	al. 1 (a), (b) et (c)
18	

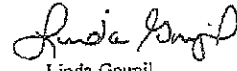
**RÈGLEMENT SUR LA SALUBRITÉ DES PRODUITS LAITIERS
(R.R.Q., c. P-30, r. 14.1)**

<u>Article</u>	
2	al. 1. (6)
3	al. 1 (5)
4	al. 1 (1) (c), (2) (c) et (d), (4) et (5)
5	al. 1 (2) (c), (3) (c) et (d), (4) et (5)
7	al. 1 (5) (c), (6) (c) et (d), (8), (9), (12), (13) et (16)
17	al. 1, 2 et 3

**RÈGLEMENT SUR LA SALUBRITÉ DES PRODUITS LAITIERS (SUITE)
(R.R.Q., c. P-30, r. 14.1)**

<u>Article</u>	
26	al. 1 (1) (c), (2) (c) et (d), (4) (c) et (d)
27	al. 1 et 2
29	al. 1 et 2
33	al. 1 (1) et (2)
36	al. 1 (2)
37	
38	
39	
40	
46	al. 1 et 2
47	al. 1
52	al. 1 (3) et (4)
57	al. 1
58	al. 1 (1) et (2)

Sainte-Foy, le 24.01.2001


Linda Goupil
Procureure générale du Québec

Annexe V

**Autorisation de délivrer des constats d'infraction
au nom du Directeur des poursuites criminelles et pénales**



Bureau des affaires pénales

Le 15 novembre 2018

M^e Andrée Giguère
Directrice
Direction des affaires juridiques
Agriculture, Pêcheries et Alimentation
200, chemin Sainte-Foy, 10^e étage
Québec (Québec) G1R 4X6

Objet : Autorisation de délivrer des constats d'infraction au nom du Directeur des poursuites criminelles et pénales (Numéro 2018-106)

Madame la directrice,

Tel que demandé, vous trouverez ci-joint la nouvelle *Autorisation de délivrer des constats d'infraction au nom du Directeur des poursuites criminelles et pénales* pour les inspecteurs de votre Ministère portant le numéro 2018-106, dûment signée en date du 13 novembre 2018.

Ce document ayant un caractère public, l'original sera conservé à nos bureaux dans le but de répondre à toute demande à son égard.

Nous espérons le tout à votre entière satisfaction et vous prions de recevoir l'expression de nos sentiments les plus distingués.

La procureure en chef aux poursuites
criminelles et pénales,

Karen Bédard

P.J.



**AUTORISATION DE DÉLIVRER DES CONSTATS D'INFRACTION
AU NOM DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

Conformément aux articles 9 et 147 du *Code de procédure pénale* (RLRQ, chapitre C-25.1), en ma qualité de directrice des poursuites criminelles et pénales agissant sous l'autorité de la *Loi sur le Directeur des poursuites criminelles et pénales* (RLRQ, chapitre D-9.1.1), j'autorise **tous les inspecteurs** nommés en vertu de l'article 32 de la *Loi sur les produits alimentaires* (RLRQ, c. P-29), à délivrer des constats d'infraction, au nom du Directeur des poursuites criminelles et pénales, pour toute infraction à l'une des dispositions des articles des lois et règlements mentionnés en annexe.

Cette autorisation révoque celle donnée le 13 février 2018 et demeure en vigueur jusqu'à révocation.

Donnée à Québec, ce 13 novembre 2018



M^e Annick Murphy, Ad. E.
Directrice des poursuites criminelles et pénales

LOI SUR LES PRODUITS ALIMENTAIRES
(RLRQ, c. P-29)

Article 13 al. 1

RÈGLEMENT SUR LES ALIMENTS
(RLRQ, c. P-29, r. 1)

Article

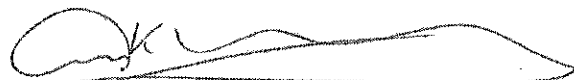
Chapitre 1 : 1.4.1

Chapitre 2 : 2.1.2
2.1.2.1
2.1.2.2
2.1.3
2.1.3.2
2.1.5
2.2.3 al. 2, al. 3 (1), (2), (5) et (6)

Chapitre 3 : 3.3.3 al. 1 (a), (i) et (ii)
3.3.9
3.4.9

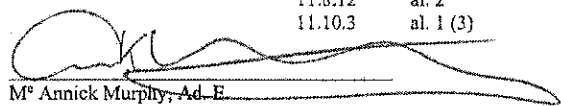
Chapitre 5 : 5.2.13 al. 1 (2)
5.3.3
5.7.4
5.7.6
5.7.8 al. 1 et al. 3
5.7.9
5.7.12 al. 1 (2) et (3)
5.7.15
5.8.4 al. 1 (2), (4), (5) et (6)

Chapitre 6 : 6.3.2.4 al. 1 (e) et (f)
6.3.2.A.3
6.3.2.A.5
6.3.3.7
6.3.3.11
6.3.5.2
6.3.5.5
6.3.5.7
6.3.5.8
6.4.1.3 al. 1
6.4.1.8
6.4.1.10
6.4.1.16 al. 1 et al. 6


M^{re} Annick Murphy, Ad. E.
Directrice des poursuites criminelles et pénales

RÈGLEMENT SUR LES ALIMENTS (Suite)
(RLRQ, c. P-29, r. 1)

	<u>Article</u>	
	6.4.2.3	
	6.4.2.5	
	6.4.3.3	al. 2 (b) et (d)
	6.4.3.4	
	6.4.3.12	
	6.4.3.13	
	6.5.2.32	
	6.7.1.8	
	6.7.1.10	al. 2
	6.7.1.12	al. 1 (a) et (b)
	6.7.1.14	al. 2
	6.7.1.16	al.1 (a)
	6.7.2.1	
Chapitre 7 :	7.1.5	al. 1
	7.2.11	al. 1 (c)
	7.2.18	
	7.2.22	
	7.2.24	
Chapitre 8 :	8.7.1	al. 1 (b), (c) et (d)
	8.7.4	
	8.8.2	al. 1 (b), (c) et (d)
Chapitre 9 :	9.2.4.2	
	9.2.4.4	al. 1
	9.2.4.5	
	9.2.4.7	al. 1 et 2
	9.2.4.8	al. 1
	9.2.4.9	
	9.3.1.2	al. 1
	9.3.1.9	
	9.3.1.12	
	9.3.2.9	al. 1 et 2
	9.3.3.16	
	9.5.3	al. 1 (3)
	9.5.4	
	9.9.4	al. 1 (1) et (2)
	9.9.5	al. 2
	9.9.6	al. 2, 4 et 5
	9.9.8	al. 1 (2)
Chapitre 11 :	11.2.10	al. 2
	11.2.13	
	11.2.17	
	11.8.12	al. 2
	11.10.3	al. 1 (3)


M^{re} Annick Murphy, Ad. E.
Directrice des poursuites criminelles et pénales

**LOI SUR LA PROTECTION SANITAIRE DES ANIMAUX
(RLRQ, c. P-42)**

Article 11.10
11.13
35

**RÈGLEMENT SUR LES CONDITIONS DE SALUBRITÉ DES LIEUX DE GARDE D'OISEAUX
CAPTIFS
(RLRQ, c. P-42, r. 4)**

Article 4 al. 1

**RÈGLEMENT SUR L'ENREGISTREMENT DES PROPRIÉTAIRES D'ABEILLES
(RLRQ, c. P-42, r. 5)**

Article 4

**RÈGLEMENT SUR L'IDENTIFICATION ET LA TRACABILITÉ DE CERTAINS ANIMAUX
(RLRQ, c. P-42, r. 7)**


Article 7 al. 1 (2)
8
13 al. 1

**RÈGLEMENT SUR L'INSCRIPTION APOSÉE SUR LES RUCHES
(RLRQ, c. P-42, r. 8)**

Article 1

**RÈGLEMENT SUR L'INSÉMINATION ARTIFICIELLE DES BOVINS
(RLRQ, c. P-42, r. 9)**

Article 12


M^e Annick Murphy, Ad. E.
Directrice des poursuites criminelles et pénales

**RÈGLEMENT SUR LA VENTE AUX ENCHÈRES D'ANIMAUX VIVANTS
(RLRQ, c. P-42, r.11)**

<u>Article</u>	19	al.1 et al.2
	20	
	22	al.1 (a) et (c)
	24	al. 1 (a)
	25	
	26	
	28	al. 1 (e)
	29	al. 1 (a), (b), (c) et (d)
	33	
	35	
	44.1	
	45	
	46	

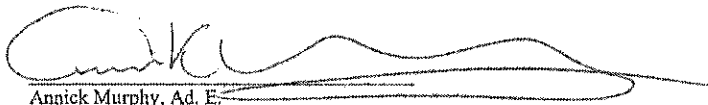
**LOI SUR LA TRANSFORMATION DES PRODUITS MARINS
(RLRQ, c. T-11.01)**

<u>Article</u>	11
----------------	----

**RÈGLEMENT SUR LES PERMIS D'ACQUÉREUR DE PRODUITS MARINS
(RLRQ, c. T-11.01, r. 2)**

<u>Article</u>	10
----------------	----

Québec, le 13^{me} mai 2018


Annick Murphy, Ad. E.
Directrice des poursuites criminelles et pénales

Dossier # : 1183217001

Unité administrative responsable : Service de l'environnement , Direction , Division de l'inspection des aliments

Objet : Approuver l'entente sur le fonctionnement et le financement des programmes d'inspection des aliments de la Ville de Montréal du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2019 entre le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec et la Ville de Montréal.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS



[1183217001 Info comptable.xls](#)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François BALLARD
Préposé au budget
Tél : (514) 872-5916

ENDOSSÉ PAR

Le : 2018-12-20

Janet MARCEAU
Conseillère budgétaire
Tél : 514-868.3354
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier



Dossier # : 1188144001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion des parcs et biodiversité , Forêt urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine
Compétence d'agglomération :	Écoterritoires
Projet :	-
Objet :	Approuver le rapport annuel 2017-2018 permettant de clore le projet Programme d'aménagement durable des forêts (PADF) pour la période 2015 à 2018. Approuver le projet d'entente de délégation concernant la gestion du PADF pour la période 2018 à 2021. Autoriser une dépense de 481 857,36 \$ taxes incluses. Autoriser la Ville de Montréal à recevoir le montant de 330 000 \$ selon les modalités décrites dans l'entente. Approuver les recommandations à ces fins.

1. Approuver le rapport annuel 2017-2018 signé par la directrice du Service des grands parcs, du mont Royal et des sports (SGPMRS) et les états financiers signés par le directeur du Service des finances et trésorier de la Ville dans le cadre de l'entente de délégation concernant la gestion du Programme d'aménagement durable des forêts (PADF) du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) dans la région de Montréal 2015-2018. Ces rapports présentent 261 312,12 \$ de dépenses admissibles pour une aide financière totale de 195 984,09 \$.
2. Approuver le projet d'entente de délégation concernant la gestion du PADF du MFFP dans la région de Montréal 2018-2021.
3. Autoriser Mme Valérie Plante, mairesse de Montréal et présidente de l'agglomération de Montréal, à signer à titre de représentante de l'agglomération de Montréal, l'entente désignant la Ville de Montréal comme Déléataire.
4. Mandater le SGPMRS de la Ville de Montréal à réaliser les suivis convenus dans l'entente.
5. Désigner le directeur Gestion des parcs et biodiversité du SGPMRS comme représentant du Déléataire.
6. Autoriser le directeur Gestion des parcs et biodiversité du SGPMRS et le directeur du Service des finances et trésorier de la Ville à approuver et signer les documents de suivi exigés dans l'entente.
7. Autoriser la Ville de Montréal à recevoir une aide financière totale de 330 000 \$ selon les modalités décrites dans l'entente.
8. Autoriser une dépense d'un montant maximal de 481 857,36 \$ (361 393,02 \$ + 120 464,34 \$ taxes incluses) et imputer cette dépense conformément aux informations

financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-02-01 13:12

Signataire :

Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

IDENTIFICATION

Dossier # :1188144001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion des parcs et biodiversité , Forêt urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine
Compétence d'agglomération :	Écoterritoires
Projet :	-
Objet :	Approuver le rapport annuel 2017-2018 permettant de clore le projet Programme d'aménagement durable des forêts (PADF) pour la période 2015 à 2018. Approuver le projet d'entente de délégation concernant la gestion du PADF pour la période 2018 à 2021. Autoriser une dépense de 481 857,36 \$ taxes incluses. Autoriser la Ville de Montréal à recevoir le montant de 330 000 \$ selon les modalités décrites dans l'entente. Approuver les recommandations à ces fins.

CONTENU

CONTEXTE

Le Programme d'aménagement durable des forêts (PADF) du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) a pour objectif de mettre en œuvre des obligations prévues à la Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier visant à rapprocher les centres de décisions des populations locales et à donner plus d'emprise aux milieux régionaux sur leur développement. Il permet de déléguer à l'ensemble des municipalités régionales de comté d'une même région des responsabilités, notamment en favorisant l'acquisition de connaissances et la documentation des différents enjeux régionaux et locaux, ainsi que de financer des travaux d'aménagement forestier.

Pour tenir compte des particularités de la région de Montréal et de sa composante forestière en milieu urbanisé qui ne comporte pas de forêts publiques sous aménagement, le projet d'entente de délégation concernant la gestion du PADF du MFFP a été révisé. Le ministère confirme que pour l'agglomération de Montréal, la mise en œuvre du PADF permettra la réalisation de certaines interventions ciblées visant, entre autres, l'aménagement forestier et la mise en valeur de la ressource forestière.

L'agglomération de Montréal représente la région administrative de Montréal. Seule la Ville de Montréal, municipalité centrale, peut agir à l'égard des matières ou compétences qui sont attribuées à l'agglomération. La Ville de Montréal est donc désignée comme délégataire de l'entente pour l'agglomération.

Compte tenu de sa mission et de son expertise dans le domaine de la forêt urbaine, le Service des grands parcs, du mont Royal et des sports (SGPMRS) est le plus apte à répondre aux objectifs du PADF. C'est ainsi que le directeur Gestion des parcs et biodiversité du Service est désigné comme représentant du délégataire.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0185 - 24 mars 2016 - Approuver le projet d'Entente de délégation concernant la gestion du Programme d'aménagement durable des forêts (PADF) du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs dans la région de Montréal (agglomération). Autoriser M. Denis Coderre, maire de Montréal, à signer à titre de président de l'agglomération de Montréal. Autoriser la Ville de Montréal à recevoir le montant de 240 000 \$ selon les modalités décrites dans l'Entente.

DESCRIPTION

En novembre 2015, l'agglomération de Montréal a été invitée à conclure une entente de délégation précisant les modalités et les obligations liées au Programme d'aménagement durable des forêts (PADF) 2015-2018 avec le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP). Cette entente étant terminée, le Service des grands parcs, du mont Royal et des sports (SGPMRS) a déposé le rapport final au ministère. Ce rapport présenté en pièces jointes présente 261 312,12 \$ comme dépenses admissibles pour une aide financière totale de 195 984,09 \$. Les projets réalisés dans le cadre du PADF 2015-2018 sont variés. Par exemple : la valorisation des frênes abattus dans les parcs du Mont-Royal et Tiohtià:ke Otsira'kéhne, une étude et essai de torréfaction du bois de frêne, accorder un contrat de débardage de frênes avec des chevaux et accorder un contrat de communication, interprétation et sensibilisation portant sur les abattages de frênes dépérissants.

Puisque l'entente PADF 2015-2018 prévoyait une aide financière maximale de 240 000 \$ (3 versements annuels de 80 000 \$), il y a un résiduel de dépenses non engagées et non utilisées de 44 015,91 \$. Ce montant résiduel est reconduit et inscrit dans la prochaine entente de délégation du PADF 2018-2021. La Ville a déjà reçu ce montant.

Le 5 juin 2018, le ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs a écrit à la mairesse de la Ville pour lui annoncer le renouvellement du PADF par le Conseil du trésor. La Ville est invitée à conclure une nouvelle entente PADF pour les années 2018 à 2021. Une somme de 100 000 \$ annuellement est prévue. Dans une deuxième lettre (15 août 2018), le ministre annonce un montant annuel additionnel de 10 000 \$.

À la suite de la signature de la nouvelle entente, le SGPMRS élaborera et mettra en oeuvre les plans d'action annuels sujets à l'approbation du MFFP. Un rapport annuel sera également présenté au ministère à la fin de chacune des trois (3) années de l'entente.

Le Programme d'aménagement durable des forêts (PADF) accorde une aide financière correspondant à un maximum de 75 % des dépenses admissibles. Selon la nouvelle entente PADF 2018-2021, la Ville peut recevoir jusqu'à un maximum de 330 000 \$ (110 000 \$ annuellement) de la part du MFFP. Par conséquent, la Ville doit également prévoir une dépense équivalente à 25 % des dépenses admissibles soit un montant maximal de 120 464,34 \$ taxes incluses.

JUSTIFICATION

La signature de l'entente de délégation concernant la gestion du Programme d'aménagement durable des forêts du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs dans la

région de Montréal soutient la Ville de Montréal dans le développement et la mise en oeuvre de projets d'interventions et d'activités en lien avec la forêt urbaine qui sont dans sa mission.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût maximal de cette entente est de 481 857,36 \$ taxes incluses et sera assumé comme suit :

Un montant maximal de 440 000 \$ net de ristourne sera financé par le règlement d'emprunt d'agglomération RCG 17-024 Plan de gestion de la forêt urbaine.

Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération.

La dépense de 440 000 \$ net de ristourne est subventionnée au montant de 330 000 \$ (361 393,02 \$ taxes incluses) dans le cadre de l'entente de délégation concernant la gestion du Programme d'aménagement durable des forêts (PADF), ce qui laisse un emprunt net à la charge de la Ville de 110 000 \$ (120 464,34 \$ taxes incluses).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

En conformité avec le Plan *Montréal Durable 2016-2020* :

Priorité : Réduire les émissions de GES.

Priorité : Verdir, augmenter la biodiversité et assurer la pérennité des ressources.

Action 7 : Réduire et valoriser les matières résiduelles.

Priorité : Faire la transition vers une économie verte, circulaire et responsable.

Action 16 : Intégrer les principes de l'économie circulaire aux pratiques d'affaires de l'organisation.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les approbations doivent être faites à la séance du conseil d'agglomération du 28 février 2019 afin de permettre la signature le plus rapidement possible de la nouvelle entente et la transmission au ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs pour signature par le ministre. La nouvelle entente du Programme d'aménagement durable des forêts 2018-2021 doit être signée par les deux (2) parties avant le 31 mars 2019, sinon la Ville perdrait le premier versement de l'aide financière (110 000 \$ pour 2018).

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications de la Ville.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mars 2019 : Envoi de l'entente signée par la mairesse pour signature par le ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Zamir Jose HENAO PANESSO)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Olivier TACHÉ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Luc L LANDRY, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

Luc L LANDRY, 23 janvier 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Luc ST-HILAIRE
Ingénieur forestier

Tél : 514-872-7691
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-22

Daniel BÉDARD
Chef de division

Tél : 514 872-1642
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-Philippe DÉTOLLE
Directeur

Tél : 514 872-1712
Approuvé le : 2019-02-01

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(trice)

Tél : 514.872.1456
Approuvé le : 2019-02-01


Rapport annuel 2017-2018

Tableau 2 : Réalisation d'interventions ciblées (objectif 1.2)

Plan d'action											
Rapport annuel											
Activité	Type d'activité	Responsable de l'activité	Objectif visé par le projet	Indicateur	Cible	Budget PADF : entente régionale	Total de l'activité (\$)	Source de financement autre (\$)	Prévision des dépenses (PADF)	Résultats (en fonction des cibles)	Dépenses totales au 31 mars (PADF)
ANNÉE 2015-2016											
	Solde reporté.					80 000,00 \$	- \$	- \$	- \$		- \$
ANNÉE 2016-2017											
	Solde reporté.					80 000,00 \$	- \$	- \$	- \$		- \$
ANNÉE 2017-2018											
	Solde reporté.					80 000,00 \$	- \$	- \$	- \$		- \$
ANNÉE au 31 mars 2018											
Projets reliés aux préoccupations actuelles de préservation et la mise en valeur de la foresterie urbaine et du bois.	Étude sur le vieillissement accéléré du bois de frêne torréfié.	Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal.	Cibler les meilleurs produits de finition adaptés spécifiquement à l'utilisation de frênes torréfiés soumis à un usage extérieur permettant l'utilisation de celui-ci pour le mobilier du parc Frédéric-Back.	Réactions du bois aux différents tests réalisés.	Trouver le meilleur produit à appliquer sur le frêne torréfié utilisé pour la fabrication de mobilier extérieur.		12 321,36 \$	3 080,34 \$	9 241,02 \$	Les tests renseignent que le produit utilisé par la Ville pour protéger le sapin de Douglas est adapté, cependant sur le frêne torréfié, il ne l'est pas.	9 241,02 \$
	Débitage de billes de frêne.	Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal.	Accorder un contrat d'exécution pour le débitage en planches de 180 billes de frêne.	Nombre de billes Volume de planches	Transformation des billes de bois en planches brutes.		8 094,54 \$	2 023,63 \$	6 070,91 \$	Mise en planches des billes.	6 070,91 \$

	Séchage et torréfaction de plus de 5 000 PMP de frêne.	Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal.	Accorder un contrat d'exécution pour le séchage et la torréfaction d'un lot de 5 075 PMP de planches de frêne.	Volume de planches	Torréfaction de planches de frêne.		4 648,92 \$	1 162,23 \$	3 486,69 \$	Torréfaction à 40 % des planches de frênes.	3 486,69 \$
	Dégauchissage, rabotage et éboutage du frêne torréfié.	Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal.	Accorder un contrat d'exécution pour le dégauchissage, le rabotage et l'éboutage de planches de frênes.	Volume de planches	Transformation des planches brutes en planches prêtes à l'utilisation.		6 147,02 \$	1 536,75 \$	4 610,27 \$	Planches prêtes à transformer en mobilier extérieur.	4 610,27 \$
	Document de présentation.	Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal.	Accorder un contrat de graphisme pour la mise en page d'un document de présentation.	Concept élaboré	Avoir un document explicatif du projet à présenter aux différents Services de la Ville impliqués au projet de valorisation.		446,20 \$	111,55 \$	334,65 \$	Document de présentation.	334,65 \$
	Dons de 3 750 arbres par le MFFP à la Ville de Montréal.	Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal.	Augmenter la canopée dans le cadre du plan de gestion de la forêt urbaine.	375 arbres plantés au Mont-Royal, 100 arbres plantés au Parc-nature du Bois-de-Liesse, 155 arbres plantés dans l'arrondissement de Verdun.	Terminer la plantation des arbres restants.		3 505,28 \$	876,32 \$	2 628,96 \$	Fin des plantations printemps 2018.	2 628,96 \$
	Plan d'action de valorisation des frênes montréalais.	Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal.	Valorisation des frênes abattus dans les parcs du Mont-Royal et Tiohtià:ke Otsira'kéhne.	Mise en œuvre du plan d'action.	Débuter les actions.		141 075,92 \$	35 268,98 \$	105 806,94 \$	Valorisation des frênes abattus.	105 806,94 \$
	Plan de communication des travaux exécutés.	Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal.	Établir les lignes de communication pour aider les usagers et les citoyens à comprendre les travaux.	Lignes de communication établies	Débuter les actions.		5 933,07 \$	1 483,27 \$	4 449,80 \$	Plan de communication prêt à diffuser.	4 449,80 \$



	Communication, interprétation et sensibilisation.	Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal.	Accorder un contrat en communication pour aider à faire comprendre les travaux.	Concept élaboré	Actions sur le terrain et les médias sociaux.		15 654,79 \$	3 913,70 \$	11 741,09 \$	Mise en œuvre du plan de communication sur le terrain.	11 741,09 \$
	Transformation des billes de frênes en produits valorisés.	Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal.	Accorder des contrats d'exécution pour la transformation des billes.	Quantité de produits	Transformation des billes en produits prêts à l'utilisation.		42 592,51 \$	10 648,13 \$	31 944,38 \$	Planches prêtes à l'utilisation en ébénisterie. Copeaux pour amendement de sol.	31 944,38 \$
	Essai de débardage des arbres avec des chevaux.	Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal.	Accorder un contrat d'exécution pour débarder des frênes avec des chevaux.	Nombre d'arbres abattus	Abattre et débarder environ 200 frênes.		20 892,51 \$	5 223,13 \$	15 669,38 \$	Réalisation terrain. Documenter les points positifs et négatifs. Comparaison de la productivité avec les méthodes habituellement utilisées.	15 669,38 \$
Total							240 000,00 \$	65 328,03 \$	195 984,09 \$		195 984,09 \$


 Louise-Hélène Lefebvre, Directrice du Service des
 grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal
 Ville de Montréal

25 septembre 2018
 Date

Rapport annuel

Tableau 3 : Sommes non dépensées dans le cadre du Programme d'aménagement durable des forêts au 31 mars 2018

	Subvention octroyée 2017-2018	80 000,00 \$
	Dépenses 2017-2018	195 984,09 \$
	Report des années antérieures	160 000,00 \$
	Solde	44 015,91 \$


 Louise-Hélène Lefebvre, Directrice du Service des
 grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal
 Ville de Montréal

25 septembre 2018
 Date

Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal
Subvention du Ministère des forêts, de la faune et des Parcs
Programme d'aménagement durable des forêts (PADF)
Dépenses réelles au 24 septembre 2018

Communication, sensibilisation et interprétation	20 274,34 \$
Plan d'action de valorisation des frênes montréalais	142 389,44 \$
Services professionnels, techniques et autres	98 648,34 \$
Total	261 312,12 \$



Yves Courchesne, Directeur de service finances et trésorier
Ville de Montréal

2018/12/05
Date

Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal
Subvention du Ministère des forêts, de la faune et des Parcs
Programme d'aménagement durable des forêts (PADF)
Détails des dépenses réelles au 24 septembre 2018

I. Communication, sensibilisation et interprétation

Fournisseur	Description	Montant
CENTRE DE LA MONTAGNE	Accorder un contrat de service au Centre de la montagne pour les service de communication et d'interprétation dans le cadre du projet des travaux d'abattage et de plantation dans les parcs du Mont-Royal et Tiohti:ke Otsirà'kehne 17-1875	15 654,79 \$
Temps Annie Allard	32 heures remunérées à 50,49\$/heure, indexé (Professionnel - convention collective échue)	1 757,38 \$
Temps François comeau	Salaires hebdomadaire indexé (Professionnel - convention collective échue)	2 862,17 \$
Total Communication, sensibilisation et interprétation		20 274,34 \$

II. Plan d'action de valorisation des frênes montréalais

Rubrique	Description	Montant
Salaire 2017 - chargé de projet	Du 1er janvier au 31 décembre 2018	109 716,59 \$
Salaire 2018- Chargé de projet	Du 1er janvier au 31 mars 2018	24 416,69 \$
Charges sociales 2018	Chargé de projet, annie Allard et François Comeau - Taux budgété	8 256,16 \$
Total Plan d'action de valorisation des frênes montréalais		142 389,44 \$

III. Services professionnels, techniques et autres

Fournisseur	Description	Montant
9165-5183 QUEBEC INC.	Article ; Accorder un contrat d'exécution pour le débitage en planches, de 180 billes de frênes - Contrat 17-6011	8 094,54 \$
9166-2148 QUEBEC INC.	Article ; Octroyer un contrat de services techniques à 9166-2148 Québec Inc. pour l'abattage de frênes déperissants et le débardage avec cheveaux dans les parcs du Mont-Royal et Tiohti:ke Otsirà'kehne pour une somme de 22 995 \$ TTC. AO # 18-6220.	20 892,51 \$
BOIS EXPANSION INC.	Article ; Contrat pour le dégauchissage et le rabotage d'un lot de 5 075 PMP de planches de frênes torréfié (17-6114)	6 147,02 \$
BOO! DESIGN INC.	Article ; Documents de présentation de la valorisation des matières ligneuses_PADF	446,20 \$
FPINNOVATIONS	Article ; (16-1753) Accorder un contrat de services professionnels à FPIInnovations, pour financer une étude comparative de la résistance de bois de frêne torréfié au vieillissement.	12 283,54 \$
PUROLATOR COURRIER LTEE	Article ; Envoie de bois pour Valorisation	37,82 \$
TORREFACTION PLUS	Article ; Séchage et la torréfaction	4 648,92 \$
BOIS PUBLIC	Article ; Sciage des billes de frênes excédentaires au site CESM. Bloc de 10 h pour valoriser environ 50 billes.	1 784,79 \$
LES SCIURES JUTRAS INC.	Article ; Location d'un broyeur et d'un équipement de chargement avec opérateurs_18-6249	19 107,72 \$
PLANT PRODUCTS	Article ; Pots NS C600 Custom noir 105/pqt	1 423,95 \$
SCOTTS CANADA LTEE	Article ; Terreau agromis, frais de transport inclus, AGRN7-V	1 225,47 \$
TERIS SERVICES D'APPROVISIONNEMENT INC.	Article ; Disque de coco 21 cm (8 1/4") 344/caisse	855,86 \$
BOIS PUBLIC	Article ; 1er versement de 10850 \$ pour la transformation d'environ 150 billots	10 850,00 \$
BOIS PUBLIC	Article ; CE18 0520_1184107005_2e versement-10850 \$ - Transformation d'environ 150 billots	10 850,00 \$
Total Services professionnels, techniques et autres		98 648,34 \$

Total des dépenses	261 312,12 \$
---------------------------	----------------------

Dossier # : 1188144001

Unité administrative responsable : Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion des parcs et biodiversité , Forêt urbaine

Objet : Approuver le rapport annuel 2017-2018 permettant de clore le projet Programme d'aménagement durable des forêts (PADF) pour la période 2015 à 2018. Approuver le projet d'entente de délégation concernant la gestion du PADF pour la période 2018 à 2021. Autoriser une dépense de 481 857,36 \$ taxes incluses. Autoriser la Ville de Montréal à recevoir le montant de 330 000 \$ selon les modalités décrites dans l'entente. Approuver les recommandations à ces fins.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



[Entente PADF 2018-2021.pdf](#)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Olivier TACHÉ
Avocat
Tél : 514-872-6886

ENDOSSÉ PAR

Olivier TACHÉ
Avocat
Tél : 514-872-6886
Division : Contrats

Le : 2019-01-31



ENTENTE DE DÉLÉGATION

concernant la gestion du Programme d'aménagement durable
des forêts, du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs

dans la région de Montréal

ENTRE :

LE MINISTRE DES FORÊTS, DE LA FAUNE ET DES PARCS,
monsieur Pierre Dufour, pour et au nom du gouvernement du
Québec;

ci-après désigné le « MFFP »;

ET :

LA VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public
ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal
(Québec), H2Y 1C6, agissant et représentée par madame Valérie
Plante, mairesse, dûment autorisée aux fins des présentes en
vertu d'une résolution en date du 28 février 2019 dont copie est
jointe à la présente entente;

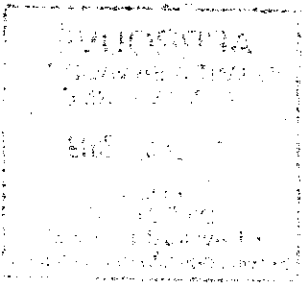
ci-après désignée le « Délégateur ».

Le « MFFP » et le « Délégateur » étant ci-après
collectivement désignés les « parties ».

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE le Programme d'aménagement durable des
forêts (PADF) a pour objectif général d'optimiser, avec la
participation des intervenants locaux, l'aménagement du territoire
forestier des régions du Québec dans une perspective de
développement durable;

ATTENDU QUE le PADF a aussi pour objectifs spécifiques de
permettre la réalisation d'interventions ciblées visant notamment
la réalisation de travaux d'aménagement forestier sur les
territoires forestiers résiduels sous entente de délégation de
gestion ou sur les terres privées appartenant aux propriétaires
forestiers reconnus en vertu de l'article 130 de la Loi sur
l'aménagement durable du territoire forestier, ainsi que la
réalisation de travaux associés au maintien et à l'amélioration du
réseau de chemins multiusages et la réalisation de différentes
activités favorisant l'aménagement forestier et la mise en valeur
de la ressource forestière;



ENTENTE DE DÉLÉGATION

Concernant la gestion du Programme d'aménagement durable des forêts
du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Région administrative de Montréal

ATTENDU QUE la réalisation des activités prévues au PADF est rattachée à l'octroi d'une aide financière;

ATTENDU QUE le MFFP souhaite renforcer les rôles de développement économique et régional exercés par les MRC et agglomérations et s'assurer que les décisions prises en région répondent davantage aux besoins et préoccupations exprimés par la population;

ATTENDU QUE l'article 17.22 de la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (RLRQ, chapitre M-25.2) permet au ministre de déléguer, par entente, à un conseil de bande d'une communauté autochtone, à une municipalité, à une personne morale ou à un autre organisme, la gestion d'un programme qu'il a élaboré en vertu du paragraphe 3° de l'article 12 de cette loi;

ATTENDU QUE le MFFP souhaite déléguer au Délégataire une partie de la gestion du PADF;

ATTENDU QUE le Délégataire fait partie de la même région administrative et souhaite se voir déléguer la gestion du PADF;

EN CONSÉQUENCE, les parties conviennent de ce qui suit :

1. INTERPRÉTATION

La présente entente constitue la seule entente intervenue entre les parties et toute autre entente non reproduite à la présente entente est réputée nulle et sans effet.

Dans le cas où une clause ou une partie de la présente entente serait déclarée invalide, illégale ou autrement non exécutoire à la suite d'une procédure judiciaire, il est convenu que le reste de la présente entente continuera d'avoir plein effet et de lier les parties.

2. OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet de déléguer au Délégataire la gestion du PADF. L'entente détermine également le montant de l'aide financière accordée au Délégataire, en plus de définir les engagements des parties.

ENTENTE DE DÉLÉGATION

Concernant la gestion du Programme d'aménagement durable des forêts
du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Région administrative de Montréal

3. ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1 Engagements du MFFP

Le MFFP s'engage à :

- 3.1.1 Verser au Délégué, pour chaque année d'application du PADF, une somme maximale de cent dix mille dollars (110 000 \$), selon les modalités suivantes :
- au plus 75 % du montant maximal annuel dans les 60 jours suivant l'approbation par le MFFP de la planification annuelle (annexe 4 du cadre normatif) déposée par le Délégué;
 - au plus 25 % du montant maximal annuel, à la suite du dépôt du registre annuel des projets (annexe 5 du cadre normatif) et du bilan de la planification annuelle (annexe 6 du cadre normatif), par le Délégué et de son acceptation, par le MFFP.
- 3.1.2 Effectuer le suivi du montant résiduel déjà versés au Délégué totalisant 44 015,91 \$, lequel montant provient des sommes non engagées et non dépensées de l'entente du PADF 2015-2018.
- 3.1.3 Analyser et approuver la planification annuelle, le registre annuel des projets ainsi que le bilan de la planification annuelle en respect du cadre normatif.
- 3.1.4 Rencontrer le Délégué afin d'approuver le registre annuel des projets au plus tard 60 jours après l'acceptation par le MFFP de la planification annuelle.
- 3.1.5 Transmettre au Délégué, tout autre document de soutien requis pour la mise en œuvre du PADF, le cas échéant.
- 3.1.6 Offrir l'accompagnement, au Délégué pour la mise en œuvre et la reddition de comptes du PADF.
- 3.1.7 Appliquer les dispositions prévues au cadre normatif du PADF joint à la présente entente.

ENTENTE DE DÉLÉGATION

Concernant la gestion du Programme d'aménagement durable des forêts
du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Région administrative de Montréal

3.2 Engagements du Délégué

Le Délégué s'engage à :

- 3.2.1 Gérer le PADF sur le territoire de sa région administrative, soit la région administrative de Montréal, respecter les dispositions prévues au cadre normatif du PADF, et se conformer aux obligations prévues à la Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier.
- 3.2.2 Créer et coordonner un comité visant à mettre en place le processus de planification annuelle prévue au PADF ainsi qu'un processus de sélection des projets, en vue de la transmission au MFFP par le Délégué de la planification annuelle, du registre annuel des projets et du bilan de la planification annuelle.
- 3.2.3 Transmettre au MFFP pour la première année d'application du PADF, la planification annuelle dans les 60 jours suivant la signature de la présente entente.
- 3.2.4 Transmettre au MFFP pour les années subséquentes du PADF, la planification annuelle dans les 60 jours suivant la confirmation, par le MFFP, du montant annuel accordé au Délégué.
- 3.2.5 Valider et approuver au moyen de la signature du Directeur gestion des parcs et biodiversité du Service des grands parcs, du mont Royal et des sports du Délégué, le registre annuel des projets couvrant la période allant du 1^{er} avril au 31 mars de chaque année du PADF visant à assurer la conformité des projets en lien avec le cadre normatif.
- 3.2.6 Pour chacune des années d'application du PADF, rencontrer le MFFP pour lui déposer le registre annuel des projets au plus tard 60 jours après l'acceptation par le MFFP de la planification annuelle.
- 3.2.7 Pour chacune des années d'application du PADF, transmettre au MFFP, au plus tard en juin de chaque année, le bilan de la planification annuelle et le registre annuel des projets pour l'ensemble des activités réalisées sur le territoire d'application de l'entente pour la période allant du 1^{er} avril au 31 mars de chaque année du programme faisant foi que les sommes versées par le MFFP ont bien été utilisées en conformité avec la présente entente. Cette version du registre annuel des projets doit être signée par le Directeur gestion des parcs et biodiversité du Service des grands parcs, du mont Royal et des sports du Délégué ainsi que par le Directeur du service des finances et trésorier.

ENTENTE DE DÉLÉGATION

Concernant la gestion du Programme d'aménagement durable des forêts
du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Région administrative de Montréal

3.2.8 Pour chacune des années d'application du PADF, s'assurer que l'aide financière accordée a été utilisée de façon diligente par cette dernière et qu'elle a servi exclusivement à rembourser les dépenses admissibles associées à la réalisation de l'intervention pour laquelle elle a été octroyée.

3.2.9 Transmettre au MFFP toute information qu'il peut requérir relativement à la gestion du PADF sur le territoire d'application de la présente entente.

4. TERRITOIRE D'APPLICATION

Le territoire d'application de la présente entente est défini à l'article 3.2.1 de celle-ci.

5. DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les parties et prend fin le 31 mars 2021.

6. RÉSILIATION

Si le Délégué est en défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions et obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente, le MFFP se réserve le droit de résilier, en tout ou en partie, la présente entente.

Pour ce faire, le MFFP doit transmettre par messenger ou courrier recommandé un avis de résiliation écrit au Délégué énonçant le motif de résiliation. Le Délégué aura 30 jours ouvrables, à compter de la date de réception de cet avis pour y remédier à défaut de quoi, l'entente est résiliée de plein droit.

Advenant la résiliation, le Délégué s'engage à rembourser au MFFP tout solde sur les montants qui leur ont été versés, mais pas encore dépensés. Ce solde doit être remboursé au MFFP dans un délai de 30 jours suivant la date de résiliation.

Aux fins de calcul de ce solde, toutes les dépenses engagées à la date de résiliation, y compris celles non payées, sont prises en compte à la condition qu'elles aient été faites dans le but de réaliser les projets et les activités visées par la présente entente.

ENTENTE DE DÉLÉGATION

Concernant la gestion du Programme d'aménagement durable des forêts
du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Région administrative de Montréal

7. VÉRIFICATION

Les contributions versées découlant de la présente entente peuvent faire l'objet d'une vérification par un représentant dûment mandaté par le MFFP. Ce représentant du MFFP pourra être chargé de procéder, chez le Délégué, à une vérification des dépenses faisant l'objet de la présente entente, de prendre connaissance et de faire un examen de tous les registres et documents qu'il juge utiles à cette vérification et en tirer des copies, le cas échéant.

Elles peuvent également faire l'objet d'une vérification par le Vérificateur général en vertu de la Loi sur le vérificateur général (RLRQ, chapitre V-5.01) ou par le Contrôleur des finances en vertu de la Loi sur le ministère des Finances (RLRQ, chapitre M-24.01).

8. MODIFICATION

Toute modification au contenu de la présente entente doit faire l'objet d'une entente écrite entre les parties. Cette entente ne peut pas changer la nature de la présente entente et elle en fait partie intégrante.

9. UTILISATION DE DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

9.1 Accès à la base de données géographiques

Le Système d'information et de gestion du territoire public (SIGT) est une base de données géographiques comprenant toute l'information nécessaire à la planification et à la gestion du territoire. Le Délégué peut avoir accès au SIGT en transmettant une demande par courriel à la direction générale sectorielle de sa région.

9.2 Modèle d'entente portant sur le partage d'informations géographiques

Si le Délégué a besoin de données géographiques qui ne sont pas disponibles dans le SIGT, mais que le MFFP possède, il peut lui en faire la demande. Pour que ces données lui soient transmises, le Délégué doit conclure une entente de partage d'informations géographiques avec le MFFP. Une telle entente de partage permet au Délégué de bénéficier de données géographiques existantes et au MFFP d'avoir accès à la mise à jour des données si une telle mise à jour était nécessaire.

ENTENTE DE DÉLÉGATION

Concernant la gestion du Programme d'aménagement durable des forêts
du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Région administrative de Montréal

10. COMMUNICATIONS

Tous les avis ou documents exigés en vertu de la présente entente doivent être donnés par écrit et être transmis par messenger ou par courrier recommandé aux coordonnées suivantes :

Pour le MFFP :

Monsieur M. Carl Patenaude-Levasseur, directeur général
sectoriel par intérim
Direction générale du secteur Métropolitain et Sud
545, boulevard Crémazie Est, 8^e étage
Montréal (Québec) H2M 2V1

Pour le Délégué :

Monsieur Jean-Philippe Détole, directeur
Direction gestion des parcs et biodiversité
Service des grands parcs, du mont Royal et des sports
Ville de Montréal
801, rue Brennan, Pavillon Duke, 4^e étage — Bureau 4122
Montréal (Québec) H3C 0G4

Tout changement d'adresse ou de représentant de l'une des parties doit faire l'objet d'un avis aux autres parties.

11. CESSION

Les droits et obligations prévus à la présente entente ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie.

12. AFFICHAGE ET PUBLICITÉ

Les parties reconnaissent que le MFFP ou ses représentants identifiés à l'article 10 peuvent annoncer, conjointement avec le Délégué, les détails de l'entente et son financement, notamment :

- le nom des parties et des autres intervenants;
- le montant des engagements financiers;
- l'objet de l'entente et le territoire d'application;
- le budget total de l'entente.

Les parties s'engagent à s'aviser mutuellement lorsqu'elles désirent faire l'annonce officielle de la présente entente.

ENTENTE DE DÉLÉGATION

Concernant la gestion du Programme d'aménagement durable des forêts
du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Région administrative de Montréal

Les parties s'engagent à assurer leur visibilité, lors de toute activité de communication relative à l'entente, aux récipiendaires de l'aide financière et, s'il y a lieu, sur les documents promotionnels qui s'y rattachent.

Les parties acceptent que leurs représentants et les autres intervenants participent à toute cérémonie officielle concernant l'entente ainsi que lors des annonces ou présentations publiques des projets qui découlent de l'entente. À cet égard, les parties doivent être informées, par écrit, au moins dix jours ouvrables avant la date d'un événement pour que les dispositions nécessaires soient prises.

13. ENGAGEMENTS FINANCIERS

Conformément à l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), aucun engagement financier du gouvernement du Québec ne peut être pris et n'est valide que s'il existe, sur un crédit, un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement dans l'année financière au cours de laquelle il est pris.

L'enveloppe annuelle peut, si elle n'a pas été engagée lors de l'exercice financier pour lequel elle a été octroyée, être reportée aux années subséquentes aux fins de la mise en œuvre des activités prévues au PADF.

14. RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

En cas de différends découlant de la présente entente, les parties conviennent de tenter, de bonne foi, de le régler. Si les parties ne réussissent pas à le régler par la négociation, elles conviennent de considérer le recours à la médiation. Les parties assumeront à parts égales les frais de médiation, le cas échéant.

ENTENTE DE DÉLÉGATION

Concernant la gestion du Programme d'aménagement durable des forêts
du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Région administrative de Montréal

15. SIGNATURES

Les parties reconnaissent avoir lu et accepté chacune des clauses de l'entente.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ :

PIERRE DUFOUR
Ministre des Forêts, de la Faune et des
Parcs

Date

VALÉRIE PLANTE
Mairesse
Ville de Montréal

Date

Dossier # : 1188144001

Unité administrative responsable : Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion des parcs et biodiversité , Forêt urbaine

Objet : Approuver le rapport annuel 2017-2018 permettant de clore le projet Programme d'aménagement durable des forêts (PADF) pour la période 2015 à 2018. Approuver le projet d'entente de délégation concernant la gestion du PADF pour la période 2018 à 2021. Autoriser une dépense de 481 857,36 \$ taxes incluses. Autoriser la Ville de Montréal à recevoir le montant de 330 000 \$ selon les modalités décrites dans l'entente. Approuver les recommandations à ces fins.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS



[190130uhenaza ai_GDD1188144001_Subvention MFFP - Projet PAD.xls](#)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Zamir Jose HENAO PANESSO
Préposé au Budget
Tél : 514 872-7801

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-31

Daniel D DESJARDINS
Conseiller budgétaire
Tél : 5148725597

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier



Dossier # : 1196037001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Autoriser Hydro-Québec et Bell Canada à entamer les travaux nécessaires à la construction d'une ligne de distribution sur une partie d'un terrain appartenant à la Ville, lequel est situé entre les rues Marc-Cantin et Carrie-Derrick, dans l'arrondissement du Sud-Ouest. N/Réf. : 31H05-005-7674-01

Il est recommandé :

- d'autoriser Hydro-Québec et Bell Canada à entamer les travaux nécessaires à la construction d'une ligne de distribution sur un terrain appartenant à la Ville, connue et désignée comme une partie des lots 1 382 620, 2 400 869 et 6 204 816 du cadastre, circonscription foncière de Montréal, lequel est situé entre les rues Marc-Cantin et Carrie-Derrick, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, le tout selon les termes et conditions stipulés à l'autorisation.
- L'entente entre les parties prendra effet lorsque Bell Canada aura aussi signé le document d'autorisation.

Signé par Benoit DAGENAI **Le** 2019-02-04 10:34

Signataire : Benoit DAGENAI

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

IDENTIFICATION

Dossier # :1196037001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Autoriser Hydro-Québec et Bell Canada à entamer les travaux nécessaires à la construction d'une ligne de distribution sur une partie d'un terrain appartenant à la Ville, lequel est situé entre les rues Marc-Cantin et Carrie-Derrick, dans l'arrondissement du Sud-Ouest. N/Réf. : 31H05-005-7674-01

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du projet du Réseau express Métropolitain (le «REM»), la Ville a été expropriée de la rue Marc-Cantin. Dans l'emprise de cette rue, Hydro-Québec possède une ligne de distribution de 12Kv qu'elle partage avec Bell Canada. Afin de permettre les travaux du REM sur la rue Marc Cantin, Hydro-Québec et Bell Canada doivent déplacer la ligne de distribution vers la ligne existante implantée sur la propriété de la Ville, qui sera identifiée dans la section «Description». Ces travaux nécessitent la conversion de la ligne à une tension de 25Kv afin de satisfaire, entre autres, aux besoins de l'usine de traitement des eaux contaminées projeté dans le secteur.

Il fut décidé entre la Ville et Hydro-Québec que cette ligne serait déplacée sur le terrain de la Ville et qu'une servitude d'utilité publique permanente serait consentie à Hydro-Québec et Bell Canada. Toutefois, considérant que la Ville prévoit la mise en valeur de ce terrain et qu'elle a entamé la construction de son écran d'étanchéité et son système de captage sur ce site, la servitude d'utilité publique doit inclure des clauses spéciales qui doivent être finalisées sous peu entre Hydro-Québec et la Ville.

Compte tenu que les travaux du REM ont déjà débuté dans le secteur et que les différentes parties se sont entendues sur les principes pour l'établissement de ladite servitude, le présent dossier est présenté dans le but d'autoriser Hydro-Québec et Bell Canada à réaliser les travaux de construction de la ligne sur le site.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas

DESCRIPTION

Considérant le délai serré lié au REM et de l'impossibilité d'approuver un projet d'acte de servitude d'utilités publiques dans le délai requis, il est demandé que la Ville autorise à Hydro-Québec et Bell Canada à entamer les travaux de construction. Le présent dossier concerne donc l'approbation de l'entente d'autorisation à débiter les travaux (l'« Autorisation ») sur les parties des lots 1 382 620, 2 400 869 et 6 204 816 du cadastre du Québec (l'«Immeuble») aux termes et conditions prévus à l'intérieur de celle-ci. La

superficie de l'Immeuble est de 2 400 m² approximativement.

En date de la présentation du dossier aux instances municipales, seule Hydro-Québec avait déjà signé l'Autorisation. En ce sens, la validité de cette entente est conditionnelle à la signature de Bell Canada aussi.

JUSTIFICATION

Le SGPI recommande l'approbation de l'Autorisation à entamer les travaux de construction sur l'Immeuble pour les motifs suivants :

- L'Autorisation est consentie pour une durée de douze (12) mois, avec la possibilité de renouveler pour douze (12) mois.
- Hydro-Québec et Bell Canada s'engagent à agir à titre de maître d'œuvre et assumeront toutes les responsabilités des travaux à ses risques et périls.
- S'il advenait que les autorisations requises pour leur projet ne soient pas données ou que leur projet ne se réalise pas ou que la cession de l'Immeuble en leur faveur n'ait pas lieu pour quelque raison que ce soit, Hydro-Québec et Bell Canada remettront l'Immeuble dans son état antérieur, à la satisfaction de la Ville, ou, au choix de cette dernière, ils abandonneront gratuitement toutes les améliorations qu'ils auraient pu y faire.
- L'ensemble des intervenants municipaux s'est montré favorable à l'Autorisation.
- La validité de cette entente est conditionnelle à la signature de Bell Canada.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Étant donné que l'Autorisation est consentie de façon exceptionnelle pour respecter les délais du REM, il fut décidé qu'il n'y aurait aucune rente pour celle-ci. Toutefois, des considérations financières qui restent à être déterminées seront demandées pour la servitude d'utilités publiques.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si ce dossier n'est pas approuvé, Hydro-Québec et Bell Canada ne pourront pas réaliser les travaux dans les délais demandés par le REM, ce qui pourrait entraîner des retards et des surcoûts aux parties.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune action de communication n'est requise, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Entente et approbation de la servitude d'utilités publiques.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Isabelle LEBRUN, Service des infrastructures du réseau routier
Jean-Simon LAPORTE, Service de la gestion et de la planification immobilière
Angela Bibiana SALAMANCA, Service des infrastructures du réseau routier
Christine CAILLÉ, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Chantal MUNGER, Service de la gestion et de la planification immobilière

Lecture :

Isabelle LEBRUN, 4 février 2019
Angela Bibiana SALAMANCA, 4 février 2019
Christine CAILLÉ, 1er février 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Guillaume TOPP
Conseiller en immobilier expertise immobilière

Tél : 514- 872-6129
Télécop. : 514-872-8350

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-28

Dany LAROCHE
Chef de division des transactions

Tél : 514-872-0070
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION





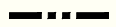
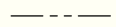
Nicole RODIER
Chef de division - Division des locations
En remplacement de Francine Fortin, directrice,
du 28 janvier au 1 février 2019 inclusivement.

Tél : 514 872-8726
Approuvé le : 2019-02-01

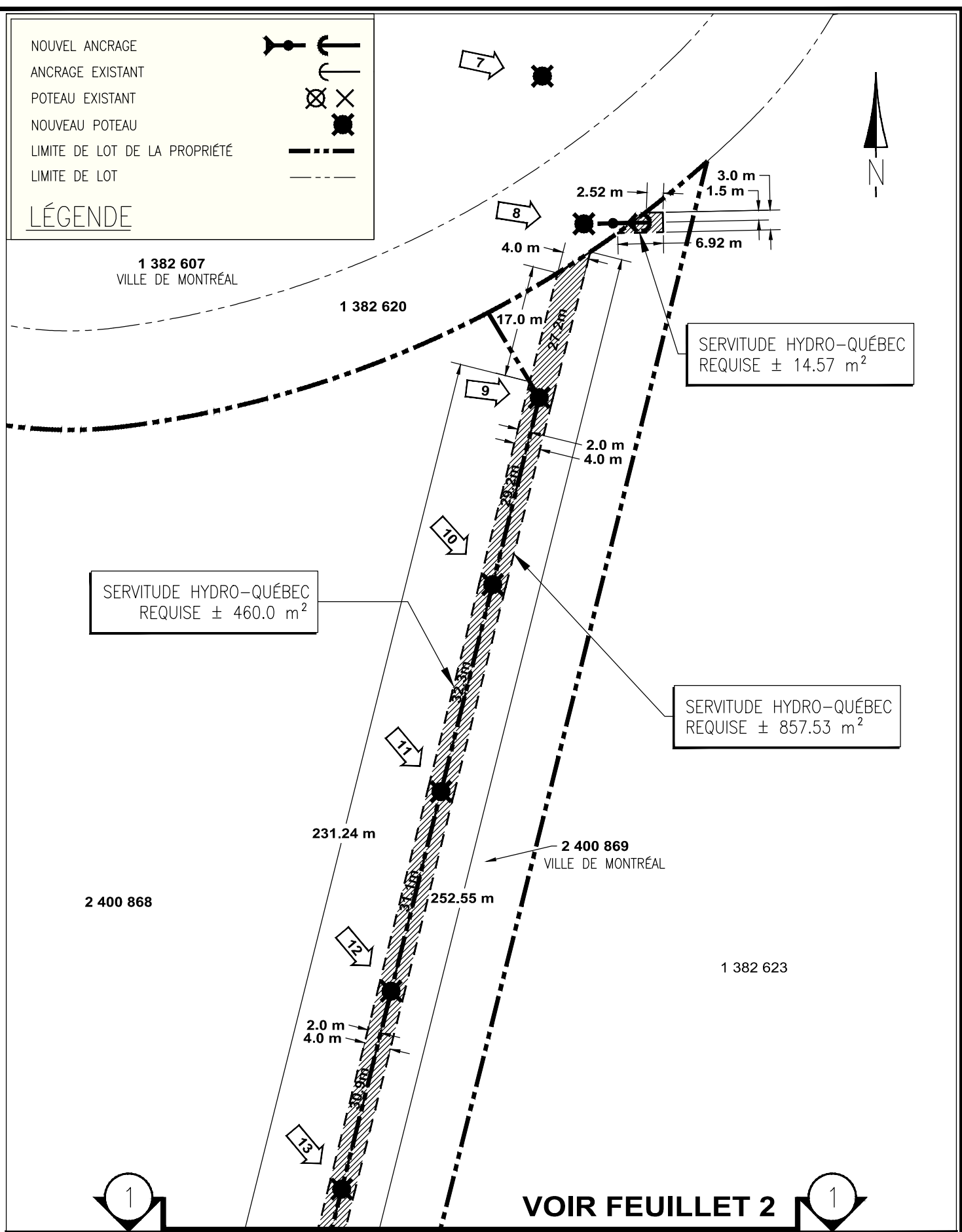
APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice du SGPI

Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2019-02-01

- NOUVEL ANCRAGE 
- ANCRAGE EXISTANT 
- POTEAU EXISTANT 
- NOUVEAU POTEAU 
- LIMITE DE LOT DE LA PROPRIÉTÉ 
- LIMITE DE LOT 

LÉGENDE




PLAN DE SERVITUDE

SIGNATURE DU PROPRIÉTAIRE : _____ DATE : _____
 NOM LETTRES MOULÉES : _____

Servitude ENREGISTRÉE  DÉSIGNÉE  À ABANDONNER 

COORD :	CADASTRE :
MUNI. : MONTRÉAL	CIRC.FONCIÈRE :
LOT/MATRICULE : 2 400 868	2 400 869

PRÉPARÉ : J-F. MORIN (30823)	ARPENTÉ :
DESSINÉ : A. BERNIER (Ctec)	INDEX :
DATE : 2017/11/22	
DEMANDÉ : F. R. LATORTUE	TÉL. : 514-385-8888 P. 8373
RÉFÉRENCE H.Q. : FRITZGERALD R. LATORTUE	
RÉFÉRENCE : 514-385-8888 P. 8373	
DOSSIER : DCL-22169150-65746007	
DCT :	
ÉCHELLE : 1 : 750	1 / 3
N° DESSIN : 1000/B/65746007/N	

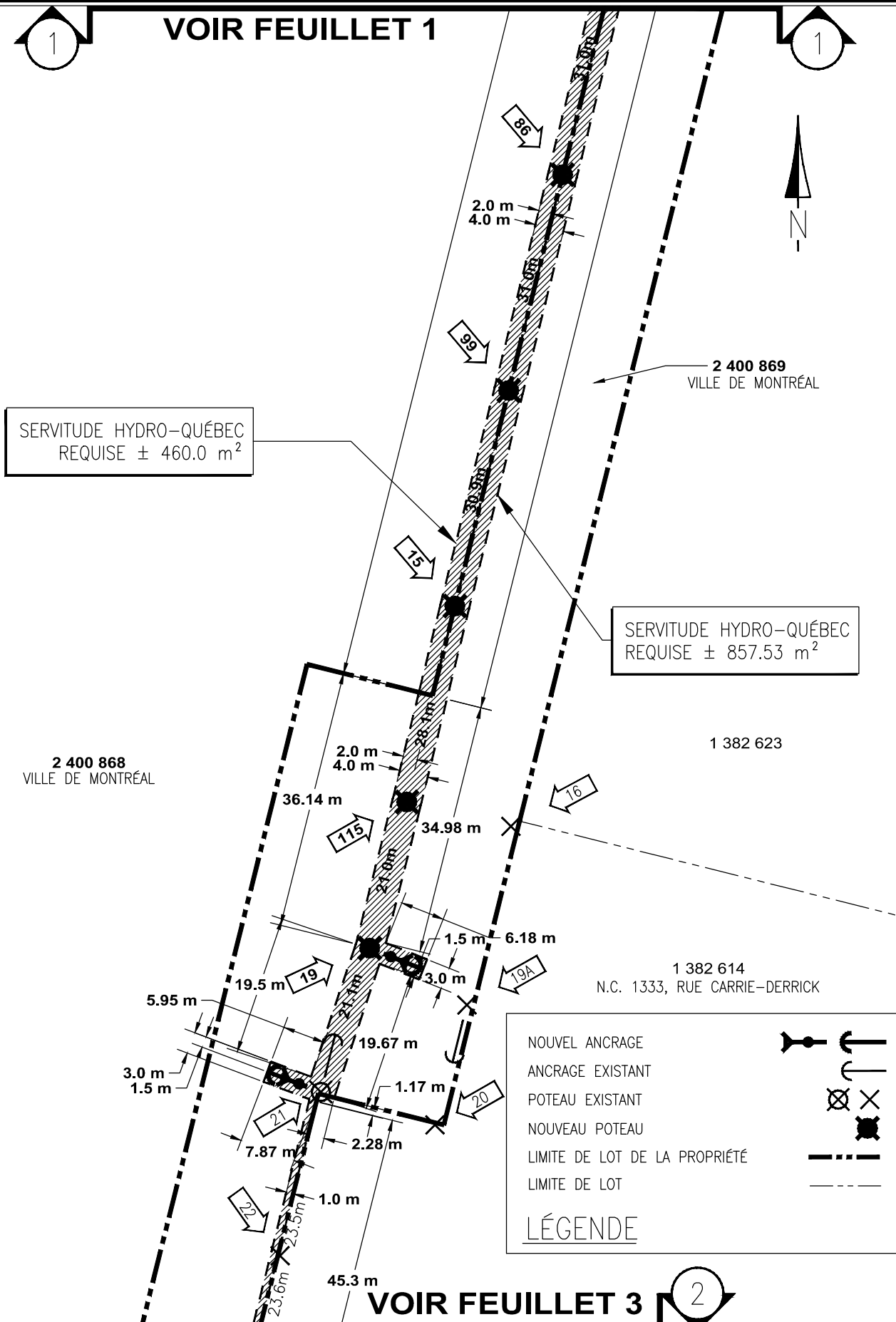


UNITÉ : *Unité Projets - Montréal*

TITRE : **PLAN DE SERVITUDE**

DESCRIPTION : **DEMANDE DE SERVITUDE
RUE MARC-CANTIN
PROPRIÉTAIRE VILLE DE MONTRÉAL**

VOIR FEUILLET 1



SERVITUDE HYDRO-QUÉBEC
REQUISE ± 460.0 m²

SERVITUDE HYDRO-QUÉBEC
REQUISE ± 857.53 m²

2 400 868
VILLE DE MONTRÉAL

1 382 623

1 382 614
N.C. 1333, RUE CARRIE-DERRICK

LÉGENDE

- NOUVEL ANCRAGE
- ANCRAGE EXISTANT
- POTEAU EXISTANT
- NOUVEAU POTEAU
- LIMITE DE LOT DE LA PROPRIÉTÉ
- LIMITE DE LOT

VOIR FEUILLET 3

PLAN DE SERVITUDE

SIGNATURE DU PROPRIÉTAIRE : _____ DATE : _____
 NOM LETTRES MOULÉES : _____

Servitude ENREGISTRÉE DÉSIGNÉE À ABANDONNER

COORD :	CADASTRE :
MUNI. : MONTRÉAL	CIRC.FONCIÈRE :
LOT/MATRICULE : 2 400 868	2 400 869

PRÉPARÉ : J-F. MORIN (30823)	ARPENTÉ :
DESSINÉ : A. BERNIER (Ctec)	INDEX :
DATE : 2017/11/22	
DEMANDÉ : F. R. LATORTUE	TÉL. : 514-385-8888 P. 8373
RÉFÉRENCE H.Q. : FRITZGERALD R. LATORTUE	
RÉFÉRENCE : 514-385-8888 P. 8373	
DOSSIER : DCL-22169150-65746007	
DCT :	
ÉCHELLE : 1 : 750	2 / 3
N° DESSIN : 1000/B/65746007/N	

UNITÉ : *Unité Projets - Montréal*

TITRE : **PLAN DE SERVITUDE**

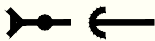




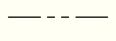
DESCRIPTION :
 DEMANDE DE SERVITUDE
 RUE MARC-CANTIN
 PROPRIÉTAIRE VILLE DE MONTRÉAL

SERVITUDE HYDRO-QUÉBEC
REQUISE ± 857.53 m²

SERVITUDE HYDRO-QUÉBEC
REQUISE ± 646.7 m²

1 382 622

5 833 315

- NOUVEL ANCRAGE 
- ANCRAGE EXISTANT 
- POTEAU EXISTANT 
- NOUVEAU POTEAU 
- LIMITE DE LOT DE LA PROPRIÉTÉ 
- LIMITE DE LOT 

LÉGENDE


PLAN DE SERVITUDE

SIGNATURE DU PROPRIÉTAIRE : _____ DATE : _____

NOM LETTRES MOULÉES : _____

Servitude ENREGISTRÉE  DÉSIGNÉE  À ABANDONNER 

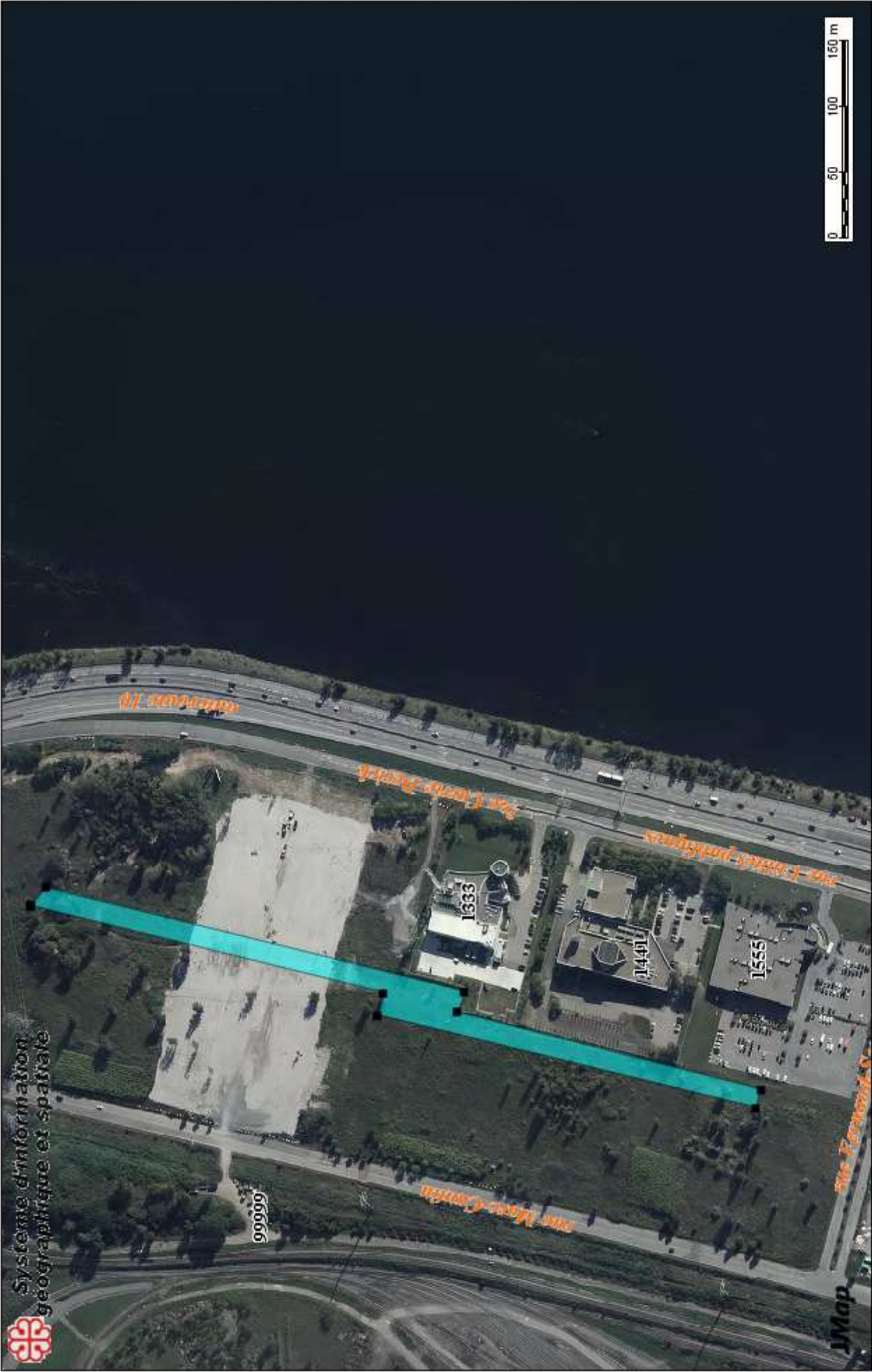
COORD :		CADASTRE :	
MUN. : MONTRÉAL		CIRC.FONCIÈRE :	
LOT/MATRICULE : 2 400 868		2 400 869	
PRÉPARÉ : J-F. MORIN (30823) ARPENTÉ :		INDEX :	
DESSINÉ : A. BERNIER (Ctec)		DATE : 2017/11/22	
DEMANDÉ : F. R. LATORTUE		TÉL. : 514-385-8888 P. 8373	
RÉFÉRENCE H.Q. : FRITZGERALD R. LATORTUE			
RÉFÉRENCE : 514-385-8888 P. 8373			
DOSSIER : DCL-22169150-65746007			
DCT :			
ÉCHELLE : 1 : 750		3 / 3	
N° DESSIN : 1000/B/65746007/N			



UNITÉ : *Unité Projets - Montréal*

TITRE : **PLAN DE SERVITUDE**

DESCRIPTION :
**DEMANDE DE SERVITUDE
 RUE MARC-CANTIN
 PROPRIÉTAIRE VILLE DE MONTRÉAL**



Sigs3

Date: 19-02-11 15:58

Producteur: TOPP, GUILLAUME

Échelle 1:4000

A U T O R I S A T I O N

PAR : **HYDRO-QUÉBEC**, personne morale de droit public constituée en vertu de la Loi sur Hydro-Québec (RLRQ, chapitre H-5), ayant son siège social au 75, Boulevard René-Lévesque Ouest, Montréal (Québec) H2Z 1A4, ici agissant et représentée par

BELL CANADA, personne morale de droit public constituée en vertu régie par la « Loi canadienne sur les sociétés par actions » (L.R.C. chapitre C-44), ayant son siège social au 1 Carrefour Alexander-Graham-Bell, A-7, Verdun, Québec H3E 3B3, ici agissant et représentée par

dûment autorisé(s) aux fins des présentes, tel qu'ils le déclarent ;

Ci-après, désignée collectivement le « **Demandeur** ».

À : **Ville de Montréal**, personne morale de droit public constituée le premier (1^{er}) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ c. C-11.4), ayant son siège social au numéro 275, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1C6.

Ci-après, désignée la « **Ville** »

ATTENDU QUE le Demandeur doit pour les besoins du projet du Réseau express métropolitain (ci-après : le « **Projet** »), déplacer dans l'Assiette de servitude, la ligne électrique telle qu'érigée en date des présentes dans l'emprise de la rue Marc-Cantin, impliquant ainsi le démantèlement de la ligne existante dans l'emprise de la rue Marc-Cantin et la construction d'une nouvelle ligne dans l'Assiette de servitude (ci-après les « **Travaux de relocalisation** ») ;

ATTENDU QUE le Demandeur désire acquérir de la Ville une servitude d'utilités publiques dont l'assiette est connue comme étant une partie des lots 1 382 620, 2 400 869 et 6 204 816 et 6 187 672 du cadastre du Québec, dans l'arrondissement du Sud-Ouest;

ATTENDU QUE le Demandeur et la Ville négocient actuellement les termes et conditions d'un acte de servitude d'utilités publiques, ainsi que les conditions financières;

ATTENDU QUE, compte tenu de l'échéancier pour la réalisation du projet du Réseau express métropolitain (ci-après le « **Projet** »), le Demandeur désire débiter les travaux de relocalisation avant la signature de l'acte de servitude;


ATTENDU QUE l'autorisation demandée par les présentes est accordée au Demandeur aux conditions ci-dessous mentionnées, étant des conditions essentielles pour la Ville sans lesquelles elle n'aurait pas accepté de donner ladite autorisation ;

PAR LA PRESENTE, le Demandeur s'adresse à la Ville afin d'obtenir l'autorisation permettant les travaux de relocalisation sur, au-dessus et en dessous de l'Assiette de servitude ci-après définie, à compter de la date d'approbation des présentes par les autorités municipales. Ces travaux de relocalisation étant requis avant la réalisation du Projet et ce, avant la signature de l'acte de servitude entre la Ville et le Demandeur, sous réserve pour le Demandeur d'obtenir tous les permis et autorisations requis et conformément aux conditions ci-dessous mentionnées, que le Demandeur s'engage à respecter.

1. DÉSIGNATION

L'Assiette faisant l'objet de la présente demande d'autorisation est désignée et représentée par :

Localisation des travaux : La Zone des travaux est située entre les rues Marc Cantin et Carrie-Derick dans l'arrondissement du Sud-Ouest

INITIALES	DATE (AAAA-MM-JJ)
	2019-01-30

Assiette de la servitude : L'assiette de la servitude est présentement désignée comme étant une partie des lots 1 382 620, 2 400 869, 6 204 816 et 6 187 672 du cadastre du Québec et présenté aux plans de servitude annexés à la présente

Superficie estimée : 2 400 mètres carrés approximativement

Ci-après, désigné l' « **Assiette** »

2. CONDITIONS

2.1 Début des travaux

Sous réserve de l'article 2.4.6 ci-dessous, les travaux de déplacement de la ligne électrique pourront débuter dès que l'autorisation faisant l'objet de la présente aura été accordée par le comité exécutif de la Ville.

2.2 Durée

La présente autorisation est consentie pour une durée d'un an à compter de son autorisation par le comité exécutif de la Ville, avec la possibilité de renouvellement d'un an. La Ville se réserve le droit de mettre fin à la présente autorisation en transmettant un préavis de 30 jours au Demandeur advenant que ce dernier soit en défaut de respecter l'une des obligations prévues aux présentes, et ce, sans que le Demandeur ne puisse réclamer quelque indemnité à la Ville.

2.3 Responsabilité des travaux

Le Demandeur agira à titre de maître d'œuvre et assumera toutes les responsabilités découlant de ses travaux de relocalisation, et ce, à l'entière exonération de la Ville.

2.4 Obligations

Le Demandeur ne pourra, en aucun temps, exiger de la Ville, aucune somme de quelque nature qu'elle soit en référence aux travaux qui seront effectués dans l'Assiette en vertu de la présente autorisation.

2.4.1 Le Demandeur assumera l'entière responsabilité de tous les dommages pouvant résulter de ses travaux dans l'Assiette ou de toutes ses activités connexes, qu'il s'agisse de dommages aux personnes, aux biens publics ou privés et devra garantir et tenir la Ville indemne de tous dommages, de quelque nature que ce soit, de toute réclamation, de tout jugement, y compris les frais et prendre fait et cause de la Ville et intervenir dans toutes actions intentées contre la Ville, que ce soit par les occupants actuels ou les riverains dans la mesure où ces dommages, réclamations, actions et jugements découlent de sa faute, négligence ou omission ou celle de ses entrepreneurs, mandataires, préposés ou employés.


2.4.2 Le Demandeur exécutera les travaux autorisés à ses seuls risques et périls et s'il advenait que quel qu'autorisation du Projet ne soit donnée ou que le Projet ne se réalise pas, il remettra l'emplacement dans son état antérieur, à la satisfaction de la Ville.

2.4.3 Le Demandeur devra coordonner ses travaux avec les travaux qui seront réalisés par la Ville et de ses sous-traitants pour la construction de l'écran d'étanchéité et son système de captage.

2.4.4 Le Demandeur aura droit en tout temps de circuler sur l'Assiette et la zone des travaux, à pieds ou en véhicule de tout genre et, si nécessaire, en dehors de l'Assiette et de la zone des travaux, pour exercer tous droits accordés par les présentes et, notamment, un droit d'accès pour communiquer du chemin public à l'Assiette et à la zone des travaux.

2.4.5 Le Demandeur sera responsable d'obtenir, à ses frais, la radiation de toutes les hypothèques légales ou autres charges qui pourraient grever l'Assiette en raison des travaux qu'elle aura effectués.

2.4.6 Les travaux devront être effectués selon les règles de l'art en conformité des lois et des règlements applicables.

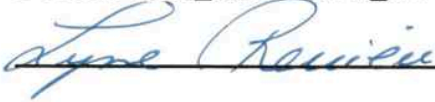
INITIALES	DATE (AAAA-MM-JJ)
	2019-01-30

- 2.4.7 Le Demandeur déclare qu'il est satisfait des titres de propriété de l'Assiette et il dégage la Ville de toute responsabilité à cet effet.
- 2.4.8 Le Demandeur déclare qu'il est satisfait de la qualité des sols de l'Assiette sur laquelle il exécutera les travaux et il dégage la Ville de toute responsabilité à cet effet.
- 2.4.9 Le Demandeur devra transmettre un projet d'acte de servitude dans les six (6) mois suivant l'approbation de la Ville de l'autorisation des travaux.
- 2.4.10 Le Demandeur confirme avoir reçu de la Ville une copie du règlement sur la gestion contractuelle de la Ville de Montréal adoptée par cette dernière en vertu de l'article 573.3.1.2 de la loi sur les cités et villes.

Le Demandeur a signé cette demande d'autorisation après l'avoir lue et acceptée à Montréal, et ce, le 30^e jour du mois de janvier 2019.

HYDRO-QUÉBEC

Dossier: REM_Marc-Cantin_65746007_GIM-360882.



BELL CANADA

Responsable du dossier pour la Ville :

Guillaume Topp, conseiller immobilier

Téléphone : 514 872-6129

Pièces jointes : - Plan de l'Assiette
- Règlement sur la gestion contractuelle



Dossier # : 1181608002

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction des bibliothèques , Division des programmes et services aux arrondissements
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	1. Approuver deux ententes de commandite pour la tenue du festival Montréal joue 2019 totalisant 12 000 \$ (plus taxes) soit 2 000 \$ (plus taxes) de Isart Digital ainsi que 10 000 \$ (plus taxes) de Electronic Arts. 2. Autoriser le directeur des bibliothèques, M. Ivan Filion, à signer lesdits protocoles d'entente pour et au nom de la Ville de Montréal. 3- Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses pour un montant de 12 000 \$.

Il est recommandé :

1. d'approuver deux ententes de commandite pour la tenue du festival Montréal joue 2019 totalisant 12 000 \$ (plus taxes) soit 2 000 \$ (plus taxes) de Isart Digital ainsi que 10 000 \$ (plus taxes) de Electronic Arts;
2. d'autoriser le directeur des bibliothèques, M. Ivan Filion, à signer lesdits protocoles d'entente pour et au nom de la Ville de Montréal;
3. d'autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses pour un montant de 12 000 \$ à cette fin.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2019-02-04 14:52

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

IDENTIFICATION

Dossier # :1181608002

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction des bibliothèques , Division des programmes et services aux arrondissements
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	1. Approuver deux ententes de commandite pour la tenue du festival Montréal joue 2019 totalisant 12 000 \$ (plus taxes) soit 2 000 \$ (plus taxes) de Isart Digital ainsi que 10 000 \$ (plus taxes) de Electronic Arts. 2. Autoriser le directeur des bibliothèques, M. Ivan Filion, à signer lesdits protocoles d'entente pour et au nom de la Ville de Montréal. 3- Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses pour un montant de 12 000 \$.

CONTENU

CONTEXTE

Depuis 2013, le festival Montréal joue propose des activités de jeux de société, de jeux vidéo, de jeux de rôles et d'animations ludiques à la population montréalaise pour la semaine de relâche. Une initiative des Bibliothèques de Montréal, le festival vise à réaliser quatre (4) principaux objectifs :

1. Célébrer la culture ludique globale et locale
2. Démocratiser le jeu en facilitant l'accès et l'initiation
3. Présenter les Bibliothèques de Montréal comme des lieux dynamiques, ludiques et rassembleurs
4. Intégrer les Bibliothèques de Montréal dans le bouillonnant écosystème local du jeu (créateurs, éditeurs, distributeurs, détaillants, pubs ludiques, etc.)

Pour ce faire, le festival se déploie dans de nombreux lieux situés sur le territoire des 19 arrondissements de la Ville de Montréal comme suit :

- Présent dans les 45 bibliothèques de la Ville
- Présentation de plusieurs activités de grande envergure dans divers lieux comme la Nuit blanche sur la rue Saint-Denis (35 000 personnes en 2018) et à l'Hôtel de ville, et les événements Jeux de Société de Montréal au Centre Pierre-Charbonneau et Jeux Vidéo de Montréal au Marché Bonsecours
- 300 activités ludiques
- Plus de 60 000 festivaliers en 2018

Par l'entremise de Les Amis de la Bibliothèque de Montréal, la Banque Toronto Dominion (Groupe Banque TD) est le principal partenaire et partenaire en titre du festival Montréal joue pour les éditions de 2016, 2017, 2018 et 2019. Sa contribution pour ces quatre éditions s'élève à 180 000 \$. À cela s'ajoute d'autres partenaires dont Isart Digital, Electronic Arts (EA), Ubisoft, Randolph Pub Ludique, etc.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM12 1111 — 18 décembre 2012 : Offrir la gestion de projets avec des organismes publics, parapublics ou privés au réseau des bibliothèques de Montréal des 19 arrondissements en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal.

DESCRIPTION

Les deux partenaires sont des acteurs incontournables du milieu du jeu vidéo de Montréal.

JUSTIFICATION

Les commandites des partenaires permettront d'étendre la portée du festival Montréal joue et de rejoindre plus de Montréalais(e)s dans le réseau des bibliothèques par le biais d'activités, d'animations et de rencontres pour faire découvrir les différents aspects du jeu et de la culture ludique.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Dans les 5 jours suivant la signature de l'entente de commandite entre Isart Digital et la Ville de Montréal, une somme de 2 000 \$ (plus taxes) sera versée à la Ville par Isart Digital.

1. Dans les 5 jours suivant la signature de l'entente de commandite entre Electronic Arts et la Ville de Montréal, une somme de 10 000 \$ (plus taxes) sera versée à la Ville par Electronic Arts.
2. Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses pour un montant de 12 000 \$ à cette fin.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La Ville de Montréal adhère à l'*Agenda 21 de la culture* et appuie la reconnaissance de la culture comme le 4^e pilier du développement durable et, en ce sens, ce projet contribue directement au développement durable. En effet, les valeurs intrinsèques aux processus culturels, telles que la diversité, la créativité ou l'esprit critique, sont essentielles au développement durable de nos sociétés.

L'objectif des bibliothèques est de démocratiser l'accès à la lecture, à l'information, au savoir, à la culture et au loisir.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le festival Montréal joue est l'un des événements d'envergure centré sur la culture ludique à Montréal et au Québec. Il contribue à faire découvrir la richesse et la variété des jeux et la vigueur des créateurs d'ici dans ce domaine. Il contribue également à moderniser l'image des bibliothèques comme des lieux dynamiques et divertissants.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication a été élaborée, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Du 23 février au 10 mars 2019 : Tenue du festival Montréal joue

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le 13 juin 2017, la Ville de Montréal a adopté sa nouvelle politique culturelle pour la période de 2017-2022. Dans le cadre de cette politique, la Ville s'engage, « selon trois principes de base — rassembler, stimuler, rayonner — afin que la culture demeure au cœur de l'âme et de l'identité montréalaise et qu'elle contribue à assurer un milieu de vie de qualité aux citoyennes et citoyens, en misant notamment sur :

- un milieu de vie stimulant alimenté par les artistes, artisans, créateurs, travailleurs, entreprises, organisations et industries culturelles;
- le rassemblement des conditions gagnantes afin d'offrir un environnement favorable à la création;
- une créativité rayonnante grâce à sa force et son excellence, signature de Montréal, créant richesse et fierté.

Il s'inscrit dans les engagements de la Ville de Montréal formulés dans la Charte montréalaise des droits et responsabilités, et ce, plus particulièrement en regard de l'alinéa (e) de l'article 20 qui énonce que la Ville s'engage « à favoriser le développement de son réseau de bibliothèques et à promouvoir celui-ci, ainsi que le réseau des musées municipaux comme lieu d'accès au savoir et à la connaissance ».

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :

Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Zamir Jose HENAO PANESSO)

Document(s) juridique(s) visé(s) :

Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Marie-Chantal VILLENEUVE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Maxime BEAULIEU

ENDOSSÉ PAR

Nathalie MARTIN

Le : 2019-01-18

Conseiller

Tél : 514 868-1019
Télécop. :

Chef de section programmes, inclusion sociale
et médiation du livre

Tél : 514 872-2449
Télécop. :

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE
DIRECTION**

Ivan FILION
Directeur des bibliothèques
Tél : 514 872-1608
Approuvé le : 2019-01-28

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE
SERVICE**

Suzanne LAVERDIÈRE
Directrice
Tél : 514-872-4600
Approuvé le : 2019-02-04

Dossier # : 1181608002

Unité administrative responsable :

Service de la culture , Direction des bibliothèques , Division des programmes et services aux arrondissements

Objet :

1. Approuver deux ententes de commandite pour la tenue du festival Montréal joue 2019 totalisant 12 000 \$ (plus taxes) soit 2 000 \$ (plus taxes) de Isart Digital ainsi que 10 000 \$ (plus taxes) de Electronic Arts. 2. Autoriser le directeur des bibliothèques, M. Ivan Filion, à signer lesdits protocoles d'entente pour et au nom de la Ville de Montréal. 3- Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses pour un montant de 12 000 \$.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons, quant à leur validité et à leur forme, les ententes de commandite ci-jointes.

FICHIERS JOINTS



[Contrat avec EA approuvé le 24.01.2019.pdf](#)



[Montréal Joue - ISART - 25 janvier 2019.pdf](#)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Chantal VILLENEUVE
Avocate
Tél : 514-872-2138

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-25

Marie-Chantal VILLENEUVE
Avocate
Tél : 514-872-2138
Division : Droit contractuel



ENTENTE DE COMMANDITE

ENTRE

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yvan Filion, directeur de la Direction des bibliothèques, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CE19 du comité exécutif de la Ville de Montréal adoptée le

Ci-après la « Ville »

ET

ELECTRONIC ARTS (CANADA), INC., compagnie constituée sous l'autorité d'une loi étrangère, ayant des bureaux situés au 2200, rue Stanley, 6^e étage, Montréal, Québec, H3A 1R6 agissant et représentée par Yanick Roy, directeur principal des opérations, dûment autorisé tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée « EA » ou « Motive »

ATTENDU QUE la Ville organise le Festival Montréal Joue (ci-après le « Festival ») pour mettre de l'avant la culture et l'industrie du jeu de Montréal et présenter les bibliothèques comme des lieux ludiques et innovants;

ATTENDU QUE EA contribue financièrement au Festival en échange de visibilité, laquelle est détaillée dans la présente entente et dans le plan de partenariat qui y est annexé;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté un *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes*;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. DURÉE

L'Entente prendra effet à compter de sa signature et demeurera en vigueur jusqu'au 10 mars 2019.

2. ENGAGEMENTS ET GARANTIES

Pendant la durée de l'entente, les parties s'engagent à ce qui suit :

MeV
2019

A. La VILLE s'engage à :

- Travailler en lien étroit avec Mme. Angèle Lapointe, gestionnaire principale des communications chez EA.
- Indiquer clairement Motive / EA comme partenaire du jeu;
- Fournir à EA une visibilité conforme au Plan de partenariat pour nos partenaires Or, lequel est annexé à la présente entente (Annexe 1), notamment :
 - Logos moyen sur l'affiche officielle;
 - Logos de Motive / EA dans vidéo promo;
 - Logos de Motive / EA dans programmation papier;
 - Au moins une (1) mention dans le communiqué de presse de lancement et celui de bilan;
 - Logos de Motive / EA sur la page d'accueil du site web de Montréal joue;
 - Logos de Motive / EA sur la page -*Nos partenaires* du site web de Montréal joue;
 - Au moins deux (2) mentions sur les réseaux sociaux de Montréal Joue;
- Utiliser ou réutiliser les noms et logos de Motive et EA uniquement à des fins de marketing, de publicité et de promotion en lien avec le festival Montréal joue.

B. EA s'engage à :

- Fournir une commandite d'une somme de dix mille dollars (10 000 \$), plus taxes, sous la forme d'un chèque émis au nom de **la Ville de Montréal**.
- Faire parvenir cette commandite à la Direction des bibliothèques, au 801, Brennan, 5^e étage, Montréal, H3C 0G4, dans les 5 jours suivant la signature de l'entente.
- Accorder à la Ville le droit d'utiliser et de réutiliser les noms et logos de Motive et EA à des fins de marketing, de publicité et de promotion en lien avec le Festival.

3. SIGNATURES

LU et ACCEPTÉ à Montréal le _____ jour du mois de _____ 2019.

VILLE DE MONTRÉAL

ELECTRONIC ARTS (CANADA), INC.

Par : Ivan Filion
Directeur - Direction des bibliothèques

Par : Yanick Roy
Directeur principal des opérations

Ce contrat a été approuvé par le comité exécutif de la Ville de Montréal le _____ (résolution CE _____).

MEV
8/19

Bibliothèques
Montréal 

PRÉSENTENT LE

FESTIVAL
**MONTREAL
JOUE**

EN COLLABORATION AVEC

TD

**23 FÉVRIER AU
10 MARS 2019**

ANNÉE 7
PLAN DE PARTENARIAT

La Ville de Montréal est fière de participer à la créativité et à l'innovation du monde du jeu en proposant le festival Montréal joue à tous ses citoyens et citoyennes. En offrant des centaines d'activités ludiques à chaque année, le festival contribue grandement à promouvoir le talent et le dynamisme des Montréalaises et des Montréalais dans l'univers du jeu vidéo et du jeu de société.



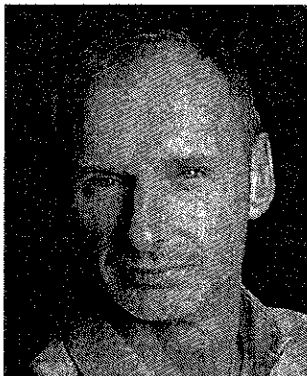
Le festival Montréal joue permet également de faire rayonner les organismes et les entreprises d'ici ou d'ailleurs qui ont choisi Montréal et qui œuvrent dans le monde du jeu. De plus, Montréal se positionne comme un endroit incontournable de l'industrie du jeu de manière globale et nous souhaitons encourager et souligner cet essor avec le festival. Ce milieu représente un secteur de développement pour les industries créatives auquel nous croyons et que nous reconnaissons.

Avec une programmation alliant ludique et éducatif, Montréal joue explore cette année les apprentissages par le jeu. Nous sommes heureux que le festival mette de l'avant les impacts positifs du jeu pour le développement des individus et des sociétés.

C'est donc avec enthousiasme que j'invite les entreprises et les organismes à s'associer au programme et au succès de la 7e édition du festival Montréal joue. Ce soutien contribuera grandement au rayonnement de la culture du jeu et permettra à tous ceux et celles qui partagent cet objectif, d'unir leurs forces pour offrir un événement de qualité aux Montréalaises et aux Montréalais.

Bon festival!

Valérie Plante
Mairesse de Montréal



C'est avec grand plaisir que les Bibliothèques de Montréal présentent la 7e édition du festival Montréal joue. Nous continuons à affirmer fièrement notre passion pour le jeu en vous proposant un événement à grand déploiement unique en son genre.

En s'alliant à plusieurs lieux incontournables des scènes culturelle et ludique montréalaises, le festival Montréal joue offrira à nouveau des centaines d'heures d'animation à travers la ville.

Les jeux, à l'instar des livres, ouvrent à de nouveaux horizons et les Bibliothèques de Montréal illustrent à merveille cette force positive, en proposant aux citoyens des jeux et des activités ludiques accessibles à tous. Nous sommes fiers qu'elles œuvrent activement à développer un événement rassembleur où l'on peut se retrouver en famille, entre amis et en communauté pour jouer!

Plus que jamais, les Bibliothèques de Montréal célèbrent le jeu, avec plus de 300 activités durant le festival!

Bonnes découvertes!

Ivan Filion
Directeur des bibliothèques de Montréal

JOIGNEZ-VOUS À NOUS!

DEPUIS 2013, LE FESTIVAL MONTREAL JOUE PROPOSE DES ACTIVITÉS DE JEUX DE SOCIÉTÉ, DE JEUX VIDÉO, DE JEUX DE RÔLES ET D'ANIMATIONS LUDIQUES AUX MONTREALAIS POUR LA SEMAINE DE RELÂCHE! UNE INITIATIVE DES BIBLIOTHÈQUES DE MONTREAL, LE FESTIVAL SOUHAITE DÉMOCRATISER LE JEU ET FAIRE DÉCOUVRIR TOUTES SES FACETTES À TRAVERS DES ACTIVITÉS GRATUITES ET OUVERTES À TOUS.

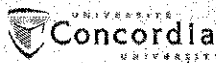
- + 300 ACTIVITÉS LUDIQUES
- + 60 000 FESTIVALIERS
- + 80 000 VISITEURS SUR MONTREALJUE.CA
- + 100 000 VISIONNEMENTS DE NOTRE VIDÉO PROMO
- + 10 000 PROGRAMMATIONS DISTRIBUÉES

DEPUIS 2013, LE FESTIVAL C'EST PLUS DE 100 PARTENAIRES ET COLLABORATEURS

MÉDIAS



LIEUX CULTURELS



UQÀM



et plus encore...

INDUSTRIE DU JEU



et plus encore...

ÉDITION
2019

45 BIBLIOTHÈQUES PARTICIPANTES

DE GRANDS ÉVÉNEMENTS :

JEUX VIDÉO DE MONTREAL - JEUX DE SOCIÉTÉ DE MONTREAL -
NUIT BLANCHE DANS LE QUARTIER LATIN

DE NOUVELLES ACTIVITÉS À DÉCOUVRIR :

- GAME JAM - CRÉATION DE JEUX HYBRIDES
- COLLOQUE SUR L'ÉDUCATION ET LES JEUX
- GRAND JEU D'ÉNIGME EN BIBLIOTHÈQUE
- VOTRE ACTIVITÉ ?

OFFRE DE COMMANDITE *

	PRÉSENTATEUR <i>Présentateur du festival</i>	OR <i>(Consulter les pages 5 à 7)</i>	ARGENT <i>Partenaire financier ou logistique</i>
MONTANT	50 000 \$	6 000 \$ à 10 000 \$	2 750 \$ **
PRÉSENTATION DU FESTIVAL	✓		
PRÉSENTATION D'UN ÉVÉNEMENT MAJEUR		✓	
VISIBILITÉ IN SITU (BANNIÈRE, LOGOS, MARCHANDISE PROMO, ETC.)	✓	✓	
ACTIVATION : ACTIVITÉ PROMOTIONNELLE LORS D'UN ÉVÉNEMENT	✓	✓	1 000 \$ à 2 500 \$
LOGO SUR LES OUTILS PROMOTIONNELS :			
- PUBLICITÉ MÉDIA	✓	✓	
- AFFICHE (500 IMPRESSIONS)	✓	✓	✓
- PROGRAMMATION PAPIER	✓	✓	✓
- VIDÉO PROMO	✓	✓	✓
- PAGE D'ACCUEIL DU SITE WEB	✓	✓	
- PAGE "NOS PARTENAIRES" : TEXTE ET LOGO	✓	✓	✓
ARTICLE SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX	✓	✓	✓
ARTICLE SPONSORISÉ SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX	✓	✓	
MENTION DU PARTENAIRE DANS UN COMMUNIQUÉ DE PRESSE	✓	✓	
PUBLICITÉ DANS PROGRAMMATION 10 000 IMPRESSIONS	✓ 1 page	✓ 1/2 page	

* Tous les montants sont sujets à des taxes

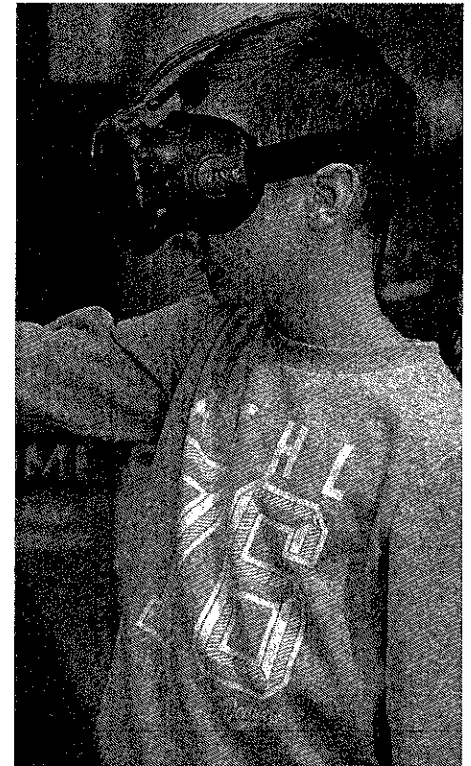
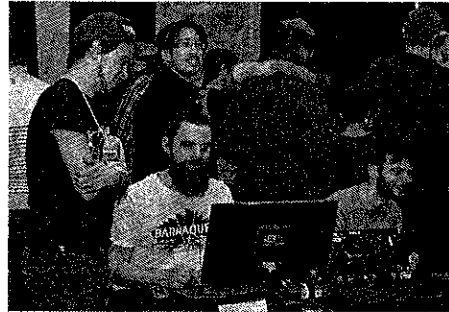
** Pour les entreprises de 100 employés et moins, réduction à 2 000 \$ et possibilité de fournir une partie en biens

ÉDITION
2019

JEUX VIDÉO DE MONTRÉAL



AU MARCHÉ BONSECOURS
SAMEI 23 FÉVRIER 2019
MIDI À 22H



Pour sa 5e édition, Jeux Vidéo de Montréal vous propose de découvrir le jeu électronique sous toutes ses facettes! Avec plus de 50 créateurs et studios de jeux vidéo d'ici, cet événement gratuit présente des jeux pour tous les goûts. Stations VR, jeux multijoueurs, jeux inédits, expériences immersives, concours, conférences et une ambiance festive toute la journée!

- Nous attendons plus de 1500 participants
- 50 créateurs et studios de jeux vidéo (indie et AAA)
- Programmation sur scène
- Zone multijoueur

	PRÉSENTATEUR <i>Un seul disponible</i>	PARTENAIRE	EXPOSANT
MONTANT	6 000 \$	1 500 \$	100 \$ et +
PARTENAIRE OFFICIEL DU FESTIVAL MONTRÉAL JOUE (VOIR PAGE 4)	Inclus	<input type="checkbox"/> 1 000 \$	
ESPACE EXPOSANT	12' X 16' OU 24' X 8' 4 tables	12' X 8' 2 tables	1 table - 100 \$ 2 tables - 175 \$
LOGO SUR OUTILS PROMO	Événement présenté par	Soutenu par	Flyer (nom seulement)
ACTIVATION	Vente Distribution de matériel promo Activité spéciale	- Distribution de matériel promo - Activité spéciale	
BANNIÈRE SUR LES LIEUX	Accueil et espace exposant	Espace exposant seulement	
PROGRAMMATION SUR SCÈNE	2 x 1h	1h	30 min

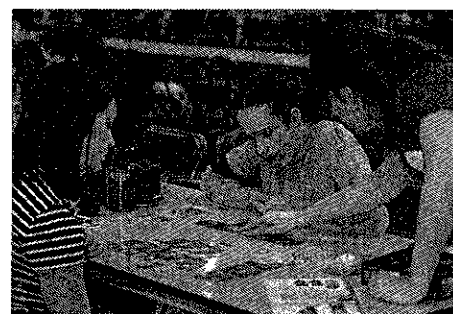
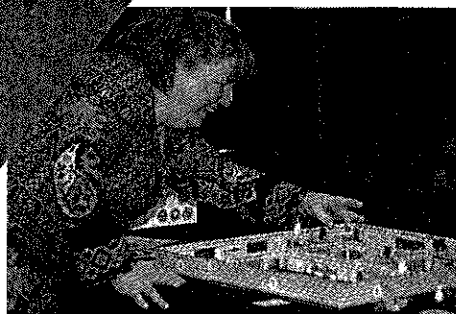
*Peut être offert en biens

ÉDITION
2019

JEUX DE SOCIÉTÉ DE MONTRÉAL



AU CENTRE PIERRE-CHARBONNEAU
DU JEUDI 7 MARS AU DIMANCHE
10 MARS 2019, 10 À MINUIT
(FERME À 18H LE DIMANCHE)



Jeux de Société de Montréal, c'est plus de 3 000 joueurs passionnés, de jeunes curieux, de familles en quête d'activités pour tous. C'est des centaines de jeux, des dizaines d'activités, d'animations et de surprises pour clore la semaine de relâche et réunir le meilleur du jeu de société! C'est le plus grand événement du genre au Québec et il ne cesse de croître!

- Nous attendons plus de 3 500 participants
- Grande zone de jeux libre avec plus de 600 places!
- Prêt de jeux et animation de jeux-vedettes
- Hall des exposants : + de 30 tables disponibles pour les distributeurs et éditeurs de jeux

	PRÉSENTATEUR <i>Un seul disponible</i>	PARTENAIRE	EXPOSANT
MONTANT	~ 10 000 \$	~ 1 500 \$	250 \$ et +
PARTENAIRE OFFICIEL DU FESTIVAL MONTRÉAL JOUE (VOIR PAGE 4)	Inclus	☑ 1 000 \$ +	
TABLES D'ANIMATION DE JEUX DE SOCIÉTÉ	4 tables	4 tables	1 table - 250 \$ 2 tables - 400 \$ 4 tables - 650 \$
LOGO SUR OUTILS PROMO	Événement présenté par	Soutenu par	Flyer
ACTIVATION	- Kiosque - Vente / Boutique - Distribution de matériel promo - Activité spéciale	- Distribution de matériel promo - Activité spéciale	- Activité spéciale
BANNIÈRE À L'ENTRÉE DU SITE	✓	✓	
BILLETS DE FAVEUR	10 passes weekend	4 passes weekend	2 passes weekend

*Peut être offert en biens

SOIRÉE DE JEUX DANS LE QUARTIER LATIN

DANS LE CADRE DE LA NUIT BLANCHE DE MONTRÉAL EN LUMIÈRE

Des dizaines d'activités ludiques dans le Quartier Latin pour faire bouger, danser, jouer et s'émerveiller les festivaliers qui bravent le froid! Cabine de jeux vidéo et de réalité virtuelle, quiz extérieur, terrains de quilles finlandaises et jeux format géant, installations interactives et station expérimentale de jeu vidéo vous attendent!



**SUR LA RUE SAINT-DENIS
ENTRE MAISONNEUVE ET ONTARIO
SAMEDI 2 MARS 2019
20H À 3H**

- Nous attendons plus de 25 000 participants
- Fait partie de la programmation officielle de la Nuit Blanche
- Activités extérieures et intérieures



MONTANT	10 000 \$
PARTENAIRE OFFICIEL DU FESTIVAL MONTRÉAL JOUE (VOIR PAGE 4)	Inclus
LOGO SUR OUTILS PRDMO	Événement présente par
ACTIVATION	Kiosque ou espace dédié Distribution de matériel promo Activité spéciale
BANNIÈRE À L'ENTRÉE DU SITE	✓

LES DÉCOUVERTES MONTRÉAL JOUE

NOUS AVONS PLUSIEURS AUTRES ACTIVITÉS ET ÉVÉNEMENTS INNOVANTS POUR VOUS IMPLIQUER ET METTRE EN VALEUR VOTRE ENTREPRISE!

GAME JAME - JEUX HYBRIDES : Concours de création de jeux alliant jeu de société et jeu vidéo. En collaboration avec Jam Nation et Zone-Proto, du 15 au 17 février 2019 à Montréal Cowork.

GRAND JEU D'ÉNIGMES EN BIBLIOTHÈQUE : Toutes les bibliothèques sont invitées à présenter simultanément le Jeu d'énigme de Montréal joue.

COLLOQUE SUR L'ÉDUCATION ET LES JEUX : En collaboration avec BANQ, Montréal joue présente plusieurs conférences et ateliers présentant le lien entre ludique et éducatif.





JEUX VIDÉO

LE DÉPARTEMENT DE LA CULTURE ET DES
ACTIVITÉS LUDIQUES

PARTENARIATS ET PROGRAMMATION

DAVID KLIS
xlabrda@ville.montreal.qc.ca
514 473-1279

CLAUDE AYERDI-MARTIN
claud.ayerdi-martin@ville.montreal.qc.ca
514 872-8848

INFORMATIONS : info@montrealjoue.ca

ANNÉE 7
PLAN DE PARTENARIAT

ENTENTE DE COMMANDITE

ENTRE

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Ivan Fillion, directeur de la Direction des bibliothèques, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CE19 du comité exécutif de la Ville de Montréal adoptée le

Ci-après appelée la « Ville »

ET

Isart Digital Montréal inc., compagnie légalement constituée sous l'autorité de la *Loi sur les sociétés par actions* (RLRQ, c. S-31.1), ayant des bureaux situés au 1440, rue Sainte-Catherine Ouest, #1000, Montréal, Québec, H3G 1R8, agissant et représentée par Azad Lusbaronian, directeur général, dûment autorisé tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée « Isart »

ATTENDU QUE la Ville organise le Festival Montréal Joue (ci-après le « Festival ») pour mettre de l'avant la culture et l'industrie du jeu de Montréal et présenter les bibliothèques comme des lieux ludiques et innovants;

ATTENDU QUE ISART contribue financièrement au Festival en échange de visibilité, laquelle est détaillée dans la présente entente et dans le plan de partenariat qui y est annexé.

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté un *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes*;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. DURÉE

L'Entente prendra effet à compter de sa signature et demeurera en vigueur jusqu'au 10 mars 2019.

2. ENGAGEMENTS ET GARANTIES

Pendant la durée de l'entente, les parties s'engagent à ce qui suit :

A. La VILLE s'engage à :

- Travailler en lien étroit avec un gestionnaire principal des communications chez ISART;
- Indiquer clairement ISART comme partenaire du jeu;
- Fournir à ISART une visibilité conforme au Plan de partenariat pour nos partenaires Argent, lequel est annexé à la présente entente (Annexe 1), notamment :
 - Logos moyen sur l'affiche officielle;
 - Logos d'ISART dans vidéo promo;
 - Logos d'ISART dans programmation papier;
 - Logos d'ISART sur la page *-Nos partenaires* du site web de Montréal joue;
 - Au moins une (1) mention sur les réseaux sociaux de Montréal Joue;
- Utiliser ou réutiliser les noms et logos d'ISART uniquement à des fins de marketing, de publicité et de promotion en lien avec le festival Montréal joue.

B. ISART s'engage à :

- Fournir une commandite d'une somme de deux mille dollars (2 000 \$), plus taxes, sous la forme d'un chèque émis au nom de **la Ville de Montréal**.
- Faire parvenir cette commandite à la Direction des bibliothèques au 801, Brennan, 5^e étage, Montréal, H3C 0G4, dans les 5 jours suivant la signature de l'entente.
- Accorder à la VILLE le droit d'utiliser et de réutiliser les noms et logos d'ISART à des fins de marketing, de publicité et de promotion en lien avec le Festival.

3. SIGNATURES

LU et ACCEPTÉ à Montréal le _____ jour du mois de _____ 2019.

VILLE DE MONTRÉAL

ISART DIGITAL MONTRÉAL INC.

Par : Ivan Filion
Directeur - Direction des bibliothèques

Par : Azad Lusbaronian
Directeur général

Ce contrat a été approuvé par le comité exécutif de la ville de Montréal le _____ (résolution CE _____).

Dossier # : 1181608002

Unité administrative responsable :

Service de la culture , Direction des bibliothèques , Division des programmes et services aux arrondissements

Objet :

1. Approuver deux ententes de commandite pour la tenue du festival Montréal joue 2019 totalisant 12 000 \$ (plus taxes) soit 2 000 \$ (plus taxes) de Isart Digital ainsi que 10 000 \$ (plus taxes) de Electronic Arts. 2. Autoriser le directeur des bibliothèques, M. Ivan Filion, à signer lesdits protocoles d'entente pour et au nom de la Ville de Montréal. 3- Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses pour un montant de 12 000 \$.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS



[GDD 1181608002 commandite Montréal joue 2019.xlsx](#)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Zamir Jose HENAO PANESSO
Préposé au Budget

Tél : 514 872-7801

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-25

Francine LEBOEUF
Professionnelle (domaine d'expertise)-Chef d'équipe

Tél : 5148720985

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier



Dossier # : 1190515001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Approuver un bail par lequel la Ville loue à Société environnementale de Côte-des-Neiges, pour un terme d'un (1) an, du 1er avril 2019 jusqu'au 31 mars 2020, une partie de terrain situé dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce, à l'angle sud-est du chemin de la Côte-des-Neiges et de la voie ferrée, portant le numéro de lot 2 515 576 du cadastre du Québec et ayant une superficie approximative de 957 m ² , afin de faire du compostage et organiser des activités publiques pour les citoyens, et ce, sans contrepartie financière pour le terme, et selon les conditions généralement établies. La subvention locative pour ce dossier est d'environ de 5 300\$ N/Réf. : 31H12-005-0258-02 (2584-101)

Il est recommandé :
d'approuver un bail par lequel la Ville loue à Société environnementale de Côte-des-Neiges, pour un terme d'un (1) an, du 1^{er} avril 2019 jusqu'au 31 mars 2020, une partie de terrain situé dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce, à l'angle sud-est du chemin de la Côte-des-Neiges et de la voie ferrée, portant le numéro de lot 2 515 576 du cadastre du Québec et ayant une superficie approximative de 957 m², afin de faire du compostage et organiser des activités publiques pour les citoyens, et ce, sans contrepartie financière pour le terme, et selon les conditions généralement établies. La subvention locative pour ce dossier est d'environ de 5 300\$.

Signé par Benoit DAGENNAIS **Le** 2019-02-04 08:37

Signataire :

Benoit DAGENNAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

IDENTIFICATION

Dossier # :1190515001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division locations
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Approuver un bail par lequel la Ville loue à Société environnementale de Côte-des-Neiges, pour un terme d'un (1) an, du 1er avril 2019 jusqu'au 31 mars 2020, une partie de terrain situé dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce, à l'angle sud-est du chemin de la Côte-des-Neiges et de la voie ferrée, portant le numéro de lot 2 515 576 du cadastre du Québec et ayant une superficie approximative de 957 m ² , afin de faire du compostage et organiser des activités publiques pour les citoyens, et ce, sans contrepartie financière pour le terme, et selon les conditions généralement établies. La subvention locative pour ce dossier est d'environ de 5 300\$ N/Réf. : 31H12-005-0258-02 (2584-101)

CONTENU

CONTEXTE

Le 28 février 2017 dans le cadre du projet "Espace Frédéric-Back", l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce soumettait une demande au Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) dans le but de régulariser l'aménagement d'une partie de terrain faisant le traitement des résidus alimentaires provenant de la cafétéria communautaire Multicaf. La Société environnementale de Côte-des-Neiges, connue aussi sous le nom "SOCENV", a développé un projet multifonctionnel qui inclut l'aménagement d'un site de compostage, la mise en valeur d'un petit boisé et des activités d'agriculture urbaine. Les installations comprennent notamment, une compostière Jora à tambour et une autre en bois des Ateliers d'Antoine. Elles sont situées sur une partie du lot portant le numéro 2 515 576 du cadastre du Québec qui est adjacent à l'écocentre de l'Arrondissement.

L'Arrondissement permet une occupation d'une année puisque parallèlement, une réflexion sera faite sur les différents dossiers touchant l'environnement.

La SOCENV est un organisme à but non lucratif fondé le 27 mars 1996.

Le présent sommaire décisionnel vise à approuver le bail du prêt de terrain à titre gracieux, à compter du 1^{er} avril 2019 jusqu'au 31 mars 2020 inclusivement selon les conditions généralement établies pour ce genre de location.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0540 - le 30 novembre 2017 - Approuver une convention de prêt de terrain par laquelle la Ville prête à Société environnementale de Côte-des-Neiges, pour un terme de trois (3) ans rétroactivement du 1er avril 2016 jusqu'au 31 mars 2019, afin de faire du compostage et organiser des activités publiques pour les citoyens sur une partie de terrain situé dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce, à l'angle sud-est du chemin de la Côte-des-Neiges et de la voie ferrée, portant le numéro de lot 2 515 576 du cadastre du Québec, ayant une superficie approximative de 957 m², sans contrepartie financière pour le terme.

DESCRIPTION

Ce sommaire décisionnel vise à approuver un bail par lequel la Ville loue à Société environnementale de Côte-des-Neiges, pour un terme d'un (1) an, du 1^{er} avril 2019 jusqu'au 31 mars 2020, une partie de terrain situé dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce, à l'angle sud-est du chemin de la Côte-des-Neiges et de la voie ferrée, afin de faire du compostage ce qui peut inclure : l'installation de compostières, la réception de matières organiques, les activités normales d'entretien, la gestion d'une réserve de matières sèches, l'entreposage de compost mûr, l'accueil de groupes et de citoyens et la tenue d'activités publiques organisées dans le cadre du programme Éco-quartier en lien avec la fonction du site et pour aucune autre fin. La partie de terrain porte le numéro de lot 2 515 576 du cadastre du Québec et a une superficie approximative de 957 m², tel qu'illustré sur les plans A et P, ci-joints à titre indicatif. Le bail est à titre gracieux et est consenti selon les conditions préétablies dans ce genre d'occupation.

JUSTIFICATION

La Direction des transactions immobilières est favorable à recommander le présent prêt pour les motifs suivants :

- Promouvoir le développement de projets environnementaux innovateurs en compostage, verdissement et agriculture urbaine;
- Permettre à des groupes et à des citoyens la tenue d'activités publiques organisées par la SOCENV;
- Traiter les résidus alimentaires provenant de la cafétéria communautaire Multicaf;
- La Ville n'aura pas besoin d'entretenir cette partie de terrain pour la durée du prêt;
- L'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce est favorable à ce prêt.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le loyer est sans contrepartie financière. Il s'agit d'un prêt de terrain adjacent à l'écocentre pour des activités de compostage.

La valeur locative du terrain est estimée à 5 300 \$ et représente le montant de la subvention immobilière pour le terme.

Le prêt est d'une durée d'un (1) an du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le prêt immobilier promeut le développement de projets environnementaux innovateurs en compostage, verdissement et agriculture urbaine.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas donner suite à cette entente, ferait en sorte qu'il n'y aurait plus de compostage sur le site.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ne s'applique pas.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lucie BÉDARD_URB, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Christine HERBRETEAU, Service de l'environnement
Stephane P PLANTE, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Pierre P BOUTIN, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

Pierre P BOUTIN, 25 janvier 2019
Christine HERBRETEAU, 24 janvier 2019
Lucie BÉDARD_URB, 24 janvier 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Carole TESSIER
Chargée de soutien technique en immobilier

Tél : 514 872-3016
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-24

Nicole RODIER
Chef de division - Division des locations

Tél : 514 872-8726
Télécop. :

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE
DIRECTION**

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE
SERVICE**

Nicole RODIER
Chef de division - Division des locations
En remplacement par intérim de Francine Fortin
Directrice des transactions immobilières
Du 28 janvier au 1er février 2019

Tél : 514 872-8726

Approuvé le : 2019-01-28

Sophie LALONDE
Directrice du service SGPI

Tél : 514-872-1049

Approuvé le : 2019-01-31

Projet « Espace Frédéric-Back » -- Phase 1

Aménagement d'un site de compostage pour le traitement des résidus alimentaires provenant de la cafétéria communautaire Multicaf

Annexe au contrat de prêt du site correspondant au cadastre 2 515 576, partie de l'écocentre Côte-des-Neiges situé au 6925, chemin de la Côte-des-Neiges

Déposé par Charles Mercier, directeur

Novembre 2016



1. Introduction

Suite à une réflexion stratégique, la Société environnementale de Côte-des-Neiges (SOCENV), active dans le quartier Côte-des-Neiges depuis presque 20 ans et surtout connue comme organisme promoteur du programme Éco-quartier, a identifié le manque de terrain comme un obstacle au développement de projets environnementaux innovateurs en compostage, verdissement et agriculture urbaine.

Parallèlement, la Ville de Montréal était à la recherche d'un partenaire pour mettre en valeur un terrain en friche et se délester de la responsabilité de l'entretenir, vu son faible potentiel actuel d'utilisation par les services municipaux ou les citoyens.

Cette conjoncture favorable a créé l'opportunité de développer le projet « Espace Frédéric-Back », un site écologique multi-fonctionnel incluant un site de compostage, la mise en valeur d'un petit boisé et des activités d'agriculture urbaine.

2. Actions déjà entreprises par la SOCENV

10 juillet 2015 : 1^{ère} corvée de nettoyage (ramassage des déchets de plastique et non-organiques en général)

19 novembre 2015 : 2^e corvée de nettoyage (ramassage des rebuts métalliques)

19 décembre 2015 : entente avec l'arrondissement de CDN—NDG pour le don d'une compostière NE 401 de la compagnie Jora Canada (<http://joracanada.ca/>)

10 mars 2016 : réunion de travail SOCENV-Multicaf pour établir les bases du partenariat et de l'acheminement des résidus alimentaires sur le site

Avril 2016 : installation d'une compostière Jora à tambour sur le site (installation temporaire en attendant une entente formelle avec la Ville; au besoin, cet équipement peut être retiré sur demande dans un délai d'un jour ouvrable). Voir photo en annexe.

Été 2016 : réception de résidus alimentaires en provenance de Multicaf à raison de 2 seaux de 35 L livrés 1-2 fois/semaine.

Octobre 2016 : installation d'une compostière en bois des Ateliers d'Antoine sur le site (installation temporaire en attendant une entente formelle avec la Ville; au besoin, cet équipement peut être retiré sur demande dans un délai d'un jour ouvrable). Voir photo en annexe.

3. Description de la phase 1 du projet Espace Frédéric-Back

En bref, la phase 1 concerne l'aménagement et la gestion d'un site de compostage destiné à traiter les résidus alimentaires provenant de notre partenaire, la cafétéria communautaire Multicaf.

Équipement :

- Une compostière rotative Jora NE 401, d'une capacité de 40 kg de résidus alimentaires par semaine; elle sera installée dans la portion ouest du secteur C (voir carte à la fin).



- Une compostière modulaire triple (3 compartiments), d'une capacité volumique totale de 2,3 m³; elle sera installée dans la portion ouest du secteur C (voir carte à la fin).



- Les compostières seront installées dans le secteur C, soit derrière le bâtiment abritant une église et une garderie, plutôt que dans le secteur B qui est adjacent aux espaces de jeux extérieurs de la garderie.

- Sachant que le lieu est susceptible d'être fréquenté le soir et la nuit par des itinérants, nous ne laisserons aucun autre équipement sur le site qui pourrait attirer l'attention des visiteurs nocturnes et entraîner vol ou vandalisme.

Aspects sécuritaires :

- La compostière la plus légère, celle de la compagnie Jora, sera cadénassée à un poteau de la clôture séparant le site de la voie ferrée côté nord, à l'aide d'une chaîne résistante.
- Les portes des deux compartiments de la compostière seront fermées à l'aide de cadenas, afin de prévenir toute contamination des matières à composter par d'éventuels visiteurs.
- La compostière est fabriquée de métal résistant, repose de manière très stable sur 4 pieds et ne présente aucun risque de renversement. Par ailleurs, elle est par sa nature ininflammable.
- Nous effectuerons entre 2 et 3 visites sur le site par semaine sur le site. Nous pourrions ainsi vérifier l'intégrité du site et déceler rapidement tout problème.
- Les enfants de la garderie n'ont pas accès au boisé derrière leur terrain de jeu, car celui-ci est clôturé. Si un enfant par négligence allait se promener dans le boisé, il ne pourrait se blesser en renversant la compostière car elle est très stable sur ses quatre pieds.
- La 2^e compostière du site, faite en bois, lourde et très stable, ne présente aucun risque côté sécurité. Elle ne risque de tomber sur personne et ses portes sont trop lourdes pour être ouvertes par des enfants.
- Les employés qui entretiendront le site sont couverts par la CNSST et porteront des gants en manipulant les contenants de résidus alimentaires, qui par ailleurs ne présentent aucun danger de toxicité ou autre. En matière de responsabilité civile, notre organisme possède déjà une police d'assurance d'un montant de 3 M\$ pour les activités reliées au programme Éco-quartier, dont le compostage fait partie, et dans laquelle la Ville de Montréal est mentionnée explicitement comme co-assurée.

Potentiel de nuisance pour le voisinage :

- Un des modèles de compostière (Jora : cylindre rotatif isolé du sol) choisi permet une bonne oxygénation des matières à composter, ce qui établit des conditions aérobiques qui minimisent la production de biométhane et autres gaz odorants. De plus, le fait que les matières ne soient pas en contact avec le sol et inaccessibles aux animaux réduit le potentiel d'attraction de la vermine et les nuisances associées. Dans le cas de l'autre compostière (Ateliers d'Antoine en bois), elle sera en contact avec le sol et aérée au moyen de fentes dans la structure en bois, mais le potentiel de nuisance est très faible car celle-ci accueillera, dans une 2^e étape de maturation, les matières qui ont subi la 1^{ère} phase thermophile de compostage dans la compostière à tambour. Les matières qui y séjourneront auront déjà « chauffé » et seront à l'étape de maturation seulement (dégradation froide par microorganismes et insectes, associée à une perte d'humidité).
- Les compostières ont été localisées derrière le bâtiment, car le mur arrière comporte peu de fenêtres par où pourraient passer d'éventuelles odeurs en cas de problèmes. De plus, elle sera placée le plus loin possible des bâtiments, c'est-à-dire près au pied de la clôture adjacente à la voie ferrée (Secteur C). Elle est invisible de la voie asphaltée qui mène à l'écocentre.
- La livraison des résidus alimentaires sur le site aura lieu de une à trois fois par semaine et sera effectuée par le camion de notre partenaire Multicaf (voir photo

page suivante). Comme nous parlons de petites quantités, soit environ 40-75 kg de matières par semaine pour commencer, cela n'entraînera pas de bruit excessif, ni de présence prolongée d'un camion en marche produisant des gaz d'échappement à proximité d'un terrain de jeu. Le camionneur éteindra son moteur pendant le chargement, en respect des directives de la Ville sur le ralenti inutile. Les matières seront transportées à la main dans des poubelles de plastique de 70 litres.



Expansion future du site de compostage

- Les compostières choisies pour l'instant occupent une surface au sol d'environ 5 m². Nous planifions de mesurer la capacité de traitement réelle de ces deux compostières combinées pendant les premiers mois. Ensuite, en connaissant mieux la masse réelle de résidus alimentaires générés par notre partenaire et la capacité effective des compostières, nous pourrions planifier l'achat de compostières supplémentaires qui s'ajouteront au site, avec l'objectif ultime de traiter un jour tous les résidus alimentaires de Multicaf.
- L'expansion future du site, qui restera à une échelle modeste, sera réalisée le long de la même clôture en débroussaillant certains arbres de petit diamètre (Érables négonos, espèce de faible valeur) au besoin. Au besoin, un financement sera sollicité de la Fondation TD des Amis de l'environnement ou d'autres sources.

Prochaines phases (esquisse) :

- Restauration écologique du boisé des zones A-B-C par la coupe des espèces ligneuses indésirables, suivie par la plantation d'espèces d'arbres, d'arbustes et d'herbacées indigènes;
- Caractérisation du sol de la zone D (partenaire potentiel : UdeM, département de géographie);
- Selon les résultats, agriculture urbaine en pleine terre, en contenants et/ou phytoremédiation expérimentale (partenaire potentiel : UdeM, Institut de recherche en biologie végétale);
- Visites d'interprétation de la nature avec écoles du voisinage.

4. Carte du site, avec délimitation des zones A à D



BAIL

ENTRE :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon, greffier, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006.

TPS : 121364749
TVQ : 1006001374

Ci-après nommée le « **Locateur** »

ET :

SOCIÉTÉ ENVIRONNEMENTALE DE CÔTE-DES-NEIGES (SOCENV), dont l'adresse principale est 6767, chemin de la Côte-des-Neiges, bureau 591, Montréal (Québec) H3S 2T6, agissant et représentée par Charles Mercier, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution adoptée à une réunion de son conseil d'administration tenue le

Ci-après nommée le « **Locataire** »

LESQUELLES PARTIES EXPOSENT PRÉALABLEMENT CE QUI SUIT :

ATTENDU QUE le Locataire occupe le terrain situé à l'écocentre, à l'angle sud-est du chemin de la Côte-des-Neiges et de la voie ferrée, sur le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de Grâce, à Montréal, connu et désigné comme étant une partie du lot 2 515 576 depuis le 1^{er} avril 2016 et approuvé par le conseil d'agglomération portant le numéro de résolution CG17 0540 le 30 novembre 2017.

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement au Locataire.

ATTENDU QUE le Locataire accepte que ses documents soient accessibles comme s'il était assujéti à la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* ;

ATTENDU QU'à cette fin, le Locataire s'engage envers le Locateur à lui donner accès à tous ses documents sauf les documents visés par le secret professionnel. Il ne peut, en aucun cas, invoquer les restrictions prévues par la Loi pour refuser de transmettre des documents à la personne de l'accès ;

ATTENDU QUE la personne de l'accès aux documents de la Ville donne accès aux documents du Locataire selon les dispositions de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

Initiales	
Locateur	Locataire <i>CM</i>

Code de dossier : 31H12-005-0258-02 (2584)

**CECI ÉTANT EXPOSÉ, LES PARTIES CONVIENNENT DE
CE QUI SUIT :**

1. PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante du présent bail.

DÉFINITIONS

Dans le présent bail, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient : "Locateur" : la Ville de Montréal; le "Responsable" : le Service de l'environnement ou son représentant autorisé; et le "Locataire" : la ou les personne(s) qui effectuent la demande pour occuper les Lieux prêtés ou son représentant dûment autorisé.

2. LIEUX LOUÉS

Le Locateur loue, par les présentes, au Locataire ici présent et acceptant, un (1) terrain connu et désigné comme étant une partie du lot DEUX MILLION CINQ CENT QUINZE MILLE CINQ CENT SOIXANTE-SEIZE (2 515 576), du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie totale approximative de NEUF CENT CINQUANTE-SEPT mètres carrés (957 m²), le tout tel que montré sur le plan joint aux présentes comme Annexe « 2 » (ci-après nommé les « **Lieux Loués** »).

Le Locataire déclare bien connaître les Lieux Loués, les accepter sans plus ample désignation et dans l'état où ils se trouvent actuellement.

3. USAGE

Le Locataire n'utilisera les Lieux Loués et les ressources matérielles décrites à l'annexe 1 que pour faire du compostage, ce qui peut inclure : l'installation de compostières, la réception de matières organiques, les activités normales d'entretien, la gestion d'une réserve de matières sèches, l'entreposage de compost mûr, l'accueil de groupes et de citoyens et la tenue d'activités publiques organisées dans le cadre du programme Éco-quartier en lien avec la fonction du site, et pour aucune autre fin, le tout en conformité avec toute loi ou règlement municipal applicable.

4. DURÉE

Ce bail est consenti pour un terme d'un (1) an commençant le premier (1^{er}) avril deux mille dix-neuf (2019) et se terminera le trente et un (31) mars deux mille vingt (2020) (ci-après nommé le « **Terme** »). Ceci incluant les périodes d'installation et de démontage des installations.

Le bail se terminera de plein droit et sans avis à l'échéance du Terme et l'occupation des Lieux Loués après cette date par le Locataire n'aura pas pour effet de prolonger la durée de ce bail ni de le reconduire. Le Locataire sera alors présumé occuper les Lieux Loués contre la volonté du Locateur. En

Initiales	
Locateur	Locataire <i>CM</i>

Code de dossier : 31H12-005-0258-02 (2584)

conséquence, une pénalité de CENT CINQUANTE DOLLARS (150,00 \$) sera chargée au Locataire pour chaque journée de retard au-delà de la date de réception d'un avis d'évacuation de la part du Locateur.

Nonobstant la durée stipulée ci-dessus, chacune des parties pourra, à tout moment, résilier le présent bail moyennant un préavis écrit de deux (2) semaines à l'autre partie. La résiliation deviendra effective à l'expiration de ce délai de deux (2) semaines. Toute telle résiliation du bail sera faite sans compensation ni indemnité de quelque nature que ce soit de part et d'autre.

Advenant la résiliation du présent bail, le Locataire devra immédiatement et à ses entiers frais, quitter les Lieux loués et les laisser dans un état de propreté satisfaisant au Locateur, le tout sans indemnité ni compensation. De plus, le Locataire devra payer au Locateur, à titre de pénalité, un montant de cent cinquante dollars (150 \$) par jour à compter de la date de résiliation jusqu'à la remise des Lieux Loués au Locateur dans un état de propreté satisfaisant. Cette pénalité s'appliquera également advenant le défaut du Locataire de respecter ses obligations.

5. **LOYER**

Le loyer est à titre gratuit.

6. **CONDITIONS**

a) Le Locataire accepte les Lieux Loués à ses risques et périls et sans aucune représentation ni garantie de quelque nature que ce soit, implicite ou explicite, de la part du Locateur. De plus, il devra respecter toutes les servitudes continues et discontinues, apparentes et non apparentes grevant les Lieux Loués.

b) À moins qu'il en soit décidé autrement par le Locateur, le Locataire devra, à l'échéance du bail ou à l'occasion de sa résiliation, le cas échéant, enlever et démanteler toutes ses installations et remettre les Lieux Loués dans leurs configuration et condition initiales, sauf l'usure normale, le tout aux frais du Locataire et à l'entière satisfaction du Locateur. En cas de défaut du Locataire de respecter le présent engagement, le Locateur pourra effectuer lui-même tous les travaux requis aux frais du Locataire.

c) Le Locataire devra respecter et devra s'assurer que tous ses mandataires, agents, employés, entrepreneurs, sous-entrepreneurs, consultants, invités ou toute autre personne à qui il permet l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués (ci-après collectivement désignés les « **Agents** »), respectent les lois et règlements applicables et obtiennent tous les permis et autorisations requis aux termes de ceux-ci. Le Locataire devra tenir le Locateur indemne et à couvert du non-respect, par le Locataire ou ses Agents, des lois et règlements applicables ou du défaut, par le Locataire ou ses Agents, d'obtenir tous les permis et autorisations requis aux termes de ceux-ci.

d) Tous les frais relatifs à l'entretien, la réparation, l'utilisation et l'occupation des Lieux Loués seront à la charge du Locataire, à l'entière exonération du Locateur. Le Locataire sera responsable d'effectuer tels entretien et réparation, le tout à l'entière satisfaction du Locateur.

Initiales	
Locateur	Locataire <i>CM</i>

e) L'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire s'effectuera à ses seuls risques et périls et le Locateur ne saurait être tenu responsable de quelque réclamation que ce soit de la part du Locataire, de ses administrateurs, Agents, successeurs et ayants droit contre le Locateur; ce dernier se dégageant à cet égard de toute responsabilité envers ceux-ci, sauf en cas de faute ou négligence du Locateur ou des personnes dont il a la responsabilité. Le Locataire s'est assuré que les Lieux Loués conviennent à l'usage prévu et exonère le Locateur de toute responsabilité à cet égard.

f) Le Locataire s'engage à ce que l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués ne nuisent pas aux activités du Locateur sur les immeubles adjacents, n'entravent pas l'accès aux immeubles adjacents et ne causent pas de dommages à ceux-ci ou aux bâtiments ou aux équipements s'y trouvant et ne causent pas l'émission de contaminants dans l'environnement. Le Locataire s'engage à indemniser le Locateur pour tous les dommages subis par ce dernier qui résultent de l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire ou ses Agents.

g) Le Locataire sera responsable de tout préjudice, incluant le décès, ainsi que de tout dommage à la propriété, mobilière ou immobilière, du Locateur qui découlent, sont causés par ou sont autrement reliés à l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire ou ses Agents et, relativement aux dommages à la propriété, le Locataire devra assumer le coût de la réparation de tout tel dommage ainsi que des pertes encourues par le Locateur en raison de tout tel dommage. Le Locateur aura le choix, à son entière discrétion, de réparer lui-même tout dommage visé par le présent paragraphe, ou de requérir que le Locataire effectue les réparations, dans les deux (2) cas aux frais du Locataire.

h) Le Locataire tiendra le Locateur à couvert de tous frais, dépenses et dommages occasionnés par l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire ou ses Agents ou en raison du présent bail. Le Locataire indemniserá le Locateur et prendra fait et cause pour lui à l'égard de toute perte, réclamation, dépense et de tout dommage matériel ou corporel, frais et déboursé intenté ou subi par quiconque dans la mesure où ces derniers découlent de l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire ou ses Agents ou des actes ou omissions, fautifs ou non, de ces derniers.

i) Le Locataire devra souscrire et maintenir en vigueur, pendant toute la durée du présent bail, une police d'assurance-responsabilité civile accordant une protection pour dommages corporels et dommages matériels d'au moins DEUX MILLIONS DE DOLLARS (2 000 000 \$) par personne et par événement et de CINQ MILLIONS DE DOLLARS (5 000 000,00 \$) par sinistre pour les dommages causés à plus d'une personne, avec une limite de CINQ MILLIONS DE DOLLARS (5 000 000 \$) pour le total des dommages pouvant survenir pendant la durée du présent bail, et libérant le Locateur de tous dommages, réclamations, blessures, pertes, dépenses et responsabilité de toute nature découlant ou attribuable directement ou indirectement de l'usage ou l'occupation des Lieux Loués. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable au Locateur. Le Locataire doit fournir la preuve d'une telle assurance. De plus, pour toute réduction, modification ou résiliation de la police, l'assureur devra donner au Locateur, par courrier recommandé ou poste certifiée, au 303, rue Notre-Dame Est, 2^{ème} étage, à Montréal, province de Québec, H2Y 3Y8, un préavis écrit de trente (30) jours; telle police devra contenir un avenant à cet effet et copie devra être fournie également au Locateur.

Initiales	
Locateur	Locataire CM

Code de dossier : 31H12-005-0258-02 (2584)

j) Le Locataire assumera les taxes municipales et scolaires ainsi que, s'il y a lieu, toutes autres taxes ou frais attribuables à l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire ou ses Agents, pouvant être imposés au Locataire ou au Locateur en vertu de toutes lois, ordonnances, règlements et arrêtés en conseil des gouvernements et agences des gouvernements fédéral, provincial ou municipal, le tout à l'entière exonération du Locateur. Le Locataire devra, sur demande du Locateur, produire une preuve du paiement de ces taxes et frais. Si les taxes et frais susmentionnés sont imposés au Locateur, le Locataire devra rembourser au Locateur tous montants ainsi déboursés dans les trente (30) jours de la réception d'une copie du compte dûment acquitté.

k) Le Locataire ne pourra modifier ni transformer les Lieux Loués sans avoir soumis, au moins trente (30) jours à l'avance, les plans et devis exacts et détaillés des travaux, et obtenu, au préalable, l'autorisation écrite du Locateur.

l) Le Locataire doit permettre au Locateur de réaliser toutes réparations urgentes et nécessaires sur les utilités publiques situées sur les Lieux Loués, le cas échéant, le tout sans aucune déduction ni diminution de loyer ou indemnité, en autant que les travaux soient complétés avec une diligence raisonnable.

m) Le cas échéant, le Locateur autorise le Locataire à faire tous les travaux requis, dont notamment de procéder à un branchement électrique temporaire, le tout aux entiers frais du Locataire.

L'installation devra être exécutée conformément à la *Loi sur les installations électriques* et au règlement adopté en vertu de cette loi.

Dans un délai de quarante-huit (48) heures avant la fin du bail, le Locataire s'engage à retirer toutes ses installations électriques de façon à remettre les Lieux Loués dans l'état où ils étaient avant la location.

n) Le Locataire s'engage à occuper paisiblement les Lieux Loués et à les garder propres et convenables à la satisfaction du Locateur. De plus, le Locataire s'engage à se conformer aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant du Locateur.

o) Le Locataire est responsable, dans toutes circonstances, de la sécurité des Lieux Loués ainsi que des biens lui appartenant ou appartenant à des tiers.

p) Le Locataire se conformera en tout temps, pendant toute la durée du bail, aux lois et règlements fédéraux, provinciaux ou municipaux en vigueur ainsi qu'aux instructions, directives et recommandations du Locateur.

7. CESSION ET SOUS-LOCATION

Les droits consentis au Locataire par le présent bail sont personnels au Locataire, et à ce titre, ne peuvent être cédés à un tiers, en totalité ou partie, et les Lieux Loués ne peuvent être sous-loués, en totalité ou en partie, sans l'autorisation préalable et écrite du Locateur.

En cas de cession ou de sous-location approuvée par le

Initiales	
Locateur	Locataire CM

Code de dossier : 31H12-005-0258-02 (2584)

Locateur, le Locataire demeurera responsable, le cas échéant, solidairement avec tout cessionnaire ou sous-locataire, de l'exécution des obligations du Locataire aux termes du présent bail.

8. DISPOSITIONS ENVIRONNEMENTALES

Le Locataire convient que tout aménagement sur les Lieux Loués, le cas échéant, devra être libre de tout contaminant et ne causer aucun dommage à l'environnement.

Le Locataire prendra immédiatement toutes les mesures que le Locateur, à son entière discrétion, jugera nécessaires afin de garder les Lieux Loués libres de toute contamination reliée, de quelque manière que ce soit, à l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire ou ses Agents.

Le Locataire devra dénoncer au Locateur toute contamination des Lieux Loués dès qu'il en a connaissance.

Advenant le déversement de tout contaminant par le Locataire ou un de ses Agents, accidentel ou non, sur les Lieux Loués, le Locataire, à ses frais, devra immédiatement récupérer le produit en cause et produire au Locateur, sans délai, une étude de caractérisation environnementale préparée par un expert accrédité.

Le Locataire assumera le coût de tous les travaux de réhabilitation requis pour éliminer toute contamination des Lieux Loués ou des terrains contigus aux Lieux Loués résultant directement de l'occupation ou l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire ou ses Agents. À défaut par le Locataire d'effectuer, à l'entière satisfaction du Locateur, les travaux de réhabilitation requis, et ce, dans les trente (30) jours de la réception d'un avis du Locateur à cet effet, alors le Locateur pourra, s'il le juge à propos, effectuer tout tels travaux aux frais du Locataire. Dans ce cas, le Locataire devra rembourser au Locateur, dans les dix (10) jours de la réception d'une facture à cet effet, tous les frais ainsi encourus par le Locateur plus quinze pour cent (15 %) à titre de frais d'administration.

L'échéance ou la résiliation de ce bail n'aura pas pour effet d'éteindre la responsabilité du Locataire envers le Locateur à l'égard des obligations environnementales susmentionnées.

9. DÉFAUT

Si le Locataire fait défaut de se conformer à toute disposition des présentes et qu'il n'a pas remédié à ce défaut dans un délai de dix (10) jours d'un avis écrit du Locateur à cet effet, ou tout autre délai plus court que le Locateur pourra stipuler en cas d'urgence, le Locateur pourra, s'il le désire, sans aucun autre avis au Locataire, prendre toutes mesures utiles ou nécessaires afin de remédier lui-même à ce défaut, le tout aux frais du Locataire. Toutefois, le Locataire sera réputé ne pas être en défaut si, dans le cas d'un défaut auquel il ne peut être raisonnablement remédié dans un délai de dix (10) jours, le Locataire a entrepris de remédier au défaut avant l'expiration du délai et, par la suite, poursuit avec diligence et sans interruption les actions requises pour remédier à ce défaut.

Initiales	
Locateur	Locataire <i>CM</i>

Code de dossier : 31H12-005-0258-02 (2584)

Le Locataire convient de payer au Locateur tous les coûts, frais, dépenses et déboursés encourus par le Locateur pour remédier à tout tel défaut, le cas échéant. Le total des montants sera majoré de QUINZE POUR CENT (15 %) à titre de frais d'administration. De plus, le Locataire convient de payer au Locateur tous les coûts, frais, dépenses et déboursés (incluant les honoraires juridiques raisonnables du Locateur) encourus par ce dernier afin de recouvrer ces montants.

Si le Locataire n'a pas remédié au défaut à l'expiration du délai stipulé dans l'avis du Locateur ou si, dans le cas d'un défaut auquel il ne peut être raisonnablement remédié dans un délai de dix (10) jours, le Locataire n'a pas entrepris de remédier à ce défaut avant l'expiration de ce délai, le Locateur pourra, plutôt que de remédier lui-même au défaut du Locataire, résilier le bail et celui-ci sera résilié de plein droit sur la remise d'un simple avis écrit au Locataire. Dans ce cas, le Locateur pourra, sous réserve de tous ses autres droits et recours, conserver la totalité du loyer versé par le Locataire pour l'année en cours à titre de dommages-intérêts liquidés.

10. INSCRIPTION

Le Locataire pourra, à ses frais, inscrire ce bail au livre foncier de la circonscription foncière de Montréal sous la forme d'un avis seulement.

11. FORCE MAJEURE

Aucune des parties aux présentes ne peut être considérée en défaut dans l'exécution de ses obligations en vertu du bail si telle exécution est retardée, retenue ou empêchée par suite de force majeure. La force majeure est toute cause ne dépendant pas de la volonté des parties, qu'elles n'ont pu raisonnablement avoir prévue et contre laquelle elles n'ont pu se protéger. La force majeure comprend, mais sans limitation, toute grève, tout incendie, toute émeute, toute intervention par les autorités civiles ou militaires, tout acquiescement aux règlements ou aux ordonnances de toutes autorités gouvernementales et tout fait de guerre.

12. AVIS

Tout avis à être donné en vertu du présent bail devra être soit posté par courrier recommandé, soit remis de la main à la main ou soit encore signifié par huissier aux adresses suivantes ou encore transmis par télécopieur ou par courriel :

Locateur : VILLE DE MONTRÉAL
Service de la gestion et de la planification immobilière
303, rue Notre-Dame Est, 2^{ème} étage
Montréal, Québec
H2Y 3Y8
Courriel : ctessier@ville.montreal.qc.ca

Initiales	
Locateur	Locataire CM

Code de dossier : 31H12-005-0258-02 (2584)

Locataire : Éco-quartier Côte-des-Neiges
 Société environnementale de Côte-des-Neiges (SOCENV)
 6767, chemin de la Côte-des-Neiges
 Bureau 591
 Montréal, Québec
 H3S 2T6
 Courriel : charles@socenv.ca

Tout avis transmis par courrier recommandé sera réputé avoir été reçu dans les cinq (5) jours suivant sa mise à la poste, si le service postal fonctionne normalement. Dans le cas contraire, l'avis devra être soit remis de la main à la main soit signifié par huissier, transmis par télécopieur et ou par courriel. Dans le cas de remise de la main à la main de cet avis, de sa signification par huissier ou de transmission par télécopieur et ou par courriel, l'avis sera réputé avoir été reçu le jour même de sa remise, de sa signification ou de sa transmission.

Les adresses ci-dessus indiquées peuvent être modifiées sur avis écrit, mais ce, uniquement à l'intérieur du district judiciaire de Montréal. Si l'une des parties négligeait d'aviser l'autre d'un changement d'adresse, cette partie sera réputée avoir élu domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure du district de Montréal.

13. **ENTENTE COMPLÈTE**

Les parties conviennent que ce bail constitue une entente complète et rescinde toute entente antérieure, convention, pourparler, offre de location, garantie ou autre accord intervenu entre elles antérieurement à la signature du bail et que ce dernier ne peut être modifié que par une nouvelle convention écrite toute aussi formelle que la présente.

14. **DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

a) Les droits et obligations des parties en vertu de ce bail passeront à leurs successeurs et ayants droit respectifs.

b) Ce bail doit être interprété selon les lois de la province de Québec et tout litige se rapportant à l'interprétation ou à l'application des présentes sera décidé exclusivement par les tribunaux compétents du district judiciaire de Montréal.

c) Les titres, sous-titres, intertitres, numérotations d'articles, de paragraphes et de sous-paragraphes apparaissant aux présentes sont insérés uniquement à des fins de référence et ne définissent, ne limitent ou ne décrivent pas la portée de l'intention des parties au présent bail ni n'affectent ce bail de quelque façon que ce soit.

d) Lorsque le contexte le requiert, le singulier inclut le pluriel et le masculin inclut le féminin.

e) Si quelque disposition de ce bail devait être déclarée nulle ou non-applicable, elle sera réputée non-écrite et les autres dispositions auront plein effet.

Initiales	
Locateur	Locataire CM

Code de dossier : 31H12-005-0258-02 (2584)

f) Lorsque le délai pour faire toute chose ou donner tout avis aux termes de ce bail expire un jour de fin de semaine ou un jour férié, le délai sera réputé expirer le jour ouvrable suivant.

g) Le fait que le Locateur n'ait pas exigé du Locataire l'exécution d'une quelconque obligation contenue au bail ou qu'il n'ait pas exercé un droit prévu au bail, ne peut en aucun cas être considéré comme une renonciation à l'exécution d'une obligation du Locataire ou à l'exercice d'un droit du Locateur, qui garde son plein effet.

15. CLAUSES PARTICULIÈRES

Le Locataire ne doit placer aucun équipement lourd dans les Lieux loués sans le consentement préalable du Responsable.

Il est strictement interdit pour le Locataire d'entreposer et/ou de garder sur les Lieux loués, des produits explosifs, inflammables ou dangereux.

Le Locataire doit veiller à pratiquer des activités non concurrentielles à celles de l'écocentre Côte-des-Neiges, le tout avec l'approbation du Responsable en complétant l'annexe 1.

16. REPRÉSENTATION ET GARANTIE

16.1 Le Locataire déclare et garantit :

16.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure le présent bail et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

16.1.2 que les services visés par le présent bail s'inscrivent dans le cadre de sa mission et qu'il a les compétences requises et les ressources pour les fournir;

16.1.3 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu du présent bail constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celui-ci.

Initiales	
Locateur	Locataire <i>CM</i>

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, en triple exemplaire, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective.


Le ____^{ème} jour du mois de _____ 2019.

VILLE DE MONTRÉAL

Par : Yves Saindon, greffier

Le 21^{ème} jour du mois de JANVIER _____ 2019.

Société environnementale de Côte-des-Neiges



Par : Charles Mercier, directeur

ANNEXE 1

SITE PRÊTÉ AU LOCATAIRE

Nom du Locataire : ___ Société environnementale de Côte-des-Neiges (SOCENV),
(Éco-quartier Côte-des-Neiges)

Adresse : ___ 6767, ch. de la Côte-des-Neiges, bureau 591, Montréal (Québec)
H3S 2T6

INSTALLATION

Nom du site	Adresse	Espace prêté
Écocentre Côte-des-Neiges	6925 chemin de la Côte-des-Neiges	Site correspondant au cadastre 2 515 576

RESSOURCES MATÉRIELLES

Accès à l'écocentre selon les conditions d'usage pour un organisme sans but lucratif, afin de déposer les matières résiduelles acceptées aux écocentres, issues des activités qui auront eu lieu sur le site.

Demande approuvée

Responsable autorisé : _____ **Date :**

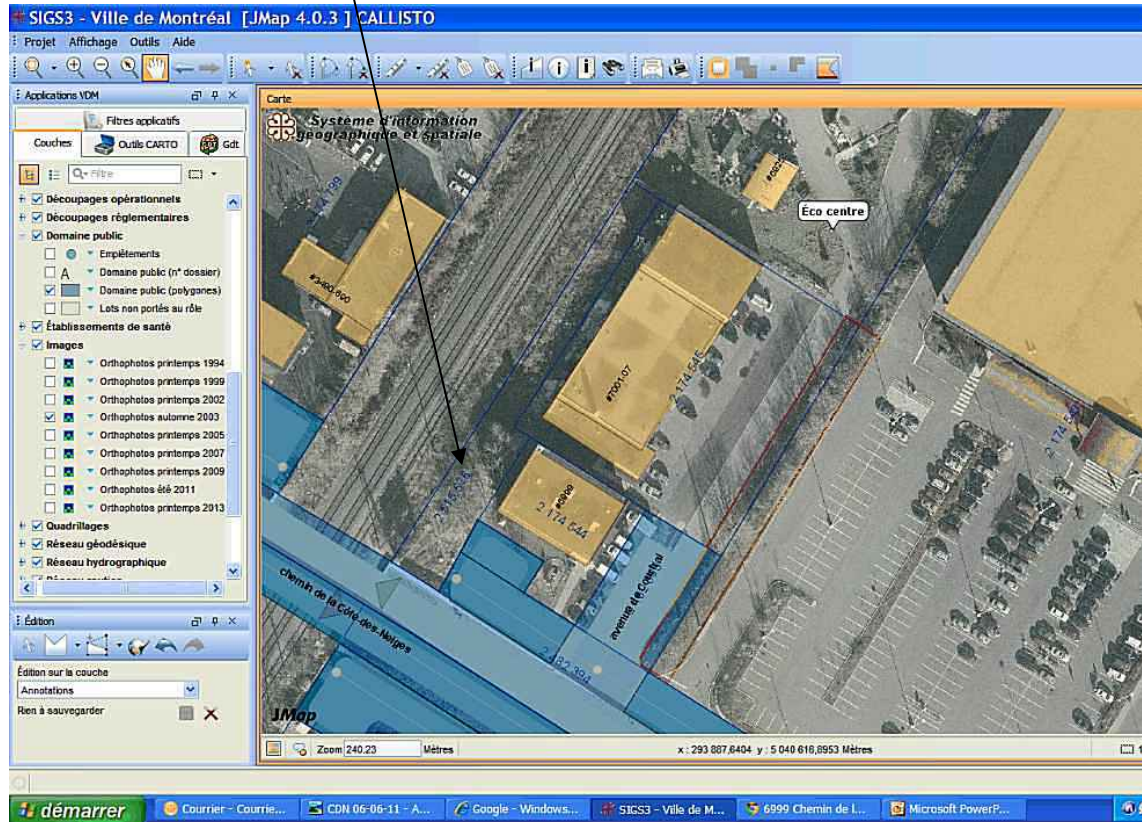
N° Téléphone :

Initiales	
Locateur	Locataire CM

Code de dossier : 31H12-005-0258-02 (2584)

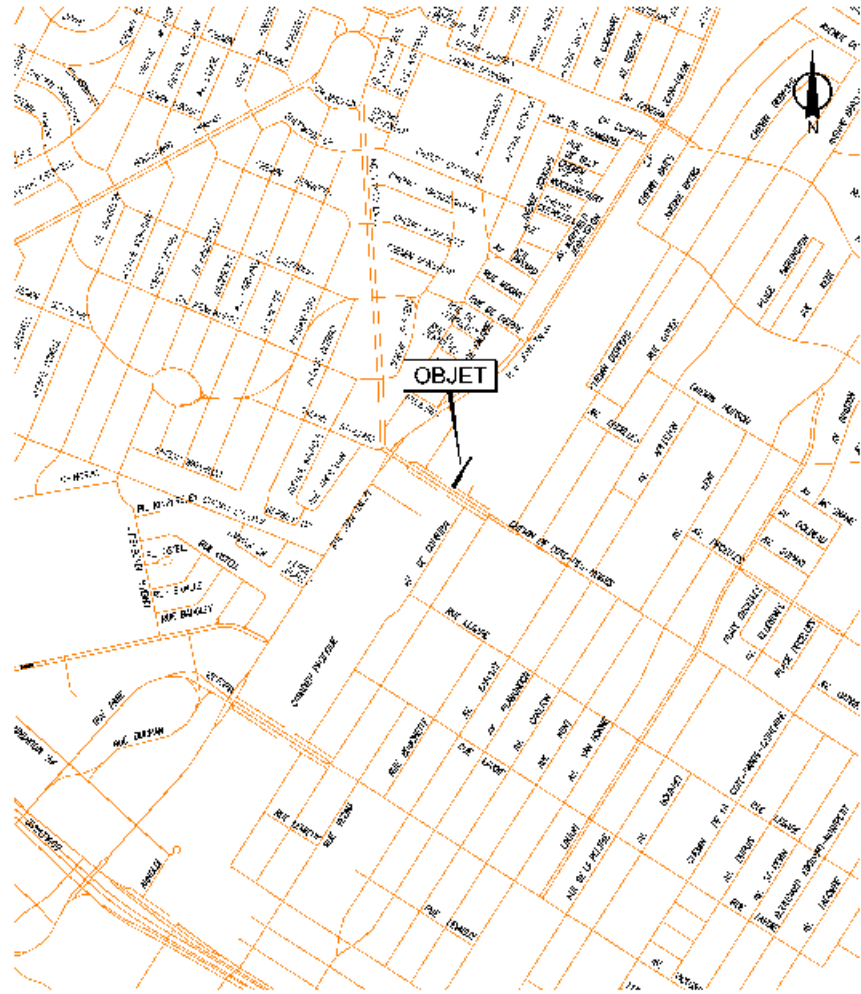
ANNEXE 2 PLAN DU TERRAIN

No cadastre 2 515 576



Initiales	
Locateur	Locataire
	CM

Code de dossier : 31H12-005-0258-02 (2584)



SECTEUR DE LA VENTE ET DE LA MISE EN LOCATION
 DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIERES
 11, RUE DES TRINITEZ, MONTRÉAL, QUÉBEC H3T 1R1

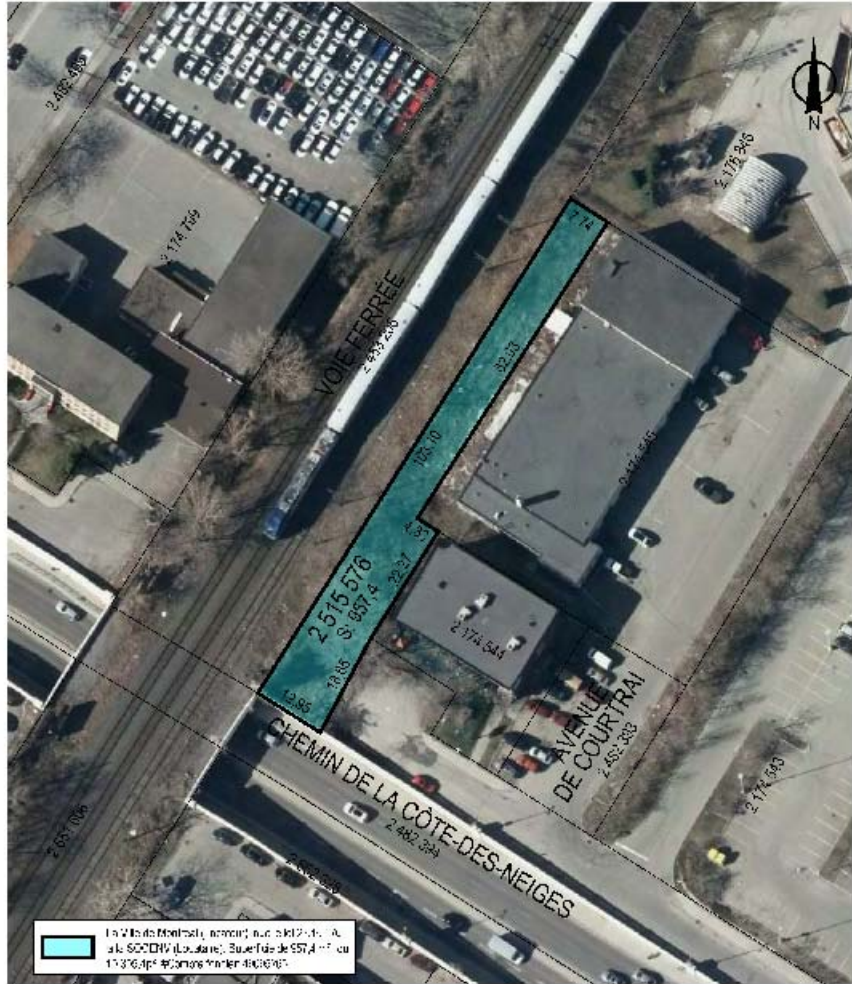
Côte-des-Neiges -
 No. re-Dame-de-Grâce
Montréal

Plan A, plan de localisation
 Dossier: 31H12-005-0258-02
 Dessinateur: LJC
 Echelle: -
 Date: 06/03/2017

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

Initiales	
Locateur	Locataire
	CM

Code de dossier : 31H12-005-0258-02 (2584)



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANNIFICATION IMMOBILIÈRE
 DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES ET DE LA PROPRIÉTÉ
 DES BIENS TRANSACTABILISÉS

Côte-des-Neiges -
 Notre-Dame-de-Grâce
 Montréal

-DIP: plan de cadastre & orthorectifié
 Dossier: 31H12-005-0258-02
 Dessinateur: JJC
 Echelle: 1:600
 Date: 06-03-2017

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

Initiales	
Locateur	Locataire CM

Code de dossier : 31H12-005-0258-02 (2584)

ANNEXE 1
SITE PRÊTÉ AU LOCATAIRE

Nom du Locataire : __ Société environnementale de Côte-des-Neiges (SOCENV),
(Éco-quartier Côte-des-Neiges)

Adresse : __ 6767, ch. de la Côte-des-Neiges, bureau 591, Montréal (Québec)
H3S 2T6

INSTALLATION

Nom du site	Adresse	Espace prêté
Écocentre Côte-des-Neiges	6925 chemin de la Côte-des-Neiges	Site correspondant au cadastre 2 515 576

RESSOURCES MATÉRIELLES

Accès à l'écocentre selon les conditions d'usage pour un organisme sans but lucratif, afin de déposer les matières résiduelles acceptées aux écocentres, issues des activités qui auront eu lieu sur le site.

Demande approuvée

Responsable autorisé :  _____ Date :

N° Téléphone :

Initiales	
Locateur	Locataire CM

Code de dossier : 31H12-005-0258-02 (2584)



SOCENV

Société environnementale de Côte-des-Neiges

EXTRAIT DE PROCÈS-VERBAL

Extrait du procès-verbal du Conseil d'administration de la Société
environnementale de Côte-des-Neiges, tenu le 21 janvier 2019
N/R : SOCENV-2019-01-21.2-1

Point 2 de l'ordre du jour :

Sur proposition de Mohamed Benkiran, appuyée par Stéphanie Akré, et
adoptée à l'unanimité, les membres du Conseil d'administration ont résolu :

D'autoriser Charles Mercier, directeur de la Société environnementale de Côte-des-Neiges (SOCENV), à signer une convention avec la ville de Montréal pour l'utilisation et l'occupation d'un terrain vacant adjacent à l'écocentre de Côte-des-Neiges, à des fins de compostage, pour la période du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020.

Signature du/de la secrétaire

RAPHAËL CÔTÉ

Nom du/de la secrétaire (LETTRES MAJUSCULES SVP)

21/01/2019

Date (jj/mm/aaaa)

Identification

Immeuble ID: 1408

N° DOSSIER: **04-109-002-00**

N° CODE: **31H12-005-0258-02**

Localisation :

Angle SUD-EST du chemin DE LA CÔTE-DES-NEIGES et de la voie ferrée

Arrondissement :

34 = Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Adresse principale:

6925 chemin de la Côte-des-Neiges

Nom de l'immeuble:

Éco-centre Côte-des-neiges



Description générale

Catégorie : FM = Fins municipales (autre)

Développable: Utilisé à des fins corporatives

Vocation: Entrepôt de matière dangeureuse - Éco-Cen

Plan d'action: Aucun

Évaluation municipale

Terrain : 1 181 800,00 \$
 Bâtiment : 801 500,00 \$
 Totale : 1 983 300,00 \$

Dimensions terrain (unités impériales)

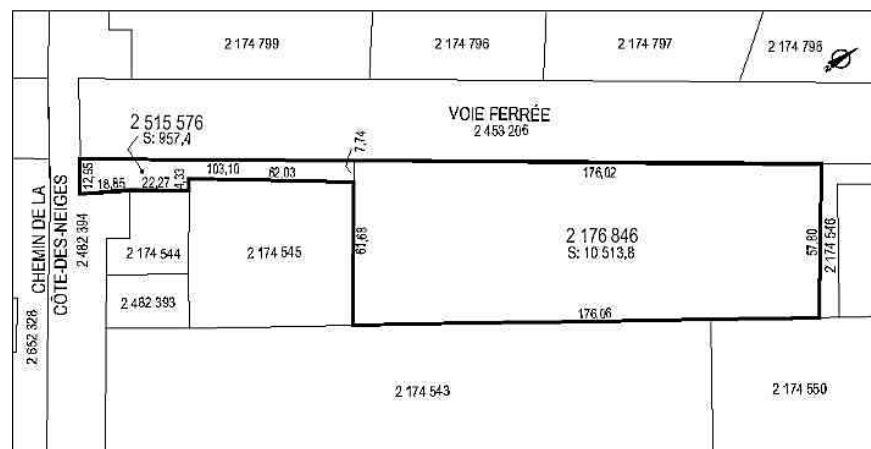
Frontage: 42,49
 Profondeur: 1 658,21
 Superficie: 123 478,97

Éléments significatifs

- égout
- aqueduc
- gaz
- électricité aérienne
- électricité souterrain
- rue asphaltée
- trottoir

Normes réglementaires (à être utilisées en complément du règlement d'urbanisme)

N° UEV	Règlement municipal	Catégorie d'usage	Hauteurs		Étages		Taux d'impl.	Superficie	Densité max.
			min.	max.	min.	max.			
05024308		I.2C, C.7A, E.7(1):1	4 m	12,5 m	2	3	70%	91	4
05024308		C.5B, C.2C:32-42, H	N/A	20 m	3	6	70%	66	4,5
05024308		I.2C, C.7A, E.7(1):1	4 m	12,5 m	2	3	70%	14	4



Informations complémentaires

Fait partie d'un écoterritoire:

Date de mise à jour:
2008-07-09 08:58:20

Date d'impression:
2017/03/01

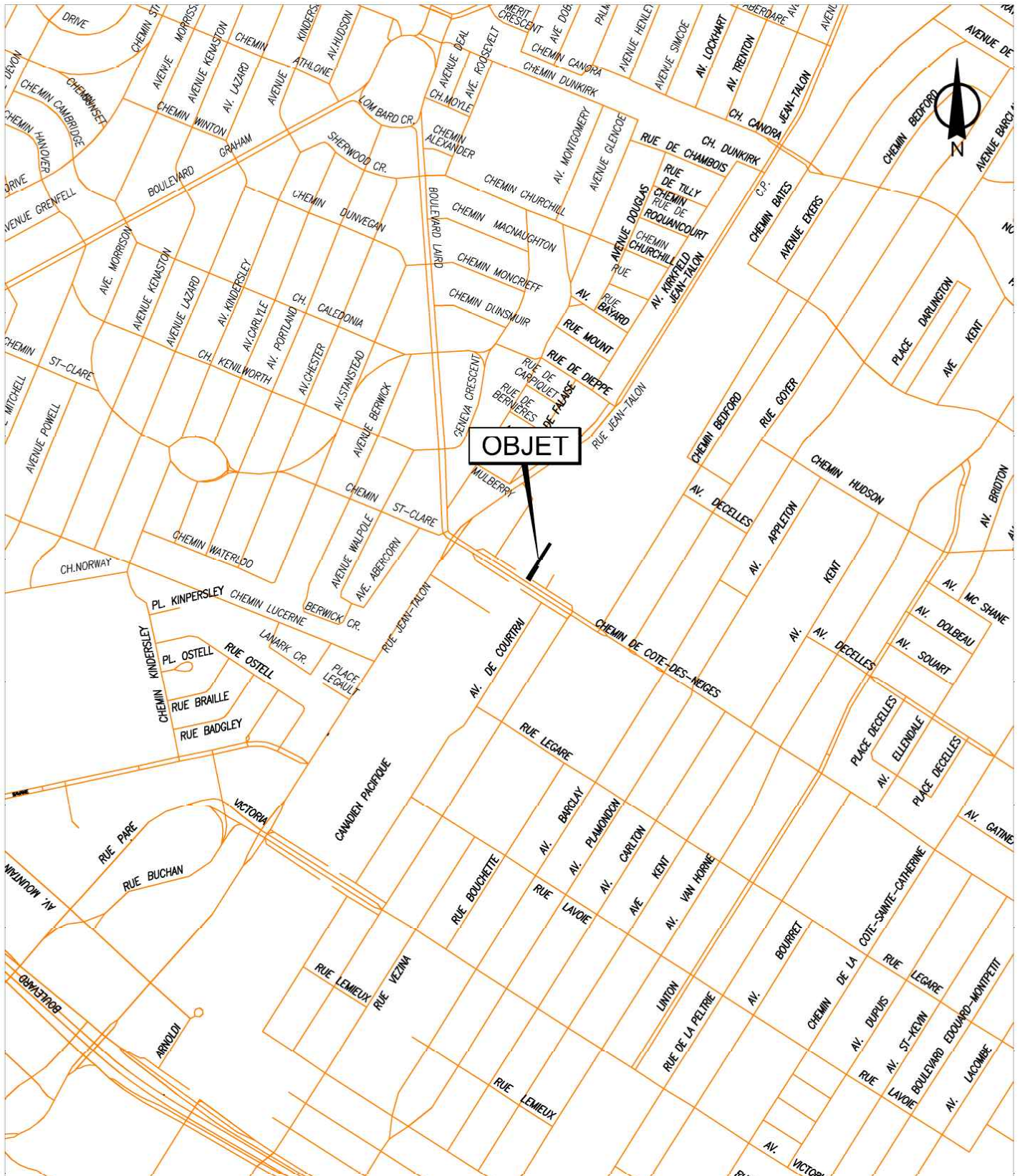
Note :



Responsable :

**Service de concertation avec les arrondissements et des ressources matérielles
 Direction des stratégies et des transactions immobilières**

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement. La Ville, ses employés, les membres de son comité exécutif et de son conseil municipal ne sauraient être tenus responsables d'erreur ou d'omission relative aux informations contenues dans le présent document.

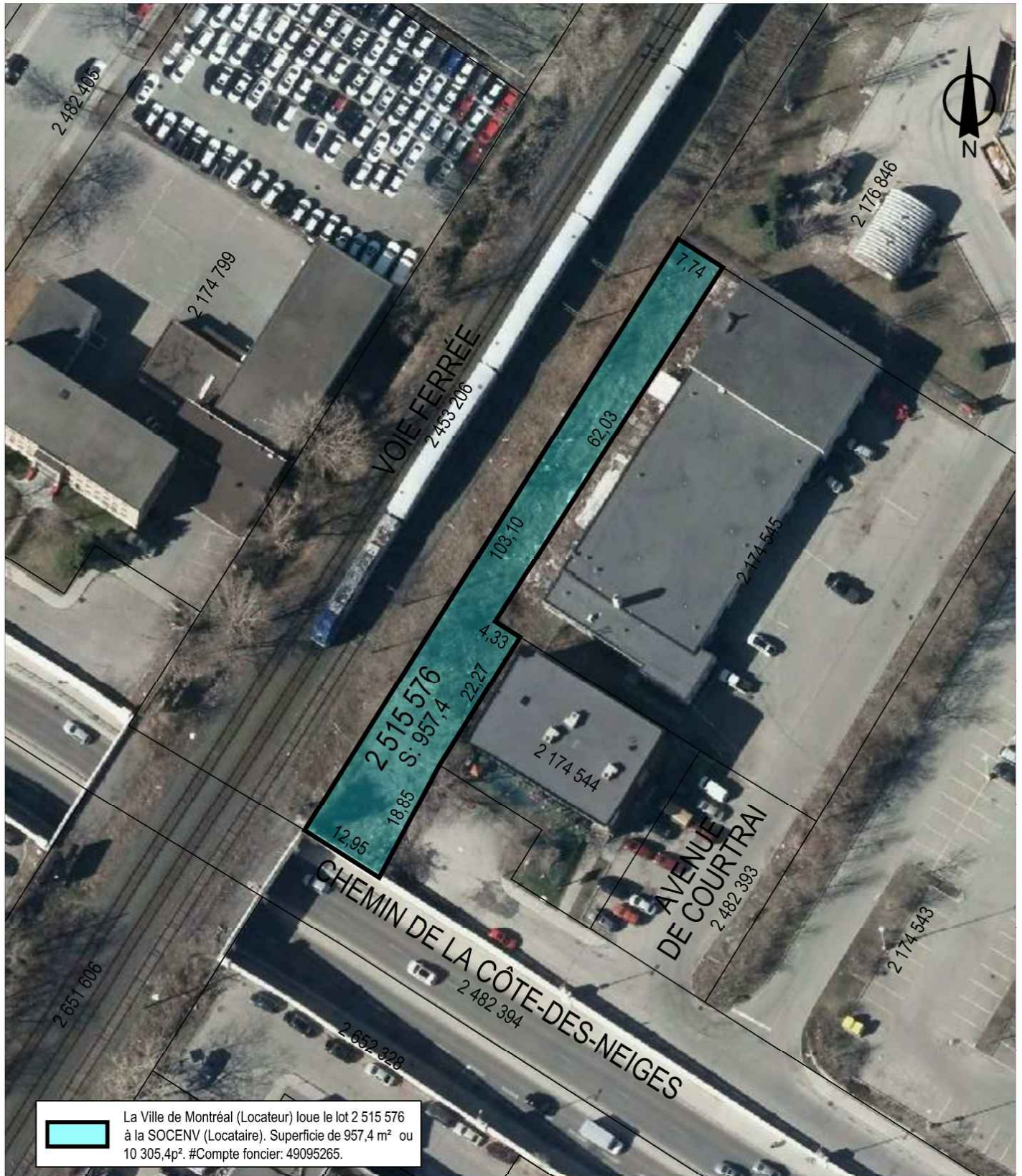


SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
 DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES ET DE LA SÉCURITÉ
 DIVISION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Côte-des-Neiges -
 Notre-Dame-de-Grâce
Montréal 

Plan A: plan de localisation
 Dossier: 31H12-005-0258-02
 Dessinateur: LJC
 Échelle: -
 Date: 06-03-2017

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
 DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES ET DE LA SÉCURITÉ
 DIVISION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Côte-des-Neiges -
 Notre-Dame-de-Grâce
Montréal 

Plan P: plan de cadastre & orthophoto
 Dossier: 31H12-005-0258-02
 Dessinateur: LJC
 Échelle: 1:800
 Date: 06-03-2017

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement





Dossier # : 1194407001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 d) soutenir le développement et la diversité des pratiques culturelles
Projet :	MCCQ 2018-2021 (Entente sur le développement culturel)
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 750 200 \$ à 44 organismes culturels, pour le montant indiqué à chacun d'eux, dans le cadre du programme MÉDIATIONS CULTURELLES MTL 2018 de l'Entente sur le développement culturel de la Ville de Montréal MCC/Ville 2018-2021 (EDCM).

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier totalisant la somme de 750 200 \$ à 44 organismes culturels, pour le montant indiqué à chacun d'eux, dans le cadre du Programme MÉDIATIONS CULTURELLES MTL 2018 de l'Entente sur le développement culturel de la Ville de Montréal MCC /Ville 2018-2021 (EDCM).

Cocontractant(s)	Montant(s)	
VOLET 1		
Association des libraires du Québec (ALQ)	17 000 \$	
Atelier lyrique de l'Opéra de Montréal	15 000 \$	
Ateliers l'Aquarium et le Globe	15 000 \$	
Bouge de là	15 000 \$	
Cabane Théâtre	13 000 \$	
Circuit-Est centre chorégraphique	20 000 \$	
Écomusée de la maison du fier monde	20 000 \$	
Espace libre	10 000 \$	
Espace projet	9 000 \$	
Festival de contes Il était une fois	16 000 \$	
Festival international du musique POP Montréal	10 500 \$	
Festival international de théâtre jeune public du Québec	4 000 \$	
Groupe Intervention Vidéo (GIV)	14 000 \$	
Je suis Julio	20 000 \$	
Le Bureau - Firme Artistique	9 700 \$	
Le Moulin à Musique	15 000 \$	
Le Pictographe	17 000 \$	
Les filles électriques	15 000 \$	

Lilith & Cie	20 000 \$	
Maison de la poésie de Montréal	14 000 \$	
MOMENTA Biennale de l'image	17 000 \$	
Petits bonheurs Diffusion culturelle	14 000 \$	
Rencontres internationales du documentaire de Montréal	20 000 \$	
Sacré Tympan	17 000 \$	
Singa Québec	15 000 \$	
Théâtre Aux Écuries	20 000 \$	
Théâtre Le Clou	14 000 \$	
Vidéographe	20 000 \$	
VOX, centre de l'image contemporaine	20 000 \$	
Vues d'Afrique	16 000 \$	
VOLET 2		
Atelier La Coulée	15 000 \$	
Créations Coup d'éclats	10 000 \$	
Danse Imedia	9 000 \$	
Espace libre	25 000 \$	
Galerie B-312	13 000 \$	
Montréal Danse	8 000 \$	
Native Immigrant/Immigrant de souche	25 000 \$	
Productions Super Mémé (Supermusique)	10 000 \$	
VOLET 3		
Agence TOPO	26 000 \$	
Centre Turbine	25 000 \$	
Fondation LatinArte	20 000 \$	
Groupe Le Vivier	27 000 \$	
Société des arts libres et actuels	25 000 \$	
Studio XX	22 000 \$	
Soutien phase III - Programme montréalais d'action culturelle		
Association pour la recherche et la création électro-acoustique du Québec (ACREQ)	15 000 \$	
Centre Turbine	13 000 \$	
TOTAL	750 200 \$	

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense est entièrement assumée par la Ville centrale.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2019-02-04 14:28

Signataire :

Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

IDENTIFICATION

Dossier # :1194407001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 d) soutenir le développement et la diversité des pratiques culturelles
Projet :	MCCQ 2018-2021 (Entente sur le développement culturel)
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 750 200 \$ à 44 organismes culturels, pour le montant indiqué à chacun d'eux, dans le cadre du programme MÉDIATIONS CULTURELLES MTL 2018 de l'Entente sur le développement culturel de la Ville de Montréal MCC/Ville 2018-2021 (EDCM).

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre de l'axe 2 de l'Entente sur le développement culturel de Montréal, le ministère de la Culture et des Communications (MCC) et la Ville de Montréal ont mis en place le nouveau programme MÉDIATIONS CULTURELLES MTL qui répond aux objectifs de deux axes d'intervention : «Les quartiers culturels et l'expérience citoyenne» et «Le numérique». Ce programme favorise le croisement entre les pratiques citoyennes et le milieu artistique professionnel afin de soutenir les rencontres interculturelles, la diversité des expressions et la mixité des pratiques. Il mise sur le pouvoir de la culture et des arts pour favoriser l'inclusion et la diversité, tant au sein des publics que des artistes professionnels. Il permet de développer l'expérience culturelle citoyenne dans les quartiers montréalais en créant des passerelles entre les organismes culturels, leurs partenaires et les publics constitués de jeunes, de familles, d'âinés et de personnes éloignés de l'offre culturelle professionnelle. De plus, le programme permet de stimuler la participation de la population au développement de la culture numérique en favorisant les démarches d'expérimentation technologique, de transfert des savoirs et de littératie numérique dans une optique inclusive et partenariale.

Ces objectifs s'incarnent dans les trois volets du programme :

Volet 1 - Médiations artistiques et culturelles (projets annuels)

Volet 2 - Engagement dans les communautés et dans les quartiers (projets pluriannuels sur 2 ans)

Volet 3 - Culture numérique participative (projets pluriannuels sur 2 ans)

Les subventions des volets 2 et 3 sont recommandées sur 2 ans afin de contribuer au développement d'actions durables et de partenariats structurants. Toutefois, les soutiens de la deuxième année demeurent conditionnelles au dépôt d'un bilan par chaque organisme après la première année de réalisation et ils feront l'objet d'une autre recommandation dans le sommaire du programme de l'an prochain.

Il est à noter que le programme MÉDIATIONS CULTURELLES MTL représente une actualisation des mesures de soutien en médiation culturelle mises en place en 2005 pour les organismes culturels professionnels, soit le Programme montréalais d'action culturelle et le Programme de partenariat culture et communauté. Il intègre également le volet I de la mesure spéciale 2017 intitulée Initiatives collaboratives en créativité numérique.

Dans le cadre de l'appel à projets 2018 du programme MÉDIATIONS CULTURELLES MTL, dont la date de tombée était le 29 octobre 2018, le Service de la culture a reçu 109 projets provenant d'organismes culturels professionnels, totalisant des demandes de 2 529 091 \$. Composé d'un représentant du milieu culturel issu de la diversité, d'un représentant du milieu des arts numériques, d'un représentant du ministère de la Culture et des Communications et d'un représentant du Service de la culture de la Ville, le comité d'évaluation a analysé les projets déposés et, selon les critères du Programme, a retenu quarante-quatre (44) projets, pour un soutien totalisant 722 200 \$.

Le nombre de projets recommandés permet de soutenir plus de 40% des demandes. Par ailleurs, plus de 14 nouveaux organismes seront soutenus par le Programme, ce qui représente plus de 32 % des soutiens recommandés. Les projets se déploieront partout dans la ville : dans le volet 1 – Médiations artistiques et culturelles, la réalisation des 30 projets est répartie sur l'ensemble du territoire de la ville, dans les 19 arrondissements; dans le volet 2 – Engagement dans les communautés et les quartiers, les 8 projets se dérouleront sur deux ans et sont répartis dans 12 arrondissements; dans le volet 3 – Culture numérique participative, les 6 projets se tiendront dans 8 arrondissements.

Ces données permettent de démontrer à quel point les organismes ont réussi, dans le cadre de ce nouveau programme, à étendre leurs territoires de rayonnement pour développer des projets dans tous les arrondissements de Montréal, avec des partenaires communautaires locaux pour des actions structurantes de proximité. En plus de rejoindre les populations vulnérables, marginalisées ou issues de la diversité, plusieurs projets intergénérationnels sont proposés pour créer des liens entre les jeunes et les aînés, de façon soutenue avec différentes institutions.

De plus, deux (2) projets pluriannuels de médiation en culture numérique, recommandés pour une période de trois ans dans le cadre de l'ancien Programme montréalais d'action culturelle (PMAC), seront soutenus pour leur dernière phase de réalisation (phase III) pour un soutien totalisant 28 000 \$.

Ainsi, quarante-quatre (44) organismes seront soutenus pour la réalisation de quarante-six projets (46) pour un **TOTAL de 750 200 \$**. Deux organismes réaliseront deux projets dans des volets différents: Espace libre et Centre Turbine.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE18 1323 – 8 août 2018 : d'approuver le projet d'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021 entre la ministre de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal établissant les modalités d'implication des parties relativement au versement d'une aide financière à la Ville pour réaliser des projets dans le cadre de cette entente; de mandater le Service de la culture pour gérer la mise en œuvre de ce programme. Les deux premières phases des projets de l'Association pour la création et la recherche électro-acoustiques du Québec (ACREQ) et du Centre Turbine ont été appuyées dans le cadre des résolutions suivantes :

CE17 1949 – 13 décembre 2017 : d'accorder un soutien financier totalisant 64 000 \$ aux organismes ci-après, pour le montant indiqué en regard de chacun d'eux, pour un engagement pluriannuel dans le cadre du Programme montréalais d'action culturelle de l'Entente MCC/Ville 2017-2018

CE16 1361 – 17 août 2016 : d'accorder un soutien financier totalisant la somme de 328 220 \$ à 30 organismes culturels, pour le montant indiqué à chacun d'eux, dans le cadre du Programme montréalais d'action culturelle 2016 de l'Entente MCC/Ville 2016-2017.

DESCRIPTION

Voici la liste des quarante-quatre (44) organismes retenus pour la réalisation de quarante-six (46) projets dans le cadre du Programme :

Organismes	% du budget	Subventions accordées
VOLET 1		
Association des libraires du Québec (ALQ)	51%	17 000 \$
Atelier lyrique de l'Opéra de Montréal	14%	15 000 \$
Ateliers l'Aquarium et le Globe	38%	15 000 \$
Bouge de là	70%	15 000 \$
Cabane Théâtre	69%	13 000 \$
Circuit-Est centre chorégraphique	51%	20 000 \$
Écomusée de la maison du fier monde	78%	20 000 \$
Espace libre	66%	10 000 \$
Espace projet	78%	9 000 \$
Festival de contes Il était une fois	82%	16 000 \$
Festival international du musique POP Montréal	51%	10 500 \$
Festival international de théâtre jeune public du Québec	30%	4 000 \$
Groupe Intervention Video (GIV)	70%	14 000 \$
Je suis Julio	13%	20 000 \$
Le Bureau - Firme Artistique	84%	9 700 \$
Le Moulin à Musique	59%	15 000 \$
Le Pictographe	57%	17 000 \$
Les filles électriques	71%	15 000 \$
Lilith & Cie	67%	20 000 \$
Maison de la poésie de Montréal	47%	14 000 \$
MOMENTA Biennale de l'image	56%	17 000 \$
Petits bonheurs Diffusion culturelle	77%	14 000 \$
Rencontres internationales du documentaire de Montréal	47%	20 000 \$
Sacré Tympan	65%	17 000 \$
Singa Québec	37%	15 000 \$
Théâtre Aux Écuries	61%	20 000 \$
Théâtre Le Clou	34%	14 000 \$
Vidéographe	59%	20 000 \$
VOX, centre de l'image contemporaine	10%	20 000 \$
Vues d'Afrique	56%	16 000 \$
VOLET 2		
Atelier La Coulée	69%	15 000 \$
Créations Coup d'éclats	30%	10 000 \$
Danse Imedia	84%	9 000 \$
Espace libre	43%	25 000 \$
Galerie B-312	63%	13 000 \$
Montréal Danse	61%	8 000 \$
Native Immigrant/Immigrant de souche	43%	25 000 \$

Productions Super Mémé (Supermusique)	59%	10 000 \$
VOLET 3		
Agence TOPO	70%	26 000 \$
Centre Turbine	55%	25 000 \$
Fondation LatinArte	49%	20 000 \$
Groupe Le Vivier	62%	27 000 \$
Société des arts libres et actuels	31%	25 000 \$
Studio XX	64%	22 000 \$
Soutien phase III - Programme montréalais d'action culturelle		
Association pour la recherche et la création électro-acoustique du Québec (ACREQ)	79%	15 000 \$
Centre Turbine	41%	13 000 \$
Total des soutiens recommandés		750 200 \$

*La colonne "% du budget" correspond à la contribution de la subvention par rapport au coût de l'ensemble du projet.

JUSTIFICATION

Le programme MÉDIATIONS CULTURELLES MTL propose quatre objectifs prioritaires, en concordance avec la Politique de développement culturel 2017-2022 de la Ville de Montréal «Conjuguer la créativité et l'expérience culturelle citoyenne à l'ère du numérique et de la diversité», la Politique culturelle du Québec «Partout, la culture» ainsi que les orientations stratégiques de l'Entente sur le développement culturel de Montréal :

- Favoriser l'**accès à la culture, la participation des citoyens à la vie artistique et culturelle montréalaise** et l'**engagement des artistes dans leurs communautés**;
- Valoriser les **projets interculturels et inclusifs** pour rejoindre les personnes éloignées de l'offre culturelle professionnelle, notamment les personnes issues des communautés culturelles, les Autochtones, les personnes vulnérables, les personnes ayant des limitations fonctionnelles, ou encore pour répondre aux besoins spécifiques d'une population, comme les enfants, les adolescents, les jeunes adultes, les adultes, les femmes, les aînés, les familles, etc.;
- Contribuer au **développement culturel sur tout le territoire**, en favorisant la **culture de proximité et les partenariats** entre les divers secteurs selon les principes du **développement durable**;
- Soutenir les initiatives de médiation culturelle visant à stimuler la participation de la population au développement de la culture numérique.

Les demandes ont été évaluées à partir des critères annoncés dans le Programme, notamment la pertinence et le caractère inclusif des populations ciblées pour participer au projet; la qualité des démarches artistiques, culturelles ou patrimoniales proposées; le type de médiation et la qualité des apprentissages proposés; la prise en compte des caractéristiques des quartiers ciblés; la qualité des démarches participatives proposées en culture numérique (volet III); la pertinence et la qualité des partenariats; les retombées sur les participants, les milieux et les pratiques.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût maximal de cette contribution financière de 750 200 \$ sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale 18-009 Entente 2018-2021 / Années antérieures de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021.

Cette dépense sera assumée à 100% par la Ville centre.

La contribution financière est réalisée dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021.

La dépense de 750 200 \$ est subventionnée à 375 100 \$ dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal, ce qui laisse un emprunt net à la charge de la Ville de 375 100 \$ et a fait l'objet des recommandations de crédit suivantes: **#18-02.02.02.00-0010 / #18-03.01.03.00-0011 / #18-02.03.02.00-0012**

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le programme MÉDIATIONS CULTURELLES MTL atteint plusieurs objectifs de l'Agenda 21 de la culture:

- favoriser la participation des citoyens à la vie culturelle par des projets inclusifs;
- soutenir la créativité et la liberté d'expression;
- améliorer la qualité de vie de publics ciblés, tels les jeunes, les personnes issues de l'immigration et les familles;
- contribuer à la diversité et au dynamisme culturel.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La Ville et le MCC conjuguent leurs efforts pour permettre aux citoyens de s'approprier la culture et pour contrer l'exclusion culturelle sur tout le territoire de la Ville. Le non-versement des sommes aux organismes culturels remettrait en question la capacité de la Ville à atteindre ses objectifs en matière d'accès à la culture et de participation des citoyens au développement culturel.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Comme convenu avec le Service des communications, ce dossier ne comporte aucun enjeu de communication. Un protocole de visibilité est en vigueur et doit être appliqué par les organismes.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Février 2019 Octroi des subventions aux organismes
Mars 2019 à Février 2020 Réalisation des projets par les organismes
Mars 2020 Dépôt des bilans des projets par les organismes

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

En conformité avec les pouvoirs du comité exécutif en regard de subvention de moins de 50 000 \$. Le service des Affaires juridiques a autorisé la fiche d'inscription comme étant le protocole d'entente valide lors de l'octroi d'une subvention dans le cadre de ce programme. À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jerry BARTHELEMY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Danièle RACINE
Commissaire à la médiation culturelle

Tél : 514-872-6954
Télécop. : 514-872-0981

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-23

Geneviève PICHET
Directrice, Direction du développement
culturel

Tél : 514 872-1156
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Geneviève PICHET
Directrice développement culturel

Tél :
Approuvé le : 2019-02-01

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Suzanne LAVERDIÈRE
Directrice

Tél : 514-872-4600
Approuvé le : 2019-02-04

Contributions financières versées depuis 2014

Médiations culturelles MTL 2018 / Volet 1

Organismes	2014	2015	2016	2017	2018	2019
ASSOCIATION DES LIBRAIRES DU QUEBEC						
Conseil des arts de Montréal	4 000.00 \$	14 500.00 \$	14 500.00 \$	33 000.00 \$	28 000.00 \$	
Culture		13 000.00 \$	23 000.00 \$	12 000.00 \$		
Dépenses communes	816.00 \$					
Diversité sociale et des sports		840.00 \$	970.00 \$	1 559.00 \$	1 559.00 \$	
Total ASSOCIATION DES LIBRAIRES DU QUEBEC	4 816.00 \$	28 340.00 \$	38 470.00 \$	46 559.00 \$	29 559.00 \$	
ATELIER LYRIQUE DE L'OPERA DE MONTREAL						
Conseil des arts de Montréal	18 216.00 \$	18 214.00 \$	4 000.00 \$		11 466.00 \$	
Total ATELIER LYRIQUE DE L'OPERA DE MONTREAL	18 216.00 \$	18 214.00 \$	4 000.00 \$		11 466.00 \$	
BOUGE DE LA INC.						
Conseil des arts de Montréal	54 139.17 \$	29 272.00 \$	20 000.00 \$	43 383.00 \$	37 126.00 \$	
Culture	10 000.00 \$	10 000.00 \$	12 500.00 \$	14 000.00 \$		
Dépenses communes	256.00 \$					
Diversité sociale et des sports		261.00 \$	264.00 \$	268.00 \$	301.00 \$	
Montréal-Nord			11 121.75 \$	7 000.00 \$		
Total BOUGE DE LA INC.	64 395.17 \$	39 533.00 \$	43 885.75 \$	64 651.00 \$	37 427.00 \$	
CIRCUIT-EST						
Conseil des arts de Montréal	65 000.00 \$	71 000.00 \$	60 000.00 \$	60 000.00 \$	60 000.00 \$	
Culture		12 000.00 \$	38 160.00 \$	15 000.00 \$		
Dépenses communes	3 041.00 \$					
Diversité sociale et des sports		3 121.00 \$	3 077.00 \$	3 109.00 \$	2 500.00 \$	
Total CIRCUIT-EST	68 041.00 \$	86 121.00 \$	101 237.00 \$	78 109.00 \$	62 500.00 \$	
ECOMUSEE DU FIER MONDE						
Conseil des arts de Montréal	16 368.00 \$	16 000.00 \$	18 600.00 \$	19 000.00 \$	19 000.00 \$	
Culture	221 231.00 \$	71 641.00 \$	15 000.00 \$	15 000.00 \$		
Ville-Marie	14 585.00 \$	16 740.00 \$	28 425.00 \$	10 640.00 \$	19 500.00 \$	
Total ECOMUSEE DU FIER MONDE	252 184.00 \$	104 381.00 \$	62 025.00 \$	44 640.00 \$	38 500.00 \$	
ESPACE PROJET						
Conseil des arts de Montréal	3 000.00 \$	14 228.00 \$		22 148.00 \$	12 671.00 \$	
Dépenses communes	467.00 \$					
Diversité sociale et des sports		479.00 \$	481.00 \$	485.00 \$	513.00 \$	
Villeray-St-Michel - Parc-Extension			500.00 \$	500.00 \$		
Total ESPACE PROJET	3 467.00 \$	14 707.00 \$	981.00 \$	23 133.00 \$	13 184.00 \$	
FESTIVAL INTERNATIONAL DE MUSIQUE POP MONTREAL						
Conseil des arts de Montréal					8 000.00 \$	
Culture	40 000.00 \$	51 700.00 \$	52 320.00 \$	45 000.00 \$	45 000.00 \$	

Diversité sociale et des sports		1 493.00 \$	1 518.00 \$	1 547.00 \$	1 695.00 \$	
Plateau Mont-Royal	25 800.00 \$	25 000.00 \$	30 000.00 \$		22 000.00 \$	
Total FESTIVAL INTERNATIONAL DE MUSIQUE POP MONTREAL	65 800.00 \$	78 193.00 \$	83 838.00 \$	46 547.00 \$	76 695.00 \$	
FESTIVAL INTERNATIONAL DE THEATRE JEUNE PUBLIC LES COUPS DE THEATRE						
Conseil des arts de Montréal	54 000.00 \$	60 000.00 \$	60 000.00 \$	60 000.00 \$	65 000.00 \$	
Culture	25 000.00 \$		20 000.00 \$		25 000.00 \$	
Ville-Marie			1 000.00 \$			
Total FESTIVAL INTERNATIONAL DE THEATRE JEUNE PUBLIC LES COUPS DE THEATRE	79 000.00 \$	60 000.00 \$	81 000.00 \$	60 000.00 \$	90 000.00 \$	
FESTIVAL DE CONTES IL ETAIT UNE FOIS...						
Conseil des arts de Montréal				5 000.00 \$	7 000.00 \$	
Culture	2 000.00 \$	2 000.00 \$	2 000.00 \$	2 000.00 \$	1 000.00 \$	
Plateau Mont-Royal			300.00 \$			
Total FESTIVALE DE CONTES IL ETAIT UNE FOIS...	2 000.00 \$	2 000.00 \$	2 300.00 \$	7 000.00 \$	8 000.00 \$	
GROUPE INTERVENTION VIDEO (GIV)						
Conseil des arts de Montréal	12 000.00 \$	18 182.00 \$	12 827.00 \$	12 533.50 \$	19 118.00 \$	97.00 \$
Culture	15 000.00 \$		12 000.00 \$		12 000.00 \$	
Dépenses communes	1 136.00 \$					
Diversité sociale et des sports		1 136.00 \$	1 138.00 \$	1 154.00 \$	1 195.00 \$	
Total GROUPE INTERVENTION VIDEO (GIV)	28 136.00 \$	19 318.00 \$	25 965.00 \$	13 687.50 \$	32 313.00 \$	97.00 \$
JE SUIS JULIO						
Conseil des arts de Montréal			6 111.00 \$	2 871.20 \$	6 000.00 \$	1 788.00 \$
Culture				11 000.00 \$		
Total JE SUIS JULIO			6 111.00 \$	13 871.20 \$	6 000.00 \$	1 788.00 \$
LA MAISON DE LA POESIE DE MONTREAL						
Conseil des arts de Montréal	22 000.00 \$	24 500.00 \$	39 800.00 \$	22 000.00 \$	22 000.00 \$	
Culture	12 500.00 \$	12 500.00 \$	12 500.00 \$	39 500.00 \$	15 500.00 \$	
Dépenses communes	592.00 \$					
Diversité sociale et des sports		606.00 \$	611.00 \$	611.00 \$	620.00 \$	
Plateau Mont-Royal	500.00 \$					
Villeray-St-Michel - Parc-Extension					500.00 \$	
Total LA MAISON DE LA POESIE DE MONTREAL	35 592.00 \$	37 606.00 \$	52 911.00 \$	62 111.00 \$	38 620.00 \$	
LE MOULIN A MUSIQUE INC.						
Conseil des arts de Montréal	23 285.00 \$	35 078.00 \$	21 500.00 \$	21 500.00 \$	29 500.00 \$	
Culture			18 000.00 \$			
Diversité sociale et des sports					9 380.00 \$	
Total LE MOULIN A MUSIQUE INC.	23 285.00 \$	35 078.00 \$	39 500.00 \$	21 500.00 \$	38 880.00 \$	
LES FILLES ELECTRIQUES						
Conseil des arts de Montréal	28 000.00 \$	36 350.00 \$	60 454.90 \$	42 000.00 \$	41 500.00 \$	
Culture	25 500.00 \$	15 000.00 \$	25 000.00 \$	15 000.00 \$	15 000.00 \$	
Dépenses communes	844.00 \$					

Diversité sociale et des sports		920.00 \$	1 201.00 \$	1 201.00 \$	1 201.00 \$	
Plateau Mont-Royal		2 500.00 \$	2 500.00 \$	5 000.00 \$		
Total LES FILLES ELECTRIQUES	54 344.00 \$	54 770.00 \$	89 155.90 \$	63 201.00 \$	57 701.00 \$	
LILITH & CIE						
Conseil des arts de Montréal		5 000.00 \$	27 313.00 \$	10 437.00 \$	8 000.00 \$	
Culture			8 000.00 \$			
Plateau Mont-Royal					5 700.00 \$	
Ville-Marie		1 500.00 \$	4 500.00 \$	4 000.00 \$	1 000.00 \$	
Total LILITH & CIE		6 500.00 \$	39 813.00 \$	14 437.00 \$	14 700.00 \$	
MOMENTA BIENNALE DE L'IMAGE						
Conseil des arts de Montréal		57 624.90 \$	69 354.90 \$	60 500.00 \$	59 000.00 \$	
Culture		75 000.00 \$		72 000.00 \$		
Diversité sociale et des sports		849.00 \$	849.00 \$	852.00 \$	868.00 \$	
Total MOMENTA BIENNALE DE L'IMAGE		133 473.90 \$	70 203.90 \$	133 352.00 \$	59 868.00 \$	
PETITS BONHEURS DIFFUSION CULTURELLE						
Conseil des arts de Montréal	11 000.00 \$	9 000.00 \$	16 000.00 \$	13 500.00 \$	15 000.00 \$	
Culture	25 000.00 \$	30 000.00 \$	15 000.00 \$	15 000.00 \$	15 000.00 \$	
Diversité sociale et des sports				5 738.00 \$	2 100.00 \$	
Mercier-Hochelaga - Maisonneuve	52 000.00 \$	50 000.00 \$	50 000.00 \$	50 000.00 \$	60 000.00 \$	
Total PETITS BONHEURS DIFFUSION CULTURELLE	88 000.00 \$	89 000.00 \$	81 000.00 \$	84 238.00 \$	92 100.00 \$	
RENCONTRES INTERNATIONALES DU DOCUMENTAIRE DE MONTREAL						
Conseil des arts de Montréal	35 089.00 \$	35 851.00 \$	61 026.00 \$	39 322.00 \$	36 515.00 \$	3 200.00 \$
Culture	46 000.00 \$	86 000.00 \$	70 000.00 \$	50 000.00 \$	58 000.00 \$	
Dépenses communes	662.00 \$					
Diversité sociale et des sports		665.00 \$	806.00 \$	1 099.00 \$	1 165.00 \$	
Total RENCONTRES INTERNATIONALES DU DOCUMENTAIRE DE MONTREAL	81 751.00 \$	122 516.00 \$	131 832.00 \$	90 421.00 \$	95 680.00 \$	3 200.00 \$
SACRE TYMPAN						
Conseil des arts de Montréal	13 300.00 \$	38 233.00 \$	25 219.00 \$	40 385.00 \$	27 385.00 \$	
Culture				15 000.00 \$		
Total SACRE TYMPAN	13 300.00 \$	38 233.00 \$	25 219.00 \$	55 385.00 \$	27 385.00 \$	
THEATRE AUX ECURIES						
Conseil des arts de Montréal	51 750.00 \$	62 500.00 \$	43 852.50 \$	51 000.00 \$	46 000.00 \$	
Culture	9 000.00 \$	15 000.00 \$	11 000.00 \$	11 000.00 \$		
Dépenses communes	5 000.00 \$					
Diversité sociale et des sports		5 000.00 \$	5 000.00 \$	5 000.00 \$	5 000.00 \$	
Villieray-St-Michel - Parc-Extension			22 400.00 \$	15 550.00 \$	700.00 \$	
Total THEATRE AUX ECURIES	65 750.00 \$	82 500.00 \$	82 252.50 \$	82 550.00 \$	51 700.00 \$	
THEATRE ESPACE LIBRE						
Conseil des arts de Montréal	13 500.00 \$	18 000.00 \$	25 000.00 \$	40 000.00 \$	63 500.00 \$	4 000.00 \$
Culture		27 000.00 \$	28 000.00 \$	12 000.00 \$	18 000.00 \$	
Ville-Marie	7 700.00 \$	8 400.00 \$	8 200.00 \$	11 200.00 \$	20 575.00 \$	1 000.00 \$
Total THEATRE ESPACE LIBRE	21 200.00 \$	53 400.00 \$	61 200.00 \$	63 200.00 \$	102 075.00 \$	5 000.00 \$

THEATRE LE CLOU.					
Conseil des arts de Montréal	59 805.00 \$	56 848.00 \$	46 000.00 \$	49 593.00 \$	49 593.00 \$
Dépenses communes	1 460.00 \$				
Diversité sociale et des sports Mercier-Hochelaga - Maisonneuve Ville-Marie		1 498.00 \$	1 558.00 \$ 500.00 \$	1 577.00 \$	1 590.00 \$ 200.00 \$
Total THEATRE LE CLOU.	61 265.00 \$	58 346.00 \$	48 058.00 \$	51 170.00 \$	51 383.00 \$
VIDEOGRAPHE INC.					
Conseil des arts de Montréal	33 000.00 \$	41 428.00 \$	35 700.00 \$	33 000.00 \$	35 000.00 \$
Total VIDEOGRAPHE INC.	33 000.00 \$	41 428.00 \$	35 700.00 \$	33 000.00 \$	35 000.00 \$
VOX CENTRE DE L'IMAGE CONTEMPORAINE					
Conseil des arts de Montréal	57 792.00 \$	25 000.00 \$	65 037.00 \$	31 368.00 \$	27 500.00 \$
Culture	11 000.00 \$	11 000.00 \$			
Total VOX CENTRE DE L'IMAGE CONTEMPORAINE	68 792.00 \$	36 000.00 \$	65 037.00 \$	31 368.00 \$	27 500.00 \$
VUES D'AFRIQUE					
Conseil des arts de Montréal	18 500.00 \$		50 350.00 \$	27 000.00 \$	35 000.00 \$
Culture	37 000.00 \$	25 000.00 \$	27 000.00 \$	36 500.00 \$	25 000.00 \$
Dépenses communes	1 238.00 \$				
Diversité sociale et des sports		1 238.00 \$	1 239.00 \$	1 301.00 \$	1 327.00 \$
Total VUES D'AFRIQUE	56 738.00 \$	26 238.00 \$	78 589.00 \$	64 801.00 \$	61 327.00 \$
ATELIER L'AQUARIUM ET LE GLOBE					
TOTAL ATELIER L'AQUARIUM ET LE GLOBE	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$
ATELIER CABANE THÉÂTRE					
TOTAL CABANE THÉÂTRE	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$
LE BUREAU - FIRME ARTISTIQUE					
TOTAL LE BUREAU - FIRME ARTISTIQUE	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$
LE PICTOGRAPHE					
TOTAL LE PICTOGRAPHE	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$
SIGMA QUÉBEC					
TOTAL SIGMA QUÉBEC	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$

Contributions financières versées depuis 2014

Médiations culturelles MTL 2018 / Volet 2

Organismes	2014	2015	2016	2017	2018	2019
DANSE IMEDIA O.S.B.L.						
Conseil des arts de Montréal					7 000.00 \$	
Culture	10 000.00 \$	7 500.00 \$	33 000.00 \$	10 000.00 \$	10 000.00 \$	
Rosemont- La Petite-Patrie	2 000.00 \$					
Total DANSE IMEDIA O.S.B.L.	12 000.00 \$	7 500.00 \$	33 000.00 \$	10 000.00 \$	17 000.00 \$	
GALERIE B-312						
Conseil des arts de Montréal	27 500.00 \$	27 500.00 \$	43 624.00 \$	43 674.00 \$	52 752.00 \$	
Culture	11 000.00 \$	13 000.00 \$	16 920.00 \$	18 140.00 \$	15 000.00 \$	
Dépenses communes	1 252.00 \$					
Diversité sociale et des sports		1 260.00 \$	1 268.00 \$	1 299.00 \$	1 364.00 \$	
Plateau Mont-Royal			10 000.00 \$			
Total GALERIE B-312	39 752.00 \$	41 760.00 \$	71 812.00 \$	63 113.00 \$	69 116.00 \$	
MONTREAL DANSE						
Conseil des arts de Montréal	13 500.00 \$	18 000.00 \$	35 000.00 \$	40 446.00 \$	27 500.00 \$	
Culture		5 000.00 \$	14 700.00 \$		16 800.00 \$	
Dépenses communes	1 064.00 \$					
Diversité sociale et des sports		1 067.00 \$	1 077.00 \$	1 090.00 \$	1 152.00 \$	
Total MONTREAL DANSE	14 564.00 \$	24 067.00 \$	50 777.00 \$	41 536.00 \$	45 452.00 \$	
NATIVE IMMIGRANT						
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce					500.00 \$	
Total NATIVE IMMIGRANT					500.00 \$	
PRODUCTIONS SUPERMUSIQUE						
Conseil des arts de Montréal	27 000.00 \$	27 000.00 \$	33 700.00 \$		24 300.00 \$	
Culture					12 500.00 \$	
Total PRODUCTIONS SUPERMUSIQUE	27 000.00 \$	27 000.00 \$	33 700.00 \$		36 800.00 \$	
THEATRE ESPACE LIBRE						
Conseil des arts de Montréal	13 500.00 \$	18 000.00 \$	25 000.00 \$	40 000.00 \$	63 500.00 \$	4 000.00 \$
Culture		27 000.00 \$	28 000.00 \$	12 000.00 \$	18 000.00 \$	
Ville-Marie	7 700.00 \$	8 400.00 \$	8 200.00 \$	11 200.00 \$	20 575.00 \$	1 000.00 \$
Total THEATRE ESPACE LIBRE	21 200.00 \$	53 400.00 \$	61 200.00 \$	63 200.00 \$	102 075.00 \$	5 000.00 \$
ATELIER LA COULEE - COOPERATIVE DE SOLIDARITE SCULPTURE. METAL. SOUDURE						
Diversité sociale et des sports					1 074.00 \$	
Total ATELIER LA COULEE - COOPERATIVE DE SOLIDARITE SCULPTURE. METAL. SOUDURE					1 074.00 \$	
CRÉATION COUP D'ÉCLATS						
Total CRÉATION COUP D'ÉCLATS	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	

Contributions financières versées depuis 2014

Médiations culturelles MTL 2018 / Volet 3

Organismes	2014	2015	2016	2017	2018
AGENCE TOPO					
Conseil des arts de Montréal	20 000.00 \$	25 025.00 \$	31 000.00 \$	22 500.00 \$	22 000.00 \$
Culture		34 000.00 \$		31 500.00 \$	20 500.00 \$
Diversité sociale et des sports		1 020.00 \$	1 151.00 \$	1 164.00 \$	1 187.00 \$
Total AGENCE TOPO	20 000.00 \$	60 045.00 \$	32 151.00 \$	55 164.00 \$	43 687.00 \$
CENTRE TURBINE					
Conseil des arts de Montréal	11 455.00 \$	8 000.00 \$	27 200.00 \$	17 266.00 \$	14 000.00 \$
Culture	15 000.00 \$	47 000.00 \$	28 000.00 \$	45 400.00 \$	18 000.00 \$
Total CENTRE TURBINE	26 455.00 \$	55 000.00 \$	55 200.00 \$	62 666.00 \$	32 000.00 \$
FONDATION LATINARTE					
Conseil des arts de Montréal		3 000.00 \$	3 000.00 \$	10 000.00 \$	10 000.00 \$
Culture	5 000.00 \$	5 000.00 \$	5 000.00 \$	6 000.00 \$	6 000.00 \$
Diversité sociale et des sports	5 575.00 \$		3 430.00 \$		
Total FONDATION LATINARTE	10 575.00 \$	8 000.00 \$	11 430.00 \$	16 000.00 \$	16 000.00 \$
GROUPE LE VIVIER					
Conseil des arts de Montréal	30 500.00 \$	44 000.00 \$	32 500.00 \$	45 000.00 \$	33 000.00 \$
Culture				9 000.00 \$	
Diversité sociale et des sports					3 381.00 \$
Total GROUPE LE VIVIER	30 500.00 \$	44 000.00 \$	32 500.00 \$	54 000.00 \$	36 381.00 \$
SOCIETE DES ARTS LIBRES ET ACTUELS					
Conseil des arts de Montréal	16 800.00 \$	19 000.00 \$	17 000.00 \$	39 200.00 \$	45 750.00 \$
Culture	15 000.00 \$	99 289.00 \$	15 000.00 \$	15 000.00 \$	15 000.00 \$
Dépenses communes	941.00 \$				
Diversité sociale et des sports		945.00 \$	945.00 \$	987.00 \$	1 974.00 \$
Total SOCIETE DES ARTS LIBRES ET ACTUELS	32 741.00 \$	119 234.00 \$	32 945.00 \$	55 187.00 \$	62 724.00 \$
STUDIO XX					
Conseil des arts de Montréal	12 000.00 \$	16 500.00 \$	23 283.20 \$	23 000.00 \$	18 000.00 \$
Culture		7 500.00 \$	12 000.00 \$	14 000.00 \$	
Dépenses communes	1 283.00 \$				
Diversité sociale et des sports		1 291.00 \$	1 297.00 \$	1 304.00 \$	1 307.00 \$
Plateau Mont-Royal				3 640.00 \$	
Total STUDIO XX	13 283.00 \$	25 291.00 \$	36 580.20 \$	41 944.00 \$	19 307.00 \$

Contributions financières versées depuis 2014

Programme montréalais d'action culturelle (PMAC) - Soutiens Phase III

Organismes	2014	2015	2016	2017	2018
CENTRE TURBINE					
Conseil des arts de Montréal	11 455.00 \$	8 000.00 \$	27 200.00 \$	17 266.00 \$	14 000.00 \$
Culture	15 000.00 \$	47 000.00 \$	28 000.00 \$	45 400.00 \$	18 000.00 \$
Total CENTRE TURBINE	26 455.00 \$	55 000.00 \$	55 200.00 \$	62 666.00 \$	32 000.00 \$
ASS. POUR LA CREATION ET LA RECHERCHE ELECTRO-ACOUSTIQUES DU QUEBEC (ACREQ)					
Conseil des arts de Montréal	80 399.59 \$	8 910.00 \$	142 140.00 \$	94 947.00 \$	124 915.00 \$
Culture	67 000.00 \$	42 000.00 \$	75 000.00 \$	45 000.00 \$	60 000.00 \$
Diversité sociale et des sports			769.00 \$	989.00 \$	1 651.00 \$
Total ASS. POUR LA CREATION ET LA RECHERCHE ELECTRO-ACOUSTIQUES DU QUEBEC (ACREQ)	147 399.59 \$	50 910.00 \$	217 909.00 \$	140 936.00 \$	186 566.00 \$

MÉDIATIONS CULTURELLES MTL

Programme de soutien financier
et d'accompagnement 2018-2019

Service de la culture
Ville de Montréal



PRÉSENTATION DU PROGRAMME

MÉDIATIONS CULTURELLES MTL 2018-2019

Date limite de dépôt des projets : 29 octobre 2018

1. AVANT-PROPOS.....	3
1.1 Contexte du programme	3
1.2 Favoriser la cohésion sociale dans les quartiers culturels.....	3
1.3 Le numérique au service de l'expérience du citoyen.....	4
1.4 Approche en médiation culturelle à la Ville de Montréal	4
2. DESCRIPTION	5
2.1 Présentation.....	5
2.2 Objectifs généraux.....	5
2.3 Caractéristiques des projets	6
3. PRÉSENTATION DES VOLETS	7
3.1 Soutiens annuels	
Volet I – Médiations artistiques et culturelles.....	7
3.2 Soutiens pluriannuels	
Volet II – Engagement dans les communautés et dans les quartiers	7
Volet III – Culture numérique participative	7
3.3 Mentorat : jumelage et accompagnement	7
4. CONDITIONS D'ADMISSIBILITÉ.....	8
4.1 Organismes admissibles.....	8
4.2 Organismes non-admissibles.....	8
4.3 Partenaires admissibles.....	8
4.4 Projets admissibles	8
5. CRITÈRES D'ÉVALUATION DES PROJETS.....	9
5.1 Qualité générale du projet	9
5.2 Populations participantes.....	9
5.3 Impacts du projet	9
5.4 Expertise de l'organisme.....	9
5.5 Partenariats (Volets II et III).....	9
6. NATURE DE L'AIDE FINANCIÈRE.....	10
6.1 Soutiens annuels – Volet I.....	10
6.2 Soutiens pluriannuels – Volets II et III.....	10
7. DOCUMENTS À SOUMETTRE	11
7.1 Présentation du projet	11
7.2 Documents administratifs	11
8. RAPPORT D'UTILISATION DE L'AIDE FINANCIÈRE.....	12
9. DATE DE TOMBÉE.....	13
9.1 Date limite de dépôt des projets	13
9.2 Annonce des résultats	13
10. ENVOI DE LA DEMANDE.....	13
11. RENSEIGNEMENTS.....	14
11.1 Rencontre publique	14
11.2 Renseignements – Service de la culture, Ville de Montréal	14

Couverture : Sonorium, d'OBORO, un projet d'arts sonores en milieu scolaire

Photo : Josée Brouillard, gracieuseté d'OBOR

1. AVANT-PROPOS

1.1 CONTEXTE DU PROGRAMME

Le programme de soutien financier et d'accompagnement *Médiations culturelles MTL 2018-2019* s'inscrit dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021 intervenue entre la Ville de Montréal (Ville) et le gouvernement du Québec. Cette entente s'articule autour de quatre axes d'intervention, soit le patrimoine, les quartiers culturels et l'expérience culturelle citoyenne, le numérique et l'entrepreneuriat culturel. Le présent programme répond aux objectifs des deux axes suivants : « Les quartiers culturels et l'expérience culturelle citoyenne et Le numérique ». Il correspond également aux enjeux définis dans la Politique de développement culturel 2017-2022 de la Ville de Montréal¹ *Conjuguer la créativité et l'expérience culturelle citoyenne à l'ère du numérique et de la diversité*, en favorisant une approche transversale qui mise sur le pouvoir de la culture comme levier de développement. Il s'appuie aussi sur l'orientation 1 de la nouvelle Politique culturelle du Québec *Partout, la culture* « Contribuer à l'épanouissement individuel et collectif grâce à la culture », particulièrement sur les objectifs 1.2 « Soutenir une participation culturelle élargie et inclusive » et 1.5 « Accroître la synergie des secteurs culturels et sociaux ».

Développé dans ce contexte, le nouveau programme *Médiations culturelles MTL 2018-2019* représente une actualisation des mesures de soutien en médiation culturelle mises en place en 2005 pour les organismes culturels professionnels, soit le Programme montréalais d'action culturelle et le Programme de partenariat Culture et Communauté. Il intègre également le volet I de la mesure spéciale 2017 intitulée *Initiatives collaboratives en créativité numérique*. Le programme comprend trois volets : Médiations artistiques et culturelles; Engagement dans les communautés et dans les quartiers; Culture numérique participative.

1.2 FAVORISER LA COHÉSION SOCIALE DANS LES QUARTIERS CULTURELS

La culture est le langage universel qui permet de créer des communautés à la fois fortes et ouvertes aux apports des autres. Elle contribue de façon remarquable au partage de cette richesse collective en favorisant l'innovation. La cohésion sociale se nourrit des expériences culturelles qui stimulent l'engagement des citoyens, sans égard à leur genre, à leur origine, à leur religion, à leur langue ou à leurs limitations fonctionnelles, chacun partageant le droit d'être spectateur et acteur culturel, d'accéder et de participer à la culture librement. Les quartiers culturels se définissent comme des milieux de vie où l'on trouve une concentration de services et d'activités culturelles et artistiques de proximité. Ils sont issus d'une volonté d'enrichir les expériences vécues en matière de culture par les Montréalaises et les Montréalais, non seulement au centre-ville, mais sur l'ensemble du territoire.

OBJECTIF GÉNÉRAL

Consolider et développer des espaces culturels exceptionnels et mettre en valeur les richesses patrimoniales, artistiques, architecturales et naturelles présentes dans les quartiers, le tout en concertation avec les arrondissements, leurs citoyens et les acteurs locaux, entre autres les artistes, les organismes culturels, les sociétés de développement commerciales et les commerçants.

Le programme *Médiations culturelles MTL 2018-2019* atteint cet objectif en favorisant le croisement entre les pratiques citoyennes et le milieu artistique professionnel afin de soutenir les rencontres interculturelles, la diversité des expressions et la mixité des pratiques. Il mise sur le pouvoir de la culture et des arts pour favoriser l'inclusion et la diversité tant au sein des publics que des artistes professionnels.

1 ville.montreal.qc.ca/culture/politique-de-developpement-culturel-2017-2022

Le programme permet de développer l'expérience culturelle citoyenne dans les quartiers montréalais en créant des passerelles entre les organismes culturels, leurs partenaires et les publics constitués de jeunes, de familles, d'aînés et de personnes éloignées de l'offre culturelle professionnelle. Il vise donc à soutenir des projets culturels permettant d'agir sur des enjeux sociaux. À cet égard, la Ville et le ministère de la Culture et des Communications (MCC) souhaitent susciter des partenariats entre des organismes culturels et des organismes communautaires ou spécialisés en intervention sociale.

1.3 LE NUMÉRIQUE AU SERVICE DE L'EXPÉRIENCE DU CITOYEN

La présence du numérique dans toutes les sphères de la société provoque des mutations importantes dans le rapport des citoyens aux arts et à la culture. L'intégration des plus récentes avancées technologiques dans plusieurs types de pratiques artistiques, dans l'aménagement des espaces publics et des équipements culturels contribue à créer les conditions propices à une expérience culturelle qui transforme à la fois le rôle des artistes, des publics et des citoyens, tout en favorisant les maillages entre les milieux des arts, du savoir et les industries culturelles et créatives. De nouveaux types de narration et des approches participatives innovatrices permettent l'émergence de langages communs inédits pouvant réinventer notre rapport à la ville pour en faire une expérience urbaine contemporaine et collective.

OBJECTIF GÉNÉRAL

Libérer le potentiel des acteurs culturels ainsi que celui des citoyens partout sur le territoire afin que la culture numérique se développe de façon organique et durable.

Le présent programme répond à cet objectif en soutenant les initiatives en médiation culturelle qui visent à stimuler la participation de la population au développement de la culture numérique. Il favorise les démarches d'expérimentation technologique, de transfert des savoirs, de littératie numérique et d'appropriation du territoire dans une optique inclusive et partenariale pour rendre la culture numérique locale accessible dans tous les quartiers montréalais.

1.4 APPROCHE EN MÉDIATION CULTURELLE À LA VILLE DE MONTRÉAL

L'impact positif des projets réalisés à Montréal au cours des dernières années a été largement documenté et démontre que les enjeux de la médiation culturelle touchent l'ensemble de la vie en société². L'approche développée par la Ville, en collaboration avec le MCC, permet de relever les défis de l'accès à la culture, de la diversification des publics et de la citoyenneté culturelle en favorisant les perspectives suivantes : l'éducation artistique; l'inclusion sociale et la diversité culturelle; l'ancrage local dans les communautés et les quartiers; l'innovation dans les formes de participation et d'expression culturelles.

2 montreal.mediationculturelle.org

2. DESCRIPTION DU PROGRAMME

2.1 PRÉSENTATION

La Ville et le MCC souhaitent continuer à soutenir les organismes culturels professionnels pour la réalisation d'initiatives en médiation culturelle auprès de la population montréalaise. Les médiations artistiques et culturelles, l'engagement dans les communautés et dans les quartiers ainsi que la participation des citoyens à la culture numérique représentent les trois axes prioritaires du programme *Médiations culturelles MTL 2018-2019* qui met de l'avant l'importance des partenariats et des actions pluriannuelles pour multiplier les effets positifs et rassembleurs auprès de la population montréalaise.

Pour que le développement culturel soit inclusif dans la métropole, la Ville et le MCC souhaitent mettre à contribution les organismes culturels et les artistes professionnels intéressés à travailler en partenariat avec les milieux communautaires, scolaires, environnementaux, avec les institutions culturelles ou les établissements d'enseignement et de recherche ainsi qu'avec des partenaires municipaux.

L'engagement des partenaires et l'ouverture de leurs démarches aux réalités des populations vulnérables ou marginalisées représentent des conditions de réussite essentielles aux actions de médiation culturelle. Deux volets du programme proposent des soutiens pluriannuels permettant de développer des pratiques et des partenariats durables dans la ville.

Le cadre de référence proposé est le même pour les trois volets du programme, l'objectif commun étant de favoriser les rencontres inclusives entre les artistes, les œuvres et les citoyens par divers types de médiations culturelles.

2.2 OBJECTIFS GÉNÉRAUX DU PROGRAMME

Le programme *Médiations culturelles MTL 2018-2019* propose quatre objectifs prioritaires, en concordance avec la Politique de développement culturel 2017-2022 de la Ville de Montréal *Conjuguer la créativité et l'expérience culturelle citoyenne à l'ère du numérique et de la diversité*, la Politique culturelle du Québec *Partout, la culture* ainsi que les orientations stratégiques de l'Entente sur le développement culturel de Montréal :

- Favoriser l'accès à la culture, la participation des citoyens à la vie artistique et culturelle montréalaise et l'engagement des artistes dans leurs communautés;
- Valoriser les projets interculturels et inclusifs pour rejoindre les personnes éloignées de l'offre culturelle professionnelle, notamment les personnes issues des communautés culturelles, les Autochtones, les personnes vulnérables, les personnes ayant des limitations fonctionnelles, ou encore pour répondre aux besoins spécifiques d'une population, comme les enfants, les adolescents, les jeunes adultes, les adultes, les femmes, les aînés, les familles, etc.;
- Contribuer au développement culturel sur tout le territoire, en favorisant la culture de proximité et les partenariats entre les divers secteurs selon les principes du développement durable;
- Soutenir les initiatives de médiation culturelle visant à stimuler la participation de la population au développement de la culture numérique.

Les projets soutenus par le programme *Médiations culturelles MTL 2018-2019* favorisent la médiation artistique autour des œuvres avec des artistes professionnels et des médiateurs, l'engagement dans les communautés et les quartiers de Montréal ainsi que le développement d'une culture numérique participative afin de contribuer à l'implication culturelle des citoyens dans tous les quartiers de la ville.

2.3 CARACTÉRISTIQUES DES PROJETS

Les activités de médiation culturelle prennent diverses formes et, pour illustrer cette réalité, l'expression se conjugue au pluriel dans le titre du programme : *Médiations culturelles MTL 2018-2019*. Nous entendons par activités de médiation culturelle des initiatives qui permettent de faire le pont entre les citoyennes et les citoyens et l'activité culturelle professionnelle par des rencontres personnalisées favorisant le contact avec les œuvres, avec les créateurs et avec les démarches artistiques, littéraires ou patrimoniales. Ces actions créent une opportunité d'échanges culturels et de partage des savoirs, dans une perspective de développement, de réciprocité et d'inclusion, plus particulièrement pour les personnes les plus éloignées de l'offre culturelle professionnelle.

Afin de répondre aux objectifs du programme, les projets proposés dans le cadre des trois volets peuvent tenir compte des caractéristiques suivantes :

- Des interactions et des rencontres personnalisées entre publics, artistes, intervenants et formes d'expression culturelle;
 - La diversité culturelle et la diversité des publics, de leurs savoirs et de leurs capacités : la mise en œuvre de moyens d'accompagnement adaptés aux spécificités des communautés culturelles ainsi qu'aux divers groupes sociaux (âge, situation sociale, modes de vie, systèmes de valeurs, traditions, freins socio-économiques, éloignement géographique, personnes vivant avec des limitations fonctionnelles);
 - L'expérimentation de formes de participation culturelle innovantes pour renouveler les formes de transmission culturelle et d'échange réciproque entre milieux culturels, artistiques et citoyens;
 - La découverte des propositions artistiques, culturelles ou patrimoniales, conjugée à l'expérimentation active :
 - animation pédagogique, initiation, atelier d'expérimentation, création, résidence d'artiste, accompagnement, discussion, sortie culturelle, diffusion, etc.
- Les projets ayant une durée moyenne (quelques semaines) ou une longue durée (plusieurs mois) ont un impact plus grand sur les participants (artistes, intervenants, publics et citoyens);
 - Les pratiques ancrées dans leur milieu et participatives : les projets s'inscrivent dans une perspective de changement impliquant un large éventail de groupes, d'artistes, d'intervenants, de publics et de citoyens qui collaborent et partagent leurs compétences pour favoriser le développement et l'autonomisation culturelle des communautés, rejoignant ainsi les objectifs de la citoyenneté culturelle;
 - Les partenariats durables : les partenariats sont essentiels pour la réussite des projets de médiation culturelle. Ils permettent d'ancrer les actions dans le développement culturel local de manière structurante et transversale.

Cette approche de la médiation culturelle se situe dans une perspective de changement sur les plans personnel, collectif ou social en favorisant le développement et l'autonomisation culturelle des communautés, la transformation des rapports sociaux et la production de nouvelles formes de cohésion sociale. Elle rejoint ainsi les objectifs transversaux du développement durable tels que repris dans les quatre orientations de la Politique culturelle du Québec *Partout, la culture*.

3. PRÉSENTATION DES VOLETS

3.1 SOUTIENS ANNUELS

VOLET I

Médiations artistiques et culturelles

Ce volet permet de soutenir des projets qui provoquent des rencontres personnalisées entre artistes, œuvres et citoyens, dans un contexte d'échange et de transfert de savoir mutuel. Toutes les pratiques sont admissibles, incluant les projets numériques qui ont une durée maximale d'une année, et peuvent être réalisées avec ou sans partenariat.

3.2 SOUTIENS PLURIANNUELS

VOLET II

Engagement dans les communautés et dans les quartiers

Ce sont des soutiens sur deux ans pour des projets de médiation culturelle réalisés avec un partenaire ou plus, dans une perspective de développement et d'engagement envers une communauté ou un quartier montréalais.

VOLET III

Culture numérique participative

Il s'agit de soutiens pour les initiatives culturelles qui intègrent les technologies numériques et favorisent la participation et la contribution de la population montréalaise aux arts et à la créativité numériques. Dans une démarche de transfert des savoirs, de littératie numérique et d'appropriation du territoire, les projets, réalisés avec un partenaire ou plus, permettent aux citoyens de découvrir ou d'expérimenter de nouvelles formes d'expression en culture numérique.³

3.3 MENTORAT : JUMELAGE ET ACCOMPAGNEMENT

Pour favoriser le transfert de savoirs et l'accompagnement des organismes, des jumelages et des soutiens en accompagnement seront proposés entre organismes soutenus et non-soutenus selon l'expertise et l'intérêt, selon les pratiques développées ou les populations et les communautés auxquelles les projets sont destinés.

- Les jumelages et les accompagnements seront offerts aux organismes après l'analyse du comité d'évaluation du programme;
- Les jumelages et les accompagnements comprendront des rencontres, du transfert de connaissance ou de l'expérimentation;
- Une subvention spéciale de 2 000 \$ sera attribuée à chacun des deux organismes qui participent à la réalisation du projet de mentorat;
- Les activités développées conjointement par les deux organismes feront l'objet d'un bilan à la fin du calendrier de travail.

Les organismes pourront mentionner leur intérêt et leurs besoins dans le formulaire de demande du programme.

³ Il est entendu que la culture numérique réfère plus particulièrement aux arts numériques, au multimédia, à la réalité virtuelle et augmentée, aux arts intégrant les technologies numériques, à l'édition numérique, à l'audiovisuel, au jeu vidéo, aux installations immersives et interactives, aux projections numériques dans l'espace public.

4. CONDITIONS D'ADMISSIBILITÉ

Les initiatives de médiation culturelle sont réalisées par des organismes culturels professionnels. Pour les volets II et III, il est obligatoire d'établir un partenariat avec un organisme à but non lucratif issu du milieu communautaire ou de l'intervention sociale, ou encore du secteur de l'éducation ou de la recherche, et ce, dans une démarche d'appropriation du territoire et de collaboration avec les Montréalaises et les Montréalais pour un développement culturel inclusif.

4.1 ORGANISMES ADMISSIBLES

Pour être admissibles à ces mesures, les organismes demandeurs doivent :

- être constitués à titre de corporation (personne morale) à but non lucratif depuis un an à la date du dépôt de la demande;
- exercer une activité culturelle professionnelle régulière dans le secteur des arts de la scène, des arts visuels, des métiers d'art, des arts numériques, de la littérature, de l'édition, de la production audiovisuelle, de l'architecture et du patrimoine;
- avoir leur siège social sur le territoire de la Ville;
- soumettre une demande complète et conforme aux objectifs du programme;
- avoir respecté leurs engagements lors de l'attribution de soutiens financiers antérieurs et être en règle avec les différents services de la Ville.

4.2 ORGANISMES NON-ADMISSIBLES

- Les organismes recevant une subvention annuelle supérieure à 375 000 \$ de la Ville (Service de la culture, arrondissements et Conseil des arts de Montréal (CAM)) ou du gouvernement du Québec (MCC, Conseil des arts et lettres du Québec (CALQ) et Société de développement des entreprises culturelles (SODEC)) ne sont pas admissibles à ce programme.
- Les organismes en situation d'infraction en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel;
- Les établissements d'enseignement et de formation professionnelle;
- Les organismes de loisir.

4.3 PARTENAIRES ADMISSIBLES

Le principal organisme partenaire du projet doit être :

- constitué à titre de corporation (personne morale) à but non lucratif;
- issu du milieu communautaire, de l'intervention sociale ou des secteurs de l'éducation, de la santé ou de la recherche.

Les tiers partenaires du projet peuvent être :

- issus du milieu municipal (maisons de la culture, bibliothèques, Espace pour la vie, parcs, etc.);
- des institutions artistiques, culturelles ou patrimoniales.

4.4 PROJETS ADMISSIBLES

- Les projets déposés doivent rejoindre les objectifs privilégiés par le programme;
- Les lettres de confirmation des organismes sont obligatoires pour les projets en partenariat pluriannuels (volet II et volet III) et doivent être acheminées en même temps que la demande;
- Au cours de la même année, un même projet ne peut faire l'objet de deux demandes auprès du Service de la culture ou du MCC;
- Dans le cadre du programme, un organisme peut soumettre deux projets la même année : dans le volet I pour un projet annuel et dans le volet II ou le volet III pour un projet pluriannuel. Il pourra donc bénéficier du soutien pour deux projets au maximum par année;
- Les projets doivent être réalisés entre mars 2019 et février 2020.

5. CRITÈRES D'ÉVALUATION DES PROJETS POUR LES TROIS VOLETS

Le Service de la culture mettra en place un comité d'évaluation constitué de représentants de la Ville, du MCC, des milieux artistiques et culturels, des milieux partenaires (communautaires, de l'éducation, de la créativité numérique, etc.) et du milieu culturel municipal en arrondissement. Une attention particulière sera apportée à la diversité des membres du comité d'évaluation du programme.

Le comité d'évaluation analysera les projets soumis selon les critères suivants :

5.1 QUALITÉ GÉNÉRALE DU PROJET

- La concordance du projet avec les objectifs du programme;
- Le type de médiation culturelle proposée : contexte, concept, participation, nombre d'activités, durée du projet;
- La qualité des démarches artistiques et culturelles ou patrimoniales avec lesquelles les participants seront en contact;
- La prise en compte des caractéristiques des quartiers ciblés (volet II);
- La qualité des démarches participatives proposées en culture numérique (volet III).

5.2 POPULATIONS PARTICIPANTES

- La pertinence et le caractère inclusif des populations ciblées pour participer au projet : les personnes issues des communautés culturelles, les Autochtones, les personnes vulnérables, les personnes ayant des limitations fonctionnelles, les résidents de quartiers hors du centre, ou encore des personnes éloignées de l'offre culturelle parmi des populations spécifiques comme les enfants, les adolescents, les jeunes adultes, les adultes, les femmes, les aînés, les familles, etc.;
- La qualité des apprentissages proposés aux participants;
- L'éthique et l'équité : le respect des populations participantes.

5.3 IMPACTS DU PROJET

- Les retombées sur les participants, les milieux et les pratiques;
- La qualité des apprentissages et des échanges proposés (découverte des arts et expérimentation active);
- La pertinence du processus d'évaluation des résultats et des indicateurs proposés (évaluation qualitative, données quantitatives);
- La continuité des projets sous différentes formes et le potentiel structurant de l'initiative proposée (volets II et III).

5.4 EXPERTISE DE L'ORGANISME

- L'expérience de l'organisme en médiation culturelle avec la population;
- La clarté et la pertinence du budget en regard des impacts envisagés;
- La capacité de l'organisme à mettre en œuvre et à réaliser le projet;
- L'expertise culturelle du demandeur;
- La stratégie envisagée pour mettre en valeur et faire rayonner les diverses actions et réalisations.

5.5 PARTENARIATS (VOLETS II ET III)

- La pertinence et la qualité des partenariats, en fonction des communautés et des quartiers ciblés (volet II) ou de l'aspect collaboratif des projets numériques (volet III);
- Le développement des partenariats dans une démarche à long terme.

6. NATURE DE L'AIDE FINANCIÈRE

Dans le cadre du programme, un organisme peut soumettre deux projets la même année : dans le volet I, pour un projet annuel et dans les volets II ou III, pour un projet pluriannuel. Il pourra bénéficier d'un maximum de deux subventions par année. Un organisme qui bénéficie d'un soutien pluriannuel ne pourra pas déposer d'autre demande dans les volets II et III, mais il pourra proposer un projet annuel dans le volet I.

6.1 SOUTIENS ANNUELS - VOLET I

La contribution financière maximale est de 20 000 \$ et ne peut pas excéder 85 % du budget global.

Les dépenses admissibles sont celles qui sont liées à :

- la conception et la réalisation des activités de médiation;
- l'évaluation du projet et le partage des apprentissages;
- la documentation et la promotion;
- l'administration du projet (maximum de 15 % du budget total).

Les dépenses non-admissibles sont :

- les frais de fonctionnement des organismes (loyer, électricité, assurances, etc.);
- les projets d'immobilisation, incluant les améliorations locatives;
- les activités déjà soutenues par le Service de la culture;
- les dépassements de coûts du projet.

La contribution des partenaires

- L'organisme demandeur peut déposer un projet sans avoir un partenaire confirmé mais il est préférable d'avoir minimalement entamé des démarches de partenariat afin de préciser le projet;
- Il est recommandé que le partenaire de l'organisme demandeur apporte une contribution financière ou une contribution en nature pour la réalisation du projet;
- Si le partenaire est un établissement (d'enseignement, de formation, de santé et de services sociaux, etc.), la contribution financière au projet est considérée comme obligatoire;

- Ces contributions doivent apparaître dans le budget du projet et dans la lettre signée du partenaire.

Les conditions spécifiques

- Un projet soutenu dans le volet I ne peut être soutenu plus de quatre années consécutives.
- La dernière demande pour un même projet devra comprendre un soutien dégressif équivalant à 75 % du soutien obtenu la 3^e année.
- Un bilan intérimaire d'un projet en cours ou déjà réalisé avec le soutien de ce programme sera demandé dans le formulaire lors du dépôt d'une nouvelle demande.

6.2 SOUTIENS PLURIANNUELS - VOLETS II ET III

La contribution financière maximale est de 30 000 \$ par année pour deux ans et ne peut pas excéder 85 % des dépenses admissibles.

Les dépenses admissibles sont celles qui sont liées à :

- la conception et la réalisation des activités de médiation;
- la documentation et la promotion;
- l'évaluation du projet et le partage des apprentissages;
- l'administration du projet (maximum de 15 % du budget total).

Les dépenses non-admissibles sont celles qui sont liées aux :

- frais de fonctionnement des organismes (loyer, électricité, assurances, etc.);
- projets d'immobilisation, incluant les améliorations locatives;
- projets déjà soutenus par le Service de la culture;
- dépassements de coûts du projet et au déficit de l'organisme.

La contribution des partenaires

- L'organisme demandeur doit déposer un projet avec un ou plusieurs partenaires confirmés;
- Il est recommandé que les partenaires de l'organisme demandeur apportent une contribution financière ou une contribution en nature pour la réalisation du projet;
- Si un partenaire est un établissement (d'enseignement, de formation, de santé et de services sociaux, etc.), l'apport financier au projet est considéré comme obligatoire;

- Ces contributions doivent apparaître dans le budget du projet et dans la lettre signée des partenaires.

Les conditions spécifiques

- Un projet pluriannuel peut faire l'objet d'une deuxième demande de soutien de deux ans, pour un maximum de quatre années consécutives.
- La deuxième demande pour un même projet devra comprendre un soutien dégressif équivalant à 75 % du soutien obtenu pour les deux premières années.

7. DOCUMENTS À SOUMETTRE

Les demandes de soutien doivent être remplies sur le formulaire prévu à cet effet. Vous pouvez l'obtenir aux adresses suivantes :

montreal.mediationculturelle.org/soutien-financier

ville.montreal.qc.ca/culture/programmes-daide-financiere

Le demandeur doit déposer un dossier complet en trois PDF distincts.

7.1 PRÉSENTATION DU PROJET

PDF 1

- Le formulaire signé par le représentant autorisé de l'organisme incluant :
 - le concept et les objectifs;
 - la programmation, les activités prévues et les démarches artistiques, culturelles ou patrimoniales proposées;
 - les populations ciblées;
 - les apprentissages et le type de contribution des participants ciblés;
 - les retombées attendues ainsi que les indicateurs de performances prévus;
 - la démonstration du potentiel structurant du projet (volets II et III);
 - l'échéancier de réalisation;

- les partenaires et leurs rôles;
- le bilan du dernier projet réalisé ou en cours soutenu dans un des programmes de médiation culturelle de l'Entente sur le développement culturel;
- le budget (revenus et dépenses).

PDF 2

- L'historique de l'organisme demandeur et des partenaires (version abrégée);
- Une courte biographie des artistes, des médiateurs et des principaux intervenants dans le projet;
- Les lettres d'engagement des partenaires (recommandées pour le volet I et obligatoires pour les projets pluriannuels - volets II et III).

Le PDF 2 ne doit pas dépasser **10 pages**.

7.2 DOCUMENTS ADMINISTRATIFS

PDF 3

- Une copie des lettres patentes de l'organisme;
- Les états financiers du dernier exercice de l'organisme demandeur;
- Une résolution du conseil d'administration de l'organisme demandeur autorisant le dépôt de la demande de soutien financier et autorisant un représentant désigné à signer tout engagement relatif à cette demande.

8. RAPPORT D'UTILISATION DE L'AIDE FINANCIÈRE

Voici les obligations auxquelles un organisme qui bénéficie d'une aide financière dans le cadre du programme *Médiations culturelles MTL 2018-2019* doit s'engager :

- L'organisme devra informer le représentant de la Ville des changements apportés au projet pendant sa réalisation et faire état des avancées et des défis rencontrés selon les indicateurs et les objectifs.
 - Lors du dépôt d'une nouvelle demande, il devra fournir dans le formulaire (section 9) un bilan intérimaire d'un projet en cours ou déjà réalisé avec le soutien de ce programme.
 - Il devra produire un bilan final du projet, signé par le représentant autorisé de l'organisme, et remettre quatre photographies libres de droits en format électronique. Le bilan final devra être rempli sur le formulaire prévu à cet effet. Vous pouvez l'obtenir aux adresses suivantes :
- Pour les soutiens pluriannuels : à la fin de l'an I du projet, l'organisme devra produire un bilan à la satisfaction du représentant de la Ville. L'aide financière pour la phase II sera conditionnelle à la qualité des réalisations et à l'acceptation du rapport produit.
 - Le versement final de la subvention (10 % du soutien) sera remis à l'organisme sur approbation du bilan complet par le représentant de la Ville de Montréal.
 - La date limite de dépôt du bilan pour tous les organismes soutenus par le programme *Médiations culturelles MTL 2018-2019* - Volets I, II et III : le 30 mars 2020.

montreal.mediationculturelle.org/soutien-financier

ville.montreal.qc.ca/culture/programmes-daide-financiere

Les responsabilités et les obligations des organismes soutenus sont inscrites dans le formulaire signé par le représentant autorisé de l'organisme. **Ce formulaire fait foi de protocole d'entente.**

9. DATE DE TOMBÉE

9.1 DATE LIMITE DE DÉPÔT DES PROJETS

Le formulaire rempli et signé ainsi que les autres documents obligatoires devront être acheminés au plus tard le lundi 29 octobre 2018 à 17 h.

9.2 ANNONCE DES RÉSULTATS

Il faut prévoir un délai approximatif de quatre mois entre le dépôt de la demande et l'annonce de la décision.

10. ENVOI DE LA DEMANDE

La demande doit être envoyée par courriel à mediationculturelle@ville.montreal.qc.ca

Veillez noter que :

- Les envois par la poste ne sont pas acceptés;
- Tous les renseignements doivent obligatoirement être inscrits sur le formulaire et se limiter aux espaces prévus à cet effet (les textes annexés ne seront pas transmis au comité d'évaluation);
- Les dossiers incomplets, non signés ou ne répondant pas aux critères d'admissibilité seront automatiquement rejetés.

IMPORTANT

L'organisme a la responsabilité de s'assurer que le formulaire complété et signé ainsi que les autres documents obligatoires soient parvenus au Service de la culture de la Ville de Montréal avant la date limite.

Aucun document ne sera accepté après le lundi 29 octobre 2018 à 17 h.

11. RENSEIGNEMENTS

11.1 RENCONTRE PUBLIQUE

Une rencontre publique d'information sur le programme *Médiations culturelles MTL 2018-2019* se tiendra à Montréal :

Mercredi 19 septembre 2018 à 15 h 30
Maison de la culture Claude-Léveillée
911, rue Jean-Talon Est
Station Jean-Talon – Lignes Bleue et Orange

Vous trouverez les détails de la rencontre sur le site :
montreal.mediationculturelle.org

11.2 RENSEIGNEMENTS - SERVICE DE LA CULTURE, VILLE DE MONTRÉAL

Service de la culture – Ville de Montréal
montreal.mediationculturelle.org

Équipe Médiation culturelle
mediationculturelle@ville.montreal.qc.ca

Danièle Racine, commissaire à la médiation culturelle
danieleracine@ville.montreal.qc.ca ou 514 872-6954

Références :
montreal.mediationculturelle.org/soutien-financier
ville.montreal.qc.ca/culture/programmes-daide-financiere

Pour consulter la liste complète des programmes du Service de la culture :
ville.montreal.qc.ca/culture/programmes-daide-financiere

AUTRES PROGRAMMES OFFERTS DANS LE CADRE DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL

Pour les arrondissements et le réseau
Accès culture :

Programme de médiation culturelle des arrondissements montréalais
ville.montreal.qc.ca/culture/mediation-culturelle-des-arrondissements-montrealais

Pour les organismes en loisir culturel :
La pratique artiste amateur : vers une citoyenneté culturelle dans les quartiers
ville.montreal.qc.ca/cultureloisir/nouveau-la-pratique-artistique-amateur-vers-une-citoyennete-culturelle-dans-les-quartiers

Pour les organismes culturels professionnels :
Programme d'art mural
ville.montreal.qc.ca/culture/programme-dart-mural

Pour les organismes culturels en patrimoine :
Programme de soutien à la diffusion du patrimoine montréalais
ville.montreal.qc.ca/culture/diffusion-du-patrimoine-montrealais

Dossier # : 1194407001

Unité administrative responsable :

Service de la culture , Direction du développement culturel , -

Objet :

Accorder un soutien financier totalisant la somme de 750 200 \$ à 44 organismes culturels, pour le montant indiqué à chacun d'eux, dans le cadre du programme MÉDIATIONS CULTURELLES MTL 2018 de l'Entente sur le développement culturel de la Ville de Montréal MCC/Ville 2018-2021 (EDCM).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS



[Virement crédit - GDD 1194407001 PTI.xls](#)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jerry BARTHELEMY
Préposé au Budget
Tél : 514 872-5066

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-28

Daniel D DESJARDINS
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-5597
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

**Dossier # : 1187840001**

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division programmation et diffusion
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 d) soutenir le développement et la diversité des pratiques culturelles
Projet :	MCCQ 2018-2021 (Entente sur le développement culturel)
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 30 000 \$ à Sylvain Émard Danse pour la réalisation d'une série d'ateliers, Le Petit Continental, dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal (MCC/Ville) 2018- 2021 /Approuver un projet de convention à cet effet

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier totalisant la somme de 30 000 \$ à Sylvain Émard Danse, pour la réalisation d'une série d'ateliers, Le Petit Continental,, dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de la Ville de Montréal MCC /Ville 2018-2021 (EDCM);
2. d'approuver un projet de convention à cet effet;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense est entièrement assumée par la Ville centrale.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2019-02-04 14:27

Signataire : _____
Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

IDENTIFICATION **Dossier # :1187840001**

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division programmation et diffusion
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 d) soutenir le développement et la diversité des pratiques culturelles
Projet :	MCCQ 2018-2021 (Entente sur le développement culturel)
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 30 000 \$ à Sylvain Émard Danse pour la réalisation d’une série d’ateliers, Le Petit Continental, dans le cadre de l’Entente sur le développement culturel de Montréal (MCC/Ville) 2018-2021 /Approuver un projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

Le Grand Continental de Sylvain Émard Danse, cet immense set carré contemporain, mise sur l’authenticité et la fougue de danseurs amateurs pour galvaniser les foules. Depuis sa création en 2009, l’œuvre a visité quatre continents et réuni 3 000 danseurs amateurs et 115 000 spectateurs. Ludique, démocratique et profondément humain, *Le Grand Continental* est une preuve éclatante de la force unificatrice de la danse et de son impact sur les populations.

Ce spectacle où œuvrent des danseurs amateurs de tous horizons (10 à 75 ans) reflète la pluralité de Montréal et traduit un désir de rapprochement qui transcende les différences. Puissant vecteur d’intégration, *Le Grand Continental* favorise l’inclusion culturelle des citoyens éloignés de l’offre culturelle montréalaise.

Afin de poursuivre ses actions d’accessibilité à la danse contemporaine, Sylvain Émard Danse offre la chance à des Montréalaises et des Montréalais de toutes origines culturelles et de tous âges de vivre l’expérience du *Grand Continental* en version concentrée et de participer à une série d’ateliers chorégraphiques, nommée Le Petit Continental.

Dans le cadre de l'axe 2 de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021 (EDCM) qui favorise «Les quartiers culturels et l’expérience culturelle citoyenne», le ministère de la Culture et des Communications (MCC) et la Ville de Montréal soutiennent des initiatives qui permettent l’expression culturelle des citoyens en misant sur leur participation active à des ateliers de pratique artistique amateur qui mettent l’accent autant sur le processus que sur la finalité de l’objet culturel produit.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE18 1323 - 8 août 2018. Approuver le projet d'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021 entre la ministre de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal établissant les modalités d'implication des parties relativement au versement d'une aide financière à la Ville pour réaliser des projets dans le cadre de cette entente.

CE08 1106 – 11 juin 2008. Autoriser le versement de 240 000 \$ à 25 organismes culturels dans le cadre du Programme montréalais d'action culturelle 2008 de l'Entente MCCCCF-Ville 2008-2011 (#Recommandation de crédits 08-2.3.2-022).

CE06 0972 – 14 juin 2006. Demande d'autorisation pour le versement de subventions de 50 000 \$ et moins dans le cadre du Programme général de subventions (3 322 000 \$); du Programme CAM en tournée: Arts de la scène (496 310 \$), arts visuels (93 000 \$), cinéma, arts médiatiques et nouvelles pratiques artistiques (64 500 \$), littérature (59 800 \$); et des Échanges culturels (26 000 \$) du Conseil des arts de Montréal pour l'année 2006.

CE05 1054 – 8 juin 2005. Demande d'autorisation pour le versement de subventions de 50 000 \$ et moins dans le cadre du Programme général de subventions (3 222 500 \$), du Programme CAM en tournée: Arts de la scène (526 680 \$), Arts visuels (2 700 \$), Cinéma et nouveaux médias (51 225 \$) et Littérature (46 000 \$) et les Échanges culturels (20 000 \$) du Conseil des arts de Montréal pour l'année 2005.

CE04 1249 – 23 juin 2004. Demande d'autorisation pour le versement de subventions dans le cadre du «Programme général de subventions» de «Jouer dans l'île» d'«Exposer dans l'île» de «Lire dans l'Île» de «Action! On tourne!» et d'«Échanges culturels» du Conseil des arts de Montréal (3 794 780 \$).

DESCRIPTION

Le Petit Continental a pour objectif de permettre à 250 montréalais de tous horizons et toutes cultures (10 à 75 ans) de participer à des ateliers chorégraphiques et à la conception d'une chorégraphie collective. Les 250 participants seront répartis en 5 groupes à travers les 4 coins de la Ville : Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles, Île-Bizard – Sainte-Geneviève, Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce et Montréal-Nord.

Occasion privilégiée de faire connaître la danse contemporaine auprès de nouveaux auditoires, *Le Petit Continental* suscitera le sentiment de dépassement et d'appartenance des danseurs amateurs, stimulera l'imagination des participants et accentuera la collaboration et les échanges entre les citoyens.

Organisme	% du budget	Subvention accordée
Sylvain Émard Danse	79,5 %	30 000 \$

*La colonne "% du budget" correspond à la contribution de la subvention par rapport au coût de l'ensemble du projet.

JUSTIFICATION

Le Petit Continental s'inscrit dans le cadre de l'EDCM 2018-2021, conclue entre la Ville de Montréal et le gouvernement du Québec. Cette entente s'articule autour de quatre axes d'intervention, soit le patrimoine, les quartiers culturels et l'expérience culturelle citoyenne, le numérique et entrepreneuriat culturel. *Le Petit Continental* répond aux objectifs de l'axe d'intervention *Les quartiers culturels et l'expérience culturelle citoyenne*. L'objectif général de cet axe se définit ainsi :

- Consolider et développer des espaces culturels exceptionnels et mettre en valeur les richesses patrimoniales, artistiques, architecturales et naturelles présentes dans les

quartiers, le tout en concertation avec les arrondissements, leurs citoyens et les acteurs locaux, entre autres, les artistes, les organismes culturels et les sociétés de développement commerciales et les commerçants.

Le Petit Continental soutient cet objectif en appuyant le développement et la réalisation d'un projet novateur et structurant en pratique artistique amateur tout en permettant l'inclusion des Montréalaises et des Montréalais de tous les arrondissements. Ce projet favorise l'accessibilité à la culture et suscite l'engagement culturel et citoyen.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût maximal de cette contribution financière de 30 000 \$ sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale CM18 0265 d'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021.

Cette dépense sera assumée à 100% par la Ville centre.

La contribution financière est réalisée dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021.

La dépense de 30 000 \$ est subventionnée à 15 000 \$ dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021, ce qui laisse un emprunt net à la charge de la Ville de 15 000 \$ et a fait l'objet des recommandations de crédit suivantes: 18-02.02.02.00-0005 et 18-02.03.02.00-0006

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le Petit Continental atteint plusieurs objectifs de l'Agenda 21 de la culture:

- favoriser la participation des citoyens à la vie culturelle par des projets inclusifs;
- soutenir la créativité et la liberté d'expression;
- améliorer la qualité de vie de publics ciblés, tels les jeunes, les communautés immigrantes et les familles;
- contribuer à la diversité et au dynamisme culturel.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La Ville et le MCC conjuguent leurs efforts pour permettre aux citoyens de s'approprier la culture et pour contrer l'exclusion culturelle sur tout le territoire de la Ville. Le non-versement de la somme à Sylvain Émard Danse remettrait en question la capacité de la Ville à atteindre ses objectifs en matière d'accès à la culture et de participation des citoyens au développement culturel.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Comme convenu avec le Service des communications, ce dossier ne comporte aucun enjeu de communication. Un protocole de visibilité est en vigueur et doit être appliqué par les organismes.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

13 février 2019 Octroi de la subvention à Sylvain Émard Danse
13 février à décembre 2019 Réalisation du Petit Continental
31 Janvier 2020 Dépôt du bilan

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

En conformité avec les pouvoirs du comité exécutif en regard de subvention de moins de 50 000 \$. Le service des Affaires juridiques a autorisé la fiche d'inscription comme étant le protocole d'entente valide lors de l'octroi d'une subvention dans le cadre de ce programme. À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Hui LI, Service des finances

Lecture :

Hui LI, 22 janvier 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Ève C COURCHESNE
Commissaire à la culture

Tél : 514 872-2014

Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-21

Gina TREMBLAY
Chef de division - Développement culturel

Tél : 514 872-5592

Télécop. : 514 872-4665

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Geneviève PICHET
Directrice développement culturel

Tél : 514-872-8562

Approuvé le : 2019-01-31

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Suzanne LAVERDIÈRE
Directrice

Tél : 514-872-4600

Approuvé le : 2019-02-04

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier de la Ville, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6 et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **Sylvain Émard Danse**, personne morale, régie par la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*, dont l'adresse principale est le 2020, rue Sherbrooke Est, bur. 400, Montréal, Québec, H2K 1B9, agissant et représentée par Maya Daoud, codirectrice générale/administration, dûment autorisé(e) aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 128441854 RT
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1012660215
Numéro d'inscription d'organisme de charité : NEQ 1142155416

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la présente convention (ci-après la « **Convention** ») s'inscrit dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel 2018-2021 entre la Ville et le ministère de la Culture et des Communications (ci-après le « **MCC** ») (ci-après l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE le MCC et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme agit pour promouvoir la création et la recherche en danse et favoriser le développement des activités artistiques, ainsi que pour diffuser les réalisations et les activités reliées au but de la corporation, à des fins purement sociales, artistiques et sans intention pécuniaire pour ses membres.

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujéti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 **INTERPRÉTATION**

Le préambule, l'Annexe 1 et l'Annexe 2 font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2 **DÉFINITIONS**

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

- 2.1 « Annexe 1 » :** la description du Projet;
- 2.2 « Annexe 2 » :** les normes de visibilité mentionnées à l'article 4.4 de la présente Convention;
- 2.3 « Projet » :** le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
- 2.4 « Rapport annuel » :** document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;
- 2.5 « Reddition de compte » :** les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de

gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables et tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « Responsable » : Commissaire à la culture – loisir culture et pratique artistique amateur du Service de la culture ou son représentant dûment autorisé.

ARTICLE 3 **OBJET**

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet (ci-après le « **Projet** »).

ARTICLE 4 **OBLIGATIONS DE L'ORGANISME**

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

- 4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;
- 4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

- 4.2.1 obtenir toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;
- 4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;
- 4.2.3 dans la mesure où la contribution financière accordée à l'Organisme en vertu de la présente Convention serait appliquée sur un projet de construction couvert par le Décret concernant la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics (M-17.1, r.1.1) (ci-après le « **Décret** »), s'assurer d'appliquer les règles et les obligations découlant du Décret à la réalisation du Projet;
- 4.2.4 dans la mesure où le Projet pourrait nécessiter des interventions archéologiques sur le site patrimoine déclaré de Montréal et sur le site patrimoine déclaré du

Mont-Royal, l'Organisme s'engage, en ce qui concerne ses propriétés, à prendre les mesures nécessaires afin que soient assurées la connaissance et la mise en valeur du potentiel archéologique des sites faisant l'objet de travaux, et ce, en vertu de la contribution financière prévue à la présente Convention;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MCC, conformément aux dispositions concernant le Protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention et faire en sorte que ces documents reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MCC par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. Tout écrit relatif au Projet doit être approuvé par le Responsable et par le MCC avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MCC aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison du 20 décembre 2019;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et

registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

- 4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;
- 4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 \$) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;
- 4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 \$), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable les états financiers de l'Organisme, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;
- 4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

- 4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;
- 4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

- 4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes et recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation, demande, recours ou de

toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 \$) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Communications des informations

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MCC une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention.

ARTICLE 5 OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de trente milles dollars (30 000 \$), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de vingt-deux milles dollars (22 000 \$) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention;
- un deuxième versement au montant de huit milles dollars (8 000 \$), au plus tard le 30 janvier 2020, conditionnel à la remise d'un bilan, à la satisfaction du Responsable de la Ville;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

ARTICLE 6 GOVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7 DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

- 7.2** Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.
- 7.3** Dans les cas prévus aux sous-paragraphe 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.
- 7.4** S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8 **RÉSILIATION**

- 8.1** La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.
- 8.2** L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.
- 8.3** Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9 **DURÉE**

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 30 janvier 2020.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10 **ASSURANCES**

- 10.1** **10.1** L'Organisme n'est pas tenu de souscrire un contrat d'assurance spécifique pour le Projet.

ARTICLE 11 **LICENCE**

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 12 **DÉCLARATIONS ET GARANTIES**

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13 **DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 2020, rue Sherbrooke Est, bur. 400, Montréal, Québec, H2K 1B9, et tout avis doit être adressé à l'attention de la codirectrice générale/administration. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, rue Brennan, Pavillon Duke, bur. 5126.04, Montréal, Québec, H3C 04G, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemple ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

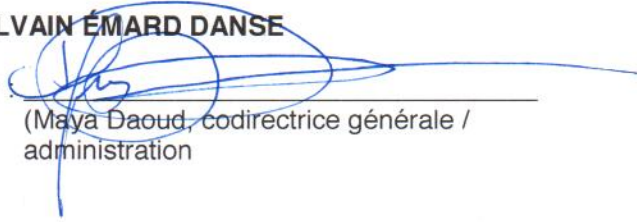
Le^e jour de 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier

Le 15^e jour de janvier 2019.

SYLVAIN ÉMARD DANSE

Par :  _____
(Maya Daoud, codirectrice générale /
administration)

Cette convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le ^e jour de 20__ (Résolution CE).

ANNEXE 1 **PROJET**

Le Grand Continental de Sylvain Émard Danse, cet immense set carré contemporain, mise sur l'authenticité et la fougue de danseurs amateurs pour galvaniser les foules. Depuis sa création en 2009, l'œuvre a visité quatre continents et réuni 3 000 danseurs amateurs et 115 000 spectateurs. Ludique, démocratique et profondément humain, *Le Grand Continental* est une preuve éclatante de la force unificatrice de la danse et de son impact sur les populations.

Ce spectacle où œuvrent des danseurs amateurs de tous horizons (10 à 75 ans) reflète la pluralité de Montréal et traduit un désir de rapprochement qui transcende les différences. Puissant vecteur d'intégration, *Le Grand Continental* favorise l'inclusion culturelle des citoyens éloignés de l'offre culturelle montréalaise.

Afin de poursuivre ses actions d'accessibilité à la danse contemporaine, Sylvain Émard Danse offre la chance à des Montréalaises et des Montréalais de toutes origines culturelles et de tous âges de vivre l'expérience du *Grand Continental* en version concentrée et de participer à une série d'ateliers chorégraphiques. Ces ateliers, nommés *Le Petit Continental* permettent l'expression culturelle des citoyens en misant sur leur participation active à des ateliers de pratique artistique amateur qui mettent l'accent autant sur le processus que sur la finalité de l'objet culturel produit.

En 2018-2019, l'EDCM a prévu une enveloppe de 30 000 \$ pour *Le Petit Continental*.

Le Petit Continental s'inscrit dans le cadre de l'EDCM 2018-2021, conclue entre la Ville de Montréal et le gouvernement du Québec. Cette entente s'articule autour de quatre axes d'intervention, soit le patrimoine, les quartiers culturels et l'expérience culturelle citoyenne, le numérique et entrepreneuriat culturel. *Le Petit Continental* répond aux objectifs de l'axe d'intervention *Les quartiers culturels et l'expérience culturelle citoyenne*. L'objectif général de cet axe se définit ainsi :

- Consolider et développer des espaces culturels exceptionnels et mettre en valeur les richesses patrimoniales, artistiques, architecturales et naturelles présentes dans les quartiers, le tout en concertation avec les arrondissements, leurs citoyens et les acteurs locaux, entre autres, les artistes, les organismes culturels et les sociétés de développement commerciales et les commerçants.

Le Petit Continental soutient cet objectif en appuyant le développement et la réalisation d'un projet novateur et structurant en pratique artistique amateur tout en permettant l'inclusion des Montréalaises et des Montréalais de tous les arrondissements. Ce projet favorise l'accessibilité à la culture et suscite l'engagement culturel et citoyen.

Objectif

Le Petit Continental a pour objectif de permettre à 250 montréalais de tous horizons et toutes cultures (10 à 75 ans) de participer à des ateliers chorégraphiques et à la conception d'une chorégraphie collective. Les 250 participants seront répartis en 5 groupes à travers les 4 coins de la Ville : Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles, Île-Bizard – Sainte-Geneviève, Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce et Montréal-Nord. Chaque groupe participera à 8 répétitions, dont certains seront consacrés à la création de la chorégraphie collective. Les répétitions culmineront avec une présentation informelle.

Occasion privilégiée de faire connaître la danse contemporaine auprès de nouveaux auditoires, *Le Petit Continental* suscitera le sentiment de dépassement et d'appartenance des danseurs amateurs, stimulera l'imagination des participants et accentuera la collaboration et les échanges entre les citoyens.

Calendrier de réalisation

Pré-production : Novembre et décembre 2018 ainsi que janvier 2019

- Établissements de partenariats avec des organismes implantés dans les quartiers pour promouvoir les ateliers

Production : Février à novembre 2019

- Séances d'informations et de démonstrations avec les participants potentiels dans les 5 arrondissements
- Recrutement et inscriptions des participants
- Ateliers chorégraphiques (apprentissage d'une section chorégraphique du Grand Continental et création d'une œuvre collective)
- Présentations informelles devant familles et amis

Post-production : décembre 2019 à janvier 2020

- Sondage de satisfaction auprès des collaborateurs et participants
- Analyse objectifs-résultats
- Rédaction d'un bilan et des états financiers du projet

Indicateurs

Moyens d'action	Indicateurs de résultats	Résultats attendus
Compilation présences	Nombre de participants	Entre 200 et 250 participants
Questionnaire d'évaluation de la satisfaction	Niveau de satisfaction des participants	Niveau de satisfaction élevé

Communications

Pour rejoindre les différentes communautés Sylvain Émard Danse organisera des séances d'informations dans les quartiers ciblés en partenariat avec des organismes implantés localement : Maisons de la culture, Salle Pauline-Julien, centres communautaires, établissements scolaires, tables de concertation, centres jeunesse, résidences pour personnes âgées, etc.

Mentionnons que Sylvain Émard interprétera son solo *Le chant des sirènes* dans le cadre du CAM en tournée dans différentes Maisons de la culture. Ce sera l'occasion de recruter des participants.

Le protocole de visibilité de l'EDCM sera respecté.

ANNEXE 2

GUIDE D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

L'Organisme subventionné doit respecter le protocole de visibilité qui lie la Ville au MCC. En fonction de l'importance du soutien financier accordé et des impacts médiatiques du Projet, il doit :

1. VISIBILITÉ

- 1.1.** Développer et présenter au responsable du projet de la Ville une stratégie ou des actions de communication et en assurer la réalisation;
- 1.2.** Faire approuver le positionnement des logotypes de tous les partenaires du Projet par le Service des communications de la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant toute publication;
- 1.3.** S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication et de normes de visibilité et qu'ils respectent la Charte de la langue française comme cela est prévu à la présente Annexe.

2. COMMUNICATIONS

- 2.1.** Reconnaissance de la Ville et du gouvernement du Québec
 - Faire état de la contribution de la Ville et du gouvernement du Québec et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet;
 - Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville (@MTL_Ville pour Twitter et @mtlville pour Facebook) et le gouvernement du Québec (@MCCQuebec pour Twitter et @mccquebec pour Facebook) pour leur soutien;
 - Mentionner verbalement la participation financière de la Ville et du gouvernement du Québec lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan;
 - Apposer les logos de la Ville et du gouvernement du Québec sur tous les outils de communication imprimés et numériques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le programme officiel, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, les objets promotionnels, etc. ;
 - Les logos de Montréal et du gouvernement du Québec devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule;
 - Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville et du gouvernement du Québec n'est pas possible, l'Organisme doit ajouter la phrase suivante :

Projet financé dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal par la Ville de Montréal et le gouvernement du Québec;

- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et du gouvernement du Québec et tous les documents où figurent les logos de la Ville et du gouvernement du Québec, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion;
- S'il y a lieu, ajouter le logo de la Ville et du gouvernement du Québec en clôture de toutes publicités télé ou Web. Les logos de Montréal et du gouvernement du Québec peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaires principaux, les logos de Montréal et du gouvernement du Québec devront être mis en évidence;
- Ajouter les logos de la Ville et du gouvernement du Québec sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2 Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville et du MCC (incluant les blogueurs, les photographes et les caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville et du MCC à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;
 - Lors d'une annonce importante impliquant la Ville et le MCC :
 - Inviter par écrit un représentant politique de la Ville et un représentant politique du MCC à participer aux annonces et aux conférences de presse organisées dans le cadre du Projet ou de l'activité, un minimum de **vingt (20) jours ouvrables** à l'avance;
 - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif et au cabinet de la ministre de la Culture et des Communications le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le projet;
 - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif et au cabinet de la ministre de la Culture et des Communications la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.
- 1) Pour envoyer une invitation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif ou pour une demande de citation dans un communiqué ou un mot de la mairesse, veuillez utiliser le courriel suivant : mairese@ville.montreal.qc.ca.
 - 2) Pour envoyer une invitation au cabinet de la ministre de la Culture et des Communications ou demander un mot de la ministre, écrivez à : ministre@mcc.gouv.qc.ca.

Dans les deux cas, il est important de préciser que le projet ou l'activité est subventionné(e) par le biais de l'Entente sur le développement culturel de Montréal.

23. Normes graphiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation des logos de la Ville (www.ville.montreal.qc.ca/logo) et du gouvernement du Québec (www.piv.gouv.qc.ca);
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des logos de la Ville, du gouvernement du Québec et des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.), soit :

Montréal + Québec

Canada + Montréal + Québec

Arrondissement + Montréal + Québec

Canada + arrondissement + Montréal + Québec

- À NOTER : Afin de respecter le visuel convenu avec le ministère de la Culture et des Communications, les panneaux de chantier doivent être réalisés par le Studio de design graphique du Service des communications de la Ville. À cet effet, vous devez transmettre votre demande à visibilite@ville.montreal.qc.ca en indiquant qu'il s'agit d'un projet réalisé dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal.

24. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles au Responsable du Projet de la Ville et au MCC, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou tout autre support média;
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville et du MCC sur le site Internet du Projet ou de l'événement;
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par le Service des communications de la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) **au moins dix (10) jours ouvrables** avant leur envoi pour impression ou leur diffusion;
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement. La publicité sera fournie par la Ville;

Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville et du ministère de la Culture et des Communications dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré de la page 3 du présent document;

- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques;
- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement. (ex. : écrans numériques géants);
- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville;
- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité;
- S'assurer de la présence des logos de la Ville et du gouvernement du Québec dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse et la ministre de la Culture et des Communications à participer aux événements publics organisés dans le cadre du projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec les deux cabinets politiques en avisant le responsable du projet de la Ville;
- Valider les règles protocolaires des deux cabinets en matière d'événements publics. Pour joindre les cabinets politiques pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré de la page 3 du présent document, en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par le biais de l'Entente sur le développement culturel de Montréal.

2.6. Bilan de visibilité

- Remettre au responsable du projet de la Ville en annexe au bilan, en format numérique :
 - tous les outils de communication développés pour la publicité et l'information publique relative aux activités du projet ou de l'activité (ex : images des mentions, logos sur les affiches, etc);

- s'il y a lieu, une revue de presse incluant les mentions verbales ou écrites diffusées à la radio ou à la télévision, dans les journaux et imprimés de même que sur le web;

- s'il y a lieu, une photo des différents montages où figurent les logos de la Ville et du gouvernement du Québec (ex. : conférence de presse).

Pour faire approuver un texte ou un document, ou si vous avez des questions concernant la visibilité de la Ville, veuillez adresser votre demande par courriel au Service des communications de la Ville : visibilite@ville.montreal.qc.ca

Si vous avez des questions concernant la visibilité gouvernementale ou l'application du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, veuillez communiquer avec : visibilite@mcc.gouv.qc.ca

Dossier # : 1187840001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division programmation et diffusion
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 30 000 \$ à Sylvain Émard Danse pour la réalisation d'une série d'ateliers, Le Petit Continental, dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal (MCC/Ville) 2018- 2021 /Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS



[Virement crédit - GDD 1187840001.xlsx](#)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hui LI
Préposée au budget
Tél : (514) 872-3580

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-24

Daniel D DESJARDINS
Conseiller(ère) budgétaire
Tél : 514 872-5597
Division : Service des finances , Direction du
conseil et du soutien financier



Dossier # : 1191508002

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de six cent mille dollars (600 000 \$) à l'organisme Festival Montréal en Lumière inc., pour soutenir la 20e édition de Montréal en Lumière 2019 / Approuver un projet de convention à cette fin. Approuver un protocole de soutien technique estimé à trois cent dix mille dollars (310 000 \$).

Il est recommandé au conseil municipal :

1. d'accorder un soutien financier d'une valeur maximale de 600 000 \$ à l'organisme Festival Montréal en Lumière inc., pour soutenir la 20e édition du Festival Montréal en Lumière 2019;
2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale;
4. d'autoriser l'occupation du domaine public pour ce festival et approuver un protocole de soutien technique à cette fin.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2019-02-04 14:33

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice
Direction générale , Bureau des relations gouvernementales et municipales

IDENTIFICATION

Dossier # :1191508002

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de six cent mille dollars (600 000 \$) à l'organisme Festival Montréal en Lumière inc., pour soutenir la 20e édition de Montréal en Lumière 2019 / Approuver un projet de convention à cette fin. Approuver un protocole de soutien technique estimé à trois cent dix mille dollars (310 000 \$).

CONTENU

CONTEXTE

Montréal en Lumière (MEL) est un événement urbain se déroulant pendant dix jours en février et en mars qui offre ce qui se fait de mieux dans le domaine des arts, de la gastronomie et de l'innovation. MEL se déploie à la fois sur un site extérieur gratuit au centre-ville ainsi que dans des restaurants de la métropole. MEL se distingue par sa capacité à proposer des nouveautés attrayantes pour les citoyens et visiteurs pendant la période la plus froide de l'hiver, au centre-ville de Montréal. Le festival contribue à générer des retombées économiques, médiatiques, culturelles et sociales.

Pour son 20e anniversaire en 2019, un vent de renouveau soufflera sur la programmation du festival en offrant ce que Montréal fait de mieux et ce dont les industries créatives ont besoin, en hiver, à travers une plate-forme qui s'axera autour de « Fêter, manger, créer....style montréalais ». À l'extérieur comme à l'intérieur, l'objectif est de faire sentir cette expérience créative nouvelle et typique de Montréal. Le Festival Montréal en Lumière s'étendra, de plus, dans d'autres quartiers culturels, tels Rosemont–La Petite-Patrie et Outremont, à travers des activités qui mettront en valeur le talent montréalais et les commerces de proximité. L'événement aura lieu du 21 février au 3 mars 2019.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 0243 - Accorder un soutien financier de 600 000 \$ à Festival Montréal en Lumière inc. pour soutenir la 19e édition de Montréal en Lumière 2018 / Approuver un projet de convention à cette fin.

CM18 0091 - Approuver un projet d'entente de soutien technique entre la Ville et le Festival Montréal en Lumière inc. pour la tenue de l'édition 2018 de l'événement Montréal en Lumière, du 22 février au 4 mars 2018.

CM16 00229 - Approuver les orientations en matière de soutien financier des festivals et événements majeurs et des marchés et vitrines à Montréal pour les années 2016-2017 / Approuver un montant de 7 900 000 \$ alloué à cette fin dans le cadre de l'Entente de 175 M\$ pour soutenir la stratégie Imaginer-Réaliser Montréal 2015, dont 430 000 \$ pour les marchés et vitrines / Accorder un soutien financier totalisant la somme de 7 470 000 \$ à 11 festivals montréalais / Approuver les projets de convention à cette fin.

CM17 0047 - Approuver un projet de protocole d'entente de soutien technique entre la Ville et le Festival Montréal en Lumière inc. pour la tenue de l'édition 2017 de l'événement

Montréal en Lumière, du 23 février au 12 mars 2017.

CA16 240102 - Autoriser une affectation de surplus, approuver la convention, pour l'année 2016, avec le Festival Montréal en Lumière pour l'animation du domaine public et la promotion des événements se déroulant dans l'arrondissement de Ville-Marie et accorder une contribution de 200 000 \$.

CM16 0101 - Approuver un projet de protocole de soutien technique entre la Ville et Le Festival Montréal en Lumière inc. pour la tenue de l'édition 2016 de l'événement Montréal en Lumière, qui se tiendra du 18 février au 5 mars 2016 - Montant estimé à 365 000 \$.

CM15 0318 - Accorder un soutien financier totalisant la somme de 3 355 000 \$ à dix festivals montréalais, pour l'année 2015 / Approuver les projets de convention à cet effet.

CM14 0272 - Accorder un soutien financier spécial et non récurrent d'une valeur maximale de 115 000 \$ dans le cadre du quinzième anniversaire du Festival Montréal en Lumière qui s'est tenu au Quartier des spectacles du 20 février au 2 mars 2014 / Approuver un projet de convention à cet effet.

CM13 0443 - Accorder un soutien financier totalisant la somme de 7 070 000 \$ à onze festivals montréalais, pour la période 2013-2014 / Approuver les projets de convention à cette fin.

DESCRIPTION

Cycle 2019-20-21: repositionnement important du volet gastronomique et la poursuite de l'innovation sur le site extérieur.

Le MEL mettra en valeur l'expertise locale en arts numériques et lumineux via son parcours d'oeuvres ILLUMINART, le talent gastronomique d'ici, l'innovation dans tout ce qu'elle touche, dont son site extérieur gratuit, et ce, via un nouveau mantra « fêter, manger, créer...style montréalais ».

En 2019, le MEL innove avec son nouveau « Quartier Gourmand », La Maison du Festival, au cœur du Quartier des spectacles, se transformera en véritable « hub » dédié aux expériences gastronomiques inédites et innovantes et qui deviendra le centre du monde gastronomique le temps du festival. Par ailleurs, un « circuit gourmand » sera mis en place, des visites guidées spécifiques à MEL permettront de suivre des parcours scénarisés avec des arrêts gourmands pour faire connaître la diversité de Montréal aux locaux et aux touristes. Enfin, une « Nuit gourmande » le samedi 23 février, sera consacrée à la découverte d'offres gourmandes inusitées et surprenantes. Des routes thématiques guideront les festivaliers à travers la métropole et mettront le commerce de proximité à l'honneur au sein des arrondissements, permettant aux participants de découvrir une boulangerie, un traiteur, un boucher de quartier et autres artisans passionnés qui transforment notre ville pour le mieux.

JUSTIFICATION

Près de 20 ans plus tard, MEL est bien ancré dans le paysage événementiel et se démarque par son caractère attractif. Avec près d'un million de visites annuellement, dont 20 % de touristes-excursionnistes, MEL est un événement majeur qui permet le rayonnement des artistes, des chefs, du savoir-faire de Montréal et contribue au rayonnement de Montréal et au sentiment de fierté des citoyens.

MEL se distingue par sa capacité à proposer des nouveautés attrayantes pour les citoyens et visiteurs pendant la période la plus froide de l'hiver, au centre-ville de Montréal. Le festival contribue à générer des retombées économiques, médiatiques, culturelles et sociales.

MEL est un moteur pour le développement économique de Montréal: le festival fait sortir les Montréalais de creux de l'hiver pour favoriser le développement d'une vie nocturne montréalaise et contribuer à l'essor de deux industries créatives faisant le renom de Montréal : les arts numériques, à travers les nombreux artistes et entreprises locaux de la gastronomie, via les restaurants et les commerces de proximité de divers quartiers

culturels.

La contribution financière de la Ville de Montréal est très importante pour la mise en oeuvre du Festival. Elle permettra de bonifier la programmation gratuite présentée dans le Pôle PDA du Quartier des spectacles, lieu de diffusion culturelle accessible à tous.

Par ailleurs, cet événement s'inscrit dans plusieurs plans d'actions adoptés le printemps dernier par la Ville de Montréal dans le cadre de la Stratégie de développement économique Accélérer Montréal. En effet, Montréal en Lumière est un événement récurrent qui attire annuellement de nombreux visiteurs locaux et étrangers lors de la période hivernale, qui contribuent grandement à l'économie montréalaise, que ce soit par le biais de retombées économiques liées aux dépenses touristiques ou au nombre d'emplois créés ou soutenus. Cet événement contribue aussi à la dynamisation des artères du centre-ville, en stimulant l'achalandage dans le secteur et les dépenses dans les commerces.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Festival Montréal en Lumière

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Service de la culture	550 000\$	575 000\$	600 000\$	600 000\$	600 000\$	570 000\$
Soutien non récurrent	114 000\$					
Développement économique					-	30 000\$
arrondissement de Ville-Marie	50 000\$	3 000\$	200 000\$	-	-	-
CAM	15 000\$	-	40 000\$	-	7 000\$	-
TOTAL	729 000\$	578 000\$	840 000\$	600 000\$	607 000\$	600 000\$

Le Service de la culture dispose, dans son budget régulier, de crédits nécessaires pour assumer le soutien financier de 570 000 \$ et le Service du développement économique dispose, dans son budget régulier, de crédits nécessaires pour assumer le soutien financier de 30 000 \$ pour un total combiné de 600 000\$.

Ces dépenses seront assumées à 100 % par la ville centre. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville.

Le coût relié au soutien technique et logistique est estimé à 310 000 \$ (prêt d'équipements, services municipaux offerts incluant le SPVM, etc.). Cette somme est prévue au budget de fonctionnement des services municipaux impliqués. Conséquemment, un protocole pour le soutien technique est soumis et doit faire l'objet d'une décision du conseil municipal de la Ville de Montréal. Le budget total de ce Festival est estimé à 7 412 000 \$.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce genre d'événement favorise la diversité et le dynamisme culturel, l'accessibilité universelle, les échanges entre les citoyens et le décroisement (intergénérationnel, social et culturel); il encourage aussi le respect de l'environnement et la mise en place de mesures écoresponsables en se conformant à la norme québécoise pour la gestion responsable d'événements.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les impacts majeurs sont les suivants. L'événement :

- contribue à une animation urbaine de qualité au profit des citoyens montréalais;
- positionne et renforce Montréal comme « *Ville de festivals* » toute l'année durant;
- génère des retombées récréotouristiques et économiques majeures;
- favorise le rayonnement culturel de la métropole.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un protocole de visibilité est en vigueur et doit être appliqué par l'organisme.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conclure la convention requise avec l'organisme.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Zamir Jose HENAO PANESSO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Louise MÉNARD
Agent de développement culturel

Tél : 872-7846
Télécop. : 2-1153

ENDOSSÉ PAR

Kevin DONNELLY
Chef de division

Tél : 514-872-5189
Télécop. : 514 872-1153

Le : 2019-01-28

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE
DIRECTION**

Thomas RAMOISY
Directeur Cinéma - Festivals - Événements
Tél : 514-872-2884
Approuvé le : 2019-01-31

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE
SERVICE**

Suzanne LAVERDIÈRE
Directrice
Tél : 514-872-4600
Approuvé le : 2019-02-04

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier de la Ville;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **FESTIVAL MONTRÉAL EN LUMIÈRE INC.**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 400, boulevard De Maisonneuve Ouest, 9^e étage, Montréal, Québec H3A 1L4 agissant et représentée par Madame Véronique Landry, directrice principale affaires gouvernementales dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N° d'inscription T.P.S. :
N° d'inscription T.V.Q. :
N° d'inscription d'organisme de charité :

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 **INTERPRÉTATION**

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2 **DÉFINITIONS**

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

- 2.1 « Annexe 1 » :** la description du Projet;
- 2.2 « Annexe 2 » :** le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;
- 2.3 « Annexe 3 » :** les exigences relatives à la description du Projet;
- 2.4 « Annexe 4 » :** le bilan des réalisations;
- 2.5 « Projet » :** le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1 et selon les Annexes 3 et 4;
- 2.6 « Rapport annuel » :** document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;
- 2.7 « Reddition de compte » :** les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;
- 2.8 « Responsable » :** Directeur de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;
- 2.9 « Unité administrative » :** Service de la culture.

ARTICLE 3 **OBJET**

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4 **OBLIGATIONS DE L'ORGANISME**

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

- 4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;
- 4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

- 4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;
- 4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

- 4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;
- 4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

- 4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui

communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

- 4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;
- 4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;
- 4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;
- 4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 \$) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (conformitecontractuelle@bvgmtl.ca), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;
- 4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

- 4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;
- 4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

- 4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente

Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

- 4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000\$) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5 **OBLIGATIONS DE LA VILLE**

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de six cent mille dollars (600 000 \$), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux (ou trois) versements :

- un premier versement au montant de cinq cent trente mille dollars (530 000 \$) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,
- un deuxième versement au montant de soixante-dix mille dollars (70 000 \$), dans les trente (30) jours de la présentation au Responsable du bilan final de la réalisation du Projet.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6 GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7 DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le

Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

- 7.3** Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.
- 7.4** S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8 **RÉSILIATION**

- 8.1** La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.
- 8.2** L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.
- 8.3** Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9 **DURÉE**

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2019.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10 **ASSURANCES**

- 10.1** L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de cinq millions de dollars (5 000 000 000 \$) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

- 10.2** De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.
- 10.3** L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11

LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 12

DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

- 12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;
- 12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;
- 12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;
- 12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 400, boulevard de Maisonneuve Ouest, 9^e étage, Montréal, Québec, H3A 1L4, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice principale affaires gouvernementales. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 5^e étage, Montréal, Québec, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le^e jour de 2019

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier de la Ville

Le^e jour de 2019

FESTIVAL MONTRÉAL EN LUMIÈRE INC.

Par : _____
Véronique Landry, directrice principale affaires
gouvernementales

Cette convention a été approuvée par le (inscrire le nom de l'instance décisionnelle finale qui doit approuver la convention) de la Ville de Montréal, le^e jour de 2019

ANNEXE 1
PROJET

RÉSUMÉ DU PROJET

20e anniversaire de MEL en 2019

Au cours de la dernière année, MEL a réalisé une démarche de réflexion stratégique afin de redéfinir les éléments de sa programmation qui mettront Montréal en valeur avec ce qu'elle offre de mieux et favoriseront le développement de certaines industries. Le constat réalisé est que depuis 20 ans, **MEL fait sortir les Montréalais et met en valeur la ville** dans une saison touristique autre que la haute saison estivale. Ainsi, MEL se recentrera sur ses forces, clarifiera son offre et se positionnera afin d'assurer sa croissance pour demeurer aussi pertinent pour l'industrie culturelle, touristique et gastronomique.

Une édition anniversaire représente également une opportunité d'innover, de décupler sa notoriété et son attractivité. **MEL compte profiter de l'effervescence de cette édition spéciale pour pérenniser son statut du plus important festival hivernal urbain et de confirmer son importance pour la vitalité économique, touristique, artistique et gastronomique de la métropole.**

Fêter, manger, créer

Dès 2019, un vent de renouveau « style montréalais » soufflera sur la métropole en offrant ce que Montréal fait de mieux et ce dont les industries créatives ont besoin, en hiver, à travers une plateforme qui s'axe autour de trois pôles : art, gastronomie et innovation. Ainsi, MEL mettra en valeur l'expertise locale en arts numériques et lumineux via son parcours d'oeuvres iLLUMiNART, le talent gastronomique d'ici, l'innovation dans tout ce qu'elle touche, dont son site extérieur gratuit, et ce, via un nouveau mantra: « fêter, manger, créer...style montréalais ».

ANNEXE 2 **PROTOCOLE DE VISIBILITÉ**

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

- 1.1.** Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité;
- 1.2.** S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville :

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner la participation dans toutes communications relatives au Projet;
- Sur les médias sociaux, souligner la participation et remercier la Ville pour son soutien;
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville, sur tous les outils de communication, imprimés et électroniques, notamment sur les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciements, les certificats de participation relatifs à la présente Convention;

Les logos de la Ville devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule;

Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'Organisme doit ajouter le libellé suivant : Fier partenaire de la Ville de Montréal

- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins dix (10) jours ouvrables avant leur diffusion;

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toutes publicités télé ou Web. Les logos de la Ville peuvent faire partie d'un regroupement des participants au Projet. Par contre, à titre de collaborateur principal, il devra être mis en évidence;
- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs;

2.2. Relations publiques et médias :

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.
- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville :
 - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance;
 - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le projet;
 - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez utiliser le courriel suivant : maireesse@ville.montreal.qc.ca.

2.3. Normes graphiques et linguistiques :

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo);
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres participants sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.);
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11);

24. Publicité et promotion :

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.
- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.
- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).
- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.
- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.
- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

25. Événements publics :

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le Protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca.

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite à la mairesse doit être envoyée à l'adresse suivante : mairesse@ville.montreal.qc.ca.

ANNEXE 3

EXIGENCES RELATIVES AU DÉPÔT DU PROJET DÉTAILLÉ

La description du projet :

- le concept et les objectifs;
- la programmation;
- le volet d'occupation du domaine public, s'il y a lieu;
- le dossier technique;
- les prévisions budgétaires;
- l'échéancier de réalisation;
- le plan d'affaires et le plan d'action, s'il y a lieu;
- les initiatives, les actions entreprises ou un plan de récupération des matières recyclables favorisant la gestion écoresponsable de l'événement;
- les initiatives mises sur pied pour la sécurité des femmes lors des événements extérieurs;
- les lettres patentes;
- la résolution du conseil d'administration.

Cette description du projet doit démontrer clairement :

- les activités et/ou éléments nouveaux par rapport aux années antérieures;
- l'importance culturelle et le rôle distinctif que joue le festival, l'événement ou l'organisme dans la promotion de son secteur culturel;
- la qualité artistique des activités offertes et l'ouverture à la participation du public montréalais;
- l'originalité et la qualité de la programmation favorisant la création et la relève;
- les aspects innovateurs de l'événement pour l'édition en cause;
- les liens développés et proposés avec des artistes et / ou des partenaires étrangers;
- les activités de médiation qui seront réalisées;
- la cohérence, l'innovation et l'aspect porteur du plan d'affaires (si applicable);
- la capacité de l'organisme de travailler en synergie avec les partenaires du milieu, en complémentarité avec les autres festivals, dans le respect de l'équilibre du marché;
- les répercussions auprès de la clientèle montréalaise et des clientèles métropolitaine, nationale et internationale;
- l'apport au rayonnement métropolitain, national et international;
- la diversification des sources de financement publiques et privées et l'atteinte de l'équilibre budgétaire;
- la capacité à développer de nouvelles approches ou de nouvelles clientèles;
- la pertinence et les bénéfices attendus du plan d'affaires, du plan d'action et des activités.

La description du projet, lorsqu'il y a occupation du domaine public, doit prendre en compte les éléments suivants :

- la durée de l'événement ne peut excéder douze jours d'activités en continuité sur le domaine public, à moins d'une autorisation spécifique du Directeur;
- la programmation extérieure doit être en lien direct avec la mission culturelle de l'organisme;
- la programmation extérieure doit être innovante et primer sur les activités de vente et de marchandisation;
- les activités de vente et de marchandisation ne doivent se tenir que durant les activités de programmation;
- les activités extérieures sur le domaine public ou privé de la Ville doivent être gratuites et accessibles à l'ensemble de la population;
- le respect de la qualité de vie des riverains doit être assuré en tout temps. À ce titre, l'Organisme doit travailler à maintenir une bonne entente avec les résidents et les commerçants du voisinage;
- l'Organisme doit porter en tout temps une attention toute particulière aux nuisances sonores potentielles de l'événement pour le voisinage;
- l'Organisme doit s'assurer que la mention du nom d'un commanditaire apparaisse uniquement si elle est associée au nom de l'événement. Dans ce cas précis, le texte ou le message de l'affiche doit accorder une place prépondérante à la promotion de l'activité comme telle. À noter que le commanditaire ne peut figurer seul sur toute structure d'affichage située à l'intérieur du site;
- l'Organisme doit s'assurer qu'il respecte les principes et les normes du développement durable et de l'accessibilité universelle;
- l'Organisme doit s'engager à offrir une activité exclusive ou un avantage unique aux détenteurs de la carte Accès Montréal. Cet avantage ou activité devra être approuvé par le Directeur et déterminé avec les responsables de la carte Accès Montréal, ainsi qu'être en vigueur pour la durée de la présente convention;
- l'Organisme est encouragé à soutenir l'employabilité sociale en offrant des opportunités d'insertion socioprofessionnelle, dans le cadre de certaines de ses activités, à des personnes éloignées du marché du travail, ayant connu la rue ou qui sont à risque d'itinérance.

ANNEXE 4

LE BILAN DES RÉALISATIONS

Le bilan des réalisations doit comprendre notamment, dans une section en annexe, les bénéfices ou retombées obtenus en regard avec les indicateurs suivants et indiquer les améliorations constatées par rapport aux bénéfices et retombées obtenus au cours de l'année précédente :

- Participation et satisfaction (augmentation des auditoires et des spectateurs, nouvelles clientèles, appréciation des événements, etc.);
- Tourisme (nombre de visiteurs régionaux, nationaux et internationaux et nombre de nuitées, etc.);
- Culture (mise en évidence de nos créateurs et talents, accroissement de la diffusion artistique pour la culture d'ici et d'ailleurs, démocratisation et accessibilité aux arts et à la culture, développement de l'ensemble des secteurs culturels, émergence de nouveaux courants, place pour la relève, etc.);
- Création (nouveaux contenus et nouvelles approches artistiques);
- Rayonnement de l'événement et de Montréal (tout indicateur qui démontre une reconnaissance et une visibilité hors Québec);
- Impacts économiques et d'affaires (budget et sommes dépensés à Montréal, emplois et opportunités d'affaires générées);
- Bénéfices sociaux (cohésion et inclusions sociales, appropriation de l'espace public par les citoyens, opportunités d'emplois et de carrières pour les jeunes de tous les milieux et de toutes les origines, etc.);
- Impact médiatique (mentions dans les médias locaux et étrangers);
- Environnement et développement durable (pratiques et résultats spécifiques à cet effet);
- Sécurité des femmes lors des événements extérieurs (les actions misent en place);
- Collaboration et synergie (collaboration avec d'autres festivals et événements, nombre de partenaires, bénéfices liés à un regroupement et à des activités communes ou regroupées, etc.);
- Finances publiques (revenus de fiscalité pour les gouvernements et les administrations, etc.);
- inscrire la liste des indicateurs des retombées du projet que l'Organisme devra fournir au Directeur);
- l'Organisme peut indiquer toute autre retombée qu'il juge bénéfique pour la Ville.

Dossier # : 1191508002

Unité administrative responsable :

Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , -

Objet :

Accorder un soutien financier de six cent mille dollars (600 000 \$) à l'organisme Festival Montréal en Lumière inc., pour soutenir la 20e édition de Montréal en Lumière 2019 / Approuver un projet de convention à cette fin. Approuver un protocole de soutien technique estimé à trois cent dix mille dollars (310 000 \$).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS



[Certification de fonds - GDD 1191508002 V3.xls](#)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Zamir Jose HENAO PANESSO
Préposé au budget
Tél : 514 872-7801

Co Auteur: Mohamed Ouali
Préposé au budget
Tél: 514 872-4254

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-02-04

Cédric AGO
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-1444

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier



Dossier # : 1188176001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion des parcs et biodiversité , Forêt urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 c) favoriser l'amélioration constante de la qualité des eaux riveraines, des sols de la ville et de l'air et promouvoir des mesures afin d'augmenter les îlots de fraîcheur
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 1 418 675 \$ à la Soverdi pour le renforcement de la canopée montréalaise sur les sites privés et institutionnels pour l'année 2019 / Approuver un projet de convention à cette fin.

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier non récurrent de 1 418 675 \$ à la SOVERDI pour le renforcement de la canopée montréalaise sur les sites privés et institutionnels pour l'année 2019, dans le cadre du Plan de gestion de la forêt urbaine.
2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier.
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-01-20 14:59

Signataire :

Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

IDENTIFICATION

Dossier # :1188176001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion des parcs et biodiversité , Forêt urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 c) favoriser l'amélioration constante de la qualité des eaux riveraines, des sols de la ville et de l'air et promouvoir des mesures afin d'augmenter les îlots de fraîcheur
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 1 418 675 \$ à la Soverdi pour le renforcement de la canopée montréalaise sur les sites privés et institutionnels pour l'année 2019 / Approuver un projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

La Société de verdissement du Montréal métropolitain (Soverdi) est un organisme de bienfaisance ayant pour mission de verdifier le paysage montréalais en plantant le bon arbre au bon endroit. Son action vise à accroître significativement la forêt urbaine afin d'améliorer la santé et la qualité de vie des gens.

La Soverdi a soumis au Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) une demande de subvention pour soutenir le renforcement de la canopée sur les sites privés et institutionnels situés sur le territoire de la Ville de Montréal pour un montant de 1 418 675 \$. En plus d'encadrer les organisations membres de l'Alliance forêt urbaine dans la réalisation de leurs projets de verdissement, la Soverdi prévoit planter 8 500 nouveaux arbres au cours de l'année 2019 et bonifier l'entretien des plantations des années précédentes. Cette demande inclut également le report de la plantation de 955 arbres de l'automne 2018 au printemps 2019, dû notamment à l'arrivée particulièrement hâtive de l'hiver. Ce report n'entraîne pas de dépense supplémentaire au budget, puisque la somme de 81 175.00 \$ n'avait pas été consacrée en 2018.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 0377 - Accorder un soutien financier de 1 027 500 \$ à la Société de verdissement du Montréal métropolitain (Soverdi) pour le renforcement de la canopée montréalaise sur les sites privés et institutionnels pour l'année 2018 / Approuver un projet de convention à cet effet.

CM17 1205 – 25 septembre 2017 - Accorder un soutien financier non récurrent de 975 000 \$ à la Société de verdissement du Montréal métropolitain (Soverdi) pour la plantation d'arbres / Approuver un projet de convention à cette fin

CM15 0507 – 28 avril 2015 - Accorder un soutien financier de 1 374 317,50 \$ à la Société de verdissement du Montréal métropolitain (SOVERDI) pour la plantation globale de 23 550

arbres et la coordination des efforts de plantation sur le domaine privé, pour la période du 15 avril 2015 au 31 décembre 2016, dans le cadre du projet de Plan d'action canopée de Montréal / Approuver un projet de convention à cet effet.

CM14 0815 – 19 août 2014 - Accorder un soutien financier additionnel de 300 000 \$ à la Société de verdissement du Montréal métropolitain (SOVERDI) pour la plantation de 6 500 arbres et la coordination des efforts de plantation sur le domaine privé, dans le cadre du Plan d'action canopée de Montréal / Approuver un projet d'entente modifiant l'entente intervenue entre SOVERDI et la Ville de Montréal (CM13 0988), majorant ainsi la contribution financière de 125 000 \$ à 425 000 \$ / Approuver le protocole de visibilité à cet effet.

DESCRIPTION

La subvention demandée par la Soverdi vise à soutenir la plantation de milliers d'arbres et à encourager les propriétaires privés et institutionnels à investir dans le verdissement. L'aide financière servira à la fourniture d'arbres, à leur plantation et à leur entretien. Ce soutien couvre de 25 % à 60 % des coûts totaux pour les plantations. Il constitue toutefois un levier puissant pour compléter les sommes requises.

En plus du soutien des membres de l'Alliance Forêt urbaine, qui regroupe près de 50 partenaires collaborant au verdissement de Montréal, plusieurs entreprises privées contribuent également aux activités de l'organisme. Par ailleurs, la SOVERDI prévoit planter 2 500 arbres supplémentaires avec l'aide des membres de l'Alliance forêt urbaine dans les villes liées.

Le projet de convention joint au dossier prévoit les clauses visant une plus grande transparence des organismes à but non lucratif bénéficiant d'importantes contributions financières de la Ville qui découlent des orientations adoptées à cet égard par le comité exécutif le 17 octobre dernier (CE18 1710)

JUSTIFICATION

En adoptant le plan *Montréal Durable 2016-2020*, l'administration montréalaise s'est engagée à contribuer au verdissement de la ville, tant sur le domaine public que privé. Les plantations qui seront réalisées à l'aide de ce soutien financier viendront appuyer cette démarche.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût maximal de cette contribution financière de 1 418 675 \$ sera financé par le règlement d'emprunt 17-072-Plan de gestion de la forêt urbaine. Cette dépense sera assumée à 100 % par la Ville centre.

Le tableau suivant présente les contributions des cinq (5) dernières années versées par la Ville à la Soverdi :

Soverdi	2014	2015	2016	2017	2018	Soutien recommandé en 2019
Plantation d'arbres sur le domaine privé	325 000,00 \$	576 265,41 \$	797 417,50 \$	975 000,00 \$	806 325 \$	1 157 500,00 \$
Plantation d'arbres sur le domaine privé (report 2018 à 2019)						81 175,00 \$

Bonification de l'entretien des plantations de 2016 et 2017					140 000 \$	180 000,00 \$
Corridor vert des 5 écoles à Montréal-Nord		130 000,00 \$	140 000,00 \$	146 666,00 \$		
Corridor vert des 5 écoles à Montréal-Nord				20 000,00 \$		
Programme des ruelles vertes				10 000,00 \$		
Plantation d'arbres à Montréal-Nord				20 000,00 \$		
Total	325 000,00 \$	706 265,41 \$	937 417,50 \$	1 171 666,00 \$	946 325 \$	1 418 675,00 \$

DÉVELOPPEMENT DURABLE

En conformité avec le plan *Montréal Durable 2016-2020* :

Priorité : Verdir, augmenter la biodiversité et assurer la pérennité des ressources.

Action 4 : Protéger et enrichir la forêt urbaine et la biodiversité en contribuant à la plantation d'arbres, en verdissant les murs et les toitures ou en réalisant un aménagement pour la biodiversité sur le site de l'organisation.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

À terme, ce projet permettra d'améliorer la santé et la qualité de vie des citoyens.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas de stratégie de communication en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation par le comité exécutif : 13 février 2019

Approbation par le conseil municipal : 25 février 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :

Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Fanny LALONDE-GOSSELIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Marc LEBEL, Service du greffe

Lecture :

Marc LEBEL, 20 janvier 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Andrée BLOUIN
agente de recherche

Tél : 514-872-0878
Télécop. : 514 872-9818

ENDOSSÉ PAR

Daniel BÉDARD
Chef de division

Tél : 514 872-1642
Télécop. : 514 872-9818

Le : 2019-01-14

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-Philippe DÉTOLLE
Directeur

Tél : 514 872-1712
Approuvé le : 2019-01-15

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(trice)

Tél : 514.872.1456
Approuvé le : 2019-01-18

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^r Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **SOCIÉTÉ DE VERDISSEMENT DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN (SOVERDI)**, personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 5570, rue Casgrain, 3^e étage, Montréal, Québec, H2T 1X9, agissant et représentée par monsieur Christian Bélair, président, et madame Malin Anagrius, directrice générale, dûment autorisés aux fins des présentes tel qu'ils le déclarent;

Numéro d'inscription T.P.S. : 136472735RT0001
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1015736042TQ0001
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 136472735 RR 001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme partenaire avec comme mission de verdir le paysage montréalais;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujéti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 **INTERPRÉTATION**

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2 **DÉFINITIONS**

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

- 2.1 « Annexe 1 » :** la description du Projet;
- 2.2 « Annexe 2 » :** le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;
- 2.3 « Projet » :** le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
- 2.4 « Rapport annuel » :** document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;
- 2.5 « Reddition de compte » :** les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;
- 2.6 « Responsable » :** Directeur (trice) de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;
- 2.7 « Unité administrative » :** le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports de la Ville.

ARTICLE 3 **OBJET**

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4 **OBLIGATIONS DE L'ORGANISME**

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

- 4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet.
- 4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

- 4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;
- 4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

- 4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;
- 4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

- 4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

- 4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;
- 4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;
- 4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;
- 4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 \$) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;
- 4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 \$), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 \$) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Accès aux documents

L'Organisme accepte que ses documents soient accessibles comme s'il était assujéti à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels;

À cette fin, l'Organisme s'engage envers la Ville à lui donner accès à tous ses documents sauf, les documents visés par le secret professionnel, si une demande d'accès à des documents qui lui appartiennent est déposée auprès de la Ville. Il ne peut en aucun cas invoquer les restrictions prévues par la Loi pour refuser de transmettre ces documents à la Ville.

Le traitement des documents de l'Organisme remis à la Ville sera assuré par le responsable de l'accès aux documents de la Ville et celui-ci donnera accès aux documents de l'Organisme en application de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels."

ARTICLE 5 **OBLIGATIONS DE LA VILLE**

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de un million quatre cent dix-huit mille six cent soixante-quinze dollars (1 418 675 \$), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de huit cent cinquante et un mille deux cent cinq dollars (851 205 \$) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,
- un deuxième versement au montant de cinq cent soixante sept mille quatre cent soixante-dix dollars (567 470 \$), au plus tard le 31 décembre 2019,

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6 **GOVERNANCE ET ÉTHIQUE**

- 6.1** L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.
- 6.2** L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.
- L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.
- 6.3** L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7 **DÉFAUT**

- 7.1** Il y a défaut :
- 7.1.1** si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;
 - 7.1.2** si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;
 - 7.1.3** si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;
 - 7.1.4** si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.
- 7.2** Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.
- 7.3** Dans les cas prévus aux sous-paragraphe 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.
- 7.4** S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La

Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8 **RÉSILIATION**

- 8.1** La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.
- 8.2** L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.
- 8.3** Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9 **DURÉE**

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2019.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10 **ASSURANCES**

- 10.1** L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000\$) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
- 10.2** De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.
- 10.3** L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11 **LICENCE**

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 12 **DÉCLARATIONS ET GARANTIES**

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

- 12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;
- 12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;
- 12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;
- 12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13 **DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 5570, rue Casgrain, 3^e étage, Montréal, Québec, H2T 1X9, et tout avis doit être adressé à l'attention de la Directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemple ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le^e jour de 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
(M^r Yves Saindon)

Le 14^e jour de janvier 2019

**SOCIÉTÉ DE VERDISSEMENT DU
MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN**

Par :  _____
(Christian Bélair, président)

Par :  _____
(Malin Anagrius, directrice générale)

Cette convention a été approuvée par le conseil municipal de la Ville de Montréal, le^e jour de 20__ (Résolution (Résolution CM.....)).

ANNEXE 1

PROJET

soverdi

Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal

BUREAUX

5570 avenue Casgrain, 3^e étage
Montréal, Québec, H2T 1X9

PERSONNE CONTACT

Malin Anagnius
Directrice générale
T : 514 286-2663 poste 124
C : 514 561-0570

COURRIEL

malinanagnius@soverdi.org

WEB

www.soverdi.org

*La Soverdi est un organisme de
bienfaisance enregistré auprès de
l'Agence du revenu du Canada.*

*Ses services sont exonérés de taxes
à la consommation. Les taxes
usuelles sont applicables sur la
vente de produits.*

*Numéro de bienfaisance :
13647235 RR 0001*

À L'ATTENTION DE :

Daniel Bédard
Chef de la division forêt urbaine
Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal
Division gestion des parcs et biodiversité
801 Brennan, 4^e étage, bureau 4112.04
Montréal (Québec) H3C 0G4

Montréal, le 11 décembre 2018

Objet

Demande de subvention dans le cadre du plan d'action forêt urbaine
pour le renforcement de la canopée sur les sites privés et
institutionnels situés sur le territoire de la Ville de Montréal

La mission de la Soverdi

La Société de verdissement du Montréal métropolitain a pour mission de verdier le paysage montréalais en plantant le bon arbre au bon endroit. Son action vise à accroître significativement la forêt urbaine afin d'améliorer la santé et la qualité de vie des gens.

La collaboration avec la collectivité montréalaise

La Soverdi travaille en collaboration avec les citoyens, institutions publiques, organisations locales, entreprises privées, commerces et municipalités pour concrétiser des projets de verdissement participatifs qui répondent aux besoins et aux enjeux locaux.

Dans le cadre de cette demande de subvention, la Soverdi sera en charge de coordonner le projet et d'encadrer les organisations membres de l'Alliance forêt urbaine dans la réalisation de leurs projets respectifs de verdissement.

Le projet

Dans le but de hausser l'indice de canopée, la Soverdi travaille, en collaboration avec la Ville de Montréal, à la mise en œuvre d'un plan qui vise à planter des milliers d'arbres par année sur les terrains privés et institutionnels, représentant 60% du territoire. Les plantations ont lieu à travers les cinq grands réseaux identifiés dès 2012, soit résidentiel et communautaire, éducation, santé, culture et patrimoine, et, enfin, industriel et commercial.

La Soverdi a mobilisé au sein de l'Alliance forêt urbaine plus de 50 partenaires désireux de contribuer à ce projet du plan d'action forêt urbaine hors du domaine public municipal. Ensemble, ils ont développé une expertise afin de rejoindre tant les propriétaires d'habitations privées que les propriétaires et les gestionnaires de grandes propriétés privées et institutionnelles.

Mobilisant l'ensemble de la collectivité montréalaise, cet important projet de verdissement ne cesse de grandir et aura un effet bénéfique autant d'un point de vue écologique, qu'économique et social pour les citoyens montréalais. Plusieurs de ces arbres contribuent au déploiement du réseau des corridors verts qui implique déjà une multitude de partenaires et leurs projets. Ces corridors constituent une méthode structurante pour verdier Montréal dans l'objectif de connecter les milieux verts à travers la ville.

L'historique - 300 partenaires, 500 projets, 52 000 arbres

La Soverdi a conçu ce projet et en a élaboré la stratégie d'implantation en concertation avec la Ville de Montréal. Depuis 2012, nous avons fait de nombreux apprentissages tant sur le plan technique, sociologique, urbanistique que financier. La démonstration est maintenant faite que le modèle de partenariat alliant public, OBNL et privé permet de s'attaquer à des objectifs ambitieux et de les placer rapidement sur une voie de réussite. Ce modèle favorise également la pérennisation des projets en suscitant l'engagement à court, moyen et long terme de partenaires majeurs, issus principalement de la communauté des affaires. À ce jour, nous avons réalisé plus du tiers de l'objectif initial.

La demande

Pour soutenir la plantation de milliers d'arbres et encourager les propriétaires privés et institutionnels à investir dans le verdissement, la Sov Verdi demande à la Ville de Montréal une subvention de 1 418 675 \$ pour la plantation de 8 500 nouveaux arbres, ainsi que pour une bonification de l'entretien des plantations des années précédentes. Cette demande inclut également le report de la plantation de 955 arbres de l'automne 2018 au printemps 2019, dû notamment à l'arrivée particulièrement hâtive de l'hiver. L'argent servira à la fourniture d'arbres, à leur plantation et à leur entretien. Voir le détail dans le tableau ci-dessous.

Cette année, la subvention demandée prévoit un budget pour la plantation d'arbres de trois calibres différents afin d'encourager maintenant la plantation d'arbres de calibre moyen de 30 à 45 mm. L'ajout de cette troisième catégorie d'arbres pourrait en effet nous permettre de produire rapidement un effet sur la canopée montrealaise à un coût intéressant.

À mi-chemin entre les arbres de petit calibre et de grand calibre, ils offriront un impact visuel immédiat et permettront de créer une diversité de structure au moment de la plantation à un coût plus abordable que les gros calibres, tout en résistant mieux que des arbres de petits calibres à certaines contraintes de sites très fréquentés.

Par ailleurs, dans la perspective du renforcement de la canopée sur l'ensemble de l'île, mentionnons que nous prévoyons la plantation de 2 500 arbres supplémentaires par des membres de l'Alliance forêt urbaine dans les villes liées.

La structure financière proposée pour l'année 2018

Volet	Quantités	Développement et gestion projets Achat et plantation d'arbres (\$/arbre)	Entretien (\$/arbre)	Communication (\$/arbre)	Total (\$/arbre)	Total
Plantation de nouveaux arbres (calibre 120 – 250 cm)	5 000	70 \$	10 \$	5 \$	85 \$	425 000 \$
Plantation de nouveaux arbres (calibre 30 – 45 mm)	3 000	160 \$	10 \$	5 \$	175 \$	525 000 \$
Plantation de nouveaux arbres (calibre 50 – 70 mm)	500	400 \$	10 \$	5 \$	415 \$	207 500 \$
Total nouveaux arbres	8 500					1 157 500 \$
Plantation de nouveaux arbres (calibre 120 – 250 cm) Report 2018 à 2019	955	70 \$	10 \$	5 \$	85 \$	81 175 \$
Entretien d'une portion des arbres plantés en 2017/2018	12 000	---	15 \$	---	15 \$	180 000 \$
Total						1 418 675 \$

Les modalités de plantation

Les arbres financés par cette demande se retrouvent au sein d'une diversité de projets de verdissement urbain. Chacun de ces projets comprend l'intervention de personnes compétentes en architecture du paysage, en foresterie, en biologie et en horticulture.

Les arbres sont plantés afin d'augmenter la canopée montréalaise et seront par conséquent plantés en milieu ouvert sur l'emprise privée et institutionnelle. Toutes les informations en lien avec ces arbres, soit la pépinière d'origine, l'essence plantée et son calibre, ainsi que l'adresse du site de plantation et une géolocalisation unique pour chaque arbre, seront fournies à la Ville deux fois par année. Un rapport préliminaire sera remis le 15 juillet 2019 pour les arbres plantés au printemps et un rapport final incluant tous les arbres plantés en 2019 sera remis le 31 décembre 2019.

Les modalités d'entretien et de remplacement des arbres plantés

Les arbres recevront un arrosage adéquat selon les conditions du site et de la météo durant les deux premières années suivant la plantation. En plus de l'arrosage, d'autres opérations d'entretien seront menées selon les besoins des arbres, telles que le désherbage, le tuteurage, le nettoyage des cuvettes et l'ajout de paillis/BRF. Toutes les informations en lien avec les visites d'entretien des arbres, soit la date de la visite, l'entretien effectué et, le cas échéant, l'essence plantée en remplacement, seront fournies à la Ville.

Les arbres en surplus de la pépinière municipale

La Soverdi souhaite continuer de recevoir les arbres en surplus de la pépinière municipale afin de les utiliser dans ses projets de plantation. La Soverdi assumera les frais de transport des arbres.

Les autres sources de financement et le partage de la subvention

L'important appui financier de la Ville constitue un levier pour le financement privé qui complète les sommes requises afin de réaliser les projets de verdissement. Les propriétaires résidentiels et de nombreuses entreprises et institutions investissent depuis plusieurs années une somme représentant de 25 à 60 % des coûts d'un projet de plantation.

Cette subvention et les contributions privées que nous recevons seront partagées avec les membres de l'Alliance forêt urbaine (voir la liste complète des membres en annexe). Ces organismes utilisent également la subvention comme levier afin de solliciter d'autres sources de financement pour réaliser des projets de verdissement à Montréal.

Pour toutes questions, n'hésitez pas à me contacter.

Veillez agréer, Monsieur, mes salutations cordiales,



Malin Anagrius, directrice générale

Annexe

Les partenaires membres de l'Alliance forêt urbaine

- Amis de la Montagne
- Arbres Canada
- Association des médecins francophones du Canada
- Association sportive et communautaire Centre-Sud - Éco-quartier Saint-Jacques (ASCCS)
- Centre d'écologie urbaine de Montréal
- Comité de surveillance Louis-Riel
- Comité Écologique du Grand Montréal
- Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île (CSPi)
- Commission scolaire English-Montréal (CSEM)
- Concertation Montréal
- Commission scolaire de Montréal (CSDM)
- Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys (CSMB)
- Conseil régional de l'environnement de Montréal (CRE-Montréal)
- Éconord - Éco-quartier Montréal-Nord
- Éco de la Pointe-aux-Prairies - Éco-quartier Pointe-aux-Trembles - Rivière-des-Prairies
- Environnement Jeunesse
- FADOQ-Île de Montréal
- Fédération interdisciplinaire de l'horticulture ornementale du Québec (FIHOQ)
- GRAME - Éco-quartier La Chine
- Groupe Information Travail (GIT)
- Héritage Laurentien - Éco-quartier Lasalle
- Jour de la Terre
- Nature-Action Québec - Éco-quartier Saint-Léonard et Maison de l'environnement de Verdun
- Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM)
- Parc olympique
- PARI Saint-Michel - Éco-quartier Saint-Michel/François-Perreault
- Patro Le Prévost - Éco-quartier Villiers
- PME MTL Est-de-l'Île
- Pousses urbaines
- Prévention Notre-Dame-de-Grâce - Éco-quartier Notre-Dame-de-Grâce
- Regroupement des éco-quartiers (REQ)
- SAESEM - Éco-quartier Peter McGill
- Sentier urbain
- Société d'habitation populaire de l'Est de Montréal (SHAPEM)
- SOGENV - Éco-quartier Côte-des-Neiges
- Société écocitoyenne de Montréal - Éco-quartier Sainte-Marie
- Société de verdissement du Montréal métropolitain (Soverdi)
- SODER - Éco-quartier de Rosemont-La-Petite-Patrie
- Synergie Santé-Environnement (SSE)
- TOHU
- Université de Montréal
- VertCité - Éco-quartier Saint-Laurent
- VertCité - Éco-quartier Pierrefonds-Roxboro
- Ville de Montréal
- Ville en vert - Éco-quartier Ahuntsic-Cartierville

- Vrac Environnement – Eco-quartier Parc-Extension
- YMCA Pointe-Saint-Charles – Eco-quartier Sud-Ouest
- Y'a quelqu'un l'aut'bord du mur – Eco-quartier Mercier-Hochelaga-Maisonneuve

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ



Protocole de visibilité
Bureau des festivals et des événements culturels

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. OBLIGATIONS DE L'ORGANISME SUBVENTIONNÉ

Votre projet ou événement a reçu une subvention de la Ville de Montréal. En échange de celle-ci, l'organisme s'engage à respecter ce protocole de visibilité selon les principes suivants :

- 1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences de ce protocole.
- 1.2. Respecter la clause de visibilité liant la Ville de Montréal et le ministère du gouvernement provincial selon l'entente cadre convenue, le cas échéant.
- 1.3. Convenir avec la Ville de Montréal d'un protocole à respecter pour le partage de la visibilité lorsqu'un ministère est impliqué.
- 1.4. Convenir du partage de la visibilité avec la Ville de Montréal lorsque des partenaires majeurs sont impliqués.
- 1.5. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'organisme subventionné respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française comme cela est prévu au protocole.

2. COMMUNICATIONS

L'organisme s'engage à réaliser et respecter les principes suivants :

- 2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal.
 - Faire état de la contribution de la Ville dans toutes ses communications relatives au projet ou à l'activité.
 - Apposer le logo de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, les sites internet, les bandeaux internet, les infolettres, les communiqués de presse.
Dans le cas où l'insertion de la signature graphique n'est pas possible, l'organisme doit mentionner le partenariat de la Ville de Montréal. Le libellé sera le suivant :
Fier partenaire de la Ville de Montréal.
 - Soumettre pour approbation tous les textes soulignant la contribution de la Ville de Montréal, dix jours ouvrables avant leur diffusion.
- 2.2. Relations publiques et médias
 - Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville de Montréal (incluant les bloggeurs et/ou les caméramans) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville de Montréal à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.
 - Dans le cadre de relations médias, convenir au préalable, avec la Ville de Montréal, des opérations de communication, du scénario de déroulement et du contenu des communiqués concernant le projet ou l'activité.

Dossier # : 1188176001

Unité administrative responsable : Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion des parcs et biodiversité , Forêt urbaine

Objet : Accorder un soutien financier de 1 418 675 \$ à la Soverdi pour le renforcement de la canopée montréalaise sur les sites privés et institutionnels pour l'année 2019 / Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS



[GDD1188176001 Écriture de virement.xls](#)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Fanny LALONDE-GOSSELIN
Préposée au Budget
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier
Point de service Brennan
Tél : 514 872-8914

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-15

Daniel D DESJARDINS
Conseiller budgétaire

Tél : 514-872-5597

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier
Point de service Brennan



Dossier # : 1197952001

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière maximale de 250 000 \$ au Printemps numérique afin de soutenir son repositionnement et la mise en place de la Semaine numérique de Montréal en 2019 / Approuver un projet de convention à cet effet

Il est recommandé :

1. d'accorder une contribution financière maximale de 250 000 \$ au Printemps numérique afin de soutenir son repositionnement et la mise en place de la Semaine numérique de Montréal en 2019;
2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel; cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2019-02-01 11:22

Signataire :

Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

IDENTIFICATION

Dossier # :1197952001

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière maximale de 250 000 \$ au Printemps numérique afin de soutenir son repositionnement et la mise en place de la Semaine numérique de Montréal en 2019 / Approuver un projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

Le Printemps numérique a sollicité le Service de développement économique (SDÉ) de la Ville de Montréal pour soutenir la mise en place d’une Semaine numérique de Montréal, du 25 mai au 3 juin 2019.

Le Printemps numérique est un organisme à but non lucratif dont la mission est de dynamiser la créativité numérique à Montréal. L’événement principal de l’organisme, intitulé également « Printemps numérique » constituait jusqu’à aujourd’hui une saison d’activités allant du 21 mars au 21 juin à Montréal.

Résultant d’une démarche initiée par l’ancienne Conférence régionale des élus de Montréal (CRÉ), le Printemps numérique a lancé sa première édition en 2014. Son mandat premier était de regrouper sur une même plateforme les activités des artistes du numérique, des producteurs et diffuseurs, des entreprises du jeu vidéo et des effets visuels, du milieu scientifique, des médias et autres intervenants, tels que les musées et les universités. À l’origine, le Printemps numérique était donc essentiellement une bannière promotionnelle pour mettre en valeur les arts numériques.

À la suite de la dissolution des CRÉ en 2016, le SDÉ est devenu le principal partenaire financier du Printemps numérique. Sous sa nouvelle impulsion, des activités réalisées par l’organisme se sont ajoutées à la programmation pour stimuler la créativité numérique ainsi que le maillage entre créateurs et industries (conférences sur des solutions d’affaires, haketon, etc.)

Le plan stratégique 2016-2020 du Printemps numérique présente une nouvelle vision pour faire du Printemps numérique le rendez-vous phare du numérique à Montréal.

Montréal est déjà reconnu mondialement comme l’une des villes les plus dynamiques sur le plan de la créativité et du numérique. Montréal se positionne parmi les leaders mondiaux dans les domaines de l’intelligence artificielle, du jeu vidéo et du manufacturier innovant et robotique.

Dans sa dernière version du plan d'affaires présentée en janvier 2019, le Printemps numérique annonce une réorientation stratégique de son événement annuel, lequel se tiendra dorénavant sous forme d'une semaine de 9 jours à la fin du mois de mai.

Le repositionnement s'explique par le fait qu'une saison de trois mois permet difficilement de créer un momentum médiatique et une force d'attraction. Le format d'une semaine est celui privilégié par plusieurs villes du monde. Pensons à la *London Tech Week* et à la *Digital Week* de Bruxelles. Le repositionnement a fait l'objet d'un accompagnement du SDÉ et a été enrichi par une série de quatre séances de consultation du milieu tenues en automne 2018.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM17 0272 - 28 mars 2017 - Accorder un soutien financier non récurrent de 475 000 \$ à Printemps numérique pour la mise en œuvre de sa programmation annuelle 2017 et 2018, financé par le budget du Service du développement économique et par l'Entente de 175 M\$ avec le gouvernement du Québec

CM16 0103 - 25 janvier 2016 - Accorder un soutien financier non récurrent de 250 000 \$ à Printemps numérique pour la réalisation de la programmation 2016, dans le cadre de l'entente de 175 M\$ avec le Gouvernement du Québec

DESCRIPTION

La Semaine numérique aura pour thématique l'intelligence numérique, notamment à travers la transversalité des technologies. Le contenu reposera sur un réseau d'acteurs intersectoriels, privilégiant les transferts d'expertises, encourageant la fertilisation croisée des savoirs, l'émergence de l'innovation et la transition numérique des entreprises.

La Semaine numérique a pour objectif général de faire de Montréal un rendez-vous phare du numérique. Trois objectifs particuliers sont identifiés :

- Accroître le transfert de connaissances et stimuler l'innovation;
- Accroître les échanges entre les milieux de la création, de la recherche et de l'industrie, d'ici et d'ailleurs;
- Développer l'accessibilité aux diverses formes d'innovations numériques.

La période ciblée pour la tenue de l'événement est du 25 mai au 3 juin 2019, de façon à poursuivre l'élan de C2-MTL qui se termine le 24 mai. La proximité de ces deux événements, bien que les clientèles soient différentes, permettrait de renforcer Montréal comme métropole de la créativité. La température du mois de mai a également été considérée, puisque des activités extérieures sont prévues dès 2020.

L'événement offre un volet grand public (parcours, spectacles, activités familiales, etc.) et un volet professionnel (conférences, ateliers, rencontres d'affaires, vitrines d'entreprises, etc.). Certaines activités seront réalisées directement par l'organisme Printemps numérique tandis que d'autres le seront par des organisations partenaires. Le volet grand public aura lieu durant les week-ends d'ouverture et de fermeture (samedi et dimanche les 25-26 mai et 1-2 juin 2019). Il consistera principalement à un parcours d'événements numériques produits par des organisations partenaires. Par exemple, le Printemps numérique souhaiterait réaliser 10 activités de médiation dans 10 bibliothèques, en collaboration avec ELEKTRA. Mentionnons qu'au cours des 2e et 3e éditions, le promoteur a l'ambition de réaliser des activités extérieures sur la place publique.

La programmation professionnelle (lundi 27 mai au vendredi 31 mai 2019) s'articulera autour de cinq pavillons thématiques, une journée par pavillon :

1. Santé : techniques biomédicales et enjeux des données - Centre for Interdisciplinary Research in Music Media and Technology (CIRMMT) de l'Université McGill en collaboration avec TechnoMontréal;

2. Industries culturelles et créatives : jeu vidéo, réalité virtuelle et augmentée, scénographies immersives - Lieu culturel à définir (dialogue en cours avec la SAT, le Centre PHI et L' Arsenal);
3. Architecture et bâtiment : design, construction et ingénierie - Centre canadien d'architecture;
4. Intelligence artificielle : état de la recherche, transformation des emplois et des modèles d'affaires - Mile-Ex : MILA, ELEMENT AI, MICROSOFT;
5. Transports et mobilité : valorisations sociales, économiques et environnementales dans la ville intelligente – pavillon mobile en discussion avec la STM.

Chaque pavillon présentera des conférences, des vitrines professionnelles et des zones de découverte. La programmation professionnelle développée par le Printemps numérique sera bonifiée par des activités (colloques, spectacles, etc.) d'organisations partenaires.

Aussi, des événements professionnels existants seraient invités à tenir leurs activités pendant la Semaine numérique, par exemple le Gala des PRIX NUMIX organisé par XN Québec et le Symposium IX de la Société des arts technologiques.

Les groupes visés par le volet professionnel comprennent les acteurs suivants :

- les artistes, les designers et les professionnels de la créativité numérique;
- les institutions culturelles dédiées à la diffusion de la culture numérique (Société des arts technologiques/SAT, Centre PHI, Partenariat du Quartier des spectacles, etc.);
- les entreprises de la créativité numérique (studios de productions interactives, de jeux vidéo, de réalité virtuelle, d'intelligence artificielle);
- les grappes industrielles et les industries technologiques associées (logistique et transport, sciences de la vie et technologies de la santé, mode, TIC);
- les milieux du savoir (écoles, universités, laboratoires et groupes de recherche);
- les milieux entrepreneuriaux liés à l'incubation et au financement de risque;
- la clientèle d'affaires internationale motivée par l'usage du numérique au sein de diverses industries;
- les instances municipales et gouvernementales liées au développement du numérique.

En 2019, les objectifs d'achalandage sont de 1 600 entrées pour le volet professionnel et de 30 000 visiteurs pour le volet grand public. D'ici trois ans, il est prévu d'accroître la fréquentation à 3 900 pour le volet professionnel et à 46 000 pour le volet grand public.

Le Printemps numérique sera responsable de la promotion et de la mise en marché de l'ensemble des activités de la Semaine numérique, comprenant celles réalisées par les organismes partenaires.

Pour les pavillons thématiques, le Printemps numérique mettra en place une billetterie centralisée, ce qui lui permettra de générer des revenus autonomes.

Concernant la programmation des pavillons, un appel à proposition sera lancé pour créer des contenus originaux spécifiques (exemple : objets connectés, installations, scénographies, etc.). La production de ces contenus sera soutenue par un Fonds annuel de 200 000 \$, soit 40 000 \$ par pavillon. Seuls les projets exclusifs à la Semaine numérique et qui sont non soutenus par les bailleurs de fonds publics seront admissibles à ce fonds.

Le conseil d'administration (CA) de 11 membres est présidé par Suzanne Gouin, une administrative expérimentée également présidente du Conseil de direction de l'Agence du revenu du Canada. La réorientation stratégique de l'organisme s'est accompagnée de quatre

nouvelles nominations au sein du CA, notamment Philippe Beaudoin, cofondateur d'Element AI.

Le comité de programmation de la Semaine numérique sera composé de cinq membres du CA et de cinq experts externes identifiés selon les thématiques des pavillons. Un représentant de la Ville de Montréal pourrait être invité à ce comité.

La Semaine numérique suscite l'intérêt de nombreux partenaires, par exemple : le Centre de recherche informatique de Montréal (CRIM), le Centre Phi, Element AI, Espace Ludique, Équipement médical mobile, IVADO, La Piscine, Montréal International, le Musée McCord, l'Office national du film du Canada et plusieurs départements universitaires.

Par ailleurs, trois activités annuelles de l'organisme font parties de la demande financière (24 000 \$), soit les forums #intersections portant sur les transformations numériques dans plusieurs secteurs d'activité culturelle, sociale et économique. Celles-ci sont cohérentes avec le mandat de la Semaine numérique et permet de consolider la clientèle professionnelle de ce futur événement.

Dans le budget présenté, l'apport des fonds publics est de 900 000 \$, soit 56 % des revenus totaux. Les démarches auprès des gouvernements du Québec et du Canada sont en cours. Mentionnons que la Ville de Montréal est le principal partenaire de l'organisme depuis 2016. Le financement de la Ville était de 225 000 \$ en 2018.

Revenus	(\$)
Ville de Montréal	250 000
Gouvernement du Québec	300 000
Gouvernement du Canada	300 000
Tourisme Montréal	30 000
Partenaires privés	294 000
Commanditaire	189 000
Billetterie et autres revenus d'activités	189 000
Autre	50 000
TOTAL	1 602 000

** Le tableau ne présente pas la subvention de 150 000 \$ du Secrétariat à la Jeunesse pour un projet de 200 000 \$ relativement à la fracture numérique. Ce dernier ne faisant pas partie du présent projet.*

Dépenses	(\$)
Administration et ressources humaines	180 000
Honoraires professionnels	50 000
Promotion et relations de presse	270 000
Programmation (planification)	90 000
Consultation de l'écosystème	25 000
Semaine numérique incluant le Fonds d'appel de propositions	928 000
#intersection (3 activités annuelles)	24 000
Contingence	35 000
TOTAL	1 602 000

JUSTIFICATION

Le nouveau positionnement du Printemps numérique contribuera judicieusement aux priorités énoncées dans la Stratégie de développement économique de la Ville de Montréal. La Semaine numérique de Montréal participera aux efforts d'attraction et de rétention des talents, à l'internationalisation des entreprises ainsi qu'à la commercialisation des innovations. Le projet participe également au virage numérique de secteurs stratégiques ciblés dans la Stratégie, soit les industries culturelles et créatives, les sciences de la vie et les technologies de la santé ainsi que le transport et la mobilité. L'organisme déploie des efforts additionnels visant la transition numérique des entreprises, ce qui favorisera les pratiques innovantes des entrepreneurs, un des axes du Plan d'action en entrepreneuriat. Une attente particulière à cet égard pourrait être formulée dans la convention financière avec l'organisme.

Par ailleurs, le repositionnement du Printemps numérique en une semaine d'activités permettra de :

- mobiliser les acteurs dans le cadre d'une programmation resserrée;
- augmenter l'attraction et le rayonnement de l'événement;
- réunir la communauté d'affaires autour du numérique pour en faire un levier de croissance;
- mettre de l'avant les innovations auprès des publics et des investisseurs.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense totale de 250 000 \$. Les versements sont prévus selon le calendrier suivant:

2019	2020	TOTAL
225 000,00 \$	25 000,00 \$	250 000,00 \$

Les crédits requis sont prévus au budget du Service du développement économique, Direction de l'entrepreneuriat (Entente 150 M\$ - Réflexe Montréal)

Le présent dossier concerne une compétence d'agglomération en matière de développement économique, tel que prévu au Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019) .

Cette dépense est sans impact sur le cadre financier de la Ville.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Cet événement consolide Montréal comme métropole du numérique et de la créativité en Amérique du Nord. Il permet de faire rayonner Montréal à l'échelle internationale et facilite l'attraction des talents, en plus d'encourager la transition numérique des entreprises et de stimuler des projets de recherche.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'entente de contribution inclut un protocole de visibilité, approuvé par le Service des communications, qui doit être appliqué par l'organisme.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Événement se déroulant sur neuf jours, du 25 mai au 3 juin 2019.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marie Linda LAGUERRE NICOLAS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Simon DÉCARY
Commissaire au développement économique

Tél : 514 868-7674

Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-28

Géraldine MARTIN
Directrice

Tél :

514 872-2248

Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET
Directrice

Tél : 514 872-3116

Approuvé le : 2019-02-01

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **PRINTEMPS NUMÉRIQUE**, personne morale constituée sous l'autorité de la troisième partie de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est le 425, boulevard de Maisonneuve Ouest, bureau 1100, Montréal, Québec H3A 3G5, agissant et représentée par madame Suzanne Gouin, présidente du conseil d'administration, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution adoptée à une réunion de son conseil d'administration tenue le 15 janvier 2019.

Numéro d'inscription T.P.S. : 77961 8123 RT0001
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1222845188

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme promoteur de l'événement « Semaine numérique de Montréal », une semaine d'activités dédiée à l'intelligence numérique, notamment à travers la transversalité des technologies dans la métropole.

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujéti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 **INTERPRÉTATION**

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2 **DÉFINITIONS**

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

- 2.1 « Annexe 1 » :** la description du Projet;
- 2.2 « Annexe 2 » :** le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;
- 2.3 « Projet » :** le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
- 2.4 « Rapport annuel » :** document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;
- 2.5 « Reddition de comptes » :** les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;
- 2.6 « Responsable » :** La directrice de l'entrepreneuriat de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;
- 2.7 « Unité administrative » :** Service du développement économique de la Ville.

ARTICLE 3 **OBJET**

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4 **OBLIGATIONS DE L'ORGANISME**

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

- 4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer des activités se déroulant à l'extérieur de Montréal, ni à réaliser des spectacles et autres activités culturelles.
- 4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

- 4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;
- 4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

- 4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de comptes auprès du Responsable. Cette Reddition de comptes doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de comptes doit lui être remise selon ce qui est spécifié à l'Annexe 1 des présentes.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de comptes doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 \$) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 \$), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la

présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

- 4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

- 4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;
- 4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

- 4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;
- 4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 \$) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5 **OBLIGATIONS DE LA VILLE**

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de DEUX CENT CINQUANTE dollars (250 000 \$), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

5.2.1 Pour l'année 2019 :

5.2.1.1 une somme maximale de DEUX CENT MILLE dollars (200 000 \$) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention;

5.2.1.2 une somme maximale de VINGT-CINQ MILLE dollars (25 000 \$) dans les trente (30) jours de la présentation du bilan de la Semaine numérique de Montréal;

5.2.2 Pour l'année 2020 :

5.2.2.1 une somme maximale de VINGT-CINQ MILLE (25 000 \$) dans les trente (30) jours de la présentation du rapport annuel des activités 2019, comprenant la Semaine du numérique de Montréal et les forums #intersections.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6 **GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE**

- 6.1** L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.
- 6.2** L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.
- L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.
- 6.3** L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7 **DÉFAUT**

- 7.1** Il y a défaut :
- 7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;
 - 7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;
 - 7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;
 - 7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.
- 7.2** Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.
- 7.3** Dans les cas prévus aux sous-paragraphe 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.
- 7.4** S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La

Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8 **RÉSILIATION**

- 8.1** La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.
- 8.2** L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.
- 8.3** Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9 **DURÉE**

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 1^{er} juillet 2020.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10 **ASSURANCES**

- 10.1** L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de DEUX MILLIONS de dollars (2 000 000 chiffres \$) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
- 10.2** De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.
- 10.3** L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11 **LICENCE**

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 12 **DÉCLARATIONS ET GARANTIES**

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

- 12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;
- 12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;
- 12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;
- 12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13 **DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile 425, boulevard de Maisonneuve Ouest, bureau 1100, Montréal, Québec H3A 3G5, et tout avis doit être adressé à l'attention de la présidente du conseil d'administration. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 700, rue De La Gauchetière Ouest, 28^e étage, Montréal, Québec H3B 5M2, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemple ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le^e jour de 2019

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le^e jour de 2019

PRINTEMPS NUMÉRIQUE

Par : _____
Suzanne Guoin, présidente du conseil
d'administration

Cette convention a été approuvée par le de la Ville de Montréal, le^e jour du mois de 2019 (Résolution).

ANNEXE 1

PROJET

Le plan stratégique 2016-2020 du Printemps numérique présente une nouvelle vision pour faire du Printemps numérique le rendez-vous phare du numérique à Montréal.

Dans sa dernière version du plan d'affaires présentée en janvier 2019, le Printemps numérique annonce une réorientation stratégique de son événement annuel, lequel se tiendra dorénavant sous forme d'une semaine de 9 jours à la fin du mois de mai.

Du 25 mai au 3 juin 2019, la Semaine numérique de Montréal aura pour thématique l'intelligence numérique, notamment à travers la transversalité des technologies. Le contenu reposera sur un réseau d'acteurs intersectoriels, privilégiant les transferts d'expertises, encourageant la fertilisation croisée des savoirs, l'émergence de l'innovation et la transition numérique des entreprises.

La Semaine numérique aura pour objectif général de faire de Montréal un rendez-vous phare du numérique. Trois objectifs particuliers sont identifiés :

- Accroître le transfert de connaissances et stimuler l'innovation;
- Accroître les échanges entre les milieux de la création, de la recherche et de l'industrie, d'ici et d'ailleurs;
- Développer l'accessibilité aux diverses formes d'innovations numériques.

L'événement offrira un volet grand public (parcours, spectacles, activités familiales, etc.) et un volet professionnel (conférences, ateliers, rencontres d'affaires, vitrines d'entreprises, etc.). Certaines activités seront réalisées directement par l'organisme Printemps numérique tandis que d'autres le seront par des organisations partenaires.

Le volet grand public aura lieu durant les week-ends d'ouverture et de fermeture (samedi et dimanche les 25-26 mai et 1-2 juin 2019). Il consistera principalement à un parcours d'événements numériques produits par des organisations partenaires.

La programmation professionnelle (lundi 27 mai au vendredi 31 mai 2019) s'articulera autour de cinq pavillons thématiques, une journée par pavillon : 1) Santé; 2) Industries culturelles et créatives; 3) Architecture et bâtiment : design, construction et ingénierie; 4) Intelligence artificielle; Transports et mobilité.

Chaque pavillon présentera des conférences, des vitrines professionnelles et des zones de découverte. La programmation professionnelle développée par le Printemps numérique sera bonifiée par des activités (colloques, spectacles, etc.) d'organisations partenaires. Des activités pourront être proposées à la programmation gratuitement par la Ville de Montréal, PME MTL, l'École des entrepreneurs du Québec pour la clientèle entrepreneuriale afin de contribuer au virage numérique des entreprises.

Aussi, des événements professionnels existants seraient invités à tenir leurs activités pendant la Semaine numérique.

Le comité de programmation de la Semaine numérique sera composé de 5 membres du CA et de 5 experts externes identifiés selon les thématiques des pavillons. Un représentant de la Ville de Montréal peut également siéger à ce comité.

Objectifs et résultats attendus

- Proposer un programme d'activités de neuf jours en 2019, comprenant un volet grand public (parcours, spectacles, activités familiales) et un volet professionnel (conférences, ateliers, rencontres d'affaires, vitrines d'entreprises);
- Développer cinq pavillons thématiques d'une journée en s'associant avec des partenaires reconnus afin de réaliser des activités innovantes et de grande qualité;
- Susciter la réalisation d'activités en économie numérique par des organisations partenaires;
- Entamer la mise à disposition de contenu pour les entreprises (employés et dirigeants) visant à les sensibiliser ainsi qu'à les accompagner dans leur virage numérique;
- Attirer la tenue d'événements existants pendant la Semaine numérique;
- Atteindre 1 600 entrées pour le volet professionnel et 30 000 pour le volet grand public;
- Effectuer une collecte de données sur l'achalandage de la Semaine numérique tirées d'un décompte systématique dont les données sont vérifiables;
- Réaliser une stratégie de promotion et de mise en marché de la Semaine numérique;
- Mettre en place un comité de programmation, notamment responsable des thématiques, du développement et de la cohérence de l'événement, et le cas échéant d'un fonds d'appel de propositions;
- Réaliser trois forums #intersections au cours de l'année, permettant le développement de la clientèle de la Semaine numérique;
- Consolider le modèle d'affaires de l'organisme en diversifiant les sources de financement et en augmentant la part des revenus privés et autonomes.

Reddition de comptes

Il est attendu que le bilan et le rapport de reddition de comptes présente les résultats obtenus par rapport aux objectifs ci-haut mentionnés.

Document et délai de transmission

- Le bilan 2019 de la Semaine numérique de Montréal – au plus tard le 1^{er} août 2019.
 - Le programme réalisé comprenant la liste des événements du volet grand public et du volet professionnel;
 - La programmation détaillée des pavillons thématiques comprenant le nombre de conférenciers, le nombre et la nature des activités tenues et la liste des partenaires pour la réalisation des activités.
 - La liste et le nombre d'activités inédites en économie numérique suscitées par la Semaine numérique;

- La liste et le nombre d'événements existants tenus pendant cette période;
 - La stratégie de mise en marché réalisée ainsi que les démarches de promotion effectuées auprès des clientèles cibles;
 - Une étude d'achalandage, par volet et par pavillon, tirée d'un décompte systématique dont les données sont vérifiables ainsi que le nombre d'entreprises qui ont participé à l'édition, ventilées par catégorie et par provenance;
 - La composition du comité de programmation et les mécanismes mis en place pour assurer la qualité et la cohérence de l'événement;
 - Les statistiques de fréquentation du site web du Printemps numérique par mois;
 - La revue de presse de l'édition 2019.
- Le rapport de reddition de comptes final – au plus tard le 1^{er} mai 2020.
 - S'ajoutant au bilan de la Semaine numérique, une description des forums #intersection et le rapport de billetterie s'y rapportant;
 - Les États financiers vérifiés comprenant les états des résultats du projet.

Budget du projet

Revenus	(\$)
Ville de Montréal	250 000
Gouvernement du Québec	300 000
Gouvernement du Canada	300 000
Tourisme Montréal	30 000
Partenaires privés	294 000
Commanditaire	189 000
Billetterie et autres revenus d'activités	189 000
Autre	50 000
TOTAL	1 602 000

** Le tableau ne présente pas la subvention de 150 000 \$ du Secrétariat à la Jeunesse pour un projet de 200 000 \$ relativement à la fracture numérique. Ce dernier ne faisant pas partie du présent projet.*

Dépenses	(\$)
Administration et ressources humaines	180 000
Honoraires professionnels	50 000
Promotion et relations de presse	270 000
Programmation (planification)	90 000
Consultation de l'écosystème	25 000
Semaine numérique incluant le Fonds d'appel de propositions	928 000
#intersection (3 activités annuelles)	24 000
Contingence	35 000
TOTAL	1 602 000

ANNEXE 2

Protocole de visibilité

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

- 1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.
- 1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.
- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc. Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***
- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.
- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.
- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.
- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:
 - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance;
 - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le projet;
 - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez utiliser le courriel suivant : maireesse@ville.montreal.qc.ca.

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo).
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.

- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.
- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.
- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).
- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.

S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite à la mairesse doit être envoyée à l'adresse suivante : mairese@ville.montreal.qc.ca.

Dossier # : 1197952001

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Objet :	Accorder une contribution financière maximale de 250 000 \$ au Printemps numérique afin de soutenir son repositionnement et la mise en place de la Semaine numérique de Montréal en 2019 / Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS



[1197952001 Semaine numérique.xls](#)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie Linda LAGUERRE NICOLAS
Préposé au budget
Tél : (514) 872-5916

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-30

Isabelle FORTIER
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-1025
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier



Dossier # : 1193931001

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 325 000 \$ à l'École de créativité la Factory pour soutenir, en 2019 et 2020, la mise en marché des formations et le développement de nouvelles clientèles et, octroyer un contrat de services professionnels d'une somme maximale de 201 206,24 \$ pour offrir 13 formations spécifiques en 2019 et 2020 à des cohortes dédiées aux cibles prioritaires identifiées au plan d'action entrepreneuriat du SDÉ / Approuver deux projets de convention à cet effet

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier non récurrent de 325 000 \$ à l'École de créativité la Factory pour soutenir, en 2019 et 2020, la mise en marché des formations et le développement de nouvelles clientèles;
2. d'octroyer un contrat de services professionnels d'une somme maximale de 201 206,24 \$ pour offrir 13 formations spécifiques en 2019 et 2020 à des cohortes dédiées aux cibles prioritaires identifiées au plan d'action entrepreneuriat du SDÉ;
3. d'approuver deux projets de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;
4. d'imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel; ces dépenses seront entièrement assumées par l'agglomération.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2019-02-01 11:25

Signataire :

Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

IDENTIFICATION

Dossier # :1193931001

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 325 000 \$ à l'École de créativité la Factory pour soutenir, en 2019 et 2020, la mise en marché des formations et le développement de nouvelles clientèles et, octroyer un contrat de services professionnels d'une somme maximale de 201 206,24 \$ pour offrir 13 formations spécifiques en 2019 et 2020 à des cohortes dédiées aux cibles prioritaires identifiées au plan d'action entrepreneuriat du SDÉ / Approuver deux projets de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre de sa nouvelle planification stratégique 2018-2022 et l'adoption du plan d'action en entrepreneuriat intitulé « Entreprendre Montréal », le Service du développement économique (SDÉ) a identifié l'innovation comme un des 5 axes prioritaires de son plan pour soutenir des initiatives créatives visant à stimuler l'entrepreneuriat.

Le présent sommaire décisionnel vient répondre à la demande de soutien financier déposée (voir pièces jointes) par l'École de créativité la Factory (la Factory) pour soutenir la mise en marché des formations développées depuis 2016, atteindre de nouveaux marchés moins naturellement versés dans la créativité et développer de nouveaux contenus non traditionnels sous-jacents à la créativité.

Le présent sommaire vient aussi répondre à une demande du SDÉ à La Factory d'offrir des formations spécifiques à des cohortes dédiées pour les publics cibles prioritaires entrepreneuriaux (femmes, jeunes et entrepreneurs issus de la diversité) identifiés dans l'axe 5 du plan d'action entrepreneuriat « Entreprendre Montréal » du SDÉ.

Organisation à but non lucratif, la Factory a pour mission de promouvoir le développement des compétences en exploitant une école axée sur la créativité, ouverte au public et en y offrant des cours, des programmes de formation, des séminaires et des ateliers axés sur la créativité. S'adressant aux professionnels et entrepreneurs de milieux variés qui cherchent à élargir leurs horizons et qui adhèrent à une vision de la créativité en tant qu'agent de changement, la Factory mise sur la transdisciplinarité et la richesse du mélange des métiers, des origines et des années d'expérience des participants aux formations.

Le présent dossier concerne l'attribution d'une contribution financière non récurrente de 325 000 \$ ainsi qu'un contrat de services professionnels de 201 206,24 \$ à la Factory couvrant les années 2019 et 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0097 (30 mars 2017) - Accorder un soutien financier non récurrent de 500 000 \$ à La Factory pour supporter le démarrage de l'école des sciences de la créativité durant les années 2017 et 2018, financé par le budget du Service du développement économique et l'entente de 175 M\$ avec le Gouvernement du Québec.

CE18 0914 (23 mai 2018) - Adopter le plan d'action en entrepreneuriat intitulé « Entreprendre Montréal », un des huit plans d'action de la Stratégie de développement économique « Accélérer Montréal ».

CG18 0245 (26 avril 2018) - Approuver la Stratégie de développement économique 2018-2022.

DESCRIPTION

Contribution financière

Montréal a le potentiel de devenir un centre de calibre international pour le développement de compétences créatives. La Factory est la première école au Canada entièrement centrée sur le développement de compétences créatives comme moteur de transformation et d'innovation. Depuis 2 ans, la Factory a développé plus de 200 heures de formations uniques qui permettent à des entrepreneurs et des professionnels de tous secteurs d'activités d'accroître leur créativité. Plus de 4 700 personnes ont mis le pied à la Factory depuis la mise en oeuvre de son campus en septembre 2017 dans le Quartier de l'Innovation.

Afin d'atteindre une masse critique qui lui permettra d'être autonome financièrement et devenir une référence de calibre international dans le groupe des écoles du genre à travers le monde, les sommes demandées pour les deux prochaines années permettront de :

- Continuer le développement de contenus non traditionnels, branchés sur la tendance mondiale et la révolution numérique, qui ne sont pas enseignés dans les institutions actuelles;
- Atteindre de nouveaux marchés moins naturellement versés dans la créativité et inculquer cette fibre créative à de nouveaux secteurs d'activité (ex: dans le manufacturier, des services, etc.);
- Accroître l'implication de la Factory dans l'écosystème entrepreneurial de Montréal;
- Développer des partenariats avec des institutions d'enseignement universitaire et accroître ainsi les compétences créatives de la relève;
- Attirer à Montréal un marché international intéressé par le développement de compétences créatives.

2019		
Activités soutenues	Livrables	2019
Mise en marché des formations ouvertes à tous	Activités de communications marketing visant à développer de nouveaux marchés	175 000 \$
Développement d'une programmation annuelle et bonification de la performance des formations	Performance des formations (embauche de coachs, experts et maîtres d'atelier pour le design et la performance des diverses formations; matériel de formation, etc.).	
2020		
Activités soutenues	Livrables	Montant

Mise en marché des formations ouvertes à tous	Activités de communications marketing visant à développer de nouveaux marchés	150 000 \$
Développement d'une programmation annuelle et bonification de la performance des formations	Performance des formations (embauche de coachs, experts et maîtres d'atelier pour le design et la performance des diverses formations; matériel de formation, etc.).	

TOTAL : 325 000 \$

La Factory a des bases solides: un produit de qualité, un lieu unique, une marque forte, une équipe de visionnaires d'expérience et un écosystème de partenaires engagés. Le soutien financier permettra à l'organisme de poursuivre son développement et atteindre son autonomie financière.

Contrat de services professionnels

Le (SDÉ) a identifié deux axes prioritaires dans son plan d'action en entrepreneuriat soit l'innovation pour soutenir des initiatives créatives visant à stimuler l'entrepreneuriat et le renforcement des compétences entrepreneuriales des dirigeants d'entreprises dans les secteurs prioritaires.

La Factory a développé plus de 200 heures de formations prêtes à être offertes à des cibles variées. Ces formations sont pertinentes pour tout entrepreneur, jeune ou mature, qui souhaite faire face à une économie en pleine transformation.

Le SDÉ compte mandater la Factory pour dispenser sur 2 ans, 13 ateliers (5 en 2019 et 8 en 2020) à des cohortes de 25 dirigeants d'entreprises issus des secteurs prioritaires et des publics cibles identifiés (les startups, les femmes et les personnes issues de l'immigration et de la diversité et l'entrepreneuriat issu des communautés autochtones). De plus, le SDÉ bénéficiera de 2 places sur certaines formations ouvertes à tous de la programmation régulière annuelle de la Factory. totalisant 96 places additionnelles (48 places par année.

2019		
Activités soutenues	Livrables	Montant
Performance des formations pour des cibles dédiées	5 cohortes de 25 participants (formation d'une journée) dédiées aux cibles prioritaires du SDÉ	86 231,25\$ taxes incluses
	2 places additionnelles dédiées aux cibles prioritaires sur certaines formations ouvertes à tous, de la programmation annuelle	
2020		
Activités soutenues	Livrables	Montant
Performance des formations pour des cibles dédiées	8 cohortes de 25 participants (formation d'une journée) dédiées aux cibles prioritaires du SDÉ	114 975 \$ taxes incluse
	2 places additionnelles dédiées aux cibles prioritaires sur certaines formations ouvertes à tous, de la programmation annuelle	

TOTAL : 201 206, 24 \$

En s'associant à la Factory, la ville pourra profiter des contenus développés depuis 2 ans et en faire profiter les cibles prioritaires de 2 façons :

- cohortes exclusives de 25 personnes identifiées et choisies par des d'organismes de soutien sans but lucratif dédiés au développement de l'entrepreneuriat montréalais. Présents sur le terrain et fédérateurs dans leurs écosystèmes, les organismes seront de précieux partenaires pour la réalisation du Plan d'action en entrepreneuriat de la Ville de Montréal.
- 48 places additionnelles d'une valeur d'environ 44 000 \$ dans les cohortes ouvertes à tous de la programmation régulière de la Factory qui seront dédiées aux gestionnaires des OBNL dédiés au développement de l'entrepreneuriat montréalais. Cette option permettra aux participants de profiter pleinement de la richesse du mélange des genres.

La Factory et l'équipe du Développement économique se rencontreront 2 fois par année afin de déterminer le choix des formations et les horaires qui conviennent le mieux à la ville et qui s'ajouteront à la programmation annuelle Factory. Ces formations seront alors réservées à l'agenda.

JUSTIFICATION

La mission de la Factory s'inscrit parfaitement dans la stratégie de développement économique «Accélérer Montréal» et le plan d'action « Entreprendre Montréal » 2018-2021. Elle contribuera principalement aux axes suivants :

- Renforcer les compétences entrepreneuriales
- Innover toujours plus
- Stimuler les cibles prioritaires (startups, les femmes et l'entrepreneuriat immigrant ainsi que l'entrepreneuriat issu des communautés autochtones)
- Accroître la notoriété de Montréal

Les volets offerts par cette école de créativité donnent aux professionnels et aux gens d'affaires une formation de calibre international qui encourage la compétitivité et l'innovation au sein des entreprises montréalaises. Cette formation est complémentaire de celle de l'École des entrepreneurs du Québec à Montréal dont le mandat est de donner aux entrepreneurs des outils pour démarrer et faire croître leur entreprise.

Le soutien financier à ce projet favorisera, dans un premier temps, la croissance de l'écosystème de l'innovation et de la créativité, permettra d'attirer et de retenir les meilleurs talents. De plus, l'octroi du contrat de services professionnels permettra à plus de 425 entrepreneurs de contribuer de bonifier et renforcer leurs compétences et contribuer à la vitalité économique de Montréal et implication des OBNL et de l'écosystème.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense totale de 526 206,24 \$, dont 325 000 \$ en contribution et 201 206,24 \$ en honoraires professionnels (taxes incluses).

Les versements sont prévus selon le calendrier suivant :

Contribution

2019	2020	TOTAL
175 000,00 \$	150 000,00 \$	325 000,00 \$

Honoraires professionnels (taxes incluses)

2019	2020	TOTAL
86 231,25 \$	114 975,00 \$	201 206,24 \$

Les crédits requis sont prévus au budget du Service du développement économique, Direction de l'entrepreneuriat. (Entente 150 M\$ - Réflexe Montréal)

Le présent dossier concerne une compétence d'agglomération en matière de développement économique, tel que prévu au Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019) .

Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

En offrant aux dirigeants d'entreprises et aux professionnels des formations en créativité, la Factory, à l'heure de la révolution numérique, contribue à développer les compétences des entrepreneurs et à rendre plus concurrentielles et compétitives les entreprises montréalaises.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'entente de contribution inclut un protocole de visibilité, approuvé par le Service des communications, qui doit être appliqué par l'organisme.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Réalisation de la programmation et des activités planifiées pour 2019 et 2020;
 - Déploiement en 2019 de 5 cohortes de 25 participants (formation d'une journée) dédiées aux cibles prioritaires et 48 places additionnelles aux formations ouvertes à tous de la programmation annuelle de la Factory;
 - Déploiement en 2020 de 8 cohortes de 25 participants (formation d'une journée) dédiées aux cibles prioritaires et 48 places additionnelles aux formations ouvertes à tous de la programmation annuelle de la Factory;
 - Dépôt des documents relatifs à la reddition de compte pour 2019 et 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mohamed OUALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Diane DUHAMEL
Commissaire - développement économique

Tél : 514 872-9944
Télécop. : 514 872-6414

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-29

Géraldine MARTIN
Directrice

Tél : 514-872-2248
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET
Directrice

Tél : 514 872-3116
Approuvé le : 2019-02-01



Bilan 2017-2018 et Demande de financement 2019-2020-2021

AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE
DE LA VILLE DE MONTRÉAL

FACTRY

École des
sciences de la
créativité

Table des matières

Mot de la présidente	3
Bilan des activités	4
Description du projet	9
Annexes	16

Mot de la présidente

Montréal, 18 septembre 2018

Véronique Doucet
Géraldine Martin
Sylvie Labelle

CC: Robert Beaudry

Objet: demande de soutien financier 2019-2020-2021 – École de créativité la Factory

Mesdames, monsieur,

Nous désirons par la présente soumettre une demande de soutien financier au Service du développement économique de la Ville de Montréal, pour l'École de créativité la Factory, pour les années 2019, 2020 et 2021.

Montréal a le potentiel de devenir un centre de calibre international pour le développement de compétences créatives. La Factory est la première école au Canada entièrement centrée sur le développement de compétences créatives comme moteur de transformation et d'innovation. En moins de 2 ans la Factory a développé plus de 200 heures de formations uniques qui permettent à des entrepreneurs et des professionnels de tous secteurs d'activités d'accroître leur créativité. Plus de 4 700 personnes ont mis le pied à la Factory depuis l'ouverture de son campus en septembre 2017 dans le Quartier de l'Innovation. La Factory est au bon endroit au bon moment; il lui faut maintenant atteindre une masse critique qui lui permettra d'être autonome financièrement et devenir une référence de calibre international dans le pool des écoles du genre à travers le monde. Les 2 prochaines années de développement de la Factory permettront de:

- Continuer le développement de contenus non traditionnels, branchés sur la tendance mondiale et la révolution numérique, qui ne sont pas enseignés dans les institutions actuelles
- Atteindre de nouveaux marchés moins naturellement versés dans la créativité et inculquer cette fibre créative à de nouveaux secteurs d'activité (ex: manufacturier, secteur public, etc).
- Accroître l'implication de la Factory dans l'écosystème entrepreneurial de Montréal
- Développer des partenariats avec des institutions d'enseignement universitaires et accroître ainsi les compétences créatives de la relève
- Attirer à Montréal un marché international intéressé par le développement de compétences créatives

Nous souhaitons par la présente solliciter un investissement de la Ville de Montréal de 750 000 \$ total, soit 250 000 \$ par année pour les années 2019, 2020 et 2021.

La Factory s'inscrit parfaitement dans la stratégie de développement économique 2018-2022 de la ville de Montréal. Elle contribuera principalement aux axes suivants:

- Développer les talents et le savoir, et accroître la notoriété de Montréal comme pôle de savoir et de talent (plan d'action Savoir et Talent)
- Propulser et renforcer les compétences (plan d'action en Entrepreneuriat)
- Accroître la notoriété de Montréal (plan d'action Affaires économiques internationales)

Nous demeurons à votre entière disposition afin de discuter du présent projet. Et les portes de la Factory vous sont toujours ouvertes.

Cordialement



Marie Amiot
Présidente, directrice générale
Factory



Bilan des activités



Un solide démarrage

Nous sommes fiers de présenter notre bilan de réalisations. Nous pouvons affirmer qu'en 2 ans d'opération nous avons :

- Développé des contenus de formation uniques et de haut calibre
- Développé une marque reconnue et empreinte de professionnalisme
- Fédéré plus d'une quarantaine de professionnels de l'écosystème créatif, qui collaborent aux formations offertes à la Factory (coachs, conférenciers, etc)
- Été un joueur actif dans l'écosystème d'innovation de Montréal : QI, Je Fais Montréal, Parcours Innovation, C2 Montréal, Expo Entrepreneur, etc
- Contribué fortement à créer des rencontres entre des professionnels d'industries variées qui ne se rencontrent pas normalement, ainsi qu'entre jeunes et professionnels matures (ex: Meet the future)
- Créé 7 emplois permanents et donné des mandats à plus d'une cinquantaine de partenaires.

Vous trouverez en annexe 1 les états financiers 2017-2018.

Une croissance rapide

Résumé des activités : années fiscales 2016-2017 et 2017-2018

	Juillet 2016 - juin 2017	Juillet 2017 - juin 2018
Formations		
Formations créées	3 cours	4 cours 2 ateliers 6 formations sur mesure
Nombre de cohortes	3 cohortes de professionnels 2 cohortes d'étudiants	13 cohortes de professionnels 2 cohortes d'étudiants
Participants - formations	200	410
Programmation événementielle		
Programmation Factory	3 conférences et événements	10 conférences et événements
Participants – programmation Factory	163	1700
Programmation Partenaires		
Événements partenaires		29 événements
Participants – programmation partenaires		2685
ONT MIS LE PIED À LA FACTRY		
	363	4795
Participations à des conférences et événements externes	2 conférences et événements	8 conférences et événements
Nombre de participants aux activités Factory lors d'événements externes	548	2100
ONT VÉCU UNE EXPÉRIENCE FACTRY		
	911	6895

La créativité pour tous

Voici un sommaire des industries qui ont envoyé des participants aux formations Factory. Cette liste démontre le grand intérêt de la créativité comme compétence transversale.

Industries	Exemples d'entreprises
Finances et Assurances	Caisse des dépôts et placements Fiera Capital Banque Nationale BDC
Commerce de détail et de gros	Bec Cola Intégral Nutrition L'Oréal
Éducation	Université du Québec Collège St Anne Concordia ETS formation
Communication et Médias	Cogeco Media Groupe TVA Bob Sid Lee Média
Science, technologies, informatique et télécommunications	Vidéotron Gsoft CGI Radio Canada
Organisme à but non lucratif	Chambre de commerce du Montréal métropolitain Fondation Montréal INC Fondation de l'entrepreneurship Fondation de l'hôpital général juif
Transport	Réseau de transport métropolitain Bombardier Société des transports de Laval
Art, culture et divertissement	Bell Média Pointe à Callière Gestev
Architecture et Design	Aedifica Anastrophe
Énergie	Hydro-Québec
Gouvernement et Administration publique	Autorités canadiennes en valeur mobilières Ville de Montréal
Tourisme, Hôtellerie et Restauration	Tourisme Montréal Alt Hôtel (Groupe Germain)
Santé et Pharmaceutique	Abvie Corporation CHILD-BRIGHT Network

Vous trouverez en annexe 2 la liste complète des entreprises qui ont envoyé des participants aux formations Factory.

Contribution Factory à l'écosystème d'innovation

Les contenus Factory sont en demande. Factory a été active dans l'écosystème d'innovation de Montréal et à l'échelle provinciale. Voici la liste des principales collaborations :

- Élue Entreprise coup de cœur de Je Fais Montréal
- Présence de Meet the Future à C2 Montréal
- Tenue de la conférence de fermeture CRHA
- Création et animation d'un atelier dans le cadre d'Expo Entrepreneur
- Tenue d'une conférence lors du Congrès annuel de l'ACEE
- Partenaire du collectif Soir pour la tenue d'événements culturels multidisciplinaires
- Accueil d'un événement Creative Morning
- Partenaire du CDMQ lors de la tenue de l'événement IMMEDIA 2018
- Programmation et tenue d'activités artistiques lors de Montréal en lumière 2018



Description du projet

Une école unique en son genre

Le Forum Économique Mondial classe la créativité comme la 3^{ième} plus importante compétence à développer au sein des entreprises d'ici 2020¹. Lors de la création de la Factory, plusieurs étaient perplexes face à la pertinence d'une école entièrement centrée sur la créativité. Deux ans plus tard il n'y a plus de doute sur la puissance de la créativité comme vecteur de transformation et d'innovation, ainsi que sur l'importance de développer cette compétence dans tous les secteurs d'activité économique. Être les premiers témoigne, entre autres, d'une vision solide et avant-gardiste. Voici ce qui distingue la Factory :

LA CRÉATIVITÉ AU CŒUR

À la Factory, la créativité est LE centre de notre expertise. Nous développons des contenus qui n'existent pas ailleurs. Plusieurs centres de formation en management, en entrepreneurship ou même en communication s'intéressent de plus en plus à la créativité, mais en complément de leur centre d'expertise. La Factory développe tous ses cursus de cours en partant de la créativité comme moteur de transformation, ce qui donne une expérience complètement différente.

UNE APPROCHE TRANSDISCIPLINAIRE

Les enseignants et les participants de la Factory proviennent tous d'industries variées tel qu'en témoigne le bilan précédent. Nous encourageons ainsi des rencontres entre agents de changement qui ne se croiseraient pas dans le cours normal des affaires. Ceci a un effet multiplicateur sur la place de la créativité à Montréal et au Québec. La créativité n'est plus l'apanage d'un groupe restreint de secteurs d'activités.

PRENDRE LE TEMPS

Montréal regorge d'activités autour des thématiques d'innovation, d'entrepreneuriat ou de créativité. La majorité de ces activités sont de conférences, foires, expositions et événements ponctuels. Cela crée un bouillonnement hyper stimulant; par contre, les vraies transformations prennent du temps. La Factory offre une programmation annuelle complète qui permet de servir les entreprises à l'année. Que ce soit par des formations de plusieurs jours, des ateliers en formats courts ou même des formations personnalisées, il y en a pour tous au sein d'une même entreprise. De plus en plus d'entreprises font appel à la Factory dans la planification de leur programme annuel de formation.

UNE VISÉE INTERNATIONALE

On vient à Montréal de partout à travers le monde pour apprendre l'art du Cirque, pour travailler en Intelligence artificielle, pour travailler dans le monde des jeux vidéo. Nous souhaitons maintenant que l'on vienne à Montréal pour développer ses compétences en créativité. Montréal est déjà une ville primée par les jeunes de partout à travers le monde principalement pour sa qualité de vie. Grâce à la Factory elle a la possibilité de se démarquer au niveau de cursus de cours non traditionnels. La Factory souhaite s'inscrire dans le tableau des écoles non traditionnelles telles :

- Hyperisland (Suède) <https://www.hyperisland.com/>
- Kaospilot (Danemark) <http://www.kaospilot.dk/>
- Singularity University (États-Unis) <https://su.org/>
- D School of Berlin <https://hpi.de/school-of-design-thinking.html>
- Thnk (Pays-Bas) <https://www.thnk.org/>

1. <https://www.weforum.org/agenda/2016/01/the-10-skills-you-need-to-thrive-in-the-fourth-industrial-revolution/>

Formations et programmation

La programmation Factory a beaucoup évolué depuis les débuts. Nous offrons maintenant 15 formations distinctes, soit plus de 200 heures de formation. Nous sondons régulièrement les participants afin d'améliorer les contenus et les formats. Les cours en formats longs (2 à 6 jours) sont conçus pour ceux qui veulent prendre le temps de se transformer et devenir des agents de changement. Les ateliers en formats courts (3 heures à 1 journée) permettent de développer des outils concrets et pratiques; ils sont accessibles à un plus grand nombre. Nous offrons également ces formations en mode sur mesure, à des entreprises ou groupes d'intérêt (ex : Journée Big Data pour le Parcours Innovation de la ville de Montréal). Finalement une programmation événementielle permet d'alimenter l'effet campus et nourrir la créativité montréalaise à l'année. Vous trouverez en annexe 3 les syllabus des cours Factory pour la prochaine année 2018-2019. Les objectifs des 3 prochaines années sont :

DES CONTENUS UNIQUES, DÉPLOYÉS PLUS LARGEMENT

La Factory souhaite continuer à développer des formations uniques et les rendre accessibles à un plus grand nombre. Il s'agit ici d'un effort de contenu et de mise en marché.

Au niveau du contenu nous fédérons des partenaires de calibre international.

Pour la mise en marché nous avons embauché une ressource dédiée aux ventes. Nous complétons également l'accréditation des cours Factory auprès des associations professionnelles suivantes : Barreau du Québec, CRHA, CPA. D'autres s'ajouteront au fil du temps.

OUVRIR LA PORTE AUX PARTENARIATS ACADÉMIQUES

Nous sommes en discussion avec 3 universités, qui souhaitent inclure les formations Factory dans leurs cursus de cours. État des négociations et objectifs visés :

ETS :

- Développement d'un cours en créativité pour les étudiants de maîtrise. Groupe test hiver 2019
- Projet de formation en créativité pour un groupe d'enseignants
- Développement d'un atelier pour les participants du Centech

TELUQ :

- Développement d'une formation en créativité qui combine une portion en ligne et une portion à la Factory ; hiver 2019

UQAM :

- Discussion en cours pour futur cours d'été en créativité, pour les étudiants UQAM et les étudiants étrangers accueillis par UQAM. Été 2019

Collège Sainte-Anne :

- Continuer à bonifier le parcours des jeunes inscrits au programme collégial Arts, Lettres et Communication, profil Créativité et Innovation
- Rendre accessible les contenus et le campus Factory à tous les ordres d'enseignement du Collège Sainte-Anne

Calendrier juillet 2018 à juin 2019

Programmation complète

Octobre 2018

03-04, 17-18, 31 octobre et 1^{er} novembre: Leadership créatif
05 octobre: Pitch – convaincre par l'histoire
16 octobre: Visualisation des données – Faire parler les chiffres
19 octobre: Brainstorming – animer efficacement un remue-ménages
29-30 octobre: Leadership et authenticité – Mindfulness en action

Novembre 2018

02 novembre: Design Thinking – expérimenter la méthode
07-08-09 novembre: Planter une culture data
12-13-14 novembre: Leadership Créatif pour hauts dirigeants
27-28 novembre & 13 décembre: Leadership et Impact social
30 novembre: Modèle d'affaires – redéfinir l'impact social de son entreprise

Décembre 2018

4 décembre: Brainstorming – faire jaillir les idées
07 décembre: Pitch convaincre par l'histoire
11-12 décembre: Trouver son X

Janvier 2019

09-10 janvier: Leadership et authenticité – Mindfulness en action
18 janvier: L'art du storytelling multiplateforme
21-22 janvier: Design Thinking – instaurer une culture d'innovation dans son entreprise
29 janvier: Clinique de résolution de problèmes – surmontez vos défis d'affaires
30-31 janvier et 13 février: Leadership et impact social

Février 2019

06-07, 20-21 février et 11-15 mars: Leadership créatif
08 février: Leadership et impact social
12-13-14 février: Planter une culture data
15 février: Brainstorming – animer efficacement un remue-ménages
19 février: Visualisation des données – Faire parler les chiffres
22 février: Design Thinking – expérimenter la méthode

Mars 2019

14 mars: Leadership et authenticité – Mindfulness en action
26-27-28 mars: Leadership créatif pour hauts dirigeants
29 mars: Modèle d'affaires – redéfinir l'impact social de son entreprise

Avril 2019

05 avril: Design Thinking – expérimenter la méthode
11 avril: Clinique de résolution de problèmes – surmontez vos défis d'affaires
16-17 avril: Trouver son X

Mai 2019

01-02 & 15-16 & 29-30 mai: Leadership créatif
03 mai: Pitch convaincre par l'histoire
08 & 09 et 14 mai: Leadership et impact social
10 mai: Brainstorming – animer efficacement un remue-ménages

Juin 2019

04-05-06 juin: Planter une culture data
11 juin: Brainstorming – Faire jaillir les idées
12 juin: L'art du storytelling multiplateforme
14 juin: Design Thinking – expérimenter la méthode

Estimé des activités et participants – 2019 à 2021

Hypothèses - formations	2019	2020	2021
Cohortes de professionnels	46	80	120
Cohortes partenaires académiques	3	4	6
Hypothèses – participants*			
Participants professionnels	1150	2000	3000
Étudiants - Partenaires académiques	75	100	150

*Estimé 25 participants par cohorte

Écosystème Factory

Voici un portrait mis à jour de l'écosystème immédiat qui supporte la Factory :

PARTENAIRES FINANCIERS

Banque Nationale : engagement de 500 000 \$ total sur 5 ans (2016 à 2020)

Lavery : engagement de 50 000 \$ par année pendant 2 ans (2018 à 2019). 15 000 \$ en argent, 20 000 \$ en services, 15 000 \$ en achat de formations

BRP : 25 000 \$ en argent, par année pendant 2 ans

Sid Lee : Don à la Fondation Factory. Engagement de 25 000 \$ par année pendant 4 ans (2018 à 2021)

Yves Gougoux : Don à la Fondation Factory de 50 000 \$ sur 3 ans, 2018 à 2020

Collège Sainte-Anne : Environ 100 000 \$ par année de l'automne 2016 à l'hiver 2022. Montant flexible selon le nombre d'étudiants inscrits

PWC : Services financiers gratuits

ÉQUIPE FACTRY

Marie Amiot : Présidente directrice générale et Co-fondatrice

Hélène Godin : Chef de la Création et Co-fondatrice

Stéphanie Lebon : Directrice communications et marketing

Charles-André Vidal : Gestionnaire développement des affaires

Maude de la Rochellière : Productrice expérience

Camille Baudry : Coordonnatrice administrative et financière

Laurence Bayard-Arthur : Coordonnatrice expérience

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Philippe Meunier : Président du conseil, Factory et Chef de la création, Sid Lee

Marie Amiot : Présidente directrice générale, Factory

Hélène Godin : Chef de la création, Factory

Luc Thibaudeau : Secrétaire du Conseil d'administration et Avocat associé, Lavery

Dany Lehoux : Trésorière et Directrice principale, Développement des affaires, PWC

Guy Crevier : Président et éditeur, La Presse

Michel David : Producteur exécutif, Mile Inn

France Lauzière : Présidente et chef de la direction, Groupe TVA et chef du contenu, Québecor contenu

Julie Godin : Vice-présidente du conseil et vice-présidente exécutive, administration et planification globale, CGI

Kim Thomassin : Première vice-présidente, Affaires juridiques et Secrétariat, CDPQ

Debbie Zakaib : Directrice générale, Mmode

Ugo Cavenaghi : Président-Directeur général, Collège St Anne

Denys Lapointe : Vice-président exécutif, Design et innovation, BRP

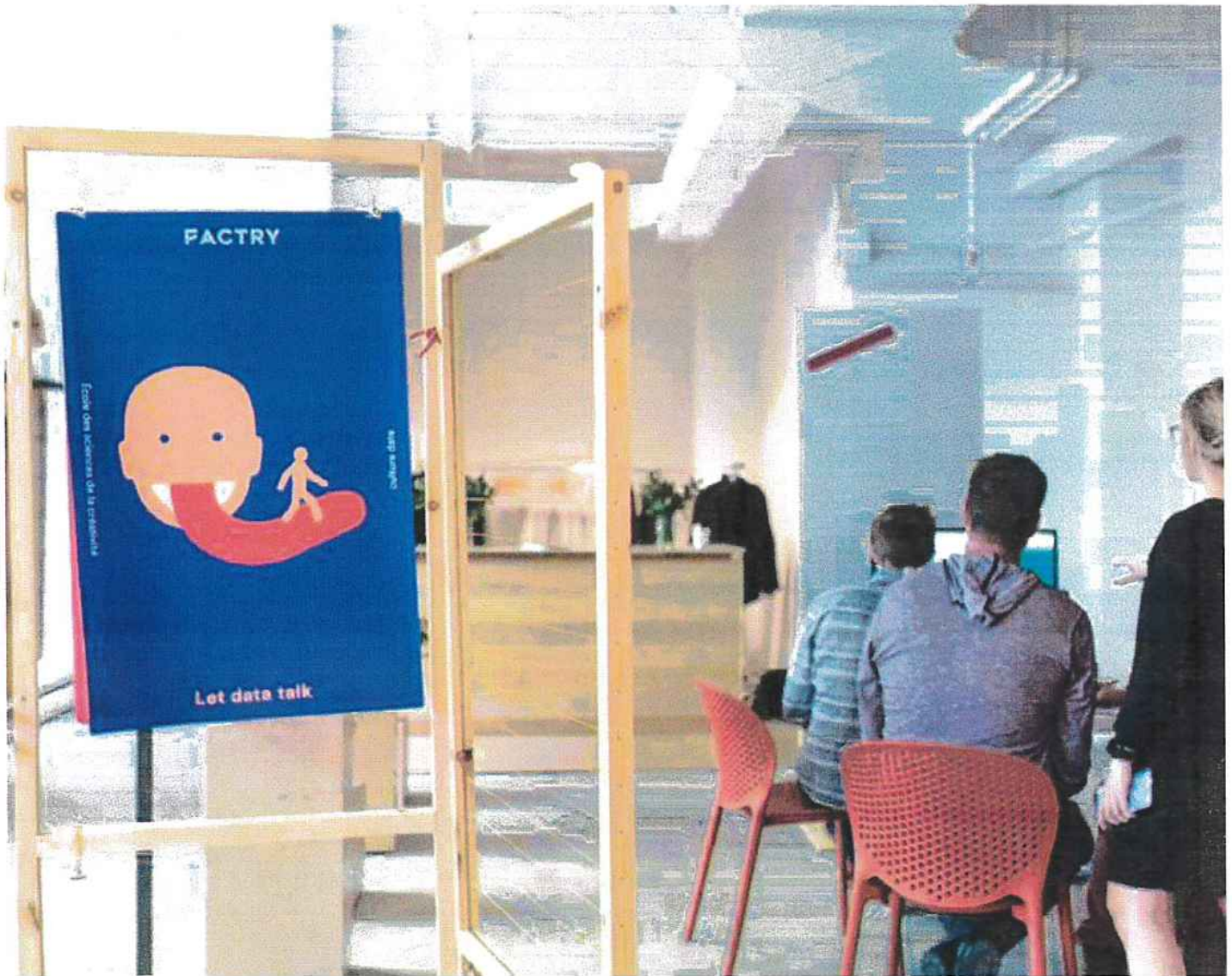
Céline Huot : Vice-présidente, Stratégie et Affaires publiques, CCMM

Dominique Villeneuve : Présidente Directrice générale, A2C

Prévisions budgétaires

Planification budgétaire 3 ans - 2019 à 2021

	Réel juillet 2017 à juin 2018	Budget 2019	Budget 2020	Budget 2021
REVENUS				
Financement public	470 373	450 000	375 000	250 000
Dons et commandites	301 000	250 000	250 000	250 000
Cotisations CISA	96 830	96 600	96 600	96 600
Revenus - Formations	278 884	843 806	1 352 310	1 924 176
Revenus - Programmation	4 793	4 843	10 000	10 000
Revenus - Location d'espace	23 242	51 714	57 070	61 400
Intérêts	812	-	-	-
TOTAL REVENUS	1 175 934	1 696 963	2 140 980	2 592 176
DÉPENSES				
Dépenses de formation professionnelle	232 540	405 768	656 933	993 779
Commission sur les ventes	-	76 141	136 231	204 346
Dépenses de programmation	-	20 000	20 000	20 000
	232 540	501 908	813 164	1 218 126
Salaires et avantages sociaux	408 879	585 235	707 816	729 050
Publicité et promotion	125 380	157 000	200 000	225 000
Site web	-	60 000	-	-
Honoraires de consultants	130 137	20 000	20 000	20 000
Honoraires professionnels	6 500	25 000	25 000	25 000
Loyer et entretien	120 370	272 820	300 000	300 000
Autres frais administratifs	59 930	75 000	75 000	75 000
TOTAL DÉPENSES	1 083 736	1 696 963	2 140 979	2 592 176
Marge nette (\$)	92 198	0	0	0
Marge nette (%)	8 %	0 %	0 %	0 %
Taux d'occupation - formations seulement	13 %	23 %	40 %	60 %
Auto-financement	34 %	59 %	71 %	81 %
Financement privé	26 %	15 %	12 %	10 %
Financement public	40 %	27 %	18 %	10 %



Conclusion

La Factry a des bases solides : un produit de qualité, un lieu unique, une marque forte, une équipe de visionnaires d'expérience et un écosystème de partenaires engagés. Elle est à une étape charnière de déploiement pour l'atteinte d'une autonomie financière et devenir un fleuron montréalais. Nous pouvons, ensemble, faire de Montréal une destination internationale pour le développement de compétences créatives. Il nous faut :

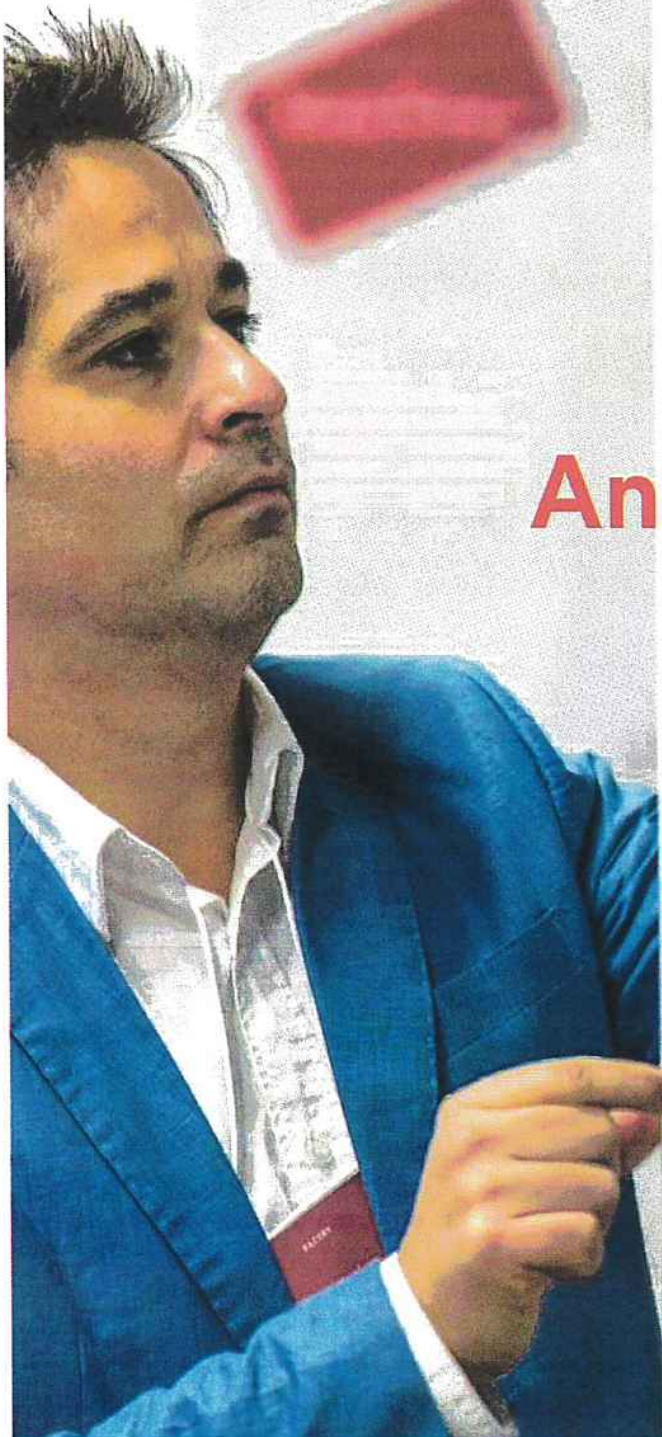
- Développer encore plus de contenus de formation créative distincts qui ne sont pas offerts dans les organisations traditionnelles
- Accélérer la formation créative dans tous les secteurs économiques

- Attirer des clientèles internationales
- Accroître la place de la Factry dans l'écosystème entrepreneurial et universitaire

Les ressources financières demandées serviront à :

- Développer des contenus
- Soutenir les efforts de mise en marché
- Opérer le campus

Grâce à nos efforts concertés, le prochain Québec inc sera créatif !



Mission No 1
Mélanie Carignan

Mélanie est encore à découvrir ce que son poste de travail lui apporte de grandes valeurs ajoutées au sein de son département. Avant de passer à l'étape suivante, elle doit se concentrer sur les tâches les plus importantes de son poste. Elle a besoin de temps pour réfléchir à la manière de mieux servir ses clients et de mieux gérer son équipe. Elle a besoin de temps pour réfléchir à la manière de mieux servir ses clients et de mieux gérer son équipe. Elle a besoin de temps pour réfléchir à la manière de mieux servir ses clients et de mieux gérer son équipe.

Annexes

Annexe 1 – États financiers 2017-2018

Fournis sur demande

Annexe 2

Liste complète des entreprises ayant participé aux formations Factory (par industrie):

Communications et médias:

National
Radio Canada
Agence Salto
Bob
Omnicom Touché
Pazazz Labels
Ig2
Vice Québec
Akufen
Groupe TVA
24.Septembre
Lyne Rivard, services-conseils
Akufen
Havas
Ad hoc recherche
Performa Marketing
Beaulieu Canada
Utopop
France Guay, stratège
Groupe TVA
CVC Presentations
Lauraki, maman Zéro Déchet
Tam-Tam\TBWA
Vibrant Marketing
Québecor Média
OMD Montréal
La Grosse Business
Publicis Montréal
Taxi
M&H
K72
&co
Cogeco
Ricardo Média
La Presse
Sid Lee Média
CCMM
CARTIER
Verizon

Science, technologie, informatique et télécommunications:

Vidéotron
CGI
Ivado
Nomad Logic

Bell
GSOFT
CloudRaker
Xmedius
Agence IMPAKT Scientifik

Arts, culture et divertissement:

CCM Hockey
Musée Pointe à Callière
Cirque du Soleil
Moment Factory
Ubisoft
Alliance Numérique
Gestev
Carrefour francophone de Sudbury
BHVR
ObviousC

Finance et assurances:

La Garantie
Banque Nationale
Fondaction
Fonds de solidarité FTQ
Caisse de dépôt et placement du Québec
Fiera Capital
Financière Sun Life
Banque Laurentienne
PWC
BDC

Architecture et design:

KANVA
Anastrophe

Organisation à but non lucratif:

Fondation de l'entrepreneurship
Florence VAN LOON
Lune Rouge
Fondation de l'hôpital Général Juif
Montréal International
Médiathèque maskoutaine
Centre d'entrepreneuriat Poly UdeM
Forum jeunesse de l'Ôle de Montréal

Gouvernement et administration publique:

CDPQ
Bibliothèques et Archives Nationales du Québec

Autorités canadiennes en valeurs mobilières

Éducation:

École de Technologie Supérieure (ETS)
Université du Québec
Université Concordia
Cégep de St Jérôme
Carrefour Jeunesse Emploi d'Abitibi-Ouest
Collège St Anne
Collège Boréal
Cree School Board
Centre Multiservice de la Commission scolaire des Samares
Cadre 21

Commerce de détail et de gros:

Schawn Stabilo
L'Oréal
Bec Cola
Intégral Nutrition
Reitmans Canada
Rapid Air climatisation inc.

Santé et Pharmaceutique:

Child Bright Network

Tourisme - Hotellerie et Restaurants:

Alt Hôtel
Golf le Champêtre

Juridique:

Lavery

Transport:

Réseau de transport métropolitain
Fédération international des associations de pilotes de ligne
Société de transport de Laval
Bombardier

Autres:

Ayiming Canada inc.
Espaces Temps
Mouvement Paradoxe
Groupe Sabourin Consult
Rio Tinto

Annexe 3 – Syllabus des cours Factory pour l'année 2018-219

Leadership créatif

Inspirez le changement dans votre organisation

Le cours Leadership créatif de la Factory forme des visionnaires capables d'activer la force créative d'une équipe de travail, de bousculer les habitudes et de mettre au point des solutions innovantes à des enjeux d'affaires ou de société. C'est à travers différents ateliers pratiques, échanges et expériences qu'un contenu de qualité est livré par des professionnels de tous horizons disciplinaires et géographiques, reconnus dans leurs milieux.

Clientèle visée :

Cette formation s'adresse aux gestionnaires d'équipes, aux consultants et aux professionnels ayant à diriger des projets impliquant créativité et innovation.

Au terme du cours, le participant sera capable de :

- Mobiliser des équipes transdisciplinaires autour d'un objectif de cocréation
- Prendre conscience des qualités d'un bon leader : écoute, empathie, authenticité et intuition
- Trouver et alimenter sa motivation et celle des autres
- Reconnaître l'utilité de l'intelligence émotionnelle
- Comprendre les mécanismes du cerveau qui déclenchent la pensée créative
- Comprendre le processus créatif et la manière de l'inculquer au sein de son organisation
- Comprendre l'importance de l'objectif commun
- Développer l'art du casting
- Apprendre différentes techniques de brainstorming
- Savoir prendre des risques
- Utiliser les leviers de consensus et de divergence

Leadership créatif pour hauts dirigeants

Déployez le potentiel créatif de votre entreprise

Le cours Leadership créatif pour hauts dirigeants s'adresse précisément aux membres de direction ayant un réel pouvoir de transformation dans leurs entreprises. Les participants apprendront à libérer la créativité qui sommeille au sein de leurs équipes et à y faire naître des agents de changement. À travers différents ateliers pratiques, échanges et expériences, les participants pourront oser une expérience qui transforme et la partager, de façon privilégiée, avec d'autres dirigeants de tous horizons disciplinaires.

Ce cours a été conçu par la Factory en collaboration avec Innove Lab.

Clientèle visée :

Cette formation s'adresse aux gestionnaires cumulant plus de 10 ans d'expérience qui occupent des fonctions stratégiques et qui ont le pouvoir de transformer leur entreprise concrètement.

Au terme du cours, le participant sera capable de :

- Comprendre l'importance de la créativité et de l'innovation en entreprise
- Développer un climat de confiance au sein de son organisation
- Adopter des attitudes différenciées face à la prise de risque
- Créer un environnement physique et organisationnel qui favorise la créativité
- Comprendre le processus créatif et comment l'inculquer au sein de son organisation
- Développer l'art du casting
- Apprendre différentes techniques de brainstorming

Annexe 3 – Syllabus des cours Factory pour l'année 2018-219

Implanter une culture data

Briser les silos en apprenant à parler le même langage.

Les données sont là, tout autour de vous, omniprésentes et invisibles. Privées ou publiques, elles sont précieuses et nous donnent une perspective éclairée. Elles cachent de nouvelles idées capables de changer la donne. Elles guident l'intuition. Faire le choix de comprendre les données, c'est se donner les capacités de déployer leur potentiel, peu importe sa pratique professionnelle. Dans un monde où tout peut être KPI et où les équipes de travail sont de plus en plus multidisciplinaires, les entreprises et les institutions qui décident de placer les données au centre de leur modèle d'affaires sont plus agiles, innovantes et performantes. Encore faut-il réussir sa transformation.

En plus de faire découvrir aux participants le grand potentiel du big data et de l'intelligence artificielle dans leur pratique, cette formation propose des actions concrètes pour mettre en œuvre une culture data dans leur milieu de travail. Avec l'aide de coachs experts, les participants seront invités à déterminer leurs besoins pour démarrer cette transformation. À travers des ateliers en groupe, ils apprendront à mettre en place un écosystème, un cadre et une culture favorisant un tel changement. Au terme de cette formation, les participants auront en main les outils pour mobiliser et activer les différentes divisions et favoriser la cocréation.

Clientèle visée :

Cette formation s'adresse aux entrepreneurs, aux cadres, aux dirigeants et aux consultants qui veulent implanter ou maximiser l'utilisation des données et de l'intelligence artificielle dans leur entreprise ou organisation.

Au terme du cours, le participant sera capable de :

- Découvrir l'univers du big data et de l'intelligence artificielle et intégrer son vocabulaire
- Définir ses besoins et déployer un processus de transformation organisationnelle
- Anticiper les défis et opportunités d'adapter une organisation centrée sur les données
- Définir le cadre éthique et légal de sa pratique d'utilisation de données
- Pratiquer des techniques pour générer de la créativité par les données de façon collaborative
- Mettre en place une culture collaborative transdisciplinaire

Annexe 3 – Syllabus des cours Factory pour l'année 2018-219

Leadership et Impact social

Concilier profit, valeurs, durabilité et créativité.

La poursuite du profit au détriment de la collectivité et de l'environnement n'a plus sa place. Le monde de demain appartient aux entreprises qui mettent leur créativité au service de la création de valeur collective. Les entreprises doivent être à la fois rentables, équitables et impliquées.

Dans cette formation, les participants seront appelés à réfléchir au potentiel des nouveaux modèles économiques émergents (économies de plateforme, shared value, économie circulaire, etc.) et à repenser leur modèle d'affaires et leur mission. À travers des exercices pratiques, les participants développeront l'agilité et la créativité nécessaires pour amener l'innovation au cœur de leur entreprise.

Ce cours a été développé par la Factory en collaboration avec Credo.

Clientèle visée :

Cette formation s'adresse aux entrepreneurs, aux gestionnaires, aux cadres, aux dirigeants et aux consultants qui souhaitent prendre le leadership dans leur secteur d'activité, repenser leur modèle d'affaires et l'impact social de leur entreprise ou organisation.

Au terme du cours, le participant sera capable de :

- Comprendre et expérimenter les nouveaux modèles d'affaires
- Développer des méthodes inédites de création de valeur pour son organisation
- Voir sous un angle nouveau l'impact social potentiel de son organisation
- Transformer ces opportunités en actions
- Acquérir des outils concrets pour amorcer une réflexion et une transformation organisationnelle
- Optimiser son propre modèle d'affaires avec l'outil Capsules créé par Alexandre Joyce d'Atelier

Leadership et authenticité: Mindfulness en action

Être présent quand tout va à 100 milles à l'heure.

Dans la vie personnelle et professionnelle, les changements et le stress affectent nos réflexions, nos perceptions, nos réactions et nos rapports avec les autres. Quand tout va à un rythme effréné, porter son attention au moment présent n'est pas facile. Au lieu de repousser ces émotions, il importe d'apprendre à les apprivoiser et à les mettre au service de notre présence et de nos rapports interpersonnels. Cette formation audacieuse et personnalisée forme des leaders authentiques, charismatiques et humains en puisant dans les techniques propres au monde des arts.

Avec l'aide des coachs, les participants auront l'occasion de développer une compréhension approfondie d'eux-mêmes et de ce qu'ils projettent en public. Prendre conscience de sa posture, de sa voix, de son énergie, de son expressivité et de sa présence. En travaillant sur la connaissance de soi, les participants apprendront à livrer leurs messages efficacement et avec authenticité.

La cohorte du cours est limitée à 16 participants afin de conserver une ambiance intimiste et un climat de confiance.

Clientèle visée :

Cette formation s'adresse aux hauts dirigeants et aux gestionnaires audacieux qui désirent se challenger et sortir de leur zone de confort afin de s'affirmer et de parfaire leurs compétences en gestion de soi et des autres.

Au terme du cours, le participant sera capable de :

- Analyser son leadership et l'image qu'il projette
- Identifier et perfectionner sa posture, son expressivité et sa présence de leader authentique et mobilisateur
- Comprendre le fonctionnement des émotions pour mieux les exploiter
- Communiquer efficacement dans tout contexte
- Développer un leadership courageux et audacieux

Annexe 3 – Syllabus des cours Factory pour l'année 2018-219

Trouver son X

Écouter sa voix pour mieux choisir sa voie.

Se sentir en pleine possession de ses moyens est un défi. Dans un monde du travail en constante évolution, nous sommes devant une abondance de possibilités. Ce qui reste constant toutefois, c'est notre personnalité et nos valeurs. Cette formation s'adresse aux personnes de tout âge qui sont à une étape charnière de leur vie. Cet atelier les aidera à naviguer à travers un marché du travail en mutation, sans jamais perdre de vue qui ils sont vraiment et ce qu'ils cherchent à accomplir.

Par son approche innovante, ce cours propose des pistes de réflexion personnelles et de carrière pour se mettre en action et trouver un défi professionnel à la hauteur de son potentiel et empreint de sens.

Clientèle visée :

Cette formation s'adresse aux professionnels en transition, en réorientation ou en quête de sens dans leur travail et qui veulent donner un nouveau souffle ou une nouvelle direction à leurs activités professionnelles.

Au terme du cours, le participant sera capable de :

- Déterminer ses valeurs fondamentales, reconnaître ses forces et faiblesses, ses filtres de perception et se brancher sur ses sources de motivation
- Comprendre les différents cycles de changement et sa position actuelle
- Se définir un objectif cohérent pour réaliser ses aspirations
- Gagner en confiance, oser prendre des risques et passer à l'action

Design Thinking: Instauration d'une culture d'innovation dans son entreprise

Innover à la vitesse grand V.

Plus que jamais, les entreprises et institutions font face à des start-ups innovantes qui développent et intègrent des technologies à un rythme sans précédent. Pour rester compétitifs, les leaders d'entreprises cherchent aujourd'hui à insuffler au sein de leur organisation un cadre moins rigide propice à une culture d'innovation. Le design thinking, avec sa combinaison d'approches créatives, analytiques et collaboratives, est une méthode d'innovation centrée sur les besoins humains permettant rapidement d'atteindre des résultats.

Grâce à des exercices, les participants exploreront les facteurs internes qui favorisent ou entravent l'innovation dans leurs organisations. Avec le soutien du coach, ils élaboreront un plan d'action pour maximiser l'innovation dans leur entreprise. Les participants seront ensuite amenés à travailler en équipe sur un défi. À travers le processus d'idéation, de prototypage et de test de la méthode, ils auront intégré la méthode et développé leur confiance créative.

Clientèle visée :

Cette formation s'adresse aux cadres et hauts dirigeants cumulant plus de 10 ans d'expérience qui occupent des fonctions stratégiques et qui veulent encourager la créativité et l'innovation dans leur entreprise.

Au terme du cours, le participant sera capable de :

- Intégrer une approche Design Thinking au sein de son organisation
- Établir une culture d'innovation viable dans son entreprise
- Mobiliser ses équipes autour de cette culture
- Avoir les outils pour améliorer et réinventer une expérience, un service ou un produit
- Optimiser la collaboration et le rendement des équipes multidisciplinaires
- Imaginer le fonctionnement de son organisation avec une perspective nouvelle et avant-gardiste

Annexe 3 – Syllabus des cours Factory pour l'année 2018-219

Design thinking : Expérimenter la méthode

S'initier au design thinking par expérimentation.

Le design thinking s'applique à tout enjeu humain, technique ou d'affaire. Cette méthode de résolution de problème axée sur l'empathie et la créativité favorise l'innovation. À mi-chemin entre l'analyse et l'intuition, entre l'expérimentation et la connexion humaine, cet atelier permettra aux participants de vivre ce qu'est le design thinking en l'expérimentant. Grâce à des exercices pratiques, ils apprendront à donner vie à des solutions en répondant à la fois aux besoins des utilisateurs et aux ambitions des organisations.

Clientèle visée :

Cette formation s'adresse aux gestionnaires, aux entrepreneurs et aux consultants qui doivent stimuler la collaboration interdisciplinaire pour trouver de nouvelles solutions à une problématique.

Au terme de l'atelier, le participant sera capable de :

- Comprendre les bases du design thinking
- Cerner, clarifier et saisir des opportunités d'affaires
- Transformer ces opportunités en idées et en faire des prototypes
- Avoir les outils pour améliorer et réinventer une expérience, un service ou un produit

Visualisation des données: Faire parler les chiffres

Savoir extraire les histoires des chiffres.

On peut faire dire ce qu'on veut aux chiffres... D'où l'importance de savoir ce que l'on veut raconter! Cet atelier de storytelling appelle à une double posture, à la fois scientifique et créative. En mettant la main à la pâte, les participants seront initiés aux techniques de visualisation de données et aux pièges de l'utilisation de certains graphiques. En peu de temps, ils saisiront tout le pouvoir d'une donnée bien choisie et communiquée avec créativité.

Clientèle visée :

Cette formation s'adresse aux professionnels qui souhaitent améliorer leurs habiletés à livrer une présentation et à convaincre à l'aide de données.

Au terme de l'atelier, le participant sera capable de :

- Se familiariser avec les techniques de visualisation des données et leurs limites
- Développer ses aptitudes de vulgarisation et son esprit de synthèse
- Transformer les données en constat
- Faciliter l'accessibilité de l'information contenue dans les données au sein de votre organisation
- Augmenter l'impact des données dans des présentations, des rapports annuels ou des articles

Annexe 3 – Syllabus des cours Factory pour l'année 2018-219

Modèle d'affaires: Redéfinir l'impact social de son entreprise

Insuffler de la créativité à son modèle d'affaires.

Plus que jamais, les organisations naissantes et établies doivent savoir évoluer pour demeurer performantes et pertinentes. Cet atelier est pensé pour les entrepreneurs, les repreneurs, les intrapreneurs et les agents de changement en quête d'outils créatifs pour transformer leur entreprise en repensant leur modèle d'affaires. À travers l'outil Capsules créé par Alexandre Joyce d'Atelier, les participants seront amenés à penser stratégiquement l'impact économique, social et environnemental de leur entreprise ou institution.

Clientèle visée :

Cette formation s'adresse aux entrepreneurs, aux repreneurs, aux intrapreneurs et aux agents de changement qui veulent repenser l'impact économique, social et environnemental de leur entreprise ou institution.

Au terme de l'atelier, le participant sera capable de :

- Poser un diagnostic simple et complet sur le modèle d'affaires actuel de l'entreprise
- Positionner son modèle courant et le comparer aux leaders en la matière
- Imaginer des pistes d'amélioration pour faire évoluer son modèle d'affaires
- Mettre en action ces chantiers avec l'ensemble des intervenants

Brainstorming: Animer efficacement un remue-méninges

S'outiller pour préparer et mener une séance d'idéation.

Le brainstorming est l'une des techniques d'idéation les plus utilisées en organisation. Toutefois, préparer et faciliter un brainstorming efficace n'est pas aussi facile qu'il paraît. À travers des exercices pratiques, cet atelier de brainstorming a pour objectif d'outiller les participants à déployer en groupe un processus d'idéation qui surpassera leurs objectifs. Les participants seront amenés à développer leur confiance créative, à générer des solutions spontanées et à pousser leurs idées à leur plein potentiel.

Clientèle visée :

Cette formation s'adresse aux professionnels qui souhaitent apprendre à organiser et animer une séance de brainstorming efficace.

Au terme de l'atelier, le participant sera capable de :

- Animer un brainstorming
- Établir un climat propice à la créativité qui permet de mener une séance efficace
- Démontrer une grande confiance en sa capacité de création et en celle d'un groupe

Annexe 3 – Syllabus des cours Factory pour l'année 2018-219

Brainstorming: Faire jaillir les idées

Expérimenter avec plusieurs techniques de remue-méninges hors du commun.

Vos séances d'idéation en groupe se succèdent et se ressemblent? Et comme d'habitude, tout le monde est resté prudent et vous n'êtes pas vraiment sorti du cadre habituel? Pourquoi ne pas changer vos habitudes pour que la magie opère? Cet atelier de remue-méninges propose, à travers plusieurs exercices pratiques, d'expérimenter plusieurs méthodes hors du commun pour générer des idées en groupe. Ajoutez à votre coffre à outils des techniques différentes qui vous amèneront, en groupe, vers des solutions créatives.

Clientèle visée :

Cette formation s'adresse aux professionnels qui souhaitent apprendre à organiser et animer une séance de brainstorming efficace.

Au terme de l'atelier, le participant sera capable de :

- Animer un brainstorming
- Établir un climat propice à la créativité qui permet de mener une séance efficace
- Démontrer une grande confiance en sa capacité de création et en celle d'un groupe

L'art du storytelling multiplateforme

À chaque contenu son contenant.

Une bonne histoire restera toujours le point de départ du succès; cela dit, la maîtrise des plateformes et des innovations influence grandement leur impact. Entre les différentes plateformes sociales et les innovations techniques, comme la réalité augmentée (AR) et la réalité virtuelle (VR), les marques et individus doivent adapter leurs messages à ces nombreux moyens de communiquer. Pour obtenir de meilleurs résultats, votre contenu doit être adapté à chaque plateforme. Cet atelier aidera les participants à découvrir les possibilités en storytelling des différentes plateformes, à choisir la bonne plateforme pour leur message et à capter l'attention de leur public.

Clientèle visée :

Cette formation s'adresse aux créateurs de contenu, aspirants influenceurs et entrepreneurs en herbe.

Au terme de l'atelier, le participant sera capable de :

- Comprendre les particularités des plateformes sociales
- Connaître les types de contenu qu'il est possible de produire (texte, audio, vidéo, AR, VR, etc.)
- Déterminer l'objectif et la cible du contenu
- Comprendre les rouages d'une équipe performante en contenu
- Choisir la forme de storytelling et la plateforme de diffusion adéquates à son contenu

Annexe 3 – Syllabus des cours Factory pour l'année 2018-219

Clinique de résolution de problèmes: surmonter vos défis d'affaires

Trouvez des solutions concrètes et novatrices à vos problèmes d'affaires.

Au programme, aucune étude de cas : seulement des problèmes concrets proposés par le groupe de participants. En équipe, guidés par leur coach, les participants utiliseront la force du groupe pour vaincre à tour de rôle leurs obstacles et mettre au point des solutions tangibles. À la fin de l'atelier, en plus de repartir avec une solution à leur problème, les participants seront équipés d'outils pour affronter les nouveaux défis qui se présenteront à eux dans le cadre de leur travail... et une confiance en leurs capacités gonflée à bloc!

Les participants apprendront à penser autrement afin de stimuler les idées novatrices, les objectifs ambitieux, les solutions inédites et à se démarquer. Se remettre en question, prendre du recul et revoir son point de vue sont essentiels pour relever des défis et basculer en mode solution.

Clientèle visée :

Cette formation s'adresse aux gestionnaires et consultants qui veulent rehausser leur capacité à saisir des opportunités et à résoudre des problèmes de façon créative et novatrice en adoptant des pratiques innovantes.

Au terme de l'atelier, le participant sera capable de :

- Développer de nouvelles façons de réfléchir et de se comporter différemment face aux défis
- Engendrer de nouvelles idées
- Résoudre des problèmes d'affaires efficacement en mode collaboratif
- Reproduire les conditions essentielles à la créativité et appliquer ces principes dans son milieu de travail

Pitch: Convaincre par l'histoire

Persuader par l'imaginaire et les émotions.

Tout comme lorsqu'il s'agit de bien raconter une histoire, livrer un pitch est un art qui s'apprend. Cet atelier de storytelling permettra aux participants d'aiguiser leurs réflexes de conteur et les aidera à être plus persuasifs. Que ce soit pour améliorer leurs présentations, passer leurs messages plus efficacement ou marquer les esprits, les participants, qui auront expérimenté à travers des exercices pratiques, repartiront avec des outils concrets pour guider leur pratique.

Clientèle visée :

Cette formation s'adresse aux gestionnaires et professionnels qui souhaitent améliorer leurs habiletés à livrer un pitch et apprendre à captiver un auditoire.

Au terme de l'atelier, le participant sera capable de :

- Capter et maintenir l'attention des interlocuteurs en étant inspirant
- Structurer un pitch pour le rendre percutant et mémorable
- Articuler efficacement et simplement ses ambitions

Montréal, 17 janvier 2019

Objet : complément de dossier – financement Factry

Mme Duhamel,

Merci du temps que vous nous avez accordé et de l'intérêt envers la Factry. Plus que jamais, nous sommes convaincus de pouvoir contribuer au plan d'action en entrepreneuriat de Montréal. C'est particulièrement au niveau des axes suivants que la Factry peut avoir une contribution significative :

- Renforcer les compétences
- Innover toujours plus
- Stimuler les cibles prioritaires

Renforcer les compétences - Des formations centrées sur les compétences modernes

En 2019 tout entrepreneur devrait mettre la créativité dans son coffre à outils, que ce soit pour créer, faire croître ou conserver. Selon le Forum économique mondial, la créativité est l'une des compétences clés essentielles à développer au sein des entreprises de tous secteurs, d'ici 2020. C'est particulièrement à ce niveau que Factry se distingue. Avec plus de 200 heures de formations uniques et une équipe d'expérience ayant œuvré pendant plus de 25 ans dans les industries créatives, la Factry a un réel potentiel d'impact sur le développement des compétences professionnelles. À titre d'exemple, l'École nationale de Cirque contribue fortement à l'industrie du Cirque sur la scène mondiale; notre savoir universitaire montréalais en intelligence artificielle a permis le développement d'un pôle de calibre mondial en IA; les écoles d'entrepreneuriat sont clés dans le développement de l'entrepreneuriat montréalais. Soutenir la Factry consiste à soutenir directement le développement des compétences créatives essentielles à une économie innovante. Nous aidons les entreprises à faire face à la réalité changeante du marché du travail et nous leur permettons d'être outillées pour embrasser l'époque de grandes transformations dans laquelle nous vivons.

Concrètement Factry contribue de la façon suivante :

- Une programmation annuelle riche et variée
- Des formations adaptées à la réalité du marché du travail
- Une expérience de formation moderne et concrète

Voir ces vidéos témoignages :

- <https://www.youtube.com/watch?v=4BZICfCMrZg>
- https://www.youtube.com/watch?v=n_9qSSQ6AOc
- <https://www.youtube.com/watch?v=lc8ZNtN1r3l>
- <https://www.youtube.com/watch?v=LBdQ7dajkw>

Innover toujours plus – Mélanger les genres et favoriser les maillages

Une des caractéristiques uniques de la Factry consiste à travailler dans la transdisciplinarité. Nous misons beaucoup sur la richesse du mélange des genres : mélange des métiers, des origines et des années d'expériences. Nous rejoignons en ce sens des principes phares de la ville soit : encourager la diversité des clientèles et favoriser tous les types d'entreprises.

Concrètement, la Factry contribue de la façon suivante :

- Des formations qui misent sur la diversité des clientèles (voir bilan des activités 2017-2018).
- Les activités [Meet the Future](#) qui visent précisément à donner une voix aux jeunes et créer des rencontres avec des entrepreneurs matures.
- Conception d'événements qui favorisent le maillage et qui contribuent à expérimenter de nouvelles idées, trouver des solutions ensemble et créer des rencontres prometteuses. Voir [cet article](#), publié suite à un événement organisé pour le REM et qui visait à trouver des solutions innovantes aux enjeux de transport des usagers de la ligne Deux-Montagnes.

Nous souhaitons également souligner que la Factry contribue à la reconnaissance de Montréal comme plaque tournante de la créativité. Montréal est une ville accueillante pour les étudiants étrangers grâce, entre autres, à sa qualité de vie. Avec une école de créativité forte, nous avons la possibilité de faire de Montréal une ville qui se distingue pour la modernité des cursus qu'on y enseigne.

Stimuler les cibles prioritaires – Dédier des places aux cibles prioritaires

La Factry a développé plus de 200 heures de formations prêtes à être offertes à des cibles variées. Ces formations sont pertinentes pour tout entrepreneur, jeune ou mature, qui souhaite faire face à une économie en pleine transformation. Voici quelques exemples d'outils et compétences transversales pertinents pour tous :

- Développement d'une posture créative
- Travailler en co-création
- Maîtrise des outils tels : techniques de brainstorm, storytelling, design thinking
- Leadership et impact social
- Implanter une culture Data

Bref les produits Factry sont prêts à être offerts à l'écosystème entrepreneurial. Voir la liste complète des formations [ici](#). Afin de stimuler les cibles prioritaires du plan d'action nous pouvons agir de 2 façons :

- Assurer, dans chaque cohorte, un nombre de places réservé pour les cibles femmes, immigrants ou PME.
- Dédier des cohortes précises à des groupes soutenus par la ville (ex : parcours innovation, PME Montréal, Cabinet créatif, etc.).

Description du projet – Soutien financier de la Ville de Montréal

Nous souhaitons, par la présente, faire une demande de financement totale de \$500 000, soit \$250 000 par année pour 2019 et 2020. La Factry s’est donné 5 ans pour atteindre son autonomie financière; cela signifie pour nous qu’il nous faut atteindre un taux d’occupation supérieur à 60% d’ici 2121. Après 2 années d’activités, nous sommes fiers de confirmer que nous suivons notre plan de match (voir bilan des activités 2017-2018). Les prochaines années sont critiques dans l’atteinte de cette autonomie.

Les sommes demandées serviront à soutenir 2 volets essentiels de la Factry :

- Soutenir la mise en marché de nos formations et la réalisation des cours ouverts à tous, faisant partie de notre programmation régulière.
- Ajouter des cohortes dédiées et places réservées pour les cibles prioritaires telles les PME, les femmes et les immigrants.

Année 2019

Activités soutenues	Livrables	Montant
- Mise en marché des formations ouvertes à tous - Programmation annuelle et performance des formations	- activités de communications marketing visant à développer de nouveaux marchés (publicité, accréditations, développement de contenu, etc). - performance des formations (coachs, matériel de formation, etc.).	\$175 000
- Performance des formations pour des cibles dédiées	- 5 cohortes de 25 participants (formation d’une journée) dédiées aux cibles prioritaires. - 2 places par cohorte, dédiées aux cibles prioritaires, sur certaines formations ouvertes à tous, de la programmation annuelle.	\$75 000
TOTAL 2019		\$250 000

Année 2020

Activités soutenues	Livrables	Montant
- Mise en marché des formations ouvertes à tous - Programmation annuelle et performance des formations	- activités de communications marketing visant à développer de nouveaux marchés (publicité, accréditations, développement de contenu, etc). - performance des formations (coachs, matériel de formation, etc.).	\$150 000

- Performance des formations pour des cibles dédiées	- 8 cohortes de 25 participants (formation d'une journée) dédiées aux cibles prioritaires. - 2 places par cohorte, dédiées aux cibles prioritaires, sur certaines formations ouvertes à tous, de la programmation annuelle.	\$100 000
TOTAL 2020		\$250 000

Concrètement, la ville pourra profiter des contenus de la Factry et en faire profiter les cibles prioritaires de 2 façons : cohortes exclusives ou places réservées dans les cohortes ouvertes à tous. La première option a l'avantage d'offrir une grande flexibilité à la ville pour l'intégration de formations dans les différents parcours. La seconde option permet aux participants de profiter pleinement de la richesse du mélange des genres. Cela peut par exemple permettre à des start-ups de côtoyer des entreprises matures, à des immigrants de développer des liens privilégiés avec des entrepreneurs établis.

Cette façon de faire doit par contre s'appliquer sur les formations Factry qui sont déjà développées et qui font partie de la programmation habituelle. Elles ne concernent pas des formations sur mesure que la ville pourrait demander à la Factry de développer de temps à autres (exemple : nouveaux sujets ou nouveaux formats).

La ville sera responsable de trouver et sélectionner les participants qui auront accès aux places prioritaires. Factry n'aura pas à faire des démarches de mise en marché supplémentaires pour le recrutement de ces participants. Au minimum deux semaines avant les formations, la ville fournira à la Factry les noms des participants sélectionnés.

Il est recommandé de charger un prix minimum symbolique aux participants qui feront partie des cohortes ouvertes à tous (et non ceux faisant partie des parcours spécifiques). Alors qu'une formation Factry peut valoir en moyenne \$600 par jour, les places dédiées pourraient être offertes à \$75 par exemple. Par expérience, nous savons qu'un engagement financier minimum assure souvent l'engagement et la participation.

Factry et l'équipe du Développement économique se rencontreront 2 fois par année afin de déterminer le choix des formations et les horaires qui conviennent le mieux à la ville et qui s'ajouteront à la programmation annuelle Factry. Ces formations seront alors réservées à l'agenda.

Conclusion

Grâce au présent projet, nous souhaitons que les formations Factry profitent au maximum à l'écosystème entrepreneurial de Montréal. Nous demeurons convaincus que la créativité est un vecteur clé de transformation et qu'elle est essentielle dans le coffre à outils de tout entrepreneur. Nous croyons également qu'en soutenant la croissance de la Factry, Montréal rejoint les villes internationales qui, depuis des décennies, se sont dotées d'écoles non traditionnelles pour le développement des compétences créatives.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par monsieur Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **ÉCOLE DE CRÉATIVITÉ LA FACTRY**, personne morale constituée sous l'autorité de la troisième partie de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est le 1111, rue Saint Jacques ouest, Montréal, Québec, H3C 1B3, agissant et représentée par madame Marie Amiot, présidente-directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution adoptée à une réunion de son conseil d'administration tenue le 05 décembre 2018.

Numéro d'inscription T.P.S. : 788955524
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1223187125

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme une école dont la mission est de promouvoir le développement des compétences en établissant et en exploitant une école axée sur la créativité, ouverte au public et en y offrant des cours, des programmes de formation, des séminaires et des ateliers axés sur la créativité;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre de l'entente Réflexe pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujéti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2 DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

- 2.1 « Annexe 1 » :** la description du Projet;
- 2.2 « Annexe 2 » :** le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;
- 2.3 « Projet » :** le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
- 2.4 « Rapport annuel » :** document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;
- 2.5 « Reddition de compte » :** les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;
- 2.6 « Responsable » :** la directrice de la direction Entrepreneuriat de l'unité administrative ou son représentant autorisé;
- 2.7 « Unité administrative » :** Service du développement économique

ARTICLE 3 **OBJET**

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4 **OBLIGATIONS DE L'ORGANISME**

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

- 4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet.
- 4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

- 4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;
- 4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

- 4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;
- 4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

- 4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 15 février de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention et le 31 décembre pour la première année et la période du 1^{er} janvier d'une année au 31 décembre de l'année suivante pour les années subséquentes.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

- 4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;
- 4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;
- 4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;
- 4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 \$) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;
- 4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 \$), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil

d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 \$) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5 OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de trois cent vingt-cinq mille dollars (325 000 \$), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

5.2.1 Pour l'année 2019 :

- 5.2.1.1 une somme maximale de cent trente-cinq mille dollars (135 000 \$) dans les trente (30) jours suivant la signature de la présente convention;
- 5.2.1.2 une somme maximale de quarante mille dollars (40 000 \$) dans les soixante (60) jours de la présentation au Directeur du bilan annuel de la réalisation du projet;

5.2.2 Pour l'année 2020 :

- 5.2.2.1 une somme maximale de cent dix mille dollars (110 000 \$) dans les trente (30) jours suivant le dépôt de la programmation de 2020;
- 5.2.2.2 le solde de quarante mille dollars (40 000 \$) dans les soixante (60) jours de la présentation au Directeur du bilan annuel de la réalisation du projet;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6 GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

- 6.1** L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

- 6.2** L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

- 6.3** L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7 **DÉFAUT**

- 7.1** Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

- 7.2** Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

- 7.3** Dans les cas prévus aux sous-paragraphe 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

- 7.4** S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8 **RÉSILIATION**

- 8.1** La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.
- 8.2** L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.
- 8.3** Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9 **DURÉE**

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 28 février 2021.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10 **ASSURANCES**

- 10.1** L'Organisme n'est pas tenu de souscrire un contrat d'assurance spécifique pour le Projet.

ARTICLE 11 **LICENCE**

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 12 **DÉCLARATIONS ET GARANTIES**

- 12.1** L'Organisme déclare et garantit :
- 12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

- 12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;
- 12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;
- 12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13 **DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1111, rue Saint Jacques ouest, Montréal, Québec, H3C 1B3, et tout avis doit être adressé à l'attention du présidente-directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 700, rue de la Gauchetière Ouest, 28e étage sud Montréal (QC) H3B 5M2, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemple ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le^e jour de 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, Greffier

Le^e jour de 20__

ÉCOLE DE CRÉATIVITÉ LA FACTRY

Par : _____
Marie Amiot, présidente-directrice générale

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le^e jour de 20__(Résolution CG.....).

ANNEXE 1

PROJET

La Factory est la première école au Canada entièrement centrée sur le développement de compétences créatives comme moteur de transformation et d'innovation. En moins de 2 ans, la Factory a développé plus de 200 heures de formations uniques qui permettent à des entrepreneurs et des professionnels de tous secteurs d'activités d'accroître leur créativité comme vecteur de développement.

Afin d'atteindre une masse critique qui permettra à La Factory d'être autonome financièrement et devenir une référence de calibre international dans le groupe des écoles du genre à travers le monde, l'organisme contribuera au plan d'action en entrepreneuriat de Montréal au niveau de trois axes stratégiques :

- Renforcer les compétences grâce au développement et à la diffusion de formations centrées sur des compétences modernes ;
- Innover toujours plus : grâce à une programmation et une expérience de formation qui permet de mélanger les genres et favoriser les maillages ;
- Stimuler les cibles prioritaires : en dédiant des places et des cohortes à des cibles prioritaires (femmes, immigrants, PME).

Les activités soutenues dans le cadre de la présente entente sont doubles :

Les

1) Développement et mise en œuvre de la programmation, des activités de communication et de marketing nécessaires afin de développer de nouveaux marchés et accroître la notoriété Factory à un public plus large :

- Placement publicitaire, accréditation des formations par des associations professionnelles, offres promotionnelles (tirage, prix remis) présence à divers congrès ou conférences;
- Développement de contenus tels articles de blogue pour faire connaître la Factory et production d'une infolettre;
- Dépenses de design, graphisme, impression de matériel pour les activités de communications marketing;
- Maintien du site web et base de données client (outil CRM);
- Salaires pour ressources responsables de la mise en marché: vente (1 personne) et communication marketing (2 personnes).

2) Programmation annuelle et performance des cours

- Embauche de coaches, experts et maîtres d'atelier pour le design et la performance des diverses formations;
- Achat, création et impression du matériel nécessaires lors des formations: cahier des participants, fournitures, aménagement du scénario de formation (affiches, tableaux, outils de formation), repas lors des formations.

Le bilan des réalisations devra aussi comprendre notamment les bénéfices ou retombées obtenus en lien avec les indicateurs suivants :

- nombre de formations offertes;
- nombre d'étudiants inscrits des écoles partenaires;
- nombres des professionnels inscrits;

- nombre global de participants aux différentes activités (lancement, activités de réseautage, Meet the future, etc.);
- nombre de bourses offertes et remises;
- noms et contributions des partenaires (privés et publics) au projet;
- nombre d'articles relatifs au Projet publiés dans les médias imprimés et électroniques;

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

- 1.1.** Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité;
- 1.2.** S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville :

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner la participation dans toutes communications relatives au Projet;
- Sur les médias sociaux, souligner la participation et remercier la Ville pour son soutien;
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville, sur tous les outils de communication, imprimés et électroniques, notamment sur les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciements, les certificats de participation relatifs à la présente Convention;

Les logos de la Ville devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule;

Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'Organisme doit ajouter le libellé suivant : Fier partenaire de la Ville de Montréal

- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins dix (10) jours ouvrables avant leur diffusion;
- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toutes publicités télé ou Web. Les logos de la Ville peuvent faire partie d'un regroupement des participants au Projet. Par contre, à titre de collaborateur principal, il devra être mis en évidence;
- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs;

2.2. Relations publiques et médias :

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les bloggeurs, les photographes et les caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;
- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville :
 - Inviter par écrit le maire à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;
 - Soumettre pour approbation au cabinet du maire et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et du communiqué concernant le Projet;
 - Offrir au cabinet du maire et au comité exécutif, la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

Pour adresser une demande au cabinet du maire et du comité exécutif, veuillez utiliser les formulaires en ligne destinés à cet effet à l'adresse suivante : <https://mairedemontreal.ca/>, section « **Communiquer avec nous** ».

Note : pour une demande de citation dans un communiqué, veuillez utiliser le courriel suivant : communication.du.maire@ville.montreal.qc.ca.

2.3. Normes graphiques et linguistiques :

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo);

- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres participants sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.);
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11);

24. Publicité et promotion :

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média;

Lesdites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises;

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement;
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion;
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville;
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité;
- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques;
- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants);
- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité;

Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y

installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité;

- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics :

- Inviter le maire à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum **de 20 jours** ouvrables à l'avance;
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet du maire;
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics;

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le Projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville.
--

Si vous avez des questions concernant le Protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : l'Organisme doit communiquer avec le cabinet du maire pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite au maire doit être envoyée par le biais d'un formulaire, consultez la section « **Communiquer avec nous** » sur <https://mairedemontreal.ca/>.

CONVENTION DE SERVICES AVEC UN ORGANISME SANS BUT LUCRATIF

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par monsieur Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

(ci-après nommée la « **Ville** »)

ET : **ÉCOLE DE CRÉATIVITÉ LA FACTRY**, personne morale constituée sous l'autorité de la troisième partie de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est le 1111, rue Saint Jacques ouest, Montréal, Québec, H3C 1B3, agissant et représentée par madame Marie Amiot, présidente-directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution adoptée à une réunion de son conseil d'administration tenue le 05 décembre 2018.

Numéro d'inscription TPS : 788955524
Numéro d'inscription TVQ : 1223187125

(ci-après nommé le « **Contractant** »)

Le Contractant et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « Partie » ou les « Parties ».

ATTENDU QUE le Contractant œuvre dans le domaine de la formation continue dont la mission est de promouvoir le développement des compétences en établissant et en exploitant une école axée sur la créativité, ouverte au public et en y offrant des cours, des programmes de formation, des séminaires et des ateliers axés sur la créativité;

ATTENDU QUE la Ville requiert les services du Contractant, pour dispenser des formations ciblées à des cohortes dédiées aux publics cibles prioritaires entrepreneuriales identifiées dans l'axe 5 du plan d'action entrepreneuriat « Entreprendre Montréal » du SDÉ lesquels sont plus amplement décrits à l'article 2 des présentes;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement au Contractant;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 **DÉFINITIONS**

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

- 1.1 « **Annexe 1** » : Description de la prestation de service du Contractant.
- 1.2 « **Responsable** » : la directrice de la direction Entrepreneuriat de l'unité administrative ou son représentant autorisé;
- 1.3 « **Unité administrative** » : Service du développement économique

ARTICLE 2 **OBJET**

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et de l'Annexe ci-jointe (ci-joint(e)s), pour offrir 13 formations ciblées à des cohortes dédiées aux publics cibles prioritaires entrepreneuriales identifiées dans l'axe 5 du plan d'action entrepreneuriat « Entreprendre Montréal » du SDÉ) durant les années 2019 et 2020.

ARTICLE 3 **INTERPRÉTATION**

- 3.1 Le préambule et l'Annexe 1 font partie intégrante de la présente convention.
- 3.2 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 1 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4 **DURÉE**

Nonobstant la date de sa signature, la présente convention prend effet le 1^{er} avril 2019 et se termine lorsque le Contractant aura complètement exécuté ses services mais au plus tard le 28 février 2021 le tout sous réserve des articles 11 et 13.

ARTICLE 5 **OBLIGATIONS DE LA VILLE**

En contrepartie de l'exécution par le Contractant de toutes et chacune des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention, la Ville doit :

- 5.1 assurer au Contractant la collaboration du Responsable;
- 5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution des obligations de ce dernier, prévues à la présente convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Responsable ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;
- 5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Responsable sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant;
- 5.4 lui verser les sommes prévues à l'article 8 de la présente convention.

ARTICLE 6

OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

En considération des sommes qui lui sont versées par la Ville, le Contractant s'engage à :

- 6.1 exécuter les obligations prévues à la présente convention en collaboration étroite avec le Responsable et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations à cette fin, étant entendu que le Contractant conserve le libre choix des moyens d'exécution de la présente convention;
- 6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et à l'Annexe 1;
- 6.3 assumer ses frais généraux tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;
- 6.4 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées et précisant le taux et le montant des taxes applicables, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada aux fins de la TPS et par Revenu Québec aux fins de la TVQ;
- 6.5 transmettre au Responsable, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Responsable, un rapport faisant état des services rendus, des coûts afférents, du respect des échéanciers et de la performance générale des activités;
- 6.6 n'offrir aucune prestation de service susceptible d'entraîner un dépassement de la somme maximale ci-dessous mentionnée sans avoir obtenu, au préalable, l'autorisation écrite de la Ville;
- 6.7 respecter les lois et les règlements en vigueur, se procurer tout permis ou toute licence exigée par les autorités compétentes et payer toutes les taxes et redevances qui pourraient être exigées en vertu de la présente convention;

- 6.8 rendre disponibles les ressources nécessaires à l'exécution de la présente convention, le recours à la sous-traitance est interdit sauf de manière accessoire et le Contractant s'engage à fournir l'essentiel des services à même ses propres ressources;
- 6.9 prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne de tout jugement ou toute décision qui pourrait être prononcée à son encontre, en capital, intérêts et frais, dans toute poursuite ou réclamation découlant directement des activités décrites dans la présente convention;
- 6.10 remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention une copie de ses lettres patentes;

ARTICLE 7 **PRÉROGATIVES DU RESPONSABLE**

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Responsable a pleine compétence pour :

- 7.1 coordonner l'exécution de la présente convention;
- 7.2 refuser les travaux, rapports, prestations et tout autre document du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la présente convention ou des Annexes;
- 7.3 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, rapports, prestations et tous autres documents aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8 **HONORAIRES**

- 8.1 En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de deux cent un mille deux cent six et 24 cents dollars (201 206, 24 \$) couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.
- 8.2 Les honoraires prévus au présent article sont payables comme indiqué ci-dessous :
 - 8.2.1 Pour l'année 2019 :
 - 8.2.1.1 une somme maximale de quatre-vingt-six mille deux cent trente et un dollars et 24 cents (86 231,24 \$) sur présentation de factures des 5 formations dispensées aux cohortes durant l'année 2019;
 - 8.2.2 Pour l'année 2020 :
 - 8.2.2.1 une somme maximale de cent quatorze mille neuf cent soixante-

quinze dollars (114 975 \$) sur présentation des factures des 8 formations dispensées aux cohortes durant l'année 2020;

Chaque versement est conditionnel à ce que le Contractant ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

Les factures du Contractant sont payables dans les trente (30) jours de leur réception. Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

- 8.3 Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.
- 8.4 Le Contractant ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

ARTICLE 9 **LIMITE DE RESPONSABILITÉ**

- 9.1 La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder deux cent un mille deux cent six dollars et 24 cents) dollars (201 206, 24 \$).
- 9.2 La prétention du Contractant selon laquelle ses services ne sont pas taxables n'engage aucunement la responsabilité de la Ville. Aucune somme additionnelle ne sera versée à titre de taxes au Contractant. Le Contractant doit prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne, en capital, intérêts et frais, de toute réclamation formulée ou de toute décision prise par les autorités fiscales à cet égard.

ARTICLE 10 **DROITS D'AUTEUR**

En considération des honoraires prévus à l'article 8.1, le Contractant :

- 10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention et renonce à ses droits moraux;
- 10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'utilisateur autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;
- 10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action

intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11 **RÉSILIATION**

- 11.1 La Ville peut mettre fin à la présente convention en tout temps. Le Responsable avise le Contractant par écrit de son intention de recommander à la Ville de mettre fin à la présente convention. À la réception de cet avis, le Contractant doit soumettre au Responsable tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés dans le cadre de la présente convention et émettre une facture finale faisant état de la valeur des services rendus qui demeurent impayés à la date de l'avis du Responsable en joignant toutes les pièces justificatives à l'appui de telle facture.
- 11.2 La Ville acquittera le coût des services rendus à la date de l'avis du Responsable. Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12 **SURVIE DE CERTAINES OBLIGATIONS**

Les obligations souscrites par le Contractant aux termes des articles 6.9, 9.2 et 10 survivent à toute résiliation ou à l'arrivée du terme de la présente convention.

ARTICLE 13 **DÉFAUTS**

- 13.1 Il y a défaut :
- 13.1.1 si le Contractant n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;
 - 13.1.2 si le Contractant fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;
 - 13.1.3 si l'administration du Contractant passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par le Contractant pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;
 - 13.1.4 si le Contractant perd son statut d'organisme sans but lucratif.
- 13.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 13.1.1, le Responsable avise par écrit le Contractant du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que le Contractant n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, le Contractant refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de

plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

- 13.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 13.1.2, 13.1.3 et 13.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.
- 13.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 13.2 et 13.3, la Ville acquittera le coût des services rendus à la date de l'avis du Responsable ou de l'événement selon le cas. Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation que cette dernière soit effectuée en application des articles 13.2 ou 13.3.

ARTICLE 14 **ASSURANCES ET INDEMNISATION**

- 14.1 Le Contractant doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 \$) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
- 14.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par le Contractant ou par l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.
- 14.3 Le Contractant s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. Le Contractant doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 15 **REPRÉSENTATION ET GARANTIE**

- 15.1 Le Contractant déclare et garantit :
 - 15.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;
 - 15.1.2 que les services visés par la présente convention s'inscrivent dans le cadre de sa mission et qu'il a les compétences requises et les ressources pour les fournir;

- 15.1.3 que les droits de Propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec la présente convention ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;
- 15.1.4 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de céder tous ses droits d'auteur prévus à l'article 10 de la présente convention;
- 15.1.5 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 16 **DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

16.1 Entente complète

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

16.2 Divisibilité

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

16.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

16.4 Représentations du Contractant

Le Contractant n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

16.5 Modification à la présente convention

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable de chacune des deux Parties.

16.6 Lois applicables et juridiction

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

16.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

16.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

16.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile du Contractant

Le Contractant fait élection de domicile au 1111, rue Saint Jacques ouest, Montréal, Québec, H3C 1B3, et tout avis doit être adressé à l'attention du présidente-directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, le Contractant fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 700, rue de la Gauchetière Ouest, 28e étage sud Montréal (QC) H3B 5M2, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

ANNEXE 1

Description de la prestation de service du Contractant

Le (SDÉ) a identifié deux axes prioritaires dans son plan d'action en entrepreneuriat soit l'innovation pour soutenir des initiatives créatives visant à stimuler l'entrepreneuriat et le renforcement des compétences entrepreneuriales pour bonifier les compétences managériales des dirigeants des entreprises dans les secteurs prioritaires.

La Factory a développé plus de 200 heures de formations prêtes à être offertes à des cibles variées. Ces formations sont pertinentes pour tout entrepreneur, jeune ou mature, qui souhaite faire face à une économie en pleine transformation.

En collaboration avec le SDÉ, l'École de créativité la Factory offrira en 2019 et 2020, treize (13) formations spécifiques, faisant partie de sa programmation annuelle, à des cohortes dédiées aux cibles prioritaires identifiées au plan d'action entrepreneuriat du SDÉ pour une somme maximale de 201 206,24, taxes incluses.

Les dates de ces cohortes dédiées seront convenues par les parties, de façon régulière. Les parties conviendront, 2 fois par année, au plus tard les 30 avril 2019, 1^{er} juillet 2019, 1^{er} janvier 2020 et 1^{er} juillet 2020, des dates des formations dédiées au SDÉ pour les 6 mois suivants.

De plus, le SDÉ bénéficiera annuellement de 2 places par cohorte, dédiées aux cibles prioritaires, sur certaines formations ouvertes à tous de la programmation régulière de la Factory pour un total de 48 places. Si, au cours d'une même année, l'École de créativité la Factory modifie sa programmation annuelle, elle en informera immédiatement la SDÉ qui aura la possibilité de choisir de nouvelles formations équivalentes, d'une durée similaire.

2019		
Activités soutenues	Livrables	Montant
Performance des formations pour des cibles dédiées	5 cohortes de 25 participants (formation d'une journée) dédiées aux cibles prioritaires.	75 000 \$ ou (86 231,24 \$ taxes incluses)
	2 places par cohorte dédiées aux cibles prioritaires sur certaines formations ouvertes à tous, de la programmation annuelle.	

Formations de la programmation régulière	Durée du cours en jours	Programmation annuelle du cours	Nombre de places offertes au SDÉ	Total des places offertes au SDÉ
Leadership créatif	6	2	2	4
Leadership et impact social	3	2	2	4
Trouver son X	2	2	2	4
Design Thinking, expérimenter la méthode	1	3	2	6

Brainstorming: faire jaillir les idées	1	3	2	6
L'art du storytelling multiplateforme	1	3	2	6
Visualisation des données: faire parler les chiffres	1	3	2	6
Brainstorming: animer efficacement un remue-méninges	1	3	2	6
Pitch: convaincre par l'histoire	1	3	2	6
			Total:	48

2020		
Activités soutenues	Livrables	Montant
Performance des formations pour des cibles dédiées	8 cohortes de 25 participants (formation d'une journée) dédiées aux cibles prioritaires. 2 places par cohorte dédiées aux cibles prioritaires sur certaines formations ouvertes à tous, de la programmation annuelle.	100 000 \$ ou (114 975 \$ taxes incluses)

Formations de la programmation régulière	Durée du cours en jours	Programmation annuelle du cours	Nombre de places offertes au SDÉ	Total des places offertes au SDÉ
Leadership créatif	6	2	2	4
Leadership et impact social	3	2	2	4
Trouver son X	2	2	2	4
Design Thinking, expérimenter la méthode	1	3	2	6
Brainstorming: faire jaillir les idées	1	3	2	6
L'art du storytelling multiplateforme	1	3	2	6
Visualisation des données: faire parler les chiffres	1	3	2	6
Brainstorming: animer efficacement un remue-méninges	1	3	2	6
Pitch: convaincre par l'histoire	1	3	2	6
			Total:	48

Dossier # : 1193931001

Unité administrative responsable :

Service du développement économique , Direction
Entrepreneuriat

Objet :

Accorder un soutien financier non récurrent de 325 000 \$ à l'École de créativité la Factory pour soutenir, en 2019 et 2020, la mise en marché des formations et le développement de nouvelles clientèles et, octroyer un contrat de services professionnels d'une somme maximale de 201 206,24 \$ pour offrir 13 formations spécifiques en 2019 et 2020 à des cohortes dédiées aux cibles prioritaires identifiées au plan d'action entrepreneuriat du SDÉ / Approuver deux projets de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS



[GDD 1193931001 - Certification de fonds -.xls](#)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohamed OUALI
Préposé au budget
Tél : 514 872-4254

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-31

Isabelle FORTIER
conseillère budgétaire
Tél : 514-872-3238

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier



Dossier # : 1185008002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière, non récurrente, d'un montant de 555 000 \$ à l'organisme Esplanade pour une durée de 3 ans (2019 à 2021) afin d'assurer son fonctionnement et la mise en oeuvre de 3 volets de son plan d'action / Approuver un projet de convention à cet effet

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier non récurrent de 555 000.00 \$ à l'organisme Esplanade afin d'assurer son fonctionnement et la mise en oeuvre de 3 volets de son plan d'action pour la période du 1^{er} mars 2019 au 31 décembre 2021;
2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;
3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération, pour un montant de 555 000.00 \$.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2019-02-01 17:32

Signataire :

Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

IDENTIFICATION

Dossier # :1185008002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière, non récurrente, d'un montant de 555 000 \$ à l'organisme Esplanade pour une durée de 3 ans (2019 à 2021) afin d'assurer son fonctionnement et la mise en oeuvre de 3 volets de son plan d'action / Approuver un projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

L'Esplanade est un organisme à but non lucratif qui offre des programmes d'accompagnement, un espace collaboratif, des outils et des réseaux formant un écosystème pour aider les entrepreneurs de sa communauté à développer leurs projets, leurs organisations et ultimement, accroître leur impact social. Il a été incubé par l'Institut du Nouveau Monde dans le cadre de "À go, on change le monde!" avant de voler de ses propres ailes en 2014.

L'Esplanade est un des rares organismes de soutien mature dédié à l'entrepreneuriat à impact social et à l'innovation sociale. Il dessert une très large communauté d'entrepreneurs à impact, s'adressant tout autant aux entreprises privées à finalité sociale, aux B-Corp et aux entreprises d'économie sociale de l'agglomération montréalaise.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE15 0319 - 25 février 2015 - Accorder un soutien financier non récurrent de 50 000 \$ à Esplanade Montréal pour les travaux d'aménagement nécessaires à l'implantation d'un espace de travail collaboratif dédié à l'innovation sociale, dans le cadre de l'enveloppe de 175 M\$ du gouvernement du Québec

DESCRIPTION

Le présent sommaire décisionnel porte sur le soutien au fonctionnement de l'organisme et à trois volets de son plan d'action.

Depuis sa création, l'Esplanade intervient sur 4 axes de soutien aux entrepreneurs à impact social. Il anime un espace de travail collaboratif dont la superficie doublera en 2019. Il offre une programmation diversifiée et axée sur les besoins des entrepreneurs tels des ateliers, des formations et des conférences. Il offre aussi le parcours Impact 8 avec sa formule d'accompagnement à impact social. Il s'assure de donner accès à la plateforme d'investissement participatif SVX par un accompagnement sur mesure. Il a identifié 5 pôles d'innovation qui agissent comme accélérateurs du passage de l'intention d'entreprendre à

l'action concrète. Déjà 3 pôles sont en opération et stimulent les collaborations des écosystèmes : santé communautaire, systèmes alimentaires et énergie/mobilité.

Plus précisément, le soutien à l'organisme visera les 3 activités suivantes :

- Le parcours Impact 8 comprend une série de 3 programmes articulés autour d'une vision intégrée de l'accompagnement entrepreneurial dédié aux acteurs de changement. C'est un parcours sur mesure pour accompagner des organisations dans les 3 phases essentielles du développement des entreprises que sont le pré-démarrage, le démarrage et la croissance. Le soutien apporté par la Ville de Montréal vise le démarrage du premier programme du parcours Impact 8 qui porte sur la phase de pré-démarrage. Conçu comme un terrain d'expérimentation pour se lancer dans l'aventure entrepreneuriale, le programme Collision offre 3 mois d'accompagnement à haute intensité propice aux échanges d'idées afin de permettre de briser les silos existants, provoquer les rencontres et les chocs nécessaires à l'émergence de nouvelles solutions aux enjeux sociétaux contemporains. Les entrepreneurs et porteurs de projets participants sont ainsi amenés à valider leur idée et comprendre leur écosystème.
- Le soutien de la Ville de Montréal permettrait d'offrir ce nouveau programme pour accompagner 5 à 6 cohortes afin d'accueillir 60 à 90 entrepreneurs en trois ans. Plus précisément, le soutien permettrait d'assurer la coordination du programme par une ressource dédiée, de financer les heures de coaching (25 heures par projet d'entreprise) et contribuerait à assurer une présence physique aux porteurs de projets dans l'espace collaboratif de l'Esplanade. Le Ministère de l'Économie et de l'Innovation et le Mouvement Desjardins sont des partenaires financiers confirmés.
- Les activités de la programmation (conférences, débats, ateliers, etc.). Ces activités ont pour objectif principal de démocratiser et faciliter l'accès à l'expertise de l'Esplanade à un plus grand nombre d'entrepreneurs et de porteurs de projets. Combinant théorie et mise en pratique, les différents ateliers de la programmation sont orientés sur les besoins les plus criants de l'écosystème entrepreneurial à impact social tel le développement des capacités à définir un projet d'affaires, la connaissance des notions de base d'une grande variété de financements disponibles pour différentes formes d'organisations (entreprise privée ou collective), du financement classique au sociofinancement. L'Esplanade offre une série de 4 ateliers sur le développement des capacités à déterminer l'enjeu que les entrepreneurs adressent et l'impact social qu'ils souhaitent créer. Il offre également une série de 3 ateliers sur le financement des entreprises.

Le soutien de la Ville de Montréal permettrait de doubler le nombre d'ateliers sur le développement des capacités (8 rencontres) et le nombre d'ateliers sur le financement (6 rencontres). Plus précisément, le soutien de la Ville de Montréal permettrait de stabiliser une ressource de coordination et de réaliser une partie de la programmation hors les murs de l'Esplanade pour ainsi rejoindre un public plus large et plus diversifié. La Fondation J. A. Bombardier est un partenaire financier confirmé.

- Le service Entrepreneur en résidence offre l'expertise et les méthodologies développées par l'Esplanade en dehors de ses programmes structurés à tous les entrepreneurs fréquentant le lieu. Cet entrepreneur en résidence est un peu un équivalent de l'artiste en résidence, il est le spécialiste de la maison qui offre des services de soutien individuels aux entrepreneurs en demande. Il s'adapte au stade de développement de chaque organisation et travaille en étroite collaboration avec les entrepreneurs pour établir des objectifs stratégiques précis et résoudre les enjeux qui freinent le développement du projet.

Le soutien de la Ville de Montréal permettrait d'offrir un total de 1 000 heures de coaching par an dans les locaux de l'Esplanade. Le soutien permettrait également d'étendre l'offre de l'Esplanade à d'autres organismes accompagnateurs montréalais tels Ecto, Temps Libre ou encore Impact Hub, sans s'y limiter et selon la demande. L'aide financière permettrait de stabiliser le programme et le poste au sein de l'Esplanade, de bâtir un nouveau type d'accompagnement en réunissant des projets aux enjeux similaires et en favorisant l'accompagnement par les pairs. Un impact majeur de ce programme serait l'accompagnement prodigué aux candidats non admis au parcours Impact 8 mais présentant toutefois un fort potentiel. Une fois plus aguerris ceux-ci pourraient se qualifier au parcours Impact 8. La Maison de l'innovation sociale est un partenaire financier du projet.

Les partenaires financiers de l'Esplanade dans les activités ci-haut décrites sont inscrits au tableau suivant :

FINANCEMENT		2019	2020	2021	TOTAL	%
Ville de Montréal		175 000	175 000	205 000	555 000	58%
Ministère de l'Économie et de l'Innovation	confirmé	40 000	40 000	40 000	120 000	
Fondation J.A. Bombardier	confirmé*	30 000	30 000	30 000	90 000	
Maison de l'innovation sociale	confirmé*	40 000	40 000	40 000	120 000	
Mouvement Desjardins	confirmé	25 000	25 000	25 000	75 000	
TOTAL		310 000 \$	310 000 \$	340 000 \$	960 000 \$	100%

* en négociation pour 2020-2021, sans ces contributions la part de la Ville augmenterait à 68%

JUSTIFICATION

Selon le Portrait du dynamisme entrepreneurial de Montréal 2017 le taux d'intention de la population montréalaise est de 25,7% mais diminue à 11,7 % pour les réelles démarches de création ou de reprise d'une entreprise. Pour le groupe d'âge 18-34 ans qui constitue la clientèle la plus importante de l'Esplanade on trouve un taux d'intention élevé à 46,6% mais le taux de démarche est de seulement 17,6%. Le projet de l'Esplanade vise à répondre à cet enjeu entrepreneurial reconnu par le Service du développement économique, soit le passage de l'intention d'entreprendre à l'action concrète.

La contribution de la Ville de Montréal permettra de démarrer le volet Collision du parcours Impact 8; de bonifier la programmation de l'Esplanade en quantité (variété des thématiques et fréquence des activités) mais surtout elle pourra être offerte sur tout le territoire montréalais dans les organismes dédiés à l'entrepreneuriat (PME MTL, Espace Temps, Coop Ecto, etc.) et consolider le service d'entrepreneur en résidence afin de permettre d'accompagner plus étroitement les entrepreneurs de la communauté.

Le projet participe aux objectifs de la Stratégie de développement économique 2018-2022 de la Ville de Montréal et plus précisément à son plan d'action en innovation sociale Tisser Montréal à l'axe « Créer les conditions d'émergence des innovations sociales ». L'action 1 : Renforcement de l'écosystème de soutien de l'innovation sociale à Montréal vise à soutenir directement les projets entrepreneuriaux à impact et d'intérêt métropolitain. Le projet entre également en synergie avec d'autres objectifs stratégiques du Service de développement économique, notamment ceux prévus aux plans d'action Entreprendre, Bâtir, Maximiser et Vivre de la Stratégie de développement économique Accélérer Montréal.

Les porteurs ont démontré leur capacité à obtenir le soutien de plusieurs grands bailleurs.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense totale de 555 000 \$. Les versements sont prévus selon le calendrier suivant :

2019	2020	2021	TOTAL
175 000,00 \$	175 000, 00 \$	205 000,00	555 000,00 \$

Les crédits requis sont prévus au budget du Service du développement économique, Direction Entrepreneuriat (Entente 150 M\$).

Le présent dossier concerne une compétence d'agglomération en matière de développement économique, tel que prévu au Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019), puisqu'il s'agit d'une contribution à des organismes pour appuyer des projets qui viennent compléter les actions en développement économique local offerts par les municipalités liées et les organismes PME MTL.

Ce dossier de compétence d'agglomération n'a aucun impact sur le cadre financier de la Ville.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet s'inscrit dans les principes du développement durable en ce qu'il participe à atteindre les objectifs suivants :

- a) contribuer à une croissance économique durable en soutenant l'innovation et le savoir;
- b) participer au développement et à la promotion de l'économie locale.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'Esplanade est un partenaire de premier plan voué au développement de l'entrepreneuriat à impact social, un secteur d'intérêt stratégique pour Montréal. La contribution financière de la Ville à ce dernier permettra d'assurer la continuité de ses activités ainsi que la mise en oeuvre et l'émergence de projets structurants et novateurs en matière de soutien à l'entrepreneuriat social.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un protocole de visibilité est annexé au projet de convention et doit être appliqué par l'organisme partenaire.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Réalisation de la programmation et des activités du plan d'action au cours des années 2019, 2020 et 2021;

Dépôt des documents relatifs à la programmation annuelle en début d'année, la reddition de compte annuelle pour les années 2019, 2020 et 2021 ainsi qu'un bilan final pour les années 2019 à 2021.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marie Linda LAGUERRE
NICOLAS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Johanne L LAVOIE
Commissaire a l'économie sociale

Tél : 514 872-9434
Télécop. : 514 872-6249

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-25

Géraldine MARTIN
Directrice

Tél : 514 872-2248
Télécop. :

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE
SERVICE**

Véronique DOUCET
Directrice

Tél : 514 872-3116
Approuvé le : 2019-02-01

Proposition de collaboration au
Service de développement économique
de la Ville Montréal

4 juillet 2018

Contexte

Dans le cadre de son nouveau plan d'action en innovation sociale, le Service de développement économique de la Ville de Montréal reconnaît l'Esplanade comme un acteur important dans l'écosystème de soutien de l'innovation sociale à Montréal et souhaite soutenir l'Esplanade dans le cadre du premier axe de son plan d'action :

Créer les conditions d'émergence des innovations sociales





Esplanade

L'Esplanade est un OBNL fondé par une communauté d'innovateurs sociaux émergents du programme *À go, on change le monde* qui a permis de mettre les bases de ce qui est devenu aujourd'hui **le premier accélérateur et espace collaboratif au Québec dédié à l'entrepreneuriat et à l'innovation sociale.**

Notre mission est de catalyser et d'accompagner une communauté d'entrepreneur.e.s, qui, via la création et la mise à l'échelle de projets entrepreneuriaux, cherchent à relever les défis sociaux, environnementaux et économiques d'aujourd'hui.

La collaboration proposée au Service de développement économique de la Ville de Montréal permettrait à l'Esplanade d'accroître et de consolider son action, en complémentarité de l'écosystème existant, dans le soutien et l'accompagnement des innovations sociales émergentes en renforçant les capacités des porteurs de projets dans leurs actions entrepreneuriales.



Besoins

Étude

Afin de répondre aux besoins des porteurs de projets, mais également de l'écosystème de soutien financier (PME-MTL, finance sociale, fondations, etc.), une courte étude a été réalisée afin d'orienter notre proposition de collaboration.



Selon PME-Montréal

Principaux enjeux rencontrés par les entrepreneurs :

- Proposition de valeur mal définie
- Faible compréhension de l'écosystème dans lequel s'inscrit l'organisation et sa solution
- Modèle financier incomplet
- Manque d'expertise au sein de l'équipe.

Selon le secteur philanthropique

Principales difficultés mentionnées par les bénéficiaires :

- Enjeux de gouvernance
- Enjeux de financement
- Enjeux de marketing et communication.

Proposition

Une collaboration de 3 ans avec le Service de développement économique de la Ville de Montréal permettant de soutenir 3 actions prioritaires ayant pour objectif de renforcer les capacités et le savoir-être des porteurs de projets selon une durée et une intensité variable.



Programmation

Soutenir la programmation événementielle de l'Esplanade.



Résidence

Soutenir la présence d'un Entrepreneur en résidence au sein de l'espace collaboratif de l'Esplanade



Impact8

Soutenir le Parcours Impact8 et plus spécifiquement, son programme Découverte.

Programmation



Programme événementielle de l'Esplanade

Une expertise accessible pour développer ses capacités entrepreneuriales

La programmation de l'Esplanade est composée d'une série d'événements ayant pour objectifs de démocratiser son expertise, développer les capacités des porteurs de projets, inspirer les organisations et les citoyens et finalement, initier des conversations sur les enjeux du milieu.

Description

Accompagnement ponctuel à faible intensité.

Établir une **programmation annuelle.**

Assurer la récurrence des **ateliers Mini8.**

Rejoindre **2 500 personnes** annuellement.

Objectifs

Valoriser les différents acteurs de l'écosystème.

Adapter les ateliers en fonction de l'évolution des besoins.

Développer une **programmation itinérante.**

Opportunités

Résidence

Entrepreneur en résidence

Un accompagnement par et pour les entrepreneur.e.s

L'entrepreneur en résidence a pour fonction d'offrir un accompagnement direct, individuel ou de groupe, aux porteurs de projets présents au sein de l'espace de l'Esplanade et de certains partenaires tels que la Maison de l'innovation sociale.

Description

Accompagnement à intensité moyenne ponctuel ou dans la durée.

Soutenir 20 porteurs de projets annuellement.

Référencer plus de 50 porteurs de projets vers l'écosystème..

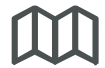
Objectifs

Possibilité d'accroître la présence de l'entrepreneur en fonction des besoins

Entrepreneur itinérant

Opportunités

Impact8



Programme Découverte

Transformer son intention en action entrepreneuriale

12 semaines

4 modules :

- > Comprendre son écosystème et sa problématique
- > Valider son idée avec ses utilisateurs et partenaires,
- > Comprendre son impact et définir ses critères de performance
- > Construire son modèle d'affaires.

Description

Accompagnement à haute intensité, basé sur un développement par les pairs

16 à 20 projets par an

2 cohortes par année

Former des porteurs de projets sur le savoir-faire et le savoir-être

Objectifs

Référencement de projets par l'écosystème (MIS, PME-MTL, Caisse Solidaire, Universités).

Augmenter le **nombre de cohortes** par année selon la demande.

Réaliser des **cohortes thématiques** en fonction des priorités de la Ville.

Opportunités

COHORTE = 2 ENJEUX PRIORISÉS

Bootcamp sélection



Modules thématiques x 4

11/2 à 2 j aux deux semaines

Demo day



2 jours intensifs

Évaluation des individus et des équipes: coachabilité, collaboration, empathie, expertise.

- Mise en action face à une problématique (en lien avec les enjeux priorités)
- Présentation de concepts clés
- Inspiration
- Rencontre avec différents intervenants
- Développement d'un esprit de cohorte

📍 TBD

1/2 ou 1 journée de travaux dirigés

- Formations
- Exemples de cas pratiques
- Ateliers

1 journée de travaux pratiques

- Travail sur les projets
- Mise en pratique des formations
- Interaction avec les coachs et entrepreneurs

📍 Esplanade

Présentation des projets

- Préparation d'un pitch et
- Présentation auprès de différents partenaires

📍 TBD

Modules thématiques x4

1

1. Comprendre son écosystème et sa problématique

DT Mod

2

2. Valider sa proposition avec ses utilisateurs et partenaires

DT LS

3

3. Comprendre son impact et définir ses critères de performance

Mod

4

4. Construire son modèle d'affaires

Mod CO

Développement leadership & savoir-être

Design Thinking (DT)

Lean Startup (LS)

Culture Org (CO)

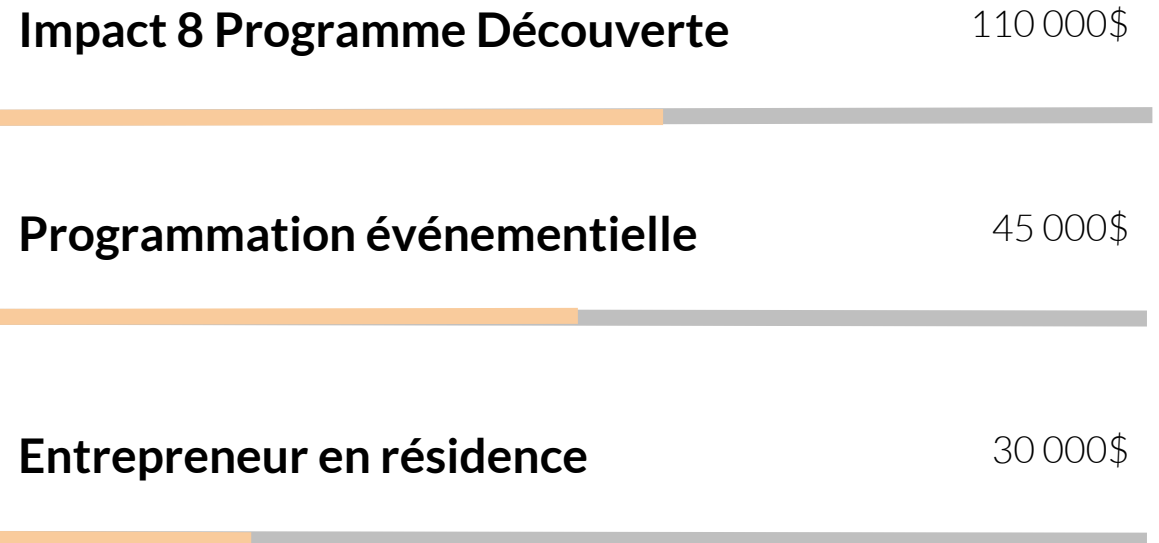
Modélisation (Mod)

Budget

Afin de réaliser cette collaboration et déployer les 3 activités de cette proposition, la contribution budgétaire est estimée à

185 000\$

qui se décompose ainsi :



Merci



Montréal, mercredi 19 décembre 2018

Madame Véronique Doucet
Directrice
Service de développement économique
Ville de Montréal

Objet : Demande de soutien financier dans le cadre du plan d'action en innovation sociale

Madame Doucet,

L'Esplanade est le premier organisme dédié à l'entrepreneuriat et à l'innovation sociale au Québec. Depuis plus de 3 ans, l'Esplanade occupe une position enviable dans l'écosystème entrepreneurial montréalais en réunissant et accompagnant les entrepreneurs et innovateurs désireux d'avoir un impact sociétal positif. En plus de son espace collaboratif et de sa programmation, l'Esplanade, en collaboration avec de nombreux partenaires, a développé un parcours d'accompagnement composé de 3 programmes et d'une plateforme d'investissement afin de soutenir les entrepreneurs et les dirigeants dans le développement de leurs projets, leurs organisations et ultimement, accroître leur impact.

Fort de notre crédibilité acquise, de nos réalisations et d'une offre d'accompagnement singulière, de plus en plus d'organisations nous sollicitent afin d'être soutenu dans le développement de leur projet d'innovation sociale.

Ainsi, en cohérence avec le nouveau plan d'action en innovation sociale et plus spécifiquement, son *Axe 1 - Renforcement de l'écosystème de soutien de l'innovation sociale* par, entre autres, l'appui aux organismes d'accompagnement spécialisés, nous souhaitons soumettre une demande de soutien financier à la Ville de Montréal de 555 000\$ pour la période 2019-2021.

Ce partenariat majeur sur les 3 prochaines années a pour objectif de permettre à l'Esplanade de renforcer et de consolider son offre de d'accompagnement de première ligne dans la continuité des services existants. Cette offre permettra, à terme, de soutenir davantage d'entrepreneurs et de porteurs de projets à fort potentiel en fonction de leur réalité et leur niveau de maturité respectif. De plus, cet accompagnement valorisera l'accès des entreprises aux différentes ressources complémentaires offertes par l'écosystème entrepreneurial dont les outils de financement de PME-MTL.

La première ligne de l'Esplanade est composée de sa programmation, du programme Collision et du service d'entrepreneur en résidence. Elle s'intègre dans une proposition plus large qu'est le Parcours Impact8 qui vise à accompagner des porteurs de projet de la phase de validation d'une preuve de concept à une phase de croissance (Scale up).

En espérant, Madame Doucet, que vous verrez dans cette proposition de partenariat stratégique, une façon de renforcer l'écosystème de soutien dédié aux entreprises qui combinent viabilité économique et impact sociétal.

Acceptez nos plus sincères salutations.

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'P. Grenier', written in a cursive style.

Pascal Grenier, CPA-CMA
Directeur général et cofondateur

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **ESPLANADE**, personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38)), dont l'adresse principale est le 6750, avenue de l'Esplanade, bureau 102, Montréal, Québec H2V 4M1, agissant et représentée par Pascal Grenier, directeur, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 811740794RT0001
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1221835294TQ0001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme organisme d'accompagnement en entrepreneuriat social et collectif;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujéti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

**ARTICLE 1
INTERPRÉTATION**

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

**ARTICLE 2
DÉFINITIONS**

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

- 2.1 « Annexe 1 » :** la description du Projet;
- 2.2 « Annexe 2 » :** le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;
- 2.3 « Projet » :** le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
- 2.4 « Rapport annuel » :** document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;
- 2.5 « Reddition de compte » :** les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;
- 2.6 « Responsable » :** Directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;
- 2.7 « Unité administrative » :** Service du développement économique de la Ville.

ARTICLE 3 **OBJET**

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4 **OBLIGATIONS DE L'ORGANISME**

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

- 4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet.
- 4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

- 4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;
- 4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

- 4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;
- 4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

- 4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise selon ce qui est spécifié à l'Annexe 1 des présentes;

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « Date de terminaison »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

- 4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;
- 4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;
- 4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;
- 4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 \$) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;
- 4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 \$), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la

présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

- 4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

- 4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;
- 4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

- 4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;
- 4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 \$) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5 **OBLIGATIONS DE LA VILLE**

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de CINQ CENT CINQUANTE-CINQ MILLE dollars (555 000 \$), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

5.2.1 Pour l'année 2019:

5.2.1.1 une somme maximale de CENT SOIXANTE-QUINZE MILLE dollars (175 000 \$) dans les trente jours de la signature de la convention ;

5.2.2 Pour l'année 2020 :

5.2.2.1 une somme maximale de CENT SOIXANTE-QUINZE MILLE dollars (175 000 \$) dans les trente (30) jours de la remise de la reddition de compte de l'année 2019 à la satisfaction du Responsable;

5.2.3 Pour l'année 2021 :

5.2.3.1 une somme maximale de CENT SOIXANTE-QUINZE MILLE dollars (175 000 \$) dans les trente (30) jours de la remise de la reddition de compte de l'année 2020 à la satisfaction du Responsable;

5.2.3.2 une somme maximale de TRENTE MILLE dollars (30 000 \$) (dans les trente (30) jours de la remise de la reddition de compte de l'année 2021 à la satisfaction du Responsable;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6 **GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE**

- 6.1** L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.
- 6.2** L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.
- L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.
- 6.3** L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7 **DÉFAUT**

- 7.1** Il y a défaut :
- 7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;
 - 7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;
 - 7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;
 - 7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.
- 7.2** Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.
- 7.3** Dans les cas prévus aux sous-paragraphe 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.
- 7.4** S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également

remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8 **RÉSILIATION**

- 8.1** La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.
- 8.2** L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.
- 8.3** Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9 **DURÉE**

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2021.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10 **ASSURANCES**

- 10.1** L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de DEUX MILLIONS de dollars (2 000 000 \$) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
- 10.2** De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.
- 10.3** L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat

de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11 **LICENCE**

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 12 **DÉCLARATIONS ET GARANTIES**

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

- 12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;
- 12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;
- 12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;
- 12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13 **DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 6750, avenue de l'Esplanade, bureau 102, Montréal, Québec H2V 4M1, et tout avis doit être adressé à l'attention du Directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au (700, rue De La Gauchetière Ouest, 28^e étage, Montréal, Québec H3B 5M2), et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le^e jour de 2019

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon
Greffier

Le 30^e jour de janvier 2019

ESPLANADE

Par : _____
Pascal Grenier
Directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le^e jour de 2019 (Résolution CG).

ANNEXE 1

PROJET

PROJET – en pièces jointes

- Demande de contribution financière de l'organisme
- Document : Proposition de collaboration au Service de développement économique – 4 juillet 2018

REDDITION DE COMPTE

Documents et délais de transmission

Pour l'année 2019

- Un bilan annuel faisant état de réalisations du Projet pour l'année écoulée et un bilan de visibilité accordée au Projet – au plus tard le 1^{er} février 2020 ;

Pour l'année 2020

- Un bilan annuel faisant état de réalisations du Projet pour l'année écoulée et un bilan de visibilité accordée au Projet – au plus tard le 1^{er} février 2021 ;

Pour l'année 2021

- Un bilan annuel faisant état de réalisations du Projet pour l'année écoulée et un bilan de visibilité accordée au Projet – au plus tard le 1^{er} février 2022
- Un bilan final avec analyse et constats, faisant état des retombées des réalisations des trois années visées par la Convention (2019 à 2021) – au plus tard le 1^{er} mars 2022.

INDICATEURS

Le bilan des réalisations doit comprendre notamment dans une section en annexe, les bénéfiques ou retombées obtenus en lien avec les indicateurs suivants :

Impact 8 – Collision

Nombre de cohortes

Nombre de participants / cohorte

Nombre d'entreprises / cohorte

Nombre d'heures de coaching / projets et entreprises

Nombre d'heures de coaching

Activités de programmation

Nombre d'ateliers sur le développement des capacités et sur le financement

Nombre de participants aux ateliers sur le développement des capacités et sur le financement

Entrepreneur en résidence

Nombre d'heures de coaching

Nombre de lieux de coaching différents

Nombre de projets se requalifiant au Parcours Impact 8

ANNEXE 2
Protocole de visibilité

1. Visibilité

L'Organisme doit :

- 1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.
- 1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.
- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc. Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : Fier partenaire de la Ville de Montréal
- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins 10 jours ouvrables avant leur diffusion.
- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.
- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.
- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:

- Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;
- Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le projet;
- Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez utiliser le courriel suivant : maire@ville.montreal.qc.ca.

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo).
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.
- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).
- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.
- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.
- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite à la mairesse doit être envoyée à l'adresse suivante : mairese@ville.montreal.qc.ca.

Dossier # : 1185008002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Objet :	Accorder une contribution financière, non récurrente, d'un montant de 555 000 \$ à l'organisme Esplanade pour une durée de 3 ans (2019 à 2021) afin d'assurer son fonctionnement et la mise en oeuvre de 3 volets de son plan d'action / Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS



[1196965002 - Plan action Esplanade.xls](#)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie Linda LAGUERRE NICOLAS
Agent comptable Analyste
Tél : (514) 868-8787

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-31

Isabelle FORTIER
conseiller(ere) budgetaire
Tél : 514-872-9366
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier



Dossier # : 1193703001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion des parcs et biodiversité , Gestion des parcs- nature
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 80 000 \$, pour l'année 2019, à la Société d'animation de la Promenade Bellerive afin de soutenir sa mission. Approuver un projet de convention à cet effet.

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier de 80 000 \$ à la Société d'animation de la Promenade Bellerive afin de soutenir sa mission;
2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et l'organisme établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centre.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-02-03 13:05

Signataire :

Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

IDENTIFICATION

Dossier # :1193703001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion des parcs et biodiversité , Gestion des parcs-nature
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 80 000 \$, pour l'année 2019, à la Société d'animation de la Promenade Bellerive afin de soutenir sa mission. Approuver un projet de convention à cet effet.

CONTENU

CONTEXTE

Le parc de la Promenade Bellerive, par sa localisation et son accès direct sur le fleuve Saint-Laurent, constitue un des éléments de première importance dans le développement du pôle touristique de l'Est de la Ville de Montréal.

La Société d'animation de la Promenade Bellerive (SAPB) est un organisme à but non lucratif créé en 1993. Depuis 1997, la Ville de Montréal a développé des ententes de partenariat avec la SAPB. Le présent dossier s'inscrit dans un processus de continuité entre la Ville et la SAPB.

La mission de la SAPB est de maintenir et de développer une fenêtre sur le fleuve Saint-Laurent par la mise en oeuvre d'activités sportives, de plein air, de loisirs, culturelles et récréotouristiques visant à répondre aux besoins de la population qui fréquente le parc. La présence de l'organisme contribue à la vitalité de ce parc.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE19 0177 - 6 février 2019 - Approuver un projet de quatrième convention de renouvellement de prêt de locaux par lequel la Ville loue à la Société d'animation de la promenade Bellerive, des locaux situés au 8300, rue Bellerive, d'une superficie d'environ 153 mètres carrés, pour une période additionnelle d'une année, à compter du 1^{er} janvier 2019, à des fins d'activités sportives et de plein air, de loisirs, culturelles et récréotouristiques, sans contrepartie financière, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de convention.

DA173703001 - 19 octobre 2017 - Approuver un contrat gré à gré entre la Ville de Montréal et la Société d'animation de la Promenade Bellerive, pour la fourniture de services d'accueil pour une somme maximale de 76 567 \$, toutes taxes incluses, selon les clauses stipulées au projet de convention. Imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

CM14 1237 - 15 décembre 2014 - Approuver, conformément aux dispositions de la loi, un projet de convention de gré à gré entre la Ville et la Société d'animation de la Promenade Bellerive (SAPB), pour une période de trois ans, du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2017, pour la fourniture de services d'accueil et d'entretien au chalet du parc de la Promenade Bellerive, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 229 701 \$, taxes incluses, le tout, selon les termes et conditions stipulés au projet de convention.

DESCRIPTION

L'appui de la Ville à la SAPB servira à soutenir sa mission et à réaliser une planification stratégique pour l'optimisation du potentiel de développement de l'organisme. Plus spécifiquement, la planification stratégique permettra de développer une vision, des objectifs et un plan d'action en lien avec la mission de l'organisme.

JUSTIFICATION

L'expertise de la SAPB, acquise, au fil des ans est un atout pour la Ville et l'arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve. De plus, la clientèle du parc de la Promenade Bellerive apprécie les activités offertes par la SAPB.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La contribution financière au montant de 80 000 \$ accordée à la Société d'animation de la Promenade Bellerive est valable pour une période d'un an se terminant le 31 décembre 2019.

Provenance du budget	N° de contrat	Budget requis
Service des grands parcs, du mont Royal et des sports, Division de la gestion des parcs-nature, section Est.	19-2000	80 000,00 \$

Ces crédits sont prévus à l'enveloppe budgétaire du Service des grands parcs, du mont Royal et des sports, à la direction gestion des grands parcs, division gestion des parcs-nature et seront payés en trois versements (voir convention au point 5.2), selon l'imputation comptable suivante :

2101.0010000.101322.07161.61900.016491

Cette dépense est entièrement assumée par la ville centre.

Le Service des grands parcs, du mont Royal et des sports s'engage à prioriser cette dépense dans la planification de son budget 2019.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet de la Société d'animation de la Promenade Bellerive participe à la priorité « Assurer l'accès à des quartiers durables, à l'échelle humaine et en santé » du plan Montréal durable 2016-2020.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La présence de plus de 25 ans de la Société d'animation de la Promenade Bellerive désigne cet organisme comme le plus apte à mettre en valeur le parc de la Promenade Bellerive. Sans le soutien financier de 80 000 \$, la SAPB ne sera pas en mesure d'accomplir sa mission.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Fin : 31 décembre 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Fanny LALONDE-GOSSELIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Daniel SAVARD, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve

Lecture :

Daniel SAVARD, 30 janvier 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Danielle PINEAULT
Agente de développement d'activités
culturelles

Tél : 514 280-4018
Télécop. : 514 280-6672

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-29

Guylaine PARR
Chef de division - Gestion des grands parcs

Tél : 514 280-6721
Télécop. : 514 280-6787

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-Philippe DÉTOLLE
Directeur

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(trice)

Tél : 514 872-1712
Approuvé le : 2019-02-01

Tél : 514.872.1456
Approuvé le : 2019-02-01

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE Soutien à la mission

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Monsieur Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **SOCIÉTÉ D'ANIMATION DE LA PROMENADE BELLERIVE**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 8300 Bellerive, Montréal, Québec, H1L 6S2, agissant et représentée par Monsieur Scott McKay, président, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : R139343347RT0001
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1017185752TQ0001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a comme mission de maintenir et de développer une fenêtre sur le fleuve par la mise en œuvre d'activités sportives, de plein air, de loisirs, culturelles et récréotouristiques;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujéti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

**ARTICLE 1
INTERPRÉTATION**

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

**ARTICLE 2
DÉFINITIONS**

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

- 2.1 « Annexe 1 » :** la description du Projet;
- 2.2 « Annexe 2 » :** le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;
- 2.3 « Projet » :** le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
- 2.4 « Rapport annuel » :** document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;
- 2.5 « Reddition de compte » :** les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;
- 2.6 « Responsable » :** Chef de section de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;
- 2.7 « Unité administrative » :** Le Service des grands parcs, du mont Royal et des sports. Division de la gestion des parcs-nature. Section Est

ARTICLE 3 **OBJET**

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4 **OBLIGATIONS DE L'ORGANISME**

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

- 4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;
- 4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

- 4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;
- 4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

- 4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;
- 4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet.

4.5 Aspects financiers

- 4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

- 4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;
- 4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;
- 4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;
- 4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 \$) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;
- 4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 \$), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 \$) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5 **OBLIGATIONS DE LA VILLE**

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale

de quatre-vingt mille dollars (80 000 \$), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en trois versements :

- un premier versement au montant de quarante mille dollars (40 000 \$) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,
- un deuxième versement au montant de trente mille dollars (30 000 \$), au plus tard le 15 mai,
- et un troisième versement au montant de dix mille dollars (10 000 \$), au plus tard le 5 décembre.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6 GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7 **DÉFAUT**

- 7.1** Il y a défaut :
- 7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;
 - 7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;
 - 7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;
 - 7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.
- 7.2** Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.
- 7.3** Dans les cas prévus aux sous-paragraphe 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.
- 7.4** S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8 **RÉSILIATION**

- 8.1** La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.
- 8.2** L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.
- 8.3** Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9 **DURÉE**

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2019.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10 **ASSURANCES**

- 10.1** L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 \$) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
- 10.2** De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.
- 10.3** L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11 **LICENCE**

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 12 **DÉCLARATIONS ET GARANTIES**

- 12.1** L'Organisme déclare et garantit :
- 12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;
 - 12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont

été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

- 12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;
- 12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13 **DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 8300, Bellerive, Montréal, Québec, H1L 6S2, et tout avis doit être adressé à l'attention du président du conseil d'administration. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 12980, boulevard Gouin Est, Montréal, Québec, H1C 1C1, et tout avis doit être adressé à l'attention de Madame Chantale Brouillette.

13.10 Exemple ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

**EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL,
À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.**

Le^e jour de 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le^e jour de 20__

**SOCIÉTÉ D'ANIMATION DE LA
PROMENADE BELLERIVE**

Par : _____
Scott McKay, président

Cette convention a été approuvée par le Comité exécutif de la Ville de Montréal, le^e jour de
..... 20__ (Résolution CE).

ANNEXE 1

PROJET



Montréal, le 17 janvier 2019.

Madame Louise-Hélène Lefebvre
Directrice
Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
Par courriel : lhlefebvre@ville.montreal.qc.ca

Objet : Demande de contribution financière; Mission et planification stratégique de la SAPB.

Madame la directrice,

Tout d'abord, nous tenons à vous féliciter pour votre nomination récente à titre de directrice du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports. Nul doute que votre expérience et vos compétences vous seront grandement utiles dans vos nouvelles fonctions, au bénéfice des citoyennes et citoyens de Montréal.

Nous nous adressons à vous ici pour solliciter une contribution financière de la Ville de Montréal afin de soutenir la réalisation de notre mission, qui est de maintenir et de développer une fenêtre sur le fleuve par la mise en œuvre d'activités sportives, de plein air, de loisirs, culturelles et récréotouristiques, visant à répondre aux besoins des familles. De plus, cette année, il s'agit aussi de contribuer à la relance de la Société d'animation de la Promenade Bellerive en la soutenant dans sa démarche de planification stratégique.

Comme vous le savez, le parc de la Promenade Bellerive est un véritable joyau de l'Est de Montréal. Rare fenêtre sur le fleuve Saint-Laurent, cet espace vert procure un accès au fleuve sur 2,2 km. L'implication citoyenne est à la base même de la création du parc, notamment par l'organisme à but non lucratif qui porte son nom : la Société d'animation de la Promenade Bellerive, qui assure depuis 25 ans l'animation du parc par et pour les citoyens. La SAPB assure l'accueil au chalet du parc, organise une panoplie d'activités et d'événements, assure la gestion d'une crèmerie au bénéfice des usagers, diffuse de l'information sur les services tels que la navette fluviale Montréal/Îles-de-Boucherville, de levées de fonds, de la mobilisation citoyenne, et sert de porte-parole des citoyens vis-à-vis les autorités compétentes. La présente demande de contribution financière concerne essentiel le soutien à la mission de la Société d'animation de la Promenade Bellerive.

Société d'animation de la Promenade Bellerive
8300 Bellerive, Montréal, (Québec) H1L 6S2



Une étape incontournable dans la poursuite et le développement des services offerts par notre organisme aux citoyens est la réalisation d'une planification stratégique. Ce processus nous permettra de développer une vision, des objectifs et un plan d'action pour l'atteinte du plein potentiel de l'organisme. La présente demande de contribution permettra aussi de soutenir la SAPB dans cette tâche. Nous prévoyons compléter cette démarche pour le 31 mai 2019.

Nous vous soumettons donc la présente demande de contribution financière d'un montant de 80 000\$. N'hésitez pas à communiquer avec moi pour toute information relative à la présente demande.

Nous vous remercions de l'attention que vous porterez à l'examen de cette requête.

Respectueusement,

Scott McKay, M. Sc.
Président du conseil d'administration
Société d'animation de la Promenade Bellerive
Cell. : 514-618-0297
smckay2889@outlook.com

C.c. : Mme Chantal Brouillette, division de la gestion des parcs nature, secteur Est,
cbrouillette@ville.montreal.qc.ca

M. Daniel Savard, direction de la culture, des sports, loisirs et du développement social,
arrondissement Mercier/Hochelaga-Maisonneuve, dsavard@ville.montreal.qc.ca

Société d'animation de la Promenade Bellerive
8300 Bellerive, Montréal, (Québec) H1L 6S2

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

- 1.1.** Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité;
- 1.2.** S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville :

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner la participation dans toutes communications relatives au Projet;
- Sur les médias sociaux, souligner la participation et remercier la Ville pour son soutien;
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan;
- Apposer les logos de la Ville, sur tous les outils de communication, imprimés et électroniques, notamment sur les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciements, les certificats de participation relatifs à la présente Convention;

Les logos de la Ville devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule;

Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'Organisme doit ajouter le libellé suivant : Fier partenaire de la Ville de Montréal.

- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins dix (10) jours ouvrables avant leur diffusion;
- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toutes publicités télé ou Web. Les logos de la Ville peuvent faire partie d'un regroupement des participants au Projet. Par contre, à titre de collaborateur principal, il devra être mis en évidence;

- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs;

2.2. Relations publiques et médias :

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les bloggeurs, les photographes et les caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;
- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville :
 - Inviter par écrit le maire à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;
 - Soumettre pour approbation au cabinet du maire et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et du communiqué concernant le Projet;
 - Offrir au cabinet du maire et au comité exécutif, la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

Pour adresser une demande au cabinet du maire et du comité exécutif, veuillez utiliser les formulaires en ligne destinés à cet effet à l'adresse suivante : <https://mairedemontreal.ca/>, section « **Communiquer avec nous** ».

Note : pour une demande de citation dans un communiqué, veuillez utiliser le courriel suivant : communication.du.maire@ville.montreal.qc.ca.

2.3. Normes graphiques et linguistiques :

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo);
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres participants sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.);
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11);

2.4. Publicité et promotion :

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média;

Lesdites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement;
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion;
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville;
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité;
- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques;
- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants);
- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité;

Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité;
- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

25. Événements publics :

- Inviter le maire à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum **de 20 jours** ouvrables à l'avance;
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet du maire;

- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le Projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville.

Si vous avez des questions concernant le Protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : l'Organisme doit communiquer avec le cabinet du maire pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite au maire doit être envoyée par le biais d'un formulaire, consultez la section « **Communiquer avec nous** » sur <https://mairedemontreal.ca/>.

Dossier # : 1193703001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion des parcs et biodiversité , Gestion des parcs-nature
Objet :	Accorder un soutien financier de 80 000 \$, pour l'année 2019, à la Société d'animation de la Promenade Bellerive afin de soutenir sa mission. Approuver un projet de convention à cet effet.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS



[Certification des fonds - GDD1193703001.xlsx](#)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Fanny LALONDE-GOSSELIN
Préposée au Budget
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier
Point de service Brennan
Tél : 514 872-8914

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-30

Laura VALCOURT
Conseillère budgétaire

Tél : 514-872-0984
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier
Point de service Brennan



Dossier # : 1194970002

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 500 000 \$ à Centre social et communautaire de la Petite Patrie, pour l'année 2019, dans le cadre du budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale, en soutien à l'acquisition de l'immeuble situé au 6839, rue Drolet à Montréal, conditionnellement à l'acquisition de cet immeuble / Autoriser un virement budgétaire de 500 000 \$ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration de compétence locale vers le budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale / Approuver un projet de convention à cet effet

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier non récurrent de 500 000 \$ à Centre social et communautaire de la Petite Patrie, pour l'année 2019, en soutien à l'acquisition de l'immeuble situé au 6839, rue Drolet à Montréal, conditionnellement à l'acquisition dudit immeuble et à l'octroi d'une contribution financière de 150 000 \$ de l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie;
2. d'autoriser à cet effet un virement budgétaire de 500 000 \$ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration de compétence locale vers le budget 2019 du Service de la diversité et de l'inclusion sociale;
3. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme établissant les modalités et les conditions de versement de ce soutien financier;
4. d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2019-02-01 17:25

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

IDENTIFICATION

Dossier # :1194970002

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 500 000 \$ à Centre social et communautaire de la Petite Patrie, pour l'année 2019, dans le cadre du budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale, en soutien à l'acquisition de l'immeuble situé au 6839, rue Drolet à Montréal, conditionnellement à l'acquisition de cet immeuble / Autoriser un virement budgétaire de 500 000 \$ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration de compétence locale vers le budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale / Approuver un projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

Le bâtiment situé au 6839, rue Drolet est un édifice appartenant à la Commission scolaire de Montréal (CSDM). Il est actuellement occupé par sept organismes offrant une variété de services dans les domaines de l'amélioration des conditions de vie, de logement, d'intégration à la société et au marché du travail ainsi que de l'accès à une alimentation saine et à bas prix. Certains occupent leurs locaux depuis plus de 30 ans. En 2011, les organismes locataires ont mis sur pied le Centre social et communautaire de la Petite-Patrie (CSCPP), dans le but de s'en porter acquéreur. En septembre 2013, la CSDM leur a présenté une offre de vente. Le prix alors demandé s'élevait à 1 188 400 \$, soit le montant de la valeur foncière du bâtiment.

À l'hiver 2017, la Ville de Montréal s'est engagée à octroyer 650 000 \$ à ce projet. Cette somme était répartie de la manière suivante : 500 000 \$ par la ville centre et 150 000 \$ par l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie. L'acquisition de l'immeuble par le Centre n'ayant jamais été finalisée, le montant qui devait être octroyé à l'organisme n'a pas été versé.

Au cours de l'année 2017, le dossier du CSCPP a progressé au sein des instances de la CSDM. Le 22 décembre 2017, le Centre a reçu la confirmation de la CSDM « qu'une demande d'aliénation dudit immeuble en faveur du CSCPP sera transmise au ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES) dès que nous aurons complété le dossier de la demande ». L'envoi du dossier a finalement été effectué le 18 janvier 2018.

Le 6 juin 2018, le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, M. Sébastien Proulx, confirmait à la présidente de la CSDM, Mme Louise Harel Bourdon, qu'il « autorise la CSDM à aliéner de gré à gré au Centre social et communautaire de La Petite-Patrie le lot numéro 2 333 501 du cadastre du Québec, avec le bâtiment dessus construit pour un prix de 1 188 400 \$ ».

L'acte de vente n'a pas encore été signé, car le Centre social et communautaire de la Petite Patrie n'est pas en mesure d'assurer à la Caisse d'économie solidaire et à Investissement Québec qu'il génère des revenus annuels de 234 000 \$ étant donné que l'ensemble des locaux disponibles ne sont pas tous loués. Le CSCPP a donc besoin de temps pour louer les locaux qui sont présentement vacants. La CSDM ainsi que les prêteurs hypothécaires ont accepté de prolonger leur offre jusqu'au 30 juin 2019.

Depuis le début de l'année 2019, le Centre effectue dans le réseau communautaire une campagne de recherche de locataires. Déjà, un groupe a clairement signifié son intention d'occuper un local au 30 juin 2019 et un autre donnera sa réponse prochainement. Le CSCPP est persuadé qu'au 30 juin 2019, tous les locaux seront complètement occupés.

Dans l'attente de la finalisation de ce projet à l'été 2019, le Centre sollicite maintenant ses partenaires afin d'obtenir la confirmation qu'ils souhaitent y maintenir leurs engagements financiers. Selon Mme Anne Thibault, responsable au sein du CSCPP pour ce projet, tous les bailleurs de fonds, sauf la ville centre, ont déjà confirmé la prolongation de leur financement.

Le conseil d'arrondissement de l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie a adopté le 3 décembre 2018 un addenda au dossier décisionnel afin de reporter la date d'échéance de la convention pour l'octroi de sa contribution financière de 150 000 \$, au 31 décembre 2019.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 26 0339 - 3 décembre 2018

Approuver un avenant modifiant et prolongeant la convention avec l'organisme « Centre social et communautaire de la Petite Patrie » en soutien à l'acquisition de l'immeuble situé au 6839, rue Drolet à Montréal (RPPL17-02019-GG). Octroyer une contribution financière de 150 000 \$ au « Centre social et communautaire de la Petite-Patrie », conditionnellement à la présentation par l'organisme d'une preuve attestant de l'engagement de la CSDM à lui vendre ledit immeuble, et de toutes autres obligations prévues à la Convention.

CA17 26 0094 du 10 avril 2017

Approuver une convention avec le Centre social et communautaire de la Petite Patrie en soutien exclusivement à l'acquisition de l'immeuble situé au 6839, rue Drolet à Montréal établissant les modalités et les conditions de versement d'une contribution financière, conditionnellement à l'acquisition dudit immeuble; octroyer une contribution financière de 150 000 \$ au Centre social et communautaire de la Petite Patrie, conditionnellement à la présentation de l'acte de vente notarié attestant l'acquisition de l'immeuble par l'organisme

CM17 0163 du 20 février 2017

Accorder un soutien financier non récurrent de 500 000 \$ au Centre social et communautaire de la Petite Patrie, pour l'année 2017, pour l'acquisition et la mise aux normes de l'immeuble situé au 6839, rue Drolet, conditionnellement à l'acquisition de cet immeuble dans le cadre du budget du Service de la diversité sociale et des sports; autoriser un virement budgétaire de 500 000 \$, en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration de compétence locale vers le budget 2017 du Service de la diversité sociale et des sports (SDSS)

DESCRIPTION

Des sept organismes à but non lucratif composant le Centre social et communautaire de la Petite Patrie, quatre rejoignent des citoyens de l'ensemble de la Ville de Montréal et trois desservent une population plus locale vivant dans l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie. Ce sont les organismes suivants :

- Au bas de l'échelle inc.
- Conseil canadien pour les réfugiés
- La Fondation pour aider les travailleurs et les travailleuses accidentés (F.A.T.A.)
- Mouvement Action-Chômage de Montréal inc.
- Le Centre de ressources et d'action communautaire de la Petite Patrie
- Comité logement de la Petite Patrie inc.
- Regroupement des tables de concertation de la Petite-Patrie (RTCPP)

Ensemble, ces organismes rejoignent chaque année 180 groupes et 20 000 personnes. Une brève description de ces organismes se trouve en pièces jointes. Le projet se réalisera en deux phases : l'acquisition de l'immeuble, dans un premier temps, puis la réalisation de travaux d'aménagement et de mise aux normes par la suite.

Le coût total du projet estimé à 2 100 514 \$ est réparti de la façon suivante : 1 370 514 \$ pour l'acquisition du bâtiment et les frais s'y rattachant et 730 000 \$ pour les travaux de mise aux normes et de décontamination. L'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie s'est déjà engagé et entend accorder un soutien financier de 150 000 \$ pour ce projet. D'autres partenaires financiers s'ajoutent à la contribution de la Ville de Montréal dont, entre autres, la Caisse d'économie sociale Desjardins et la Fondation Dollar d'argent. Le montage financier peut être consulté en pièce jointe.

JUSTIFICATION

En se portant acquéreur de ce bâtiment, le Centre cherche à éviter l'éviction des locataires actuels et à maintenir des conditions abordables d'occupation afin que ces derniers puissent poursuivre leurs missions respectives. De plus, compte tenu du manque criant de locaux disponibles pour loger des organismes communautaires sur le territoire de la Ville de Montréal, le Centre leur permettra d'éviter tous les inconvénients et les frais additionnels liés à une relocalisation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total de ce dossier, soit 500 000 \$ sera financé par le budget de fonctionnement. Une somme de 500 000 \$ en provenance des dépenses contingentes d'administration de compétence locale devra être virée au budget 2019 du Service de la diversité et de l'inclusion sociale pour ce faire. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville.

L'octroi de ce soutien est conditionnel à l'acquisition par le CSCPP de l'immeuble de la CSDM « Centre Drolet ». Si l'acquisition se concrétise, la dépense de 500 000 \$ sera assumée entièrement par la ville centrale.

Organisme	Volet	Soutien recommandé	Soutien financier / projections financières du volet
Centre social et communautaire de la Petite Patrie	Acquisition du bâtiment	500 000 \$	36 %

Un projet de convention précisant les conditions rattachées à ce soutien financier sera signé avec l'organisme après la signature de l'acte de vente. Le soutien financier provenant de la Ville de Montréal sera déposé dans un compte en fidéicommis au nom du notaire retenu pour effectuer la transaction.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Cette initiative s'inscrit dans l'action 9 du plan d'action Montréal durable 2016-2020 : « Lutter contre les inégalités et favoriser l'inclusion ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans l'obtention de ce soutien financier, le Centre ne sera pas en mesure d'acheter l'immeuble situé au 6839, rue Drolet à Montréal et les sept organismes actuellement locataires de l'immeuble risquent l'éviction. De plus, l'acquisition de l'immeuble permettra la mise en commun des locaux, des services administratifs et le regroupement d'achats qui contribueront à réduire les frais et à respecter les valeurs de justice sociale et de développement durable du Centre. Cette mise en commun encouragera également le réseautage et la synergie entre les groupes communautaires et favorisera le renforcement et la cohésion du tissu social.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un événement protocolaire devrait avoir lieu lors de l'achèvement des travaux d'aménagement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Février 2019 Présentation au comité exécutif
Février 2019 Présentation au conseil municipal

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Alpha OKAKESEMA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Josée BÉDARD, Rosemont - La Petite-Patrie

Lecture :

Josée BÉDARD, 31 janvier 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sonia MCMULLEN
Conseillère en développement communautaire

Tél : 514-868-5579
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-17

Agathe LALANDE
Chef de division - Lutte contre la pauvreté et
l'itinérance

Tél : 514 872-7879
Télécop. :

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE
SERVICE**

Johanne DEROME
Directrice - Service de la diversité et de
l'inclusion sociale

Tél : 514-872-6133
Approuvé le : 2019-02-01

LES GROUPES LOCATAIRES



Au bas de l'échelle

Au bas de l'échelle est un organisme communautaire à portée nationale, qui œuvre depuis 40 ans à l'amélioration des conditions de travail et de vie des personnes non syndiquées (60 % de la main-d'œuvre québécoise).

Au bas de l'échelle publie également des documents de vulgarisation et d'analyse juridiques sur les droits au travail comme *L'ABC des personnes non syndiquées : Vos droits au travail*, une référence sur l'ensemble des droits et recours pour les travailleuses et travailleurs du Québec.

Réalisations

Au bas de l'échelle analyse les lacunes de la Loi sur les normes du travail et propose des solutions pour améliorer les conditions de travail des travailleuses et des travailleurs les plus précaires.

En 2015, *Au bas de l'échelle* a publié un cadre de référence sur la conciliation travail-famille destiné aux organismes communautaires. Celui-ci a été envoyé à plus de 1 200 organismes communautaires à travers le Québec.

Locataires du 6938, rue Drolet depuis 32 ans
Nombre de personnes rejointes : 4000
www.aubasdelechelle.ca



Centre de ressources et d'action communautaire de La Petite-Patrie

Le Centre de ressources et d'action communautaire de La Petite-Patrie est un organisme de lutte contre la pauvreté qui centre son activité sur de la sécurité alimentaire, de l'éducation populaire et de la défense des droits économiques et sociaux. Le CRAC-PP est un organisme de première ligne qui dessert des personnes de La Petite-Patrie très fortement défavorisées et qui vivent souvent des problèmes de santé mentale, de toxicomanie, d'alcoolisme, d'isolement extrême, de logements insalubres ou d'endettement chronique.

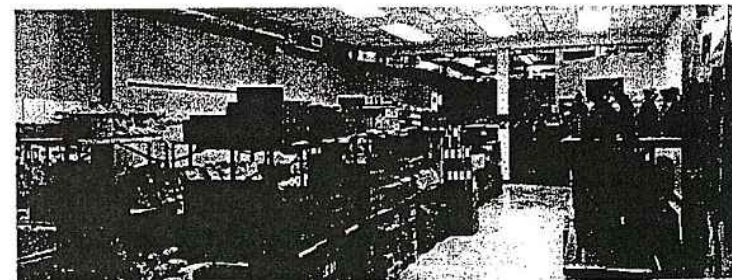
Réalisations

Le Magasin-Partage de la rentrée scolaire offre aux familles une épicerie axée sur des produits constituant un bon déjeuner, une boîte à lunch complète ainsi que des fournitures scolaires choisies par les enfants.

Épicerie Solidaire (projet en cours)

Le but de ce projet est de favoriser la prise en charge par eux-mêmes des ménages à faibles revenus en brisant la dynamique des banques alimentaires, où l'individu n'a pas le choix de ses denrées. L'épicerie solidaire se veut un lieu convivial, propice à l'éducation populaire, à l'animation et à l'échange d'information.

Locataires du 6938, rue Drolet depuis 17 ans
Nombre de personnes rejointes : 638





Fondation pour l'aide aux travailleuses et travailleurs accidentés (FATA)

La Fondation pour l'aide aux travailleuses et aux travailleurs accidentés (FATA) est un organisme à but non lucratif fondé pour venir en aide aux personnes victimes de lésions professionnelles qui ont des difficultés à faire reconnaître leurs droits par la CSST.

La FATA est un organisme complètement autonome, libre de toute allégeance politique ou syndicale. Ses services s'adressent à toute personne victime d'une lésion professionnelle (accidents de travail, maladies professionnelles)

Elle offre des services d'information sur les droits de défense devant les tribunaux administratifs et d'expertise médicale.

Réalisations

Depuis ses débuts, l'organisme a représenté plus de 17 000 travailleurs et travailleuses devant les tribunaux administratifs. L'organisme a formé plusieurs conseillers en défense qui sont maintenant en mesure de défendre les travailleurs dans différentes organisations syndicales.

Locataires du 6938, rue Drolet depuis 31 ans
Nombre de personnes rejointes chaque année : 600
www.fata.qc.ca



Mouvement Action-Chômage de Montréal

Le Mouvement Action-Chômage de Montréal (MAC) est un groupe communautaire autonome d'éducation populaire et de défense des droits des chômeuses et chômeurs. Le MAC participe quotidiennement à la sauvegarde et à l'amélioration du régime d'assurance-chômage et du filet de sécurité sociale. Le MAC tire notamment sa force de son autonomie et de son indépendance et accorde une grande importance à la transformation sociale.

Réalisations

L'équipe du MAC de Montréal représente depuis avril 2013, 375 ex-travailleuses et travailleurs d'Air Canada/Aveos relativement à un problème de trop-payé en matière d'assurance-chômage. En résumé, la Commission de l'assurance-chômage demande à ces personnes de rembourser une partie des prestations reçues en raison d'une indemnité qui leur a été payée par Air Canada, alors que leur dernier employeur était Aveos.

Le 4 juillet 2013, le MAC de Montréal a gagné une cause importante en Cour d'appel fédérale. En effet, l'arrêt Lafrenière, plaidé par Me Hans Marotte du MAC de Montréal, ouvre une brèche dans la Loi sur l'assurance-emploi permettant à certaines enseignantes et certains enseignants à statut précaire d'avoir des prestations d'assurance-chômage (ce qui n'était pas possible avant).

Locataires du 6938, rue Drolet depuis 31 ans
Nombre de personnes rejointes : 10 383
www.macmtl.qc.ca





Comité logement de La Petite-Patrie

Le Comité logement de La Petite-Patrie a pour mandat d'informer, de sensibiliser, de défendre et de représenter les résidents du quartier, prioritairement celles et ceux socioéconomiquement défavorisés, sur toutes questions relatives à l'habitation et à l'aménagement urbain. Les deux principaux volets d'action du comité logement sont la défense des droits des locataires et le développement du logement social.

Réalisations

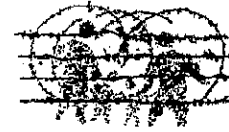
Obtention de 155 logements sociaux sur le site des Ateliers municipaux.

Outils d'information des droits des locataires produits par et pour les aînés – distribution de 1000 trousseaux.

Locataires du 6938, rue Drolet depuis 7 ans

Nombre de personnes rejointes par année : 2 714

www.comitelogementpetitepatrie.org



Conseil canadien pour les réfugiés

Le Conseil canadien pour les réfugiés (CCR) est un organisme pancanadien de regroupement sans but lucratif qui se voue à la défense des droits et à la protection des réfugiés et d'autres migrants vulnérables, au Canada et dans le monde, et à l'établissement des réfugiés et des immigrants au Canada. Ses membres sont des organismes impliqués dans l'établissement, le parrainage et la protection des réfugiés et des immigrants. Le Conseil est au service de ses membres pour leurs besoins en matière d'échange d'informations et d'expériences et de défense des droits.

Réalisations

La Marche avec les réfugiés

Dans le cadre de la campagne *Fiers de protéger les réfugiés*, le CCR a créé et coordonné la Marche avec les réfugiés. L'objectif principal de ces marches communautaires est de redonner la parole aux personnes réfugiées, démontrant ainsi comment les réfugiés enrichissent nos vies et pourquoi il faut continuer à défendre leurs droits au Canada afin de maintenir cette forte tradition.

Du 16 au 22 juin 2014, de l'île de Vancouver jusqu'à Terre-Neuve, plus d'une quinzaine de communautés ont parcouru plus de 1400 km dans le cadre de la Marche avec les réfugiés pour une société plus forte, afin de changer la conversation à propos des réfugiés et des autres personnes en quête de protection près de chez nous.

Réseau pancanadien sur la traite des personnes

Le 26 novembre 2014, le CCR a tenu un forum pancanadien sur la traite des personnes dans le cadre de sa *Consultation d'automne 2014* à Gatineau. Ce forum a été une occasion d'apprentissage, de partage d'expériences et de réseautage pour les personnes qui œuvrent pour la protection des personnes ayant subi la traite et pour sensibiliser le public au sujet de la traite au Canada.

Le forum a facilité les échanges constructifs entre des représentants d'organisations non gouvernementales, des prestataires de services, des universitaires ainsi que des représentants des différents paliers du gouvernement et des forces policières œuvrant dans le domaine de la traite. Plus de cinquante personnes en provenance de l'Ontario, du Québec, du Nouveau-Brunswick, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique ont participé au forum.

Locataires du 6938, rue Drolet depuis 24 ans

Nombre de groupes rejoints : 180

www.ccrweb.ca



Regroupement des tables de concertation de La Petite-Patrie

Le RTCPP veille à développer une vision et soutenir des actions afin d'améliorer la qualité de vie dans le quartier. Il agit au profit de la population en facilitant les collaborations entre les différentes organisations du quartier, avec une préoccupation particulière pour l'éducation populaire et le développement du bien-être et de la santé. Il s'appuie notamment sur des valeurs de justice sociale, de démocratie participative, de solidarité, de respect et de dignité de la personne.

Réalisations

2010 : Organisation du forum social de La Petite-Patrie qui a permis de déterminer 10 priorités de quartier.

2015 : Édition des carte-ressources PetitePatrie.org en 20 000-exemplaires et distribution au porte-à-porte dans tout le quartier.

Locataire du 6839, rue Drolet depuis 4 ans

Nombre de groupes rejoints : 75

www.petitepatrie.org



PAR COURRIEL

Montréal, le 22 décembre 2017

Madame Anne Thibault
Centre social et communautaire de la Petite Patrie
6839, rue Drolet
Montréal (Québec) H2S 2T1

Objet : Aliénation d'immeubles excédentaires



Madame,

Considérant l'adoption par le Conseil des commissaires à sa séance ordinaire du 22 novembre dernier (voir résolution no 20 en annexe) visant notamment la transmission d'une demande au ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur afin d'obtenir l'autorisation d'aliéner ledit immeuble en faveur du Centre social et communautaire de La Petite-Patrie, et ce, conditionnellement à la décision du Conseil des commissaires relativement au PTRDI 2018-2021 à être déposé en décembre prochain, plus particulièrement à l'égard dudit immeuble;

Considérant l'adoption par le Conseil des commissaires à sa séance ordinaire du 20 décembre dernier (résolution 18 – document à suivre) de la version définitive du Plan triennal de répartition et de destination des immeubles de la Commission scolaire de Montréal;

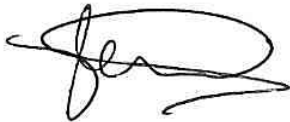
Considérant l'adoption par le Conseil des commissaires à sa séance ordinaire du 20 décembre dernier (voir résolution 17 en annexe) visant notamment à déclencher le processus d'aliénation de onze immeubles excédentaires, dont celui loué par les organismes représentés par le CSCPP, soit l'immeuble sis au 6839, rue Drolet (imm. no 172);

Considérant les étapes déjà franchies par votre organisme (à titre de représentant des organismes locataires de cet immeuble) pour se porter acquéreur de l'immeuble en question;

Nous vous avisons qu'une demande d'aliénation dudit immeuble en faveur du CSCPP sera transmise au ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur dès que nous

aurons complété le dossier de la demande. Nous devrions être en mesure de transmettre le tout au ministère d'ici à la fin janvier 2018. Nous vous tiendrons informé de notre démarche.

Nous profitons de l'occasion pour vous souhaiter un très beau temps des fêtes et une belle année 2018.



Lucie Painchaud, CPA, CMA
Directrice générale adjointe
Direction générale
Gestion de la performance financière et de l'efficacité opérationnelle

c. c. Catherine Harel-Bourdon, présidente, CSDM
Robert Gendron, directeur général, CSDM
Bruno Marchand, directeur, Service des ressources matérielles, CSDM
Membres du Conseil des commissaires, CSDM
Directions d'unités, CSDM
José Bazin, Gestion communautaire 6839 Drolet 3^e étage inc. (locataire du 172)
Nathalie Bouchard, Centre de ressources et d'action communautaire Petite-Patrie (locataire du 172)

Gouvernement du Québec
Le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport
Ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale

Québec, le 6 juin 2018

Madame Catherine Harel Bourdon
Présidente
Commission scolaire de Montréal
3737, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H1X 3B3

Madame la Présidente,

Je réponds par la présente à la demande d'autorisation de la Commission scolaire de Montréal afin d'aliéner de gré à gré au Centre social et communautaire de la Petite Patrie le lot numéro 2 333 501 du cadastre du Québec, sur lequel est construit un bâtiment sis au 6839, rue Drolet, à Montréal (Québec), dont la valeur excède 100 000 \$.

En vertu de l'article 3 et du paragraphe 10 du premier alinéa de l'article 7 du Règlement sur les normes, les conditions et la procédure d'aliénation d'un immeuble d'une commission scolaire, j'autorise la Commission scolaire de Montréal à aliéner de gré à gré au Centre social et communautaire de la Petite Patrie, qui est un organisme sans but lucratif qui poursuit des fins culturelles, scientifiques, récréatives, charitables ou sociales, pour qu'il y poursuive de telles fins, le lot numéro 2 333 501 du cadastre du Québec, avec le bâtiment dessus construit, pour un prix de 1 188 400 \$.

Cependant, cette autorisation est conditionnelle à l'insertion au contrat de vente d'une clause de premier refus en faveur de la Commission scolaire de Montréal, en vertu de laquelle le Centre social et communautaire de la Petite Patrie devra, s'il désire aliéner l'immeuble, l'offrir d'abord à la Commission scolaire de Montréal au prix auquel il l'a initialement acquis de celle-ci.

... 2

Québec
1035, rue De La Chevrotière, 16^e étage
Québec (Québec) G1R 5A5
Téléphone : 418 644-0664
Télécopieur : 418 643-2640
ministre.education@education.gouv.qc.ca

Montréal
500, boul. René-Lévesque Ouest
9^e étage, bureau 9.102
Montréal (Québec) H2Z 1W7
Téléphone : 514 873-4792

Par ailleurs, conformément à la Loi sur les infrastructures publiques, la Commission scolaire de Montréal devra exclusivement recourir aux services de la Société québécoise des infrastructures (SQI) pour disposer de cet immeuble. À cette fin, vous êtes invitée à communiquer avec M. David Pelletier, directeur de l'évaluation et des transactions immobilières de la SQI, à l'adresse dpelletier2@sqi.gouv.qc.ca ou au 418 646-1766, poste 3434.

Une copie de la présente autorisation devra être annexée à l'original de l'acte de vente pour en faire partie intégrante et une copie de cet acte devra être transmise à la Direction de l'expertise et du développement des infrastructures scolaires du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur dans les 30 jours suivant la date de son inscription.

Je vous prie d'agréer, Madame la Présidente, mes salutations distinguées.

Le ministre,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Sébastien Proulx', with a large, stylized flourish above the name.

SÉBASTIEN PROULX

Centre Social et Communautaire Rosemont / Petite Patrie (CSCPP)
Budget de trésorerie - Acquisition et mise aux normes-Scénario location complète
Octobre 2017

Hypothèses financière	Montant	Taux
Taux d'inflation		2,50%
Taux d'intérêt sur financement intérimaire		4,20%
Taux d'intérêt sur financement hypothécaire		4,20%
Période d'amortissement du financement hypothécaire	20 ans	
Frais d'ouverture et d'étude du dossier financier :		0,50%
Taux d'intérêt mensuel effectif sur financement hypothécaire		0,35%
Paieement hypothécaire annuel	88 508 \$	

Coûts		Sources de fonds	
Acquisition de l'immeuble	1 188 400 \$	Mise de fonds CSCPP	37 155 \$
Frais de mutation	20 710 \$	Don Caisse Populaire Delorimier	50 000 \$
Frais juridiques	3 500 \$	Don Caisse Populaire Rosemont / La Petite Patrie	25 000 \$
Frais administratifs	10 000 \$	Subvention Arrondissement Rosemont / La Petite Patrie	150 000 \$
Décontamination	30 000 \$	Don Fondation Dollar D'Argent	50 000 \$
Mise aux normes	700 000 \$	Ville de Montréal (aide à l'achat)	300 000 \$
TPS et TVQ	104 825 \$	Ville de Montréal (aide à la rénovation)	200 000 \$
Intérêts sur financement intérimaire	37 068 \$	Recouvrement TPS et TVQ	104 825 \$
Frais financiers	6 011 \$	Emprunt Desjardins/IQ	1 200 000 \$
Total	2 100 514 \$	Total	2 116 980 \$

Année 1 - Phase d'acquisition et mise aux normes

	Superficie Locative (pi²)	Taux unitaire (\$/pi²)	Montant Total	01-juin-18	01-juill-18	01-août-18	01-sept-18	01-oct-18	01-nov-18	01-déc-18	01-janv-19	01-févr-19	01-mars-19	01-avr-19	01-mai-19
1- Activités d'exploitation															
Revenus de location															
- CRAC	3 803	12,75 \$	48 488,25 \$	4 040,69 \$	4 040,69 \$	4 040,69 \$	4 040,69 \$	4 040,69 \$	4 040,69 \$	4 040,69 \$	4 040,69 \$	4 040,69 \$	4 040,69 \$	4 040,69 \$	4 040,69 \$
- Remplacement FATA	4 880	12,75 \$	62 220,00 \$	5 185,00 \$	5 185,00 \$	5 185,00 \$	5 185,00 \$	5 185,00 \$	5 185,00 \$	5 185,00 \$	5 185,00 \$	5 185,00 \$	5 185,00 \$	5 185,00 \$	5 185,00 \$
- CLPP	971	12,75 \$	12 380,25 \$	1 031,69 \$	1 031,69 \$	1 031,69 \$	1 031,69 \$	1 031,69 \$	1 031,69 \$	1 031,69 \$	1 031,69 \$	1 031,69 \$	1 031,69 \$	1 031,69 \$	1 031,69 \$
- Au bas de l'échelle	1 705	12,75 \$	21 738,75 \$	1 811,56 \$	1 811,56 \$	1 811,56 \$	1 811,56 \$	1 811,56 \$	1 811,56 \$	1 811,56 \$	1 811,56 \$	1 811,56 \$	1 811,56 \$	1 811,56 \$	1 811,56 \$
- MAC	2 054	12,75 \$	26 188,50 \$	2 182,38 \$	2 182,38 \$	2 182,38 \$	2 182,38 \$	2 182,38 \$	2 182,38 \$	2 182,38 \$	2 182,38 \$	2 182,38 \$	2 182,38 \$	2 182,38 \$	2 182,38 \$
- CCR	1 366	12,75 \$	17 416,50 \$	1 451,38 \$	1 451,38 \$	1 451,38 \$	1 451,38 \$	1 451,38 \$	1 451,38 \$	1 451,38 \$	1 451,38 \$	1 451,38 \$	1 451,38 \$	1 451,38 \$	1 451,38 \$
- RTCPP	1 020	12,75 \$	13 005,00 \$	1 083,75 \$	1 083,75 \$	1 083,75 \$	1 083,75 \$	1 083,75 \$	1 083,75 \$	1 083,75 \$	1 083,75 \$	1 083,75 \$	1 083,75 \$	1 083,75 \$	1 083,75 \$
- Local Vacant	2 711	12,75 \$	34 565,25 \$	2 880,44 \$	2 880,44 \$	2 880,44 \$	2 880,44 \$	2 880,44 \$	2 880,44 \$	2 880,44 \$	2 880,44 \$	2 880,44 \$	2 880,44 \$	2 880,44 \$	2 880,44 \$
- Stationnement (17 places à 60,00 \$/mois)			12 240,00 \$	1 020,00 \$	1 020,00 \$	1 020,00 \$	1 020,00 \$	1 020,00 \$	1 020,00 \$	1 020,00 \$	1 020,00 \$	1 020,00 \$	1 020,00 \$	1 020,00 \$	1 020,00 \$
Revenus de location	18 510		248 242,50 \$	20 686,88 \$	20 686,88 \$	20 686,88 \$	20 686,88 \$	20 686,88 \$	20 686,88 \$	20 686,88 \$	20 686,88 \$	20 686,88 \$	20 686,88 \$	20 686,88 \$	20 686,88 \$
Charges d'exploitation															
- Énergie		3,08 \$	(57 010,80) \$	(4 750,90) \$	(4 750,90) \$	(4 750,90) \$	(4 750,90) \$	(4 750,90) \$	(4 750,90) \$	(4 750,90) \$	(4 750,90) \$	(4 750,90) \$	(4 750,90) \$	(4 750,90) \$	(4 750,90) \$
- Assurances		0,25 \$	(4 627,50) \$	(385,63) \$	(385,63) \$	(385,63) \$	(385,63) \$	(385,63) \$	(385,63) \$	(385,63) \$	(385,63) \$	(385,63) \$	(385,63) \$	(385,63) \$	(385,63) \$
- Sécurité et Télécoms		0,25 \$	(4 627,50) \$	(385,63) \$	(385,63) \$	(385,63) \$	(385,63) \$	(385,63) \$	(385,63) \$	(385,63) \$	(385,63) \$	(385,63) \$	(385,63) \$	(385,63) \$	(385,63) \$
- Entretien / réparation et autres		0,85 \$	(15 733,50) \$	(1 311,13) \$	(1 311,13) \$	(1 311,13) \$	(1 311,13) \$	(1 311,13) \$	(1 311,13) \$	(1 311,13) \$	(1 311,13) \$	(1 311,13) \$	(1 311,13) \$	(1 311,13) \$	(1 311,13) \$
- Audit		0,25 \$	(4 627,50) \$	(385,63) \$	(385,63) \$	(385,63) \$	(385,63) \$	(385,63) \$	(385,63) \$	(385,63) \$	(385,63) \$	(385,63) \$	(385,63) \$	(385,63) \$	(385,63) \$
- Administration		0,35 \$	(6 478,50) \$	(539,88) \$	(539,88) \$	(539,88) \$	(539,88) \$	(539,88) \$	(539,88) \$	(539,88) \$	(539,88) \$	(539,88) \$	(539,88) \$	(539,88) \$	(539,88) \$
Charges d'exploitation			(93 105,30) \$	(7 758,78) \$	(7 758,78) \$	(7 758,78) \$	(7 758,78) \$	(7 758,78) \$	(7 758,78) \$	(7 758,78) \$	(7 758,78) \$	(7 758,78) \$	(7 758,78) \$	(7 758,78) \$	(7 758,78) \$
Revenus nets d'exploitation			155 137,20 \$	12 928,10 \$	12 928,10 \$	12 928,10 \$	12 928,10 \$	12 928,10 \$	12 928,10 \$	12 928,10 \$	12 928,10 \$	12 928,10 \$	12 928,10 \$	12 928,10 \$	12 928,10 \$
2- Activités d'investissement et de financement															
Acquisition de l'immeuble															
- Déboursement du prix d'achat			(1 188 400,00) \$	(1 188 400,00) \$											
- Frais de mutation			(20 710,00) \$				(20 710,00) \$								
- Frais juridiques			(3 500,00) \$	(3 500,00) \$											
- Frais administratifs			(10 000,00) \$	(10 000,00) \$											
- Décontamination			(30 000,00) \$				(30 000,00) \$								
Sous-total Acquisition de l'immeuble			(1 252 610,00) \$	(1 201 900,00) \$	- \$	- \$	(50 710,00) \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Travaux de mise aux normes															
- Coût des travaux			(700 000,00) \$			(116 666,67) \$	(116 666,67) \$	(116 666,67) \$	(116 666,67) \$	(116 666,67) \$	(116 666,67) \$	(116 666,67) \$	(116 666,67) \$	(116 666,67) \$	(116 666,67) \$
- TPS et TVQ			(104 825,00) \$	- \$	- \$	(17 470,83) \$	(17 470,83) \$	(17 470,83) \$	(17 470,83) \$	(17 470,83) \$	(17 470,83) \$	(17 470,83) \$	(17 470,83) \$	(17 470,83) \$	(17 470,83) \$
- Remboursement de TPS et TVQ			104 825,00 \$						17 470,83 \$	17 470,83 \$	17 470,83 \$	17 470,83 \$	17 470,83 \$	17 470,83 \$	17 470,83 \$
Sous-total Travaux de mise aux normes			(700 000,00) \$	- \$	- \$	(134 137,50) \$	(134 137,50) \$	(134 137,50) \$	(116 666,67) \$	(116 666,67) \$	(116 666,67) \$	17 470,83 \$	17 470,83 \$	17 470,83 \$	- \$

Financement Mise de fonds												
- Mise de fonds CSCPP	35 000,00 \$	35 000,00 \$										
- Don Caisse Populaire Delorimier	50 000,00 \$	50 000,00 \$										
- Don Caisse Populaire Rosemont / La Petite Patrie	25 000,00 \$	25 000,00 \$										
- Subvention Arrondissement Rosemont / La Petite Patrie	150 000,00 \$	150 000,00 \$										
- Don Fondation Dollar D'Argent	50 000,00 \$	50 000,00 \$										
- Ville de Montréal (aide à l'achat)	300 000,00 \$	300 000,00 \$										
- Ville de Montréal (aide à la rénovation)	200 000,00 \$		- \$	- \$	- \$	116 666,67 \$	83 333,33 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Sous-total Financement Mise de Fonds	810 000,00 \$	610 000,00 \$	- \$	- \$	- \$	116 666,67 \$	83 333,33 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$

Financement Intérimaire													
- Retrait sur emprunt autorisé (incluant intérêts composés et frais financiers)	(1 179 677,66) \$	(591 900,00) \$	- \$	(136 209,15) \$	(186 919,15) \$	(20 019,22) \$	(36 535,93) \$	(119 939,33) \$	(120 067,21) \$	13 650,50 \$	13 230,27 \$	13 278,05 \$	(4 146,48) \$
- Intérêts intérimaires	(37 067,66) \$	- \$	(2 071,65) \$	(2 071,65) \$	(2 548,38) \$	(3 202,60) \$	(3 272,67) \$	(3 400,54) \$	(3 820,33) \$	(4 240,56) \$	(4 192,79) \$	(4 146,48) \$	(4 100,01) \$
-Frais financiers	6 011,00 \$	6 011,00 \$											
Sous-Total Financement Intérimaire	(585 889,00) \$	(2 071,65) \$	(138 280,80) \$	(189 467,53) \$	(23 221,81) \$	(39 808,60) \$	(123 339,88) \$	(123 887,54) \$	9 409,94 \$	9 037,48 \$	9 131,56 \$	(8 246,49) \$	

Années 2 à 6 - Détention

	Superficie Locative (pi²)	Taux unitaire (\$/pi²)	Montant Total	juin 2019 à mai 2020	juin 2020 à mai 2021	juin 2021 à mai 2022	juin 2022 à mai 2023	juin 2023 à mai 2024
1- Activités d'exploitation								
Revenus de location								
- CRAC	3 803	12,75 \$	242 441,25 \$	48 488,25 \$	48 488,25 \$	48 488,25 \$	48 488,25 \$	48 488,25 \$
- Remplacement FATA	4 880	12,75 \$	311 100,00 \$	62 220,00 \$	62 220,00 \$	62 220,00 \$	62 220,00 \$	62 220,00 \$
- CLPP	971	12,75 \$	61 901,25 \$	12 380,25 \$	12 380,25 \$	12 380,25 \$	12 380,25 \$	12 380,25 \$
- Au bas de l'échelle	1 705	12,75 \$	108 693,75 \$	21 738,75 \$	21 738,75 \$	21 738,75 \$	21 738,75 \$	21 738,75 \$
- MAC	2 054	12,75 \$	130 942,50 \$	26 188,50 \$	26 188,50 \$	26 188,50 \$	26 188,50 \$	26 188,50 \$
- CCR	1 366	12,75 \$	87 082,50 \$	17 416,50 \$	17 416,50 \$	17 416,50 \$	17 416,50 \$	17 416,50 \$
- RTCPP	1 020	12,75 \$	65 025,00 \$	13 005,00 \$	13 005,00 \$	13 005,00 \$	13 005,00 \$	13 005,00 \$
- Local Vacant	2 711	12,75 \$	155 543,63 \$	17 282,63 \$	34 565,25 \$	34 565,25 \$	34 565,25 \$	34 565,25 \$
- Stationnement (17 places à 60,00 \$/mois)	17	60,00 \$	65 945,90 \$	12 546,00 \$	12 859,65 \$	13 181,14 \$	13 510,67 \$	13 848,44 \$
Revenus de location	18 510		1 228 675,77 \$	231 265,88 \$	248 862,15 \$	249 183,64 \$	249 513,17 \$	249 850,94 \$
Charges d'exploitation								
- Énergie		3,16 \$	(307 159,18) \$	(58 436,07) \$	(59 896,97) \$	(61 394,40) \$	(62 929,26) \$	(64 502,49) \$
- Assurances		0,26 \$	(24 931,75) \$	(4 743,19) \$	(4 861,77) \$	(4 983,31) \$	(5 107,89) \$	(5 235,59) \$
- Sécurité et Télécoms		0,26 \$	(24 931,75) \$	(4 743,19) \$	(4 861,77) \$	(4 983,31) \$	(5 107,89) \$	(5 235,59) \$
- Entretien / réparation et autres		0,87 \$	(84 767,96) \$	(16 126,84) \$	(16 530,01) \$	(16 943,26) \$	(17 366,84) \$	(17 801,01) \$
- Audit		0,26 \$	(24 931,75) \$	(4 743,19) \$	(4 861,77) \$	(4 983,31) \$	(5 107,89) \$	(5 235,59) \$
- Administration		0,36 \$	(34 904,45) \$	(6 640,46) \$	(6 806,47) \$	(6 976,64) \$	(7 151,05) \$	(7 329,83) \$
Charges d'exploitation			(501 626,84) \$	(95 432,93) \$	(97 818,76) \$	(100 264,22) \$	(102 770,83) \$	(105 340,10) \$
Revenus nets d'exploitation			727 048,93 \$	135 832,94 \$	151 043,39 \$	148 919,42 \$	146 742,34 \$	144 510,84 \$

2- Mouvements de trésorerie

Encaisse au début de la période	155 137,20 \$	202 461,74 \$	264 996,73 \$	325 407,75 \$	383 641,68 \$
Revenus nets d'exploitation	135 832,94 \$	151 043,39 \$	148 919,42 \$	146 742,34 \$	144 510,84 \$
Remboursement Hypothécaire					
- Remboursement d'intérêts	(49 220,44 \$)	(47 553,02 \$)	(45 814,84 \$)	(44 002,88 \$)	(42 114,02 \$)
- Remboursement de capital	(39 287,96 \$)	(40 955,38 \$)	(42 693,57 \$)	(44 505,52 \$)	(46 394,38 \$)
Sous-Total Remboursement Hypothécaire	(88 508,40 \$)	(88 508,40 \$)	(88 508,40 \$)	(88 508,40 \$)	(88 508,40 \$)

Ratio de couverture de dette	1,53	1,71	1,68	1,66	1,63
Encaisse en fin de période	202 461,74 \$	264 996,73 \$	325 407,75 \$	383 641,68 \$	439 644,12 \$

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE GDD 119 4970 002

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier de la Ville, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836;

Numéro d'inscription TPS : 121364749

Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CENTRE SOCIAL ET COMMUNAUTAIRE DE LA PETITE PATRIE**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), ayant sa place d'affaires au 6839, rue Drolet, bureau 306, Montréal, Québec, H2S 2T1, agissant et représentée par Mme Anne Thibault, présidente, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : N/A

Numéro d'inscription T.V.Q. : N/A

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission d'établir et d'administrer le Centre social et communautaire de la Petite Patrie au profit de la population de La Petite-Patrie et des environs;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour réaliser son projet qui consiste à acquérir et mettre aux normes l'immeuble situé au 6839, rue Drolet à Montréal;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement pour la portion acquisition de l'immeuble situé au 6839, rue Drolet à Montréal, et ce, conditionnellement à l'acquisition dudit immeuble;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujéti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2 DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

- 2.1 « Annexe 1 » :** la description du Projet;
- 2.2 « Annexe 2 » :** le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;
- 2.3 « Projet » :** le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
- 2.4 « Rapport annuel » :** le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;
- 2.5 « Reddition de compte » :** les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion;
- 2.6 « Responsable » :** la directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;
- 2.7 « Unité administrative » :** le Service de la diversité et de l'inclusion sociale de la Ville.

ARTICLE 3 OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet

uniquement pour sa portion touchant l'acquisition de l'immeuble situé au 6839, rue Drolet à Montréal (excluant les travaux d'aménagement ou de mise aux normes).

ARTICLE 4 **OBLIGATIONS DE L'ORGANISME**

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

- 4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;
- 4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

- 4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;
- 4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

- 4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;
- 4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

- 4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les soixante (60) jours de la Date de terminaison;

- 4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;
- 4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;
- 4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;
- 4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de **CENT MILLE** dollars (**100 000 \$**) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;
- 4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de **CENT MILLE** dollars (**100 000 \$**), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de **CENT MILLE** dollars (**100 000 \$**) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5 **OBLIGATIONS DE LA VILLE**

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **CINQ CENT MILLE** dollars (**500 000 \$**), incluant toutes les taxes applicables, devant être affectée à la réalisation du Projet pour son volet acquisition du 6839, rue Drolet.

5.2 Versements

Cette somme maximale sera entièrement remise à l'Organisme en un seul versement, déposé dans un compte en fidéicommiss au nom du notaire désigné pour réaliser cette transaction, conditionnellement à l'obtention par la Responsable d'une preuve attestant que la Commission scolaire de Montréal vend l'immeuble situé au 6839, rue Drolet à Montréal au Centre social et communautaire de la Petite Patrie.

Tout versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6 **GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE**

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7 **DÉFAUT**

- 7.1** Il y a défaut :
- 7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;
 - 7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;
 - 7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;
 - 7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.
- 7.2** Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.
- 7.3** Dans les cas prévus aux sous-paragraphe 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.
- 7.4** S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8 **RÉSILIATION**

- 8.1** La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.
- 8.2** L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.
- 8.3** Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9 **DURÉE**

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le **31 décembre 2019**.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10 **ASSURANCES**

- 10.1** L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de **DEUX MILLIONS** dollars (**2 000 000 \$**) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
- 10.2** De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.
- 10.3** L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11 **LICENCE**

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 12 **DÉCLARATIONS ET GARANTIES**

- 12.1** L'Organisme déclare et garantit :
- 12.1.1** qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

- 12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;
- 12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;
- 12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13 **DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 6839, rue Drolet, bureau 306, Montréal, Québec, H2S 2T1, et tout avis doit être adressé à l'attention de la présidente. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 4^e étage, Montréal, Québec, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemple ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le^e jour de 2019

VILLE DE MONTRÉAL

Par _____
Yves Saindon, greffier

Le^e jour de 2019

**CENTRE SOCIAL ET COMMUNAUTAIRE
DE LA PETITE PATRIE**

Par : _____
Anne Thibault, présidente

Cette convention a été approuvée par le conseil municipal de la Ville de Montréal, le ^e jour de 2019 (Résolution CM19).

ACQUISITION ET TRANSFORMATION DU 6839 DROLET

UN PROJET DU
CENTRE SOCIAL
ET COMMUNAUTAIRE
DE LA PETITE-PATRIE

- Au bas de l'échelle
 - Comité logement de la Petite Patrie
 - Conseil canadien pour les réfugiés
 - Femmes Regroupées en Options Non Traditionnelles (F.R.O.N.T.)
 - Mouvement Action-Chômage de Montréal
- ← ENTRÉE PAR LA PORTE DU CÔTÉ GAUCHE

Terrain Privé

TABLE DES MATIÈRES

L'ORGANISME PROMOTEUR: LE CENTRE SOCIAL ET COMMUNAUTAIRE DE LA PETITE-PATRIE	4
LE PROJET: PÉRENNISER LES SERVICES COMMUNAUTAIRES	5
LES GROUPES LOCATAIRES	6
Au bas de l'échelle	
Centre de ressources et d'action communautaire de La Petite-Patrie	
Comité logement de La Petite-Patrie	
Conseil canadien pour les réfugiés	
Fondation pour l'aide aux travailleuses et travailleurs accidentés (FATA)	
Mouvement Action-Chômage de Montréal	
Regroupement des tables de concertation de La Petite-Patrie	
PARTENAIRES	10
PHASE I - ACQUISITION DU BÂTIMENT	12
PHASE II - TRANSFORMATION DU BÂTIMENT	14
PLANS	15
VIABILITÉ DU PROJET	18

L'ORGANISME PROMOTEUR: LE CENTRE SOCIAL ET COMMUNAUTAIRE DE LA PETITE-PATRIE

Le Centre Social et Communautaire de La Petite-Patrie (ci-après «Le Centre»), un organisme à but non lucratif, offre une diversité d'activités et de services qui rejoignent chaque année 180 groupes et près de 20 000 personnes.

Carrefour incontournable de la vie collective du quartier et des environs, il permet d'améliorer les conditions de vie, de logement, l'intégration à la société et au marché du travail ainsi que l'accès à une alimentation saine et à bas prix au plus grand nombre. Il favorise ainsi la réussite des enfants du quartier, en particulier ceux issus des familles les plus défavorisées.

IL EST COMPOSÉ DE 7 ORGANISMES À BUT NON LUCRATIF

- ▶ Au bas de l'échelle
- ▶ Centre de ressources et d'action communautaire de La Petite-Patrie (CRAC)
- ▶ Comité logement de La Petite-Patrie
- ▶ Conseil canadien pour les réfugiés
- ▶ Fondation d'aide aux travailleurs et travailleuses accidentés
- ▶ Mouvement Action-Chômage Montréal
- ▶ Regroupement des tables de concertation de La Petite-Patrie

SA MISSION

- ▶ Rendre accessible des services à caractère social et communautaire à la population du quartier de La Petite-Patrie, notamment aux personnes défavorisées économiquement et/ou socialement;
- ▶ Promouvoir le développement du bien-être, de la santé, des aspirations éducatives et de justice sociale au profit de la population de La Petite-Patrie;
- ▶ Établir et administrer un centre social et communautaire au profit de la population de La Petite-Patrie et des environs;



LE PROJET: PÉRENNISER LES SERVICES COMMUNAUTAIRES

Dans le but de maintenir les activités et les services offerts à la population et afin d'éviter l'éviction, Le Centre doit acquérir le bâtiment qu'il occupe à titre de locataire. Situé au 6839, rue Drolet, au cœur du quartier La Petite-Patrie et à deux pas du Marché Jean-Talon, les organismes qui composent Le Centre sont locataires depuis plus de 40 ans d'une propriété excédentaire de la Commission scolaire de Montréal (CSDM) et ont bénéficié jusqu'à maintenant de loyers abordables, ce qui a permis aux organismes qui composent Le Centre de survivre.

PHASE I : ACQUISITION

Devant la volonté de la CSDM de vendre l'édifice et de se voir évincés, les groupes communautaires occupants ont décidé de l'acquérir. C'est dans ce but que Le Centre a été mis sur pied en 2011. Depuis, Le Centre a entrepris les démarches administratives requises et a signé une offre de vente de la CSDM au montant de 1 188 400 \$. Afin de concrétiser l'achat de la propriété, Le Centre doit maintenant finaliser son financement.

L'acquisition permettra, entre autres, une mise en commun des locaux, de services administratifs et un regroupement d'achats qui contribueront à réduire les frais et à incarner au mieux les valeurs de justice sociale et de développement durable du Centre. Cette mise en commun contribuera également à nourrir le réseautage et la synergie entre les groupes communautaires qui participent au renforcement et à la cohésion du tissu social.

PHASE II : TRANSFORMATION DU BÂTIMENT

Suite à l'acquisition du bâtiment, Le Centre Social et Communautaire de La Petite-Patrie devra procéder à la rénovation du bâtiment, qui nécessite plusieurs travaux de mise à niveau. De plus, des améliorations locatives devront être réalisées afin d'augmenter la performance du bâtiment et créer de nouveaux espaces locatifs.

Le projet de transformation prévoit un réaménagement qui permettra de dégager quelque 5000 pi² dans l'édifice pour accueillir de nouveaux locataires. Cet ajout de nouveaux groupes aux missions complémentaires et aux clientèles variées va contribuer à diversifier l'offre de services à la population et à répondre à ses différents besoins.

LES GROUPES LOCATAIRES



Au bas de l'échelle

Au bas de l'échelle est un organisme communautaire à portée nationale, qui œuvre depuis 40 ans à l'amélioration des conditions de travail et de vie des personnes non syndiquées (60 % de la main-d'œuvre québécoise).

Au bas de l'échelle publie également des documents de vulgarisation et d'analyse juridiques sur les droits au travail comme *L'ABC des personnes non syndiquées : Vos droits au travail*, une référence sur l'ensemble des droits et recours pour les travailleuses et travailleurs du Québec.

Réalisations

Au bas de l'échelle analyse les lacunes de la Loi sur les normes du travail et propose des solutions pour améliorer les conditions de travail des travailleuses et des travailleurs les plus précaires.

En 2015, *Au bas de l'échelle* a publié un cadre de référence sur la conciliation travail-famille destiné aux organismes communautaires. Celui-ci a été envoyé à plus de 1 200 organismes communautaires à travers le Québec.

Locataires du 6938, rue Drolet depuis 32 ans
Nombre de personnes rejointes : 4000
www.aubasdelechelle.ca



Centre de ressources et d'action communautaire de La Petite-Patrie

Le Centre de ressources et d'action communautaire de La Petite-Patrie est un organisme de lutte contre la pauvreté qui centre son activité sur de la sécurité alimentaire, de l'éducation populaire et de la défense des droits économiques et sociaux. Le CRAC-PP est un organisme de première ligne qui dessert des personnes de La Petite-Patrie très fortement défavorisées et qui vivent souvent des problèmes de santé mentale, de toxicomanie, d'alcoolisme, d'isolement extrême, de logements insalubres ou d'endettement chronique.

Réalisations

Le Magasin-Partage de la rentrée scolaire offre aux familles une épicerie axée sur des produits constituant un bon déjeuner, une boîte à lunch complète ainsi que des fournitures scolaires choisies par les enfants.

Épicerie Solidaire (projet en cours)

Le but de ce projet est de favoriser la prise en charge par eux-mêmes des ménages à faibles revenus en brisant la dynamique des banques alimentaires, où l'individu n'a pas le choix de ses denrées. L'épicerie solidaire se veut un lieu convivial, propice à l'éducation populaire, à l'animation et à l'échange d'information.

Locataires du 6938, rue Drolet depuis 17 ans
Nombre de personnes rejointes : 638





Comité logement de La Petite-Patrie

Le Comité logement de La Petite-Patrie a pour mandat d'informer, de sensibiliser, de défendre et de représenter les résidents du quartier, prioritairement celles et ceux socioéconomiquement défavorisés, sur toutes questions relatives à l'habitation et à l'aménagement urbain. Les deux principaux volets d'action du comité logement sont la défense des droits des locataires et le développement du logement social.

Réalisations

Obtention de 155 logements sociaux sur le site des Ateliers municipaux.
Outils d'information des droits des locataires produits par et pour les aînés – distribution de 1000 trousseaux.

Locataires du 6938, rue Drolet depuis 7 ans
Nombre de personnes rejointes par année : 2 714
www.comitelogementpetitepatrie.org



Conseil canadien pour les réfugiés

Le Conseil canadien pour les réfugiés (CCR) est un organisme pancanadien de regroupement sans but lucratif qui se voue à la défense des droits et à la protection des réfugiés et d'autres migrants vulnérables, au Canada et dans le monde, et à l'établissement des réfugiés et des immigrants au Canada. Ses membres sont des organismes impliqués dans l'établissement, le parrainage et la protection des réfugiés et des immigrants. Le Conseil est au service de ses membres pour leurs besoins en matière d'échange d'informations et d'expériences et de défense des droits.

Réalisations

La Marche avec les réfugiés

Dans le cadre de la campagne *Fiers de protéger les réfugiés*, le CCR a créé et coordonné la Marche avec les réfugiés. L'objectif principal de ces marches communautaires est de redonner la parole aux personnes réfugiées, démontrant ainsi comment les réfugiés enrichissent nos vies et pourquoi il faut continuer à défendre leurs droits au Canada afin de maintenir cette forte tradition.

Du 16 au 22 juin 2014, de l'Île de Vancouver jusqu'à Terre-Neuve, plus d'une quinzaine de communautés ont parcouru plus de 1400 km dans le cadre de la Marche avec les réfugiés pour une société plus forte, afin de changer la conversation à propos des réfugiés et des autres personnes en quête de protection près de chez nous.

Réseau pancanadien sur la traite des personnes

Le 26 novembre 2014, le CCR a tenu un forum pancanadien sur la traite des personnes dans le cadre de sa *Consultation d'automne 2014* à Gatineau. Ce forum a été une occasion d'apprentissage, de partage d'expériences et de réseautage pour les personnes qui œuvrent pour la protection des personnes ayant subi la traite et pour sensibiliser le public au sujet de la traite au Canada.

Le forum a facilité les échanges constructifs entre des représentants d'organisations non gouvernementales, des prestataires de services, des universitaires ainsi que des représentants des différents paliers du gouvernement et des forces policières œuvrant dans le domaine de la traite. Plus de cinquante personnes en provenance de l'Ontario, du Québec, du Nouveau-Brunswick, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique ont participé au forum.

Locataires du 6938, rue Drolet depuis 24 ans
Nombre de groupes rejoints : 180
www.ccrweb.ca



Fondation pour l'aide aux travailleuses et travailleurs accidentés (FATA)

La Fondation pour l'aide aux travailleuses et aux travailleurs accidentés (FATA) est un organisme à but non lucratif fondé pour venir en aide aux personnes victimes de lésions professionnelles qui ont des difficultés à faire reconnaître leurs droits par la CSST.

La FATA est un organisme complètement autonome, libre de toute allégeance politique ou syndicale. Ses services s'adressent à toute personne victime d'une lésion professionnelle (accidents de travail, maladies professionnelles)

Elle offre des services d'information sur les droits de défense devant les tribunaux administratifs et d'expertise médicale.

Réalisations

Depuis ses débuts, l'organisme a représenté plus de 17 000 travailleurs et travailleuses devant les tribunaux administratifs. L'organisme a formé plusieurs conseillers en défense qui sont maintenant en mesure de défendre les travailleurs dans différentes organisations syndicales.

Locataires du 6938, rue Drolet depuis 31 ans
Nombre de personnes rejointes chaque année : 600
www.fata.qc.ca



Mouvement Action-Chômage de Montréal

Le Mouvement Action-Chômage de Montréal (MAC) est un groupe communautaire autonome d'éducation populaire et de défense des droits des chômeuses et chômeurs. Le MAC participe quotidiennement à la sauvegarde et à l'amélioration du régime d'assurance-chômage et du filet de sécurité sociale. Le MAC tire notamment sa force de son autonomie et de son indépendance et accorde une grande importance à la transformation sociale.

Réalisations

L'équipe du MAC de Montréal représente depuis avril 2013, 375 ex travailleuses et travailleurs d'Air Canada/Aveos relativement à un problème de trop-payé en matière d'assurance-chômage. En résumé, la Commission de l'assurance-chômage demande à ces personnes de rembourser une partie des prestations reçues en raison d'une indemnité qui leur a été payée par Air Canada, alors que leur dernier employeur était Aveos.

Le 4 juillet 2013, le MAC de Montréal a gagné une cause importante en Cour d'appel fédérale. En effet, l'arrêt Lafrenière, plaidé par Me Hans Marotte du MAC de Montréal, ouvre une brèche dans la *Loi sur l'assurance-emploi* permettant à certaines enseignantes et certains enseignants à statut précaire d'avoir des prestations d'assurance-chômage (ce qui n'était pas possible avant).

Locataires du 6938, rue Drolet depuis 31 ans
Nombre de personnes rejointes : 10 383
www.macmtl.qc.ca





Regroupement des tables de concertation de La Petite-Patrie

Le RTCPP veille à développer une vision et soutenir des actions afin d'améliorer la qualité de vie dans le quartier. Il agit au profit de la population en facilitant les collaborations entre les différentes organisations du quartier, avec une préoccupation particulière pour l'éducation populaire et le développement du bien-être et de la santé. Il s'appuie notamment sur des valeurs de justice sociale, de démocratie participative, de solidarité, de respect et de dignité de la personne.

Réalisations

2010 : Organisation du forum social de La Petite-Patrie qui a permis de déterminer 10 priorités de quartier.

2015 : Édition des carte-ressources PetitePatrie.org en 20 000 exemplaires et distribution au porte-à-porte dans tout le quartier.

Locataire du 6839, rue Drolet depuis 4 ans
Nombre de groupes rejoints : 75
www.petitepatrie.org



NOUVEAUX GROUPES LOCATAIRES

Le Centre social et communautaire de La Petite-Patrie recrutera plusieurs nouveaux locataires pour occuper les 5000 pi² qu'il est prévu de rajouter aux espaces existants.

Les organismes qui ont exprimé l'intérêt de se rajouter à ceux occupant actuellement le bâtiment sont les suivant :

- ▶ La table de concertation des aînés de Montréal
- ▶ L'Entre-Gens
- ▶ Perspective jeunesse
- ▶ Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec
- ▶ Union des consommateurs
- ▶ Regroupement des centres de la petite enfance de l'île de Montréal

L'arrivée des nouveaux organismes communautaires permettra la consolidation des activités communautaires au 6839 Drolet et rajoutera une plus-value significative au quartier de La Petite-Patrie.

PARTENAIRES

Plusieurs partenaires clefs de la collectivité soutiennent politiquement et financièrement le projet d'acquisition de la propriété à la CSDM afin que des services communautaires de qualité puissent être offerts encore longtemps aux résidents de La Petite-Patrie.

Le Centre a déjà reçu l'appui de :

- ▶ Arrondissement Rosemont–La Petite-Patrie
- ▶ Bâtir son quartier
- ▶ Caisse Desjardins de Lorimier-Villeray
- ▶ Caisse Desjardins de Rosemont–La Petite-Patrie
- ▶ Centraide du Grand Montréal
- ▶ CSSS du Cœur-de-l'île
- ▶ CDEC Rosemont–La Petite-Patrie
- ▶ Conseiller municipal de St-Édouard, M. François Limoge
- ▶ Députée de Gouin, Mme Françoise David
- ▶ Député de Rosemont–La Petite-Patrie, M. Alexandre Boulerice
- ▶ Fondation Dollar d'argent
- ▶ Robert Constantin, architecte
- ▶ Société de développement Angus (SDA)

Société de développement Angus

La SDA est une entreprise d'économie sociale qui a pour mission de réaliser des projets de revitalisation urbaine en misant sur les principes du développement durable et en générant des retombées significatives pour la communauté. Son projet phare est le Technopôle Angus, un parc d'entreprises et un milieu de vie en plein essor, au cœur de Montréal. Aujourd'hui développé à 50 %, le Technopôle Angus poursuit son développement et est déjà un projet de référence en matière de développement économique et de développement durable.

La SDA agit également à titre de gestionnaire de projet pour différents clients notamment le Théâtre La Licorne et Le Diamant, à Québec. C'est à ce titre que la SDA est mandatée par Le Centre Social et Communautaire de La Petite-Patrie. La SDA accompagne Le Centre dans toutes les étapes liées à l'acquisition du bâtiment et dans le développement du projet. Cette étape comprend la conception, la surveillance des travaux de construction et la mise en service du bâtiment.

Bâtir son quartier

Bâtir son quartier offre aux groupes promoteurs (citoyens, organismes communautaires et offices municipaux d'habitation) les services d'accompagnement, de coordination, de formation et de support technique et administratif nécessaires à la mise sur pied de projets d'habitation communautaire, qu'ils soient coopératifs ou à but non lucratif.

Au fil de cet accompagnement, les individus développent leurs compétences et leur capacité à travailler ensemble afin de prendre en charge leur projet d'habitation et d'instaurer dès le départ les principes de démocratie, de participation et de solidarité. Bâtir son quartier a accompagné Le Centre Communautaire de La Petite-Patrie dans le développement de son modèle financier pour l'acquisition et a coordonné l'ensemble des professionnels qui ont évalué les travaux de transformation et de mise aux normes du bâtiment.

Robert Constantin, architecte

L'architecte Robert Constantin, partenaire dans la firme Intercom Services Immobilier, accompagne Le Centre pour l'appuyer dans l'évaluation de ses besoins et des coûts reliés aux travaux d'aménagement et de mise aux normes. Il est responsable de la production des plans de réaménagement de l'édifice et de l'évaluation des coûts des travaux.



Rosemont - Le Plateau
Place Shamrock

Les rendez-vous de l'été!

PROGRAMMATION ESTIVALE 2014

Un calendrier d'événements qui se déroulent sur le plateau Rosemont - Le Plateau, du dimanche au dimanche.

DATE	HEURE	ACTIVITÉ
10 août	14h - 18h	Concert de la chorale de la paroisse St-Joseph
17 août	10h - 12h	Atelier de cuisine pour enfants
24 août	18h - 20h	Concert de la chorale de la paroisse St-Joseph
31 août	14h - 18h	Concert de la chorale de la paroisse St-Joseph
7 septembre	10h - 12h	Atelier de cuisine pour enfants
14 septembre	18h - 20h	Concert de la chorale de la paroisse St-Joseph
21 septembre	10h - 12h	Atelier de cuisine pour enfants
28 septembre	18h - 20h	Concert de la chorale de la paroisse St-Joseph
5 octobre	10h - 12h	Atelier de cuisine pour enfants
12 octobre	18h - 20h	Concert de la chorale de la paroisse St-Joseph
19 octobre	10h - 12h	Atelier de cuisine pour enfants
26 octobre	18h - 20h	Concert de la chorale de la paroisse St-Joseph
2 novembre	10h - 12h	Atelier de cuisine pour enfants
9 novembre	18h - 20h	Concert de la chorale de la paroisse St-Joseph
16 novembre	10h - 12h	Atelier de cuisine pour enfants
23 novembre	18h - 20h	Concert de la chorale de la paroisse St-Joseph
30 novembre	10h - 12h	Atelier de cuisine pour enfants
7 décembre	18h - 20h	Concert de la chorale de la paroisse St-Joseph

Montreal

PHASE I

ACQUISITION DU BÂTIMENT

Fiche bâtiment

Aire du bâtiment	18 509 pi ² utilisables
Hauteur	3 étages
Usage	E-4 (1) Équipements éducatifs et culturels
Année de construction	1930
Espaces de stationnement	10
Coût d'acquisition	1 188 400\$

Le bâtiment situé au 6839 Drolet dans l'arrondissement Rosemont–La Petite-Patrie, est l'ancienne école Saint-Philippe Benizi qui a été construite en 1930 par l'architecte Ernest Cormier. La propriété est utilisée par des organismes communautaires depuis plus de 40 ans. Le bâtiment de 3 étages en béton offre 18 509 pi² locatifs par les organismes promoteurs du projet. Une dizaine de cases de stationnement extérieures sont offertes en périphérie du bâtiment.

Zonage protégé

Le zonage du bâtiment est actuellement de catégorie E4(1), soit «Équipements éducatifs et culturels» et ce, même s'il est occupé depuis plus de 40 ans par des organismes communautaires du quartier. En y maintenant des activités socio-communautaires, il ne sera pas nécessaire de faire une demande de modification du zonage auprès des autorités de l'Arrondissement Rosemont–La Petite-Patrie. D'ailleurs, les élus de l'arrondissement ont exprimé à plusieurs reprises leur intention de ne pas accorder de dérogation au règlement de zonage, afin de protéger les services socio-communautaires qui sont offerts à la population de La Petite-Patrie.

Décontamination

Des caractérisations environnementales de la propriété (Phase I et II) ont été réalisées, d'abord pour le compte de la CSDM en 2010 par les Laboratoires Shermont, et ont démontré que le bâtiment contient des contaminants. Suite à une caractérisation supplémentaire produite par la firme EXP en mai 2014 pour le compte du Centre, l'estimé des coûts de décontamination du bâtiment s'élèverait à près de 80 000 \$.

Financement

La mise de fond pour l'acquisition du 6839 Drolet repose sur une contribution financière des organismes de 35 000\$ ainsi que 775 000 \$ de subvention venant de diverses sources. À ce stade d'avancement du projet, 275 000\$ de subventions ont été confirmées. Le complément du financement provient d'un prêt hypothécaire de 492 610 \$.

Montage financier

ACQUISITION

Frais d'achat du 6839 Drolet

Prix de vente du bâtiment	1 188 400 \$
Frais de mutation	20 710 \$
Frais juridiques	3 500 \$
Frais administratifs	10 000 \$
Décontamination	80 000 \$
Total achats	1 302 610 \$

FINANCEMENT

Mise de fonds

Contribution organismes CSCPP	35 000 \$
Total mise de fonds	35 000 \$

Emprunts

Prêt hypothécaire	492 610 \$
Total emprunts	492 610 \$

Dons et subventions

Caisse populaire De Lorimier	50 000 \$
Caisse populaire Rosemont–La Petite-Patrie	25 000 \$
Arrondissement Rosemont–La Petite-Patrie	150 000 \$
Fondation Dollar d'argent	50 000 \$
Programme d'infrastructures en entrepreneuriat collectif (PIEC) (à confirmer)	500 000 \$
Total subventions	775 000 \$
Total du financement	1 302 610 \$



PHASE II TRANSFORMATION DU BÂTIMENT

Afin d'évaluer les travaux requis, Le Centre s'est adjoint les services de différents professionnels pour réaliser un rapport de faisabilité et évaluer les travaux de mises aux normes et d'améliorations locatives.

Mise aux normes

Le rapport de faisabilité a démontré que le bâtiment est, de façon générale, en bon état, mais qu'il nécessite différents travaux.

Incluant, mais ne se limitant pas à :

- Réparation de l'enveloppe de briques
- Réparation à la chaufferie et remplacement du système de chauffage pour permettre une meilleure performance énergétique
- Réfection du béton composant les fondations et la structure du bâtiment
- Plusieurs mises aux normes pour répondre au Code national du bâtiment et aux critères de l'accessibilité universelle
- Modernisation des salles de bains
- Remplacement de l'entrée électrique et réfection de la distribution
- Modification du réseau d'alarme-incendie

Les professionnels chiffrent les coûts de l'ensemble des travaux, avant contingence et avant taxes à 572 393 \$.

Améliorations locatives

Le bâtiment actuel ayant encore la configuration d'une école, les travaux d'améliorations locatives consistent principalement à l'amélioration de la performance des espaces de travail. Ces travaux sont essentiels afin d'augmenter le nombre de locataires du bâtiment et ainsi maximiser les revenus de location. De plus, Le Centre projette moderniser les finis, l'éclairage ainsi que des portes et fenêtres. Les travaux, selon les estimations des architectes, se chiffrent à 446 310\$ avant taxes.

Le coût total des travaux est donc évalué à 1 018 703\$. Auquel s'ajoute une contingence de travaux 10%, des frais pour le travail des professionnels ainsi que d'autres dépenses pour les permis, le financement et l'administration. Le total des coûts liés à la phase II s'élève à 1 394 309\$. Le tableau suivant détaille ces coûts.

Les pages suivantes présentent les plans du réaménagement des trois étages du Centre, tel que conceptualisé par les professionnels afin de répondre aux besoins actuels et futurs des locataires.

Financement

Afin de financer la phase II, Le Centre doit s'appuyer sur différentes subventions publiques, tel une subvention de 500 000 \$ de la Ville de Montréal. Il est important ici de noter que les subventions provenant du PIEC et de la Ville de Montréal pourraient être divisées entre les phases 1 et 2 du projet.

Montage financier

TRAVAUX

Frais des travaux	
Immeuble de base	572 393 \$
Amélioration locative	446 310 \$
Contingences	101 870 \$
Honoraires professionnels	168 595 \$
Frais de permis	11 603 \$
Financement intérimaire	65 039 \$
Réserve pour taxes	13 500 \$
Autres frais	15 000 \$
Total travaux	1 394 309 \$

FINANCEMENT

Emprunts

Prêt hypothécaire	894 309 \$
Total emprunts	894 309 \$

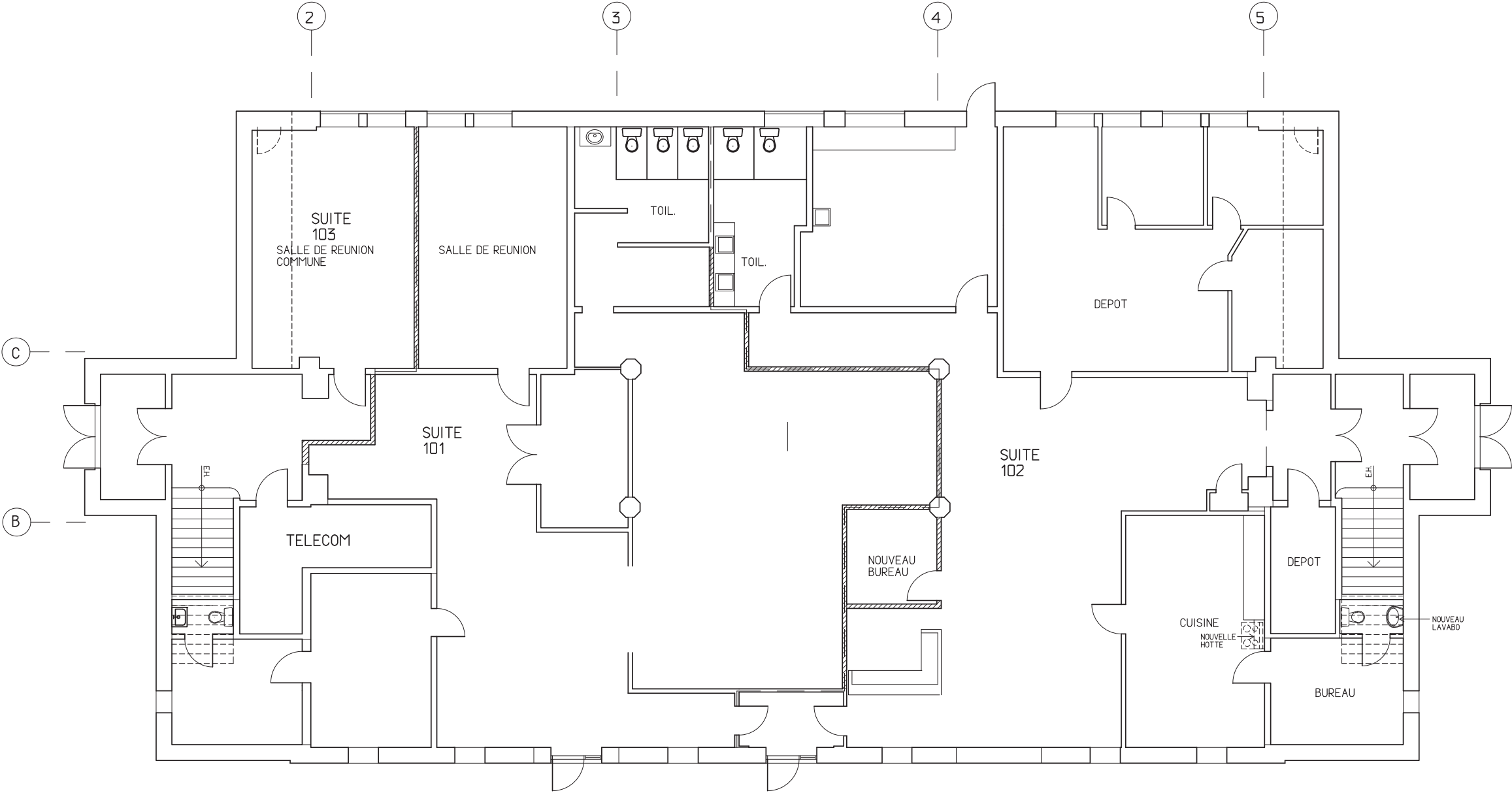
Dons et subventions

Ville de Montréal (à confirmer)	500 000 \$
Total subventions	500 000 \$
Total du financement	1 394 309 \$

REZ-DE CHAUSSÉE

TABLEAU DES SUPERFICIES:

NO. DE LA SUITE	NOM DU LOCATAIRE	SUPERFICIE UTILISABLE	SUPERFICIE LOCATIVE
6859A-101	GRUPE-CONSEIL SAINT-DENIS	2577 P.CAR.	2619 P.CAR.
6859-102	CRAC	3000 P.CAR.	3050 P.CAR.
6859A-103	SALLE DE REUNION COMMUNE	356 P.CAR.	362 P.CAR.
TOTAL:		5 933 P.CAR.	6 031 P.CAR.

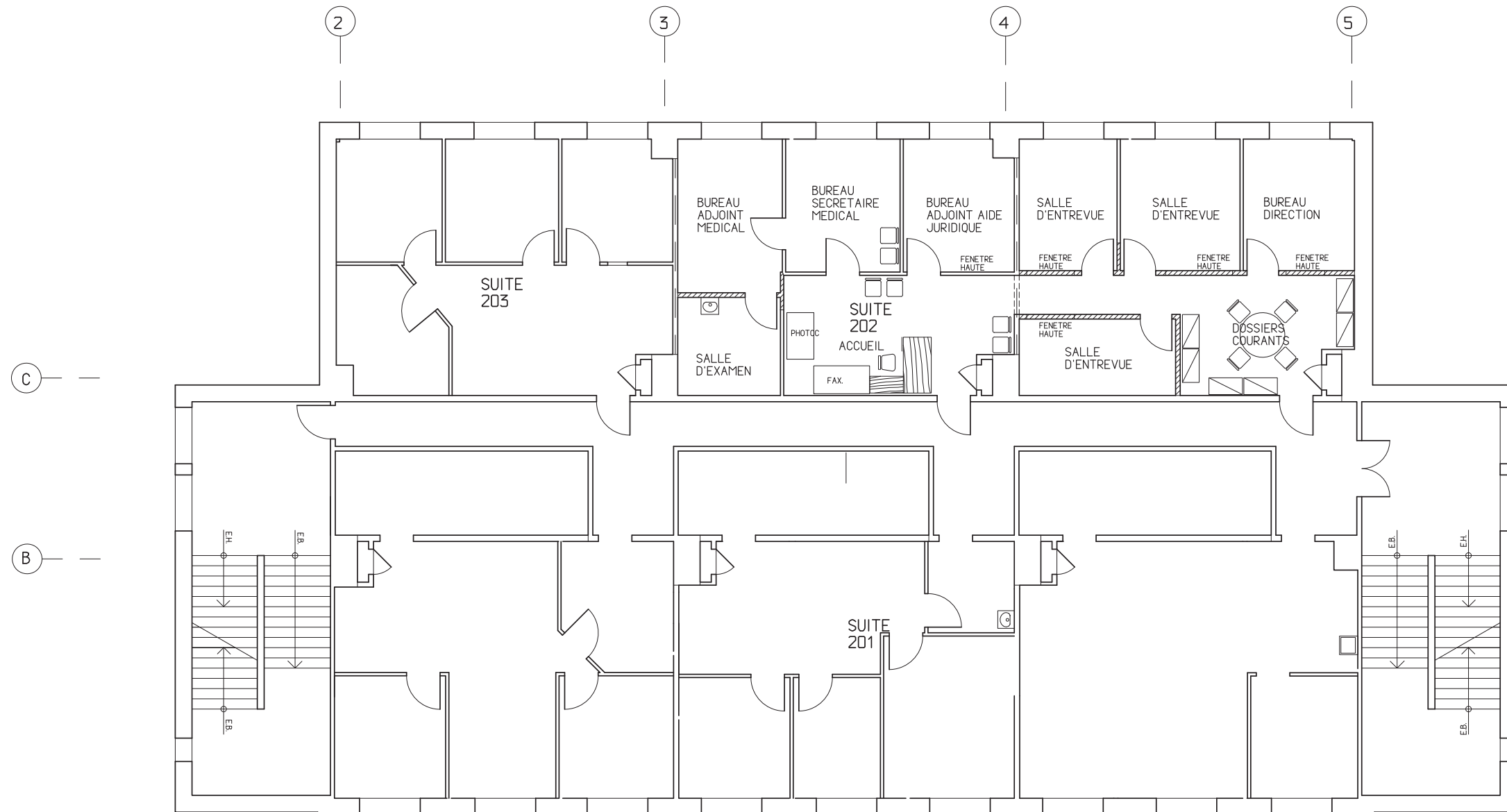


RUE DROLET

1^{ER} ÉTAGE

TABLEAU DES SUPERFICIES:

NO. DE LA SUITE	NOM DU LOCATAIRE	SUPERFICIE UTILISABLE	SUPERFICIE LOCATIVE
6839A-201	GROUPE-CONSEIL SAINT-DENIS	2619 P.I.C.A.R.	3029 P.I.C.A.R.
6839A-202	FATA	1 390 P.I.C.A.R.	1608 P.I.C.A.R.
6839A-203	COMITE LOGEMENT PETITE-PATRIE	681 P.I.C.A.R.	788 P.I.C.A.R.
TOTAL:		4 690 P.I.C.A.R.	5425 P.I.C.A.R.

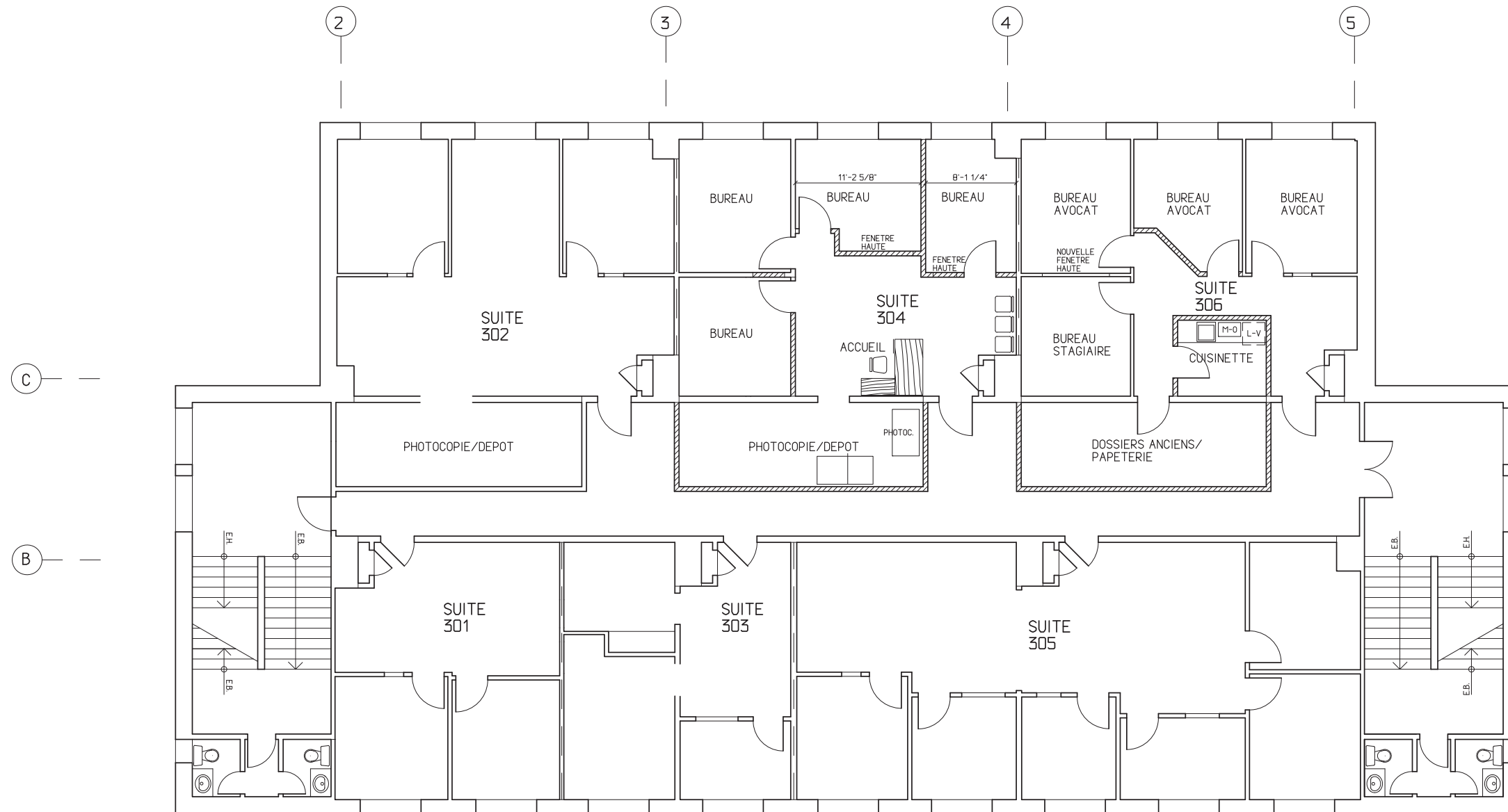


RUE DROLET

2^E ÉTAGE

TABLEAU DES SUPERFICIES:

NO. DE LA SUITE	NOM DU LOCATAIRE	SUPERFICIE UTILISABLE	SUPERFICIE LOCATIVE
6839A-501	REGROUPEMENT DES TABLES DE CONCERTATION DE LA PETITE-PATRIE	458 P.CAR.	529 P.CAR.
6839A-502	CONSEIL CANADIEN POUR LES REFUGIES	857 P.CAR.	990 P.CAR.
6839A-503	FRONT	467 P.CAR.	539 P.CAR.
6839A-504	MOUVEMENT ACTION-CHOMAGE DE MONTREAL	865 P.CAR.	999 P.CAR.
6839A-505	AU BAS DE L'ECHELLE	1149 P.CAR.	1327 P.CAR.
6839A-506	FATA	865 P.CAR.	999 P.CAR.
M01	DEPOT COMMUN A LA MEZZANINE	135 P.CAR.	154 P.CAR.
M02	DEPOT COMMUN A LA MEZZANINE	135 P.CAR.	154 P.CAR.
TOTAL:		4927 P.CAR.	5691 P.CAR.



RUE DROLET

VIABILITÉ DU PROJET

Les phases I et II totalisent des déboursés de 2 696 919 \$, lesquels sont financés par une mise de fonds de 1 275 000 \$ et un financement bancaire de 1 386 919 \$.

La réalisation de ce projet permettra aux organismes de continuer à louer des espaces dans le bâtiment, et ce, à des loyers qui varieront entre 13\$ et 16\$ pi² brut. Les travaux d'améliorations locatives libéreront 5000 pi², qui seront loués à d'autres organismes communautaires du quartier, et permettront aux organismes actuellement locataires de bénéficier de locaux optimisés. Conséquemment, Le Centre sera en mesure de doubler les revenus de location actuels. Il faut aussi souligner les gains financiers associés à l'augmentation de l'efficacité énergétique du bâtiment. Le montage financier suivant présente les revenus et les dépenses d'exploitation du Centre.

COÛT TOTAL DU PROJET	
PHASE I: Acquisition	1 302 610 \$
PHASE II: Travaux	1 394 309 \$
Total	2 696 919 \$
FINANCEMENT	
Emprunts	1 386 919 \$
Mise de fond et subventions	1 275 000 \$
Total	2 696 919 \$
EXPLOITATION	
Revenus de loyer et stationnement	229 517 \$
Total revenus	229 517 \$
Dépenses d'opération	98 000 \$
Service de la dette	103 059 \$
Total dépenses	201 059 \$
Flux monétaire	28 458 \$





**CENTRE SOCIAL
ET COMMUNAUTAIRE
DE LA PETITE-PATRIE**

Anne Thibault
6839, rue Drolet - Montréal (Qc) H2S 2T1

514 272-5338
clpp6839@gmail.com

Dossier # : 1194970002

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 500 000 \$ à Centre social et communautaire de la Petite Patrie, pour l'année 2019, dans le cadre du budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale, en soutien à l'acquisition de l'immeuble situé au 6839, rue Drolet à Montréal, conditionnellement à l'acquisition de cet immeuble / Autoriser un virement budgétaire de 500 000 \$ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration de compétence locale vers le budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale / Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS



[Certification des fonds - GDD 1194970002.xls](#)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Alpha OKAKESEMA
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-5872

Francine LEBOEUF
Professionnelle (domaine d expertise)-Chef d
équipe
Tél. 514 872-0985

Maryse CANUEL
Agent comptable analyste
Tél: 514 868-4439

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-19

Yves COURCHESNE
Directeur de service - finances et trésorier
Tél : 514 872-6630

Division : Service des finances



Dossier # : 1183983001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division de la planification et du suivi environnemental
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 i) encourager la mise en œuvre du développement durable en tenant compte de l'évolution des connaissances et des pratiques dans ce domaine
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Autoriser une contribution de soixante-huit mille cinq cent dollars (68 500 \$), plus taxes, et de 27 010 \$ en nature au Consortium Ouranos pour la réalisation du projet Labo Climat Montréal et approuver l'addenda à l'entente d'adhésion entre la Ville de Montréal et Ouranos inc. majorant ainsi le montant total de l'entente initiale de 460 000 \$ à 528 500 \$ plus taxes.

Il est recommandé :

1 - d'autoriser une contribution de soixante huit mille cinq cent dollars (68 500 \$), plus taxes, et de 27 010 \$ en nature au Consortium Ouranos pour la réalisation du projet Labo Climat Montréal et approuver l'addenda à l'entente d'adhésion entre la Ville de Montréal et Ouranos inc. majorant ainsi le montant total de l'entente initiale de 460 000 \$ à 528 500 \$ plus taxes.

2 - d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2019-02-01 16:37

Signataire :

Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

IDENTIFICATION

Dossier # :1183983001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division de la planification et du suivi environnemental
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 i) encourager la mise en œuvre du développement durable en tenant compte de l'évolution des connaissances et des pratiques dans ce domaine
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Autoriser une contribution de soixante-huit mille cinq cent dollars (68 500 \$), plus taxes, et de 27 010 \$ en nature au Consortium Ouranos pour la réalisation du projet Labo Climat Montréal et approuver l'addenda à l'entente d'adhésion entre la Ville de Montréal et Ouranos inc. majorant ainsi le montant total de l'entente initiale de 460 000 \$ à 528 500 \$ plus taxes.

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal signait en juin 2017 une entente de partenariat d'une durée de 3 ans avec le consortium sur la climatologie régionale et l'adaptation aux changements climatiques Ouranos. Le consortium Ouranos est un organisme à but non lucratif qui a pour mission d'acquérir et de développer des connaissances sur les changements climatiques, leurs impacts, ainsi que les vulnérabilités socioéconomiques et environnementales de façon à informer les décideurs sur l'évolution du climat et les aider à identifier, évaluer, promouvoir et mettre en œuvre des stratégies d'adaptation.

L'objectif de ce partenariat est de construire un pont entre les efforts de recherche menés en matière d'adaptation aux changements climatiques et les besoins que l'agglomération de Montréal a pour se préparer à répondre au climat changeant. Cette collaboration se veut un levier pour l'innovation par la mise en place d'initiatives de recherche-action, par le développement de l'expertise climatique municipale et par le partage de connaissances qui outilleront l'agglomération de Montréal afin de mieux répondre aux enjeux climatiques.

L'équipe des Changements climatiques et des Projets spéciaux de la Division de la planification et du suivi environnemental du Service de l'environnement est mandatée pour coordonner le partenariat et s'assurer que les enjeux auxquels l'agglomération doit faire face trouvent écho dans des projets de recherche-action novateurs. La première année de partenariat a mené à l'élaboration d'une programmation reflétant les besoins des Services, des arrondissements et des Villes liées. Elle se traduit par le développement de projets

d'adaptation aux changements climatiques sur le territoire montréalais dont la mise sur pied du projet Labo Climat Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0274 - 15 juin 2017 - Approuver le projet d'entente d'adhésion entre la Ville de Montréal et OURANOS inc., pour une durée de 3 ans, concernant la recherche sur la climatologie régionale et l'adaptation aux changements climatiques, pour un montant total de 528 885 \$, taxes incluses et de 300 000 \$ en nature.

CG15 0780 - 18 décembre 2015 - Adopter le Plan d'adaptation aux changements climatiques de l'agglomération de Montréal 2015-2020.

DESCRIPTION

Le projet Labo Climat Montréal

Le projet Labo Climat Montréal vise la mise sur pied d'une démarche de laboratoire vivant dont l'objectif est d'accroître la prise en compte des enjeux d'adaptation aux changements climatiques dans les processus de planification, de conception et de développement de projet d'aménagement urbain sur le territoire de l'agglomération montréalaise.

Le projet est développé dans le contexte où les effets des changements climatiques se font déjà sentir sur l'île de Montréal et nécessitent qu'on porte un regard différent sur les projets urbains. Que ce soit la transformation, la requalification ou le développement d'une partie de la ville ou d'un quartier, les approches d'aménagement qui visent la redéfinition de l'espace et la création de milieux de vie de qualité et durables nécessitent que nous tenions compte des nombreux enjeux climatiques.

La création du Labo Climat Montréal en adaptation aux changements climatiques est une démarche de cocréation pour la recherche et la mise en œuvre de solutions d'adaptation. Cette démarche qui implique plusieurs services dont celui de l'Urbanisme et de la mobilité et plus particulièrement la Division de l'aménagement et du design urbain ainsi que l'arrondissement de Lachine, consiste à analyser sur la base d'un projet bien précis, un processus de planification afin de voir comment l'adaptation aux changements climatiques peut s'intégrer dans les différentes étapes de développement d'un projet urbain. C'est donc, à travers le projet de requalification du secteur Lachine-Est que le projet Labo Climat Montréal sera développé. Le secteur de Lachine-Est a été choisi comme site puisque les 50 hectares à requalifier représente un laboratoire idéal pour le projet et que l'exercice de planification en cours s'inscrivait bien avec le calendrier de la programmation des projets de recherche-action à mener dans le cadre de l'entente Ville de Montréal et Ouranos.

Le projet vise à explorer des approches différentes qui favorisent l'apprentissage, l'innovation et la concertation des acteurs impliqués (élus, employés municipaux, consultants, promoteurs, groupes de citoyens et autres usagers, etc.). Le laboratoire permet d'aller plus loin dans la définition des activités de conception et de développement, de découvrir de nouvelles approches et d'expérimenter des pratiques pour faciliter le décloisonnement des expertises. En partant des pratiques existantes, puis en favorisant les échanges et les interactions entre les parties prenantes pour intégrer l'adaptation aux changements climatiques tout au long des différentes phases du cycle de vie du projet urbain, le laboratoire vivant sur le climat questionne le pilotage complexe d'un projet urbain, vise à susciter l'émergence d'idées innovantes et formaliser des pratiques dans ce domaine. L'approche recherche-action cherchera à favoriser la collaboration d'acteurs multidisciplinaires pour définir et développer ensemble de nouvelles pratiques pour la planification de projets de développement urbains.

Le projet Labo Climat Montréal, inscrit comme un projet phare dans la programmation du

partenariat a été adopté par le comité directeur Ville de Montréal et Ouranos en juin 2017. Cinq équipes de chercheurs ont été invitées à répondre à un appel à manifestation d'intérêt en présentant un pré-projet (proposition-brève). C'est au terme d'une évaluation qui s'est déroulée en août 2018 où l'Arrondissement Lachine, le Service de l'urbanisme et de la mobilité et le Service de l'environnement ont participé que le groupe de recherche de l'Institut national de recherche scientifique, Centre Urbanisation Culture Société de l'Université du Québec (INRS-UCS) et Réseau Ville Régions Monde (VRM) a été choisie pour mener à bien ce projet. L'équipe de chercheurs a déposé le 10 janvier 2019 une proposition détaillée qui fait l'objet d'un processus d'évaluation scientifique par le consortium Ouranos.

Le projet s'échelonnait initialement sur une période d'environ 18 mois. Il implique la collaboration et la participation des équipes visées par la planification et la réalisation du projet urbain de Lachine-Est qui développeront avec l'aide des chercheurs de nouvelles pratiques de planification de projets intégrant l'adaptation aux changements climatiques. Cette contribution en nature se traduira par la participation des employés à des entretiens, des rencontres et des ateliers qui seront tenus pour la bonne marche du projet.

Différents livrables sont prévus afin d'assurer le transfert des connaissances, dont des fiches techniques sur les enjeux et les pratiques (mobilité, gestion de l'eau et infrastructures vertes), une plateforme d'échanges, la présentation de la démarche et des résultats et des recommandations sur l'intégration de l'adaptation aux changements climatiques dans le processus de développement de projet urbain.

*p.j.: Proposition détaillée Labo Climat Montréal et annexes
Procédure d'évaluation des projets de recherche Ouranos*

Addenda (entente d'adhésion entre la Ville de Montréal et Ouranos - CG 17 0274)

Le développement du projet Labo Climat Montréal demande des sommes supplémentaires à celles prévues dans l'entente d'adhésion entre la Ville de Montréal et Ouranos. La somme demandée s'ajoute au montant prévu pour l'année 2018-2019 et sera payable en un versement de soixante huit mille cinq cent dollars (68 500\$) plus taxes suivant la réception par la Ville de Montréal d'une facture d'Ouranos.

p.j.: Addenda 1 - Entente d'adhésion entre la Ville de Montréal et Ouranos inc.

JUSTIFICATION

Afin de mettre sur pied le Labo Climat Montréal, la Ville de Montréal doit verser à Ouranos la somme de soixante huit mille cinq cent (68 500\$). Le montant demandé est nécessaire pour poursuivre la phase de développement et permet le démarrage rapide du projet sans attendre le financement de fonds de recherche qui pourrait retarder ou compromettre le projet. Cette somme assure la viabilité du projet Labo Climat Montréal qui doit s'insérer dans la phase de démarrage du projet Lachine Est, identifié comme un des secteurs prioritaires à transformer sur le territoire. Cet argent permettra non seulement de mettre en place un projet unique mais également de répondre à l'engagement que la Ville a fait en signant l'entente de partenariat avec le consortium Ouranos.

Ouranos complétera le budget alloué au projet en versant une somme de soixante huit mille cinq cent dollars (68 500\$) plus taxes. L'organisme assume la qualité scientifique et le bon déroulement de chaque étape du projet. Il veille à ce que les sommes versées soient utilisées aux fins prévus et que tous les livrables soient déposés selon les calendriers de travail présentés et approuvés.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La bonne marche du projet qui se déroulera sur 18 mois tel que présenté dans la proposition détaillée nécessite un budget de 298 937 \$ dollars, incluant les espèces et les contributions en nature.

Le montant versé par la Ville de Montréal, soit la somme de soixante huit mille cinq cent dollars (68 500\$) plus taxes sera priorisée à même le budget du Service de l'environnement et sera assumée à 100% par l'agglomération. La contribution en nature de la Ville de Montréal a été évaluée à vingt-sept mille dix dollars (27 010\$).

Le versement sera effectué sur présentation d'une facture d'Ouranos à la Ville de Montréal après approbation de la proposition détaillée par le comité d'experts scientifiques d'Ouranos et sa direction générale.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le partenariat entre la Ville de Montréal et Ouranos vise la mise en place de projets de recherche-action qui s'inspirent des principes de développement durable et contribuent aux objectifs du Plan Montréal durable 2016-2020.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le projet Labo Climat Montréal s'inscrit dans la programmation de projets menés dans le cadre de l'entente de recherche-action Ville de Montréal et Ouranos.

- Il vise à aider les décideurs à intégrer l'adaptation aux changements climatiques dans la planification et le développement de projets urbains;
- Il se veut la rencontre entre la science et la pratique pour répondre à des enjeux auxquels l'agglomération doit faire face;
- Il vise à favoriser le partage et développer les expertises municipales, faciliter la circulation des connaissances et des données;
- Il s'inscrit dans la mise en oeuvre du Plan d'adaptation aux changements climatiques de l'Agglomération de Montréal 2015-2020;
- Et concrétise les engagements que l'agglomération a prise à l'égard de la lutte aux changements climatiques.

Si la demande était refusée, le projet Labo Climat Montréal sera compromis et la Ville de Montréal ne sera pas en mesure de répondre aux objectifs qu'elles s'est données dans le cadre de sa programmation et de son entente avec Ouranos.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les projets développés dans le cadre de l'entente Ville de Montréal et Ouranos comportent un volet "transfert des connaissances et valorisation des résultats".

Une stratégie de communication sera élaborée par le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Évaluation de la performance globale et de la qualité scientifique du projet un comité d'experts scientifiques et par la direction générale d'Ouranos - février 2019;

1. Autorisation de la contribution et approbation de l'addenda par le comité exécutif - 13 février 2019;
2. Autorisation de la contribution et approbation de l'addenda par le conseil municipal - 25 février 2019;
3. Autorisation de la contribution et approbation de l'addenda par le conseil d'agglomération - 28 février 2019;

4. Participation de l'équipe de chercheurs du Labo Climat Montréal à la consultation publique de l'OCPM - février/mars 2019;
5. Début du projet - mars 2019.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François BALLARD)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Sandra PALAVICINI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Michel SÉGUIN, Lachine
Luc GAGNON, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Lise BERNIER, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nancy GIGUERE
Conseiller en planification

Tél : 280-4423
Télécop. : 280-6777

ENDOSSÉ PAR

Le : 2018-11-08

Marieke CLOUTIER
Chef de division Planification et suivi
environnemental

Tél : 514-872-6508
Télécop. : 280-6777

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Roger LACHANCE
Directeur

Tél : 514 872-7540

Approuvé le : 2019-02-01

Proposition détaillée

1 - TITRE : Labo Climat Montréal

2 - Thématique

Agriculture, pêches et aquaculture commerciales	Écosystèmes & biodiversité	Énergie	X	Environnement bâti
Environnement maritime	Environnement nordique	Ressources forestières		Gestion de l'eau
Santé	Simulations et analyses climatiques	Scénarios et services climatiques		Tourisme

3 - Équipe de travail

3.1 RESPONSABLE DU PROJET ET ÉQUIPE DE CHERCHEURS

Nom	Sophie L. Van Neste
Affiliation	Professeure-chercheure, INRS Centre Urbanisation Culture Société
Expertise	Action collective sur l'environnement urbain, la mobilité durable, la transition climatique urbaine; participation et engagement politique; rapport à l'espace.
Courriel	SophieL.VanNeste@ucs.inrs.ca
Téléphone	514-499-4042

ÉQUIPE

La proposition du Labo Climat Montréal est une proposition d'équipe : une équipe de chercheurs qui se distingue par sa position à la croisée de l'aménagement urbain et des sciences sociales. Multidisciplinaire, elle est forte d'un réseau de partenaires, ancré dans le réseau Villes Régions Monde, et d'une expertise solide sur les questions de dynamiques urbaines, d'aménagement, d'infrastructures, de gouvernance, de planification et de transformation des pratiques. La responsable de l'équipe, Sophie L. Van Neste, mène des recherches comparatives sur l'action publique et l'action collective urbaine pour une transition énergie-climat, notamment sur les leviers de la mobilité durable, des infrastructures et, plus récemment, de la densification. Elle se spécialise aussi sur la construction sociale, dans de nouvelles situations d'action publique et collective, de discours et concepts d'intervention sur l'environnement, et leur arrimage avec le territoire (voir CV en Annexe 2). Appuyée par la coordination logistique de VRM et les ressources de l'INRS, elle a rassemblé une équipe multiuniversitaire et multidisciplinaire à même de répondre aux défis d'un laboratoire vivant sur l'adaptation urbaine aux changements climatiques (les biographies des chercheurs membres de l'équipe sont présentés dans l'Annexe 1). Dans cette équipe figurent notamment Geneviève Cloutier qui est une pionnière de l'étude des expérimentations sur l'adaptation aux changements climatiques au Québec, surtout en contexte urbain, Dominic Lapointe qui a mis en place les premiers *Living Labs* sur l'adaptation aux changements climatiques, à Rivière-du-Loup et dans les Laurentides, et Sylvain Paquette dont les travaux et recherches partenariales renouvellent les approches de caractérisation socioculturelle des paysages au profit de démarches de coconstruction de visions stratégiques d'aménagement des territoires. À ces expertises s'ajoutent celles sur la résolution de problèmes urbains par des solutions d'aménagement et d'infrastructures, avec les travaux de Michel Rochefort sur la réglementation et la planification stratégique en urbanisme, de Danielle Dagenais sur les infrastructures vertes et de Sophie Duchesne sur la gestion des eaux pluviales (voir liste de publications dans les références). Nous nous distinguons aussi par notre expertise en sciences sociales, qui s'avère essentielle à l'analyse des pratiques d'adaptation aux changements climatiques (sur les méthodologies de *Living Lab*, sur l'analyse des réseaux et de discours, l'animation et l'analyse d'ateliers et de groupes de discussion, la conduite d'entretiens, etc.). Les chercheurs membres de l'équipe ont de plus une expertise en gestion de la recherche ainsi qu'en réalisation de mandats faits pour le compte de différents organismes publics (Dagenais, Paquette, Poitras, Rochefort). En somme, notre équipe se démarque par son expertise multidisciplinaire sur les dynamiques et pratiques urbaines, combinée à une expérience de recherche-action sur l'adaptation aux cc. Nous avons ainsi développé une capacité à la fois à mobiliser les acteurs des projets urbains et à étudier leurs pratiques en transformation.

3.2 PARTENAIRES

Organisation	Rôle dans le projet
Réseau Villes Régions Monde (VRM)	Coordination, mise à disposition du réseau (65 chercheurs et 15 partenaires) et des outils de diffusion et de mobilisation des connaissances (liste de diffusion, balados et capsules thématiques, Rencontres VRM), design graphique.
Institut national de recherche scientifique (INRS); Centre Urbanisation Culture Société (UCS)	Chercheurs membres de l'équipe (Sophie L. Van Neste, Claire Poitras, Sophie Duchesne), contribution financière aux bourses étudiantes, locaux, contribution pour l'entretien de la plateforme numérique, services professionnels, administration et gestion.

Département d'études urbaines et touristiques, UQAM	Chercheurs membres de l'équipe (Dominic Lapointe, Michel Rochefort), collaboration à la diffusion et au transfert de connaissances.
Centre de recherche en aménagement et développement de l'U. Laval (CRAD)	Chercheurs membres de l'équipe (Geneviève Cloutier), collaboration à la coordination, à la diffusion et au transfert de connaissances.
Chaire en paysage et Environnement de l'U. de Montréal (CPEUM)	Chercheurs membres de l'équipe (Sylvain Paquette et Danielle Dagenais); Accès à l'espace-laboratoire de la CPEUM dédié au travail collaboratif, avec outils d'enregistrement, de visionnement et écrans tactiles, financé par la Fondation canadienne de l'innovation.

3.3 UTILISATEURS ET BÉNÉFICIAIRES POTENTIELS DES RÉSULTATS

- Les professionnels impliqués dans l'encadrement, le montage et l'exécution des projets urbains seront les premiers utilisateurs des résultats. Cette démarche "vivante" leur offrira une occasion de décortiquer leurs pratiques et mieux comprendre celles de leurs collègues et vis-à-vis (entre domaines d'intervention municipaux et avec les acteurs externes). Cela permettra de clarifier le vocabulaire commun, les objectifs et les difficultés avec les partenaires du projet urbain, les techniciens et les promoteurs immobiliers, ainsi qu'avec les élus, afin de faciliter l'identification de pratiques simples, accessibles et qui contribuent au renforcement de l'adaptation.
- L'intégration progressive des autres acteurs, intervenants, OBNL et résidents, permettra également, à des moments clés de la réflexion, d'entendre un plus large public sur les visions du territoire et des choix concrets en matière d'adaptation aux cc. Ceci vise, d'une part, à ce que les changements de pratiques et d'aménagements touchent non seulement aux aspects techniques et organisationnels, mais tiennent compte des besoins et aspirations sociales et communautaires visant l'espace du quartier.
- De plus, la démarche et ses résultats seront d'intérêt pour la communauté de chercheurs d'ici et d'ailleurs. Non seulement cette démarche permettra-t-elle d'évaluer une formule méthodologique, mais elle ciblera en plus des enjeux de recherche à approfondir, qui seront utiles pour les responsables de la programmation d'Ouranos.
- Enfin, les résultats seront utiles à la collectivité montréalaise et, plus largement, à la collectivité québécoise en venant documenter des approches et des outils par lesquels des actions concertées peuvent être mises en oeuvre et contribuer à l'adaptation des milieux aux changements climatiques.

4. Résumé exécutif

La proposition de *Labo Climat Montréal* est une réponse à un appel lancé par la Ville de Montréal et Ouranos pour la mise en place d'un projet de recherche d'inspiration *Living Lab* visant à développer de manière collaborative de nouvelles pratiques de planification de projets urbains intégrant l'adaptation aux changements climatiques (cc), à partir du cas de Lachine Est, un secteur urbain en redéveloppement. Dans leur appel, la Ville de Montréal et Ouranos indiquaient souhaiter que « le laboratoire vivant sur le climat questionne le pilotage complexe d'un projet urbain, vise à susciter l'émergence d'idées innovantes et formaliser des pratiques dans ce domaine ». L'équipe VRM soumet une proposition détaillée endossant cet objectif général, dans une optique d'appropriation professionnelle et sociale des enjeux. Les objectifs spécifiques du Labo Climat Montréal sont d'identifier et d'agir sur les enjeux de coordination et d'expertise, ainsi que sur la clarification des choix d'adaptation au fil de la démarche. Pour ce faire, nous proposons une méthodologie en 3 étapes itératives : comprendre, expérimenter, documenter. 1) Comprendre les pratiques actuelles et leur potentiel de levier ou contrainte pour l'adaptation, les enjeux rencontrés par les professionnels ainsi que le contexte de gouvernance dans lequel le laboratoire vivant se déploie; 2) Expérimenter en intégrant de nouveaux acteurs, expertises, et manières de formuler les enjeux, à différents moments du processus de projet urbain. C'est le coeur de la démarche du laboratoire vivant, qui se décline en 5 ateliers et des échanges sur une plate-forme numérique; 3) La documentation en continu de ces échanges pour assurer l'analyse et le suivi du processus, une réflexivité des chercheurs et praticiens et l'usage des apprentissages faits en cours de route. Au fil de la démarche, l'équipe produira plusieurs livrables servant à nourrir les échanges dans le laboratoire vivant : synthèse des enjeux issus de l'analyse documentaire et des entretiens, analyse de réseaux d'acteurs, fiches techniques sur certains enjeux ciblés, etc. Le résultat principal concerne l'identification des enjeux d'intégration de l'adaptation dans le processus de projet urbain, avec la documentation des expérimentations effectuées pour faire évoluer la coordination des acteurs ainsi que les pratiques et manières de cadrer le projet urbain. Des chercheurs de quatre universités sont impliqués, grâce au partenaire *Villes Régions Monde*, qui les unit et facilite la coordination logistique, et qui contribue en argent (pour les Rencontres VRM et des frais de déplacement) et en nature (liste de diffusion, outils de transfert de connaissances). Le projet implique une demande financière au partenariat d'Ouranos et de la Ville de Montréal de l'ordre de 136 928,10\$, avec une contribution financière d'autres sources de l'ordre de 83 798\$. L'INRS, l'UQAM et l'Université de Montréal contribuent également en nature par le temps consacré par les chercheurs au projet, par la location gratuite de locaux et de bureaux et l'assistance technique lors des rencontres et, pour l'INRS, par les fonctions de gestion et administration des fonds. L'équipe de chercheurs est dirigée par Sophie L. Van Neste, professeure-chercheuse en études urbaines spécialisée sur l'action publique et collective sur l'environnement urbain, notamment dans une perspective de transition climatique. Professeure Van Neste a fait des recherches sur l'action collective et la gouvernance urbaine au Québec, aux États-Unis et aux Pays-Bas. Pour ses recherches elle s'est mérité plusieurs prix d'excellence comme celui de la

Médaille d'or du Gouverneur général du Canada. Ses recherches ont impliqué une diversité de participants publics, citoyens, de la société civile et privés, et ont mobilisé plusieurs des outils prévus pour le Labo Climat. Elle est soutenue par les ressources de son institution (un Institut axé sur la recherche) et du réseau VRM (basé à l'INRS-UCS), ainsi que par une équipe multidisciplinaire de chercheurs très expérimentés dans la réalisation de mandats octroyés par des organisations publiques.

4.2 Abstract

Labo Climat Montreal is a response to a call from Ouranos and the City of Montreal for the launch of a Living-lab inspired approach on climate change adaptation in urban development projects. The co-pilots wish to sponsor a project fostering the collaborative development of planning practices on urban projects that better integrate climate change adaptation. Our *Labo Climat Montreal* proposal endorses this general objective, with additional specific objectives of improving the coordination of actors tied to adaptation in the urban project, identifying lacking expertise and working on making choices for climate adaptation more explicit. To do so, we propose a 3-step process : 1) Understanding existing practices, issues faced for adaptation to climate change in Lachine Est as well as the governance context; 2) Experimenting in a living lab process new types and temporalities of interactions, with the gradual integration of new actors and inputs of information, through 5 workshops and an online platform; 3) Documenting the whole process to ensure its analysis and the transfer of lessons learned. The principal results expected concerns the identification of key issues for the integration of adaptation to climate change in the governance of urban development projects, and the documentation of the experiments made to foster new expertise, coordination, and the evolution of practices.

Researchers from four universities are included, with the support of the network Villes Régions Monde which contributions through logistical coordination, diffusion and knowledge transfer, and in financial support (for Rencontres VRM meeting and travelling expenses). The project implies the financial support from Ouranos and City of Montreal partnership in the order of 136 928,10\$, with external contributions summing at 83 798\$. INRS, UQAM and Université de Montréal contribute through the professors dedicating time for research and supervision, office and room spaces. INRS is especially involved in the administrative management of funds. The team of researchers is directed by Sophie L. Van Neste, assistant professor in urban studies specialised in collective and public action on the urban environment, particularly in the perspective of climate transition. Professor Van Neste has conducted many research projects on collective action and urban governance in Quebec, the United States and the Netherlands, for which she was awarded prizes such as the Governor-general academic medal. Her work has involved a diversity of participants (public, civil society, citizens, private actors) and has mobilised many of the key tools which will be used in this project. She is supported by the resources of her institution (an Institute dedicated to research), the network VRM (based in INRS-UCS), as the multidisciplinary team of researchers extremely experimented in large mandates, consultancies and research projects.

5 - Contexte et enjeux soulevés

L'adaptation aux changements climatiques (cc) dans les villes comporte des défis multiples. Ces défis sont certes liés à l'incertitude quant aux changements et aux implications précises qu'ils auront sur les sites et territoires, selon leurs vulnérabilités propres. Toutefois, les défis sont aussi liés à la segmentation de l'action publique et au fait que l'adaptation requiert des collaborations multidisciplinaires et transversales aux différents services, professions et mêmes temporalités de l'action publique urbaine (Carter et al. 2015). S'il y a des incertitudes quant aux impacts climatiques précis sur les territoires, c'est surtout l'intégration d'une posture d'adaptation aux cc dans les institutions, les pratiques professionnelles et les pratiques spatiales des citoyens qui requiert des apprentissages itératifs ainsi qu'une clarification des enjeux et des choix d'adaptation. Par exemple, les villes mettent de plus en plus de l'avant des solutions "sans regret", c'est-à-dire qui vont améliorer l'adaptabilité des sites aux cc tout en répondant à d'autres besoins, notamment en ce qui a trait aux espaces publics conviviaux et au verdissement (Aylett 2015). Néanmoins, même ces solutions "sans regret" comportent des choix et des priorisations rendant plus ou moins durable et efficace leur intégration dans l'ensemble des infrastructures des sites, en plus d'être plus ou moins adaptés et favorables aux pratiques effectives des usagers (Dagenais et al. 2017, Meerow et Newell 2016). De plus, des recherches comparatives sur l'adaptation urbaine aux cc montrent que les inégalités sociospatiales peuvent très souvent être exacerbées par des choix d'adaptation, ce qui nuit à l'objectif de réduire les vulnérabilités (Anguelovski et al. 2016).

Dans ce contexte, ce projet vise d'abord à documenter les pratiques et enjeux vécus par les professionnels dans leurs interactions, entre eux et avec leurs partenaires du projet urbain en ce qui a trait à l'adaptation aux cc, pour ensuite expérimenter des manières d'intégrer plus explicitement l'adaptation à leurs pratiques. Cette expérimentation vise à faciliter la coordination des acteurs, l'identification d'expertise manquante et la clarification des choix d'adaptation aux cc. Les villes les plus actives en matière d'adaptation ont créé des canaux formels et informels de communication et de coordination entre l'équipe climatique et les autres agences et acteurs sur le territoire (Aylett 2015, Pelling et al. 2008). Cette proposition vise à développer ces liens et mises en relations dans un processus de projet urbain.

Le projet porte sur le secteur de Lachine Est, caractérisé par un fort historique, ainsi que par son potentiel de développement, tout près du canal de Lachine (Poitras et Aubry, 2004). Aujourd'hui, en termes de fonctions urbaines, l'arrondissement de Lachine est sans conteste l'un des plus diversifiés de la région de Montréal. Le secteur a des atouts urbanistiques dont le canal, des parcs et une nouvelle gare de train de banlieue dont on prévoit développer les abords dans l'esprit du Transit Oriented Development. Déjà, les questions soulevées lors du Forum citoyen sur Lachine Est et en

réaction aux annonces d'un des promoteurs immobiliers traitent d'enjeux liés à l'inclusion sociale et à la forme de développement à privilégier. Il en va de même pour les choix d'aménagement et de cadre bâti offrant une meilleure adaptation du site à certains impacts des changements climatiques, dont l'adaptation à l'augmentation des températures, par des infrastructures vertes et la minimisation des îlots de chaleur, et l'adaptation à l'augmentation de l'intensité des précipitations extrêmes par une gestion plus durable, à la source, des eaux pluviales.

Dans la période anticipée du *Labo Climat Montréal* (printemps 2019 à automne 2020), le processus de gestion de projet pour Lachine Est aura déjà complété sa phase de justification, et sera à cheval entre les phases de démarrage et de planification. Lors d'une rencontre tenue le 27 novembre 2018 avec l'équipe de projet urbain Lachine Est, il nous a été présenté les documents et les études attendus à chacune de ces phases, de même que le contexte dans lequel le projet Lachine Est se situe. À partir des informations obtenues lors de cette rencontre, *deux premiers groupes d'enjeux* ont déjà été identifiés par l'équipe, enjeux sur lesquels il semble y avoir des opportunités de réflexion et d'intégration accrue de l'adaptation aux cc. Par ailleurs, les différents enjeux et préoccupations associés à l'adaptation aux cc pour le projet Lachine Est se préciseront tout au long de la démarche. Ainsi, c'est une des retombées souhaitées du Labo Climat Montréal que d'identifier ces enjeux et opportunités d'intégration de l'adaptation dans le processus de projet urbain.

2 premiers groupes d'enjeux dans le projet Lachine Est

a) Infrastructures vertes

L'obligation de réaliser de nouvelles infrastructures pour la gestion de l'eau dans le secteur fournit l'opportunité d'arrimer les infrastructures d'eaux pluviales (en sous-sol et surface) avec les choix d'aménagement et de verdissement du secteur, et du canal Lachine adjacent (VdM 2018). Pour assurer cette mise en relation entre la gestion des eaux pluviales, les aménagements et les infrastructures vertes sur une base territoriale, il y a déjà des expertises en place et de nouvelles pratiques en démarrage, dans lesquelles l'adaptation aux changements climatiques pourrait prendre une place importante. Les exigences de verdissement et d'espaces à réserver aux fins de parcs, dans un contexte de haute densité projetée du secteur, seront aussi un enjeu important à étudier.

b) Enjeux d'aménagements en vue de favoriser la mobilité durable

La Gare du Canal, ouverte avec aménagements temporaires en janvier 2017 (VdM 2018:18), se situe à la limite est du secteur Lachine Est ; elle permet l'accès au centre-ville, en plus d'un circuit d'autobus. Par contre, le fait que dans le plan actuel les terrains adjacents à la Gare ne soient pas prévus pour le redéveloppement dans les 20 prochaines années pose la problématique de transport actif, notamment vers la gare, mais aussi vers les activités et services environnants, de manière accrue. Quelles seront dans les prochaines décennies les conditions de marche, avec une présence déjà forte d'îlots de chaleur dans le secteur industriel qu'il faut traverser? L'arrimage entre les infrastructures de transport, l'accès au transport en commun et la revitalisation du secteur requiert la collaboration de plusieurs acteurs, notamment pour le réaménagement des abords de la Gare et des boulevards Victoria et Saint-Joseph. Le réaménagement de ces boulevards nous a été présenté comme étant dans les premières étapes de planification et de réalisation du secteur de planification détaillée, à laquelle participent plusieurs professionnels de la Ville, de l'arrondissement et d'autres agences publiques liées au transport collectif. Il y a donc l'opportunité d'intégrer dans la réflexion de ces partenaires les enjeux d'adaptation aux changements climatiques, notamment l'accroissement anticipé des températures l'été, avec les co-bénéfices possibles des aménagements pour d'autres objectifs des résidents et acteurs dans le secteur.

6 - Description du projet

6.1 OBJECTIFS

L'objectif général du projet est d'accroître l'intégration de l'adaptation aux changements climatiques dans les processus d'élaboration et de mise en forme des projets urbains à Montréal. Le Labo Climat Montréal adopte une approche favorisant l'appropriation professionnelle de la démarche et de ses résultats co-construits au fur et à mesure. Ainsi, dans un horizon de 18 mois et dans les contraintes des spécificités du projet Lachine Est et de son avancement, cet objectif se traduit par une co-construction des enjeux d'adaptation aux changements climatiques sur lesquels les professionnels et partenaires impliqués dans le processus de projet urbain peuvent agir. Cette co-construction se fait à travers une compréhension des pratiques en cours, une expérimentation des manières et moments d'accroître cette intégration, et une documentation des apprentissages (tel que décrits ci-bas). Cet objectif général implique trois objectifs spécifiques, qui consistent à identifier et agir sur 1) la coordination entre les acteurs, 2) l'expertise sur l'adaptation aux cc dans un contexte de projet urbain, et 3) la clarification des choix d'adaptation au fil de la démarche. Sur la coordination, nous souhaitons identifier et comprendre des liens manquants ou dont l'efficacité peut être améliorée entre différents acteurs et équipes concernés par l'adaptation aux cc dans Lachine Est ; pour ensuite expérimenter des manières d'améliorer la mise en relation des acteurs. Sur l'expertise, nous souhaitons identifier des manques dans les processus étudiés et fournir dans la mesure du possible des expertises supplémentaires tout en documentant l'effet sur les processus observés. Sur les choix en matière d'adaptation, nous souhaitons comprendre les choix qui sont faits à différents moments, et enfin susciter et documenter des discussions autour de ces choix et des alternatives possibles.

6.2 MÉTHODOLOGIE

Pour accroître l'intégration de l'adaptation aux changements climatiques dans les processus de projet urbain, nous proposons une méthodologie en 3 étapes itératives : comprendre, expérimenter, documenter.

1) COMPRENDRE les pratiques et enjeux d'adaptation : le contexte de déploiement du laboratoire vivant

La première étape consiste à comprendre les processus et les pratiques en cours, afin de pouvoir identifier les besoins et les enjeux que pose l'intégration plus explicite de l'adaptation aux cc. Des recherches précédentes suggèrent en effet que l'adaptation aux changements climatiques peut se faire sans être nommée comme tel, en vertu d'autres bienfaits (Carter et al. 2015, Hughes 2015, Scanu et Cloutier 2015, Vachon 2016). Pour améliorer l'effectivité des pratiques en termes d'adaptation, il faut d'abord comprendre ces pratiques existantes et identifier les leviers et contraintes à leur amélioration et diffusion.

Il faut donc d'abord caractériser le contexte dans lequel notre *Laboratoire vivant sur le climat* va se déployer. Cela implique de comprendre les outils, expertises et espaces de concertation entre professionnels de la ville qui touchent, dans le processus de planification et de réalisation du projet urbain, des enjeux d'adaptation aux changements climatiques. De même, il faut étudier le contexte institutionnel et politique (de gouvernance et d'implication de la société civile sur Lachine Est), ainsi que les analyses à partir desquelles les professionnels et porteurs de projet font des choix touchant l'adaptation aux changements climatiques. Voici les outils de collecte de données qui seront utilisés pour ce faire.

Outils de collecte de données pour la compréhension des pratiques et des enjeux d'adaptation

Les chercheurs observeront et analyseront les étapes de concertation et d'élaboration entourant différents documents élaborés par la ville et l'arrondissement, dont le guide d'aménagement et les lignes directrices du projet Lachine Est. Cela implique :

- L'observation des rencontres de travail tenues entre les professionnels de la ville, de l'arrondissement et de leurs partenaires.
- L'analyse et la synthèse des documents et informations disponibles, qui seront déposés pour information sur la plate-forme numérique. Les documents principaux sont les documents de travail et études de la ville, en plus de documents d'autres acteurs publics, privés et de la société civile pertinents.
Nous proposons la présence de deux étudiants stagiaires de recherche dans les bureaux de la Ville de Montréal, selon un calendrier à définir avec les professionnels de la ville, afin de faciliter la récolte de documents, permettre des échanges directs entre les professionnels et les stagiaires qui font le lien avec l'équipe de chercheurs et enfin faciliter l'observation des rencontres de travail.
- Des entretiens individuels avec les acteurs clés impliqués (entre 10 et 15 pour commencer)
Les entretiens individuels porteront sur les pratiques des professionnels et les enjeux qu'ils ont rencontrés jusqu'ici. Les entretiens finiront par des questions explicites sur la place actuelle de l'adaptation aux changements climatiques selon eux, et les besoins en termes d'expertise. Ces entretiens permettront aussi de développer l'intérêt des acteurs de prendre par la suite activement part à la démarche de laboratoire vivant.
- Une analyse de réseau visant à identifier le réseau des professionnels impliqués dans le projet Lachine Est et leur tissu d'interrelations sur les enjeux d'adaptation, pour un portrait des intermédiaires clés et du niveau de coordination. La collecte de données se fera d'abord grâce à un sondage en ligne, puis sera enrichie par des observations tout au long de la démarche.
- L'observation, le cas échéant, des ateliers de l'Office de consultation publique de Montréal, afin de faciliter l'identification d'expertises techniques et vécues liées aux choix et enjeux d'adaptation à l'extérieur du réseau de professionnels impliqués. Cela faciliterait la compréhension du contexte, l'identification d'enjeux non couverts et l'intégration ciblée d'acteurs externes aux ateliers du laboratoire vivant (dans la prochaine étape).
- La présentation du projet aux élus et la collecte de leurs réactions.

Cette collecte de données permettra de faire ressortir des *premiers* éléments saillants dans une synthèse qui sera partagée avec les participants, à l'automne 2019. Celle-ci sera le premier fil conducteur entre les acteurs qui facilitera, par la suite, l'atteinte des objectifs de co-construction, et permettra de préciser nos stratégies d'expérimentation.

2) EXPÉRIMENTER le laboratoire vivant

Notre *Laboratoire vivant* implique non seulement la compréhension des pratiques et enjeux actuels, mais aussi la création d'une structure d'expérimentation flexible. L'expérimentation porte sur des *moments* et *manières* d'intégrer et de définir l'adaptation aux changements climatiques dans le processus de projet urbain. Notre approche d'expérimentation consiste à mettre en relation des acteurs (qui ont peu l'occasion ou peu l'habitude de le faire) et des nouvelles expertises et manières de présenter les enjeux. La prémisse est que c'est dans de telles interactions que des apprentissages se produisent.

Deux outils : des ateliers et une plate-forme numérique

L'expérimentation combine des échanges en présentiel et des échanges en virtuel, afin de continuer les interactions entre les rencontres, de diversifier les modes d'interactions et de recueillir des réactions individuelles, et des conversations en ligne, sur des documents et comptes-rendus produits suite aux analyses et aux rencontres en personnes.

Les échanges en présentiel prendront la forme d'ateliers de discussion. Deux ateliers sont prévus à l'automne 2019, et deux à l'hiver 2020. Ils ont pour objectif de rassembler des acteurs et de fournir l'opportunité de discuter en profondeur des objectifs, pratiques, opportunités et contraintes institutionnelles, d'une part, et des nouvelles manières d'envisager celles-ci à la lumière de nouvelle expertise, formulation et participation d'acteurs connexes.

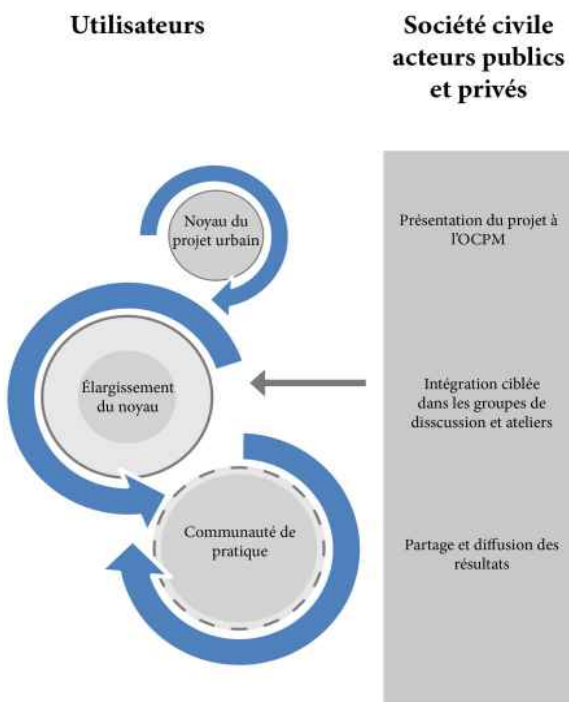
La plate-forme numérique sera un espace virtuel où les participants peuvent partager, échanger et coconstruire du contenu.

D'abord dédiée au noyau du projet urbain (voir ci-bas), elle s'ouvrira progressivement à d'autres acteurs intégrés pour accroître la réflexivité et l'expertise sur les pratiques d'adaptation (chercheurs, architectes spécialisés, société civile, etc.). De plus, la plateforme offrira un journal de bord, facilitant la rétroaction sur la démarche elle-même. En effet, les participants seront invités à témoigner de leur implication dans le *LaboClimatMontréal* et à faire des suggestions pour la suite. Le format de la plate-forme sera le plus simple possible, et la participation sera facilitée par une animation (et au besoin aide technique) par une assistante de recherche de l'équipe. L'équipe va utiliser (et non développer) un outil existant (soit Slack ou Passerelles), qui sera validé avec les participants de la Ville de Montréal.

Les objectifs des échanges en ateliers et sur la plate-forme numérique

- Recueillir les réactions des participants à la première synthèse des éléments saillants sur les pratiques et enjeux de l'adaptation dans Lachine Est : confirmation d'expertise manquante, de l'identification des enjeux et contraintes vécues pour l'adaptation
- Susciter une réflexivité sur les enjeux et pratiques : présentation de nouvelle expertise (technique et vécue) et manières d'envisager les enjeux, avec l'intégration ciblée d'acteurs externes et de données et études assemblées par des stagiaires.
- Co-construire un vocabulaire commun et identifier des pratiques à ajuster ou transformer
- Idéation sur des transformations au processus de projet urbain et aux modalités de coordination des différents acteurs et services, pour mieux inclure l'adaptation : enjeux organisationnels, temporels, de définition des objectifs, de ressources
- Clarification et retour sur les apprentissages : chaque atelier démarre par une restitution des savoirs cocréés dans les étapes précédentes, afin de reformuler ensemble les enjeux et bâtir sur les apprentissages précédents.
- En fin de projet aura lieu un dernier atelier de retour sur l'expérience avec les participants, où les participants seront aussi invités à coconstruire des éléments de la potentielle phase 2 du Labo Climat Montréal (voir section 6.6).

Le choix des acteurs à intégrer au fil de la démarche vivante



Notre démarche d'expérimentation débute avec un noyau d'acteurs composé de professionnels de la Ville de Montréal occupant des positions clés dans le processus de projet urbain, ainsi que dans la mise en relation des différents services. Trois professionnels impliqués dans le projet Lachine Est ont déjà participé à une première rencontre avec les chercheurs (Martin Roy et Martine Simard-Longtin, de la Division Aménagement et design urbain, et Anaïs Linard du Service de l'eau). Dans le noyau d'acteurs sera aussi intégré au minimum un ou une professionnelle de l'arrondissement, ainsi que les personnes clés impliquées dans la planification des infrastructures vertes et de mobilité. L'élargissement du noyau impliquera de manière ciblée des intervenants et résidents avec des expertises vécues ou techniques pertinentes aux choix d'adaptation rencontrés. Seront aussi intégrés des acteurs dans l'opérationnel (ingénieurs des travaux publics, promoteurs, architectes (de paysage) issu du réseau municipal, public et privé plus large, ainsi que des acteurs participants au processus décisionnel à partir d'autres niveaux et agences de gouvernement (par exemple Parc Canada, acteurs responsables de la planification de la Gare). À la fin de la démarche, ces acteurs pourront continuer à interagir sur la plate-forme numérique qui deviendra une communauté de pratiques virtuelle sur l'adaptation aux cc dans les projets urbains. Le retour à un ensemble plus large d'acteurs se fera par les outils de diffusion et de transfert de

connaissances présentés ci-bas.

3) DOCUMENTER le laboratoire vivant

La documentation se fait tout au long de la démarche, et vise à nourrir de manière continue le processus de laboratoire vivant. La documentation implique trois processus imbriqués. Premièrement, un processus continu d'enregistrement des rencontres (audio, puis transcription écrite), de production de compte-rendus détaillés et d'archivage des données, dans un format facilitant leur accès et leur analyse tout au long de la démarche. La plateforme numérique permettra quant à elle de consigner tant le contenu des échanges que les réflexions critiques sur les défis et les ouvertures en ce qui concerne la transformation des pratiques. Deuxièmement, l'élaboration d'une grille de lecture nous permettra d'interroger les données et les interactions et de documenter de manière continue les résultats et apprentissages sur chaque dimension. Les éléments de

la grille de lecture déjà identifiés sont notamment : relations entre acteurs, expertise, enjeux de gouvernance du projet urbain, contenu donné à l'adaptation, contraintes à l'adaptation liées aux dynamiques de production de l'espace urbain, enjeux d'inclusion sociale, *trade-offs* entre mitigation et adaptation. D'autres dimensions d'analyse s'ajouteront au fil de la démarche. En plus de l'archivage des données et de leur organisation et analyse suivant cette grille, notre documentation implique aussi des moments de réflexivité, une composante essentielle dans une telle démarche de recherche-action. Ainsi, en troisième lieu, la documentation implique la mise en place de rencontres de réflexivité, entre chercheurs, suite à chacun des ateliers, pour faire des retours sur les expérimentations et les apprentissages qui s'y produisent, ainsi que sur la posture prise par les animateurs-chercheurs, et ses effets.

Notre proposition de laboratoire vivant implique des manières concrètes à travers lesquelles cette documentation du processus va servir non seulement aux recommandations finales, mais aussi au fur et à mesure de la démarche d'expérimentation. En effet, la première étape de compréhension se culmine dans la rédaction d'une synthèse qui sera partagée avec les participants et servira de base commune pour les premiers ateliers. Ensuite, l'analyse de réseau des acteurs du projet Lachine Est fournira l'information de départ pour analyser les enjeux de coordination dans la phase d'expérimentation. Troisièmement, nous prévoyons trois stages MITACS spécifiquement dédiés à la documentation d'enjeux clés touchant l'adaptation dans le secteur (gestion de l'eau, infrastructures vertes, aménagement en vue de favoriser la mobilité et densité viable), avec recension de la littérature, analyse documentaire, et des études techniques si besoin il y a. Ces stages permettront d'assembler certaines des informations, acteurs et données à présenter dans les ateliers du laboratoire vivant pour susciter une réflexivité des professionnels. Finalement, les analyses au fur et à mesure permettront de nourrir le rapport d'étape ainsi que de bien préparer le retour final sur l'expérience avec les participants, qui visera aussi à coconstruire les éléments de la deuxième phase du Labo Climat Montréal (le cas échéant).

6.3 PLAN DE TRAVAIL ET CALENDRIER

Titre de l'activité	Principales tâches	2019		2020						
		Mars - Mai	Juin - Août	Septembre - Déc.	Janvier - Février	Mars - Mai	Juin - Août	Septembre - Nov.		
Démarrage du projet	Élaboration du site web (vitrine présentant le projet), démarrage de la plate-forme numérique									
	Dépôt demande pour certificat éthique									
Comprendre	Analyse documentaire, première phase de l'analyse de réseau, observation à l'OCPM									
	Entretiens individuels									
	Observation et participation à des rencontres de la Ville									
Expérimenter	Ateliers 1 et 2									
	Ateliers 3 et 4									
	Atelier 5 : retour sur l'expérience									
	Animation de la plate-forme numérique									
Documenter et analyser	Enregistrements, archivage, organisation des données pour analyse									
	Première synthèse									
	Rencontres de réflexivité des chercheurs									
	Documentation d'enjeux techniques									
Remises des livrables	Analyse transversale des données, rédaction du rapport final et des fiches synthèses									
	Compte-rendus des rencontres du comité de suivi									
	Rapport(s) d'étape(s)									
	Rapport final, fiche projet terminé, fiches synthèses de résultat									
	Présentation chez Ouranos									

6.4 RÉSULTATS, RETOMBÉES ET TRANSFERT DE CONNAISSANCES

	RÉSULTATS	INDICATEURS DE RETOMBÉES
Tangibles	Site web (vitrine présentant le projet et diffusant les fiches de résultats) et une plateforme d'échanges pour le noyau d'acteurs pouvant perdurer comme communauté de pratiques virtuelle (sur Slack ou Passerelles)	Nombre de participants et de commentaires dans les échanges sur la plate-forme, de clics et de téléchargements, nombre de références au site. Qualité des échanges : discussions sur documents et vocabulaire commun.

	<p>Compréhension des pratiques et enjeux au départ Recension de littérature scientifique sur l'adaptation aux changements climatiques dans les projets urbains Résumé des observations tirées des ateliers de l'OCPM (le cas échéant) Première carte du réseau d'acteurs impliqués dans le projet Lachine Est Première synthèse des enjeux d'adaptation rencontrés dans l'analyse documentaire et les entretiens</p>	Utilisation par les acteurs pour d'autres projets urbains : usage du vocabulaire commun, mise en place d'un processus similaire bonifié par l'expérience et approprié par les acteurs, partage des difficultés anticipées dès le départ.
	<p>Expérimentation du laboratoire vivant Développement d'un vocabulaire commun Présentation du processus d'expérimentation avec ses forces et faiblesses, nourri par le retour sur l'expérience avec les participants Identification des enjeux d'adaptation et des pratiques appelées à se transformer</p>	
	<p>Documentation et analyse Fiche technique sur les enjeux et les pratiques en matière de gestion de l'eau Fiche technique sur les enjeux et les pratiques en matière d'infrastructures vertes Fiche technique sur les enjeux et pratiques en matière de mobilité et de densité Analyse de réseau des acteurs internes au projet urbain de Lachine Est (première carte enrichie des observations subséquentes) Diagramme représentant les moments d'intégration du Labo Climat dans le processus de projet urbain Recommandations finales sur l'intégration de l'adaptation dans le processus de projet urbain</p>	Utilisation par les acteurs pour d'autres projets urbains : mobilisation du même type de réseau d'acteurs,
	<p>Valorisation Publication d'articles scientifiques et présentation à des conférences internationales, rendus disponibles sur le site web du projet.</p>	Ouvrages publiés, citations
	Présentation de la démarche à différents acteurs de l'agglomération de Montréal, et à des événements de transfert pour professionnels de Montréal et d'ailleurs au Québec (Rencontres VRM, autres). Publication d'articles dans revues professionnelles (ex: revue urbanité).	Nombre de présentations données et de textes publiés
<i>Intangibles</i>	Formation d'étudiants; Noyau d'expertise en matière de CC; Renforcement des liens entre milieux de pratique et universitaires et décloisonnement des pratiques professionnelles liées à l'adaptation aux cc	Nombre de mémoires et thèses liés au projet et d'étudiants impliqués; embauche des étudiants dans des milieux de pratique; création et renforcement de liens au sein et entre des équipes
	Meilleure compréhension des différentes subjectivités face aux changements climatiques sur un territoire urbain, et des obstacles à l'adaptation	Mention des différentes expériences, des obstacles et de leur résolution et diffusion dans les rapports et le journal de bord

ACTIVITÉS ET OUTILS DE TRANSFERT DE CONNAISSANCES

ATELIERS DU LABORATOIRE VIVANT

PUBLICS CIBLES : participants au Labo Climat Montréal, soit le noyau de professionnels du projet urbain et les acteurs externes intégrés au fil de la démarche

MÉTHODE : voir présentation de la démarche au point expérimentation

RETOMBÉES ET BÉNÉFICES POUR LE PROJET : restitution des savoirs co-crésés dans les étapes précédentes, émergence et appropriation par les participants de nouveaux savoirs (notamment sur le vocabulaire commun, l'identification d'enjeux d'adaptation, de leviers et de pratiques à transformer, réactions aux nouvelles expertises, connaissances sur les interactions entre les acteurs)

PLATE-FORME NUMÉRIQUE DU PROJET ⇔ COMMUNAUTÉ DE PRATIQUES VIRTUELLE

PUBLICS CIBLES : professionnels (pour phase 1)

RETOMBÉES ET BÉNÉFICES POUR LE PROJET : fournir un espace virtuel d'échanges, y assurer une pérennité et une extension à d'autres professionnels

FICHES SYNTHÈSES DES RÉSULTATS DIFFUSÉES SUR LE WEB

Sur les sites internet du Labo Climat Montréal, de VRM, et de la ville de Montréal

PUBLICS CIBLES : professionnels et grand public.

RETOMBÉES ET BÉNÉFICES POUR LE PROJET : faire connaître et assurer une visibilité au projet et à ses principaux résultats

RENCONTRES VRM SUR L'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LES PROJETS URBAINS

FINANCÉ PAR DES FRAIS D'INSCRIPTION ET UNE CONTRIBUTION VRM

PUBLICS CIBLES : professionnels de la ville de Montréal et d'autres municipalités intéressées

MÉTHODE : café des sciences, ateliers de formation et présentations des chercheurs de l'équipe et leurs partenaires du Labo Climat Montréal

RETOMBÉES ET BÉNÉFICES POUR LE PROJET : diffusion des résultats et appropriation des résultats par les professionnels

CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR L'ADAPTATION URBAINE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

DEMANDE DE SUBVENTION CRSH CONNEXION (DEMANDE FÉVRIER 2020, RESULTAT 31 MARS 2020)

PUBLICS CIBLES : chercheurs locaux et étrangers, porteurs du projet Labo Climat Montréal (Ouranos et Ville de Montréal)

RETOMBÉES ET BÉNÉFICES POUR LE PROJET : faire rayonner le projet et ses résultats à l'international, susciter des comparaisons, améliorer les propositions pour la phase 2 du Labo Climat Montréal

6.5 BUDGET FICHER EXCEL – VOIR ANNEXE 4

Le budget détaillé inclut, dans la Catégorie 'Autres dépenses', un montant de 22 000\$ dédié au financement de la Conférence internationale présentée ci-haut. L'équipe de chercheurs soumettra néanmoins une demande de subvention CRSH Connexion à l'hiver 2020 (dates annoncées : remise en février, réponse fin mars 2020), visant à financer cet événement. Dans le cas de l'obtention de la subvention, le 22 000\$ indiqué dans le budget demandé pourra permettre le développement d'autres outils de diffusion et de transfert de connaissances (à discuter avec les partenaires le cas échéant).

La catégorie Voyage inclut une demande de 2900\$ pour financer les déplacements Montréal-Québec de nos chercheurs et stagiaires étudiants de l'Université Laval et de l'INRS-ETE. VRM fournit par ailleurs 2600\$ pour financer la participation de deux chercheurs à une conférence propice à la diffusion des résultats (par exemple *Urban Affairs Association*).

6.6 FUTURES ACTIVITÉS

La phase 1 du Labo Climat Montréal présentée dans cette proposition détaillée implique comme utilisateurs principaux les professionnels de la Ville et de l'arrondissement. Des expertises externes et acteurs du territoire seront impliqués de manière ciblée pour l'identification d'enjeux et de pratiques à ajuster. Lors de la phase 2 qui suivrait, l'objectif serait que les acteurs du territoire de Lachine Est deviennent les utilisateurs principaux du laboratoire vivant. Les pratiques professionnelles seraient alors des intrants dans un processus de design participatif et de co-construction de choix concrets pour les transformations du territoire.

7- Bibliographie

Publications des chercheurs de l'équipe

- Bissonnette, J.-F., Dupras, J., Messier, C., Lechowicz, M., **Dagenais**, D., Paquette, A., Jaeger, J. A. G., Gonzalez, A., sous presse. Moving forward in implementing green infrastructure: Stakeholder perceptions of opportunities and obstacles in a major North American metropolitan area, *Cities* 81 (1 novembre 2018): 61-70.
- Cloutier**, G., Papin, M. et C. Bizier (2018). « Do-it-yourself (DIY) adaptation: civic initiatives as drivers to address climate change at the urban scale », *Cities*, Vol. 74, p. 284-291. Cloutier, G., F. Joerin, C. Dubois, M. Labarthe, C. Legay et D. Viens (2015). « Planning adaptation based on local actors' knowledge and participation: a climate governance experiment », *Climate Policy*, vol.15, no 4, p.458-474.
- Dagenais**, D., Brisson, J. et Fletcher, T.D. (2018). The role of plants in bioretention systems : Does the science underpin current guidance ? *Ecological Engineering*, Volume 120, Pages 532-545.
- Dagenais**, D., Thomas, I et **Paquette**, S. Siting Green Stormwater Infrastructure in a Neighbourhood to Maximize Secondary Benefits : Lessons Learned from a Pilot Study, *Landscape Research, Special Issue on Green infrastructure*, vol. 42, no. 2, 2017, pp. 195-210.
- Darchen, S. et C. **Poitras**. 2018. «Accommodating Densification and Social Sustainability in the Inner City», in *Compulsory Property Acquisition for Urban Densification*, Glen Searle (ed.), Londres et New York, Routledge, p. 67-80.
- Guimont, D., & **Lapointe**, D. (2016). Empowering local tourism providers to innovate through a living lab process: Does scale matter?. *Technology Innovation Management Review*, 6(11).
- Mailhot, A. et S. **Duchesne** (2010). Design criteria of urban drainage infrastructures under climate change. *Journal of Water Resources Planning and Management*, 136(2): 201-208.
- Poitras**, C. 2009. «Designing Sustainability for Whom? Recent Housing Development in Southwest Montreal», *Local Environment. International Journal of Sustainability and Justice, Special Issue Urban Justice and Sustainability*, vol. 14, no 6, p. 515-528.
- Poitras**, C. et J.-C. Aubry, Étude historique du développement urbain. L'axe du Canal de Lachine – Partie Lachine et LaSalle, INRS-Urbanisation Culture Société, Montréal, février 2004, 82 p.

- Vachon, Jérémie. (2016). Évaluation des impacts de l'adaptation aux changements climatiques sur les politiques et pratiques de verdissement : le cas de Montréal. Mémoire de maîtrise en urbanisme, Université de Montréal. Dirigé par F. Scherrer et D. Dagenais.
- Scanu, Emiliano, et Geneviève Cloutier. (2015). « Why Do Cities Get Involved in Climate Governance? Insights from Canada and Italy ». *Environnement Urbain / Urban Environment*, n° Volume 9 (octobre). <http://eue.revues.org/635>.
- Van Neste, S. L., & Martin, D. G. (2018). Place-framing against automobility in Montreal. *Transactions of the Institute of British Geographers*, 43(1), 47–60.
- Shishegar, S., S. Duchesne et G. Pelletier (2018). Optimisation methods applied to stormwater management problems: a review. *Urban Water Journal*, 15(3) : 276-286.
- Van Neste, S. L., & Sénécal, G. (2015). Claiming Rights to Mobility Through the Right to Inhabitation: Discursive Articulations from Civic Actors in Montreal. *International Journal of Urban and Regional Research*, 39(2), 218–233.
- Van Neste, S., L. Lessard, H. Madenian. «L'action des villes canadiennes pour une transition énergie/climat : réfléchir aux trajectoires d'urbanisation» dans *L'environnement au Canada : les défis d'une gouvernance à niveaux multiples*, ed. A. Chaloux et H. Séguin, à paraître aux Presses de l'Université de Montréal.

Autres références bibliographiques

- Anguelovski, I., Shi, L., Chu, E., Gallagher, D., Goh, K., Lamb, Z., Teicher, H. (2016). Equity Impacts of Urban Land Use Planning for Climate Adaptation. *Journal of Planning Education and Research*, 36(3), 333–348.
- Aylett, A. (2015). Institutionalising the urban governance of climate change adaptation: Results of an international survey. *Urban Climate*, 14, 4–16.
- Carter, J. G., Cavan, G., Connelly, A., Guy, S., Handley, J., & Kazmierczak, A. (2015). Climate change and the city: Building capacity for urban adaptation. *Progress in Planning*, 95, 1–66.
- Bulkeley, H., Coenen, L., Frantzeskaki, N., Hartmann, C., Kronsell, A., Mai, L., Marvin, S., McCormick, K., van Steenberg, F., et Voytenko Palgan, Y. (2016). « Urban living labs: governing urban sustainability transitions ». *Current Opinion in Environmental Sustainability*, System dynamics and sustainability, 22 (octobre): 13-17.
- Huitema, D., Adger, W. N., Berkhout, F., Massey, E., Mazmanian, D., Munaretto, S. Termeer, C. C. J. A. M. (2016). The governance of adaptation: choices, reasons, and effects. Introduction to the Special Feature. *Ecology and Society*, 21(3).
- Hughes, S. (2015). « A meta-analysis of urban climate change adaptation planning in the U.S. » *Urban Climate*, Building Capacity for Climate Change Adaptation in Urban Areas, 14 (décembre): 17-29.
- Karvonen, A. et van Heur, B. (2014). « Urban Laboratories: Experiments in Reworking Cities ». *International Journal of Urban and Regional Research* 38 (2): 379-92.
- Meerow, S., & Newell, J. P. (2016). Urban resilience for whom, what, when, where, and why? *Urban Geography*, 0(0), 1–21.
- Moloney, S., et Fünfgeld, H. (2015). « Emergent processes of adaptive capacity building: Local government climate change alliances and networks in Melbourne ». *Urban Climate*, Building Capacity for Climate Change Adaptation in Urban Areas, 14 (décembre): 30-40.
- Pelling, M., High, C., Dearing, J., & Smith, D. (2008). Shadow Spaces for Social Learning: A Relational Understanding of Adaptive Capacity to Climate Change within Organisations. *Environment and Planning A: Economy and Space*, 40(4), 867–884.
- Ville de Montréal. (2018). *Secteur Lachine-Est. Document d'information*.

8 - Liste des acronymes

- cc : changements climatiques
 OCPM : Office de consultation publique de Montréal
 VdM : Ville de Montréal
 VRM : réseau Villes Régions Monde (www.vrm.ca)

9 – Annexes

- Annexe 1 - Biographies des membres de l'équipe
- Annexe 2 – Curriculum Vitae abrégé de Sophie L. Van Neste
- Annexe 3 – Plan d'implication des membres de l'équipe et des stagiaires étudiants
- Annexe 4 – Budget (voir fichier Excel)
- Annexe 5 – Lettres d'appui du réseau Villes Régions Monde

10 - Examineurs externes proposés

- Laurence Rocher, Maître de conférences à l'Institut d'urbanisme, Université de Lyon 2, laurence.rocher@univ-lyon2.fr
- Sarah Burch. Professeure agrégée à University of Waterloo, sarah.burch@uwaterloo.ca
- Hélène Bailleul, Maître de conférences Université Rennes 2. helene.bailleul@univ-rennes2.fr
- Florent Joerin, Professeure à la Haute école d'ingénierie et de gestion du canton de Vaud, florent.joerin@heig-vd.ch
- Mario Gauthier, Professeur titulaire, Université du Québec en Outaouais, Mario.Gauthier@uqo.ca.
- Guy Mercier, Professeur titulaire Département de géographie de l'Université Laval, doyen@ffgg.ulaval.ca
- Jean-Louis Yenghe Professeur, Université de Poitiers, jean.louis.yengue@univ-poitiers.fr

Annexe 1 Équipe du Labo Climat Montréal : notices biographiques des chercheurs

Van Neste, Sophie L.

est professeure à l'INRS-UCS dans le champ de la gouvernance pour un développement urbain durable et également représentante du Centre UCS au comité de direction de VRM. Formée au Canada, aux Pays-Bas et aux États-Unis, en sciences de l'environnement, urbanisme, études urbaines et science politique, elle mène des recherches comparatives sur les actions collectives urbaines pour une transition énergie-climat impliquant une diversité d'acteurs en réseaux, notamment sur les leviers de la mobilité durable, des infrastructures et, plus récemment, de la densification. Elle s'intéresse de plus aux dispositifs de participation publique et d'engagement des citoyens et de la société civile. Elle a publié dans les meilleures revues internationales en études urbaines, et enseigne dans le domaine de l'environnement urbain depuis 2012.

Postras, Claire

est professeure titulaire à l'INRS-UCS. Elle a assuré la direction scientifique du réseau interuniversitaire et interdisciplinaire Villes Régions Monde (VRM) de 2010 à 2018. De 2008 à 2018, elle a également assuré la direction du centre Urbanisation Culture Société de l'INRS qui comprend 34 professeurs-chercheurs œuvrant dans le domaine des sciences humaines et sociales. À ce titre, elle a veillé à la réalisation de la mission de l'Université en recherche et en formation et a agi en tant que leader scientifique dans les créneaux du Centre. Ses travaux de recherche réalisés sur Montréal et sa région portent sur le processus de construction de la ville et de la banlieue, notamment du point de vue des enjeux de développement durable. Elle a été sollicitée pour réaliser en partenariat plusieurs des rapports de recherche faisant état du développement urbain des villes québécoises.

Duchesne, Sophie

est ingénieure, professeure-chercheure à l'INRS-ETE depuis 2007. Elle est titulaire d'un baccalauréat en génie civil et d'un doctorat en sciences de l'eau. Elle dirige actuellement des recherches portant sur la gestion durable des eaux pluviales en milieu urbain ainsi que sur la gestion hydraulique des réseaux de distribution d'eau potable. Plus précisément en lien avec cette demande, elle dirige des projets de recherche interuniversitaires financés par la CRSNG et le FQRNT, en partenariat avec des municipalités, des ministères et des entreprises privées, visant à développer des méthodes de gestion durable des eaux pluviales adaptées au climat québécois dans un contexte de changements climatiques. La prof. Duchesne est coauteure de près de 40 articles scientifiques dans des journaux avec comités de lecture.

Geneviève Cloutier

est professeure à l'École supérieure d'aménagement du territoire et de développement régional de l'Université Laval et directrice du Centre de recherche en aménagement et développement (CRAD). Elle s'intéresse à la participation publique, à l'action collective, aux acteurs et aux processus par lesquelles les pratiques de planification et d'aménagement se transforment. Elle travaille, publie et dirige des projets de recherche sur la question de l'adaptation des milieux urbains aux changements climatiques, et plus particulièrement sur le rôle des acteurs civiques dans la gouvernance climatique, depuis plusieurs années.

Annexe 1 Équipe du Labo Climat Montréal : notices biographiques des chercheurs

Sylvain Paquette

est professeur agrégé à l'École d'urbanisme et d'architecture de paysage, il est depuis 2017 le titulaire de la Chaire en paysage et environnement de l'Université de Montréal (CPEUM). Il est également chercheur à la Chaire UNESCO de la même institution. Ses travaux abordent la question du paysage comme un phénomène de valorisation sociale et culturelle des territoires habités. Ses recherches ont fait l'objet de nombreuses publications dans des revues d'envergure nationale comme internationale. Ses contributions ont participé au renouvellement des approches en études paysagères et en aménagement du territoire, et il a notamment travaillé récemment sur les infrastructures vertes en milieu urbain. Dans le contexte de recherches en partenariat à la CPEUM, Sylvain Paquette a été engagé dans plusieurs opérations de transfert d'expertise et de recherche-action impliquant les principaux intervenants de l'aménagement du territoire au Québec, ainsi que plusieurs instances régionales et municipales.

Lapointe, Dominic

est professeur au Département d'études urbaines et touristiques de l'Université du Québec à Montréal. Il détient un doctorat en développement régional de l'Université du Québec à Rimouski. Responsable du Groupe de recherche et d'intervention tourisme, territoire et société, il travaille sur la production de l'espace touristique et sur son rôle dans l'expansion du capitalisme. Ses récents travaux portent sur les changements climatiques, l'innovation sociale, les living labs et sur le tourisme autochtone en régions périphériques. Il a publié de nombreux articles scientifiques, chapitres d'ouvrages et rapports de recherche en plus de présenter de nombreuses communications dans des conférences internationales et auprès de différentes communautés de pratiques avec qui il a collaboré à travers des processus de co-création et d'innovations ouvertes. Il est présentement directeur du programme de premier cycle en Tourisme et gestion de l'hôtellerie à l'UQAM.

Danielle Dagenais

est directrice de l'École d'urbanisme et d'architecture de paysage de l'Université de Montréal et professeure agrégée à cette même École. Agronome (B.Sc. Agr. (McGill)), elle est détentrice d'une maîtrise en génie de l'environnement (École Polytechnique de Montréal) et d'un doctorat en aménagement (Université de Montréal). Ses travaux et articles portent sur l'implantation des infrastructures vertes ou phytotechnologies pour la gestion des eaux pluviales en milieu urbain et sur l'adaptation au changement climatique. Bien que spécialiste des végétaux, elle codirige ou collabore à des projets de recherche transdisciplinaire conjuguant les enjeux de performances techniques et de planification, de fourniture de services écosystémiques, de perceptions des citoyens, de gouvernance, de résilience et d'adaptation aux changements globaux. Elle collabore fréquemment avec les collectivités dans le cadre de projets de recherche ou à titre d'experte. Ses travaux actuels portent sur l'impact du choix et de l'entretien des espèces végétales sur les performances des biorétentions en climat froid.

Michel Rochefort

est urbaniste et professeur au Département d'études urbaines et touristiques de l'Université du Québec à Montréal. Avant de se tourner vers l'enseignement et la recherche, il a occupé, pendant plus de 15 ans, plusieurs postes de nature stratégique dont ceux de coordonnateur à l'aménagement du territoire métropolitain au sein des communautés métropolitaines de Montréal et de Québec. L'élaboration et la mise en œuvre des outils de planification et de réglementation constituent le point central de ses expériences professionnelles, de son enseignement et de ses recherches. Il possède des diplômes en architecture, en urbanisme et en études urbaines.

CURRICULUM VITAE ABBRÉGÉ

SOPHIE L. VAN NESTE

Contact : (1) 514-499-4042, sophiel.vanneste@ucs.inrs.ca

POSTE ACTUEL

Professeure-chercheure en études urbaines au Centre Urbanisation, Culture, Société, INRS, rang adjoint (2017-)

FORMATION

Postdoctorat sur l'action collective et contestataire sur les infrastructures (2014-2016) ; financé FRQSC Université de Montreal, Département de science politique et Clark University (Massachusetts, États-Unis), Département de Géographie.

Doctorat en études urbaines à l'INRS-UCS et Universiteit van Amsterdam, Amsterdam Institute for Social Science Research, Department of Geography, Planning and International Development Studies (2009-2014) ; financé CRSH. Titre de la thèse : *Place-framing by coalitions for car alternatives : a comparison of Montreal and Rotterdam The Hague metropolitan areas.*

Maîtrise en urbanisme à l'Institut d'urbanisme de l'Université de Montréal (2006-2009) ; financé CRSH et FRSQC.

Baccalauréat, Sciences de l'environnement, Université McGill, Montréal (2003-2006)

EXPÉRIENCE D'ENSEIGNEMENT ET DE SUPERVISION

Enseignement au baccalauréat

Gestion de l'environnement et urbanisme, Université de Montréal, 2012-2015.

Principes d'aménagement durable, Université de Sherbrooke, 2017.

Enseignement aux cycles supérieurs

Méthodologies de recherche en environnement, Université de Sherbrooke, 2017.

Évaluation environnementale et planification, Université de Montréal, 2017.

Séminaire pluridisciplinaire sur la ville 1, Doctorat en études urbaines, INRS-UCS, 2018.

Transformation de l'environnement urbain et qualité de vie, INRS-UCS, 2019.

Supervision à l'INRS-UCS de 4 étudiants de maîtrise et 3 étudiant au doctorat en études urbaines

SUBVENTIONS OBTENUES – RECHERCHE FINANCÉES

Programmations et trajectoires d'engagement sur le transport collectif à Montréal, 2018-2020, chercheure principale. Programme CRSH Développement Savoir, 66 275\$.

Gouvernance urbaine des transitions énergétique et climatique, CRSH Institutionnel, 2017-2018, 4000\$, Financement Villes Régions Monde, 5000\$.

L'appropriation de l'espace comme mode de fabrication de la ville durable, CRSH Institutionnel, 2018-2019, 6000\$.

POSITIONS DE DIRECTION, DE GESTION ET D'ÉVALUATION DE LA RECHERCHE

Comité de direction du Réseau Villes Régions Monde (2017-)

Responsable scientifique de l'Axe Transformation et réduction des vulnérabilités, dans le Réseau Inondations InterSectoriel du Québec - RIISQ (2018-)

Évaluatrice pour les revues *Annals of the Association of American Geographers*, *International Journal of Urban and Regional Research*, *Journal of Urban Affairs*, *RiUrba*; Évaluatrice d'une thèse de doctorat (University of Calgary), de trois examens doctoraux (INRS et UQAM) et d'un mémoire de maîtrise (INRS-UCS); Comité de sélection pour nouveau poste de professeur sur l'Analyse de politiques sur l'environnement urbain, INRS-UCS (2018-)

DISTINCTIONS les plus importantes

Médaille académique d'or du Gouverneur général du Canada (2015) ; Prix Jean-Pierre Collin de la meilleure thèse en études urbaines (2014-2015).

PUBLICATIONS

Co-édition du numéro spécial “Transitions énergétiques et climatiques : enjeux, débats et expérimentations en cours” dans *Lien Social et Politiques* avec Renaud Hourcade. Printemps 2019.

Chapitres de livre

- Van Neste, Sophie L., Lessard, Guillaume, et Madenian, Hélène. 2019. L'action des villes canadiennes pour une transition énergétique et climatique : réfléchir aux trajectoires d'urbanisation. Dans *L'environnement au Canada : les défis d'une gouvernance à niveaux multiples*, sous la direction de Annie Chaloux et Hugo Séguin, Presses de l'Université de Montréal. Sous presse.
- Van Neste, Sophie L. 2019. Un répertoire urbain d'action politique? Dans *Introduction à la vie politique municipale québécoise*, Presses de l'Université Laval, dirigé par M. Jean-Patrick Brady.
- Van Neste, Sophie L. 2016. Les représentations des territoires ciblés par la revitalisation urbaine : entre espoir, stigmatisation et transformation. Dans *Revitalisation urbaine et concertation de quartier*, édité par Gilles Sénécal, Presses de l'Université Laval.
- Van Neste, Sophie L. 2015. Place-framing and regulation of mobility flows in metropolitan "in-betweens" Rotterdam-The Hague. Dans *Transport, Mobility, and the Production of Urban Space*, édité par Julie Cidell et David Prytherch, Routledge, p. 245-262.
- Van Neste, Sophie L. 2011. Acteurs métropolitains et territoire vécu. Dans Gilles Sénécal (dir.). *L'espace-temps métropolitain. Forme et représentations de la région de Montréal*, Québec, Presses de l'Université Laval, p. 255-278.

Articles évalués par les pairs, revues savantes

- Van Neste, Sophie L. (2018) Place, pipelines and public subjectivity in the Zwischenstadt. Soumis à *Territory, Politics, Governance*. Dans le cadre du numéro spécial Bridging across difference in contemporary (urban) social movements: territory as a catalyst, ed. Briata, P., Colomb, C. et Mayer, accepté avec modifications, publication anticipée en 2019.
- Van Neste, Sophie L., Martin D G, 2018, Place-framing against automobility in Montreal. *Transactions of the Institute of British Geographers*. Vol. 43, no1 p. 47-60.
- Van Neste, Sophie L. et Sénécal, Gilles. 2015. Claiming rights to mobility through the right to inhabitation: discursive articulations from civic actors in Montreal. *International Journal of Urban and Regional Research*. Vol. 39, no 2 p. 218-33.
- Van Neste, Sophie L. et Laurence Bherer. 2014 .The spatial puzzle of mobilising for car alternatives in the Montreal city-region. *Urban Studies*. Vol. 51, no. 11. p. 2406-25.
- Van Neste, Sophie L., Gariépy Michel et Gauthier, Mario. 2013. La cohérence dans l'urbanisme montréalais : entre planification et mise en débat. *Géocarrefour*. Vol. 87 no 2. p.87-99.

TRANSFERT ET MOBILISATION DES CONNAISSANCES

Experte-conseil pour l'exposition Montréal dans 50 ans à la Biosphère (2018-2019) ; Formation sur la participation publique au Congrès de Projet Montréal, 29 avril 2018 ; Rencontre des partenaires des milieux de pratique du réseau VRM, 3 mai 2018; Participation aux ateliers de consultation d'experts de Transition Énergétique Québec, Ateliers Transport de personnes et Aménagement du territoire, novembre 2017 ; Avis sur le projet de règlement sur la participation publique en matière d'aménagement et d'urbanisme du MAMOT, décembre 2017 ; Rapports et présentations de mes résultats de recherche postdoctorale et doctorale aux participants, Présentations à 12 conférences internationales depuis 2013. Publication dans les revues professionnelles *Plan Canada* et *Regional Insights*.

Annexe 3 Plan d'implication des membres de l'équipe et des stagiaires étudiants

Pour justification budgétaire et planification de la grappe MITACS à déposer en janvier

Nous avons prévu, pour le personnel de l'équipe de recherche :

- un(e) postdoctorant(e) MITACS assurant la coordination scientifique, l'analyse et le suivi au fil de la démarche, la rédaction des rapports, la valorisation en articles scientifiques et l'aide à la supervision des stagiaires. Ceci nous semble maintenant essentiel pour une équipe multidisciplinaire avec plusieurs chercheurs qui vont contribuer à différents moments, dans une approche d'expérimentation.
- une coordination logistique de l'archivage, de la plate-forme numérique, des rencontres et activités de transfert de connaissance (3 heures par semaines à VRM, plus 2 semaines complètes vers la fin du projet pour les Rencontres VRM et l'aide au transfert de connaissances)
- une grappe MITACS avec 6 stages étudiants de 6 mois à 10000\$ chacun (dont 3 stages comblés par Hélène Madenian)
- 2 autres contrats étudiants (montants restants des stages MITACS)

Tâches de recherche et de coordination, en détails par personne impliquée

Étape de compréhension des pratiques, des enjeux, et du contexte (printemps et été 2019)

1 stage étudiant - doctorat, 1 contrat étudiant supplémentaire, 1 stage postdoctoral

Stage 1 de la grappe mitacs - Hélène Madenian (10 000)

Recension des écrits sur l'adaptation aux changements climatiques et projets urbains
Analyse documentaire des documents de la ville, de l'arrondissement et d'autres acteurs pertinents au projet de Lachine Est
Observation des rencontres de travail à la Ville de Montréal
Post-doctorant (post-doc VRM : journées à l'INRS, à l'UQAM, à VdM), à recruter
Assistance pour l'analyse de réseau
Analyse documentaire des documents de la ville, de l'arrondissement et des autres acteurs pertinents au projet de Lachine Est
Observation des rencontres de travail entre les professionnels de la ville, de l'arrondissement et, s'il y a lieu, des autres acteurs pertinents
Rédaction de la première synthèse des faits saillants
Participation à la préparation et la conduite des entretiens
Contrat étudiant supplémentaire (montant restant du stage 1 de la grappe MITACS : 3300\$) à recruter
Transcription des entretiens
Coordination logistique VRM
Archivage et classification des données sur le Google Drive de l'équipe
Mise en place de la plate-forme sur Passerelles, invitation aux participants, etc.

Étape d'expérimentation : le laboratoire vivant

3 stages étudiants, 1 contrat étudiant supplémentaire, 1 stage postdoctoral

Stage 2 de la grappe mitacs, Hélène Madenian (10 000)

Animation et documentation du processus :
observation des ateliers, transcription, comptes-rendus, prises de photos, animation de la plate-forme numérique.

Stage 3 de la grappe mitacs (avec Sophie Duchesne) (10 000)

Annexe 3 Plan d'implication des membres de l'équipe et des stagiaires étudiants

Documentation technique des enjeux et pratiques de gestion de l'eau pour Lachine Est, pour permettre de fournir des intrants d'expertise aux ateliers du laboratoire vivant

Stage 4 de la grappe mitacs (avec Danielle Dagenais) (10 000)

Documentation technique des enjeux et pratiques sur les infrastructures vertes (notamment pour la biodiversité et la diminution des îlots de chaleur en contexte de changements climatiques), pour permettre de fournir des intrants d'expertise aux ateliers du laboratoire vivant

Contrat étudiant supplémentaire (contrat financé par les montants restants des stages 2, 3 et 4 = 10 000\$) à recruter

Documentation technique des enjeux et des pratiques de mobilité et de densité (pour permettre de fournir des intrants d'expertise aux ateliers du laboratoire vivant), et des autres qui émergent dans le processus, avec l'aide de postdoctorant

Postdoctorant

Continue l'observation des rencontres de travail à la Ville de Montréal

Observation des dynamiques d'acteurs durant les ateliers

Assure la coordination scientifique pour la documentation des ateliers : mise en commun des éléments de chaque chercheur à inclure dans la grille de lecture.

Rédaction du rapport d'étape à remettre au comité de suivi (la première synthèse + premiers éléments des ateliers)

Coordination logistique VRM

Coordination des rencontres, des réservations de dates et de locaux

Archivage et classification des données sur le Google Drive de l'équipe

Étape d'analyse et de valorisation

2 stages étudiants, 1 postdoc

Stage 5 de la grappe mitacs Alexis Guillemard (10 000)?

Analyse des données avec professeurs : codage qualitatif croisé des diverses données (comptes-rendus, transcriptions, analyse documentaire, entretiens) sur logiciel d'analyse qualitative

Stage 6 de la grappe mitacs Hélène Madenian (10 000)

Aide à l'analyse et la rédaction des fiches synthèses

Postdoctorant

Analyse des données avec professeurs : codage qualitatif croisé des diverses données (comptes-rendus, transcriptions, analyse documentaire, entretiens) sur logiciel d'analyse qualitative

Rédaction du rapport final avec les professeurs

Début d'articles scientifiques

Coordination logistique VRM

Coordination des deux événements de diffusion

Coordination logistique de la mise en page et la diffusion des fiches synthèses de résultat

Budget total préliminaire	Année 1 et 2 (18 mois)		
	Espèces (\$)	Nature (\$ équivalent)	Type de contribution (analyses, scénarios, autres)
Contributeurs			
Ouranos	68 464.05 \$	5 220.00 \$	Ouranos: accompagnement de la démarche et participation à certaines rencontres
Ville de Montréal	68 464.05 \$	27 010.00 \$	Ville de Montréal : rencontres de pilotage, accompagnement et facilitation dans l'identification des acteurs clés et de la documentation disponible.
Équipe de chercheurs	200.00 \$	41 031.90 \$	Recherche, analyse, supervision : 1 journée par semaine); et livres (200\$)
Réseau VRM	10 600.00 \$	4 949.10 \$	Coordination VRM (1,5h par semaine); Évènement Rencontres VRM (VRM+ frais de participation = 8000\$), financement voyages (colloques internationaux : 2600\$); conditionnel au renouvellement de la subvention en 2020
Universités UQAM, INRS, UdeM		4 000.00 \$	Locaux et assistance technique lors de rencontres
MITACS	68 998.00 \$		
TOTAL	216 726.10 \$	82 211.00 \$	

Budget espèces sommaire par poste	Contributions demandées à Ouranos (Partenariat Ville de Montréal- Ouranos / Moitié-Moitié)	Autres contributions fournies	Sous-totaux
Catégorie de dépenses	En argent	En argent	
Bourse MITACS (grappe de 6 stages)	36 000.00 \$	43 998.00 \$	79 998.00 \$
Bourse postdoctorale MITACS	30 000.00 \$	25 000.00 \$	55 000.00 \$
Salaires (y compris les avantages sociaux)	14 508.90 \$		14 508.90 \$
Services professionnels et techniques – contrats	8 190.00 \$		8 190.00 \$
Voyage (y compris hébergement et repas)	2 900.00 \$	2 600.00 \$	5 500.00 \$
Équipements, fournitures et autres dépenses reliées	0.00 \$	4 000.00 \$	4 000.00 \$
Matériel et support informatique	5 000.00 \$		5 000.00 \$
Services d'impression	800.00 \$		800.00 \$
Services de collecte de données (y compris le traitement, l'analyse, la gestion)	2 450.00 \$		2 450.00 \$
Livres, manuels de référence, revues, etc.		200.00 \$	200.00 \$
Autres dépenses	22 000.00 \$	8 000.00 \$	30 000.00 \$
Gestion / Administration	15 079.20 \$	0.00 \$	15 079.20 \$
Totaux	136 928.10 \$	83 798.00 \$	220 726.10 \$

Commentaires:

Prière de valider cette structure budgétaire avec le service compétent de votre organisme d'affiliation (ex: plafonds pour contrats de services professionnels, calcul des frais de gestion/administration)

Les 18 mois sont mis ensemble

SVP indiquez les dates de début et de fin de chaque année financière

Budget total	Contributions demandées à Ouranos (Partenariat Ville de Montréal-Ouranos)		Contributions fournies par collaborateurs principaux		Sous-totaux
	En argent	En nature	En argent	En nature	
Catégorie de dépenses					
Bourse MITACS	66 000.00 \$	0.00 \$	68 998.00 \$	0.00 \$	134 998.00 \$
Salaires (y compris les avantages sociaux)	14 508.90 \$	32 230.00 \$	0.00 \$	45 981.00 \$	92 719.90 \$
Services professionnels et techniques – contrats	8 190.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	8 190.00 \$
Voyage (y compris hébergement et repas)	2 900.00 \$	0.00 \$	2 600.00 \$	0.00 \$	5 500.00 \$
Équipements, fournitures et autres dépenses reliées	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	4 000.00 \$	4 000.00 \$
Matériel et support informatique	5 000.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	5 000.00 \$
Services d'impression	800.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	800.00 \$
Services de collecte de données (y compris le traitement, l'analyse, la gestion)	2 450.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	2 450.00 \$
Livres, manuels de référence, revues, etc.	0.00 \$	0.00 \$	200.00 \$	0.00 \$	200.00 \$
Autres dépenses*	22 000.00 \$	0.00 \$	8 000.00 \$	0.00 \$	30 000.00 \$
Gestion / Administration	15 079.20 \$	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	15 079.20 \$
Sous-totaux par catégorie de contribution	136 928.10 \$	32 230.00 \$	79 798.00 \$	49 981.00 \$	298 937.10 \$
Totaux		169 158.10 \$		129 779.00 \$	298 937.10 \$

*Précisez la nature des « Autres dépenses » :

Commentaires : 1. "Bourse MITACS" : En argent = allocation(s) étudiant(s) + dépenses de recherche; En nature = contributions en nature uniquement liées à la réalisation des stages. 2. Les autres postes budgétaires sont à compléter si des montants sont versés en plus directement à l'organisme de recherche

Budget de l'année 1 (début - fin) Année 1 = date de début du projet + 12 mois	Contributions demandées à Ouranos (Partenariat Ville de Montréal-Ouranos)		Contributions fournies par collaborateurs principaux		Sous-totaux
	En argent	En nature	En argent	En nature	
Catégorie de dépenses					
Bourse MITACS	66 000.00 \$	0.00 \$	68 998.00 \$	0.00 \$	134 998.00 \$
Salaires (y compris les avantages sociaux)	14 508.90 \$	32 230.00 \$	0.00 \$	45 981.00 \$	92 719.90 \$
Services professionnels et techniques – contrats	8 190.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	8 190.00 \$
Voyage (y compris hébergement et repas)	2 900.00 \$	0.00 \$	2 600.00 \$	0.00 \$	5 500.00 \$
Équipements, fournitures et autres dépenses reliées	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	4 000.00 \$	4 000.00 \$
Matériel et support informatique	5 000.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	5 000.00 \$
Services d'impression	800.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	800.00 \$
Services de collecte de données (y compris le traitement, l'analyse, la gestion)	2 450.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	2 450.00 \$
Livres, manuels de référence, revues, etc.	0.00 \$	0.00 \$	200.00 \$	0.00 \$	200.00 \$
Autres dépenses	22 000.00 \$	0.00 \$	8 000.00 \$	0.00 \$	30 000.00 \$
Gestion / Administration	15 079.20 \$	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	15 079.20 \$
Sous-totaux par catégorie de contribution	136 928.10 \$	32 230.00 \$	79 798.00 \$	49 981.00 \$	298 937.10 \$
Totaux		169 158.10 \$		129 779.00 \$	298 937.10 \$

Commentaires :

Attention prévoir un rapport d'étape à la fin de chaque année du projet en plus du rapport final

Budget de l'année 2 (début- fin)	Contributions demandées à Ouranos (Partenariat Ville de Montréal-Ouranos)		Contributions fournies par collaborateurs principaux		Sous-totaux
	En argent	En nature	En argent	En nature	
Catégorie de dépenses					
Bourse MITACS	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	- \$
Salaires (y compris les avantages sociaux)	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	- \$
Services professionnels et techniques – contrats	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	- \$
Voyage (y compris hébergement et repas)	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	- \$
Équipements, fournitures et autres dépenses reliées	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	- \$
Matériel et support informatique	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	- \$
Services d'impression	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	- \$
Services de collecte de données (y compris le traitement, l'analyse, la gestion)	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	- \$
Livres, manuels de référence, revues, etc.	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	- \$
Autres dépenses	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	- \$
Gestion / Administration	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	- \$
Sous-totaux par catégorie de contribution	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$

Totaux	- \$	- \$	- \$
---------------	------	------	------

Budget de l'année 3 (début - fin)	Contributions demandées à Ouranos (Partenariat Ville de Montréal-Ouranos)		Contributions fournies par collaborateurs principaux		Sous-totaux
	En argent	En nature	En argent	En nature	
Catégorie de dépenses					
Bourse MITACS	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	- \$
Salaires (y compris les avantages sociaux)	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	- \$
Services professionnels et techniques – contrats	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	- \$
Voyage (y compris hébergement et repas)	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	- \$
Équipements, fournitures et autres dépenses reliées	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	- \$
Matériel et support informatique	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	- \$
Services d'impression	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	- \$
Services de collecte de données (y compris le traitement, l'analyse, la gestion)	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	- \$
Livres, manuels de référence, revues, etc.	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	- \$
Autres dépenses	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	- \$
Gestion / Administration	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	- \$
Sous-totaux par catégorie de contribution	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Totaux	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$

Budget de l'année 4 (début - fin)	Contributions demandées à Ouranos		Contributions fournies par collaborateurs principaux		Sous-totaux
	En argent	En nature	En argent	En nature	
Catégorie de dépenses					
Bourse MITACS	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	- \$
Salaires (y compris les avantages sociaux) en dehors de MITACS	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	- \$
Services professionnels et techniques – contrats	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	- \$
Voyage (y compris hébergement et repas)	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	- \$
Équipements, fournitures et autres dépenses reliées	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	- \$
Matériel et support informatique	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	- \$
Services d'impression	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	- \$
Services de collecte de données (y compris le traitement, l'analyse, la gestion)	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	- \$
Livres, manuels de référence, revues, etc.	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	- \$
Autres dépenses	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	- \$
Gestion / Administration	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	- \$
Sous-totaux par catégorie de contribution	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Totaux	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$

Salariés

Nom	Taux horaire	Nombre d'heures (Année 1 et 2)	Total	Poste de dépense ou contribution
VRM - Coordination logistique (nature)	42.30 \$	117	4 949.10 \$	nature
Chercheurs collaborant au projet	75.15 \$	546	41 031.90 \$	nature
Ouranos - Nathalie Bleau	87.00 \$	60	5 220.00 \$	nature
Ville de Montréal - Ensemble des employés participants au projet	73.00 \$	370	27 010.00 \$	nature
VRM - Coordination logistique (salaire payé)	42.30 \$	343	14 508.90 \$	Salaires
Nathalie Vachon, professionnelle INRS-UCS- Traitement des données	61.25 \$	40	2 450.00 \$	Service de collecte de données
Peggy Sanon, professionnelle webmestre INRS-UCS - Développement, mise en ligne et entretien du site web	48.00 \$	105	5 040.00 \$	Services professionnels et techniques
Luc van Ameringen Design graphique - Design graphique du site web et du logo	45.00 \$	70	3 150.00 \$	Services professionnels et techniques

Boursiers

Nom	Année 1 et 2	Total
Hélène Madenian pour stage 1, 2, 6 (décrits en Annexe 3)	3 bourses MITACS au total (stages 1, 2, 6, Annexe 3)	30 000.00 \$
autres boursiers à confirmer pour stages 3, 4, 5 (décrits en Annexe 3)	3 autres stages MITACS (stages 3, 4, 5)	30 000.00 \$
autres contrats étudiants (décrits en Annexe 3)		19 998.00 \$
postdoctorant à recruter		55 000.00 \$

Procédure d'évaluation des projets de recherche

Cadre général de la programmation d'Ouranos

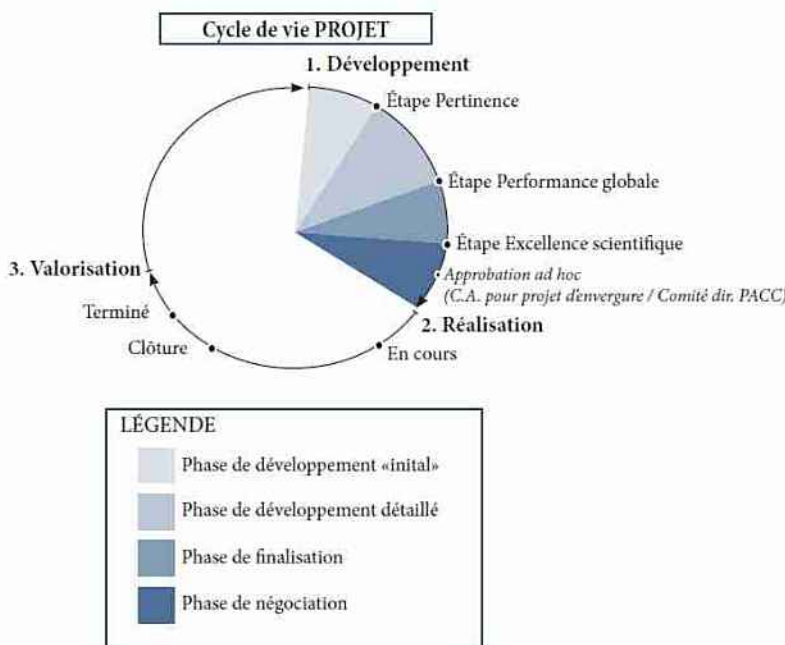
Les efforts dans la production et l'analyse d'information climatique adaptée aux outils et aux besoins existants, ainsi qu'à l'étude des impacts et des vulnérabilités face aux changements climatiques doivent se poursuivre. Il convient aussi d'accorder une attention accrue à l'étude des solutions concrètes d'adaptation à court, moyen et long termes comme le réclament les usagers. Le transfert des connaissances devient également une priorité dans le déploiement de la prochaine phase de programmation. Les orientations stratégiques 2014-2019 suggèrent un développement des programmes axé sur l'adaptation aux changements climatiques¹ et qui aborde les enjeux de manière plus intégrée lorsque c'est applicable. Les comités de programme assureront la pertinence des activités et leur intégration à l'intérieur des activités d'Ouranos et veilleront à l'atteinte des objectifs globaux.

Cadre de la proposition de projet

La recherche appliquée à des problématiques identifiées sera privilégiée. De manière générale, il devrait être clairement établi que le projet permettra d'aider les décideurs (prioritairement les membres d'Ouranos) à s'adapter aux CC. Nous encourageons fortement la présence des contributeurs au projet (chercheurs principaux, collaborateurs, professionnels de recherche, de praticiens stagiaires ou étudiants) dans les locaux d'Ouranos afin de favoriser et stimuler les discussions, le partage des méthodes de travail, les échanges de résultats et l'optimisation des ressources d'Ouranos durant le projet et pendant la préparation de la proposition.

Procédure d'évaluation

Le schéma suivant résume un cycle de vie de projet typique :



¹ L'adaptation aux changements climatiques est comprise ici comme toutes les étapes du processus, allant de la compréhension de la problématique associée aux changements climatiques, à la mise en œuvre et au suivi des solutions. Elle comprend d'emblée l'analyse climatique et l'évaluation des impacts et de la vulnérabilité.

La phase de développement initial débute par la rédaction d’une proposition brève présentant une description succincte du projet (voir gabarit ci-après). Cette proposition sera idéalement co-construite avec l’équipe de coordination du programme qui veillera à ce qu’elle soit conforme aux orientations du plan stratégique et aux objectifs du ou des programme(s) visé(s). Des propositions spontanées de pilotes seront également recevables à ce stade.

ÉTAPE D’ÉVALUATION DE LA PERTINENCE:

Sur la base de cette proposition brève, le Comité de Programme de la thématique concernée procèdera à l’évaluation de la pertinence et de la faisabilité du projet.

Si la proposition est éligible et jugée pertinente, une proposition détaillée (10 pages) sera requise. Le pilote du projet sera accompagné dans cette phase de développement détaillé par l’équipe de coordination du programme visé.

ÉTAPE D’ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE GLOBALE

La proposition détaillée sera ensuite soumise à la direction générale qui en évaluera l’adéquation avec l’atteinte des objectifs de l’organisation et recommandera des bonifications le cas échéant.

ÉTAPE D’ÉVALUATION DE L’EXCELLENCE SCIENTIFIQUE

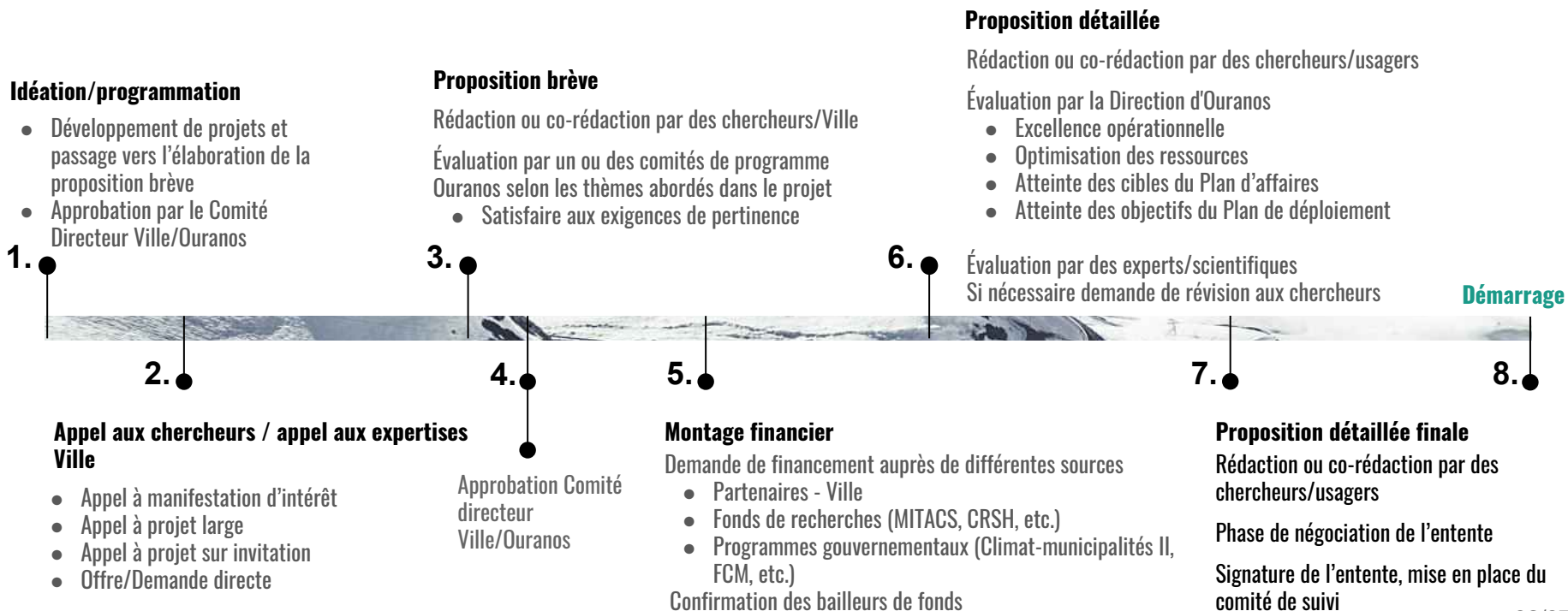
La proposition détaillée éventuellement révisée suite à l’évaluation de la performance globale sera enfin soumise à une évaluation scientifique réalisée par des experts externes et/ou internes. Si la proposition de projet est soumise à un autre programme de financement (CRSNG, CRSH, FRQ, etc.), Ouranos pourra accepter la demande dans le format exigé par l’autre organisme.

Lorsque l’issue de la procédure d’évaluation est positive, le projet peut démarrer. Une entente de collaboration entre les parties doit être négociée et inclure la proposition détaillée éventuellement révisée suite aux évaluations. Un comité de suivi devra être mis sur pied le plus tôt possible et se réunir au minimum au démarrage, en cours et avant la clôture du projet. Ce comité a pour principal rôle d’assurer le bon déroulement du projet en soutenant le responsable du projet dans la réalisation des activités envisagées et en évaluant les rapports fournis. Ces rapports font partie d’une liste de livrables exigés comme indiqué dans le tableau suivant :

<i>Livrables</i>	<i>Format</i>	<i>Échéancier</i>
Compte-rendu du comité de suivi	1-2 pages incluant les minutes des rencontres	Dans le mois suivant les rencontres
Fiche projet en cours	Canevas (mise en page par Ouranos)	Lancement du projet
Fiche projet terminé	Canevas (mise en page par Ouranos)	Lors de la remise du rapport final
Rapport d’étape	Canevas (transmis ultérieurement)	En fonction des modalités de paiement
Rapport final	Canevas (transmis ultérieurement)	À la fin du projet
Tous les autres livrables du projet	Documents pertinents associés au projet (présentation, articles, guide, etc.)	À la fin du projet
Présentation chez Ouranos	Présentation de 45 min dans le cadre d’un séminaire interne	À déterminer au courant du projet



Cheminement critique - projets Ville de Montréal-Uranos



Dossier # : 1183983001

Unité administrative responsable :

Service de l'environnement , Direction , Division de la planification et du suivi environnemental

Objet :

Autoriser une contribution de soixante-huit mille cinq cent dollars (68 500 \$), plus taxes, et de 27 010 \$ en nature au Consortium Ouranos pour la réalisation du projet Labo Climat Montréal et approuver l'addenda à l'entente d'adhésion entre la Ville de Montréal et Ouranos inc. majorant ainsi le montant total de l'entente initiale de 460 000 \$ à 528 500 \$ plus taxes.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



[Entente visée 21-01-2019.pdf](#)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sandra PALAVICINI
Avocate, droit contractuel
Tél : 514 872-1200

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-21

Sandra PALAVICINI
Avocate, droit contractuel
Tél : 514 872-1200
Division : Droit contractuel

**ADDENDA N° 1
ENTENTE D'ADHÉSION
(CG17 0274)**



ENTRE :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public, ayant son siège à l'hôtel de ville, au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 3B6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée l'« **Adhérent** »

ET :

OURANOS INC.; personne morale dûment constituée en vertu de la loi sur les compagnies de la Partie III, ayant son siège social au 550, rue Sherbrooke Ouest, Montréal, Québec, H3A 1B9, représentée par Monsieur Yves Langhame, Président du conseil d'administration, dûment autorisé à cette fin tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée l'« **Ouranos** »

L'Adhérent et Ouranos sont collectivement désignés les « **Parties** »

ATTENDU QUE l'Adhérent a adopté un Règlement de gestion contractuelle (le « Règlement ») en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'il a remis une copie de ce Règlement à Ouranos;

ATTENDU QU'Ouranos est un organisme sans but lucratif ayant pour mission d'acquérir et de développer les connaissances sur les changements climatiques, leurs impacts, ainsi que les vulnérabilités socioéconomiques et environnementales, de façon à informer les décideurs sur l'évolution du climat et les aider à identifier, évaluer, promouvoir et mettre en œuvre des stratégies d'adaptation nationales et locales;

ATTENDU QUE l'Adhérent a approuvé une entente d'adhésion en vertu de laquelle il verse à Ouranos une somme unique de dix mille dollars (10 000\$) pour des frais d'adhésion et une somme maximale de quatre cent cinquante mille dollars (450 000\$) à titre de contribution en espèces pour effectuer des activités de recherche en matière de climatologie régionale et d'adaptation aux changements climatiques répondant aux besoins de l'Adhérent. (Résolution CG17 0274), (ci-après l'« Entente »);

ATTENDU QUE l'Entente prévoit à l'Annexe A une liste des besoins de l'Adhérent.

ATTENDU QUE les Parties souhaitent modifier l'Entente afin d'augmenter la somme maximale de la contribution en espèces de l'Adhérent pour permettre de poursuivre le développement du Projet Climat Living (ci-après le « Projet »);

ATTENDU QUE le Projet s'inscrit dans les besoins de l'Adhérent identifiés à l'Annexe A de l'Entente;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante des présentes.

ARTICLE 2
MODIFICATIONS

L'article 5.2 de l'Entente est remplacé dans son entièreté par le suivant :

En plus des frais d'Affiliation prévus à l'article 5.1, l'Adhérent accepte de payer à Ouranos pendant la durée de l'Entente, une somme maximale de cinq cent dix-huit mille cinq cents dollars canadiens (518 500\$) plus taxes.

La contribution prévue au présent article est payable comme indiqué ci-dessous :

Pour l'année 2017-2018

Une somme maximale de cent cinquante mille dollars canadiens (150 000\$). Cette somme sera payable comme suit :

- un premier versement annuel de cent mille dollars (100 000\$) sera payé dans les trente (30) jours suivant la réception par l'Adhérent d'une facture d'Ouranos envoyée à la date de signature de la présente Entente;
- Un deuxième versement annuel de cinquante mille dollars (50 000\$) sera payé dans les trente (30) jours suivant la réception par l'Adhérent d'une facture d'Ouranos envoyée après l'approbation par le Comité directeur d'un rapport annuel synthétisant les travaux menés au bénéfice de l'Adhérent et les étapes franchies dans les projets retenus et les perspectives.

Pour l'année 2018-2019

Une somme maximale de deux cent dix-huit mille cinq cents dollars canadiens (218 500\$). Cette somme sera payable comme suit :

- un premier versement annuel de cent mille dollars (100 000\$) sera payé dans les trente (30) jours suivant la réception par l'Adhérent d'une facture d'Ouranos envoyée à la date de la tenue de la première réunion annuelle du Comité directeur, de l'approbation du cadre de travail et de la programmation annuelle par l'Adhérent;
- un deuxième versement annuel de soixante-huit mille cinq cents dollars (68 500\$) sera payé dans les trente (30) jours suivant la réception par l'Adhérent d'une facture d'Ouranos envoyée après l'approbation par le Comité directeur du choix de l'équipe de chercheurs dans le cadre du Projet;

- Un dernier versement annuel de cinquante mille dollars (50 000\$) sera payé dans les trente (30) jours suivant la réception par l'Adhérent d'une facture d'Ouranos envoyée après l'approbation par le Comité directeur d'un rapport annuel synthétisant les travaux menés au bénéfice de l'Adhérent.

Pour l'année 2019-2020

Une somme maximale de cent cinquante mille dollars canadiens (150 000\$). Cette somme sera payable comme suit :

- un premier versement annuel de cent mille dollars (100 000\$) sera payé dans les trente (30) jours suivant la réception par l'Adhérent d'une facture d'Ouranos envoyée à la date de la tenue de la première réunion annuelle du Comité Directeur, de l'approbation du cadre de travail et de la programmation annuelle par l'Adhérent;
- Un deuxième versement annuel de cinquante mille dollars (50 000\$) sera payé dans les trente (30) jours suivant la réception par l'Adhérent d'une facture d'Ouranos envoyée après l'approbation par le Comité directeur d'un rapport annuel synthétisant les travaux menés au bénéfice de l'Adhérent et les étapes franchies dans les projets retenus et les perspectives.

**ARTICLE 3
AUTRES DISPOSITIONS**

Les autres dispositions de l'Entente demeurent inchangées. Le présent Addenda 1 fait partie intégrante de l'Entente.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le^e jour de 2019

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le^e jour de 2019

OURANOS INC.

Par : _____
Yves Langhame, Président du conseil d'administration

Cet addenda 1 a été approuvé par le conseil municipal de la Ville de Montréal, le^e jour du mois de 2019 (Résolution CG19.....).

Dossier # : 1183983001

Unité administrative responsable :

Service de l'environnement , Direction , Division de la planification et du suivi environnemental

Objet :

Autoriser une contribution de soixante-huit mille cinq cent dollars (68 500 \$), plus taxes, et de 27 010 \$ en nature au Consortium Ouranos pour la réalisation du projet Labo Climat Montréal et approuver l'addenda à l'entente d'adhésion entre la Ville de Montréal et Ouranos inc. majorant ainsi le montant total de l'entente initiale de 460 000 \$ à 528 500 \$ plus taxes.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS



[1183983001.xlsx](#)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François BALLARD
Préposé au budget
Tél : (514) 872-5916

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-21

Janet MARCEAU
Conseillère budgétaire
Tél : 514-868-3354
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier



Dossier # : 1197195003

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de cent cinquante mille dollars (150 000 \$) à l'organisme Fondation Québec cinéma, pour soutenir la 37e édition des Rendez-vous du cinéma québécois / Approuver un projet de convention à cette fin.

Il est recommandé au conseil municipal :

1. d'accorder un soutien financier d'une valeur maximale de 150 000 \$ à l'organisme Fondation Québec cinéma, pour soutenir la 37e édition des Rendez-vous du cinéma québécois 2019;
2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2019-02-04 14:30

Signataire :

Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

IDENTIFICATION

Dossier # :1197195003

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de cent cinquante mille dollars (150 000 \$) à l'organisme Fondation Québec cinéma, pour soutenir la 37e édition des Rendez-vous du cinéma québécois / Approuver un projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

Festival entièrement consacré au cinéma d'ici, les Rendez-vous du cinéma québécois sont un incontournable du panorama culturel québécois et montréalais. Chaque année pendant 10 jours, des centaines d'artistes, d'artisans et de professionnels de l'industrie se joignent aux cinéphiles et au grand public pour célébrer le cinéma québécois d'aujourd'hui et de demain. Classes de maîtres, rencontres avec des professionnels et marché du film.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE18 0262, 14 février 2018 - Accorder un soutien financier de cent cinquante mille dollars (150 000 \$) à l'organisme Fondation Québec cinéma, pour soutenir la 36e édition des Rendez-vous du cinéma québécois / Approuver un projet de convention à cette fin.
 CM16 0229, 23 février 2016 - Approuver les orientations en matière de soutien financier des festivals et événements majeurs et des marchés et vitrines à Montréal pour les années 2016 et 2017 / Approuver un montant de 7 900 000 \$ alloué à cette fin dans le cadre de l'Entente de 175 M\$ pour soutenir la stratégie Imaginer-Réaliser Montréal 2025, dont 430 000 \$ pour les marchés et vitrines / Accorder un soutien financier totalisant la somme de 7 470 000 \$ à 11 festivals montréalais / Approuver les projets de convention à cet effet.
 CM15 0318 - 23 mars 2015 - Accorder un soutien financier totalisant la somme de 3 355 000 \$ à dix festivals montréalais, pour l'année 2015 / Approuver les projets de convention à cet effet.

DESCRIPTION

Entre festival et rétrospective, la programmation des Rendez-vous du cinéma québécois allie la qualité et la diversité et vise à rendre cette variété de l'offre accessible au grand public. Pour plusieurs artisans, il s'agira de l'unique rencontre sur grand écran entre leur œuvre et un large public.
 Pour son édition de 2019, le Festival va présenter environ 300 films et organiser plus d'une trentaine d'événements gratuits de sensibilisation et d'éducation : Leçons de cinéma, Rencontres avec les créateurs, Nuits de Rendez-vous, exposition, table rondes de discussion, etc.

L'organisme produit les trois plus grandes vitrines du cinéma québécois : les rendez-vous

du cinéma québécois, la Tournée du cinéma québécois, ainsi que le gala Québec cinéma. Il permet aussi de sensibiliser le jeune public par une programmation scolaire offerte au Québec et partout au Canada et contribue à rendre nos oeuvres accessibles par le biais de nombreuses activités de médiation culturelle. L'événement aura lieu du 20 février au 2 mars 2019.

JUSTIFICATION

L'organisme en est à sa 37e édition et a assuré, à travers son riche historique, de présenter un festival de qualité et innovateur. La contribution financière de la Ville de Montréal est très importante pour la mise en œuvre du Festival. Elle permettra à l'organisme d'assurer le rayonnement du cinéma québécois et de ses artistes par la promotion et l'éducation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Aperçu financier des années 2015 à 2018

Festival	2015	2016	2017	2018	2019
Fondation Québec cinéma	125 000 \$	150 000 \$	150 000 \$	150 000\$	150 000 \$

Le coût total maximal de cette contribution financière de 150 000 \$ sera comptabilisé au budget du Service de la culture. Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centrale. Pour l'année 2018, la contribution de 150 000 \$ représentait 6,87 % du budget déposé par l'organisme (2 181 155 \$). Pour 2019, la contribution de 150 000 \$ de la Ville représente 6,2 % du budget total de l'organisme (2 416 009 \$).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce genre d'événement favorise la diversité et le dynamisme culturel, l'accessibilité universelle, les échanges entre les citoyens et le décroisement (intergénérationnel, social et culturel); il encourage aussi le respect de l'environnement et la mise en place de mesures écoresponsables en se conformant à la norme québécoise pour la gestion responsable d'événements.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les impacts majeurs sont les suivants. L'événement :

- contribue à une animation urbaine de qualité au profit des citoyens montréalais;
- positionne et renforce Montréal comme « *Ville de festivals* » toute l'année durant;
- génère des retombées récréotouristiques et économiques majeures;
- favorise le rayonnement culturel de la métropole.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un protocole de visibilité est en vigueur et doit être appliqué par l'organisme.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conclure la convention requise avec l'organisme.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

David LACOSTE
agent(e) de développement culturel

Tél : 514 872-4058
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-28

Kevin DONNELLY
Chef de division

Tél : 514-872-5189
Télécop. : 514 872-1153

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Thomas RAMOISY
Directeur Cinéma - Festivals - Événements

Tél : 514-872-2884
Approuvé le : 2019-01-31

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Suzanne LAVERDIÈRE
Directrice

Tél : 514-872-4600
Approuvé le : 2019-02-04

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier de la Ville, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **FONDATION QUÉBEC CINÉMA**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 1680, rue Ontario Est, Montréal, Québec, H2L 1S7, agissant et représentée par Mme Ségolène Roederer, directrice générale, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : (inscrire le numéro)
N° d'inscription T.V.Q. : (inscrire le numéro)
N° d'inscription d'organisme de charité : (inscrire le numéro)

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 **INTERPRÉTATION**

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2 **DÉFINITIONS**

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

- 2.1 « Annexe 1 » :** la description du Projet;
- 2.2 « Annexe 2 » :** le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;
- 2.3 « Annexe 3 » :** les exigences relatives à la description du Projet;
- 2.4 « Annexe 4 » :** le bilan des réalisations;
- 2.5 « Projet » :** le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1 et selon les exigences des Annexes 3 et 4;
- 2.6 « Rapport annuel » :** document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;
- 2.7 « Reddition de compte » :** les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;
- 2.8 « Responsable » :** Directeur de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;
- 2.9 « Unité administrative » :** Service de la culture.

ARTICLE 3 **OBJET**

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4 **OBLIGATIONS DE L'ORGANISME**

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

- 4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;
- 4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

- 4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;
- 4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

- 4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui

auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 \$) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (conformitecontractuelle@bvgmtl.ca), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000\$) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5 OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de cent cinquante mille dollars (150 000,00 \$), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de cent quarante mille dollars (140 000,00 \$) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de dix mille dollars (10 000,00 \$), dans les trente (30) jours de la présentation au Responsable du bilan final de la réalisation du Projet.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6 **GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE**

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7 **DÉFAUT**

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

- 7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;
- 7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.
- 7.2** Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.
- 7.3** Dans les cas prévus aux sous-paragraphe 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.
- 7.4** S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8 **RÉSILIATION**

- 8.1** La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.
- 8.2** L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.
- 8.3** Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9 **DURÉE**

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2018.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10 **ASSURANCES**

- 10.1** L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de cinq millions de dollars (5 000 000 000 \$) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
- 10.2** De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.
- 10.3** L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11 **LICENCE**

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 12 **DÉCLARATIONS ET GARANTIES**

- 12.1** L'Organisme déclare et garantit :
- 12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;
 - 12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;
 - 12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13 **DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1680, rue Ontario Est, Montréal, Québec, H2L 1S7, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 5^e étage, Montréal, Québec, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le^e jour de 2019

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier de la Ville

Le^e jour de 2019

FONDATION QUÉBEC CINÉMA

Par : _____
Sécolène Roederer, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le Conseil municipal de la Ville de Montréal, le^e jour de 2019

ANNEXE 1 **PROJET**

RENDEZ-VOUS QUÉBEC CINÉMA – 37^e édition

Festival entièrement consacré au cinéma d'ici, les Rendez-vous Québec Cinéma sont un incontournable du panorama culturel québécois et montréalais. Chaque année pendant 10 jours, quelque 500 artistes, artisans et professionnels de l'industrie se joignent aux cinéphiles et au grand public pour célébrer le cinéma québécois d'aujourd'hui et de demain. La prochaine édition sera la 37^e du festival. Outre les films de l'année et une centaine de primeurs projetés en présence de leurs créateurs et artisans, une riche programmation d'événements gratuits dédiés au cinéma et à la création québécoise vient enrichir l'expérience des festivaliers.

La 37^e édition en bref

- Environ 300 films de la production québécoise de 2018-2019 seront présentés à la Cinémathèque québécoise, au Cinéplex Quartier Latin, à l'auditorium de BANQ et à Cinéma Impérial, en présence des artistes et artisans ;
- Plus d'une trentaine d'événements gratuits de sensibilisation et d'éducation : Leçons de cinéma, Rencontres avec les créateurs, Nuits de Rendez-vous, exposition, table rondes de discussion, etc. ;
- Leur section phare Soirée Tapis bleu pour les primeurs attendues ;
- Une section compétitive pour le court métrage de fiction, avec quatre prix à la clé pour une valeur de près de 40 000\$;
- Accès à de la programmation en ligne (Facebook, Tou.tv, ONF.ca) et à la télé (Bell Fibe), qui comprend films, événements webdiffusés en direct du festival, événement en exclusivité pour les internautes ;
- Une place accrue pour les oeuvres numériques, oeuvres interactives et de réalité virtuelle, avec une nouvelle programmatrice et mise en valeur de la nouvelle salle ;
- Une exposition reliée au cinéma
- Cinquième édition du Rendez-vous Popcorn : des activités gratuites à l'intention de toute la famille;
- Un Rendez-vous Pro dédié au développement des compétences et à l'avancement de projets, avec un accent mis sur l'écriture et la scénarisation et le développement du réseau de contact ;
- La diversité culturelle et la diversité des genres sera au coeur de la programmation ;
- Poursuite pour une deuxième année des projections dédiées aux étudiants en francisation et aux nouveaux arrivants ;
- Une projection suivie d'une discussion avec les créations sera organisée à l'intention des hommes de la rue à la Maison du Père ;
- Hausse du nombre de projections scolaires dédiées spécifiquement aux élèves du secondaire;

- Poursuite et développement de la collaboration avec le Prix collégial du cinéma québécois ;
- Un Rendez-vous de la jeune critique qui accueillera des jeunes étudiants de cégeps et universités de partout dans la province ;
- Une vingtaine de programmeurs et distributeurs étrangers seront présents au festival pour Écrans du Québec, des projections d'un vingtaine de films québécois inédits ;
- La production audiovisuelle franco-canadienne sera présente aux RVQC pour une 15^e année dans le cadre du Grand Rendez-vous avec la francophonie canadienne.

Cette année encore, la programmation des Rendez-vous témoignera de toute la richesse de la production cinématographique d'ici. Lieu de découvertes et de rencontres privilégiées entre le public et les créateurs, vitrine exceptionnelle tant pour les talents établis que pour ceux de la relève, le festival met en relief une industrie culturelle vivante, créative et pleine d'avenir, avec un rayonnement mondial enviable. Une belle façon de célébrer Montréal, Métropole culturelle

ANNEXE 2 PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

- 1.1.** Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité;
- 1.2.** S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville :

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner la participation dans toutes communications relatives au Projet;
- Sur les médias sociaux, souligner la participation et remercier la Ville pour son soutien;
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville, sur tous les outils de communication, imprimés et électroniques, notamment sur les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciements, les certificats de participation relatifs à la présente Convention;

Les logos de la Ville devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule;

Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'Organisme doit ajouter le libellé suivant : Fier partenaire de la Ville de Montréal

- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins dix (10) jours ouvrables avant leur diffusion;

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toutes publicités télé ou Web. Les logos de la Ville peuvent faire partie d'un regroupement des participants au Projet. Par contre, à titre de collaborateur principal, il devra être mis en évidence;
- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs;

22. Relations publiques et médias :

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les bloggeurs, les photographes et les caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;
- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville :
 - Inviter par écrit le maire à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;
 - Soumettre pour approbation au cabinet du maire et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et du communiqué concernant le Projet;
 - Offrir au cabinet du maire et au comité exécutif, la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

Pour adresser une demande au cabinet du maire et du comité exécutif, veuillez utiliser les formulaires en ligne destinés à cet effet à l'adresse suivante : <https://maireessedemontreal.ca/>, section « **Communiquer avec nous** ».

Note : pour une demande de citation dans un communiqué, veuillez utiliser le courriel suivant : communication.de.la.maireresse@ville.montreal.qc.ca.

23. Normes graphiques et linguistiques :

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo);
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres participants sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.);

- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11);

24. Publicité et promotion :

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média;

Lesdites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises;

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement;
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion;
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville;
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité;
- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques;
- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants);
- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité;

Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité;

- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics :

- Inviter le maire à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum **de 20 jours** ouvrables à l'avance;
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet du maire;
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics;

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le Projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville.

Si vous avez des questions concernant le Protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : l'Organisme doit communiquer avec le cabinet du maire pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite au maire doit être envoyée par le biais d'un formulaire, consultez la section « **Communiquer avec nous** » sur <https://mairessedemontreal.ca/>.

ANNEXE 3
EXIGENCES RELATIVES AU DÉPÔT DU PROJET DÉTAILLÉ OU À LA MISE À JOUR DES PROJETS SE RÉALISANT SUR PLUS D'UNE ANNÉE

La description du projet :

- le concept et les objectifs;
- la programmation;
- le volet d'occupation du domaine public, s'il y a lieu;
- le dossier technique;
- les prévisions budgétaires;
- l'échéancier de réalisation;
- le plan d'affaires et le plan d'action, s'il y a lieu;
- les lettres patentes;
- la résolution du conseil d'administration.

Cette description du projet doit démontrer clairement :

- les activités et/ou éléments nouveaux par rapport aux années antérieures;
- l'importance culturelle et le rôle distinctif que joue le festival, l'événement ou l'organisme dans la promotion de son secteur culturel;
- la qualité artistique des activités offertes et l'ouverture à la participation du public montréalais;
- l'originalité et la qualité de la programmation favorisant la création et la relève;
- les aspects innovateurs de l'événement pour l'édition en cause;
- les liens développés et proposés avec des artistes et / ou des partenaires étrangers;
- les activités de médiation qui seront réalisées;
- la cohérence, l'innovation et l'aspect porteur du plan d'affaires (si applicable);
- la capacité de l'organisme de travailler en synergie avec les partenaires du milieu, en complémentarité avec les autres festivals, dans le respect de l'équilibre du marché;
- les répercussions auprès de la clientèle montréalaise et des clientèles métropolitaine, nationale et internationale;
- l'apport au rayonnement métropolitain, national et international;
- la diversification des sources de financement publiques et privées et l'atteinte de l'équilibre budgétaire;
- la capacité à développer de nouvelles approches ou de nouvelles clientèles;
- la pertinence et les bénéfices attendus du plan d'affaires, du plan d'action et des activités.

La description du projet, lorsqu'il y a occupation du domaine public, doit prendre en compte les éléments suivants :

- la durée de l'événement ne peut excéder douze jours d'activités en continuité sur le domaine public, à moins d'une autorisation spécifique du Directeur;
- la programmation extérieure doit être en lien direct avec la mission culturelle de l'organisme;
- la programmation extérieure doit être innovante et primer sur les activités de vente et de marchandisation;
- les activités de vente et de marchandisation ne doivent se tenir que durant les activités de programmation;
- les activités extérieures sur le domaine public ou privé de la Ville doivent être gratuites et accessibles à l'ensemble de la population;
- le respect de la qualité de vie des riverains doit être assuré en tout temps. À ce titre, l'Organisme doit travailler à maintenir une bonne entente avec les résidents et les commerçants du voisinage;
- l'Organisme doit porter en tout temps une attention toute particulière aux nuisances sonores potentielles de l'événement pour le voisinage;
- l'Organisme doit s'assurer que la mention du nom d'un commanditaire apparaisse uniquement si elle est associée au nom de l'événement. Dans ce cas précis, le texte ou le message de l'affiche doit accorder une place prépondérante à la promotion de l'activité comme telle. À noter que le commanditaire ne peut figurer seul sur toute structure d'affichage située à l'intérieur du site;
- l'Organisme doit s'assurer qu'il respecte les principes et les normes du développement durable et de l'accessibilité universelle;
- l'Organisme doit s'engager à offrir une activité exclusive ou un avantage unique aux détenteurs de la carte Accès Montréal. Cet avantage ou activité devra être approuvé par le Directeur et déterminé avec les responsables de la carte Accès Montréal, ainsi qu'être en vigueur pour la durée de la présente convention;
- l'Organisme est encouragé à soutenir l'employabilité sociale en offrant des opportunités d'insertion socioprofessionnelle, dans le cadre de certaines de ses activités, à des personnes éloignées du marché du travail, ayant connu la rue ou qui sont à risque d'itinérance.

ANNEXE 4

LE BILAN DES RÉALISATIONS

Le bilan des réalisations doit comprendre notamment, dans une section en annexe, les bénéfices ou retombées obtenus en regard avec les indicateurs suivants et indiquer les améliorations constatées par rapport aux bénéfices et retombées obtenus au cours de l'année précédente :

- Participation et satisfaction (augmentation des auditoires et des spectateurs, nouvelles clientèles, appréciation des événements, etc.);
- Tourisme (nombre de visiteurs régionaux, nationaux et internationaux et nombre de nuitées, etc.);
- Culture (mise en évidence de nos créateurs et talents, accroissement de la diffusion artistique pour la culture d'ici et d'ailleurs, démocratisation et accessibilité aux arts et à la culture, développement de l'ensemble des secteurs culturels, émergence de nouveaux courants, place pour la relève, etc.);
- Création (nouveaux contenus et nouvelles approches artistiques);
- Rayonnement de l'événement et de Montréal (tout indicateur qui démontre une reconnaissance et une visibilité hors Québec);
- Impacts économiques et d'affaires (budget et sommes dépensés à Montréal, emplois et opportunités d'affaires générées);
- Bénéfices sociaux (cohésion et inclusions sociales, appropriation de l'espace public par les citoyens, opportunités d'emplois et de carrières pour les jeunes de tous les milieux et de toutes les origines, etc.);
- Impact médiatique (mentions dans les médias locaux et étrangers);
- Environnement et développement durable (pratiques et résultats spécifiques à cet effet);
- Collaboration et synergie (collaboration avec d'autres festivals et événements, nombre de partenaires, bénéfices liés à un regroupement et à des activités communes ou regroupées, etc.);
- Finances publiques (revenus de fiscalité pour les gouvernements et les administrations, etc.);
- inscrire la liste des indicateurs des retombées du projet que l'Organisme devra fournir au Directeur);
- l'Organisme peut indiquer toute autre retombée qu'il juge bénéfique pour la Ville.

Dossier # : 1197195003

Unité administrative responsable :

Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , -

Objet :

Accorder un soutien financier de cent cinquante mille dollars (150 000 \$) à l'organisme Fondation Québec cinéma, pour soutenir la 37e édition des Rendez-vous du cinéma québécois / Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS



[Certification des fonds - GDD 1197195003.xlsx](#)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hui LI
Préposée au budget
Tél : (514) 872-3580

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-29

Cédric AGO
Conseiller(ère) budgétaire
Tél : 514 872-1444

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier



Dossier # : 1191508001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de deux cent mille dollars (200 000 \$) à l'organisme Nuit blanche à Montréal Inc., pour soutenir le financement des organismes partenaires de diffusion de la Nuit blanche à Montréal 2019 / Approuver un projet de convention à cette fin.

Il est recommandé au conseil municipal :

1. d'accorder un soutien financier d'une valeur maximale de 200 000 \$ à l'organisme Nuit blanche à Montréal inc., pour soutenir le financement des partenaires de diffusion de la Nuit blanche à Montréal;
2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2019-02-04 14:34

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice
Direction générale , Bureau des relations gouvernementales et municipales

IDENTIFICATION

Dossier # :1191508001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de deux cent mille dollars (200 000 \$) à l'organisme Nuit blanche à Montréal Inc., pour soutenir le financement des organismes partenaires de diffusion de la Nuit blanche à Montréal 2019 / Approuver un projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

La Nuit blanche à Montréal a été mise sur pied en 2004. Elle s'inscrit dans un circuit international de « Nuits blanches », concept originellement initié par la Ville de Paris. Le modèle montréalais est le deuxième à s'être implanté au monde et il s'est rapidement distingué par sa spécificité nordique, sa réalité hivernale, et son ouverture à de multiples formes d'expression mettant en valeur les arts de toutes disciplines et l'urbanité de la métropole. La Nuit blanche à Montréal est présentée dans le cadre du Festival Montréal en Lumière.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 0229 : Accorder un soutien financier de 200 000 \$ à l'organisme Nuit blanche à Montréal Inc., pour soutenir le financement des organismes partenaires de diffusion de la Nuit blanche à Montréal inc. 2019/ Approuver un protocole d'entente à cette fin.

DESCRIPTION

La Nuit blanche à Montréal fédère plus de 200 organismes partenaires et met en valeur le talent de centaines d'artistes montréalais. La Nuit blanche à Montréal présente une programmation de 200 activités présentées par plus de 160 partenaires dans six arrondissements, avec un achalandage de 350 000 entrées. L'événement génère beaucoup d'activités et de retombées économiques sur l'ensemble du territoire. La Nuit blanche à Montréal bénéficie d'une grande couverture média et assure un rayonnement important pour Montréal en plein coeur de la saison hivernale. La 16e édition de la Nuit blanche à Montréal aura lieu le 2 mars 2019.

JUSTIFICATION

Originellement présentée dans le cadre du Festival Montréal en Lumière, la Nuit blanche à Montréal est constituée depuis septembre 2016 en OBNL distinct, afin de lui attribuer une vision artistique claire, de la positionner comme un produit attractif et distinctif pour la métropole et d'assurer sa pérennité, notamment sur le plan financier. Dans ce contexte, la Ville de Montréal affiche sa volonté de renouveler son appui financier à l'organisme, pour lui

permettre de consolider le financement qu'il accorde aux multiples partenaires de diffusion qui participent à la programmation de l'événement, sur l'ensemble du territoire, en lui octroyant une contribution de 200 000 \$. Cette contribution financière demeure indépendante du soutien financier accordé par la Ville au Festival Montréal en Lumière Inc. (600 000 \$) et doit majoritairement servir à soutenir les organismes et artistes qui présentent des projets novateurs dans le cadre de la Nuit Blanche à Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La Nuit Blanche	2015	2016	2017	2018	2019
CAM	-	-	25 000\$	25 000\$	
Culture	-	-	200 000 \$	200 000\$	200 000 \$

Le coût total maximal de cette contribution financière de 200 000 \$ sera comptabilisé au budget du Service de la culture.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce genre d'événement favorise la diversité et le dynamisme culturel, l'accessibilité universelle, les échanges entre les citoyens et le décroisement (intergénérationnel, social et culturel); il encourage aussi le respect de l'environnement et la mise en place de mesures écoresponsables en se conformant à la norme québécoise pour la gestion responsable d'événements.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les impacts majeurs sont les suivants. L'événement :

- contribue à une animation urbaine de qualité au profit des citoyens montréalais;
- positionne et renforce Montréal comme « *Ville de festivals* » toute l'année durant;
- génère des retombées récréotouristiques et économiques majeures;
- favorise le rayonnement culturel de la métropole.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un protocole de visibilité est en vigueur et doit être appliqué par l'organisme.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conclure la convention requise avec l'organisme.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Louise MÉNARD
Agent de développement culturel

Tél : 872-7846
Télécop. : 2-1153

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-28

Kevin DONNELLY
Chef de division

Tél : 514-872-5189
Télécop. : 514 872-1153

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Thomas RAMOISY
Directeur Cinéma - Festivals - Événements

Tél : 514-872-2884
Approuvé le : 2019-01-31

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Suzanne LAVERDIÈRE
Directrice

Tél : 514-872-4600
Approuvé le : 2019-02-04

PROTOCOLE D'ENTENTE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier de la Ville;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **NUIT BLANCHE À MONTRÉAL INC.**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 400, boulevard De Maisonneuve Ouest, 9^e étage, Montréal, Québec H3A 1L4 agissant et représentée par Madame Véronique Landry, directrice principale affaires gouvernementales dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

ci-après appelée l'« **Organisme** »

ATTENDU QUE l'Organisme a proposé à la Ville de tenir à Montréal, le 2 mars 2019 « NUIT BLANCHE À MONTRÉAL » (ci-après appelé l'« Événement »).

ATTENDU QUE la Ville désire appuyer la tenue de l'Événement, notamment par une participation financière devant être affectée exclusivement aux fins mentionnées à l'article 1.

LES PARTIES CONVIENNENT COMME SUIVIT :

OBLIGATIONS DE LA VILLE

1. Sous réserve des approbations requises, la Ville convient d'assurer une participation financière maximale de deux cent mille dollars (200 000 \$), devant être affectée à la réalisation du Projet.

La somme sera remise à l'Organisme en deux (ou trois) versements :

- un premier versement au montant de cent cinquante mille dollars (150 000 \$) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de cinquante mille dollars (50 000 \$), dans les trente (30) jours de la présentation au Responsable du bilan final de la réalisation du Projet.

Cette participation financière sera remise à l'Organisme dans les trente (30) jours suivant la signature du présent protocole par les deux (2) parties.

OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

2. En contrepartie de la participation financière offerte par la Ville, l'Organisme s'engage à :
 - 2.1 présenter l'Événement aux dates indiquées au préambule;
 - 2.2 assumer toute l'organisation et le financement complet du programme des activités reliées à l'Événement;
 - 2.3 mettre en évidence la participation de la Ville dans tous les programmes, publications et annonces relatifs à la tenue de l'Événement;
 - 2.4 respecter les normes et règlements visant à assurer la sécurité du public à l'égard des activités se déroulant dans le cadre de l'Événement et conclure avec la Ville, le cas échéant, une entente relative aux modalités de soutien technique, aux assurances et aux garanties requises pour la tenue de l'Événement dans le domaine public;
 - 2.5 payer directement aux organismes qui les imposent, tous impôts, taxes, permis et droits exigés en raison de la tenue de l'Événement et des activités qui y sont reliées;
 - 2.6 affecter la participation financière de la Ville exclusivement aux fins mentionnées à l'article 1;
 - 2.7 permettre aux représentants de la Ville de vérifier, en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, ses livres et documents comptables et leur remettre, sur simple demande, copie des pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution du présent protocole;
 - 2.8 remettre à la Ville, soixante (60) jours après la tenue de l'Événement, un bilan financier de celui-ci et se conformer à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes* si la participation financière de la Ville est de 100 000 \$ et plus.

DÉCLARATIONS ET GARANTIES

3. L'Organisme déclare et garantit :

- 3.1 qu'il a le pouvoir de conclure le présent protocole et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celui-ci;
- 3.2 que les droits de propriété intellectuelle dus pour toute représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu.

INDEMNISATION ET ASSURANCES

4. L'Organisme garantit et tient la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit résultant directement ou indirectement de ce qui fait l'objet du présent protocole; il prend fait et cause pour la Ville dans toutes réclamations ou poursuites contre elle et l'indemnise de tous jugements et de toute condamnations qui pourraient être prononcés contre elle et de toutes sommes qu'elle aura déboursées avant ou après jugement en raison de ce qui précède.

DISPOSITIONS FINALES

- 5.1 L'Organisme reconnaît que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu du présent protocole constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celui-ci, et le défaut par l'Organisme de respecter l'une quelconque de ces conditions permettra à la Ville de résilier ce protocole sur simple avis écrit, sans que l'Organisme ne puisse réclamer aucune indemnité ou compensation. Dans un tel cas, toute somme versée par la Ville à l'Organisme à titre de participation financière devra, le cas échéant, lui être remise dans les cinq (5) jours d'une demande à cet effet.
- 5.2 Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page du présent protocole ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.
- 5.3 Le présent protocole lie les parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs, étant toutefois entendu que les obligations imposées à l'une des parties aux présentes ne peuvent être cédées qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.
- 5.4 L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.
- 5.5 Le présent protocole est régi par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI LES PARTIES ONT SIGNÉ LE PRÉSENT PROTOCOLE D'ENTENTE EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le^e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : Me Yves Saindon, greffier de la Ville

Le^e jour de 20

NUIT BLANCHE À MONTRÉAL INC

Par : Véronique Landry, directrice principale affaires gouvernementales

Le protocole d'entente a été approuvé par le conseil municipal de la Ville de Montréal, le^e jour de 20..... (Résolution.....)

ANNEXE 1 PROJET

(Inscrire une brève description du Projet incluant la liste des activités, documents, objectifs ou buts à atteindre par l'Organisme en contrepartie de la contribution financière).

Résumé du projet

Programmation

Le 2 mars 2019 sera la 16e édition de la *Nuit blanche à Montréal*. Afin de laisser du temps aux artistes et aux organismes de préparer cet événement, la thématique leur a été communiquée dès l'automne 2018 lors de l'envoi du « Formulaire de participation ».

Pour sa 16e édition, *Nuit blanche* portera maintenant le regard vers son avenir et proposera une thématique visionnaire: Le Futur. Futur proche, lointain, imaginaire, réel, épouvantable, fantastique, toutes les interprétations sont bonnes. Utopique? Dystopique? Post-Apocalyptique? Retour vers le Futur? Les partenaires auront jeu libre pour imaginer, créer et réaliser toutes les interprétations possibles qu'évoque le mot futur.

Nuit blanche invitera chaque partenaire à imaginer le futur en lien avec ce qu'il fait et tel qu'il le vivra. Mais, les partenaires ne seront pas seuls dans cette odyssée, puisqu'ils devront transmettre cette vision de leur futur vers les citoyens qui participeront aux activités et qui l'aideront à la réaliser.

Avec plus de 200 activités proposées et articulées autour du thème Le Futur, la 16e édition de *Nuit blanche* s'annonce déjà comme une édition visionnaire et portera un aperçu sur l'avenir des arts, de la culture, de la création et du divertissement grâce à des collaborations audacieuses, des partenariats étonnants et des jumelages artistiques temporels et temporaires qui dureront le temps d'une *Nuit...blanche*.

Les lieux de diffusion

Lors de la *Nuit blanche* 2019, près de 200 activités seront présentées dans près de 150 lieux de diffusions différents, réparties dans 11 disciplines (action, arts visuels, cinéma, danse, expositions, fantaisies, jeux, lumière, mots, musique, rire).

La liste préliminaire des lieux de diffusion participants se retrouve en annexe.

Les parcours

L'équipe de *Nuit blanche* développera 6 nouveaux parcours thématiques en 2019 et les communiquera grâce aux différents outils de communication : guide imprimé, site Internet ou application mobile. Le but des parcours thématiques est d'orienter les citoyens vers des lieux moins connus de la métropole, les inciter à fréquenter des activités en dehors des « circuits » réguliers ou encore de suggérer des propositions artistiques plus pointues ou qui mettent en valeur des artistes de la relève montréalaise.

Mission de Nuit blanche

- Diffuser et/ou co-diffuser des oeuvres de diverses disciplines artistiques (arts de la scène, arts visuels, arts médiatiques, etc.) et activités d'animation urbaine ;
- Offrir une vitrine aux artistes, aux artisans et aux organismes de diffusion à Montréal ;
- Favoriser le développement des publics et la diffusion des arts sur le territoire montréalais en proposant des activités majoritairement gratuites;
- Fédérer divers organismes autour d'une ou plusieurs thématique(s) suggérée(s) à chaque édition ;
- Alimenter, appuyer et diffuser des initiatives réalisées entre différents partenaires culturels, autant nationaux qu'internationaux, en favorisant les échanges.

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

- 1.1.** Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité;
- 1.2.** S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

- 2.1.** Reconnaissance de la contribution de la Ville :
 - Faire état de la contribution de la Ville et souligner la participation dans toutes communications relatives au Projet;
 - Sur les médias sociaux, souligner la participation et remercier la Ville pour son soutien;
 - Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan.
 - Apposer les logos de la Ville, sur tous les outils de communication, imprimés et électroniques, notamment sur les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciements, les certificats de participation relatifs à la présente Convention;

Les logos de la Ville devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule;

Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'Organisme doit ajouter le libellé suivant : Fier partenaire de la Ville de Montréal

- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les

documents où figurent les logos de la Ville, au moins dix (10) jours ouvrables avant leur diffusion;

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toutes publicités télé ou Web. Les logos de la Ville peuvent faire partie d'un regroupement des participants au Projet. Par contre, à titre de collaborateur principal, il devra être mis en évidence;
- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs;

2.2. Relations publiques et médias :

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.
- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville :
 - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance;
 - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le projet;
 - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez utiliser le courriel suivant : mairesse@ville.montreal.qc.ca.

2.3. Normes graphiques et linguistiques :

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo);

- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres participants sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.);
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11);

2.4. Publicité et promotion :

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.
- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.
- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).
- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.
- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure

permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.

- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

25. Événements publics :

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le Protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca.

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite à la mairesse doit être envoyée à l'adresse suivante : mairesse@ville.montreal.qc.ca.

ANNEXE 3

EXIGENCES RELATIVES AU DÉPÔT DU PROJET DÉTAILLÉ

La description du projet :

- le concept et les objectifs;
- la programmation;
- le volet d'occupation du domaine public, s'il y a lieu;
- le dossier technique;
- les prévisions budgétaires;
- l'échéancier de réalisation;
- le plan d'affaires et le plan d'action, s'il y a lieu;
- les initiatives, les actions entreprises ou un plan de récupération des matières recyclables favorisant la gestion écoresponsable de l'événement;
- les initiatives mises sur pied pour la sécurité des femmes lors des événements extérieurs;
- les lettres patentes;
- la résolution du conseil d'administration.

Cette description du projet doit démontrer clairement :

- les activités et/ou éléments nouveaux par rapport aux années antérieures;
- l'importance culturelle et le rôle distinctif que joue le festival, l'événement ou l'organisme dans la promotion de son secteur culturel;
- la qualité artistique des activités offertes et l'ouverture à la participation du public montréalais;
- l'originalité et la qualité de la programmation favorisant la création et la relève;
- les aspects innovateurs de l'événement pour l'édition en cause;
- les liens développés et proposés avec des artistes et / ou des partenaires étrangers;
- les activités de médiation qui seront réalisées;
- la cohérence, l'innovation et l'aspect porteur du plan d'affaires (si applicable);
- la capacité de l'organisme de travailler en synergie avec les partenaires du milieu, en complémentarité avec les autres festivals, dans le respect de l'équilibre du marché;
- les répercussions auprès de la clientèle montréalaise et des clientèles métropolitaine, nationale et internationale;
- l'apport au rayonnement métropolitain, national et international;
- la diversification des sources de financement publiques et privées et l'atteinte de l'équilibre budgétaire;
- la capacité à développer de nouvelles approches ou de nouvelles clientèles;
- la pertinence et les bénéfices attendus du plan d'affaires, du plan d'action et des activités.

La description du projet, lorsqu'il y a occupation du domaine public, doit prendre en compte les éléments suivants :

- la durée de l'événement ne peut excéder douze jours d'activités en continuité sur le domaine public, à moins d'une autorisation spécifique du Directeur;
- la programmation extérieure doit être en lien direct avec la mission culturelle de l'organisme;
- la programmation extérieure doit être innovante et primer sur les activités de vente et de marchandisation;
- les activités de vente et de marchandisation ne doivent se tenir que durant les activités de programmation;
- les activités extérieures sur le domaine public ou privé de la Ville doivent être gratuites et accessibles à l'ensemble de la population;
- le respect de la qualité de vie des riverains doit être assuré en tout temps. À ce titre, l'Organisme doit travailler à maintenir une bonne entente avec les résidents et les commerçants du voisinage;
- l'Organisme doit porter en tout temps une attention toute particulière aux nuisances sonores potentielles de l'événement pour le voisinage;
- l'Organisme doit s'assurer que la mention du nom d'un commanditaire apparaisse uniquement si elle est associée au nom de l'événement. Dans ce cas précis, le texte ou le message de l'affiche doit accorder une place prépondérante à la promotion de l'activité comme telle. À noter que le commanditaire ne peut figurer seul sur toute structure d'affichage située à l'intérieur du site;
- l'Organisme doit s'assurer qu'il respecte les principes et les normes du développement durable et de l'accessibilité universelle;
- l'Organisme doit s'engager à offrir une activité exclusive ou un avantage unique aux détenteurs de la carte Accès Montréal. Cet avantage ou activité devra être approuvé par le Directeur et déterminé avec les responsables de la carte Accès Montréal, ainsi qu'être en vigueur pour la durée de la présente convention;
- l'Organisme est encouragé à soutenir l'employabilité sociale en offrant des opportunités d'insertion socioprofessionnelle, dans le cadre de certaines de ses activités, à des personnes éloignées du marché du travail, ayant connu la rue ou qui sont à risque d'itinérance.

ANNEXE 4

LE BILAN DES RÉALISATIONS

Le bilan des réalisations doit comprendre notamment, dans une section en annexe, les bénéfices ou retombées obtenus en regard avec les indicateurs suivants et indiquer les améliorations constatées par rapport aux bénéfices et retombées obtenus au cours de l'année précédente :

- Participation et satisfaction (augmentation des auditoires et des spectateurs, nouvelles clientèles, appréciation des événements, etc.);
- Tourisme (nombre de visiteurs régionaux, nationaux et internationaux et nombre de nuitées, etc.);
- Culture (mise en évidence de nos créateurs et talents, accroissement de la diffusion artistique pour la culture d'ici et d'ailleurs, démocratisation et accessibilité aux arts et à la culture, développement de l'ensemble des secteurs culturels, émergence de nouveaux courants, place pour la relève, etc.);
- Création (nouveaux contenus et nouvelles approches artistiques);
- Rayonnement de l'événement et de Montréal (tout indicateur qui démontre une reconnaissance et une visibilité hors Québec);
- Impacts économiques et d'affaires (budget et sommes dépensés à Montréal, emplois et opportunités d'affaires générées);
- Bénéfices sociaux (cohésion et inclusions sociales, appropriation de l'espace public par les citoyens, opportunités d'emplois et de carrières pour les jeunes de tous les milieux et de toutes les origines, etc.);
- Impact médiatique (mentions dans les médias locaux et étrangers);
- Environnement et développement durable (pratiques et résultats spécifiques à cet effet);
- Sécurité des femmes lors des événements extérieurs (les actions misent en place);
- Collaboration et synergie (collaboration avec d'autres festivals et événements, nombre de partenaires, bénéfices liés à un regroupement et à des activités communes ou regroupées, etc.);
- Finances publiques (revenus de fiscalité pour les gouvernements et les administrations, etc.);
- inscrire la liste des indicateurs des retombées du projet que l'Organisme devra fournir au Directeur);
- l'Organisme peut indiquer toute autre retombée qu'il juge bénéfique pour la Ville.

Dossier # : 1191508001

Unité administrative responsable :

Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , -

Objet :

Accorder un soutien financier de deux cent mille dollars (200 000 \$) à l'organisme Nuit blanche à Montréal Inc., pour soutenir le financement des organismes partenaires de diffusion de la Nuit blanche à Montréal 2019 / Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS



[Certification des fonds - GDD 1191508001.xlsx](#)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hui LI
Préposée au budget
Tél : (514) 872-3580

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-30

Diana VELA
Agent de gestion des ressources financières
Tél : 514 868-3203
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier



Dossier # : 1197883002

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , Division des festivals et événements
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver le protocole d'entente de soutien financier de 30 000 \$ et de soutien technique estimé à 150 000 \$ avec l'organisme United Irish Societies of Montréal Inc. pour la présentation du Défilé de la Saint-Patrick pour les années 2019, 2020 et 2021 / Autoriser le marquage temporaire de la chaussée.

Il est recommandé :

- 1 - d'accorder un soutien financier de 30 000 \$ à l'organisme *United Irish societies of Montréal Inc.* pour la tenue du Défilé de la Saint-Patrick pour les éditions 2019-2020 et 2021;
- 2 - d'approuver le protocole d'entente - soutien financier et technique estimé à 150 000 \$ pour le Défilé de la Saint-Patrick pour les éditions 2019-2020 et 2021;
- 3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel;
- 4 - d'autoriser l'occupation du domaine public pour le Défilé de la Saint-Patrick qui se déroulera sur la rue Sainte-Catherine pour l'édition 2019 (emplacement à déterminer pour les années subséquentes).

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2019-02-04 14:38

Signataire :

Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

IDENTIFICATION

Dossier # :1197883002

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , Division des festivals et événements
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver le protocole d'entente de soutien financier de 30 000 \$ et de soutien technique estimé à 150 000 \$ avec l'organisme United Irish Societies of Montréal Inc. pour la présentation du Défilé de la Saint-Patrick pour les années 2019, 2020 et 2021 / Autoriser le marquage temporaire de la chaussée.

CONTENU

CONTEXTE

Les organisateurs de *United Irish Societies of Montreal* , un organisme légalement constitué en vertu de la Loi sur les corporations québécoises - partie III, présenteront la 196e édition du « Défilé de la Saint-Patrick » le 17 mars 2019, entre 11 h et 17 h, sur la rue Sainte-Catherine Ouest. La Ville appuie l'organisme par un soutien financier et technique. De plus, la Ville donne l'autorisation de peindre une ligne verte sur la chaussée. Nous présentons un protocole d'entente de soutien financier et technique pour les années 2019, 2020 et 2021. Le montant accordé à l'organisme est de 30 000 \$ par année.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE16 0039 - 13 janvier 2016 - Autoriser la tenue du « Défilé de la Saint-Patrick » le 20 mars 2016. / Autoriser l'occupation du domaine public pour la tenue du Défilé de la Saint-Patrick le 20 mars 2016, telle que décrite au dossier décisionnel. / Autoriser l'installation d'estrades d'honneur au coin sud/est et nord/est de l'avenue McGill College et de la rue Sainte-Catherine Ouest. / Autoriser le traçage temporaire d'une ligne verte sur la surface de la chaussée de la rue Sainte-Catherine Ouest, entre la rue du Fort et la rue du Square-Phillips pour cette occasion. / Approuver le projet de protocole d'entente avec *United Irish Societies of Montreal inc* , accordant un soutien financier annuel de 30 000 \$ ainsi qu'un soutien technique d'une valeur estimée à 150 000 \$ pour la tenue du Défilé de la Saint-Patrick pour les années 2016, 2017 et 2018.

CM17 0317 - 28 mars 2017 - Accorder un soutien financier de 65 000 \$ à *United Irish Societies of Montréal* aux fins de la réalisation du Festival Irlandais de Montréal dans le cadre des festivités du 375^e anniversaire de Montréal.

CM15 0168 - 24 février 2015 - Autoriser la tenue du défilé de la Saint-Patrick, le 22 mars 2015. Autoriser l'occupation du domaine public pour la réalisation du défilé incluant les zones de montage et de démontage et le square Phillips / Autoriser le marquage temporaire de la chaussée / Approuver à cet effet le protocole d'entente de soutien financier de 25 000 \$ et de soutien technique estimé à 150 000 \$ avec l'organisme United Irish Societies of Montreal Inc.

CE14 0184- 12 février 2014 - Autoriser la tenue de l'événement; autoriser l'occupation du domaine public; autoriser l'installation d'estrades d'honneur; édicter une ordonnance permettant le traçage sur la chaussée pour l'édition 2014; d'approuver un projet de protocole de soutien technique d'une valeur estimée à 150 000 \$ entre la Ville et *United Irish Societies of Montréal* et un soutien financier de 25 000 \$ pour la tenue de l'édition 2014 du défilé de la Saint-Patrick qui aura lieu le 16 mars 2014.

DESCRIPTION

Le Défilé de la Saint-Patrick est l'un des plus importants en Amérique du Nord et tiendra sa 196^e édition en 2019. Afin de réaliser un événement d'une telle ampleur sur le domaine public, la Ville accorde depuis de nombreuses années un soutien financier, technique et logistique. Ce soutien se traduit, entre autres, par la coordination générale de l'événement auprès des intervenants municipaux et parapublics afin de s'assurer de l'utilisation adéquate des sites, de la mise en place des infrastructures de l'événement sur le domaine public (fermeture de rues, prêts de mobilier urbain et d'équipement) et de la sécurité publique. L'engagement de l'organisme est assujéti aux exigences précisées dans le protocole d'entente.

En 2019, le Défilé de la Saint-Patrick présentera 110 groupes, 15 fanfares, 22 chars allégoriques, 60 unités marchandes et 2500 figurants et environ 300 personnes s'occuperont de la sécurité du public incluant cadets et les bénévoles. Le parcours du défilé sera de retour cette année sur la rue Sainte-Catherine, de la rue du Fort jusqu'à la rue Metcalfe, de 11 h à 16 h 30 approximativement.

Une ligne verte est peinte sur la chaussée dédiée au parcours la semaine précédent le défilé.

JUSTIFICATION

La communauté d'origine irlandaise est très importante dans le paysage montréalais. C'est pourquoi, le Défilé de la Saint-Patrick est un rendez-vous annuel avec un taux de participation considérable de la grande communauté montréalaise. Les recommandations contenues dans ce dossier décisionnel font état d'un consensus général des divers services municipaux impliqués dans le soutien logistique et technique.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le Service de la culture dispose, dans son budget régulier, de crédits nécessaires pour assumer le soutien financier de 30 000 \$ accordé à l'organisme *United Irish Societies of Montreal Inc* . Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centrale et est déjà au budget.

Le coût relié au soutien technique et logistique est estimé à 150 000 \$, incluant les coûts du SPVM; cette somme est prévue au budget de fonctionnement des services municipaux impliqués. Conséquemment, un protocole pour le soutien technique et financier est soumis et doit faire l'objet d'une décision du conseil municipal de la Ville de Montréal. De 2006 à 2015, la Ville accordait une contribution financière de 25 000 \$ à *United Irish Societies of Montreal* pour la réalisation du défilé de la Saint-Patrick. Au fil des années, les dépenses encourues par l'organisme promoteur se sont accrues, notamment au niveau de la sécurité du public. Compte tenu des efforts accrus de l'organisme pour réaliser le défilé et les différentes activités afférentes, la contribution financière de la Ville a été augmentée à 30 000 \$ pour les années 2016, 2017 et 2018. C'est ce même montant de 30 000 \$ qui est demandé pour les années à venir, soit de 2019 à 2021 inclusivement

Voici un tableau illustrant les octrois au cours des quatre dernières années :

	2015	2016	2017	2018
--	-------------	-------------	-------------	-------------

Revenus total	118 778 \$	124 376 \$	173 392 \$	174 170 \$
Octroi Ville	25 000 \$	30 000 \$	30 000 \$	30 000 \$
% de l'octroi	21 %	24 %	17 %	17 %

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La présentation d'événements sur le domaine public s'inscrit dans une perspective d'amélioration de la qualité de vie des citoyens montréalais.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le Défilé de la Saint-Patrick représente l'événement majeur de la communauté d'origine irlandaise et favorise la rencontre entre les différentes communautés composant la vitalité montréalaise. De plus, ce défilé est une autre démonstration du rayonnement de Montréal comme métropole culturelle.

Il est bien entendu qu'il y a des impacts majeurs durant les fermetures de rues. Toutefois, le choix du parcours, a été fait en concertation avec différents intervenants tels que : le Service de police de la Ville de Montréal, le Service de sécurité incendie de Montréal, la Société de transport de Montréal, Urgence santé, le ministère des Transports du Québec et l'arrondissement de Ville-Marie. Les résidents et les commerçants touchés par les fermetures de rues seront avisés de la tenue de l'événement par différents moyens prévus au plan de communication du promoteur.

Une attention particulière est également apportée à la sécurité du défilé. En effet, les fardiers devront être conformes aux critères de sécurité et seront encadrés par des responsables de la sécurité.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Envoi d'un communiqué de presse lors de l'approbation au comité exécutif.
Insertion d'un communiqué dans les pochettes de presse pour le lancement officiel.
Lancement officiel : conférence de presse prévue en mars 2019.

L'organisme annoncera l'événement dans les journaux de quartiers et les grands quotidiens. De plus, l'organisme installera, dix jours avant l'événement, des panneaux sur tout le parcours indiquant les heures de fermeture de rues. Le promoteur distribuera une lettre aux résidents et commerçants concernés par le parcours.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Rencontre de coordination : mardi 29 janvier 2019
Dérogations à la réglementation : Conseil d'arrondissement de Ville-Marie février 2019
Réalisation de l'événement : dimanche 17 mars 2019
Rencontre de rétroaction : avril ou mai 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nathalie GOUDREAU
Agent(e) de developpement culturel

Tél : 514-868-0797
Télécop. : 514-872-1153

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-29

Kevin DONNELLY
Chef de division

Tél : 514-872-5189
Télécop. : 514 872-1153

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE
DIRECTION**

Thomas RAMOISY
Directeur Cinéma - Festivals - Événements

Tél : 514-872-2884
Approuvé le : 2019-01-31

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE
SERVICE**

Suzanne LAVERDIÈRE
Directrice

Tél : 514-872-4600
Approuvé le : 2019-02-04

PROTOCOLE D'ENTENTE – SOUTIEN FINANCIER ET TECHNIQUE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier de la ville, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6;

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **UNITED IRISH SOCIETIES OF MONTRÉAL**, personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi des compagnies, dont l'adresse principale est à la boîte postale 97544, 4061, rue Wellington, Montréal, QC H4G 3M6, agissant et représentée par Paul Loftus, président), dûment autorisé(e) aux fins des présentes tel qu'il (elle) le déclare;

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

ATTENDU QUE l'Organisme a proposé à la Ville de tenir à Montréal, le **Défilé de la Saint-Patrick**, le dimanche 17 mars 2019, de même que pour les éditions 2020 et 2021 (dates à confirmer) (ci-après appelé l'« **Événement** »).

ATTENDU QUE la Ville désire appuyer la tenue de l'Événement, notamment par un soutien technique et une participation financière devant être affectée exclusivement aux fins mentionnées à l'article 3.

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 **DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION**

Dans le présent protocole, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

- 1.1 « **Responsable** » : la Directrice du Service de la culture ou son représentant dûment autorisé de la Division festivals et événements.
- 1.2 « **Site** » : les rues et les parcs utilisés pour la réalisation de l'Événement sur le territoire de la Ville approuvés par les autorités compétentes de la Ville.
- 1.3 « **Annexe A** » : le Protocole de visibilité de la Ville.

Le préambule et l'Annexe A font partie intégrante du présent protocole et le texte de toute disposition du présent protocole prévaut sur toute disposition de l'annexe qui serait inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2

OBLIGATIONS DE LA VILLE

- 2.1 Sous réserve des approbations requises, la Ville convient :
- 2.1.1 d'assurer une participation financière maximale de trente mille dollars (30 000 \$), incluant toutes les taxes applicables sur les biens et services (T.P.S. et T.V.Q.), le tout devant être affectée exclusivement au Défilé de la Saint-Patrick et ce pour chacune des éditions 2019, 2020 et 2021, et sera remise à l'Organisme comme suit :
- vingt-quatre mille dollars (24 000 \$), dans les trente (30) jours suivant la signature du présent protocole par les deux (2) parties ;
 - six mille dollars (6000 \$), dans les trente (30) jours de la présentation au Responsable, du bilan final de la réalisation du Projet.
- 2.2 Sous réserve de circonstances qui rendraient, à son avis, l'accomplissement de l'une quelconque des clauses suivantes inopportune, défavorable à l'ordre public ou susceptible de nuire à la sécurité du public, la Ville s'engage à :
- 2.2.1 sous réserve du paragraphe 2.2.2, mettre le Site à la disposition de l'Organisme en vue de la tenue de l'Événement, selon les modalités et conditions prescrites par les résolutions et ordonnances qui seront adoptées à cette fin et uniquement durant les périodes qui y sont déterminées, la Ville ayant accès en tout temps à toute partie du Site afin d'y exercer ses pouvoirs, y compris celui d'exécuter des travaux urgents.
- 2.2.2 assumer, à ses frais, la réfection de la chaussée pour permettre la tenue de l'Événement dans la mesure où la Ville dispose des ressources humaines et financières suffisantes pour ce faire. Dans le cas contraire, la Ville est disposée à travailler conjointement avec l'Organisme pour trouver des solutions alternatives, étant entendu que ce dernier n'a aucun recours contre la Ville du fait du changement des conditions de la tenue de l'Événement.
- 2.2.3 prêter certains équipements et fournir certains services techniques, sous réserve de la disponibilité de ces ressources matérielles et techniques. La Ville n'assumera aucuns frais si l'Organisme doit procéder à la location d'équipement.
- 2.2.4 assurer la coordination de l'ensemble des services publics et parapublics.
- 2.2.5 assumer les frais d'entrave (occupation du domaine public) et la perte de revenus de parcomètres engendrés par la tenue de l'Événement sur le domaine public.

ARTICLE 3

OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de l'ensemble du soutien offert par la Ville, l'Organisme prend les engagements suivants :

- 3.1 présenter l'Événement sur le Site, aux dates indiquées au préambule, conformément au présent protocole et à ses Annexes.
- 3.2 assumer toute l'organisation et le financement complet du programme des activités reliées à l'Événement.
- 3.3 soumettre au Responsable, pour approbation, le Site de l'Événement.
- 3.4 mettre en place les installations et les aménagements approuvés par le Responsable en respectant toutes les modalités d'occupation qui lui sont communiquées par la Ville et sans porter atteinte au mobilier urbain et à l'intégrité du Site. L'Organisme devra remettre les lieux dans l'état initial dans les cinq (5) jours suivant la fin de l'Événement.
- 3.5 adapter le Site de l'Événement afin de le rendre accessible aux personnes ayant des limitations fonctionnelles (motrices, visuelles, auditives, intellectuelles ou verbales).
- 3.6 payer à la Ville, sur réception d'une facture à cet effet, le coût des dommages causés à la propriété de celle-ci en raison de l'Événement, tel que ces dommages ont été établis par la Ville.
- 3.7 soumettre au Responsable, pour approbation, une liste ventilée des besoins techniques et matériels, des installations et aménagement requis trois (3) mois avant la présentation de l'Événement.
- 3.8 soumettre au Responsable, pour approbation, un plan de communication des entraves à la circulation et en assurer la mise en application.
- 3.9 respecter la réglementation, fournir et installer la signalisation appropriée prescrite par le Code de la sécurité routière, par exemple : en vue d'interdire le stationnement lors de l'Événement, de rediriger la circulation dans le cas d'une fermeture de rue, et transmettre au Responsable les documents relatifs à cette installation (entre autres, le plan de signalisation et le personnel requis, ainsi que le formulaire intitulé « Installation de panneaux prohibant le stationnement ») et assurer à ses frais le service de remorquage, s'il y a lieu.
- 3.10 accomplir les démarches nécessaires afin de mettre sur pied des mesures compensatoires pour les citoyens privés de certains privilèges (stationnement réservé sur rue pour résident, accès à leur résidence, feuillets informatifs aux passants).
- 3.11 se conformer aux lois, règlements et ordonnances applicables à l'Événement et, sans restreindre la généralité de ce qui précède, aux ordonnances autorisant la fermeture de rues, la vente temporaire d'articles promotionnels, de nourriture et de boissons alcoolisées ou non alcoolisées et aux ordonnances autorisant l'émission de bruit au moyen d'appareils sonores et à toute autre consigne transmise par le Responsable.
- 3.12 respecter toutes les normes de sécurité en vigueur à la Ville, se conformer aux exigences des différents services et instances publiques concernés et aux directives qui lui sont communiquées par le Responsable.
- 3.13 exploiter ou superviser lui-même les kiosques de produits alimentaires, de

rafraîchissements et de produits promotionnels reliés à l'Événement.

- 3.14 payer directement aux organismes qui les imposent, tous impôts, taxes, permis et droits exigés en raison de la tenue de l'Événement et des activités qui y sont reliées.
- 3.15 conserver son statut d'Organisme à but non lucratif pendant toute la durée du Protocole.
- 3.16 présenter les initiatives, les actions entreprises ou un plan de récupération des matières recyclables favorisant la gestion écoresponsable de l'Événement.
- 3.17 remettre à la Ville, soixante (60) jours après la tenue de l'Événement, un bilan financier de celui-ci et se conformer à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes* si la participation financière de la Ville est de 100 000 \$ et plus.
- 3.18 mettre en application un plan de visibilité approuvé par le Responsable conformément à l'annexe A qui fait partie intégrante du présent protocole.
- 3.19 transmettre au Responsable, soixante (60) jours ouvrables après l'Événement, un rapport d'activités incluant notamment la revue de presse, les bénéfices ou les retombées de l'Événement. Le rapport d'activité devra également indiquer les améliorations constatées par rapport aux bénéfices et retombées obtenus au cours de l'année précédente.

ARTICLE 4 **DÉFAUT**

- 4.1 Aux fins des présentes, l'Organisme est en défaut :
 - 4.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaire ou autre, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers.
 - 4.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre.
 - 4.1.3 s'il n'exécute pas toutes et chacune de ses obligations prises aux termes du présent protocole.
 - 4.1.4 S'il perd son statut d'Organisme à but non lucratif.
- 4.2 Dans les cas mentionnés aux sous-paragraphes 4.1.1 et 4.1.3, la Ville peut, à son entière discrétion résilier le présent protocole sans préjudice quant à ses droits et recours. Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 4.1.3, le Responsable avise l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville peut résilier le présent protocole, à son entière discrétion.
- 4.3 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 4.1.2 et 4.1.2, le Protocole est résilié de plein droit.

ARTICLE 5 **RÉSILIATION**

- 5.1 Une partie peut, à son entière discrétion, par un avis écrit de trente (30) jours adressé par courrier recommandé à l'autre partie, résilier le présent protocole.
- 5.2 Dans une telle éventualité, chaque partie renonce expressément à toute réclamation ou recours en dommages ou en indemnité quelconque contre l'autre partie, en raison de l'exercice de ce droit de résiliation.

ARTICLE 6 **DÉCLARATIONS ET GARANTIES**

L'Organisme déclare et garantit :

- 6.1 qu'il a le pouvoir de conclure le présent protocole et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celui-ci.
- 6.2 qu'il est le propriétaire ou l'utilisateur autorisé de tous les droits de propriété intellectuelle pour toute représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle dans le cadre du présent protocole.

ARTICLE 7 **INDEMNISATION ET ASSURANCES**

- 7.1 L'Organisme garantit et tient la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit résultant directement ou indirectement de ce qui fait l'objet du présent protocole. Il prend fait et cause pour la Ville dans toutes réclamations ou poursuites contre elle et l'indemnise de tous jugements et de toutes condamnations qui pourraient être prononcés contre elle et de toutes sommes qu'elle aura déboursées avant ou après jugement en raison de ce qui précède.
- 7.2 L'Organisme souscrit, à ses frais, auprès d'une compagnie d'assurances ayant son siège ou une place d'affaires au Québec et maintient en vigueur pendant la durée de l'Événement ainsi que pendant la période au cours de laquelle il a accès au Site ou que la Ville y dépose du matériel relatif à la présentation de celui-ci, que ce soit avant ou après la tenue de l'Événement, une police d'assurance responsabilité civile accordant, par événement ou accident, une protection minimale de cinq millions de dollars (5 000 000 \$) pour les blessures corporelles et pour les dommages matériels. Cette police doit comporter un avenant qui désigne la Ville comme coassurée de l'Organisme. De plus, cet avenant doit stipuler qu'aucune franchise n'est applicable à la Ville et que la police ne pourra être résiliée sans un avis écrit de l'assureur à la Ville d'au moins cinq (5) jours ouvrables avant la tenue de l'Événement. L'Organisme doit remettre au Responsable, au moins quinze (15) jours ouvrables avant la tenue de l'Événement, copies de la police d'assurance et de cet avenant.
- 7.3 L'Organisme s'engage à souscrire une assurance additionnelle pour feu, vol et vandalisme, au montant établi par le Responsable, couvrant tous les équipements prêtés par la Ville, pour les périodes ci-après indiquées :

- 7.3.1 si l'équipement est livré par la Ville : depuis la livraison de l'équipement sur le Site par la Ville jusqu'à sa récupération par la Ville.
- 7.3.2 si l'Organisme prend livraison de l'équipement : depuis le chargement de l'équipement, pendant le transport, et jusqu'au retour après la tenue de l'Événement à l'endroit indiqué par le Responsable.
- 7.4 L'Organisme doit remettre au Responsable, au moins quinze (15) jours ouvrables avant la tenue de l'Événement, copies de la police et de l'avenant.

ARTICLE 8

DISPOSITIONS FINALES

- 8.1 L'Organisme reconnaît que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu du présent protocole constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celui-ci, et le défaut par l'Organisme de respecter l'une quelconque de ces conditions permettra à la Ville de résilier ce protocole sur simple avis écrit, sans que l'Organisme ne puisse réclamer aucune indemnité ou compensation. Dans un tel cas, toute somme versée par la Ville à l'Organisme à titre de participation financière devra, le cas échéant, lui être remise dans les cinq (5) jours d'une demande à cet effet.
- 8.2 L'Organisme reconnaît que la Ville n'est en aucun cas responsable du défaut de remplir ses obligations, si tel défaut résulte d'une grève, de piquetage, d'une émeute, d'une agitation populaire, de l'acte d'une autorité publique, d'un cas fortuit ou de force majeure ou de toute autre raison hors du contrôle immédiat et direct de la Ville.
- 8.3 Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page du présent protocole ou à toute autre adresse, dans le district judiciaire de Montréal, dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.
- 8.4 Le présent protocole lie les parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs, étant toutefois entendu que les obligations imposées à l'une des parties aux présentes ne peuvent être cédées qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.
- 8.5 L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.
- 8.6 Le présent protocole est régi par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

8.7 EN FOI DE QUOI LES PARTIES ONT SIGNÉ LE PRÉSENT PROTOCOLE D'ENTENTE EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le^e jour de 2019

VILLE DE MONTRÉAL

Par : Yves Saindon, greffier

Le^e jour de 2019

UNITED IRISH SOCIETIES OF MONTRÉAL

Par : Paul Loftus, président

Le protocole d'entente a été approuvé par le Conseil municipal de la Ville de Montréal, le^e jour de 20..... (Résolution.....).

ANNEXE A

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

- 1.1.** Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité;
- 1.2.** S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville :

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner la participation dans toutes communications relatives au Projet;
- Sur les médias sociaux, souligner la participation et remercier la Ville pour son soutien;
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville, sur tous les outils de communication, imprimés et électroniques, notamment sur les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciements, les certificats de participation relatifs à la présente Convention;

Les logos de la Ville devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule;

Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'Organisme doit ajouter le libellé suivant : Fier partenaire de la Ville de Montréal

- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins dix (10) jours ouvrables avant leur diffusion;

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toutes publicités télé ou Web. Les logos de la Ville peuvent faire partie d'un regroupement des participants au Projet. Par contre, à titre de collaborateur principal, il devra être mis en évidence;
- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs;

2.2. Relations publiques et médias :

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.
- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville :
 - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance;
 - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le projet;
 - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez utiliser le courriel suivant : maireesse@ville.montreal.qc.ca.

2.3. Normes graphiques et linguistiques :

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo);
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres participants sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.);

- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11);

24. Publicité et promotion :

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.
- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.
- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).
- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.
- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.
- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics :

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le Protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca.

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite à la mairesse doit être envoyée à l'adresse suivante : mairesse@ville.montreal.qc.ca.

Dossier # : 1197883002

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , Division des festivals et événements
Objet :	Approuver le protocole d'entente de soutien financier de 30 000 \$ et de soutien technique estimé à 150 000 \$ avec l'organisme United Irish Societies of Montréal Inc. pour la présentation du Défilé de la Saint-Patrick pour les années 2019, 2020 et 2021 / Autoriser le marquage temporaire de la chaussée.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS



[Certification des fonds - GDD 1197883002.xlsx](#)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hui LI
Préposée au budget
Tél : (514) 872-3580

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-02-01

Diana VELA
Agent de gestion des ressources financières
Tél : 514 868-3203
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier



Dossier # : 1191368002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver l'intervention de la Ville de Montréal à une déclaration de copropriété dont le déclarant est Les Cours Pointe-St-Charles inc./Pointe St-Charles Yards inc. relativement à un projet de développement et de mise en valeur des Ateliers du CN à être réalisé par Les Cours Pointe-St-Charles inc. sur un terrain situé sur la rue Le Ber, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, connu et désigné comme étant le lot 5 600 650 du cadastre du Québec et ce, conformément au troisième addenda de l'accord de développement original N/Réf.: 31H05-005-7472-06

Il est recommandé :

1. d'approuver l'intervention de la Ville de Montréal à une déclaration de copropriété dont le déclarant est représenté par Les Cours Pointe St-Charles inc./Pointe St-Charles Yards inc. relativement à un projet de développement et de mise en valeurs des anciens ateliers du Canadien National à être réalisé par Les Cours Pointe St-Charles inc. sur un terrain situé sur la rue Le Ber, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, connu et désigné comme étant le lot 5 600 650 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal et ce, conformément au troisième addenda signé le 6 octobre 2017, modifiant les conditions de l'accord de développement original signé le 8 novembre 2012;
2. d'approuver la modification de l'acte d'hypothèque existant en faveur de la Ville et inscrit au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 23 446 598, le tout substantiellement conforme, de l'avis de la Direction des affaires civiles, aux termes et conditions prévus au paragraphe 9.8 de l'article 1 du troisième addenda.

Signé par Benoit DAGENAI **Le** 2019-02-04 12:05

Signataire : Benoit DAGENAI

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

IDENTIFICATION

Dossier # :1191368002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver l'intervention de la Ville de Montréal à une déclaration de copropriété dont le déclarant est Les Cours Pointe-St-Charles inc./Pointe St-Charles Yards inc. relativement à un projet de développement et de mise en valeur des Ateliers du CN à être réalisé par Les Cours Pointe-St-Charles inc. sur un terrain situé sur la rue Le Ber, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, connu et désigné comme étant le lot 5 600 650 du cadastre du Québec et ce, conformément au troisième addenda de l'accord de développement original N/Réf.: 31H05-005-7472-06

CONTENU

CONTEXTE

Le 8 novembre 2012, la Ville de Montréal et Les Cours Pointe St-Charles inc. (« LCPSC ») ont signé un accord de développement relativement aux anciens Ateliers du CN, situés dans l'arrondissement du Sud-Ouest, pour un projet de développement immobilier à vocation industrielle, commerciale et résidentielle (le « Projet ») lequel sera réalisé par LCPSC. Cet accord a été amendé à trois reprises (l'accord de développement et les addendas sont ci-après collectivement désignés (l'« Accord »)). Considérant les obligations prévues dans l'Accord à être respectées par LCPSC, une hypothèque au montant de 2 000 000 \$ a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le 20 octobre 2017, sous le numéro 23 446 598, en faveur de la Ville affectant un terrain situé entre les rues Le Ber et Marc-Cantin, au nord de la rue Bourgeois, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, connu et désigné comme étant le lot 5 600 650 du cadastre du Québec, appartenant à LCPSC (l'« Immeuble »), notamment afin de garantir la construction par LCPSC d'un talus acoustique entre la zone résidentielle et les terrains appartenant au Canadien National.

Afin de pouvoir réaliser le Projet prévu à l'Accord et conformément au paragraphe 9.3 de l'article 1 et à l'article 4 du troisième addenda de l'accord de développement signé par la Ville et LCPSC et vu les droits et garanties détenus par la Ville affectant l'Immeuble, LCPSC demande à la Ville d'intervenir au projet de déclaration de copropriété visant le Projet.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM17 1239 - Approuver une modification à l'accord de développement intervenu le 8 novembre 2012 entre la Ville de Montréal et Les Cours Pointe St-Charles inc. relatif au projet de développement et de mise en valeur des Ateliers du CN au 1830-1880, rue Le Ber, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, afin de modifier les conditions liées à la garantie hypothécaire; approuver le nouvel acte d'hypothèque au montant de 200 000 \$ en faveur de la Ville et approuver l'acte de mainlevée de l'hypothèque existante en faveur de la Ville.

CG16 0352 - 19 mai 2016 - Prendre acte et accepter les engagements pris par Les Cours Pointe St-Charles inc. en faveur de la Ville de Montréal, dans une lettre d'engagement datée du 20 avril 2016, incluant notamment l'engagement de vendre à la Ville de Montréal deux terrains destinés à des fins de réalisation de logements sociaux et communautaires

CM15 0521 - 27 avril 2015 - Approuver l'intervention de la Ville à un projet d'acte de servitude de non-construction relativement à un certain terrain situé entre les rues Le Ber et Marc-Cantin, au nord de la rue Bourgeois, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, connu et désigné comme étant une parcelle du lot 4 664 263 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 1 171,2 m², à être publiée par son propriétaire, soit Les Cours Pointe-St-Charles inc., considérant que la Ville est bénéficiaire d'une hypothèque sur ce terrain.

CG13 0079 - 21 mars 2013 - Approuver une modification à l'accord de développement entre la Ville de Montréal et Les Cours Pointe St-Charles inc. relatif au projet de développement et de mise en valeur des Ateliers du CN au 1830-1880 rue Le Ber dans l'arrondissement du Sud-Ouest, afin de prolonger la date limite pour l'obtention des autorisations par le promoteur.

CG12 0402 - 25 octobre 2012 - Abroger la résolution CM09 0518 concernant l'accord de développement relatif au projet de développement et de mise en valeur des Ateliers du CN et adopter le nouveau projet d'accord de développement entre la Ville de Montréal et Les Cours Pointe St-Charles inc. relatif à la propriété sise au 1830-1880, rue Le Ber dans l'arrondissement du Sud-Ouest.

CM12 0950 - 23 octobre 2012 - Adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) » afin de remplacer l'affectation « Secteur d'emplois » par l'affectation « Secteur mixte » pour l'ensemble du quadrilatère délimité par la rue Le Ber et le prolongement des rues de la Congrégation et Sainte-Madeleine, ainsi que modifier la densité de construction et les limites de hauteur des catégories 12-08 et 12-T3 par la catégorie 12-T1.

CM12 0951 - 22 octobre 2012 - Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant l'occupation des anciens Ateliers du CN situés rue Le Ber à des fins commerciales et industrielles et autorisant la construction d'immeubles à des fins résidentielles et commerciales sur les terrains portant les numéros de lots 4 664 263, 4 664 264 et 4 664 265 (anciennement le lot 3 415 342) du cadastre du Québec ».

CA11 22 0236 - 13 juin 2011 - Approuver le nouveau projet d'accord de développement entre la Ville de Montréal et Les Cours Pointe St-Charles inc. relatif au projet de transformation et d'occupation à des fins résidentielles, commerciales et industrielles de la propriété des Ateliers du CN sise au 1830-1880, rue Le Ber dans l'arrondissement du Sud-Ouest et abroger la résolution CM09 0518.

CM09 0538 - 15 juin 2009 - Adopter le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) » et soumettre le dossier à l'Office de consultation publique de Montréal pour qu'il tienne l'assemblée publique prévue conformément à la loi.

CM09 0537 - 15 juin 2009 - Adopter le projet de règlement intitulé « Règlement autorisant l'occupation des anciens Ateliers du CN situés rue Le Ber à des fins commerciales et industrielles et autorisant la construction d'immeubles à des fins résidentielles et commerciales sur les terrains portant le numéro de lot 3 415 342 du cadastre du Québec » et soumettre le dossier à l'Office de consultation publique de Montréal pour qu'il tienne l'assemblée publique prévue conformément à la loi.

CM09 0518 - 15 juin 2009 - Approuver le projet d'accord de développement entre la Ville de Montréal et Les Cours Pointe-St-Charles inc. relatif au projet de transformation et d'occupation à des fins résidentielles, commerciales et industrielles de la propriété des Ateliers du CN sise au 1830-1880, rue Le Ber dans l'arrondissement du Sud-Ouest.

DESCRIPTION

Le troisième addenda signé le 6 octobre 2017, modifiant les conditions de l'accord de développement original signé par la Ville et LCPSC le 8 novembre 2012 prévoit au paragraphe 9.3 de l'article 1, que LCPSC s'engage à établir une copropriété divise sur le lot 5 600 650 du cadastre du Québec, aux conditions prévues à ce troisième addenda. Également, il est prévu dans ledit troisième addenda que LCPSC puisse récupérer la lettre de garantie bancaire au montant de 1 M\$ déjà remise à la Ville après la publication de la déclaration de copropriété selon certaines conditions. Le présent sommaire est requis afin d'approuver le projet de déclaration de copropriété auquel la Ville doit intervenir.

JUSTIFICATION

Le Service de la gestion et de la planification immobilière (le « SGPI ») recommande cette intervention pour les motifs suivants :

- Elle permettra à LCPSC de réaliser le Projet prévu à l'Accord.
- Les représentants de l'arrondissement du Sud-Ouest qui gèrent l'Accord sont en faveur de cette modification.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La présente intervention est réalisée sans frais.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La signature de la Ville à titre d'intervenant à la déclaration de copropriété qui fait l'objet du présent sommaire permettra à LCPSC de respecter ses engagements prévus dans l'Accord.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- 1) Signature de la déclaration de copropriété par la Ville en 2019 à titre d'intervenante et publication de celle-ci au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal.
- 2) Modification de l'hypothèque de la Ville, conformément au paragraphe 9.8 de l'article 1 du troisième addenda.
- 3) Obtention d'une confirmation écrite du représentant de LCPSC que le montant de toutes les hypothèques alors existantes sur l'Immeuble, excluant le montant de l'hypothèque de la

Ville, n'excède pas 80 % de la valeur de l'Immeuble.

4) Remise de la lettre de garantie bancaire.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :

Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Céline DUMAIS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Julie NADON, Le Sud-Ouest

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Suzie DESMARAIS
Conseillère en immobilier, chef d'équipe

Tél : 514 872-6292

Télécop. : 514 872-8350

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-30

Dany LAROCHE
Chef de division des transactions

Tél :

514-872-0070

Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières

Tél : 514-868-3844

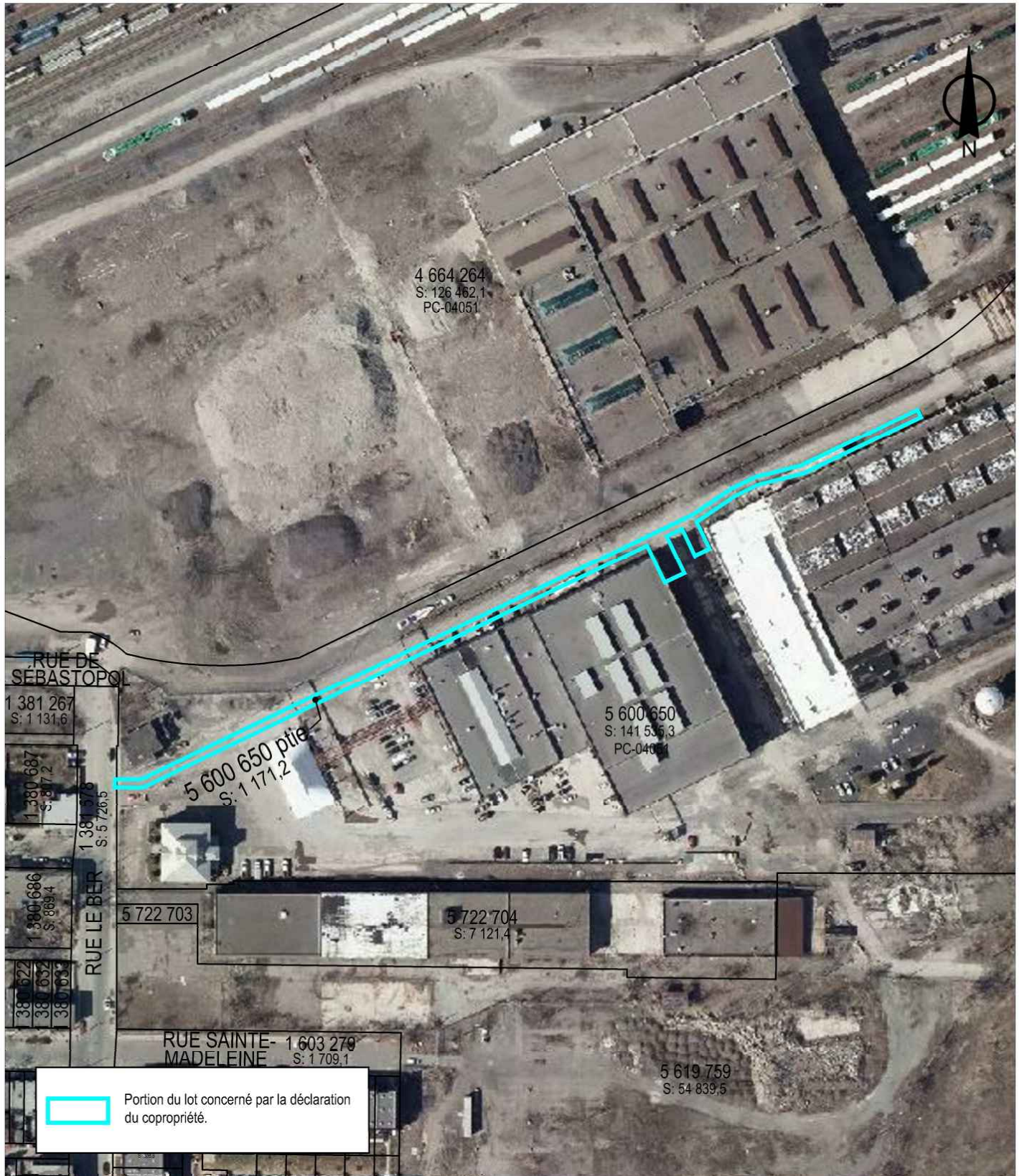
Approuvé le : 2019-02-04

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice

Tél : 514-872-1049

Approuvé le : 2019-02-04



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA
PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION DES TRANSACTIONS

Sud-Ouest
Montréal

Plan P: plan de cadastre & orthophoto
Dossier: 31H05-005-7572-03
Dessinateur: LJC
Échelle: 1:2000
Date: 2019-01-31

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement

Dossier # : 1191368002**Unité administrative responsable :** Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction - Transactions immobilières , Division transactions immobilières**Objet :** Approuver l'intervention de la Ville de Montréal à une déclaration de copropriété dont le déclarant est Les Cours Pointe-St-Charles inc./Pointe St-Charles Yards inc. relativement à un projet de développement et de mise en valeur des Ateliers du CN à être réalisé par Les Cours Pointe-St-Charles inc. sur un terrain situé sur la rue Le Ber, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, connu et désigné comme étant le lot 5 600 650 du cadastre du Québec et ce, conformément au troisième addenda de l'accord de développement original N/Réf.: 31H05-005-7472-06**SENS DE L'INTERVENTION**Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Ci-joint le projet de déclaration de copropriété par Les Cours Pointe St-Charles inc. auquel la Ville doit intervenir.

Nous avons reçu la confirmation écrite du notaire du promoteur à l'effet qu'il approuve le projet ci-joint que son client le signera dans sa forme actuelle.

Nous validerons ultérieurement l'acte de modification de l'hypothèque en faveur de la Ville à être inscrit au registre foncier. Cet acte sera préparé par le notaire du promoteur et devra être conforme aux termes et conditions prévus au troisième addenda de l'accord de développement, approuvé le 25 septembre 2017 (CM17 1239) et signé le 6 octobre 2017.

FICHIERS JOINTSDéclaration de copropriété (version finale).doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Céline DUMAIS
Notaire
Tél : (514) 872-6838

ENDOSSÉ PAR

Céline DUMAIS
Notaire
Tél : (514) 872-6838
Division :

Le : 2019-02-01

L'AN DEUX MILLE DIX-NEUF, le ● (2019-●-●).

Devant Me Angelo FEBBRAIO, notaire au Québec, ayant son domicile professionnel à Montréal.

COMPARAÎT :

LES COURS POINTE ST-CHARLES INC. / POINTE ST-CHARLES YARDS INC., une personne morale constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* (L.R.C. (1985), c. C-44), immatriculée auprès du Registraire des entreprises en vertu de la *Loi sur la publicité légale des entreprises* (RLRQ, c. P-44.1) sous le numéro 1163067779, ayant son siège au 407, rue McGill, bureau 710, Montréal, Québec, H2Y 2G3, Canada, agissant et représentée aux présentes par Vincenzo (Vincent) CHIARA, son président, dument autorisé conformément à une résolution de son conseil d'administration datée du ● deux mille dix-huit (● 2018), dont copie conforme de cette résolution demeurant annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par ledit représentant en présence du notaire soussigné.

Ci-après nommée le « **déclarant** »

PRÉAMBULE

1. DÉCLARATIONS

ARTICLE 1. Le déclarant expose ce qui suit :

1.1. Il est l'unique propriétaire de la propriété immobilière faisant l'objet des présentes et autrefois connue et désignée comme étant le lot CINQ MILLION SIX CENT MILLE SIX CENT CINQUANTE (5 600 650) au plan du Cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal pour l'avoir acquis de Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada en partie soit l'ancien lot TROIS MILLION QUATRE CENT QUINZE MILLE TROIS CENT QUARANTE-DEUX (3 415 342) audit cadastre aux termes d'un acte de vente exécuté sous seing privé le seize juin deux mille six (16 juin 2006) et en partie soit l'ancien lot QUATRE MILLION NEUF CENT SOIXANTE-SEIZE MILLE DEUX CENT DIX-NEUF (4 976 219) audit cadastre aux termes d'un acte de vente reçu par Claude Gratton, notaire le dix-huit décembre deux mille quatorze (18 décembre 2014) et inscrits respectivement au livre foncier de la circonscription foncière de Montréal (le « **Livre foncier** ») sous les numéros 13 404 252 et 21 267 873.

1.2. Cette propriété immobilière ayant une superficie totale de 141 535.3 mètres carrés selon le plan cadastral est située sur la rue Le Ber, en la ville de Montréal (arrondissement du Sud-Ouest), province de Québec et est sujette au plan complémentaire PC-04051.

*Prévost notaires inc.
© Tous droits réservés
All rights reserved*

C:\Adlib Express\Work\5bfd2594-a877-4e3e-a7f8-24c764dc937e_9802004\13941document5.DOC

1.3. Cette propriété immobilière a fait l'objet d'un remplacement, pour les fins de la présente déclaration de copropriété, selon le plan préparé par François HOULE, arpenteur-géomètre (ci-après appelé l'« **Arpenteur-géomètre** »), en date du trente-et-un mai deux mille dix-sept (31 mai 2017), sous le numéro 17 883 de ses minutes, dossier numéro 45159-1, lequel plan a été dûment déposé au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le • deux mille dix-huit (• 2018) (ci-après appelé le « **plan de cadastre parcellaire**»), pour former d'une part les lots décrits ci-après à l'État descriptif des fractions et que les fiches immobilières ont été établies conformément à l'article 3028 du *Code civil du Québec*, et d'une autre part le lot SIX MILLION VINGT-DEUX MILLE QUATRE CENT CINQUANTE-CINQ (6 022 455) au plan du Cadastre du Québec, lequel n'est pas par les présentes assujetti aux dispositions du *Code civil du Québec* régissant la copropriété divisée d'un immeuble.

1.4. L'immeuble faisant l'objet des présentes est libre de tous droits réels, sauf et excepté les hypothèques ci-après mentionnées à l'Acte constitutif de copropriété et les autres droits réels ci-après mentionnés à l'État descriptif des fractions.

1.5. L'immeuble faisant l'objet des présentes n'est pas assujetti à l'application de l'article 51 de la *Loi sur la Régie du logement* puisqu'il ne comporte pas et n'a pas comporté au cours des dix (10) dernières années, de logement loué, offert en location ou devenu vacant après une location.

SERVITUDES

1.6. Sur l'immeuble sont érigés des constructions et des aménagements sur les parties privatives et les parties communes et le déclarant est en voie d'y faire d'autres constructions et aménagements.

Ainsi, il apparaît nécessaire de constituer toutes les servitudes requises de manière à ce que toutes les constructions et tous les aménagements soient, par l'effet des présentes, parfaitement régularisés, dans l'état et dans la situation dans lesquels ils se trouvent actuellement et/ou dans lesquels ils seront après le parachèvement des travaux.

De plus, il est dans l'intention du déclarant de constituer les servitudes requises pour assurer la parfaite utilisation de l'immeuble, parties privatives et communes, faisant l'objet des présentes et d'en garantir le libre accès.

Les servitudes contenues au présent article sont constituées par destination du propriétaire, de manière réelle et perpétuelle et pour et à l'encontre de chacune des parties privatives et communes faisant l'objet des présentes, chacune étant constituée à titre de fonds dominant et fonds servant, sauf lorsque le contraire est indiqué.

Servitude relative aux vue, surplomb et égouttement

1.6.1. Il est, par les présentes, constitué une servitude réelle et perpétuelle, pour et à l'encontre de toutes les parties communes et privatives, considérées chacune d'elles à la fois comme fonds dominants et fonds servants, de telle sorte qu'aucune vue et surplomb d'une partie privative ou commune sur une autre partie privative ou commune de l'immeuble faisant l'objet de la présente déclaration de copropriété ne soit considéré illégal dans la mesure où ils se trouvent dans l'état et dans la situation dans lesquels ils se trouvent actuellement et/ou dans lesquels ils seront après le parachèvement des travaux, le cas échéant.

Il est, par les présentes, constitué une servitude réelle et perpétuelle, pour et à l'encontre de toutes les parties communes et privatives, considérées chacune d'elles à la fois comme fonds dominant et fonds servant, permettant à l'eau de pluie et d'arrosage, la glace et la neige pouvant s'accumuler et se répandre sur l'une ou l'autre des parties privatives ou des parties communes de s'égoutter, de se drainer ou de s'écouler sur les autres parties privatives ou communes, étant entendu que l'aménagement des parties privatives où les eaux s'égoutteront, se draineront ou s'écouleront sera fait de manière à ce que les eaux ne demeurent pas stagnantes sur les fonds servants.

Chaque copropriétaire devra enlever le glace et la neige du toit de toute structure faisant partie de sa partie privative, à défaut de quoi, le syndicat pourra, mais sans y être obligé, enlever ladite glace et ladite neige.

Servitude mutuelle d'empiétement quant aux services

1.6.2. Il est, par les présentes, constitué une servitude réelle et perpétuelle, pour et à l'encontre de toutes les parties communes et privatives, considérées chacune d'elles à la fois comme fonds dominants et fonds servants, de telle sorte que tout empiétement des éléments mécaniques et de services à l'immeuble, tels le câblage d'électricité, les installations d'éclairage, de câblodistribution et de téléphonie, les compteurs et les boîtes électriques, les systèmes d'égout, d'aqueduc, de gaz et d'électricité, ainsi que toute tuyauterie pouvant exister et desservir l'immeuble actuellement et/ou après le parachèvement des travaux, soit, par le fait de la présente servitude, régularisé sans autre formalité.

Ainsi, tout élément d'équipement de mécanique ou de service commun ou privatif pourra, qu'il desserve les parties communes ou l'une ou l'autre des parties privatives, circuler ou traverser quelque partie privative ou commune sans que tel empiétement ne puisse être considéré comme illégal, dans la mesure où ils se trouvent dans l'état et dans la situation dans lesquels ils se trouvent actuellement et/ou dans lesquels ils seront après le parachèvement des travaux.

Notamment et sans limiter la généralité de ce qui précède, tout système d'alimentation électrique, d'égout, d'aqueduc et de gaz desservant une partie privative pourra être maintenu dans la mesure où ils se trouvent dans l'état et dans la situation dans lesquels ils se trouvent actuellement et/ou dans lesquels ils seront après le parachèvement des travaux.

Les droits conférés par la présente servitude comprennent le droit d'accès à toute partie privative, mais sont sujets à l'obligation d'exercer de bonne foi les droits en résultant, et sont à charge de remettre en état les lieux, après intervention pour les fins susdites.

Dans l'hypothèse où l'un des copropriétaires subirait un préjudice temporaire en raison de l'atteinte à la jouissance ou un préjudice permanent en raison d'une diminution de la jouissance résultant de l'exercice de la présente servitude, il aura droit à une juste indemnité à la charge du ou des copropriétaires responsables des travaux dans le cas seulement où le préjudice serait sérieux.

Tout différend résultant de la détermination de la gravité du préjudice, de la détermination de l'identité de son responsable ainsi que de l'appréciation de l'importance des dommages compensatoires, sera expressément conféré à la médiation ou à l'arbitrage, tel que stipulé aux présentes.

Servitude d'accès et de passage

1.6.3. Il est, par les présentes, constitué une servitude réelle et perpétuelle, pour et à l'encontre de toutes les parties communes et privatives, considérées chacune d'elles à la fois comme fonds dominant et fonds servant, permettant à tous les copropriétaires, aux administrateurs et à leurs employés, fournisseurs et clients, le libre accès à l'une ou l'autre des parties privatives pour les fins de l'exercice des servitudes constituées au présent acte et des droits en résultant.

De plus, il est, par les présentes, constitué une servitude réelle et perpétuelle de passage, pour et à l'encontre de toutes les parties communes et privatives, considérées chacune d'elles à la fois comme fonds dominants et fonds servants, permettant aux copropriétaires de l'une ou l'autre des fractions d'utiliser les espaces de circulation piétonne ou automobile pour circuler du domaine public jusqu'à leurs parties privatives et leurs parties communes y permettant l'accès ainsi que d'exercer le passage piétonnier ou en véhicules de toutes sortes sur les parties privatives destinées au stationnement afin d'accéder à leur espace de stationnement.

Servitude d'empiétement

1.6.4. Il est, par les présentes, constitué toute servitude d'empiétement qui pourrait être rendue nécessaire dans l'éventualité où une partie privative empiète actuellement et/ou devait, après le

parachèvement des travaux, empiéter sur une partie commune ou sur une autre partie privative, ou si une partie commune empiète actuellement et/ou devait, après que le parachèvement des travaux, empiéter sur une partie privative.

Toutes les parties privatives et communes décrites aux présentes étant à la fois du fonds servant et fonds dominants. La présente servitude d'empiètement est créée afin de corriger, le cas échéant, tout empiètement qui pourrait exister dans l'immeuble actuellement et/ou après le parachèvement des travaux, et plus spécifiquement, tout empiètement qui pourrait résulter de l'écart entre la détermination des bornes des parties privatives et l'implantation des bâtiments.

Servitude de construction

1.6.5. Il est, par les présentes, constitué une servitude réelle, mais temporaire, devant vouloir jusqu'à ce que les travaux de construction et d'aménagement prévus aux présentes soient complétés, à l'encontre et au bénéfice de toutes les parties privatives et communes constituées au présent acte, considérées chacune d'elles à la fois comme fonds dominant et fond servant, de telle manière à imposer aux copropriétaires des fonds servants de tolérer les inconvénients de la construction sur les fonds dominants, pendant les travaux de construction et d'aménagement projetés sur l'immeuble, et permettre un accès suffisant pour toute fin relative à la construction et à l'exercice des présentes servitudes, jusqu'au parachèvement des travaux de construction et d'aménagement prévus aux présentes.

Cette servitude devra être exercée de manière raisonnable et les propriétaires des fonds servants ne pourront s'objecter à son exercice, quand bien même les inconvénients normaux du voisinage en seraient temporairement augmentés.

Servitude personnelle en faveur du déclarant

1.6.6. Il est, par les présentes, établi une servitude personnelle en faveur du déclarant, visant à assurer que celui-ci aura le droit de conserver le plein usage des parties communes à usage restreint constituées dans la présente déclaration, le cas échéant, jusqu'à ce que tous les droits d'usage exercés ou acquis par lui aient fait l'objet de cessions et attributions en faveur d'un ou de plusieurs copropriétaires, conformément à ce qui est stipulé aux présentes.

Limitations aux droits du déclarant

1.6.7. Les servitudes constituées par le présent acte n'auront pas pour effet de restreindre de quelque façon les autres droits de propriété du déclarant et de ses ayants droit, tant en ce qui concerne la construction des bâtiments projetés, qu'en toute autre matière.

Administration et charges afférentes à l'exercice des servitudes

1.6.8. Sauf exceptions stipulées aux présentes, chaque immeuble désigné au présent acte étant considéré comme fonds dominant et fonds servant, par lui-même ou par son inclusion dans la composition d'une fraction de copropriété, chaque propriétaire ou copropriétaire est en conséquence titulaire de droits individuels afférents à l'exercice des servitudes ainsi constituées.

Dans le respect des règles prévalant en droit de la copropriété, les articles 1097 et 1102 du *Code civil du Québec* recevront leur application, de telle sorte que les modifications au présent acte requerront la double majorité du vote des copropriétaires, mais aucune modification aux droits des copropriétaires considérés individuellement ne pourra être réalisée à moins d'obtenir le consentement de chacun d'eux.

Des descriptions techniques et de limitations et définitions d'assiette des servitudes pourront être faites par le conseil d'administration de la présente copropriété et publiées sur les parties communes de la présente copropriété.

Nonobstant le fait que des systèmes soient situés à l'intérieur des bornes des parties privatives, il est établi que les coûts d'entretien, de réparation et de remplacement des équipements et systèmes communs soient partagés en application des principes suivants.

Chaque copropriétaire sera responsable de l'entretien, de la réparation et du remplacement de la partie du système et tout élément d'équipement desservant uniquement sa partie privative, peu importe sa localisation dans l'une ou l'autre des parties privatives ou communes.

Les coûts d'entretien, de réparation et de remplacement de tout autre partie de systèmes ou équipements communs (soit tout équipement ou toute partie du système desservant plus d'une partie privative), seront supportés par chacun des copropriétaires qui en ont l'usage, au prorata, entre eux, de leurs valeurs relatives.

Il est, par les présentes, établi que les frais afférents à l'aménagement ainsi que la propreté, l'entretien, la réparation et le remplacement des installations et aménagements à usage commun seront répartis entre tous les copropriétaires au prorata des valeurs relatives, sauf stipulation contraire.

Modalités

1.6.9. Les servitudes établies au présent article sont faites en raison de l'intérêt collectif et mutuel des copropriétaires et avec droit de reconstruire en cas de sinistre, sans aggravation susceptible d'affecter la destination des parties privatives et communes.

Tous les droits conférés aux présentes aux copropriétaires ou au syndicat devront être exercés de manière raisonnablement prudente et diligente et advenant qu'un accès soit requis aux bâtiments érigés sur une partie privative ou une partie commune un avis préalable devra être donné aux copropriétaires ou syndicat dans un délai raisonnable.

Les charges susceptibles d'être imposées à plus d'un copropriétaire en application des dispositions des servitudes constituées au présent article sont, tel qu'il appert des dispositions ci-dessous, intégrées à la définition des charges communes et les droits en résultant sont confiés à l'administration du syndicat.

Les servitudes de passage ci-dessus ne pourront être rachetées avant trente (30) ans des présentes, le cas échéant.

Il est expressément établi qu'aucun copropriétaire ou utilisateur ne pourra exercer la faculté d'abandon lui résultant, le cas échéant, de la loi.

2. DÉFINITIONS

ARTICLE 2. Dans la présente déclaration, les termes utilisés ainsi que leur signification se retrouvent au chapitre troisième du titre troisième du *Code civil du Québec* traitant de la copropriété divise d'un immeuble. Ainsi, et à moins d'indication contraire, les termes ci-après mentionnés ont le sens suivant :

Accord : L'accord de développement intervenu entre le déclarant et la Ville de Montréal (la « **Ville** ») le huit novembre deux mille douze (8 novembre 2012) (« **l'Accord Initial** »), tel que modifié une première fois aux termes d'un premier addenda intervenu le neuf avril deux mille treize (9 avril 2013) (le « **Premier Addenda** »), une seconde fois aux termes d'une lettre d'engagements signée par le déclarant le vingt avril deux mille seize (20 avril 2016) et approuvée par la Ville le dix-neuf mai deux mille seize (19 mai 2016) (la « **Lettre d'engagements** ») et une troisième fois aux termes d'un troisième addenda intervenu le six octobre deux mille dix-sept (6 octobre 2017) (le « **Troisième Addenda** ») (l'Accord Initial, le Premier Addenda, la Lettre d'engagements et le Troisième Addenda, sont ci-après collectivement appelés « **l'Accord** », tel qu'il puisse être subséquemment amendé ou remplacé de temps à autre, le cas échéant), copie de l'Accord étant annexée à la minute 603 du notaire soussigné.

Assemblée de Transition :	Assemblée générale extraordinaire des copropriétaires ayant notamment pour objet la première élection d'un conseil d'administration, en application de l'article 1104 du <i>Code civil du Québec</i> .
Conseil d'administration :	Jusqu'à l'élection d'un conseil d'administration, désigne l'administrateur unique nommé aux présentes.
Copropriétaire, chaque copropriétaire, chacun des copropriétaires :	Les copropriétaires des fractions constituées par le présent acte individuellement ou collectivement, selon le contexte. L'utilisation des expressions « chaque copropriétaire » ou « chacun des copropriétaires » dans le présent acte ne doit pas entraîner une disproportion de droits ou d'obligations entre un copropriétaire unique d'une fraction et un groupe de personnes détenant collectivement le droit de propriété d'une fraction.
Déclarant :	Les Cours Pointe St-Charles inc. / Pointe St-Charles Yards Inc., ses successeurs et ayant droits.
Fraction :	Comprend une partie privative, une quote-part dans les parties communes tel que stipulé ci-après et, à titre accessoire, certains droits de jouissance exclusive de certaines parties communes à usage restreint, le cas échéant.
Immeuble :	Immeuble mentionné ci-dessus à l'article 1 des présentes comprend le terrain et les bâtiments y érigés et désigné à l'État descriptif des fractions. Pour plus de précision le terme « immeuble » correspond aux lots ci-après désignés à l'État descriptif des fractions seulement et ne comprend pas le lot 6 022 455 mentionné ci-dessus au paragraphe 1.3. des présentes.
Lots ferroviaires :	Espace de terrain sur lequel se trouve des installations ferroviaires qui permettent la circulation de trains et qui correspond aux lots 6 022 445 et 6 022 452 au plan du Cadastre du Québec, constitués en partie communes à usage restreint devant être attribuées par le déclarant à l'usage exclusif de l'un ou l'autre des copropriétaires ou de plusieurs d'entre eux.

Talus : Correspond au talus acoustique que le déclarant s'est engagé à construire et à aménager, à ses frais, sur une partie de l'ancien lot 5 600 650 au plan du Cadastre du Québec, conformément au concept d'aménagement prévu à l'Annexe 8 de l'Accord, soit sur le lot maintenant connu et désigné comme étant le lot 6 022 451 au plan du Cadastre du Québec, constitué en partie commune, et sur lequel le déclarant s'est engagé aux termes de l'Accord à y aménager un sentier urbain, lequel doit faire l'objet d'une servitude de passage public.

Syndicat : La personne morale constituée dès la publication de la présente déclaration de copropriété.

PREMIÈRE PARTIE : ACTE CONSTITUTIF DE COPROPRIÉTÉ

CHAPITRE 1 : ASSUJETTISSEMENT DE L'IMMEUBLE AU RÉGIME DE LA COPROPRIÉTÉ DIVISE

ARTICLE 3. Le déclarant assujettit par les présentes l'immeuble aux dispositions pertinentes du *Code civil du Québec* régissant la copropriété divise d'un immeuble et aux dispositions de la présente déclaration de copropriété.

ARTICLE 4. La présente déclaration de copropriété prend effet dès sa publication au bureau de la publicité des droits et lie tous les copropriétaires, leurs ayants cause et les personnes qui l'ont signée et produit ses effets envers eux à compter de son inscription.

Les modifications apportées à l'Acte constitutif de copropriété et à l'État descriptif des fractions sont opposables aux copropriétaires à compter de leur inscription. Celles apportées au Règlement de l'immeuble lient les copropriétaires à compter du moment où elles sont déposées auprès du syndicat dans le registre de la copropriété.

Les modifications aux dispositions du présent acte devront être faites dans le respect des conditions de formation imposées par la loi et ne pourront pas être tacites ou résulter d'un seul état de fait.

Quant aux locataires et aux occupants d'une partie privative, le Règlement de l'immeuble et les modifications qui peuvent lui être apportées par la suite, leur sont opposables dès qu'un exemplaire leur est remis par le copropriétaire ou, à défaut, par le syndicat.

**CHAPITRE 2 : RÉPARTITION DE L'IMMEUBLE EN
PARTIES PRIVATIVES ET PARTIES COMMUNES,
CONTRIBUTION AUX CHARGES ET COMPOSITION
DU PATRIMOINE DU SYNDICAT**

ARTICLE 5. Conformément à l'État descriptif des fractions ci-après, l'immeuble est composé de cinq (5) parties privatives et de cinq (5) parties communes.

2.1 PARTIES PRIVATIVES

ARTICLE 6. Les parties privatives décrites ci-après à l'État descriptif des fractions comprennent leur contenu et leurs accessoires, ainsi que les droits conférés au copropriétaire d'une partie privative donnée, à la jouissance exclusive de certaines parties communes à usage restreint tel que ci-après stipulé, le cas échéant.

ARTICLE 7. Les parties privatives sont la propriété exclusive de chaque copropriétaire.

ARTICLE 8. Chacune des parties privatives décrites ci-après à l'État descriptif des fractions est bornée tel qu'il appert du plan de cadastre parcellaire. À titre indicatif, chaque partie privative comprend le ou les bâtiments, constructions, éléments et composantes qui se trouvent à l'intérieur de celle-ci et/ou tout autre bâtiment, construction, élévation, élément, composante et aménagement pouvant y être érigé et/ou réalisé par le déclarant, dont les bornes sont les suivantes :

8.1. Horizontalement

La limite inférieure de chaque partie privative correspond au nadir.

La limite supérieure de chaque partie privative correspond au zénith.

8.2. Verticalement

Les limites verticales de chaque partie privative sont celles qui apparaissent au plan de cadastre parcellaire et correspondent à ●.

Les bornes des parties privatives mentionnées ci-dessus correspondent aux mesures qui apparaissent au plan de cadastre parcellaire. Elles ont été communiquées au déclarant par l'Arpenteur-géomètre aux termes d'un courriel daté du ● deux mille dix-huit (● 2018) qui décrit les endroits précis où les mesures des parties privatives ont été prises, une copie dudit courriel demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le déclarant en présence du notaire soussigné.

Sans autrement limiter la généralité de ce qui est prévu par ailleurs à la présente déclaration ou au plan de cadastre parcellaire, sont inclus dans chacune des parties privatives, tout ce qui est actuellement érigé à l'intérieur des bornes des parties privatives, y compris les fondations, la toiture, les murs extérieurs et le gros œuvre situés dans le périmètre de chacune d'elles, et tout ce qui y sera aménagé ou construit à titre d'améliorations locatives ou autres. La présente énumération n'est faite qu'à titre indicatif seulement et ne doit pas avoir pour effet de limiter la nature ou le nombre d'éléments compris dans la définition des parties privatives.

2.2 PARTIES COMMUNES

ARTICLE 9. Sont parties communes toutes les parties qui ne sont pas parties privatives conformément au plan de cadastre parcellaire et notamment, sans limiter la généralité de ce qui précède et de ce qui suit, sont parties communes:

9.1. Certaines parties réservées à l'usage exclusif de certains copropriétaires étant les parties communes à usage restreint tel que plus amplement déterminées ci-après;

9.2. Le sol, en surface et en profondeur, les voies d'accès et de circulation, les trottoirs, le bassin de rétention, les aménagements paysagers et autres espaces situés à l'extérieur des bornes des parties privatives, ainsi que les équipements et les installations d'aqueducs et d'égouts, de gaz et d'électricité, le cas échéant, sauf ce qui est inclus à l'intérieur des bornes des parties privatives;

9.3. Le Talus;

9.4. Les ancrages fixes extérieurs pour les fins d'affichage, le cas échéant;

9.5. Les systèmes communs d'électricité, de tuyauterie, de canalisation et de télécommunication, le cas échéant, y compris ceux qui traversent les parties privatives sans desservir exclusivement ces parties privatives.

ARTICLE 10. Nonobstant l'énumération à l'article ci-dessus, les parties communes comprennent tout le terrain et toutes les parties construites ne se trouvant pas à l'intérieur des bornes des parties privatives; l'énumération ci-dessus n'étant qu'émonciative et non limitative. À titre indicatif, les bornes des parties communes sont les suivantes :

10.1. Horizontalement

La limite inférieure de chaque partie commune correspond au nadir.

La limite supérieure de chaque partie commune correspond au zénith.

10.2. Verticalement

Les limites verticales de chaque partie commune sont celles qui apparaissent au plan de cadastre parcellaire et correspondent à ●.

Toutes les installations existantes pour l'usage commun, tous les services et aménagements communs prévus dans la présente déclaration, et toutes les autres parties de l'immeuble qui sont nécessaires ou utiles à l'existence, l'entretien et la sécurité de l'ensemble de l'immeuble et pour le bien-être de ses occupants incluant finalement toute autre partie désignée comme partie commune au plan de cadastre parcellaire dudit immeuble, sous réserve des limitations et modalités prévues par ailleurs aux présentes, sont des parties communes.

Les parties communes à usage restreint, le cas échéant, sont des parties communes.

ARTICLE 11. Sont accessoires aux parties communes :

11.1. Le droit de surélever tout ou partie d'un bâtiment commun;

11.2. Le droit de construire et d'aménager des équipements ou bâtiments nouveaux sur toute partie commune;

11.3. Le droit de creuser et d'utiliser le sol et le sous-sol de toute partie commune;

11.4. Le droit de mitoyenneté afférent aux parties communes, le cas échéant; et

11.5. Les servitudes et autres droits réels grevant les parties communes, ainsi que les servitudes établies au bénéfice des parties communes.

ARTICLE 12. La quote-part des parties communes d'une fraction et les droits qui leur sont accessoires ne peuvent faire l'objet, séparément de la partie privative, d'une aliénation ni d'une action en partage.

2.3 PARTIES COMMUNES À USAGE RESTREINT

2.3.1 Définition et composition

ARTICLE 13. Les parties communes à usage restreint sont, de façon générale, situées à l'extérieur des bornes de chacune des parties privatives, mais doivent par leur nature ou les termes de la présente déclaration être destinées à la jouissance exclusive de l'un ou l'autre ou de plusieurs copropriétaires considérés individuellement et comprennent également toutes les parcelles de parties communes qui, en vertu de la présente

déclaration ou de conventions résultant de la volonté des copropriétaires, telles qu'établies et consignées au registre de la copropriété, sans autre formalité, seront attribuées à l'un ou l'autre ou à plusieurs des copropriétaires en raison de l'utilité respective qu'ils en retirent. Ainsi, les copropriétaires auront la liberté de définir et d'attribuer, au gré de l'évolution de la copropriété et de leurs intérêts, toute partie commune à usage restreint, sous réserve toutefois du dernier aliéna de l'article 15.

Plus précisément et sans limiter la portée de ce qui précède et sujet à toute entente ultérieure, les parties communes à usage restreint comprennent :

13.1. Les Lots ferroviaires.

13.2. Toute parcelle de partie commune sur laquelle une partie privative ou un élément mécanique à l'usage de cette partie privative déborde par empiètement.

13.3. Tout conduit et toute canalisation ainsi que tout élément de services à l'immeuble et aux bâtiments situés à l'extérieur des bornes des parties privatives et qui desservent exclusivement une partie privative, ainsi que tout élément et toute parcelle des bâtiments et aménagements pour tout ce qui empiète sur les parties communes.

13.4. Toute parcelle de partie privative qui pourrait, à un moment quelconque, empiéter sur une partie commune, laquelle parcelle serait par ailleurs régie notamment par la servitude créée ci-dessus.

2.3.2 Attribution

ARTICLE 14. Toutes les parties communes à usage restreint, à l'exception des Lots ferroviaires, sont, par les présentes, attribuées à chaque copropriétaire, pour entrer dans la composition de sa fraction, conformément à l'état et à la situation des lieux, tel que démontré au plan actualisé consigné au registre de la copropriété.

ARTICLE 15. Au moment de l'établissement de la copropriété divise sur l'immeuble, le déclarant à la jouissance exclusive des Lots ferroviaires. Il conserve ce droit de jouissance exclusive des Lots ferroviaires tant et aussi longtemps qu'il ne l'attribue pas en tout ou en partie, à l'un ou l'autre des copropriétaires ou à plusieurs d'entre eux, lors de la première mutation de chacune des fractions ou à tout autre moment, et ce, à l'entière discrétion du déclarant, le déclarant n'ayant pas l'obligation d'attribuer un tel droit de jouissance à chacun des copropriétaires d'une partie privative, ce droit pouvant être attribué à certains d'entre eux seulement et en commun entre eux. Ce droit de jouissance dans les Lots ferroviaires, une fois attribué, constitue un droit accessoire à la partie privative auquel ce droit de jouissance a été conféré, conformément à l'article 6 des présentes. Le droit de jouissance dans les Lots ferroviaires ne peut être aliéné séparément de la fraction qui comprend telle partie privative dont il est

l'accessoire, l'acquisition d'une fraction qui s'est vue attribuer ce droit confère à l'acquéreur ce droit de jouissance tel qu'attribué au copropriétaire vendeur. Toute attribution, cession et modification d'attribution doivent être faites par acte notarié en minute et être notifiées par écrit au syndicat dans un délai de quinze (15) jours et être inscrites au registre de la copropriété.

2.3.3 Dispositions générales

ARTICLE 16. Les copropriétaires doivent se conformer aux conditions relatives à la jouissance, à l'usage et à l'entretien des parties communes à usage restreint, le cas échéant, notamment celle relative aux Lots ferroviaires, déterminées au Règlement de l'immeuble.

Aucun droit d'usage et de jouissance exclusif d'une partie commune à usage restreint conféré à un copropriétaire ne pourra lui être retiré sans son consentement, tant que ce dernier demeure copropriétaire, que ce droit d'usage exclusif lui ait été attribué par les présentes, par un acte de modification aux présentes, par un acte d'attribution, de cession ou de modification d'attribution en faveur de ce copropriétaire fait en application de la présente déclaration de copropriété ou de l'une de ses modifications. La présente clause doit toutefois être interprétée sous réserve des droits du déclarant stipulés aux présentes, notamment des servitudes créées à son bénéfice.

2.4 CONTRIBUTION AUX CHARGES RÉSULTANT DES PARTIES COMMUNES À USAGE RESTREINT, DES PARTIES COMMUNES ET DES PARTIES PRIVATIVES

ARTICLE 17. Conformément à l'article 1064 du *Code civil du Québec*, chacun des copropriétaires contribue en proportion de la valeur relative de sa fraction, aux charges résultant de la copropriété et de l'exploitation de l'immeuble, ainsi qu'au fonds de prévoyance constitué en application de l'article 1071 du *Code civil du Québec*. Toutefois, conformément audit article, les copropriétaires qui utilisent les parties communes à usage restreint, le cas échéant, contribueront seuls, sauf exception stipulée aux présentes, à l'exclusion des autres, aux charges qui en résultent, y compris les frais résultant de la propreté, l'entretien, la conservation, la réparation, le remplacement total ou partiel et la reconstruction des parties communes à usage restreint dont ils ont respectivement la jouissance exclusive ou commune entre eux, selon le cas.

Conformément à l'article 1072 du *Code civil du Québec*, le conseil d'administration pourra établir une contribution des copropriétaires au fonds de prévoyance qui tienne compte des droits respectifs des copropriétaires sur les parties communes à usage restreint.

En application du présent article, il est donc notamment établi que les copropriétaires doivent contribuer, en application de ce principe d'exclusivité, ou de partage, de l'usage, aux charges résultant de la copropriété et de l'exploitation de l'immeuble, ainsi qu'au fonds de prévoyance, résultant de la manière suivante :

17.1. Le copropriétaire qui utilise seul une partie commune à usage restreint doit en assumer l'intégralité des frais.

17.2. Les copropriétaires qui partagent l'utilisation d'une partie commune à usage restreint doivent en assumer ensemble l'intégralité des frais, au prorata, entre eux, de leurs valeurs relatives.

17.3. Tous les copropriétaires doivent assumer ensemble au prorata de leurs valeurs relatives, les charges afférentes aux parties communes qui ne sont pas à usage restreint tels les frais de l'aménagement paysager situé à l'extérieur des bornes des parties privatives, le déneigement, le marquage et le remplacement de la chaussée ainsi que l'éclairage.

17.4. Chaque copropriétaire doit assumer seul les charges afférentes à sa partie privative, tels les frais d'électricité, de chauffage et de climatisation.

17.5. Toutes les autres charges communes autres que celles reliées à la propreté, l'entretien, la conservation, la réparation, le remplacement total ou partiel et la reconstruction des parties communes à usage restreint, telles que déterminées aux présentes, notamment les charges d'administration et les primes d'assurances, seront réparties entre les copropriétaires au prorata de leurs valeurs relatives, à l'exception toutefois de celles ou de la partie de celles attribuables aux Lots ferroviaires qui seront à la charge exclusive des copropriétaires à qui le droit d'usage exclusif aura été conféré, le cas échéant, au prorata, entre eux, de leurs valeurs relatives.

ARTICLE 18. À défaut par les copropriétaires concernés de faire les entretiens, réparations et remplacements dont ils sont responsables lorsque jugées nécessaires, ceux-ci pourront être effectués par les administrateurs, mais à la charge des copropriétaires concernés. Tout copropriétaire reste responsable, à l'égard des autres copropriétaires et du syndicat, des conséquences dommageables entraînées par sa faute ou sa négligence et celle d'un de ses préposés ou par le fait d'un bien dont il est légalement responsable.

Ainsi tout copropriétaire qui cause un dommage aux parties communes ou à une autre partie privative doit rembourser au syndicat ou au copropriétaire concerné toute somme qu'il pourrait être appelé à payer par suite de ce dommage, dont notamment, la somme représentant toute franchise d'assurance.

Tous les travaux devront être effectués selon les règles de l'art et conformément à la réglementation en vigueur. De plus, si lesdits travaux entraînent une surprime d'assurance, cette surprime sera payée par les copropriétaires à qui bénéficient lesdits travaux.

2.5 PATRIMOINE PROPRE DU SYNDICAT

ARTICLE 19. Le patrimoine du syndicat créé par la publication de la présente déclaration de copropriété comprend notamment :

19.1. Tous les biens meubles, accessoires et pièces d'équipements placés par le déclarant pour exploiter l'immeuble ainsi que ceux acquis par le syndicat pour le bénéfice de la copropriété.

19.2. Toutes sommes d'argent perçues par le syndicat en conformité avec tout budget et spécialement les sommes représentant les contributions des copropriétaires aux charges résultant de la copropriété et de l'exploitation de l'immeuble.

19.3. Le fonds de prévoyance ainsi que tout autre fonds du syndicat.

19.4. Le registre de la copropriété dans lequel sont notamment inscrits, après notification, pour chaque fraction, les nom et adresse de chaque copropriétaire, de chaque locataire et des créanciers hypothécaires ainsi que le nombre de voix attribuées à chaque fraction, l'attribution des parties communes à usage restreint, le cas échéant, le plan disposant de leurs situations, natures et dimensions, s'il y a lieu, conformément à ce qui est stipulé ci-dessus ainsi que toutes modifications à cet égard, les transports de vote en faveur des créanciers hypothécaires, les mandats donnés pour se faire représenter à l'assemblée, soit par les créanciers hypothécaires, soit par les copropriétaires, en indiquant les nom et adresse des mandataires; les suspensions et les réductions des droits de vote, les procès-verbaux des assemblées des copropriétaires et des réunions du conseil d'administration ainsi que les modifications apportées au Règlement de l'immeuble; le registre comprend également, s'il y a lieu, les états financiers du syndicat.

19.5. Tous les livres, registres, rapports, certificats, contrats et documents dont la loi et la présente déclaration exigent la tenue et la conservation.

19.6. Tout immeuble acquis par le syndicat à moins de disposition contraire du titre d'acquisition.

CHAPITRE 3 : DESTINATION DE L'IMMEUBLE, DES PARTIES PRIVATIVES ET DES PARTIES COMMUNES

3.1. DESTINATION DE L'IMMEUBLE

ARTICLE 20. L'immeuble est destiné exclusivement à un usage industriel ou commercial ou de bureaux, en conformité avec les usages permis par les lois et les règlements applicables, notamment les règlements municipaux et en conformité avec l'Accord. De plus, la destination de l'immeuble comprend l'exécution des obligations prises par le déclarant (en sa qualité de propriétaire à l'Accord) en vertu des articles 9 et 10.1 de l'Accord, dont notamment l'article 9.3.2 du Troisième Addenda.

3.2. DESTINATION DES PARTIES PRIVATIVES

ARTICLE 21. Les parties privatives sont destinées exclusivement à un usage industriel ou commercial ou de bureaux.

Toutes les parties privatives peuvent être exploitées à des fins locatives.

Chaque copropriétaire, locataire et occupant ainsi que leurs représentants, employés, clients invités ou toute personne à qui ils permettent l'accès à l'immeuble doit se conformer aux conditions relatives à la jouissance, à l'usage et à l'entretien des parties privatives ci-après stipulées au Règlement de l'immeuble.

Il appartient à la destination de l'immeuble que tous les bâtiments et toutes les constructions et tous les aménagements érigés dans leurs parties privatives et/ou y réalisés par les copropriétaires et, le cas échéant, dans les parties communes respectent les lois et règlements, ainsi que le *Code National du Bâtiment*.

3.3. DESTINATION DES PARTIES COMMUNES

ARTICLE 22. Les parties communes sont destinées à l'usage commun de tous les copropriétaires dans le cadre de l'utilisation définie ci-haut. Chacune des parties communes doit être utilisée selon sa vocation par les copropriétaires, les locataires et les occupants des parties privatives dans la mesure où l'usage n'en est pas réservé à un ou plusieurs autres copropriétaires.

Chaque copropriétaire ainsi que chaque locataire et occupant des parties privatives doivent se conformer aux conditions relatives à la jouissance, à l'usage et à l'entretien des parties communes ci-après stipulées au Règlement de l'immeuble.

3.4. DESTINATION DES PARTIES COMMUNES À USAGE RESTREINT

ARTICLE 23. Les parties communes à usage restreint telles que décrites ci-dessus au chapitre 2 du présent Acte constitutif de copropriété, sont destinées selon leur vocation propre à l'usage d'un ou de plusieurs copropriétaires, de ses locataires et de leurs représentants, employés, clients et invités ou de toute personne à qui ils permettent l'accès à l'immeuble dans le cadre de l'utilisation définie ci-haut, selon l'attribution qui pourra en être fait par le déclarant tel que prévu à la section 2.3 intitulée « PARTIES COMMUNES À USAGE RESTREINT » de l'Acte constitutif de copropriété.

Chaque copropriétaire ainsi que chaque locataire et occupant doit se conformer aux conditions relatives à la jouissance, à l'usage et à l'entretien des parties communes à usage restreint ci-après stipulées au Règlement de l'immeuble.

**CHAPITRE 4 : DÉTERMINATION DE LA VALEUR
RELATIVE, DE LA QUOTE-PART DES CHARGES,
DU NOMBRE DE VOIX ET DE LA QUOTE-PART
DANS LES PARTIES COMMUNES
AFFÉRENTES À CHAQUE FRACTION**

4.1. VALEUR RELATIVE DE CHAQUE FRACTION

4.1.1. Méthode d'établissement de la valeur relative

ARTICLE 24. La valeur relative de chaque fraction de la copropriété a été établie par rapport à la valeur de l'ensemble des fractions, en fonction de la nature, de la destination, des dimensions et de la situation de la partie privative de chaque fraction. Les fractions étant toutes sujettes à la même nature, destination et situation, le critère des dimensions a été considéré prioritairement.

En aucun temps, toutefois, il n'a été tenu compte de l'utilisation de la partie privative.

4.1.2. Détermination de la valeur relative

ARTICLE 25. La valeur relative de chaque fraction (dont la description se retrouve ci-après à l'État descriptif des fractions) est déterminée au tableau reproduit ci-après.

**4.2. QUOTE-PART DES CHARGES COMMUNES AFFÉRENTE
À CHAQUE FRACTION**

4.2.1. Charges communes générales pour l'utilisation des parties communes à usage général

ARTICLE 26. La quote-part des charges communes générales afférentes à chaque fraction est proportionnelle à la valeur relative de la fraction. Chaque copropriétaire est donc tenu de contribuer aux charges communes générales résultant de la copropriété et de l'exploitation de l'immeuble ainsi qu'au fonds de prévoyance au prorata de la valeur relative de sa fraction, telle qu'établie au tableau ci-après.

En cas d'insuffisance du fonds de prévoyance, ou sur décision du syndicat, selon les modalités stipulées ci-dessous, une cotisation spéciale peut être demandée par le syndicat.

4.2.2. Charges communes pour utilisation des parties communes à usage restreint

ARTICLE 27. Malgré ce qui précède et lorsque le calcul est possible et significativement utile, les charges communes résultant de l'utilisation des

parties communes à usage restreint, soit les charges relatives aux coût de propreté, d'entretien, de conservation et de réparation courante de ces parties, sont réparties entre les seuls copropriétaires qui utilisent ces parties communes à usage restreint. Ces charges sont réparties entre eux, au prorata des droits d'usage exclusif de chaque copropriétaire.

4.2.3. Fonds de prévoyance

ARTICLE 28. Le coût de réparation majeure, de remplacement et de reconstruction des parties communes sont acquittés à même le fonds de prévoyance suivant l'article 1071 du *Code civil du Québec*. Les contributions au fonds de prévoyance visant à payer ces coûts sont donc faites au prorata des valeurs relatives des fractions.

Malgré ce qui précède et lorsque la présente déclaration de copropriété le prévoit spécifiquement, il doit être tenu compte, pour établir la contribution des copropriétaires au fonds de prévoyance, des droits respectifs des copropriétaires sur certaines parties communes à usage restreint. Ainsi, toutes les charges relatives au coût de réparation majeure, de remplacement et de reconstruction des parties communes à usage restreint seront attribuées aux copropriétaires qui utilisent les parties communes à usage restreint. Les copropriétaires qui utilisent ces parties communes à usage restreint seront donc tenus, en application de l'article 1072 *Code civil du Québec*, à une contribution spéciale et périodique au fonds de prévoyance à l'égard de ces charges.

4.2.4. Autres charges

ARTICLE 29. Le syndicat pourra fournir des services aux parties privatives comme, par exemple, et de façon non limitative, la câblodistribution, les services téléphoniques, etc. Ces charges ne sont pas considérées comme des charges communes. Elles seront donc défrayées par les copropriétaires en fonction du coût réel du service fourni à la partie privative, sans égard à la valeur relative de la fraction.

4.3. NOMBRE DE VOIX ATTACHÉES À CHAQUE FRACTION

ARTICLE 30. À l'assemblée générale des copropriétaires, chaque copropriétaire dispose d'un nombre de voix proportionnel à la valeur relative de sa fraction, tel qu'établi au tableau ci-après. Les indivisaires d'une fraction exercent leurs droits conformément aux dispositions du Règlement de l'immeuble.

4.4. QUOTE-PART DANS LES PARTIES COMMUNES AFFÉRENTE À CHAQUE FRACTION

ARTICLE 31. La quote-part de chaque copropriétaire dans les parties communes est égale à la valeur relative de sa fraction, telle qu'établie au tableau ci-après.

4.5. TABLEAU

ARTICLE 32. Le tableau qui suit indique, pour chaque fraction, la valeur relative, la quote-part des charges communes (sauf stipulation contraire), le nombre de voix qui y sont attachées ainsi que la quote-part de droit indivis dans les parties communes, à savoir :

Fraction (Numéro de lot de la partie privative)	Valeur relative	Quote-part des charges communes et quote-part des droits indivis dans les parties communes	Nombre de voix
6 022 447	2.32 %	2.32 %	232
6 022 448	18.58 %	18.58 %	1858
6 022 449	62.87 %	62.87 %	6287
6 022 450	3.03 %	3.03 %	303
6 022 453	13.20 %	13.20 %	1320
TOTAL	100 %	100 %	10 000

Si, malgré l'attention portée à la rédaction et à la préparation du tableau ci-dessus, il arrivait qu'une erreur matérielle se soit glissée, le contenu dudit tableau devra être interprété de façon à lui donner un sens en y faisant les adaptations nécessaires, et ce, malgré cette erreur matérielle.

CHAPITRE 5 : POUVOIRS ET DEVOIRS RESPECTIFS DES ORGANES DU SYNDICAT

ARTICLE 33. Dès la publication de la présente déclaration de copropriété, la collectivité des copropriétaires constitue une personne morale qui a pour objet la conservation de l'immeuble, l'entretien et l'administration des parties communes, la sauvegarde des droits afférents à l'immeuble ou à la copropriété, ainsi que toutes les opérations d'intérêt commun. Cette personne morale s'appelle « syndicat ».

ARTICLE 34. Le syndicat créé par la publication de la présente déclaration de copropriété prend le nom suivant, savoir, « **Syndicat des copropriétaires Cours Pointe St-Charles / Pointe St-Charles Yards Co-ownership** » ou tout autre nom déterminé par la majorité des voix des copropriétaires.

ARTICLE 35. Le syndicat de la copropriété a son domicile et son siège à l'adresse inscrite au registre des entreprises du Québec ou à toute autre adresse que peut déterminer le conseil d'administration du syndicat par résolution.

ARTICLE 36. Le syndicat de la copropriété comporte deux organes, à savoir le conseil d'administration et l'assemblée des copropriétaires. Ils agissent pour le syndicat.

5.1. LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

ARTICLE 37. Tous les documents, contrats, etc., auxquels le syndicat est partie doivent être signés par la ou les personnes désignées soit par le conseil d'administration, soit par l'assemblée des copropriétaires.

L'avis prévu à l'article 2729 du *Code civil du Québec* et sa radiation peuvent être signés par tout administrateur ou par toute autre personne désignée par le conseil d'administration.

ARTICLE 38. La composition du conseil d'administration du syndicat, les modalités de nomination des administrateurs, les conditions de leurs charges ainsi que les règles relatives aux réunions du conseil d'administration sont fixées au Règlement de l'immeuble.

5.1.1. Obligations et devoirs du conseil d'administration

ARTICLE 39. Les administrateurs sont considérés comme mandataires du syndicat. Ils doivent, dans l'exercice de leurs fonctions, respecter les obligations qui leur sont imposées par la loi, la déclaration de copropriété et les règlements. Les administrateurs doivent agir dans les limites des pouvoirs qui leur sont conférés avec prudence, diligence, honnêteté et loyauté dans l'intérêt du syndicat.

ARTICLE 40. Chaque administrateur doit ainsi, dans la mesure du possible :

40.1. Participer à toutes les réunions du conseil d'administration, à moins d'avoir un empêchement valable et, dans ce cas, prévenir le président du conseil ou un autre administrateur de son absence anticipée.

40.2. Se familiariser dès sa nomination avec les affaires du syndicat, notamment les procès-verbaux du conseil d'administration, les états financiers du syndicat, les contrats liant le syndicat, les procédures judiciaires auxquelles le syndicat est parti et tout document concernant l'état de l'immeuble.

40.3. Se préparer adéquatement à toute réunion du conseil d'administration, notamment en prenant préalablement connaissance de la documentation qui lui est fournie aux fins de ces réunions.

40.4. Maintenir une conduite courtoise, respectueuse et réservée lors des réunions du conseil d'administration et, à l'extérieur de ces réunions, dans tous ses rapports à titre d'administrateur avec le gestionnaire, les employés, les copropriétaires et les locataires.

- 40.5.** Collaborer avec les autres administrateurs afin d'assurer l'efficacité et la sérénité des réunions du conseil d'administration.
- 40.6.** Subordonner son intérêt personnel à celui du syndicat lors de la prise de décisions.
- 40.7.** Agir avec impartialité envers l'ensemble des copropriétaires, sans privilégier ou pénaliser indûment certains d'entre eux et aborder avec ouverture d'esprit les questions soumises au conseil d'administration.
- 40.8.** Respecter les décisions du conseil d'administration, même s'il a exprimé sa dissidence ou qu'il n'a pas participé à la prise de décision.
- 40.9.** Ne pas utiliser à des fins personnelles les biens du syndicat ou les informations le concernant, sauf dans la mesure prévue à la déclaration de copropriété.
- 40.10.** Ne pas utiliser à des fins personnelles et sans l'autorisation préalable du conseil d'administration les services des employés du syndicat ainsi que, aux frais du syndicat, ceux des prestataires de service du syndicat.
- 40.11.** Ne pas chercher à profiter d'avantages particuliers auxquels les copropriétaires n'ont pas droit.
- 40.12.** Exécuter avec diligence et mener à bien toute affaire qui lui est confiée par le conseil d'administration.
- 40.13.** S'assurer que les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration reflètent véritablement et complètement les décisions prises par le conseil.
- 40.14.** Respecter la confidentialité de toutes les délibérations du conseil d'administration.
- 40.15.** Porter à la connaissance du conseil d'administration toute demande qui lui est faite par un copropriétaire et qui relève de la compétence du conseil, sans prendre seul de décision à cet égard.
- 40.16.** Référer aux procès-verbaux du conseil d'administration tout copropriétaire qui demande des explications à propos des décisions prises par le conseil d'administration.
- 40.17.** Ne pas profiter de sa position pour requérir ou obtenir, à propos des copropriétaires, des informations de nature privée qui ne sont pas utiles à l'exercice de ses fonctions.
- 40.18.** Ne pas profiter de sa position pour intervenir sans raison valable dans les affaires privées des copropriétaires.

40.19. Ne pas divulguer, à propos des copropriétaires, des informations de nature privée dont il a pris connaissance dans l'exercice de ses fonctions, sauf dans la mesure où il est tenu de divulguer de telles informations.

40.20. Respecter les règles régissant les relations entre le gestionnaire et le conseil d'administration et le contrat liant le syndicat au gestionnaire.

40.21. Lorsque nécessaire, se rendre raisonnablement disponible auprès des professionnels (avocats, notaires, comptables, etc.) dont les services sont retenus par le syndicat.

Chaque administrateur doit éviter de se placer dans une situation de conflit entre son intérêt personnel et ses obligations d'administrateur. Dans les trente (30) jours qui suivent sa nomination, il doit déposer au registre de la copropriété une déclaration écrite mentionnant l'existence des intérêts pécuniaires qu'il a dans des personnes morales, des sociétés et des entreprises susceptibles d'avoir des marchés avec le syndicat.

L'administrateur présent à une réunion du conseil d'administration au moment où doit être prise en considération une question dans laquelle il a directement ou indirectement un intérêt pécuniaire particulier doit divulguer la nature générale de cet intérêt avant le début des délibérations sur cette question et s'abstenir de participer à celle-ci et de voter ou de tenter d'influencer le vote sur cette question. Il doit aussi quitter la séance après avoir divulgué la nature générale de son intérêt, pendant toute la durée des délibérations et du vote sur la question.

Afin d'éviter de se placer en situation de conflit d'intérêts, chaque administrateur doit notamment refuser tout avantage, de quelque nature qu'il soit, qu'un tiers propose de lui accorder afin d'influencer une décision du conseil d'administration, que cet avantage lui soit versé personnellement ou à quelqu'un d'autre, et, quel que soit le moment où cet avantage lui serait versé. Il doit aussi s'abstenir de solliciter de tels avantages.

ARTICLE 41. Outre les obligations et devoirs que la loi leur impose, les administrateurs du syndicat doivent:

41.1. Assurer le respect de la destination de l'immeuble, des parties privatives et des parties communes, assurer l'exécution des dispositions de la présente déclaration de copropriété, y compris les servitudes stipulées au présent Préambule, et des dispositions issues des modifications à la déclaration de copropriété et des règlements ainsi que les décisions de l'assemblée des copropriétaires par tous les copropriétaires, locataires et occupants.

41.2. Administrer l'immeuble, voir à sa conservation, sa garde et à l'entretien des parties communes, voir à la sauvegarde des droits afférents à

l'immeuble ou à la copropriété, y compris l'exécution de tous les travaux nécessaires à cet égard; ainsi qu'administrer les droits de chaque copropriétaire et du syndicat résultant des servitudes stipulées au présent Préambule.

41.3. Représenter eux-mêmes le syndicat dans tous les actes civils, dans toute médiation, toute cause d'arbitrage et dans toute action ou procédure en justice ou désigner une ou des personnes pour y représenter le syndicat avec pouvoir de conclure toute transaction, sous réserve des pouvoirs réservés à l'assemblée des copropriétaires par la loi et par les présentes.

41.4. Conformément à la loi et au Règlement de l'immeuble, établir le budget prévoyant la contribution des copropriétaires aux charges communes telles que définies aux présentes, après avoir déterminé les sommes nécessaires pour faire face aux charges découlant de la copropriété et de l'exploitation de l'immeuble et avoir fixé les sommes à verser au fonds de prévoyance; décider de toute cotisation spéciale aux charges communes et en établir le montant; soumettre le budget annuel ou la cotisation spéciale aux copropriétaires en assemblée pour consultation qui doit être faite par vote consultatif de l'assemblée des copropriétaires; adopter ensuite le budget par résolution du conseil d'administration; après avoir adopté le budget annuel et toute cotisation spéciale, faire parvenir aux copropriétaires, dans les vingt et un (21) jours de l'assemblée, copie du budget annuel ou de la cotisation spéciale et les avis de cotisation indiquant la date à laquelle les contributions sont exigibles; percevoir les contributions des copropriétaires; en poursuivre le paiement; si nécessaire inscrire l'avis d'hypothèque légale prévu à l'article 2729 du *Code civil du Québec* et faire tout ce qui est requis afin de conserver cette hypothèque.

41.5. Établir une comptabilité des recettes et déboursés ou des revenus et dépenses effectués au cours de leur administration; tenir tous les livres nécessaires à cette fin.

41.6. Ouvrir, en temps opportun, et maintenir ouvert au nom du syndicat, un ou des comptes dans une ou des institutions financières qui servent uniquement aux opérations de l'administration du syndicat.

41.7. Acquitter les comptes et dépenses du syndicat et percevoir toute somme due au syndicat.

41.8. Rendre un compte suffisamment détaillé de leur gestion aux copropriétaires pour la première fois lors de la première assemblée des copropriétaires et par la suite au moins une fois l'an lors d'une assemblée générale des copropriétaires et lors d'une demande à cet effet formulée par l'assemblée des copropriétaires.

41.9. Après la première assemblée, convoquer, chaque année, l'assemblée des copropriétaires du syndicat dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de l'exercice financier.

41.10. S'assurer de la tenue et de la conservation de tous les registres, livres, rapports et certificats dont la loi et la présente déclaration de copropriété requièrent la tenue ou la conservation par le syndicat, dont principalement le registre de la copropriété et s'assurer que tous ces livres et registres soient tenus à la disposition des copropriétaires, ceux-ci étant la propriété du syndicat.

41.11. S'assurer que soient tenus à la disposition des copropriétaires la déclaration de copropriété, les copies de contrats auxquels le syndicat est parti, une copie du plan de cadastre parcellaire et une copie authentique du certificat de localisation, la police d'assurance et tous les avenants complémentaires, le plan de garantie, s'il en est, les plans et devis d'architecture, de structure et de mécanique de l'immeuble ainsi que les plans et devis portant sur toute addition, modification ou agrandissement tant aux parties communes qu'aux parties privatives et tout autre document relatif à l'immeuble et au syndicat.

41.12. Désigner une personne pour tenir les livres et registres du syndicat; cette personne peut délivrer des copies des documents dont elle est dépositaire; jusqu'à preuve du contraire, ces copies font preuve de leur contenu, sans qu'il soit nécessaire de prouver la signature qui y est apposée ni l'autorité de son auteur.

41.13. Assurer une administration efficace de l'immeuble au profit de tous les copropriétaires et à cet effet, embaucher, maintenir, congédier, payer tout le personnel nécessaire.

41.14. Acheter, louer ou autrement acquérir des effets mobiliers pour l'usage des copropriétaires et pour l'usage des administrateurs aux fins de meubler et entretenir les parties communes.

41.15. Retenir les services professionnels légaux, comptables, administratifs et autres qui peuvent être requis pour la bonne administration de l'immeuble et pour assurer le respect de la loi, de la présente déclaration de copropriété et des règlements.

41.16. Contracter des assurances au nom du syndicat, conformément à ce qui est prévu ci-après au chapitre 6 du présent Acte constitutif de copropriété et nommer un fiduciaire d'assurance au besoin ou à la suite d'une perte importante.

41.17. Renouveler, au moins à tous les trois (3) ans, et après chaque amélioration importante, l'évaluation exigée pour les fins de l'assurance.

41.18. Remettre à chaque locataire et à chaque occupant d'une fraction un exemplaire du Règlement de l'immeuble lorsqu'ils ne sont pas en mesure de s'assurer que le copropriétaire-bailleur s'est déchargé de cette obligation et remettre à chaque copropriétaire, locataire et occupant d'une fraction un exemplaire des modifications qui y sont apportées.

41.19. Voir aux réparations qu'un copropriétaire est obligé de faire et qu'il ne fait pas dans un délai raisonnable; dans un tel cas, le copropriétaire est réputé avoir consenti à ce que le syndicat, par l'entremise des administrateurs, procède aux réparations, et il doit rembourser au syndicat le coût de telles dépenses. Ces dépenses peuvent inclure les frais de perception et les honoraires légaux encourus pour le recouvrement des dépenses ainsi entraînées et portent intérêt au taux de dix pour cent (10 %) par année ou à tout autre taux d'intérêt que peut déterminer le conseil d'administration du syndicat de temps à autre. Le syndicat peut percevoir le remboursement de ces dépenses au moyen de versements que les administrateurs échelonnent à leur discrétion et qu'ils doivent ajouter à la cotisation de ce copropriétaire. Le remboursement de ces dépenses est considéré être le paiement d'une cotisation supplémentaire aux charges communes due par tel copropriétaire et garantie par l'hypothèque légale en faveur du syndicat selon les termes de la loi.

41.20. Accepter et signer si besoin en est, en outre du mandataire désigné, les modifications cadastrales et modifications à la déclaration de copropriété adoptées par les copropriétaires.

41.21. Aviser par écrit chaque copropriétaire de l'objet de toute demande en justice signifiée au syndicat, dans les cinq (5) jours de sa signification.

41.22. Répondre dans un délai inférieur à quinze (15) jours à toute demande formulée par l'acquéreur d'une fraction ou par son notaire concernant l'état des charges communes dues par le copropriétaire vendeur ou concernant toute information pertinente pour tel acquéreur, sous réserve de l'obligation d'aviser préalablement le propriétaire de la fraction ou ses ayants cause.

41.23. Conformément aux dispositions du présent Acte constitutif de copropriété relatives aux mutations des fractions de copropriété, transmettre dans un délai inférieur à quinze (15) jours à toute personne liée à un copropriétaire par une promesse d'achat, conditionnelle ou non, toute information du syndicat relative à l'immeuble, aux registres du syndicat, aux finances du syndicat ou à toute autre question ayant une incidence sur l'acquisition de la fraction.

41.24. Faire les déclarations annuelles et ponctuelles requises par la loi auprès du Registraire des entreprises et s'assurer que le gérant, le cas échéant, y est désigné à titre d'administrateur du bien d'autrui.

41.25. Obtenir au besoin un nouveau certificat de localisation de l'immeuble.

5.1.2. Attributions et pouvoirs du conseil d'administration

ARTICLE 42. Toutes les décisions concernant le syndicat, la copropriété ou l'immeuble qui ne sont pas la compétence de l'assemblée

des copropriétaires, sont de la compétence du conseil d'administration, dont notamment et sans limiter la généralité de ce qui précède :

42.1. En cas d'urgence, ordonner et faire effectuer tous travaux en vue d'assurer la sauvegarde matérielle de l'immeuble, d'une de ses composantes ou d'une de ses parties privatives ou communes.

42.2. Emprunter auprès d'une institution financière les sommes nécessaires afin d'assurer la conservation de l'immeuble et la réalisation des objets du syndicat et donner toute garantie sur les biens du syndicat, sous réserve des dispositions impératives de la loi.

42.3. Décider de tout acte d'acquisition ou d'aliénation immobilière et décider de la constitution de droit réel ou de tout bail sur une partie commune ou une fraction appartenant au syndicat, à la condition d'être dûment autorisé suivant la loi et la présente déclaration de copropriété.

42.4. Consentir une hypothèque mobilière sur les créances du syndicat résultant des charges communes aux conditions suivantes :

42.4.1. Après consultation de l'assemblée concernant les travaux de réparations majeures et de remplacement ou tout autre sujet, sous réserve de l'alinéa ci-après;

42.4.2. Avec l'approbation de l'assemblée des copropriétaires exprimée selon la majorité prévue par la loi, à la date de l'assemblée, pour les travaux d'améliorations, de remplacement et d'agrandissement des parties communes.

42.5. Approuver tout contrat relatif à l'entretien et à la réparation des éléments communs ou de partie de ces derniers, conformément au budget dûment adopté. Ces contrats sont renouvelables, mais ne doivent pas excéder une période de deux (2) ans.

42.6. Confier à un gérant, choisi ou non parmi les copropriétaires, contre rémunération ou à des conditions qu'ils peuvent déterminer, tout ou partie de l'administration courante de la copropriété avec les pouvoirs prévus au *Code civil du Québec* pour l'administrateur du bien d'autrui chargé de la simple administration, le congédier ou le remplacer pour tout motif valable, notamment s'il s'agit d'un copropriétaire qui néglige de payer sa contribution aux charges communes et au fonds de prévoyance.

42.7. Décider d'adhérer à une association de syndicats de copropriété constituée pour la création, l'administration et l'entretien de services communs à plusieurs immeubles détenus en copropriété ou pour la poursuite d'intérêts communs.

42.8. Demander au tribunal d'enjoindre à un copropriétaire ou à un occupant de se conformer à la déclaration de copropriété sans qu'il soit

nécessaire de prouver un préjudice sérieux et irréparable au syndicat ou à l'un des copropriétaires, semblable demande peut aussi être introduite par le copropriétaire lésé.

42.9. Après avoir avisé le locateur et le locataire, demander la résiliation d'un bail d'une partie privative dans les cas prévus par la loi.

42.10. Intenter toute action fondée sur un vice caché, un vice de conception ou de construction de l'immeuble ou un vice du sol, le tout selon la loi.

42.11. Consentir à la modification, au déplacement, à l'agrandissement ou à la diminution de toute assiette de servitude établie en faveur des parties communes, conformément à ce qui est stipulé aux présentes, ou contre celles-ci ou établie en faveur d'un immeuble voisin ou contre celui-ci et modifier les conditions d'application de telles servitudes, sans avoir à obtenir l'autorisation de l'assemblée des copropriétaires.

42.12. Donner aux copropriétaires des directives lorsque cela est prévu par la présente déclaration de copropriété ou que cela est nécessaire au bon fonctionnement de la copropriété.

42.13. Puiser à même le fonds de prévoyance pour défrayer les coûts d'exécution des travaux de remplacement et de réparations majeures des parties communes.

42.14. En l'absence de règlements appropriés, adopter et mettre en vigueur des règlements de gestion non contraires à la loi et à la présente déclaration et aux modifications qui pourront lui être apportées, pour régler la conduite des affaires de la copropriété au bénéfice des copropriétaires, autres que des règles de jouissance des parties communes et privatives et des modifications au Règlement de l'immeuble, sauf à les faire ratifier par les copropriétaires à l'assemblée qui suit cette adoption.

5.1.3. Responsabilité et immunité du conseil d'administration

ARTICLE 43. Les administrateurs ne sont pas personnellement responsables envers les tiers avec qui ils contractent au nom et pour le compte du syndicat pourvu qu'ils agissent dans les limites des pouvoirs qui leur sont conférés.

De même, les administrateurs n'engagent pas leur responsabilité personnelle envers le syndicat lorsqu'ils agissent dans les limites de leurs pouvoirs avec prudence, diligence, honnêteté et loyauté dans l'intérêt du syndicat et de la copropriété. Dans ces conditions, ils sont tenus indemnes par le syndicat et n'assument aucune responsabilité pour les frais, dépenses, charges ou pertes qu'ils ont encourus pour l'administration de l'immeuble et du syndicat.

ARTICLE 44. Chaque administrateur du syndicat est responsable, avec les autres administrateurs, des décisions du conseil d'administration, à moins qu'il n'ait fait consigner sa dissidence au procès-verbal des délibérations. Un administrateur absent à une réunion du conseil est présumé ne pas avoir approuvé les décisions prises lors de cette réunion.

Un administrateur ne peut être tenu responsable des actes, omissions ou négligences d'une personne employée par lui, ni des pertes et dépenses occasionnées par un défaut dans les titres des immeubles ou des droits immobiliers acquis par lui pour le compte des copropriétaires et sur leur autorisation expresse, ni de l'insolvabilité, de la faillite ou d'un acte frauduleux de toute personne ou institution à laquelle un administrateur a confié les argents appartenant aux copropriétaires, ni d'une perte occasionnée par une erreur de jugement ou un oubli de cet administrateur, ni d'un dommage ou d'une perte d'aucune sorte qui se produit alors qu'il est dans l'exécution de ses fonctions d'administrateur, à moins que ceux-ci ne résultent de son acte frauduleux ou malhonnête.

L'administrateur du syndicat est responsable de ses décisions.

ARTICLE 45. Les administrateurs sont individuellement indemnisés et remboursés à même les fonds du syndicat de :

45.1. tous les coûts et dépenses assumés par un administrateur à la suite d'une action ou procédure intentée contre un administrateur à la suite d'un acte ou d'un fait qui s'est produit dans ou à l'occasion de l'exécution de ses fonctions, sauf s'ils résultent d'actes frauduleux ou malhonnêtes;

45.2. tout autre coût, dépense ou tous autres frais occasionnés aux administrateurs par l'exécution de leurs fonctions.

5.2. L'ASSEMBLÉE DES COPROPRIÉTAIRES

5.2.1. Devoirs de l'assemblée des copropriétaires

ARTICLE 46. L'assemblée des copropriétaires doit agir avec impartialité dans l'intérêt du syndicat, de l'immeuble et de la copropriété. Elle ne doit adopter aucune décision dans l'intention de nuire aux copropriétaires ou à certains d'entre eux ou au mépris de leurs droits.

5.2.2. Pouvoirs de l'assemblée des copropriétaires

5.2.2.1. Décisions courantes

ARTICLE 47. L'assemblée des copropriétaires, agissant à la majorité des voix :

47.1. Élis, à chaque assemblée annuelle, les membres du conseil d'administration ou prends acte de leur désignation, tel que stipulé au présent acte, le cas échéant, et fixe leur rémunération.

47.2. Examine et approuve le budget annuel ou la cotisation proposé par le conseil d'administration.

47.3. À la compétence exclusive de modifier le Règlement de l'immeuble.

47.4. Ratifie les règlements de gestion adoptés et mis en vigueur par le conseil d'administration.

47.5. Destitue et remplace tout administrateur pour faute ou pour défaut de paiement de sa contribution aux charges communes ou au fonds de prévoyance, tel que prévu au Règlement de l'immeuble.

47.6. Corrige, le cas échéant, une erreur matérielle dans la déclaration de copropriété.

5.2.2.2. Décisions extraordinaires

ARTICLE 48. Sujet à l'obtention du consentement préalable écrit de la Ville requis dans certaines circonstances aux termes du chapitre 9 de l'Acte constitutif de copropriété, les décisions concernant les actes ci-après énumérés ne peuvent être adoptées par l'assemblée des copropriétaires que suivant les dispositions du *Code civil du Québec*, à savoir:

48.1. L'article 1097 édicte ce qui suit:

« Sont prises à la majorité des copropriétaires, représentant les trois quarts des voix de tous les copropriétaires, les décisions qui concernent:

1° Les actes d'acquisition ou d'aliénation immobilière par le syndicat;

2° Les travaux de transformation, d'agrandissement ou d'amélioration des parties communes, ainsi que la répartition du coût de ces travaux;

3° La construction de bâtiments pour créer de nouvelles fractions;

4° La modification de l'acte constitutif de copropriété ou de l'état descriptif des fractions, sauf tel que prévu à la présente déclaration de copropriété. »

48.2. L'article 1098 édicte ce qui suit:

« Sont prises à la majorité des trois quarts des copropriétaires, représentant 90% des voix de tous les copropriétaires, les décisions:

1° Qui changent la destination de l'immeuble;

2° Qui autorisent l'aliénation des parties communes dont la conservation est nécessaire au maintien de la destination de l'immeuble;

3° Qui modifient la déclaration de copropriété pour permettre la détention d'une fraction par plusieurs personnes ayant un droit de jouissance périodique et successif. »

48.3. L'article 1102 édicte ce qui suit:

« Est sans effet toute décision du syndicat qui, à l'encontre de la déclaration de copropriété, impose au copropriétaire une modification à la valeur relative de sa fraction, à la destination de sa partie privative ou à l'usage qu'il peut en faire. »

48.4. Le premier alinéa de l'article 1108 édicte ce qui suit:

« Il peut être mis fin à la copropriété par décision des trois quarts des copropriétaires représentant 90% des voix de tous les copropriétaires. »

5.3. COPROPRIÉTAIRES

ARTICLE 49. Les copropriétaires sont tenus de se conformer à la présente déclaration de copropriété et à toutes les modifications qui pourront lui être apportées. En cas de refus de l'un d'eux de se conformer à la déclaration de copropriété, le syndicat ou un autre copropriétaire peut demander au tribunal de l'enjoindre à s'y conformer, au moyen notamment d'une injonction sans avoir à prouver un préjudice sérieux et irréparable. Si le copropriétaire transgresse l'injonction ou refuse d'y obéir et qu'il en résulte, pour le syndicat ou l'un des copropriétaires, un préjudice sérieux et irréparable, le tribunal peut, outre les autres peines qu'il peut imposer, ordonner la vente de la fraction de copropriété conformément aux dispositions du *Code de procédure civile* relatives à la vente du bien d'autrui.

CHAPITRE 6 : ASSURANCES DE LA COPROPRIÉTÉ

ARTICLE 50. Le syndicat a un intérêt assurable dans tout l'immeuble, y compris dans les parties privatives.

Conformément à la loi, la violation d'une des conditions du contrat d'assurance par un copropriétaire n'est pas opposable au syndicat.

L'assureur ne pourra invoquer contre l'assuré la déchéance de l'une ou l'autre police d'assurance prévue aux présentes, s'il n'a pas été informé d'un sinistre, sauf s'il en a subi un préjudice et si une disposition précise de la police le prévoit.

6.1 RESPONSABILITÉ DU SYNDICAT

ARTICLE 51. Le conseil d'administration doit, au nom du syndicat, contracter et maintenir en vigueur une assurance de biens couvrant la valeur de reconstruction de l'immeuble, incluant la reconstruction de l'immeuble à l'état d'origine, les mises aux normes, les frais de déblaiement, les honoraires professionnels résultant du sinistre et de son règlement et les taxes applicables selon un formulaire d'assurance tous risques portant sur les parties communes et les parties privatives, à l'exception de la plus-value résultant d'améliorations apportées par un copropriétaire à sa partie privative et à l'exception des biens mobiliers se trouvant dans les parties privatives et n'appartenant pas à la copropriété. Telle assurance doit également couvrir les biens mobiliers du syndicat.

Conformément aux dispositions ci-dessus, le conseil d'administration doit obtenir périodiquement une évaluation indépendante faite par un évaluateur agréé aux trois (3) ans afin de s'assurer que la valeur assurable est suffisante et équivaut à la valeur de reconstruction telle que définie au paragraphe ci-dessus. La première évaluation devra être faite dans les trente (30) jours de la tenue de l'assemblée de transition. Dans tous les cas, le conseil d'administration a le devoir de s'assurer que le montant de la protection est suffisant. Les frais d'évaluation sont comptabilisés comme des dépenses communes.

Le conseil d'administration doit également, au nom du syndicat, contracter et maintenir en vigueur une assurance bris de machineries, s'il y a lieu, et pour une limite appropriée, couvrant certains risques d'explosion ou de bris, sans qu'il y ait d'incendie.

ARTICLE 52. Toute police d'assurance de bien doit indiquer le syndicat, à titre d'assuré désigné aux conditions particulières de la police.

ARTICLE 53. Cette assurance doit spécifier clairement que toute indemnité en cas de perte importante telle que définie aux présentes est payable au fiduciaire d'assurance nommé par le conseil d'administration, en cas de telle perte.

ARTICLE 54. Le conseil d'administration doit contracter et maintenir en vigueur, au nom du syndicat, à titre d'assuré désigné, une assurance de responsabilité civile envers les tiers couvrant tous les lieux et toutes les opérations, pour un montant d'assurance d'au moins CINQ MILLIONS DE DOLLARS (5 000 000,00 \$), en raison de dommages corporels, incluant les préjudices personnels et en raison de dommages matériels, sur base d'événement.

ARTICLE 55. Toute police d'assurance de responsabilité civile doit indiquer le syndicat, à titre d'assuré désigné aux conditions particulières de la police. De plus, le mot « assuré » doit comprendre, outre l'assuré désigné, tout copropriétaire, mais seulement en ce qui concerne les parties

qui sont affectées à l'usage commun, tout employé et toute personne, physique ou morale, le cas échéant, agissant pour le compte du syndicat.

ARTICLE 56. Toute police d'assurance doit prévoir un droit de recours d'un assuré vis-à-vis un autre assuré, comme si une police distincte avait été émise à chacun d'eux. Cependant, cette disposition n'aura pas pour effet, en cas de pluralité d'assurés, d'augmenter le montant d'assurance prévu dans la police.

ARTICLE 57. Toute police d'assurance contractée par le syndicat doit prévoir :

57.1. Une renonciation par l'assureur du syndicat à tous recours contre les administrateurs, chacun des copropriétaires et, pourvu qu'ils habitent avec lui, le conjoint d'un copropriétaire, tout parent de l'un ou de l'autre ainsi que toute autre personne de moins de vingt et un (21) ans dont le copropriétaire a la garde, sauf dans les cas d'incendie volontaire, de fraude et d'impact de véhicules. Cette renonciation doit valoir seulement pour les sommes excédant le montant de la couverture d'assurance en responsabilité civile du copropriétaire concerné moins les sommes à payer aux assureurs individuels des autres copropriétaires, occupants ou autres tiers qui seront subrogés dans les droits de leurs assurés. Ainsi, telle assurance du syndicat prévoira que l'assureur du syndicat pourra exercer un recours subrogatoire contre l'auteur du dommage, mais ne pourra être subrogé au-delà du montant de la couverture d'assurance en responsabilité civile du copropriétaire ou personne responsable restant disponible, une fois les autres assureurs subrogés. La couverture minimale en assurance responsabilité des copropriétaires est stipulée ci-dessous.

57.2. Une clause stipulant que les violations de la police ne sont opposables à l'assuré qu'en ce qui concerne les biens en ayant fait l'objet, et que les violations de la police par un copropriétaire n'entraînent pas la nullité de l'assurance.

ARTICLE 58. Les primes d'assurance payées pour le compte du syndicat constituent des charges communes. Si, toutefois, une surprime était due en raison du fait d'un copropriétaire, de son locataire ou d'un occupant de sa fraction ou pour une cause dépendant d'une telle personne, la surprime exigible en raison de ce fait ou de cette cause est à la charge exclusive du copropriétaire concerné.

La franchise d'assurance du syndicat doit être raisonnable, eu égard aux circonstances.

6.2 RESPONSABILITÉ DES ADMINISTRATEURS

ARTICLE 59. Le conseil d'administration doit contracter une assurance couvrant la responsabilité civile des administrateurs pour les actes qu'ils posent dans l'exercice de leurs fonctions. Les primes de cette assurance sont payées par le syndicat et constituent une charge commune.

6.3 RESPONSABILITÉ INDIVIDUELLE DES COPROPRIÉTAIRES

ARTICLE 60. Chaque copropriétaire doit obtenir et maintenir en vigueur une assurance de biens contre les dommages occasionnés à la plus-value donnée à ses parties privatives, notamment les améliorations apportées par ou pour lui, et contre les dommages occasionnés à ses biens mobiliers ou effets personnels se trouvant dans les parties privatives.

ARTICLE 61. Chaque copropriétaire doit obtenir et maintenir en vigueur une assurance de responsabilité civile de particulier en raison de dommages corporels ou matériels encourus par les tiers d'au moins TROIS MILLIONS DE DOLLARS (3 000 000,00\$).

ARTICLE 62. Il est laissé à la discrétion de chaque copropriétaire d'obtenir les garanties d'assurance additionnelles.

6.4 FIDUCIAIRE POUR FINS D'ASSURANCES

ARTICLE 63. Le conseil d'administration du syndicat peut conclure, au besoin et notamment à la suite d'une perte importante, avec tout notaire ou toute autre personne ou société habilitée par la loi à exercer une fonction de fiduciaire une entente qui, sans limiter la généralité de ce qui suit, prévoit les clauses ci-après énoncées :

63.1. La réception par le fiduciaire de toute indemnité d'assurance, à la suite d'une perte importante. La réception de tout montant par le fiduciaire doit être autorisée, au préalable, par le conseil d'administration du syndicat.

63.2. La détention de ces montants en fiducie et en faveur de ceux qui y ont droit conformément à la loi et aux stipulations de la présente déclaration de copropriété.

63.3. La tenue d'un registre indiquant les sommes perçues et détenues.

63.4. La notification par le fiduciaire à chaque copropriétaire et aux créanciers hypothécaires individuellement de toute indemnité d'assurance reçue les concernant.

63.5. La remise de telles indemnités aux personnes autorisées à les recevoir en vertu de la loi et de la présente déclaration de copropriété.

Le syndicat n'est tenu de conclure une telle entente que lorsque survient un sinistre qui cause une perte importante et le versement d'une indemnité. Avant la survenance d'un tel sinistre, il a toute discrétion de conclure ou non une telle entente avec un fiduciaire.

ARTICLE 64. Les administrateurs peuvent, au nom du syndicat et à leur discrétion, décharger le fiduciaire de toute responsabilité pour toute erreur de droit, acte ou omission de sa part, sauf en cas de faute intentionnelle ou de faute lourde.

6.5 INDEMNITÉS D'ASSURANCE

ARTICLE 65. À chaque fois que des indemnités d'assurance sont déposées dans son compte en fiducie, le fiduciaire doit suivre la procédure suivante :

65.1. En cas de réparation ou de reconstruction de l'immeuble :

65.1.1 Le fiduciaire retient les indemnités d'assurance pour et au nom du syndicat et fait remise des sommes détenues par lui pour les réparations des parties communes au syndicat seulement au fur et à mesure qu'il est satisfait de la progression des travaux et après s'être assuré que le coût des travaux à compléter n'excède pas le solde en fiducie, pour être en mesure de faire terminer les travaux et d'acquitter toute créance hypothécaire résultant de ces travaux; et

65.1.2. Dans le cas de réparation aux parties privatives, le fiduciaire remet l'indemnité d'assurance aux copropriétaires ou au créancier hypothécaire, s'il y en a, jusqu'à concurrence de sa créance hypothécaire, et le solde aux copropriétaires.

65.2. En cas de liquidation du syndicat :

En cas de liquidation du syndicat conformément à une décision du syndicat adoptée en vertu du chapitre 8 ci-après du présent Acte constitutif de copropriété, le fiduciaire détermine d'abord la part de l'indemnité d'assurance de chacun des copropriétaires en fonction de la valeur relative de sa fraction et paie, sur cette part, les créanciers prioritaires et hypothécaires suivant la loi. Il remet ensuite, pour chacun des copropriétaires, le solde de l'indemnité au liquidateur du syndicat avec son rapport. Ce dernier procède alors à la liquidation suivant la loi et comme stipulée ci-après.

ARTICLE 66. Si un acte d'hypothèque publié contre une fraction contient une stipulation permettant au créancier d'imputer le montant reçu à la réduction de la créance garantie par l'hypothèque, cette stipulation ne vaut pas contre le syndicat ni contre le fiduciaire. En publiant une hypothèque contre une fraction, le créancier hypothécaire reconnaît la priorité de la présente déclaration et des dispositions du *Code civil du Québec* qui concernent tant le paiement des indemnités d'assurance que la décision de réparation ou de reconstruction de l'immeuble après sinistre. À cet effet, le créancier renonce à l'application de toute disposition statutaire ou conventionnelle lui donnant droit d'appliquer les indemnités d'assurance à la réduction de sa créance, sans égard à la décision de réparation ou de reconstruction. La présente disposition ne doit pas être interprétée comme pouvant priver le créancier hypothécaire d'exercer le droit de vote du

copropriétaire débiteur au sujet de la réparation ou de la reconstruction, le cas échéant, si ce droit lui est accordé aux termes du contrat d'hypothèque, ni de recevoir des indemnités d'assurance selon ses intérêts au cas où l'immeuble ne serait pas réparé ou reconstruit.

ARTICLE 67. Pour tout dommage aux parties communes, le conseil d'administration du syndicat a seul le droit de déterminer les pertes subies, d'accepter tout règlement des réclamations produites par suite de l'application des polices d'assurance souscrites par le syndicat et de donner toute quittance requise et aussi d'agir pour tout copropriétaire d'une partie privative qui a subi des dommages suite à l'application des polices d'assurance souscrites par le syndicat. En ce cas, les administrateurs ont seuls le droit de déterminer les pertes subies, d'accepter tout règlement des réclamations produites et de donner toute quittance requise contre le versement des prestations d'assurance lorsque l'assureur ne choisit pas de remplacer ou de réparer les éléments endommagés; toutefois, les copropriétaires peuvent exiger que le conseil d'administration du syndicat agisse conformément à l'avis d'un évaluateur agréé.

ARTICLE 68. Tout paiement d'indemnité relatif à un sinistre, fait par l'assureur à un fiduciaire, en vertu de l'assurance de biens souscrite par le syndicat, constitue une décharge complète et finale des obligations de l'assureur en vertu de telle assurance relativement à tel sinistre. Cet article ne doit pas être interprété comme niant le droit du syndicat assuré de contester tout paiement d'assurance, le cas échéant, en la manière prévue par la loi et par la police d'assurance souscrite.

6.6 RÈGLEMENT SUR LES ASSURANCES

ARTICLE 69. Le conseil d'administration du syndicat peut adopter un règlement sur les assurances qui peut prévoir notamment la forme et les conditions de toutes assurances prévues dans le présent chapitre, toutes autres assurances obligatoires ou facultatives ainsi que toutes dispositions relatives au fiduciaire pour fins d'assurances.

Un tel règlement est destiné à compléter les dispositions ci-dessus, mais ne fait pas partie intégrante de la présente déclaration et n'est pas assujéti aux règles de fond et de forme applicables à la présente déclaration de copropriété.

CHAPITRE 7 : CONDITIONS D'EXERCICE DU DROIT DE PROPRIÉTÉ DANS LES FRACTIONS

7.1 CONDITIONS RELATIVES À LA MUTATION DE LA FRACTION OU À UN DÉMEMBREMENT DU DROIT DE PROPRIÉTÉ DE LA FRACTION

ARTICLE 70. Les dispositions de la présente section s'appliquent non seulement aux mutations qui portent sur le droit de propriété, mais encore à celles qui ont pour objet l'un de ses démembrements, notamment la nue-propriété, l'usufruit et le droit d'usage.

7.1.1 Communication de la déclaration de copropriété

ARTICLE 71. La déclaration de copropriété et ses modifications, y compris les modifications au Règlement de l'immeuble, publiées ou non à la date d'un transfert de propriété d'une fraction, doivent être portées à la connaissance du nouveau propriétaire ou du nouveau titulaire des droits cédés.

7.1.2 Obligations aux charges

ARTICLE 72. En cas de mutation, l'ancien copropriétaire reste tenu au paiement de toutes les créances du syndicat qui, à la date de la mutation, sont liquides et exigibles, qu'il s'agisse de provision ou de paiement définitif. L'ancien copropriétaire ne peut exiger du syndicat la restitution, même partielle, de sa quote-part versée dans le fonds des charges communes pour les opérations courantes, dans le fonds de prévoyance et dans tout autre fonds.

Les sommes restant disponibles sur les provisions versées par l'ancien copropriétaire sont imputées sur ce dont le nouveau copropriétaire devient débiteur envers les copropriétaires.

ARTICLE 73. Sous réserve des dispositions de l'article 1069 *Code civil du Québec*, tout nouveau copropriétaire est tenu personnellement et solidairement responsable avec l'ancien copropriétaire des charges communes échues et non payées par le copropriétaire antérieur lors de l'acquisition de sa fraction, y compris les intérêts et les frais légaux y afférents. Il peut, tel que prévu ci-dessus, demander au syndicat un état des charges communes dues, relativement à la fraction qu'il acquiert. Le syndicat doit lui délivrer un état ajusté des charges communes dues selon le dernier budget annuel du syndicat, sous réserve de l'obligation d'aviser préalablement le propriétaire de la fraction ou ses ayants cause. Cet état des charges lie le syndicat à l'égard de l'acquéreur. Si l'acquéreur n'obtient pas l'état des charges demandé dans les quinze (15) jours de sa demande, il ne peut être tenu aux arrérages de charges en vertu des présentes.

ARTICLE 74. Les dispositions qui précèdent s'appliquent à toutes les mutations, qu'elles aient lieu à titre particulier ou à titre universel, à titre gratuit ou à titre onéreux y compris celles qui résultent de l'exercice par le créancier de son droit de prise en paiement d'une fraction.

7.1.3 Notification des mutations et élection de domicile

ARTICLE 75. Tout transfert de propriété d'une fraction ou d'une partie de fraction, toute constitution sur ces dernières d'une hypothèque, d'une servitude, d'un droit d'usufruit, de nue-propriété, d'usage ou autre démembrement de propriété ou tout transfert de l'un de ces droits doit être notifié par écrit, sans délai, au syndicat, soit par les parties, soit par le notaire instrumentant.

ARTICLE 76. Tout nouveau copropriétaire ou titulaire d'un droit d'usufruit ou de nue-propriété sur une fraction doit notifier au syndicat son domicile réel ou élu au Québec, faute de quoi ce domicile est considéré, de plein droit, comme étant élu à l'adresse de la partie privative de la fraction concernée.

7.2 CONDITIONS RELATIVES À LA LOCATION DE LA FRACTION

ARTICLE 77. Les dispositions contenues dans la présente section sont également applicables aux autorisations d'occuper qui ne constituent pas des locations.

ARTICLE 78. Tout copropriétaire a le droit de louer tout ou partie de sa fraction.

Sous réserve des dispositions du Règlement de l'immeuble, le copropriétaire qui loue sa fraction ou partie de celle-ci doit le notifier au syndicat au moyen d'un avis écrit qui indique également le nom du locataire, son adresse et la durée du bail.

ARTICLE 79. Le copropriétaire-bailleur qui consent un bail relativement à sa fraction ou une partie de celle-ci doit remettre au locataire et à tout occupant de sa fraction un exemplaire du Règlement de l'immeuble et de ses modifications. Le copropriétaire, en donnant au syndicat l'avis prévu à l'article précédent, doit fournir la preuve qu'il s'est déchargé de la présente obligation.

ARTICLE 80. Conformément à la loi, le syndicat peut, après avoir avisé le copropriétaire-bailleur et le locataire, demander la résiliation du bail d'une fraction lorsque l'inexécution d'une obligation par le locataire cause un préjudice sérieux à un copropriétaire ou à un autre occupant de l'immeuble.

ARTICLE 81. Le copropriétaire-bailleur demeure solidairement responsable avec son locataire ou sous-locataire pour leur fait ou leur faute. Il est redevable envers le syndicat de sa contribution aux charges communes et au fonds de prévoyance sans égard à ce qu'il peut convenir avec son locataire.

ARTICLE 82. En cas de travaux nécessaires à la conservation de l'immeuble décidés par le syndicat ou de travaux urgents exécutés à l'intérieur d'une partie privative louée, le syndicat doit donner au locataire les avis prévus par la loi.

7.3 AUTRES CONDITIONS

ARTICLE 83. Les copropriétaires de parties privatives contiguës, le cas échéant, ne peuvent, sans l'accord du conseil d'administration du syndicat

et de leurs créanciers hypothécaires respectifs, modifier les limites de leurs parties privatives autrement que dans le respect des règles du *Code civil du Québec*. Une telle modification ne peut affecter la valeur relative de l'ensemble des parties privatives modifiées. Lorsqu'une telle modification est valablement faite, le syndicat modifie la déclaration de copropriété et le plan cadastral aux frais de ces copropriétaires. Conformément à la loi, l'acte de modification doit être accompagné des consentements des créanciers et des copropriétaires concernés.

ARTICLE 84. Sous réserve de l'article 1100 du *Code civil du Québec* et des dispositions du Règlement de l'immeuble, toute modification, même partielle, apportée par le copropriétaire à sa partie privative doit au préalable être soumise pour approbation au conseil d'administration du syndicat. Le conseil d'administration doit approuver ces modifications à moins qu'elles puissent causer des dommages à une partie privative ou aux parties communes ou qu'elles aient pour effet de diminuer la qualité de la construction de l'immeuble, notamment la qualité de l'insonorisation ou de l'isolation. Aucune modification ne peut être apportée par un copropriétaire au mur mitoyen séparant deux parties privatives, le cas échéant, ce mur étant, malgré sa mitoyenneté, soumis à l'administration du conseil d'administration pour assurer la qualité de la construction et de l'insonorisation. Toutefois, lors de l'application de l'article 1100 du *Code civil du Québec*, le conseil d'administration peut autoriser le déplacement d'un tel mur à la condition que le nouveau mur soit construit de la même façon que l'ancien. Le ou les copropriétaires de deux parties privatives contiguës, le cas échéant, qui désirent communiquer d'une partie privative à l'autre peuvent pratiquer une ouverture permettant d'y circuler, à la condition d'avoir obtenu l'autorisation préalable et écrite du conseil d'administration. La présente clause exigeant cette autorisation ne s'applique pas à la finition initiale d'une partie privative par le déclarant ou aux modifications qu'il peut y apporter aux fins de vente initiale.

ARTICLE 85. Les copropriétaires ne peuvent, sans l'accord de l'assemblée des copropriétaires, exécuter des travaux, même dans leur partie privative, pouvant avoir une répercussion significative sur les parties communes ou les autres parties privatives, notamment à l'égard de la qualité de la construction et de l'insonorisation de l'immeuble.

ARTICLE 86. Aucun copropriétaire ne peut faire obstacle à l'exécution, même à l'intérieur de sa partie privative, et même à l'égard d'un mur mitoyen qui sépare sa partie privative d'une autre partie privative, le cas échéant, des travaux nécessaires à la conservation de l'immeuble décidés par le syndicat ou des travaux urgents. Toutefois, le copropriétaire qui subit un préjudice par suite de l'exécution de tels travaux, en raison d'une diminution définitive de la valeur de sa fraction, d'un trouble de jouissance grave, même temporaire, ou de dégradations, a le droit d'obtenir une indemnité qui est à la charge du syndicat si les travaux ont été faits à la demande de celui-ci; autrement l'indemnité est à la charge des copropriétaires qui ont fait les travaux.

ARTICLE 87. Aucune fraction ne peut être détenue par plusieurs personnes ayant chacune un droit de jouissance périodique et successif de cette fraction et aucune fraction ne peut être aliénée dans ce but.

CHAPITRE 8 : FIN DE LA COPROPRIÉTÉ

8.1 DESTRUCTION DES BÂTIMENTS

ARTICLE 88. En cas de destruction totale ou partielle des bâtiments, les administrateurs doivent convoquer une assemblée spéciale des copropriétaires dans les cent-vingt (120) jours suivant le sinistre. Lors de cette assemblée, et après avoir été informés par le conseil d'administration des coûts de la reconstruction, des délais et autres modalités, les copropriétaires décident s'ils mettent fin à la copropriété selon la majorité prévue au *Code civil du Québec* et dont il est fait mention à l'Acte constitutif de copropriété, le tout sujet à l'obtention du consentement préalable écrit de la Ville, tel que ci-après définie, requis aux termes du chapitre 9 du présent Acte constitutif de copropriété.

Les administrateurs avisent par écrit, dans les plus brefs délais, le fiduciaire d'assurance nommé conformément au chapitre 6 du présent Acte constitutif de copropriété, de la décision de l'assemblée des copropriétaires.

Si la décision de mettre fin à la copropriété est prise par les copropriétaires, le syndicat est liquidé. Il est alors procédé comme ci-haut stipulé à la section 6.4 du présent Acte constitutif de copropriété.

Si la décision de mettre fin à la copropriété n'est pas adoptée par les copropriétaires, le conseil d'administration du syndicat, en collaboration avec le fiduciaire, voit à la reconstruction des bâtiments concernés, dans les meilleurs délais et les meilleures conditions possibles. Le syndicat peut contracter à cet effet.

Malgré ce qui précède, lorsque la perte n'est pas importante ou lorsque le ou les bâtiments érigés sur une ou plusieurs parties privatives seulement sont concernés, le syndicat de concert avec le ou les copropriétaires de la ou les fractions concernées doivent procéder à la reconstruction ou réparation sans qu'il soit nécessaire que la décision de reconstruire ou de réparer ou de mettre fin à la copropriété soit prise par l'assemblée des copropriétaires. Dans ce cas, le conseil d'administration de concert avec le ou les copropriétaires concernés sont habilités à prendre toute décision.

8.2 DÉCISION DE L'ASSEMBLÉE DES COPROPRIÉTAIRES

ARTICLE 89. Sujet à l'obtention du consentement préalable écrit de la Ville requis aux termes du chapitre 9 du présent Acte constitutif de copropriété, l'assemblée des copropriétaires peut décider de mettre fin à la copropriété de l'immeuble établie par la présente déclaration au moyen

d'une décision adoptée avec la majorité prévue au *Code civil du Québec* et dont il est fait mention à l'Acte constitutif de copropriété.

ARTICLE 90. Dans les quinze (15) jours qui suivent la tenue de l'assemblée des copropriétaires au cours de laquelle il a été décidé de mettre fin à la copropriété, le conseil d'administration se réunit et nomme un liquidateur du syndicat.

ARTICLE 91. Les administrateurs déposent les avis prévus par la loi

ARTICLE 92. Le liquidateur est saisi pour une durée maximale de cinq (5) ans, de tous les biens du syndicat, de l'immeuble ainsi que de tous les droits et obligations des copropriétaires dans l'immeuble. Il agit à titre d'administrateur des biens d'autrui chargé de la pleine administration.

Le liquidateur peut exiger des administrateurs tout document et toute explication concernant le syndicat, l'immeuble et les droits et obligations dont il est saisi.

ARTICLE 93. Le liquidateur procède à la liquidation du syndicat conformément à la loi. Il paie les dettes du syndicat et partage ensuite l'actif entre les copropriétaires en proportion de leurs droits indivis dans l'immeuble, après avoir vu au paiement de leurs charges respectives.

ARTICLE 94. La liquidation du syndicat est close par le dépôt d'un avis de clôture signé par le liquidateur et déposé au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière dans laquelle est situé l'immeuble. Le dépôt de cet avis opère radiation de toutes les inscriptions concernant le syndicat.

ARTICLE 95. Le liquidateur est tenu de conserver les livres et registres du syndicat pour une période de cinq (5) ans suivant la clôture de la liquidation. Il les conserve pour une période plus longue si ces documents sont requis en preuve dans une instance. Par la suite, il en dispose à son gré.

CHAPITRE 9 : DISPOSITIONS PARTICULIÈRES RÉSULTANT DE L'ACCORD

9.1. DISPOSITIONS PARTICULIÈRES CONCERNANT LA CONSTRUCTION D'UN TALUS

ARTICLE 96. Aux termes de l'Article 9 de l'Accord, le déclarant s'est engagé à construire, à ses frais, un Talus *dit acoustique* sur une partie de l'ancien lot 5 600 650 au plan du Cadastre du Québec, ladite partie étant maintenant connue et désignée comme étant le lot 6 022 451 au plan du Cadastre du Québec, le tout conformément au concept d'aménagement prévu à l'Annexe 8 de l'Accord. Pour plus de précisions et sans limiter d'aucune façon la responsabilité du déclarant, pendant et après la

construction du Talus, le déclarant s'est engagé à assumer, à ses frais, toutes les obligations normalement dévolues à un propriétaire quant à la partie dudit lot 5 600 650 sur laquelle est ou sera construit le Talus, soit quant audit lot 6 022 451, notamment à en assurer l'intégrité structurale et environnementale, et ce, à l'entière exonération de la Ville, le déclarant s'étant, de plus, engagé à faire assumer lesdites obligations par tout éventuel acquéreur dudit lot 5 600 650. Par ailleurs, le déclarant s'est également engagé à établir une copropriété divise sur ledit lot 5 600 650, conformément à toute réglementation, notamment municipale, qui pourrait s'appliquer à l'égard dudit lot 5 600 650 ainsi qu'à toute stipulation ou autre condition requise par l'arrondissement ou un service concerné de la Ville, et notamment aux conditions ci-après, lesquelles font partie intégrante de la présente déclaration de copropriété et auxquelles, nonobstant toute disposition contraire de la présente déclaration ou de toute modification à celle-ci, le déclarant et tout copropriétaire doivent se conformer, incluant, sans limiter la généralité de ce qui précède, à ce qui suit:

96.1. Le déclarant ainsi que tout copropriétaire assument ensemble, solidairement et irrévocablement, envers la Ville, au prorata de leurs valeurs relatives, toutes les obligations normalement dévolues à un propriétaire quant au Talus, notamment, à en assurer l'intégrité structurale et environnementale, et à prendre faits et causes pour la Ville dans toute poursuite relative au Talus, sauf à l'égard des aménagements de surface prévus aux articles 10.2 et 10.3 de l'Accord, dont l'installation et/ou l'entretien relèvent de la Ville, les copropriétaires assumant lesdites obligations, sauf à l'égard desdits aménagements de surface. La Ville s'est engagée aux termes de l'Accord: (i) à effectuer, à ses frais, l'aménagement des composantes suivantes du Talus: la pose du mobilier urbain et d'une clôture, un complément à la plantation indiquée au concept d'aménagement prévu à l'Annexe 8 de l'Accord et la pose de lampadaires; et (ii) à assurer l'entretien des aménagements de surface.

96.2. Le fonds de prévoyance de la copropriété doit être établi de façon à assurer, en tout temps, l'entretien et l'intégrité structurale et environnementale du Talus, et ce, à l'entière exonération de la Ville, à l'exception des aménagements de surface prévus aux articles 10.2 et 10.3 de l'Accord, dont l'installation et/ou l'entretien relèvent de la Ville, tel que ci-dessus stipulé.

96.3. Le déclarant ainsi que tout copropriétaire s'engagent à ne pas changer la destination de l'immeuble, à ne pas modifier la déclaration de copropriété quant à la partie commune que constitue le Talus et à ne pas mettre fin à la copropriété, sans obtenir le consentement préalable écrit de la Ville. Le déclarant ainsi que tout copropriétaire s'engageant à ce qu'une copie de la déclaration de copropriété et de toute modification de celle-ci soit remise à la Ville.

9.2. DISPOSITIONS PARTICULIÈRES CONCERNANT L'AMÉNAGEMENT D'UN SENTIER URBAIN SUR LE TALUS

ARTICLE 97. Aux termes de l'article 10.1 de l'Accord, le déclarant s'est engagé à aménager, à ses frais, un sentier public sur le Talus, dont la localisation est illustrée à l'Annexe 10 de l'Accord et à consentir gratuitement à la Ville, au plus tard six (6) mois après la réalisation du Talus, une servitude réelle et perpétuelle de passage public sur le Talus pour les fins dudit sentier urbain et de publier tel acte de servitude au registre foncier, au plus tard quinze (15) jours après sa signature par la Ville, lesquels engagements font partie intégrante de la présente déclaration et auxquels, nonobstant toute disposition contraire de la présente déclaration ou de toute modification à celle-ci, le déclarant et tout copropriétaire doivent se conformer. Tel que mentionné précédemment, la Ville s'est engagée aux termes de l'Accord : (i) à effectuer, à ses frais, l'aménagement des composantes suivantes du Talus : la pose du mobilier urbain et d'une clôture, un complément à la plantation indiquée au concept d'aménagement prévu à l'Annexe 8 de l'Accord et la pose de lampadaires; et (ii) à assurer l'entretien des aménagements de surface.

9.3. MANDAT IRRÉVOCABLE SPÉCIAL

ARTICLE 98. Considérant qu'il est de l'intérêt des copropriétaires et du syndicat, dans le respect de la destination de l'immeuble, d'accorder la susdite servitude réelle et perpétuelle de passage public sur le Talus pour les fins dudit sentier urbain, toute personne dont le titre de propriété ou les droits réels ou la créance hypothécaire dans une fraction ou dans l'immeuble sont publiés subséquemment à la publication de la présente déclaration, consent d'avance, par les présentes, tant pour elle-même que pour ses successeurs en titre, un mandat irrévocable spécial et nomme et constitue, par les présentes, expressément et irrévocablement, le déclarant pour agir et voter, en son nom, et pour représenter chacun d'eux, à toutes assemblées des copropriétaires et plus particulièrement pour la prise de décisions de l'assemblée des copropriétaires adoptées en assemblée ou par résolution écrite conformément à l'article 354 du *Code civil du Québec*, ainsi que pour agir pour et représenter chacun des copropriétaires actuels et futurs devant comparaître ou intervenir personnellement à tout acte ou document et pour agir pour et au nom du syndicat à tout acte ou document devant donner effet à l'établissement de ladite servitude, notamment pour consentir et signer pour et au nom de l'ensemble des copropriétaires et/ou pour consentir et signer pour et au nom du syndicat ou les deux, tout acte d'établissement, de correction ou de modification relatif à la servitude de passage public à être constituée aux termes de l'article 10.1 de l'Accord. Le présent mandat comporte le droit de renoncer à tout avis de convocation.

Pour autant que besoin soit, les copropriétaires actuels et futurs seront réputés avoir fait cession de leur droit de vote au bénéfice du mandataire

ci-haut désigné, soit le déclarant relativement à toute décision pour laquelle l'assemblée des copropriétaires devrait voter et relevant de l'objet dudit mandat irrévocable.

Ledit mandataire, soit le déclarant, exercera seul les pouvoirs accordés par ledit mandat irrévocable, avec pleins pouvoirs de substitution et de désignation d'une personne physique.

Les cessions de droits de vote dans les actes hypothécaires, le cas échéant, n'auront pas pour effet de révoquer le présent mandat.

Ce mandat irrévocable est établi pour les fins de l'objet ci-dessus mentionné seulement. Ledit mandataire devra informer le syndicat ou les copropriétaires, à intervalles réguliers, des démarches accomplies en vertu du mandat irrévocable.

CHAPITRE 10 : DISPOSITIONS DIVERSES

10.1 CONFLITS D'INTERPRÉTATION

ARTICLE 99. Advenant un conflit d'interprétation entre les dispositions de la loi et celles de la présente déclaration de copropriété, ou de toute modification à celles-ci, les dispositions de la présente déclaration de copropriété et de ses modifications prévalent, à moins qu'elles soient contraires à une disposition impérative de la loi. Aux fins de la présente déclaration, partout où le singulier est employé, il comprend le pluriel ou vice-versa selon le cas; le masculin comprend le féminin ou vice-versa selon le cas; de plus le mot « propriétaire » signifie également copropriétaire, selon le cas.

10.2 DROITS DES CRÉANCIERS HYPOTHÉCAIRES

ARTICLE 100. En plus de tous les autres droits existant en faveur de tout créancier hypothécaire dont la créance est garantie par une hypothèque sur une fraction, soit en vertu d'un acte de prêt ou de garantie hypothécaire, de la loi ou de la présente déclaration de copropriété, et sans restriction à ceux-ci, tel créancier hypothécaire dont le nom a été notifié au syndicat pour inscription au registre de la copropriété jouit des droits suivants :

100.1. Le syndicat doit faire rapport à tout créancier hypothécaire dont la créance est garantie par une hypothèque sur une fraction des charges courantes qui n'ont pas été acquittées par le débiteur-copropriétaire de telle fraction dans les soixante (60) jours de leur échéance et doit également aviser tel créancier de toute réclamation monétaire qu'il peut avoir contre ce propriétaire, si telle réclamation monétaire n'a pas été acquittée dans les soixante (60) jours de leur échéance.

100.2. Le syndicat doit également faire parvenir à tout créancier hypothécaire dont la créance est garantie par une hypothèque sur une fraction une copie de tout avis de défaut de paiement ou de tout autre avis de défaut ou mise en demeure adressé à ce copropriétaire relativement à sa fraction, et spécialement toute mise en demeure donnée en vertu de l'article 1080 du *Code civil du Québec*.

10.3 CONSENTEMENT À LA PUBLICATION DE LA PRÉSENTE DÉCLARATION DE COPROPRIÉTÉ

ARTICLE 101. Aux présentes interviennent :

LA BANQUE DE NOUVELLE-ÉCOSSE, banque constituée en vertu de la *Loi sur les banques* (Canada) et désignée à l'Annexe 1 de cette loi, ayant son siège social au 1709, rue Hollis, 6^{ième} étage, Halifax, en la province de Nouvelle-Écosse, B3J 3B7, et une succursale au 1002, rue Sherbrooke Ouest, suite 200, Montréal, en la province de Québec, H3A 3L6, ici représentée par ●, son ●, dûment autorisé(e) aux termes d'une résolution adoptée par son conseil d'administration en date du ● (●), dont une copie certifiée conforme demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par ledit représentant en présence du notaire soussigné.

(Avis d'adresse étant inscrit au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 6 372 949).

Ci-après appelée la « **Banque** »

ET

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4) (la « Charte »), étant aux droits de l'ancienne Ville de Montréal en vertu de l'article 5 de la Charte, ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^e Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la Charte et :

- a) de la résolution numéro CM03 0836, adoptée par le conseil municipal à sa séance du vingt-huit (28) octobre deux mille trois (2003); et
- b) de la résolution numéro CM19 ●, adoptée par le conseil municipal à sa séance du ● deux mille dix-neuf (2019).

Copie certifiée conforme de chacune de ces résolutions demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant en présence du notaire soussigné.

(Avis d'adresse étant inscrit au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 6 019 444).

Ci-après nommée la « **Ville** »

La Banque et la Ville étant ci-après collectivement appelée les « **Intervenantes** ».

LESQUELLES déclarent ce qui suit :

101.1. La Banque déclare être créancière d'une somme de 44 240 000,00 \$ garantie par hypothèques du même montant consenties par le déclarant contre l'immeuble aux termes d'un acte d'hypothèque reçu par Angelo Febbraio, notaire, le trente-et-un août deux mille dix-sept (31 août 2017), et inscrit au Livre foncier sous le numéro 23 340 710.

101.2. La Ville déclare être créancière d'obligations garanties par hypothèques au montant de 2 000 000,00 \$ consenties par le déclarant aux termes d'un acte d'hypothèque reçu par Angelo Febbraio, notaire, le vingt octobre deux mille dix-sept (20 octobre 2017), et inscrit au Livre foncier sous le numéro 23 446 598.

101.3. La Ville déclare également être partie à l'Accord et avoir exigé que certaines dispositions soient intégrées à la présente déclaration de copropriété afin de garantir l'exécution, le respect et le maintien des obligations y stipulées dont notamment l'établissement du Talus comme partie commune à usage général, à l'exclusion de toute partie commune à usage restreint ; lesdites dispositions étant stipulées comme étant essentielles et nécessaires au maintien de la destination de l'immeuble.

CECI ÉTANT DÉCLARÉ :

101.4. Les Intervenantes, à titre de créancières hypothécaires, reconnaissent avoir pris connaissance de la présente déclaration de copropriété et consentent à sa publication contre l'immeuble faisant l'objet des présentes et nonobstant les dispositions de l'article 1051 du *Code civil du Québec*, le déclarant et les Intervenantes déclarent et conviennent que les hypothèques des Intervenantes ainsi que toutes les sûretés additionnelles qui s'y greffent continuent d'affecter comme auparavant l'immeuble faisant l'objet des présentes sans subir de division entre les fractions selon leur valeur relative attribuée à chacune d'elles en vertu des présentes.

Les présentes sont consenties sans novation ni dérogation aux droits, hypothèques, sûretés additionnelles et recours des Intervenantes aux termes de toutes sûretés détenues par celles-ci, les Intervenantes se réservant expressément tous tels droits, hypothèques, sûretés additionnelles et recours.

De plus, en garantie additionnelle de l'exécution de ses obligations en vertu desdits actes inscrits au Livre foncier, sous les numéros 23 340 710 et 23 446 598, le déclarant sous réserve du chapitre 9 de l'Acte constitutif de copropriété, transporte par les présentes aux Intervenantes, ce acceptant :

- Tous les droits de vote à lui accorder en vertu de la présente déclaration.
- Tous ses droits dans et à toutes sommes recueillies ou à être recueillies pour fins de dépenses communes, y compris tous fonds de prévoyance. Le transport relatif à ces sommes et fonds prendra seulement effet dans le cas où les Intervenantes obtiendront le titre de propriété de l'immeuble ou de quelques fractions et, dans ce dernier cas, ce transport ne concerne que la proportion afférente aux fractions en question dans lesdites sommes et fonds.

Nonobstant le transport ci-dessus, les Intervenantes consentent à ce que le déclarant exerce les droits de vote en son nom et pour son bénéficiaire personnel, aussi longtemps que le déclarant ne sera pas en défaut d'exécuter ses obligations envers l'une ou l'autre des Intervenantes et que l'une ou l'autre n'aura pas avisé le syndicat de la copropriété qu'elle les exercera elle-même.

Pour donner plein effet au transport ci-dessus, le déclarant s'engage et s'oblige à exécuter tous actes et à poser toutes actions que les Intervenantes pourront lui demander à cette fin.

101.5. La Ville, à titre de partie à l'Accord, reconnaît avoir pris connaissance de la présente déclaration de copropriété, accepte les dispositions y stipulées à sa demande et en sa faveur et plus particulièrement celles énoncées au chapitre 3 du présent l'Acte constitutif de copropriété et au chapitre 9 du présent Acte constitutif de copropriété, s'en déclare satisfaite et y apporte son consentement, à toute fin que de droits.

10.4 CONSENTEMENT À PARACHEVER

ARTICLE 102. Aucune disposition des présentes et particulièrement aucune des dispositions du chapitre 3 du présent Acte constitutif de copropriété, ni aucun copropriétaire, ni aucune autre personne ne peuvent empêcher le déclarant et ses ayants droit agissant relativement à l'immeuble et à la vente des fractions de terminer les travaux et l'aménagement des parties privatives et des parties communes, le cas échéant, et d'y faire les travaux et les aménagements prévus dont notamment ceux prévus à l'Accord.

Le déclarant a également le droit de vendre librement toutes les fractions à l'intérieur de limites stipulées dans la présente déclaration. Jusqu'à ce que toutes les fractions soient complétées et vendues, le déclarant pourra utiliser librement les parties communes et les parties privatives non vendues et, sans limiter la généralité de ce qui précède, le déclarant pourra utiliser librement les parties communes et les parties privatives non vendues pour maintenir des bureaux d'administration et de vente, poser des affiches à l'intérieur et à l'extérieur de l'immeuble et faire visiter

l'immeuble, le tout sans nuire outre mesure aux droits et à la jouissance des autres copropriétaires. Le déclarant aura également le droit de louer toutes fractions et/ou toutes parties privatives avec ou sans les droits y afférents.

Afin de permettre l'achèvement des travaux et des aménagements prévus, le déclarant a, à toute heure raisonnable et dans la mesure nécessaire, libre accès aux parties privatives des fractions qu'il a vendues. Le déclarant a également, à ces fins, la libre utilisation des parties communes. Les droits du déclarant peuvent être exercés par ses employés et sous-contractants. À moins d'urgence, le copropriétaire doit être avisé au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance.

10.5 CONTRATS DE SERVICES PUBLICS

ARTICLE 103. Sous réserve de l'article 1107 du *Code civil du Québec*, le syndicat devra ratifier les contrats de services publics visant notamment l'alimentation en électricité ou en gaz, le cas échéant, et les contrats de déneigement ou de télécommunication ou avec d'autres services dont les tarifs sont réglementés par un organisme public à condition que ces contrats n'excèdent pas une durée de dix (10) ans à compter de leur signature par le déclarant. Le syndicat devra, en conséquence, prendre auprès des compagnies ayant ainsi contracté un engagement à l'effet de respecter les obligations assumées par le déclarant à l'entière exonération de celui-ci.

10.6 MÉDIATION ET ARBITRAGE

ARTICLE 104. Tout désaccord ou différend relatif à la présente déclaration de copropriété ou découlant de l'interprétation des présentes ou de son application, y compris une impasse au sein du conseil d'administration, sera soumis à une médiation. À cet effet, les copropriétaires et administrateurs directement concernés et le syndicat, le cas échéant, devront participer à au moins une rencontre de médiation en y déléguant, au besoin, une personne en autorité de décision. Le médiateur sera choisi par les parties, mais devra être un notaire ou un avocat exerçant en droit de la copropriété. Les personnes participant à cette médiation devront respecter le processus et les règles dont ils auront convenu de concert avec le médiateur.

ARTICLE 105. Si la médiation prévue à l'article précédent n'a pas réglé le différend ou le désaccord relatif à la présente déclaration de copropriété ou découlant de l'interprétation des présentes ou de son application, tel différend ou désaccord devra être réglé par voie d'arbitrage, sous réserve des mesures conservatoires nécessaires pour protéger les droits de chacun, de la façon prévue ci-après.

Pour pouvoir se prévaloir du recours à l'arbitrage, une partie devra en aviser l'autre partie par écrit. Les parties devront alors, dans les quinze (15) jours de cet avis, nommer, d'un commun accord, un arbitre unique.

À défaut par les parties de s'entendre sur la nomination de l'arbitre unique dans ce délai, l'une ou l'autre des parties devra immédiatement requérir qu'un juge de la Cour supérieure du district dans lequel est situé l'immeuble nomme l'arbitre unique.

Pour pouvoir agir comme arbitre, une personne devra en tout temps être un notaire ou un avocat exerçant en droit de la copropriété.

Pour tout différend qui aura été soumis à l'arbitrage, les parties devront aussitôt que requis de le faire, fournir avec diligence et intégrité, tout acte, document, preuve ou toute information que pourrait requérir l'arbitre.

Dès qu'il sera nommé, l'arbitre devra agir avec diligence. À compter de la fin de l'audition d'arbitrage, l'arbitre aura trente (30) jours pour rendre une décision écrite sur l'issue du différend et sur la responsabilité des frais et dépenses encourus pour l'arbitrage. Cette décision sera opposable à toutes les parties et liera chacune d'elles. La décision sera, dès lors, finale et sans appel et les parties devront s'y conformer.

Les présentes dispositions relatives à l'arbitrage ne s'appliqueront pas aux différends ou litiges qui concernent les créances qui sont de la compétence de la Division des petites créances de la Chambre civile de la Cour du Québec, ou qui pourraient l'être advenant que le demandeur, afin de se rendre éligible devant cette Cour, réduise sa réclamation. Cette Cour aura alors pleine autorité pour trancher le différend ou le litige.

Les présentes dispositions relatives à l'arbitrage ne devront pas avoir pour effet de restreindre le droit du syndicat et des copropriétaires d'exiger l'exécution en nature d'une obligation au moyen d'une injonction.

10.7 REGISTRES DU SYNDICAT

ARTICLE 106. Les registres du syndicat doivent être tenus et conservés sous la supervision du conseil d'administration.

ARTICLE 107. Les registres de la copropriété comportent notamment les registres suivants :

107.1. La liste des copropriétaires qui comporte les noms et adresses des copropriétaires et des locataires, y compris les adresses courriels.

107.2. La liste des créanciers hypothécaires qui l'ont requis.

107.3. Le registre des droits de vote dans lequel sont notamment inscrits les cessions de vote en faveur des créanciers hypothécaires, les mandats aux fins de représentation à l'assemblée, soit par les créanciers hypothécaires, soit par les copropriétaires, en indiquant, dans la mesure du possible, les noms et adresses des mandataires et représentants des copropriétaires; des suspensions et les réductions des droits de vote, le cas échéant.

107.4. Le registre des procès-verbaux des assemblées des copropriétaires dans lequel sont conservés les procès-verbaux ainsi que toutes les résolutions écrites en tenant lieu.

107.5. Le registre des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration dans lequel sont conservés les procès-verbaux ainsi que toutes les résolutions écrites en tenant lieu.

107.6. Les modifications qui peuvent être adoptées au Règlement de l'immeuble, lesquelles doivent être consignées dans un registre distinct et facilement accessible.

107.7. Les états financiers du syndicat.

107.8. Le registre contenant déclarations faites par le syndicat au registraire des entreprises.

ARTICLE 108. Le conseil d'administration peut mettre en place tout autre registre qu'il juge pertinent ou utile au bon fonctionnement du syndicat et de la copropriété. Notamment, le conseil d'administration peut, s'il le juge utile ou pertinent :

108.1. Faire mention dans les registres de la copropriété, d'avis d'infraction ayant été donnés à des copropriétaires ayant fait défaut de respecter la déclaration de copropriété, un tel avis d'infraction émis à un copropriétaire, lorsqu'il est toujours en vigueur, pouvant être communiqué à l'acquéreur de la fraction du copropriétaire concerné.

108.2. Constituer un registre des améliorations apportées par les copropriétaires aux parties privatives dans lequel seront déposées les descriptions des améliorations apportées aux parties privatives.

108.3. Constituer un registre des polices d'assurance individuelles et obtenir des copropriétaires les informations requises pour tenir ce registre à jour.

ARTICLE 109. Les plans et devis de l'immeuble, une copie authentique du plan de cadastre parcellaire, une copie authentique de la déclaration de copropriété et toutes les modifications qui y sont apportées, que ce soit à l'Acte constitutif de copropriété, au Règlement de l'immeuble et à l'État descriptif des fractions, ainsi que le certificat de localisation de l'immeuble, le plan de garantie, s'il en est, et les copies de contrats conclus par le syndicat doivent être conservées avec les registres de la copropriété.

ARTICLE 110. Les copropriétaires ont le droit de consulter les registres de la copropriété. La consultation des registres de la copropriété par un copropriétaire se fait sur rendez-vous préalablement fixé avec le conseil d'administration ou le dépositaire des registres. Le conseil

d'administration peut, par résolution, fixer, de manière générale et révisable annuellement, les frais raisonnables relatifs à la consultation des registres de la copropriété. Les copropriétaires peuvent obtenir des copies des documents contenus aux registres dans la mesure où ceux-ci sont accessibles aux copropriétaires et en en faisant la demande au conseil d'administration ou au gérant, et ce, moyennant des frais raisonnables établis tel que ci-dessus stipulé.

ARTICLE 111. La consultation de tout document du syndicat par un copropriétaire se fait en suivant les modalités de consultation suivantes, à savoir :

111.1. Tout copropriétaire qui désire consulter un registre du syndicat ou un document auquel il a accès doit le faire sur rendez-vous préalablement fixé avec le conseil d'administration ou son représentant.

111.2. Lors de la demande de consultation, le copropriétaire doit énumérer, de préférence par écrit, les documents qu'il souhaite consulter.

111.3. La consultation de tout document se fait en présence d'au moins un administrateur ou d'une personne désignée par le conseil d'administration.

111.4. Les frais de consultation sont ceux fixés par le conseil d'administration en application des dispositions des présentes.

111.5. Le copropriétaire qui désire obtenir une copie ou un extrait d'un document consulté doit en faire la demande en précisant à la personne présente la nature exacte des copies ou extraits désirés.

111.6. Le conseil d'administration est tenu de livrer ces copies ou extraits dans un délai raisonnable, à la condition que le copropriétaire en acquitte les frais raisonnables de reproduction.

ARTICLE 112. Le conseil d'administration doit refuser de donner des copies des documents dont la communication est interdite en application de l'article 37 du *Code civil du Québec* et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

Le registre et tous autres documents relatifs à l'immeuble et au syndicat doivent être mis à la disposition des copropriétaires par un procédé de communication électronique. Ces documents devront être conservés sur un écrit papier et un support numérique.

Le syndicat doit se doter des logiciels nécessaires à l'accessibilité des registres et de la déclaration de copropriété, par un procédé de communication électronique, de signes, de signaux, d'écrits, d'images, de sons ou de messages de toute nature qui n'ont pas le caractère d'une correspondance privée.

10.8 CLAUSES PÉNALES

ARTICLE 113. Un copropriétaire qui contrevient à l'une ou l'autre des dispositions de la présente déclaration de copropriété relatives à l'usage des parties communes ou des parties privatives est passible des pénalités suivantes envers le syndicat :

Le premier avis d'infraction pendant la période de référence donne lieu à une pénalité de cinquante dollars (50.00 \$). Le second avis d'infraction pendant la période de référence et ce, que ce soit pour la même infraction ou pour une autre infraction, donne lieu à une pénalité de soixante-quinze dollars (75.00 \$). Tout avis d'infraction additionnel pendant la période de référence donne lieu à une pénalité graduellement augmentée de vingt-cinq dollars (25.00 \$) pour chaque nouvel avis (troisième, cent dollars (100.00 \$), quatrième, cent vingt-cinq dollars (125.00 \$), etc.).

Pour les infractions continues (travaux illégaux, affichage illégal, etc.), chaque journée d'infraction subséquente à l'avis donne lieu en plus à une pénalité de vingt-cinq dollars (25.00 \$) par jour. Par exemple, s'il s'agit d'un deuxième avis d'infraction pendant une période de référence, la journée de la réception de l'avis donnera lieu à une pénalité de soixante-quinze dollars (75.00 \$) et toutes les journées d'infraction subséquentes, à une pénalité de vingt-cinq dollars (25.00 \$) chacune. Pour des infractions continues, un nouvel avis d'infraction n'est pas nécessaire et ne peut être émis par le conseil d'administration, sauf en cas d'interruption de l'infraction.

La période de référence est l'exercice financier du syndicat.

Avant d'émettre un avis formel d'infraction, le conseil d'administration du syndicat peut, à son entière discrétion, informer par écrit le copropriétaire concerné de l'infraction reprochée de façon à lui permettre de remédier à cette infraction sans encourir de pénalité.

Les pénalités accumulées par un copropriétaire au cours d'un mois sont payables par celui-ci le premier jour du mois suivant.

Les pénalités sont stipulées relativement au seul dommage général que subit la collectivité des copropriétaires du fait que l'un d'entre eux ne respecte pas la déclaration de copropriété. Tout autre dommage causé par le défaut de ce copropriétaire à des biens ou à des personnes sera assujéti aux règles de droit commun sur la responsabilité civile.

Malgré l'imposition de pénalités, le syndicat conserve tous ses autres recours contre les copropriétaires défaillants pour s'assurer du respect de la présente déclaration de copropriété, y compris l'obtention d'une ordonnance ou d'une injonction et de tous autres recours en dommages-intérêts pour un préjudice à des biens ou à des personnes.

ARTICLE 114. Les honoraires et déboursés extrajudiciaires encourus lorsque les services d'un conseiller juridique sont retenus par le syndicat à la suite du défaut d'un copropriétaire de respecter les dispositions de la déclaration de copropriété, y compris quant aux paiements dus par un copropriétaire au syndicat en vertu de la déclaration de copropriété, sont à la charge de ce copropriétaire sauf dans les cas où :

114.1. À la suite de procédures judiciaires, un jugement final rejette en totalité la demande du syndicat.

114.2. À la suite de procédures judiciaires auxquelles le syndicat est parti, un jugement final mitige les honoraires et déboursés extrajudiciaires qui doivent être payés par le copropriétaire en défaut.

Ces frais sont payables à la demande du syndicat par le copropriétaire concerné. Les sommes dues par un tel copropriétaire portent intérêt au profit du syndicat tel que prévu aux présentes.

DEUXIÈME PARTIE : RÈGLEMENT DE L'IMMEUBLE

CHAPITRE 1 : CONDITIONS RELATIVES À LA JOUISSANCE, À L'USAGE ET À L'ENTRETIEN DES PARTIES PRIVATIVES ET COMMUNES

1.1. CONDITIONS RELATIVES AUX PARTIES PRIVATIVES

ARTICLE 115. Chacun des copropriétaires a le droit de jouir comme bon lui semble des parties privatives comprises dans sa fraction, à la condition d'en respecter la destination et le présent Règlement de l'immeuble ainsi que toutes les modifications qui peuvent lui être apportées, de ne pas nuire aux droits des autres copropriétaires et de ne rien faire qui puisse, soit compromettre la solidité de l'immeuble, soit porter atteinte à sa destination.

ARTICLE 116. La jouissance et l'usage des parties privatives sont sujets aux conditions suivantes :

116.1. Tel que stipulé à l'Acte constitutif de copropriété, la location des fractions est autorisée.

116.2. Les copropriétaires, locataires ou occupants doivent veiller à ce que la tranquillité de l'immeuble ne soit, à aucun moment, troublée par leur fait, celui de leurs clients, de leurs employés, de leurs fournisseurs ou des gens à leur service, sauf à l'occasion de travaux de construction et/ou d'entretien.

116.3. Tout copropriétaire reste responsable, à l'égard des autres copropriétaires et du syndicat, des conséquences dommageables entraînées par sa faute ou sa négligence et celle d'un de ses préposés ou par le fait

d'un bien dont il est légalement responsable. Ainsi tout copropriétaire qui cause un dommage aux parties communes ou à une autre partie privative doit rembourser au syndicat ou au copropriétaire concerné toute somme qu'il pourrait être appelé à payer par suite de ce dommage, dont notamment, la somme représentant toute franchise d'assurance.

116.4. Chacun des copropriétaires, locataires et occupants est tenu de faire respecter par tous ses employés, clients et fournisseurs les dispositions de la loi, de la présente déclaration, des modifications de celle-ci, le cas échéant, des servitudes grevant l'immeuble, le cas échéant, et des règlements en vigueur.

116.5. Chaque copropriétaire est tenu, à ses frais, de maintenir sa partie privative et accessoire en bon état, propres et conformes à sa destination, aux normes sanitaires et aux exigences de toutes lois.

116.6. Les administrateurs du syndicat, le gérant, les préposés, employés et contractants du syndicat ont libre accès aux parties privatives, le cas échéant, à toute heure raisonnable pour les fins permises par la présente déclaration de copropriété, avec l'entente toutefois que tel accès dans une partie privative est accordé sur rendez-vous préalablement fixé, sauf en cas d'urgence.

116.7. Chaque copropriétaire est responsable du bon fonctionnement, de l'entretien et des réparations des conduits électriques et des canalisations d'eau, d'égouts se trouvant à l'intérieur de sa partie privative et servant à l'exploitation de cette dernière ainsi que de tout conduit et toute canalisation situés à l'extérieur des bornes des parties privatives et qui desservent exclusivement cette partie privative, le cas échéant.

116.8. Tout copropriétaire, locataire et tout occupant doit s'abstenir de poser tout acte et de garder dans sa partie privative toute substance susceptible d'augmenter les primes d'assurances ou susceptible d'entraîner l'annulation de l'assurance.

1.2. CONDITIONS RELATIVES AUX PARTIES COMMUNES

ARTICLE 117. Sujet aux dispositions du *Code civil du Québec*, de la présente déclaration de copropriété et particulièrement au présent Règlement de l'immeuble et aux règlements que le syndicat peut adopter en tout temps, chacun des copropriétaires a l'entière jouissance des parties communes de l'immeuble pour en faire usage selon les fins auxquelles elles sont destinées et suivant la destination de l'immeuble et des parties communes tout en ne faisant pas obstacle à l'exercice du même droit par les autres copropriétaires et sujet aux limitations ci-après énoncées, à savoir :

117.1. Chaque copropriétaire est personnellement responsable des dégradations faites aux parties communes, et d'une manière générale, de

toutes les conséquences dommageables susceptibles de résulter d'un usage abusif ou d'une utilisation non conforme à leur destination des parties communes, que ce soit par son fait, par le fait de son locataire, d'occupants, de représentants, employés, clients et invités ou des personnes à qui il donne accès à l'immeuble.

117.2. Aucun des copropriétaires, locataires ou occupants de l'immeuble, leurs représentants, employés, clients et invités ou toute personne à qui ils permettent l'accès à l'immeuble ne peut encombrer l'accès à la voie publique, les voies d'accès et de circulation et les autres endroits communs ni laisser séjourner quoi que ce soit sur ces parties de l'immeuble.

117.3. Les copropriétaires devront tolérer les inconvénients normaux du voisinage et notamment ceux pouvant résulter de l'exploitation industrielle, commerciale ou de bureaux, des lieux et de la circulation de personnes, de biens ou de marchandises.

117.4. De façon générale, les copropriétaires, locataires, occupants, représentants, employés, clients, invités et toutes autres personnes se trouvant sur les lieux doivent en tout temps respecter les dispositions du présent Règlement de l'immeuble et de tous les règlements adoptés par le syndicat.

1.3. CONDITIONS RELATIVES AUX PARTIES COMMUNES À USAGE RESTREINT

ARTICLE 118. Chaque copropriétaire qui bénéficie d'un droit de jouissance exclusive dans les parties communes à usage restreint énumérées ci-dessus à l'Acte constitutif de copropriété, doit les maintenir en bon état de propreté, entretien, conservation, réparation, remplacement et reconstruction et est responsable des dommages causés à ces parties réservées à sa jouissance exclusive, que ce soit par son fait, par le fait de son locataire, de ses représentants, employés, clients et invités ou des personnes à qui il donne accès à l'immeuble, et à son défaut, ceux-ci peuvent être effectués par le syndicat, mais à la charge du copropriétaire concerné.

CHAPITRE 2 : FONCTIONNEMENT ET ADMINISTRATION DE LA COPROPRIÉTÉ

2.1. LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SYNDICAT

2.1.1. Composition du conseil d'administration, nomination, inhabilités et rémunération des administrateurs

ARTICLE 119. Vincenzo (Vincent) CHIARA est nommé par les présentes comme seul administrateur provisoire et restera en fonction jusqu'à la première élection des administrateurs qui aura lieu à l'assemblée

de transition. À compter de l'assemblée de transition, le conseil d'administration du syndicat est composé d'autant d'administrateurs qu'il y aura de parties privatives. Le ou les copropriétaire(s) de chacune des fractions pouvant désigner un administrateur pour le représenter au conseil d'administration. Le copropriétaire de plusieurs fractions pouvant désigner un (1) administrateur par fraction.

À compter de l'assemblée de transition, les administrateurs sont élus par les copropriétaires lors de l'assemblée annuelle, à la majorité des voix présentes ou représentées. Les administrateurs élus acceptent leur charge immédiatement de vive voix, devant l'assemblée, ou postérieurement au moyen d'un écrit. Les administrateurs sont élus pour une période d'un (1) an. À l'expiration de cette période, leur mandat se continue jusqu'à la prochaine assemblée.

ARTICLE 120. Tout administrateur peut être réélu.

Même après avoir accepté la charge, un administrateur peut démissionner en tout temps sur un avis écrit de trente (30) jours au conseil d'administration du syndicat.

La charge d'administrateur peut être dévolue à toute personne physique. Cette personne peut ne pas être un copropriétaire.

Sont inhabiles à être administrateurs les mineurs, les majeurs en tutelle ou en curatelle, les personnes inaptes, les faillis non libérés, les personnes à qui le tribunal interdit l'exercice de cette fonction. Si une cause d'inhabileté survient chez un administrateur pendant la durée de son mandat, il cesse dès lors d'être administrateur. Toutefois, les actes posés par un administrateur dans l'ignorance d'une cause qui le rend inhabile ne peuvent être remis en question pour cette raison.

La rémunération des administrateurs est déterminée par l'assemblée des copropriétaires.

ARTICLE 121. Dans le cas où il surviendrait une vacance parmi les administrateurs nommés, soit par suite de démission, de décès, d'inhabileté ou autres causes, le ou les copropriétaire(s) dont le représentant n'est plus sur la conseil d'administration doit nommer immédiatement un administrateur pour combler cette vacance, sinon les administrateurs en place combler eux-mêmes cette vacance jusqu'à la date de la prochaine assemblée des copropriétaires. Toutefois, une vacance n'empêche pas le conseil d'administration du syndicat d'agir, à moins que le nombre des administrateurs restants soit inférieur au quorum. Ceux qui restent peuvent valablement convoquer une assemblée des copropriétaires.

ARTICLE 122. Au cas où une vacance au sein du conseil d'administration ne serait pas comblée dans un délai d'un (1) mois à compter de cette vacance, le président de l'assemblée des copropriétaires

devra convoquer une assemblée générale spéciale des copropriétaires qui devra être tenue dans le plus bref délai ou à son défaut d'agir dans les dix (10) jours suivants, tout copropriétaire pourra convoquer une assemblée.

ARTICLE 123. Au cas où l'assemblée générale spéciale des copropriétaires prévue à l'article précédent négligerait, omettrait ou refuserait de combler tout poste vacant, ou en cas d'impossibilité de procéder à l'élection ou au remplacement d'un administrateur, tout copropriétaire, peut, par requête, demander au tribunal de nommer ou de remplacer un administrateur et de fixer les conditions de sa charge. Cette requête doit être signifiée au syndicat et à chacun des copropriétaires et les frais de celle-ci sont considérés comme une dépense commune de la copropriété. La personne nommée agira avec les mêmes pouvoirs et les mêmes devoirs que ceux octroyés et imposés aux administrateurs par la présente déclaration de copropriété.

ARTICLE 124. L'assemblée des copropriétaires peut, à la majorité des voix exprimées, destituer pour faute les administrateurs ou l'un d'entre eux. Dans ce cas, le copropriétaire qui a nommé un tel administrateur doit immédiatement nommer un remplaçant à celui-ci sujet.

Un administrateur qui, étant copropriétaire, est en défaut d'acquitter sa contribution aux charges communes ou au fonds de prévoyance peut également être destitué suivant la même procédure.

2.1.2. Tenue des réunions du conseil d'administration

2.1.2.1. Époque et convocation des réunions du conseil d'administration

ARTICLE 125. Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'exige la gestion des affaires du syndicat. Les réunions du conseil d'administration sont convoquées par le président ou par le secrétaire du conseil d'administration au moyen d'un avis écrit mentionnant la date, l'heure et le lieu de la réunion. Un ordre du jour doit être joint à l'avis de convocation.

ARTICLE 126. L'avis de convocation est transmis par courrier ordinaire à l'adresse des administrateurs apparaissant dans les registres du Registraire des entreprises ou remis de main à main au moins cinq (5) jours francs avant la tenue de la réunion. À moins d'une résolution à l'effet contraire du conseil d'administration, l'avis peut aussi être transmis par courriel.

ARTICLE 127. Le conseil d'administration peut, par résolution, déterminer le lieu, la date et l'heure auxquels seront tenues les réunions régulières du conseil d'administration. Une copie de telle résolution doit être transmise à chacun des administrateurs sitôt après son adoption. Dans ce cas, aucun autre avis de convocation à ces réunions n'est requis.

ARTICLE 128. Les administrateurs peuvent, verbalement ou par écrit, renoncer à l'avis de convocation d'une réunion du conseil d'administration ainsi qu'au délai qui y est indiqué ainsi qu'à toute modification de cet avis. Cette renonciation peut être valablement donnée en tout temps, soit avant, pendant ou après la réunion. La présence d'un administrateur à une réunion équivaut à une telle renonciation, à moins qu'il ne soit présent que pour contester la régularité de la convocation.

2.1.2.2. Quorum, vote, majorité et forme de réunions

ARTICLE 129. Le quorum à une réunion du conseil d'administration est fixé à la majorité des administrateurs en poste. En l'absence de quorum à une réunion du conseil d'administration dans les quinze minutes suivant l'ouverture de la réunion, la réunion ne peut être tenue. Le quorum doit être maintenu pendant toute la durée de la réunion, à défaut de quoi elle est ajournée.

ARTICLE 130. Aucun administrateur ne peut se faire représenter à une réunion du conseil d'administration.

ARTICLE 131. Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents, chacun des administrateurs détenant une voix. Le président de la réunion n'a pas de vote prépondérant en cas d'égalité des voix.

ARTICLE 132. Le vote est pris à main levée à moins qu'un vote secret ne soit demandé par un administrateur.

ARTICLE 133. Les résolutions écrites, signées par tous les administrateurs, ont la même valeur que si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du conseil d'administration. Un exemplaire de ces résolutions est conservé avec les procès-verbaux des délibérations.

ARTICLE 134. Les administrateurs peuvent, si tous sont d'accord, participer à une réunion du conseil d'administration à l'aide de moyens permettant à tous les participants de communiquer immédiatement entre eux.

2.1.2.3. Élection des officiers

ARTICLE 135. Les administrateurs peuvent élire entre eux un président, un vice-président et un trésorier.

2.1.2.4. Procès-verbaux

ARTICLE 136. Les délibérations et les décisions du conseil d'administration sont constatées dans des procès-verbaux rédigés en français par le secrétaire du conseil d'administration. Ils sont tenus et conservés dans les registres de la copropriété, conformément aux dispositions de l'Acte constitutif de copropriété.

2.2. L'ASSEMBLÉE DES COPROPRIÉTAIRES

2.2.1. Époque et convocation des assemblées des copropriétaires

ARTICLE 137. L'assemblée de transition doit être convoquée au plus tard dans les quatre-vingt-dix (90) jours à compter de celui où le déclarant ne détient plus la majorité des voix à l'assemblée des copropriétaires. Le déclarant a toute discrétion pour la convoquer avant.

ARTICLE 138. Lors de cette assemblée, le conseil d'administration rend compte de son administration, produit des états financiers, lesquels doivent être accompagnés de commentaires d'un comptable sur la situation financière du syndicat.

ARTICLE 139. Une assemblée générale des copropriétaires est tenue au moins une fois par année, dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice financier.

ARTICLE 140. L'assemblée générale des copropriétaires est convoquée par le conseil d'administration ou suivant ses directives aussi souvent qu'il le juge utile.

ARTICLE 141. Des copropriétaires, s'ils représentent dix pour cent (10 %) des voix à l'assemblée des copropriétaires, peuvent exiger du conseil d'administration du syndicat la convocation d'une assemblée annuelle ou spéciale au moyen d'un avis écrit précisant, de façon détaillée, les questions qu'ils désirent faire porter à l'ordre du jour.

À défaut par le conseil d'administration de convoquer une assemblée dans les vingt et un (21) jours suivant la réception de cet avis, tout copropriétaire signataire de l'avis peut convoquer lui-même l'assemblée. Le syndicat est alors tenu de rembourser aux copropriétaires les frais utiles qu'ils ont engagés pour tenir l'assemblée, à moins qu'il n'en soit décidé autrement lors de ladite assemblée. Lorsqu'une assemblée est convoquée de cette façon, un avis de convocation est transmis à chacun des membres du conseil d'administration.

ARTICLE 142. L'avis de convocation à une assemblée générale des copropriétaires est envoyé à tous les copropriétaires ainsi qu'aux créanciers hypothécaires détenteurs de droits de vote inscrits au registre de la copropriété sans que, cependant, dans ce dernier cas, l'absence de convocation affecte la validité de l'assemblée; cet avis est envoyé par courrier ordinaire ou livré de main à main ou aux portes des parties privatives, au moins quinze (15) jours, mais pas plus de quarante-cinq (45) jours avant la date de l'assemblée. En cas d'urgence, un délai de trois (3) jours est suffisant. Dans le cas d'une assemblée spéciale ayant pour objet la fin de la copropriété tel que prévu ci-dessus au chapitre 8 de l'Acte constitutif de copropriété, l'avis de convocation doit être envoyé au moins trente (30) jours, mais pas plus de quarante-cinq (45) jours avant la date de l'assemblée.

L'avis de convocation indique la date, l'heure et le lieu où l'assemblée des copropriétaires est tenue et est accompagné de l'ordre du jour qui doit préciser chacune des questions soumises à la délibération de l'assemblée. L'avis de convocation transmis à un copropriétaire dont le droit de vote est suspendu en fait mention.

ARTICLE 143. L'avis de convocation à l'assemblée doit être accompagné, le cas échéant, des pièces, des états et des documents suivants, à savoir :

143.1. Le bilan, l'état des résultats de l'exercice écoulé, l'état des dettes et créances.

143.2. Le budget prévisionnel ainsi que le rapport du vérificateur lorsque l'assemblée est appelée à approuver les comptes.

143.3. Tout projet de modification à la déclaration de copropriété, soit à l'Acte constitutif de copropriété, au Règlement de l'immeuble ou à l'État descriptif des fractions ou à tout règlement lorsque l'assemblée est appelée à se prononcer sur une telle modification.

143.4. Une note sur les modalités essentielles de tout contrat proposé et de tous travaux projetés.

143.5. Le projet de résolution ou de règlement lorsque l'assemblée est appelée à statuer sur une des questions qui relèvent de sa compétence.

ARTICLE 144. Les copropriétaires peuvent renoncer à l'avis de convocation à une assemblée des copropriétaires. Leur présence équivaut à une renonciation à l'avis de convocation, à moins qu'ils ne soient là pour contester la régularité de la convocation.

ARTICLE 145. L'assemblée des copropriétaires ne peut délibérer sur d'autres questions que celles inscrites à l'ordre du jour, à moins que tous les copropriétaires qui devaient être convoqués ne soient présents ou représentés et n'y consentent.

Toutefois, lors de l'assemblée annuelle, chacun peut soulever toute question d'intérêt pour le syndicat, les copropriétaires, l'immeuble et la copropriété.

ARTICLE 146. Tout copropriétaire peut, dans les cinq (5) jours de la réception de l'avis de convocation, faire inscrire toute question à l'ordre du jour. Avant la tenue de l'assemblée, le conseil d'administration du syndicat avise par écrit les copropriétaires des questions nouvellement portées à l'ordre du jour.

ARTICLE 147. Les mandats donnés par les copropriétaires pour se faire représenter à l'assemblée ainsi que les mutations de titre ne sont

opposables au syndicat qu'à compter du moment où ils sont notifiés au conseil d'administration. La convocation régulièrement adressée à l'ancien propriétaire, antérieurement à la notification de la mutation, est réputée valable quant au nouveau copropriétaire. En cas d'indivision, la convocation est valablement adressée à au moins un indivisaire.

2.2.2. Tenue des assemblées des copropriétaires

ARTICLE 148. L'assemblée générale des copropriétaires se réunit au lieu mentionné dans l'avis de convocation.

Les assemblées seront tenues selon les règles de procédures reconnues sous réserve de toute disposition contraire au présent acte, à ses modifications ou à ses règlements.

2.2.2.1. Présences

ARTICLE 149. Il est tenu une feuille de présence préparée par les administrateurs avant la tenue de l'assemblée générale et qui contient le nom et adresse de chaque copropriétaire et, le cas échéant, de son mandataire, de la fraction qu'il détient et du nombre de voix dont il dispose, compte tenu, s'il y a lieu, des dispositions du *Code civil du Québec* relatives à la réduction et à la suspension du droit de vote.

Cette feuille est émargée par chaque copropriétaire ou par son mandataire. Elle est certifiée exacte par le secrétaire ou le président de l'assemblée.

ARTICLE 150. Chaque copropriétaire peut se faire représenter à l'assemblée s'il donne un mandat écrit à cet effet à toute personne, copropriétaire ou non. Ce mandat écrit est remis aux administrateurs.

ARTICLE 151. Les résolutions écrites, signées par toutes les personnes habiles à voter, ont la même valeur que si elles avaient été adoptées lors d'une assemblée des copropriétaires. Un exemplaire de ces résolutions est conservé avec les procès-verbaux des délibérations.

2.2.2.2. Élection des dirigeants

ARTICLE 152. L'assemblée générale élit, lors de l'assemblée annuelle, son président. L'assemblée élit également un vice-président. La personne désignée par le conseil d'administration pour la tenue des registres de la copropriété agit à titre de secrétaire. En cas d'absence de cette personne, l'assemblée élit un secrétaire. Le président préside l'assemblée; le vice-président remplace le président, au cas d'absence ou d'incapacité. Les dirigeants sont élus jusqu'à la prochaine assemblée annuelle et agissent à ce titre à toute assemblée extraordinaire tenue durant l'année.

2.2.2.3. Votes, quorum et majorité

ARTICLE 153. À l'assemblée générale des copropriétaires, chaque copropriétaire dispose d'un nombre de voix proportionnel à la valeur relative de sa fraction, tel que déterminé ci-dessus au chapitre 4 de l'Acte constitutif de copropriété.

Les indivisaires d'une fraction doivent être représentés par un (1) seul mandataire, qui peut être l'un d'eux. Lorsqu'une fraction fait l'objet d'un usufruit, le droit de vote est exercé par l'usufruitier ou par le nu-propriétaire, selon la loi.

ARTICLE 154. Nonobstant ce qui précède, et conformément à la loi, le déclarant, à titre de promoteur au sens du *Code civil du Québec*, ne peut disposer, de plus de soixante pour cent (60 %) de l'ensemble des voix des copropriétaires à l'expiration de la deuxième et de la troisième année de la date de la publication de la présente déclaration de copropriété. Ce nombre est réduit à vingt-cinq pour cent (25 %) par la suite.

ARTICLE 155. Le copropriétaire qui, depuis plus de trois (3) mois, n'a pas acquitté sa quote-part des charges communes ou sa contribution au fonds de prévoyance est privé de son droit de vote, de son droit d'assister à l'assemblée et de s'y exprimer. Il doit toutefois être convoqué à l'assemblée. Il peut remédier à son défaut, en capital et intérêts, en tout temps avant le début de l'assemblée et retrouver ainsi l'exercice de son droit de vote et autres prérogatives. Le paiement fait par un tel copropriétaire dans les sept (7) jours précédant l'assemblée doit, pour lui permettre de recouvrer son droit de vote, être effectué en espèce ou par traite bancaire à l'ordre du syndicat. Si le syndicat s'est prévalu, préalablement à la convocation de l'assemblée, de son droit d'exiger le paiement complet des cotisations annuelles d'un tel copropriétaire (clause de déchéance du terme stipulée ci-après), ce paiement complet doit être effectué, aux conditions mentionnées ci-dessus, afin de lui permettre de recouvrer son droit de vote.

ARTICLE 156. Le quorum, à l'assemblée des copropriétaires, est constitué par les copropriétaires ou leurs représentants détenant la majorité des voix. Il doit être atteint dans les trente (30) minutes suivant l'heure fixée pour le début de l'assemblée. L'assemblée où il n'y a plus quorum doit être ajournée si un copropriétaire le réclame.

ARTICLE 157. Aucune décision ne peut être prise à une assemblée à moins qu'il n'y ait quorum dans les trente (30) minutes qui suivent l'heure fixée pour le début de l'assemblée. L'assemblée ne peut être ouverte à défaut de quorum. Le président doit suspendre la séance s'il constate lui-même qu'il n'y a plus quorum ou à la demande d'un copropriétaire qui invoque le défaut de quorum. L'assemblée qui n'a plus quorum ne peut valablement délibérer. Dans ce cas, l'assemblée est ajournée à une date ultérieure. Les administrateurs sont tenus de convoquer une deuxième assemblée dans les quinze (15) jours suivants au moyen d'un avis écrit de

trois (3) jours francs avant la tenue de cette seconde assemblée. Les trois quarts (3/4) des copropriétaires présents ou représentés à cette assemblée en constituent le quorum.

ARTICLE 158. Les décisions du syndicat sont prises à la majorité des voix des copropriétaires présents ou représentés à l'assemblée des copropriétaires, sous réserve des dispositions de la loi et particulièrement des dispositions impératives dont il est fait mention à l'Acte constitutif de copropriété.

ARTICLE 159. Les décisions régulièrement prises et les règlements régulièrement adoptés obligent tous les copropriétaires, même les opposants et ceux qui n'ont pas été représentés à l'assemblée.

ARTICLE 160. Lors de l'assemblée des copropriétaires, tout vote se prend habituellement à main levée à moins que le scrutin secret soit préalablement réclamé, soit par le président de l'assemblée, soit par deux copropriétaires présents ou représentés à l'assemblée. Le vote peut également être pris par l'appel des fractions par le président, qui comptabilise lui-même les voix. Dans tous les cas, le président d'assemblée doit s'assurer que le vote est régulièrement comptabilisé en respectant le nombre de voix de chacun des copropriétaires.

2.2.2.4. Le procès-verbal

ARTICLE 161. Le procès-verbal est rédigé en français par le secrétaire de l'assemblée. Il est ensuite signé par le secrétaire et le président de l'assemblée et déposé aux registres de la copropriété.

ARTICLE 162. Une copie du procès-verbal de toute assemblée est fournie à chaque copropriétaire par le conseil d'administration du syndicat dans les trente (30) jours suivant une assemblée. Il en est de même de tout règlement.

ARTICLE 163. Le procès-verbal indique notamment, le nom du syndicat, le lieu, la date et l'heure où l'assemblée est tenue, le nombre de copropriétaires et de voix présents et représentés. Il est rédigé suivant l'ordre du jour en faisant un compte-rendu des délibérations de l'assemblée. Il mentionne le nom de celui qui fait une proposition. Chaque proposition apparaît au procès-verbal ainsi que le résultat du vote.

ARTICLE 164. La feuille de présence est annexée au procès-verbal et est conservée avec lui.

2.2.2.5. Vote des créanciers hypothécaires

ARTICLE 165. Quand un acte contient une stipulation transportant à un créancier hypothécaire le droit de vote à toute assemblée des copropriétaires et quand le créancier hypothécaire veut exercer ce droit, les dispositions suivantes s'appliquent :

165.1. Le syndicat reçoit et inscrit au registre de la copropriété tout transport de droit de vote et toute procuration donnée par le créancier de même que toute révocation de procuration.

165.2. À compter de la réception de cet avis de transport, le syndicat considère le créancier hypothécaire comme détenteur de votes en ce qui concerne son droit de recevoir les avis des assemblées des copropriétaires, de se faire représenter à une assemblée et de convoquer une assemblée, sans préjudice aux droits des copropriétaires de recevoir tout avis et rapport.

165.3. Un avis écrit d'au moins quarante-huit (48) heures est expédié par le créancier hypothécaire au syndicat révoquant la procuration donnée s'il veut utiliser lui-même le droit de vote.

165.4. Cet avis peut indiquer dans quelle mesure le créancier hypothécaire exerce son droit.

165.5. Dans tous les cas où un copropriétaire a transporté ses droits de vote à plusieurs créanciers hypothécaires, seul le créancier hypothécaire qui a signifié, par priorité, au syndicat son transport de droit de vote en sa faveur peut exercer ses droits de vote à l'exclusion de tous autres créanciers garantis par le même immeuble.

ARTICLE 166. Bien que le syndicat soit tenu d'informer les créanciers hypothécaires inscrits au registre de la copropriété des décisions prises par l'assemblée des copropriétaires, le défaut, l'insuffisance d'information ou l'irrégularité à ce propos n'affectent en rien la validité des décisions ou des actes qui en découlent.

CHAPITRE 3 : COTISATION ET RECOUVREMENT DES CONTRIBUTIONS AUX CHARGES COMMUNES

ARTICLE 167. Les dépenses résultant de la copropriété et de l'exploitation de l'immeuble ainsi que les contributions aux des fonds de prévoyance constituent des charges communes qui doivent être acquittées par les copropriétaires dans les proportions établies à l'Acte constitutif de copropriété. Leur paiement est garanti par une hypothèque légale sur la fraction de chaque copropriétaire en défaut, pendant plus de trente (30) jours, de payer sa quote-part de charges communes ou sa contribution au fonds de prévoyance. L'hypothèque légale n'est acquise qu'en remplissant les formalités prévues au *Code civil du Québec*. Tout administrateur ou toute personne désignée par le conseil d'administration a qualité pour inscrire l'avis prévu par la loi et consentir à sa radiation aux frais du copropriétaire visé. Les frais et honoraires relatifs à la publication d'une hypothèque légale contre une fraction de copropriété doivent être remboursés au syndicat par le copropriétaire de cette fraction, avant la radiation de l'hypothèque. La radiation d'une telle hypothèque légale sera faite à l'initiative et aux frais du copropriétaire de la fraction.

3.1. DÉFINITION ET ÉNUMÉRATION DES CHARGES

ARTICLE 168. Les charges dites « communes » comprennent toutes les dépenses résultant de la copropriété et de l'exploitation de l'immeuble ainsi que le fonds de prévoyance et plus particulièrement les dépenses de conservation, d'entretien et d'administration des parties communes et des parties communes à usage restreint, le cas échéant, sauf lorsque le contraire est indiqué dans la présente déclaration, y compris le coût des fournitures et de l'équipement des parties communes et d'une manière générale, le coût de réparation, de remplacement et de reconstruction, ainsi que les frais légaux encourus par le syndicat pour la conservation, la publication et la radiation des droits du syndicat à l'égard desdites charges communes, le cas échéant.

Les charges communes de la copropriété comprennent les charges imposées en vertu des servitudes créées par l'effet du présent acte, sauf quant aux charges imputables aux parties privatives seulement.

3.2. BUDGET, COTISATION ET RECOUVREMENT DES CONTRIBUTIONS AUX CHARGES

ARTICLE 169. Chaque copropriétaire doit payer au syndicat sa contribution aux charges communes telles qu'établies selon le budget. La quote-part de chaque copropriétaire est déterminée en conformité avec les dispositions ci-dessus du chapitre 4 de l'Acte constitutif de copropriété.

ARTICLE 170. L'année financière de la copropriété est fixée de temps à autre par le conseil d'administration du syndicat et, en l'absence de décision contraire, elle couvre la période du premier janvier au dernier jour de décembre de l'année.

ARTICLE 171. Le conseil d'administration doit, dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant l'expiration de tout exercice financier, préparer le budget annuel qui doit prévoir le montant total des charges communes prévues avec l'indication de la cotisation afférente à chaque fraction, selon le pourcentage des contributions de chaque copropriétaire.

ARTICLE 172. Le budget doit comporter deux postes principaux soit « opérations courantes » et « fonds de prévoyance ».

Le budget d'opérations courantes comprend les dépenses d'exploitation, d'entretien et de réparations normales de l'immeuble, les charges communes telles que ci-dessus définies, et un surplus pour contingence, le cas échéant.

Le fonds de prévoyance est destiné à l'accumulation de réserves pour dépenses majeures non imminentes, mais prévisibles dans un avenir plus éloigné. Il est constitué en fonction du coût estimatif des réparations

majeures et du coût de remplacement des parties communes. Il tient compte notamment des dispositions prévues à l'article 96.2 du présent acte. Cette prévision ne doit pas être inférieure à cinq pourcent (5 %) du budget annuel. Les sommes versées au fonds de prévoyance et les intérêts qu'elles produisent doivent être déposés dans un compte bancaire distinct et les intérêts en résultant servent à augmenter ledit fonds. Ce fonds doit être liquide et disponible à court terme. Le fonds de prévoyance est la propriété du syndicat.

ARTICLE 173. Lorsque le budget est dûment adopté, le conseil d'administration en notifie une copie à chacun des copropriétaires et à chacun des créanciers hypothécaires qui en fait la demande avec une mention de la contribution mensuelle devant être payée par le copropriétaire.

ARTICLE 174. À compter du premier jour du mois suivant la réception de la copie du budget tel que ci-dessus mentionné, chacun des copropriétaires doit payer au syndicat la somme indiquée dans l'avis accompagnant ladite copie du budget, c'est-à-dire sa cotisation sur une base mensuelle en remettant au conseil d'administration ou au gérant, le cas échéant, une série de douze (12) chèques postdatés couvrant le montant total de ladite cotisation. Tout défaut de paiement partiel à la date prévue ou tout refus de paiement d'un chèque rend exigible le solde de la cotisation ou de la dette. Tous les frais relatifs à l'émission d'un chèque sans provisions suffisantes seront remboursés par le copropriétaire responsable.

ARTICLE 175. En cas de retard dans la présentation d'un nouveau budget, les copropriétaires doivent continuer à verser au syndicat la redevance établie par le budget de l'exercice précédent.

ARTICLE 176. Si un copropriétaire est en défaut d'effectuer à échéance un versement mensuel en paiement de sa cotisation, le conseil d'administration peut se prévaloir du droit d'imposer à ce copropriétaire la perte du bénéfice du terme, et ce sept (7) jours après la date d'échéance. Dans ce cas, le conseil d'administration du syndicat doit donner au copropriétaire en défaut, un avis écrit l'informant qu'il a perdu le bénéfice du terme du paiement de sa cotisation annuelle et que tout solde alors impayé sur sa cotisation annuelle est dû avec intérêt comme ci-après stipulé.

ARTICLE 177. Les arrérages de tout versement ou de tout paiement requis en vertu de la présente déclaration portent intérêt au taux fixé de temps à autre par l'assemblée des copropriétaires et à défaut de ce faire, l'intérêt est calculé au taux préférentiel de la Banque de Montréal plus cinq pourcent (5 %) par année, à compter de la date où ils sont exigibles. Tout paiement effectué par un copropriétaire au syndicat est imputé aux dettes de ce copropriétaire envers le syndicat dans l'ordre suivant, à savoir :

177.1. Toutes les dépenses du syndicat occasionnées par le défaut du copropriétaire de respecter la déclaration de copropriété, telles que, notamment, les honoraires professionnels, les frais de remorquage, les frais de nettoyage, etc.

177.2. Les pénalités imposées par le syndicat à ce copropriétaire.

177.3. Toute autre somme due au syndicat par le copropriétaire, sauf quant aux intérêts et aux charges communes y compris les contributions au fonds de prévoyance.

177.4. Les intérêts sur toutes les sommes pouvant être dues au syndicat par le copropriétaire.

177.5. Les charges communes y compris les contributions au fonds de prévoyance dues par le copropriétaire.

ARTICLE 178. Si au cours d'un exercice financier, le conseil d'administration juge que les prévisions budgétaires adoptées sont insuffisantes, alors il peut préparer un budget spécial qui doit être soumis pour consultation à une assemblée spéciale des copropriétaires. Après cette consultation, le conseil d'administration fait parvenir, le cas échéant, un avis d'augmentation des frais communs à chacun des copropriétaires et aux créanciers hypothécaires ayant dénoncé leur intérêt, avec avis de la nouvelle contribution et de la résolution de l'assemblée adoptée à cet effet. À compter de la réception de cet avis, les copropriétaires doivent verser au syndicat la contribution mensuelle révisée.

ARTICLE 179. Les sommes dues au syndicat en vertu du présent chapitre sont indivisibles. Le syndicat peut en exiger le paiement complet de chacun des héritiers ou représentants d'un copropriétaire. Si une fraction appartient de façon indivise à plusieurs copropriétaires, ceux-ci sont solidairement tenus des charges envers le syndicat, lequel peut exiger le parfait paiement de n'importe lequel des copropriétaires indivis. Les nuspropriétaires, les usufruitiers, les titulaires d'un droit d'usage sont, de la même manière, solidaires envers le syndicat.

ARTICLE 180. Les frais encourus par le syndicat pour faire respecter les dispositions des présentes, notamment le paiement des frais communs, pour l'inscription de l'avis prévu à l'article 2729 du *Code civil du Québec* et pour la prise des mesures conservatoires prévues à l'article 2800 du *Code civil du Québec* lui sont remboursables, à demande, par le copropriétaire en défaut. À titre indicatif, ces frais comprennent les frais de l'avocat représentant le syndicat dans toute cause l'opposant à ce copropriétaire en défaut afin de faire respecter la déclaration de copropriété, dans la mesure où le syndicat obtient gain de cause soit par jugement ou par règlement hors cour. Il en est de même des sommes dues au syndicat par un copropriétaire pour travaux faits pour lui par ce dernier à cause de sa négligence ou pour toute autre cause. Les sommes dues par un copropriétaire portent intérêt au profit du syndicat tel que prévu aux présentes. Toute demande de paiement faite par le syndicat en

recouvrement de ces frais est considérée comme une cotisation spéciale au copropriétaire concerné et son paiement est garanti par l'hypothèque légale existant en faveur du syndicat.

CHAPITRE 4 : DISPOSITIONS SPÉCIALES CONCERNANT LA LOCATION DES FRACTIONS

ARTICLE 181. Conformément à la loi, l'ensemble du présent Règlement de l'immeuble ainsi que les modifications qui peuvent lui être apportées sont opposables aux locataires et aux occupants des fractions dès qu'un exemplaire dudit règlement ou d'une modification leur est remis par le copropriétaire-bailleur ou par le syndicat.

ARTICLE 182. Les dispositions du présent chapitre s'appliquent à tous les tiers occupant une fraction, en raison d'un bail ou de toute convention d'une forme autre que la location.

ARTICLE 183. Les locataires sont tenus de respecter la destination de l'immeuble, des parties privatives et des parties communes, telle qu'établie à l'Acte constitutif de copropriété.

ARTICLE 184. Le locataire et le copropriétaire-bailleur sont tenus solidairement responsables envers le syndicat et envers les autres copropriétaires et occupants, du respect du présent Règlement de l'immeuble.

Conformément aux dispositions de la loi et de la présente déclaration de copropriété, le syndicat peut, après avoir avisé le copropriétaire-bailleur et le locataire, demander la résiliation du bail d'une fraction lorsque l'inexécution d'une obligation par le locataire cause un préjudice sérieux à un copropriétaire ou à un autre occupant de l'immeuble.

TROISIÈME PARTIE : ÉTAT DESCRIPTIF DES FRACTIONS

CHAPITRE 1 : DÉSIGNATION CADASTRALE DES PARTIES DE L'IMMEUBLE

1.1. PARTIES PRIVATIVES :

ARTICLE 185. Les parties privatives sont désignées comme suit, à savoir :

Les lots SIX MILLION VINGT-DEUX MILLE QUATRE CENT QUARANTE-SEPT (6 022 447), SIX MILLION VINGT-DEUX MILLE QUATRE CENT QUARANTE-HUIT (6 022 448), SIX MILLION VINGT-DEUX MILLE QUATRE CENT QUARANTE-NEUF (6 022 449), SIX MILLION VINGT-DEUX MILLE QUATRE CENT CINQUANTE (6 022 450) et SIX MILLION VINGT-DEUX MILLE QUATRE CENT CINQUANTE-TROIS (6 022 453), au plan du Cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

1.2. PARTIES COMMUNES :

Les parties communes sont désignées comme suit, à savoir :

Les lots SIX MILLION VINGT-DEUX MILLE QUATRE CENT QUARANTE-CINQ (6 022 445), SIX MILLION VINGT-DEUX MILLE QUATRE CENT QUARANTE-SIX (6 022 446), SIX MILLION VINGT-DEUX MILLE QUATRE CENT CINQUANTE-ET-UN (6 022 451), SIX MILLION VINGT-DEUX MILLE QUATRE CENT CINQUANTE-DEUX (6 022 452) et SIX MILLION VINGT-DEUX MILLE QUATRE CENT CINQUANTE-QUATRE (6 022 454) au plan du Cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

CHAPITRE 2 : DESCRIPTION DES DROITS RÉELS CONCERNANT L'IMMEUBLE

ARTICLE 186. Outre les hypothèques ci-haut mentionnées ci-dessus au chapitre 10 de l'Acte constitutif de copropriété et les autres sûretés additionnelles qui s'y greffent, l'immeuble faisant l'objet de la présente déclaration de copropriété est affectée des droits réels suivants :

186.1. Servitude d'utilité publique en faveur de Hydro Québec et Bell Canada créée aux termes d'un acte reçu par Jean-Luc Roy, notaire, le sept juin deux mille seize (7 juin 2016), et inscrit au Livre foncier sous le numéro 22 384 303;

186.2. Droits résultant d'un bail par le déclarant, à titre de locateur, en faveur de Société en commandite stationnement de Montréal, à titre de locataire, daté du trente-et-un mai deux mille treize (31 mai 2013), et inscrit par avis de bail au Livre foncier sous le numéro 20 120 296;

186.3. Droits résultant d'un bail par le déclarant, à titre de locateur, en faveur de Cinépool inc., à titre de locataire, daté du quinze avril deux mille seize (15 avril 2016), et inscrit par avis de bail au Livre foncier sous le numéro 22 300 961;

186.4. Permis d'occupation du domaine public consenti par Ville de Montréal en faveur de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (« CN ») aux termes d'un acte reçu par Jean Beaudoin, notaire, le vingt octobre mil neuf cent trente (20 octobre 1930), et inscrit au Livre foncier sous le numéro 260 746, pour deux (2) tuyaux de chauffage à vapeur isolés inclus dans une enveloppe vitrifiée sous et à travers la rue Le Ber à partir des anciens lots 319 et 320, qui forment une partie de l'immeuble;

186.5. Servitude de réduction de jouissance en raison d'activités ferroviaires et une servitude de passage pour le retrait des rails communément appelés « Glass Lead Spur » consenties par le déclarant en

faveur du CN et une servitude de construction et maintien d'un viaduc consenti par le CN au déclarant aux termes d'un acte fait sous seing privé le seize juin deux mille dix (16 juin 2010), et inscrit au Livre foncier sous le numéro 13 404 252;

186.6. Servitude de non-construction par destination de propriétaire établi par le déclarant aux termes d'un acte reçu par Mattia Maria Puccio, notaire, le sept juillet deux mille quinze (7 juillet 2015), et inscrit au Livre foncier sous le numéro 21 679 534, afin de prohiber toute construction qui contreviendrait à la marge de recul établi par la Régie du bâtiment;

186.7. Servitudes consenties par le déclarant en faveur de Agence Métropolitaine de transport aux termes d'un acte reçu par Sylvie Lafond, notaire, le cinq novembre deux mille quinze (5 novembre 2015), et inscrit au Livre foncier sous le numéro 21 948 300, soit une servitude de passage en faveur de la propriété située au nord de l'immeuble afin d'accéder à la rue De Sébastopol et une servitude d'utilité publique sur la même emprise; et

186.8. Avis de contamination inscrit au Livre foncier sous le numéro 23 176 279.

DONT ACTE à Montréal, province de Québec, sous le numéro ● (●) des minutes du notaire soussigné.

LECTURE FAITE, le déclarant et les Intervenantes ayant déclaré avoir pris connaissance du présent acte et ayant exempté expressément le notaire de leur en donner lecture formelle, signent en présence du notaire.

**LES COURS POINTE ST-CHARLES INC. /
POINTE ST-CHARLES YARD INC.**

Par : _____
Vincenzo (Vincent) CHIARA

LA BANQUE DE NOUVELLE-ÉCOSSE

Par : _____
●

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
●

Angelo FEBBRAIO, notaire



Dossier # : 1187796009

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Abroger la résolution CM19 0082 - Approuver la liste modifiée des établissements commerciaux autorisés à prolonger leurs heures d'exploitation de permis d'alcool le 3 mars prochain, de 3h00 à 6h00 dans le cadre de l'événement "Nuit blanche"

Il est recommandé:

1- d'abroger la résolution CM19 0082;

2- d'approuver la liste modifiée des établissements commerciaux autorisés à prolonger leurs heures d'exploitation de permis d'alcool le 3 mars prochain, de 3h00 à 6h00 dans le cadre de l'événement "Nuit blanche", afin qu'elle concorde avec l'information inscrite à la Régie des courses, des alcools et des jeux (RACJ).

Raison sociale	Adresse	Numéro de permis	Description local	Capacité
9362-7222 Québec inc.	1738 rue Saint-Denis Montréal (Québec) H2X3K6	9864893004	1er étage	180
9209-0752 Québec inc.	403 rue Ontario E Montréal (Québec) H2L1N5	9202201003	1er étage	201
		9339003003	Sous-sol	181
9335-0130 Québec inc.	1567 rue Saint-Denis Montréal (Québec) H2X3K3	9896879001	1er étage	54
		9896887001	Mezzanine	66
9099-6034 Québec inc.	1660 rue Saint-Denis Montréal (Québec) H2X3K6	9491374001	1er étage	74
		9510520001	1er étage	70
		9652595001	2e étage	48
LE SAINT-BOCK BRASSERIE ARTISANALE INC.	1741 et 1749 rue Saint- Denis Montréal (Québec) H2X3K4	9661505003	1er étage	151
9044-2682 Québec Inc.	1627 rue Saint-Denis Montréal (Québec) H2X3K3	9404682001	1er étage	92
9141-3757 Québec Inc.	1699-1707, rue Saint-Denis Montréal (Québec) H2X3K4	705335001	Sous-sol	155
		9603515005	Sous-sol	91
9141-3757 Québec Inc.	1699-1707, rue Saint-Denis Montréal (Québec) H2X3K4	705335001	Sous-sol	155
		9603515005	Sous-sol	91
9337-6614 Québec inc.	2031 rue Saint-Denis Montréal (Québec) H2X3K8	9895582003	2e étage	188

2630-2240 Québec Inc.	1649, rue Saint-Denis, Montréal (Québec) H2X3K4	9772922002	1er étage	98
		9772930001	1er étage	80
9372-8624 Québec inc.	2040, rue St-Denis Montréal Québec H2X1E7	718585001	1er étage	175
9260-6169 Québec Inc.	361, rue Émery, Montréal Québec H2X 1J2	9699745006	1er étage	37

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2019-02-01 08:36

Signataire :

Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil municipal

Assemblée ordinaire du lundi 28 janvier 2019
Séance tenue le 28 janvier 2019

Résolution: CM19 0082

Approuver la prolongation des heures d'exploitation des permis d'alcool dans les établissements commerciaux de la Société de développement commercial du Quartier Latin, entre 3 h et 6 h, lors de la Nuit blanche le 3 mars 2019

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 janvier 2019 par sa résolution CE19 0093;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'approuver la prolongation des heures d'exploitation des permis d'alcool dans les établissements commerciaux identifiés dans le tableau ci-dessous de la Société de développement commercial du Quartier Latin, entre 3 h et 6 h, lors de la Nuit Blanche, le 3 mars 2019 :

Raison sociale

9362-7222 Québec inc.
9209-0752 QUÉBEC INC.
9335-0130 Québec inc.
9099-6034 QUÉBEC INC.
LE SAINT-BOCK BRASSERIE
ARTISANALE INC.
9044-2682 QUÉBEC INC.
9141-3757 QUÉBEC INC.
9141-3757 QUÉBEC INC.
9337-6614 Québec inc.
2630-2240 QUEBEC INC.
9372-8624 Québec inc.
9260-6169 QUÉBEC INC.

Adresse

1738, rue Saint-Denis, Montréal (Québec) H2X3K6
403, rue Ontario E, Montréal (Québec) H2L1N5
1567, rue Saint-Denis, Montréal (Québec) H2X3K3
1658, rue Saint-Denis, Montréal (Québec) H2X3K6
1749, rue Saint-Denis, Montréal (Québec) H2X3K4
1627, rue Saint-Denis, Montréal (Québec) H2X3K3
1-1703, rue Saint-Denis, Montréal (Québec) H2X3K4
1-1703, rue Saint-Denis, Montréal (Québec) H2X3K4
2031, rue Saint-Denis, Montréal (Québec) H2X3K8
1649, rue Saint-Denis, Montréal, (Québec) H2X3K4
2040, rue Saint-Denis, Montréal Québec H2X1E7
1904-1160, rue Saint-Mathieu, Montréal (Québec) H3H2P4

Adopté à l'unanimité.

30.04 1187796009
/cb

Valérie PLANTE

Mairesse

(certifié conforme)

Yves SAINDON
Greffier de la Ville

Signée électroniquement le 29 janvier 2019

Yves SAINDON

Greffier de la Ville

IDENTIFICATION

Dossier # :1187796009

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Abroger la résolution CM19 0082 - Approuver la liste modifiée des établissements commerciaux autorisés à prolonger leurs heures d'exploitation de permis d'alcool le 3 mars prochain, de 3h00 à 6h00 dans le cadre de l'événement "Nuit blanche"

CONTENU

CONTEXTE

Le Service du développement économique s'est basé sur des informations fournies par l'arrondissement de Ville-Marie afin d'obtenir une liste des établissements pour lesquels une prolongation des heures d'exploitation des permis d'alcool seraient recommandées entre 3h00 et 6h00 du matin le 3 mars prochain, dans le cadre de la Nuit Blanche. Les adresses des établissements obtenues par l'arrondissement peuvent différer de l'information inscrite aux permis d'alcool émis par la Régie des courses, des alcools et des jeux (RACJ). Les informations concernant ces établissements ont ainsi été modifiées afin de concorder avec l'information inscrite à la RACJ, permettant ainsi de préciser l'adresse de l'établissement inscrite au permis d'alcool, le numéro du ou des permis associés, la description du local associé aux permis et la capacité. Le présent dossier vise à abroger la résolution CM19 0082 et approuver la liste modifiée des établissements commerciaux autorisés.

Raison sociale	Adresse	Numéro de permis	Description local	Capacité
9362-7222 Québec inc.	1738 rue Saint-Denis Montréal (Québec) H2X3K6	9864893004	1er étage	180
9209-0752 Québec inc.	403 rue Ontario E Montréal (Québec) H2L1N5	9202201003	1er étage	201
		9339003003	Sous-sol	181
9335-0130 Québec inc.	1567 rue Saint-Denis Montréal (Québec) H2X3K3	9896879001	1er étage	54
		9896887001	Mezzanine	66
9099-6034 Québec inc.	1660 rue Saint-Denis Montréal (Québec) H2X3K6	9491374001	1er étage	74
		9510520001	1er étage	70
		9652595001	2e étage	48
LE SAINT-BOCK BRASSERIE ARTISANALE INC.	1741 et 1749 rue Saint-Denis Montréal (Québec) H2X3K4	9661505003	1er étage	151
9044-2682 Québec Inc.	1627 rue Saint-Denis Montréal (Québec) H2X3K3	9404682001	1er étage	92
9141-3757 Québec Inc.		705335001	Sous-sol	155

9141-3757 Québec Inc.	1699-1707, rue Saint-Denis Montréal (Québec) H2X3K4	9603515005	Sous-sol	91
	1699-1707, rue Saint-Denis Montréal (Québec) H2X3K4	705335001	Sous-sol	155
9337-6614 Québec inc.	2031 rue Saint-Denis Montréal (Québec) H2X3K8	9603515005	Sous-sol	91
2630-2240 Québec Inc.	1649, rue Saint-Denis, Montréal (Québec) H2X3K4	9895582003	2e étage	188
		9772922002	1er étage	98
9372-8624 Québec inc.	2040, rue St-Denis Montréal Québec H2X1E7	9772930001	1er étage	80
		718585001	1er étage	175
9260-6169 Québec Inc.	361, rue Émery, Montréal Québec H2X 1J2	9699745006	1er étage	37

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Denis COLLERETTE, Service du développement économique

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Noémie LUCAS
commissaire - développement économique

514 868-3140

Tél :

Télécop. : 000-0000

Entreprises de la SDC Quartier latin participantes à la Nuit Blanche 2019

Vérification de la DAUSE - Arr. Ville-Marie - 18 décembre 2018

SDÉ - Mise à jour - 31 janvier 2019

Numéro de dossier REQ	Nom	Adresse	Statut	Date du changement d'état	Raison sociale	Date initiale	Numéro de permis	Description local	Capacité
1172906944	LE SAINT MOOSE PUB URBAIN	1738 rue Saint-Denis Montréal (Québec) H2X3K6	Immatriculée	29/06/2017	9362-7222 Québec inc.	08/12/2017	9864893004	1er étage	180
1165834665	PUB L'ABREUVOIR INC.	403 rue Ontario E Montréal (Québec) H2L1N5	Immatriculée	28/04/2009	9209-0752 QUÉBEC INC.	31/07/2009	9202201003	1er étage	201
							9339003003	Sous-sol	181
1171511471	Saint-Houblon 2	1567 rue Saint-Denis Montréal (Québec) H2X3K3	Immatriculée	06/01/2016	9335-0130 Québec inc.	06/01/2016	9896879001	1er étage	54
							9896887001	Mezzanine	66
1164871296		1660 rue Saint-Denis Montréal (Québec) H2X3K6	Immatriculée	28/12/2007	9099-6034 QUÉBEC INC.	14/06/2001	9491374001	1er étage	74
	LES 3 BRASSEURS 0002						9510520001	1er étage	70
							9652595001	2e étage	48
1163719140	LE SAINT-BOCK MICRO BRASSERIE RESTO-BAR	1741 et 1749 rue Saint-Denis Montréal (Québec) H2X3K4	Immatriculée	12/05/2006	LE SAINT-BOCK BRASSERIE ARTISANALE INC.	02/08/2006	9661505003	1er étage	151
1146358271	BISTRO A JOJO	1627 rue Saint-Denis Montréal (Québec) H2X3K3	Immatriculée	03/10/2000	9044-2682 QUÉBEC INC.	13/02/1997	9404682001	1er étage	92
162182191	PATRICK'S PUB IRLANDAIS	1699-1707, rue Saint-Denis Montréal (Québec) H2X3K4	Immatriculée	19/04/2004	9141-3757 QUÉBEC INC.	03/04/2018	705335001	Sous-sol	155
							9603515005	Sous-sol	91
1162182191	BAR HOOKAH LOUNGE	1699-1707, rue Saint-Denis Montréal (Québec) H2X3K4	Immatriculée	19/04/2004	9141-3757 QUÉBEC INC.	21/07/2016	705335001	Sous-sol	155
							9603515005	Sous-sol	91
1171647002	ARCADE MTL	2031 rue Saint-Denis Montréal (Québec) H2X3K8	Immatriculée	25/02/2016	9337-6614 Québec inc.	01/03/2016	9895582003	2e étage	188
1144428233	PUB L'ILE NOIRE	1649, RUE SAINT-DENIS MONTRÉAL (QUÉBEC) H2X3K4	Immatriculée	07/04/1995	2630-2240 QUEBEC INC.	07/04/1995	9772922002	1er étage	98
							9772930001	1er étage	80
1173403024	Brasserie Turbo Haus	2040 RUE St-Denis Montréal Québec H2X1F7	Immatriculée	31/01/2018	9372-8624 Québec inc.	16/07/2018	718585001	1er étage	175
1168123611	Menthe et Couscous	361, rue Émery, Montréal Québec H2X 1J2	Immatriculée	26/03/2012	9260-6169 QUÉBEC INC.	21/06/2012	9699745006	1er étage	37



Dossier # : 1187796009

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver la prolongation des heures d'exploitation des permis d'alcool dans les établissements commerciaux de la Société de développement commercial du Quartier Latin entre 3h00 et 6h00 lors de la Nuit blanche le 3 mars 2019

Il est recommandé:

- d'approuver la prolongation des heures d'exploitation des permis d'alcool dans les établissements commerciaux identifiés dans le tableau ci-dessous de la Société de développement commercial du Quartier Latin entre 3h00 et 6h00 lors de la Nuit Blanche, le 3 mars 2019:

Raison sociale	Adresse
9362-7222 Québec inc.	1738, rue Saint-Denis, Montréal (Québec) H2X3K6
9209-0752 QUÉBEC INC.	403, rue Ontario E, Montréal (Québec) H2L1N5
9335-0130 Québec inc.	1567, rue Saint-Denis, Montréal (Québec) H2X3K3
9099-6034 QUÉBEC INC.	1658, rue Saint-Denis, Montréal (Québec) H2X3K6
LE SAINT-BOCK BRASSERIE ARTISANALE INC.	1749, rue Saint-Denis, Montréal (Québec) H2X3K4
9044-2682 QUÉBEC INC.	1627, rue Saint-Denis, Montréal (Québec) H2X3K3
9141-3757 QUÉBEC INC.	1-1703, rue Saint-Denis, Montréal (Québec) H2X3K4
9141-3757 QUÉBEC INC.	1-1703, rue Saint-Denis, Montréal (Québec) H2X3K4
9337-6614 Québec inc.	2031, rue Saint-Denis, Montréal (Québec) H2X3K8
2630-2240 QUEBEC INC.	1649, rue Saint-Denis, Montréal, (Québec) H2X3K4
9372-8624 Québec inc.	2040, rue Saint-Denis, Montréal Québec H2X1E7

9260-6169 QUÉBEC INC.

1904-1160, rue Saint-Mathieu, Montréal
(Québec) H3H2P4

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2018-12-26 12:20

Signataire :

Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

IDENTIFICATION

Dossier # :1187796009

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver la prolongation des heures d'exploitation des permis d'alcool dans les établissements commerciaux de la Société de développement commercial du Quartier Latin entre 3h00 et 6h00 lors de la Nuit blanche le 3 mars 2019

CONTENU

CONTEXTE

Le 21 septembre 2017 était adoptée la *Loi augmentant l'autonomie et les pouvoirs de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (2017, chapitre 16). Cette loi introduit de nouvelles dispositions en regard de la *Loi sur les permis d'alcool* qui permettent à la Ville de prévoir des heures d'exploitation des permis d'alcool différentes dans le cadre d'un événement à caractère culturel, social, sportif ou touristique, si la demande n'est pas contraire à l'intérêt public ou à la sécurité publique ou susceptible de nuire à la tranquillité publique. Auparavant, les demandes pouvaient être soumises à la Régie des alcools, des courses et des jeux (RACJ). Dorénavant, les requêtes doivent être soumises auprès de la Ville de Montréal pour décision des autorités. La demande de la Société de développement commercial (SDC) Quartier Latin, déposée dans le cadre de l'événement "Nuit blanche" est ci-jointe. Elle concerne 12 (douze) établissements qui souhaitent servir et vendre de l'alcool de 3h00 à 6h00 le 3 mars 2019.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas.

DESCRIPTION

Les établissements répondant aux conditions suivantes peuvent bénéficier de la prolongation des heures de leur permis d'alcool :

- ne pas avoir fait l'objet de plaintes récurrentes de la part de citoyens et ainsi démontrer une bonne gestion en matière de bruit et de tapage nocturne;
- ne pas faire l'objet d'opposition à la Régie des alcools, des courses et des jeux (RACJ);
- détenir un permis d'occupation valide.

L'arrondissement de Ville-Marie a vérifié que chacun des établissements susceptibles d'être autorisés à prolonger ses heures de vente et de service d'alcool le 3 mars prochain répondent bien à ces conditions. Ces établissements sont:

Raison sociale	Adresse
9362-7222 Québec inc.	1738, rue Saint-Denis, Montréal (Québec) H2X3K6
9209-0752 QUÉBEC INC.	403, rue Ontario E, Montréal (Québec) H2L1N5
9335-0130 Québec inc.	1567, rue Saint-Denis, Montréal (Québec) H2X3K3
9099-6034 QUÉBEC INC.	1658, rue Saint-Denis, Montréal (Québec) H2X3K6
LE SAINT-BOCK BRASSERIE ARTISANALE INC.	1749, rue Saint-Denis, Montréal (Québec) H2X3K4
9044-2682 QUÉBEC INC.	1627, rue Saint-Denis, Montréal (Québec) H2X3K3
9141-3757 QUÉBEC INC.	1-1703, rue Saint-Denis, Montréal (Québec) H2X3K4
9141-3757 QUÉBEC INC.	1-1703, rue Saint-Denis, Montréal (Québec) H2X3K4
9337-6614 Québec inc.	2031, rue Saint-Denis, Montréal (Québec) H2X3K8
2630-2240 QUEBEC INC.	1649, rue Saint-Denis, Montréal, (Québec) H2X3K4
9372-8624 Québec inc.	2040, rue Saint-Denis, Montréal Québec H2X1E7
9260-6169 QUÉBEC INC.	1904-1160, rue Saint-Mathieu, Montréal (Québec) H3H2P4

JUSTIFICATION

La Nuit blanche à Montréal a été mise sur pied en 2004. Elle s'inscrit dans un circuit international de «Nuits blanches», concept originellement initié par la Ville de Paris. Le modèle montréalais est le deuxième à s'être implanté au monde et il s'est rapidement distingué par sa spécificité nordique, sa réalité hivernale, et son ouverture à de multiples formes d'expression mettant en valeur les arts de toutes disciplines et l'urbanité de la métropole. La Nuit blanche à Montréal est présentée dans le cadre du Festival Montréal en lumière et contribue au rayonnement international de Montréal. En 2016, 9 (neuf) établissements du Quartier Latin ont pu prolonger les heures d'exploitation de leur permis d'alcool dans le cadre de la Nuit Blanche jusqu'à 6h00 et douze (12) établissements ont profité de cette dérogation en 2017.

Les nouveaux pouvoirs dont disposent la Ville de Montréal permettent de répondre aux demandes des gens d'affaires, notamment dans le cadre d'événements spéciaux. Cet appui permet d'établir les conditions propices aux affaires de façon à assurer la vitalité économique.

Par ailleurs, la Ville de Montréal, s'est engagée, par le biais de son plan d'action en commerce, *Vivre Montréal*, à démarrer un chantier pour la mise en place d'une politique de la vie nocturne. Cette expérience permettra à la Ville de Montréal de colliger des données, qui permettront de nourrir la réflexion de la Ville de Montréal, pour la mise en place d'une éventuelle politique de la vie nocturne à Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'approbation de la prolongation des heures d'exploitation des permis d'alcool pourra potentiellement engendrer des coûts supplémentaires pour la Ville de Montréal. Le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) pourrait aller inspecter les établissements faisant

l'objet du présent dossier décisionnel et les établissements avoisinants. Le SPVM juge difficile de chiffrer l'impact financier pour la Ville à ce stade-ci.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La mise en valeur commerciale dans les quartiers favorise l'achat local à proximité des lieux de vie.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le fait de ne pas approuver la prolongation des heures d'exploitation des permis d'alcool ne permettait pas aux établissements de la SDC Quartier Latin de servir ou de vendre des boissons alcooliques entre 3h00 et 6h00 lors de la Nuit blanche.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est élaborée en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Tenue de la Nuit Blanche la nuit du 2 au 3 mars 2019.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat (Denis COLLERETTE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Denis COLLERETTE, Service du développement économique
Nathalie ARÈS, Service des communications

Lecture :

Denis COLLERETTE, 17 décembre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

ENDOSSÉ PAR

Le : 2018-12-17

Noémie LUCAS
Commissaire au développement économique

Tél : 514-868-3140
Télécop. :

Josée CHIASSON
Directrice mise en valeur des pôles
économiques

Tél : 514-868-7610
Télécop. :

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE
SERVICE**

Véronique DOUCET
Directrice

Tél : 514 872-3116
Approuvé le : 2018-12-21



Dossier # : 1198257001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division Exploitation des usines , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Approuver le dépôt d'une demande d'aide financière dans le cadre du Programme de gestion des actifs municipaux de la Fédération canadienne des municipalités donnant droit à une subvention évaluée à 50 000\$ pour consolider les activités de gestion des actifs et soutenir la démarche par un système d'information de gestion.

Attendu que la Ville de Montréal a pris connaissance du Guide sur le Programme de gestion des actifs municipaux;

Attendu que la Ville de Montréal doit respecter toutes les modalités de ce guide qui s'appliquent à elle pour recevoir la contribution financière;

IL EST RECOMMANDÉ:

1- que le Conseil d'agglomération autorise le Service de l'eau à présenter une demande de subvention au Programme de gestion des actifs municipaux de la Fédération canadienne des municipalités pour le projet intitulé: *Consolider les activités de gestion des actifs et soutenir la démarche par un système d'information de gestion*

2- que la Ville de Montréal s'engage à mener les activités suivantes dans le cadre du projet proposé soumis au Programme de gestion des actifs municipaux de la Fédération canadienne des municipalités afin d'améliorer son programme de gestion des actifs :

- Constitution d'une base de données opérationnelles
- Création de tableaux de bord de gestion des actifs
- Élaboration et mise en oeuvre d'un plan d'action sur trois ans des activités d'entretien en fonction de l'état/risque/coûts

3- d'autoriser Madame Chantal Morissette à signer les documents de demande de subvention relatifs au Programme de gestion des actifs municipaux de la Fédération canadienne des municipalités

4- que la Ville de Montréal consacre 91 850\$ de son budget au financement des coûts associés à ce projet.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-02-01 11:07

Signataire :

Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Développement

IDENTIFICATION

Dossier # :1198257001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division Exploitation des usines , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Approuver le dépôt d'une demande d'aide financière dans le cadre du Programme de gestion des actifs municipaux de la Fédération canadienne des municipalités donnant droit à une subvention évaluée à 50 000\$ pour consolider les activités de gestion des actifs et soutenir la démarche par un système d'information de gestion.

CONTENU

CONTEXTE

Le Programme de gestion des actifs municipaux (PGAM) est un programme de 50 millions de dollars sur cinq ans financé par Infrastructure Canada et conçu pour aider les municipalités et les collectivités canadiennes à prendre des décisions éclairées en matière d'investissements dans les infrastructures, notamment concernant les systèmes d'eau potable et d'eaux usées. Ce programme prévoit un financement par subvention ainsi que des activités de formation et de renforcement des capacités afin d'accroître les compétences au sein des municipalités et des gouvernements municipaux, pour que ceux-ci soient en mesure d'assurer la pérennité de leurs programmes de gestion des actifs, maintenant et à l'avenir. La Fédération canadienne des municipalités (FCM), par le biais du PGAM, offre du financement pour la planification, la gestion des données et les analyses réalisées par une municipalité.

La Direction de l'eau potable (DEP) du Service de l'eau met actuellement en œuvre une stratégie visant à consolider les activités de gestion des actifs de ses six usines et des quatorze réservoirs de traitement d'eau potable. Le projet présenté dans le cadre du PGAM a pour but de réaliser un jalon important de cette stratégie, qui consiste à centraliser les données d'exploitation et d'entretien des actifs des usines et des réservoirs et d'en tirer profit à des fins de connaissance de l'état des actifs, de planification optimale de l'entretien et de priorisation des investissements. Appuyée par la constitution d'une base de données intégrée, de tableaux de bord de gestion et en faisant appel à l'intelligence d'affaires, la DEP sera en mesure de consolider la planification de l'entretien des actifs en fonction des fréquence d'interventions, du temps requis pour les réaliser, des coûts associés et du niveau de risque acceptable.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Sans objet

DESCRIPTION

L'aide financière offerte par la FCM couvre jusqu'à 80 % des coûts totaux d'un projet, jusqu'à concurrence de 50 000 \$. Les projets doivent être terminés dans un délai de 11 mois suivant la date d'approbation du financement. Les demandeurs du Québec doivent d'abord présenter leur demande par l'intermédiaire du ministère des des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) du Québec.

JUSTIFICATION

La Direction de l'eau potable du Service de l'eau doit obtenir l'aval du conseil d'agglomération afin de déposer cette demande d'aide Financières à la FCM. De plus, le libellé de la résolution est déterminé par les règles du programme.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût du projet est estimé à 91 850 \$ non incluses, ce qui ouvre à l'aide financière maximale de 50 000 \$. L'excédent sera financé à même le budget de fonctionnement de la DEP.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les travaux rendus possibles par ces subventions contribueront à assurer une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'aide financière obtenue contribue non seulement à soutenir la Direction de l'eau potable dans la gestion stratégique de ses actifs liés au traitement de l'eau potable, mais également les autres directions du Service de l'eau puisque les outils et moyens développés pourront y être implantés.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dépôt de la demande d'aide financière au MAMH : 1er mars 2019
Émission de la lettre d'avis de financement : juin 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Mathieu TOUSIGNANT, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-François BEAUDET
Chef de l'exploitation, usines de production et
réservoirs d'eau potable

Tél : 514-872-3414
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-31

André MARSAN
Directeur de l'eau potable

Tél : 514 872-5090
Télécop. : 514 872-8146

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE
DIRECTION**

André MARSAN
Directeur de l'eau potable
Tél : 514 872-5090
Approuvé le : 2019-01-31

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE
SERVICE**

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2019-01-31

Plan de travail et budget – Offre de financement du Programme de gestion des actifs municipaux						Instructions
Demandeur principal :		Ville de Montréal, Service de l'eau, Direction de l'eau potable				
Titre du projet :		Consolider les activités de gestion des actifs et soutenir la démarche par un système d'information de gestion				
Activité	Date de début	Date de fin	Coûts admissibles (\$)	Coûts non admissibles (\$)	Coûts totaux (\$)	
Construction de la base de données		jj/mm/aaaa	jj/mm/aaaa			Notes : Les activités doivent être les mêmes que celles figurant à la section C du formulaire de demande. L'échéancier du projet ne peut pas dépasser 11 mois.
Intégration de la base de données GMAO dans SQL	01-04-2019	01-08-2019	16 800,00 \$	- \$	16 800,00 \$	cette étape consiste à paramétrer et développer les tables d'échange entre le GMAO et les autres bases disponibles. Cette étape sera réalisée à la fois à l'interne et avec des consultants
Création des liens et des tables d'échange avec les autres bases de données	01-08-2019	01-09-2019	5 600,00 \$	- \$	5 600,00 \$	
Banque d'heures consultants externes	01-04-2019	01-09-2019	20 000,00 \$	- \$	20 000,00 \$	
[Ajouter description de tâche ici]			- \$	- \$	- \$	
Activité 1 – Totaux partiels			42 400,00 \$	- \$	42 400,00 \$	
Développement des tableaux de bord		jj/mm/aaaa	jj/mm/aaaa			Si vous n'avez qu'une seule activité, les cellules restantes demeureront vierges.
Identification des indicateurs de performance	01-10-2019	01-11-2019	5 600,00 \$	- \$	5 600,00 \$	
Développement des tableaux de bord	01-11-2019	15-12-2019	8 400,00 \$	- \$	8 400,00 \$	
Formation des utilisateurs	15-12-2019	01-01-2020	2 800,00 \$	- \$	2 800,00 \$	
Banque d'heures consultants externes	01-10-2019	01-01-2020	10 000,00 \$	- \$	10 000,00 \$	
[Ajouter description de tâche ici]			- \$	- \$	- \$	
Activité 2 – Totaux partiels			26 800,00 \$	- \$	26 800,00 \$	
Plan d'actions sur 3 ans des activités d'entretien en fonction de l'état, des risques et des coûts		jj/mm/aaaa	jj/mm/aaaa			
Analyses des données à partir des tableaux de bord	01-01-2020	15-01-2020	3 150,00 \$	- \$	3 150,00 \$	
Identification des actifs les plus critiques	15-01-2020	30-01-2020	3 200,00 \$	- \$	3 200,00 \$	
Développement d'un plan d'actions	30-01-2020	28-01-2020	6 300,00 \$	- \$	6 300,00 \$	
Banque d'heures consultants externes	01-01-2020	28-01-2020	10 000,00 \$	- \$	10 000,00 \$	
[Ajouter description de tâche ici]			- \$	- \$	- \$	
Activité 3 – Totaux partiels			22 700,00 \$	- \$	22 650,00 \$	
Coûts totaux			91 850,00 \$	- \$	91 850,00 \$	

Coûts totaux admissibles	\$91 850
---------------------------------	-----------------

Nota : Cliquer sur le bouton

Calculer le budget

Coûts éventuels : Avez-vous inclus

une marge pour des coûts

[Ajouter une explication des coûts]

Les coûts éventuels ne sont pas obligatoires.

Autres notes :

[Ajouter tout autre renseignement]

Sources de financement

Directives

Utilisez le tableau ci-dessous pour indiquer comment vous couvrirez tous les coûts liés au projet proposé.

Le total de toutes les sources de financement doit être égal aux coûts totaux du projet (admissibles + non admissibles) figurant dans votre tableau Plan de travail et budget (onglet 1).

Les sources de financement additionnelles peuvent comprendre les contributions en espèces de votre organisation et d'autres sources de financement public ou privé.

La FCM offre des subventions qui peuvent aller jusqu'à 80 % des coûts admissibles, jusqu'à concurrence de 50 000 \$, pour entreprendre les activités admissibles.

Le tableur calculera automatiquement la subvention maximale admissible selon les coûts totaux admissibles définis dans le budget.

Source de financement	Description	Confirmé (O/N)	Date d'engagement JJ-MM-AAAA	Montant (\$)	Pourcentage du budget total
Subvention de la FCM	Subvention	N		50 000,00 \$	54%
<i>Financement interne</i>	budget fonctionnement	O	01-01-2019	41 850,00 \$	46%
<i>Financement interne</i>	programme triennal d'investissement	O	01-01-2019	- \$	0%
<i>Source de financement additionnelle</i>				- \$	0%
<i>Source de financement additionnelle</i>				- \$	0%
<i>Source de financement additionnelle</i>				- \$	0%
Financement total : [Doit être égal aux coûts totaux du budget, indiqués à la ligne 20 ci-dessous]				91 850,00 \$	

Coûts totaux du budget	91 850,00 \$
Coûts totaux admissibles du budget	91 850,00 \$

FORMULAIRE DE DEMANDE

Programme de gestion des actifs municipaux de la FCM

IMPORTANT : Avant de remplir le formulaire, veuillez lire le [Guide de présentation des demandes du Programme de gestion des actifs municipaux \(PGAM\)](#) que vous trouverez sur le site Web de la FCM.

Veuillez enregistrer ou télécharger ce formulaire dans votre ordinateur avant de le remplir. Si une boîte de dialogue vous demande si vous faites confiance aux liens vers la FCM, cliquez sur « Permettre ».

Nous vous recommandons de communiquer avec la FCM avant de soumettre votre demande. Les conseillers de la FCM peuvent vous aider à déterminer si votre projet est admissible, répondre à vos questions et vous aider à préparer votre demande. Communiquez avec nous par courriel à :

programmes@fcm.ca

Téléphone : 613-907-6208 ou 1-877-997-9926

Partie A : Renseignements sur le demandeur

Il y a deux catégories de demandeurs principaux admissibles :

- » Administrations municipales (villes, municipalités, régions, districts, etc., et leurs conseils locaux)
 - » Les demandeurs du Québec doivent d'abord présenter leur demande par l'intermédiaire du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) du Québec (voir les détails ci-dessous).
- » Partenaires municipaux qui présentent une demande conjointement avec une administration municipale

Un partenaire municipal est l'une des entités suivantes :

- a. une société détenue par une municipalité
- b. une organisation régionale, provinciale ou territoriale qui fournit des services municipaux
- c. une collectivité autochtone
 - » *Afin d'être admissibles, certaines collectivités autochtones doivent avoir une entente de services partagés avec une municipalité pour les infrastructures. Communiquer avec la FCM pour obtenir plus d'information.*
- d. un organisme sans but lucratif qui fournit des services municipaux

Veuillez noter que les entités du secteur privé ne sont pas admissibles à titre de partenaires municipaux.

1. Renseignements sur le demandeur principal

Veuillez sélectionner votre type d'organisation dans la liste ci-dessous. Si vous avez un doute, veuillez consulter le [Guide de présentation des demandes](#) ou communiquer avec la FCM par courriel à programmes@fcm.ca ou par téléphone au 613-907-6208 ou au 1-877-997-9926.

- Administration municipale (villes, municipalités, régions, districts, etc., et leurs conseils locaux)

Présentation d'une demande en partenariat avec une administration municipale Un partenaire municipal veut dire l'une des entités suivantes :

- une société détenue par une municipalité
- une organisation régionale, provinciale ou territoriale qui fournit des services municipaux
- une collectivité autochtone
- » Afin d'être admissibles, certaines collectivités autochtones doivent avoir une entente de services partagés avec une municipalité pour les infrastructures. Communiquer avec la FCM pour obtenir plus d'information.
- un organisme sans but lucratif qui fournit des services municipaux
- autre

2. Coordonnées du demandeur principal

Nom de l'organisation

Service de l'eau- Ville de Montréal

Adresse postale

Adresse

1555 rue Carrie-Derrick

Ville

Montréal

Province/Territoire

Québec

Code postal

H3C 6W2

Numéro de téléphone

(indicatif régional) numéro

Numéro de télécopieur

(indicatif régional) numéro

Coordonnées de la personne-ressource du demandeur principal

Appel (facultatif)

M.

Prénom

Jean-François

Nom

Beaudet

Initiale du deuxième prénom (facultatif)

Titre

Chef de l'exploitation des usines de traitement d'eau potable

Courriel

jean-francois.beaudet@ville.montreal.qc.ca

Numéro de téléphone au travail

514-872-3414

poste

Numéro de cellulaire (facultatif)

514-971-0530

3. Renseignements supplémentaires sur le demandeur principal

Les renseignements démographiques suivants aideront la FCM à comprendre la portée et les résultats du Programme de gestion des actifs municipaux :

Budget d'exploitation annuel du demandeur principal

47 000 000,00\$

Nombre d'employés administratifs qui gèrent la municipalité ou dirigent l'organisation (p. ex. cadres supérieurs, finances, travaux publics, planificateurs et autres employés administratifs)

101 – 500

Partie B: Autoévaluation

Veillez effectuer une autoévaluation au moyen de [l'Échelle de préparation pour la gestion des actifs](#), qui est disponible pour téléchargement. L'autoévaluation doit être représentative de l'ensemble de votre organisation, et non d'une division ou d'une catégorie d'immobilisations de votre organisation. À l'aide des résultats de l'autoévaluation, remplissez la colonne État actuel dans le tableau ci-dessous.

5. Résumé de l'autoévaluation – État actuel

Compétence	État actuel <i>Quel est votre niveau de préparation actuel?</i>	Notes <i>Trois résultats composent chaque niveau de l'Échelle de préparation pour la gestion des actifs. Veuillez décrire la façon dont vous avez atteint chacun des trois résultats associés à votre état actuel.</i>
Politiques et gouvernance	niveau 2	<p>En mars 2018, le Conseil municipal et le Conseil d'agglomération (résolutions CM18 012 - CG18 0018) ont adopté à l'unanimité une Politique des équipements et des infrastructures visant à établir la condition des actifs de la Ville de Montréal et à préciser l'ensemble des déficiences requérant une intervention afin de les prioriser et de les financer adéquatement.</p> <p>La Division de l'exploitation de la Direction de l'eau potable du Service de l'eau (la Division) dispose actuellement d'une planification des activités d'entretien sur 3 ans. Cette planification repose sur l'historique des actifs, l'expertise du personnel d'entretien et sur des données techniques.</p> <p>La Division a élaboré une stratégie afin de consolider plusieurs activités dans un programme de gestion des actifs. Le projet présenté représente un des moyens de mise en œuvre de cette stratégie.</p>

Personnel et leadership	niveau 1	En novembre 2018, un encadrement administratif de la Direction générale de la Ville de Montréal exigeait qu'une reddition de comptes sur l'inventaire et l'état des actifs soit réalisée d'ici 2020. La Division dispose déjà d'une équipe multidisciplinaire et d'un porteur de projet pour mettre en œuvre sa stratégie. Cette équipe réalise plusieurs activités de gestion des actifs (inventaire, planification, évaluation du risque, etc.) et une programmation est élaborée en fonction de la planification triennale.
Données et information	niveau 2	La Division dispose d'une plateforme informatique d'entretien qui permet de colliger, pour chaque actif dont elle est responsable, la nature et la fréquence des interventions réalisées. La Division dispose d'informations financières concernant les actifs mais ces informations ne répondent pas aux exigences de la norme PS-3150
Planification et prise de décision	niveau 2	La Division s'est dotée d'une planification d'entretien pour les actifs essentiels dont elle est responsable. Cette planification tient compte des besoins financiers à venir et cette estimation repose sur des données historiques et estimatives. Ces besoins financiers se reflètent dans le plan d'immobilisation triennal du Service de l'eau.
Contribution aux pratiques de gestion des actifs	niveau 1	Le personnel de la Division a été formé sur l'utilisation du logiciel de gestion de l'entretien des équipements et sensibilisé sur l'importance d'y colliger l'ensemble de l'information. De plus, certaines données sont extraites du système afin de nourrir la planification de l'entretien.

Partie C : Description du projet

6. Titre provisoire

Quel est le titre provisoire du projet? Ce titre sera utilisé pour identifier publiquement le projet.

Consolider les activités de gestion des actifs et soutenir la démarche par un système d'information de gestion

7. Description

Décrivez les activités que vous souhaitez effectuer dans le cadre de votre projet. Résumez ce que vous ferez et ce que le projet vous permettra d'accomplir en cent mots ou moins. Si votre demande est acceptée, cette section sera utilisée pour la description publique de votre projet.

La Division met actuellement en œuvre une stratégie visant à consolider les activités de gestion des actifs dans une structure formalisée et soutenue par un système d'information de gestion. Ce projet, un jalons de cette stratégie, consiste à centraliser les données d'exploitation et d'entretien des actifs des usines de traitement d'eau potable et d'en tirer profit à des fins de connaissance de l'état des actifs, de planification optimale de l'entretien et de priorisation des investissements. Plus spécifiquement, une base de données SQL sera élaborée et hébergera les données présentement dispersées dans différentes bases de données afin d'en faciliter le croisement, la visualisation et l'exploitation. Appuyer par cette base de donnée, une planification de l'entretien des actifs plus stratégique sera élaborée en fonction de la fréquence des interventions, du coût et du niveau de risque acceptable.

8. Activités et éléments livrables

Quelles sont les activités proposées que vous souhaitez faire financer par la FCM? Veuillez indiquer entre une et trois activités.

Quels éléments livrables prévoyez-vous soumettre à la FCM à la fin du projet qui démontreront que vous avez mené à bien les activités? Veuillez indiquer **au moins un** élément livrable par activité.

Veuillez consulter le [Guide de présentation des demandes](#) pour obtenir plus de renseignements sur le niveau de précision attendu.

Activité	Élément livrable
<p>Veuillez déterminer jusqu'à trois activités liées à la gestion des actifs.</p> <p>Exemples :</p> <ul style="list-style-type: none"> » effectuer une évaluation des besoins » recueillir des données sur l'état de 200 km de route » mettre sur pied un comité interfonctionnel de gestion des actifs » former une équipe interfonctionnelle de gestionnaires » mettre à jour les descriptions de poste afin d'inclure des responsabilités de gestion des actifs <p>Ajouter</p>	<p>Veuillez déterminer les éléments particuliers que vous fournirez à la FCM afin de démontrer que chacune des activités a été menée à bien.</p> <p>Exemples :</p> <ul style="list-style-type: none"> » rapport sur l'évaluation des besoins » rapport d'évaluation sur l'état de 200 km de route » mandat du comité de gestion des actifs et procès-verbal des deux premières réunions » dossier de présence à une formation et copie du matériel de formation » mise à jour des descriptions de postes et procès-verbal de l'atelier sur les descriptions de poste avec l'équipe interfonctionnelle
Supprimer 1. Construction de la base de données	Architecture de la base de données et visuel
Supprimer 2. Constitution du tableau de bord	Maquette du tableau de bord
Supprimer 3. Plan d'action sur trois ans des activités d'entretien en fonction de l'état/risque/coûts	Plan d'action

Nota : Veuillez utiliser les mêmes activités pour remplir le modèle du [Plan de travail et budget](#). Dans ce modèle, vous devrez décomposer chacune des activités en tâches.

9. Résultats

Décrivez la façon dont les activités que vous proposez amélioreront votre capacité en matière de gestion des actifs et la raison pour laquelle ces activités représentent actuellement une priorité pour votre municipalité. Comment ces résultats vous aideront-ils à progresser dans l'Échelle de préparation pour la gestion des actifs? Énumérez les résultats particuliers dans l'Échelle qui seront probablement atteints grâce aux activités que vous avez proposées.

En plus des résultats immédiats, vous pouvez également décrire l'incidence que ces activités auront sur votre municipalité ou votre collectivité.

La Division opère les six usines de traitement d'eau potable de la Ville de Montréal et assure l'entretien. Ces

infrastructures, hautement stratégiques, desservent plus de deux millions d'usagers sur le territoire de la Ville de Montréal, ce qui représente le quart de la population du Québec. Dans ce contexte, il est essentiel développer une expertise en gestion des actifs et de se doter d'un plan robuste et appuyer sur des données probantes afin de mieux gérer les risques de défaillance qui pourraient compromettre la production d'eau potable et la qualité de celle-ci. Une meilleure mise à profit des données sur l'état des actifs et l'établissement d'une planification plus stratégique des activités d'entretien contribueront certainement à améliorer le processus décisionnel relatif au financement des actifs, à maximiser le retour sur l'investissement des fonds publics et à améliorer la reddition de comptes au citoyens.

Utilisez [l'Échelle de préparation pour la gestion des actifs](#) pour identifier l'état futur que vous souhaitez. Remplissez la colonne État futur souhaité ci-dessous afin d'indiquer votre niveau de préparation visé à la fin du financement de votre projet. **Nota :** La progression des pratiques de gestion des actifs nécessite du temps et des efforts continus. Votre « état futur souhaité » devrait refléter les niveaux que vous prévoyez atteindre de manière réaliste à la fin du projet. Dans certains cas, les activités de gestion des actifs qui sont les plus importantes pour vous n'engendreront peut-être pas de changement complet dans l'Échelle de préparation, mais dites-vous bien que tout progrès est important.

Conseil : Une fois votre état futur souhaité déterminé, retournez à la boîte de texte « Résultats » ci-dessus. Avez-vous fourni des renseignements sur la façon dont vos activités vous aideront à atteindre chacun de vos niveaux d'« état futur souhaité »?

Compétence	État actuel <i>Cette colonne se remplira automatiquement en fonction des niveaux de préparation que vous avez indiqués dans la Partie B.</i>	État futur souhaité <i>Quel est votre niveau de préparation visé à la fin du projet?</i>
Politiques et gouvernance	niveau 2	niveau 3
Personnel et leadership	niveau 1	niveau 2
Données et information	niveau 2	niveau 3
Planification et prise de décision	niveau 2	niveau 3
Contribution aux pratiques de gestion des actifs	niveau 1	niveau 1

10. Ressources humaines

Décrivez les ressources humaines internes et externes qui effectueront les activités proposées.

- » Qui dirigera le projet? Qui accomplira les activités du projet?
- » Si vous prévoyez embaucher des personnes ou des organisations externes pour réaliser les activités du projet, veuillez les décrire et, si possible, les identifier de façon précise ci-dessous.
- » Résumez l'expérience pertinente de votre équipe de projet proposée.

Le projet sera dirigé par la chef de section de planification à l'entretien, ingénierie et support à l'exploitation. Les

activités seront réalisées conjointement avec un ou des consultants externes et le pilote en charge de la gestion de la maintenance assisté par ordinateur (GMAO).

Dans un premier temps, un consultant externe sera appelé à poursuivre le développement de la base de données (SQL) en vue de pouvoir mettre en pratique l'intelligence d'affaires (BI). Cette étape est cruciale car elle fait appel à différentes sources de données GMAO, données financières, données ressources humaines, etc.) qui seront réunies dans une seule base de données unique afin de pouvoir développer les tableaux de bord.

Dans un second temps, un consultant externe assistera au développement des tableaux de bord à partir de la base SQL. Durant cette étape, les données requises pour monter les tableaux de bord seront être identifiées, les indicateurs seront développés, testés et validés. Les étapes de test et de validation sont importantes afin d'assurer la cohérence des informations.

Dans un dernier temps, selon l'évolution du projet, des consultants pourraient être sollicités afin d'harmoniser les pratiques dans la division et d'assurer que les données d'entrée à la base SQL sont cohérentes.

Au niveau de l'expertise technique interne, une réorganisation a eu lieu en 2018 afin de consolider les avancements en cours sur les bonnes pratiques de maintenance. Suite à la réorganisation, des ingénieurs et d'agent techniques provenant du domaine industriel ont été engagés pour se joindre à l'équipe. Leurs expériences passées contribuent à mettre en place les bonnes pratiques de maintenance et d'assurer une cohérence des informations pertinentes entrées dans les diverses bases de données qui serviront à produire les indicateurs de performance et les tableaux de bord.

11. Conformité avec l'approche de la province ou du territoire

Indiquez de quelle manière ce projet cadre avec l'approche de gestion des actifs mise en œuvre dans votre province ou territoire.

En plus de répondre directement à la Politique de la Ville de Montréal des équipements et des infrastructures, cette démarche s'aligne sur la Loi concernant la gouvernance des infrastructures publiques du gouvernement du Québec qui établit des règles de gouvernance en matière de planification et de suivi des investissements publics et de gestion des infrastructures publiques.

Comme l'exige la Loi, le projet donnera à la Division les moyens de dresser un inventaire complet et consolidé des infrastructures sous sa responsabilité, de reposer l'évaluation de leur état et du déficit de maintien sur des données probantes et d'établir une meilleure planification d'entretien en fonction des besoins, du risque et des coûts.

12. Défis et mesures d'atténuation

Indiquez entre un et trois risques ou défis importants qui pourraient compromettre la livraison du projet. Comment allez-vous atténuer ces défis?

Ajouter	Risque ou défi	Mesure d'atténuation ou réponse
---------	----------------	---------------------------------

Supprimer	1. Disponibilité de l'expertise	Étant donné le développement récent de l'intelligence d'affaires, il est prévu de faire appel à des consultants externes dans un premier temps. Cependant, la création d'un poste en gestion de base de données et d'intelligence d'affaire est envisagé en 2020. En parallèle, un support interne à même la direction de l'eau potable et de la Ville de Montréal est prévu afin de développer les compétences à l'interne à mesure que le projet avancera.
Supprimer	2. Qualité de l'information colligée dans les banques de données	Un processus de validation de la qualité des données sera mis en place afin de détecter les non-conformités et de les corriger à la source. L'équipe projet prévoit également une tournée de sensibilisation du personnel de la division sur l'importance de colliger des données de qualité aux systèmes.
Supprimer	3. Respect des échéanciers de projets	Un suivi serré du projet sera réalisé directement par le chef de la division et le chef de section.

Partie D : Pièces jointes requises

Veillez soumettre les éléments suivants avec votre demande :

Document à l'appui	Commentaires et pages de références
Une résolution du conseil, du conseil de bande ou du conseil d'administration, en utilisant le modèle fourni	
Joindre	
Supprimer	
Un Plan de travail et budget , en utilisant le modèle fourni dûment rempli	
Joindre	
Supprimer	

Partie E : Déclaration et signature

Veillez passer cette déclaration en revue et la faire exécuter par un signataire autorisé du Demandeur. La présente déclaration confirme : a) que le Demandeur comprend les exigences de la Fédération canadienne des municipalités (« FCM ») et s'y conformera. Cela comprend celles relatives au financement, et b) que les renseignements fournis et annexés à la présente demande sont exacts et complets.

Je, nom _____, titre _____ de
nom de l'organisation _____ (nommée ci-après le « Demandeur »), déclare par la présente,
sans engager ma responsabilité personnelle et en ma qualité de titre _____
du Demandeur, ce qui suit :

1. que le Demandeur ne pourra recevoir de fonds de la FCM avant d'avoir conclu un accord juridiquement contraignant avec la FCM (l'« **Accord** ») visant le projet faisant l'objet de la présente demande de financement (le « **Projet** ») et que ledit Accord comprendra des conditions préalables au financement auxquelles le Demandeur devra se conformer, y compris, sans s'y limiter :
 - a. que le Demandeur obtienne toutes les autorisations requises pour conclure l'Accord et réaliser le Projet;
 - b. que le Demandeur obtienne toutes les concessions de droits d'auteur et les renoncations aux droits moraux des conseillers ou des tiers qui ont contribué ou contribueront aux rapports préparés au nom du Demandeur, de telle façon que le Demandeur détienne les droits d'auteur de tous les rapports connexes au Projet;
 - c. que le Demandeur produise des rapports et consente à ce que la FCM partage les enseignements et les expériences acquises durant la réalisation du Projet avec d'autres collectivités du Canada en permettant à la FCM de publier des rapports, comme des rapports d'achèvement de projet et des rapports finaux, sur le site web de la FCM;
 - d. que le Demandeur assume les coûts associés au Projet, coûts qui doivent être facturés au Demandeur principal et payés par lui;
 - e. que le Demandeur réclame un remboursement pour les coûts en nature seulement, et ce, conformément aux restrictions de la FCM concernant de telles réclamations.
2. que le Demandeur réalisera le Projet conformément à toutes les lois et à tous les règlements applicables;
3. que le Demandeur confirmera à la FCM toutes les sources de financement avant de conclure l'Accord;
4. que tous les renseignements fournis dans la présente demande et les documents d'appui sont véridiques, exacts et complets à la date de soumission de la demande;
5. que si les renseignements fournis dans la présente demande et les documents d'appui devaient devenir inexacts, incomplets ou incorrects, le Demandeur fournira des renseignements ou des documents d'appui mis à jour;
6. que le Demandeur comprend et reconnaît que les changements apportés après la date de soumission de cette demande en termes de portée du Projet pourraient ne pas être acceptés par la FCM;
7. que, dans le cas où le Demandeur a retenu ou compte retenir les services d'un ou de plusieurs conseillers qui communiqueront avec la FCM au nom du Demandeur, le Demandeur confirme par la présente que ce(s) conseiller(s) sont autorisés à le faire.

Nom de l'agent autorisé : _____

Organisation : _____

En inscrivant mon nom ci-dessus et en soumettant cette demande de financement, je signe la présente déclaration.



Note : Les renseignements fournis dans la présente demande, y compris tous les documents joints, demeureront confidentiels. L'accès à ces renseignements sera restreint aux :

- » employés de la FCM et représentants professionnels qui participent à votre Projet;
- » personnes auxquelles le Demandeur a autorisé l'accès et aux personnes autorisées en vertu de la loi.

Les renseignements fournis dans les demandes, y compris les pièces jointes, sont assujettis à la Politique de confidentialité de la FCM.

Le système mettra en évidence toute réponse incomplète.

[Revoir](#)



Dossier # : 1197195002

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , Division des festivals et événements
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Approuver la première partie de la programmation d'événements publics 2019. Autoriser l'occupation du domaine public du 21 février 2019 au 17 mars 2019.

Il est recommandé :

- d'approuver la première partie de la programmation d'événements publics 2019.
- d'autoriser l'occupation du domaine public du 21 février au 17 mars 2019.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2019-02-04 14:31

Signataire :

Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

IDENTIFICATION

Dossier # :1197195002

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction Cinéma-Festivals-Événements , Division des festivals et événements
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Approuver la première partie de la programmation d'événements publics 2019. Autoriser l'occupation du domaine public du 21 février 2019 au 17 mars 2019.

CONTENU

CONTEXTE

Nous présentons la première partie de la programmation d'événements publics pour l'année 2019. Nous demandons au comité exécutif l'autorisation d'occuper le domaine public selon les dates et les heures indiquées pour les événements concernés. Pour permettre la réalisation d'événements, il est aussi nécessaire d'obtenir certaines ordonnances à la réglementation municipale sous la responsabilité des arrondissements. Il s'agit notamment des règlements sur le bruit, R.R.V.M., chapitre B-3, article 20 et sur la paix et l'ordre sur le domaine public, R.R.V.M, P-1, articles 3 et 8.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE18 1893 - Approuver la sixième partie de la programmation d'événements publics 2018. Autoriser l'occupation du domaine public du 16 novembre 2018 au 31 janvier 2019.
 CE18 1453 - Approuver la cinquième partie de la programmation d'événements publics 2018. Autoriser l'occupation du domaine public du 11 septembre au 28 octobre 2018.
 CE18 1200 - Approuver la quatrième partie de la programmation d'événements publics 2018. Autoriser l'occupation du domaine public du 8 juillet au 9 septembre 2018.
 CE18 0911 - Approuver la troisième partie de la programmation d'événements publics 2018. Autoriser l'occupation du domaine public du 1er juin au 15 juillet 2018.
 CE18 0823 - Approuver la deuxième partie de la programmation d'événements publics 2018. Autoriser l'occupation du domaine public du 19 avril au 31 mai 2018.

DESCRIPTION

Division des festivals et des événements publics					
Demande au comité exécutif					
Événements	Organismes	Dates	Lieux	Occupation d'un parc	Occupation de rues ou trottoirs
Festival Montréal en Lumière	Festival Montréal en Lumière inc.	Montage : 7 au 20 février 2019 Événement : 21 février au 3	Place des Festivals, rue Sainte-Catherine entre De Bleury et Saint-Urbain, rue Balmoral et	Oui	Oui

		mars 2019 Démontage : 4 au 8 mars 2019	Jeanne-Mance entre Sainte-Catherine et De Maisonneuve, rue Mayor entre De Bleury et Balmoral		
Tuques Bleues	Amis de la Montagne	21 février 2019	Mont-Royal près de la maison Smith et chalet du Mont-Royal	Oui	Non
Nuit Blanche dans le Quartier latin 2019	Société de développement du Quartier latin	2 et 3 mars 2019	Rue Saint-Denis entre Sherbrooke et De Maisonneuve, rue Émery entre Saint-Denis et Sanguinet	Non	Oui
Semaine de relâche	Société du musée d'archéologie et d'histoire de Montréal, Pointe-à- Callière	1 ^{er} mars au 8 mars 2019	Place Royale et place D'Youville	Oui	Oui
Grand événement XP	Expérience centre-ville	7 mars 2019	Square Phillips, avenue Union entre Sainte- Catherine et Cathcart, rue Sainte-Catherine entre avenue Union et place Phillips, rue du Square-Phillips entre Sainte-Catherine et Cathcart, trottoir nord de Sainte-Catherine entre McGill College et Mansfield	Oui	Oui
Vélo sans relâche	Coalition Vélo Montréal	23 février 2019	rue De La Gauchetière, Notre-Dame, McGill, de la Commune, Berri, Sainte-Catherine, Fullum, Ontario, De Maisonneuve Est, Saint- Laurent, Ontario/Président- Kennedy, Metcalfe/de la Cathédrale	Non	Oui
Défilé de la St-Patrick	United Irish Societies	17 mars 2019	Zone de montage : René-Lévesque, rue du Fort, rue Sainte- Catherine Défilé : Sainte- Catherine entre du Fort et Metcalfe Zone de démontage : Metcalfe entre (Sainte- Catherine et René- Lévesque) et René- Lévesque entre de la Cathédrale et Peel	Non	Oui

Les promoteurs soumettent leurs projets d'événements publics aux différents services, directions et intervenants pour approbation des mesures de sécurité et des plans d'installation. Ils sont balisés en conformité avec la réglementation municipale et les encadrements administratifs d'usage. De plus, une « Autorisation de présentation d'un événement sur le domaine public » est remise à chacun des promoteurs lorsque l'avenant d'assurance responsabilité civile est remis à la Ville.

JUSTIFICATION

Les événements publics contribuent à l'épanouissement de la population en permettant aux citoyens de se rencontrer et d'établir des contacts humains dans un cadre convivial. Ils permettent aux touristes de découvrir une ville dynamique et chaleureuse par l'accueil de ses citoyens; dans certains cas, ils permettent une visibilité nationale et internationale de la Ville. Les événements réalisés sur le domaine public sont gratuits et accessibles à tous. Le comité exécutif doit autoriser la tenue d'événements et l'occupation du domaine public en vertu de la résolution CE05 0517.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts reliés aux services requis par la Ville pour le soutien à la réalisation d'événements publics sont assumés à même les budgets de fonctionnement des services et des arrondissements concernés.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La présentation d'événements sur le domaine public s'inscrit dans une perspective d'amélioration de la qualité de vie des citoyens montréalais.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Chacun des événements faisant l'objet de la présente programmation relève d'un.e agent.e de projets qui consulte et coordonne l'événement auprès des divers services municipaux impliqués (ex. : Services d'urgences, Direction des travaux publics, etc.) afin d'en minimiser les impacts auprès de la population.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les communications sont prises en charge par les promoteurs. Lors de fermeture de rues :

- Des avis de fermeture de rues sont installés par le promoteur 10 jours avant l'événement sur les rues concernées;
- Des avis aux résidents et aux commerçants sont envoyés ou distribués par le promoteur. Ces avis portent sur l'événement ainsi que sur les rues fermées et/ou interdites au stationnement;
- Les équipes des communications de la direction générale et des arrondissements sont informées des fermetures de rues. À leur tour, elles informent le service 311 de la Ville de Montréal et envoient des avis aux médias;
- Pour assurer que les entraves soient également documentées dans le compte Twitter, l'Info-courriel est expédié dans la boîte courriel Twitter circulation/MONTREAL;
- Les promoteurs doivent remettre une copie de l'avis de fermeture envoyé aux résidents à l'agent de projets de la division responsable de leur événement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Réalisation des événements.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

David LACOSTE
agent(e) de développement culturel

Tél : 514 872-4058
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-28

Kevin DONNELLY
Chef de division

Tél : 514-872-5189
Télécop. : 514 872-1153

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Thomas RAMOISY
Directeur Cinéma - Festivals - Événements
Tél : 514-872-2884
Approuvé le : 2019-01-31

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Suzanne LAVERDIÈRE
Directrice
Tél : 514-872-4600
Approuvé le : 2019-02-04

		Demande au comité exécutif		
		Occupation du domaine public		
Organismes	Dates	Lieux	Occupation d'un parc	Occupation de rues ou trottoirs
Festival Montréal en Lumière inc.	Montage : 7 au 20 février 2019 Événement : 21 février au 3 mars 2019 Démontage: 4 au 8 mars 2019	Place des Festivals, rue Sainte-Catherine entre De Bleury et Saint-Urbain, rue Balmoral et Jeanne-Mance entre Sainte-Catherine et De Maisonneuve, rue Mayor entre De Bleury et Balmoral	Oui	Oui
Amis de la Montagne	21 février 2019	Mont-Royal près de la maison Smith et chalet du Mont-Royal	Oui	Non
Société de développement du Quartier latin	2 et 3 mars 2019	Rue Saint-Denis entre Sherbrooke et De Maisonneuve, rue Éméry entre Saint-Denis et Sanguinet	Non	Oui
Société du musée d'archéologie et d'histoire de Montréal, Pointe-à-Callière	1 ^{er} mars au 8 mars 2019	Place Royale et place D'Youville	Oui	Oui
Expérience centre-ville	7 mars 2019	Square Phillips, avenue Union entre Sainte-Catherine et Cathcart, rue Sainte-Catherine entre avenue Union et place Phillips, rue du Square-Phillips entre Sainte-Catherine et Cathcart, trottoir nord de Sainte-Catherine entre McGill College et Mansfield	Oui	Oui
Coalition Vélo Montréal	23 février 2019	rue De La Gauchetière, Notre-Dame, McGill, de la Commune, Berri, Sainte-Catherine, Fullum, Ontario, De Maisonneuve Est, Saint-Laurent, Ontario/Président-Kennedy, Metcalfe/de la Cathédrale	Non	Oui
United Irish Societies	17 mars 2019	Zone de montage : René-Lévesque, rue du Fort, rue Sainte-Catherine Défilé : Sainte-Catherine entre du Fort et Metcalfe Zone de démontage : Metcalfe entre (Sainte-Catherine et René-Lévesque) et René-Lévesque entre de la Cathédrale et Peel	Non	Oui



Dossier # : 1196868001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Offrir aux conseils d'arrondissements, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, la gestion des redevances pour la diffusion de musique publiée lors d'activités ou d'événements dans les 19 arrondissements auprès de l'organisme Ré:Sonne pour la période du 1er janvier 2013 au 31 décembre 2018 et mandater le Service de la culture pour conclure une entente à cette fin avec l'organisme Ré:Sonne et mandater le Service de la culture pour négocier une nouvelle entente pour la période du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2023 avec l'organisme Ré:Sonne au nom des 19 arrondissements pour le même objet.

Il est recommandé :

D'offrir aux conseils d'arrondissements, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, la gestion des redevances pour la diffusion de musique publiée lors d'activités ou d'événements dans les 19 arrondissements auprès de l'organisme Ré:Sonne pour la période du 1er janvier 2013 au 31 décembre 2018 et mandater le Service de la culture pour conclure une entente à cette fin avec l'organisme Ré:Sonne dont le montant sera payé à part égale par les arrondissements et, mandater le Service de la culture pour négocier une nouvelle entente pour la période du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2023 avec l'organisme Ré:Sonne au nom des 19 arrondissements pour le même objet.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2019-02-04 14:48

Signataire :

Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

IDENTIFICATION

Dossier # :1196868001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Offrir aux conseils d'arrondissements, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, la gestion des redevances pour la diffusion de musique publiée lors d'activités ou d'événements dans les 19 arrondissements auprès de l'organisme Ré:Sonne pour la période du 1er janvier 2013 au 31 décembre 2018 et mandater le Service de la culture pour conclure une entente à cette fin avec l'organisme Ré:Sonne et mandater le Service de la culture pour négocier une nouvelle entente pour la période du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2023 avec l'organisme Ré:Sonne au nom des 19 arrondissements pour le même objet.

CONTENU

CONTEXTE

En vertu de la Loi sur les droits d'auteur, chaque arrondissement doit verser à l'organisme Ré:Sonne (société fédérale autorisée à percevoir des redevances pour le compte d'artistes interprètes et de producteurs d'enregistrements sonores publiés) une redevance annuelle afin de diffuser dans ses lieux et locaux de la musique publiée lors d'activités et d'événements.

En vertu de l'article 130 et 141 de la Charte de la Ville de Montréal, chaque arrondissement doit être conforme avec la Loi sur les droits d'auteur, et la Ville centre ne peut négocier des ententes liées à l'organisation des loisirs sportifs et socioculturels relevant de la compétence des arrondissements.

Dans un souci d'efficacité administrative, les arrondissements souhaitent qu'une entente unique soit conclue avec Ré:Sonne pour la période du 1er janvier 2013 au 31 décembre 2018 en leurs noms par l'entremise de la Ville centre et de son Service de la culture pour payer les redevances dues, lesquelles seront payés à part égale par les arrondissements. De plus, les arrondissements souhaitent que soit mandaté le Service de la culture pour négocier une nouvelle entente pour la période du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2023 avec l'organisme Ré:Sonne en leurs noms pour le même objet. À cette fin, il requiert une offre de service de la Ville centre conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal qui édicte que « le conseil de la ville peut, aux conditions qu'il détermine, fournir à un conseil d'arrondissement un service relié à une compétence relevant de ce dernier; la résolution du conseil de la Ville prend effet à compter de l'adoption par le conseil d'arrondissement d'une résolution acceptant la fourniture de services».

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

aucune

DESCRIPTION

Les 19 arrondissements souhaitent mandater le Service de la Culture pour conclure une entente unique au nom de tous les arrondissements pour les redevances dues en droit d'auteur à l'organisme Ré:Sonne, réduisant ainsi les coûts de redevances unitaires et les frais administratifs.

Le mandat consiste:

- a) à régulariser les redevances spécifiques pour le TARIF 3.T3 Utilisation et distribution de musique de fond; le TARIF 5 parties A à G Utilisation de musique pour accompagner des événements en direct et le TARIF 6.B Utilisation de musique enregistrée pour accompagner des activités de conditions physiques. Toutes autres utilisations ne sont pas couvertes par la présente entente.
- b) à couvrir les redevances dues pour la période du 1er janvier 2013 au 31 décembre 2018.
- c) à procéder au partage des coûts à part égale à partir de la proposition établie.
- d) à négocier une entente couvrant les licences pour les années 2019 à 2023.

Cette entente est effective uniquement pour toute musique diffusée dans un emplacement appartenant à la Ville et dans le cadre d'une activité réalisée par la Ville

Par la présente, les arrondissements se donnent des moyens efficaces et efficients pour respecter les lois en vigueur au Canada en matière de droits d'auteur.

JUSTIFICATION

Considérant:

- le besoin de régulariser les redevances spécifiques pour le TARIF 3.T3 Utilisation et distribution de musique de fond; le TARIF 5 parties A à G Utilisation de musique pour accompagner des événements en direct et le TARIF 6.B Utilisation de musique enregistrée pour accompagner des activités de conditions physiques couvrant les années 2013 à 2018;
- la réduction des coûts de redevances et des frais administratifs reliée à la négociation d'une entente regroupée pour tous les arrondissements de la Ville.

En vertu de la Charte, la Ville centre ne peut négocier des ententes liées à l'organisation des loisirs sportifs et socioculturels relevant des compétences des arrondissements. En conséquence, s'ils désirent bénéficier de ces tarifs, les arrondissements doivent accepter par résolution de leur conseil d'arrondissement, l'offre de service de la Ville centre qui mandate la direction associée, soit le Service de la Culture.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le paiement des redevances dues à Ré:Sonne par les 19 arrondissements sera réparti à part égale par ceux-ci, les sommes dues étant évaluées à 61 600\$ plus taxes, soit 70 824,60\$, couvrant les années 2013 à 2018. Pour les années subséquentes, les arrondissements souhaitent mandater le Service de la culture pour négocier en leurs noms, une entente unique pour le même objet, et ce, pour les cinq prochaines années. Le présent sommaire vise donc aussi l'offre de service de la Ville centre aux arrondissements pour conclure la prochaine entente à cet effet.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Par la présente, la Ville centre offre aux arrondissements, de se donner des moyens efficaces et efficients pour respecter les lois en vigueur au Canada en matière de droit d'auteur et ce, en réduisant les frais administratifs.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Obtentions des résolutions de tous les conseils arrondissements pour accepter l'offre de service de la Ville centre, finaliser les termes de l'entente avec Ré:Sonne et présenter le dossier au Comité exécutif pour autoriser la signature de l'entente et le paiement des sommes dues à l'organisme.

Février 2019: Finalisation de l'entente avec Ré:Sonne

Février 2019: Obtention des résolutions des conseils d'arrondissements

Février 2019: Présentation du dossier au Comité exécutif

Mars 2019: Facturation des redevances dues à chaque arrondissement par la Ville centre

Avril 2019: Paiement des redevances dues à Ré:Sonne par le Service de la culture

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier, aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., c.C-11.4)

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Gina TREMBLAY

ENDOSSÉ PAR

Geneviève PICHET

Le : 2019-02-04

Chef de division - Développement culturel

Tél : 514 872-5592

Télécop. : 514 872-4665

Directrice développement culturel

Tél : 514-872-8562

Télécop. :

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE
DIRECTION**

Geneviève PICHET

Directrice développement culturel

Tél : 514-872-8562

Approuvé le : 2019-02-04

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE
SERVICE**

Suzanne LAVERDIÈRE

Directrice

Tél : 514-872-4600

Approuvé le : 2019-02-04



Dossier # : 1190843002

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division du soutien aux élus
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Ratifier la dépense de 280,87 \$ relative au déplacement de Mme Valérie Plante, mairesse de Montréal, les 27 et 28 janvier 2019, afin de prendre part au Caucus des maires des grandes villes de la FCM, à Ottawa, Ontario.

Il est recommandé :

1. de ratifier la dépense de 280,87 \$ relative au déplacement de Mme Valérie Plante, mairesse de Montréal, les 27 et 28 janvier 2019, afin de prendre part au Caucus des maires des grandes villes de la FCM, à Ottawa, Ontario.
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Benoit DAGENAIIS **Le** 2019-01-30 15:41

Signataire : Benoit DAGENAIIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

IDENTIFICATION

Dossier # :1190843002

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division du soutien aux élus
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Ratifier la dépense de 280,87 \$ relative au déplacement de Mme Valérie Plante, mairesse de Montréal, les 27 et 28 janvier 2019, afin de prendre part au Caucus des maires des grandes villes de la FCM, à Ottawa, Ontario.

CONTENU

CONTEXTE

Le Caucus des maires des grandes villes (CMGV) est composé d'un groupe représentatif des plus grandes villes canadiennes, membres de la Fédération canadienne des municipalités (FCM). Il se réunit deux ou trois fois par année pour discuter des questions d'intérêt commun et pour renforcer les priorités de la FCM aux plans des politiques et de la promotion des intérêts établis par le Conseil national d'administration. Le caucus est l'occasion pour Montréal de joindre sa voix aux autres municipalités dans la défense des intérêts municipaux, tout en mettant de l'avant ses priorités à l'échelle nationale. Les villes membres du CMGV représentent 86 % de la population totale des grandes villes et produisent la plus grande partie du PIB du Canada.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 0251 - 19 février 2018 - Autoriser l'adhésion de la Ville de Montréal à la Fédération canadienne des municipalités, pour la période du 1^{er} avril 2018 au 31 mars 2019

DESCRIPTION

La Fédération canadienne des municipalités (FCM) est un forum qui permet de créer des coalitions et de promouvoir des revendications communes (transport en commun, infrastructures, environnement, logement abordable, prévention de la criminalité, etc.). La FCM est formée d'une assemblée générale de plus de 2000 membres, d'un conseil national d'administration, d'un comité exécutif, de cinq comités régionaux, de neuf comités politiques permanents et d'un secrétariat. La Ville de Montréal est présente depuis plusieurs années au sein des principales instances de la FCM et a assumé la présidence de l'organisme de juin 2013 à juin 2014.

JUSTIFICATION

La réunion du caucus permet d'aborder une vaste gamme d'enjeux communs à nos plus grands centres et de défendre les intérêts de Montréal. En étant membre de la FCM, la mairesse de Montréal est automatiquement membre du Caucus des maires des grandes villes canadiennes (CMGV). Les efforts du CMGV et de la FCM ont notamment mené, ces dernières années, au remboursement complet de la TPS aux municipalités, à l'accélération

et l'augmentation des programmes d'infrastructures, au partage d'une partie de la taxe fédérale d'accise sur les carburants, au Fonds vert, aux changements réglementaires en matière de sécurité ferroviaire. Les priorités stratégiques de Montréal concordent avec l'agenda urbain des grandes villes, soit le logement social et abordable, le transport collectif et les infrastructures.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget nécessaire à ce dossier est prévu à la Division du soutien aux élus du Service du greffe. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville.

Budget de fonctionnement

Imputer la dépense (estimée) comme suit :

	2019
2101.0010000.100248.01101.53201.010001.0000.000000.00000.00000	280,87 \$
Division Soutien aux élus	
Frais de déplacement et hébergement	
Non admissible loi 90	

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Brigitte MCSWEEN
Responsable du soutien aux élus

Tél : 514 872-2798
Télécop. : 514 872-4059

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-29

Marie-José CENCIG
Chef de division soutien aux élus - direction
du greffe (ce)

Tél : 514-872-1063
Télécop. : 514 872-4059

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE
SERVICE**

Yves SAINDON
Greffier et directeur

Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2019-01-29


DEMANDE D'AUTORISATION ET DE REMBOURSEMENT
 Absence, voyage et frais

NOM DU VOYAGEUR (employé)	FOURNISSEUR EXTERNE (s'il y a lieu)
NOM : Mme Valérie Plante #1190843002	NOM :
UNITÉ D'AFFAIRES : Cabinet de la mairesse et du comité exécutif	# FOURNISSEUR :
# MATRICULE : 100108967	# BON DE COMMANDE :
OBJET DU DÉPLACEMENT : FCM	OU # ENGAGEMENT DE GESTION : n/a
LIEU DU DÉPLACEMENT : Ottawa	Québec <input type="checkbox"/> Hors Québec <input checked="" type="checkbox"/>
DATE(S) DU DÉPLACEMENT : 27 et 28 janvier 2019	

PARTIE 1 ESTIMÉ DES DÉPENSES			PARTIE 2 DÉPENSES RÉELLES	
	Employé	Fournisseur ou carte corporative	Employé	Fournisseur ou carte corporative
Frais de transport				
Transport en commun				
Avion - Train (classe économique)				
Taxi				
Stationnement				
Transport km (compléter et joindre le formulaire «Déplacements ponctuels - Suivi du kilométrage»)				
Frais de repas				
Déplacement Amérique du Nord (selon maximum prévu à l'Annexe C du Conseil national mixte)				
Déplacement extérieur Amérique du Nord (selon maximum prévu à l'Annexe D du Conseil national mixte)				
Frais d'hébergement				
Établissement hôtelier - logements commerciaux				280.87 \$
Hébergement dans un logement non commercial (forfaitaire 50 \$/nuit)				
Frais médicaux				
Autres frais				
Frais d'inscription - colloque/congrès				
Faux frais : téléphone personnel; nettoyage de vêtements, utilisation d'Internet, etc. (forfaitaire prévu à l'Annexe C du Conseil national mixte seulement si un coucher dans un établissement hôtelier)				
Divers (visa, téléphone affaires, chèques de voyage, etc.)				
Frais de représentation (selon les dépenses admissibles à la directive «Frais de réunion de travail, d'accueil et de réception et frais de représentation» - compléter et joindre le formulaire)				
Sous-total (incluant taxes)	0.00 \$	0.00 \$	0.00 \$	280.87 \$
TOTAL DES COÛTS	0.00 \$		280.87 \$	
AVANCE À L'EMPLOYÉ				
Avance versée incluant tous les frais payés à des tiers (à noter que l'avance ne peut dépasser le total estimé en frais de transport, de repas, d'hébergement et de faux frais)			0.00 \$	

IMPUTATION BUDGÉTAIRE											
ENTITÉ	SOURCE	CENTRE RESP.	ACTIVITÉ	OBJET	SOUS-OBJET	INTER-OPÉR.	PROJET	AUTRE	CAT. ACTIFS	FUTUR	MONTANT BRUT
						0000	000000	000000	000000	000000	- \$
						0000	000000	000000	000000	000000	- \$

IMPUTATION COMPTABLE POUR L'AVANCE											
ENTITÉ	SOURCE	CENTRE RESP.	ACTIVITÉ	OBJET	SOUS-OBJET	INTER-OPÉR.	PROJET	AUTRE	CAT. ACTIFS	FUTUR	MONTANT BRUT
2101	0000000	000000	00000	16000	000000	0000	000000	000000	000000	000000	- \$
Solde à rembourser ou à recevoir de l'employé :										0.00 \$	

Remise de l'employé : 0,00 \$	Remboursement réclamé : 0,00 \$	Facture à payer : 280,87 \$
# reçu général :	Mme Valérie Plante	Visa corporative Mairesse (janvier 2019)

Requérant :	Date :
Nom (en lettres moulées) : Mme Valérie Plante	Signature :

APPROBATION PRÉALABLE AU DÉPLACEMENT	
Responsable :	Date :
Nom (en lettres moulées) :	Signature :

APPROBATION DU PAIEMENT FINAL	
Responsable :	Date :
Nom (en lettres moulées) : Brigitte McSween	Signature :



Dossier # : 1197181001

Unité administrative responsable :	Conseil Jeunesse , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 f) favoriser la représentation des femmes de toutes les origines, des autochtones, des minorités visibles, des membres des communautés ethnoculturelles et des jeunes au sein des instances décisionnelles et consultatives
Projet :	-
Objet :	Approuver le renouvellement du mandat de Mme Xiya Ma à titre de membre du Conseil jeunesse de Montréal pour un second terme de 3 ans, d'avril 2019 à avril 2022. Approuver la nomination de M. Rizwan Ahmad Khan à titre de membre du Conseil jeunesse de Montréal pour un mandat de 3 ans, de mars 2019 à mars 2022.

Il est recommandé de :

- renouveler Mme Xiya Ma, comme membre du Conseil jeunesse de Montréal, pour un second mandat de 3 ans se terminant en avril 2022.
- nommer M. Rizwan Ahmad Khan comme membre du Conseil jeunesse de Montréal, pour un premier mandat de 3 ans se terminant en mars 2022, en remplacement de Mme Rym El-Ouazzani.

Signé par Benoit DAGENAI **Le** 2019-02-01 15:20

Signataire : Benoit DAGENAI

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

IDENTIFICATION

Dossier # :1197181001

Unité administrative responsable :	Conseil Jeunesse , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 f) favoriser la représentation des femmes de toutes les origines, des autochtones, des minorités visibles, des membres des communautés ethnoculturelles et des jeunes au sein des instances décisionnelles et consultatives
Projet :	-
Objet :	Approuver le renouvellement du mandat de Mme Xiya Ma à titre de membre du Conseil jeunesse de Montréal pour un second terme de 3 ans, d'avril 2019 à avril 2022. Approuver la nomination de M. Rizwan Ahmad Khan à titre de membre du Conseil jeunesse de Montréal pour un mandat de 3 ans, de mars 2019 à mars 2022.

CONTENU

CONTEXTE

Le Conseil jeunesse de Montréal a été créé par le conseil municipal de la Ville de Montréal par le règlement 02-177-modifié, Règlement sur le Conseil jeunesse de Montréal. Ce règlement prévoit que le Conseil est composé de 15 membres, dont une présidence et une vice-présidence.

L'article 5 du Règlement 02-177-modifié prévoit que les membres peuvent compléter consécutivement un maximum de deux mandats de trois ans. Un poste est à pourvoir en raison de la fin du deuxième mandat d'une membre.

L'article 7 du règlement mentionne qu'en cas de vacance, le poste doit être comblé par le conseil de ville, dans les 90 jours où elle survient.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 0108 en date du 10 janvier 2018 - Nommer Mme Kathryn Verville-Provencher à titre de présidente et nommer M. Rami Habib à titre de vice-président pour un mandat de 11 mois, soit jusqu'en décembre 2018. Nommer M. Simon Cousineau à titre de membre du Conseil jeunesse de Montréal pour un mandat de 3 ans se terminant en janvier 2021. (1177670003)

CM18 0605 en date du 29 mai 2018 - Approuver les nominations de Mmes Niamh Leonard et Valérie Du Sablon comme membres du Conseil jeunesse de Montréal pour un mandat de trois ans se terminant en avril 2021. Approuver la nomination de Mme Audrey-Frédérique Lavoie comme membre du Conseil jeunesse de Montréal pour un mandat de trois ans se terminant en mai 2021. (1187670002)

CM18 1489 en date du 17 décembre 2018 - Désigner Mme Alice Miquet à titre de

présidente et M. Rami Habib à titre de vice-président pour un mandat de douze mois se terminant en décembre 2019. Approuver le renouvellement du mandat de M. Michael Wrobel à titre de membre du Conseil jeunesse de Montréal pour un second terme de 3 ans, se terminant en décembre 2021. Approuver les nominations de MM. Benjamin Herrera et Yazid Djenadi à titre de membres du Conseil jeunesse de Montréal pour un mandat de 3 ans se terminant en décembre 2021. (1187181001)

CM16 0429 en date du 18 avril 2016 - Nommer Mme Jessica Mandziya-Sathoud et Mme Xiya Ma à titre de membres du Conseil jeunesse de Montréal pour un mandat de trois ans se terminant en avril 2019. (1167181003)

CM16 0902 en date du 22 août 2016 - Approuver le renouvellement du mandat de Mesdames Rym El-Ouazzani et Amina Janssen à titre de membres du Conseil jeunesse de Montréal pour un second terme de 3 ans, se terminant respectivement en mars et en août 2019. (1167181004)

DESCRIPTION

1-Renouvellement de mandat :

Mme Xiya Ma est membre depuis avril 2016. Elle a accompli un premier mandat qui se termine en avril 2019 et désire poursuivre son engagement pour un deuxième mandat. Sachant que Mme Ma a démontré l'intérêt, la motivation, l'engagement et les habiletés à occuper ce poste et participe assidûment aux diverses activités du Conseil jeunesse de Montréal, il est recommandé de la nommer pour un deuxième mandat se terminant en avril 2022.

Nom	Date de fin du mandat	Date de début du 2e mandat	Date de fin du 2e mandat
Mme Xiya Ma	Avril 2019	Avril 2019	Avril 2022

2-Remplacement de membre :

Mme Rym El-Ouazzani termine son deuxième mandat en mars 2019.

Nom	Date de début du premier mandat	Date de fin du premier mandat	Date de début du deuxième mandat	Date de fin du deuxième mandat
Mme Rym El-Ouazzani	Mars 2013	Mars 2016	Mars 2016	Mars 2019

Il est recommandé de nommer M. Rizwan Ahmad Khan comme membre du Conseil jeunesse de Montréal, pour un premier mandat de 3 ans se terminant en mars 2022, en remplacement de Mme Rym El-Ouazzani.

Nom	Date de début du mandat	Date de fin du mandat	Remplacement de

M. Rizwan Ahmad Khan	Mars 2019	Mars 2022	Mme Rym El-Ouazzani
----------------------	-----------	-----------	---------------------

JUSTIFICATION

Nomination d'un nouveau membre :

L'appel de candidatures réalisé à l'automne 2018 a été diffusé dans le réseau des organismes jeunesse, dans les institutions d'enseignement, dans le réseau de la Ville et dans divers journaux.

Étapes de réalisation lors de la campagne de recrutement :

1. Appel de candidatures : publication de communiqués de presse, diffusion dans les organismes jeunesse, dans les institutions d'enseignement et dans le réseau municipal;
2. Présélection des candidatures selon la représentativité hommes/femmes, et la diversité culturelle, linguistique et sociale de la jeunesse montréalaise comme stipulée dans le Règlement (Section II, Article 4);
3. La constitution d'un comité de sélection composé de 5 personnes : un représentant des deux partis politiques siégeant au conseil municipal, le commissaire à l'enfance au Service de la diversité sociale et des sports, la coordination du Conseil jeunesse de Montréal et une agente de recherche du Bureau de la présidence du conseil;
4. Entrevues de sélection des candidats par le comité;
5. Création d'une banque de candidatures ayant réussi l'entrevue de sélection pour des nominations éventuelles.

Le comité de sélection était composé de M. Younes Boukala, conseiller d'arrondissement dans Lachine pour Projet Montréal, M. Benoît Langevin, conseiller de la ville dans Pierrefonds-Roxboro pour Ensemble Montréal, M. Tommy Kulczyk, commissaire à l'enfance au Service de la diversité sociale et des sports à la Ville de Montréal, Mme Geneviève Coulombe, secrétaire-rechercheur au Conseil jeunesse de Montréal (observatrice). Mme Manuelle Alix-Surprenant, agente de recherche au Bureau de la présidence du conseil a remplacé Mme Coulombe pour une partie du processus.

Soixante-treize candidatures ont été reçues au cours de la campagne de recrutement. Quatre ont été déclarées inadmissibles en regard des critères de sélection. Vingt-cinq personnes ont été rencontrées en entrevue et vingt ont été sélectionnées pour être inscrites sur la liste de réserve.

La candidature de M. Khan a été sélectionnée parmi les personnes inscrites sur la liste de réserve. Ce choix tente d'assurer une représentativité de la diversité géographique, linguistique, culturelle et sociale de la jeunesse montréalaise ainsi qu'une parité entre les hommes et les femmes. En effet, au Conseil jeunesse de Montréal siègent actuellement 8 femmes et 6 hommes provenant des 10 arrondissements suivants:

- Ahuntsic-Cartierville (2);
- Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (2);
- Le Plateau-Mont-Royal (2);
- Mercier-Hochelaga-Maisonneuve (1);
- Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles (1);
- Rosemont-La Petite-Patrie (1);
- Saint-Laurent (1);
- Le Sud-Ouest (1);
- Verdun (1);
- Ville-Marie (2).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget total du Conseil jeunesse de Montréal est de 236 000 \$ en 2019, assuré à 100% par la Ville de Montréal. La création d'une banque de candidatures permet de limiter les coûts engendrés par le processus d'appel de candidatures.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N.A.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Maintien du nombre de membres requis assurant le bon fonctionnement dans la poursuite des activités du CjM.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Publicité dans les journaux et communiqué de presse pour annoncer la campagne de recrutement.
Diffusion de la campagne de recrutement sur les réseaux sociaux et le site Internet du CjM.
Communiqués de presse annonçant les nominations.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

25 février 2019: date visée pour l'approbation au conseil municipal.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève COULOMBE
secrétaire- recherchiste

Tél : 514-872-4801

Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-02-01

Marie-Eve BONNEAU
Adjointe à la présidence

Tél : 514 872-6276

Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves SAINDON
Greffier et directeur

Tél : 514 872-3007

Approuvé le : 2019-02-01

CONSEIL JEUNESSE DE MONTRÉAL – TABLEAU DES MANDATS DES MEMBRES – janvier 2019

NOM	ARRONDISSEMENT	1^{er} mandat Membre	2^e mandat Membre	1^{er} mandat P/VP	2^e mandat P/VP
Rym El Ouazzani	Rosemont-La-Petite-Patrie	Mars 2013 - Mars 2016 GDD1135179001 CM13 0166 du 18 mars 2013	Mars 2016- Mars 2019 GDD 1167181004 CM16 0902 du 22 août 2016	Déc.2014-Déc.2015 GDD1145179004 CM14 1193 du 15 déc.2014	
Xiya Ma	Saint-Laurent	Avril 2016 - Avril 2019 GDD1167181003 CM16 0429 du 18 avril 2016			
Omid Danesh Shahraki	Le Plateau Mont-Royal	Oct. 2016 - Oct. 2019 GDD1167181005 CM16 1187 du 24 oct. 2016			
Alice Miquet Présidente	Rosemont-La-Petite-Patrie	Oct. 2016 - Oct. 2019 GDD1167181005 CM16 1187 du 24 oct. 2016		Jan.2019 – Déc. 2019 GDD 1187181001 CM18 1489 du 17 déc. 2018	
Anne Xuan-Lan Nguyen	Le Sud-Ouest	Oct. 2016 - Oct. 2019 GDD1167181005 CM16 1187 du 24 oct. 2016			
Rami Habib Vice-président	Le Plateau Mont-Royal	Déc. 2016 – Déc. 2019 GDD1167181007 CM16 1400 du 19 déc.2016		Jan. 2018 – Déc. 2018 GDD 1177670003 CM18 0108 du 22 jan. 2018	Jan.2019 – Déc. 2019 GDD 1187181001 CM18 1489 du 17 déc. 2018
Jessica Conдеми	Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles	Sept. 2017 – Sept. 2020 GDD 1177670001 CM17 1174 du 25 sept. 2017			
Kathryn Verville-Provencher	Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	Août 2014 – Août 2017 GDD1146467002 CM14 0665 du 18 août 2014	Sept. 2017 – Sept. 2020 GDD 1177670001 CM17 1174 du 25 sept. 2017	Jan. 2018 – Déc. 2018 GDD 1177670003 CM18 0108 du 22 jan. 2018	
Simon Cousineau	Ville-Marie	Janv. 2018 – Janv. 2021 GDD 1177670003 CM18 0108 du 22 janv. 2018			
Valérie Du Sablon	Ahuntsic-Cartierville	Avril 2018 - Avril 2021 GDD 1187670002 CM18 0605 du 29 mai 2018			

Niamh Leonard	Le Sud-Ouest	Avril 2018 - Avril 2021 GDD 1187670002 CM18 0605 du 29 mai 2018			
Audrey-Frédérique Lavoie	Saint-Laurent	Juin 2018 - Mai 2021 GDD 1187670002 CM18 0605 du 29 mai 2018			
Michael Wrobel	Ahuntsic-Cartierville	Déc. 2015 – Déc. 2018 GDD 1156467001 CM 15 1465 du 14 déc. 2015	Déc. 2018 – Déc. 2021 GDD 1187181001 CM18 1489 du 17 déc. 2018		
Yazid Djenadi	Mercier-Hochelaga-Maisonneuve	Déc. 2018 – Déc. 2021 GDD 1187181001 CM18 1489 du 17 déc. 2018			
Benjamin Herrera	Verdun	Déc. 2018 – Déc. 2021 GDD 1187181001 CM18 1489 du 17 déc. 2018			

Rizwan Ahmad Khan

Éducation :

- **École Secondaire Évangéline**, Montréal, Québec
Programme d'Éducation International (PEI)
- **Collège Ahuntsic**, Montréal, Québec

Programme choisis : Technique de l'informatique,
Profil : gestion de réseaux

Bénévolat et expérience de travail :

École Secondaire Évangéline Équipe Technique, Bénévole (septembre 2013-juin 2016)

Société Canadienne du Cancer (Trottibus), Bénévole (janvier 2013-mai 2013)

MTA Technologies, commis (juin 2015- août 2015)

TOHU la cité des arts du cirque, commis au service à la clientèle et cuisine
(juillet 2016-présent)

Santropol Roulant (popote roulante), Bénévole (juillet 2017-présent)

Association générale étudiante du Collège Ahuntsic (AGÉCA), président du conseil
d'administration (septembre 2017- présent)

Collège Ahuntsic, membre du conseil d'administration (janvier 2018-présent)

Collège Ahuntsic, membre du comité sante-sécurité au travail (2018-2019)

Montréal Populaire, Bénévole, coordonnateur logistique (janvier 2018-présent)

Langues et aptitudes :

Ourdou — Langue maternelle

Français — Langue seconde

Anglais — Langue tertiaire (niveau avancé)

Aptitudes en montage vidéo et photo

Esprit d'équipe

Connaissance en informatique

Expérience en restauration rapide

Expérience au service à la clientèle

Compétences en leadership

Bonne capacité en communication

CURRICULUM VITAE - XIYA MA

ÉDUCATION	DOCTORAT EN MÉDECINE AVEC MAÎTRISE - UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL, QUÉBEC Cheminement avec année préparatoire, Programme MD-MSc	2013-présent
	MAÎTRISE EN SCIENCES BIOMÉDICALES – UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL, QUÉBEC Option Médecine Expérimentale, moyenne cumulative 4.164/4.3	2016-2018
EXPÉRIENCE EN RECHERCHE	PROJET DE MAÎTRISE - UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL, QUÉBEC Recherche fondamentale sur le développement de surfaces synaptogéniques pour améliorer la stabilité et la durabilité des électrodes intraneurales	2016-2018
	PARTICIPANTE - CHIRURGIE VASCULAIRE, UNIVERSITÉ MCGILL, QUÉBEC Recherche clinique sur l'effet de la rétroaction sur l'apprentissage des techniques d'anastomoses vasculaires; Groupe Contrôle (pas de rétroaction)	Août 2015
	ÉCHANGE DE RECHERCHE IFMSA (SCORE) - UNIVERSITÉ HOKKAIDO, JAPON Recherche fondamentale sur le rôle des récepteurs NMDA dans l'induction de la potentialisation à long terme dans les hippocampes murins	Juillet 2015
	<ul style="list-style-type: none"> Fabrication de microélectrodes en verre, technique patch-clamp sur tranche d'hippocampe murin, revue de littérature, présentation au laboratoire 	
	STAGIAIRE DE RECHERCHE - CHIRURGIE PLASTIQUE ET RECONSTRUCTIVE, CHUM Revue de dossiers: facteurs prédictifs de la mortalité chez les grands brûlés gériatriques	Janvier-Juin 2015
	STAGIAIRE D'ÉTÉ COPSE - CRCHUM Recherche fondamentale sur l'influence des microARNs sur la radiosensibilité des sarcomes des tissus mous	Mai-Août 2014
<ul style="list-style-type: none"> Culture cellulaire, transfection, essai clonogénique, extraction d'ARN, RT-PCR, qPCR, revue de littérature, rédaction de rapport, présentations, logiciels (Microsoft excel, GraphPad Prism, ExpressionSuite) 		

PUBLICATIONS

PUBLICATIONS ET PRÉSENTATIONS

- Ma X. (October 2018). Connecting the Global Plastic Surgery Workforce. *Voices of One.Surgery*, Issue 3.
- Barton KI, Ma X, Pietrobon A, Capozzi LC, Abraham KJ. (September 2018). Newsletter Fall 2018: Clinician Investigator Trainee Association of Canada (CITAC). *Clinical and Investigative Medicine*, Vol 41 No 3.
- Barton KI, Ma X, Babadagli ME, Zhou E, Tonial N, Newell C et al. (September 2018). Scientific overview on CSCI-CITAC Annual General Meeting and 2017 Young Investigators' Forum. *Clinical and Investigative Medicine*, Vol 41 No 3.
- Ma X, Michaud O, Paquet M, Ma M, Al Alwan L, Kennedy TE, Lin JC (2017). Enhancement of neural biocompatibility for intraneural electrodes. *Clinical and Investigative Medicine*. (Résumé)
- Ma X. (August 2017). Doctor of Medicine...and Science? Why Research is important for the 21st Century Medical Student. *Medical Student International (MSI)* 36.
- Ma X, D'Ignazio T, Skulimowski M, Jakubowska W. (2017). Exchange the World: Clinical and Research Exchanges as a Means to Promote Understanding of Other Health Care Systems for Medical Students. *Canadian Conference on Medical Education 2017*. (Résumé)
- Ma X, D'Ignazio T, Skulimowski M, Jakubowska W. (2017). Exchange the World: Clinical and Research Exchanges as a Means to Promote Understanding of Other Health Care Systems for Medical Students. *Consortium of Universities for Global Health Conference 2017: Annals of Global Health*. (Résumé)
- Ma X. (March 2017). Debunking the Change in "Exchange": How to realistically change the world through IFMSA exchanges. *Medical Student International (MSI)* 35.

9. Ma X. (November 2016). The Importance of Pre-Departure Training for a Better Understanding of Global Health in Exchanges. European Sting: Impact of exchanges on medical students' understanding of global health issues.
10. Ma X. (August 2016). Pre-Exchange Training 101. Medical Student International (MSI) 34.
11. Ma X, Wong P, Heravi M, Lafontaine J. (2015). Identification des voies de radiosensibilisation modulées par des microARNs dans les sarcomes des tissus mous. Congrès des stagiaires COPSE 2015, 2015-01-16. (Résumé)

PRÉSENTATIONS AUX CONGRÈS

1. Ma X, Al-Alwan L, Larroquette F, Clément JP, Chitsaz D, Fon E, Durcan TM, Kennedy TE, Lin JC (2018). Enhancement of neural biocompatibility for intraneural electrodes. Congrès du Centre de recherche du CHU Sainte-Justine (Oral)
2. Ma X, Zuo W, Robillard J. (2018). Comprehensive Pre-departure Training and Assessment tools for Undergraduate Medical Students Participating in Global Health Internships: A model. Canadian Conference on Medical Education (Atelier)
3. Ma X, Al-Alwan L, Larroquette F, Clément JP, Chitsaz D, Fon E, Durcan TM, Kennedy TE, Lin JC (2018). Renforcer la Biocompatibilité des Électrodes Intraneurales. Journées Scientifiques du Département de Chirurgie de l'Université de Montréal (Oral)
4. Ma X, Al-Alwan L, Larroquette F, Clément JP, Chitsaz D, Fon E, Durcan TM, Kennedy TE, Lin JC (2018). Enhancement of neural biocompatibility for intraneural electrodes. Journée Scientifique du Département de Chirurgie Plastique de l'Université de Montréal (Oral)
5. Ma X, Michaud O, Paquet M, Ma M, Al Alwan L, Kennedy TE, Lin JC (2017). Enhancement of neural biocompatibility for intraneural electrodes. 2017 CSCI-CITAC Annual Scientific Meeting (Affiche)
6. Ma X, Michaud O, Paquet M, Ma M, Al Alwan L, Kennedy TE, Lin JC (2017). Le renforcement de la biocompatibilité neurale pour améliorer la stabilité et la durabilité des électrodes intraneurales. Congrès du CHU Sainte-Justine. (Affiche)
7. Zuo W, Ma X. (2017). The Benefit of Immersion Internships in Low Resources Clinical Settings combined with a Pre-Departure Training in Medical Students' Global Health Education. Symposium on the Ethics of Help. (Oral)
8. Zuo W, Ma X, Kou X. (2017). The Benefit of Immersion Internships in Low Resources Clinical Settings combined with a Pre-Departure Training in Medical Students' Global Health Education. Association for Medical Education in Europe 2017. (Oral)
9. Ma X, D'Ignazio T, Skulimowski M, Jakubowska W. (2017). Exchange the World: Clinical and Research Exchanges as a Means to Promote Understanding of Other Health Care Systems for Medical Students. Canadian Conference on Medical Education 2017. (Oral)
10. Ma X, D'Ignazio T, Skulimowski M, Jakubowska W. (2017). Exchange the World: Clinical and Research Exchanges as a Means to Promote Understanding of Other Health Care Systems for Medical Students. Consortium of Universities for Global Health Conference 2017. (Affiche)
11. Ma X, Makhzoum R, Wong P, Heravi M, Lafontaine J. (2014). Identification des voies de radiosensibilisation modulées par des microARNs dans les sarcomes des tissus mous. 17e Congrès Annuel des étudiants, stagiaires et résidents CRCHUM, 2014-12-05. (Affiche)
12. Ma X, Wong P, Heravi M, Lafontaine J. (2015). Identification des voies de radiosensibilisation modulées par des microARNs dans les sarcomes des tissus mous. Congrès des stagiaires COPSE 2015, 2015-01-16. (Oral)

AUTRES PRÉSENTATIONS ACADÉMIQUES

1. Conférencière Pré-assemblée générale, Rencontre International IFMSA d'Août (Août 2018)
2. Conférencière Health Care In Danger, Sub-Regional Training 2017, IFMSA-Québec (Février 2017)
3. Témoignage SCOI-Chine - IFMSA-Québec (Mai 2015)
4. Conférencière International Women's Day - Collège Marianopolis (Avril 2013)

TRAVAUX EN COURS

1. Vervoort D, Ma X. Barriers to Advocating for Global Surgery and Possible Solutions: a Qualitative Study.
2. Ma X, Vervoort D. Training Global Surgery Advocates: Strengthening the Global Surgery Voice.
3. Pion A-M, Beauchemin G, Roy A-A, Ma X, Lin J C. Electrostimulation and Axonal Regeneration: Review of the Underlying Physiological Mechanisms.

	TEDMED 2018 – PALM SPRINGS, ÉTATS-UNIS	Novembre 2018
	Ambassadrice étudiante pour Joule (AMC) responsable de médiatiser l'événement pour le public canadien; valeur de 8500\$CAD	
	RENCONTRE INTERNATIONALE IFMSA, MONTRÉAL, CANADA	Août 2018
	Formatrice pour des atelier sur l'advocacy en chirurgie mondiale	
	MUHC CENTRE FOR GLOBAL SURGERY CONFERENCE 2018 – MONTRÉAL, CANADA	Juin 2018
	Présentations et ateliers sur les avancées en chirurgie mondiale	
	CLINICIAN-INVESTIGATOR TRAINEE ASSOCIATION OF CANADA – TORONTO, CANADA	Novembre 2017
	Conférence rassemblant les étudiants en médecine-recherche et leurs travaux	
	CANADIAN CONFERENCE ON MEDICAL EDUCATION – WINNIPEG; HALIFAX, CANADA	2017, 2018
	Présentatrice (oral en 2017, atelier en 2018) et modératrice de sessions de présentation	
	WORLD HEALTH SUMMIT REGIONAL MEETING 2017 – MONTRÉAL, CANADA	Mai 2017
	Bénévole pour événement rassemblant les pionniers en santé mondiale	
	CONSORTIUM OF UNIVERSITIES FOR GLOBAL HEALTH – WASHINGTON D.C., ÉTATS-UNIS	Avril 2017
	Présentatrice (poster), conférence rassemblant les acteurs mondiaux en santé mondiale	
	RENCONTRE INTERNATIONALE IFMSA D'AOÛT - PUEBLA, MEXIQUE	Août 2016
	Représentante québécoise pour les échanges de recherche (SCORE)	
	5^E ATELIER ANNUEL, PROGRAMME CRSNG-FONCER EN NEUROINGÉNIERIE	Mai 2016
	Conférence sur la recherche combinant les neurosciences et l'ingénierie	
	RENCONTRE INTERNATIONALE DE MARS IFMSA - SAN PAWL, MALTE	Mars 2016
	Représentante québécoise pour les échanges de recherche (SCORE)	
	<ul style="list-style-type: none"> • Personne de support: préparer les sessions, présentation du rapport bi-annuel • Formatrice: atelier sur « How to train your LORE (coordonnateur local des échanges de recherche) » et Small Working Group (SWG) sur « Duration of exchanges » 	
	JOURNÉE SCIENTIFIQUES DU DÉPARTEMENT DE CHIRURGIE – MONTRÉAL, CANADA	2015, 2016, 2018
	Représentante du GICUM - Conférence sur les travaux de recherche en chirurgie	
	CANADIAN UNDERGRADUATE SURGICAL EDUCATION COMMITTEE – OTTAWA, CANADA	Novembre 2015
	Représentante du GICUM - Conférence pancanadienne sur l'éducation de la chirurgie au premier cycle du programme de médecine	
	RENCONTRE RÉGIONALE DES AMÉRIQUES IFMSA, SANTIAGO DE CALI, COLOMBIE	Janvier 2015
	Représentante québécoise pour les échanges de recherche (SCORE)	
	Présentatrice du projet d'éducation par les pairs « Ma Planète, Ma santé »	
	SYMPOSIUM DE MÉDECINE FAMILIALE	2014, 2015
	Apprentissage sur des techniques médicales: ponction lombaire, accouchement, point de suture, échographie	

**CONFÉRENCES
SCIENTIFIQUES ET
INTERNATIONALES**

**PRIX ET
DISTINCTIONS**

PRIX D'EXCELLENCE FRSQ – CONGRÈS DU CENTRE DE RECHERCHE DU CHU SAINTE-JUSTINE (2018)

Excellence pour présentation orale, 1^{er} place niveau maîtrise, 3^e place en général; valeur de 200\$

MÉDAILLE DU 150^E ANNIVERSAIRE DU CANADA (2017)

Reconnaissance de l'implication importante des résidents de Saint-Laurent dans leur circonscription

BOURSE D'EXCELLENCE - FACULTÉ DES ETUDES SUPÉRIEURES ET POSTDOCTORALES DE L'UDEM (2017)

Récipiendaire pour le département des sciences biomédicales pour reconnaître l'excellence des travaux étudiants; valeur de 4000\$

BOURSE FIN DE MAÎTRISE - FACULTÉ DES ETUDES SUPÉRIEURES ET POSTDOCTORALES DE L'UDEM (2017)

Récipiendaire pour le département des sciences biomédicales pour supporter reconnaître l'excellence des travaux d'un/e étudiant/e finissant sa maîtrise; valeur de 6000\$

BOURSE DE LA FONDATION DU CHU SAINTE-JUSTINE (2017)

Reconnaissance de l'excellence d'un/e étudiant/e aux études supérieures travaillant au Centre de recherche du CHU Sainte-Justine; Valeur de 8500\$

PRIX D'IMPLICATION ÉTUDIANTE - ASSOCIATION MÉDICALE DU CANADA (2017)

Reconnaissance soulignant l'implication parascolaire d'un/e étudiant/e en médecine à l'Université de Montréal; valeur de 1000\$

3^E PLACE - PRÉSENTATION DES PROJETS, RENCONTRE INTERNATIONALE D'AOÛT (2016)

Présentation du programme SCOI (immersion culturelle et médicale dans des pays aux ressources limitées)

PRIX ÉTUDIANT DU TEMPLE DE LA RENOMMÉE MÉDICALE CANADIENNE (2016)

Représentante de l'Université de Montréal : Prix national pour « rendre hommage à de jeunes leaders qui incarnent les qualités des lauréats du TRMC : persévérance, collaboration et esprit d'entreprise. » ; valeur de 5000\$

BOURSE D'ÉTUDES SUPÉRIEURES DU CANADA FREDERICK-BANTING ET CHARLES-BEST - IRSC (2016)

Subvention du gouvernement canadien pour les étudiants aux études supérieures en sciences de la santé selon l'excellence académique, le potentiel en recherche et les habiletés en relations interpersonnelles; valeur de 17,500\$ sur 12 mois

BOURSE FONDATION DES OFFICES JEUNESSE INTERNATIONAUX DU QUÉBEC (2015, 2016)

Support financier pour des projets sur le développement de la mobilité internationale jeunesse

- Participation à la Rencontre Régionale des Amériques IFMSA, valeur de 984\$
- Participation au projet SCOI-Chine, valeur de 887\$

PRIX « MOST LIKELY TO EXCHANGE THE WORLD » - RENCONTRE RÉGIONALE DES AMÉRIQUES IFMSA (2015)

Décerné au meilleur officier des échanges des Amériques

2^E PLACE - PRÉSENTATION DES PROJETS, RENCONTRE RÉGIONALE DES AMÉRIQUES IFMSA (2015)

Présentation du projet d'éducation par les pairs d'IFMSA-Québec « Ma Planète, Ma Santé »

BOURSE DE RECHERCHE COPSE - UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL (2014)

Subvention du Département de Radio-Oncologie et Médecine Nucléaire; valeur de 3924\$

3^E PLACE - DESAULTELS PREPARATORY CASE COMPETITION - UNIVERSITÉ MCGILL (2013)

Étude de cas sur l'entrepreneuriat et présentation devant un comité de professionnels

3^E PLACE - JEUNES CPA - HEC MONTRÉAL (2013)

Concours de type « Génie en Herbe » sur les connaissances générales en comptabilité

1^E PLACE POUR BEST PROTOTYPE - SHAD VALLEY ENTREPRENEURSHIP CUP (2011)

Compétition nationale parmi 12 universités participantes

Représentante et présentatrice pour le campus Carleton à la cérémonie de remise des prix (Université de Waterloo)

MÉDAILLE DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR DU QUÉBEC POUR LA JEUNESSE (2011)

Distinction honorifique décernée (parmi 500 étudiants) pour reconnaître « l'engagement, la détermination et le dépassement de soi de Québécois qui ont ou ont eu une influence positive au sein de leur communauté ou de la nation québécoise »

NOMINATION DU PRIX DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL DU CANADA (2011)

Distinction pour l'excellence académique (20 nominations parmi 500 étudiants)

LAURÉATE EN MATHÉMATIQUES ET EN CHIMIE - CONCOURS SCIENTIFIQUES MONTMORENCY (2011)

- 3^e prix en Mathématiques: valeur de 100\$
- 4^e prix en Chimie: valeur de 50\$

TOP 25% NATIONAL - CONCOURS CANADIEN DE MATHÉMATIQUES - UNIVERSITÉ DE WATERLOO (2007-2011)

Classée parmi les 3 premiers de l'institution d'appartenance

- Concours Cayley
- Concours Fermat

ENRICHISSEMENT ACADÉMIQUE ET PERSONNEL	PARTICIPANTE - SCOI-CHINE, IFMSA-QUÉBEC	Novembre 2015-Août 2016
	Échange culturel (Standing Committee on Immersions) en Chine pour apprendre sur les différences du système de santé et d'éducation médicale	
	ATELIER DE SIMULATION - GROUPE D'INTÉRÊT EN GYNÉCO-OBSTÉTRIQUE (GIGO)	Mars 2016
	Techniques d'accouchement, d'échographie et de laparoscopie	
	ATELIERS AVANCÉS ET LAPAROSCOPIE - GROUPE D'INTÉRÊT EN CHIRURGIE (GICUM)	2015-2016
	Techniques de points avancés (matelassés, sous-cuticulaires) et de laparoscopie	
	TRAINING MEDICAL EDUCATION TRAINERS - RENCONTRE INTERNATIONALE DE IFMSA, MALTE	Mars 2016
	Ateliers de leadership pour former des formateurs sur l'éducation médicale et l'advocacy Formatrice: atelier « Curriculum development »	
TRAINING NEW TRAINERS - IFMSA-QUÉBEC	Février 2015	
Ateliers pour former des formateurs sur le leadership (communication, travail d'équipe, etc)		
IVEY SUMMER BUSINESS PROGRAM - UNIVERISTY OF WESTERN ONTARIO	Juillet 2012	
Programme d'été canadien compétitif sur l'entrepreneuriat, seule participante québécoise Présentation d'études de cas sur l'entrepreneuriat devant un comité de professionnels		

	SHAD VALLEY - UNIVERSITÉ CARLETON	Juillet 2011
	Programme d'été canadien compétitif sur les sciences et l'entrepreneuriat; seule participante québécoise sélectionnée au campus Carleton	
	TON AVENIR EN MAIN 1 ET 2	2010-2012
	Programme de leadership compétitif pour 20 filles au Québec	
	Réalisation de 2 projets de leadership dans la communauté	
	VICE-PRÉSIDENTE AUX AFFAIRES EXTERNES - CANADIAN GLOBAL SURGERY TRAINEE ALLIANCE	2018-présent
	Responsable des relations entre le CGSTA et les collaborateurs externes au niveau national et international	
	VICE-PRÉSIDENTE AUX AFFAIRES INTERNES - CLINICIAN-INVESTIGATOR TRAINEE ASSOCIATION OF CANADA	2017-présent
	Responsable des affaires internes et des communications avec les membres	
	VICE-PRÉSIDENTE AUX AFFAIRES INTERNES - INTERNATIONAL STUDENT SURGICAL NETWORK	2017-présent
	Responsable des affaires internes et de la coordination entre les 30 chapitres nationaux	
	MENTOR ET CONFÉRENCIÈRE - PROJET SEUR ACCÈS MÉDECINE	2014-présent
	Promotion de l'accès au programme de médecine chez les étudiants du secondaire	
	Conférencière à l'école secondaire Dalbé-Viau et Saint-Exupéry	
	MENTOR – PROJET SEUR DOUANCE	2017-2018
	Mentore pour un projet de recherche sur la médecine par une équipe d'étudiants de l'école Paul-Gérin-Lajoie d'Outremont	
	COORDONNATRICE NATIONALE DES IMMERSIONS (SCOI) – IFMSA-QUÉBEC	2017-2018
	Responsable du déroulement des stages d'immersion culturelle et médicale dans des pays à ressources limitées	
	MEMBRE DU CONSEIL DE SUPERVISION - ÉQUIPE INTERNATIONALE SCORE, IFMSA	2016-2018
	Membre de l'équipe internationale de SCORE (Standing Committee on Research Exchanges) de IFMSA (International Federation of Medical Students Associations)	
	<ul style="list-style-type: none"> • Supervision du déroulement des échanges des 67 pays participants • Révision des projets de recherche des pays participants • Rédaction de rapports bi-annuels • Organisation des sessions SCORE lors des rencontres internationales 	
IMPLICATION PARASCOLAIRE EN MÉDECINE	COORDONNATRICE DE PROGRAMME (SCOI) - IFMSA-QUÉBEC	2016-2017
	Responsable des affaires internes du programme d'immersion culturelle et médicale dans des pays à ressources limitées	
	COORDONNATRICE NATIONALE DES ÉCHANGES DE RECHERCHE (SCORE) - IFMSA-QUÉBEC	2015-2017
	Représentante SCORE d'IFMSA-Québec au niveau national et international	
	<ul style="list-style-type: none"> • Organisation des échanges de recherche entre les 4 facultés de médecine du Québec et nos partenaires à l'international • Signature des contrats aux rencontres internationales • Accueil des étudiants étrangers et recrutement de chercheurs 	
	CONSEIL D'ADMINISTRATION - GROUPE D'INTÉRÊT EN CHIRURGIE (GICUM)	2013-2016
<ul style="list-style-type: none"> • Formatrice: techniques de base de noeuds et de points de suture • Organisation: Vin et Fromage annuel avec les chirurgiens, conférences, journées d'observation en chirurgie 		
	COORDONNATRICE, JOURNALISTE ET GRAPHISTE - LE POULS (JOURNAL ÉTUDIANT)	2013-2016
	Conception de la page couverture, rédaction et illustration du journal étudiant	
	REPRÉSENTANTE KOOP - CONSEIL DE CLASSE PROMOTION 2018	2013-2016
	Responsable de la distribution et de la révision du matériel didactique en médecine	
	BÉNÉVOLE - JOURNÉE CARRIÈRE EN MÉDECINE, UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	2015, 2016
	SECRÉTAIRE GÉNÉRALE - AÉÉMUM	2014-2015
	Porte-parole de l'Association des Étudiantes et Étudiants en Médecine de l'Université de Montréal	
	<ul style="list-style-type: none"> • Rédaction des procès-verbaux lors des conseils généraux • Organisation et convocation aux assemblées générales de l'AÉÉMUM • Assistance à la présidence et aux coordonnateurs dans l'organisation d'évènements 	

	COORDONNATRICE LOCALE DES ÉCHANGES DE RECHERCHE (SCORE) - IFMSA-QUÉBEC Représentante SCORE d'IFMSA-Québec à l'Université de Montréal	2014-2015
	• Organisation des échanges de recherche et des sessions d'information	
	COORDONNATRICE LOCALE DE SANTÉ MONDIALE (SCOGH) - IFMSA-QUÉBEC Organisation: activités et sensibilisation des étudiants en médecine sur la santé mondiale Assistance pour le développement du projet « Ma Planète, Ma santé »	2013-2014
	MEMBRE, RESPONSABLE DES COMMUNICATIONS - CONSEIL JEUNESSE DE MONTRÉAL Représentante de la jeunesse de l'arrondissement de Saint-Laurent dans l'organisation d'activités et la rédaction d'avis pour le Conseil municipal de Montréal	Mars 2016-présent
	AMBASSADRICE - SHAD VALLEY Promotion du programme: présentations et recrutement dans les écoles	2011-Présent
	PRÉSIDENT DE COMITÉ DE CRISE - MONTREAL WORLD HEALTH ORGANISATION Simulation de l'Organisation mondiale de la Santé: modératrice du comité de crise sur l'obésité	Mars 2018
	PRÉSIDENTE D'ASSEMBLÉE - COMITÉ AMÉRIQUES, MONTREAL WORLD HEALTH ORGANISATION 2017 Simulation de l'Organisation mondiale de la Santé: modératrice du comité Amériques Présidente d'assemblée pour la plénière	Mars
	PRÉSIDENTE D'ASSEMBLÉE - COMITÉ AFRIQUE, MONTREAL WORLD HEALTH ORGANISATION Simulation de l'Organisation mondiale de la Santé: modératrice du comité Afrique Vice-présidente d'assemblée pour la plénière	Mars 2016
	BÉNÉVOLE - HÔPITAL GÉNÉRAL DE MONTRÉAL Plus de 350 heures: visites amicales, bénévolat à l'urgence, formation de nouveaux bénévoles Programme Elder HELP: accompagnement des patients gériatriques	2012-2014
IMPLICATION SOCIALE ET COMMUNAUTAIRE	MEMBRE, VICE-PRÉSIDENTE, PRÉSIDENTE - JEUNES DÉMOCRATES Organisation: entraînements hebdomadaires, coordination pour le tournoi provincial	2011-2013
	MEMBRE, PRÉSIDENTE - MARIANOPOLIS YOUNG LEADERS ORGANIZATION Groupe d'intérêt sur le leadership, l'innovation et l'entrepreneuriat Formatrice: simulation d'études de cas, formation des membres pour les compétitions Organisation: Conférence « Leadership Development Evening » (plus de 200 participants)	2011-2013
	MEMBRE, COORDONNATRICE - MARIANOPOLIS BIOLOGY CLUB Organisation: conférences, dissections d'animaux, sessions de révision en biologie	2011-2013
	MEMBRE, COORDONNATRICE - MARIANOPOLIS MATHS AND PHYSICS CLUB Organisation: conférences, démonstrations en physique, session de révision	2011-2013
	MEMBRE - MARIANOPOLIS MODEL UNITED NATIONS Participation aux conférences SSUNS, McMUM, MariMUN Vice-présidence pour MariMUN 2013	2011-2013
	MEMBRE - MARIANOPOLIS FIRST AID TEAM Service de premiers soins aux étudiants	2011-2013
	MEMBRE - COMITÉ DE L'ALBUM DES FINISSANTS 2013 Secondaire et CÉGÉP: Conception artistique	2011,
	VICE-PRÉSIDENTE AUX FINANCES - ENTREPRISE B.E., JEUNES ENTREPRISES Responsable des finances pour une entreprise étudiante de bracelets magnétiques	2010-2011
	MEMBRE - GÉNIE EN HERBE	2008-2011
	EXPÉRIENCE DE TRAVAIL	SAUVETEUR - PROFESSIONAL LIFEGUARD PLACEMENT SERVICE 8 heures par semaine: Piscine municipale
TUTRICE AU CÉGÉP - COLLÈGE MARIANOPOLIS 2-4 heures par semaine: Biologie I et II, Physique I (Mécanique)		2012-2013
STAGIAIRE D'ÉTÉ EN CAPITAL DE RISQUE - BANQUE DE DÉVELOPPEMENT DU CANADA 40 heures par semaine: Préparation de documents pour les réunions, entrée de données, présentations de plans d'affaires Honoraire pour l'excellence du travail: valeur de 1500\$		Août 2011
TUTRICE AU SECONDAIRE - COLLÈGE REGINA ASSUMPTA		2010-2011

2 heures par semaine: Mathématiques (secondaire 3)

LANGUES	TRILINGUE: MANDARIN (LANGUE MATERNELLE), FRANCAIS, ANGLAIS NIVEAU INTERMÉDIAIRE: ESPAGNOL NIVEAU DÉBUTANT: JAPONAIS
----------------	--

INTÉRÊTS ET LOISIRS	PEINTURE ET ARTS PLASTIQUES (15 ANS D'EXPÉRIENCE) Techniques d'acrylique, de peinture à l'huile Plusieurs prix, dont 3e place - Concours canadien d'art pour les Olympiques Beijing 2008 (2007) PIANO (10 ANS D'EXPÉRIENCE) Niveau 10 - Conservatoire Royal du Canada GUITARE (2 ANS D'EXPÉRIENCE)
--------------------------------	--



Dossier # : 1190044001

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction des relations de travail , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser un virement budgétaire de 100 000 \$ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration vers le Service des ressources humaines pour le financement des services professionnels aux fins des négociations des conventions collectives entre la Commission des services électriques de Montréal et le Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 2755, (cols bleus) et le Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 305 (cols blancs).

Il est recommandé :

D'autoriser un virement budgétaire de 100 000\$ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration vers le Service des ressources humaines pour le financement de services professionnels aux fins des négociations des conventions collectives entre la Commission des services électriques de Montréal et le Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 2755, et le Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 305, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2019-02-01 14:18

Signataire :

Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

IDENTIFICATION

Dossier # :1190044001

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines , Direction des relations de travail , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser un virement budgétaire de 100 000 \$ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration vers le Service des ressources humaines pour le financement des services professionnels aux fins des négociations des conventions collectives entre la Commission des services électriques de Montréal et le Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 2755, (cols bleus) et le Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 305 (cols blancs).

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du renouvellement des conventions collectives de la Commission des services électriques de Montréal, cette dernière a requis la collaboration du Service des ressources humaines de la Ville en vertu du *Règlement sur la Commission des services électriques de Montréal* , numéro 02-101, du conseil municipal, pour lui fournir les services nécessaires aux négociations à entreprendre.

Il y a deux conventions collectives à renouveler, soit celle avec le Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 2755, (cols bleus) et celle avec le Syndicat canadien de la fonction de la fonction publique, section locale 305 (cols blancs).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S. O.

DESCRIPTION

La Direction est contrainte de faire appel à une ressource externe pour fournir ces services, mais elle n'a pas le budget pour ce faire.

JUSTIFICATION

Il est actuellement impossible pour la Direction des relations de travail de fournir ces services par ses ressources internes en raison des nombreuses négociations en cours pour le renouvellement des conventions collectives de la Ville de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La Direction des relations de travail a estimé que le coût d'un contrat de services professionnels représenterait une somme globale de 75 280 \$ avec taxes applicables, mais étant dans l'impossibilité de prévoir comment se dérouleront ces négociations, il est approprié de demander l'autorisation d'un montant de 100 000 \$.

En 2019, une somme de 100 000 \$ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration devra être virée au budget de fonctionnement du Service des ressources humaines. Ce dossier n'a pas d'incidence sur le cadre financier 2019.

Le partage du financement de l'imputation entre les compétences de cette dépense de 100 000 \$ en 2019 est établi en respectant le principe d'une unité administrative (unité de soutien) visée par le règlement sur les dépenses mixtes (RCG 06-054 et modification). Ainsi cette dépense sera assumée par l'agglomération à la hauteur de 50,1 % pour une somme de 50 100 \$.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S. O.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucun enjeu de communication en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Suite au virement effectué, l'octroi du contrat par un GDD déléguée sera fait en vertu du Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés, numéro RCE 02-004 et en conformité avec le Règlement du conseil de la ville sur la gestion contractuelle, numéro 18-038.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Diane LAROUCHE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean ROCHETTE
Adjoint au directeur des relations de travail

Tél : 514.872.0131
Télécop. : 514.872.1675

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-25

Jean-Yan GAGNON
Directeur des relations de travail

Tél : 514.872.4655
Télécop. : 514.872.7079

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE
DIRECTION**

Jean-Yan GAGNON
Directeur des relations de travail

Tél : 514 872-4655
Approuvé le : 2019-01-25

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE
SERVICE**

Diane DRH BOUCHARD
DIRECTRICE DES RESSOURCES HUMAINES

Tél : 514 872-0213
Approuvé le : 2019-01-30

Dossier # : 1190044001

Unité administrative responsable :

Service des ressources humaines , Direction des relations de travail , Direction , -

Objet :

Autoriser un virement budgétaire de 100 000 \$ en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration vers le Service des ressources humaines pour le financement des services professionnels aux fins des négociations des conventions collectives entre la Commission des services électriques de Montréal et le Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 2755, (cols bleus) et le Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 305 (cols blancs).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS



[GDD1190044001 Négo CSÉ-SCFP.xlsx](#)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Diane LAROUCHE
Préposée au budget - Service des finances,
Direction du conseil et du soutien financier
Tél : 514 872-7366

Co-Auteur
Luis Felipe GUAL
Conseiller budgétaire
514 872-9504

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-31

Yves COURCHESNE
Directeur de service - finances et trésorier
Tél : 514 872-6630

Division : Service des finances



Dossier # : 1190132001

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division du soutien au greffe
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Édicter, en vertu de l'article 23 du Règlement sur le Comité Jacques-Viger (12-022), une ordonnance établissant la rémunération du président du Comité Jacques-Viger et une ordonnance établissant la rémunération des autres membres du Comité Jacques-Viger.

Je recommande :
d'édicter, en vertu de l'article 23 du Règlement sur le Comité Jacques-Viger (12-022), les ordonnances suivantes :

- 1.- Ordonnance fixant la rémunération du président du Comité Jacques-Viger. à compter de l'exercice financier 2019;
- 2.- Ordonnance fixant la rémunération des membres du Comité Jacques-Viger.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2019-01-31 08:56

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

IDENTIFICATION

Dossier # :1190132001

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division du soutien au greffe
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Édicter, en vertu de l'article 23 du Règlement sur le Comité Jacques-Viger (12-022), une ordonnance établissant la rémunération du président du Comité Jacques-Viger et une ordonnance établissant la rémunération des autres membres du Comité Jacques-Viger.

CONTENU

CONTEXTE

Le Règlement sur le Comité Jacques-Viger (12-022) a été approuvé par le conseil municipal le 14 mai 2012. Ce règlement a créé officiellement le Comité Jacques-Viger (CJV) qui a remplacé l'ancien comité ad hoc d'architecture et d'urbanisme qui avait été crée, quant à lui, le 17 avril 2002.

Le Comité Jacques-Viger est l'instance consultative de la Ville en matière d'aménagement, d'urbanisme, d'architecture, de design urbain et d'architecture de paysage. Il formule des avis et émet des commentaires et des recommandations dans le but d'améliorer la qualité des plans, projets et politiques qui lui sont soumis. Il donne son avis sur les décisions d'urbanisme qui relèvent du Conseil municipal, telles que les modifications au Plan d'urbanisme et les projets adoptés en vertu de l'article 89 (paragraphe 1, 2, 3 et 5) de la Charte de la Ville.

Le comité est constitué de 9 membres, dont un président, un vice-président et un deuxième vice-président. Le conseil de la ville nomme les membres du comité et désigne parmi eux le président, le vice-président et le deuxième vice-président.

Les membres sont choisis en fonction de leur expérience et compétences reconnues dans les domaines de l'aménagement, de l'urbanisme, de l'architecture, du design et de l'architecture du paysage.

En vertu de l'article 23 du Règlement sur le Comité Jacques-Viger (12-022), le comité exécutif détermine, par ordonnance, la rémunération des membres du comité.

Le présent dossier vise à ajuster la rémunération accordée au président du Comité Jacques-Viger.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE16 1424 (1160132004) - 31 août 2016 - Édicter, en vertu de l'article 23 du Règlement sur le Comité Jacques-Viger (12-022), l'ordonnance numéro 2 établissant la rémunération des membres.

CE12 1639 (1123751014) - 3 octobre 2012 - Édicter, en vertu de l'article 23 du Règlement

sur le Comité Jacques-Viger (12-022), l'ordonnance numéro 1 établissant la rémunération des membres.

CM12 0407 (1120382002) - 14 mai 2012 - Adopter le règlement intitulé « *Règlement sur le Comité Jacques-Viger (12-022)* ».

CE02 0453 (1020548034) - 17 avril 2002 - Créer un comité ad hoc de travail du comité exécutif appelé « *comité ad hoc d'architecture et d'urbanisme* »

DESCRIPTION

Actuellement, l'ordonnance numéro 2 du Règlement sur le Comité Jacques-Viger (12-022) fixe la rémunération des membres du comité comme suit :

Président : 475 \$ / séance

Vice-président : 375 \$ / séance

Membres : 375 \$ / séance

Or, le mode de rémunération de la présidence sous forme de jetons de présence n'est pas adapté à la charge de travail encourue qui déborde largement de la simple présence aux réunions et de la gestion des avis. La mesure réelle de la charge de travail de la présidence du Comité Jacques-Viger représente un quart de temps.

Dans le cadre de la préparation du budget 2019, une demande de crédits additionnels avait été présentée pour l'ajustement de la rémunération du président du Comité Jacques-Viger. Cet ajustement a été accordé.

Il est conséquemment proposé de définir la rémunération de la présidence du Comité Jacques-Viger selon un salaire fixe annuel proportionnel au temps consenti comme c'est le cas pour la présidence du Conseil du patrimoine de Montréal.

Ainsi, il est proposé que l'ordonnance fixant présentement la rémunération de tous les membres du Comité Jacques-Viger soit remplacée par 2 ordonnances distinctes.

Le premier projet d'ordonnance fixe la rémunération annuelle du président du Comité Jacques-Viger (48 000 \$ / année, à compter de l'exercice financier 2019) alors que le second projet fixe la rémunération des autres membres. À noter que celle-ci demeure inchangée (375 \$ / séance et 475 \$ / séance pour un membre qui préside, en remplacement du président).

JUSTIFICATION

Le mode de rémunération de la présidence du Comité Jacques-Viger (CJV) (jetons de présence) n'est pas adapté à la charge de travail encourue. La mesure réelle de la charge de travail de la présidence du CJV représente un quart de temps.

À titre de comparaison, la rémunération annuelle allouée au président du Conseil du patrimoine de Montréal à raison d'un demi temps est de 96 000 \$. Un quart de temps représente une rémunération annuelle de 48 000 \$.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les crédits requis sont prévus au budget de fonctionnement du Service du greffe, le budget 2019 ayant été ajusté en conséquence.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

n/a

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Aucun.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Promulgation de l'ordonnance suite à son affichage à l'hôtel de ville et à sa publication dans *Le Devoir*.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre LACOSTE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nancy SINCLAIR
Chef de division - Soutien au greffe et adjointe
au directeur

Tél : 514 872-2636
Télécop. : 514 872-5655

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-29

Nancy SINCLAIR
Chef de division - Soutien au greffe et
adjointe au directeur

Tél : 514 872-2636
Télécop. : 514 872-5655

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves SAINDON

Greffier et directeur

Tél : 514 872-3007

Approuvé le : 2019-01-30

VILLE DE MONTRÉAL

RÈGLEMENT SUR LE COMITÉ JACQUES-VIGER (12-022) (article 23)

ORDONNANCE Numéro X

ORDONNANCE FIXANT LA RÉMUNÉRATION DU PRÉSIDENT DU COMITÉ JACQUES-VIGER

Vu l'article 23 du Règlement sur le Comité Jacques-Viger (12-022);

À la séance du _____ 2019, le comité exécutif de la Ville de Montréal décrète:

1. À compter de l'exercice financier 2019, la rémunération annuelle du président du Comité Jacques-Viger est fixée à 48 000 \$.

Cette ordonnance a été promulguée par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans
Le Devoir le _____ 2019.

VILLE DE MONTRÉAL

RÈGLEMENT SUR LE COMITÉ JACQUES-VIGER (12-022) (Article 23)

ORDONNANCE Numéro X

ORDONNANCE FIXANT LA RÉMUNÉRATION DES MEMBRES DU COMITÉ JACQUES-VIGER

Vu l'article 23 du Règlement sur le Comité Jacques-Viger (12-022);

À la séance du _____ 2019, le comité exécutif de la Ville de Montréal décrète:

SECTION I APPLICATION

1. La présente ordonnance fixe la rémunération de tous les membres du Comité Jacques-Viger à l'exception du président de ce comité.

SECTION II DISPOSITIONS GÉNÉRALES

2. Sous réserve de l'article 3, chaque membre du Comité Jacques-Viger reçoit un montant de 375 \$ pour sa présence à une réunion du comité.

3. Le membre qui agit en remplacement du président du Comité Jacques-Viger reçoit un montant de 475 \$ par réunion qu'il préside.

4. Les rémunérations prévues aux articles 2 et 3 s'appliquent également lorsque les membres siègent en comité mixte conformément à l'article 18 du Règlement sur le Comité Jacques-Viger (12-022).

SECTION II DISPOSITION FINALE

5. L'ordonnance numéro 2 édictée en vertu du Règlement sur le Comité Jacques-Viger (12-022) est abrogée.

Cette ordonnance a été promulguée par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le _____ 2019.

Dossier # : 1190132001

Unité administrative responsable :

Service du greffe , Direction , Division du soutien au greffe

Objet :

Édicter, en vertu de l'article 23 du Règlement sur le Comité Jacques-Viger (12-022), une ordonnance établissant la rémunération du président du Comité Jacques-Viger et une ordonnance établissant la rémunération des autres membres du Comité Jacques-Viger.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS



[GDD 1190132001 - Règlement Comité Jacques Viger.xlsx](#)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre LACOSTE
Préposé au budget
Tél : 514 872-4065

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-30

Ronald ST-VIL
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-2999
Division : Div. Du Conseil Et Du Soutien Financier-Point De Service Hdv



Dossier # : 1193599001

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 h) maintenir, par règlement du conseil de la ville, un droit d'initiative pour les citoyennes et citoyens en matière de consultation publique
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance fixant la date d'entrée en vigueur des dispositions du Règlement modifiant le Règlement sur la Charte montréalaise des droits et responsabilités et sur le droit d'initiative (05-056-5) afin de mettre en oeuvre l'exercice en ligne de ce droit

Il est recommandé :

d'édicter, en vertu de l'article 7 du Règlement modifiant le Règlement sur la Charte montréalaise des droits et responsabilités et sur le droit d'initiative (05-056-5), l'ordonnance fixant la date d'entrée en vigueur des articles 1, 4 et 5 dudit règlement.

Signé par Benoit DAGENNAIS **Le** 2019-01-31 14:17

Signataire :

Benoit DAGENNAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

IDENTIFICATION

Dossier # :1193599001

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 h) maintenir, par règlement du conseil de la ville, un droit d'initiative pour les citoyennes et citoyens en matière de consultation publique
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance fixant la date d'entrée en vigueur des dispositions du Règlement modifiant le Règlement sur la Charte montréalaise des droits et responsabilités et sur le droit d'initiative (05-056-5) afin de mettre en oeuvre l'exercice en ligne de ce droit

CONTENU

CONTEXTE

En décembre 2018, un dossier a été soumis au conseil en vue de l'adoption d'un règlement modifiant l'annexe B du *Règlement sur la Charte montréalaise des droits et responsabilités et sur le droit d'initiative* (05-056) afin notamment de permettre l'exercice du droit d'initiative par le dépôt d'une pétition en format électronique. Ce règlement (05-056-5) a été adopté à l'assemblée du 28 janvier 2019 et sera en vigueur à compter de sa publication (prévue le 4 février), à l'exception des articles 1, 4 et 5 qui doivent entrer en vigueur à la date déterminée par le comité exécutif. Les articles 1, 4 et 5 permettent l'exercice en ligne du droit d'initiative.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 0099 - 28 janvier 2019 : Adoption du Règlement modifiant le Règlement sur la Charte montréalaise des droits et responsabilités et sur le droit d'initiative aux fins de permettre la pétition électronique

CM18 0422 - 27 mars 2018 : Motion demandant la mise en ligne de l'outil de pétition électronique au bénéfice du droit d'initiative en matière de consultation publique

CM09 0878 - 22 septembre 2009 : Adoption du Règlement modifiant la Charte montréalaise des droits et responsabilités (05-056) afin d'y insérer les dispositions sur le droit d'initiative

DESCRIPTION

Le Service des technologies et de l'information a effectué les tests requis et confirme que le système permettant la mise en ligne du droit d'initiative est prêt. Le présent dossier vise conséquemment à édicter l'ordonnance requise pour la mise en oeuvre du droit d'initiative en ligne à compter du 25 février 2019.

JUSTIFICATION

L'accès au droit d'initiative en ligne améliorera cet outil démocratique, facilitera la collecte de signatures et favorisera la participation citoyenne.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La mise en oeuvre du droit d'initiative en ligne favorisera la participation, la concertation ainsi que l'accessibilité universelle pour une collectivité au coeur du développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

- Avis public de promulgation de l'ordonnance
- Communication et de formation en arrondissement

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Séance du comité exécutif : prévue le 13 février 2019
- Mise en ligne du droit d'initiative: le 25 février 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sylvain S HÉBERT, Service des technologies de l'information

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jocelyne L'ANGLAIS
Avocate

Tél : 872-3357
Télécop. : 872-5655

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-31

Yves SAINDON
Greffier et directeur

Tél : 514 872-3007
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves SAINDON
Greffier et directeur

Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2019-01-31

VILLE DE MONTRÉAL

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LA CHARTE MONTRÉLAISE DES DROITS ET RESPONSABILITÉS ET SUR LE DROIT D'INITIATIVE (05-056-5)

ORDONNANCE Numéro 1

ORDONNANCE ÉDICTANT LA DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR DE CERTAINES DISPOSITIONS DU RÈGLEMENT MODIFIANT RÈGLEMENT SUR LA CHARTE MONTRÉLAISE DES DROITS ET RESPONSABILITÉS ET SUR LE DROIT D'INITIATIVE (05-056-5)

Vu l'article 47 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu l'article 7 du Règlement modifiant le Règlement sur la Charte montréalaise des droits et responsabilités et sur le droit d'initiative (05-056-5);

À la séance du XXXXXXXXXXXXXXXX 2019, le comité exécutif de la Ville de Montréal décrète :

1. Les articles 1, 4 et 5 du Règlement modifiant le Règlement sur la Charte montréalaise des droits et responsabilités et sur le droit d'initiative (05-056-5) entrent en vigueur le 25 février 2019.

Cette ordonnance a été promulguée par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXXXXXXXX 2019.

GDD 1193599001



Dossier # : 1180003001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction des bibliothèques , Division RAC
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	MCCQ 2018-2021 (Entente sur le développement culturel)
Objet :	Approuver, dans le cadre du Programme triennal d'immobilisations 2019-2021, un règlement d'emprunt autorisant le financement de 25 M\$ pour la réalisation de travaux, de rénovation, d'agrandissement, de construction de bibliothèques ainsi que l'achat de collections premières.

Il est recommandé :

1. d'approuver, dans le cadre du Programme triennal d'immobilisations 2019-2021, un règlement d'emprunt autorisant le financement de 25 M\$ pour la réalisation de travaux, de rénovation, d'agrandissement, de construction de bibliothèques ainsi que l'achat de collections premières.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2019-02-01 08:41

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

IDENTIFICATION **Dossier # :1180003001**

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction des bibliothèques , Division RAC
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	MCCQ 2018-2021 (Entente sur le développement culturel)
Objet :	Approuver, dans le cadre du Programme triennal d’immobilisations 2019-2021, un règlement d’emprunt autorisant le financement de 25 M\$ pour la réalisation de travaux, de rénovation, d’agrandissement, de construction de bibliothèques ainsi que l’achat de collections premières.

CONTENU

CONTEXTE

Lors de sa séance du 5 décembre 2007, le comité exécutif (CE07 1967) a confirmé la mise en place de son Programme de rénovation, d’agrandissement et de construction de bibliothèques publiques (Programme RAC). Ce Programme s’inscrit dans le cadre de l’Entente sur le développement culturel que la Ville a conclu avec la ministre de la Culture, des Communications (MCC).

Le 20 décembre 2016, un règlement d’emprunt (*règlement 16-071*) de 50 M\$ a été approuvé par le conseil municipal (CM16 1474).

La présente demande de règlement d’emprunt de 25 M\$ porte sur le financement des travaux de rénovation, d’agrandissement et de construction des bibliothèques inscrites au carnet de projets du Programme RAC dans le cadre de l’axe 3 de l’Entente MCC-Ville sur le développement culturel de Montréal.

Par ce règlement d’emprunt seront, entre autres, financés les projets de la bibliothèque Maisonneuve (arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve), la bibliothèque de L’Octogone (arrondissement de LaSalle) et la bibliothèque de Peter-McGill (arrondissement de Ville-Marie).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE18 1323 - 8 août 2018 : 1 -Approuver le projet d’Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021 entre la ministre de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal établissant les modalités d’implication des parties relativement au versement d’une aide financière à la Ville pour réaliser des projets dans le cadre de cette entente; 2- Mandater le Service de la culture pour gérer la mise en œuvre de ce programme.

CM16 1474 - 20 décembre 2016 : Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt 50 000 000 \$ afin de financer les travaux, de rénovation, d’agrandissement, de construction, d’aménagement de bibliothèques et l’achat de collections initiales , sujet à son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l’Occupation du territoire.

CE16 1763 - 8 novembre 2016 : 1-Autoriser la poursuite du projet de construction de la bibliothèque L’Octogone, dans l’arrondissement de LaSalle, au coût de 24 394 382 \$, taxes

incluses (23 333 526 \$ au net); 2-Autoriser la tenue du concours d'architecture pluridisciplinaire en deux étapes pour la bibliothèque L'Octogone à la suite de l'approbation du ministère des Affaires municipales et l'Occupation du territoire (MAMOT), la rémunération des finalistes et des membres du jury ainsi que toutes autres dépenses connexes; 3-Autoriser les crédits, pour une somme maximale de 513 938 \$, taxes incluses, pour la réalisation du concours d'architecture pluridisciplinaire en deux étapes pour la bibliothèque L'Octogone; 4-Mandater la directrice du Service de la gestion et planification immobilière à signer les conventions des finalistes dans le cadre du concours pour et au nom de la Ville.

CE16 1668 - 19 octobre 2016 : 1- Autoriser la poursuite du projet de construction de la bibliothèque Maisonneuve dans l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve au coût de 23 260 696 \$, taxes incluses, (soit 21 240 116 \$ au net); 2-Autoriser la tenue du concours d'architecture pluridisciplinaire en deux étapes pour la bibliothèque Maisonneuve à la suite de l'approbation du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT), la rémunération des finalistes et membres du jury et toutes autres dépenses connexes; 3-Mandater la directrice du Service de la gestion et planification immobilière à signer les conventions des finalistes dans le cadre du concours d'architecture pluridisciplinaire en deux étapes pour la bibliothèque Maisonneuve; 4 - Autoriser les crédits pour un montant maximal de 514 000 \$, taxes incluses, pour la réalisation du concours d'architecture pluridisciplinaire en deux étapes pour la bibliothèque Maisonneuve; 5 - Imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

CE16 0861 - 25 mai 2016 : Approuver le plan de gestion de mise en œuvre des projets du Programme de rénovation, d'agrandissement et de construction (RAC) des bibliothèques.

CM11 0516 - 21 juin 2011 : Adopter, dans le cadre du programme PTI 2012-2015, un projet de règlement d'emprunt autorisant le financement de 60 000 000 \$ pour la réalisation de travaux d'amélioration locatives, d'agrandissement, de construction, d'aménagement de bibliothèques et d'achat de collections initiales.

CM08 0686 - 25 août 2008 : Adopter un règlement intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 30 000 000 \$ afin de financer les travaux d'améliorations locatives, d'agrandissement, de construction, d'aménagement de bibliothèques et d'achat de collections initiales, le tout afin d'augmenter la dotation des arrondissements".

CE07 1967 - 05 décembre 2007 : Confirmer la mise en place du Programme de rénovation, d'agrandissement et de construction de bibliothèques (Programme RAC).

DESCRIPTION

En accord avec la Politique de développement culturel 2017-2022, le Service de la culture souhaite, conjointement avec le Service de la gestion et de la planification immobilière ainsi qu'avec les arrondissements concernés, procéder à la rénovation, à l'agrandissement des bibliothèques suivantes : Maisonneuve (arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve), L'Octogone (arrondissement de LaSalle) et à la construction de Peter-McGill (arrondissement de Ville-Marie).

JUSTIFICATION

Le Programme RAC des bibliothèques permet l'attribution de crédits pour la rénovation, l'agrandissement ou la construction de bibliothèques, de même qu'à l'acquisition et au traitement de collections premières, dans le cas de l'ajout de nouvelles bibliothèques dans

le réseau. Par ces investissements, la Ville maintient en bon état ses actifs immobiliers et assure la pérennité de son réseau de bibliothèques publiques.

Ce Programme permet à tous les arrondissements de déployer une offre de services de qualité en matière de bibliothèque. Il vise aussi à une équité dans l'ensemble du réseau, afin que toute personne qui fréquente nos installations puisse y retrouver une offre de services de qualité normée.

De plus, la modernisation de notre réseau de bibliothèques est une composante essentielle dans un processus d'autoformation de la population, d'amélioration de la littératie numérique, de formation continue de la main-d'œuvre et de lutte contre l'exclusion sociale.

Les nouvelles bibliothèques sont aussi des outils mis à la disposition des intervenants locaux pour faciliter l'accueil et l'intégration des nouveaux arrivants, ainsi que la médiation culturelle auprès des clientèles fragiles.

Les projets présentés dans le cadre du Programme RAC des bibliothèques doivent, sur le plan environnemental, viser une certification LEED ou les objectifs de cette certification.

Montréal ayant été reconnue « Ville UNESCO de design », et en conformité avec les objectifs de la Ville en cette matière, la majorité des projets feront l'objet d'un concours d'architecture pluridisciplinaire ou de toutes autres mesures contribuant à la qualité du projet ainsi qu'à l'enrichissement du paysage architectural et urbain de la métropole.

Chaque projet devra intégrer une œuvre d'art à l'architecture.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement d'emprunt servira au financement du projet 36610 — Programme de rénovation, d'agrandissement et de construction de bibliothèques prévu à la programmation du PTI 2019-2021 . La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La Ville de Montréal adhère à l'*Agenda 21 de la culture* et appuie la reconnaissance de la culture comme le 4e pilier du développement durable et, en ce sens, les projets contenus dans l'Entente contribuent directement au développement durable. En effet, les valeurs intrinsèques aux processus culturels, telles que la diversité, la créativité ou l'esprit critique, sont essentielles au développement durable de nos sociétés.

L'objectif des bibliothèques est de démocratiser l'accès à la lecture, à l'information, à la connaissance, à la culture et au loisir.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Bonification de la lecture, augmentation du nombre d'abonnés et consolidation du réseau des bibliothèques publiques de la Ville de Montréal.

- Mise à la disposition d'équipements accueillants, modernes et ouverts sur leur milieu auprès de la population montréalaise.
- Participation accrue du réseau des bibliothèques publiques à l'effort collectif pour faire de Montréal une ville de lecture, de savoir et d'innovation.
- Par le biais de concours d'architecture pour les nouveaux équipements, contribution au rayonnement de Montréal comme ville de création et de design.
- Équité entre les arrondissements ainsi que dans l'ensemble du réseau des bibliothèques publiques de Montréal.
- Amélioration qualitative et quantitative des services de proximité.
- Consolidation des quartiers culturels en arrondissements.

- Acquisition et/ou maintien des actifs immobiliers de la Ville.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les projets visés par ce règlement d'emprunt sont inscrits au calendrier des projets approuvés par le CE le 25 mai 2016 (CE16 0861). Les deux projets de bibliothèque l'Octogone et Maisonneuve sont en phase des plans et devis et le début des travaux est prévu en 2019-2020. Le projet Peter McGill est en phase d'avant projet et la préparation du PFT devrait être entamée en 2019.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le 13 juin 2017, la Ville de Montréal a adopté sa nouvelle *Politique de développement culturel 2017-2022*. Dans le cadre de cette politique, la Ville s'engage, « selon trois principes de base — rassembler, stimuler, rayonner — afin que la culture demeure au cœur de l'âme et de l'identité montréalaise et qu'elle contribue à assurer un milieu de vie de qualité aux citoyennes et citoyens, en misant notamment sur :

- la contribution au développement d'une communauté inclusive et engagée en renouvelant l'expérience de la bibliothèque du 21^e siècle pour les citoyens et en continuant d'offrir aux usagers une expérience de haute qualité;
- un milieu de vie stimulant alimenté par les artistes, artisans, créateurs, travailleurs, entreprises, organisations et industries culturelles;
- le rassemblement des conditions gagnantes afin d'offrir un environnement favorable à la création;
- une créativité rayonnante grâce à sa force et son excellence, signature de Montréal, créant richesse et fierté ».

Il s'inscrit dans les engagements de la Ville de Montréal formulés dans la Charte montréalaise des droits et responsabilités, et ce, plus particulièrement en regard de l'alinéa (e) de l'article 20 qui énonce que la Ville s'engage « à favoriser le développement de son réseau de bibliothèques et à promouvoir celui-ci, ainsi que le réseau des musées municipaux comme lieu d'accès au savoir et à la connaissance ».

Les parties prenantes au dossier approuvent le présent sommaire ainsi que les recommandations qui en découlent.

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :

Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Maryse CANUEL)

Document(s) juridique(s) visé(s) :

Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jabiz SHARIFIAN, Service de la gestion et de la planification immobilière
Frédéric STÉBEN, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve
Maryse BOUCHARD, Ville-Marie
Alain LAVOIE, LaSalle
Patricia PLANTE, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve
Daniel SAVARD, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve

Lecture :

Daniel SAVARD, 28 janvier 2019
Patricia PLANTE, 25 janvier 2019
Jabiz SHARIFIAN, 25 janvier 2019
Maryse BOUCHARD, 21 décembre 2018
Alain LAVOIE, 21 décembre 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sabeur KEBAIER
Conseiller en aménagement

Tél : 514-872-6601
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Le : 2018-12-20

Amélie HARBEC
Chef de division RAC

Tél : 514.872.3160
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Ivan FILION
Directeur des bibliothèques
Tél : 514 872-1608
Approuvé le : 2018-12-20

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Suzanne LAVERDIÈRE
Directrice
Tél : 514-872-4600
Approuvé le : 2019-01-28

Dossier # : 1180003001

Unité administrative responsable :

Service de la culture , Direction des bibliothèques , Division RAC

Objet :

Approuver, dans le cadre du Programme triennal d'immobilisations 2019-2021, un règlement d'emprunt autorisant le financement de 25 M\$ pour la réalisation de travaux, de rénovation, d'agrandissement, de construction de bibliothèques ainsi que l'achat de collections premières.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



[AGT - 1180003001 - Bibliothèques-VF.doc](#)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-25

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

**VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX**

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 25 000 000 \$ AFIN DE FINANCER LES TRAVAUX DE RÉNOVATION, D'AGRANDISSEMENT, DE CONSTRUCTION ET D'AMÉNAGEMENT DE BIBLIOTHÈQUES AINSI QUE L'ACHAT DE COLLECTIONS PREMIÈRES

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 25 000 000 \$ est autorisé afin de financer les travaux de rénovation, d'agrandissement, de construction et d'aménagement de bibliothèques ainsi que l'achat de collections premières.
2. Cet emprunt comprend les frais et honoraires d'études et de conception, ceux relatifs à la confection des plans et devis et à la surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.
3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.
4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal, conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).
5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense prévue par le présent règlement.

GDD1180003001

Dossier # : 1180003001

Unité administrative responsable :

Service de la culture , Direction des bibliothèques , Division RAC

Objet :

Approuver, dans le cadre du Programme triennal d'immobilisations 2019-2021, un règlement d'emprunt autorisant le financement de 25 M\$ pour la réalisation de travaux, de rénovation, d'agrandissement, de construction de bibliothèques ainsi que l'achat de collections premières.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS



[Virement ai GDD 1180003001 Approbation MAMH.xlsm.xls](#)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Maryse CANUEL
Agent(e) comptable analyste

Tél : 514 868-4439

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-25

Daniel D DESJARDINS
Conseiller en gestion des ressources
financières

Tél : 514 872-5597

Division : Service des finances - Division du
conseil et du soutien financier
Point de service Brennan -



Dossier # : 1197235001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 9 000 000 \$ pour financer le programme de soutien aux arrondissements pour la mise aux normes d'installations aquatiques

Il est recommandé :

1. D'adopter le « Règlement autorisant un emprunt de 9 000 000 \$ pour financer le programme de soutien aux arrondissements pour la mise aux normes d'installations aquatiques ».

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2019-01-31 15:31

Signataire :

Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

IDENTIFICATION **Dossier # :1197235001**

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 9 000 000 \$ pour financer le programme de soutien aux arrondissements pour la mise aux normes d'installations aquatiques

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal s'est dotée de différents outils de planification offrant une vision et des orientations communes pour le développement de la pratique d'activités physiques et de sports tels que :

- Le Plan d'intervention aquatique de Montréal adopté par le conseil municipal en avril 2013;
- La Politique du sport et de l'activité physique adoptée par le conseil municipal en novembre 2014.

Par ailleurs, nous constatons que le réseau montréalais des installations aquatiques accuse un vieillissement important et que l'aménagement de plusieurs de celles-ci n'est pas complètement ajusté aux pratiques récréatives et sportives contemporaines et aux besoins de certaines clientèles. Des investissements en rénovation sont indispensables pour maintenir et améliorer l'offre de services aux Montréalais et rendre les installations sportives municipales sécuritaires, efficaces et attrayantes pour les usagers.

Le budget PTI 2019-2021 consacré au Programme permettra notamment de poursuivre la mise aux normes des pataugeoires de type empli-vide qui n'ont pas de système de filtration ainsi que les travaux de rénovation de deux piscines de la Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île (CSPI) lesquelles bénéficieront d'un soutien financier de la Ville de 4 200 000 \$ afin de poursuivre leur offre de service aux résidents du quartier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 1403	28 novembre 2018	Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2019-2021 de la Ville de Montréal (Volet ville centrale)

CM18 0849	18 juin 2018	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 4 200 000 \$ pour le versement d'une contribution financière à la Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île afin de financer des travaux de mise aux normes de la piscine Henri-Bourassa et de la piscine Calixa-Lavallée
CM18 0703	28 mai 2018	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 20 000 000 \$ pour financer le programme de soutien aux arrondissements pour la mise aux normes d'installations aquatiques
CM16 1642	12 octobre 2016	Adopter le Programme aquatique de Montréal - volet Mise aux normes pour la période 2017-2019
CM14 1123	24 novembre 2014	Adopter la Politique du sport et de l'activité physique ainsi que ses orientations et priorités d'action découlant de la consultation publique tenue en 2012-2013 et du Sommet Montréal physiquement active de mai 2014
CM13 0340	23 avril 2013	Adopter le Plan d'intervention aquatique de Montréal 2013-2025

DESCRIPTION

Le présent dossier a pour but de faire adopter un règlement d'emprunt d'une valeur de 9 000 000 \$ pour le financement du Programme aquatique de Montréal - volet Mise aux normes, un programme de soutien destiné aux arrondissements pour la mise aux normes d'installations aquatiques. Ce Programme est sous la responsabilité du Service des grands parcs, du mont Royal et des sports (SGPMRS).

JUSTIFICATION

Selon la Charte de la Ville de Montréal à l'article 141, le conseil d'arrondissement exerce les compétences de la Ville à l'égard des équipements sportifs ou de loisirs situés dans l'arrondissement. En conséquence, les arrondissements sont responsables de la gestion et du maintien de leurs installations aquatiques. Des investissements majeurs sont à prévoir dans plusieurs de celles-ci. Sans ce programme, les arrondissements pourront difficilement supporter l'ensemble des coûts nécessaires à la réfection et à la mise aux normes de leurs installations. La Ville peut cependant les aider à actualiser et à consolider leurs installations, entre autres par la création de programmes de soutien.

La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra au SGPMRS d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses visant la réalisation de travaux de mise aux normes d'installations aquatiques.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Afin de s'assurer de la mise en œuvre du Programme aquatique de Montréal - volet mise aux normes et de dépenser les budgets en immobilisations qui lui sont consacrés au PTI 2019-2021, l'adoption d'un règlement d'emprunt d'une valeur de 9 000 000 \$ est requise. Ce règlement d'emprunt sera à la charge des citoyens de la Ville centrale, et la période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans.

Le PTI 2019-2021 accordé au Programme se chiffre à 32 200 000 \$, toutefois la somme de 23 200 000 \$ consentie pour les années 2019 et 2020 au PTI 2018-2020 est déjà incluse aux règlements d'emprunt 18-023 et 18-033.

La somme inscrite ci-dessous correspond au PTI adopté pour les années 2019-2021:

Budget autorisé	2019	2020	2021
38380 Programme de mise aux normes - équipements aquatiques	14 700 000 \$	10 500 000 \$	7 000 000 \$

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le présent dossier décisionnel est en lien avec l'orientation du plan Montréal durable 2016-2020 de la Ville de Montréal, soit d'améliorer l'accès aux services et aux équipements culturels, sportifs et de loisirs et de lutter contre les inégalités.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le financement de ce programme de soutien destiné aux arrondissements pour la mise aux normes d'installations aquatiques municipales permettra de maintenir et/ou améliorer l'offre en sports et activités physiques aux Montréalais. La fermeture d'installations sportives en raison de leur désuétude pourrait ainsi être évitée notamment pour les patageoires de type empli-vide.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion par le conseil municipal : 25 février 2019

- Adoption du règlement d'emprunt par le conseil municipal : 25 mars 2019
- Approbation du règlement d'emprunt par le gouvernement du Québec : avril - mai 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Maryse CANUEL)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Roberto RODRIGUEZ GONZALEZ
Conseiller en analyse et contrôle de gestion

Tél : 514 872-2656
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-01-21

Christine LAGADEC
C/d orientations, événements, équipements,
pratique sportive

Tél : 514-872-4720
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Luc DENIS
Directeur des sports
Tél : 514-872-0035
Approuvé le : 2019-01-29

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
Directrice
Tél : 514-872-1456
Approuvé le : 2019-01-30

Dossier # : 1197235001

Unité administrative responsable : Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique

Objet : Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 9 000 000 \$ pour financer le programme de soutien aux arrondissements pour la mise aux normes d'installations aquatiques

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



[AGT - 1197235001 - Installations aquatiques-VF.doc](#)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-28

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

**VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX**

**RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 9 000 000 \$ POUR FINANCER
LE PROGRAMME DE SOUTIEN DESTINÉ AUX ARRONDISSEMENTS POUR
LA MISE AUX NORMES D'INSTALLATIONS AQUATIQUES**

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 9 000 000 \$ est autorisé pour financer le programme de soutien destiné aux arrondissements pour la mise aux normes d'installations aquatiques.
2. Cet emprunt comprend les frais et honoraires d'études et de conception, ceux relatifs à la confection des plans et devis et à la surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.
3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.
4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal, conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).
5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense prévue par le présent règlement.

GDD1197235001

Dossier # : 1197235001

Unité administrative responsable : Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique

Objet : Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 9 000 000 \$ pour financer le programme de soutien aux arrondissements pour la mise aux normes d'installations aquatiques

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS



[Virement crédit - GDD 1187235001.xls](#)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Maryse CANUEL
Agent(e) comptable analyste
Tél : 514 868-4439

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-23

François FABIEN
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-0709
Division : Service des finances
Conseil et soutien financier - Point de service
Brennan



Dossier # : 1181081026

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 30 800 000 \$ afin de financer le remplacement de véhicules et d'équipements»

Il est recommandé :

D'adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 30 800 000 \$ afin de financer le remplacement de véhicules et d'équipements».

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2019-01-31 14:51

Signataire :

Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

IDENTIFICATION

Dossier # :1181081026

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 30 800 000 \$ afin de financer le remplacement de véhicules et d'équipements»

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du Programme triennal d'immobilisations 2019-2021 par le conseil d'agglomération, le Service du matériel roulant et des ateliers doit faire adopter les règlements d'emprunt nécessaires afin d'être en mesure de réaliser les investissements pour le remplacement de véhicules et d'équipements tels que génératrices, embarcations et etc.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0573 - Le 8 novembre 2018 - Dépôt du Programme triennal d'immobilisations 2019-2021 de la Ville de Montréal (volet agglomération).
CG18 0634 - Le 29 novembre 2018- Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2019-2021 de la Ville de Montréal (volet agglomération).

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à adopter un règlement d'emprunt de 30 800 000 \$ comprenant les années 2019 (18 800 000 \$) et 2020 (12 000 000 \$) du PTI actuel afin de financer le remplacement de véhicules et d'équipements relevant de la compétence d'agglomération de la Ville de Montréal.

Le programme à financer est :

- Programme de remplacement de véhicules et d'équipements relevant de la compétence d'agglomération pour 30 800 000 \$ (68102).

JUSTIFICATION

La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra au Service du matériel roulant et des ateliers d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses visant le remplacement des véhicules et équipements rendus désuets ou non fonctionnels. La Ville possède un parc de 7400 véhicules et équipements d'une valeur globale de 571 M\$.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Selon l'analyse du bureau des projets et programmes d'immobilisations sur la stratégie d'investissement pour le maintien du parc de véhicules et équipements à Montréal, un budget annuel moyen de 46 M\$ doit être prévu.

La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 10 ans conformément à la Politique de capitalisation et amortissement des dépenses en immobilisations approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal par la résolution CG07 0473.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Tous les remplacements de véhicules et équipements font l'objet d'analyses écoénergétiques afin de réduire au maximum les gaz à effet de serre. De plus, les véhicules et équipements 100 % électriques sont priorisés lors des remplacements.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les investissements pour le remplacement des véhicules et équipements permettent de maintenir des services sécuritaires et efficaces aux citoyens de la Ville de Montréal.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion : Le 28 février 2019

Adoption : Le 28 mars 2019

Approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et au encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Abdelkodous YAHYAOUI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Kathia BRUNET
Secrétaire de direction

Tél : 514 872-4354
Télécop. : 514 872-0690

ENDOSSÉ PAR

Claude SAVAGE
Directeur

Tél : 514-872-1076
Télécop. : 514-872-1095

Le : 2019-01-23

Dossier # : 1181081026

Unité administrative responsable :

Service du matériel roulant et des ateliers , Direction

Objet :

Adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 30 800 000 \$ afin de financer le remplacement de véhicules et d'équipements»

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



[AML - 1181081026 - Remplacement véhicules et équipements - agglo VF.doc](#)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-23

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

**VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX**

**RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 30 800 000 \$ AFIN DE
FINANCER LE REMPLACEMENT DE VÉHICULES ET D'ÉQUIPEMENTS**

Vu l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de l'agglomération de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 30 800 000 \$ est autorisé afin de financer le remplacement de véhicules et d'équipements.
2. Cet emprunt comprend les dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.
3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 10 ans.
4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de l'agglomération de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).
5. Le conseil d'agglomération affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

GDD1181081026

Dossier # : 1181081026

Unité administrative responsable :

Service du matériel roulant et des ateliers , Direction

Objet :

Adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 30 800 000 \$ afin de financer le remplacement de véhicules et d'équipements»

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS



[GDD 1181081026 Rég. emprunt Remplacement de véhicules et équipement.xlsx](#)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Abdelkodous YAHYAOU
Agent comptable anlayste
Tél : 5148725885

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-23

Françoise TURGEON
Conseiller(ere) budgetaire
Tél : 872-0946
Division : Div. Du Conseil Et Du Soutien
Financier-Point De Service Hdv



Dossier # : 1181081019

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 800 000 \$ afin de financer le projet de mise à niveau des postes de carburants

Il est recommandé :

Adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 800 000 \$ afin de financer le projet de mise à niveau des postes de carburants.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2019-01-31 14:51

Signataire :

Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

IDENTIFICATION

Dossier # :1181081019

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 800 000 \$ afin de financer le projet de mise à niveau des postes de carburants

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du Programme triennal d'immobilisations 2019-2021 par le conseil municipal, le Service du matériel roulant et des ateliers doit faire adopter les règlements d'emprunt nécessaires afin d'être en mesure de réaliser les investissements pour le projet de mise à niveau des postes de carburants, notamment le remplacement des réservoirs ainsi que les systèmes de surveillance.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 1296 - 8 novembre 2018 -Dépôt du Programme triennal d'immobilisations 2019-2021 de la Ville de Montréal (volet ville centrale)
CM18 1403 - 28 novembre 2018- Adoption du Programme triennal d'immobilisation 2019-2021 de la Ville de Montréal (volet ville centrale)

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à adopter un règlement d'emprunt de 800 000 \$ pour les années 2019, 2020 et 2021. Le solde des règlements d'emprunt en décembre 2018 pour ce projet était de 1 531 000 \$. La planification 2019 à 2021 est de 2 325 000 \$ moins le solde des règlements d'emprunt, une demande de 800 000 \$ est requise.

Le programme à financer est :

- Projet de mise à niveau des postes de carburants pour : 800 000 \$ (no 68097)

JUSTIFICATION

La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra au Service du matériel roulant et des ateliers d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses visant la mise à niveau des postes de carburants.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement d'emprunt servira au financement du projet 68097 prévu à la programmation du PTI 2019-2021.

Les acquisitions financées par ce règlement constituent des dépenses en immobilisations.

La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 10 ans conformément à la Politique de capitalisation et amortissement des dépenses en immobilisations approuvée par le conseil de la Ville par la résolution CM07 0841.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les normes environnementales obligent la Ville à se conformer à plusieurs aspects (contrôle des fuites, inspection de conformité, historique des interventions, etc.)

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La mise hors service d'un poste de carburant a des conséquences importantes sur les activités journalières des arrondissements et services.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion : Le 25 février 2019

Adoption : Le 25 mars 2019

Approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et au encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Abdelkodous YAHYAOUÏ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Kathia BRUNET
Secrétaire de direction

Tél : 514 872-4354
Télécop. : 514 872-0690

ENDOSSÉ PAR

Claude SAVAGE
Directeur

Tél : 514-872-1076
Télécop. : 514-872-1095

Le : 2019-01-24

Dossier # : 1181081019

Unité administrative responsable :

Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , -

Objet :

Adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 800 000 \$ afin de financer le projet de mise à niveau des postes de carburants

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



[AML- 1181081019 - Projet de mise à niveau des postes de carburant.doc](#)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-24

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

**VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX**

**RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 800 000 \$ AFIN DE FINANCER
LES TRAVAUX DU PROJET DE MISE À NIVEAU DES POSTES DE
CARBURANT**

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 800 000 \$ est autorisé afin de financer les travaux du projet de mise à niveau des postes de carburant, notamment le remplacement des réservoirs et des systèmes automatisés de surveillance.
2. Cet emprunt comprend les dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.
3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 10 ans.
4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).
5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

GDD1181081019

Dossier # : 1181081019

Unité administrative responsable :

Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , -

Objet :

Adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 800 000 \$ afin de financer le projet de mise à niveau des postes de carburants

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS



[GDD 1181081019 Rég. emprunt MISE À NIVEAU DES POSTES DE CARBURANT.xlsx](#)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Abdelkodous YAHYAOUI
Agent comptable anlayste
Tél : 5148725885

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-25

Françoise TURGEON
Conseiller(ere) budgetaire
Tél : 872-0946
Division : Div. Du Conseil Et Du Soutien Financier-Point De Service Hdv



Dossier # : 1181081023

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 1 600 000 \$ afin de financer le programme d'intégration de véhicules et d'équipements écoresponsables»

Il est recommandé :
D'adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 1 600 000 \$ afin de financer le programme d'intégration de véhicules et d'équipements écoresponsables».

Signé par Benoit DAGENAI **Le** 2019-01-31 14:51

Signataire : Benoit DAGENAI

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

IDENTIFICATION

Dossier # :1181081023

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 1 600 000 \$ afin de financer le programme d'intégration de véhicules et d'équipements écoresponsables»

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du Programme triennal d'immobilisations 2019-2021 par le conseil municipal, le Service du matériel roulant et des ateliers doit faire adopter les règlements d'emprunt nécessaires afin d'être en mesure de réaliser les investissements pour le programme d'intégration de véhicules et d'équipements écoresponsables.

Dans les programmes de remplacement des véhicules (68102) avec règlement d'emprunt de 30 M\$, nous remplaçons plusieurs véhicules et équipements à combustion par des véhicules 100 % électriques.

Ex. : véhicules sous-compacts 4 portes par des Nissan Leaf 100 % électriques. Des surfaceuses à glace à gaz propane par des surfaceuses 100 % électriques.

Au programme 68106 (produits écoresponsables) avec règlement d'emprunt de 1,6 M\$, nous participons et encourageons les nouveaux véhicules et produits 100 % électriques. Ex. : aspirateurs de trottoirs (Madvac) 100 % électriques (nous avons supporté la firme pour le développement et les essais). Un nouveau tracteur 100 % électrique sera disponible dans quelques mois. La firme Nodressa modifie des fourgons à combustion pour les rendre 100 % électriques, la Ville fera l'essai cette année.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 1296 - Le 8 novembre 2018 -Dépôt du Programme triennal d'immobilisations 2018-2020 de la Ville de Montréal (volet ville centrale)

CM18 1403 - Le 28 novembre 2018 - Adoption du Programme triennal d'immobilisation 2018-2020 de la Ville de Montréal (volet ville centrale)

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à adopter un règlement d'emprunt de 1 600 000 \$ afin de financer le programme d'intégration de véhicules et d'équipements écoresponsables relevant de la compétence de la Ville centre de Montréal.

Le programme à financer est :

- Programme d'intégration de véhicules et d'équipements écoresponsables - Ville centre pour : 1 600 000 \$ (no 68106)

JUSTIFICATION

La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra au Service du matériel roulant et des ateliers d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses visant la réalisation des acquisitions prévues en 2019. Ce programme 68106 est prévu au PTI 2019-2021 pour l'acquisition de nouveaux véhicules et équipements avec de nouvelles technologies émergentes afin de réduire au maximum les gaz à effet de serre. Les firmes telles que EFFENCO, ÉCOTUNED , MADVAC, NORDRESA, etc. sont très impliquées dans ce programme.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement d'emprunt servira au financement du projet 68106 prévu à la programmation du PTI 2019-2021.

Les acquisitions financées par ce règlement constituent des dépenses en immobilisations.

La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 10 ans conformément à la Politique de capitalisation et amortissement des dépenses en immobilisations approuvée par le conseil de la Ville par la résolution CM07 0841.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce programme est essentiellement prévu pour l'acquisition de produits prototypes ou de nouvelles technologies émergentes écoénergiques.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La Ville s'est engagée à réduire de 30 % les gaz à effet de serre d'ici 2020.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion : Le 25 février 2019

Adoption : Le 25 mars 2019

Approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et au encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :

Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Certification de fonds :

Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Abdelkodous YAHYAOUÏ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Kathia BRUNET
Secrétaire de direction

Tél : 514 872-4354

Télécop. : 514 872-0690

ENDOSSÉ PAR

Claude SAVAGE
Directeur

Tél :

Télécop. :

Le : 2019-01-29

514-872-1076

514-872-1095

Dossier # : 1181081023

Unité administrative responsable :

Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , -

Objet :

Adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 1 600 000 \$ afin de financer le programme d'intégration de véhicules et d'équipements écoresponsables»

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



[AML - 1181081023 - Programme intégration véhicules et équip écoresponsables-ville VF.doc](#)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-29

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

**VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX**

**RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 1 600 000 \$ AFIN DE
FINANCER LE PROGRAMME D'INTÉGRATION DE VÉHICULES ET
D'ÉQUIPEMENTS ÉCORESPONSABLES**

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 1 600 000 \$ est autorisé afin de financer le d'intégration de véhicules et d'équipements écoresponsables.
2. Cet emprunt comprend les dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.
3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 10 ans.
4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).
5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

GDD1181081023

Dossier # : 1181081023

Unité administrative responsable : Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , -

Objet : Adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 1 600 000 \$ afin de financer le programme d'intégration de véhicules et d'équipements écoresponsables»

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS



[GDD 1181081023 Rég. emprunt intégration des équi. écoresponsable corpo..xlsx](#)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Abdelkodous YAHYAOUI
Agent comptable anlayste
Tél : 5148725885

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-30

Françoise TURGEON
Conseiller(ere) budgetaire
Tél : 872-0946
Division : Div. Du Conseil Et Du Soutien
Financier-Point De Service Hdv



Dossier # : 1181081022

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 1 000 000 \$ afin de financer le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés»

Il est recommandé :

D'adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 1 000 000 \$ afin de financer le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés».

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2019-02-01 15:46

Signataire :

Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

IDENTIFICATION

Dossier # :1181081022

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 1 000 000 \$ afin de financer le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés»

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du Programme triennal d'immobilisations 2019-2021 par le conseil municipal, le Service du matériel roulant et des ateliers doit faire adopter les règlements d'emprunt nécessaires afin d'être en mesure de réaliser les investissements pour le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 1296 - 8 novembre 2018 -Dépôt du Programme triennal d'immobilisations 2019-2021 de la Ville de Montréal (volet ville centrale)
CM18 1403 - 28 novembre 2018 - Adoption du Programme triennal d'immobilisation 2019-2021 de la Ville de Montréal (volet ville centrale)

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à adopter un règlement d'emprunt de 1 000 000 \$ afin de financer le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés relevant de la compétence de la Ville centre de Montréal.

Le programme à financer est :

- Programme de remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés - Ville centre pour : 1 000 000 \$ (no 68103)

JUSTIFICATION

La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra au Service du matériel roulant et des ateliers d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses visant la mise à niveau des équipements mécaniques et spécialisés dans les garages d'entretien et ateliers

spécialisés. Plusieurs de ces équipements ne rencontrent plus les normes de santé et sécurité et d'efficacité de travail.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement d'emprunt servira au financement du programme 68103 prévu à la programmation du PTI 2019-2021.
Les acquisitions financées par ce règlement constituent des dépenses en immobilisations.

La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 10 ans conformément à la Politique de capitalisation et amortissement des dépenses en immobilisations approuvée par le conseil de la Ville par la résolution CM07 0841.

Cette dépense concerne l'acquisition équipements pour es ateliers du SMRA. Comme le SMRA est une unité de soutien, les dépenses capitalisables sont réparties selon une clé de répartition établie en début d'exercice. La répartition 2019 est de 50,1% pour l'Agglomération et de 49,9% pour le local. L'emplacement des points de service n'a donc pas d'impact sur le taux de répartition.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Chaque remplacement est évalué afin d'avoir des solutions les plus écoresponsables possible.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ces équipements sont essentiels pour le bon fonctionnement des garages d'entretien des véhicules et des ateliers spécialisés.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion : Le 25 février 2019

Adoption : Le 25 mars 2019

Approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et au encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Abdelkodous YAHYAOUÏ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Kathia BRUNET
Secrétaire de direction

Tél : 514 872-4354
Télécop. : 514 872-0690

ENDOSSÉ PAR

Claude SAVAGE
Directeur

Tél : 514-872-1076
Télécop. : 514-872-1095

Le : 2019-01-29

Liste des équipements mécaniques et spécialisés
• Appareils de levage (vérins à colonne)
• Plates-formes de levage
• Soudeuses
• Machines à laver
• Équipements de réfection d'air climatisé
• Équipements d'aspiration
• Machines à découpage numérique « CNC »
• Projecteurs pour l'hôtel de ville et événements
• Systèmes de lubrification
• Etc.

Dossier # : 1181081022

Unité administrative responsable : Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , -

Objet : Adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 1 000 000 \$ afin de financer le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés»

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



[AML- 1181081022 - Remplacement équip mécaniques et spécialisés - ville_VF.doc](#)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-29

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

**VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX**

**RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 1 000 000 \$ AFIN DE
FINANCER LE REMPLACEMENT D'ÉQUIPEMENTS MÉCANIQUES ET
SPÉCIALISÉS**

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 1 000 000 \$ est autorisé afin de financer le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés.
2. Cet emprunt comprend les dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.
3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 10 ans.
4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).
5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

GDD1181081022

Dossier # : 1181081022

Unité administrative responsable : Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , -

Objet : Adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 1 000 000 \$ afin de financer le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés»

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS



[GDD 1181081022 Rég. emprunt remp. équip. mécan. spéc..xlsx](#)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Abdelkodous YAHYAOUI
Agent comptable anlayste
Tél : 5148725885

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-30

Françoise TURGEON
Conseiller(ere) budgetaire
Tél : 872-0946
Division : Div. Du Conseil Et Du Soutien
Financier-Point De Service Hdv



Dossier # : 1181081025

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 46 200 000 \$ afin de financer le remplacement de véhicules et d'équipements»

Il est recommandé :

D'adopter un règlement d'emprunt intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 46 200 000 \$ afin de financer le remplacement de véhicules et d'équipements».

Signé par Benoit DAGENAI **Le** 2019-02-01 15:47

Signataire :

Benoit DAGENAI

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

IDENTIFICATION

Dossier # :1181081025

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 46 200 000 \$ afin de financer le remplacement de véhicules et d'équipements»

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du Programme triennal d'immobilisations 2019-2021 par le conseil municipal, le Service du matériel roulant et des ateliers doit faire adopter les règlements d'emprunt nécessaires afin d'être en mesure de réaliser les investissements pour le remplacement de véhicules et d'équipements tels que têtes de souffleuse, tondeuses, aspirateurs de feuilles et etc.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 1296 - Le 8 novembre 2018 -Dépôt du Programme triennal d'immobilisations 2019-2021 de la Ville de Montréal (volet ville centrale)
CM18 1403 - Le 28 novembre 2018 - Adoption du Programme triennal d'immobilisation 2019-2021 de la Ville de Montréal (volet ville centrale)

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à adopter un règlement d'emprunt de 46 200 000 \$ comprenant les années 2019 (28 200 000 \$) et 2020 (18 000 000 \$) du PTI actuel afin de financer le remplacement de véhicules et d'équipements relevant de la compétence de la Ville centre de Montréal.

Le programme à financer est :

- Projet de remplacement de véhicules et d'équipements pour : 46 200 000 \$ (no 68102)

JUSTIFICATION

La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra au Service du matériel roulant et des ateliers d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses visant le remplacement

de véhicules et d'équipements rendus désuets ou non fonctionnels. La Ville possède un parc de 7 400 véhicules et équipements d'une valeur globale de 571 M\$.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Selon l'analyse du bureau des projets et programmes d'immobilisations sur la stratégie d'investissement pour le maintien du parc de véhicules et équipements à Montréal, un budget annuel moyen de 46 M\$ doit être prévu.

La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 10 ans conformément à la Politique de capitalisation et amortissement des dépenses en immobilisations approuvée par le conseil de la Ville par la résolution CM07 0841.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Tous les remplacements de véhicules et équipements font l'objet d'analyses écoénergétiques afin de réduire au maximum les gaz à effet de serre. De plus, les véhicules et équipements 100 % électriques sont priorités lors des remplacements.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les investissements pour le remplacement des véhicules et équipements permettent de maintenir des services sécuritaires et efficaces aux citoyens de la Ville de Montréal.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion : Le 25 février 2019

Adoption : Le 25 mars 2019

Approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et au encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Abdelkodous YAHYAOUÏ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Kathia BRUNET
Secrétaire de direction

Tél : 514 872-4354
Télécop. : 514 872-0690

ENDOSSÉ PAR

Claude SAVAGE
Directeur

Tél : 514-872-1076
Télécop. : 514-872-1095

Le : 2019-01-23

Dossier # : 1181081025

Unité administrative responsable :

Service du matériel roulant et des ateliers , Direction

Objet :

Adopter un règlement d'emprunt intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 46 200 000 \$ afin de financer le remplacement de véhicules et d'équipements»

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



AML - 1181081025 - Remplacement véhicules et équipements - ville VF.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-23

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

**VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX**

**RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 46 200 000 \$ AFIN DE
FINANCER LE REMPLACEMENT DE VÉHICULES ET D'ÉQUIPEMENTS**

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de la Ville de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

- 1.** Un emprunt de 46 200 000 \$ est autorisé afin de financer le remplacement de véhicules et d'équipements.
- 2.** Cet emprunt comprend les dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.
- 3.** Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 10 ans.
- 4.** Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).
- 5.** Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

GDD1181081025

Dossier # : 1181081025

Unité administrative responsable :

Service du matériel roulant et des ateliers , Direction

Objet :

Adopter un règlement d'emprunt intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 46 200 000 \$ afin de financer le remplacement de véhicules et d'équipements»

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS



[GDD 1181081025 Rég. emprunt Remplacement de véhicules et équipement.xlsx](#)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Abdelkodous YAHYAOU
Agent comptable anlayste
Tél : 5148725885

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-23

Françoise TURGEON
Conseiller(ere) budgetaire
Tél : 872-0946
Division : Div. Du Conseil Et Du Soutien
Financier-Point De Service Hdv



Dossier # : 1181081021

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 1 000 000 \$ afin de financer le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés

Il est recommandé :
D'adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 1 000 000 \$ afin de financer le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés.

Signé par Benoit DAGENAI **Le** 2019-02-01 15:46

Signataire :

Benoit DAGENAI

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

IDENTIFICATION **Dossier # :1181081021**

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 1 000 000 \$ afin de financer le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du Programme triennal d'immobilisations 2019-2021 par le conseil d'agglomération, le Service du matériel roulant et des ateliers doit faire adopter les règlements d'emprunt nécessaires afin d'être en mesure de réaliser les investissements pour le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG18 0573 - Le 8 novembre 2018 - Dépôt du Programme triennal d'immobilisations 2018-2020 de la Ville de Montréal (volet agglomération).
CG18 0094 - Le 29 novembre 2018- Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2018-2020 de la Ville de Montréal (volet agglomération)

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à adopter un règlement d'emprunt de 1 000 000 \$ afin de financer le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés relevant de la compétence d'agglomération de la Ville de Montréal.

Le programme à financer est :

- Programme de remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés - Villes de compétence d'agglomération pour 1 000 000 \$ (no 68103)

JUSTIFICATION

La mise en valeur du règlement d'emprunt permettra au Service du matériel roulant et des

ateliers d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses de compétence d'agglomération visant la mise à niveau des équipements mécaniques et spécialisés dans les garages d'entretien et ateliers spécialisés. Plusieurs de ces équipements ne rencontrent plus les normes de santé sécurité et d'efficacité.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement d'emprunt servira au financement du projet 68103 prévu à la programmation du PTI 2019-2021.

Les acquisitions financées par ce règlement constituent des dépenses en immobilisations.

La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 10 ans conformément à la Politique de capitalisation et amortissement des dépenses en immobilisations approuvée par le conseil de la Ville par la résolution CG07 0473.

Cette dépense concerne l'acquisition équipements pour es ateliers du SMRA. Comme le SMRA est une unité de soutien, les dépenses capitalisables sont réparties selon une clé de répartition établie en début d'exercice. La répartition 2019 est de 50,1% pour l'Agglomération et de 49,9% pour le local. L'emplacement des points de service n'a donc pas d'impact sur le taux de répartition.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Chaque remplacement est évalué afin d'avoir des solutions les plus écoresponsables possible.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ces équipements sont essentiels pour le bon fonctionnement des garages d'entretien de véhicules et des ateliers spécialisés.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Avis de motion : Le 28 février 2019

Adoption : Le 28 mars 2019

Approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et au encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Abdelkodous YAHYAOUÏ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Kathia BRUNET
Secrétaire de direction

Tél : 514 872-4354
Télécop. : 514 872-0690

ENDOSSÉ PAR

Claude SAVAGE
Directeur

Tél : 514-872-1076
Télécop. : 514-872-1095

Le : 2019-01-29

Liste des équipements mécaniques et spécialisés
• Appareils de levage (vérins à colonne)
• Plates-formes de levage
• Soudeuses
• Machines à laver
• Équipements de réfection d'air climatisé
• Équipements d'aspiration
• Machines à découpage numérique « CNC »
• Projecteurs pour l'hôtel de ville et événements
• Systèmes de lubrification
• Etc.

Dossier # : 1181081021

Unité administrative responsable : Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , -

Objet : Adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 1 000 000 \$ afin de financer le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



[AML - 1181081021 - Remplacement d'équip mécaniques et specialises - agglo VF.doc](#)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-29

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 1 000 000 \$ AFIN DE FINANCER LE REMPLACEMENT D'ÉQUIPEMENTS MÉCANIQUES ET SPÉCIALISÉS

Vu l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de l'agglomération de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 1 000 000 \$ est autorisé afin de financer le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés.
2. Cet emprunt comprend les dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.
3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 10 ans.
4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de l'agglomération de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).
5. Le conseil d'agglomération affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

GDD1181081021

Dossier # : 1181081021

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , -
Objet :	Adopter un règlement d'emprunt intitulé «Règlement autorisant un emprunt de 1 000 000 \$ afin de financer le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS



[GDD 1181081021 Rég. emprunt remp. équip. mécan. spéc. aggro..xlsx](#)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Abdelkodous YAHYAOUI
Agent comptable anlayste
Tél : 5148725885

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-30

Françoise TURGEON
Conseiller(ere) budgetaire
Tél : 872-0946
Division : Div. Du Conseil Et Du Soutien
Financier-Point De Service Hdv

CE : 40.011
2019/02/13 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA
À HUIS CLOS



Dossier # : 1180025002

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Modification par ordonnance du règlement sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (règlement S-6.01)

Il est recommandé:
de modifier par ordonnance le règlement sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (S-6.01) afin de modifier des dates pour la présentation d'une demande de subvention pour les secteurs de la rue Saint-Patrick, du chemin de la Côte-Saint-Luc et de la rue Saint-Grégoire.

Signé par Serge A BOILEAU **Le** 2019-01-21 11:16

Signataire : Serge A BOILEAU

Président
Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission

IDENTIFICATION

Dossier # :1180025002

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Modification par ordonnance du règlement sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (règlement S-6.01)

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre de la mise en oeuvre de certains projets d'enfouissement des réseaux câblés, il y a eu des reports pour la construction des infrastructures souterraines. Ainsi, il y a lieu de modifier la date de présentation des demandes de subventions par les riverains pour ces projets.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution CM17 1392 (1170025005) : Adopter un règlement modifiant le règlement R.R.V.M. c. S-6.01;

Résolution CM17 1269 (1170025004) : Adopter un règlement modifiant le règlement R.R.V.M. c. S-6.01 afin d'y inclure une partie de la rue Saint-Grégoire (Plateau Mont-Royal);

Résolution CM16 0804 (1150025004) : Adopter un règlement modifiant le règlement R.R.V.M. c. S-6.01 afin d'y inclure une partie du chemin de la Côte Saint-Luc (Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce);

Résolution CM14 0510 (1146659002) : Adopter un règlement modifiant le règlement R.R.V.M. c. S-6.01 afin d'y inclure une partie du boulevard Henri-Bourassa Est (Montréal-Nord) et de la rue Saint-Patrick (Sud-Ouest);

Résolution CM 13 0352 (1120443019) : Adopter un règlement modifiant le règlement R.R.V.M. c. S-6.01 afin d'y inclure une partie du boulevard Saint-Baptiste et des rues Bellerive, Notre-Dame Est et Sainte-Anne (Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles);

Résolution CM12 0861 (1111984010) : Adopter un règlement modifiant le règlement R.R.V.M. c. S-6.01 afin d'y inclure une partie du boulevard Gouin Ouest (l'Île-Bizard-Sainte-Geneviève);

Résolution CM11 0381 (1114642004) : Adopter un règlement modifiant le règlement R.R.V.M. c. S-6.01 afin d'y inclure une partie du boulevard Gouin Est (Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles);

Résolutions CM09 0695 et CM10 0800 (1093809001 et 1103809002) : Adopter des règlements modifiant les règlements R.R.V.M. c. S-6.01 et d'agglomération RCG 09-023 afin d'y inclure une partie de la rue Chabanel (Ahuntsic-Cartierville) et certaines rues transversales ainsi qu'une partie de la rue Saint-Viateur Est (Plateau Mont-Royal);

Résolutions CM07 0695 et CE08 2188 (1073261004 et 1083261006) : Adopter un règlement modifiant R.R.V.M. c. S-6.01 afin d'y inclure le projet d'enfouissement des fils sur les rues aux abords de la Maison Saint-Gabriel (Sud-Ouest);

Résolution CM05 0138 (1043093003) : Adopter un règlement modifiant le règlement R.R.V.M. c. S-6.01 afin d'y inclure la partie de la rue de l'Église (Verdun).

DESCRIPTION

La modification vise à changer les dates de présentation des demandes des subventions par les riverains pour les projets de la rue Saint-Patrick, du chemin de la Côte-Saint-Luc et de la rue Saint-Grégoire.

JUSTIFICATION

Le règlement R.R.V.M. c. S-6.01 prévoit que la Ville peut subventionner les travaux relatifs aux modifications de branchements électriques des propriétaires concernés dans les projets de conversion.

Il y a lieu de modifier le Règlement sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (S-6.01), afin de modifier la date de présentation des demandes de subventions par les riverains pour ces projets, pour s'ajuster aux reports des travaux de construction des infrastructures souterraines.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les projets d'enfouissement des fils soutiennent les principes de développement durable suivants : la protection du patrimoine et la réduction des nuisances et des impacts sur l'environnement et les paysages.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les travaux de modification des entrées privées pourront être faits suite aux travaux après l'envoi d'un avis aux propriétaires concernées par la C.S.E.M. Les propriétaires seront avisés qu'une subvention est prévue à cet effet, le tout après l'adoption de l'amendement au règlement S-6.01.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Evelyne GÉNÉREUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Gilles G - Ext GAUDET
Directeur STI-Planification

Tél : 514-384-6840 poste 244
Télécop. : 514-384-7298

ENDOSSÉ PAR

Serge A BOILEAU
Président

Tél : 514 384-6840
Télécop. : 514 384-7298

Le : 2019-01-21

Dossier # : 1180025002

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Objet :	Modification par ordonnance du règlement sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (règlement S-6.01)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir ci-joint le projet d'ordonnance.

FICHIERS JOINTS



Ordonnance modifiant Règl. S-6.01.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Evelyne GÉNÉREUX
Avocate - Droit public et législation
Tél : 514 872-8594

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-25

Véronique BELPAIRE
Avocate - Chef de division
Tél : 514 872-3024
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL

**RÈGLEMENT SUR LA SUBVENTION À LA MODIFICATION DU
RACCORDEMENT DU SERVICE ÉLECTRIQUE DE CERTAINS BÂTIMENTS
(R.R.V.M. c. S-6.01)**

ORDONNANCE Numéro 2

**ORDONNANCE VISANT À MODIFIER LA DATE DE RECEVABILITÉ
DE DEMANDES DE SUBVENTION**

Vu les sous-paragraphes b) des paragraphes 3° des articles 18, 19 et 20 du Règlement sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (R.R.V.M. c. S-6.01);

À la séance du _____, le comité exécutif de la Ville de Montréal décrète:

1. Le paragraphe 2° de l'article 18 du Règlement sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (R.R.V.M. c. S-6.01) est modifié par le remplacement de la date « 30 juin 2015 » par la date « 31 décembre 2019 ».
2. Le paragraphe 2° de l'article 19 de ce règlement est modifié par le remplacement de l'année « 2018 » par l'année « 2019 ».
3. Le paragraphe 2° de l'article 20 de ce règlement est modifié par le remplacement de l'année « 2019 » par l'année « 2020 ».

Cette ordonnance a été promulguée par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXX.

GDD : 1180025002



Dossier # : 1180025003

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) afin de modifier des dates pour la présentation d'une demande de subvention, de modifier l'annexe G (rue Saint-Patrick) et d'y ajouter les secteurs de la rue Notre-Dame Ouest et du boulevard Saint-Jean-Baptiste

Il est recommandé:

1. d'adopter un règlement modifiant le règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG-09-023) afin de modifier des dates pour la présentation d'une demande de subvention, de modifier l'annexe G (Saint-Patrick) et pour ajouter les secteur de la rue Notre-Dame Ouest et du boulevard Saint-Jean-Baptiste.

Signé par Serge A BOILEAU **Le** 2019-01-21 09:53

Signataire :

Serge A BOILEAU

Président
Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission

IDENTIFICATION

Dossier # :1180025003

Unité administrative responsable :	Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) afin de modifier des dates pour la présentation d'une demande de subvention, de modifier l'annexe G (rue Saint-Patrick) et d'y ajouter les secteurs de la rue Notre-Dame Ouest et du boulevard Saint-Jean-Baptiste

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre de la mise en oeuvre de projets d'enfouissement des réseaux câblés, la CSEM a entamé des démarches pour réaliser les travaux d'enfouissement des fils aériens sur rue Notre-Dame Ouest et sur le boulevard Saint-Jean-Baptiste.

Les projets consistent en l'enfouissement des fils aériens des réseaux électriques et de télécommunications dans les secteurs mentionnés ci-dessus. Ces projets font partie de la programmation établit avec le Bureau d'intégration et de coordination de la Ville (BIC).

Pour assurer le succès de l'enfouissement des fils électriques sur son territoire, la Ville de Montréal a adopté en 2000 le Règlement sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (R.R.V.M, c. S-6.01). En vertu de ce règlement, un propriétaire peut obtenir une subvention de la ville pour la mise aux normes de son entrée électrique en lien avec les travaux d'enfouissement des fils électriques.

De son côté, le Conseil d'agglomération a adopté le Règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) pour les commerces et industries, puisque les subventions aux commerces et industries sont considérées comme étant de l'aide à l'entreprise qui relève de la compétence de l'agglomération.

Ces deux règlements ont été modifiés à quelques reprises afin d'ajouter des secteurs

d'application pour les riverains de manière à ce que ce soit à « coût nul » pour eux.

Nous modifions des dates pour la présentation d'une demande de subvention pour certains projets (rue Saint-Patrick, chemin de la Côte-Saint-Luc, rue Saint-Grégoire et le Triangle CDN-NDG) pour les ajuster car il y a eu report des travaux.

Nous modifions l'annexe G pour hausser le montant de la subvention d'un des immeubles du projet de la rue Saint-Patrick (1364 Charlevoix) étant donné que les modifications requises sont plus importantes que ce qui a été prévu initialement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution CG18 0312 (1183558008): Adopter un règlement modifiant le règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) afin d'y ajouter le secteur des rues Buchan et Paré (Triangle CDN-NDG) (no RCG 09-023-9);

Résolution CG17 0518 (1170025003): Adopter un règlement modifiant le règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) afin d'y ajouter le secteur de la rue Saint-Grégoire (no RCG 09-023-8);

Résolution CG16 0748 (1150025003): Adopter un règlement modifiant le règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) afin d'y ajouter le secteur du chemin de la Côte-Saint-Luc (no RCG 09-023-7);

Résolution CG14 0319(1146659001): Adopter un règlement modifiant le règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) afin d'y ajouter les secteurs du boulevard Maurice-Duplessis et de la rue Saint-Patrick (no RCG 09-023-6);

Résolution CG13 0411 (1120443018) : Adopter un règlement modifiant le règlement d'agglomération RCG 09-023 afin d'y inclure une partie de la rue Notre-Dame Est (Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles) (no RCG 09-023-5);

Résolution CG12 0376 (1123890004) : Adopter un règlement modifiant le règlement R.R.V.M. c. S-6.01 afin d'y inclure une partie du boulevard Gouin Ouest (l'Île-Bizard - Sainte-Geneviève) (no RCG 09-023-4);

Résolution CG11 0332 et CG12 0374 (1122913025) : Adopter un règlement modifiant le règlement d'agglomération RCG 09-023 afin d'y inclure la rue Rachel Est (Rosemont - La Petite-Patrie) (RCG 09-023-2 et RCG 09-023-3);

Résolutions CG10 0379 et CG14 0597 (1100159001 et 1143809005) : Adopter des règlements modifiant les règlements R.R.V.M. c. S-6.01 et d'agglomération RCG 09-023 afin d'y inclure une partie de la rue Chabanel (Ahuntsic-Cartierville) et certaines rues transversales ainsi qu'une partie de la rue Saint-Viateur Est (Plateau Mont-Royal)(no RCG 09-023-1).

DESCRIPTION

Les projets consistent essentiellement à enfouir les fils des réseaux électriques et de télécommunications sur la rue Notre-Dame Ouest et sur le boulevard Saint-Jean-Baptiste.

JUSTIFICATION

Le règlement RCG 09-023 prévoit que le Conseil d'agglomération peut subventionner les travaux relatifs aux modifications de branchements électriques des propriétaires de commerces et industries concernés dans les projets de conversion. Les travaux d'enfouissement des réseaux de distribution d'électricité et de télécommunications contribuent à améliorer le paysage urbain montréalais par l'élimination des poteaux et des fils du réseau aérien. Ceux-ci font partie intégrante des orientations et objectifs d'aménagement préconisés par le Plan d'urbanisme de Montréal.

Il y a lieu de modifier le Règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023), afin notamment de hausser le plafond admissible de subvention pour assurer le paiement complet par la Ville des coûts de branchement découlant des projets, à toute fins utiles, pour assurer que ces projets se fassent à « coût nul » pour les propriétaires concernés.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant requis pour les raccordements est de 261 000 \$ (taxes incluses) et n'est pas capitalisable. Cette somme représente la subvention maximale pour les travaux de conversion des entrées électriques d'industries et de commerces existants. Le règlement RCG 09-023 étant de compétence d'agglomération, le financement doit provenir du budget d'agglomération.

Le budget pour ce projet est prévu au chapitre corporatif qui relève du comité exécutif .

Imputation : Le paiement aux bénéficiaires de l'aide financière doit être entériné par le Comité exécutif, et la Direction des Finances indiquera les comptes d'imputation à leur intervention.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les projets d'enfouissement des fils soutiennent les principes de développement durable suivants : la protection du patrimoine et la réduction des nuisances et des impacts sur l'environnement et les paysages.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'enfouissement des fils électriques et de télécommunications contribuera à rehausser la qualité du domaine public et l'image des secteurs concernés.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Selon le secteur les travaux de construction des infrastructures civiles de la C.S.E.M. pourraient être intégrés à des appels d'offres de la Ville qui visent d'autres travaux à réaliser au cours de l'année 2019 et suivantes.

Les travaux de modification des entrées privées pourront être faits suite aux travaux après l'envoi d'un avis aux propriétaires concernées par la C.S.E.M. Les propriétaires seront avisés qu'une subvention est prévue à cet effet, le tout après l'adoption de l'amendement au règlement RCG 09-023.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :

Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Evelyne GÉNÉREUX)

Certification de fonds :

Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marie Linda LAGUERRE NICOLAS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Gilles G - Ext GAUDET
Directeur STI-Planification

Tél : 514-384-6840 poste 244
Télécop. : 514-384-7298

ENDOSSÉ PAR

Serge A BOILEAU
Président

Tél : 514 384-6840
Télécop. : 514 384-7298

Le : 2019-01-21

Modification du règlement RCG 09-023

1. La date au paragraphe 2° de l'article 5.5 est remplacée par : 31 décembre 2019;
2. La date au paragraphe 2° de l'article 5.6 est remplacée par : 31 décembre 2019;
3. La date au paragraphe 2° de l'article 5.7 est remplacée par : 31 décembre 2020;
4. La date au paragraphe 2° de l'article 5.8 est remplacée par : 31 décembre 2019;
5. Le Règlement est modifié par l'ajout, après l'article 5.8, des articles suivants :

« **5.9** Le présent règlement s'applique également dans les arrondissements de Lachine et du Sud-Ouest, sur la rue Notre-Dame Ouest, spécifiquement aux adresses mentionnées dans le tableau de l'annexe K, selon les modalités particulières suivantes :

1° le montant maximal de subvention, pour la modification d'un bâtiment à la suite d'un enfouissement de fils électriques, est égal au montant prévu au tableau de l'annexe K en regard de chacun des bâtiments visés;

2° aucune demande de subvention présentée après le 31 décembre 2020 ne sera recevable;

3° le comité exécutif peut, par ordonnance :

- a) modifier les montants prévus au paragraphe 1°;
- b) modifier la date prévue au paragraphe 2°.

5.10 Le présent règlement s'applique également dans l'arrondissement Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles, sur le boulevard Saint-Jean-Baptiste, spécifiquement aux adresses mentionnées dans le tableau de l'annexe L, selon les modalités particulières suivantes :

1° le montant maximal de subvention, pour la modification d'un bâtiment à la suite d'un enfouissement de fils électriques, est égal au montant prévu au tableau de l'annexe N en regard de chacun des bâtiments visés;

2° aucune demande de subvention présentée après le 31 décembre 2020 ne sera recevable;

3° le comité exécutif peut, par ordonnance :

- a) modifier les montants prévus au paragraphe 1°;

b) modifier la date prévue au paragraphe 2°. »

6. L'annexe G est modifiée en remplaçant le montant de «3 700 \$» pour le 1364, rue Charlevoix par «8 650 \$»;

5. Ce règlement est modifié par l'ajout, après l'annexe J, des annexes K et L jointes en annexe au présent règlement

ANNEXE K

TABLEAU DES MONTANTS MAXIMAUX DE SUBVENTION POUR LE SECTEUR DE LA RUE NOTRE-DAMS OUEST ARRONDISSEMENT LACHINE ET SUD-OUEST

No civique	Rue	Montant maximal de la subvention
8000	Notre-Dame Ouest	20 000,00 \$

ANNEXE L

TABLEAU DES MONTANTS MAXIMAUX DE SUBVENTION POUR LE SECTEUR DU BOULEVARD SAINT-JEAN-BAPTISTE ARRONDISSEMENT RIVIÈRE-DES-PRAIRIES – POINTE-AUX-TREMBLES

No civique	Rue	Montant maximal de la subvention
500	Saint-Jean-Baptiste	6 100,00 \$

Dossier # : 1180025003

Unité administrative responsable :

Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission

Objet :

Adopter un règlement modifiant le règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) afin de modifier des dates pour la présentation d'une demande de subvention, de modifier l'annexe G (rue Saint-Patrick) et d'y ajouter les secteurs de la rue Notre-Dame Ouest et du boulevard Saint-Jean-Baptiste

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir ci-joint le projet de règlement et son annexe afférente.

FICHIERS JOINTS



Règl. mod. Règlement RCG 09-023.docxANNEXE.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Evelyne GÉNÉREUX
Avocate - Droit public et législation
Tél : 514 872-8594

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-25

Véronique BELPAIRE
Avocate - Chef de division
Tél : 514 872-3024
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT D'AGGLOMÉRATION SUR LA SUBVENTION À LA MODIFICATION DU RACCORDEMENT DU SERVICE ÉLECTRIQUE DE CERTAINS BÂTIMENTS (RCG 09-023)

Vu le sous-paragraphe f) du paragraphe 11 de l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu le Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019);

Vu les articles 82 et 90 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À l'assemblée du XXXXX, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. L'article 5.5 du Règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) est modifié par le remplacement de la date « 30 juin 2015 » par la date « 31 décembre 2019 ».

2. L'article 5.6 de ce règlement est modifié par le remplacement de l'année « 2017 » par l'année « 2019 ».

3. L'article 5.7 de ce règlement est modifié par le remplacement de l'année « 2019 » par l'année « 2020 ».

4. L'article 5.8 de ce règlement est modifié par le remplacement de l'année « 2018 » par l'année « 2019 ».

5. Ce règlement est modifié par l'ajout, après l'article 5.8., des articles suivants :

« **5.9.** Le présent règlement s'applique dans les arrondissements de Lachine et Le Sud-Ouest, sur la rue Notre-Dame Ouest, spécifiquement aux adresses mentionnées dans le tableau de l'annexe K, selon les modalités particulières suivantes :

1° le montant maximal de subvention, pour la modification d'un bâtiment à la suite d'un enfouissement de fils électriques, est égal au montant prévu au tableau de l'annexe K en regard de chacun des bâtiments visés;

- 2° aucune demande de subvention présentée après le 31 décembre 2020 ne sera recevable;
- 3° le comité exécutif peut, par ordonnance :
 - a) modifier les montants prévus au paragraphe 1°;
 - b) modifier la date prévue au paragraphe 2°.

5.10. Le présent règlement s'applique dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, sur le boulevard Saint-Jean-Baptiste, spécifiquement aux adresses mentionnées dans le tableau de l'annexe L, selon les modalités particulières suivantes :

- 1° le montant maximal de subvention, pour la modification d'un bâtiment à la suite d'un enfouissement de fils électriques, est égal au montant prévu au tableau de l'annexe L en regard de chacun des bâtiments visés;
- 2° aucune demande de subvention présentée après le 31 décembre 2020 ne sera recevable;
- 3° le comité exécutif peut, par ordonnance :
 - c) modifier les montants prévus au paragraphe 1°;
 - d) modifier la date prévue au paragraphe 2°. ».

6. L'annexe G de ce règlement est modifiée par le remplacement du montant de « 3 700,00 \$ », attribué pour le 1364, rue Charlevoix, par le montant de « 8 650,00 \$ ».

7. Ce règlement est modifié par l'ajout, après l'annexe J, des annexes K et L jointes en annexe au présent règlement.

ANNEXE

ANNEXE K – TABLEAU DES MONTANTS MAXIMAUX DE SUBVENTION POUR LE SECTEUR DE LA RUE NOTRE-DAME OUEST, ARRONDISSEMENT LACHINE ET LE SUD-OUEST

ANNEXE L – TABLEAU DES MONTANTS MAXIMAUX DE SUBVENTION POUR LE SECTEUR DU BOULEVARD SAINT-JEAN-BAPTISTE, ARRONDISSEMENT RIVIÈRE-DES-PRAIRIES–POINTE-AUX-TREMBLES

XX-XXX/2

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXX.

GDD : 1180025003

ANNEXE

ANNEXE K

TABLEAU DES MONTANTS MAXIMAUX DE SUBVENTION POUR LE SECTEUR DE LA RUE NOTRE-DAME OUEST, ARRONDISSEMENT LACHINE ET LE SUD-OUEST

No civique	Rue	Montant maximal de la subvention
8000	Notre-Dame Ouest	20 000,00 \$

ANNEXE L

TABLEAU DES MONTANTS MAXIMAUX DE SUBVENTION POUR LE SECTEUR
DU BOULEVARD SAINT-JEAN-BAPTISTE, ARRONDISSEMENT RIVIÈRE-DES-
PRAIRIES-POINTE-AUX-TREMBLES

No civique	Rue / Boulevard	Montant maximal de la subvention
500	Saint-Jean-Baptiste	6 100,00 \$

GDD : 1180025003

Dossier # : 1180025003

Unité administrative responsable :

Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission

Objet :

Adopter un règlement modifiant le règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) afin de modifier des dates pour la présentation d'une demande de subvention, de modifier 'l'annexe G (rue Saint-Patrick) et d'y ajouter les secteurs de la rue Notre-Dame Ouest et du boulevard Saint-Jean-Baptiste

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS



[Projet 03501 GDD 1180025003.xls](#)

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie Linda LAGUERRE NICOLAS
Agent comptable Analyste
Tél : (514) 868-8787

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-02-04

Maria BARDINA
conseiller(ere) budgetaire
Tél : 514-872-9366
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier



Dossier # : 1192904001

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division du soutien au greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Dépôt du rapport du greffier relatif à la formation des élu.es en éthique et en déontologie municipale à la suite de l'élection du 16 décembre 2018

Il est recommandé de :

Prendre acte du rapport du greffier relatif à la formation suivie par deux nouveaux élu.es du conseil municipal à la suite de l'élection partielle du 16 décembre 2018.

Signé par Benoit DAGENNAIS **Le** 2019-01-28 17:18

Signataire :

Benoit DAGENNAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

IDENTIFICATION

Dossier # :1192904001

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division du soutien au greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Dépôt du rapport du greffier relatif à la formation des élu.es en éthique et en déontologie municipale à la suite de l'élection du 16 décembre 2018

CONTENU

CONTEXTE

L'article 15 de la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale* (RLRQ, c. E-15.1.0.1) prévoit que tout membre d'un conseil municipal qui n'a pas déjà participé à une formation sur l'éthique et la déontologie en matière municipale doit, dans les six mois du début de son mandat, participer à une telle formation. Cet article précise aussi que le membre d'un conseil doit, dans les 30 jours de sa participation à une telle formation, déclarer celle-ci au greffier qui en fait rapport conseil.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 0431 - 23 avril 2018 : Dépôt au conseil municipal du rapport du greffier relatif à la formation en éthique et en déontologie municipale à la suite de l'élection générale de 2017.

DESCRIPTION

Ce dossier vise à déposer au conseil municipal le rapport du greffier relatif à la formation en éthique et en déontologie municipale suivie par deux nouveaux élu.es du conseil municipal après l'élection partielle du 16 décembre 2018. (Rapport en pièce jointe).

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme à l'article 15 de *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale* (RLRQ, c. E-15.1.0.1)

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Lynne TRÉPANIÉ
Conseillère analyse - contrôle de gestion

Tél : 514-872-5898
Télécop. : 514-872-5655

ENDOSSÉ PAR

Le : 2019-01-26

Nancy SINCLAIR
Chef de division - Soutien au greffe et
adjointe au directeur

Tél : 514 872-2636
Télécop. : 514 872-5655

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves SAINDON
Greffier et directeur

Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2019-01-28



FORMATION DES ÉLU.ES EN ÉTHIQUE ET EN DÉONTOLOGIE MUNICIPALE

RAPPORT DU GREFFIER DE LA VILLE

RAPPORT DÉPOSÉ AU CONSEIL MUNICIPAL
Le 21 janvier 2018

	Élu.e	Statut	Formation complétée	Date
1	Caroline Bourgeois	Nouveau élu.e	Oui	21 janvier 2019
2	Josué Corvil	Nouveau élu.e	Oui	21 janvier 2019



Dossier # : 1183983002

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division de la planification et du suivi environnemental
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 i) encourager la mise en œuvre du développement durable en tenant compte de l'évolution des connaissances et des pratiques dans ce domaine
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Déposer le rapport de l'état d'avancement de la mise en oeuvre de la programmation Ville de Montréal-Ouranos en matière d'adaptation aux changements climatiques - bilan pour la période juin 2017 et octobre 2018 et planification pour l'année 2019. Rapport présenté conformément à l'Entente de partenariat entre la Ville de Montréal et Ouranos.

Il est recommandé de:

Déposer le rapport de l'état d'avancement de la mise en oeuvre de la programmation Ville de Montréal-Ouranos en matière d'adaptation aux changements climatiques - bilan pour la période juin 2017 et octobre 2018 et planification pour l'année 2019. Rapport présenté conformément à l'Entente de partenariat entre la Ville de Montréal et Ouranos.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2019-02-01 16:36

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

IDENTIFICATION

Dossier # :1183983002

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction , Division de la planification et du suivi environnemental
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 i) encourager la mise en œuvre du développement durable en tenant compte de l'évolution des connaissances et des pratiques dans ce domaine
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Déposer le rapport de l'état d'avancement de la mise en oeuvre de la programmation Ville de Montréal-Ouranos en matière d'adaptation aux changements climatiques - bilan pour la période juin 2017 et octobre 2018 et planification pour l'année 2019. Rapport présenté conformément à l'Entente de partenariat entre la Ville de Montréal et Ouranos.

CONTENU

CONTEXTE

Le rapport de l'état d'avancement de la mise en oeuvre de la programmation Ville de Montréal-Ouranos en matière d'adaptation aux changements climatiques - bilan pour la période juin 2017 et octobre 2018 et planification pour l'année 2019 est présenté conformément à l'Entente d'adhésion entre la Ville de Montréal et Ouranos.

L'entente de partenariat que la Ville a signée en juin 2017 avec le consortium Ouranos est d'une durée de 3 ans. L'objectif de ce partenariat est de construire un pont entre les efforts de recherche menés en matière d'adaptation aux changements climatiques et les besoins que l'Agglomération de Montréal a pour se préparer à répondre au climat changeant.

En prévision de l'entente, le Service de l'environnement avait consulté les services centraux, les arrondissements et les villes liées de l'agglomération montréalaise afin de connaître leurs besoins en matière d'expertise relative à l'adaptation aux changements climatiques et de développer une programmation la plus complète possible. Une multitude de sujets ont été identifiés comme la connaissance des projections pour les différents aléas climatiques et l'évaluation des impacts à l'échelle locale, des analyses économiques liées aux impacts des changements climatiques visant plus précisément les coûts de l'adaptation versus les coûts du statu quo, des analyses coûts-avantages de différentes mesures d'adaptation, les opportunités économiques des changements climatiques, etc.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG 17 0274 - 15 juin 2017 - Approuver le projet d'entente d'adhésion entre la Ville de Montréal et OURANOS inc., pour une durée de 3 ans, concernant la recherche sur la climatologie régionale et l'adaptation aux changements climatiques, pour un montant total de 528 885\$, taxes incluses et de 300 000 \$ en nature.

DESCRIPTION

L'entente conclue entre Ouranos et la Ville de Montréal formalise et consolide une alliance qui se veut plus importante que jamais. Les récentes inondations en témoignent, tout comme les événements marquants qui se multiplient et les bouleversements qui se font déjà sentir sur le territoire de l'île de Montréal. La Ville a un rôle majeur à jouer afin de gérer les risques associés aux changements climatiques sur son territoire. Elle doit se préparer à répondre adéquatement aux impacts du climat changeant afin de préserver ses infrastructures et assurer son fonctionnement afin d'offrir des services et un environnement de qualité et sécuritaire pour tous les citoyens. C'est dans ce contexte et parce que l'ampleur de la tâche est grande que la Ville de Montréal s'est associée à Ouranos. Ce partenariat privilégié se veut :

- un chantier de réflexions et d'actions à l'échelle de l'agglomération montréalaise;
- un chantier interdisciplinaire/intersectoriel qui repose sur la collaboration et l'ouverture aux visions de plusieurs disciplines ;
- qui appuie des projets qui visent à intégrer l'adaptation aux changements climatiques dans la planification, la conception et l'aménagement, en complément à d'autres activités ou programmes en cours dans la Ville.

Une première année de collaboration

L'équipe des changements climatiques et projets spéciaux de la Division de la planification et du suivi environnemental du Service de l'environnement est mandatée pour coordonner le partenariat et s'assurer que les enjeux auxquels la l'agglomération de Montréal doit faire face trouvent écho dans des projets novateurs.

Cette première année 2017-2018 a permis de lancer trois projets de recherche qui nous l'espérons seront un tremplin pour les années à venir.

Services climatiques - Diffusion des données climatiques en vue de leur utilisation dans la mise en œuvre de stratégies d'adaptation aux changements climatiques dans les villes de l'agglomération de Montréal – Ce projet vise à offrir, selon les besoins des unités administratives de la Ville de Montréal et des villes liées, de l'information climatique intelligible, accessible et la plus précise possible en vue de son utilisation dans la mise en œuvre de stratégies d'adaptation. Le Service de l'environnement coordonne les demandes et lorsque les analyses s'avèrent plus complexes, l'équipe des Scénarios et services climatiques d'Ouranos prend le relais.

Projet lancé en janvier 2018 – en continu ou selon la demande.

Formulaire de requête pour recevoir les demandes a été créé, des pilotes en cours avec le Service des grands parcs du Mont-Royal et des sports, fiches illustrant les principales projections climatiques en cours d'élaboration pour diffusion aux différents services de la Ville, arrondissements et villes liées, serveur FTP disponible où les derniers rapports pertinents sont déposés dont l'Inventaire des ressources en adaptation, les portraits climatiques d'Ouranos et le Guide des scénarios climatiques.

La mise sur pied d'une démarche de laboratoire vivant appelé Labo Climat

Montréal – Les changements climatiques en cours nécessitent d'adopter un regard neuf sur les projets urbains, qu'ils soient une transformation, une requalification ou la construction d'une partie de la ville ou d'un quartier. Sur un territoire presque urbanisé à plus de 90 %,

le projet doit permettre une reconstruction durable de la ville dans la ville, tout en répondant aux enjeux climatiques (conditions actuelles et changements projetés).

La création du Labo Climat Montréal en adaptation aux changements climatiques est une démarche de cocréation pour la recherche et la mise en œuvre de solutions d'adaptation. Cette démarche qui implique plusieurs services dont celui de l'Urbanisme et de la mobilité et plus particulièrement la Division de l'aménagement et du design urbain ainsi que l'arrondissement de Lachine consiste à analyser sur la base d'un projet bien précis, un processus de planification afin de voir comment l'adaptation aux changements climatiques peut s'intégrer dans les différentes étapes de développement d'un projet urbain. Le secteur de Lachine-Est a été choisi comme site puisque les 50 hectares à requalifier représente un laboratoire idéal pour le projet et que l'exercice de planification en cours s'inscrivait bien avec le calendrier de la programmation des projets de recherche-action à mener dans le cadre de l'entente Ville de Montréal et Ouranos.

Un groupe de chercheurs de l'Institut national de recherche scientifiques Centre Urbanisation Culture Société (INRS-UCS) et Réseau Villes Régions Monde (VMR) a été choisie pour mener à bien ce projet. Ils observeront, analyseront non seulement toutes les étapes de la démarche, mais conseilleront, accompagneront et documenteront toute la démarche. Ils pourront ainsi développer un processus qui pourra être utilisé pour les projets ultérieurs dans toutes les villes de l'agglomération montréalaise.

Projet en développement depuis février 2018

Dépôt de la proposition détaillée (10 janvier 2019) et analyse de la qualité scientifique du projet en cours (février 2019)

Cartographie des acteurs de l'adaptation sur le territoire montréalais – Ce projet, entrepris sous la direction de la professeure Marie-Christine Therrien de l'École nationale d'administration publique (ENAP) avait comme objectif de dresser le portrait du réseau d'acteurs qui contribuent, de façons diverses, à l'adaptation aux changements climatiques et au développement de la résilience sur le territoire de l'île de Montréal.

L'équipe de chercheurs a identifié les membres de ce réseau informel à l'aide d'une série d'entrevues et d'un questionnaire – elle a pu cartographier non seulement tous les acteurs mais également identifier la nature des liens entre les acteurs, les forces et faiblesses du réseau en matière de coordination, ainsi que sa structure.

Projet complété – rapport final déposé à Ouranos en octobre 2018 - Cartographie des acteurs impliqués dans l'adaptation aux changements climatiques et le développement de la résilience à l'échelle du territoire de l'île de Montréal, article soumis à la Revue Environmental Science and Policy sur la cartographie développée, la méthodologie et plus particulièrement les aspects relatifs à la qualité des liens. Une phase 2 du projet est envisagée afin de développer une approche et des outils pour consolider le réseau et en mesurer les effets.

Développement d'un outil d'analyse coûts-bénéfices pour les projets de requalification de friches industrielles – Dans le cadre de sa stratégie de développement économique 2018-2022, le Service du développement économique (SDE) souhaite développer une expertise sur la requalification des anciennes zones industrielles de Montréal par l'aménagement et le développement "d'éco-parcs" industriels - (des zones industrielles exemplaires et plus résilientes face aux changements climatiques).

Ce projet qui rassemble en plus du Service de développement économique, le Service des finances, le Service de l'urbanisme et de la mobilité et le Service de l'Environnement vise à développer un outil d'analyse coûts-bénéfices des mesures d'adaptation à mettre en place dans le cadre de la requalification de zones industrielles. Un économiste d'Ouranos

accompagne la ville dans ce projet en fournissant de l'expertise pour l'intégration des changements climatiques dans l'analyse et aussi dans l'évaluation économique des coûts et avantages environnementaux, sociaux et économiques de tels développements.

Projet en développement – première phase complétée (analyse de cas d'éco-parcs développés dans le monde, étude menée par Vivre en Ville.)

Un atelier a été mené afin de développer une expertise sur l'élaboration d'analyse économique en matière d'adaptation aux changements climatiques. Exercice sur la portée de l'étude est en cours.

Les pistes d'action pour les deux années à venir.

Les années 2 et 3 devraient servir à développer et déployer des projets de recherche dont les visées sont à plus long terme. Les besoins des Services, des arrondissements et des Villes liées seront actualisés et la priorité sera donnée aux projets qui peuvent bénéficier de programmes de financement disponibles (par exemples ; programmes FCM, Climat municipalités 2, Infrastructures Canada, etc.).

Des études de cas sont prévues afin de poser un regard et une analyse critique sur les actions, les projets et les pratiques mis en place sur le territoire en matière d'adaptation climatique afin d'en mesurer les réels impacts, de les bonifier, de proposer et d'apporter le cas échéant, de nouvelles solutions.

Un projet sur les **performances attendues des toits verts** est également au calendrier. Ce projet qui se divise en deux phases vise à mener une enquête sur les performances attendues des toits verts auprès des acteurs municipaux et de mettre au point une méthodologie de suivi et d'analyse de divers paramètres dont les résultats permettront de bonifier les pratiques et les normes en matière de toit vert. Ce projet permettra à la Ville de consolider sa position face à l'aménagement de toits végétalisés et d'outiller les Services, arrondissements et villes liées à faire des choix éclairés pour mettre en place des outils qui répondent mieux aux enjeux climatiques (réglementations, programmes, etc.).

Faire équipe pour une mise en œuvre innovante de l'adaptation aux changements climatiques

Cette première année nous a permis non seulement de mettre sur pied une structure de travail efficace mais aussi de faire passer les besoins de l'agglomération en matière d'adaptation climatique vers l'idéation et le développement de projets. La Ville de Montréal a pu profiter de l'expertise et des projets déjà en cours à Ouranos pour bonifier sa programmation tout en mettant de l'avant de nouveaux projets. Grâce au partenariat, plusieurs services de la Ville, qui n'ont pas nécessairement l'occasion de travailler ensemble, se sont réunis pour développer des projets dans le but commun d'intégrer l'adaptation aux changements climatiques dans leur planification et dans leur pratique.

Du côté d'Ouranos, ce fut l'occasion de consolider son réseau à travers non seulement la Ville de Montréal mais toutes les villes de l'agglomération montréalaise. Cette collaboration a permis au consortium d'être aux premières loges des problématiques d'un vaste territoire, de co-construire une R&D pertinente, de tester des méthodes/processus de manière tangible et de développer son expertise dans le laboratoire le plus urbanisé au Québec.

Ce partenariat constitue et nous en sommes persuadés, une occasion de choix pour construire notre savoir, développer nos connaissances en matière d'adaptation climatique et provoquer un changement dans les pratiques tout en suscitant l'innovation. Les villes sont au cœur de l'action en matière d'adaptation aux changements climatiques et plus que jamais, elles ont besoin d'appuyer leur pratique par la recherche. Cette affiliation Ville de Montréal et Ouranos prend ici tout son sens.

JUSTIFICATION

Les objectifs visés par la publication de ce bilan sont de rendre compte de l'état d'avancement des projets adoptés dans le cadre de la programmation Ville de Montréal-Ouranos en matière d'adaptation aux changements climatiques et de faire valoir toute l'importance d'un tel partenariat pour l'agglomération de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Aucun

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La programmation de recherche-action Ville de Montréal et Ouranos répond aux principes de développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans objet

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication sera mise en place avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dépôt au comité exécutif du 13 février 2019;
Dépôt au conseil municipal du 25 février 2019
Dépôt au conseil d'agglomération du 28 février 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Luc GAGNON, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Lise BERNIER, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Véronique DOUCET, Service du développement économique
Josée CHIASSON, Service du développement économique
Philippe BRILLANT, Service des finances
Yves COURCHESNE, Service des finances
Lucie CAREAU, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Véronique DOUCET, 20 janvier 2019
Lise BERNIER, 15 janvier 2019
Luc GAGNON, 10 janvier 2019
Yves COURCHESNE, 10 janvier 2019
Philippe BRILLANT, 9 janvier 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nancy GIGUERE
Conseiller en planification

Tél : 280-4423
Télécop. : 280-6777

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-12-21

Marieke CLOUTIER
Chef de division Planification et suivi
environnemental

Tél : 514-872-6508
Télécop. :

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE
SERVICE**

Roger LACHANCE
Directeur

Tél : 514 872-7540
Approuvé le : 2019-02-01

**ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MISE EN ŒUVRE
DE LA PROGRAMMATION VILLE DE MONTRÉAL-OURANOS EN
MATIÈRE D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES**

**BILAN POUR LA PÉRIODE JUIN 2017- OCTOBRE 2018
ET
PLANIFICATION POUR L'ANNÉE 2019**

*Rapport présenté conformément à l'Entente de partenariat
entre la Ville de Montréal et Ouranos*

La science en action !

Table des matières

LISTE DES ABRÉVIATIONS	II
SOMMAIRE	III
INTRODUCTION ET CONTEXTE	7
PROCESSUS ET GOUVERNANCE DE LA VILLE DE MONTRÉAL-OURANOS	10
PROGRAMMATION 2017-2018	10
PROJETS ET ACTIVITÉS D'INTÉRÊT	16
DÉPLOIEMENT DE LA PROGRAMMATION À VENIR	17
CONCLUSION	19
ANNEXE A	21

Liste des abréviations

CC	Changements climatiques
CLL	<i>Climat Living Lab</i> (laboratoire vivant sur le climat)
CRAD	Centre de recherche en aménagement et développement de l'UL
CRIEM	Centre de recherches interdisciplinaires en études montréalaises de l'UMc Gill
CRISES	Centre de recherche sur les innovations sociales
ENAP	École nationale d'administration publique
INRS-USC	Institut national de recherche scientifique (INRS) / Urbanisation Culture Société
SDE	Service du développement économique de la Ville de Montréal
UdeM	Université de Montréal
UL	Université Laval
UMcGill	Université Mc Gill
UQAM	Université du Québec à Montréal
VdeM	Ville de Montréal
VRM	Villes, régions, monde de l'INRS-USC

SOMMAIRE

L'entente conclue en juin 2017 entre Ouranos et la Ville de Montréal formalise et consolide une alliance qui se veut plus importante que jamais. Les événements marquants tels des vagues de chaleur extrêmes et des inondations en témoignent. Ils se multiplient et amènent des bouleversements qui se font déjà sentir sur le territoire de l'île de Montréal. La Ville a un rôle majeur à jouer afin de gérer les impacts associés aux changements climatiques sur son territoire. Elle doit se préparer en préservant ses infrastructures et en assurant son fonctionnement afin d'offrir des services et un environnement de qualité et sécuritaire pour tous les citoyens. C'est dans ce contexte et parce que l'ampleur de la tâche est grande que la Ville de Montréal s'est associée à Ouranos.

Ce partenariat privilégié se veut :

- un chantier de réflexions et d'actions à l'échelle de l'agglomération montréalaise ;
- un chantier interdisciplinaire/intersectoriel qui repose sur la collaboration et l'ouverture aux visions de plusieurs disciplines ;
- qui appuie des projets qui visent à intégrer l'adaptation aux changements climatiques dans la planification, la conception et l'aménagement, en complément à d'autres activités ou programmes en cours dans la Ville.

Une première année de collaboration

L'équipe des changements climatiques et projets spéciaux de la Division de la planification et du suivi environnemental du Service de l'environnement est mandatée pour coordonner le partenariat et s'assurer que les enjeux auxquels la Ville doit faire face trouvent écho dans des projets novateurs.

Cette première année 2017-2018 a permis de lancer trois projets de recherche qui nous l'espérons seront un levier pour la mise en œuvre de l'adaptation et la mise en place d'autres projets dans les années à venir.

Services climatiques - Diffusion des données climatiques en vue de leur utilisation dans la mise en œuvre de stratégies d'adaptation dans les villes de l'agglomération de Montréal

Projet lancé en janvier 2018 – en continu ou selon les demandes

Ce projet vise à offrir, selon les besoins des unités administratives de la Ville de Montréal et des villes liées, de l'information climatique intelligible, accessible et la plus adéquate possible en vue de son utilisation dans la mise en œuvre de stratégies d'adaptation dans les villes de l'agglomération montréalaise. Le Service de l'environnement coordonne les demandes mais lorsqu'elles nécessitent des analyses plus complexes, l'équipe des Scénarios et services climatiques d'Ouranos prend le relais.

La mise sur pied d'un projet de recherche d'inspiration Climat Living Lab (Labo Climat Montréal)

Projet en développement depuis février 2018

Les changements climatiques en cours nécessitent d'adopter un regard neuf sur les projets urbains, qu'ils soient une transformation, une requalification ou la construction d'une partie de la ville ou d'un quartier. Sur un territoire presque urbanisé à plus de 90 %, ces projets doivent permettre une reconstruction durable de la ville dans la ville, tout en répondant aux enjeux climatiques (conditions actuelles et changements projetés).

La création du Labo Climat Montréal en adaptation aux changements climatiques est une démarche de cocréation qui vise à développer de nouvelles pratiques de planification de projets urbains intégrant l'adaptation aux changements climatiques. Cette démarche qui rejoint plusieurs services consiste à analyser sur la base d'un projet bien précis (celui de Lachine-Est) un processus de planification afin de voir comment l'adaptation aux changements climatiques peut s'intégrer dans les différentes étapes de développement d'un projet urbain. Un groupe de chercheurs provenant de l'Institut national de recherche scientifiques Centre Urbanisation Culture Société (INRS-UCS) et Réseau Villes Régions Monde (VMR) a été choisi pour mener à bien ce projet. Ils observeront et analyseront non seulement toutes les étapes de la démarche, mais ils conseilleront, accompagneront et documenteront toute la démarche. Ils pourront ainsi développer un processus qui pourra être utilisé pour les projets ultérieurs dans toutes les villes de l'agglomération de Montréal.

Cartographie des acteurs impliqués dans l'adaptation aux changements climatiques et le développement de la résilience à l'échelle du territoire de l'île de Montréal

Projet complété –

Rapport final déposé à Ouranos en octobre 2018 : <https://www.ouranos.ca/publication-scientifique/RapportTherrien2018.pdf>

Cartographie interactive : <https://embed.kumu.io/bcc204b997d17c4a697e12b0925cd046> ;

Ce projet entrepris sous la direction de la professeure Marie-Christine Therrien de l'École nationale d'administration publique (ENAP) avait comme objectif de dresser le portrait du réseau d'acteurs qui contribuent, de façons diverses, à l'adaptation aux changements climatiques et au développement de la résilience sur le territoire de l'île de Montréal.

L'équipe de chercheurs a identifié les membres de ce réseau informel à l'aide d'une série d'entretiens et d'un questionnaire – elle a pu cartographier non seulement tous les acteurs mais également identifier la nature des liens entre les acteurs, les forces et faiblesses du réseau en matière de coordination, ainsi que sa structure.

Développement d'un outil d'analyse coûts-bénéfices pour les projets de requalification de friches industrielles

Projet en développement – première phase complétée (analyse de cas d'éco-parcs développés dans le monde (étude menée par Vivre en Ville)

Dans le cadre de sa Stratégie de développement économique 2018-2022, le Service du développement économique (SDE) souhaite développer une expertise sur la requalification des anciennes zones industrielles de Montréal par l'aménagement et le développement "d'éco-parcs" industriels - des zones industrielles exemplaires et plus résilientes face aux changements climatiques.

Ce projet qui rassemble en plus du Service de développement économique, le Service des finances, le Service de l'urbanisme et de la mobilité et le Service de l'Environnement vise à développer un outil d'analyse coûts-bénéfices des mesures d'adaptation à mettre en place dans le cadre de la requalification de zones industrielles. Un économiste d'Ouranos accompagne la Ville dans ce projet en fournissant de l'expertise pour l'intégration des changements climatiques dans l'analyse et aussi dans l'évaluation économique des coûts et avantages environnementaux, sociaux et économiques de tels développements.

Les pistes d'action pour les deux années à venir.

Les années 2 et 3 devraient servir à développer et déployer des projets de recherche dont les visées sont à plus long terme. Les besoins des Services, des arrondissements et des villes liées seront actualisés et la priorité sera donnée aux projets qui peuvent bénéficier de programmes de financement disponibles (par exemple ; programmes FCM, Climat municipalités 2, Infrastructures Canada, etc.).

Des études de cas

Des études sont prévues afin de poser un regard et une analyse critique sur les actions, les projets et les pratiques mis en place sur le territoire en matière d'adaptation climatique afin d'en mesurer les réels impacts, de les bonifier, de proposer et d'apporter le cas échéant, de nouvelles solutions.

Un projet sur les **performances attendues des toits verts** est également au calendrier. Ce projet qui se divise en deux phases vise à mener une enquête sur les performances attendues des toits verts auprès des acteurs municipaux et de mettre au point une méthodologie de suivi et d'analyse de divers paramètres dont les résultats permettront de bonifier les pratiques et les normes en matière de toit vert. Ce projet permettra à la Ville de consolider sa position face à l'aménagement de toits végétalisés et d'outiller les Services, arrondissements et villes liées pour mettre en place des outils qui répondent mieux aux enjeux climatiques (réglementations, programmes, etc.).

Faire équipe pour une mise en œuvre innovante de l'adaptation aux changements climatiques

Cette première année nous a permis non seulement de mettre sur pied une structure de travail efficace, mais aussi de faire passer les besoins de la Ville en matière d'adaptation climatique vers l'idéation et le développement de projets. La Ville de Montréal a pu profiter de l'expertise et des études déjà en cours à Ouranos pour bonifier sa programmation tout en mettant de l'avant de nouveaux projets. Grâce au partenariat, plusieurs services de la Ville, qui n'ont pas nécessairement l'occasion de travailler ensemble, se sont réunis pour développer des projets dans le but commun de mettre de l'avant l'adaptation aux changements climatiques.

Du côté d'Ouranos, ce fut l'occasion de consolider son réseau à travers non seulement la Ville de Montréal, mais d'autres villes de l'agglomération montréalaise. Cette collaboration a permis au consortium d'être aux premières loges des problématiques d'un vaste territoire, de co-construire une R&D pertinente, de tester des méthodes/processus de manière tangible et de développer son expertise dans le laboratoire le plus urbanisé au Québec.

Ce partenariat constitue et nous en sommes persuadés, une occasion de choix pour construire notre savoir, développer nos connaissances en matière d'adaptation climatique et provoquer un changement dans les pratiques tout en suscitant l'innovation. Les villes sont au cœur de l'action

en matière d'adaptation aux changements climatiques et plus que jamais, elles ont besoin d'appuyer leur pratique par la recherche. Cette affiliation Ville de Montréal et Ouranos prend ici tout son sens !

Introduction et contexte

La Ville de Montréal, au nom de l'agglomération montréalaise, s'est engagée depuis plusieurs années dans la lutte contre les changements climatiques en mettant en œuvre une stratégie en trois volets : quantifier les émissions de gaz à effet de serre sur son territoire, mettre en place des plans et des mesures afin de réduire ses émissions et se préparer aux nouvelles conditions climatiques dans une démarche d'adaptation lancée en 2015.

Forte de cette volonté, Montréal a rejoint de nombreuses autres villes afin de poursuivre cette lutte, partager et bénéficier de l'expertise développée partout dans le monde. La Ville de Montréal est entre autres membre Global covenant of *Mayors for Climate and Energy*, la plus grande coalition de leaders locaux qui se sont engagés à la réduction et au suivi de l'évolution des émissions de GES et à l'adaptation aux changements climatiques, du réseau des 100 villes résilientes, un réseau d'échange d'expertise et des occasions d'amélioration continue de ses pratiques en gestion de risque, notamment en matière d'adaptation aux changements climatiques, et du C40 *Cities Climate Leadership Group*, un regroupement d'environ 100 villes engagées dans la réduction des gaz à effet de serre (GES) et l'adaptation aux changements climatiques par la collaboration et le partage de connaissances. Plus récemment, la Ville de Montréal signait la déclaration d'Edmonton confirmant non seulement l'importance qu'elle accorde à répondre adéquatement aux impacts des changements climatiques mais encourage la collaboration entre les gouvernements locaux et la communauté scientifique valorisant du même coup l'innovation à travers des projets de recherche.

La Ville de Montréal et l'adaptation aux changements climatiques

Les événements climatiques marquants, tels que des épisodes de chaleur accablante, des pluies abondantes et des orages violents, se sont multipliés au cours des dernières années et bouleversent déjà le quotidien montréalais. Plusieurs impacts de ces événements sont déjà ressentis dont des refoulements d'égout et des problèmes de drainage urbain, des étiages sévères, la chaleur accablante, des services plus sollicités en temps d'événements extrêmes, la perte de la biodiversité, l'augmentation du rythme d'usure des infrastructures, etc. ainsi que d'autres impacts sont à prévoir autant sur les populations que sur les systèmes socio-économiques, les infrastructures et les milieux naturels.

Se préparer à répondre adéquatement aux impacts des changements climatiques est essentiel pour l'administration montréalaise. Une ville capable de s'adapter est une ville mieux outillée pour préserver ses acquis, solidifier sa structure et son fonctionnement afin d'offrir des services et un environnement sécuritaire pour tous les citoyens. Les villes ont un rôle indéniable à jouer dans la lutte contre les changements climatiques et dans l'adaptation des collectivités face à ces changements. C'est dans les villes que nous pouvons mettre en œuvre des politiques et des innovations en matière d'aménagement et de transport. Ces dernières peuvent avoir un impact réel, là même où les populations sont concentrées et où les impacts des aléas climatiques sont les plus grands. Les défis sont néanmoins très grands pour une ville puisqu'ils impliquent des changements dans les opérations, engendrent des impacts sur les services offerts aux citoyens et peuvent générer des dépenses supplémentaires. Par ailleurs, en matière d'adaptation, il n'existe pas de

solution « toute en une ». Nous connaissons les meilleures pratiques mises en place un peu partout dans le monde, encore faut-il les adapter à notre réalité, aux particularités de notre territoire et des gens qui y vivent.

L'agglomération de Montréal a déjà en place plusieurs plans, stratégies, Politiques et règlements qui répondent aux enjeux de l'adaptation dont le Plan d'adaptation aux changements climatiques de l'agglomération montréalaise 2015-2020. Aussi, plusieurs initiatives sont déjà menées par les différents Services, les arrondissements de la Ville de Montréal et les villes liées. Force est de constater que l'ampleur de la tâche afin de mener à bien l'adaptation n'en demeure pas moins très grande.

LE PARTENARIAT – La science en action!

La Ville de Montréal a joint les membres du consortium Ouranos à titre de membre affilié en juin 2017. Ce partenariat fait l'objet d'une entente de trois ans qui permet à la Ville de bénéficier d'un accès privilégié aux outils, aux connaissances et au vaste réseau d'experts du consortium en lien avec ces besoins spécifiques.

Le partenariat Ville de Montréal et Ouranos se veut l'adéquation entre les efforts de recherche et les besoins de la collectivité en matière de climatologie régionale et d'adaptation aux changements climatiques. Il vise à combler le fossé entre la recherche et la pratique, à partager les expertises, les connaissances et faciliter la circulation des données.

Cette collaboration est un levier pour l'innovation par la mise en place d'initiatives de recherche et de développement intégrée en adaptation couvrant divers sujets allant de la vulgarisation et la diffusion de données climatiques jusqu'au développement d'outils d'analyse coût-bénéfice pour la mise en place de mesures d'adaptation.

LA PROGRAMMATION VILLE DE MONTRÉAL ET OURANOS

Les besoins de la Ville de Montréal

En vue du partenariat, le Service de l'environnement a consulté les services centraux, les arrondissements et les villes liées afin de connaître leurs besoins en matière d'expertise relative à l'adaptation aux changements climatiques.

Une multitude de sujets ont été identifiés comme la connaissance des projections pour les différents aléas climatiques et l'évaluation des impacts à l'échelle locale, des analyses économiques liées aux impacts des changements climatiques visant plus précisément les coûts de l'adaptation versus les coûts du statu quo, des analyses coût-avantage de différentes mesures d'adaptation, les opportunités économiques des changements climatiques, etc.

Analyse coûts/bénéfices

Scénario climatique

Mesure des performances

Révision des pratiques

ACCÈS AUX MEILLEURES PRATIQUES

Appui pour la mise en oeuvre

Analyse critique

Analyse des risques

Approfondir les connaissances sur les vulnérabilités

Analyse des impacts

Les projets à privilégier

Le Service de l'environnement a été mandaté pour coordonner le partenariat et s'assurer que les enjeux auxquels la Ville doit faire face trouvent écho dans des projets de recherche novateurs. Pour ce faire, elle s'est basée sur trois critères afin de proposer une programmation la plus complète possible :

1. Bâtir sur les acquis – miser sur les réalisations de la Ville de Montréal et d'Ouranos, de manière à approfondir les connaissances tout en bénéficiant des résultats le plus rapidement possible;
2. Privilégier les projets qui prévoient mettre de l'avant la mise à jour et le développement d'outils d'aide à la décision qui permettront d'identifier, d'analyser de faire le suivi et de mesurer la performance des différentes options d'adaptation afin d'augmenter le niveau de résilience de l'environnement bâti et du milieu urbanisé;
3. Mettre en place des projets pilotes pouvant servir de vitrine pour l'adaptation et être profitables pour le plus de services et d'arrondissements possibles.

Processus et gouvernance de la Ville de Montréal-Ouranos

Il a été décidé, lors de la première réunion du comité directeur, en juillet 2017, que celui-ci approuverait les projets développés dans le cadre de l'Entente. Ces projets seront présentés au comité directeur après avoir fait l'objet des différentes évaluations de pertinence, de qualité scientifique et de performance globale, conformément aux règles de gouvernance en vigueur chez Ouranos. Il est aussi convenu que chaque projet approuvé sera appuyé par un comité de suivi.

La tenue des réunions du comité directeur est fixée minimalement à une par année. Les membres du comité directeur s'accordent pour que des réunions interannuelles se tiennent au besoin.

Deux réunions se sont tenues au cours de la dernière année, une en juillet 2017 et une seconde en mars 2018 (voir les comptes rendus des réunions en annexe A).

Programmation 2017-2018

Les objectifs de l'année 1 étaient de mettre en place une structure de travail efficace, d'obtenir des résultats tangibles à court terme et de démontrer que le partenariat a une réelle valeur ajoutée à travers ces différentes actions :

- La mise en place des projets rapidement réalisables ayant des résultats à court terme;
- L'intégration dans des démarches déjà entreprises qui répondent en tout ou en partie aux besoins de la Ville;
- L'obtention de résultats tangibles et mesurables (pour satisfaire les deux parties).

Quatre projets ont été proposés pour la programmation de la première année du partenariat :

1. Services climatiques;
2. *Climat Living Lab (maintenant nommé Labo Climat Montréal)*;
3. Études de cas – projets répondant aux enjeux de l'adaptation aux changements climatiques;
4. Cartographie des acteurs impliqués dans l'adaptation aux CC et la résilience à l'échelle du territoire de l'île de Montréal.

Un bilan des projets en cours a été présenté au comité directeur en mars 2018. Voici une mise à jour des principaux éléments :

a) Services climatiques – diffusion des données climatiques en vue de leur utilisation dans la mise en œuvre des stratégies d'adaptation des villes de l'agglomération de Montréal

Ce projet vise à offrir, selon les besoins des unités administratives de la Ville de Montréal et les villes liées, de l'information climatique intelligible, accessible et la plus adéquate possible en vue de son utilisation dans la mise en œuvre des stratégies d'adaptation de la Ville de Montréal. Le Service de l'environnement coordonne les demandes mais lorsqu'elles nécessitent des analyses plus complexes, l'équipe des Scénarios et services climatiques d'Ouranos prendra le relais.

À ce jour :

- Préparation d'outils :
 - Formulaire de requête pour recevoir les demandes
 - Pilote en cours avec le Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal;
 - Fiches, résumant les projections climatiques (tiré du rapport Logan 2016), qui seront diffusées aux différents services de la Ville les invitant à profiter de ce service pour les aider dans leurs mandats
 - Serveur FTP
 - Portrait des CC pour les zones urbaines du Québec Mars 2016
 - Guide sur les scénarios climatiques_2016.pdf
 - Fiches pour ingénieurs 1@7.pdf
 - Vulnérabilité et adaptation des immeubles aux cc_msss_2017.pdf
 - Inventaire des ressources en adaptation <https://goo.gl/PwyEzD>
 - Le site web Ouranos : Portrait climatique pour le Québec <https://www.ouranos.ca/portraitsclimatiques/#/>

b) Cartographie des acteurs impliqués dans l'adaptation aux changements climatiques et la résilience à l'échelle du territoire de l'île de Montréal.

Ce projet, entrepris sous la direction de la professeure Marie-Christine Therrien de l'École nationale d'administration publique (ENAP) avait pour objectif de dresser le portrait du réseau d'acteurs qui contribuent, de façons diverses, à l'adaptation aux changements climatiques et au développement de la résilience sur le territoire de l'île de Montréal.

À ce jour :

- L'équipe de chercheurs de la professeure Therrien (ENAP) a identifié les membres de ce réseau informel à l'aide d'une série d'entretiens et d'un questionnaire. Elle a pu cartographier non seulement les acteurs mais également identifier la nature des liens entre ces acteurs, les forces et faiblesses du réseau en matière de coordination, ainsi que sa structure;
- Présentation des résultats préliminaires aux unités administratives visées, soit le Bureau de la transition écologique et de la résilience et le Service de l'environnement de la Ville de Montréal;
- Tenues de réunions miroirs (chercheurs - acteurs du réseau) les 22 mars et 5 avril dernier pour présenter les résultats et discuter des suites à donner à ce projet. Plusieurs questions ont été soulevées dont - comment tirer profit de cet outil, des forces du réseau pour créer des alliances et des leviers afin de consolider et maximiser nos efforts en matière d'action adaptative ?;
- Cartographie interactive du réseau disponible sur le web : <https://embed.kumu.io/bcc204b997d17c4a697e12b0925cd046>;
- Dépôt du rapport final et rencontre du comité de suivi le 18 octobre dernier. – L'équipe et les membres du comité souhaitent que les acteurs présents dans la cartographie s'approprient des résultats du projet tant au niveau des décisions quotidiennes (qui œuvre dans tel domaine et pourrait m'aider à mettre en œuvre mes projets), que des décisions plus stratégiques (nous voudrions prendre tel virage, qui est déjà présent ?, quelle complémentarité est possible ? quelle compétitivité ?). L'équipe compte sur les membres pour diffuser les connaissances développées. Elle travaille à la rédaction d'une proposition de projet afin, entre autres, de favoriser le transfert des connaissances entre les organisations et d'identifier les organisations qui maximisent la diffusion d'information. Aussi, l'équipe a soumis un article à la revue Environmental Science and Policy sur la cartographie développée, la méthodologie qu'elle sous-tend, en particulier les aspects méthodologiques relatifs à la qualité des liens.

c) Climat Living Lab (maintenant nommé Labo Climat Montréal)

Ce projet novateur vise la mise sur pied d'une démarche de laboratoire vivant dont l'objectif est d'intégrer les enjeux d'adaptation aux changements climatiques dans les processus de planification, de conception et de développement d'un projet d'aménagement urbain.

À ce jour :

- Appel conférence (27 février 2018 avec les membres du CD pour discuter et s'entendre sur certains points du projet :
 - Financement du projet
 - Durée
 - Calendrier de l'appel à manifestation d'intérêt
 - Évaluation des propositions reçues

- Rencontre (1 mars 2018) avec la mairesse de l'Arrondissement de Lachine, Mme Vodanovic et son attaché politique, M. Bouchard – présentation du concept Labo Climat Montréal et discussion des sites potentiels;
- Mise en place de l'équipe de travail Ville de Montréal et discussion sur le choix de sites - Le secteur de Lachine-Est a été choisi puisque les 50 hectares à requalifier représente un laboratoire idéal pour le projet et que l'exercice de planification en cours s'inscrivait bien avec le calendrier de la programmation des projets de recherche-actions à mener dans le cadre de l'entente Ville de Montréal et Ouranos;
- Rencontre avec les 6 équipes de chercheurs identifiées, cette première étape du processus, nous a permis de présenter le concept du projet et les inviter à déposer une proposition;
- Envoi de l'appel à manifestation d'intérêt (sur invitation). Le document a été commenté par Karim Charef et Emmanuelle Demars du Service de l'urbanisme et de la mobilité de la Ville de Montréal;
- Analyse des propositions par un comité de sélection composé de : Nancy Giguère, Martin Roy et Michel Séguin, respectivement de VdeM et de l'Arrondissement de Lachine, Nathalie Bleau et Stéphanie Bleau (Ouranos) et Virginie Zingraff (Rang 3 et Innovation sociale) – le choix de l'équipe a été fait en fonction des critères suivants :
 - Conformité du projet avec les buts et objectifs exprimés dans l'appel à manifestation d'intérêt;
 - Retombées anticipées
 - Transfert des connaissances et partenariats
 - Qualités scientifiques et compétences de l'équipe proposée.
- Choix de l'équipe de chercheurs retenue pour aller de l'avant avec la rédaction d'une proposition détaillée : Groupe de recherche de l'Institut national de recherche scientifique, Centre Urbanisation Culture Société (INRS-UCS) et Réseau Ville Régions Monde (VRM) dont les responsables sont Sophie L. Van Neste et Claire Poitras toute deux professeures à l'INRS-UCS;
- Première rencontre des co-pilotes du partenariat Ville de Montréal - Ouranos avec l'équipe retenue afin de faire un retour sur la proposition brève présentée et les éléments qui devront être retravaillés en vue de l'élaboration de la proposition détaillée; et de s'entendre sur les prochaines étapes du projet.

Prochaines étapes :

- Pour l'équipe retenue, invitation à fournir une proposition détaillée, incluant budget détaillé. Cette étape pourrait faire l'objet d'une partie de stage (MITACS ou autres, des rencontres avec Ouranos et la Ville de Montréal sont à prévoir pour développer une proposition qui répondra aux attentes des usagers concernés), recherche de financement, etc.
- Évaluation scientifique de la proposition détaillée par des experts
- Évaluation globale de la proposition par la direction d'Ouranos et par le comité directeur du partenariat VdeM-Ouranos
- Rédaction de l'entente

Un projet transféré dans le programme de projets de l'année 2

d) Études de cas

Ce projet visera à poser un regard et une analyse critique sur les actions, les projets, les pratiques menés sur le territoire en matière d'adaptation afin d'en mesurer les réels impacts, de bonifier les mesures à mettre en place, de proposer et d'apporter de nouvelles solutions.

À ce jour :

- Liste de projets potentiels, par exemple: cas de la mise en place d'une réglementation sur les toits vert/blancs dans les arrondissements et les villes liées - impact de cette réglementation sur le territoire et sur la gestion (développement de l'expertise dans ce volet)
- Possibilité de participer à un projet plus grand développé par l'[Observatoire québécois de l'adaptation aux changements climatiques](#) (OQACC), de l'Université Laval. Ce projet sera réalisé en collaboration avec Ouranos, deux centres de recherche de l'Université du Massachusetts et la firme CBCL à Halifax.

Le projet consistera à documenter des études de cas et à partager des leçons apprises sur les instruments politiques employés pour l'adaptation aux changements climatiques, principalement en zones riveraines. Deux ou trois études seront documentées pour chacune des régions couvertes par le projet, soit le Québec, les provinces canadiennes de l'Atlantique et le Massachusetts. En raison de l'important travail réalisé dans le domaine par la Ville, les responsables du projet proposent une étude de cas qui porterait sur l'expérience de la Ville. Trois études scientifiques ou techniques et autres connaissances mises à profit par les instruments y seraient analysés : 1) Étude d'évaluation de la vulnérabilité du système de drainage et d'égouts aux changements climatiques (pilotée par la Ville de Montréal, Hervé Logé); 2) Étude sur l'effet des changements climatiques sur la qualité de l'eau de la Rivière des Prairies (Pilotée par Polytechnique Montréal, Sarah Dorner); 3) Étude sur la modélisation de l'effet de systèmes végétalisés dans la gestion des eaux de ruissellement (pilotée par l'Université de Montréal, Danielle Dagenais).

Prochaines étapes :

- Choix des cas
- Choix d'un chercheur pour réaliser ce projet et/ou participer au projet de l'Observatoire québécois de l'adaptation aux changements climatiques
- Mise en marche du processus de développement d'un projet

Projet prévu dans l'année 2 et 3 mais déjà amorcé

a) Développement d'un outil d'analyse coûts-bénéfices relative à l'adaptation aux changements climatiques pour les projets de requalification de friches industrielles

Dans le cadre de sa stratégie de développement économique 2018-2022, le Service du développement économique (SDE) souhaite développer une expertise sur la requalification des anciennes zones industrielles de Montréal par l'aménagement et le développement "d'éco-parcs" industriels - des zones industrielles exemplaires et plus résilientes face aux changements climatiques.

Ce projet qui rassemble en plus du Service de développement économique, le Service des finances, le Service de l'urbanisme et de la mobilité et le Service de l'Environnement vise à accompagner la ville dans ces projets en fournissant de l'expertise pour l'intégration des changements climatiques dans l'analyse et aussi dans l'évaluation économique des coûts et avantages environnementaux, sociaux et économiques de tels développements.

À ce jour :

- Une première phase du projet a été complétée avec l'organisme Vivre en ville qui a procédé à une analyse de cas probants d'éco-parcs dans le monde;
- Deux rencontres ont eu lieu entre Ouranos et la Ville de Montréal (et les différents services impliqués) les 13 juin et 4 juillet. Elles ont permis de proposer des bases conceptuelles de l'utilisation d'un cadre d'analyse coûts-avantages pour les projets de requalification de friches industrielles en contexte de CC. Elles ont également permis de poursuivre l'identification des besoins et de l'accompagnement pouvant être fourni par Ouranos dans la réalisation de ce projet. Des exemples de tableaux d'intervention/impacts pour le cas de l'aménagement d'une rue conviviale (exemple type) ont été fournis.

Prochaines étapes :

- Le SDE souhaite se doter d'une méthodologie et d'outils d'analyses coûts-bénéfices qui seraient utiles à la planification stratégique et au réaménagement de secteurs clés identifiés dans le schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal.
- Définir un cadre d'analyse, mettre en place l'équipe de travail (collaborateurs Ville) - soit l'arrondissement concerné, le Service de l'eau, etc.

Projets et activités d'intérêt

D'autres projets et activités en cours, développés par Ouranos, à la Ville de Montréal ou ailleurs méritent d'être soulignés puisque les méthodologies utilisées, les outils développés, les résultats ou les retombées peuvent être d'intérêt pour tous les acteurs de nos deux organisations. Leur diffusion auprès des collègues de travail, collaborateurs, etc. est fortement suggérée.

- Projet « *Évolution des régimes de précipitations en climat futur pour la région de Montréal* » (INRS, Ville de Montréal, Ouranos)
- Projet "*Réduire la vulnérabilité aux inondations et à l'érosion associées aux changements climatiques pour des communautés riveraines du tronçon fluvial du Saint-Laurent*" (Ouranos)
https://www.ouranos.ca/publication-scientifique/FicheBlondlotHuard2017_FR.pdf
- Dans le cadre du *Plan d'action en matière de sécurité civile relatif aux inondations : vers une société québécoise plus résiliente aux catastrophes*, le gouvernement québécois a mandaté Ouranos pour réaliser des études exhaustives des crues historiques ainsi que des simulations, des scénarios et des analyses climatiques permettant de considérer les incidences des changements climatiques.
<https://www.ouranos.ca/gouvernement-quebec-devoile-plan-daction-relatif-aux-inondations/>
- Projet "*Vulnérabilités des ports du St-Laurent aux changements climatiques*" (Université de Montréal)
https://www.ouranos.ca/publication-scientifique/FicheComtois2018_FR.pdf
- Projet "*Bilan hydrologique des rivières Saint-Charles et Montmorency dans un contexte de changements climatiques*" (Ouranos, Université de Montréal, CMQ, MDDELCC)
https://www.ouranos.ca/publication-scientifique/FicheRondeau2016_FR.pdf
<https://www.ouranos.ca/publication-scientifique/RapportRondeau2016-Fr.pdf>
- Projet "*Évaluation de l'agriculture urbaine comme infrastructure verte de résilience individuelle et collective face aux changements climatiques et sociaux*" (UQAM, Portland State University)
https://www.ouranos.ca/publication-scientifique/FicheDuchemin2016_fr.pdf
- Projet "*Atlas interactif de la vulnérabilité de la population québécoise aux aléas climatiques à l'intention des acteurs locaux et régionaux*" (Université Laval)
https://www.ouranos.ca/publication-scientifique/FicheBarrette2015_FR.pdf
Site web interactif : Automne 2018
- Projet "*Température intérieure des logements en Montérégie : Mieux comprendre pour mieux intervenir*" (MSSS)
https://www.ouranos.ca/publication-scientifique/FicheTardif2016_Fr.pdf
- Projet "*Télétection, cartographie extensive et surveillance de la présence de l'herbe à poux (Ambrosia artemisiifolia) et de ses effets sanitaires au Québec*" (Conseil Geolmpacts)
<https://www.ouranos.ca/publication-scientifique/FicheNgom2017-Fr.pdf>

- Projet "Étude des vulnérabilités sanitaires aux événements météorologiques extrêmes et élaboration de seuils d'alerte pour le Québec" (INSPQ): fiche en cours de rédaction
- Projet "Infrastructures vertes : développement d'une stratégie multi-échelle basée sur la complexité et la résilience en milieu urbain" (UQO et Université McGill)
https://www.ouranos.ca/publication-scientifique/FicheMessierGonzalez2016_FR.pdf
- Projet "Communiquer l'action en changements climatiques au Québec" (INSPQ et Université de Laval)
https://www.ouranos.ca/publication-scientifique/FicheCampagna2016_FR.pdf
<https://unpointcinq.ca/>
- Conférence IPCC CITIES (Edmonton, 5 au 7 mars 2018)
- Congrès Mondial d'ICLEI (Montréal, 19 au 22 juin 2018)
- Suivi expérimental de performance et de surveillance technique de bassins végétalisés – Avenue Papineau, Ville de Montréal
- Étude du potentiel d'implantation de trois PGOs (toits verts, cellules de biorétention et pavés perméables) dans le centre-ville de Montréal, Service de l'eau, Ville de Montréal
- Gestion des eaux de ruissellement, meilleures pratiques de plantation d'arbre, Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal et Université McGill

Déploiement de la programmation à venir

Les années 2 et 3 devraient servir à développer et déployer des projets de recherche dont les visées sont à plus long terme. Les besoins des Services, des arrondissements et des Villes liées seront actualisés et la priorité sera donnée aux projets qui peuvent bénéficier des programmes de financement disponibles (par exemples ; programmes FCM, Climat municipalités 2, Infrastructures Canada, etc.)

Les projets actuellement en discussion/développement sont :

a) Communiquer le savoir

Mettre en place des mécanismes efficaces de communication visant à diffuser les connaissances développées dans le cadre de la collaboration Ville de Montréal et Ouranos et valoriser les démarches de recherche-action en cours

b) Études de cas

Projet de l'année 1 transféré dans la programmation de l'année 2. Ces études auront pour objectif d'évaluer les retombées de mesures d'adaptation mises en place sur le territoire de l'île de Montréal dont :

Performances attendues des toits verts : Ce projet vise à mener une enquête sur les performances attendues des toits verts auprès des acteurs municipaux et à mettre au point une méthodologie de suivi et d'analyse de divers paramètres dont les résultats permettront de bonifier les pratiques et les normes en matière de toit vert. Ce projet permettra également à la Ville de consolider sa position face à l'aménagement de toits végétalisés et outiller les Services, arrondissements et Villes liées à faire des choix

éclairés pour mettre en place des outils qui répondent mieux aux enjeux climatiques (réglementations, programmes, etc.). Ouranos et les chercheurs impliqués pourront profiter de l'aménagement de ce qui deviendra le plus grand toit vert à Montréal, soit le toit de l'Édifice Charland. Ce projet mené par le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports et le Service de la gestion et planification immobilière est réalisé dans le cadre de la Mission de collaboration entre les experts de la Ville de Paris et Montréal. Le Service de l'eau est également impliqué dans ce projet

À ce jour :

- Plusieurs rencontres menées pour définir les besoins et les étapes de travail du projet.

Prochaines étapes :

- Mener une enquête auprès des services, arrondissements et des villes liées
Rassembler l'information pour aider la Ville et plus spécifiquement les Services concernés à confirmer ou infirmer les a priori par rapport aux toits végétalisés et fournir aux différentes unités administratives de la Ville des données précises sur la performance « réelle » de cette mesure d'adaptation;
- Mettre en place un protocole de suivi environnemental pour ce toit vert – en le comparant avec d'autres toits végétalisés déjà aménagés sur le territoire, etc.

c) Poursuite du projet - Développement d'un outil d'analyse coûts-bénéfices relative à l'adaptation aux changements climatiques pour les projets de requalification de friches industrielles

d) Suite du projet "Cartographie des acteurs" - renforcement du réseau des acteurs de l'adaptation

La professeur Therrien travaille à la rédaction d'une proposition relative à différentes suites à donner à cette cartographie et tentera de répondre aux nombreuses questions soulevées lors des rencontres miroirs qui se sont tenues ce printemps.

- Que peut-on faire avec cet outil ? Comment en tirer profit ?
- Peut-on tirer de l'information afin de mieux cibler et prioriser les actions, ou le cas échéant de proposer des programmes ou des politiques qui viendront bonifier ce qui se fait déjà en matière d'adaptation climatique.
- Comment tirer profit des forces du réseau, créer des alliances, s'en servir comme un levier pour consolider nos efforts
- Comment bien expliquer cette cartographie et garder l'outil vivant et utile pour les acteurs?
- Comment concilier résilience et adaptation ? – nécessité de ne pas créer d'autres silos.
- Comment ajouter/impliquer les acteurs du volet « économie » qui ne semblent pas présents dans le réseau ?

Autres projets

- Projet Vulnérabilité des infrastructures essentielles – (autres possibilités de financement, de collaboration);
- Réfléchir à une stratégie de communication afin d'offrir une vitrine au partenariat et aux projets issus de cette collaboration et faciliter le transfert des résultats à tous les acteurs intéressés par le sujet ;

Conclusion

Cette première année du partenariat Ville de Montréal et Ouranos s'est avérée fort enrichissante. Elle a permis à nos deux organisations de mieux se connaître et de comprendre nos modes de gouvernance et de fonctionnement respectifs. Cette collaboration visant à mettre en place des projets de recherche-action implique une courbe d'apprentissage importante qui a dû être prise en compte dans l'organisation du travail et qui doit être considéré au regard des livrables.

Cette première année nous a permis non seulement de mettre sur pied une structure de travail efficace mais aussi de faire passer les besoins des villes de l'agglomération en matière d'adaptation climatique vers l'idéation et le développement de projets. La Ville de Montréal a pu profiter de l'expertise et des projets déjà en cours chez Ouranos pour bonifier sa programmation tout en mettant de l'avant de nouveaux projets. Grâce au partenariat, plusieurs services de la Ville, qui n'ont pas nécessairement l'occasion de travailler ensemble, se sont réunis pour développer des projets dans le but commun de mettre de l'avant l'adaptation aux changements climatiques. Du côté d'Ouranos, ce fut l'occasion de consolider son réseau à travers non seulement la Ville de Montréal mais toutes les villes de l'agglomération montréalaise. Cette collaboration a permis au consortium d'être aux premières loges des problématiques d'un vaste territoire, de co-construire une R&D pertinente, de tester des méthodes/processus de manière tangible, de développer son expertise dans le laboratoire le plus urbanisé au Québec.

Cette première année 2017-2018 a permis de lancer trois projets de recherche qui nous l'espérons seront un tremplin pour les années à venir.

Le partenariat Ville et Ouranos, s'inscrit dans une démarche de recherche-action prometteuse qui appelle une toute nouvelle façon de faire et demande l'interdisciplinarité des expertises. Elle implique des ajustements de la part des chercheurs et des praticiens et demande de concilier des visions et des façons de travailler qui sont parfois différentes. Les deux parties, prises avec des impondérables dont la recherche de fonds et des calendriers de demande de subvention qui ne correspondent pas toujours aux planifications de la Ville et aux enjeux politiques demandent un dialogue constant afin d'arriver à la coproduction de connaissances pratiques.

Ce partenariat constitue et nous en sommes persuadés, une occasion de choix pour construire notre savoir, développer nos connaissances en matière d'adaptation climatique et provoquer un changement dans les pratiques tout en suscitant l'innovation. Les villes sont au cœur de l'action en matière d'adaptation aux changements climatiques et plus que jamais,

elles ont besoin d'appuyer leur pratique par la recherche. Cette affiliation Ville de Montréal et Ouranos prend alors tout son sens.

Annexe A

Comptes rendus des réunions du Comité directeur Ville de Montréal-Ouranos

COMTE RENDU

**1ère réunion
Comité directeur Partenariat Ville de Montréal-Ouranos
La science en action !**

Le 4 juillet 2017, 14h00 0 à 16h30, salle B
Ouranos, 550 rue Sherbrooke Ouest, Tour ouest, 19^e étage, Montréal

Sont présents :

Alain Bourque, directeur général, Ouranos

Caroline Larrivée, chef du programme Vulnérabilité, impacts et adaptation, Ouranos

Roger Lachance, Directeur, Service de l'environnement, Ville de Montréal

Marieke Cloutier, chef de division, Planification et suivi environnemental, Service de l'environnement, Ville de Montréal

Sébastien Wagner, chef d'équipe - Changements climatiques et projets spéciaux, Service de l'environnement, Ville de Montréal

Nancy Giguère, conseillère en planification et co-pilote du partenariat Ville de Montréal-Ouranos, Service de l'environnement, Ville de Montréal

Nathalie Bleau, coordonnatrice du programme environnement bâti et co-pilote du partenariat Ville de Montréal-Ouranos, Ouranos

1. Mot de bienvenue et objectifs de la réunion (A. Bourque)

Les objectifs de cette rencontre et les points abordés sont les suivants :

- Convenir du fonctionnement du Comité directeur (CD) ;
- Convenir de la structure/cadre de travail ;
- Valider la programmation de l'année 1 ;
- Discuter de la planification de la programmation des années 2 et 3.

2. Tour de table

3. Rappel des éléments essentiels du partenariat (A. Bourque et C. Larrivée)

Tous sont d'accord avec les éléments qui figurent dans le document "*Programmation Ville de Montréal – Ouranos, Adaptation aux changements climatiques, La science en action !*" version juin 2017 (Annexe 1)

- a) Pont entre les efforts de recherche, les besoins d'une ville qui doit faire face au climat changeant et l'application de concepts d'adaptation sur tout le territoire montréalais
- b) Le partage des expertises, la circulation des connaissances et des données
- c) Levier pour l'innovation par la mise en place d'initiatives de recherche et de développement intégrée en adaptation couvrant divers sujets allant des projections climatiques jusqu'à l'analyse économique

4. Convenir du fonctionnement du Comité directeur et de la structure de travail (C. Larrivée)

Mission et exigences du CD (Diapos 4 à 7 de l'annexe 2)

DÉCISION - Au sujet de la composition du comité directeur, il sera formé de Roger Lachance, Marieke Cloutier, René Roy et Caroline Larrivée (ou de leur remplaçant désigné).

Le comité directeur approuvera les projets développés dans le cadre de l'Entente. Ces projets seront présentés au comité directeur après avoir fait l'objet des différentes évaluations de pertinence, de qualité scientifique et de performance globale, conformément aux règles de gouvernance en vigueur chez Ouranos. Il est aussi convenu que chaque projet approuvé sera appuyé par un comité de suivi.

La tenue des réunions est fixée minimalement à une par année. Toutefois, les membres du comité directeur reconnaissent qu'il faudra possiblement tenir plus de rencontres au début de la mise en œuvre du partenariat. Ainsi, il est convenu qu'une seconde rencontre pourra avoir lieu à l'automne 2017 afin d'approuver les projets de l'année 1 et de discuter de la programmation de l'année 2.

Les livrables de base exigés par Ouranos (diapo 8 de l'annexe 2) sont jugés pertinents et utiles. Toutefois, la Ville de Montréal pourrait en exiger davantage.

SUIVIS – MC informera NG et NB des livrables additionnels à inclure dans les propositions.

DÉCISION - Les membres présents se sont accordés sur le mode de fonctionnement et la gouvernance telle que présentée.

5. Valider les idées de projets pour la programmation de l'année 1 (N. Giguère et N. Bleau)

Quatre idées de projets ont été présentées (diapo 10 de l'annexe 2).

La ville de Montréal et Ouranos conviennent que les projets devront être en lien avec les besoins de la Ville de Montréal et qu'ils devront s'intégrer à la programmation d'Ouranos. Les membres conviennent également que des sources de co-financement seront nécessaires pour la réalisation des projets. Certaines sont mentionnées (diapo 10 de l'annexe 2).

DÉCISION - Les membres présents ont approuvé les idées de projets à développer. NG et NB ont l'accord du Comité pour aller de l'avant dans le développement de projets selon les quatre thèmes présentés. À la prochaine rencontre du Comité, automne 2017, les projets seront présentés aux membres pour approbation.

SUIVIS – NG consultera différents services et arrondissements pour raffiner les besoins, définir les sites et/ou projets pilotes. NB explorera, sondera parmi les chercheurs du réseau lesquels sont les plus à même de mener à terme les projets proposés. NG et NB rédigeront les appels à proposition qui serviront de base lors des premières discussions avec les chercheurs. NG et NB devront faire une veille pour identifier les opportunités de financement possibles pour la réalisation des projets.

6. Planifier les prochaines étapes (N. Giguère et N. Bleau)

Un calendrier des prochaines étapes, dont la planification des années 2 et 3, est présenté à titre indicatif (diapo 11 de l'annexe 2).

7. **Varia**

8. **Prochaine rencontre**

La prochaine rencontre aura lieu à l'automne 2017.

Fin de la rencontre

NB et NG

Annexe 1



**PROGRAMMATION
VILLE DE MONTREAL-OURANOS
ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES**

La science en action !

Juin 2017

TABLE DES MATIÈRES

LE CONTEXTE

- La Ville de Montréal et les changements climatiques

LE PARTENARIAT

OURANOS

LA PROGRAMMATION VILLE DE MONTRÉAL ET OURANOS

- Les besoins de la Ville de Montréal
- Les projets à privilégier
- La stratégie pour l'année 1 et les années 2 et 3
- La programmation 2017-2020

LES PROCHAINES ÉTAPES

LE CADRE DE TRAVAIL

CONTEXTE

La Ville de Montréal s'est engagée depuis plusieurs années dans la lutte contre les changements climatiques en mettant en œuvre une stratégie en trois volets : mesurer les émissions de gaz à effet de serre sur son territoire, mettre en place un plan et des mesures afin de réduire ses émissions pour limiter sa contribution aux changements climatiques et se préparer aux nouvelles conditions climatiques dans une démarche d'adaptation lancée en 2015.

Forte de cette volonté, elle a rejoint de nombreuses autres villes afin de poursuivre cette lutte, partager et bénéficier de l'expertise développée partout dans le monde. La Ville de Montréal est membre du *Compact of Mayors*, la plus grande coalition de leaders locaux qui se sont engagés à la réduction et au suivi de l'évolution des émissions de GES et à l'adaptation aux changements climatiques. Elle est aussi membre du réseau des 100 villes résilientes et a récemment rejoint les rangs du C40 *Cities Climate Leadership Group*.

La Ville de Montréal et l'adaptation aux changements climatiques

Les événements climatiques marquants, tels que des épisodes de chaleur accablante, des pluies abondantes et des orages violents, se sont multipliés au cours des dernières années et bouleversent déjà le quotidien montréalais. On constate l'augmentation des cas de refoulements d'égout et les problèmes de drainage urbain, les étiages sévères, la chaleur accablante, les services plus sollicités en temps d'événements extrêmes, la perte de la biodiversité, l'augmentation du rythme d'usure des infrastructures, etc. et des impacts sont à prévoir autant sur les populations que sur les systèmes socio-économiques, les infrastructures et les milieux naturels.

Se préparer à répondre adéquatement aux impacts des changements climatiques est essentiel pour l'administration de Montréal. Une ville capable de s'adapter est une ville mieux outillée pour préserver ses acquis, solidifier sa structure et son fonctionnement afin d'offrir des services et un environnement sécuritaire pour tous les citoyens. Les villes ont un rôle indéniable à jouer dans la lutte contre les changements climatiques et dans l'adaptation des collectivités face à ces changements. C'est dans les villes que nous pouvons mettre en œuvre des politiques et des innovations qui vont avoir un impact réel, là même où les populations sont concentrées et où les impacts des aléas climatiques sont les plus grands. Ce sont les villes qui sont les plus aptes à mettre en œuvre des projets concrets d'adaptation dans des secteurs comme celui de l'aménagement du territoire ou du transport. La qualité de vie des citoyens et leur sécurité passent par des projets locaux.

Les défis sont néanmoins très grands puisqu'ils impliquent des changements dans les opérations, engendrent des impacts sur les services offerts aux citoyens et peuvent générer des dépenses supplémentaires. Par ailleurs, en matière d'adaptation, il n'existe pas de solution « toute en une ». Nous connaissons les meilleures pratiques mises en place un peu partout dans le monde, encore faut-il les adapter à notre réalité, aux particularités de notre territoire et des gens qui y vivent.

La Ville de Montréal a déjà en place plusieurs plans, stratégies, Politiques et règlements qui répondent aux enjeux de l'adaptation. Aussi, plusieurs initiatives sont déjà menées par les différents Services et les arrondissements de la Ville. Force est de constater que l'ampleur de la tâche afin de mener à bien l'adaptation n'en demeure pas moins très grande :

- Avoir une compréhension plus approfondie des vulnérabilités du territoire et des impacts du climat changeant;
- Développer des outils – pour traduire par exemple, les données scientifiques et les rendre accessibles aux utilisateurs (planificateurs, décideurs, etc.);
- Diffuser l'information;
- Coordonner les actions et impliquer la collectivité;
- Mettre en place des projets de démonstration;
- Impliquer les experts;
- Intégrer l'adaptation aux changements climatiques dans les pratiques de gestion;
- Mesurer les retombées – connaître l'efficacité des mesures, en mesurer les avantages et les coûts, etc.
- Diminuer le fossé entre le savoir et l'application des connaissances dans les processus de planification et de réalisation des projets

LE PARTENARIAT – La science en action!

La Ville de Montréal joint les membres du consortium Ouranos à titre de membre affilié. Ce nouveau partenariat fait l’objet d’une entente de trois ans qui permet à la Ville de bénéficier d’un accès privilégié aux outils, aux connaissances et au vaste réseau d’experts du consortium en lien avec ces besoins spécifiques.

Le partenariat Ville de Montréal et Ouranos se veut l’adéquation entre les efforts de recherche et les besoins de la collectivité en matière de climatologie régionale et d’adaptation aux changements climatiques. Il sera le pont entre la recherche et l’application, favorisera la circulation des connaissances, des données et le partage des expertises.

Cette collaboration est un levier pour l’innovation par la mise en place d’initiatives de recherche et de développement intégrée en adaptation couvrant divers sujets allant des scénarios climatiques jusqu’à l’analyse économique.

OURANOS – Consortium sur la climatologie régionale et l’adaptation aux changements climatiques

Ouranos a été fondé en 2001 par le Gouvernement du Québec, Hydro-Québec, Environnement et changement climatique Canada et quatre universités. Ouranos s’intéresse aux questions relatives à la climatologie régionale et à l’adaptation aux changements climatiques au Québec et ailleurs. Ouranos est axé sur les besoins d’un groupe d’utilisateurs en évolution constante, dont les plus dynamiques sont les membres mêmes du consortium. Grâce au partage des ressources humaines et financières, les membres du consortium accèdent à des connaissances scientifiques essentielles à la prise de décision et à l’adaptation de leurs activités aux changements climatiques (<http://www.ouranos.ca>).

Ouranos a pour mission d’acquérir et développer les connaissances sur les CC, leurs impacts, ainsi que les vulnérabilités socioéconomiques et environnementales, de façon à informer les décideurs sur l’évolution du climat et les aider à identifier, évaluer, promouvoir et mettre en œuvre des stratégies d’adaptation nationales, régionales et locales. L’organisme a aussi comme vision d’être un pôle d’innovation, entre autres, dans le domaine de l’adaptation aux CC ainsi qu’un lieu de concertation permettant à la société québécoise de mieux s’adapter à l’évolution du climat, et ce, dans une perspective de développement durable.

La structure scientifique d’Ouranos compte trois groupes : deux en Science du climat et un en Vulnérabilités, Impacts et Adaptation (avec 10 programmes). À ces trois groupes s’ajoute un volet Économie.



Membres réguliers



Membres affiliés

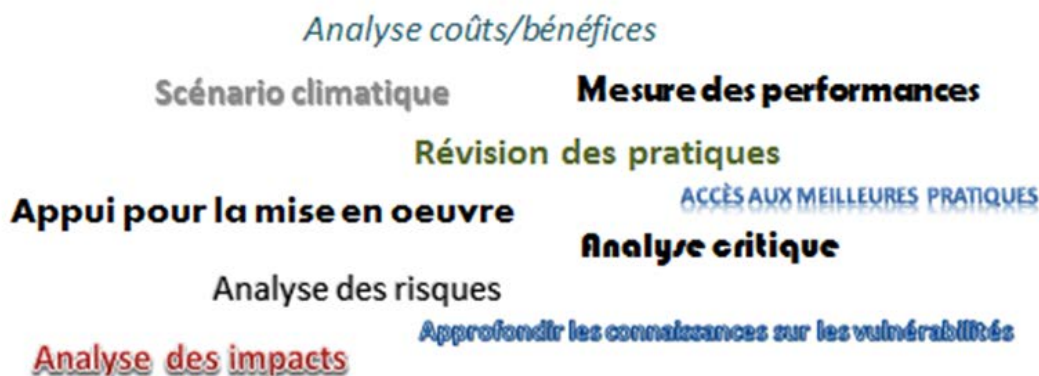


LA PROGRAMMATION VILLE DE MONTRÉAL ET OURANOS

Les besoins de la Ville de Montréal

En vue du partenariat, le Service de l'environnement a consulté les services centraux et les arrondissements afin de connaître leurs besoins spécifiques en matière d'expertise relative à l'adaptation aux changements climatiques.

Une multitude de sujets ont été identifiés comme la connaissance des projections pour les différents aléas climatiques et l'évaluation des impacts à l'échelle locale, des analyses économiques liées aux impacts des changements climatiques visant plus précisément les coûts de l'adaptation versus les coûts du statu quo, des analyses coût-avantage de différentes mesures d'adaptation, les opportunités économiques des changements climatiques, etc.



Les projets à privilégier

Le Service de l'environnement a été mandaté pour coordonner le partenariat et s'assurer que les enjeux auxquels la Ville doit faire face trouvent écho dans des projets novateurs. Pour ce faire, elle s'est basée sur trois critères afin de proposer une programmation la plus complète possible :

1. Bâtir sur les acquis – miser sur les réalisations de la Ville de Montréal et d'Ouranos, de manière à approfondir les connaissances tout en bénéficiant des résultats le plus rapidement possible;
2. Privilégier les projets qui prévoient mettre de l'avant la mise à jour et le développement d'outils d'aide à la décision qui permettront d'identifier, d'analyser de faire le suivi et de mesurer la performance des différentes options d'adaptation afin d'augmenter le niveau de résilience de l'environnement bâti et du milieu urbanisé;
3. Mettre en place des projets pilotes pouvant servir de vitrine pour l'adaptation et être profitables pour le plus de services et d'arrondissements possibles.

La stratégie de mise en place d'une programmation 2017-2020 répondant le plus efficacement aux besoins exprimés par les divers Services et arrondissements de la Ville de Montréal

Année 1 : Mettre en place une structure de travail efficace, obtenir des résultats tangibles à court terme et démontrer que le partenariat a une réelle valeur ajoutée :

- Mettre en place des projets rapidement réalisables ayant des résultats à court terme;
- s'intégrer dans des démarches déjà entreprises qui répondent en tout ou en partie aux besoins de la Ville;
- obtenir des résultats tangibles et mesurables (pour satisfaire les deux parties).

Année 2 et 3 : Développer et déployer des projets de recherche dont les visées sont à plus long terme :

- démontrer les démarches et les meilleures pratiques en s’inspirant des recherches complétées et en se référant aux méthodologies développées afin de tirer parti plus rapidement de l’expertise. Les moduler aux exigences et aux besoins spécifiques de la Ville de Montréal. À titre d’exemple, voir étude : « Analyser la vulnérabilité sociétale et territoriale aux inondations en milieu urbain dans le contexte des changements climatiques, en prenant comme cas d’étude la Ville de Montréal ». I. Thomas et N. Bleau, dont la méthodologie de recherche a été utilisée, avec quelques modifications, aux analyses de la vulnérabilité contenues dans le Plan d’adaptation aux changements climatiques de l’agglomération de Montréal;
- étude de cas – analyser les pratiques en place (l’objectif de ce type de projet est de mettre en place des mécanismes pour intégrer l’adaptation dans toutes les étapes d’un projet et instaurer des processus de suivi et de mesure des résultats);
- projet pilote sur le terrain – développer une expertise à l’interne et créer une vitrine pour l’adaptation aux changements climatiques.

LA PROGRAMMATION

Année	2017-2018	2018-2019	2019-2020
Simulations, analyses et scénarios climatiques	1. Services climatiques Révision des projections climatiques en vue de leur utilisation dans la mise en œuvre des stratégies de la Ville de Montréal		
Vulnérabilités et Impacts		5. Études d’impacts	
Adaptation Processus, développement des meilleures pratiques, de l’expertise, transfert des connaissances Analyses diverses	2. Climat Living Lab 3. Études de cas – projets répondant aux enjeux de l’adaptation aux changements climatiques 4. Cartographie des acteurs de l’adaptation aux changements climatiques pour Montréal	6. Analyses économiques des aménagements de drainage, etc.	8. Développement économique 9. Efficacité des mesures
Projet pilote		7. Suite – Climat Lab (application du processus développé sur de nouveaux projets)	10. Autres idées

ANNÉE 1

1. SERVICES CLIMATIQUES — RÉVISION DES PROJECTIONS CLIMATIQUES EN VUE DE LEUR UTILISATION DANS LA MISE EN ŒUVRE DES STRATÉGIES DE LA VILLE DE MONTRÉAL.

Contexte – Les Services et les arrondissements désirent s’outiller afin de mener à bien leur mandat, maintenir le niveau de performance des infrastructures dont ils sont responsables et offrir des services de qualité aux citoyens. Pour ce, ils réclament des outils afin d’éclairer leur décision dont l’accès à des données précises fournies dans des formats facilement exploitables.

Le consortium Ouranos climat possède une expertise et des outils performants pour fournir des services climatiques.

C’est dans ce cadre que « Le Portrait des changements climatiques pour les zones urbaines du Québec », Logan, T. <https://www.ouranos.ca/publication-scientifique/RapportLogan2016.pdf>, a été élaboré. Ce rapport vient faire une mise au point des résultats pour le territoire des quatre régions urbaines, dont celle de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM). Cette étude a été produite afin de fournir des informations plus détaillées sur les tendances observées pour les zones urbaines ciblées.

Objectif – offrir un accompagnement et fournir selon les besoins des unités administratives, les données climatiques les plus à jour.

Résultats attendus – transfert et valorisation des résultats. Développement d’outils afin de faciliter le transfert des nouvelles données et de favoriser ainsi le passage de la planification vers la mise en œuvre de projets.

Quelques projets de la Ville de Montréal qui pourront bénéficier des nouvelles données :

Adaptation du parc montréalais de patinoires extérieures aux changements climatiques

Le Service de la diversité sociale et des sports a commandé une étude qui avait pour objectif de dresser un portrait de la situation actuelle des patinoires de la Ville de Montréal, évaluer les meilleures pratiques (tant dans les volets de l’entretien, des opérations que des installations) et d’identifier des stratégies pour répondre aux changements climatiques.

Les projections à jour de la durée des périodes de gel propice au maintien des activités hivernales permettront de confirmer la stratégie qui a été proposée et viendra appuyer la mise en œuvre du Plan d’action 2017-2026.

Projet avec le Service de l’eau (titre précis à déterminer)

Le Service de l’eau a identifié les risques climatiques qui pourraient avoir des impacts sur les infrastructures publiques, dont celui de la fréquence d’occurrence et de l’intensité des événements de surverses (associés à l’apport plus important d’eaux pluviales dans les réseaux). Il mise sur le déploiement de mesures pour assurer la fiabilité des services d’eau, essentiels à la métropole, et la continuité des opérations.

Révision des plans particuliers d’intervention (PPI) – à confirmer avec le Service de la Sécurité civile.

Dans le but de mieux préparer la réponse aux catastrophes météorologiques, le Service de la Sécurité civile s’est doté d’outils d’intervention comme les plans particuliers d’intervention (PPI). Dans ce contexte, le Service désire obtenir des projections plus précises dont la fréquence et la sévérité des événements de verglas, des tempêtes violentes, pluies diluviennes, crues printanières, froid intense et chaleur extrême.

Projet en développement qui permettra d’obtenir des données précises pour les pluies intenses pour la région de Montréal

Évolution des régimes de précipitations en climat futur pour la région de Montréal

Ce projet, mené par Alain Mailhot de l’INRS en collaboration avec Ouranos pour la Direction de l’épuration des eaux usées du Service de l’eau, vise à établir l’évolution des régimes de précipitations en climat futur (horizon 2040-2070 et 2070-2100) pour la grande région de Montréal sur la base des simulations climatiques les plus récentes. Ces données serviront d’assise pour le plan directeur de gestion des eaux usées en y intégrant la variable « changement climatique » dans les modèles de conception.

Idée de projet

Vulnérabilité des infrastructures essentielles et changements climatiques

Les infrastructures essentielles (IE) ont été conçues à partir de données climatiques historiques qui sont aujourd'hui remises en cause en raison des changements climatiques, ce qui modifie leur vulnérabilité. L'idée du projet serait de structurer une méthodologie d'évaluation de la vulnérabilité des IE aux changements climatiques (aléas et/ou variables à déterminer) en adaptant et/ou concevant des outils d'analyse (par exemple l'outil d'aide à la décision Domino <http://www.polymtl.ca/centre-risque-performance/domino> <https://goo.gl/SZEuBP>) pour les IE et répondant aux besoins de sécurité civile.

Ce projet aurait, entre autres, comme objectifs :

- a) D'ajouter la couche changements climatiques à un outil d'aide à la décision (sécurité civile) déjà performant;

Le groupe Scénarios et services climatiques (SSC) d'Ouranos propose de produire des scénarios climatiques spécifiques à chaque variable climatique utilisée dans l'outil d'aide à la décision développé pour les infrastructures essentielles. Ces scénarios seront développés à l'échelle spatiale requise par l'outil (c.à.d. possibilité de le faire à l'échelle des municipalités). La séquence de production de scénarios sera intégrée dans la plateforme logiciel PAVICS d'Ouranos ce qui permettra d'automatiser les procédures et de répéter efficacement l'exercice pour plusieurs endroits.

- b) De permettre, pour SSC d'Ouranos, de développer des méthodes d'évaluation de risques d'occurrences d'événements rares ayant potentiellement des impacts majeurs

Le risque d'occurrence simultanée d'événements climatiques rares (par exemple chute de neige abondante suivie d'un redoux de plusieurs jours) était, jusqu'à récemment, difficile à quantifier en climat futur à cause du nombre limité de simulations climatiques à fine échelle spatiale. Ouranos a récemment produit un ensemble de 50 simulations climatiques à une résolution de 12 km qui permettra d'évaluer les risques d'occurrence d'événements rares combinés. L'ensemble couvre tout le Québec de 1955 à 2100 et permet de diversifier et de bonifier l'information climatique fournie jusqu'à maintenant aux preneurs de décision.

2. CLIMAT LIVING LAB (DÉMARCHE DE LABORATOIRE VIVANT)

Contexte – Les changements climatiques en cours nécessitent d'adopter un regard neuf sur le projet urbain, qu'il soit une transformation, une requalification ou la construction d'une partie de la ville ou d'un quartier. Sur un territoire presque urbanisé à plus de 90 %, le projet doit permettre une reconstruction durable de la ville dans la Ville, mais aussi répondre aux enjeux climatiques (conditions actuels et changements projetés) – les inondations récentes nous démontrent d'ailleurs l'urgence d'agir en ce sens.

C'est dans ce contexte qu'il est important d'explorer des approches différentes qui favorisent l'apprentissage, l'innovation et la concertation. Le laboratoire vivant sur le climat (Climat living Lab) permet d'aller plus loin dans la définition des conditions d'émergence et de pratique des activités de conception, de découvrir de nouveaux modèles conceptuels et d'expérimenter des pratiques pour faciliter le décroisement des expertises. En partant des pratiques, des échanges entre acteurs, et des interactions entre eux et le projet urbain à concevoir, le laboratoire vivant sur le climat questionne le pilotage complexe d'un projet urbain et consiste à formaliser des pratiques innovantes dans ce domaine.

Objectifs – Création d'un Climat Living lab en adaptation aux CC. Mise en place d'une démarche de cocréation pour la recherche et la mise en œuvre de solutions d'adaptation.

Réunir plusieurs services afin d'analyser sur la base d'un projet bien précis un processus de planification ou explorer tout autre modèle de gestion de projet afin de voir comment l'adaptation aux changements climatiques peut s'intégrer dans les différentes étapes de développement d'un projet.

Des chercheurs de différentes disciplines (administration publique, opérationnalisation du développement durable, gestion de projet, etc.) seraient invités à titre d'observateurs afin d'analyser non seulement toutes les étapes de la démarche, mais pourraient la documenter et ainsi développer un processus qui sera utilisé pour les projets ultérieurs à la Ville de Montréal.

QU'EST-CE QU'UN LABORATOIRE VIVANT (Living lab)?

Prenant appui sur des principes et une méthodologie spécifiques, un laboratoire vivant est un espace d'innovation ouverte, en contexte réel, et centrée sur les usagers, où un ensemble de partenaires participent conjointement à l'élaboration de services, de produits, d'approches, de pratiques, d'applications, etc. en lien avec l'adaptation aux changements climatiques comme objet d'étude ou comme outil. (Définition librement inspirée de http://www.cefrio.qc.ca/media/uploader/2_3.Carnetdepilotagefinal.pdf)

Résultats attendus – Développer un processus collaboratif de planification et de mise en œuvre de projets répondant aux enjeux de l'adaptation aux changements climatiques.

3. ÉTUDE DE CAS – PROJETS RÉPONDANT AUX ENJEUX DE L'ADAPTATION AUX CC

Contexte – Le tissu urbain montréalais est riche de projets conçus et implantés dans une perspective d'améliorer la qualité des milieux, des services, des infrastructures, de verdissement, etc. Il est primordial de s'inspirer des projets déjà implantés sur le territoire depuis un certain temps afin de valider les concepts et leur efficacité, de documenter les coûts de la mise en place des mesures d'adaptation dans un projet versus les projets traditionnels, les impacts sur les opérations, dont l'entretien, etc.

Objectif – poser un regard critique sur les actions, les projets d'aménagement et les pratiques menés sur le territoire afin de voir les impacts engendrés sur notre capacité à s'adapter au climat changeant. En s'inspirant, entre autres, de l'outil « Objectif Climat » développé par l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME), mettre au point une méthode de suivi-évaluation des projets et en tirer les informations pertinentes.

À titre d'exemples : Quel est l'impact de l'adoption de la réglementation sur les toits verts, sur les normes d'aménagements durables des stationnements? Quels sont les impacts de l'aménagement d'infrastructures vertes dans différents secteurs de la Ville? Peut-on calculer les quantités d'eau de pluie déviées des réseaux? A-t-on mesuré les coûts d'entretien, les impacts opérationnels et budgétaires en arrondissement? Autant d'éléments qui pourraient être analysés afin d'en tirer profit.

On peut penser par exemple qu'il serait pertinent de voir quel est l'impact de l'adoption du Règlement de l'arrondissement Saint-Laurent encadrant l'aménagement des espaces de stationnement axé sur le développement durable (réglementation adoptée en 2012), de mesurer les impacts du projet de l'arrondissement Le Sud-Ouest - Woonerf Saint-Pierre, inspiré d'un concept hollandais, cette ruelle asphaltée a été transformée en un lieu de vie verdoyant.

Résultats attendus – se doter d'informations pertinentes afin de développer l'innovation et l'expertise Ville en matière d'adaptation aux changements climatiques.

4. CARTOGRAPHIE DES ACTEURS IMPLIQUÉS DANS L'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET LA RÉSILIENCE POUR LA VILLE DE MONTRÉAL

Contexte – Projet mené par Marie-Christine Therrien, ENAP

L'adoption et la mise en œuvre de réformes découlent le plus souvent de la collaboration d'acteurs en réseau qui transmettent de l'information, échangent des idées et créent un « momentum » pour l'adoption de solutions. Les recherches démontrent que ces réseaux ont un rôle central surtout pour faire face à des problèmes complexes, notamment dans le domaine de l'environnement. Pour être plus efficaces et atteindre leurs objectifs, les organisations ont intérêt à bénéficier d'une analyse nuancée de la condition des réseaux auxquels elles participent.

Objectifs – connaître le réseau d'acteurs impliqués dans l'adaptation aux CC et la résilience à l'échelle de la Ville de Montréal, autant dans l'appareil municipal (services et arrondissements) qu'à l'extérieur. Une meilleure connaissance des liens entre les acteurs permettra à la Ville de Montréal de mieux positionner ses actions dans le réseau, de mieux animer les échanges afin qu'ultimement le réseau soit plus efficace à faire progresser l'adaptation et la résilience des communautés montréalaises.

Résultats attendus – deux portraits globaux du réseau des acteurs de l'adaptation, un de l'appareil municipal et l'autre de ce qui est à l'extérieur de la Ville, ainsi que le diagnostic des forces et des faiblesses livrées sous forme de cartographie dynamique, complétée par une méthodologie d'utilisation des résultats.

ANNÉE 2 ET 3

La programmation des années 2 et 3 sera développée une fois que les projets de la première année auront été lancés. Cette phase de programmation sera déployée avec Ouranos, selon les besoins spécifiques des arrondissements et des Services de la Ville de Montréal.

Cette section présente quelques projets qui sont déjà inscrits dans la programmation d'Ouranos ou qui ont été amenés par les unités administratives de la Ville de Montréal afin d'avoir un aperçu de ce qui pourrait être développé dans les années subséquentes du partenariat.

PROJETS OURANOS

En développement

Projet – Seuils de précipitations extrêmes et pertes économiques

(Sophie Guilbault/Institut de réduction des catastrophes (ICLR) + University Western, ON)

Objectif – Établir des seuils de précipitations extrêmes à partir desquels des pertes économiques et assurées importantes sont causées par des inondations urbaines. Comparaison des régions de Montréal et de Toronto.

Retombées/livrables – Meilleure compréhension des raisons pour lesquelles les municipalités sont affectées (ou peu ou pas) avec un même seuil.

En cours

Projet – Évolution des événements extrêmes résultant des émissions cumulées et de l'apparition de changements abrupts dans le système climatique

Objectifs – Étudier la relation entre les émissions cumulatives de GES et les caractéristiques des événements extrêmes pour les experts et les partenaires d'Ouranos;

Évaluer comment l'apparition de changements climatiques brusques affecte l'évolution et les caractéristiques des événements extrêmes

Retombées/livrables – Un catalogue d'événements extrêmes et de changements abrupts pertinents pour les services climatiques et les stratégies d'adaptation et une liste des changements majeurs potentiels dans les événements extrêmes avec l'apparition d'un changement brutal à l'échelle mondiale et au Québec

5. ÉTUDE D'IMPACTS

Qualité de l'eau brute servant à la production d'eau potable

Quelques projets dont celui de Dorner et al. ont été réalisés.

https://www.ouranos.ca/publication-scientifique/FicheDorner2014_FR.pdf

Température à l'intérieur de certains logements situés dans des zones d'îlots de chaleur

Projet en démarrage : Température intérieure des logements en Montérégie : Mieux comprendre pour mieux intervenir.

https://www.ouranos.ca/publication-scientifique/FicheTardif2016_Fr.pdf

6. ANALYSE ÉCONOMIQUES DES AMÉNAGEMENTS DE DRAINAGE, ETC.

Contexte – En matière d'adaptation aux changements climatiques, les analyses économiques sont utilisées pour identifier les approches, mesures ou stratégies d'adaptation qui sont les plus bénéfiques économiquement. Ces analyses permettent de comparer les mesures d'adaptation entre elles, mais également face à un scénario de référence (sans adaptation), elle permet à la fois d'établir le coût des impacts des changements climatiques en l'absence d'adaptation (« coût de l'inaction ») de même que de guider la prise de décision vers la ou les mesures d'adaptation qui génèrent globalement le plus de gains pour la société.

L'analyse coût-avantage (ACA) est à la fois un outil d'évaluation, de planification et de prise de décision en matière d'adaptation aux changements climatiques. Elle vise à répondre aux questions suivantes : Quels sont les coûts des changements climatiques pour la problématique et la zone d'intérêt? Est-il avantageux économiquement d'intervenir? Quelles sont les mesures d'adaptation qui nous en « donnent plus pour notre argent collectif »? À quel moment est-il le plus optimal de s'adapter?

Objectifs – Montrer que les investissements prévus auront pour effet d'améliorer la qualité, l'efficacité et l'efficience du service à travers par exemple : la réduction des quantités (en m³/an) prélevées à des sources; la continuité du service (fréquence et durée des interruptions); le volume de charge polluante éliminée; l'évaluation des externalités positives (protection de la santé humaine et la sauvegarde des espèces vivantes), etc.

Résultats attendus – Analyse des résultats qui permettent de déterminer la solution la plus avantageuse économiquement pour l'ensemble de la société relativement au projet.

7. SUITE – CLIMAT LIVING LAB (DÉMARCHE DE LABORATOIRE VIVANT)

Application du processus développé sur un projet d'aménagement ou sur des pratiques.

8. DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Contexte – Les changements climatiques ont des impacts considérables sur l'activité économique. En ce sens, la Ville aimerait avoir une vision d'ensemble sur les risques et les opportunités afin de pouvoir identifier par la suite des mesures et programmes lui permettant d'un côté de limiter l'impact de ces changements climatiques, mais aussi, de bénéficier de ses opportunités et d'être avant-gardiste dans certains secteurs clés.

Projets potentiels – connaître les impacts (et les opportunités) sur :

- les entreprises et le secteur privé;
- les secteurs d'activité existants (positionnement économique) et potentiels (opportunités) (ex la logistique, le manufacturier, etc.);
- le transport des personnes et des marchandises;
- les infrastructures urbaines et l'aménagement du territoire.

9. EFFICACITÉ DES MESURES

Contexte – Les méthodologies de suivi et d'évaluations de l'efficacité de solutions d'adaptation aux changements climatiques comportent de nombreux défis, telle l'échelle de temps des retombées; le manque d'indicateurs et de critères pour évaluer le succès des solutions d'adaptation mise en place ou leurs faiblesses (clarté, pertinence); la nature spécifique et contextuelle des solutions, etc. Travailler avec un éventail d'indicateurs permettra de surmonter les défis en mettant en place une approche selon des principes complémentaires, qui donne lieu à l'évaluation de la performance des solutions d'adaptation.

Projet potentiel : Toit vert de l'Édifice Prince – projet d'aménagement du plus grand toit vert à Montréal mené par le Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal et le Service de la gestion et planification immobilière. Le projet se veut un laboratoire sur la biodiversité, l'impact qu'un toit vert extensif peut avoir, etc. Il est réalisé dans le cadre de la Mission de collaboration entre experts de la Ville de Paris et Montréal.

Échéancier — Appel d'offres juin 2017, première phase de travaux automne 2017 et fin des travaux été 2018.

Objectif — Mettre au point une méthodologie de suivi, mesure et analyse de divers paramètres dont les résultats permettront de bonifier les pratiques et les normes, etc.

10. AUTRES IDÉES

Développer une cartographie interactive des zones propices à l'implantation de mesures afin de minimiser les impacts déjà ressentis des aléas climatiques

- Développer un outil afin de visualiser les données compilées dans le cadre du plan d'adaptation aux changements climatiques.
- Mettre en place une plateforme conviviale de partage de données géographiques au sein de la Ville. Se référer au projet de la Ville de New York (<http://cuspm.org/NYC/>).

Adaptation et résilience des zones industrielles et secteurs d'emplois aux changements climatiques : îlots de chaleur urbains, gestion/rétentions des eaux de ruissellement, aménagements « durables »

Contexte – Sur le territoire de l'agglomération de Montréal, les grands secteurs d'emplois, zones et parcs industriels sont fortement minéralisés et constituent, le plus souvent, de vastes îlots de chaleur urbains. Lors d'épisodes de fortes précipitations, lesquelles ont tendance à se produire plus souvent, le ruissellement des eaux en provenance de ces vastes espaces minéralisés est source de pressions extrêmes sur les réseaux d'infrastructures municipales.

Le Service du développement économique (SDÉ) a entrepris des démarches d'analyse et de réflexion sur l'avenir de ces espaces industriels et leur redynamisation à moyen et long terme. Une approche intégrée de développement et d'aménagement durable de ces derniers, notamment la planification et la réalisation de projets pilotes d'écoparcs industriels, apparaît une voie à privilégier pour l'avenir. En outre, le plan de développement de la zone industrialo-portuaire de Montréal devra être conçu et mis en œuvre selon les principes du développement durable et la protection et la mise en valeur des espaces naturels.

Objectif — Utiliser les leviers de l'adaptation et de la résilience pour requalifier les zones industrielles et les secteurs d'emplois.

Plus spécifiquement, le SDÉ souhaiterait :

- documenter les cas les plus probants d'aménagement d'écoparcs industriels dans le monde (étalonnage des meilleures pratiques);
- une analyse coûts/bénéfices sur la base des grilles de critères d'évaluation qui ont été utilisées pour justifier les choix de ce type d'aménagement pour les cas étudiés (aspects financiers, les retombées économiques et fiscales et bénéfices directs et indirects sur la santé, la qualité de vie, les effets de résilience quant aux infrastructures municipales);
- obtenir une analyse comparative des différents modèles de gouvernance, des stratégies de financement de tels écoparcs industriels et des stratégies immobilières qui ont présidé à leur réalisation : rôle des pouvoirs publics (municipaux, gouvernementaux) et des acteurs privés ou institutionnels dans le partage du financement de ces projets exemplaires.

Corrélation entre les événements récents (inondations) et la mise en œuvre du Plan d'adaptation aux changements climatiques de l'agglomération montréalaise (PACCAM)

- Profiter des préoccupations soulevées par les récentes inondations, afin de dresser une corrélation entre l'existence d'outils et la mise en place de mesures d'adaptation sur le territoire.
- Explorer les facteurs de succès et d'échecs afin de mieux comprendre les processus et la dynamique municipale en matière de réponse aux enjeux climatiques et plus particulièrement ceux reliés à notre capacité à se préparer ou faire face aux aléas climatiques¹.
- S'inspirer d'exemples réels – comme celui du projet de rehaussement du boulevard Lalande et voir quels ont été les facteurs déterminants qui ont mené à la non-réalisation du projet.
http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/COMMISSIONS_PERM_V2_FR/MEDIA/DOCUMENTS/P-RCG13-018-PRES_20140523.PDF

¹ L'aléa climatique est la manifestation du changement ou des fluctuations climatiques à laquelle les populations et les systèmes sont exposés. L'aléa peut se manifester soudainement (précipitations violentes), progressivement (lent déclin des précipitations annuelles), de façon intermittente (tempêtes, inondations, sécheresses) ou à long terme (élévation du niveau des mers, changement permanent des régimes climatiques). L'aléa peut également être isolé et catastrophique (rupture des berges d'un lac glaciaire, perte de terres par une érosion liée à une catastrophe).

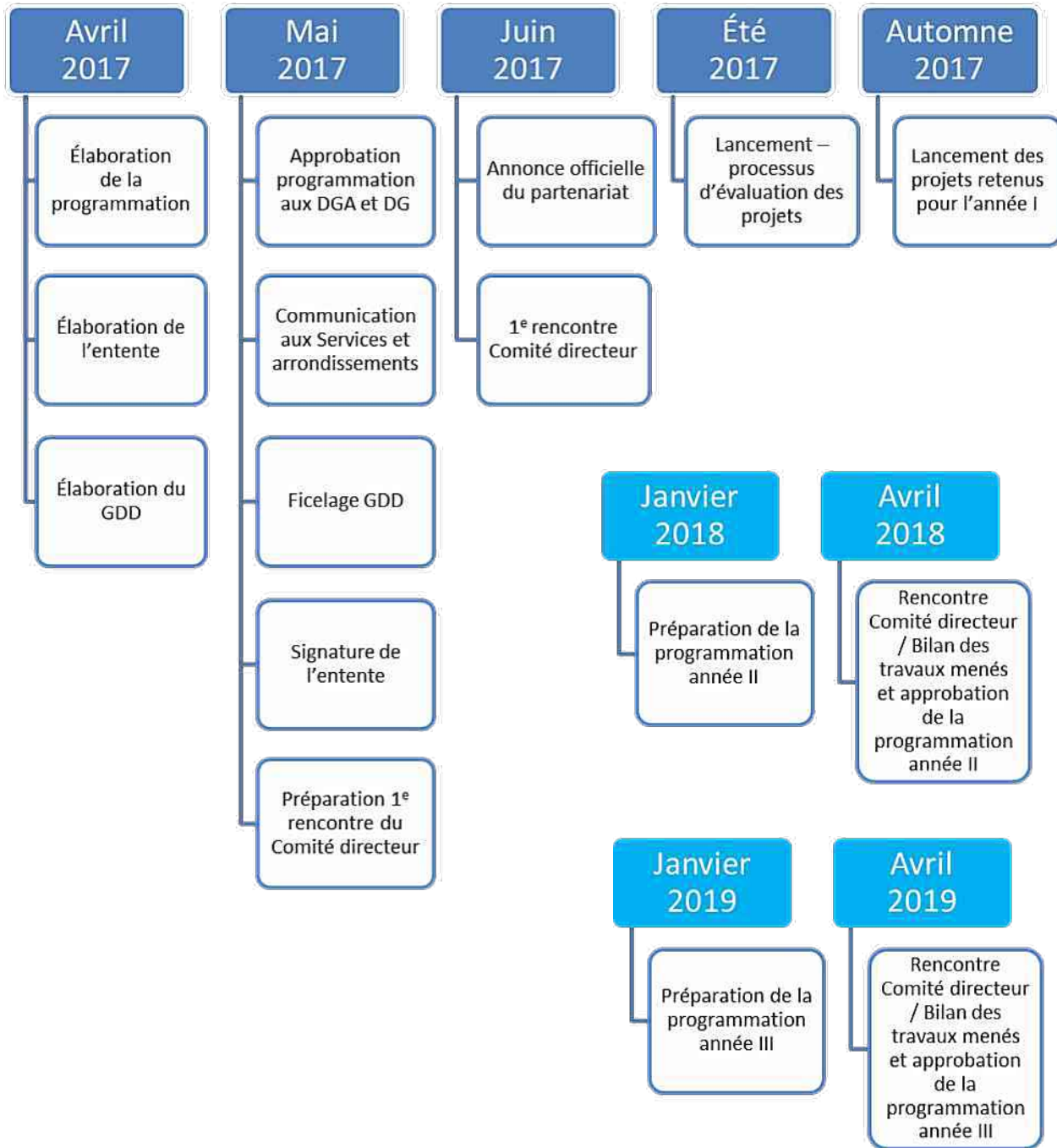
Appel d'expérimentation

Expérimentations de solutions innovantes – mettre à contribution le Service du développement économique et le bureau de design, etc. afin de susciter l'innovation en matière d'adaptation aux CC

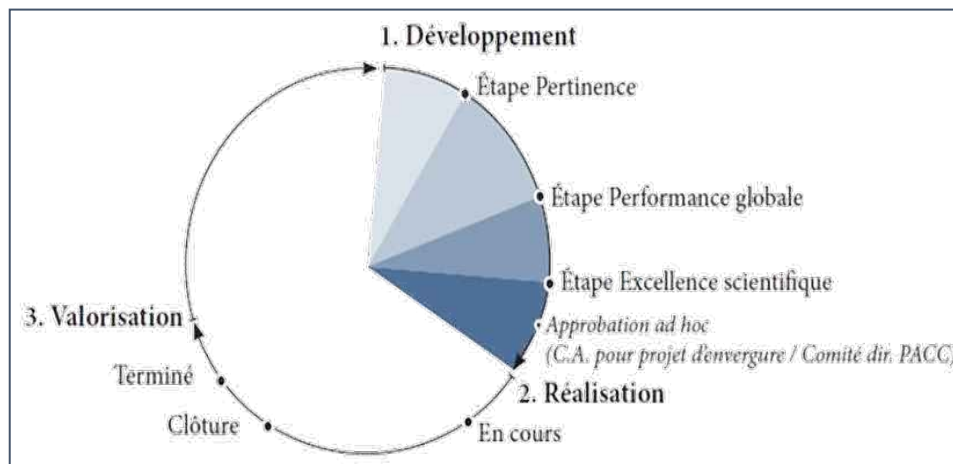
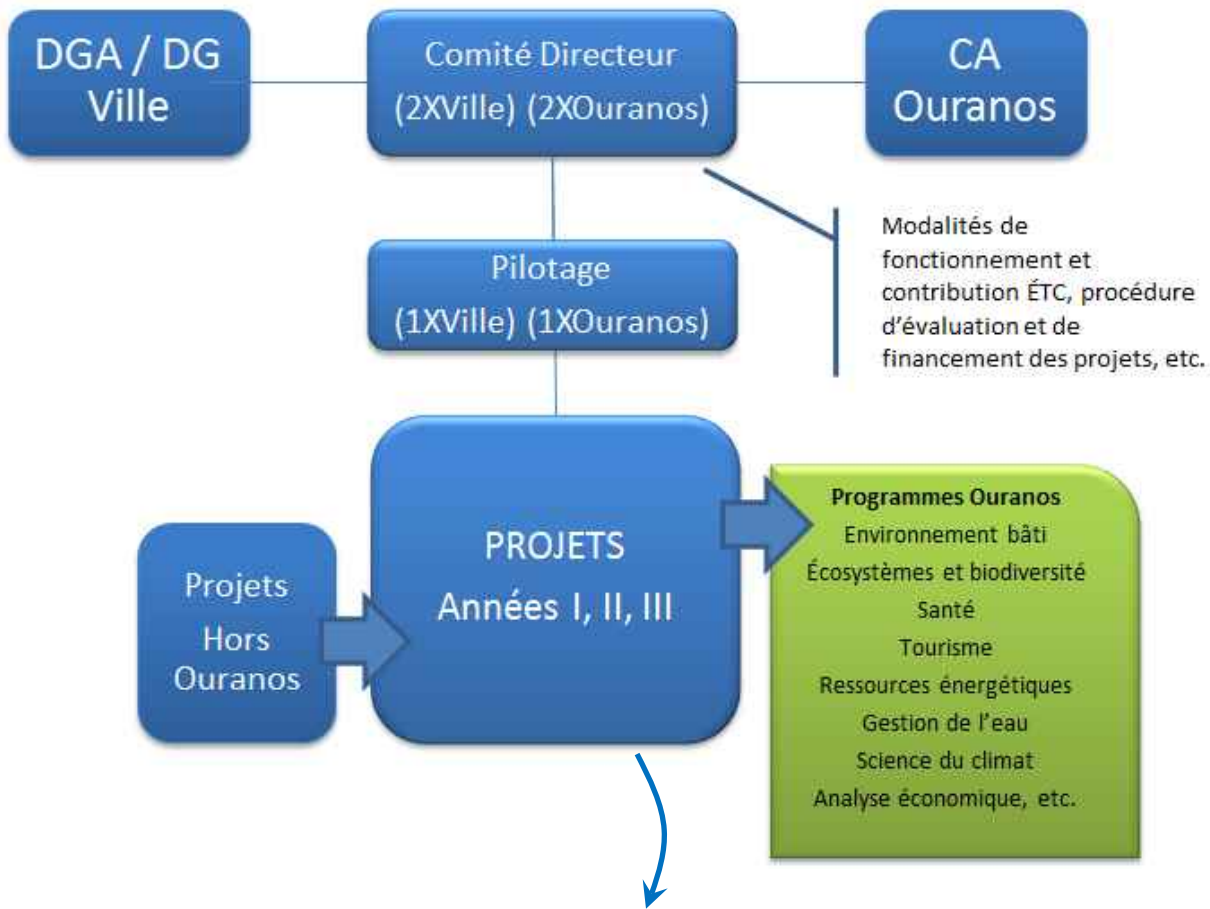
À titre d'exemple : Association de la Ville de Paris avec Paris et Co Urban Lab. Soucieuse de faire émerger des projets innovants, capables d'apporter des réponses concrètes à ces enjeux, la ville de Paris s'associe à Paris & Co pour lancer un appel à expérimentations sur l'adaptation au changement climatique, en partenariat avec l'ADEME, l'Agence Parisienne du Climat, Eau de Paris et le réseau 100 Resilient Cities. <https://expe.parisandco.com/projet/214>

Cet appel à expérimentations a pour but de faire émerger des projets innovants, capables d'apporter des réponses concrètes sur quatre grandes thématiques relevées de la Stratégie d'adaptation aux changements climatiques de la Ville de Paris : le rafraîchissement, l'économie des ressources en eau, le renforcement du lien social et la modularité des espaces et des modes de vie. Pour les porteurs de projet, c'est une opportunité de tester leurs solutions ainsi que leurs modèles économiques à l'échelle de la ville. Les projets retenus pourront être éligibles, au Fonds Paris Innovation Amorçage, créé par la ville de Paris et BPI France. http://expe.parisregionlab.com/projets/all?field_type_projet_value=Appel

LES PROCHAINES ÉTAPES



LE CADRE DE TRAVAIL



Annexe 2

**Partenariat
Ville de Montréal et Ouranos**



La science en action !
1^{er} réunion du comité directeur
4 juillet 2017

Montréal  1 

**Ordre du jour et
objectifs de la rencontre**

- Mot de bienvenue et objectifs de la réunion
- Tour de table
- Convenir du fonctionnement du Comité directeur et de la structure de travail
- Valider les idées de projets pour la programmation de l'année 1
- Planifier les prochaines étapes
- Varia

2

Montréal  

Le partenariat

- Pont entre les efforts de recherche, les besoins d'une ville qui doit faire face au climat changeant et l'application de concepts d'adaptation sur tout le territoire montréalais
- Le partage des expertises, la circulation des connaissances et des données
- Levier pour l'innovation par la mise en place d'initiatives de recherche et de développement intégrée en adaptation couvrant divers sujets allant des projections climatiques jusqu'à l'analyse économique

3

Le comité directeur

Mission

- Veiller à ce que les sommes versées par la Ville de Montréal soient utilisées aux fins prévues à l'Entente;
- Identifier et approuver les projets de collaboration et de définir les contributions de la Ville pour l'année suivante en fonction des ressources disponibles;
- Établir le bilan des projets de collaboration et des contributions de la Ville pour l'année écoulée;
- Assurer la reddition de comptes jugée nécessaire.

4

Le comité directeur Exigences

Les Parties s'engagent à former un comité directeur (CD) composé au moins de quatre membres :

- a) deux représentants désignés par Ouranos;
- b) deux représentants désignés par l'Adhérent.

Le CD peut s'adjoindre, au besoin, tout collaborateur ou expert qu'il juge compétent pour assister à ses réunions.

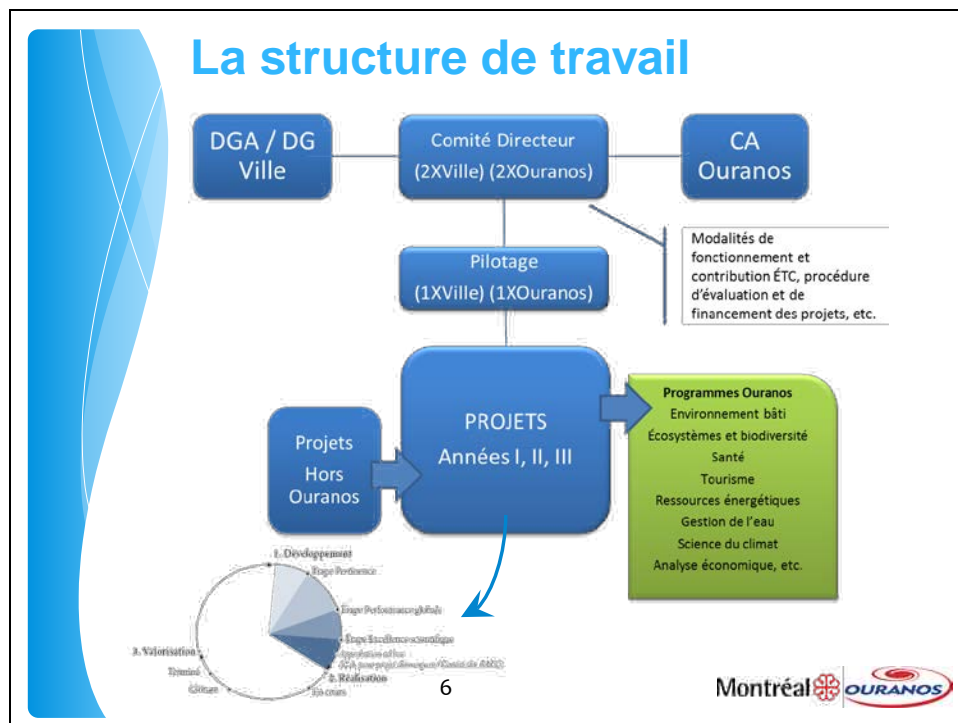
Le CD détermine ses règles de fonctionnement.

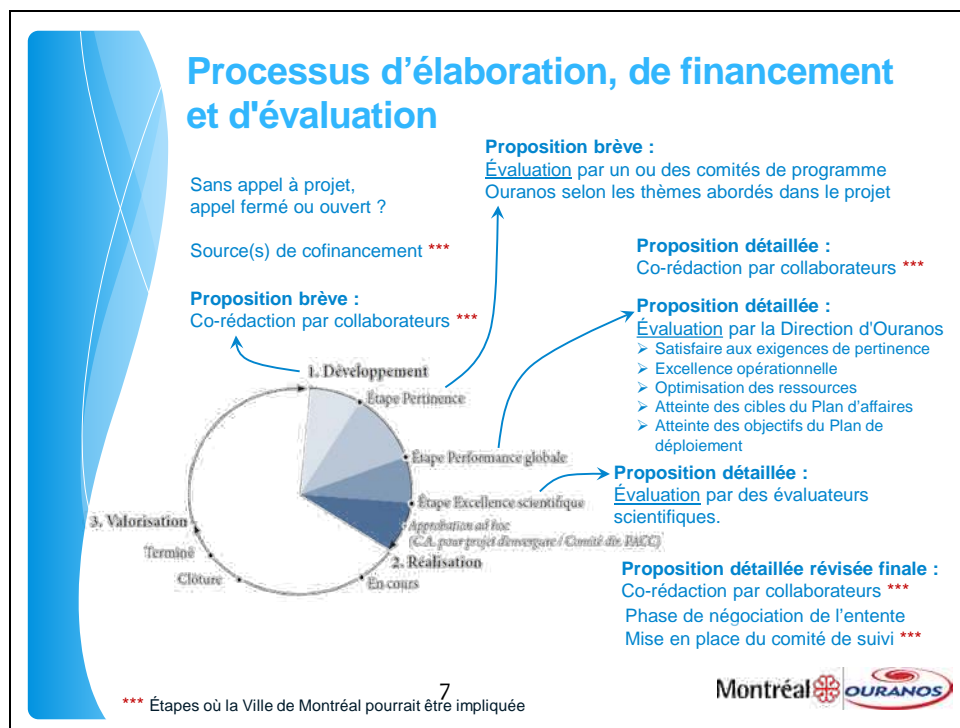
Dans les 60 jours qui suivent le début d'une année civile, le CD se réunit afin d'identifier les contributions de l'Adhérent ainsi que les projets de collaboration pour l'année suivante.

Le CD se réunira pour présenter le bilan officiel des contributions de l'Adhérent et des projets de collaboration pour l'année écoulée.

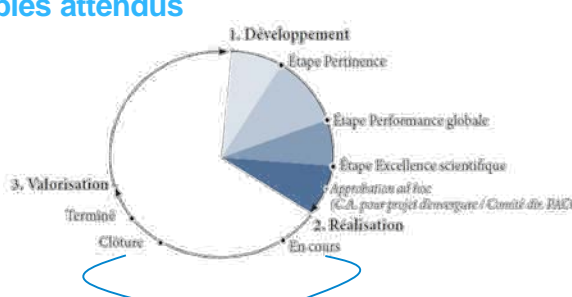
Minimalement une réunion par année (Possiblement + pour la 1^{ère})

5







Livrables attendus



Livrables	Format	Échéancier
Compte-rendu du comité de suivi	1-2 pages incluant les minutes des rencontres	Dans le mois suivant les rencontres
Fiche projet en cours	Canevas (mise en page par Ouranos)	Lancement du projet
Fiche projet terminé	Canevas (mise en page par Ouranos)	Lors de la remise du rapport final
Rapport d'étape	Canevas (transmis ultérieurement)	En fonction des modalités de paiement
Rapport final	Canevas (transmis ultérieurement)	À la fin du projet
Tous les autres livrables du projet	Documents pertinents associés au projet (présentation, articles, guide, etc.)	À la fin du projet
Présentation chez Ouranos	Présentation de 45 min dans le cadre d'un séminaire interne	À déterminer au courant du projet

Autres ???
 Attentes de la Ville ?

8

Montréal  

Vers une programmation

- Les besoins de la Ville - appel aux 17 Services, 19 arrondissements et Villes liées
- Les projets à privilégier
- La stratégie de mise en place de la programmation
- L'intégration de la programmation dans les activités d'Ouranos

9

La programmation de l'année 1

Services climatiques Révision des projections climatiques	Climat Living Lab Démarche de laboratoire vivant	Études de cas Projets répondant aux enjeux de l'adaptation aux CC	Cartographie des acteurs de l'adaptation CC et la résilience pour la Ville de Montréal
---	--	---	--

- *Liens avec les besoins de la Ville*
- *Intégration dans la programmation "Ouranossienne"*
- *Possibles sources de financement (exemples)*
 - FCM => Programme Municipalités pour l'innovation climatique (MIC); Programme de gestion des actifs municipaux (GAM)
 - Le programme ÉcoPerformance
 - Le programme Technoclimat
 - Programmes qui sont adressés à des OSBL avec lesquels la ville doit s'allier
 - Subvention et/ou bourse avec la Francophonie
 - Appel de RNCan
 - Grands organismes de recherche => CRSH, CRSNG
 -

10

Planification de la programmation pour les années 2 et 3



Varia

Merci de votre attention !

Nancy GIGUÈRE

nancygiguere@ville.montreal.qc.ca

Nathalie BLEAU

bleau.nathalie@ouranos.ca

13

<

COMTE RENDU

2ème réunion Comité directeur Partenariat Ville de Montréal-Ouranos La science en action !

Le 16 mars 2018, 10h00 à 12h00,
Ouranos, 550 rue Sherbrooke Ouest, Tour ouest, 19^e étage, Montréal - salle B

Sont présents :

Ville de Montréal :

Roger Lachance, Directeur, Service de l'environnement

Marieke Cloutier, chef de division, Planification et suivi environnemental, Service de l'environnement

Sébastien Wagner, chef d'équipe - CC et projets spéciaux, Service de l'environnement

Nancy Giguère, conseillère en planification, Service de l'environnement et co-pilote du partenariat

Ouranos :

Alain Bourque, directeur général

Caroline Larrivée, directrice (p.i.) de la programmation scientifique et chef du programme Vulnérabilité, impacts et adaptation

Nathalie Bleau, coordonnatrice du programme environnement bâti et co-pilote du partenariat

1. Mot de bienvenue et objectifs de la réunion (A. Bourque, N. Bleau et N. Giguère)

Les objectifs de cette rencontre et les points abordés sont les suivants :

- Présenter et discuter du bilan des 8 premiers mois du partenariat
- Présenter et discuter des prochaines étapes
- Programmes et projets d'intérêt
- Autres activités d'intérêt

Voir l'annexe 1 – présentation ppt

2. Bilan des 8 premiers mois du partenariat (N. Bleau et N. Giguère)

• RAPPEL DES OBJECTIFS DU PARTENARIAT

- Pont entre les efforts de recherche, les besoins d'une ville qui doit faire face au climat changeant et l'application de concepts d'adaptation sur tout le territoire montréalais
- Le partage des expertises, la circulation des connaissances et des données
- Levier pour l'innovation par la mise en place d'initiatives de recherche et de développement intégrée en adaptation couvrant divers sujets allant des projections climatiques jusqu'à l'analyse économique

• LES PROJETS EN COURS

○ *Services climatiques*

Offrir selon les besoins des services et des arrondissements, de l'information climatique intelligible, accessible et la plus précise possible en vue de son utilisation dans la mise en œuvre des stratégies d'adaptation de la Ville de Montréal. Lorsque les demandes seront plus complexes, l'équipe des Scénarios et services climatiques d'Ouranos prendra le relais mais le Service de l'environnement demeura toujours la porte d'entrée.

À ce jour :

- Préparation d'outils :
 - ◇ Formulaire de requête pour recueillir les demandes
Pilote en cours avec une demande du Service des grands parcs
 - ◇ Fiches, résumant les projections climatiques (tiré du rapport Logan 2016), qui seront diffusées aux différents services de la Ville les invitant à profiter de ce service pour les aider dans leurs mandats
 - ◇ Serveur FTP
 - Portrait des CC pour les zones urbaines du Québec Mars 2016
 - Guide sur les scénarios climatiques_2016.pdf
 - Fiches pour ingénieurs 1@7.pdf
 - Vulnérabilité et adaptation des immeubles aux cc_msss_2017.pdf
 - Inventaire des ressources en adaptation (xls)
 - ◇ Un site web Ouranos prévu pour le printemps 2018 - une douzaine de variables climatiques seront disponibles.
Par exemple, tableau où les changements projetés pour la région seront compilés pour tous les indices climatiques, par saison, pour les deux horizons futurs 2050 et 2080, et les scénarios d'émission de GES.

SUIVI – NG fera le **suivi des demandes**. NB se renseignera auprès du responsable informatique à Ouranos à savoir s'il est possible de faire le **comptage des téléchargements** des documents sur le site ftp. Si cela est possible, un rapport sera rendu à chaque rencontre du comité directeur.

○ *Cartographie des acteurs*

Dresser le portrait du réseau d'acteurs qui contribuent, de façons diverses, à l'adaptation aux changements climatiques et au développement de la résilience sur le territoire de l'île de Montréal.

À ce jour :

- L'équipe de chercheurs de la professeure Therrien (ENAP) a identifié les membres de ce réseau informel à l'aide d'une série d'entretiens et d'un questionnaire. Elles ont pu cartographier non seulement les acteurs mais également identifier la nature des liens entre les acteurs, les forces et faiblesses du réseau en matière de coordination, ainsi que sa structure.
- Présentation des résultats aux bureaux du DD, de la résilience et au Service de l'environnement de la Ville de Montréal
- Rédaction du rapport de la première partie du projet (réalisation de la cartographie des acteurs)

Prochaines étapes :

- Rencontre chercheurs - acteurs du réseau (22 mars et 5 avril) pour la présentation des résultats et des discussions autour des suites souhaitées et possibles.
- Dépôt du rapport final.
- Envisager différentes suites éventuelles à cette cartographie. Par exemple :
 - ◇ Que peut-on faire avec cet outil ? Comment en tirer profit ?
 - ◇ Peut-on tirer de l'information afin de mieux cibler et prioriser les actions, ou le cas échéant de proposer des programmes ou des politiques qui viendront bonifier ce se fait déjà en matière d'adaptation climatique.
 - ◇ Comment tirer profit des forces du réseau, créer des alliances, s'en servir comme un levier pour consolider nos efforts

- ◇ Comment bien expliquer cette cartographie et garder l'outil vivant et utile pour les acteurs?
- ◇ Comment concilier résilience et adaptation ? – nécessité de ne pas créer d'autres silos.
- ◇ Comment ajouter/impliquer les acteurs du volet « économie » qui ne semblent pas présents dans le réseau ?

SUIVI –NB se renseignera auprès de la professeure Therrien sur les façons de bien faire ressortir la **valeur ajoutée** de cette cartographie

○ *Climat Living Lab (CLL)*

Intégrer les enjeux d'adaptation aux changements climatiques dans les processus de planification, de conception et de développement d'un projet d'aménagement.

À ce jour :

- Appel conférence (27 fév.) avec les membres du CD pour discuter et s'entendre sur certains points du *CLL* :
 - ◇ Financement du projet
 - ◇ Durée
 - ◇ Calendrier de l'appel à manifestation d'intérêt
 - ◇ Évaluation des propositions reçues

Prochaines étapes :

- Rencontre avec les 7 équipes identifiées, cette première étape du processus, nous permettra de présenter l'idée du *CLL* et d'inviter les équipes à déposer une proposition.
- Analyse des propositions
- Choix de l'équipe - (en proposant d'y inclure un stage MITACS à titre de levier financier pour développer une proposition détaillée (proposer des phases pour obtenir plusieurs livrables), recherche de financement, etc.
- 2^{ème} rencontre avec l'arrondissement - Direction générale et bureau de la mairesse afin d'obtenir un accord officiel. Si le terrain des Sœurs Ste-Anne:
 - ◇ Voir à impliquer d'autres partenaires dont le Service des grands parcs, puisque l'arrondissement désire que le parc obtienne le statut de grand parc urbain, etc.
- Aussi, une consultation publique est prévue pour l'automne 2018
- Préparer un argumentaire quant au choix de ce site par rapport à d'autres projets en développement sur l'île de Montréal (gérer les attentes et les nombreux besoins)

Point d'information :
 Une rencontre a eu lieu le 1^{er} mai avec la mairesse de Lachine, Maja Vodanovic et son attaché politique, Daniel Bouchard.
 Deux options :
 1) Le site des Sœurs Ste-Anne Dans ce cas, il faudra cheminer avec les responsables de congrégation et divers organismes (ex. GRAME et GRT).
 2) Le site de Lachine-Est. Site de plus de 60 hectare (Blue Bonnets en fait une 40^{aine}) qui pourrait à requalifier et à développer. La totalité ou une partie du site pourrait servir au *CLL*.
 Si Lachine est retenue il faudra choisir quel site, en informer les élus et rencontrer l'administration.

SUIVI – Peu importe le terrain choisi pour le CLL, NB et NG présenteront, à la prochaine rencontre du CD, un **calendrier provisoire indiquant des moments clés**

du développement du CLL, pour s'assurer que le projet demeure cohérent et pertinent avec le développement du site.

SUIVI – Au-delà des livrables habituellement réalisés lors des projets Ouranos (rapport final, présentations, fiches projet (en cours et terminées)), MC et NG proposeront des **livrables particuliers**, par exemple, un format standard de communication (one/two pager, liste de messages-clés, image/cartographie, etc.), à déterminer, dédié aux élus.

NG et NB profiteront de l'appel conférence de juin pour **proposer l'équipe à retenir**.

Tout au long du CLL une attention particulière devra être portée à l'importance de bien coordonner les communications et de s'entendre sur les messages à véhiculer.

o *Études de cas*

Poser un regard et une analyse critique sur les actions, les projets, les pratiques menés sur le territoire en matière d'adaptation afin d'en mesurer les réels impacts, de bonifier les mesures à mettre en place, de proposer et d'apporter de nouvelles solutions.

À ce jour :

- Liste de projets potentiels, par exemple: cas de la mise en place d'une réglementation sur les toits vert/blancs Rosemont - impact de cette réglementation sur le territoire, sur la gestion en arrondissement (développement de l'expertise dans ce volet)

Prochaines étapes :

- Choix des cas
- Choix d'un chercheur pour réaliser ce projet

SUIVI –NG et NB s'assureront du **développement et démarrage** de ce projet.

3. Prochaines étapes (N. Bleau et N. Giguère)

3.1. LES PROJETS À VENIR (en discussion)

o *Suivi environnemental d'un toit vert*

Outiller la Ville – préciser la position de la Ville face à l'aménagement des toits végétalisés et outiller les Services, arrondissements et Villes liées à faire des choix éclairés pour mettre en place des outils (réglementaires, d'implantation, etc.).

Profiter du projet d'aménagement du plus grand toit vert à Montréal, le toit de l'Édifice Charland, mené par le Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal et le Service de la gestion et planification immobilière. Il est réalisé dans le cadre de la Mission de collaboration entre experts de la Ville de Paris et Montréal. Est aussi impliqués le Service de l'eau.

Le projet se veut un laboratoire sur la biodiversité et un magnifique prétexte pour mettre en place une méthodologie de suivi de paramètres relatif à la biodiversité urbaine et aux impacts des toits verts.

À ce jour :

- Plusieurs rencontres menées pour définir les besoins des Services concernés

Prochaines étapes :

- Faire une revue de littérature visant à établir l'état des connaissances et l'avancement de la recherche en matière de toits verts en milieu urbain.

- Rassembler l'information pour aider la Ville et plus spécifiquement les Services concernés à confirmer ou infirmer les a priori par rapport aux toits végétalisés et fournir aux différentes unités administratives de la Ville des données précises sur la performance « réelle » de cette mesure d'adaptation.
 - Mettre en place un protocole de suivi environnemental pour ce toit vert - le comparer aussi avec d'autres déjà aménagés sur le territoire, etc.
- *Développement d'un argumentaire économique relativement à l'adaptation aux CC*
 Dans le cadre de sa stratégie de développement économique 2018-2022, le Service du développement économique (SDE) souhaite développer une expertise sur la requalification des anciennes zones industrielles de Montréal par l'aménagement et le développement "d'éco-parcs" industriels, de zones industrielles exemplaires, plus résilients face aux changements climatiques

À ce jour :

- Une première phase du projet a été complétée avec l'organisme Vivre en ville - analyse de cas probants d'éco-parcs
- Première rencontre exploratoire tenue avec l'économiste d'Ouranos, la SDE, et l'économiste du Service de la mise en Valeur du territoire de la Ville de Montréal

Prochaines étapes :

- Le SDE souhaite se doter d'une méthodologie et d'outils d'analyses coûts-bénéfices qui seraient utiles à la planification stratégique et au réaménagement de secteurs clés dont celui de l'Assomption Sud (qui fera l'objet d'une consultation publique à l'automne 2018) et voir comment y intégrer les enjeux climatiques dans les analyses.
- Définir un cadre d'analyse, mettre en place l'équipe de travail (collaborateurs Ville) - soit l'arrondissement concernée, le Service de l'eau, etc.

○ *Autres*

- *Poursuivre le développement des projets énumérés*
- *Poursuivre la recherche de financement* pour le **Projet Vulnérabilité des infrastructures essentielles** - demande déposée à RNCan n'a pas été acceptée
- *Préparer la programmation de l'année 2* - en revisitant les besoins des Services, arrondissements et Villes liées, en étant à l'affût des opportunités - de financement (nouveaux programmes, etc.), des événements climatiques (qui ne sont pas souhaitées mais qui sont de magnifiques leviers pour susciter l'intérêt et lancer des projets), etc.
- *Réfléchir à une stratégie de communication*
 - ◇ Préciser les objectifs, les messages et les actions possibles en matière de communication du partenariat Ville/Ouranos
 - ◇ Monter un argumentaire en faveur de la co-construction et du partage d'expertise
 - ◇ Insister sur les retombées, par exemple en mentionnant que travailler avec les universitaires implique de travailler avec des étudiants qui seront éventuellement de futurs employés de la Ville déjà sensibilisés aux enjeux urbains relatifs aux CC.

SUIVI –NG et MC proposerons des messages clés concernant le dossier des CC qui pourront être répétés par la Ville et par Ouranos lors de rencontres avec les élus par exemple

SUIVI – NG et MC planifiera une rencontre avec des élus de la Ville pour expliquer d'où l'entente est née, ce qui a été fait à ce jour, les résultats et retombées attendus

- *Travail à l'interne (ville de Montréal) sur les perceptions de ce qu'est le partenariat:*
 - ◇ Briser certaines perceptions Ville - donneur d'ouvrage en relation avec un consultant vs Ville collaboratrice, faisant équipe avec des chercheurs
 - ◇ Sur les grandes étapes de développement d'un projet
 - ◇ Le temps requis pour bien définir des besoins Ville, d'un Service, sur l'idéation (définition du projet),
 - ◇ Les différentes approches auprès de chercheurs
 - ◇ Collaboration avec les chercheurs (importance de développer une expertise interne est aussi importante)
 - ◇ Financement des projets

Tout au long du partenariat une attention particulière devra être portée à l'importance de bien coordonner les échanges avec différents intervenants de la Ville, et de développer le réflexe de diriger les demandes relatives aux CC vers le Service de l'environnement de la Ville, responsable pour ce partenariat.

4. Programmes et projets d'intérêt (C. Larrivée)

- *Projet "Réduire la vulnérabilité aux inondations et à l'érosion associées aux changements climatiques pour des communautés riveraines du tronçon fluvial du Saint-Laurent"* https://www.ouranos.ca/publication-scientifique/FicheBlondlotHuard2017_FR.pdf
- Dans le cadre du Plan d'action en matière de sécurité civile relatif aux inondations : vers une société québécoise plus résiliente aux catastrophes, le gouvernement québécois a mandaté Ouranos pour réaliser des études exhaustives des crues historiques ainsi que des simulations, des scénarios et des analyses climatiques permettant de considérer les incidences des changements climatiques. <https://www.ouranos.ca/gouvernement-quebec-devoile-plan-daction-relatif-aux-inondations/>
- *Vulnérabilités des ports du St-Laurent aux changements climatiques* (Université de Montréal) : fiche en cours de rédaction
- *Bilan hydrologique des rivières Saint-Charles et Montmorency dans un contexte de changements climatiques* (Ouranos, Université de Montréal, CMQ, MDDELCC) https://www.ouranos.ca/publication-scientifique/FicheRondeau2016_FR.pdf <https://www.ouranos.ca/publication-scientifique/RapportRondeau2016-Fr.pdf>
- *Évaluation de l'agriculture urbaine comme infrastructure verte de résilience individuelle et collective face aux changements climatiques et sociaux*, (UQAM, Portland State University) https://www.ouranos.ca/publication-scientifique/FicheDuchemin2016_fr.pdf
- *Atlas interactif de la vulnérabilité de la population québécoise aux aléas climatiques à l'intention des acteurs locaux et régionaux* (Université Laval) https://www.ouranos.ca/publication-scientifique/FicheBarrette2015_FR.pdf
- *Température intérieure des logements en Montérégie : Mieux comprendre pour mieux intervenir* (MSSS) https://www.ouranos.ca/publication-scientifique/FicheTardif2016_Fr.pdf
- *Téledétection, cartographie extensive et surveillance de la présence de l'herbe à poux (Ambrosia artemisiifolia) et de ses effets sanitaires au Québec* (Conseil GeoImpacts) <https://www.ouranos.ca/publication-scientifique/FicheNgom2017-Fr.pdf>
- *Étude des vulnérabilités sanitaires aux événements météorologiques extrêmes et élaboration de seuils d'alerte pour le Québec* (INSPQ): fiche en cours de rédaction

- *Infrastructures vertes : développement d'une stratégie multi-échelle basée sur la complexité et la résilience en milieu urbain* (UQO et Université McGill)
https://www.ouranos.ca/publication-scientifique/FicheMessierGonzalez2016_FR.pdf
- *Communiquer l'action en changements climatiques au Québec* (INSPQ et Université de Laval)
https://www.ouranos.ca/publication-scientifique/FicheCampagna2016_FR.pdf
<https://unpointcinq.ca/>

DÉCISION – À chacune des rencontres du comité directeur ce point sera à l'ordre du jour. La Ville de Montréal et Ouranos sont invités à y contribuer

5. Autres activités d'intérêt

- CONFÉRENCE IPCC CITIES (EDMONTON, 5 AU 7 MARS 2018)
 - Première conférence portant spécifiquement sur les Villes et le Climat
 - M. Cloutier, S. Wagner, N. Giguère et N. Bleau y étaient
 - Les principaux résultats escomptés de la Conférence sont :
 - Un programme mondial de recherche sur les villes et les changements climatiques qui favorise la science du changement climatique et donne une reconnaissance et une visibilité aux connaissances générées par les acteurs urbains;
 - Une meilleure compréhension des impacts des changements climatiques au niveau urbain, de l'éventail des réponses possibles et du rôle des villes dans la mise en œuvre de l'accord de Paris; et
 - Une prise de décision plus éclairée sur le climat au niveau local, grâce à l'amélioration des relations entre la politique, la pratique et les communautés scientifiques travaillant dans les zones urbaines, à travers de nouveaux projets, plates-formes et partenariats.
 - **MESSAGES CLÉS :**
 - **Ne pas séparer la réduction des GES et l'adaptation**, en faire une stratégie globale de lutte aux CC.
 - Les chercheurs, les décideurs, les praticiens et les autres parties prenantes des villes doivent renforcer leurs **partenariats** et produire des connaissances ensemble.
 - Mieux comprendre les comportements, **la mécanique municipale**, les schèmes de décision est nécessaire pour faire avancer l'adaptation dans les villes.
 - Les chercheurs et les autorités municipales doivent étendre la quantité et les types de données urbaines collectées. Outre l'amélioration de la disponibilité... la couverture, la qualité, la résolution et la fiabilité des données doivent être améliorées.
 - Il faut de la science robuste (qu'on garde dans sa poche arrière) mais il faut parler le langage de chacun de nos interlocuteurs.
 - **L'enjeu des CC doit être adressé et intégré dans l'agenda politique...** où les décisions importantes se prennent
 - La science elle-même ne devrait jamais être politisée ... mais l'importance de la science [robuste] devrait davantage intégrer les sphères politiques (I. Everson)
 - **Le concept de co-bénéfice** est des plus importants pour convaincre d'agir contre les changements climatiques (Kristie Ebi)

- **Les bailleurs de fonds** doivent aussi s'adapter à ces nouveaux besoins (recherche-action, jumelage scientifiques-villes) relativement à la co-construction, et à la transformation des processus, outils, etc. pour faire face aux CC.
 - Des stratégies audacieuses sont nécessaires pour rendre les villes résilientes et sobres en carbone. Par exemple, l'initiative "ville-éponge".
 - Il faut identifier et multiplier les "Success stories".
- CONGRÈS MONDIAL D'ICLEI (Montréal, 19 au 22 juin 2018)
 - Piloter par le Service du DD de la Ville
 - Pour Ouranos, discussion en cours avec ICLEI afin de planifier son rôle dans l'organisation et le déroulement de l'événement (Présentation, réseautage auprès des acteurs universitaires, etc.)

DÉCISION – À chacune des rencontres du comité directeur ce point sera à l'ordre du jour. La Ville de Montréal et Ouranos sont invités à y contribuer

6. Prochaine rencontre

- APPEL CONFÉRENCE EN JUIN.

SUIVI – NG et NB proposeront un **calendrier de développement et réalisation des projets** (*Climat Living Lab*, Étude de cas, Toit vert, Analyse économique, Analyse de vulnérabilité des infrastructures essentielles).

SUIVI - NG et NB profiteront de cet appel pour proposer l'**équipe à retenir pour le CLL**.

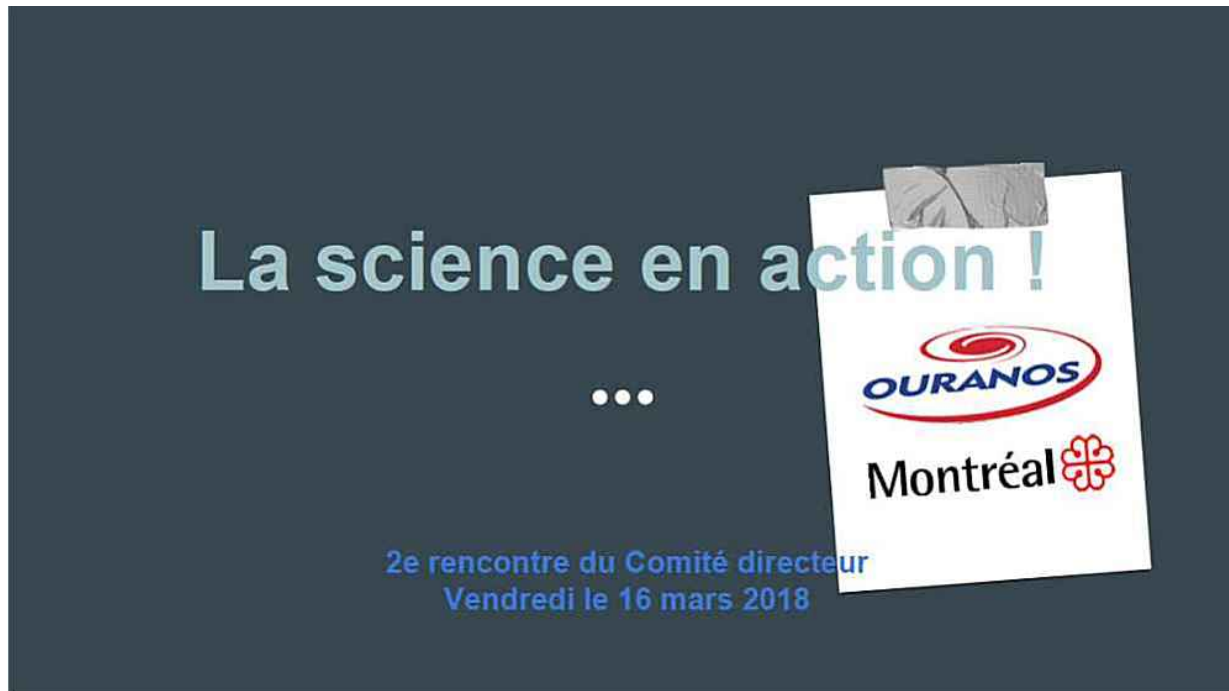
SUIVI – NG et NB rédigeront le **rapport annuel du partenariat**. Ce bilan et cette planification des travaux effectués, en cours et projetés seront utiles lors des rencontres prévues des directions générales autant à la Ville qu'à Ouranos. La Ville précisera si des livrables spécifiques sont attendus.

- RÉUNION EN PERSONNE À L'AUTOMNE 2018

Fin de la rencontre

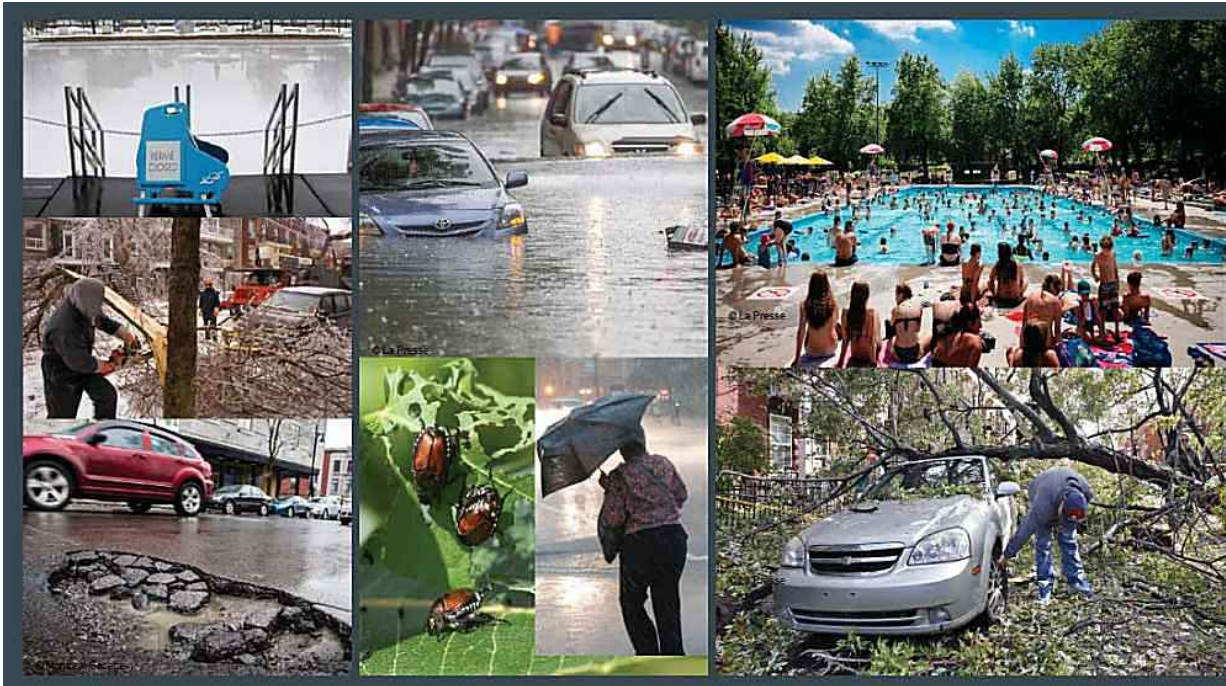
NB et NG

Annexe 1



Ordre du jour

- Mot de bienvenue
 - Bilan des 8 premiers mois du partenariat (projets et mode de fonctionnement)
 - Prochaines étapes
 - Programmes et projets d'intérêt
 - Autres activités d'intérêt
 - Varia
-

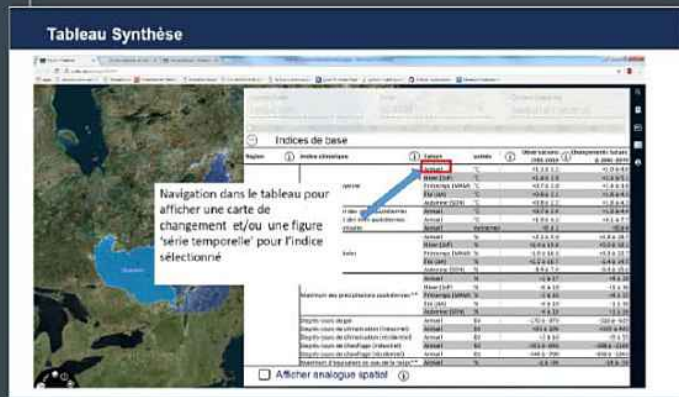


Faire équipe...

- **Comblent le fossé entre la recherche et la pratique**
- **Partager les expertises, les connaissances et faciliter la circulation des données**
- **Créer un levier pour l'innovation**

La science en action - projets

Services climatiques

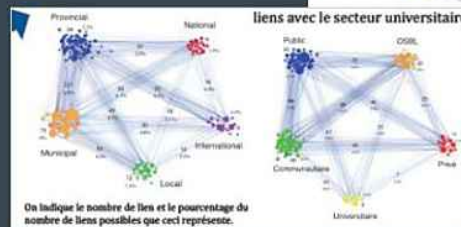
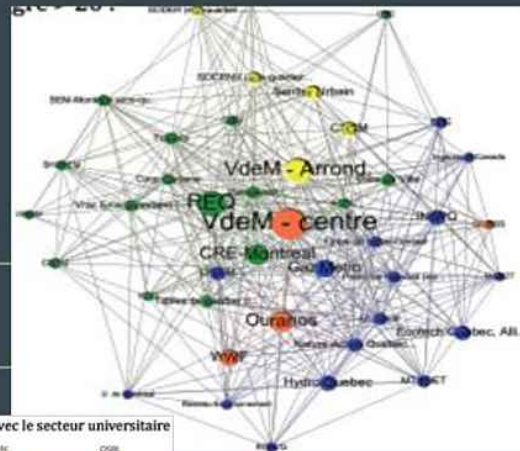


Comment accompagner et fournir les données climatiques les plus à jour ?

La science en action

Cartographie des acteurs de l'adaptation aux changements climatiques
Marie-Christine Therrien, ENAP

Qui sont les acteurs de l'adaptation sur le territoire ?



La science en action

Climat Living Lab

Site potentiel - Lachine

Projet de conversion d'un couvent
(propriété de 63 600 m²)



Comment intégrer les enjeux d'adaptation aux changements climatiques dans toutes les phases d'un projet de développement urbain?

La science en action

Études de cas



Comment les projets menés répondent aux enjeux de l'adaptation aux changements climatiques?



La science en action

Toits verts



Comment mettre au point une méthodologie de suivi et d'évaluation de l'efficacité de solutions d'adaptation ?

La science en action

Analyse coûts-avantages Réaménagement de friches industrielles



Quels sont les bénéfices économiques de l'adaptation ?

Les prochaines étapes

- **Poursuivre le développement des projets - programmation de l'an 1**
- **Préparer la programmation de l'an 2**
- **Communiquer, informer, échanger...**



Programmes et projets d'intérêt



Congrès mondial ICLEI
ICLEI World Congress 2018
19 au 22 juin • 19 - 22 June • Montreal, Canada

Autres activités d'intérêt...

Varia



Cheminement critique - projets Ville de Montréal-Uranos

